1

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Budget primitif 2019 de la ville de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
et après avoir reçu communication du rapport sur la situation de la collectivité en matière de développement durable,

1) *approuve le budget primitif pour l'exercice 2019 de la ville de Strasbourg tel que figurant aux documents budgétaires joints en annexe,*

   a) *arrête aux sommes suivantes, pour l'ensemble du budget, le montant des chapitres*

I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	*Libellé chapitre*	
011	*Charges à caractère général*	*84 157 846,00 €*
012	*Charges de personnel et frais assimilés*	*200 191 500,00 €*
014	*Atténuation de produits*	*1 372 000,00 €*
022	*Dépenses imprévues*	*1 200 000,00 €*
023	*Virement à la section d'investissement*	*14 700 000,00 €*
042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*13 000 000,00 €*
65	*Autres charges de gestion courante*	*63 871 225,00 €*
656	*Frais de fonctionnement des groupes d'élus*	*296 244,00 €*
66	*Charges financières*	*3 137 500,00 €*
67	*Charges exceptionnelles*	*2 098 505,00 €*
68	*Dotations aux amortissements et aux provisions*	*675 180,00 €*

		384 700 000,00 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
013	*Atténuations de charges*	*1 077 000,00 €*
042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*5 000,00 €*
70	*Produits des services, du domaine et ventes diverses*	*29 025 012,00 €*
73	*Impôts et taxes*	*253 556 547,00 €*
74	*Dotations et participations*	*81 249 816,00 €*
75	*Autres produits de gestion courante*	*14 433 470,00 €*
76	*Produits financiers*	*3 049 000,00 €*
77	*Produits exceptionnels*	*2 000 385,00 €*
78	*Reprises sur amortissements et provisions*	*303 770,00 €*
		384 700 000,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

1. CREDITS DE PAIEMENT

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
020	*Dépenses imprévues*	*680 567,31 €*
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*5 000,00 €*
041	*Opérations patrimoniales*	*8 000 000,00 €*
13	*Subventions d'investissement*	*10 000,00 €*
16	*Emprunts et dettes assimilées*	*21 257 000,00 €*
20	*Immobilisations incorporelles*	*1 351 628,62 €*
204	*Subventions d'équipement versées*	*12 436 672,00 €*
21	*Immobilisations corporelles*	*28 244 990,73 €*
23	*Immobilisations en cours*	*73 304 141,34 €*
27	*Autres immobilisations financières*	*600 000,00 €*
454101	*Travaux sur immeubles menaçant ruine*	*50 000,00 €*
454104	*Travaux au titre de la lutte contre l'habitat insalubre*	*10 000,00 €*
454105	*Travaux pour tiers - Eclairage public*	*50 000,00 €*
		146 000 000,00 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*14 700 000,00 €*
024	*Produit des cessions d'immobilisations*	*24 092 510,00 €*
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*13 000 000,00 €*
041	*Opérations patrimoniales*	*8 000 000,00 €*

10	*Dotation fonds divers et réserves*	*7 600 000,00 €*
13	*Subventions d'investissement*	*7 437 438,93 €*
16	*Emprunts et dettes assimilées*	*70 453 051,07 €*
27	*Autres immobilisations financières*	*607 000,00 €*
454201	*Travaux sur immeubles menaçant ruine*	*50 000,00 €*
454204	*Travaux au titre de la lutte contre l'habitat insalubre*	*10 000,00 €*
454205	*Travaux pour tiers - Eclairage public*	*50 000,00 €*
		146 000 000,00 €

2. AUTORISATIONS DE PROGRAMME

En DEPENSES	*870 903 049 €*
En RECETTES	*194 063 264 €*

b) approuve la révision des autorisations de programme telle que figurant au document budgétaire réglementaire,

2) approuve le budget primitif pour l'exercice 2019 du budget annexe de l'école européenne -tel que figurant aux documents budgétaires joints en annexe- et arrête aux sommes suivantes, pour l'ensemble du budget, le montant des chapitres,

I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
011	*Charges à caractère général*	*945 000,00 €*
012	*Charges de personnel et frais assimilés*	*30 000,00 €*
042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*25 000,00 €*
		1 000 000,00 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
70	*Produits des services, du domaine et ventes diverses*	*391 500,00 €*
74	*Dotations et participations*	*595 500,00 €*
75	*Autres produits de gestion courante*	*13 000,00 €*
		1 000 000,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***

21	*Immobilisations corporelles*	*25 000,00 €*
		25 000,00 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*25 000,00 €*
		25 000,00 €

3) *décide de conserver à un niveau stable le taux des trois taxes directes locales pour 2019, soit :*

	2019
Taxe d'habitation	*25,40 %*
Taxe foncière sur les propriétés bâties	*22,49 %*
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	*72,52 %*

4) *fixe les tarifs des droits de place et autres droits divers ainsi que les droits de stationnement sur voirie et les tarifs dans les parkings en ouvrage conformément à* ***l'annexe I****, et charge le Maire ou son représentant de prendre toutes les mesures réglementaires applicables, notamment concernant les modalités d'organisation et de fonctionnement du service du stationnement payant sur voirie,*

5) *vu l'article L 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;*
vu le décret n° 2007-23 du 5 janvier 2007 modifiant le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 16 janvier 1984 portant dispositions statuaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991 (JO du 07/01/2007) ;
vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006, fixant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils de l'Etat ;
vu l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission ;

autorise le Maire, pour l'exercice budgétaire 2019,

en application du dernier alinéa de l'article 7-1 du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 et de l'article 7 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 à signer, à titre dérogatoire, exceptionnel et pour une durée limitée aux déplacements afférents, des ordres de mission des agents, des élus et des états de frais des intervenants extérieurs incluant des taux de remboursement dérogeant jusqu'à concurrence de quatre fois maximum au forfait relatif aux taux des indemnités de mission sur le territoire national, sans que le montant autorisé puisse conduire à rembourser une somme supérieure à celle effectivement engagée par le bénéficiaire.
Au 21 novembre 2018, le montant du forfait est fixé nationalement à 60 € par nuitée au titre de l'hébergement et 15,25 € par repas.

Ces dispositions emportent mise en compatibilité du règlement d'attribution des indemnités de frais de déplacements temporaires, modifié lors de la délibération du 26 janvier 2015.

6)

I – Considérant qu'au 01/01/2019, l'encours de la dette présente les caractéristiques suivantes :

L'encours de la dette s'élève à 193 098 945 €.
La dette est ventilée en appliquant la double échelle de cotation fondée sur l'indice sous-jacent et la structure et en précisant pour chaque élément sa part respective dans le total de l'encours, sa valorisation et le nombre de contrats concernés :

- *27 contrats de 187 496 820 € représentant 97,1% de l'encours de dette classée 1-A,*
- *2 contrats de 1 666 666 € représentant 0,9% de l'encours de dette classée 1-B,*
- *1 contrat de 3 935 459 € représentant 2% de l'encours de dette classée 4-B.*

Considérant, que compte tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, la Ville de Strasbourg souhaite recourir à des produits de financement dont l'évolution des taux doit être limitée.

a) *approuve la détermination du profil de la dette comme suit :*

L'encours de la dette peut être augmenté au maximum de la somme inscrite au budget. Les emprunts ainsi que les instruments financiers retenus respecteront une ventilation conforme aux critères suivants :

- *100% maximum de l'encours de la dette classée 1-A,*
- *50% maximum de l'encours de la dette classée 1-B,*
- *0% pour les autres classifications.*

b) *approuve le recours, dans le souci d'optimiser sa gestion de la dette et dans le cadre des dispositions de la circulaire interministérielle du 25 juin 2010, à des produits de financement qui pourront être :*

- *et/ou des emprunts de type « schuldschein »,*
- *et/ou des emprunts classiques : taux fixe ou variable sans structuration,*
- *et/ou des emprunts bancaires à barrières sur EURIBOR*
- *des emprunts obligataires (stand alone, EMTN ou groupés).*

La durée des produits de financement ne pourra excéder 40 années.

Les index de référence des contrats d'emprunts pourront être :

- *le T4M*
- *le TAM*
- *l'EONIA*
- *le TMO*
- *le TME*
- *l'EURIBOR*
- *le livret A*

- *l'inflation*
- *l'OAT.*

Pour l'exécution de ces opérations, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins cinq établissements spécialisés.

Des primes ou commissions pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers pour un montant maximum de :

- *0,20 % de l'encours visé par l'opération pour les primes,*
- *0,30 % du montant de l'opération envisagée pour les commissions, pendant toute la durée de celle-ci,*
- *un forfait de 80 000 €*

c) autorise le Maire, respectivement l'Adjoint chargé du ressort, à contracter les produits nécessaires à la couverture du besoin de financement de la collectivité, conformément aux termes de l'article L. 2122-22 du C.G.C.T. dans les conditions et limites ci-dessus ;

d) autorise à ces fins, le Maire, respectivement l'Adjoint chargé du ressort :

- *à lancer des consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue pour ce type d'opérations,*
- *à lancer des émissions obligataires ou à participer à des emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et signer les actes y relatifs,*
- *à lancer des émissions de type « schuldschein » et signer les actes y relatifs,*
- *à retenir les meilleures offres au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser,*
- *à passer les ordres pour effectuer l'opération retenue,*
- *à résilier l'opération retenue,*
- *à signer les contrats répondant aux conditions posées aux alinéas précédents,*
- *à définir le type d'amortissement et procéder à un différé d'amortissement,*
- *à procéder à des tirages échelonnés dans le temps, à des remboursements anticipés et/ou consolidation, sans intégration de la soulte,*
- *et notamment pour les réaménagements de dette, la faculté de passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable, la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêt, la possibilité d'allonger la durée du prêt, la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement,*
- *et enfin à conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus.*

II – Considérant, que compte tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, la Ville de Strasbourg souhaite recourir à des instruments de couverture afin de se protéger contre d'éventuelles hausses des taux ou au contraire afin de profiter d'éventuelles baisses ou afin de faire évoluer la structure de son encours.

Considérant que ces instruments permettent de modifier un taux (contrats d'échange de taux ou swap), de figer un taux (contrats d'accord de taux futur ou FRA, contrats de terme contre terme ou FORWARD/FORWARD), de garantir un taux (contrats de garantie de taux plafond ou CAP, contrats de garantie de taux plancher ou FLOOR, contrats de garantie de taux plafond et de taux plancher ou COLLAR) ;

a) approuve le recours, dans le souci d'optimiser sa gestion de la dette et dans le cadre des dispositions de la circulaire interministérielle du 25 juin 2010, à des opérations de couverture des risques de taux qui pourront être :

- *des contrats d'échange de taux d'intérêts (SWAP),*
- *et/ou des contrats d'accord de taux futur (FRA),*
- *et/ou des contrats de garantie de taux plafond (CAP),*
- *et/ou des contrats de garantie de taux plancher (FLOOR),*
- *et/ou des contrats de garantie de taux plafond et de taux plancher (COLLAR).*

La durée des contrats de couverture ne pourra excéder 20 années.
En toute hypothèse, cette durée ne peut être supérieure à la durée résiduelle des emprunts auxquels les opérations sont adossées.

Les index de référence des contrats de couverture pourront être :
- *le T4M,*
- *le TAM,*
- *l'EONIA,*
- *le TMO,*
- *le TME,*
- *l'EURIBOR,*
- *l'OAT.*

En toute hypothèse, les opérations de couverture sont toujours adossées aux emprunts constitutifs de la dette et le montant de l'encours de la dette sur lequel portent les opérations de couverture ne peut excéder l'encours global de la dette de la collectivité.

Pour l'exécution de ces opérations, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements spécialisés.

Des primes ou commissions pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers pour un montant maximum de :

- *0,10% de l'encours visé par l'opération pour les primes,*
- *0,15% du montant de l'opération envisagée pour les commissions, pendant toute la durée de celle-ci,*
- *un forfait de 10 000 euros.*

b) autorise le Maire, respectivement l'Adjoint chargé du ressort, à recourir à des opérations de couverture sur les contrats d'emprunts constitutifs du stock de la dette, ainsi que sur les emprunts nouveaux ou de refinancement à contracter sur l'exercice et qui seront inscrits en section d'investissement du budget primitif.

c) autorise le Maire, respectivement l'Adjoint chargé du ressort, à ces fins :

- *à lancer des consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue pour ce type d'opérations,*
- *à retenir les meilleures offres au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser,*
- *à passer les ordres pour effectuer l'opération retenue,*
- *à résilier l'opération retenue,*
- *à signer les contrats de couverture répondant aux conditions posées aux alinéas précédent;*

7) autorise le Maire, respectivement l'Adjoint chargé du ressort, à réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 49 000 000 €,

8) approuve, sur proposition de la Commission Mixte Paritaire chargée des relations financières entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg en application de la convention du 3 mars 1972 passée entre la Ville et la Communauté Urbaine de Strasbourg, la répartition des frais de personnel entre la ville de Strasbourg, l'Oeuvre Notre-Dame et l'Eurométropole de Strasbourg en fonction de décomptes établis par direction et services sur la base des éléments qui composent la paie et des pourcentages des temps d'occupation au bénéfice de chaque collectivité,

9) charge la Commission Mixte Paritaire de s'assurer de la bonne exécution de cette répartition,

10) approuve, sur proposition de la Commission Mixte Paritaire chargée des relations financières entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg en application de la convention du 3 mars 1972 passée entre la Ville et la Communauté Urbaine de Strasbourg, le versement du remboursement des frais de personnel et des frais d'administration générales de la ville de Strasbourg à l'Eurométropole de Strasbourg, par douzième, sur la base du remboursement opéré en année N-2, le solde étant versé à l'issue des décomptes définitifs ;

11) arrête pour le budget de 2019 le taux de participation de l'Eurométropole de Strasbourg aux charges de pensions assumées par la Ville à 50,43 %, en vertu de l'article 26 de la loi du 31 décembre 1966, relative aux communautés urbaines,

12) approuve l'encaissement de recettes dans le cadre du paiement par internet, et décide de prendre en charge les risques de rejet de paiement résultant de la vente à distance par carte bancaire,

*13) approuve la liste des organismes pour lesquels la ville de Strasbourg versera une cotisation en 2018 (**annexe II**)*

*14) prend acte, dans **l'annexe III**, de la présentation de la liste des organismes pour lesquels la Ville*

a. détient une part du capital ;

b. *a garanti un emprunt*
c. *a versé une subvention supérieure à 75 000 € ou représentant plus de 50% du produit figurant au compte de résultat de l'organisme.*

15) approuve les versements suivants :

Bénéficiaire	***Type de dépense***	***Nature comptable***	***Montant***
BA Ecole Européenne de Strasbourg	*Contribution obligatoire*	*6558*	*353 130 €*
Crédit municipal	*Subvention de fonctionnement (subvention d'équilibre)*	*65737*	*85 000 €*
Crédit municipal	*Subvention d'équipement*	*204172*	*17 000 €*
Crédit municipal	*Prêt*	*274*	*300 000 €*
Budget de l'Œuvre Notre-Dame	*Subvention de fonctionnement (subvention d'équilibre)*	*65738*	*1 200 000 €*
Caisse des Ecoles	*Avance remboursable*	*27636*	*300 000 €*
EPCC HEAR	*Contribution obligatoire*	*6558*	*5 600 000 €*

16) approuve la reprise de provision intitulée « autres provisions pour risques et charges de fonctionnement courant « à hauteur de 83 000 €

17) informe que les documents budgétaires sont consultables à partir du lien suivant :

https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=eb1VMpTxLW82Sy9aX8V0XA

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

Annexe à la délibération du Conseil municipal
du 17 décembre 2018

DROITS DE PLACE SUR LES MARCHES, FOIRES ET KERMESSES

TARIFS DES MARCHES DE PLEIN AIR ET COUVERT

DESIGNATION	MODE DE CALCUL	TARIF
1. Marchés de plein air		
Droits de place	par m²/par jour	1,23 €
Redevance branchement et forfait consommation électrique	par prise/par jour	6,10 €
2. Marché couvert (Halle de Neudorf)		
Droits de place	par m²/par jour	1,26 €
Redevance branchement et forfait consommation électrique	par prise/par jour	6,10 €
Observations : Lors du recouvrement des droits de place, l'encaissement sera arrondi à la dizaine de centime la plus proche.		

TARIFS DES FOIRES - KERMESSES

DESIGNATION	MODE DE CALCUL	TARIF
1. Stands, jeux, boutiques de vente, manèges et autres métiers		
Jusqu'à 150 m²	par m²/par période	4,15 €
Tranche de 151 à 300 m²	par m²/par période	2,35 €
Tranche au-dessus de 300 m²	par m²/par période	1,35 €
Appareils automatiques (Boissons, coups de poing, astrologie,…)	forfait	92,00 €
Redevance branchement et forfait consommation électrique	par prise/par jour	6,10 €
2. Minimum de perception par établissement		
Droits de place	forfait	35,50 €
Observations : Lors du recouvrement des droits de place, l'encaissement sera arrondi à la dizaine de centime la plus proche. Aucune participation supplémentaire ne sera exigée, hormis les frais de branchement électrique individuel.		

Date d'effet : 1er janvier 2019

TARIFS FOIRE SAINT-JEAN 2019

DESIGNATION	MODE DE CALCUL	TARIF
1. Stands, jeux, boutiques, manèges et autres métiers		
Droits de place		
Jusqu'à 150 m²	par m²	7,20 €
Tranche de 151 à 300 m²	par m²	3,70 €
Tranche au-dessus de 300 m²	par m²	2,10 €
Appareils automatiques (Boissons, coups de poing, astrologie,…)	forfait	92,00 €
2. Brasseries (structures mobiles)		
Droits de place	forfait	755,00 €
3. Droit minimum par établissement		
Droits de place	forfait	35,50 €
4. Frais de communication et de promotion		
Boutiques	par ml de façade	27,50 €
Manèges enfantins < 18 ml	par ml de façade	33,00 €
Manèges enfantins > 18 ml	forfait	605,00 €
Boîtes à rire et similaires	forfait	660,00 €
Gros manèges	forfait	965,00 €
5. Consommation d'eau		
Manèges utilisant de grands volumes d'eau	mise en place d'un compteur spécifique	
Aquaboules et manèges utilisant l'eau à l'exception des manèges utilisant de grands volumes d'eau	forfait	188,00 €
Grandes brasseries	forfait	210,00 €
Stands alimentaires (confiseries, restauration rapide…)	forfait	72,00 €
Piscines privées	forfait	158,00 €
6. Electricité par stand, selon puissance demandée		
Jusqu'à 30 A (18 kVa)	forfait	97,00 €

De 31 à 60 A (36 kVa)	forfait	188,00 €
De 61 à 130 A (78 kVa)	forfait	282,00 €
De 131 à 240 A (144 kVa)	forfait	395,00 €
De 241 à 400 A (240 kVa)	forfait	495,00 €
7. Caravanes		
Caravanes principales	forfait	142,00 €
Caravanes secondaires	forfait	50,00 €

Observations

Lors du recouvrement des droits de place, l'encaissement sera arrondi à la dizaine de centime la plus proche.
Prix fixés pour la durée de la manifestation.

TARIFS MARCHE DE NOËL 2019

SITES	MODE DE CALCUL	TARIF
1. Stands et boutiques rue de la Comédie, places Broglie, Cathédrale, Château, Corbeau, Austerlitz, Gare, Gutenberg, Etoile, Marché des Bredele et autres sites le cas échéant		
Droits de place	par m²/par période de 4 semaines	102,00 €
	par m²/par semaine supplémentaire	25,50 €
Participation aux frais de promotion	forfait/par période de 4 semaines	174,00 €
	forfait/par semaine supplémentaire	43,50 €
Participation aux frais de gardiennage	forfait/par période de 4 semaines	368,00 €
	forfait/par semaine supplémentaire	92,00 €
2. Stands et boutiques places Benjamin Zix, des Meuniers et secteur Marché Neuf / Temple Neuf		
Droits de place	par m²/par période de 4 semaines	60,00 €
	par m²/par semaine supplémentaire	15,00 €
Participation aux frais de promotion	forfait/par période de 4 semaines	174,00 €
	forfait/par semaine supplémentaire	43,50 €
Participation aux frais de gardiennage	forfait/par période de 4 semaines	368,00 €
	forfait/par semaine supplémentaire	92,00 €
3. Stands des Vignerons ou autres stands partagés		
Droits de place (frais de promotion et de gardiennage inclus)	par m²/par jour	4,20 €
4. Vendeurs de Sapins		
a) Place Broglie		
Droits de place	par emplacement/par période	675,00 €
Participation aux frais de promotion	forfait/par période	174,00 €
Participation aux frais de gardiennage	forfait/par période	368,00 €
b) Place Kléber		
Droits de place	par emplacement/par période	675,00 €

Participation aux frais de promotion	forfait/par période	174,00 €
c) Autres sites		
Droits de place	par emplacement/par période	675,00 €
Participation aux frais de promotion	forfait/par période	174,00 €
5. Noël du Livre		
Droits de place	par table/par période	215,00 €
6. Manèges places de la Cathédrale, d'Austerlitz, Gutenberg ou sur autres sites de Noël		
Droits de place	par m²/par période de 4 semaines	40,00 €
	par m²/par semaine supplémentaire	10,00 €
Participation aux frais de promotion	forfait/par période de 4 semaines	174,00 €
	forfait/par semaine supplémentaire	43,50 €
Participation aux frais de gardiennage	forfait/par période de 4 semaines	368,00 €
	forfait/par semaine supplémentaire	92,00 €

Observations :
Conformément aux dispositions de l'article L.2125-1 du Code Général de la propriété des personnes publiques, l'autorisation d'occupation du domaine public pourra être délivrée à titre gratuit aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.
Lors du recouvrement, les montants encaissés seront arrondis à la dizaine de centime la plus proche.
Aucune participation supplémentaire ne sera exigée hormis les frais de branchement et de consommation d'électricité individuels facturés par l'Electricité de Strasbourg.

REDEVANCES DE STATIONNEMENT SUR VOIRIE APPLICABLES AU 1ER JANVIER 2019

Le Maire, ou son représentant, est chargé par le Conseil municipal de prendre toutes les mesures réglementaires applicables, notamment concernant les modalités d'attribution et de reconnaissance de la qualité d'ayant droit, selon les catégories ci-dessous définies, ainsi que concernant l'organisation et le fonctionnement du service du stationnement payant sur voirie.
La durée maximum de stationnement est limitée à 24 h consécutives sur voirie.

GRILLES HORAIRES ET MONTANT DU FORFAIT DE POST-STATIONNEMENT

Les tarifs horaires seront applicables du lundi au samedi, sauf jours fériés, de 9h à 19h

ZONE ROUGE

Durée de stationnement	Tarif	Tarif cumulé
1h	**2,10 €**	**2,10 €**
2h	**2,10 €**	**4,20 €**
2h15	0,60 €	4,80 €
2h30	5,70 €	10,50 €
2h45*	6,00 €	16,50 €
3h	**18,50 €**	**35,00 €**

* à partir de 2h45, montant forfaitaire de 18,50 €

ZONE ORANGE

Durée de stationnement	Tarif	Tarif cumulé
1h	**1,70 €**	**1,70 €**
2h	**1,70 €**	**3,40 €**
2h30	0,90 €	4,30 €
2h50	3,20 €	7,50 €
3h00	1,60 €	9,10 €
3h10	1,60 €	10,70 €
3h20	1,60 €	12,30 €
3h30	1,60 €	13,90 €
3h40	1,60 €	15,50 €
3h45*	1,00 €	16,50 €
4h	**18,50 €**	**35,00 €**

Dépose Gare sur voirie : tarif zone rouge

ZONE VERTE

Durée de stationnement	Tarif	Tarif cumulé
1h	**0,50 €**	**0,50 €**
3h	**0,50 €**	**1,00 €**
3h30	0,30 €	1,30 €
3h40	2,00 €	3,30 €
3h50	2,00 €	5,30 €
4h00	2,00 €	7,30 €
4h10	2,00 €	9,30 €
4h20	2,00 €	11,30 €
4h30	2,00 €	13,30 €
4h40	2,00 €	15,30 €
4h45*	1,20 €	16,50 €

* à partir de 4h45, montant forfaitaire de 18,50 €

Montant du Forfait de post-stationnement minoré = 17 € quelle que soit la zone tarifaire, si le paiement est effectué par l'usager dans les 72 heures
Montant du Forfait de post-stationnement = 35 € quelle que soit la zone tarifaire, si le paiement est effectué au-delà de 72 heures

TARIFS RESIDANTS

Forfait mensuel : 15 € par mois
Forfait 12h consécutives payantes : 2,20 €
Forfait Résidéo : 30 minutes gratuites (dans la zone rouge Résidéo)

FORFAITS JOURNALIERS

Forfait Résidant 2 journalier :
zone rouge : 11 € par jour
zone orange : 8 € par jour
zone verte : 3 € par jour
Forfait professionnel mobile toutes zones : 11 € par jour

PROFESSIONNELS DE SANTE EN VISITE

Gratuité du stationnement uniquement pendant la durée des visites (et non à proximité du cabinet médical)

VEHICULES DE SERVICE DE L'EUROMETROPOLE ET VEHICULES DU SERVICE D'AUTOPARTAGE EN TRACE DIRECTE SANS STATION "FREE-FLOATING"

Redevance annuelle forfaitaire pour les véhicules de service de l'Eurométropole : 58 € par véhicule et par an
Redevance annuelle forfaitaire pour les véhicules du service d'autopartage en trace directe sans station "free-floating" : 58 € par véhicule et par an

---

Il est par ailleurs rappelé que depuis la date d'entrée en vigueur de la Loi n°2015-300 du 18 mars 2015, toutes les places de stationnement ouvertes au public sur voirie seront utilisées gratuitement par toute personne titulaire de la carte Mobilité inclusive (CMI) ou de la carte européenne de stationnement en cours de validité, ou par la tierce personne l'accompagnant.

TARIFS DES ABONNEMENTS EN OUVRAGE
A PARTIR DU 1ER JANVIER 2019

VISITEURS JOUR / NUIT (24H/24H)

	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
Bateliers		387,00 €	1 410,00 €

VISITEURS JOUR (7H – 21 H)

	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
Bateliers		336,00 €	1 194,00 €
Halles P3	133,00 €	318,00 €	1 164,00 €

RESIDANTS JOUR / NUIT (24H/24H)

	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
Bateliers	99,00 €	272,00 €	945,00 €
Halles P3 – Résidéo (limité à 400 abonnements)	25,00 €		

RESIDANTS NUIT et WE (17H-10H du lundi au vendredi + sa, di et JF)

	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
Bateliers		120,00 €	423,00 €

RESIDANTS NUIT et dimanche (17H-10H du lundi au samedi, di et JF)

	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
Bateliers		75,00 €	285,00 €

Forfait HOTELIERS

	24h	NUIT (19h-9h)
Bateliers	16,00€	

Abonnements par station CITIZ (24h/24)

10% de l'abonnement VISITEURS JOUR / NUIT (24H/24H)

Forfaits tout public - pré-vendus				
	7 jours consécutifs	**Forfait week-end**	**Forfait 3 jours**	**Forfait 5 jours (du lundi au vendredi)**
Bateliers				50,00€
Halles P3			25,00€	35,00€

TARIFS DES VISITEURS EN OUVRAGE

Tarification dans les parkings "moyenne durée " P3 des Halles et Bateliers

Durées de stationnement	Tarifs
Jusqu'à 7 h de stationnement	0,40 € par ¼ d'heure
De la 8ème h et jusqu'à 9 h de stationnement	0,30 € par ¼ d'heure
De la 10ème h et jusqu'à 11 h de stationnement	0,20 € par ¼ d'heure
De la 12ème h et jusqu'à 13 h de stationnement	0,10 € par ¼ d'heure
Au-delà de 13 h de stationnement	1,60 € par heure
Forfait par 24 heures de stationnement	20 €
Forfait soirée (20h à 2h du matin)	2 €
Forfait nuit (2h à 7h du matin)	2 €
Ticket perdu	20 € / jour
Tarif motos	50 % de réduction

Association des Maires Ruraux du Bas-Rhin (A.M.R.67)
Association des Maires du Bas-Rhin
France Urbaine (Assoc. Des élus urbains)
Elus locaux contre le SIDA
Elus contre la violence faite aux femmes
Observatoire National de l'action sociale décentralisée (O.D.A.S)
Association Francophone des Villes Amies des Ainées
Réseau IDEAL A.S.E.
Assoc. Française des Aidants
Réseau Maternité Addiction
Réseau idéal santé territoriale - médecins territoriaux -
Association nationale des coordinateurs et coordinations locales (ANCCLIC)
Union des professionnels du pôle funéraire public
Association des utilisateurs Logitud (A.D.U.L.)
Conseil français de la citoyenneté de résidence (C.O.F.R.A.C.I.R.)
Réseau des Villes Educatrices
Association Nationale des Directeurs de la Restauration Scolaire (AGORES)
Réseau Idéal - Petite enfance -
Unicef
Association des biens français du patrimoine mondial de l'UNESCO
ICOMOS France
La Fondation du Patrimoine
The league of historical cities
Sites et cités remarquables de France
Association "Zone franche le réseau des musiques du monde"
Office pour la langue et Culture d'Alsace
Fédération Nationale des Collectivités Territoriales pour la Culture (F.N.C.C.)
Culture action Europe
Cités et Gouvernements locaux unis
Réseau Versant Est
Association Vauban
CLIC Club innovation culture
Société des éditeurs et auteurs de musique (I.S.M.N.)
Association "Edouard et Rodolphe REUSS"
Association "Fondation de Marie Jaël"
Association pour le développement et la recherche sur les artothèques (A.D.R.A.)
Club de la Presse
Images en bibliothèques
Association française du cinéma d'animation (AFCA)
Association pour la coopération des professionnels de l'information musicale (ACIM)

Club de la Presse
Association Française des Orchestres
Association du passeport des musées du Rhin supérieur
French Regional & Américan Museum Exchange (FRAME)
Vidéomuseum centre G Pompidou
Fédération des écomusées et des musées de société (FEMS)
ICOM Conseil international des musées
Syndicat National des Scènes Publiques (S.N.S.P.)
Ass. QUINTEST
Magistrale fur Europa
Association des Maires des Communes Forestières
Réserve Naturelle de France
Programme européen des forêts certifiés (Fibois P.E.F.C.)
Sté Française d'arboriculture
Light Urban Community International (LUCI)
CIDB Club Décibel Villes - Centre d'information et de documentation sur le bruit
Forum français pour la sécurité urbaine
Réseau Français des Villes Santé de l'OMS
Forum du TIG de l' Association Chantiers-Passerelles
Association nationale des élus en charge du sport (A.N.D.E.S.)
Tempo territorial
Assoc. nationale des coll. pour la Maîtrise des Risques technologiques majeurs - AMARIS
Club de la presse
Association Française des Conseils des Communes & Régions d'Europe (A.F.C.C.R.E.)
Eurocities
Cités Unies de France (C.U.F.- C.G.L.U.)
Association des Agences de la Démocratie Locale
Institut Confucius d'Alsace
Association internationale des maires responsables des capitales et métropoles partiellement ou entièrement francophone (A.I.M.F.)
Association pour la promotion de l'Alsace
Institut International des Droits de l'Homme
Ass. Nationale des conseils des jeunes (A.N.A.C.E.J.)
Association des Villes Marraines
Association des amis du mémorial de l'Alsace - Moselle (A.M.A.M.)
Citées interculturelles
Réseau national Ville et Handicap
Organisation des Villes du Patrimoine Mondial

ANNEXE ATR – EXERCICE 2017

annexe aux documents budgétaires

En application de l'article L 2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) :

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, les documents budgétaires sont assortis en annexe :

- de la liste des **organismes** pour lesquels la commune :
  - détient une part de capital,
  - ou a garanti un emprunt,
  - ou a versé une subvention supérieure à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme.

  La liste indique le nom, la raison sociale et la nature juridique de l'organisme ainsi que la nature et le montant de l'engagement financier de la commune.

- de la liste des **délégataires de service public.**

  Les dispositions de cet article s'appliquent aux établissements publics administratifs des communes de 3 500 habitants et plus.

- Ces informations sont disponibles :

  - concernant les subventions : dans une annexe au compte administratif approuvé par le conseil municipal le 25 juin 2018 intitulée « Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions » : produite en application de l'article L2313-1 alinéa 3 du CGCT, cette annexe répertorie toutes les aides (subventions ou avantages en nature) consenties aux organismes extérieurs, quelle que soit leur nature juridique, dès le premier euro ;

  - concernant les garanties d'emprunt accordées par la Ville : dans l'état de la dette propre et garantie annexée au même compte administratif ;

  - concernant la liste des délégataires de service public dans le rapport soumis au conseil municipal du 17 décembre 2018 : rubrique « synthèse des rapports d'activité 2017 des délégations de service publics » intégrant une liste récapitulative des délégataires concernés ;

  - concernant la liste des organismes pour lesquels la Ville détient une part de capital :
    - la liste des sociétés à capitaux mixtes est produite dans la synthèse des rapports d'activité 2017 de ces sociétés présentée au conseil municipal le 17 décembre 2018 en application de l'article L1524-5 alinéa 14 du CGCT (rubrique « Panorama ») ;
    - en complément figure ci-dessous l'état de participation de la collectivité dans les organismes pour lesquels un tel rapport n'est pas établi.

AUTRES ORGANISMES	***subvention versée en 2017 (en €)***	***emprunt garanti : capital restant dû au 31/12/2017 (en €)***	***Capital détenu par la Ville au 31/12/2017***
PROCIVIS ALSACE / SACICAP			11,08 %
SOFIDAL			1,67 %
SOCOLOPO			0,0007 %
Etablissements publics			***Collectivité de rattachement***
CREDIT MUNICIPAL	102 000,00 €		Ville
HOPITAUX UNIVERSITAIRES DE STRASBOURG	10 000,00 €		Ville et Etat

- L'ensemble des comptes, clôturés en 2017, des organismes concernés est disponible en version papier auprès de l'administration.

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2018 - Point n°1

Budget primitif 2019 de la ville de Strasbourg.

Pour	**47**	**AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MELIANI-Abdelaziz, MEYER-Paul, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROGER-Patrick, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, MENAD-Zaza, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe**
Contre	**13**	**ABRAHAM-Julia, CALDEROLI-LOTZ-Martine, KELLER-Fabienne, MANGIN-Pascal, MAURER-Jean-Philippe, REMOND-Thomas, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROOS-Thierry, SCHALCK-Elsa, SENET-Eric, TARALL-Bornia, VETTER-Jean-Philippe, ZUBER-Catherine**
Abstention	**2**	**JURDANT-PFEIFFER-Pascale, LOOS-François**

2

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Budget primitif 2019 de l'Œuvre Notre-Dame.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

1. *approuve le budget primitif pour l'exercice 2019 de l'Œuvre Notre-Dame tel que figurant aux documents budgétaires joints en annexe,*

a) arrête aux sommes suivantes pour l'ensemble du budget, le montant des chapitres :

I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	**Libellé chapitre**	
011	Charges à caractère général	844 625,00 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	1 780 420,00 €
022	Dépenses imprévues	27 455,00 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	540 000,00 €
65	Autres charges de gestion courante	1 000,00 €
66	Charges financières	3 500,00 €
67	Charges exceptionnelles	3 000,00 €
		3 200 000,00 €

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	940 100,00 €
74	Dotations et participations	1 200 000,00 €
75	Autres produits de gestion courante	968 900,00 €
77	Produits exceptionnels	91 000,00 €
		3 200 000,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

1. CREDITS DE PAIEMENT

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	
020	Dépenses imprévues	13 037,91 €
041	Opérations patrimoniales	100 000,00 €
16	Emprunts et dettes assimilées	5 000,00 €
21	Immobilisations corporelles	470 000,00 €
23	Immobilisations en cours	2 871 962,09 €
		3 460 000,00 €

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	
024	Produit des cessions d'immobilisations	2 000 000,00 €
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	540 000,00 €
041	Opérations patrimoniales	100 000,00 €
10	Dotation fonds divers et réserves	40 000,00 €
16	Emprunts et dettes assimilées	780 000,00 €
		3 460 000,00 €

2. AUTORISATIONS DE PROGRAMME

En Dépenses	**12 065 970 €**
En Recettes	**556 442 €**

b) approuve la révision des autorisations de programme telle que figurant au document budgétaire ci-joint en annexe,

2. *autorise le Maire ou l'Adjoint du ressort, pour l'Œuvre Notre-Dame, à contracter les produits nécessaires à la couverture du besoin de financement de la collectivité, conformément aux termes de l'article L. 2122-22 du CGCT, dans la limite des sommes inscrites chaque année au budget.*

Encours total de la dette actuelle : 0 €
Encours de la dette envisagée pour l'année 2019: il sera augmenté au maximum de la somme inscrite au budget, dont:

- 100% maximum de l'encours de dette classée 1-A,
- 50% maximum de l'encours de dette classée 1-B,
- 0% pour les autres classifications

Compte tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, l'Œuvre Notre-Dame souhaite recourir à des produits de financement dont l'évolution des taux doit être limitée.

La durée des produits de financement ne pourra excéder 20 années.

Les index de référence des contrats d'emprunts pourront être :
- *le T4M*
- *le TAM*
- *l'EONIA*
- *le TMO*
- *le TME*
- *l'EURIBOR*

Pour l'exécution de ces opérations, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins cinq établissements spécialisés.

Les meilleures offres seront retenues au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser.

Des primes ou commissions pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers pour un montant maximum de :
- *0,10% de l'encours visé par l'opération pour les primes,*

- *0,20% du montant de l'opération envisagée pour les commissions, pendant toute la durée de celle-ci,*

- *Ou un forfait de 5 000 euros*

3. *autorise le Maire, ou l'Adjoint du ressort, pour l'Œuvre Notre-Dame, à réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum d'1 000 000 €,*

4. *approuve l'encaissement de recettes dans le cadre du paiement par internet, et décide de prendre en charge les risques de rejet de paiement résultant de la vente à distance par carte bancaire,*

5. *approuve le remboursement à l'Eurométropole de Strasbourg des frais de personnel pour les agents affectés à l'Œuvre Notre-Dame*

6. *informe que les documents budgétaires sont consultables à partir du lien suivant :*

https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=pE7v2pCawdVn73UsjnjS8B

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2018 - Point n°2

Budget primitif 2019 de l'Œuvre Notre-Dame.

Pour	**59**	**AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, MEYER-Paul, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHALCK-Elsa, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, MENAD-Zaza, VETTER-Jean-Philippe, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, LOOS-François**
Contre	**2**	**ABRAHAM-Julia, CALDEROLI-LOTZ-Martine**
Abstention	**0**	

3

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Vente de parts sociales de la Caisse d'Epargne.

Par la délibération du Conseil municipal du 22 mai 2000, la ville de Strasbourg avait acquis des parts sociales auprès de la Caisse d'Epargne d'Alsace pour une valeur nominale de 228 000 € (dont 4 € de boni lors de la 1ère souscription).

Cette acquisition faisait suite à la transformation des caisses d'épargne en établissement de crédit coopératif par la loi n°99-532 du 25 juin 1999. Depuis cette loi, le capital de chacune des caisses d'épargne est détenu par des sociétés locales d'épargne (S.L.E), dont le capital est lui-même détenu, sous forme de parts sociales, par des sociétaires.

L'accès au sociétariat a ainsi été ouvert à l'ensemble des clients des caisses d'épargne, à savoir des personnes physiques et morales, leurs salariés mais aussi des collectivités territoriales se situant dans la circonscription territoriale de la société locale d'épargne. Les décrets n°2000-221 et n°2000-222 du 8 mars 2000 avaient été pris pour définir les règles d'attribution de ces parts sociales aux collectivités territoriales ainsi que les règles de représentation des collectivités au sein des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne.

A la suite de ce changement de statut des caisses d'épargne, les collectivités territoriales - représentant une part importante des clients des caisses d'épargne à l'époque - ont été largement sollicitées pour devenir sociétaires. La Caisse d'Epargne était un partenaire historique du financement des collectivités et de façon plus générale, du financement des investissements publics locaux (via les bailleurs sociaux, les sociétés d'économie mixte ou les autres satellites).

Pour les collectivités, la souscription de parts sociales d'une S.L.E avait les implications suivantes :

- Participation à l'assemblée générale de la S.L.E et donc au vote relatif à la nomination des membres du conseil d'administration et du président ;

- Participation, dans le cadre d'un collège électoral composé de l'ensemble des collectivités territoriales sociétaires des S.L.E de la Caisse d'Epargne, à l'élection de représentants au Conseil d'orientation et de surveillance de cette dernière ;

- Toute collectivité sociétaire est éligible, en la personne de l'un de ses représentants, au Conseil d'orientation et de surveillance ;

- Perception d'un intérêt annuel, dont le montant est déterminé par l'assemblée générale de la Caisse d'Epargne, en fonction des résultats financiers de cette dernière ;

- Possibilité de rachat par chaque S.L.E concernée des parts sociales détenues, à une valeur égale à leur valeur nominale, dans les 30 jours à compter de l'assemblée générale délibérant sur l'exercice clos.

En 2000, le choix de la ville de Strasbourg de souscrire ces parts sociales avait été motivé par :

- la possibilité de disposer d'un placement sans risque (valeur nominale constante non soumise aux aléas de la Bourse) d'une partie de ses disponibilités à un taux intéressant (3,50 %)

- la volonté d'être associée au développement de la Caisse d'Epargne locale, l'un de ses principaux partenaires bancaires.

Le contexte a évolué et l'opportunité de détenir ces parts sociales ne revêt plus la même pertinence. Le taux d'intérêt de ce placement est actuellement de 1,60 % et tend à diminuer chaque année, rapportant à la ville de Strasbourg moins de 4 000 € de recettes d'intérêts par an.

Même si la Caisse d'Epargne demeure un partenaire important (parmi 10 autres établissements bancaires systématiquement consultés à chaque besoin d'emprunt) et toujours présent, y compris pendant la crise financière de 2008, la vente de ces parts sociales permettra la perception de 228 000 € de recettes d'investissement pour la ville de Strasbourg, dès sa validation par le Conseil d'administration de la S.L.E.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la demande de rachat des 11 400 parts sociales de la Société Locale d'Epargne - Strasbourg centre d'une valeur nominale de 20 € chacune et pour un total de 228 000 € ;

décide

l'encaissement de la recette sur la ligne budgétaire 01 / 261 / FP02 pour un total de 228 000 € ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer, pour le compte de la ville de Strasbourg, tous les documents utiles à cette vente.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2018 - Point n°3

Vente de parts sociales de la Caisse d'Epargne.

Pour	
57	**AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, MEYER-Paul, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHALCK-Elsa, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, MENAD-Zaza, VETTER-Jean-Philippe, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, LOOS-François**
Contre	
0	
Abstention	
1	**TARALL-Bornia**

Point 3 à l'ordre du jour :

Vente de parts sociales de la Caisse d'Epargne.

Résultats du vote (cf. détails) :

Pour : 57+1 (*)

Contre : 0

Abstention : 1

SERVICE DES ASSEMBLEES

Observation :

(*) Mme TARALL a voté « Abstention » alors qu'elle souhaitait voter « Pour ».

4

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Approbation du rapport de la Commission locale d'évaluation des charges transférées du 19 octobre 2018.

En application de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM, la compétence des communes en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) a été transférée à l'Eurométropole de Strasbourg, à compter du 1er janvier 2018.

De même, la compétence prévention des coulées de boues a été transférée à l'Eurométropole de Strasbourg par une délibération du 24 novembre 2017.

Aussi, conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C IV du Code général des impôts, la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), réunie le 19 octobre 2018, a proposé la modification en conséquence des attributions de compensation versées par l'Eurométropole aux communes de Eckwersheim, Kolbsheim, La Wantzenau, Lampertheim, Oberhausbergen et Vendenheim, sur la base d'une moyenne annualisée des recettes et dépenses liées à ces compétences telles qu'elles figurent dans les comptes administratifs des exercices 2016 et 2017.

Il appartient au Conseil municipal d'approuver ce rapport d'évaluation comme le prévoient les articles 1609 nonies C IV et suivants.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

Vu le Code général des collectivités territoriales
Vu l'article 86 de la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale
Vu le Code général des impôts, notamment en ses articles 1609 nonies C IV et suivants
Vu le rapport de la CLECT (Commission locale d'évaluation des charges transférées) de l'Eurométropole de Strasbourg du 19 octobre 2018

sur proposition de la Commission plénière

après en avoir délibéré
approuve

le présent rapport de la CLECT du 19 octobre 2018.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

Rapport de Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) de l'Eurométropole de Strasbourg du 19 octobre 2018 16h15 – 16h45

Participaient à cette réunion :

ACHENHEIM	Raymond LEIPP
BISCHHEIM	Danièle TISCHLER
BLAESHEIM	Jacques BAUR
BREUSCHWICKERSHEIM	Lucien KRATZ
ECKBOLSHEIM	André LOBSTEIN
ECKWERSHEIM	Michel LEOPOLD
ENTZHEIM	Anny APPREDERISSE
ESCHAU	Céleste KREYER
FEGERSHEIM	Thierry SCHAAL
GEISPOLSHEIM	Absent excusé
HANGENBIETEN	André BIETH
HOENHEIM	procuration donnée à Danièle TISCHLER
HOLTZHEIM	Pia IMBS
ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	Henri KRAUTH
KOLBSHEIM	Dany KARCHER
LAMPERTHEIM	Annick POINSIGNON
LINGOLSHEIM	Procuration donnée à Jacques BAUR
LIPSHEIM	René SCHAAL
MITTELHAUSBERGEN	Bernard EGLES
MUNDOLSHEIM	André RITTER
NIEDERHAUSBERGEN	Jean-Luc HERZOG
OBERHAUSBERGEN	Procuration donnée à Bernard EGLES
OBERSCHAEFFOLSHEIM	Patrick GRUBER
OSTHOFFEN	Bernard MULLER
OSTWALD	Pierrette SCHMITT
PLOBSHEIM	Anne-Catherine WEBER
REICHSTETT	Procuration donnée à Pierre SCHNEIDER
SCHILTIGHEIM	Absent excusé
SOUFFELWEYERSHEIM	Pierre SCHNEIDER
STRASBOURG	Serge OEHLER
VENDENHEIM	Michel DENEUX
LA WANTZENAU	Patrick DEPYL
WOLFISHEIM	Eric AMIET (président)

Pour la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg
Serge FORESTI, Directeur général adjoint

Mission Intercommunalité :
Guy CHEVANNE

Direction de l'Environnement et des Services publics urbains :
Laurent SIRY

Direction des Finances et de la Programmation :
Katell PARENT
Philippe LE GAND
Marie-Josèphe ROSUNEE

ooo O ooo

Le Président de la Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) ouvre la séance à 16h15 et constate que le quorum est réuni.

Point 1 – Election d'un-e Vice-Président-e de la CLECT

M. Eric AMIET rappelle que du fait de la démission de M. Olivier BITZ de son mandat de conseiller municipal, celui-ci ne peut plus être membre de la CLECT. Par une délibération du 24 septembre 2018, la ville de Strasbourg a désigné M. Serge OEHLER en qualité de représentant titulaire de la ville de Strasbourg.

Le Président de la CLECT propose aux membres l'élection du nouveau vice-Président de la CLECT suite à la démission d'Olivier BITZ. Il est en effet de tradition qu'au sein du binôme Président et vice-président de la CLECT, l'un des 2 soit un Strasbourgeois.

Serge OEHLER est candidat à la succession d'Olivier BITZ.
M. AMIET demande si un autre membre de la CLECT est candidat.
Aucun autre membre n'étant candidat, le Président AMIET ouvre le vote.

➔ **M. OEHLER est élu à l'unanimité à la Vice-Présidence de la CLECT.**

Le vice-président remercie les membres et demande à que l'on procède à un tour de table.

Point 2 – Révision des attributions de compensation (AC) des communes ayant engagé des dépenses en matière de prévention des coulées de boues ou en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI).

a/ Prévention des coulées de boues

Préalablement à la fusion par intégration entre la Communauté de communes Les châteaux et l'Eurométropole de Strasbourg, la Communauté de communes Les châteaux exerçait la compétence « prévention des coulées de boues » sur le territoire des communes d'Achenheim, de Breuschwickersheim, d'Hangenbieten et d'Osthoffen.

La Communauté de communes Les châteaux n'exerçait pas cette compétence sur le territoire de la commune de Kolbsheim, située sur un autre bassin versant. Cette dernière est donc la seule commune, anciennement membre de la Communauté de communes Les châteaux à être concernée par ce transfert de compétence.

L'Eurométropole de Strasbourg a, par une délibération du 24 novembre 2017, souhaité conserver la compétence « maitrise des eaux fluviales et de ruissellement ». Elle exerce, depuis le 1er janvier 2018, cette compétence sur l'ensemble de son territoire, en lieu et place des communes membres.

Quatre communes avaient engagé des dépenses, ces dernières années, en matière de prévention des coulées de boues :

- Eckwersheim,
- Kolbsheim,
- Lampertheim,
- Oberhausbergen.

b/ Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI)

La loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite MAPTAM) du 27 janvier 2014 a transféré aux intercommunalités à fiscalité professionnelle unique, à compter du 1er janvier 2018, une compétence exclusive et obligatoire relative à la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (article L 211-7 I, 1°, 2°, 5° et 8° du Code de l'environnement).

Ces compétences transférées sont les suivantes :

- aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- entretien et aménagement d'un cours d'eau canal, lac ou plan d'eau, y compris l'accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;
- défense contre les inondations et contre la mer ;
- protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Trois communes avaient engagé des dépenses en la matière ces dernières années :

- La Wantzenau,
- Plobsheim,
- Vendenheim.

Conformément aux dispositions de l'article 1609 *nonies* C IV du Code général des impôts, chaque transfert de de compétence entraîne une modification des attributions de compensation, versées ou perçues par l'Eurométropole de Strasbourg afin d'assurer la neutralité financière de ce transfert, tant pour les communes que pour le groupement.

Afin d'atténuer l'impact de la volatilité des recettes et des dépenses transférées, et conformément à l'article 11 du règlement intérieur de la CLECT, il est proposé d'évaluer les recettes et les dépenses transférées sur la base d'une moyenne annualisée. La durée moyenne annualisée est déterminée librement par la CLECT, sur la base des informations communiquées, sous leur responsabilité, par les communes et figurant dans leurs comptes administratifs. Les dépenses de fonctionnement et les charges de fonctionnement, non liées à un équipement sont évaluées pour leur coût réel, tel qu'il apparaît dans les comptes administratifs des communes.

Lors des 3 précédentes CLECT, la Commission avait retenu une durée de référence de 2 ans pour les dépenses et recettes de fonctionnement.

Les dépenses et recettes d'investissement (subventions et FCTVA) liées à un équipement sont calculées sur la base d'un coût moyen annualisé, déterminé en fonction de la durée d'amortissement de l'équipement transféré, soit 20 ans, conformément au règlement budgétaire et financier de l'Eurométropole de Strasbourg, approuvé par délibération le 24 novembre 2017.

La CLECT propose, à l'unanimité, un **lissage sur une période de 2 ans** des dépenses de fonctionnement et d'investissement.
Les montants ainsi retenus se décomposent de la façon suivante et aboutissent aux nouvelles propositions d'attributions de compensation ci-dessous :

	Minoration en €	**Anciennes attributions de compensation en €**	**Nouvelles attributions de compensation en €**
ECKWERSHEIM	-4 212	-55 745	-59 957
KOLBSHEIM	-496	99 845	99 349
LA WANTZENAU	-805	312 494	311 689
LAMPERTHEIM	-2 266	-105 092	-107 358
OBERHAUSBERGEN	-1 122	539 394	538 272
PLOBSHEIM	0	-234 798	-234 798
VENDENHEIM	-1 547	538 815	537 268

Eric AMIET
Président de la CLECT

5

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Passation d'avenants et attribution de marchés.

Autorisation de signature de marchés publics

Il est proposé d'autoriser la signature des marchés publics suivants, attribués par la Commission d'appel d'offres ou après avis du comité interne :

N° de marché	Objet du marché	Durée du marché	Attributaire	Montant (€ HT)	Date CAO/ comité interne
18036V	Nettoyage de diverses écoles situées sur le territoire de la Ville de Strasbourg	Du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019, reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, sans pouvoir excéder le 31 décembre 2022.	Lot 1 - Groupe scolaire Ziegelau : SERNET	43 452,50 € HT + une part à bons de commande sans montant minimum ni maximum	08/11/2018
			Lot 2 - Ecole maternelle Oberlin et école élémentaire Louvois : SERNET	50 001,88 € HT + une part à bons de commande sans montant minimum ni maximum	

			Lot 3 - Groupe scolaire Robert Schuman : SERNET	92 434,98 € HT + une part à bons de commande sans montant minimum ni maximum	
18040V	Conception et réalisation de supports de communication pour l'Orchestre Philharmonique de Strasbourg	1 an à compter de la notification, reconductible 3 fois 1 an.	BUILDOZER	Accord-cadre à bons de commande Minimum annuel : 40 000 € HT Maximum annuel : 140 000 € HT	22/11/2018

Mission de maîtrise d'œuvre relative à l'extension du Gymnase Albert Le Grand à Strasbourg – fixation du montant de la prime

Il est proposé de modifier la délibération n°39 en date du 15 octobre 2018 et de fixer la prime maximum allouée aux candidats sélectionnés pour remettre un projet sans maquette à 30 000 € TTC, conformément à l'article 90-III du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Fondation de l'Œuvre Notre-Dame – Groupement de commande ouvert et permanent : bilan et avenant à la convention de groupement

Par délibération en date du 25 septembre 2017, la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame a adhéré, comme la ville de Strasbourg, à un groupement de commande ouvert et permanent concernant des domaines d'achat dans lesquels une mutualisation apparaissait pertinente.

Ce groupement de commande, outil de mutualisation des achats, poursuivait les objectifs suivants :

- réduire les coûts, générer des gains,
- optimiser les procédures de passation de marchés publics,
- renforcer les pratiques en créant un réseau d'acheteurs,
- susciter la concurrence, développer des expertises,
- intégrer des principes de développement durable.

Une première liste de vingt-deux thèmes avait été retenue et les dossiers pilotés selon le cas par l'un des membres coordonnateur du dossier chargé de l'analyse des besoins, des procédures de passation, de la signature et de la notification des marchés pour les membres du groupement y participant.

La première année de fonctionnement de ce groupement de commande permanent démontre l'intérêt de ce dispositif, tant par la souplesse qu'il offre dans la mise en œuvre des achats mutualisés que pour les résultats qu'il a permis de générer.

Ainsi, le groupement de commandes permanent a notamment permis de réaliser, depuis le mois de septembre 2017 :

- des gains financiers selon l'importance des dossiers (par exemple de l'ordre de 25 à 30 % en matière de fournitures administratives),
- des optimisations et harmonisations de cahiers de charge et donc du fonctionnement associé (par exemple un catalogue restreint et une livraison dans les bureaux pour les fournitures administratives),
- une meilleure maîtrise de l'évolution des coûts de l'énergie associée à la prise en compte d'objectifs environnementaux avec une forte augmentation du recours à l'énergie renouvelable (passage de 25 % à 100 % d'électricité verte et intégration de 5 % de biogaz),
- un partage d'expérience et de pratiques avec une montée en compétence des référents associés au montage du dossier, sans assistance à maîtrise d'ouvrage,
- une répartition de la charge associée au portage d'un dossier du fait de la désignation d'un coordonnateur différent selon le domaine d'achat.

Au regard des résultats obtenus au cours de cette première année d'exercice et de l'intérêt que suscite le groupement de commandes permanent auprès de ses membres, ces derniers ont souhaité élargir le périmètre des achats entrant dans son champ d'application tout en simplifiant la terminologie et la classification des thématiques prises en compte autour des points suivants : Bureau – Energies – Médical/Labo/ Chimie – Informatique/Télécom – Entretien – Ressources humaines – Véhicules/Engins/ outils – Fournitures pour ateliers ou travaux en régie – Eclairage/Chauffage/Ventilation/ Climatique - Sécurité/Environnement – Voirie/Réseaux – Education/Culture – Contrôles/ Vérifications – Prestations intellectuelles – Evènementiel/Communication – Travaux – Divers.

Aussi, il est proposé que la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, à l'instar de la Ville de Strasbourg, approuve la signature de l'avenant à la convention de groupement de commandes permanent élargissant le périmètre des domaines d'achats pouvant être couverts par celui-ci.

<u>Passation d'avenants</u>

Les détails relatifs aux avenants proposés à l'approbation du Conseil sont retracés dans l'annexe ci-jointe.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière

après en avoir délibéré
approuve

Autorisation de signature de marchés publics

Autorise la signature des marchés publics suivants, attribués par la Commission d'appel d'offres ou après avis du comité interne :

N° de marché	***Objet du marché***	***Durée du marché***	***Attributaire***	***Montant (€ HT)***	***Date CAO/ comité interne***
18036V	*Nettoyage de diverses écoles situées sur le territoire de la Ville de Strasbourg*	*Du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019, reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, sans pouvoir excéder le 31 décembre 2022.*	*Lot 1 - Groupe scolaire Ziegelau : SERNET*	*43 452,50 € HT + une part à bons de commande sans montant minimum ni maximum*	*08/11/2018*
			Lot 2 - Ecole maternelle Oberlin et école élémentaire Louvois : SERNET	*50 001,88 € HT + une part à bons de commande sans montant minimum ni maximum*	
			Lot 3 - Groupe scolaire Robert Schuman : SERNET	*92 434,98 € HT + une part à bons de commande sans montant minimum ni maximum*	

18040V	*Conception et réalisation de supports de communication pour l'Orchestre Philharmonique de Strasbourg*	*1 an à compter de la notification, reconductible 3 fois 1 an.*	*BUILDOZER*	*Accord-cadre à bons de commande Minimum annuel : 40 000 € HT Maximum annuel : 140 000 € HT*	*22/11/2018*

Mission de maîtrise d'œuvre relative à l'extension du Gymnase Albert Le Grand à Strasbourg – fixation du montant de la prime

modifie la délibération n°39 en date du 15 octobre 2018 concernant le montant de la prime allouée aux candidats : fixe la prime maximum allouée aux candidats sélectionnés pour remettre un projet sans maquette à 30 000 € TTC conformément à l'article 90-III du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Fondation de l'Œuvre Notre-Dame – Groupement de commande ouvert et permanent : bilan et avenant à la convention de groupement

approuve

- *le bilan du groupement de commandes permanent établi après un an de fonctionnement*
- *la poursuite, conformément à l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, du recours à un groupement de commandes permanent comme mode de collaboration entre entités publiques et de mutualisation des achats,*
- *la liste des domaines d'achat annexée à la présente délibération, qui se substitue à l'annexe de la convention de groupement de commandes permanent initiale, définissant le champ d'application de ce dernier*

autorise

le Maire, en sa qualité d'administrateur de la Fondation de l'Oeuvre Notre-Dame, ou son-sa représentant-e :

- *à prendre toute décision relative à la mise en œuvre de la présente délibération,*
- *à signer l'avenant annexé à ladite délibération élargissant le champ d'application de la convention de groupement de commandes permanent à de nouveaux domaines d'achat*

Passation d'avenants

approuve la passation des avenants énumérés dans l'annexe jointe à la présente délibération ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer et à exécuter les marchés, les avenants et les documents y relatifs.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

Annexe : avenants nécessitant un avis favorable de la Commission d'appel d'offres ou du Comité interne avant inscription en délibération (avenants de plus de 5% passés sur des marchés dont le montant est supérieur à 221 000 € HT)

Abréviations utilisées *:*

CAO= Commission d'appels d'offres ; PF= Procédure formalisée ; MAPA= Marché à procédure adaptée.

DCPB= Direction de la Construction et du Patrimoine bâti ; DRL= Direction des Ressources Logistiques ; etc.

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
MAPA	DCPB	V2017/512	Travaux de restructuration , mise en sécurité et accessibilité du Hall Jean Nicolas Muller à Strasbourg, Lot N° 09, Couverture / Étanchéité	189 342,49	BILZ SA	3	21 959,60 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à -1 814,03 € HT)	10,64	209 488,06	25/10/2018
Objet de l'avenant au marché V2017/512: le présent avenant porte sur les travaux de réalisation des lignes de vie sur les toitures traitées afin de sécuriser les futures opérations de maintenance des ouvrages.										
PF	DCPB	V2014/518	Mission de maîtrise d'oeuvre pour la construction du nouveau théâtre du Maillon à Strasbourg-Wacken, Lot N° 0	2 747 890	LAN ARCHITECTURE	4	67 125 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 453 666 € HT)	18,95	3 268 681	25/10/2018

Objet de l'avenant au marché V2014/518: cet avenant, qui représente une augmentation de 2,44% du montant du marché, est justifié par la rémunération de la maîtrise d'œuvre pour son travail sur les fiches de travaux modificatifs, ainsi que pour le lancement et le suivi d'un marché "cuisiniste". Les avenants antérieurs, approuvés par le conseil municipal lors de précédentes séances, ont notamment permis de fixer, conformément aux pièces contractuelles, le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre.										
PF	DCPB	V2017/1025	Mission de maitrise d'oeuvre pour la construction du nouveau restaurant scolaire pour le groupe scolaire du Schluthfeld	436 600	DWPA ARCHITECTES	1	37 360	8,56	473 960	08/11/2018
Objet de l'avenant au marché V2017/1025: cet avenant porte sur la fixation du forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre. L'évolution du programme de 2 500 000€HT à 2 776 700€ HT de travaux est liée à : - la mauvaise portance et perméabilité des sols - le complément en équipements de cuisine suite au retour d'expérience sur la suppression des barquettes plastiques - la création d'une entrée supplémentaire en salle élémentaire - le raccordement de la noue d'infiltration sur le réseau d'assainissement - le système de récupération de chaleur sur armoires réfrigérées - la prise en compte de l'aspect particulier de la parcelle non accessible pour la construction et génératrice de surcout pour les entreprises.										

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES OUVERT ET PERMANENT – AVENANT n° 1

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et notamment son article 28 relatif aux groupements de commande,

Vu les délibérations concordantes des membres du groupement de commandes permanent constitué par des entités publiques alsaciennes en 2017, et notamment la délibération du conseil municipal de Strasbourg en date du 26 juin 2017,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

Le groupement de commandes permanent constitué associe de nombreuses entités publiques, dont l'Eurométropole de Strasbourg, ses communes membres notamment la Ville de Strasbourg, le Département du Bas-Rhin, le Département du Haut-Rhin, les établissements publics locaux d'enseignement des collèges des départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, le Syndicat des Eaux et de l'Assainissement d'Alsace-Moselle, le SDIS du Bas-Rhin, le SDIS du Haut-Rhin, la Fondation de l'Œuvre Notre Dame et le Centre Communal d'Action Sociale de Strasbourg.

Ce dispositif vise à mettre en œuvre un mode de fonctionnement innovant en matière d'achat groupé par mutualisation permettant notamment de :
- réduire les coûts, générer des gains,
- optimiser les procédures de passation de marchés publics,
- renforcer les pratiques en créant un réseau d'acheteurs,
- susciter la concurrence, développer des expertises,
- intégrer des principes de développement durable.

Une première liste de vingt-deux thèmes a été annexée à la convention de groupement de commande initiale et délimite le champ d'application dudit groupement permanent.

Chaque achat mutualisé est piloté par l'un des membres coordonnateur du dossier chargé de l'analyse des besoins, des procédures de passation, de la signature et de la notification des marchés pour les membres du groupement y participant.

Article 1er : Elargissement des domaines d'achat intégrés dans le groupement de commandes ouvert et permanent

Au regard des résultats obtenus au cours de cette première année d'exercice et de l'intérêt que suscite le groupement de commandes permanent auprès de ses membres, ces derniers décident d'élargir le périmètre des achats entrant dans son champ d'application à de nouveaux domaines.

Aussi, ils approuvent une nouvelle liste de domaines d'achats potentiellement mutualisables définie dans l'annexe au présent avenant.

Cette nouvelle annexe modifie et se substitue à l'annexe initiale de la convention de groupement permanent.

Article 2 : Maintien en vigueur des autres clauses de la convention

Les clauses et conditions de la convention initiale demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

A……, le……..

LISTES DES DOMAINES D'ACHAT COUVERTS PAR LE GROUPEMENT DE COMMANDES OUVERT ET PERMANENT

BUREAU
Fournitures de bureau, papier reprographie, enveloppes et pochettes imprimées, consommables informatiques
Mobilier
ENERGIES
Fourniture d'électricité, de gaz (y compris gaz industriels) et de fioul
Fourniture de carburant (cuves/citernes/cartes accréditives etc.)
ENTRETIEN
Prestations de nettoyage des locaux et des surfaces vitrées
Fourniture de produits d'entretien et consommables
Fournitures et prestations d'entretien des espaces verts
Abattage et élagage d'arbres
Enlèvement de graffiti, d'affiches sauvages, nettoyage et entretien de monuments et d'oeuvres d'art
Entretien du patrimoine non bâti privé
Mobilier de propreté sur l'espace public
Prestation de nettoyage de gaines et réseaux de ventilation
TRAVAUX
Travaux de chauffage ventilation, climatisation et d'électricité en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles
Travaux de sanitaire en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles
Travaux d'assainissement et d'adduction d'eau en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles
Travaux d'électricité en maintenance corrective et pour des interventions ponctuelles
Travaux de câblage VDI sur l'ensemble des infrastructures de câblage de la collectivité
Travaux de désamiantage, de dépollution et de déconstruction de bâtiments
Prestations de métallerie

FOURNITURES POUR ATELIERS OU TRAVAUX EN REGIE
Fourniture de quincaillerie
Fournitures de bois brut, travaillé et produits connexes
Fourniture de fils et câbles
Fourniture de petits matériels électriques
Fourniture de peintures et produits dérivés
ECLAIRAGE / CHAUFFAGE / VENTILATION / CLIMATIQUE
Fourniture de sources lumineuses
Eclairage public, investissement, maintenance et performance
Fourniture de la famille d'appareillages électriques chauffants - soufflants - ventilateurs - sèches main
SECURITE / ENVIRONNEMENT
Fourniture de vêtements professionnels et équipements de protection individuelle et collective pour les agents
Gardiennage, Surveillance d'immeubles, protection par vigiles ou télésurveillance
Acquisition d'équipements, matériels et fournitures de gestion du stationnement et de contrôle d'accès
Fourniture d'extincteurs portatifs, de robinets d'incendie RIA et de trappes de désenfumage
Fourniture de sel hivernal
Conception, fourniture, impression, livraison, pose et dépose de diverses signalétiques
Fourniture et mise en oeuvre de la signalisation horizontale et verticale
Mise à disposition de conteneurs à déchets, évacuation, transport et traitement des déchets
Inventaire, diagnostic et expertise des arbres
VOIRIE / RESEEAUX
Fourniture d'enrobés ou de produits d'extraction (granulats, remblais, sables, gravier…)
CONTROLES / VERIFICATIONS
Fourniture, installation, entretien, maintenance et vérification d'aires de jeux, d'infrastructures de mobiliers et de matériels sportifs
Missions de vérifications réglementaires par organismes agréés, notamment contrôles techniques de tous types d'équipements

Maintenance préventive et corrective et dépannage de tous types d'équipements
Réalisation de diagnostics immobiliers
Inventaire, diagnostic et expertise des arbres
INFORMATIQUE / TELECOM
Radio numérique à la norme TETRA
Fournitures, solutions, maintenance et prestations dans le domaine de l'informatique
Ressources informatiques des médiathèques / bibliothèques
Infogérance des matériels informatiques
Télécommunication
Vidéosurveillance
VEHICULES ENGINS OUTILS
Fournitures de pièces détachées pour véhicules, engins ou matériels divers (dont batteries, alternateurs, démarreurs etc.)
Remplacement et réparation de pneumatiques pour les véhicules et engins
Locations de plateformes élévatrices mobiles de personnels
Fourniture d'outillage ou de machines-outils et consommables associés
Lubrifiants et produits dérivés
EDUCATION / CULTURE
Services de gestion, d'exploitation, de conservation des archives et des musées
Fourniture de livres (scolaires ou non scolaires)
PRESTATIONS INTELLECTUELLES
Assistance à maîtrise d'ouvrage liée aux problématiques achat du groupement permanent
Prestation de traduction
Misson de maîtrise d'oeuvre pour des travaux neufs, de rénovation et mixtes
Mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage en paysage
Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'accessibilité des personnes à mobilité réduite (notamment à la voirie et espaces publics)
Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage d'études de faisabilité et d'expertise urbaine

Mission de coordination sécurité et protection de la santé (SPS)
Missions d'ingénierie de structures et d'ingénierie pluridisciplinaire
Mission d'études géotechniques
Etude de sites (potentiellement) pollués et travaux de réhabilitation associés
MEDICAL/ LABO / CHIMIE
Fourniture de vaccins
Réactifs, consommables et flaconnage de laboratoire
Contrôle et analyses biologiques et autres analyses de laboratoire pour la santé humaine ou animale
Fourniture de produits chimiques
EVENEMENTIEL / COMMUNICATION
Services d'impression, de conception de support de communication
Textiles, objets et cadeaux de communication personnalisés
Fourniture de branchements provisoires électriques et prestation de sonorisateur
Tournages et réalisations vidéo pour les actions de communication
Services d'enregistrement et de retransmission d'évènements officiels
Eclairage et sonorisation évènementiels
Gestion des espaces publicitaires pour diverses publications
Prestations de diffusion et prestations logistiques et évènementielles
Location d'écrans géants et d'équipements accessoires
Location de chapiteaux et structures assimilées
RESSOURCES HUMAINES
Formation des agents
Agence de voyage et autres services touristiques / Gestion des déplacements professionnels
Services d'auxiliaires financiers: gestion de chèques-restaurant ou vacances
DIVERS
Assurances

6

Communication au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Communication concernant la conclusion de marchés de travaux, fournitures et services.

Conformément à l'article L 2122-23 du Code général des collectivités territoriales, la présente communication vise à informer le Conseil des marchés attribués et notifiés en application de la délégation donnée à l'exécutif en matière de marchés publics par la délibération du 28 avril 2014.

Par ailleurs, au-delà des seuls marchés entrant dans le champ d'application de ladite délégation, la présente information englobe l'ensemble des marchés dont le montant est supérieur ou égal à 4 000 € HT passés par la ville de Strasbourg, qu'ils résultent d'une procédure adaptée ou formalisée.

Pour mémoire, les marchés passés selon une procédure adaptée sont ceux dont le montant est inférieur à 221 000 € HT (fournitures et services) et à 5 548 000 € HT (travaux).

La présente communication porte, en l'espèce, sur les marchés dont la notification est intervenue entre le 1er septembre et le 30 septembre 2018.

Communiqué le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

Procédures formalisées, marchés passés selon une procédure adaptée de niveaux 3 et 4

(Le montant en euro HT prend en compte la durée totale du marché, périodes de reconductions comprises)

* Accords-cadres à bons de commande / Accords-cadres avec marchés subséquents

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20180949	DC8008GV - ACCORD-CADRE POUR DES TRAVAUX TOUT CORPS D'ÉTAT SUR DES BÂTIMENTS DE COMPÉTENCE DE LA VILLE, DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG ET DE LA FONDATION L'OEUVRE NOTRE-DAME.	BOUYGUES BATIMENT	67028 STRASBOURG CEDEX	5 000 000
		CBA	67550 VENDENHEIM	5 000 000
		PARISOT PROJET / SCHORO ELECTRICITE / CLIMAFROID SERVICES / PLASTICA ISOLATION	67300 SCHILTIGHEIM	5 000 000
		SPIE BATIGNOLLES EST SAS	67960 ENTZHEIM	5 000 000
20180050	18039V BILLETTERIE DE LA PLATEFORME DE LA CATHÉDRALE DE STRASBOURG	ATTITUDE	67200 STRASBOURG	25 000
20180941	DC8027VA - MAINTENANCE CORRECTIVE ET PRÉVENTIVE DES GRANDES CUISINES POUR LE PATRIMOINE DE LA VILLE DE STRASBOURG	SCHNELLGRA NDE CUISINE	67300 SCHILTIGHEIM	378 000
20180985	18027V ASSURANCE "DOMMAGES AUX OBJETS D'ART - EXPOSITIONS"	GRAS SAVOYE/AXA ART	92814 PUTEAUX	200 000

* Marchés ordinaires

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20160205	DC5022VA MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE EN VUE DES TRAVAUX D'INSTALLATION DES SERVICES - 38, ROUTE DE L'HÔPITAL À STRASBOURG	WEBER ET KEILING/ID/E3 ECONOMIE/TDS	67000 STRASBOURG	152 625
20180945		WEBER & KEILING Sàrl d'architecture	67000 STRASBOURG	8 000
20180921	DC6527VA - MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA RÉNOVATION DE LA MAISON DE L'ENFANCE - 24 RUE DE WASSELONNE À STRASBOURG	BERGEOLLE - VIEILLARD	67000 STRASBOURG	29 000
20180603	DC6532VA MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE POUR LA RELOCALISATION DE L'ESPACE DOUCHE PUBLIQUE DES BAINS MUNICIPAUX, D'UN RÉFECTOIRE ET DU HANGAR DANS LE DISTRICT DE NETTOIEMENT RUE FRITZ KIENER À STRASBOURG	WEIXLER/SIB/CEREC/C2BI	67000 STRASBOURG	19 200
20180939	DC8007VA - TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE LA MAISON DE L'ENFANCE SIS 24 RUE DE WASSELONNE À STRASBOURG.MENUISERIES EXTERIEURES BOIS	VOB	67560 ROSHEIM	170 000
20180753	DC8008VA -TRAVAUX DE MISE EN ACCESSIBILITÉ ET RESTRUCTURATION DU CSC MONTAGNE VERTE. CHARPENTE COUVERTURE	GIROLD Constructions bois	67140 BARR	19 604,46
20180950	DC8015VA - EXTENSION DU GROUPE SCOLAIRE STOSKOPF À STRASBOURG. CARRELAGES	KOEHLER & Fils	67100 STRASBOURG	15 272
20180881	DC8026VA - TRAVAUX DE RELOCALISATION DE L'ESPACE DOUCHE PUBLIQUE DES BAINS MUNICIPAUX ET D'UN RÉFECTOIRE, ET RÉHABILITATION DU HANGAR DANS LE DISTRICT DE NETTOIEMENT, RUE FRITZ KIENER À STRASBOURG. AMÉNAGEMENTS EXTÉRIEURS	THIERRY MULLER	67118 GEISPOLSHEIM GARE	23 705,65
20180904	DC8026VA - TRAVAUX DE RELOCALISATION DE L'ESPACE DOUCHE PUBLIQUE DES BAINS MUNICIPAUX ET D'UN RÉFECTOIRE, ET RÉHABILITATION DU HANGAR DANS LE DISTRICT DE NETTOIEMENT, RUE FRITZ KIENER À STRASBOURG. CHAUFFAGE - TRAITEMENT D'AIR	SANICHAUF S.A.S.	57402 SARREBOURG-CEDEX	190 000
20180898	DC8026VA - TRAVAUX DE RELOCALISATION DE L'ESPACE DOUCHE PUBLIQUE DES BAINS MUNICIPAUX ET D'UN RÉFECTOIRE, ET RÉHABILITATION DU HANGAR DANS LE DISTRICT DE NETTOIEMENT, RUE FRITZ KIENER À STRASBOURG. SERRURERIE / MÉTALLERIE	HELLUY René	57400 SARREBOURG	69 670,6

Marchés passés selon une procédure adaptée de niveaux 1 et 2

(Le montant en euro HT prend en compte la durée initiale du marché, périodes de reconductions non comprises)

Marchés ordinaires

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum € HT	Date de notification
2018/1005	CONTROLE TECHNIQUE CREATION D'UN RESTAURANT SCOLAIRE GROUPE GPE SCOLAIRE ERCKMANN CHATRIAN A STRASBOURG	APAVE ALSACIENNE	68200 MULHOUSE	14200	27/09/2018
2018/1006	SPECTACLE VIVANT INTITULE "LA SECONDE SURPRISE DE L'AMOUR" DU 20/11 AU 23/11/2018	PREMIERS ACTES	68140 MUNSTER	20000	27/09/2018
2018/1007	COLLECTE ET TRAITEMENT DE DECHETS ENCOMBRANTS TOUTE NATURE BAINS MUNICIPAUX DE STRASBOURG	COBIGO JEAN YVES	67440 MARMOUTIER	24745	27/09/2018
2018/938	CONTROLE DES AIRES DE JEUX EQUIPEMENTS SPORTIFS 4EME TRIMESTRE 2018	ENERJIS	21310 BEAUMONT SUR VINGEANNE	12000	10/09/2018
2018/954	TRI EVACUATION DES DECHETS DIVERS TRAITEMENT DES DECHETS EN DECHARGE	NOVALIS SERVICES	67800 HOENHEIM	8500	03/09/2018
2018/955	CONCEPTION D'UNE SCENOGRAPHIE POUR LES 20 ANS DU ROHRSCHOLLEN	MON ONCLE D AMERIQUE	18250 HUMBLIGNY	11500	03/09/2018
2018/956	ENCADREMENT SURVEILLANCE DU CHANTIER DE DESENCOMBREMENT DU LOGEMENT	IRION MICHEL BOURREL VERONIQUE	67300 SCHILTIGHEIM	5000	03/09/2018
2018/957	MAINTENANCE SONOMETRES ET LOGICIELS	01DB METRAVIB	69578 LIMONEST CEDEX	4698,45	04/09/2018
2018/962	INTERVENTIONS PEDAGOGIQUES ECOLE MUNICIPALE DES SPORTS SAISON 2018/2019 - LOT 1	SAINT JOSEPH STRASBOURG	67100 STRASBOURG	2688	04/09/2018
2018/963	INTERVENTIONS PEDAGOGIQUES ECOLE MUNICIPALE DES SPORTS SAISON 2018/2019 - LOT 2	SPORT CHEMINOTS STBG	67000 STRASBOURG	2940	04/09/2018
2018/964	INTERVENTIONS PEDAGOGIQUES ECOLE MUNICIPALE DES SPORTS SAISON 2018/2019 - LOT 3	COMITE DEPARTEMENT D ESCRIME DU BAS RH	67200 STRASBOURG	2940	04/09/2018
2018/965	INTERVENTIONS PEDAGOGIQUES ECOLE MUNICIPALE DES SPORTS SAISON 2018/2019 - LOT 4	SAINT JOSEPH STRASBOURG	67100 STRASBOURG	2688	04/09/2018
2018/966	INTERVENTIONS PEDAGOGIQUES ECOLE MUNICIPALE DES SPORTS SAISON 2018/2019 - LOT 5	ASAHI JUDO	67204 ACHENHEIM	2940	04/09/2018

2018/967	INTERVENTIONS PEDAGOGIQUES ECOLE MUNICIPALE DES SPORTS SAISON 2018/2019 - LOT 6	CTE DEP 67 FED FR MONTAGNE ESCALADE MAISON DES SPORTS	67200 STRASBOURG	2940	04/09/2018
2018/969	INTERVENTIONS PEDAGOGIQUES ECOLE MUNICIPALE DES SPORTS SAISON 2018/2019 - LOT 7	EUROMETROPOLE STRASBOURG TAEKWONDO ESTKD	67200 STRASBOURG	2940	04/09/2018
2018/970	FOURN. POSE REVETEMENT TERRE BATUE ARTIFICIELLE DEUX COURTS DE TENNIS STRASBOURG	COTENNIS	67120 MOLSHEIM	42786,6	04/09/2018
2018/971	ACQUISITION D'UN CAMPING CAR D'OCCASION	CARAVAN 67	67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	33334	05/09/2018
2018/975	FOURN. DE CINQ SECATEURS ELECTRIQUES	STE EXPLOITATION CLINIQ ELECTRO DIESELETOILE 67	67600 SELESTAT	6280	11/09/2018
2018/977	SPECT VIVANT "SOULIERS ROUGES" TAPS LAITERIE DU 26/11 AU 01/12/2018	COMPAGNIE LES NUITS CLAIRES	34750 VILLENEUVE LES MAGUELON	10861,48	11/09/2018
2018/978	SPECTACLE VIVANT INTITULE "JEUNESSE" DU 04/12 AU 08/12/2018	LA COMPAGNIE DES ATTENTIFS	67000 STRASBOURG	11400	11/09/2018
2018/982	PREST PORTANT SUR UNE ACTION COLLECTIVE DE MOBILISATION VERS L'EMPLOI COMPTENCE NUMERIQUE	CONFLUENCE FORMATION	67000 STRASBOURG	23022	12/09/2018
2018/983	ACHATS D'INSTRUMENTS DE MUSIQUE PROJET DEMOS ECOLE A LEGRAND	RYTHMES ET SONS	67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	9296,99	12/09/2018
2018/984	TVX AMENAGEMENT ESPACE TEMPORAIRE D'INSERTION, RUE DE LA VILLETTE A STBG. RECONSULTATION DU LOT 7	MULLER - ROST	68920 WINTZENHEIM	45739	13/09/2018
2018/988	AMO BIM CREATION NOUVEAU GROUPE SCOLAIRE RUE JEAN MENTELIN STRASBOURG KOENIGSHOFFEN	POLE FIBRES	67000 STRASBOURG	23600	24/09/2018
2018/989	SPECTACLE VIVANT INTITULE "CORTEGE(S)" DU 19/03 AU 23/03/2019	LA LUNETTE	67000 STRASBOURG	20900	24/09/2018
2018/991	TRVX RESTRUCTURATION MAISON DE L'ENFANCE SISE 24 RUE DE WASSELONNE A STRASBOURG - LOT 9	OTIS	67200 STRASBOURG	6316,38	24/09/2018

7

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Synthèse de l'activité 2017 des délégations de service public et des établissements publics de la ville de Strasbourg.

La ville de Strasbourg a confié la gestion de 8 services publics à des organismes privés (associations ou sociétés commerciales) ; les services délégués par la Ville relèvent essentiellement du domaine du stationnement sur voirie et en ouvrage (parkings des Bateliers et des Halles) et de l'action sociale avec les maisons de la petite enfance de Cronenbourg, Neuhof, Roberstau et Transfrontalière franco-allemande. La gestion du cinéma l'Odyssée complète le panorama des activités déléguées par la ville de Strasbourg.

2017 est marquée par le renouvellement en septembre du contrat concernant le stationnement payant sur voirie à la société Indigo Infra pour une durée de 7 ans, après l'entrée en vigueur de la réforme du stationnement introduit par la Loi MAPTAM.

Par ailleurs en juin 2017 le contrat pour la concession relative à la conception, la rénovation le financement et l'exploitation, des Bains de la victoire a été attribué à la SPL des 2 rives selon une procédure in house ; le début d'exploitation est prévu fin 2019.

Enfin, un important avenant a été conclu en mars sur la Maison de la petite enfance franco-allemande en raison des difficultés structurelles de recrutement du personnel de diplôme allemand, qui sera dorénavant mis à disposition de l'équipement par la ville de Kehl.

Sur le périmètre de 2017, le chiffre d'affaires cumulé de ces délégations s'élève à 9,6 M € contre 9,2 M€ en 2016.

LES FAITS MARQUANTS 2017

Le chiffre d'affaires consolidé des délégations relevant du stationnement (parkings bateliers, halles et stationnement sur voirie) représente 6 M€, soit presque deux tiers du chiffre d'affaires total des délégations de la ville de Strasbourg.

Malgré des évolutions contrastées, la performance financière de ces délégations est satisfaisante en 2017.

Les recettes sur tickets horaires générées par **le stationnement sur voirie** ont diminué en 2017 (-3 %) ; toutefois, le chiffre d'affaires HT réalisé en 2017 par Parcus est en hausse

à 1,5 M€ contre 1,3 M€ en 2016 du fait de l'augmentation des refacturations de charges à la Ville. Le résultat net du délégataire augmente de 11 % à 308 K€.

Depuis importants travaux réalisés et l'ouverture 24 h/24 depuis le 1er janvier 2016**, le Parking des Bateliers** a connu une forte attractivité ; néanmoins, en raison des importants travaux réalisés depuis 2017 sur le quai des Bateliers, l'ouvrage voit sa fréquentation baisser en 2017. De fait, le chiffre d'affaires de ce parc est en baisse ainsi que son résultat d'exploitation. Concernant **le parking des Halles**, après une année 2016 qui avait vu la fréquentation augmenter à nouveau après 5 années de baisse, la fréquentation horaire 2017 revient au niveau atteint en 2015, du fait des travaux dans le P1 ayant entraîné l'immobilisation de places. La baisse des recettes horaires est toutefois compensée par les recettes abonnés ce qui permet au chiffre d'affaires de rester stable.

Concernant le secteur de **la petite enfance**, l'activité est globalement proche des objectifs de la collectivité et la fréquentation est stable. Toutefois les Maisons de la petite enfance de la Robertsau et surtout de Cronenbourg peinent toujours à atteindre les objectifs et génèrent des pertes.

Si la fréquentation du **cinéma Odyssée** progresse, l'activité génère un déficit ; cette situation qui entraine des tensions de trésorerie qui a amené la direction à élaborer un plan de redressement pour retrouver l'équilibre dès 2018.
La synthèse ci-jointe donne des éléments synthétiques de chacune des délégations et analyse leur activité 2017, leur situation financière et leurs perspectives.

Chaque rapport de synthèse comporte également un ensemble d'indicateurs permettant de caractériser l'évolution de l'activité du point de vue de son volume et de sa performance financière, mais également sous l'angle de la qualité du service rendu. Ces analyses ont été soumises pour observations aux sociétés délégataires qui ont pu apporter des compléments d'information utiles.

L'ensemble des comptes - rendus d'activité est consultable en annexe à la délibération.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
vu l'article L 1411-3 du CGCT,
après en avoir délibéré,
prend acte

de la communication des éléments de l'activité 2017 des services délégués :

- *gestion du parking des Halles (Parcus SAEM), des Bateliers (Parcus) et du stationnement payant sur voirie (Parcus),*
- *exploitation du cinéma Odyssée (association des Rencontres cinématographiques d'Alsace),*

- *gestion de la Maison de l'enfance de Cronenbourg (Léo Lagrange Centre Est),*
- *gestion de la Maison de la petite enfance du Neuhof (Ages),*
- *gestion de la Maison de la petite enfance de la Robertsau (Léo Lagrange Centre Est),*
- *gestion de la Maison de la Petite enfance franco-allemande Strasbourg-Kehl (Aasbr),*

informe

que les synthèses de l'activité des délégations de service public de la ville de Strasbourg pour l'année 2017 sont consultables en annexe à la délibération.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

Strasbourg.eu
eurométropole

Ville de Strasbourg

Délégations de service public

Rapports de synthèse 2017

SOMMAIRE

La Ville de Strasbourg est signataire de 8 contrats de délégation de service public

Avant propos 1

Panorama 3

Déplacement - stationnement Gestion des parkings et exploitation du stationnement payant sur voirie
Parcus SAEML, Société des parkings de l'EMS
Halles 6
Bateliers 10
Stationnement payant sur voirie 14

Culture Exploitation du cinéma Odyssée
Rencontres cinématographiques d'Alsace 18

suite page suivante

SOMMAIRE (suite)

Petite Enfance

Gestion de la Maison de l'enfance de Cronenbourg
Léo Lagrange 22

Gestion de la Maison de la petite enfance franco-allemande Strasbourg-Kehl
AASBR 26

Gestion de la Maison de la petite enfance de la Robertsau
Léo Lagrange Centre Est 30

Gestion de la Maison de la petite enfance du Neuhof
AGES 34

Tableau récapitulatif des délégations de service public 38

Etablissement public rattaché à la Ville de Strasbourg

Port autonome 40

Strasbourg.eu
eurométropole

Avant-propos

La participation du privé à la gestion du service public : une tradition en Alsace

Dès la fin du XIX^{ème} siècle, la Ville de Strasbourg, comme d'autres communes alsaciennes, a associé le secteur privé à l'exercice de certaines missions ; en particulier celles relevant de la sphère économique. C'est ainsi qu'ont été créées des sociétés à capitaux mixtes (c'est à dire publics et privés) comme la Compagnie des tramways strasbourgeois (1877), l'Electricité de Strasbourg (1899) ou le Gaz de Strasbourg (1914).

L'ordonnance concessions est entrée en vigueur

L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession a constitué, après la publication de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, le deuxième volet de la transposition du paquet législatif européen sur les marchés publics.

Prise sur le fondement de l'article 209 de la loi « Macron » du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, elle unifie et rationalise le régime applicable aux contrats de concession. Son décret d'application du 1er février 2016 complète cette transposition.

Ces dispositions sont entrées en vigueur le 1er avril 2016 ; elles sont une transposition fidèle de la directive concession européenne et traduisent une démarche globale de simplification et de rationalisation du droit de la commande publique.

Le droit des concessions issu de l'ordonnance du 29 janvier 2016 et de son décret d'application se caractérise ainsi par la mise en place d'un régime général des concessions, la matière étant jusque-là marquée par l'atomicité de règles disparates.

Dans ce nouveau cadre, les concessions sont des contrats ayant pour objet l'exécution ou l'exploitation de travaux ou de services, pour le compte de pouvoirs adjudicateurs ou d'entités adjudicatrices, dans des conditions telles que le titulaire du contrat assume **le risque d'exploitation.** Le risque qu'il assume suppose « une réelle exposition aux aléas du marché » (Ord. n° 2016-65,

Un mode de gestion bien maîtrisé

Par le contrat de concession, qui peut prendre la forme d'une délégation de service public (*Dsp*), une collectivité locale confie à un tiers, public ou privé, la gestion d'un service public dont elle a la responsabilité.

L'organisme chargé de l'exploitation du service public (*le délégataire*) jouit d'une certaine autonomie de gestion, mais c'est la collectivité délégante qui en définit le cadre (*technique et financier*) dans un cahier des charges annexé au contrat. Enfin que le titulaire du contrat assume le risque d'exploitation ; ce qui suppose « une réelle exposition aux aléas du marché ».

Les règles qui s'imposent au délégataire sont les mêmes quelle que soit sa nature juridique

Le délégataire peut être un organisme public ou privé. Il peut être un établissement public, une entreprise, mais également une association ou une société à capitaux mixtes. Les règles qui s'imposent à lui sont les mêmes quelle que soit sa nature juridique. C'est le cahier des charges de la délégation, signé contractuellement, qui s'impose au délégataire.

Conformément aux dispositions de la loi, le contrat est négocié en amont avec le candidat-concessionnaire. Une fois signé, seul un événement extérieur (*événement bouleversant l'économie du contrat par exemple*) ou un accord intervenant entre les deux parties permet d'en changer la teneur (*ex : périmètre de la délégation*) ou les contraintes (*ex : mode de calcul de la redevance*).

Le risque économique étant assumé par le délégataire, un déséquilibre financier du contrat ne justifie pas en soi la modification de ses éléments constitutifs (*ex. : la diminution de la redevance ou le versement de subvention au titre du déficit*).

La collectivité dispose de réels moyens de contrôle

Une fois le contrat signé, c'est à la collectivité de s'assurer que le délégataire respecte ses engagements. Pour cela, la restitution trimestrielle ou annuelle d'indicateurs financiers mais aussi d'indicateurs d'activité est généralement prévue dans les documents contractuels. Ainsi, la collaboration entre la collectivité délégante et le délégataire doit s'inscrire sur la base d'objectifs clairs, définis dès l'origine. Leur absence ne saurait être efficacement compensée par un contrôle tatillon effectué *a posteriori*.

La délégation de service public peut prendre différentes formes, selon que le délégataire réalise ou non les ouvrages nécessaires au service public délégué. Les trois principales formes 'pures' sont la concession, l'affermage et la régie intéressée. Construits au cas par cas, les contrats peuvent contenir des dispositions relevant à la fois de l'une ou l'autre de ces formes.

29 janv. 2016, art. 5), c'est-à-dire qu'il doit être substantiel.
Ainsi, sont aujourd'hui régies par l'ordonnance les concessions de services, de services publics (toujours déclinées en concession, en affermage et régie intéressée), d'aménagement ou de travaux.
Le nouveau texte implique des modifications importantes qui touchent notamment son périmètre, les formalités de publicité, de durée du contrat ou de modification du contrat initial.
Les deux ordonnances marché et concession préfigurent ensembles la partie législative d'un Code général de la commande publique, dont la publication est annoncée en 2019. Au-delà de la simplification, l'ensemble y gagne de manière substantielle en cohérence et en lisibilité.

De nombreuses dispositions relatives aux délégations de service public restent d'actualité

La loi Sapin du 29 janvier 1993 et l'ordonnance de 2016 ont codifié les conditions dans lesquelles la collectivité peut confier la gestion de certains services publics à un organisme privé.

Elles imposent une procédure très encadrée, dont les trois éléments clé sont :

- ⇨ une totale transparence avec une large ouverture à la concurrence ;
- ⇨ le rôle décisif de l'assemblée délibérante de la collectivité : elle ouvre la procédure en statuant sur le principe de déléguer un service public et sur le type de contrat, elle la clôt en délibérant sur le choix du délégataire et sur les termes du contrat ;
- ⇨ négociations menées par l'autorité habilitée à signer (le Maire de Strasbourg) ; à l'inverse des appels d'offres, la possibilité pour la collectivité de négocier avec les candidats potentiels et le choix « intuitu personae » du candidat retenu au final. Ce choix doit cependant être motivé, sur la base des offres faites dans le cadre de la mise en concurrence et de critères définis préalablement à la consultation.

La rémunération par l'usager : le délégataire porte le risque économique

Contrairement au marché public, qui permet à la collectivité d'acheter une prestation pour un prix fixé à l'avance, le titulaire d'un contrat de délégation n'est en principe pas rémunéré par la collectivité mais souvent par l'usager du service public. En d'autres termes, le délégataire supporte le risque financier de l'exploitation du service, dans les conditions fixées contractuellement dans la convention de délégation de service public. Il relève donc de sa responsabilité d'équilibrer son budget.

La consultation de l'usager

L'usager est appelé à donner son avis dans le cadre de la *Commission consultative des services publics locaux* (*Ccspl*), notamment :

- ⇨ sur tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante ne se prononce,
- ⇨ tout au long de la vie de la délégation, sur le rapport annuel fourni par le délégataire.

Les rapports des délégataires ont ainsi été portés à la connaissance des membres de la commission avant le Conseil municipal de décembre.

Une information annuelle

La loi Sapin de 1993 et l'ordonnance de 2016 fait obligation aux délégataires de produire à la collectivité un rapport annuel présentant les résultats et les conditions d'exécution du service public.

Ce document doit comporter notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service.

Il doit ainsi permettre à l'autorité délégante (Ville de Strasbourg) d'apprécier la qualité du service rendu à l'usager, ainsi que le respect des engagements contractuels du délégataire. Il permet également de connaître les actions que ce dernier entend poursuivre ou mettre en œuvre pour améliorer l'exécution de la mission qui lui a été confiée.

L'article L2313-1 du Code général des collectivités territoriales, modifié par l'ordonnance du 26 août 2005, prévoit que ces rapports ne sont désormais plus à annexer aux documents budgétaires et qu'ils sont remplacés par la seule liste des délégataires.

Les rapports des délégataires peuvent être néanmoins consultés auprès du service Partenariats.

A l'initiative de la collectivité, la présente synthèse vise à permettre une prise de connaissance synthétique des éléments descriptifs de la délégation : activité, état financiers, éléments juridiques. Elle constitue de ce point de vue un tableau de bord à garder sous la main.

Mais, elle a également l'ambition de donner, sous une forme synthétique et normalisée, une analyse de l'activité de l'année de la délégation, de sa situation financière et de ses perspectives.

Panorama de l'année 2017

L'année 2017 marque la deuxième année pleine pour la Maison de l'Enfance de Cronenbourg. En effet, la gestion de cette dernière était confiée à l'Association d'action sociale du Bas-Rhin jusqu'au 31/08/2015. Depuis le 1er Septembre 2015, elle est gérée par l'association Léo Lagrange qui exploite aussi la maison de la petite enfance de la Robertsau.

Les trois structures d'accueil de la petite enfance ouvertes par la Ville de Strasbourg en 2014 sous forme de délégation de service public consolident cette année leur activité. Il s'agit de :

- la Maison de la petite enfance du Neuhof confiée à l'Association de gestion des équipements sociaux ;
- la Maison de la petite enfance de la Robertsau gérée par l'association Léo Lagrange Centre Est ;
- la Maison de la petite enfance Franco-allemande confiée à l'Association d'action sociale du Bas-Rhin et en partenariat avec la Ville de Kehl;

Cette dernière a signé l'avenant n°2 du 27 mars 2017 en raison des difficultés de recrutement du personnel allemand.

2017 est également marquée par l'extension du périmètre du stationnement payant sur voirie au sein du quartier de l'esplanade qui a été mis en œuvre par l'équipe Parcus en collaboration avec les services de la ville au cours du premier semestre.

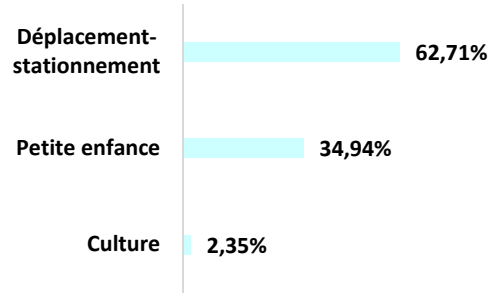
Par ailleurs, concernant le contrat de régie intéressée relatif au stationnement sur voirie est arrivé à son terme le 31 décembre 2017, et à partir du 1er janvier 2018 a démarré le nouveau contrat de DSP attribue à la société Indigo Infra pour une durée de 7 ans.

Au final, au 1er janvier 2017, huit services sont délégués par la Ville.

La Ville de Strasbourg a confié la gestion de huit services publics à des organismes privés

Les services délégués par la Ville relèvent pour l'essentiel du domaine du déplacement-stationnement avec les parkings des halles et des bateliers ainsi que le stationnement sur voirie. Ils génèrent à eux seuls 62,7% du chiffre d'affaires de l'ensemble des services délégués. La plupart des parkings relèvent cependant de l'Eurométropole de Strasbourg.

Chiffre d'affaires 2017 par domaine



Le second secteur est celui de la petite enfance avec 4 maisons : Robertsau, Franco-Allemande, Neuhof et Cronenbourg.

Ce secteur représente un peu plus d'un tiers du chiffre d'affaires cumulé des délégations de service public municipales.

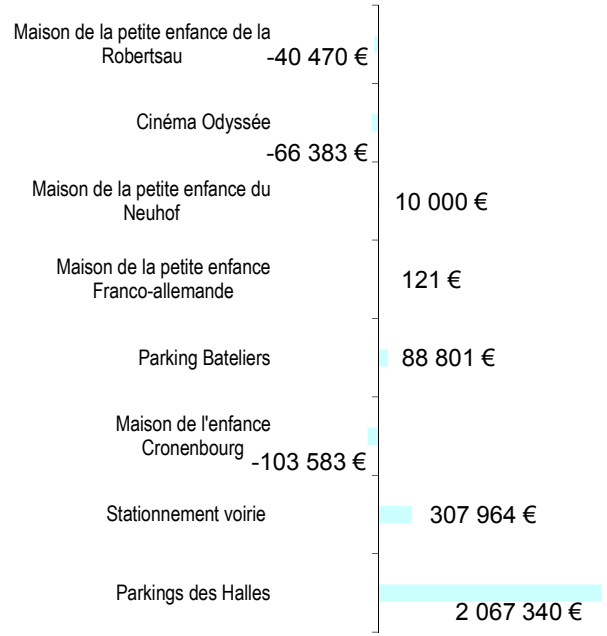
La culture (gestion du cinéma Odyssée) représente moins de 3% du chiffre d'affaires cumulé.

Un poids économique de 9,6 M€ de chiffre d'affaires cumulé en 2017

L'ensemble des délégations de service public de la Ville a employé 134 personnes (effectif moyen cumulé) en 2017 et a généré un chiffre d'affaires de 9,6 M€ contre 9,2 M€ en 2016.

Toutes les délégations de service public sous la compétence de la Ville ont un résultat excédentaire en 2017 à l'exception de la Maison de l'Enfance de Cronenbourg, de la Maison de l'Enfance de Robertsau et du Cinéma Odyssée.

Résultats nets 2017 des Dsp (en €)



Les résultats du stationnement sur voirie (0,3 M€) et des parkings des Halles (2,1 M€) constituent des recettes pour la Ville car ils concernent respectivement une régie intéressée et un contrat de gérance.

La Maison de l'Enfance franco-allemande et la Maison de l'Enfance Neuhof présentent un résultat de 121€ et 10 K€ en 2017.

Le parking des Bateliers en 2017 est à 89 K€. La Maison de l'Enfance de Robertsau, le cinéma Odyssée et la Maison de l'Enfance Cronenbourg génèrent un déficit de 40K, 66 K€ et 104 K€ en 2017.

Afin de donner une idée de la « rentabilité » des différentes délégations, nous présenterons ici pour chacune d'entre elles le ratio résultat net sur chiffres d'affaires en 2016 et 2017.

Ces ratios s'avèrent très dispersés et leur interprétation nécessite quelques précautions. Le ratio varie selon différents critères : secteur concerné, poids économique de la délégation, etc. Il dépend cependant essentiellement, d'une part de la nature du contrat (concession ou affermage) et du montant, le cas échéant, des investissements à financer par le délégataire, d'autre part de la durée écoulée du contrat.

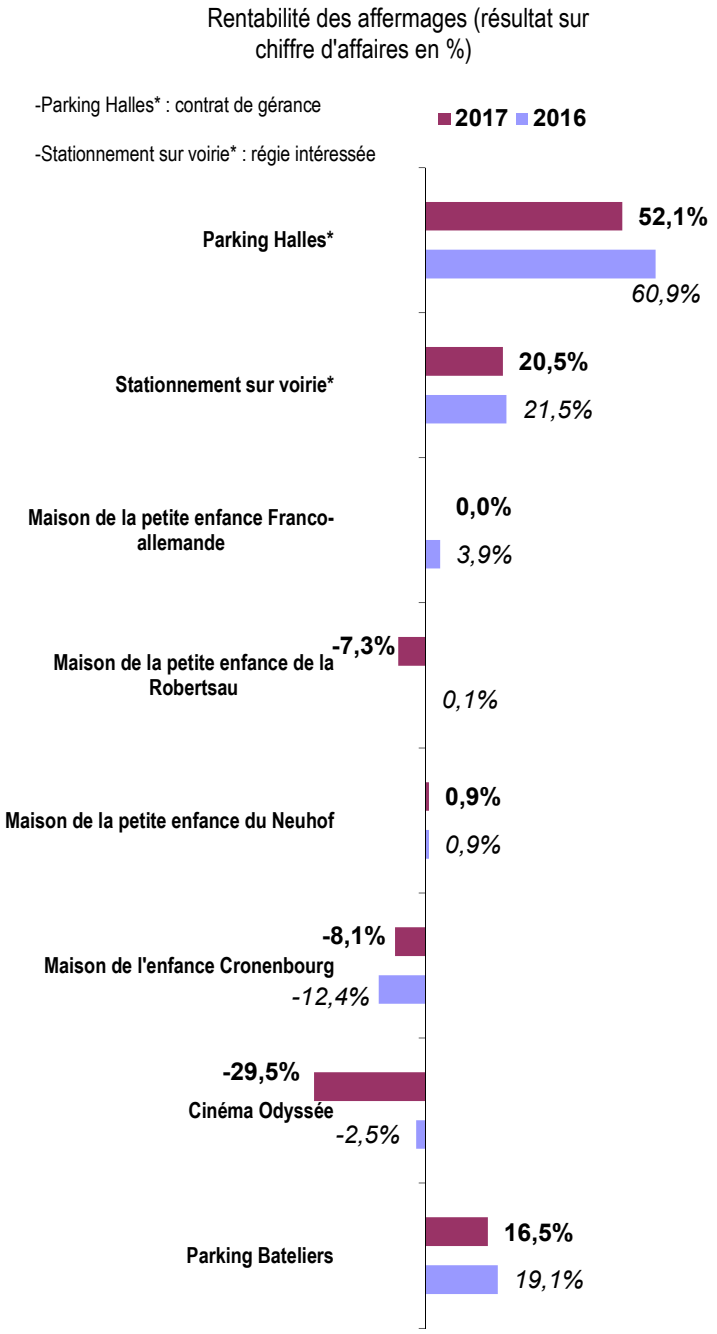
- **Six sur huit délégations sont des contrats d'affermage**

  En 2017, six délégations sur huit ont un ratio de rentabilité positif. Le service le plus rentable est le parking des Halles (52,1%) suivi du stationnement sur voirie (20,5%). La rentabilité du parking des Bateliers est en légèrement recul. Elle baisse de 19,1% à 16,5%.

  Concernant les Maisons de la petite enfance du Neuhof, la rentabilités est quasi stable, respectivement à 0,9%. Cette faible rentabilité est liée à la structure associative des exploitants et à l'application de la clause de partage des bénéfices avec la ville de Strasbourg.

  La rentabilité de la Maison de la petite enfance Franco-allemande est quasi nulle, la rentabilité de la Maison de l'enfance Cronenbourg a légèrement amélioré par rapport en 2016 mais reste toujours négative tandis que celle de Robertsau chute du fait d'un résultat largement négatif lié à des objectifs de fréquentation non atteint.

  Les synthèses présentés dans ce document permettent d'approcher, pour chacun des contrats, les éléments spécifiques permettant d'expliquer, pour partie au moins, la diversité des résultats.



Les différentes formes de contrat de délégation

	la concession	l'affermage	la régie intéressée
ouvrage	Le **concessionnaire est chargé de réaliser les ouvrages** permettant l'exploitation du service public (*ex : parking, piscine, réseau de transports publics*).	Contrairement à la concession, **les ouvrages sont mis à la disposition du fermier** par la collectivité. Il peut s'agir d'ouvrages nouvellement construits (*ex : Zénith*) ou d'ouvrages plus anciens (*ex : cinéma Odyssée*).	Dans ce cas également, **les ouvrages sont mis à disposition du régisseur** par la collectivité (*ex : patinoire*).
rémunération	Le concessionnaire assurera également l'exploitation du service. La rémunération du concessionnaire provient des **recettes perçues auprès des usagers.** Il peut aussi percevoir des subventions d'exploitation en contrepartie des sujétions de service public imposées par la collectivité délégante (*ex : desserte de certaines lignes de transport en commun non rentables*).	Le fermier assure l'exploitation du service en se **rémunérant sur l'usager.** Il peut aussi percevoir des subventions d'exploitation en contrepartie des sujétions de service public imposées par la collectivité délégante (*ex : programmation de films peu rentables*).	Le régisseur est chargé de l'exploitation du service. Contrairement à la concession et à l'affermage, le régisseur est **rémunéré par la collectivité** et non sur l'usager. Cette rémunération est déterminée en fonction des résultats de sa gestion ; de ce fait, le régisseur assume une part de risque.
risque	Le concessionnaire assume le **risque d'investissement et le risque d'exploitation.**	Le risque du fermier est en principe **limité à l'exploitation** du service. L'entretien et le renouvellement des biens confiés sont en général également mis à sa charge.	Dans ce type de contrat, le régisseur agit pour le compte de la collectivité et non pour son propre compte. Ainsi, les charges et produits du service délégué sont réintégrés dans les comptes de la collectivité. Contrairement à la concession et à l'affermage, **le risque financier du service est dès lors partagé** entre le régisseur (*rémunération variable*) et la collectivité délégante de l'exploitation du service. Ce mode de délégation est notamment utilisé pour des équipements structurellement déficitaires (*équipements sportifs*).
redevance	Une redevance est versée par le concessionnaire à la collectivité. Elle constitue la **contrepartie de l'exploitation** par le délégataire du service public.	La redevance versée par le délégataire est dans ce cas plus élevée car elle doit **couvrir l'amortissement de l'investissement** réalisé par la collectivité.	Il n'y a, dans ce cas, **pas de redevance** à payer par le régisseur, l'ensemble des recettes étant reversé à la collectivité.

Gestion des parkings des Halles

Installation et exploitation des ouvrages de parking de la place des Halles - 2 566 emplacements

Contrat de gérance

- signé le 31/12/1980
- durée initiale : 5 ans
- échéance : 31/12/2019
- rémunération fixée à 30,49 € par place révisée sur la base du point d'indice de la fonction publique, soit 163 K€ HT en 2017

pm : 1er contrat avec le gestionnaire actuel sur les Halles en 1974

Service référent : Stratégie et gestion du stationnement

PARCUS

Société des parkings de l'Eurométropole de Strasbourg

Société anonyme d'économie mixte

55, rue du Marché Gare - 67200 Strasbourg
☎ 03 88 27 09 09 🖷 03 88 26 00 42

Structure dédiée à la délégation : non

Capital social : 2 800 000 €

Président : Caroline BARRIERE
Directeur général : Pascal JACQUIN

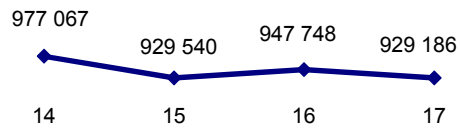
Effectif moyen : 80,9 Etp + 1 ETP (mise à disposition du directeur général par la SCET-GE)

Effectif moyen affecté à la délégation : 18 Etp

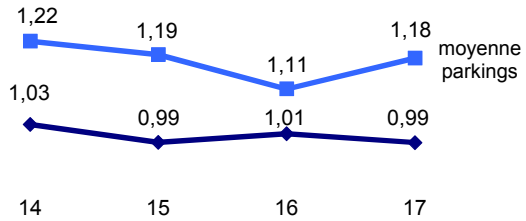
Indicateurs

❖ **ACTIVITE**

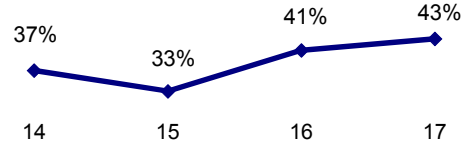
Evolution de la fréquentation horaire*
** nb annuel de tickets horaires*



Evolution du coefficient de rotation par place*
** nb de tickets horaires par place et par jour (base 365 j)*

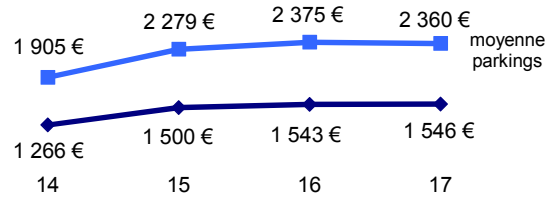


Evolution du pourcentage d'abonnements
** nb d'abonnements et d'amodiations rapportés au nb total de places*



❖ **PERFORMANCES FINANCIERES**

Evolution de la recette moyenne par place*
** chiffre d'affaires par place et par an*



72

Implantés en bordure du cœur historique de la Ville de Strasbourg sur le site de l'ancien marché central, les parkings des Halles ont ouvert en 1974 (P1) et 1979 (P2 et P3).

Ils sont appréciés car ils permettent d'accéder directement au centre commercial éponyme et au centre-ville.

Les parkings des Halles comprennent trois ouvrages distincts, proposant un total de 2 566 places réparties comme suit :

- P1 Marais vert : 782 places sur deux niveaux souterrains, ouvert en semaine de 7 h à 21 h ;
- P2 Sébastopol : 543 places sur 2 niveaux souterrains, ouvert 24h/24 tous les jours de l'année ;
- P3 Wilson : 1 241 places sur 5 niveaux en aérien, ouvert en semaine de 7 h à 21 h.

Les parkings des Halles sont exploités par un contrat de gérance confié à Parcus.

Après une année 2016 qui avait vu la fréquentation augmenter à nouveau après 5 années de baisse, la fréquentation horaire 2017 revient au niveau atteint en 2015 du fait des travaux dans le P1 ayant entraîné l'immobilisation de places.

La baisse des recettes horaires est toutefois compensée par les recettes abonnés ce qui permet au chiffre d'affaires de rester stable.

L'activité 2017

▪ **La fréquentation horaire est en recul**

La fréquentation horaire globale des parkings atteint 929 186 entrées en 2017, soit une baisse de 2% par rapport à 2016. Cette évolution est toutefois contrastée entre les trois ouvrages :

1) la fréquentation horaire du parking P1 recule de 17% en 2017 par rapport à 2016 et s'élève à 108 499 véhicules. Cette baisse s'explique par la

Compte de résultat

Les parkings des Halles font l'objet d'un contrat de gérance. A ce titre, les dépenses et recettes sont intégrées dans le budget municipal. Parcus est rémunérée par la Ville.
Le compte de résultat présenté ici n'est donc pas celui du gérant. Il retrace les opérations enregistrées dans les comptes de la Ville au titre de l'exploitation de ces parkings. Le résultat bénéficiaire de 2,07 M€ constitue pour la Ville une recette nette.

	2017	2016
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	3 967 019	3 958 293
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	-	-
Reprises sur provisions, transferts de charges	15 026	11 496
Autres produits	-	-
Total	3 982 045	3 969 789
Charges d'exploitation		
Achats	126 967	120 875
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	1 519 479	1 436 108
Impôts, taxes et versements assimilés	267 916	2 268
Charges de personnel	-	-
Dotations aux amortissements et provisions	-	-
Autres charges	321	4
Total	1 914 683	1 559 255
RESULTAT D'EXPLOITATION	**2 067 362**	**2 410 534**
Produits financiers	-	-
Charges financières	-	-
RESULTAT FINANCIER	**-**	**-**
Produits exceptionnels	30	4 061
Charges exceptionnelles	52	2 818
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-22**	**1 243**
RESULTAT NET (résultat [exploit.+ financ.+ except.] - participation - impôts sur sociétés)	**2 067 340**	**2 411 777**

condamnation de 180 places de stationnement dans le P1 de mai à septembre en raison de la panne d'un moteur de désenfumage ;

2) la mise en place d'arrêts de bus rue du Marais vert qui rendent difficile la circulation en entrée et sortie; la fréquentation du P2 augmente de 2% en 2017 et s'élève à 335 097 véhicules;
3) la fréquentation du P3 est quasi stable en 2017 à 485 590 véhicules contre 488 725 en 2016.

Le coefficient de rotation des trois ouvrages de 0,99 véhicule par jour (base 365 jours) diminue de 2%. Il reste inférieur au coefficient de rotation moyen sur l'ensemble des parkings.

Le parking P1 Marais Vert étant un des rares parkings ouvert à la souscription, il voit son nombre d'abonnés augmenter de 5%.

L'offre Résidéo, bien plus avantageuse que le tarif de base des abonnements (-60%), connaît un grand succès avec une augmentation du nombre d'abonnés de 23% : le nombre d'abonnés est passé de 135 abonnés en 2016 à 166 en 2017.

- **Des travaux ont été réalisés**

Plusieurs opérations de travaux ont eu lieu en 2017 dans le P3: mise en conformité visuelle et remplacement des éclairages des escaliers, réparation de dalles béton, réfection de la signalétique au sol.

Une zone moto de 20 places a été créée et a donné lieu à la mise en place d'une tarification spécifique.

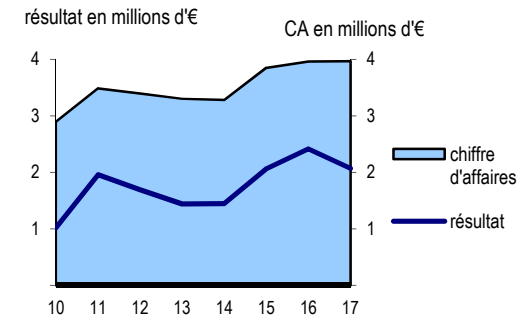
Pour l'ensemble des parcs, il a été procédé au remplacement de luminaires de secours et à l'installation de grilles de protection, à la mise à jour des lecteurs de billets sur le matériel péager. Pour le P1, le système de climatisation de la loge des agents a été remplacé suite à un dysfonctionnement.

Le résultat net pour la Ville est en recul

Le résultat net de la Ville diminue de 14%, principalement du fait de la facturation TEOM sur deux exercices, mais il reste élevé à 2 M€.

S'agissant d'un contrat de gérance, le résultat constitue une recette pour la Ville : le délégataire enregistre dans ses comptes les recettes et les charges de l'ouvrage mais reverse l'intégralité du résultat (recettes – dépenses) à la collectivité après la clôture des comptes. Dans les charges, est intégrée la rémunération de la Sem qui s'élève en 2017 à 161 K€.

Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



- **Le chiffre d'affaires est stable**

Le chiffre d'affaire, à 3,97 M€ est quasi stable par rapport à 2016 (+0,22%) ; il se répartit ainsi :

P1 :	764 K€	+20 K€
P2 :	1 451 K€	+74€
P3 :	1 718K€	-11 K€

Cette stabilité est liée à la compensation de la baisse de la fréquentation horaire par la hausse du nombre d'abonnés.

Les recettes horaires du parking P1enregistrent une baisse de 15% alors que celles du P2 augmentent de 3% et que celles du P3 sont stables.

En revanche, le chiffre d'affaires « abonnements » augmente de 5% pour atteindre 813 K€ ; ainsi la part des abonnements dans le chiffre d'affaires global 2017 est la suivante :

P1 : 52% (contre 42% en 2016) ;
P2 : 16% (contre 18% en 2016) ;
P3 : 11% (contre 12% en 2016).

Enfin, une aide de l'Etat versée au délégataire pour favoriser l'insertion de jeunes en difficultés en « contrat avenir » (uniquement sur les contrats anciens) vient compléter les produits.

- **La recette moyenne par place progresse**

Sur les trois parkings, elle s'élève à 1 546 € par place en 2017 contre 1543 € par place en 2016, ce qui les situe en dessous de la moyenne des parkings délégués par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg (2 360 € par place).

- **Les charges d'exploitation augmentent fortement**

Elles passent de 1 559 K€ à 1 915 k€ (+23%). Cette hausse est liée principalement à :

4) le paiement des taxes, suite à un retard de la recette des finances de la Ville de Strasbourg dans les envois des avis de paiement TEOM : cette charge étant comptabilisée à réception du document, les avis 2015 et 2016 ont été comptabilisés sur 2017 (+242 K€) ;
5) la hausse des consommables de 6 K€ (augmentation des taxes sur le prix de l'électricité, achat de blocs autonomes de secours et de corbeilles métalliques) ;
6) l'augmentation significative des services extérieurs (+ 158 K€) liée au recours au personnel intérimaire pour la surveillance : l'équipe volante a été sollicitée pour remplacer un salarié en longue maladie, un mi-temps thérapeutique et un départ en retraite ;
7) la réalisation de travaux d'entretien et de réparation des locaux (+ 43 K€) et des équipements (+14 K€).

- **Au final, le résultat net pour la Ville est en net recul**

En l'absence d'éléments financiers et exceptionnels significatifs, le résultat net pour la Ville diminue de 14% passant de 2 412 K€ en 2016 à 2 067 K€ en 2017.

Il convient de déduire les amortissements technique et financier des investissements réalisés en maîtrise d'ouvrage par la Ville (équipements péagers), ou la participation à la copropriété (mises en conformité), pour en avoir une vue plus complète.

Les perspectives

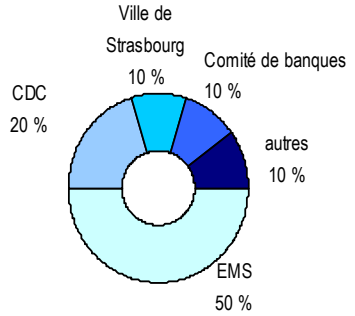
Le Conseil municipal du 21 novembre 2016 a approuvé le lancement d'une consultation relative à la mise en vente des lots de copropriété des parkings P1 et P2 et le Conseil de l'Eurométropole en date du 25 novembre 2016 a approuvé la désaffectation de ces parkings qui étaient jusque-là essentiellement utilisés par la clientèle du centre commercial. Le Conseil municipal du 25 juin 2018 a approuvé le choix de l'acquéreur des lots de copropriété des parkings P1 et P2, ainsi que les conditions de leur cession pour 15 500 000€.

L'exploitation du parc P3 se fera dans la continuité en 2018 jusqu'à la résiliation du contrat de gérance qui interviendra au 31 octobre 2018.

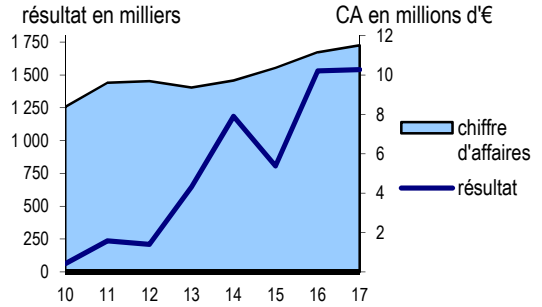
Un marché de gestion provisoire sera mis en place en attendant la mise en place du prochain contrat de concession du P3 qui impliquera des travaux lourds de rénovation de ce parc afin de le mettre aux normes et aux standards actuels.

Le délégataire

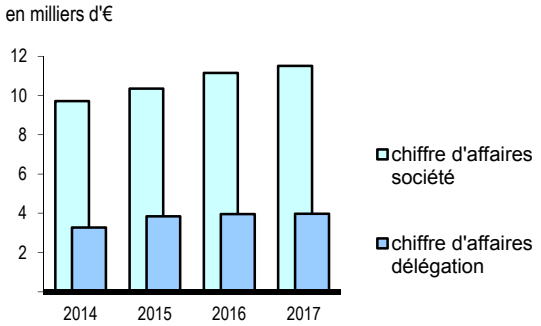
Son actionnariat



Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



Poids de la délégation au sein de la société



Gestion du parking des Bateliers

Gestion du parking des Bateliers à Strasbourg - 283 places

Contrat d'affermage

- début d'exploitation : 27/01/2013
- échéance : 31/01/2023
- durée : 10 ans
- Avenant n°1 de 23/12/2016 relatif à la suppression de la subvention d'exploitation
- redevance fixe indexée, soit 5 K€ en 2017
- subvention d'investissement de 260 K€ versée par la Ville.

pm : 1er contrat avec le délégataire actuel en 1995
Service référent : Stratégie et gestion du stationnement (Direction de la mobilité et des transports)

PARCUS

Société des parkings de l'Eurométropole de Strasbourg

Société anonyme d'économie mixte

55, rue du Marché Gare - 67200 Strasbourg
☎ 03 88 27 09 09 🖷 03 88 26 00 42

Structure dédiée à la délégation : non

Capital social : 2 800 000 €

Président : Caroline BARRIERE
Directeur général : Pascal JACQUIN

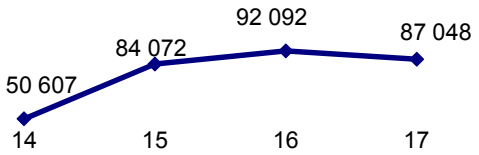
Effectif moyen : 80,9 Etp + 1 ETP (mise à disposition du directeur général par la SCET-GE)

Effectif moyen affecté à la délégation : 2,93 Etp

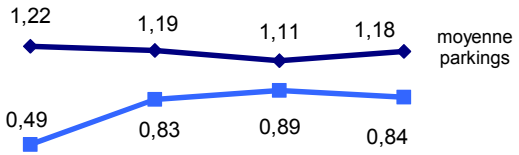
Indicateurs

❖ **ACTIVITE**

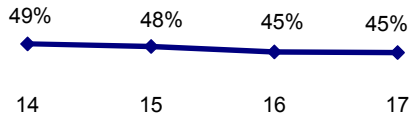
Evolution de la fréquentation horaire*
** nb annuel de tickets horaires*



Evolution du coefficient de rotation par place*
** nb de tickets horaires par place et par jour (base 365 j)*

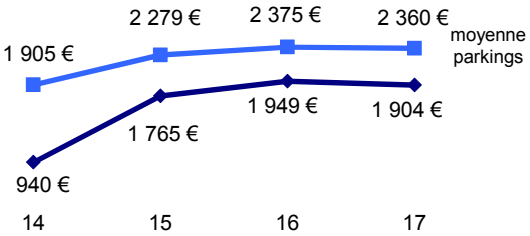


Evolution du pourcentage d'abonnements *
** nb d'abonnements rapportés au nb total de places*



❖ **PERFORMANCES FINANCIERES**

Evolution de la recette moyenne par place*
** chiffre d'affaires par place et par an*



Après une procédure de mise en concurrence, la nouvelle délégation de service public a été attribuée fin 2012 à la société Parcus, pour une durée de 10 ans.

Le projet intègre :

- la requalification complète de l'ouvrage par le délégataire avec changement des systèmes de gestion, l'amélioration des accès et des circulations, la remise en peinture et la transformation du local d'accueil pour augmenter l'accessibilité et l'attractivité de l'ouvrage ;
- le traitement des problèmes d'étanchéité du niveau -3 avec un résultat pérenne attendu, grâce à la mise en place d'une maintenance préventive et curative ;
- une optimisation progressive de la présence humaine dans l'ouvrage avec maintien d'effectifs aux périodes de plus forte fréquentation et basculement de la surveillance et des interventions vers le parking Austerlitz, proche de l'ouvrage, en cas d'absence de personnel.

La réhabilitation de l'ouvrage s'est effectuée en deux phases afin de perturber à minima la rentrée universitaire :

- une première phase durant l'été 2013, au cours de laquelle les problèmes d'étanchéité ont été traités ;
- une seconde phase durant l'été 2014, au cours de laquelle les accès véhicules et piétons (niveau -2), ainsi que le local chef de parc, ont été intégralement rénovés ; cette requalification améliore le confort et la sécurité des usagers dans l'ouvrage et doit ainsi renforcer son attractivité.

Le délégataire a investi près de 1,12 M€ au total dans cet équipement, dont 0,26 M€ ont été pris en charge par la Ville via une subvention d'investissement.

Suite à ces travaux et l'ouverture 24 h/24 depuis le 1er janvier 2016, l'ouvrage a connu une forte attractivité ; néanmoins, en raison des importants travaux réalisés depuis 2017 sur le quai des Bateliers, l'ouvrage voit sa fréquentation baisser en 2017.

Compte de résultat de la délégation

Ce compte retrace l'activité de la seule délégation ; il ne prend pas en compte les autres activités de la société délégataire.

	2017	2016
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	538 902	551 571
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	8 274	10 379
Reprises sur provisions, transferts de charges	32 335	26 045
Autres produits	109	578
Total	579 620	588 573
Charges d'exploitation		
Achats	28 883	21 881
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	61 724	70 237
Impôts, taxes et versements assimilés	20 532	21 006
Charges de personnel	98 487	107 422
Dotations aux amortissements et provisions	167 159	166 585
Autres charges	132 797	112 943
Total	509 582	500 073
RESULTAT D'EXPLOITATION	**70 038**	**88 501**
Produits financiers	-	-
Charges financières	7 232	8 915
RESULTAT FINANCIER	**-7 232**	**-8 915**
Produits exceptionnels	26 000	26 000
Charges exceptionnelles	5	12
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**25 995**	**25 988**
RESULTAT NET (résultat [exploit.+ financ.+ except.] - participation - impôts sur sociétés)	**88 801**	**105 573**

De fait, le chiffre d'affaires de ce parc est en baisse ainsi que son résultat d'exploitation.

L'activité 2017

Malgré l'effet positif de l'ouverture en H24 pour la deuxième année et du report des usagers lié à la fermeture des parkings d'hyper centre pendant la période du marché de Noël, la fréquentation horaire est en diminution : le nombre de tickets horaires est en net recul de 5% en 2017 (87 048 tickets).

Cela s'explique par les travaux réalisés sur le quai des Bateliers qui ont rendu le parking difficile d'accès et empêché le report de fréquentation lorsque les parkings Austerlitz et Gutenberg sont saturés.

Ce constat doit être néanmoins nuancé par le fait que la fréquentation 2016 était particulièrement élevée.

Le nombre d'abonnés est stable à 126 abonnés en 2017.

Le coefficient de rotation diminue légèrement en passant de 0,89 en 2016 à 0,84 en 2017. Il reste inférieur à la moyenne des parkings délégués par la Ville et l'Eurométropole à cause du fort taux d'abonnés.

La tarification au quart d'heure et non plus à l'heure, a facilité la rotation dans les parkings d'hyper centre, souvent saturés.

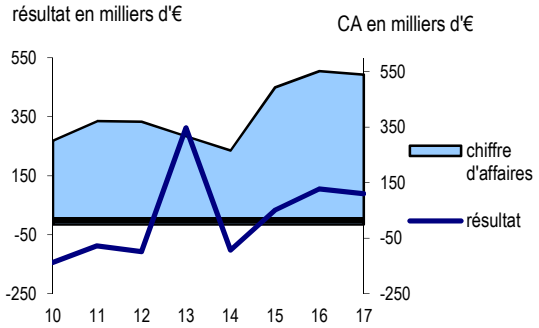
Pour favoriser l'attractivité de l'ouvrage, une œuvre d'art de Peter Klasen reproduite sur bâche par une artiste locale orne depuis 2016 l'entrée du parking.

Un résultat en recul par rapport à 2016

Le chiffre d'affaires est en léger recul (-2,3%) ce qui s'explique par la baisse de fréquentation liés aux travaux sur le quai des Bateliers.

Il permet néanmoins de générer un résultat d'exploitation excédentaire en 2017.

Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



- **Le chiffre d'affaires diminue légèrement**

Le chiffre d'affaires « horaire » s'élève à 435 K€ ; il représente 81% du chiffre d'affaires global et baisse de 2 %.

Le chiffre d'affaires des abonnés recule de 3,6% pour se situer à 103 K€. Cette baisse s'explique par la politique de limitation des abonnements, pour favoriser la fréquentation horaire.

Au total, le chiffre d'affaires recule pour s'établir à 539 K€ en 2017 contre 552 K€ en 2016 (-2,3%).

La recette moyenne par place recule à 1 904€/place en 2017 contre1 949 €/place en 2016. Elle se situe un peu en deçà de la recette moyenne par place pour l'ensemble des parkings qui est de 2 360€ en 2017.

Au total, les produits d'exploitation s'élèvent à 580 K€ et diminuent de 1,5% :

- l'aide de l'Etat versée au délégataire pour favoriser l'insertion de jeunes en difficultés par l'embauche en contrat dit « emplois avenir » prend fin au second semestre 2017 et subsiste uniquement pour les anciens contrats ;
- le transfert de charges qui augmente de 11 K€ concerne le remboursement des salaires maintenus d'un agent d'accueil en congé individuel formation par le FONGECIF ;
- les reprises de provision sont en baisse à 12 K€, un rappel sur la provision GER avait été effectué en 2016 pour des travaux de peinture et d'électricité.

▪ **Les charges d'exploitation sont en légère hausse**

Les charges d'exploitation augmentent de 2% à 509 K€ contre 500 K€ en 2016.

Cette légère hausse est le résultat combiné de :

- la variation à la hausse du poste « achats » (en particulier les fournitures d'entretien et petit équipement (+10 K€) ;
- les charges de gestion courante qui augmentent de 20 K€ en raison des coûts de structure ventilés au prorata des recettes générées par parc sur le chiffre d'affaires global Parcus ;
- une légère hausse des dotations aux amortissements (+1 K) liée à l'acquisition d'un boitier de contrôle pour la gestion technique centralisée.

Ces augmentations sont partiellement compensées par

- la diminution des services extérieurs (- 6 K€) ;
- la diminution des autres services extérieurs (notamment liée à une diminution de la quote-part allouée à la communication).
- une baisse des charges de personnel, le remplacement d'un agent d'accueil en congé formation ayant été assuré par des personnels de l'équipe volante en contrat « avenir ».

Le résultat d'exploitation diminue de 18 K€ pour se situer à 70 K€ en 2017.

La charge de l'emprunt diminuant, le résultat financier s'améliore légèrement et affiche un montant de – 7 K€.

Le résultat exceptionnel positif à 26 K€ concerne le report annuel au compte de résultat de la subvention d'investissement versée par la Ville.

Au final, le résultat net est en recul de 16%, il atteint 89 K€ contre 106 K€ en 2016.

Les perspectives

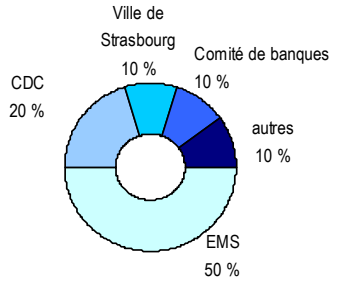
Le délégataire a pour objectifs de maintenir le niveau de service, la qualité d'accueil et de manière générale, l'attractivité du parking.

Par ailleurs, plusieurs réflexions sont engagées :

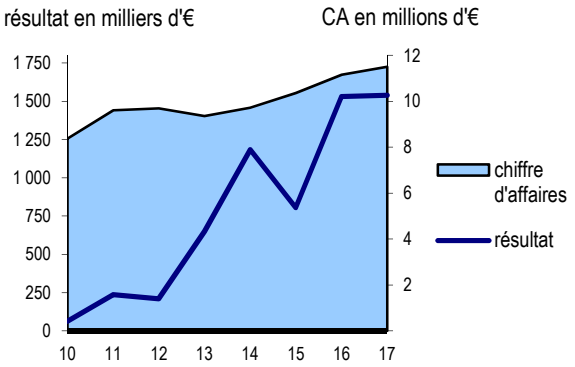
- la première concerne l'adaptation de la politique commerciale notamment en ce qui concerne le nombre d'abonnements en vente ;
- la seconde, sur le devenir de l'ouvrage, devrait être menée pour tenir compte des nouvelles modalités d'accès impliquées par la fermeture du quai des Bateliers.

Le délégataire

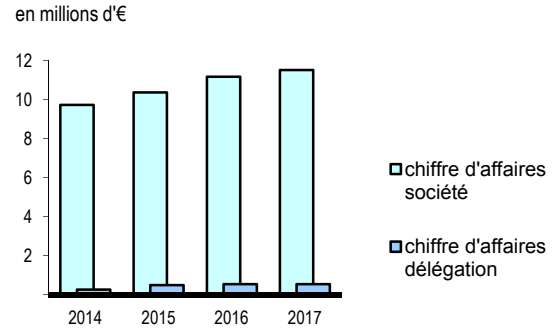
Son actionnariat



Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



Poids de la délégation au sein de la société



Exploitation du stationnement payant sur voirie

Gestion du parc d'horodateurs sur 12 606 emplacements payants

Contrat de régie intéressée

- nouveau contrat signé le 17/12/2012
- début d'exploitation : 01/01/2013
- avenant n° 1 : extension du périmètre et prolongation de la durée
- échéance : 31/12/2017
- durée : 5 ans
- résultat net de Parcus : 308 K€ contre 277 K€ en 2016.

Direction référente : Direction de la mobilité et des transports.

PARCUS

Société des parkings de l'Eurométropole de Strasbourg

Société anonyme d'économie mixte
55, rue du Marché Gare – 67000 Strasbourg
☎ 03 88 27 09 09 🖷 03 88 26 00 42

Structure dédiée à la délégation : non
Capital social : 2 800 000 €

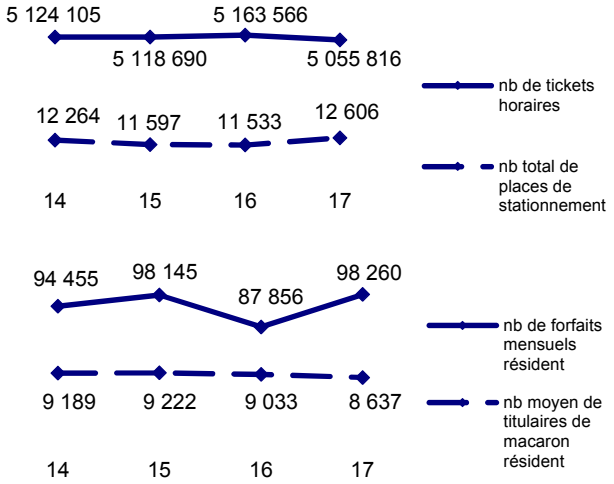
Président : Caroline BARRIERE
Directeur général : Pascal JACQUIN

Effectif moyen : 80,9 Etp + 1 ETP (mise à disposition du directeur général par la SCET-GE)
Effectif moyen affecté à la délégation : 6,7 Etp

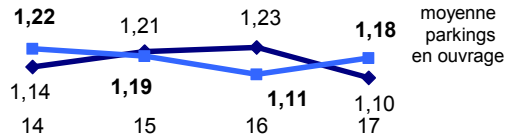
Indicateurs

❖ **ACTIVITE**

Evolution de la fréquentation

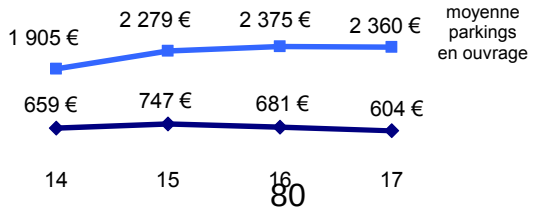


Evolution du coefficient de rotation par place*
**nb de tickets horaires par place et par jour (base 365 j)*



❖ **RECETTE MOYENNE PAR PLACE**

Evolution de la recette moyenne par place*
**redevances perçues par la Ville par place et par an*



Lors du Conseil municipal du 17 décembre 2012, la Ville de Strasbourg a confié à la société Parcus, qui l'exploitait déjà depuis 2004, la gestion du stationnement payant sur voirie de 12 500 places pour une durée de 4 ans. La nouvelle DSP est entrée en vigueur au 1er janvier 2013.

Le contrat de délégation portant sur le stationnement sur voirie prend la forme d'une régie intéressée : la Ville perçoit l'ensemble des produits et prend en charge les dépenses liées au service public délégué, comprenant la rémunération du régisseur, Parcus.

Un avenant n°1 a été délibéré en novembre 2016, ayant pour objet l'extension du périmètre (secteur Conseil des XV et Esplanade au 1er juillet 2017) et la prolongation de la durée de la Dsp jusqu'à l'entrée en vigueur de la réforme du stationnement introduite par la Loi MAPTAM.

Les recettes sur tickets horaires générées par le stationnement sur voirie ont diminué en 2017 (-3%).

Toutefois, le chiffre d'affaires HT réalisé en 2017 par Parcus est en hausse à 1,5 M€ contre 1,3 M€ en 2016 du fait de l'augmentation des refacturations de charges à la Ville. Le résultat net du délégataire augmente de 11% à 308 K€.

L'activité en 2017

- **Le nombre de places augmente**

  Au 1er juillet 2017, 2 863 places ont complété l'offre de stationnement sur voirie.

  Au 31 décembre 2017, le stationnement sur voirie compte 14 304 places dont une moyenne de 12 606 places effectivement exploitables durant l'année (places neutralisées pour terrasses, travaux…), pour 725 horodateurs.

Compte de résultat de la délégation

Ce compte en € HT retrace l'activité de la délégation de service public.

	2017	2016
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	1 502 896	1 289 350
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	-	-
Reprises sur provisions, transferts de charges	-	-
Autres produits	-	-
Total	1 502 896	1 289 350
Charges d'exploitation		
Achats	163 067	114 116
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	329 070	310 593
Impôts, taxes et versements assimilés	10 943	11 448
Charges de personnel	327 222	318 296
Dotations aux amortissements et provisions	2 273	5 143
Autres charges	357 000	253 000
Total	1 189 575	1 012 596
RESULTAT D'EXPLOITATION	**313 321**	**276 754**
Produits financiers	-	-
Charges financières	-	-
RESULTAT FINANCIER	**-**	**-**
Produits exceptionnels	-	-
Charges exceptionnelles	5 357	7
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-5 357**	**-7**
RESULTAT NET (résultat [exploit.+ financ.+ except.] - participation - impôts sur sociétés)	**307 964**	**276 747**

La fréquentation horaire baisse

En 2017, la fréquentation baisse légèrement : elle passe de 5 163 566 tickets à 5 055 816 tickets, soit -2%.

La durée de stationnement passe de 8 128 456 heures en 2016 à 9 005 551 heures.

Par ailleurs, cette année le ticket horaire moyen (recettes/nombre de transactions) est quasi stable, il passe de 1,52 € à 1,50€.

Le coefficient de rotation diminue de 1,22 à 1,1 voitures par an et par place (base 365 jours). Il est légèrement inférieur à la moyenne des parkings en ouvrages délégués par la Ville et l'Eurométropole (1,18).

- **La fréquentation des abonnés-résidents augmente**

Le nombre moyen d'ayant droits diminue (-396 ayants droits), par contre le nombre de forfaits mensuels résidents augmente de 12%.

- **L'observatoire du stationnement**

A travers l'observatoire, Parcus a testé la possibilité de croiser les données issues de scans des véhicules stationnés en voirie. De nouvelles cartographies prenant en compte l'extension des zones de stationnement payant ont été produites.

L'ADEUS, en utilisant les données issues de l'observatoire du stationnement, a produit un rapport sur les données 2016.

Le résultat net de l'exploitant augmente

- **Les produits d'exploitation augmentent …**

Les produits liés à l'exploitation sont en augmentation en 2017, avec un montant de 1,5 M€ en 2017 contre 1,3 M€ en 2016 (+16,5%).

Ils comprennent la rémunération du délégataire ainsi que la refacturation par PARCUS au délégant des dépenses engagées pour son compte dans le cadre de la régie.

- **… mais les charges d'exploitation augmentent aussi**

La hausse des charges d'exploitation de 17% s'explique notamment par :

- l'augmentation des consommables : le volume d'achat de pièces détachées pour les horodateurs a été supérieur en raison de l'extension du périmètre payant et de la mise à niveau de quelques horodateurs permettant une expérimentation de saisie des plaques (+ 56 K€) ;
- le recours à un agent intérimaire supplémentaire pour suppléer la charge de travail liée à l'extension (+ 19 K€) ;
- la revalorisation annuelle des rémunérations et une gratification pour le surcroit d'activité lié à l'extension (+ 9 K€) ;
- la hausse des coûts de structure ventilés au prorata des recettes générées par l'activité (+ 104 K€).

- **Le résultat de l'exploitant augmente :**

Au final, le résultat net pour Parcus est de 308 K€, contre 277 K€ en 2016.

Il correspond à la rémunération HT de Parcus, principalement corrigée par l'écart entre les frais de siège contractuels et les frais de siège réellement supportés par la SEM.

Les perspectives

Le contrat d'exploitation actuel arrivant à son terme le 31 décembre 2017, le Conseil municipal a attribué le 25 septembre 2017 une nouvelle concession de service public à la société Indigo Infra pour une durée de 7 ans.

Ce renouvellement s'est inscrit dans le cadre particulier de la réforme du stationnement payant sur voirie, mise en œuvre à compter du 1er janvier 2018.

Cette réforme nationale entraine une refonte globale du stationnement payant dont la principale modification pour l'usager concerne la suppression de l'amende pénale nationale à 17 €.

Cette amende qui sanctionne une infraction est remplacée par un forfait de post-stationnement (FPS) dont le montant est resté fixé par la Ville à 17€, lorsque le paiement intervient dans les 72h, celui-ci passant à 35€ en cas de paiement au-delà de ces 3 jours.

Par ailleurs la collectivité continue à fixer les tarifs résidents et horaires dans le cadre de sa politique de mobilité.

Au titre de ce nouveau contrat de délégation de service public, le délégataire :

- sera responsable du fonctionnement du service et l'exploitera à ses frais et risques ;
- assurera la collecte, pour le compte de la Ville de Strasbourg, des redevances de stationnement acquittées par les usagers (par paiement immédiat ou par règlement spontané du FPS) ;
- sera responsable de la mission de surveillance du stationnement payant ainsi que de l'établissement et la notification des Forfaits post stationnement (FPS) par ses agents assermentés ;
- assurera le fonctionnement d'un système de gestion centralisée des horodateurs ;
- prendra en charge l'acquisition le financement et l'entretien des horodateurs et leur maintenance, ainsi que leur adaptation technique en prévision de la réforme ;
- suivra le traitement de l'ensemble des recours engagés par les usagers lors d'une contestation d'un FPS (RAPO) ;
- assurera, en collaboration avec la Ville, la prise en charge de la communication et de l'information auprès des usagers, liées à la mise en place de la réforme.

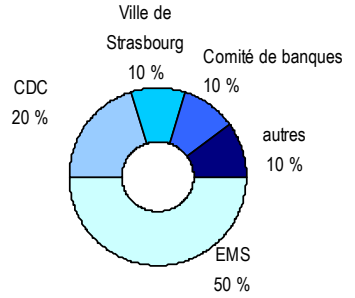
Après quelques mois de mise en œuvre, soit début octobre 2018, le constat réalisé est une baisse de la fréquentation sur la voirie d'environ 6 %, principalement du fait d'un report des usagers vers les parkings P+R et les parkings en ouvrage.

En revanche, les recettes horaires augmentent de 6 % ; on constate un taux de respect assez élevé à 84 % (contre 65 % avant réforme) et logiquement un taux de FPS de 11,6 % relativement faible (81 978 FPS émis pour 704 636 contrôles).

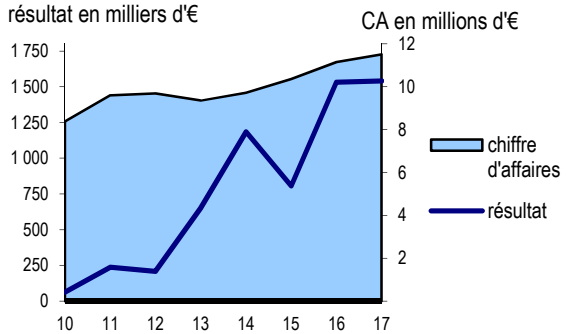
Enfin, les contestations sont peu nombreuses, seulement 2 089 recours RAPO (2,5% des FPS) ont été émis, dont seulement 20 ont abouti à des contestations devant la commission du contentieux du stationnement payant (0,96% des RAPO).

Le délégataire

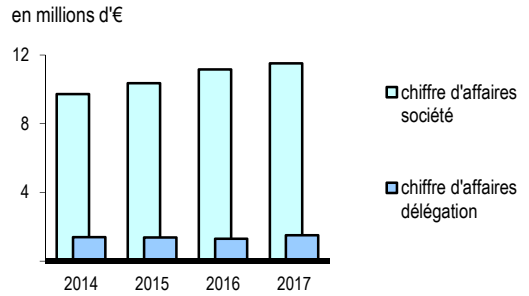
Son actionnariat



Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



Poids de la délégation au sein de la société



Exploitation du cinéma Odyssée

Exploitation, gestion et animation du complexe cinématographique municipal Odyssée

Contrat d'affermage

- prise d'effet : 01/01/2012
- échéance : 31/12/2016

  nb : une nouvelle DSP est en place, avec l'association RCA depuis le 01/01/17 pour une durée de 5 ans.
- durée : 5 ans
- redevance fixe, indexée sur l'indice PSD (produits services divers) : 3 184,72 €
- subvention effectivement versée par la Ville au titre de 2017 : 247 542 € dont 237 542€ au titre du contrat de DSP
- pm : 1er contrat avec le délégataire actuel : 25/09/1999

Service référent : Département audiovisuel et cinéma (Direction de la culture)

Rencontres cinématographiques d'Alsace (RCA)

Association créée en 1986

3, rue des Francs Bourgeois - 67000 Strasbourg
☎ 03 88 75 11 52 🖷 03 88 75 12 71

Structure dédiée à la délégation : oui, à l'exception de l'activité « animation de la section terminale A4 », marginale et l'organisation de manifestations hors périmètre de la DSP.

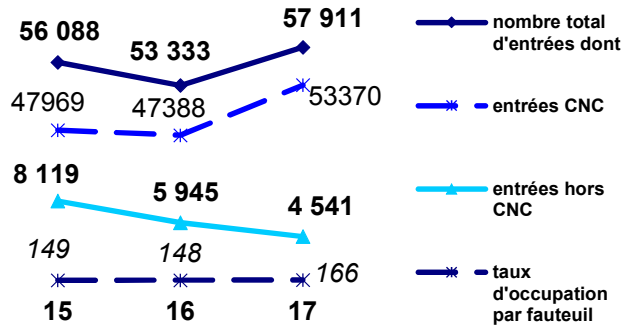
Président : Jean-Paul COSTA
Directeur programmateur : Faruk GUNALTAY

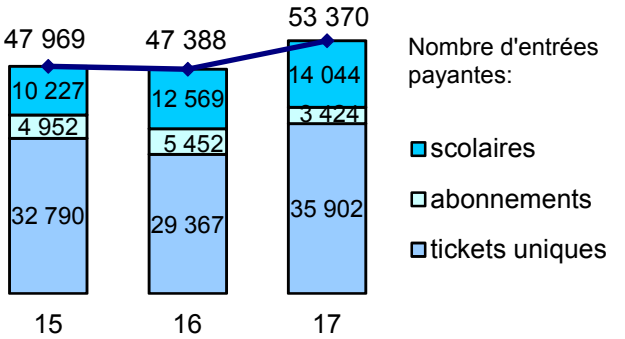
Effectif moyen : 10
Effectif moyen affecté à la délégation : 10

Indicateurs

❖ **ACTIVITE**

Evolution du nombre d'entrées et du taux d'occupation par fauteuil (nb d'entrées payantes par fauteuil)



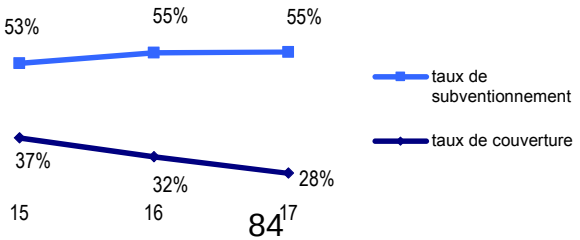


❖ **PERFORMANCES FINANCIERES**

Evolution du taux de subventionnement* et du taux de couverture des charges par les recettes**

* total subventions rapporté au total recettes

** recettes billetterie, activités annexes et location de salles sur charges totales



Le cinéma Odyssée constitue, avec les cinémas Star et Star Saint-Exupéry, un élément clé de l'offre strasbourgeoise de cinéma art et essai en centre-ville. Il comprend deux salles de 258 et 63 places.

L'année 2017 est marquée respectivement par la première année d'activité après le renouvellement du contrat de concession.

Le nombre total d'entrées billetterie CNC est en hausse en 2017, tandis que l'évolution globale de la fréquentation sur les autres salles de la zone de chalandise est plutôt à la baisse.

La fréquentation scolaire continue de progresser en 2017 (+11%) avec 14 044 entrées comptabilisées ; l'éducation à l'image du jeune public demeure l'un des enjeux majeurs de la DSP.

Sur le plan financier, l'exercice se solde par un déficit de -66 K€.

L'activité 2017

- **La fréquentation progresse de 8,5 %**

  La fréquentation progresse en 2017 (+8,5%) à 57 911 entrées contre 53 333 en 2016.

  La moyenne de fréquentation globale passe de 10,7 spectateurs par séance à 12.

  Le taux d'occupation (spectateur CNC/fauteuil) s'élève à 180 contre 148 en 2016.

  Parmi ces entrées, on distingue 53 370 entrées billetterie CNC payantes ou gratuites (contre 47 388 en 2016 ; soit +12,6%), auxquelles s'ajoutent 2 134 hors CNC (billetterie à souches, location de salles, invitations).

- **4 778 séances ont été programmées**

  4 778 séances ont été programmées en 2017 pour 558 films, contre 4 969 séances pour 510 films en 2016 (soit 191 séances en moins et 48 films en plus).

Compte de résultat de la délégation

Ce compte retrace l'activité de la seule délégation ; il ne prend pas en compte les autres activités de la société délégataire. La comptabilité ayant été confié à un nouveau cabinet, les comptes de l'année 2016 ont été modifiés suite à une meilleure réaffectation des charges.

	2017	2016
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	224 744	223 021
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	401 993	379 327
Reprises sur provisions, transferts de charges	162	26 355
Autres produits	36 050	52 876
Total	662 949	681 579
Charges d'exploitation		
Achats	-	3 213
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-3 774
Services extérieurs	342 018	315 377
Impôts, taxes et versements assimilés	19 740	5 237
Charges de personnel	361 147	336 261
Dotations aux amortissements et provisions	371	28 346
Autres charges	6 815	3 724
Total	730 091	688 385
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-67 142**	**-6 806**
Produits financiers	161	-
Charges financières	741	10
RESULTAT FINANCIER	**-580**	**-10**
Produits exceptionnels	61 340	4 421
Charges exceptionnelles	60 001	3 079
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**1 339**	**1 342**
RESULTAT NET (résultat [exploit.+ financ.+ except.] - participation - impôts sur sociétés)	**-66 383**	**-5 474**

Les films européens représentent plus de 70% (stable par rapport à 2016) des projections de l'Odyssée, soit 346 films.

La souscription de cartes d'abonnement est en recul à 264 cartes contre 285 l'année précédente.

L'Odyssée a retrouvé en 2018 ses 3 labels art et essai sur les volets « Recherche, découverte », « Jeunes publics » et « Patrimoine » avec un total de subvention de 21 762 €.

56 manifestations cinématographiques et opérations culturelles ont été organisées en 2017 contre 53 en 2016.

Outre des cycles consacrés à des réalisateurs ou des acteurs, l'Odyssée accueille des « Quinzaines », temps forts du cinéma l'Odyssée, dédiées à des pays européens ou élargies au reste du monde (Allemagne, Russie, Espagne, Italie, Grèce, Turquie, Japon, Corée, Rencontres des cinémas arabes…).

Dans l'ensemble, la tarification est restée inchangée.

- **Un important travail est mené en direction des scolaires**

Le délégataire développe des activités en direction du public scolaire et adapte sa programmation en fonction de l'âge du public (du primaire au lycée), les séances en fonction de l'aménagement des rythmes scolaires et propose des dossiers et des fiches pédagogiques aux enseignants et aux élèves.

Il participe aux dispositifs « école et cinéma », « collège au cinéma » et « lycéens au cinéma ».

La fréquentation scolaire augmente de 11% en 2017 à 14 044 entrées : cette progression est la résultante d'un important travail de relations avec les enseignants et d'une programmation attractive.

L'ensemble des activités en direction des jeunes en temps scolaire, périscolaire et ciné-club a généré 19 821 entrées.

- **L'établissement est ouvert sur l'Europe**

La programmation de l'établissement vient renforcer l'image européenne de la Ville. Il contribue à l'ouverture et à la diversité de l'offre culturelle de la Ville et touche un public varié en fonction des cycles proposés.

- **La bibliothèque reste fréquentée**

La bibliothèque dispose de 650 livres et de près de 7 000 revues consacrées au cinéma. Elle a accueilli environ 612 personnes en 2017 contre 540 en 2016, essentiellement des étudiants, lycéens, chercheurs et enseignants.

- **Les efforts de communication se poursuivent**

Le cinéma a publié 11 tirés à part diffusés à 40 000 exemplaires chacun par les DNA à leurs abonnés ; les différents évènements sont également affichés sur les panneaux dynamiques de l'Eurométropole de Strasbourg.

Les efforts de communication se poursuivent auprès des jeunes avec le site internet créé en 2013 et les comptes Twitter et Facebook.

Face à la concurrence des autres cinémas de la Ville, réinventer et renforcer son travail en direction du public constitue un enjeu prioritaire pour l'inscription de l'Odyssée dans le paysage culturel strasbourgeois.

- **La Ville poursuit l'entretien de l'équipement**

En 2017, la collectivité a réalisé quelques travaux sur l'équipement pour près de 20 K€, concernant entre autres le remplacement de la centrale hydraulique de l'ascenseur et la rénovation des rideaux de la grande salle. Un programme plus conséquent sera engagé en 2018/2021.

L'exploitation est déficitaire

- **Le chiffre d'affaires progresse de 0,7%**

  A hauteur de 224 K€ contre 223 K€ en 2016, le chiffre d'affaires réalisé par l'Odyssée est composé :

  - des recettes de billetterie et des produits divers (composées des recettes CNC, souche et spectacle hors cartes abonnement et divers) pour 186 K€ contre 185 K€ l'an passé: ces recettes couvrent 25% des charges d'exploitation ;
  - des recettes d'activités annexes pour 13K€ (-33%) ;
  - des recettes de location de salles pour 15 K€ en progression de 96 % par rapport à 2016.

- **Les subventions augmentent de 5,9%**

  Le montant global des subventions est en hausse, celles-ci représentent 401 K€ contre 379 K€ en 2016, du fait de :

  - en 2017, le délégataire a bénéficié des 3 labels art et Essai, et perçu une subvention de 24 K€ du CNC ;
  - l'augmentation contractuelle de la subvention de la ville de Strasbourg de l'ordre de + 27 K€.

  La Ville reste le principal partenaire du cinéma avec une subvention de 247 K€ en hausse, (220 K€ l'exercice précédent) soit 61% du total des subventions allouées.

  Au final, après imputation des autres produits (3 K€), de la redevance bar (33 K€) des locations de salle et des reprises de provision d'exploitation, le total des produits s'élève à 662 K€, en diminution de 2,7 %.

- **Les dépenses d'exploitation augmentent de 6 %**

  Les charges d'exploitation s'élèvent à 730 K€ contre 688 K€ en 2016 du fait notamment :

  - de la hausse des services extérieurs qui passent de 315 K€ à 342 K€, en raison de l'externalisation de la comptabilité ;
  - de l'augmentation des charges de personnel de 7,4%. Cette progression s'explique notamment par une indemnité de licenciement de 19,7 K€ ;
  - de la vente d'affiches et de DVD à une valeur moindre que celle figurant au bilan et qui a entrainé une charge sur exercices antérieurs de 28 K€.

L'effet combiné des charges exceptionnelles de personnel et de la reprise du stock impacte le résultat net comptable qui fait apparaître au final un déficit de 66,3 K€ contre – 5K€ en 2016.

A noter enfin qu'en 2017, l'association a contracté un emprunt d'un montant d'environ 52 K€ destiné à consolider sa trésorerie et que le bilan fait apparaitre des fonds propres négatifs à un haut niveau de 179 K€ au 31-12-2017.

Cette situation qui entraine des tensions de trésorerie a amené la direction à élaborer un plan de redressement pour retrouver l'équilibre dès 2018 (recherche de nouveaux partenaires, réductions des coûts administratifs de la structure).

Les perspectives

La nouvelle Dsp en place depuis le 1er Janvier 2017 a permis de redéfinir les axes prioritaires et objectifs globaux : attractivité du cinéma, actions de médiation, entretien et maintenance du site.
Une programmation de travaux sera engagée de 2018 à 2021 visant notamment :

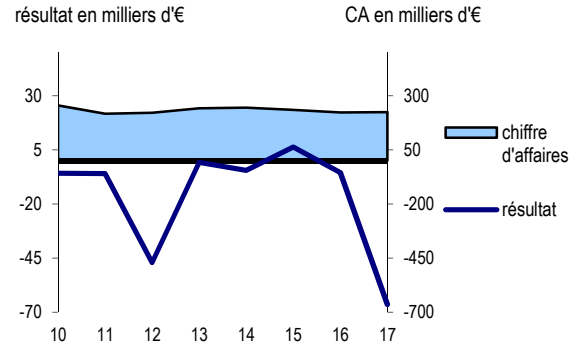
- à améliorer les conditions d'accueil des usagers : climatisation, rafraichissement des peintures, rénovation et mise en accessibilité PMR des sanitaires…) ;
- à améliorer les conditions de travail des salariés : rafraichissement des bureaux, éclairage basse tension, mise à jour des équipements numériques ;
- à optimiser les performances de l'exploitation : la construction d'une 3e salle de projection est également programmée avant 2021.

Le premier semestre 2018 est satisfaisant avec 32 666 entrées CNC et 2 163 entrées spectacles pour 202 films, et le résultat de l'année devrait être équilibré.

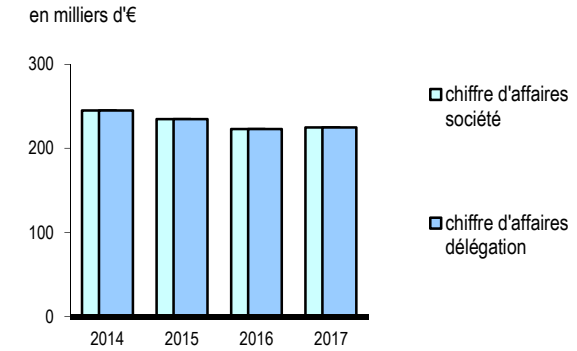
Cependant, à court et à moyen termes, plusieurs facteurs risquent de fragiliser le modèle économique de l'association si des actions ne sont pas menées rapidement : l'impact de la suppression des emplois aidés ainsi que la baisse prévisible de certaines subventions.

Le délégataire

Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



Poids de la délégation au sein de l'association



Maison de l'enfance de Cronenbourg

Gestion de la Maison de la petite enfance de Cronenbourg

Contrat d'affermage

- signature : 18/05/2010, début d'exploitation : 06/09/2010
- échéance : 31/08/2021 Renouvellement au 01/09/2015, changement de gestionnaire
- durée : 6 ans
- avenant n°1 du 22/07/2012
- redevance : part fixe de 10 000 € indexée, soit 9 529 € en 2017
- subvention Ville de Strasbourg 2017 : 608 675 €

Service référent : Famille et petite enfance (Direction de l'enfance et de l'éducation)

Léo Lagrange

Association créée en 1982

66 cours Tolstoï
69 627 Villeurbanne Cedex

☎ 04 72 89 20 72 🖷 04 72 89 20 73

Structure dédiée à la délégation : non

Président: Georges HEINTZ

Effectif moyen Léo Lagrange Centre Est : 1304

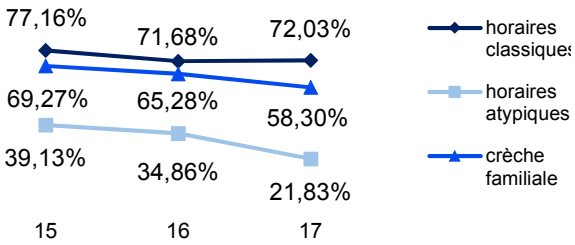
Effectif affecté à la délégation au 31/12/2017 : 22,65 ETP pour l'accueil collectif, 28,25 pour la crèche familiale dont 2,25 encadrants et 26 assistantes maternelles soit un total de 50,90 ETP pour l'ensemble de la Maison de l'enfance.

Indicateurs

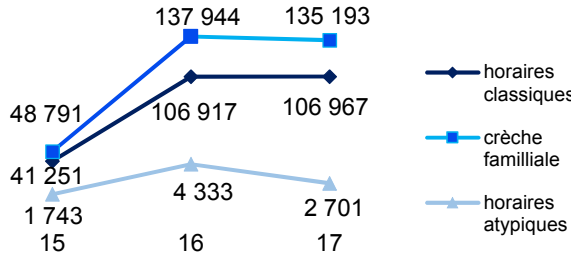
❖ **ACTIVITE**

Taux d'occupation facturé*

** nb. d'heures enfants facturé / capacité x nb. d'heures d'ouverture X 100*



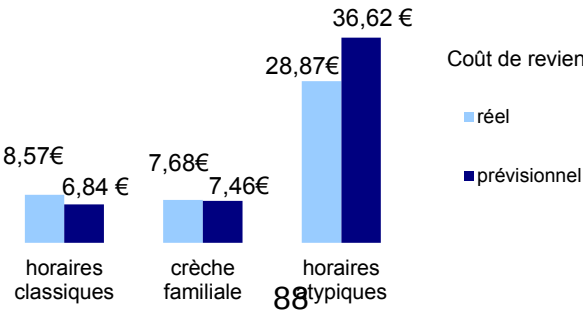
Nombre total d'heures facturées



❖ **PERFORMANCE FINANCIERE**

Coût horaire de l'accueil 2017*

** charges totales / nb total d'heures facturées*



La Maison de l'enfance de Cronenbourg est un service d'accueil initié par la Ville de Strasbourg dans le cadre du développement de sa politique de la petite enfance, qui a fixé son objectif de création de 350 places supplémentaires entre 2008 et 2014.

Cet établissement est le premier à être géré sous forme de délégation de service public. Il a été attribué en 2015 à l'Association Léo Lagrange, 2017 est donc le deuxième exercice en année pleine depuis l'ouverture.

La Maison de l'enfance comprend :

- Un service d'accueil collectif de 60 places, dont 60 en horaires classiques et 10 en horaire atypique ;
- Un service d'accueil familial de 85 places, au domicile des assistantes maternelles employées par la crèche.

Les objectifs de fréquentation des différents types d'accueil ne sont pas encore atteints (respectivement 138 000 et 112 420 heures budgétés sur la crèche familiale et l'accueil collectif, pour 135 193 et 109 668 réalisées) ce qui explique les pertes de l'exercice.

Par ailleurs deux changements de direction en avril et septembre ont pu perturber l'activité de la Maison.

L'activité 2017

- **Accueil collectif :** 106 967 heures ont été facturées en 2017 contre 106 917 en 2016, alors que 112 420 heures étaient prévues au budget.

  Le taux d'occupation facturé s'établit à 74,20%, en progression de retrait de 2,5 points par rapport à 2016.

  Le service d'accueil collectif a accueilli 117 enfants en 2017.

  93% des enfants accueillis proviennent du quartier de Cronenbourg, les autres sont originaires des quartiers limitrophes (Koenigshoffen, Poteries, Gare et jusqu'à Neudorf).

  32% des familles ont un revenu mensuel inférieur à 1 000 € et 45% supérieur à 3 000 €.

Compte de résultat de la délégation

Ce compte retrace l'activité de la seule délégation ; il ne prend pas en compte les autres activités de l'association délégataire

	2017	2016
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	1 278 022	1 221 635
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	603 716	586 423
Reprises sur provisions, transferts de charges	48 094	35 518
Autres produits	-	75
Total	1 929 832	1 843 651
Charges d'exploitation		
Achats	-	-
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	462 910	469 994
Impôts, taxes et versements assimilés	89 865	99 840
Charges de personnel	1 472 342	1 422 429
Dotations aux amortissements et provisions	5 496	3 062
Autres charges	2 802	66
Total	2 033 415	1 995 391
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-103 583**	**-151 740**
Produits financiers	-	-
Charges financières	-	-
RESULTAT FINANCIER	**-**	**-**
Produits exceptionnels	-	-
Charges exceptionnelles	-	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-**	**-**
RESULTAT NET (résultat [exploit.+ financ.+ except.] - participation - impôts sur sociétés)	**-103 583**	**-151 740**

- **Crèche familiale :**

  La crèche familiale a facturé 135 193 heures en 2017 alors que 138 000 étaient prévues. Le taux d'occupation facturé s'établit à 64,1%.

  112 enfants provenant de 105 familles différentes ont été accueillis et 36% des familles ont un revenu égal ou inférieur au plancher du barème.

  La quasi-totalité des familles est domiciliée à Cronenbourg. Sur les 105 familles différentes, seules quatre sont originaires des quartiers du Neudorf, de l'Orangerie et de Hautepierre.

- **Horaires atypiques :** dans le cadre du plan « espoir banlieue », la Ville de Strasbourg a intégré à titre expérimental dans cet établissement un accueil en horaires atypiques fonctionnant de 5h30 à 7h30 et de 18h30 à 22h.

  En 2017, 45 enfants (42 familles différentes) ont été accueillis sur ces plages horaires et 2 701 heures ont été facturées.

  Le service bénéficie à 86% aux familles de Cronenbourg. Les 14% restant sont constitués par des familles provenant à part égal de Koenigshoffen, Poteries, Gare ou Neudorf.

- **Des choix pédagogiques forts**

  Les choix pédagogiques du gestionnaire sont motivés par les apports de la neurobiologie en Petite Enfance.

  Ainsi, le délégataire soutient :

- la motricité libre, où l'enfant est libre de développer ses mouvements et gestes à son rythme ;
- la référence, qui est un mode de gestion où chaque professionnelle est référente d'un certain nombre d'enfants ; de cette manière elle est l'interlocutrice privilégiée des parents et peut repérer les progrès de l'enfant en lui proposant des activités adaptées à son développement ;
- la sécurité affective, afin de combler le besoin de sécurité et de confiance permettant à l'enfant de s'épanouir.

  Le gestionnaire a centralisé la place de l'enfant en s'adaptant au rythme propre à chacun. De plus, les équipes s'adaptent particulièrement lors des accueils en horaires atypiques en raison des contraintes liées à ce type d'accueil (horaires très matinaux ou très tardif) de façon à respecter les besoins vitaux des enfants.

  Par ailleurs, le délégataire maintient un lien étroit avec les familles en élaborant des projets constructif et en communiquant par affichage régulier, courrier électronique, etc. De nombreuses rencontres avec les familles ont eu lieu en 2017.

  L'organisation et l'animation de la crèche familiale est spécifique et pluridisciplinaire. En effet, des ateliers d'éveil musical, des ateliers autonomes et des temps de détente sont organisés. De même, les enfants bénéficient aussi d'activités plus dirigées ou fixes dans des espaces dédiés (peinture, bricolage, lecture…).

- **L'équipe de direction a été remaniée**

  En 2017, la maison de l'enfance de Cronenbourg a connus des changements de direction qui se sont traduits par une

période de flottement organisationnelle. Malgré ces difficultés, l'enfant est resté au cœur des préoccupations des professionnelles.

L'équipe s'est stabilisée en septembre 2017 puis mars 2018 et une nouvelle dynamique s'est instaurée au sein de la structure, qui se matérialise par l'élaboration d'un nouveau projet pédagogique.

Un résultat net déficitaire

Les produits d'exploitation sont principalement composés de la participation des parents (271 K€), de la Prestation de service unique versée par la CAF (977 K€), d'une participation financière de la Ville de Strasbourg (608 K€) et de divers autres produits.

Au total ils s'élèvent en 2017 à 1,9 M€.

- **la subvention de la Ville s'élève à 608 K€**

  La participation de la CAF s'établit à 976 K€ en 2017, elle était de 889 K€ pour 2016, tandis que celle des parents se monte à 271 K€ cette année contre 307 K€ en 2016. Les participations des parents sont nettement inférieures aux prévisions du délégataire (318 K€).

  La subvention de la Ville est de 608 K€ en 2017, elle était budgétée à 611 K€ par le délégataire.

  La clause de retour à meilleure fortune prévoit le reversement de 80% des excédents au délégant ; cette clause permet à la Ville de maîtriser les coûts du service et le montant de sa participation. Le délégataire étant en déficit, la clause de retour à meilleure fortune n'a pas été activée.

  Compte tenu des acomptes déjà versés et de l'activité réelle de la structure, la Ville versera en complément un montant de 30 K€ au délégataire pour régularisation.

- **Des charges d'exploitation élevées**

  Les charges d'exploitation s'élèvent à 2 M€.

  La majorité des charges est fixe (contrat de maintenance, redevances, frais de personnel…) et ne sont pas adaptables au niveau d'activité :

  - les charges de personnel atteignent 1,4 M€ et représentent 70% du total ;
  - les services extérieurs atteignent 471 K€ en 2017 ; ils sont notamment constitués de 65 K€ d'achat alimentaire et 94 K€ d'autres achats et charges externes ;
  - les impôts et taxes se situent à 89 K€ contre 109 K€ prévus au contrat.

Au final, les coûts horaires du multi-accueil et de la crèche familiale sont supérieurs aux prévisions : le coût du multi-accueil est de 8,57 € contre 6,84 € prévu, celui de la crèche familiale ressort à 7,68 € contre 7,46 € budgété. En revanche, celui des horaires atypiques est de 28,87 € contre 36,62 € prévus.

En l'absence de résultat exceptionnel et financier, le résultat net est égal au résultat d'exploitation. Il est déficitaire à -103 K€ et -98 K€ après régularisations.

Les perspectives

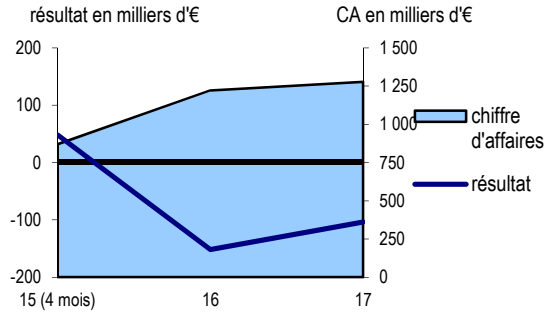
En 2018, plusieurs objectifs sont visés :

- la création d'un environnement stable et sécurisant pour l'enfant, en proposant un aménagement d'espace permettant la libre circulation des enfants dans différents univers ludiques ;
- la découverte de la nature avec le recrutement d'un service civique sur le jardinage ;
- l'adaptation des pratiques professionnelles, par le biais des formations des équipes ;
- le renforcement de la relation de confiance parents-professionnels, avec la mise en place d'une référente par enfant ;
- le renforcement de la sécurité affective de l'enfant par la mise en place de repères spatio-temporels.

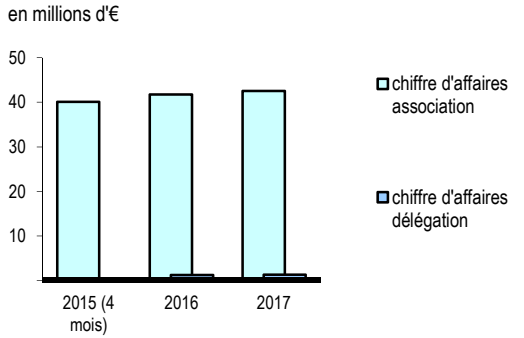
Le délégataire s'inscrit dans les orientations de la collectivité en matière d'accueil de la petite enfance et participe aux projets de la collectivité : démarche d'amélioration de la qualité, développement de l'accueil à vocation d'insertion professionnelle (4 places à vocation d'insertion professionnelle) pour la rentrée 2018/2019 et renforcement de l'accueil d'enfants issus de familles en difficultés sociales.

Le délégataire

Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



Poids de la délégation au sein de l'association



Pour rappel, la subvention de fonctionnement Caf est intégrée dans le chiffre d'affaires de l'association.

Maison de la petite enfance franco-allemande

Gestion de la Maison de la petite enfance franco-allemande Strasbourg-Kehl

Contrat d'affermage

- signature : 31/01/2014, début d'exploitation : 07/04/2014
- échéance : 30/01/2020
- durée : 6 ans
- avenant n°1 du 29 décembre 2015 ;
- avenant n°2 du 27 mars 2017
- redevance : part fixe de 10 K€ indexée soit 10,4 K€ en 2017 + 0,5 K€ au titre de l'intéressement et 62 K€ montants non dépensés avenant n°2, partagé avec Kehl
- subvention Ville : 535 K€ après intéressement.

Service référent : Famille et petite enfance (Direction de l'enfance et de l'éducation)

AASBR

Association créée en 1948

20 Rue du Maréchal Lefebvre - BP 20183
67100 Strasbourg Cedex 1

☎ 03 88 65 67 40

Structure dédiée à la délégation : non
Réserves : 4 637 K€

Président : Florian GEORGE
Directeur : Muriel LITVINENKO

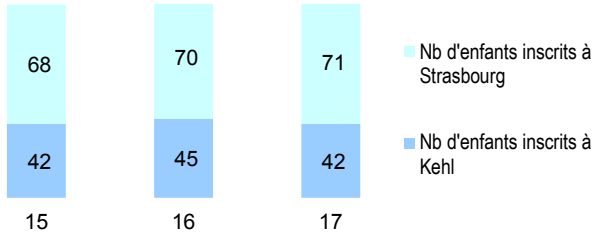
Effectif au 31/12/2017 : 491 salariés

Effectif affecté à la délégation au 30/06/2018 : 16 Etp pédagogiques (dont 8 mis à disposition par la Ville de Kehl) + 1 pédiatre (14 heures par mois) + 4,5 ETP logistiques.

Indicateurs

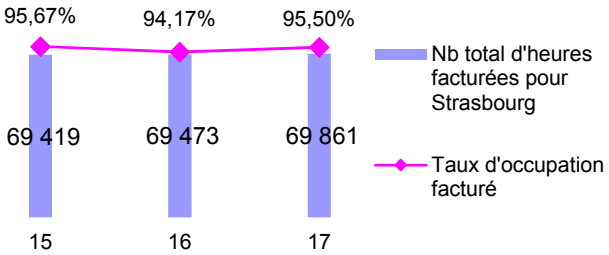
❖ **ACTIVITE**

Nombre d'enfants accueillis dans l'année



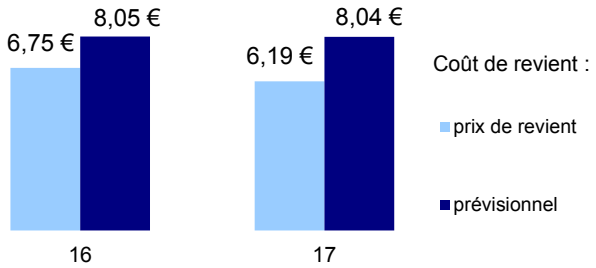
Taux d'occupation et nombre d'heures facturées pour les enfants inscrits à Strasbourg*

** nb. d'heures enfants facturées / capacité x nb. d'heures d'ouverture X 100*



❖ **PERFORMANCE FINANCIERE**

Coût horaire de l'accueil 2016 et 2017 pour les enfants inscrits à Strasbourg (*50% des dépenses totales logistique + 100% personnel pédagogique / nb total d'heures facturées)*



92

La Maison de la petite enfance franco-allemande est un service d'accueil innovant initié par les villes de Strasbourg et Kehl.

Il répond aux objectifs suivants :

- d'une part, développer des places supplémentaires sur le territoire de Strasbourg ;
- d'autre part, mener des actions conjointes de coopération transfrontalière pour répondre aux préoccupations quotidiennes des habitants allemands et français.

Cette Maison propose 60 places pour les enfants de 0 à 3 ans révolus : 30 places pour les enfants issus des familles strasbourgeoises et 30 places pour les enfants issus des familles kehloises.

Afin de renforcer sa vocation transfrontalière, elle comprend 8 professionnels de la petite enfance de diplôme allemand et applique la « pédagogie ouverte » où l'enfant est acteur de son développement.

A l'issue d'une mise en concurrence, l'exploitation de la Maison de la petite enfance franco-allemande a été confiée pour une durée de 6 ans à l'AASBR, dans le cadre d'un contrat d'affermage signé le 31/01/2014.

En 2017, l'établissement a ouvert 227 jours pour 2 569 heures contre 227 jours pour 2 611 heures en 2016.

Le chiffre d'affaires est en hausse de 10,9 % et l'activité génère un résultat excédentaire de 121 €, après application de la clause de retour à meilleure fortune.

L'activité 2017

La maison de la petite enfance franco-allemande a accueilli 113 enfants en 2017 (71 strasbourgeois et 42 kehlois), soit 2 de moins qu'en 2016.

Compte de résultat de la délégation

Ce compte retrace l'activité de la seule délégation ; il ne prend pas en compte les autres activités de l'association délégataire.

	2017	2016
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	386 933	348 821
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	536 750	605 962
Reprises sur provisions, transferts de charges	21 019	22 684
Autres produits	40 870	21 327
Total	985 572	998 794
Charges d'exploitation		
Achats	90 586	84 444
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	60 710	38 306
Impôts, taxes et versements assimilés	32 613	59 952
Charges de personnel	685 649	710 371
Dotations aux amortissements et provisions	54 687	34 825
Autres charges	61 771	62 143
Total	986 016	990 041
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-444**	**8 753**
Produits financiers	-	-
Charges financières	-	-
RESULTAT FINANCIER	**-**	**-**
Produits exceptionnels	565	4 733
Charges exceptionnelles	-	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**565**	**4 733**
RESULTAT NET (résultat [exploit.+ financ.+ except.] - participation - impôts sur sociétés)	**121**	**13 486**

Sur ces 71 enfants strasbourgeois, 38 familles ont des revenus mensuels inférieurs à 2 000 €, dont 26 qui se situent au plancher du barème des participations familiales.

Au 31 décembre 2017, 71 enfants strasbourgeois de moins de 4 ans sont inscrits : 71% bénéficient des contrats de plus de 20h/semaine.

Un enfant a été accueilli en urgence cette année.

La fréquentation des enfants strasbourgeois est quasi stable à 69 861 heures facturées, contre 69 473 heures en 2016.

Le taux d'occupation facturé est de 95.5% soit 1,5 points de plus qu'en 2016.

- **Le personnel de diplôme allemand est mis à disposition de la MPE par la Ville de Kehl**

  Suite aux difficultés rencontrées par le MPE dans l'embauche des personnels de diplôme allemand, la collectivité en coopération avec la ville de Kehl, a signé avec l'AASBR un avenant actant la mise à disposition gratuite de huit professionnels dont les diplômes sont reconnus en Allemagne.

  Le personnel de diplôme français (8 ETP) ainsi que le personnel logistique (4,5 ETP) reste à la charge du délégataire.

- **Le travail sur la pédagogie ouverte se poursuit**

  La Maison a poursuivi son cheminement pour la mise en place d'une pédagogie dite « ouverte » : elle s'appuie sur les principes de libre choix de l'enfant, d'autonomie dans son activité, de respect de son rythme et de sociabilisation.

  Cette démarche s'accompagne d'une observation attentive et dynamique pour comprendre les besoins des enfants et les accompagner.

En 2017, l'équipe a approfondi les actions initiées en 2016 : le bistro continue d'être un espace de convivialité et de rencontre entre petits et grands ; c'est un lieu où les enfants apprennent à être autonomes à leur rythme tout en étant sous la surveillance des professionnels.

- **la libre circulation et le libre choix toujours d'actualité**

  La libre circulation entre les espaces est importante pour la maison. Dans ce contexte, les enfants peuvent en toute autonomie changer de pièces et venir voir le personnel autre que les encadrants dans la structure. Certains aiment rendre visite au personnel de direction ou au personnel logistique.

  Par ailleurs, l'enfant demeure libre dans ses choix et est acteur et auteur de son jeu. Il choisit d'explorer et d'expérimenter comme bon lui semble ce qui favorise le développement de sa créativité et de son imagination.

  L'accent est mis sur le jeu libre, l'enfant a le droit de choisir son activité, son moment de repos et de collation (dans des plages horaires définies).

- **Le bilinguisme est mis en avant**

  Le projet pédagogique s'appuie sur le principe d'« une personne, une langue ». Le personnel parle dans sa langue maternelle à l'enfant quelle que soit sa nationalité à l'exception de situations où il est nécessaire d'apporter du réconfort à l'enfant.

- **La place des parents est primordiale**

  La coéducation demeure essentielle au sein de la structure et la pédagogie mise en place incite l'équipe à respecter le rythme de

l'enfant et celui du parent notamment lors des séparations.

Outre la communication, l'équipe propose des rencontres régulières entre parents, référents de l'enfant et membres de la Direction afin de faire le point sur l'accueil de leur enfant.

- **Les partenariats**

  L'établissement travaille toujours avec le réseau local (centre médico-social l'OPI (Orientation-Prévention-Insertion) et principalement avec l'école maternelle du Port du Rhin. Des rencontres régulières autour de livres de littérature enfantine en français et en allemand sont très appréciées des petits et des grands.

Le résultat d'exploitation est positif

Les produits d'exploitation sont principalement composés de la participation des parents, de la Prestation de service unique (Psu) versée par la Caf ou la Msa et une participation financière de la Ville de Strasbourg.

En 2017, ils s'élèvent à 986 K€ contre 999 K€ en 2016 soit 13 K€ d'écart (-1,3%).

- **Le chiffre d'affaires augmente de 38 K€**

  Cette augmentation est liée :

  -à l'augmentation des remboursements sécurité sociale pour les absences de personnel,

  -à la refacturation par l'association à la ville de Kehl des couts de remplacement des personnels mis à disposition absents.

  Les prestations de services CAF sont en baisse de 18 K€ à 254 K€.

  Les recettes issues des participations familiales sont quasiment stables à 74 K€.

- **La subvention de la Ville s'élève à 597 K€**

  La subvention versée par la Ville de Strasbourg est stable à 597 K€, elle est égale :

  - pour les enfants strasbourgeois, au coût horaire contractualisé multiplié par le nombre d'heures réalisées déduction faite de la participation des parents, de la Caf et des autres produits ;
  - et pour les enfants kehlois, à un coût annuel par place, remboursé par la Ville de Kehl à la Ville de Strasbourg.

  Après imputation de l'intéressement, elle ressort à 535 K€ ; la Ville de Kehl a remboursé à Strasbourg 282 K€ en 2017 au titre de sa participation.

  La subvention versée par la Ville de Strasbourg est inférieure aux prévisions (535 K€ contre 589 K€ initialement prévus).

- **Des charges d'exploitation en légère baisse**

  Les charges d'exploitation s'élèvent à 986 K€ contre 990 K€ en 2016 soit une diminution de - 0,4%.

  Cette diminution est notamment due aux :

  - charges de personnel qui baissent passant de 710 K€ à 685 K€ soit 3,5 %,
  - impôts et taxes qui diminuent de 27 K€.

Au final, le prix de revient des enfants strasbourgeois s'élève à 6,19 €/h (0,56 € de moins par heure par rapport à 2016) contre 8,04 € budgété.

Le résultat net est positif à hauteur de 121 €.

Les perspectives

La difficile stabilisation d'une équipe franco-allemande a continué de marquer l'année 2017.

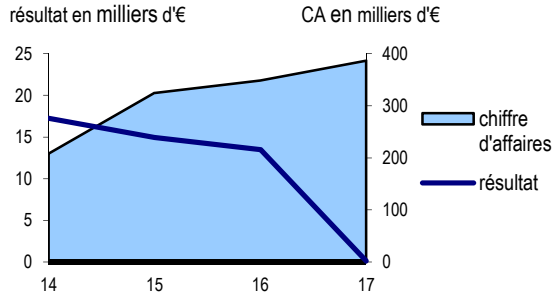
Mais malgré les mouvements de personnel contraignants (démissions, longue maladie, difficultés de recrutement), la Maison a su rester opérationnelle.

Pour l'année à venir, elle souhaite maintenir et renforcer son aspect transfrontalier avec un rayonnement sur Strasbourg et sur Kehl.

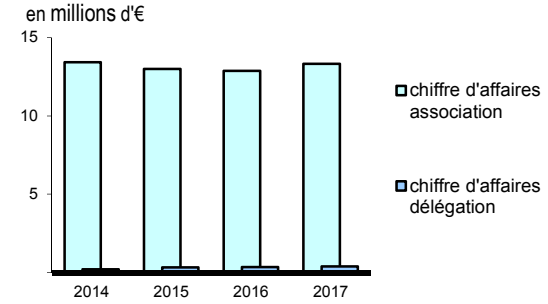
Le délégataire s'inscrit dans les orientations de la collectivité en matière d'accueil de la petite enfance et participe aux projets de la collectivité : démarche d'amélioration de la qualité, renforcement de l'accueil d'enfants issus des familles en difficultés sociales.

Le délégataire

Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



Poids de la délégation au sein de l'association



Pour rappel, la subvention de fonctionnement Caf est intégrée dans le chiffre d'affaires de l'association.

Maison de la petite enfance de la Robertsau

Gestion de la Maison de la petite enfance de la Robertsau

Contrat d'affermage

Signature : 17/09/2013

Début d'exploitation : 17/03/2014

Échéance : 31/12/2019

Durée : 6 ans

Redevance : part fixe de 10 K€ indexée soit 9,1 K€ en 2017 + intéressement 0 €

Subvention Ville de Strasbourg : 278 133,28 €

Service référent : Famille et petite enfance (Direction de l'enfance et de l'éducation)

Léo Lagrange Centre Est

Association créée en 1982

66 cours Tolstoï
69 627 Villeurbanne Cedex

☎ 04 72 89 20 72 🖷 04 72 89 20 73

Structure dédiée à la délégation : non

Président: Georges HEINTZ

Effectif moyen Léo Lagrange Centre Est : 1309

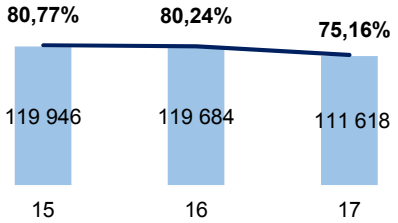
Effectif affecté à la délégation au 31/12/2017 : 20.80 Etp (1 directrice, 1 adjointe psychomotricienne, 3 éducatrices de jeune enfants, 8 auxiliaires de puériculture, 3,8 aides maternelles et 4 personnels logistiques).

Indicateurs

❖ **ACTIVITE**

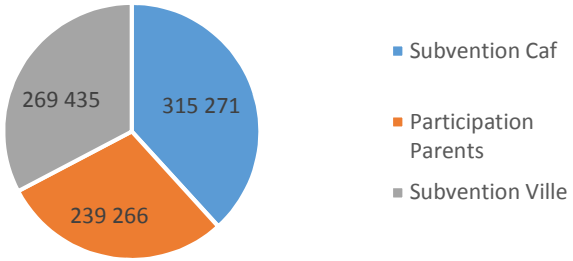
Taux d'occupation et nombre d'heures facturées

** nb. d'heures enfants facturées / Capacité x nb. d' heures d'ouverture* *X 100*



❖ **FINANCIER**

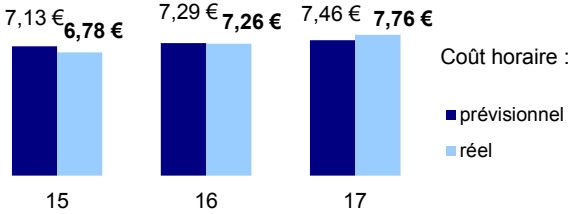
Répartition du financement



❖ **PERFORMANCE FINANCIERE**

Coût horaire de l'accueil 2017*

** charges totales / nb total d'heures facturées*



96

La Maison de la petite enfance de la Robertsau est un service d'accueil initié par la Ville de Strasbourg dans le cadre du développement de sa politique de la petite enfance, qui a fixé son objectif de création de 350 places supplémentaires entre 2008 et 2014.

Situé rue de la Baronne d'Oberkirch sur une parcelle de 1 950 m², dont 1400 m² de locaux, l'établissement propose un multi-accueil de 60 places (3 unités d'accueil de 20 places).

Destinées aux enfants de 2 mois et demi à 4 ans, les places sont réparties entre :

- des accueils réguliers qui regroupent les contrats « temps plein » de plus de 20 h/semaine ; des demandes de moins de 20 h et des accueils d'urgence dans la limite d'un mois, reconductible une fois ;
- des accueils occasionnels, non contractualisés gérés par la direction de la crèche dans la limite des places disponibles.

Le service est assuré de 7h30 à 18h30 du lundi au vendredi, au moins 225 jours ouvrés par an.

A l'issue d'une mise en concurrence, la gestion de la Maison de la petite enfance (MPE) de la Robertsau a été confiée pour une durée de 6 ans à l'Association Léo Lagrange Centre Est dans le cadre d'un contrat d'affermage signé le 17/09/2013.

En 2017, la MPE a ouvert 225 jours soit 2 475 heures d'ouverture annuelles ; la fréquentation est nettement en baisse avec environ 8 000 heures facturées en moins par rapport à 2016.

Le chiffre d'affaires est en progression mais le résultat d'exploitation est déficitaire du fait du déficit de l'activité.

L'activité 2017

- **L'activité est en forte baisse**

  Le nombre d'enfants accueillis diminue de 17% cette année ; au 31 décembre 2017, 102 enfants

Compte de résultat de la délégation

Ce compte retrace l'activité de la seule délégation ; il ne prend pas en compte les autres activités de l'association délégataire. La subvention Caf Psu est intégrée dans le chiffre d'affaires du délégataire.

		2017	2016
Produits d'exploitation			
Chiffre d'affaires		556 572	525 103
Production stockée		-	-
Production immobilisée		-	-
Subventions d'exploitation		269 435	344 885
Reprises sur provisions, transferts de charges		23 146	21 587
Autres produits		2 131	2 345
	Total	851 284	893 920
Charges d'exploitation			
Achats		-	-
Variation de stocks (stock initial-stock final)		-	-
Services extérieurs		218 502	250 027
Impôts, taxes et versements assimilés		33 379	42 330
Charges de personnel		633 363	593 768
Dotations aux amortissements et provisions		6 509	7 403
Autres charges		1	92
	Total	891 754	893 620
RESULTAT D'EXPLOITATION		**-40 470**	**300**
Produits financiers		-	-
Charges financières		-	-
RESULTAT FINANCIER		**-**	**-**
Produits exceptionnels		-	-
Charges exceptionnelles		-	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL		**-**	**-**
RESULTAT NET (résultat [exploit.+ financ.+ except.] - participation - impôts sur sociétés)		**-40 470**	**300**

étaient accueillis dans la structure (contre 123 en 2016). 95 enfants bénéficient des contrats à « Temps plein » (> 20 heures).

Une petite fille porteuse d'une maladie génétique et une autre porteuse d'un handicap moteur sont accueillies dans la même unité et ont pu continuer à participer aux activités de la crèche. Les contrats ont pu être adaptés afin que cette dernière puisse poursuivre son suivi chez la kinésithérapeute.

22% des familles ont des revenus mensuels inférieurs à 1 500 € et 61% dépassent les 3 000 €.

De ce fait, 19 familles sur 89 ont un tarif inférieur à 1 € de l'heure. Le tarif moyen facturé se situe à 2,12 €.

Plus des trois quarts des enfants inscrits sont issus du quartier de la Robertsau tandis que les autres familles sont résidentes de quartiers limitrophes.

Le nombre d'heures facturées est en forte baisse : au 31 décembre 2017, 111 618 heures ont été facturées contre 119 684 en 2016 (8 066 heures de moins).

La présence réelle des enfants est inférieure aux plages horaires réservées par les parents puisque sur les heures facturées, 100 067 heures ont été effectivement réalisées ; au global, le taux d'occupation facturé atteint 75,16% (80,24% en 2016).

Cette fréquentation inférieure aux objectifs s'explique en partie par la volonté d'un certain nombre de familles de bénéficier de contrats à la ½ heure notamment à 8h30, 16h30 et 17h30 : ainsi la fréquentation est basse aux extrémités de la journée et le taux d'occupation ne dépasse les 50% qu'entre 8h30 et 17h30.

- **L'équipe a été renouvelée**

  L'équipe s'est renouvelée, la Directrice a été nommée sur un nouveau poste et a été remplacée par une puéricultrice.

  Par ailleurs, l'année a été marquée par de longs arrêts de travail et vacances de poste, ce qui a entraîné de nombreux remplacements en CDD.

- **Un partenariat fort avec les familles**

  Afin de consolider et de maintenir le lien avec les familles, le délégataire a continué à renforcer la communication avec les parents (activités communes, site internet dynamique et bien fréquenté, ...) et a « rythmé » la vie de l'établissement par des événements clés (un conseil d'établissement avec les représentants des parents, deux entretiens annuels avec la famille et le référent, réunion de rentrée…). Les parents sont également incités à participer à la vie de l'établissement dans des activités communes ou des fêtes organisées par le délégataire et pouvant être proposées par les familles.

- **Un projet pédagogique pérennisé**

  Le délégataire a approfondi les orientations pédagogiques initiées au lancement de la Maison :

  - la période d'adaptation : les équipes ont proposé des périodes d'adaptation plus longues aux parents qui le souhaitaient. Elles ont également d'avantage échelonnée les adaptations de la rentrée ;
  - les temps de transmission : Léo Lagrange a investi dans 2 appareils photos supplémentaires ainsi que dans un écran de télévision afin de permettre un mode de transmission qui offre un contenu plus riche qu'une liste de participation à des activités.

- **Quelques nouveautés**

2017 a été l'occasion de mettre en place quelques nouveautés telles que :

- une sortie au théâtre jeune public de Strasbourg pour les enfants et leurs parents ;
- la mise en place d'une salle d'activités Montessori. Les enfants y ont le choix de leur activité qu'ils pourront aller chercher eux-mêmes, et choisir en fonction de leur besoin. Les principes de cette méthode sont : la liberté, l'autodiscipline, le respect du rythme de chacun, l'apprentissage par l'expérience et l'observation de l'enfant ;
- l'accueil de deux jeunes femmes en service civique. Elles ont été chargées de la création d'un jardin sensoriel ainsi que de supports « raconte histoire ».

Le résultat d'exploitation est déficitaire

Les produits d'exploitation sont principalement composés de la participation des parents, de la Prestation de service unique (Psu) versée par la Caf ou la Msa et une participation financière de la Ville de Strasbourg.

Ils s'élèvent à 851 K€ en 2017 contre 894 K€ en 2016 soit 4,7% de moins. Ils sont inférieurs aux prévisions en raison d'un volume horaire facturé plus faible que prévu.

La participation des usagers est de 239 K€, la part Caf de 315 K€, la subvention Ville de 278 K€ après régularisation.

Le reste des produits, marginal, est composé de divers financements pour les emplois aidés ou des indemnités journalières liées à l'absentéisme.

- **La subvention de la Ville s'élève à 278 K€**

La subvention versée par la Ville de Strasbourg est égale à la part des charges d'exploitation non couverte par les recettes de la Caf, de la participation des parents et des autres produits.

Estimée à 1,7 M€ sur la durée totale de la délégation, elle est régularisée l'année suivante sur la base du coût horaire contractualisé, du nombre d'heures d'accueil effectivement facturées, de l'évolution du plafond de la Prestation de service unique et de la clause de retour à meilleure fortune, qui permet le partage des excédents sous la forme d'un intéressement versé à la Ville.

Elle s'élève pour 2017 à 278 K€ contre 316 K€ en 2016 et représente 32% des produits réalisés.

Le résultat étant déficitaire, la Ville de Strasbourg n'a pas touché d'intéressement en 2017.

- **Des coûts maitrisés**

Les charges d'exploitation atteignent 891 K€ pour cette année contre 894 K€ en 2016.

Cette évolution s'explique par le fait que les charges de personnel soient globalement maitrisées, les écarts correspondent à des contrats de remplacement qui impactent les salaires bruts de 20 K€. Les charges sociales sont inférieures au budget en raison de l'application du régime de subrogation sur les indemnités journalières non soumises à charges sociales. Par ailleurs, la structure bénéficie en 2017 d'un crédit d'impôt de taxe sur les salaires de 18 K€.

Au final, l'activité génère un déficit de 40 470 € (33 807 € après régularisation de la subvention).

Le coût horaire réalisé ressort à 7,76 € contre 7,46 € initialement prévu.

Les perspectives

En 2018, le délégataire souhaite approfondir deux axes innovants de son projet pédagogique engagés en 2016 et 2017 : le développement de la communication gestuelle avec les enfants et la poursuite de l'expérimentation de la médiation animale avec la présence de plusieurs poules au sein de l'établissement et d'un aquarium.

Le gestionnaire souhaite engager une réflexion autour des mouvements de personnels, pour l'équipe et pour les parents. Il s'agit non pas de les éviter mais de les anticiper, de les communiquer et de les organiser d'avantage.

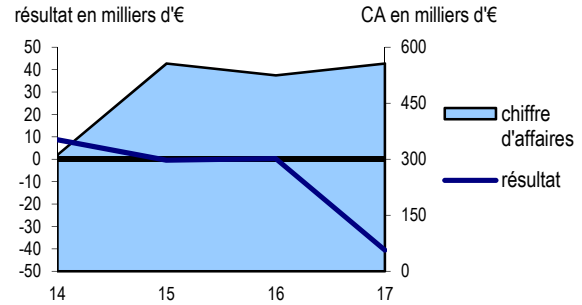
Par ailleurs, la mission en service civique concernant l'aménagement du jardin sensoriel sera reconduite. L'association souhaite poursuivre le travail amorcé en 2017 autour du moment de l'adaptation et des transmissions.

Le délégataire a un projet pédagogique conforme aux engagements de la charte qualité, qui s'inscrit dans les orientations de la collectivité.

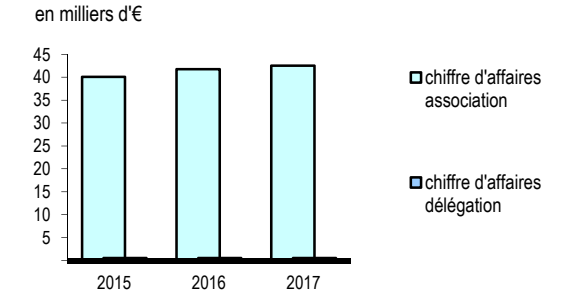
Le délégataire

**Le chiffre d'affaire de l'association intègre les prestations CAF, la part parents et les subventions de la collectivité.*

Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



Poids de la délégation au sein de l'association



Pour rappel, la subvention de fonctionnement Caf est intégrée dans le chiffre d'affaires de l'association.

Maison de la petite enfance du Neuhof

Gestion de la Maison de la petite enfance du Neuhof

Contrat d'affermage

- signature : 27/12/2013
- début d'exploitation : 03/03/2014
- échéance : 30/11/2019
- durée : 5 ans et 11 mois
- redevance : part fixe de 10 K€ indexée, soit 10,4 K€ en 2017 + intéressement 85,6 K€

subvention Ville de Strasbourg : 579 829,63 €, intéressement déduit

Service référent : Famille et petite enfance (Direction de l'enfance et de l'éducation)

AGES

Association de gestion des équipements sociaux
Association créée en 1981

6 rue Martin Bucer
67000 Strasbourg
☎ 03 88 32 52 88 🖷 03 88 23 04 88

Structure dédiée à la délégation : non

Président : Philippe NANOPOULOS
Directeur : Sophie URBAN

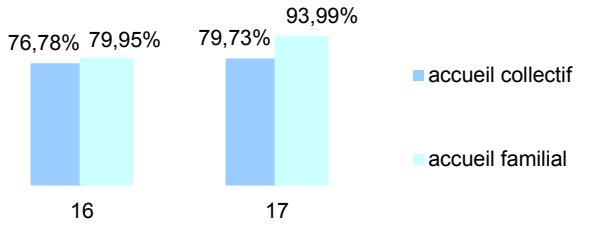
Effectif : environ 288 salariés
Effectif affecté à la délégation au 31/12/2017 (42,5 Etp, dont pour l'encadrement la directrice de l'établissement soit 0,9 Etp et 1 puéricultrice responsable des structures multi-accueil et crèche familiale) :

- accueil collectif : 15 Etp : 1 éducatrice de jeunes enfants, 8 auxiliaires de puériculture et 6 aides maternelles ;
- accueil familial : 1 éducatrice de jeunes enfants et 19 assistantes maternelles ;
- LAPE : 1,60 Etp ;
- bâtiment : 4 Etp : 3 pour la logistique et 1 cuisinier.

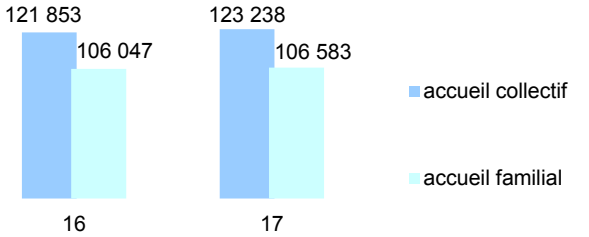
Indicateurs

❖ **ACTIVITE**

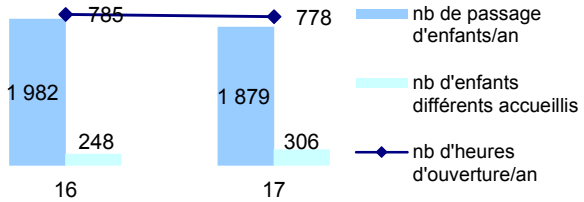
Taux d'occupation facturé
nb. d'heures enfants facturées x 100
capacité x nb. d'heures d'ouverture



Nombre total d'heures facturées

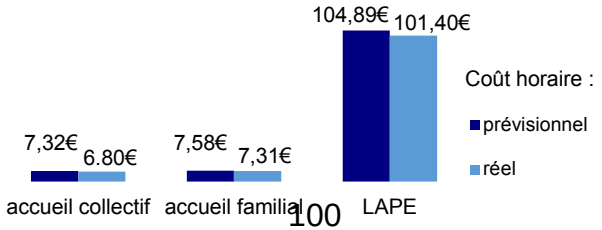


L'activité du lieu d'accueil parents enfants (LAPE)



❖ **PERFORMANCE FINANCIERE**

Coût horaire de l'accueil 2017
Charges considérées / nb total d'heures facturées



100

La Maison de la petite enfance du Neuhof, mise en service le 3 mars 2014, est un service d'accueil initié par la Ville de Strasbourg dans le cadre du développement de sa politique de la petite enfance, qui a fixé un objectif de création de 350 places supplémentaires entre 2008 et 2014.

Implantée au cœur du quartier du Neuhof, dans les locaux de l'ancienne médiathèque agrandis et rénovés pour un coût de 4 M€, la Maison regroupe :

- un accueil collectif de 60 places pour les enfants âgés de 2 mois et demi à 4 ans, ouvert de 7h30 à 19h du lundi au vendredi, 225 jours par an ;
- un lieu d'accueil parents enfants (LAPE) favorisant les relations sociales entre les enfants et valorisant les compétences parentales ;
- la crèche familiale de 60 places pré-existante à la création de la Maison, mode de garde où l'accueil de l'enfant se fait au domicile de l'assistante maternelle.

Ce regroupement de 3 structures au sein d'une même Maison permet de riches passerelles pour répondre au mieux aux besoins des familles.

L'exploitation de la Maison de la petite enfance du Neuhof a été confiée pour une durée de 5 ans et 11 mois à l'Association de gestion des équipements sociaux (AGES), dans le cadre d'un contrat d'affermage délibéré le 21 octobre 2013.

L'année 2017 constitue donc la troisième année pleine en termes d'activité pour la Maison du Neuhof.

L'établissement continue sa montée en puissance (environ 123 000 heures facturées au titre de l'accueil collectif et 106 500 au titre de la crèche familiale), même si les objectifs ne sont pas encore atteints.

De fait, entre 2016 et 2017 les produits d'exploitation augmentent de 2 K€ tandis que les charges progressent dans la même mesure.

L'exploitation a généré un excédent de 88 K€ dont 78 K€ sont reversés à la Ville de Strasbourg au titre de la clause de retour à meilleure fortune.

Compte de résultat de la délégation

Ce compte retrace l'activité de la seule délégation ; il ne prend pas en compte les autres activités de l'association délégataire. La subvention CAF Psu est intégrée dans le chiffre d'affaires du délégataire, l'intéressement est déduit du résultat.

		2017	2016
Produits d'exploitation			
Chiffre d'affaires		1 126 124	1 101 141
Production stockée		-	-
Production immobilisée		-	-
Subventions d'exploitation		579 830	580 948
Reprises sur provisions, transferts de charges		-	-
Autres produits		56 748	78 265
	Total	1 762 702	1 760 354
Charges d'exploitation			
Achats		35 229	35 287
Variation de stocks (stock initial-stock final)		-	-
Services extérieurs		147 222	108 570
Impôts, taxes et versements assimilés		97 183	96 168
Charges de personnel		1 336 335	1 358 896
Dotations aux amortissements et provisions		-	-
Autres charges		136 733	151 434
	Total	1 752 702	1 750 354
RESULTAT D'EXPLOITATION		**10 000**	**10 000**
Produits financiers		-	-
Charges financières		-	-
RESULTAT FINANCIER		**-**	**-**
Produits exceptionnels		-	-
Charges exceptionnelles		-	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL		**-**	**-**
RESULTAT NET (résultat [exploit.+ financ.+ except.] - participation - impôts sur sociétés)		**10 000**	**10 000**

L'activité 2017

- **L'activité de l'accueil collectif progresse légèrement**

La crèche collective, lieu de forte mixité culturelle, a accueilli 121 enfants différents, équivalents à 60 temps plein (57 en 2016).

Ces enfants sont majoritairement issus du quartier du Neuhof (84%) et 33 d'entre eux vivent dans une famille monoparentale.

L'établissement accueille également 2 enfants porteurs de handicap et en suit 2 en dehors du multi accueil dans des structures adaptées.

Cette année, 123 237 heures ont été facturées contre 121 495 en 2016 soit une hausse de 1,4 %. Même s'il se résorbe, l'écart entre heures facturées et réalisées reste significatif en 2017 : 100 980 heures ont été effectivement réalisées sur les 123 237 heures facturées aux parents.

Au global, le taux d'occupation facturé pour l'accueil collectif augmente de plus de trois points par rapport à 2016 et atteint 80%.

- **Une crèche familiale bien implantée dans le quartier**

La crèche familiale accueille les enfants directement au domicile de l'assistante maternelle, offrant ainsi une souplesse d'accueil pour répondre aux contraintes horaires des parents.

En 2017, les 19 assistantes maternelles ont accueilli 86 enfants différents, issus à 98% du quartier du Neuhof, pour 60 places disponibles.

Le nombre d'heures facturées est en légère augmentation à 106 582 heures contre 106 047 heures l'année précédente, soit 0,5% de plus.

Le taux d'occupation facturé atteint 94% en progression de 14 points.

L'objectif d'activité pour une année fixé à 113 400 heures facturées est rempli à 94%.

- **Le LAPE diminue légèrement son activité**

La Maison de la petite enfance du Neuhof propose un lieu d'accueil parents enfants dont l'accès est ouvert gratuitement à tous.

5 demi-journées par semaine, 2 éducatrices de jeunes enfants accueillent avec bienveillance les enfants et leurs accompagnants pour des temps d'activités, d'échanges et de jeux.

La socialisation des enfants et la valorisation des compétences parentales sont mises en avant.

En 2017, le nombre d'heures d'accueil du LAPE est passé de 785 à 778 soit 7 heures de moins et 223 enfants différents ont été accueillis contre 248 en 2016.

- **Des partenariats renforcés**

La MPE est un moteur dans le tissu partenarial, bien identifié par les habitants. Lors de l'année 2017, plusieurs partenariats ont été développés et renforcés :

- avec « l'écho des parents » qui est une association réunissant les LAPE du quartier, les autres crèches familiales de l'AGES, le centre socio-culturel Django Reinhard etc… ;
- « les grillons » accueillant des enfants polyhandicapés, les puéricultrices du Centre Médico-social ;
- « SOS aide aux habitants », la médiathèque du Neuhof…

Le parent : partenaire privilégié

En 2017, l'action autour de la coéducation a été particulièrement travaillée. Plusieurs opérations (sorties à thème, moments festifs)

permettent aux parents de participer à la vie du multi-accueil.

- **Des places « A Vocation d'Insertion professionnelle »**

  La Maison de l'enfance du Neuhof offre, depuis août 2017, 4 places en crèches à vocation d'insertion professionnelle. Il s'agit s'offrir une solution d'accueil à 4 jeunes enfants pour que leurs parents puissent bénéficier d'un accompagnement intensif à la recherche d'emploi ou à une formation dans le but d'une insertion sociale et professionnelle. Ce projet est soutenu par la ville de Strasbourg, Pôle Emploi et la CAF. Les places ont rapidement été attribuées.

- **La maison de la petite enfance du Neuhof : une véritable entité**

  Cette troisième année d'ouverture a vu se consolider les différents services. La cohabitation de plusieurs lieux d'accueil sous un même toit permet de concrétiser d'avantages de projets. Le public accueilli change d'année en année ce qui permet une remise en question constante des pratiques professionnelles.

Le résultat net est bénéficiaire

Les produits d'exploitation sont principalement composés de la participation des parents (à l'exception du LAPE, service gratuit), de la Prestation de service unique (Psu) ainsi que d'une subvention de la Ville de Strasbourg. Ils varient essentiellement en fonction du nombre d'heures facturées et de l'évolution de la Psu fixée par la Caf.

En 2017, ils s'élèvent à 1,76 M€ en hausse de 0,15% par rapport à 2016.

La part CAF s'élève à 889 K€ (427 K€ pour le multiaccueil, 438 pour la crèche familiale et 24 K€ pour le LAPE) celle des parents à 252 K€ (dont 155 K€ pour le multi accueil et 97 K€ pour la crèche familiale).

- **Une subvention de la Ville optimisée**

  La subvention versée par la Ville de Strasbourg est égale à la part des charges d'exploitation non couverte par les recettes de la Caf, de la participation des parents et des autres produits ; elle représente près de 31% des produits de la Maison.

  Cette subvention est régularisée l'année suivante en fonction du nombre d'heures effectivement facturées, du coût horaire contractuel prévu par le délégataire, du plafond de la Psu et de la clause de retour à meilleure fortune, qui permet le partage des excédents sous la forme d'un intéressement versé à la Ville.

  Ainsi, la Ville de Strasbourg a versé au titre de l'année 2017 une subvention de 560 143 €, nette d'intéressement, contre 762 859 € prévus au contrat, en raison d'un volume d'activités inférieur aux prévisions, et de charges maîtrisées.

  Au titre de la clause de retour à meilleure fortune, elle a par ailleurs perçu un intéressement à hauteur de 88 K€.

  L'application de cette clause permet ainsi à la Ville de maîtriser les coûts du service et le montant de sa participation.

- **Les charges d'exploitation sont maîtrisées**

  Les charges d'exploitation s'élèvent à 1,75 M€, en hausse de 0,1 % par rapport à l'année précédente :

  - les charges de personnel (salaires et charges sociales) diminuent de 1,6% et représentent 76% du total des charges ;
  - le poste autres charges diminue de 9 % à 136 K€ ;
  - les achats sont stables par rapport à 2016 et sont composés essentiellement d'achats alimentaires.

Au final, le coût horaire global du multi-accueil à 6,80 € et de la crèche familiale à 7,31 € sont inférieurs aux coûts budgétés (respectivement 7,32 € et 7,58 €). Celui du LAPE ressort à 111,43 € contre 104,89 € prévus.

Au global sur les 3 structures, et avant application de la clause de retour à meilleure fortune, le résultat net s'élève à 88 K€ contre 178 K€ en 2016. Après application de la clause, il ressort à 10 K€.

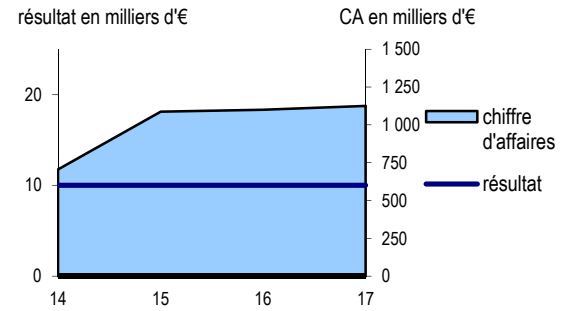
Les perspectives

Pour 2018, le multi accueil souhaite :

- développer les actions collaboratives entre les trois services ;
- continuer les ateliers de développement de compétences inter-établissements ;
- poursuivre le travail d'équipe en faveur d'expériences créatives et innovantes.

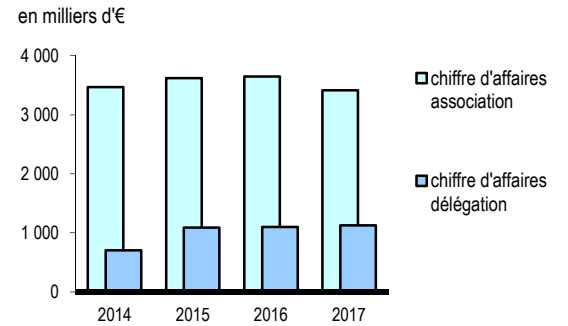
Le délégataire

Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



Poids de la délégation au sein de l'association

Pour rappel, la subvention de fonctionnement Caf est intégrée dans le chiffre d'affaires de l'association.



SERVICE PUBLIC DELEGUE Délégataire	*Type de contrat*	Durée échéance	chiffre d'affaires (€ HT) 2016	 2017	indicateurs d'activité unité	 2016	 2017	 *variation*
DEPLACEMENT – STATIONNEMENT								
PARKING DES BATELIERS Parcus SAEM	*affermage*	**10 ans** 31.01.2023	551 571 €	538 902 €	▪ usagers horaires	92 092	87 048	*-5,5 %*
PARKINGS DES HALLES Parcus SAEM	gérance	**5 ans** 31.12.2019	3 958 293 €	3 967 019 €	▪ usagers horaires	947 748	929 186	*-1,96 %*
STATIONNEMENT PAYANT SUR VOIRIE Parcus SAEM	*régie intéressée*	**5 ans** 31.12.2017	1 289 350 €	1 502 896 €	▪ usagers horaires	5 163 566	5 055 816	*-2,09 %*
CULTURE								
CINEMA ODYSSEE Rencontres cinématographiques d'Alsace	*affermage*	**5 ans** 31.12.2021	223 021 €	224 744 €	▪ entrées payantes	47 388	53 370	*+12,6 %*
PETITE ENFANCE								
MAISON DE L'ENFANCE DE CRONENBOURG LEO LAGRANGE	*affermage*	**6 ans** 31.08.2021	1 221 635 €	1 278 022 €	▪ nb heures d'accueil : - horaires classiques - crèche familiale	 106 917 137 944	106 967 135 193	*+0,05 %* *-2 %*
MAISON DE LA PETITE ENFANCE FRANCO-ALLEMANDE AASBR	*affermage*	**6 ans** 30.01.2020	348 821 €	386 933 €	▪ nb heures d'accueil ▪ nb enfants kehlois	69 473 45	69 861 42	*+0,6 %* *-6,7 %*
MAISON DE LA PETITE ENFANCE DE LA ROBERTSAU LEO LAGRANGE	*affermage*	**6 ans** 31.12.2019	525 103 €	556 572 €	▪ nb heures d'accueil	119 684	111 618	*-6,7 %*
MAISON DE LA PETITE ENFANCE DU NEUHOF AGES	*affermage*	**5 ans et 11 mois** 30.11.2019	1 101 141 €	1 126 124 €	▪ nb heures d'accueil : - accueil collectif - crèche familiale - LAPE	 121 853 106 047 785	 123 238 106 583 778	 *+1,1 %* *+0,5 %* *+0,9 %*


PORT AUTONOME DE STRASBOURG

PORT AUTONOME DE STRASBOURG

Etablissement public

Siège social :
25, rue de la Nuée bleue
CS 80407
67002 Strasbourg
☏ 03 88 21 74 74 🖷 03 88 23 56 57
site internet : www.strasbourg.port.fr
mail : pas@strasbourg.port.fr

Textes constitutifs :
- convention du 20 mai 1923 (*Etat / Ville de Strasbourg*)
- loi du 26 avril 1924
- règlement d'administration publique du 27 septembre 1925

Présidente : Catherine TRAUTMANN
Directeur général : Jean-Louis JEROME
Directeur général délégué : Frédéric DOISY
Objet social :

- assurer l'entretien et l'exploitation du port rhénan de Strasbourg et de ses dépendances,
- exécuter les travaux d'extension et d'amélioration nécessaires pour les besoins du commerce et de l'industrie.

Effectif moyen : 176,94 Etp dont 86,19 employés à la Maison Mère et 90,70 mis à disposition des filiales

Commissaire contrôleur : Marc BERAUD-CHAULET
Inspecteur général du contrôle : Benoît WEYMULLER

ADMINISTRATION DE LA SOCIETE AU 31/12/2017

fonction	*personne morale représentée*	*nom*
Présidente	**Ville de Strasbourg**	**Catherine TRAUTMANN**
Vice-présidente	Etat	Françoise SICHLER-GHESTIN
Secrétaire-membre	CCI du Bas-Rhin	Bertrand ANGSTHELM
Administrateurs	**Ville de Strasbourg**	**Anne-Pernelle RICHARDOT**
	Ville de Strasbourg	**Patrick ROGER**
	Ville de Strasbourg	**Arsène DAHL**
	Ville de Strasbourg	**Jean-Pierre GROS**
	Ville de Strasbourg	**Michel CHALOT**
	Etat	Bernard HOUTEER
	Etat	Laurent DARLEY
	Etat	Marc BIZIEN
	Etat	Françoise SICHLER GHESLIN
	Etat	Régine ALOIRD
	Etat	Thierry GUIMBAUD
	Conseil régional Alsace	Georges SCHULER
	Conseil départemental du Bas-Rhin	Paul HEINTZ
	Représentant du personnel	Daniel HURTER
	Représentant du personnel	Nathalie RICHARD-KLEIN
	Représentant du personnel	Alain WILD
	Port de Kehl	Gotz – Markus SCHAFER
	Port de Kehl	Uwe KOHN
	Port de Kehl	Andrea HECK

FILIALES ET PARTICIPATIONS

sociétés	*capital social (en €)*	*nb d'actions*	*valeur nominale*	*dividendes perçus en 2017*
Rhine Europe Terminal (SAS)	3 999 000	39 990	100	-
Batorama SAS	3 212 000	32 120	100	-
CFNR (SA) : cession opérée en 2017	13 600 000	0	0	
Port de Colmar/Neuf-Brisach (établissement public - droit de propriété)			9 147	-
MTS-Manutention transport service (2017)	500 000	1 000	100 000	-

Le Port autonome, 2ème port fluvial en France

Constitué par convention en 1923, le Port autonome de Strasbourg est un établissement public de l'Etat et de la Ville de Strasbourg. Avec un trafic fluvial de 7,9 millions de tonnes en 2017, il est au second rang des ports fluviaux français derrière Paris. En 2017, il a accueilli sur son territoire 320 entreprises qui emploient près de 10 000 salariés.

Une circonscription de plus de 1 000 hectares le long du Rhin

Située sur un axe nord-sud de 100 km le long du Rhin et sur 1 km de large, la circonscription portuaire de Strasbourg couvre une superficie de 1 050 ha. Elle comprend 203 ha de bassins, 178 ha d'infrastructures routières/ferroviaires (100 km de voies ferrées 100 km de façade fluviale, 40 km de routes) et des équipements publics. La circonscription englobe 889 ha de terrains propriété du Port (84%) et 169 ha de terrains appartenant à des tiers (16%). Trois sites annexes (Lauterbourg, Beinheim et Marckolsheim) accueillent des unités de productions industrielles employant environ 1 000 personnes. Enfin, plusieurs postes de chargement de « vracs » (graviers, céréales…) sont installés le long du Rhin.

Ses activités

- **Une vaste plate-forme logistique industrielle et commerciale :** le Port réalise et entretient les infrastructures de desserte (bassins, routes et voiries ferrées en liaison avec la SNCF). Il exploite certains ouvrages dans le domaine de la manutention portuaire (grues, portiques). Les activités de logistique ont été développées sur un site spécifique, Eurofret-Strasbourg, offrant une plate-forme de stockage et de distribution grâce à un vaste ensemble d'entrepôts et de bureaux. Afin d'assurer la logistique afférant au trafic, le Port s'est doté en 1969 d'un terminal conteneurs en zone sud complété en 2004 par un second en zone nord inauguré en septembre 2010.
- **La gestion du domaine :** le Port gère un service domanial par amodiation de terrains et de locaux.
- **Depuis 2016, les activités de manutention portuaire ont été confiées à la filiale Rhine Europe Terminals et l'activité touristique de transports de passagers a été confiée à la filiale Batorama** (772 852 passagers ont été transportés en 2017, soit +7,6% par rapport à l'exercice précédent et la 4éme meilleure performance de la filiale).

  ↳ **Chiffres clés 2017 :**

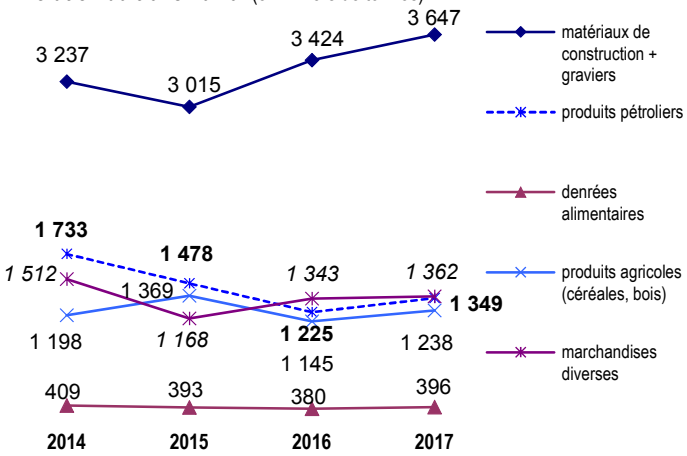
  - trafic fluvial : 7,9 Mt soit en augmentation par rapport à 2016 (+6,3%)
  - trafic fer : un réseau de 103 kilomètres de voies publiques, propriété du Port, qui a vu transiter en 2017 1,3 Mt pour 2017 (stable (par rapport à 2016)
  - trafic conteneurs : 421 155 EVP* contre 417 048 EVP en 2016, soit -1,6 % tous modes de transport confondus

  * équivalent vingt pieds = unité de mesure internationale

La zone portuaire

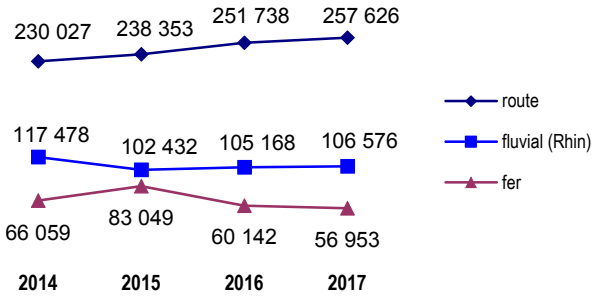


Evolution du trafic fluvial (en milliers de tonnes)



Au total, le trafic fluvial s'est élevé à 7,9 millions de tonnes en 2017, en hausse de 6,3% par rapport à 2016.

Evolution du trafic conteneurs (en EVP)



Le trafic conteneurs - tous modes de transport confondus – a augmenté de 1% par rapport à 2016, avec 421 155*.
* équivalents vingt pieds (unité de mesure)

Avec 320 entreprises implantées employant 10 000 salariés en 2017 et investissant près de 90 M€ in situ, le PAS constitue en termes de trafic la première plate-forme logistique d'Alsace, la première gare de fret d'Alsace et le deuxième port fluvial de France.

Après deux ans de filialisation le PAS peut en 2017 présenter une comparabilité des comptes.

Sur le plan économique, les indicateurs sont au vert, l'activité se traduit par une augmentation du trafic fluvial et du trafic de containeurs, et une stabilité du trafic fer.

Au plan financier, le chiffre d'affaires à 27,35 M€ est en baisse de de 3,58 % du fait d'une réduction des refacturations aux filiales de carburant et maintenance, sans effet sur la rentabilité du Port.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe est quasi stable (34,5 M€), il génère un EBE de 10,1 M€ et une capacité d'autofinancement de 9,6 M€.

Le résultat d'exploitation est positif à 2,2 M€ (il était fortement négatif en 2016 du fait notamment de la provision pour retraites et d'une provision pour redressement fiscal) et au final le résultat net s'élève à 3,01 €, contre - 7,01 M€.

L'activité 2017

L'année 2017 a été très bonne année en terme de trafic ; elle est aussi l'année de grands projets comme l'inauguration du portique de Lauterbourg et la création de la marque R3FLEX, la nouvelle signalétique sur le port de Strasbourg et le projet du nouveau siège social ainsi que la reconfiguration de la rue du Port du Rhin, interface entre la Ville et le port..

Enfin 2017 est aussi l'année du 70ème anniversaire de Batorama.

Une augmentation du trafic fluvial et une reprise du trafic de conteneurs

Le PAS propose trois modes de transport (voie d'eau, fer et route) et offre des prestations logistiques variées : entreposage, manutention (deux terminaux porte-conteneurs) et distribution.

Le **trafic de conteneurs** atteint un haut niveau de 421 155 EVP en 2017, en augmentation de 1 % par rapport à l'année précédente. Le niveau important de trafic est notamment dû au caractère multimodal du conteneur, qui peut indifféremment passer du mode fluvial au mode ferroviaire ou routier.

Le **trafic fluvial de marchandises** est en forte hausse avec 7,9 Mt de marchandises transportées en 2017. Globalement, les augmentations concernent surtout les produits pétroliers (+10,1%), les produits agricoles (+7,2%), les matériaux de construction (+ 6,5%) et les machines et produits manufacturés (+6,4%).

Le **trafic fer** a vu transiter 1,3 Mt de marchandises. 1,5 M€ de budget a été consacré au remplacement des voies ainsi qu'à la gestion des circulations et à la maintenance des installations techniques (passages à niveau, caténaire, signalisation), afin de faire circuler 6 000 mouvements depuis et vers le réseau ferré national.

Les ressources domaniales représentent plus de 66% des recettes d'exploitation du Port

Les recettes domaniales représentent, du fait du transfert d'activité aux filiales, une part encore plus importante des recettes globales d'exploitation de l'établissement (66 % contre environ 50% les années précédentes), elles s'élèvent à 17,9 M€.

Le reste est constitué des droits de port et des refacturations aux filiales Rhine Europe Terminal et Batorama.

L'année 2017 s'est concrétisée notamment par l'implantation des sociétés suivantes :

- GUTMANN (éléments d'éoliennes et de centrales électriques sur un site de 11 000 m² desservi par un quai de 320 mètres) ;
- AH FRISCH LEBENSMITTEL (logistique produits alimentaires, rue de Cherbourg) ;
- FIRST PACK (logistique emballage et vaisselle à usage unique) ;
- FRIENDLY AGENCE (conseil en communication) ;
- FS INSTITUT (formation transport & énergie) ;
- GRG Alsace (transport et logistique) ;
- LOGISTIQUE ALAINE (transports et logistique) ;
- MSG LEVAGE (grutage et manutention) ;
- TABOR MOBILE (véhicules d'occasion) ;
- TRUCK & WHEEL (transport et logistique.

Par ailleurs depuis mai 2017 le PAS expérimente un nouvel emplacement dédié aux bateaux de croisière de 135 mètres. Cette nouvelle opportunité proposée aux croisiéristes a permis une croissance de 31 % du trafic de croisiériste, qui atteint 186 731 passagers.

Un nouveau conteneur et une nouvelle marque pour le port de Lauterbourg

Le port de Lauterbourg est une zone d'activité de 40 hectares avec des installations portuaires neuves.

Le premier portique à conteneurs a été inauguré le 14 novembre ; son acquisition a été nécessitée par l'accroissement du trafic de conteneurs sur la place strasbourgeoise, qui a triplé depuis 2004.

Ce nouveau portique d'une hauteur de 27 mètres pèse 437 tonnes, peut manutentionner 29 conteneurs par heure et charger deux bateaux en même temps.

Il représente un investissement de 4 M€ pour un investissement global lié au terminal de 14 M€ ; il a pu être réalisé grâce à un co-financement de l'Etat (3 M€), du FEDER (2,9 M€), de la Région Grand est (0,5 M€) ou du Département du Bas Rhin (0,6 M€).

La mise en place de ce nouveau portique annonce l'ouverture prochaine du terminal à l'été 2018.

Par ailleurs, une nouvelle marque a été créée, R3FLEX, afin de mettre en valeur les services multimodaux (Rhin, rail, route) de la zone portuaire, avantage compétitif fort pour une logistique plus fiable et plus flexible.

Un nouveau siège social pour le PAS

En 2020, le PAS quittera son siège historique de la rue de la Nuée Bleue pour s'établir au Port du Rhin, cœur de son activité portuaire : l'immeuble de 2.700 m² sur cinq niveaux se dressera près de la capitainerie, dans la zone Nord, au voisinage du terminal conteneurs.

Le projet de nouveau siège se monte à 8,5 millions d'euros, il s'inscrit dans la démarche globale de transformation et de modernisation VALPORT, initiée en 2013.

Ainsi, la rue du Port du Rhin sera entièrement requalifiée et seront réhabilitées la rue du Bassin de l'industrie et l'ancienne Capitainerie qui accueillera des espaces de bureau et un restaurant.

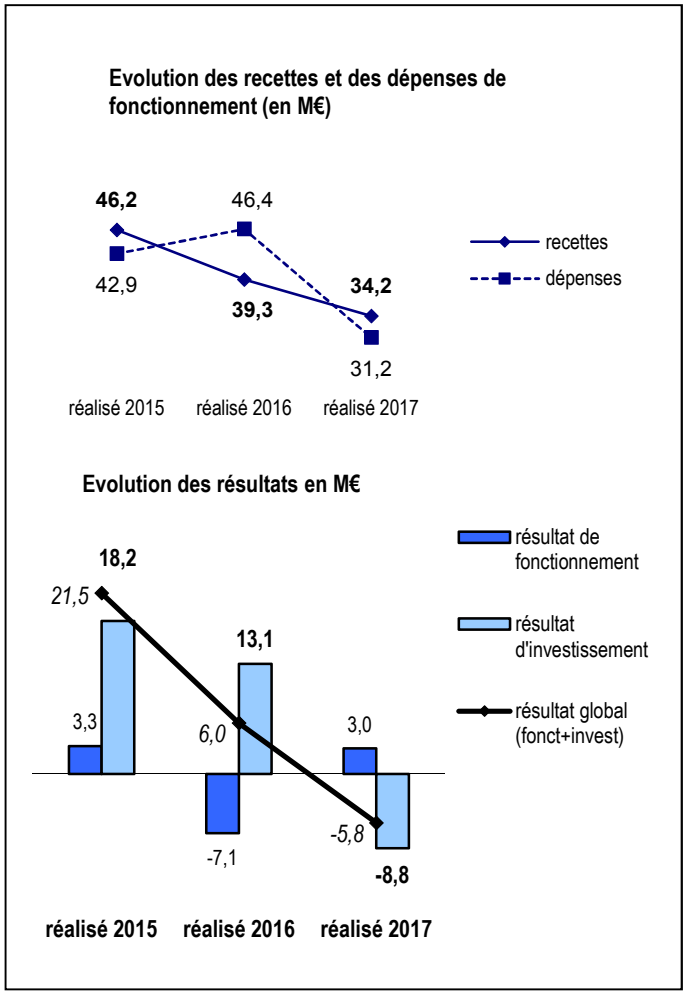
Une nouvelle signalétique et des gains environnementaux croissants

Une nouvelle signalétique bleue a été mise en place sur l'ensemble de la zone portuaire au 1er semestre 2017.

Elle répond à deux objectifs, d'une part, elle satisfait un besoin fonctionnel majeur : mieux s'orienter dans la zone portuaire, et d'autre part, elle a vocation à valoriser le domaine et se pose comme une vraie démarche identitaire du PAS.

Enfin, le PAS continue de développer sa démarche d'écologie industrielle, impliquant les entreprises (achat mutualisé, gestion et valorisation des déchets, accompagnement des salariés dans l'utilisation de transports alternatifs à la voiture individuelle).

A fin 2017, huit synergies impliquant plus d'une vingtaine d'entreprises de la zone portuaire et permettant des gains écologiques pour la collectivité et économiques pour les entreprises ont vu le jour.



COMPTE FINANCIER 2017

BILAN

ACTIF	2017 brut	2017 amort. / prov.	2017 net	2016 net
Actif immobilisé	597 509 291	90 555 758	506 953 533	501 587 514
Immobilisations incorporelles	2 207 033	1 647 160	559 873	626 959
Immobilisations corporelles	585 615 561	88 599 866	497 015 695	491 540 473
Immobilisations financières	9 686 697	308 732	9 377 965	9 420 082
Actif circulant	39 358 090	500 377	38 857 713	44 667 275
Stocks	275 539	-	275 539	301 242
Avances et acomptes	292 298	-	292 298	280 000
Clients & créances	11 116 751	500 377	10 616 374	10 865 205
Disponibilités & VMP	27 673 502	-	27 673 502	33 220 828
Comptes de régularisation	95 341	-	95 341	80 802
Total	**636 962 722**	**91 056 135**	**545 906 587**	**546 335 591**

PASSIF	2017	2016
Capitaux propres	437 893 515	434 246 110
Capital social	33 797 964	33 797 964
Primes d'émission, de fusion,..	369 704 354	370 333 178
Réserves	16 528 284	16 474 525
Report à nouveau	-5 249 710	1 818 049
Résultat de l'exercice	**3 017 799**	**-7 067 760**
Subventions d'investissement	20 094 824	18 890 154
Provisions réglementées	-	-
Autres fonds propres	1 271 466	1 271 466
Provisions pour risques et charges	101 602 448	101 975 447
Dettes	2 643 000	5 169 305
Emprunts	-	-
Avances et acomptes	-	-
Dettes	2 643 000	5 169 305
Comptes de régularisation	2 496 158	3 673 263
Total	**545 906 587**	**546 335 591**

COMPTE DE RESULTAT

	2017	2016
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	27 351 989	28 370 845
Production stockée	-26	-26
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	1 150 675	1 168 000
Reprises sur provisions, transferts de charges	4 127 487	954 331
Autres produits	801 073	483 418
Total	33 431 198	30 976 568
Charges d'exploitation		
Achats	45 907	369 745
Variation de stocks (stock initial-stock final)	25 677	261 770
Services extérieurs	6 384 542	7 871 409
Impôts, taxes et versements assimilés	2 533 994	2 536 928
Charges de personnel	12 956 217	13 064 960
Dotations aux amortissements et provisions	8 134 280	11 538 522
Autres charges	1 129 938	711 760
Total	31 210 555	36 355 094
RESULTAT D'EXPLOITATION	**2 220 643**	**-5 378 526**
Produits financiers	798 297	13 472
Charges financières	1 141	-
RESULTAT FINANCIER	**797 156**	**13 472**
Produits exceptionnels	-	8 322 396
Charges exceptionnelles	-	10 025 102
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-**	**-1 702 706**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	-	-
Impôts sur les sociétés	-	-
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (*)	**3 017 799**	**-7 067 760**

(*) résultats (exploitation + financier + exceptionnel) - participation - impôts sur les sociétés

Des travaux importants en perspective

Sont notamment prévus :

- la rénovation du pont tournant de l'écluse nord ;
- la reprise du programme de construction de pistes cyclables ;
- la requalification des rue du Port du Rhin et du bassin de l'Industrie (réfection de la voirie et des trottoirs, sécurisation des passages à niveau, nouveaux éclairages, giratoire rue Coulaux).

Les capitaux propres sont confortables

Les capitaux permanents progressent à 437,9 M€ contre 434,2 M€ en 2016, grâce aux résultats 2017.

L'endettement bancaire reste quasi inexistant, toutefois, compte tenu des projets d'investissement, et des taux d'intérêts extrêmement bas, le recours à l'emprunt pourrait être envisagé ces prochaines années.

La rentabilité est au rendez vous

Le chiffre d'affaires s'élève à 27,4 M€ contre 28,4 M€ en 2016 (- 3,58%) du fait de la diminution du poste refacturation aux filiales, il est composé :

- des produits du domaine et des concessions (17,9 M€), stables cette année ;
- des refacturations aux filiales (6,9 M€ soit – 13,9%) ;
- des droits de ports (2,5 M€ soit + 6,7).

Les charges d'exploitation sont bien maîtrisées à 31,2 M€ et diminuent fortement du fait des refacturations et régularisations de compte mais aussi de coûts conjoncturels liés aux cérémonies des 90 ans en 2016.

Par ailleurs les frais de personnel sont en légère baisse; ils représentent 41,5% des charges d'exploitation.

L'EBE permet de couvrir les amortissements et provisions : ainsi le résultat d'exploitation, impact pour provisions retraites compris, s'élève à 2,2 M€ (hors impact, il s'élèverait à 5,5 M€).

Le résultat financier est fortement positif du fait de la reprise de provision lié à la cession des titres ATIC courant 2017.

Le résultat net s'élève à 3 M€ (+5,5 M€ hors provisions retraites) contre - 7,1 M€ l'an dernier.

Enfin la capacité d'autofinancement est en forte hausse de 37,5 % à 7 M€.

Le budget modificatif 2018

La section de fonctionnement fait apparaître des recettes pour 31,3 M€ et des dépenses pour 30,9 M€ ; elle dégage ainsi un excédent de 410 K€. Le total des recettes de la section d'investissement s'élève à 10 M€, pour 15,8 M€ de dépenses.

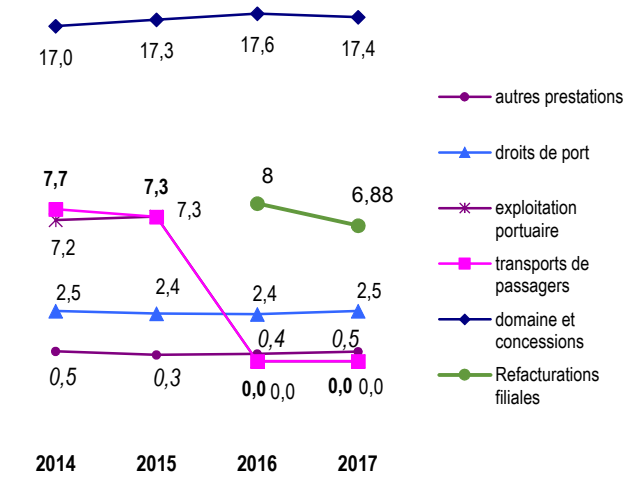
Les perspectives

Avec 57,9 M€ d'investissements prévus sur la période 2018-2020, le PAS prévoit un programme soutenu d'investissements prévisionnel :

- pour l'acquisition et l'aménagement de terrains (6,7 M€ dont 3,6 M€ sur Strasbourg),
- pour le terminal à containers à Lauterbourg (5,5 M€),
- sur les voiries et voies ferrées (22,9 M€),
- pour les ouvrages portuaires, postes fluviaux, la réfection des berges et l'outillage (11,2 M€),
- pour le nouveau siège du PAS (8,5 M€).

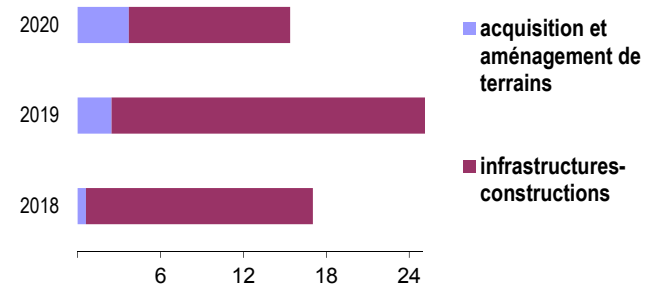
Enfin, la société Rhenus Logistics Alsace devrait conforter en 2018 son implantation au sein du Port autonome en construisant un nouveau siège social au 5 rue du Havre, d'une surface de 2.100 m². Après avoir agrandi sensiblement son parc d'entrepôts logistiques qui compte désormais 150.000 m² un nouveau projet de restructuration des installations de la rue du Havre pourrait voir naître la construction d'un entrepôt à vocation pharmaceutique de 12.000 m² d'ici 2019.

Les recettes (en millions d'euros)



Les ressources domaniales représentent plus de 60% des recettes d'exploitation du Port

Les investissements prévisionnels pour les immobilisations corporelles (en millions d'euros)



Le montant d'investissements budgété pour la période 2018-2020 est de 44 M€ pour un programme d'investissements prévisionnels de 57,9 M€

BUDGETS REALISES 2016 ET 2017 / MODIFICATIF 2018

1ère section - fonctionnement

Charges de l'exercice	réalisé 2016	réalisé 2017	budget modificatif 2018
chapitre 60 - achats	1 521 435	732 818	890 500
chapitre 61 - services extérieurs	5 158 001	5 119 394	5 788 100
chapitre 62 - autres services extérieurs	1 823 489	603 914	1 118 900
chapitre 63 - impôts, taxes et versements assimilés	2 536 928	2 533 994	2 861 450
chapitre 64 - charges de personnel	13 064 960	12 956 217	13 874 580
chapitre 65 - autres charges de gestion courante	710 638	1 129 938	197 750
chapitre 66 - charges financières		1 141	0
chapitre 67 - charges exceptionnelles	7 250 099	0	0
chapitre 68 - amortissements et provisions	14 313 525	8 134 280	6 190 000
chapitre 69 - imposition forfaitaire annuelle des sociétés			0
total des dépenses de gestion	**46 379 075**	**31 211 696**	**30 921 280**
à déduire tranferts de charges	0	0	0
total des dépenses après tranferts	**46 379 075**	**31 211 696**	**30 921 280**
excédent de l'exercice à virer à la 2ème section		3 017 799	410 225
total après réalisation de l'équilibre	**46 379 075**	**34 229 495**	**31 331 505**

Produits de l'exercice	réalisé 2016	réalisé 2017	budget modificatif 2018
chapitre 70 - ventes et prestations de services	28 370 845	27 351 989	28 092 705
chapitre 71 - production stockée	-26	-26	0
chapitre 72 - production immobilisée		0	0
chapitre 74 - subventions d'exploitation	1 168 000	1 150 675	1 184 000
chapitre 75 - autres produits de gestion courante	483 418	801 073	566 800
chapitre 76 - produits financiers	13 472	9 277	410 000
chapitre 77 - produits exceptionnels	5 794 958	0	0
chapitre 78 - reprises sur amort et provisions	3 481 769	4 916 507	1 078 000
chapitre 79 - tranferts de charges		0	0
total des recettes de gestion	**39 312 437**	**34 229 495**	**31 331 505**
à déduire tranferts de charges	-1 121		0
total des recettes après transferts	**39 311 315**	**34 229 495**	**31 331 505**
déficit de l'exercice à virer à la 2ème section	7 067 760		0
total après réalisation de l'équilibre	**46 379 075**	**34 229 495**	**31 331 505**

2ème section - investissement

Dépenses de l'exercice	réalisé 2016	réalisé 2017	budget modificatif 2018
écarts de réévaluation	4 159 313	628 824	0
réserves facultatives	0		0
financement des actifs - Etat	0		0
amortissement financement des actifs - Etat	0		292 000
subv. d'inv. inscrites au compte de résultat	0		0
subventions d'équipement autres que Etat	0		0
amortissement des subventions autres que Etat	0		776 000
reprise sur provisions pour pensions	0	2 869 223	0
acquisitions d'immobilisations incorporelles	71 310	67 013	592 000
acquisitions d'immobilisations corporelles	390 657	11 605 614	14 000 000
participations et créances rattachés	0		0
autres immobilisations financières (prêts accordés)	26 028	51 217	150 000
autres approvisionnements	-279 231	-21 629	0
stocks provenant d'immobilisations/ produits finis	0		0
stocks de marchandises	17 461	-4 048	0
personnel charges à payer	0		0
repr sur prov. pour dépréc des comptes de tiers	0	245 225	10 000
total des dépenses	**4 385 538**	**15 441 439**	**15 820 000**
déficit de l'exercice (virement de la 1ère section)	**7 067 760**	**0**	**0**
augmentation du fonds de roulement	7 017 654		0
total après réalisation de l'équilibre	**18 470 952**	**15 441 439**	**15 820 000**

Recettes de l'exercice	réalisé 2016	réalisé 2017	budget modificatif 2018
réserves	4 159 313	53 759	0
financements des actifs -Etat	0	1 013 293	1 169 074
amortissement des financements des actifs -Etat	0		0
subventions d'équipement	0		0
subventions d'équipement autres que Etat	0	1 197 492	2 552 349
subventions d'investissement	0		0
amortissement des subventions autres que Etat	0		0
provisions pour pensions	5 715 194	2 496 224	0
emprunts et dettes assimilées	0		0
cessions d'immob. corporelles	8 444 359	711 571	0
cessions d'immob. incorporellles	1 160		0
autres immob. financières (prêts remboursés)	150 900	882 354	90 000
dot. aux amort. des immob.	0	5 547 396	6 040 000
prov. pour dépréciation des immob.	0		0
autres approvisionnements	0		0
stock de marchandises	0	26	0
stocks en cours de produits finis	26		0
personnel charges à payer	0		0
provision pour dépréciation des comptes de tiers	0	12 606	150 000
total des recettes	**18 470 952**	**11 914 721**	**10 001 423**
excédent de l'exercice (virement de la 1ère section)	***0***	***3 017 799***	***410 225***
diminution du fonds de roulement	0	508 919	5 408 352
total après réalisation de l'équilibre	**18 470 952**	**15 441 439**	**15 820 000**

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2018 - Point n°7

Synthèse de l'activité 2017 des délégations de service public et des établissements publics de la ville de Strasbourg.

Pour	**53**	**AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, MEYER-Paul, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, SCHAETZEL-Françoise, SCHALCK-Elsa, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, MENAD-Zaza, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, LOOS-François**
Contre	**0**	
Abstention	**6**	**CALDEROLI-LOTZ-Martine, KELLER-Fabienne, REMOND-Thomas, ROOS-Thierry, TARALL-Bornia, VETTER-Jean-Philippe**

8

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Synthèse de l'activité 2017 des sociétés à capitaux mixte de la ville de Strasbourg.

Les représentants des collectivités au conseil d'administration (CA) ou au conseil de surveillance (CS) des sociétés d'économie mixte sont tenus de soumettre, au moins une fois par an, un rapport écrit à l'approbation de l'organe délibérant de la collectivité actionnaire (art L1524-5 alinéa 14 du Code général des collectivités territoriales).

Les rapports ci-joints portent sur la période d'activité correspondant au dernier exercice comptable clos en 2017 et présentent les comptes annuels approuvés par les assemblées générales en 2018.

La ville de Strasbourg est actionnaire de 8 sociétés d'économie mixte, dont 2 sociétés dans lesquelles elle est majoritaire, et d'une société publique locale. Suite à l'augmentation de Capital de la Spl des 2 rives, la participation totale de la Ville dans le capital de ces sociétés s'élève à 12,9 M€ en 2017.

Organismes	Représentants de la ville de Strasbourg
Habitation moderne (Sem)	Philippe BIES, Président du CA Syamak AGHA BABAEI Caroline BARRIERE Luc GILLMANN Annick NEFF Bornia TARALL Jean WERLEN
Réseau GDS (Sem)	Christel KOHLER, Présidente du CA Alain JUND Michèle SEILER François LOOS Mickaël SCHMIDT
Strasbourg événements (Sem)	Nawel RAFIK-ELMRINI, Présidente du CS Jean-Jacques GSELL

Société d'aménagement et de gestion du marché d'intérêt national de Strasbourg (Samins) (Sem)	Serge OEHLER, Président du CA Françoise BUFFET Jean-Jacques GSELL
Compagnie des transports strasbourgeois (CTS) (Sem)	Néant
Société des parkings de l'Eurométropole de Strasbourg (Parcus) (Sem)	Henri DREYFUS
Société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg (Sers) (Sem)	Roland RIES, Président du CA Christel KOHLER Nawel RAFIK-ELMRINI Jean WERLEN
Locusem (Sem)	Henri DREYFUS, Président du CA Paul MEYER Catherine TRAUTMANN
Société publique locale des deux rives (SEM)	Roland RIES, Président Alain FONTANEL Anne-Pernelle RICHARDOT Martine CALDEROLI-LOTZ Jean-Baptiste MATHIEU

Les Sem de la ville de Strasbourg réalisent en 2017 un chiffre d'affaires total de 266,1 M € et génèrent un résultat de 25,1 M€.

En 2017, Réseau GDS, la Sers et Strasbourg évènements ont versé plus de 5 M€ de dividendes à la ville de Strasbourg.

Les chiffres d'affaires 2017 les plus importants relèvent des secteurs suivants : transport-déplacement (CTS, Parcus), logement (Habitation moderne), développement économique (Réseau GDS, Strasbourg événements) et aménagement (SERS).

Enfin, suite à l'attribution de la concession relative à l'opération de rénovation des Bains municipaux, la SPL des deux Rives a fait l'objet d'une augmentation de capital de 1 à 5 M€, dont 2,3 M€ d'apport en numéraire de la ville de Strasbourg, de sorte qu'au final le capital de la SPL d'un soit réparti à 50 % entre les deux collectivités.

LES FAITS MARQUANTS 2017

En 2017, l'activité des sociétés s'est caractérisée par :

- **Habitation moderne :** En 2017, 211 logements neufs et commerces ont été mis en service ; la société respecte ainsi l'objectif de construction de 200 à 250 logements neufs par an. Le patrimoine comprend, au 31 décembre 2017, 9 980 logements et évolue ainsi de + 2,1 % entre 2016 et 2017. Au plan financier, l'exercice se traduit par un chiffre d'affaires de 63,3 M€ en hausse de 3,45 %, lié principalement à l'augmentation du parc locatif, et par un résultat net de 4,1 M€.

- **Locusem :** La Locusem a pour objectif de créer de nouvelles capacités d'accueil dans les quartiers et les secteurs en rénovation. Le plan d'affaires 2016-2020 de la Sem, étudié dans le cadre de la recapitalisation de 2016 a été réactualisé lors du comité d'investissement du 7 février 2017 ; il prévoit la réalisation d'environ 12 000 m² de surface à destination des artisans, des acteurs de l'économie sociale et solidaire, des opérateurs classiques, des commerces et services dans les quartiers prioritaires et du numérique, notamment à destination des très petites entreprises et des PME. Le montant total des futurs investissements est estimé à environ 21,4 M€. Le chiffre d'affaires 2017 s'élève à 825 K€, en hausse de 13,9% par rapport à 2016, l'exercice 2017 se solde par un résultat positif de 177 K€, contre 11 K€ en 2016.

- **Réseau GDS :** Les quantités de gaz acheminées dans l'exercice sont supérieures d'environ 10,8 % à celles de 2015/2016 et entrainent une hausse du chiffre d'affaires de 9,2 %. L'activité génère un chiffre d'affaires de 58,6 M€ et la Sem dégage un résultat net en forte augmentation à 13 M€ contre 7,5 M€ l'année précédente.

- **Strasbourg événements :** L'année 2017 est la première année complète d'exploitation du PMC après 3 années de travaux de restructuration, modernisation et extension. Compte tenu de la réduction du périmètre sur le PEX et du fait qu'il s'agit d'une année sans tenue du salon EGAST, 2017 est une bonne année en termes d'activité pour Strasbourg Evènements. La société a ainsi dégagé un CA de 18,93 M€ contre 19,48 l'an dernier, générant un résultat net de 1,53 M€, grâce notamment à la bonne maîtrise des charges d'exploitation.

- **Samins :** 2017 est plutôt une bonne année pour la Samins en termes d'activité malgré un net recul des tonnages réceptionnés sur le marché d'intérêt national et un taux d'occupation des locaux en léger recul. Le chiffre d'affaires de la société, essentiellement constitué des recettes de location d'emplacements, s'élève à 2 474 K € en 2017 contre 2 219 K€ en 2016. Le bénéfice net s'élève à 239 K€, en baisse de 5,5 % par rapport à 2016.

- **Cts :** Après les extensions intervenues en 2016 (lignes A et E vers Illkirch Graffenstaden et une importante restructuration du réseau bus dans le même secteur) le moment fort de l'année 2017 a été le franchissement du Rhin par le tramway strasbourgeois le 29 avril pour desservir Kehl au terme d'un chantier exceptionnel de trois ans impliquant la construction de deux ponts, dont un sur le Rhin, et 2,7 km de rails. Malgré une offre kilométrique stable, la fréquentation augmente de 2,8 % par rapport à 2016 soit 88 689 235 déplacements, dont 38,2 % de déplacements sociaux. Le chiffre d'affaires de la société augmente de 5,8 % à 80,5 M€ contre 76 M € en 2016. La contribution de fonctionnement diminue de 2 % en 2017 et s'élève à 107,1 M€ HT. Enfin le 23 juin 2017 a été signé entre la CTS et l'Eurométropole un contrat de performance qui, dans la perspective du renouvellement de la DSP a pour objectif de permettre 6 millions d'euros d'économies sur la contribution versée par l'Eurométropole dont 5 millions du seul ressort de l'entreprise.

- **Parcus :** 2017 s'inscrit dans une volonté de développement et de modernisation de plusieurs ouvrages de la SEM. Différents travaux et actions ont ainsi été menés pour

rendre les parkings encore plus attractifs. La fréquentation des parkings et de la voirie exploités par Parcus est en léger recul malgré l'extension du périmètre du stationnement payant. Pour autant, le chiffre d'affaires (11,5 M€) et le résultat net (1,5 M€) de la Sem progressent.

- **Sers :** Le marché immobilier a été soutenu en 2017, ce qui a permis à la Sers de surperformer les ventes prévues au budget et a eu pour effet une forte augmentation de l'activité. Au final, en 2017 la Sers dégage un chiffre d'affaires de 29,8 M€ et génère un résultat net important de 4,5 M€.

- **Spl des deux rives :** La Spl des deux rives a connu sa troisième année d'activité pleine. Elle gère la concession d'aménagement de la ZAC Deux Rives dont le programme initial porte sur 472 200 m², à développer sur 4 secteurs : Citadelle, Starlette, Coop et Port et Rives du Rhin, et s'est vue attribuée en 2017 la concession relative à la rénovation le financement et l'exploitation des bains municipaux. Au final, l'activité 2017, a dégagé un chiffre d'affaires de 241 K€ et généré un résultat net de 744 €.

L'ensemble des comptes-rendus d'activité est consultable en annexe à la délibération.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

les rapports annuels d'activité 2017 des représentants permanents de la ville de Strasbourg dans les conseils d'administration ou conseil de surveillance des sociétés suivantes :

- *Habitation moderne,*
- *Locusem,*
- *Réseau GDS,*
- *Strasbourg événements,*
- *Société d'aménagement et de gestion du marché d'intérêt national de Strasbourg (Samins),*
- *Compagnie des transports strasbourgeois (Cts),*
- *Société des parkings de l'Eurométropole de Strasbourg (Parcus),*
- *Société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg (Sers),*
- *SPL des deux rives ;*

informe

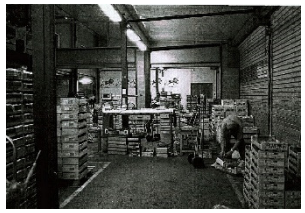
que les comptes-rendus d'activité sont consultables en annexe à la délibération.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018








Rapports d'activité 2017

concernant les sociétés dans lesquelles la Ville de Strasbourg est actionnaire







Strasbourg.eu
eurométropole

SOMMAIRE

Panorama 2

Logement Habitation moderne 6

Développement économique Locusem 12
Réseau GDS 18
Samins (*Société d'aménagement et de gestion du marché d'intérêt national de Strasbourg*) 24
Strasbourg événements 30

éplacement – stationnement CTS (*Compagnie des transports strasbourgeois*) 36
Parcus (*Société des parkings de l'EMS*) 42

Aménagement Sers (*Société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg*) 48
SPL des 2 Rives 54

Elus représentant la Ville de Strasbourg dans les sociétés à capitaux mixtes 60

Lexique 62

Tableau récapitulatif des sociétés d'économie mixte 68

Sociétés à capitaux mixtes dont la Ville de Strasbourg est actionnaire

PANORAMA 2017

La Ville est actionnaire de 9 sociétés

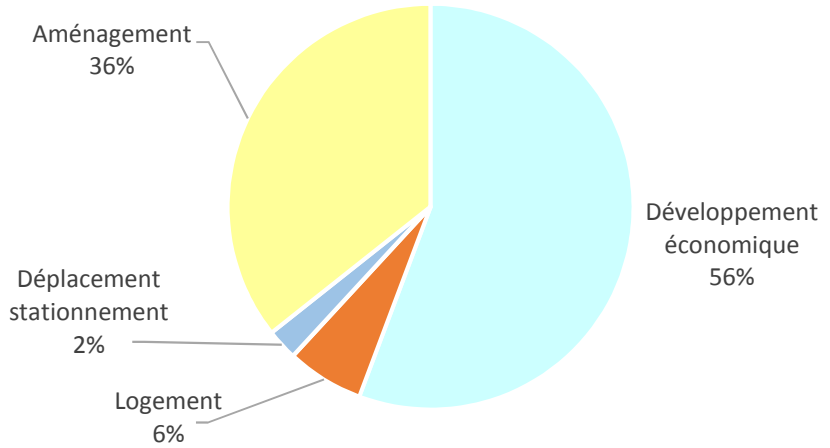
Société	*participation en %*
Habitation moderne	52,76
Réseau GDS	50,06
Sers	25,97
Samins	24,78
SPL les deux rives	50,00
Strasbourg événements	16,70
Locusem	15,54
Parcus	10,00
Cts	0,76

Les sociétés à capitaux mixtes les plus anciennes

1877 Compagnie des transports strasbourgeois (Cts)

1914 Gaz de Strasbourg a repris une concession datant de 1856

Répartition par domaine d'activité de la participation de la Ville dans le capital des sociétés



Nombre de sociétés dont la Ville est actionnaire	*2017*	*2016*
dans lesquelles la Ville détient une part de capital :	9	9
dont celles dans lesquelles la Ville détient au moins 50% du capital	3	3

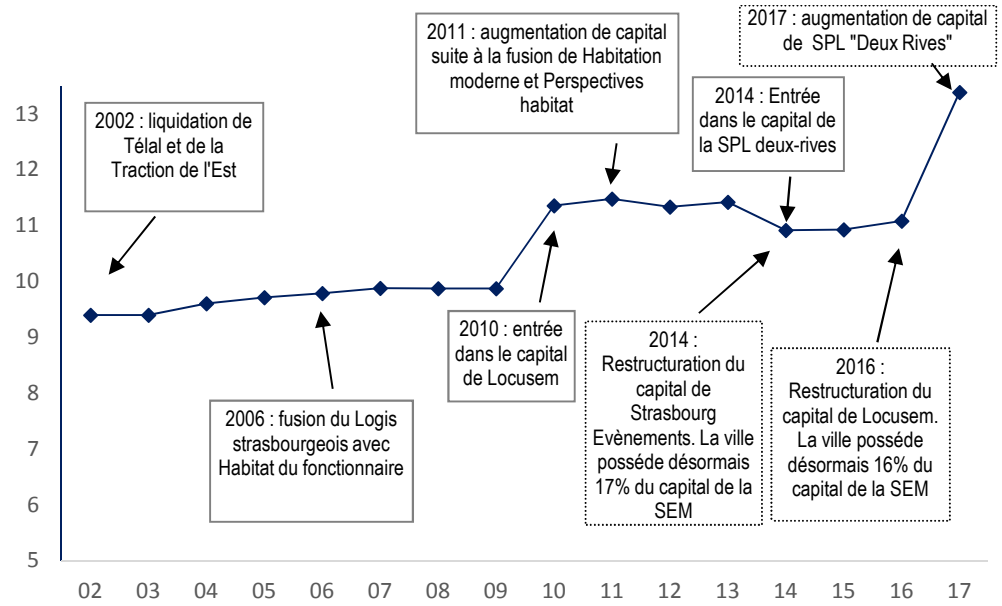
Participations dans le capital (en millions d'euros)	*2017*	*2016*
des sociétés dont la Ville est actionnaire :	12,89	12,89
dont celles dans lesquelles la Ville détient au moins 50% du capital	8,19	8,19

Effectif des sociétés	*2017*	*2016*
dans lesquelles la Ville est actionnaire :	2 230	2161
dont celles dans lesquelles la Ville détient au moins 50% du capital	440	422

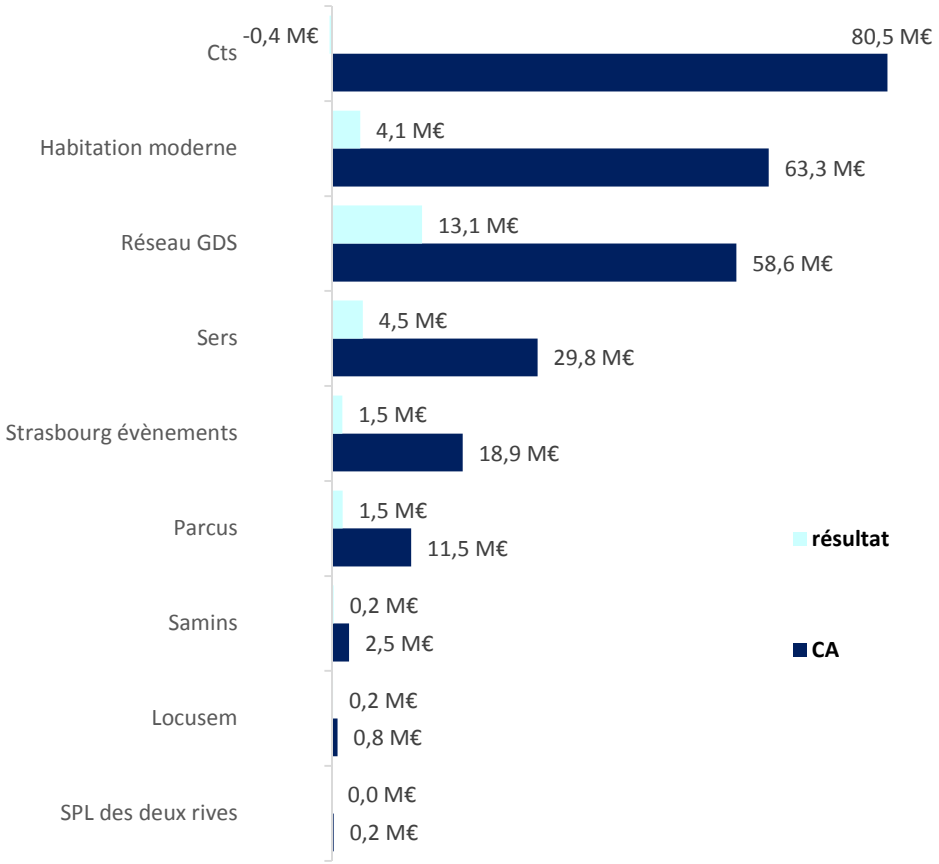
Nombre de sociétés dont le résultat est	*2017*	*2016*
bénéficiaire :	9	9
déficitaire :	1	0

Evolution de la participation de la Ville au capital des sociétés au 31/12/2017

En millions d'€



Résultat et chiffre d'affaires 2017 en millions d'euros

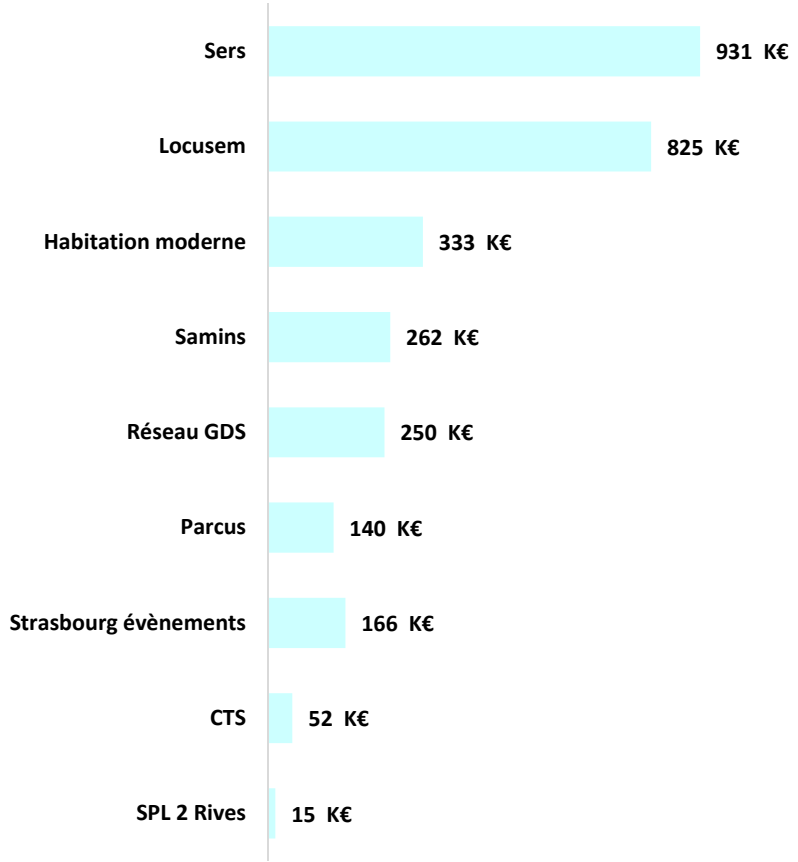


On note une grande diversité dans le poids économique des sociétés dans lesquelles la Ville est actionnaire. En 2017, les cinq chiffres d'affaires les plus importants relèvent du transport public (Cts), du secteur de l'immobilier-logement (Habitation moderne), du développement économique (Réseau GDS, Strasbourg évènements) et de l'aménagement (Sers).

La Ville de Strasbourg est majoritaire dans le capital d'Habitation moderne qui réalise le 2ème chiffre d'affaires le plus important, à hauteur de 63 M€ contre 61 M€ en 2016. La Ville de Strasbourg détient 0,76% du capital de la CTS qui enregistre le chiffre d'affaires le plus important (81 M€) des SEM dans lesquelles la Ville a des participations.

Chiffre d'affaires 2017 par salarié en K€

Le graphique suivant reflète la grande variété de chiffres d'affaires par salarié, le ratio allant de 15 K€ à 931 K€ selon les sociétés. Ceci traduit les spécificités des secteurs d'activité notamment en termes d'effectifs. Certaines activités sont en effet plus « consommatrices » de main d'œuvre (ex : transport public) que d'autres (ex : logement, aménagement).



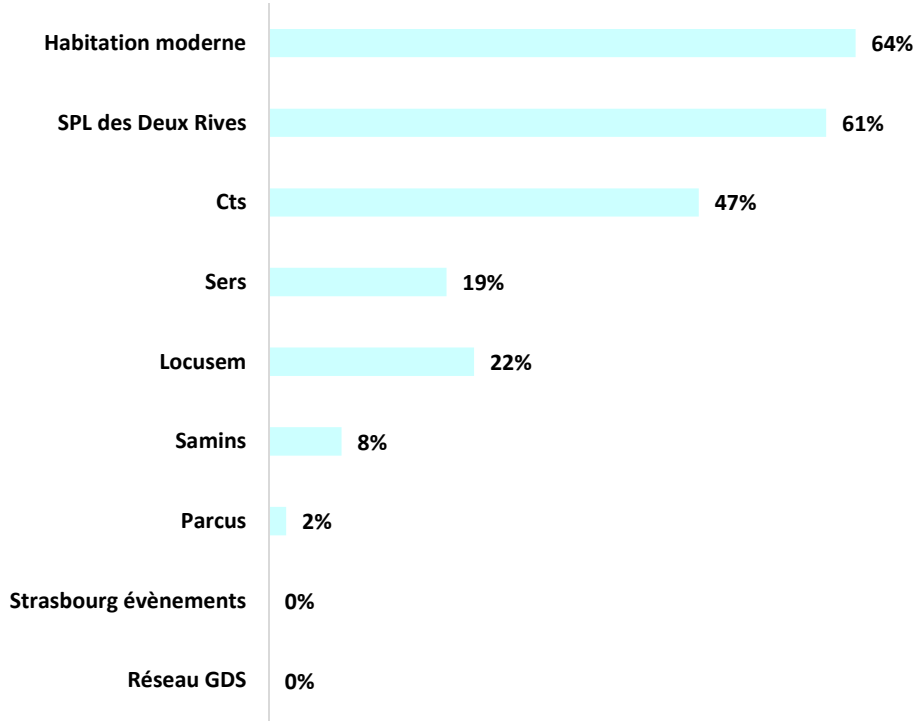
Endettement

(Montant des dettes à moyen-long terme rapporté au total du bilan)

Ce ratio mesure le degré de dépendance financière des sociétés : plus le ratio est élevé, plus la société est endettée.

Un ratio de plus de 50% observé auprès des opérateurs de logement social s'explique par les spécificités de ce secteur. Les montages de projets sont généralement adossés à la garantie des collectivités territoriales.

Par ailleurs, le ratio d'endettement peut traduire l'effort d'investissement de la société.



HABITATION MODERNE



Territoire :

Eurométropole et hors Eurométropole.

Activités :

La construction et la gestion, pour son compte ou pour le compte de tiers, d'immeubles de toute nature :

- patrimoine propre (9 980 logements, dont 87,7% conventionnés, 129 locaux commerciaux et associatifs, 2 815 garages et 1 357 places de parking),
- patrimoine municipal et eurométropolitain : 597 logements, 268 autres locaux (commerciaux, professionnels, associatifs et occupés par les services de la Ville), 182 garages et réserves et 8 jardins.

Objectifs :

- la construction ou l'acquisition/rénovation d'environ 200 logements par an, dans le respect du principe de mixité sociale,
- l'élargissement de l'activité vers des publics spécifiques (étudiants, personnes handicapées, personnes âgées…).

Principales réalisations :

- 1er bâtiment passif avec façade en structure bois – le Kubik Wood (21 logements),
- Suite et fin de la livraison des 48 logements de la Ville Europa à Kehl, première opération transfrontalière,
- en 2017, livraison de 211 logements dont 161 logements neufs et 70 logements en acquisition-amélioration.

HABITATION MODERNE

Fusion avec HLM Perspectives Habitat le 29 juin 2011

Société anonyme d'économie mixte locale

Siège social :
24 route de l'Hôpital - CS 30062
67027 Strasbourg Cedex
☏ 03 88 32 52 10 🖷 03 88 75 79 25
www.habitation-moderne.fr

Créée le 26 novembre 1951
Capital : 1 500 000 €

Président : Philippe BIES
Directeur général : Virginie JACOB

Objet social : la construction et la gestion, pour son compte ou pour le compte de tiers, d'immeubles de toute nature (en France et à l'étranger).

Effectif moyen (équivalent temps plein) : 189,97 Etp
Commissaire aux comptes : SFA AUDIT

Service référent : Direction urbanisme et territoires – Service de l'habitat

FILIALES ET PARTICIPATIONS au 31/12/2017

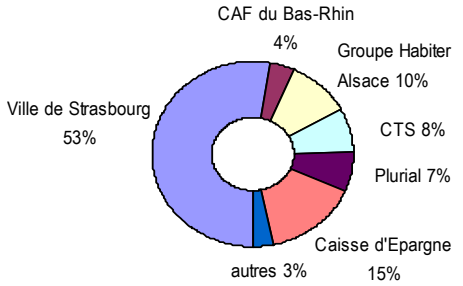
sociétés	*forme juridique*	*capital détenu*	*capital social nominal*
SERS	SAEM	534 418 €	8 000 000 €
Caisse d'épargne d'Alsace	société coopér.	540 000 €	235 000 000 €
SIBAR	SAEM	579 €	500 000 €
CTS	SAEM	991 €	5 000 000 €
Banque populaire Alsace	société coopér.	22 500 €	337 125 000 €
SACICAP Alsace	société coopér.	1 280 €	192 000 €
DOMIAL	SA HLM	320 €	NC
Strasbourg Eurométropole accession	SCI	24 500 €	NC
Locusem	SAEM	500 000€	11 243 772 €

CONSEIL D'ADMINISTRATION

fonction	*personne morale représentée*	*nom*
Président	**Ville de Strasbourg**	**Philippe BIES**
Administrateurs	**Ville de Strasbourg**	**Caroline BARRIERE, Bornia TARALL, Luc GILLMANN, Syamak AGHA BABAEI, Annick NEFF, Jean WERLEN**
	Groupe Habiter Alsace	Christian KIEFFER depuis le 24/04/17
	Caisse d'Epargne d'Alsace	Christine MEYER-FORRLER
	CAF du Bas-Rhin	Jacques BUISSON
	CTS	Alain JUND
	Fédération Française du Bâtiment Section du Bas-Rhin (FFB67)	Jean-Claude Douglas MULLER
	Action logement (depuis le 9 mars 2017	Bernard MAESANI
Censeurs	CCI de Strasbourg et du Bas-Rhin	Jean-Michel LEHMANN
	Chambre des métiers d'Alsace	M. KAROTSCH
	Ville de Kehl	Harald KRAPP
Elus représentants des locataires :	Confédération syndicale des familles	Micheline LUIS
	Confédération nationale du logement	Claude JEANVOINE

REPARTITION DU CAPITAL au 31/12/2017

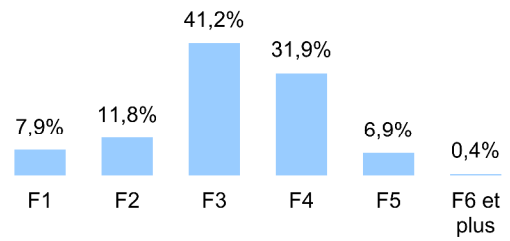
actionnaires	*nbre d'actions*
Ville de Strasbourg	**43 888**
Caisse d'Epargne d'Alsace	12 345
Groupe Habiter Alsace	8 415
CTS	6 600
Action Logements	5 771
CAF du Bas-Rhin	3 300
Fédération Française du Bâtiment Section du Bas-Rhin (FFB67)	990
Autres	1 877
Total	83 186



Les indicateurs

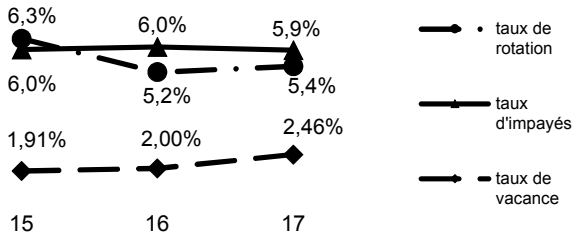
❖ **ACTIVITE** *(hors patrimoine Ville)*

Répartition 2017 du parc selon la taille des logements



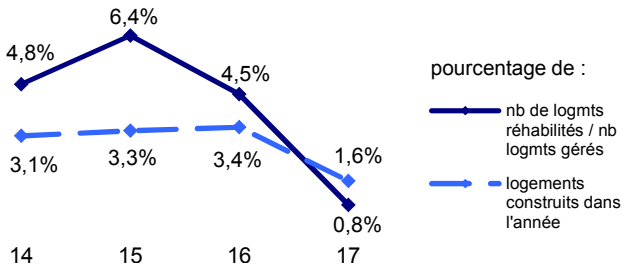
Evolution des principaux indicateurs de gestion

- *taux de rotation : nb de baux dénoncés rapportés au nb de logements gérés*
- *taux d'impayés : loyers impayés rapportés au quittancement total théorique*
- *taux de vacance : loyers non perçus du fait de la vacance rapportés au quittancement total théorique*



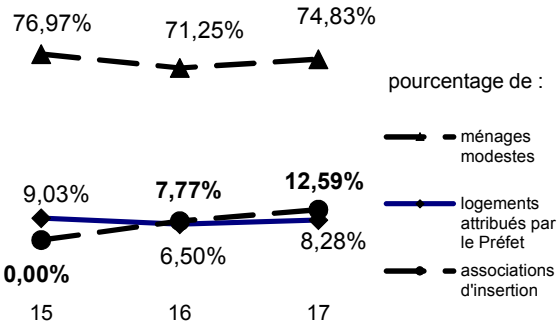
Effort de réhabilitation et de construction

* nb de logements dont la réhabilitation ou la construction s'est achevée dans l'année de référence, rapportés au nb de logements du parc

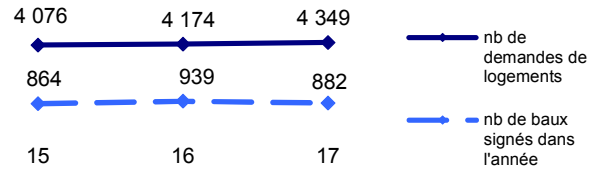


Attribution des logements de l'année

* le taux d'attribution aux ménages modestes est calculé sur la base du ratio PLA/PLU

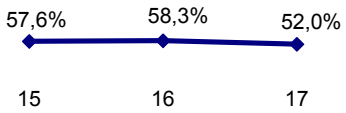


Evolution des demandes départementales de logements et de baux signés



Bénéficiaires de l'APL

En pourcentage du parc conventionné



Habitation moderne assure deux missions :

- la gestion de son patrimoine propre situé à Strasbourg, Ostwald, Fegersheim, Lipsheim, Eschau, Oberhausbergen, Plobsheim, La Wantzenau, Souffelweyersheim, Vendenheim, Lampertheim, Wolfisheim, Hœnheim, Eckbolsheim, Lingolsheim, Schiltigheim, Holtzheim, Reichstett, Mundolsheim, Entzheim et Kehl.
- la gestion du patrimoine privé de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole par le biais d'un mandat de gestion locative et d'un mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée.

En 2017, 211 logements neufs et commerces ont été mis en service ; la société respecte ainsi l'objectif de construction de 200 à 250 logements neufs par an.

Le patrimoine comprend, au 31 décembre 2017, 9 980 logements et évolue ainsi de + 2,1% entre 2016 et 2017.

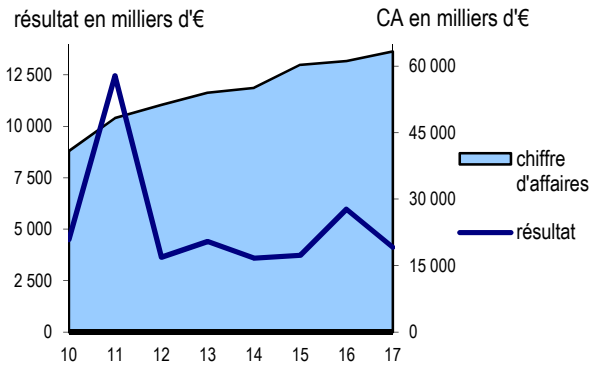
Par ailleurs, la société mène depuis les années 90 une politique volontariste de réhabilitation de son parc.

En 2015, Habitation moderne a créé une SCI avec Cus habitat et Pierre et Territoires, la « SCI Strasbourg Eurométropole accession », afin de mettre en commun leurs compétences pour développer l'accession sociale à la propriété sur l'agglomération strasbourgeoise.

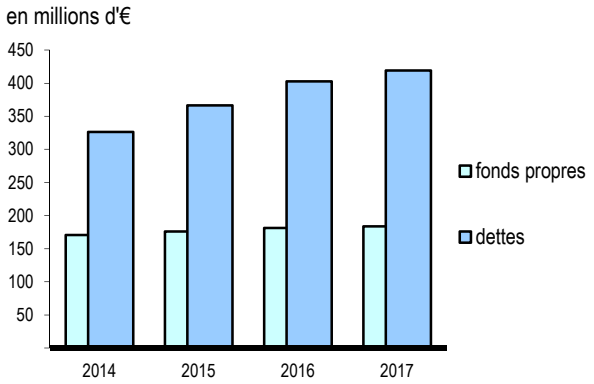
En 2016, la société a développé son réseau de partenaires en prenant une participation hauteur de 4,45% dans le capital de SEM Locusem, dont l'objet est la réalisation et la gestion de pôles de commerces de proximité et de locaux d'activités pour les très petites entreprises.

Au plan financier, l'exercice se traduit par un chiffre d'affaires en hausse de 3,45%, lié principalement à l'augmentation du parc locatif, et par un résultat net en baisse à 4,1 M€.

L'activité 2017



Evolution du résultat et du chiffre d'affaires



Evolution des fonds propres et des dettes

inscrits au bilan, les fonds propres sont composés de l'ensemble passif hors dettes et comptes de régularisation.

A fin 2017, 52% du patrimoine est situé en quartier prioritaire de la Ville (QPV).

Le patrimoine QPV est principalement situé à la Cité de l'Ill, à la Montagne verte, au Neuhof et à Koenigshoffen. Les logements hors QPV de la société sont situés dans les autres communes et autres quartiers de Strasbourg.

Le développement et la réhabilitation du patrimoine

Concernant le développement, 142 nouveaux logements conventionnés ont été livrés en 2017 ainsi que 28 logements libres et 2 commerces pour un montant de 31,6 M€. Par ailleurs, 397 chantiers de logements et 3 cellules commerciales sont en cours cette année, pour un montant de 73,2 M€.

Enfin, d'importantes opérations de réhabilitation ont été engagés en 2017, notamment :

- la réhabilitation de 952 logements sur le site du Wihrel à Ostwald : raccordement et interconnexion des réseaux, modification de la chaufferie et début des travaux d'isolation extérieure; dans le cadre d'un marché de conception réhabilitation entretien maintenance de 40,9 M€ attribué à ENERD2, filiale commune RGDS-SERS-CDC ;
- la rénovation thermique de 90 logements rue Jacobi-Calmette (3,6 M€) ;
- la rénovation d'un parking souterrain et des parties communes d'un immeuble de 52 logements rue du Renard Prêchant à Strasbourg (762 K€) ;
- la rénovation thermique de 367 logements à la Montagne Verte.

La gestion du patrimoine propre

La société gère en propre un parc locatif de 9 980 logements, dont 87,7% conventionnés, 129 locaux commerciaux et associatifs, 2 815 garages et 1 357 places de parkings.

L'essentiel du parc propre de la société est composé de logements de taille intermédiaire avec 73% de logements de type F3-F4. 7,2% des logements se composent de 5 pièces ou plus.

Au sein du parc conventionné, la part des locataires bénéficiant de l'APL s'élève à 51,6%.

63% des locataires ont des ressources inférieures à 60% du plafond PLUS (Prêt locatif à usage social) et sont donc éligibles au PLAI (Prêt locatif aidé d'intégration). Cette part importante s'explique par la situation économique des demandeurs (75% des demandeurs ont des ressources inférieures à 60% du plafond PLUS).

La gestion locative 2017 se caractérise par l'attribution de 882 logements.

Les ratios de gestion locative sur le parc propre témoignent toujours d'une gestion saine et maîtrisée :

- à hauteur de 2,55% (2% en 2016), le taux de perte sur vacances est en augmentation ; la perte liée à la vacance (loyer et charge) est estimée à près de 1,6 M€ en 2017 ;
- le taux d'impayés théorique est stable à 5,9% ;
- le taux de rotation nette (hors mutation interne) évolue à 7,4% (contre 5,2% en 2016).

La Direction du patrimoine se compose de 110 personnes, elle comprend notamment une régie de maintenance importante répartie sur 5 secteurs et constituée de tous les corps de métiers, permettant proximité et réactivité sur le terrain.

Au 31 décembre, 19 644 interventions ont eu lieu pour 9 980 logements.

En mars 2017, Habitation Moderne a mis en place une plateforme téléphonique ainsi qu'un centre de planification et de suivi des interventions.

La gestion du patrimoine municipal et métropolitain

Le mandat de gestion locative et de maîtrise d'ouvrage pour la gestion du patrimoine de la Ville arrivant à échéance au 31/03/16, la Ville a procédé à un nouvel

appel d'offres, auquel l'Eurométropole s'est adjointe, pour la gestion de son patrimoine.
Au terme de la procédure de mise en concurrence, Habitation moderne s'est vue attribuée les marchés publics y relatifs jusqu'au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2017, la Sem gère pour le compte des deux collectivités un patrimoine de 669 lots pour la Ville de Strasbourg et 386 lots pour l'Eurométropole, dont au total 597 logements et 268 locaux commerciaux et associatifs. L'année 2017 est donc la première année complète des mandats.

Tous types de locaux confondus, les recettes des loyers, charges comprises, sur le patrimoine municipal s'élèvent à 7,6 M€ et à 767 K€ sur le patrimoine de l'Eurométropole. Bien que moins nombreux (7%), les commerces et locaux professionnels représentent près de la moitié du chiffre d'affaires (47%).

En contrepartie les dépenses engagées représentent 1,4 M€ pour l'EMS et 0,2 M€ pour l'EMS.

A fin 2017, la vacance représente 45% du patrimoine de l'Eurométropole (ce taux de vacance élevé s'explique par l'importance du patrimoine préempté en vue d'opérations d'urbanisme et laissé vacant afin de faciliter l'engagement de ces opérations) et seulement 6% du patrimoine municipal.

Les impayés totalisent 5,4% du chiffre d'affaires sur le patrimoine municipal et 14,8% sur le patrimoine eurométropolitain.

La société a réalisé des travaux d'entretien courant pour près de 703 K€ sur le patrimoine municipal et 200 K€ sur le patrimoine de l'Eurométropole.

En outre elle gère, au titre d'un second mandat, la maîtrise d'ouvrage des travaux à réaliser sur les bâtiments de la Ville et de l'Eurométropole, respectivement pour 11,9 et 2,3 M€.

La programmation de travaux pour 2017, approuvée par délibérations, s'élève à 2,2 M€ pour la Ville de Strasbourg et 888 K€ pour l'Eurométropole (avenant au marché inclus).

Le chiffre d'affaires progresse

Habitation moderne génère en 2017 un chiffre d'affaires de 63,3 M€, en augmentation de 3,45%. Cette hausse est essentiellement liée à la mise en service de nouveaux logements (+ 211 logements).

Il est constitué des loyers pour 46,9 M€ (+5,1%), des charges locatives pour 15 M€ (+5%) et des prestations (dont les recettes du mandat de gestion du patrimoine municipal et EMS) pour 1,4 M€.

Les autres produits (6,7 M€) intègrent notamment les reprises de provision et transferts de charges, les certificats d'énergie et la production immobilisée et stockée ; ils diminuent nettement par rapport à 2016 (8 M€), les dégrèvements de taxe foncière étant désormais enregistrés en produits exceptionnels.

Les charges d'exploitation augmentent en moyenne de 4,4% principalement à cause de l'augmentation des frais de personnel, du fait de nouvelles embauches (29 arrivées pour 12 départs, afin de faire face au développement de l'activité et à la volonté d'optimiser la relation clients).

Les dépenses d'entretien courant sont quasiment identiques à 2016, soit 5,2 M€.

L'EBE dégagé, qui mesure la performance économique de la société, ressort à près de 22,9 M€ contre 22, 6 M€ en 2016 (+1,3%).

Les dotations aux amortissements et provisions s'élèvent à 21,9 M€ (+11,7%). Elles progressent avec l'accroissement du patrimoine et intègrent les amortissements des immeubles (19,7 M€) et les provisions (litige, amiante, pensions).

Le résultat financier affiche un déficit (-5,4 M€) lié aux emprunts bancaires, le résultat exceptionnel s'élève à 4,8M€ du fait des dégrèvements de taxe foncière (il n'y a pas eu de cession en 2017).

Au final, le résultat net diminue de 6 M€ à 4,1 M€ (-31%), soit une marge nette (résultat/chiffres d'affaires) de 8,8% contre 9,8% en 2016.

La structure de bilan est saine

La situation nette de la société (fonds propres hors subvention d'investissement) évolue à la hausse en 2017 à 105,5 M€ (+4% par rapport à 2016).

La structure bilancielle est saine, les fonds propres représentant 29,8% du total bilan.

La trésorerie est stable à 40,1 M€ (+0,3% par rapport à l'exercice précédent) ; elle représente environ 8 mois de quittancement.

Le total des dettes financières de la société augmente de 20 M€ à près de 402 M€, du fait de l'accroissement du parc locatif. L'endettement financier reste très supportable, le montant des annuités d'emprunts représentant 41,9 % du montant des loyers, contre 43,3 % pour la moyenne nationale.

Les perspectives

En 2018, la société a prévu :

- la livraison de 211 logements neufs, dont 25 logements intermédiaires (Strasbourg-Rotonde) ;

- la livraison d'un ESAT (établissement et service d'aide par le travail) de l'ARAHM au Neuhof ;

- la livraison des 13 premiers logements en accession sociale à Mittelhausbergen ;

- la poursuite des réhabilitations sur Renard Prêchant, Jacobi-Calmette, les quartiers du Wihrel et de la Montagne Verte.

Le plan d'investissement 2018-2027 a été actualisé, il prévoit notamment sur 10 ans la livraison de 2 055 logements pour un montant de 313 M€, ainsi que la réhabilitation et la rénovation de 3 223 logements pour un montant de 104 M€, soit un investissement global de 429 M€ sur 10 ans.

BILAN

ACTIF	2017 brut	2017 amort. / prov.	2017 net	2016 net
Actif immobilisé	776 603 446	230 245 452	546 357 994	523 621 241
Immobilisations incorporelles	16 554 761	1 618 032	14 936 729	14 278 566
Immobilisations corporelles	758 052 785	228 627 420	529 425 365	507 375 037
Immobilisations financières	1 995 900	-	1 995 900	1 967 638
Actif circulant	59 673 763	3 088 347	56 585 416	59 921 820
Stocks	2 525 755	97 844	2 427 911	1 714 902
Avances et acomptes	-	-	-	-
Clients & créances	16 971 350	2 990 503	13 980 847	18 177 478
Disponibilités & VMP	40 176 658	-	40 176 658	40 029 440
Comptes de régularisation	291 583	-	291 583	135 817
Total	**836 568 792**	**233 333 799**	**603 234 993**	**583 678 879**

PASSIF	2017	2016
Capitaux propres	179 787 961	177 411 981
Capital social	1 500 000	1 500 000
Primes d'émission, de fusion,..	14 035 185	14 035 185
Réserves	68 025 398	62 059 133
Report à nouveau	17 836 922	17 836 922
Résultat de l'exercice	**4 125 042**	**5 966 264**
Subventions d'investissement	74 265 414	76 014 477
Provisions réglementées	-	-
Autres fonds propres	-	-
Provisions pour risques et charges	4 071 038	3 702 468
Dettes	419 320 492	402 556 350
Emprunts	402 002 892	384 068 446
Avances et acomptes	1 683 856	1 800 566
Dettes	15 633 744	16 687 338
Comptes de régularisation	55 502	8 079
Total	**603 234 993**	**583 678 879**

COMPTE DE RESULTAT

	2017	2016
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	63 292 480	61 184 485
Production stockée	721 527	599 998
Production immobilisée	849 559	2 117 495
Subventions d'exploitation	40 173	77 662
Reprises sur provisions, transferts de charges	3 969 557	2 603 107
Autres produits	1 080 140	2 660 371
Total	69 953 436	69 243 118
Charges d'exploitation		
Achats	1 268 759	3 213 022
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-8 946	94 769
Services extérieurs	24 253 412	22 546 483
Impôts, taxes et versements assimilés	5 670 302	5 506 913
Charges de personnel	10 802 887	10 014 339
Dotations aux amortissements et provisions	21 931 704	19 626 580
Autres charges	1 123 243	678 197
Total	65 041 361	61 680 303
RESULTAT D'EXPLOITATION	**4 912 075**	**7 562 815**
Produits financiers	515 803	559 913
Charges financières	5 943 962	5 710 079
RESULTAT FINANCIER	**-5 428 159**	**-5 150 166**
Produits exceptionnels	5 629 683	3 891 386
Charges exceptionnelles	821 445	338 348
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**4 808 238**	**3 553 038**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	-	-
Impôts sur les sociétés	167 112	-577
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (*)	**4 125 042**	**5 966 264**

(*) résultats (exploitation + financier + exceptionnel) - participation - impôts sur les sociétés

Strasbourg.eu
eurométropole

LOCUSEM

Territoire :

Eurométropole de Strasbourg, avec un objet statutaire élargi à la France et à l'étranger.

Objet social :

Réalisation d'études, d'opérations d'aménagement, construction, rénovation, restauration, gestion immobilière, entretien d'immeubles et d'équipements et réalisation d'actions dans les quartiers dans le domaine immobilier. Plus généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement aux activités énoncées ci-avant ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Objectifs :

Participer à la politique de développement économique sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

La société développe sa nouvelle activité

Depuis 2010, la société développe une nouvelle activité. Le champ d'action de Locusem s'inscrit dans le cadre de la feuille de route stratégique de Strasbourg Eco 2020 ; son objet est le développement des petites entreprises, de l'économie sociale et solidaire et des initiatives économiques dans les quartiers, en particulier sur les territoires délaissés par les investisseurs en cours de rénovation urbaine, pour promouvoir un territoire solidaire offrant plus d'emplois.

LOCUSEM (ex-SAIEM CUS)

Société anonyme d'économie mixte de l'Eurométropole de Strasbourg

Siège social :
25 rue de Lausanne
67 000 Strasbourg (à compter du 1er avril 2018)
Gestionnaire administratif : groupement d'entreprises D2H/CFCA à compter du 01/01/2015
☏ Raymond HECHT : 06 70 37 53 88 / Claude HADEY : 06 81 16 87 43
www.locusem.eu

Créée le 12 août 1975
Capital : 11 243 772 €

Président : Henri DREYFUS

Directeur général : Bernard MATTER

Objet social : étude, construction, aménagement, rénovation, acquisition, location, vente, gestion immobilière et entretien d'immeubles collectifs ou individuels et d'équipements publics ou privés, et plus généralement toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement aux activités énoncées ci-avant ou susceptibles d'en faciliter la réalisation

Effectif moyen : 1 Etp (Directeur général)
Mise à disposition de personnel : (cabinets D2H et EAU puis D2H CFCA à compter du 1er janvier 2015)

Commissaires aux comptes : Cabinet FCN

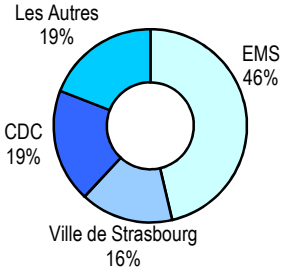
Services référents : Emploi et économie solidaire (Direction du développement économique et de l'attractivité)

CONSEIL D'ADMINISTRATION (au 31/12/2017)

fonction	*personne morale / physique représentée*	*nom*
Président	**Ville**	**Henri DREYFUS**
Administrateurs	**Eurométropole de Strasbourg**	**Jeanne BARSEGHIAN, Mathieu CAHN, Jean-Baptiste GERNET, Jean-Baptiste MATHIEU Serge OEHLER, Thibaud PHILIPPS, Pierre SCHWARTZ**
	Ville	**Paul MEYER et Catherine TRAUTMANN**
	Caisse des dépôts et consignations	Alexandre SCHNELL
	Banque fédérative du Crédit Mutuel	Philippe SCHMUTZ
	Caisse d'Epargne	Dominique GAUTIER *(à compter du 24 mai 2017)*
	Cus Habitat	Jean-Bernard DAMBIER
	Habitation Moderne	Virginie JACOB
	Banque Populaire	Aimé ADDED
	Crédit Coopératif	Sébastien GRUN
Censeur	SOFIDAL -ES	Bernard KEMPF

REPARTITION DU CAPITAL (au 31/12/2017)

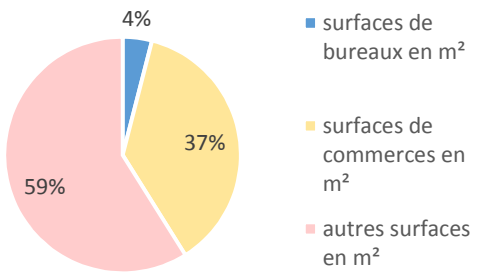
actionnaires	*nbre d'actions*	*% détention*
Eurométropole de Strasbourg	**643.623**	**46,37**
Ville de Strasbourg	**215.743**	**15,54**
Caisse des dépôts et consignations	263.374	18,97
Banque fédérative du Crédit Mutuel	59.461	4,28
Caisse d'Epargne Alsace	57.455	4,14
Cus Habitat	53.807	3,88
Habitation Moderne	53.806	3,88
Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne	28.397	2,05
Crédit Coopératif	12.354	0,89
SOFIDAL – ES	100	0,01
Total	**1.388.120**	**100%**



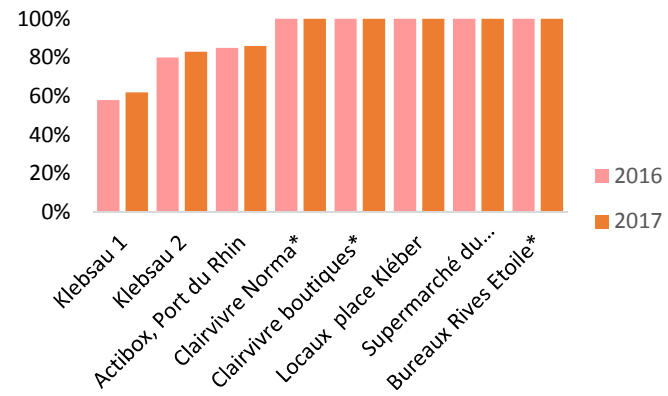
Les indicateurs

❖ **ACTIVITE**

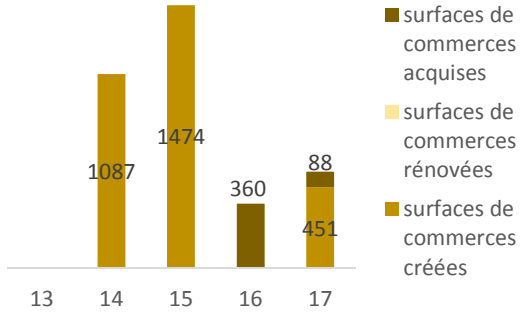
Répartition du patrimoine de la société en 2017



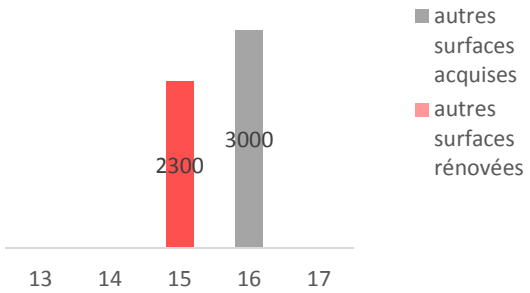
Taux d'occupation



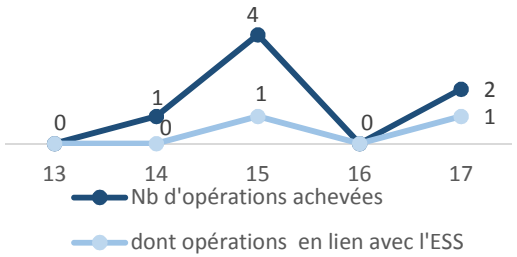
Evolution des surfaces de commerces



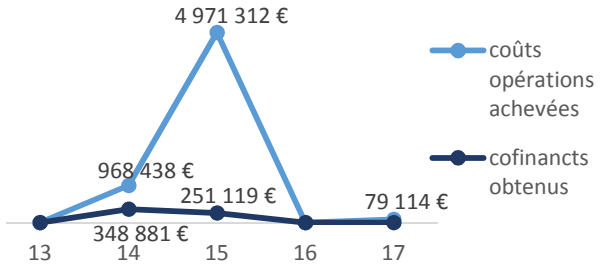
Evolution des autres surfaces



Nb d'opérations finalisées dans l'année



Montant des opérations achevées



La SAIEM CUS a assuré jusqu'au 1er janvier 2000 la gestion des logements, commerces et du centre médico-social de la Fondation Spach par bail emphytéotique conclu entre la société et la Ville de Strasbourg. Le patrimoine ayant été cédé à la Société anonyme d'HLM Logiest, la SAIEM CUS, qui n'exerçait plus aucune activité, avait été mise en sommeil.

En 2010, la société, rebaptisée Locusem, a été réactivée et a étendu son objet social. Depuis janvier 2015, la gestion de la Sem a été confiée au groupement D2H/CFCA qui assure la gestion administrative, la gestion patrimoniale, l'ingénierie, l'expertise et le développement de la société.

Locusem a pour défi de créer de nouvelles capacités d'accueil dans les quartiers et les secteurs en rénovation, en réalisant et en gérant des pôles de commerces de proximité et des locaux d'activités pour les très petites entreprises (TPE), pour lesquelles l'offre est actuellement insuffisante.

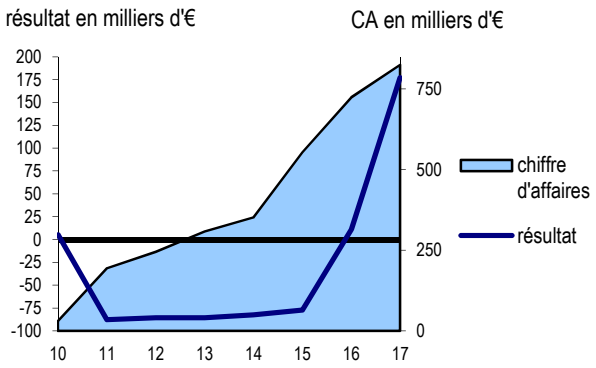
En 2016, elle a bénéficié d'une recapitalisation à hauteur de 3,6 M€ en vue de réaliser le nouveau plan d'affaires 2016-2020.

Deux opérations ont été réceptionnées au cours de l'année 2017.

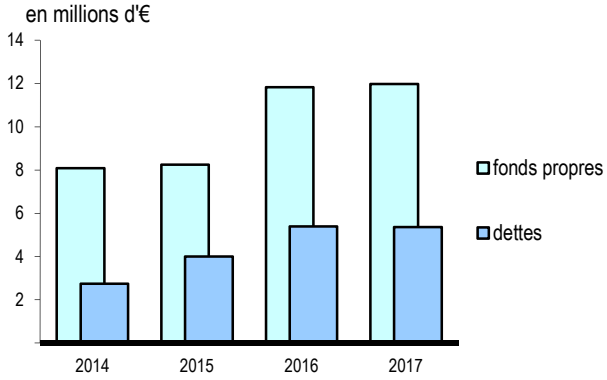
Le chiffre d'affaires progresse grâce aux loyers générés par les commerces de centre-ville ; au final, le résultat net présente un bénéfice de 177 K€.

Une évolution en ligne avec le nouveau plan d'affaires 2016-2020

Le projet de recapitalisation de 2016 vient reconnaitre et confirmer la SEM en tant qu'acteur du développement économique du territoire et lui permet de réaliser de



Evolution du résultat et du chiffre d'affaires



Evolution des fonds propres et des dettes

inscrits au bilan, les fonds propres sont constitués par l'ensemble du passif hors dettes et comptes de régularisation.

nouvelles opérations. Il a également permis l'entrée dans le capital de nouveaux actionnaires, Cus Habitat et Habitation Moderne.

Le plan d'affaires étudié et adopté dans ce cadre a été réactualisé lors du comité d'investissement du 7 février 2017 ; il prévoit la réalisation d'environ 12 000 m² de surface à destination des artisans, des acteurs de l'économie sociale et solidaire, des opérateurs classiques, des commerces et services dans les quartiers prioritaires et du numérique, notamment à destination des très petites entreprises et des PME.

Le montant total des futurs investissements est estimé à environ 21,4 M€.

Les opérations en cours se poursuivent…

L'année 2017 est marquée par la livraison de l'opération Cervantès T3 T4 (acquisition en VEFA de 4 lots pour 451 m2) et l'acquisition d'une boutique de 88 m² dans le quartier de l'Elsau, dont le prix de revient atteint 80 K€.

La société a cédé 2 lots du programme Klebsau 1 ; l'opération a dégagé une plus-value nette de 114 K€.

Le patrimoine immobilier de la société représente une surface commerciale de 12 626 m^2 (dont 1 111 m² en VEFA) pour un prix de revient total de 11,9 M€ financé à hauteur de 6,6 M€ par des fonds propres, 4,7M€ par emprunt et 0,6 M€ par subventions.

En 2017, sont en exploitation :

- les locaux de l'hôtel d'entreprises Klebsau 1 (locaux d'activité + petits bureaux), acquis en juin 2012 à Alsabail (1 460 m2) ; cette opération souffre d'une dynamique de commercialisation difficile (61,8% d'occupation) liée à la taille trop importante de certains lots et d'un taux d'impayés important (12%) : cette situation a amené la société à délibérer sur la revente de 3 lots (2 ont été vendus en 2017) ;
- l'hôtel d'entreprises Klebsau 2 (cellules activités artisanales). A noter que l'hôtel d'entreprises Klebsau 2, qui accueille des cellules d'activités artisanales, situé au sein du même parc d'activités d'entreprises de la Klebsau dans un bâtiment distinct, a bénéficié, au titre du SIEG (Service d'intérêt économique et général) de 600 K€ de subventions publiques réparties comme suit : 500 K€ du FEDER, 50 K€ de l'EMS et 50 K€ de la Chambre des métiers d'Alsace. Le taux d'occupation atteint sur cette opération 83,2 % avec un taux d'impayés de 2 % ;
- les Actibox du Port du Rhin (containers), avec un taux d'occupation de 85,7 % et un taux d'impayé insignifiant ;
- le commerce place Kléber (600 m²) apporté par la Ville ;
- le supermarché du Maillon loué à Aldi Marché (1087 m²) ;
- l'opération Clairvivre (un supermarché Norma, deux boutiques et un cabinet paramédical) ;
- la plateforme de bureaux de Rivétoile loué à Alsace Digital.

Sur ces 4 dernières opérations le taux d'occupation moyen 2017 est de 100 % et le taux d'impayés de 0 %.

Au total, ces opérations concernent plus de 12 000 m² de surfaces destinées aux entreprises (dont 67% dans les quartiers sensibles de l'Eurométropole de Strasbourg) et accueillent 73 entreprises (180 emplois).

L'opération de la tranche d'un pôle commercial place Haldenbourg à Cronenbourg (6 boutiques, 1 111 m²) est engagée en 2017. La livraison de cette opération, dont les travaux ont démarré au cours du 2nd semestre 2016, est prévue en juin 2018 ; elle représente un coût de près de 1,4 M€ (dont près de 0,7 M€ financé en fonds propres).

Enfin, l'opération VEFA Cervantès n°1 a été livrée à la fin du mois de décembre 2017 et sera mise en exploitation en février 2018.

…Le plan d'affaires a été réactualisé en 2017

Les autres opérations qui ont fait l'objet d'un début de montage en 2017 l'ont été dans le cadre du plan d'affaires 2016-2020, et ont été proposées au Comité d'Investissement.
Elles concernent, outre les biens apportés dans le cadre de la recapitalisation, les opérations de bureaux à Hautepierre (Adim, 3 200 m²), à la Coop (KaléidosCoop, 3 000 m²) ; une boutique à l'Elsau (88 m2), une à Hautepierre (Cervantès 2) et une à Cronenbourg (Haldenbourg 2).

Par ailleurs, d'autres opérations sont à l'étude, notamment :

- le site Gruber ;
- locaux d'activités Duval à Illkirch-Graffenstaden ;
- bureaux et locaux d'activités ex-SICOP Régie des Ecrivains à Schiltigheim.

Le coût des opérations inscrites au plan d'affaires prévisionnel s'élève à environ 21,4 M€ financées à hauteur de 7,5 M€ par fonds propres, 7,9 M€ par le co-investissement, 4,6 M€ par emprunt et 1,4 M€ via des subventions FEDER.

Elles devraient débuter à partir de 2019 et s'étaler jusqu'en 2021.

L'année 2017 a été consacrée aux études techniques et de faisabilité de ce projet, au lancement d'une consultation pour le Contrat de Promotion Immobilière et à la sélection et au dialogue avec 3 équipes admises à candidater dans le cadre d'un dialogue compétitif.

L'équilibre de l'exploitation se conforte

L'exercice 2017 se solde par un résultat positif de 177 K€, contre 11 K€ en 2016.

Le chiffre d'affaires 2017 s'élève à 825 K€, en hausse de 13,9% par rapport à 2016; cette progression s'explique par l'activité des commerces Centre-Ville sur la période 2017 (63 K€), des refacturations de taxes foncières (dont Clairvivre 20 K€) et des régularisations de charges locatives. Par ailleurs, il apparait un accroissement des loyers facturés de 9 K€ sur l'opération Klebsau 2.

Les charges d'exploitation restent stables, elles s'élèvent à 771 K€ en 2017 et sont notamment constituées des charges externes (295 K€), dont la rémunération du groupement D2H/CFCA pour la gestion administrative et opérationnelle de la société.

Les charges de personnel (rémunération du Directeur général) représentent 2,9% des charges d'exploitation.

Les dotations aux amortissements sont en hausse de 11,3% suite à l'augmentation des actifs patrimoniaux. Elles s'élèvent à 332 K€ et concernent les locaux en exploitation de la société.

La société a par ailleurs provisionné la somme de 20,4 K€ pour créances douteuses relatives à l'opération Klebsau 1 pour 13 K€ et à Klebsau 2 pour 7,4 K€, qui vient grever le résultat de la Sem.

Au total, le résultat d'exploitation est positif à 105 K€ contre 71 K€ l'exercice précédent.

Le résultat financier est déficitaire à -61 K€ contre -78 K€ en 2016 du fait des frais financiers liés aux emprunts.

Le résultat exceptionnel (132,8 K€) comprend une plus-value nette de 114 K€ réalisée sur la cession de deux lots de l'opération Klebsau 1, ainsi que la quote-part de la subvention virée au compte de résultat de l'opération Klebsau 2(18,7 K€).

Au final, le résultat net est positif à hauteur de 177 K€.

Après affectation du résultat de l'exercice au report à nouveau (-433 K€ au total), les capitaux propres restent stables à 11,97 M€ contre 11,83 M€ en 2016.

L'endettement à moyen et long terme de la Sem s'élève à près de 4,2 M€.

La trésorerie, à hauteur de 5,9 M€, est en hausse (+1,6 M€) du fait de l'appel de fonds versé en 2017 au titre de la recapitalisation (1,49 M€).

Perspectives

Le siège social de Locusem est transféré au 25, rue de Lausanne à Strasbourg, à compter du 1er avril 2018.

La Sem va poursuivre l'exécution du plan d'affaires 2016-2020 avec pour objectif la maitrise des coûts de gestion : renégociations des emprunts auprès de la caisse d'épargne et du crédit coopératif, nouveaux appels d'offres auprès des prestataires externes de la société…

Compte tenu des délais de montage d'opération et de leur niveau de complexité, les livraisons des opérations neuves de ce second plan d'affaires seront engagées entre 2019 et 2021 (KaléidosCoop, Haldenbourg 2 et Cervantès 2 en 2020, Wagenhaus en 2021).

L'opération de commerces de Cronenbourg sera livrée fin 2018.

Suite à la reprise du projet Hautepierre ADIM par Duval en octobre 2017, le projet a été repositionné avec un nouveau calendrier d'engagement impliquant la signature d'une promesse de vente fin mars 2018 et une livraison à échéance 2019.

Concernant le projet Wagenhaus, la remise des offres définitives pour le Contrat de Promotion Immobilière se dérouleront courant 2018. Suite au retrait du projet de l'UDAF en avril 2018, un nouveau preneur à bail devra être identifié.

Locusem envisage de créer en 2018 une première société de co-investissement aux côtés de la CDC et de l'ANRU pour acquérir, porter et gérer l'opération Hautepierre Bérénice Racine.

BILAN

ACTIF	2017 brut	2017 amort. / prov.	2017 net	2016 net
Actif immobilisé	11 533 085	1 107 379	10 425 706	10 935 247
Immobilisations incorporelles	11 863	8 592	3 271	-
Immobilisations corporelles	11 501 178	1 098 787	10 402 391	10 915 202
Immobilisations financières	20 044	-	20 044	20 045
Actif circulant	7 028 425	32 932	6 995 493	6 363 282
Stocks	-	-	-	-
Avances et acomptes	14 449	-	14 449	-
Clients & créances	1 101 076	32 932	1 068 144	2 025 834
Disponibilités & VMP	5 912 900	-	5 912 900	4 337 448
Comptes de régularisation	11 454	-	11 454	12 898
Total	**18 572 964**	**1 140 311**	**17 432 653**	**17 311 428**

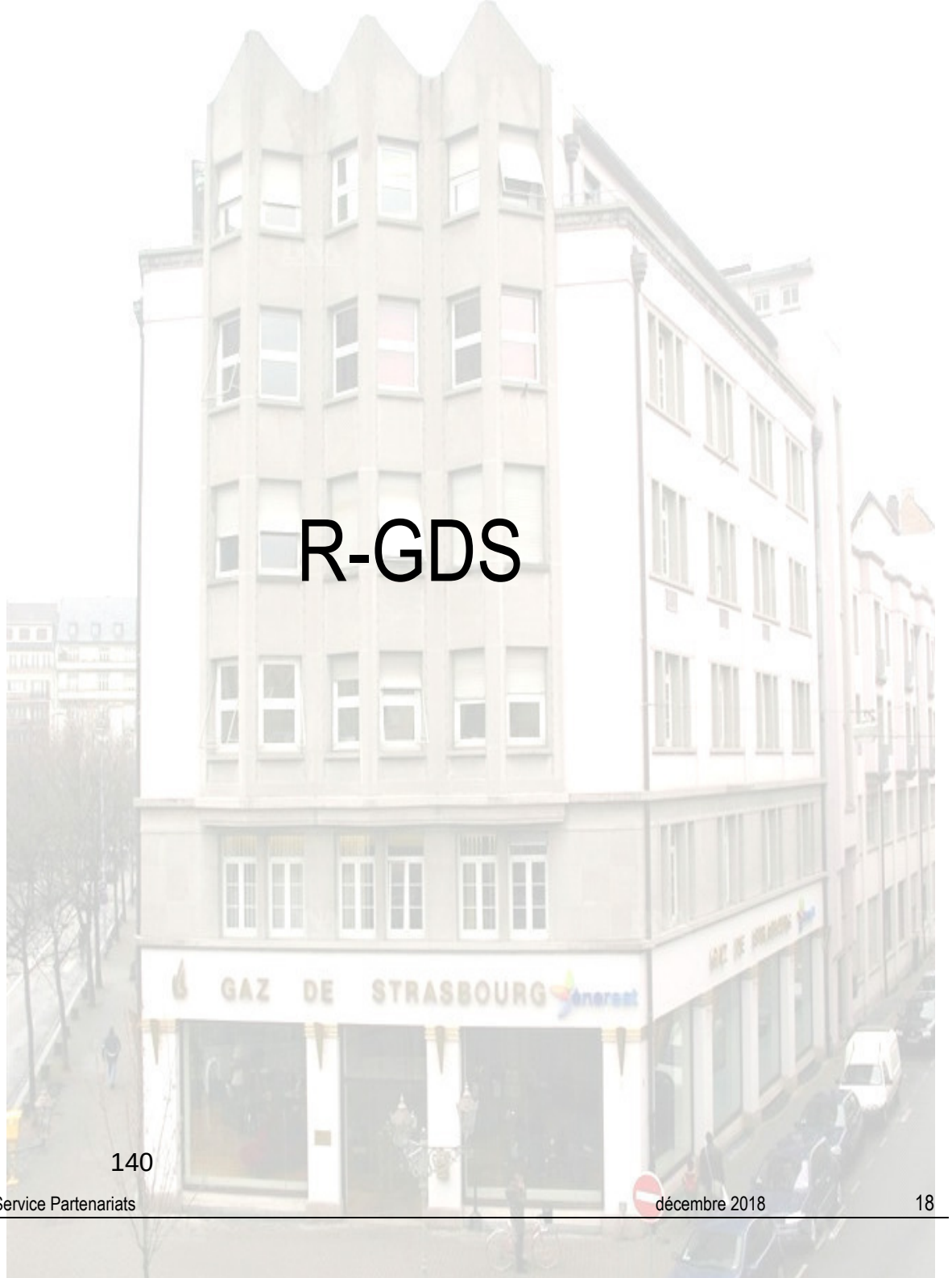
PASSIF	2017	2016
Capitaux propres	11 973 479	11 833 276
Capital social	11 243 772	11 243 772
Primes d'émission, de fusion,..	410 668	428 668
Réserves	23 088	23 088
Report à nouveau	-432 565	-443 609
Résultat de l'exercice	**176 953**	**11 044**
Subventions d'investissement	551 563	570 313
Provisions réglementées	-	-
Autres fonds propres	-	-
Provisions pour risques et charges	-	-
Dettes	5 357 107	5 387 082
Emprunts	4 279 386	3 636 479
Avances et acomptes	-	-
Dettes	1 077 721	1 750 603
Comptes de régularisation	102 067	91 069
Total	**17 432 653**	**17 311 427**

COMPTE DE RESULTAT

	2017	2016
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	824 972	724 240
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	-	-
Reprises sur provisions, transferts de charges	50 891	108 562
Autres produits	364	1 208
Total	876 227	834 010
Charges d'exploitation		
Achats	-	-
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	294 885	290 560
Impôts, taxes et versements assimilés	95 908	74 630
Charges de personnel	22 542	20 203
Dotations aux amortissements et provisions	352 950	316 078
Autres charges	4 378	62 195
Total	770 663	763 667
RESULTAT D'EXPLOITATION	**105 564**	**70 344**
Produits financiers	2 399	4 122
Charges financières	63 808	82 172
RESULTAT FINANCIER	**-61 409**	**-78 050**
Produits exceptionnels	519 750	18 750
Charges exceptionnelles	386 952	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**132 798**	**18 750**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	-	-
Impôts sur les sociétés	-	-
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (*)	**176 953**	**11 044**

(*) résultats (exploitation + financier + exceptionnel) - participation - impôts sur les sociétés

R-GDS



Territoire :

Strasbourg et 115 communes alentours

Activité :

Distribution publique de gaz.

Objectifs :

- conquérir de nouveaux territoires et de nouveaux clients pour améliorer la performance économique de l'entreprise,
- diversifier l'activité, participer à la transition énergétique du territoire et proposer aux clients des prestations à forte valeur ajoutée.

Avec la cession de sa filiale Enerest au 1er avril 2012 au Groupe ES, R-GDS est devenu le premier énergéticien de France à se séparer de son activité de commercialisation d'énergie.

Principales réalisations :

Depuis 1914, Gaz de Strasbourg, renommé Réseau GDS, puis R-GDS assure l'activité de distribution publique de gaz sur Strasbourg et les communes environnantes.

R-GDS participe à la création du Pôle de l'Energie Publique de Strasbourg, composé de la société mère et de ses filiales, dont les objets sociaux sont l'extension et le renouvellement du réseau de gaz, l'exploitation de réseaux de chaleur urbain, la production de biométhane issu de la station d'épuration de Strasbourg-La Wantzenau et d'autres énergies renouvelables locales, ainsi que la réalisation d'études et de prestations sur le secteur de l'efficacité énergétique (rénovation thermique de bâtiments publics et du grand tertiaire).

La Sem est par ailleurs le premier énergéticien français et la première entreprise alsacienne à avoir certifié sa démarche de réduction des émissions de gaz à effet de serre (certification « Carbon Progress »).

R-GDS

Société anonyme d'économie mixte locale

Siège social :
14 place des Halles
67082 Strasbourg cedex
☏ 03 88 79 57 00
https://r-gds.fr

Créée le 26 février 1914
Capital : 9 778 000 €

Président : Christel KOHLER (depuis le 11 octobre 2018, en remplacement d'Olivier BITZ).
Directeur général : Martine MACK (depuis le 8 janvier 2018 en suite de Bruno ALAVES qui a exercé à partir du 17 juillet 2017 la fonction de Directeur Général par intérim, après la fin du mandat de Sylvain WASERMAN).
Objet social : exploitation, entretien et développement des réseaux de distribution de gaz et tout objet complémentaire.

Effectif moyen (équivalent temps plein) : 234 Etp hors filiales (289 pour le groupe)

Commissaires aux comptes :
- Cabinet MAZARS
- Angel BRICOLA

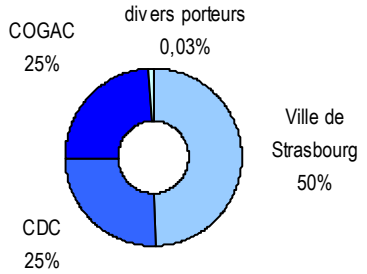
Service référent : Direction de la Mission Energie

CONSEIL D'ADMINISTRATION au 11 octobre 2018

fonction	*personne morale représentée*	*nom*
Président	**Ville de Strasbourg**	**Christel KOHLER**
Administrateurs	**Ville de Strasbourg**	**Alain JUND, François LOOS, Mickaël SCHMIDT et Michèle SEILER**
	ENGIE-COGAC SA	Gilles SIMONCINI, Christophe DESESSARD
	CDC	Patrick FRANCOIS, Brice LAINE
	Représentants du personnel	Maxime COVA, Estelle ORTS, Laura PAULIN et Philippe TIEL

REPARTITION DU CAPITAL

actionnaires	*nbre d'actions*
Ville de Strasbourg	12 238
CDC	6 113
COGAC	6 085
Divers porteurs	9
total	24 445



FILIALES ET PARTICIPATIONS

Sociétés	*forme juridique*	*% de capital détenu*	*capital social nominal*
Réseau GDS Energies Renouvelables	SAS	100 %	15 000 000 €
Réseau de chaleur urbain d'Alsace	SAS	51 %	12 492 779 €
Vialis	SA	9,94 %	20 000 000 €
Biogénère	SAS	60 %	50 000 €
Gaz de Barr	SARL	49 %	3 000 000 €
Réseaux de chaleur urbains de l'Est	SAS	49 %	30 100 000 €
EnerD2	SAS	35 %	2 000 000 €

RCUA détient 100 % de la SAS Eco2Wacken au capital de 2 M€, 100 % de la SA GIE au capital de 200 K€, 50,5 % de la SAS Réseau de chaleur Strasbourg Infrastructures au capital de 50 K€ (qui détient elle-même 100 % de la SAS Chaleur Hautepierre au capital de 100 K€) et 49 % de Réseau de chaleur Strasbourg Exploitation (au capital de 100 K€).

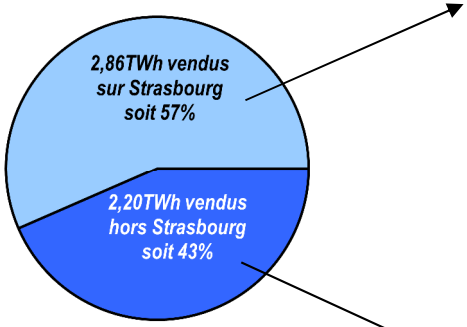
Les indicateurs

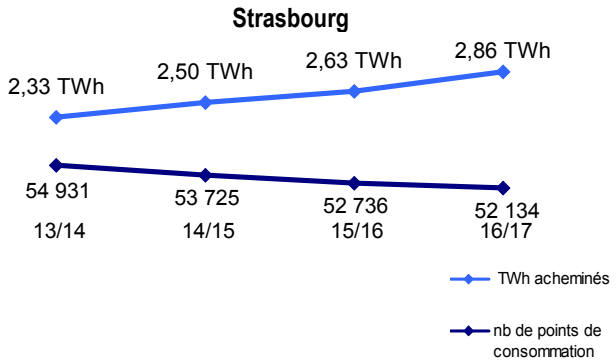
❖ **ACTIVITE**

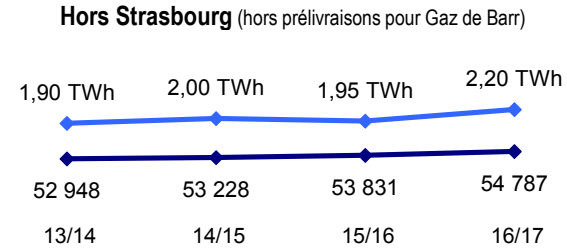
Evolution des quantités acheminées et du nombre de points de consommation

Répartition des quantités acheminées en 2016/2017

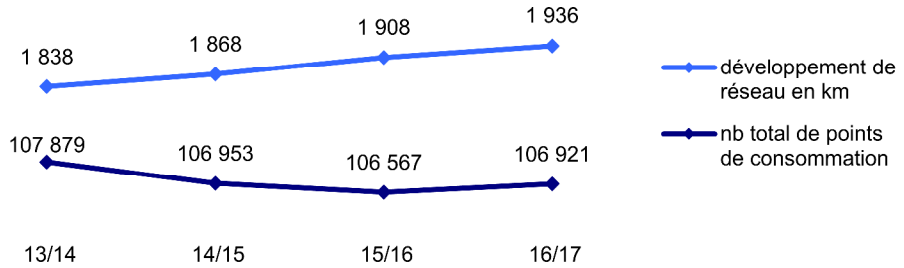
1 TWh = 10^9 KWh







Développement du réseau en km et des points de consommation



Gestionnaire du réseau de distribution du gaz, R-GDS assure le fonctionnement, l'entretien et le développement du réseau. Il met à disposition des différents fournisseurs de gaz naturel son réseau permettant d'acheminer la molécule jusqu'à l'utilisateur final.

Depuis la cession de la filiale de commercialisation en 2012, la Sem souhaite se développer au-delà de son cœur de métier historique de gestionnaire de réseau pour bâtir un nouveau modèle local de l'énergie fondé sur les valeurs du développement durable.

Réseau GDS a ainsi créé en 2014 avec son partenaire EBM Thermique, deux sociétés Réseaux de chaleur urbains d'Alsace (RCUA) et Réseaux de chaleur urbains de l'Est (RCUE), ayant pour objet la production et la distribution de chaleur. Les filiales RCSI (Infrastructures) et RCSE (Exploitation) ont été créées en 2016 avec ES Services énergétiques en vue de l'exploitation en partenariat des grands réseaux de chaleur eurométropolitains.

Par ailleurs, Biogénère a été créée en novembre 2013 afin de réaliser le projet d'injection de biométhane issu de la station d'épuration dans le réseau de gaz.

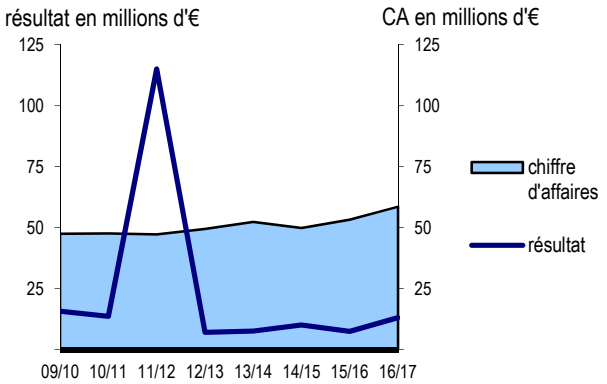
Enfin, en février 2015 a été créée avec la SERS et la CDC une filiale EnerD2 dédiée à l'accompagnement de la rénovation énergétique des bâtiments publics et du grand tertiaire et aux contrats de performance énergétique.

Dans le but de contribuer à l'atteinte des objectifs de Plan Climat Air Energie Territorial, R-ENR, une filiale de R-GDS, est créée en 2017 afin de permettre aux territoires de valoriser leurs ressources renouvelables locales (biométhane, géothermie profonde..). Le pôle « Réseaux de chaleur » est également consolidé en partenariat avec le Groupe EBM.

De plus, la Sem s'est dotée d'un nouveau logo R-GDS avec une campagne de communication grand public.

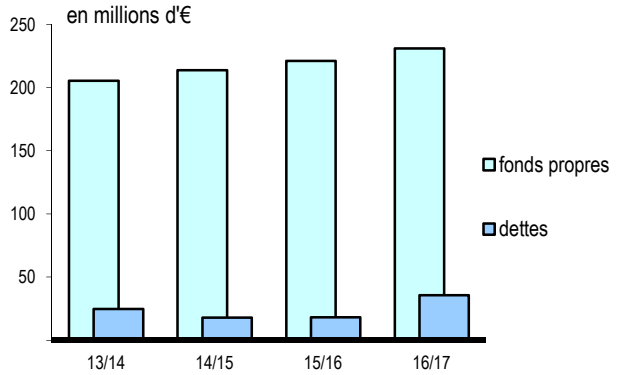
Les quantités de gaz acheminées dans l'exercice sont supérieures d'environ 10,8% à celles de 2015/2016 et entrainent une hausse du chiffre d'affaires de 9,2%.

L'activité génère un résultat net en forte augmentation à 13 M€ contre 7,5 M€ l'année précédente.



Evolution du résultat et du chiffre d'affaires

Le résultat net de l'exercice 2011/2012 d'un montant d'environ 115 millions d'euros, a permis la distribution d'un dividende exceptionnel correspondant à la plus-value de cession des titres Enérest.



Evolution des fonds propres et des dettes inscrits au bilan

Les fonds propres sont constitués par du capital social, des réserves, du résultat non distribué et des quasi -fonds-propres.

L'activité 2016/2017

Au 30 septembre 2017, R-GDS exploitait 1 936 kilomètres de canalisations, contre 1 908 un an plus tôt. 5 619 nouveaux logements collectifs ou individuels ont été alimentés en gaz naturel en 2016/2017, soit une progression de 25,4%.

Le réseau continue de se développer

Une nouvelle concession de gaz a été acquise en 2017, il s'agit de la commune de Pfettisheim. Avec cette dernière concession, R-GDS dessert 115 communes en gaz naturel.

Avec les autres extensions de réseau, ce sont près de 36 km de canalisations nouvelles qui ont été posées (contre 40 km l'exercice précédent) et 244 branchements neufs (contre 239 l'exercice précédent).

Le choix du gaz naturel est un choix énergétique environnemental pertinent pour la desserte de nouveaux bâtiments et la meilleure solution technico économique pour prétendre au label BBC.

La communication active menée en ce sens par R-GDS et les partenariats que la Sem a développés continuent de porter leurs fruits. Ainsi, 5 619 logements collectifs supplémentaires ont été raccordés au gaz naturel en 2016/2017, contre 4 188 l'an dernier.

Cependant, sur le territoire desservi par la Sem, le nombre de points de livraison évolue de manière divergente :

- sur le territoire de Strasbourg, la baisse du nombre de points de livraison se poursuit à 52 134 contre 52 736 l'exercice précédent (-1,1%) ; cette baisse concerne essentiellement les logements collectifs rénovés : la rénovation des conduites vétustes étant jugée prohibitive par les gestionnaires d'immeubles, l'usage du gaz pour la cuisine seule est peu à peu abandonnée ;
- sur les autres communes, le nombre de points de livraison continue de progresser avec 54 787 points en 2016/2017, contre 53 831 en 2015/2016 (956 nouveaux points de consommations).

Le volume global de gaz acheminé augmente de 10,8%

Le volume de gaz naturel acheminé augmente de 10,8%, principalement du fait de la rigueur climatique (2644 DJU sur la période de chauffe 2016-2017 contre 2303 sur la période 2015-2016, soit +14,8%). Au total, 4,25 TWh ont été acheminés en 2016/2017 contre 3,79 TWh en 2015/2016.

Le renouvellement des compteurs se poursuit

R-GDS continue le renouvellement des compteurs domestiques de 20 ans ou plus : 3 280 compteurs de gaz à membrane ont été déposés et remplacés par des compteurs neufs au cours de l'exercice 2016/2017, contre 3 392 au cours de l'exercice précédent.

Au cours de l'exercice du 1er octobre 2015 au 30 septembre 2017, les opérations de contrôle ont concerné 1 462 installations collectives correspondant à 10 940 logements situés dans l'ensemble des concessions de R-GDS.

L'investissement est important

Le montant de la production immobilisée s'élève à 9,1 M€ contre 10,1 M€ en 2015/2016, elle concerne pour l'essentiel la réalisation d'éléments du réseau de distribution du gaz.

De même, le montant des investissements reste important et s'élève à 4 M€ contre 10,1 M€ l'exercice précédent.

L'évolution du tarif de la distribution

L'exercice a été consacré à la préparation des négociations du nouveau tarif ATRD 5, faisant l'objet d'un arrêté tarifaire qui conduira à une baisse de la grille tarifaire de 11,96% mais qui permettra néanmoins la réalisation des projets de diversification (géothermie, biométhane, optimisation énergétique…). Dans

l'attente de son entrée en vigueur, le cadre tarifaire de l'ATRD 4 a été maintenu pour une année supplémentaire, soit jusqu'au 30 juin 2018.

La stratégie d'entreprise

En 2017, R-GDS se positionne encore plus comme un acteur et un moteur de la transition énergétique du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. La saison 2016-2017 a été marqué par plusieurs temps forts démontrant la stratégie du Pôle avec notamment :

- la poursuite du développement du réseau de distribution de gaz naturel avec un total de 115 communes concédantes ;
- la montée en puissance de RCUA et RCUE qui exploitent 11 réseaux de chaleur ;
- le démarrage du chantier Wihrel à Ostwald porté par EnerD2 ;
- les travaux énergétiques du Quartier Rotterdam à Strasbourg ;
- l'attribution de la délégation de service public, du réseau de chaleur urbain Mulhouse/Rixheim à RCUA ;
- la création de la filiale R-ENR afin de supporter les projets en biométhane ;
- L'injection de biométhane dans le réseau R-GDS avec l'entrée en capital de la société « Méthaniseur des 2 vallées » à Scherwiller.

Dans un environnement en perpétuelle mutation, R-GDS s'affirme au travers d'une politique visant à amener la transition énergétique du territoire ; les ambitions de la Sem s'articulent ainsi autour de cinq axes :

- créer une dynamique territoriale de l'énergie ;
- créer une valeur ajoutée pérenne basée sur l'amélioration continue ;
- être une entreprise responsable à l'égard du territoire ;
- donner l'exemple et agir pour une énergie durable ;
- donner du sens au collectif pour relever les défis.

Le chiffre d'affaires de R-GDS augmente

Le chiffre d'affaires de la Sem s'élève à 58,6 M€, il est composé à 97,9% du produit de l'acheminement du gaz. Il augmente de 10% par rapport à la saison précédente en raison d'un double effet prix (1,7 M€)-quantité (3,6 M€).

Le résultat net est conséquent à 13 M€

La valeur ajoutée de l'entreprise est en hausse de 11,4% grâce à l'augmentation du chiffre d'affaires et de la production stockée.

Les charges de personnel s'élèvent à 16,8 M€ ; elles sont en augmentation de 374 K€ du fait de l'augmentation de la provision pour congés payés ; les effectifs et autres éléments de rémunérations restant stables.

La rentabilité de la Sem progresse : L'EBE passe de 30,6 M€ à 35,7 M€.

De même, le résultat d'exploitation s'élève à 22,8 M€ contre 16,7 M€ (+36%) grâce à l'augmentation du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée.

Le résultat financier ressort à 1,4 M€ contre 1,3 M€ l'an passé. Cette hausse provient principalement du montant des dividendes et participations perçus.

Enfin, le résultat exceptionnel s'élève à -4,5 M€ contre -3,4 K€ en 2015/2016. Ceci est lié d'une part à l'augmentation des charges exceptionnelles (+12,6 M€) composées de dotations aux provisions pour risques et charges, de charges sur opérations de gestion (externalisation engagements sociaux) et opérations de capital (VNC des titres cédés à RCUA), et d'autre part à l'augmentation des produits exceptionnels à 12,3 M€ contre 774 K€ en 2015/2016.

Au final, le résultat net s'établit à 13 M€ en augmentation de 7,5 M€ par rapport à l'année précédente.

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 75,7 M€, l'activité consolidée dégage un résultat d'exploitation de 20 M€ et un résultat net de 8,6 M€.

Une Sem en bonne santé financière

Les disponibilités sont passées de 55,8 M€ à 41,4 M€ en 2017 soit une baisse de 14,4 M€. Cette évolution est due aux opérations d'investissement qui ont dégagé un flux de trésorerie de -30 ,6 M€ au 30 septembre 2017.

La capacité d'autofinancement de la Sem est importante, elle ressort à 21,7 M€ contre 23,8 M€ en 2015/2016.

La dette bancaire augmente significativement à 6 M€ cette année, elle reste cependant très supportable.

8,9 M€ de dividendes ont été distribués aux actionnaires au titre de l'exercice, dont 4,47 M€ à la Ville de Strasbourg.

Les perspectives

L'exercice 2017/2018 sera marqué par le maintien pour une année supplémentaire, soit jusqu'au 30 juin 2018 du cadre tarifaire ATDR4. A cette date entrera en vigueur le nouveau tarif ATDR 5 entrainant une baisse de 11,96% des tarifs. Cette modification tarifaire n'aura pas d'impact sur les projets.

Concernant l'atterrissage 2017-2018, les quantités consommées sont inférieures à l'exercice précédent (-5.41%), toutefois les augmentations tarifaires ont permis de diminuer l'effet quantités et la baisse du chiffre d'affaires prévisionnel reste limitée ; il ressortirait ainsi à un peu moins de 55 M€ en diminution de 3,7 M€ par rapport à 2016-2017.

Par ailleurs, la maîtrise des charges permet de stabiliser valeur ajoutée et EBE à un haut niveau, supérieur aux prévisions : au final le résultat net prévisionnel de RGDS serait de 7,55 M€, le montant des investissements réalisés de 9,7 M€.

R-GDS continue d'investir afin de développer et densifier le réseau de gaz naturel mais aussi de développer les infrastructures énergétiques de demain, d'agir sur la performance énergétique des bâtiments et de développer localement les énergies renouvelables. Enfin, un important travail d'harmonisation des différents contrats de concession reste à engager.

BILAN

ACTIF	2017/2016 brut	2017/2016 amort. / prov.	2017/2016 net	2016/2015 net
Actif immobilisé	381 215 108	179 413 557	201 801 551	172 599 085
Immobilisations incorporelles	6 557 631	4 749 651	1 807 980	1 913 021
Immobilisations corporelles	332 110 162	174 663 906	157 446 256	158 448 851
Immobilisations financières	42 547 315	-	42 547 315	12 237 213
Actif circulant	66 601 385	471 279	66 130 106	66 053 657
Stocks	3 134 888	405 834	2 729 054	1 364 397
Avances et acomptes	35 784	-	35 784	33 910
Clients & créances	22 592 237	65 445	22 526 792	18 365 901
Disponibilités & VMP	40 838 476	-	40 838 476	46 289 448
Comptes de régularisation	476 965	-	476 965	501 872
Total	**448 293 458**	**179 884 836**	**268 408 622**	**239 154 613**

PASSIF	2017/2016	2016/2015
Capitaux propres	180 058 832	54 117 255
Capital social	9 778 000	9 778 000
Primes d'émission, de fusion,..	87 435	87 435
Réserves	37 823 695	34 072 309
Report à nouveau	488 900	488 900
Résultat de l'exercice	**13 066 194**	**7 502 716**
Subventions d'investissement	-	-
Provisions réglementées	118 814 608	2 187 896
Autres fonds propres	-	114 658 881
Provisions pour risques et charges	50 764 416	52 157 763
Dettes	35 652 377	18 118 542
Emprunts	13 499 324	1 123 197
Avances et acomptes	1 442	96 704
Dettes	22 151 611	16 898 641
Comptes de régularisation	1 932 997	102 172
Total	**268 408 622**	**239 154 613**

COMPTE DE RESULTAT

	2017/2016	2016/2015
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	58 575 916	53 187 530
Production stockée	1 393 977	104 943
Production immobilisée	9 148 894	10 062 274
Subventions d'exploitation	92 880	103 005
Reprises sur provisions, transferts de charges	1 198 575	634 739
Autres produits	468 735	424 911
Total	70 878 977	64 517 401
Charges d'exploitation		
Achats	1 627 222	2 021 441
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-43 136	-168 497
Services extérieurs	13 304 822	12 802 706
Impôts, taxes et versements assimilés	1 766 999	1 761 318
Charges de personnel	16 808 644	16 431 801
Dotations aux amortissements et provisions	12 582 553	13 059 779
Autres charges	2 071 901	1 868 546
Total	48 119 005	47 777 095
RESULTAT D'EXPLOITATION	**22 759 972**	**16 740 306**
Produits financiers	1 434 616	1 346 516
Charges financières	4 732	4 086
RESULTAT FINANCIER	**1 429 884**	**1 342 429**
Produits exceptionnels	12 329 767	774 439
Charges exceptionnelles	16 819 173	4 188 907
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-4 489 406**	**-3 414 468**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	2 209 104	7 165 551
Impôts sur les sociétés	4 425 152	-
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (*)	**13 066 194**	**7 502 716**

(*) résultats (exploitation + financier + exceptionnel) - participation - impôts sur les sociétés



SAMINS

Territoire :

Eurométropole de Strasbourg.

Activité :

Aménagement et gestion du Marché d'intérêt national de Strasbourg appelé « Marché-Gare ».

Objectifs :

- trouver de nouveaux clients susceptibles d'occuper les sites vacants,
- réaliser les travaux d'entretien de voirie et de réseaux nécessaires à l'activité,
- assurer la sécurité du site,
- dégager des potentialités foncières sur le site,
- améliorer le traitement des déchets et la réduction des nuisances logistiques,
- soutenir la production agricole locale.

SAMINS

Société d'aménagement et de gestion du Marché d'intérêt national de Strasbourg

Société anonyme d'économie mixte locale

Siège social :
MIN de Strasbourg
55 rue du Marché-Gare
67200 Strasbourg
☏ 03 88 27 24 24 🖷 03 88 27 24 23

Créée le 24 février 1959
Capital : 1 184 730 €

Président : Serge OEHLER
Directeur général: Stéphane BABILOTTE (depuis le 24/04/2017)

Objet social : la gestion du Marché d'intérêt national qui regroupe les opérateurs grossistes, producteurs, prestataires de services et acheteurs des secteurs alimentaires et horticoles.

Effectif moyen : 9,43 Etp

Commissaire aux comptes : Mazars-Fiduco

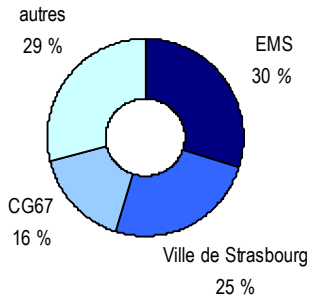
Service référent : Développement économique et de l'attractivité

CONSEIL D'ADMINISTRATION

fonction	*personne morale représentée*	*nom*
Président	**Ville de Strasbourg**	**Serge OEHLER**
Administrateurs	**Ville de Strasbourg**	**Françoise BUFFET, Jean-Jacques GSELL**
	Eurométropole	**Michael SCHMIDT, Théo KLUMPP, Christel KOHLER**
	Conseil général du Bas-Rhin	Yves LE TALLEC
	Chambre d'agriculture	Denis DIGEL
	Chambre de commerce	René TOURETTE
	Caisse des dépôts et consignations	Christine SCHMELZER
	CRCA (Caisse régionale de crédit agricole d'Alsace)	Francis BASTIEN
	Syndicat des Hôteliers restaurateurs et débitants de Strasbourg	Jacques EBER

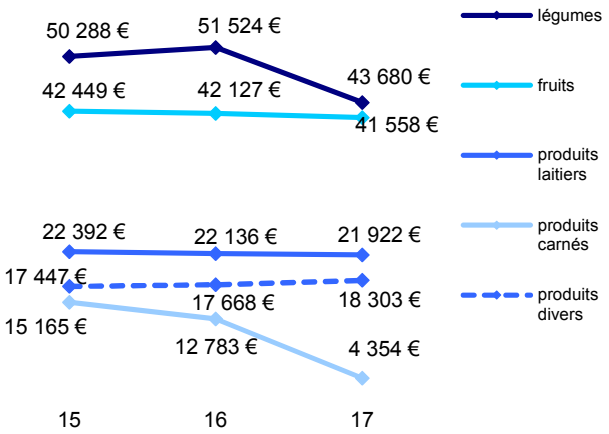
REPARTITION DU CAPITAL

actionnaires	*nbre d'actions*
Eurométropole	**2 106**
Ville de Strasbourg	**1 727**
Conseil général du Bas-Rhin	1101
Caisse des dépôts et consignations	1000
CRCA	435
Syndicat des hôteliers restaurateurs et débitants de Strasbourg	200
Chambre d'agriculture	200
Chambre du commerce	200
total	6 969

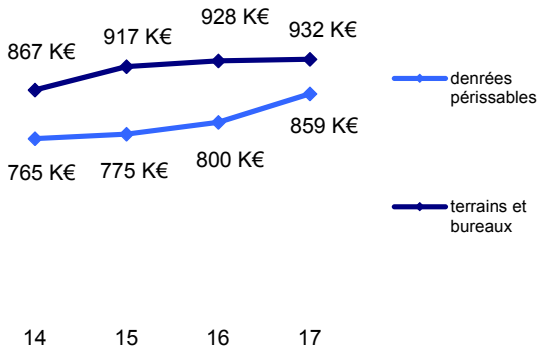


Les indicateurs

Evolution des tonnages réceptionnés selon le secteur

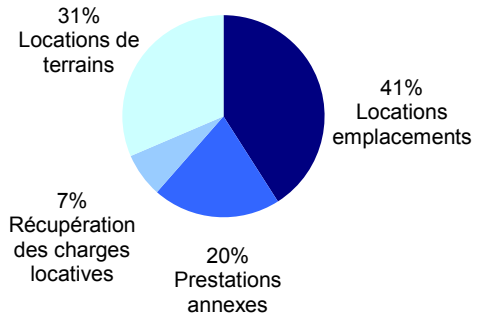


Evolution des recettes de location par type

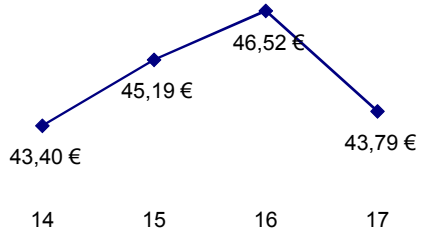


❖ **INDICATEUR FINANCIER**

Répartition du chiffre d'affaires selon le type d'activité



Evolution de la recette moyenne par m² loué



Créés par voie législative en 1953, les 18 Marchés d'intérêt nationaux français (MIN) sont des marchés de gros de produits agricoles et alimentaires, sur lesquels les producteurs et les grossistes en produits agricoles avaient l'obligation de s'implanter. Le sens de cette mesure était d'assurer, dans le cadre d'une mission de service public, l'approvisionnement des agglomérations et la transparence des transactions de gros, dans le cadre d'une saine concurrence permettant la maîtrise des prix et la qualité des produits.

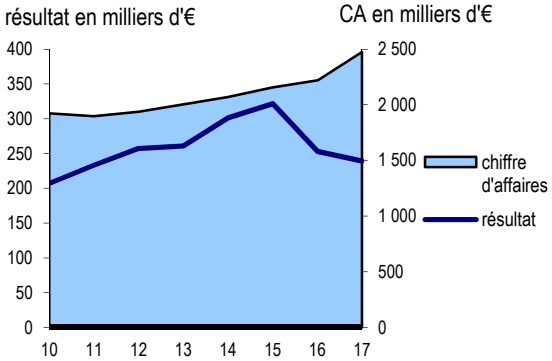
Depuis 1966, la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg ont confié à la Samins, par convention de concession, l'aménagement et la gestion de 15 hectares qui ont donné naissance au Marché-Gare.

L'activité historique du Marché-Gare est la construction d'entrepôts destinés à l'accueil des producteurs et grossistes régionaux ou nationaux en fruits et légumes, progressivement étendue à d'autres acteurs de l'agro-alimentaire (viande, marée, produits laitiers, murisserie, etc.), complétée par la filière horticole et des entrepôts d'éclatement de grandes enseignes alimentaires (Auchan, Pomona, Sapam, Leclerc Drive), qui occupent au total 56 500 m² couverts.

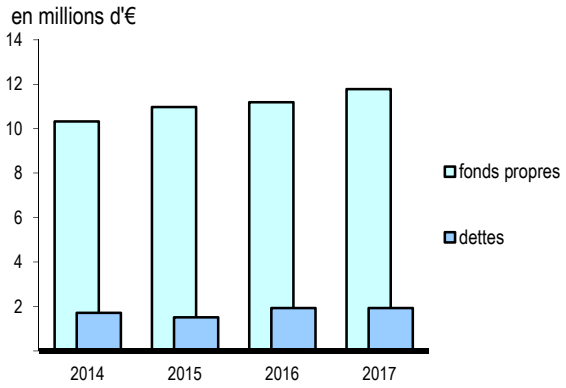
Cette activité immobilière représente aujourd'hui 80% du chiffre d'affaires de la société, le reste étant constitué de services et prestations diverses (maintenance des réseaux et infrastructures, gardiennage, enlèvements de 1 500 tonnes de déchets, concession de la brasserie, etc.).

Environ 130 000 tonnes par an de produits frais à destination de l'agglomération strasbourgeoise et de toute l'Alsace transitent par le Marché de Gros, couvrant presque 20% des besoins alimentaires locaux au travers du secteur des épiceries, des marchés de plein vent, de la restauration collective, gastronomique et touristique.

2017 est plutôt une bonne année en termes d'activité malgré un net recul des tonnages réceptionnés sur le marché d'intérêt national et un taux d'occupation des locaux en léger recul.



Evolution du résultat et du chiffre d'affaires



Evolution des fonds propres et des dettes

Inscrits au bilan, les fonds propres sont constitués par l'ensemble du passif hors dettes et comptes de régularisation.

Le chiffre d'affaires de la société, essentiellement constitué des recettes de location d'emplacements, s'élève à 2 474 K€ en 2017 contre 2 219 K€ en 2016. Le bénéfice net s'élève à 239 K€, en baisse de 5,5% par rapport à 2016.

L'activité 2017

Les tonnages de produits frais en recul

La quantité totale de marchandises réceptionnées sur les marchés (frais et secs) est en nette baisse en 2017 à 129 817 tonnes (-11% par rapport à 2016). Ceci est principalement dû à :

- la société SOCOPA Viandes qui a transféré son activité sur un site extérieur en octobre 2016 ;
- la baisse des tonnages réceptionnés en agrumes, en légumes et en pommes de terre avec respectivement, -17% ; -13% et -26% ;
- la dépréciation des volailles et des produits carnés enregistrant respectivement -12% et -66%.

De manière générale, les fruits et légumes baissent de 9%, avec près de 8 413 tonnes de moins, passant de 93 651 tonnes à 85 238 tonnes en 2017. Cette variation s'explique en partie par :

- la baisse globale de production liée aux conditions météorologiques ;
- la commercialisation de ces produits par d'autres filières de distribution (GMS/vente directe).

Cette baisse est en partie seulement compensée par la hausse des tonnages de produits surgelés réceptionnés, qui, passent de 8 512 tonnes en 2016 à 9 237 tonnes en 2017.

Des travaux de réhabilitations au sein du site

Le MIN est occupé par 32 entreprises et organismes, dont 5 représentent plus de la moitié du chiffre d'affaires locatif.

2017 est marquée par l'implantation des sociétés DF DECO et SULTAN DISTRIBUTION (700 m²). Ces nouvelles implantations de grossistes témoignent de l'attractivité du site.

La Samins est locataire des 6,9 ha de terrain du MIN, loués par bail emphytéotique à la SNCF Réseau Ferré (SNCF RF) qui s'est substituée à RFF depuis 2014.

Un avenant à la convention PARCUS-Samins a été conclu afin d'attribuer des surfaces de bureaux supplémentaires à PARCUS, acteur en pleine évolution.

2017 se caractérise également par des réorganisations et réhabilitations de surfaces au sein du site :

- EPISAVEURS qui transfère ses activités sur l'ancien site de SOCOPA ; 750 m² doivent être réhabilités (estimation du coût des travaux 300 K€), le projet de convention ayant été établi ;
- EMGT, Start-Up spécialisée dans la production d'objets alimentaires publicitaires en plein essor se déploie sur 117 m² de bureaux (55 m² initialement) et implante un atelier de production de 394 m² dans l'ancien bâtiment de Fruidor devant être réhabilité pour un montant estimé de 270 K€ ;
- le délégataire de la Ville de Strasbourg pour le stationnement en voirie, INDIGO, a repris le local anciennement occupé par la société PETIT FORESTIER en octobre 2017 (local de 300 m² réhabilité pour un montant de 310 K€) ;
- au sein de l'ancien bâtiment Fruidor, le THEATRE DU VIN étend sa zone de stockage à 210 m² (initialement 120 m²).

En 2017, la totalité de la surface disponible est occupée.

Tri sélectif : un bilan positif

Depuis le 1er janvier 2017, la Samins a mis en place un nouveau système de tri, de collecte et de valorisation des 1 500 tonnes annuelles de déchets collectés sur le site du Marché de Gros.

La refacturation aux occupants se fera selon un système

de parts fixe (par bac de collecte) et variable (prise à la levée) en fonction des déchets produits et a déjà permis une économie annuelle pour la Samins d'environ 185 K€/an.

Le CA augmente

L'année 2017 se traduit par une augmentation de 10% du chiffre d'affaires, qui atteint 2 474 K€.

La majeure partie de ce chiffre est assurée par les recettes des locations qui s'élèvent à 2 M€ en 2017 (1,9 M€ en 2016, soit +4%).

Le reste des recettes consiste en divers produits de concession (brasserie), refacturation de charges, prestations de services et produits annexes (location d'emplacements publicitaires).

Le poste « reprise sur amortissement et provisions » a fortement baissé (-316 K€) suite à une faible reprise de provisions pour gros entretiens et réparation liée à la baisse des dépenses générées dans l'exercice (l'exercice 2016 était marqué par les importants travaux de réfection de l'entrepôt Fruidor).

Au final, les produits d'exploitation baissent de 61 K€ pour atteindre 2 600 K€.

Les charges d'exploitation sont en baisse

Les charges d'exploitation sont maîtrisées, elles ont baissé de 5,4% en 2017 pour atteindre 2,3 M€ contre 2,4 M€ en 2016.

Cette baisse est principalement due à une forte baisse du poste « services extérieurs » en raison de la fin des travaux effectués à l'entrepôt Fruidor (-406 K€ sur le poste dépenses travaux).

Les charges de personnel augmentent de 40 K€ ; principalement suite au passage à temps plein du Directeur Général ainsi que son assistante à fin avril 2017, mais également suite à une embauche d'un chargé de projets en CDI à temps plein.

On peut également noter une hausse des impôts de 4,5% liée à la taxe foncière.

La valeur ajoutée augmente de 549 K€ (+56,7%), grâce à l'accroissement des produits des autres activités annexes et la diminution du poste travaux d'entretien et grosses réparations. L'EBE est également en croissance de 479 K€ (+171,4%).

Le résultat d'exploitation est en hausse de 20% pour atteindre 309 K€ en 2017 contre 245 K€ en 2016.

Le résultat financier est positif en 2017 à hauteur de 45 K€, en diminution de 58 K€ du fait de l'absence cette année de cessions de valeurs mobilières

Au final, l'exercice 2017 génère un résultat net de 239 K€, soit une baisse de 5% par rapport à 2016.

La structure du bilan est saine

L'actif net immobilisé progresse cette année (+360 K€) du fait notamment de nouvelles acquisitions corporelles et financières (immobilisations financières à hauteur de 200 K€).

Au passif, la hausse des capitaux propres de 236 K€ est liée à la constatation des bénéfices de l'exercice 2017.

Ceux-ci représentent 28 % du total bilan, ce qui représente un niveau satisfaisant.

Le taux d'endettement (dettes à long-moyen terme/fonds propres) reste stable à 37%.

La trésorerie s'établit à un niveau confortable de près de 3,4 M€.

Les perspectives

Les parcelles disponibles nécessitent des réaménagements, démolition ou construction de bâtiments neufs afin de pouvoir être exploitées ; cette situation freine une possible volonté de croissance.

Des perspectives résident toutefois dans :

- l'essor de la société SULTAN DISTRIBUTION, ayant exprimé des besoins de surface entre 600 et 800 m². La Samins propose une implantation de 680 m² dans l'ancien bâtiment Fruidor ;
- le LECLERC DRIVE présent sur le site depuis 2012 souhaite aujourd'hui s'agrandir et améliorer sa piste de livraison. Ce projet étant conditionné à une modification du PLU prévue pour 2019, la société s'est rapprochée de l'Eurométropole ;
- le chantier des futurs bureaux de la Samins a débuté et les locaux seront livrés courant 2018 ;
- une extension sur les terrains de la SNCF sur le site adjacent de la gare basse (1 à 3 hectares) reste à l'étude.

Par ailleurs, la mise en place de la collecte des Bio déchets doit débuter à compter du deuxième semestre 2018, les besoins en bacs de chaque opérateur ayant été déterminés.

Les démarches administratives ayant été finalisées, Bouygues va pouvoir implanter un pylône relais pour l'opérateur Orange au sein du site.

SIMPLY et SCOFIL (filiales Auchan) ont annoncé leur départ à l'horizon fin 2019, début 2020. Ces entrepôts libérés, moyennant des travaux de réhabilitation et de réaménagement, offriront des surfaces respectives de 7 500 m² et de 3 000 m².

Par ailleurs, le MIN pourrait étendre son périmètre foncier en élargissant son emprise place de l'Abattoir (propriété de la Ville), pour y implanter un parking accompagné d'une aire de services pour les chauffeurs, un tunnel de lavage pour les camions ainsi qu'une station d'avitaillement.

BILAN

ACTIF	2017 brut	2017 amort. / prov.	2017 net	2016 net
Actif immobilisé	10 568 924	525 651	10 043 273	9 682 953
Immobilisations incorporelles	12 165	11 830	335	335
Immobilisations corporelles	9 347 663	513 821	8 833 842	8 673 609
Immobilisations financières	1 209 096	-	1 209 096	1 009 009
Actif circulant	3 641 101	-	3 641 101	3 420 477
Stocks	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Clients & créances	253 011	-	253 011	202 121
Disponibilités & VMP	3 388 090	-	3 388 090	3 218 356
Comptes de régularisation	20 575	-	20 575	20 362
Total	**14 230 600**	**525 651**	**13 704 949**	**13 123 792**

PASSIF	2017	2016
Capitaux propres	3 837 434	3 601 194
Capital social	1 184 730	1 184 730
Primes d'émission, de fusion,..	-	-
Réserves	2 213 721	1 960 521
Report à nouveau	-	-
Résultat de l'exercice	**239 293**	**253 200**
Subventions d'investissement	199 690	202 743
Provisions réglementées	-	-
Autres fonds propres	106 236	106 236
Provisions pour risques et charges	7 833 490	7 479 473
Dettes	1 924 644	1 933 744
Emprunts	1 469 814	1 510 632
Avances et acomptes	-	-
Dettes	454 830	423 112
Comptes de régularisation	3 145	3 145
Total	**13 704 949**	**13 123 792**

COMPTE DE RESULTAT

	2017	2016
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	2 474 009	2 219 205
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	-	-
Reprises sur provisions, transferts de charges	126 181	442 223
Autres produits	66	4
Total	2 600 256	2 661 432
Charges d'exploitation		
Achats	-	-
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	955 609	1 250 382
Impôts, taxes et versements assimilés	271 140	259 006
Charges de personnel	488 638	430 263
Dotations aux amortissements et provisions	573 247	474 170
Autres charges	2 219	2 213
Total	2 290 853	2 416 034
RESULTAT D'EXPLOITATION	**309 403**	**245 398**
Produits financiers	60 932	120 554
Charges financières	16 129	17 705
RESULTAT FINANCIER	**44 803**	**102 849**
Produits exceptionnels	6 136	3 053
Charges exceptionnelles	900	404
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**5 236**	**2 650**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	-	-
Impôts sur les sociétés	120 149	97 697
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (*)	**239 293**	**253 200**

(*) résultats (exploitation + financier + exceptionnel) - participation - impôts sur les sociétés

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE



STRASBOURG EVENEMENTS

Territoire :

Strasbourg et son agglomération.

Activité :

Gestion, animation, et promotion d'équipements publics contribuant au rayonnement de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS).

Objectifs :

- Renforcer la compétitivité de Strasbourg événements sur le marché national et international,
- Développer l'accueil de la rencontre économique à Strasbourg, notamment dans le cadre du projet Wacken Europe,
- Poursuivre la politique de maîtrise des coûts de gestion.

STRASBOURG EVENEMENTS

Société anonyme d'économie mixte locale

Siège social :
Place de Bordeaux – Wacken
67082 Strasbourg
☏ 03 88 37 67 67 🖷 03 88 25 61 96

Créée le 21 janvier 1992
Capital : 1 460 279 €

Objet social :

- la gestion, l'animation et la promotion d'équipements publics locaux tels que parcs d'expositions, centres de congrès ou de sport, ou de tous les autres équipements ouverts au public,
- la conception, l'organisation, la participation, le financement direct ou en partenariat, de toute manifestation, éventuellement, la réalisation ou l'investissement répondant à l'objet social et contribuant à la promotion de Strasbourg et de sa région.

Effectif moyen (équivalent temps plein) : 114,2 Etp

Présidente du conseil de surveillance : Nawel RAFIK-ELMRINI
Président du directoire : Jean-Eudes RABUT
Directrice générale : Albane PILLAIRE

Commissaires aux comptes : Cabinet Wernert et Hugueny / Mazars

Direction référente : Direction du développement économique et de l'attractivité

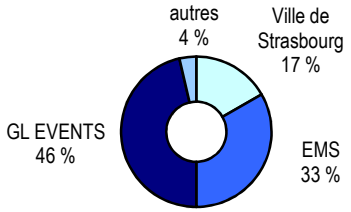
CONSEIL DE SURVEILLANCE

fonction	*personne morale représentée*	*nom*
Présidente	**Ville de Strasbourg**	**Nawel RAFIK-ELMRINI**
Administrateurs	**Ville de Strasbourg**	**Jean-Jacques GSELL**
	Eurométropole de Strasbourg	**Alain FONTANEL, Catherine TRAUTMANN, Jacques BIGOT, Danielle DILIGENT**
	GL events	Olivier ROUX, Erick ROSTAGNAT, Christophe CIZERON
	CCI Alsace Eurométropole	Catherine SALOMON
	Région Grand Est	Georges SCHULER
	Ville de Kehl	Fiona HÄRTEL

DIRECTOIRE

fonction	*nom*
Président	Jean-Eudes RABUT
Membres	Daniel CHAPIRO

Directrice générale : Albane PILLAIRE



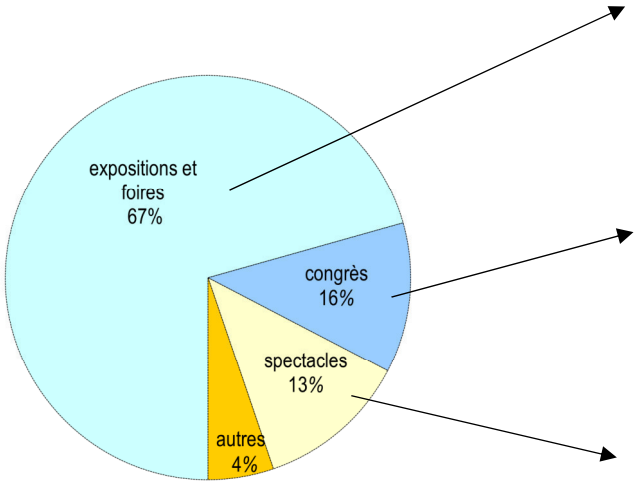
REPARTITION DU CAPITAL

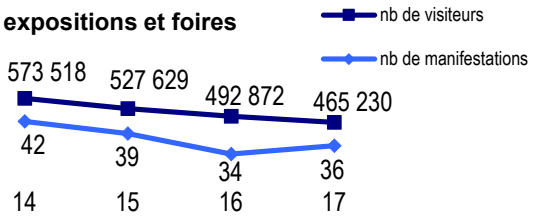
actionnaires		*Nombre d'actions*
Ville de Strasbourg		**3 998**
Eurométropole de Strasbourg		**7 976**
GL Events		11 097
CCI Alsace Métropole		240
Région Grand Est		400
Ville de Kehl		50
Office de tourisme de Strasbourg et sa Région		2
Autres porteurs		176
	total	23 939

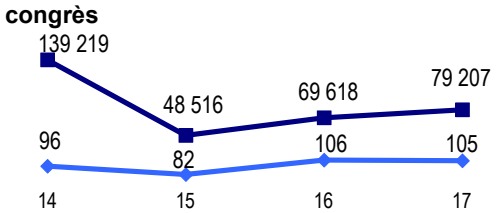
Les indicateurs

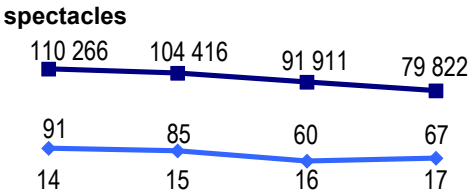
❖ **ACTIVITE**

Répartition de la fréquentation par type de manifestation



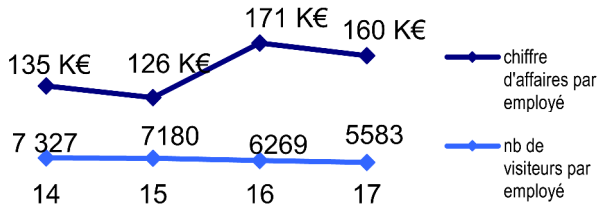




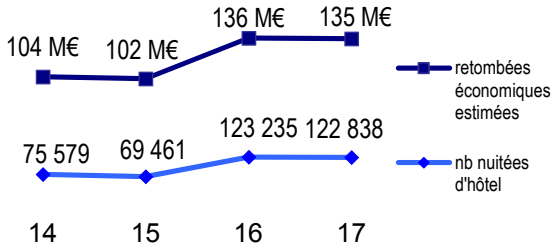


❖ **INDICATEUR FINANCIER**

Evolution du chiffre d'affaires et du nombre de visiteurs rapportée à l'effectif



Evolution des retombées économiques



L'action C4 de la feuille de route stratégique Strasbourg Eco 2020 prévoit la modernisation et l'extension des infrastructures du Parc des expositions (PEX) et du Palais de la musique et des congrès (PMC), pour répondre aux enjeux d'accueil de la rencontre économique à Strasbourg.

La Ville et l'Eurométropole ont ainsi lancé un programme ambitieux pour l'accueil de la rencontre économique : le projet « Wacken-Europe ».

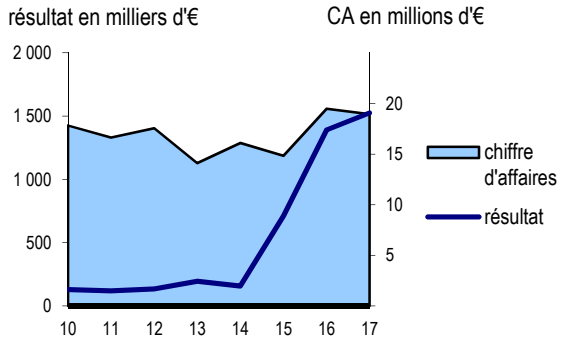
Ce dernier comprend l'extension (12 200 m² de surfaces planchers supplémentaires) et la modernisation du PMC (sur 2013-2016), la construction d'un nouveau Parc des expositions (sur 2019-2021), ainsi que la réalisation d'un quartier d'affaires international en deux tranches (2013-2018, puis 2018-2025).

Ces nouveaux équipements devant évoluer dans un marché de l'événementiel de plus en plus concurrentiel et en pleine mutation, Strasbourg événements, en accord avec ses actionnaires historiques majoritaires, a décidé de s'adosser à un partenaire professionnel de l'événementiel ayant une envergure internationale, le groupe GL Events. GL est ainsi entré au capital de la Sem à hauteur de 46%, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg sont restés actionnaires majoritaires.

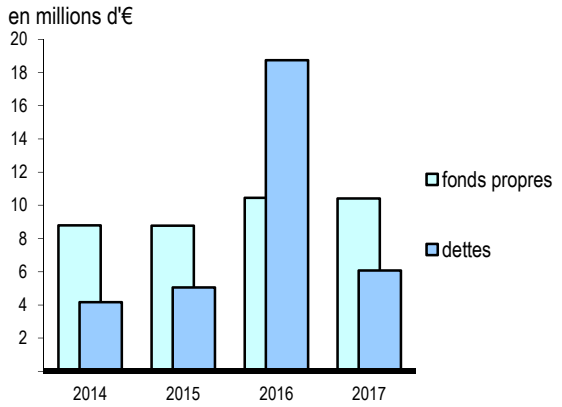
Ce partenariat se traduit également par la mise en place d'une nouvelle gouvernance depuis le 1er septembre 2014, avec Conseil de surveillance et Directoire, afin de permettre à chacune des parties d'exercer pleinement son rôle et ses responsabilités : la maîtrise de la stratégie de l'équipement sur le territoire, ainsi que la surveillance de la société d'une part, le management opérationnel d'autre part.

Une nouvelle délégation de service public est entrée en vigueur le 1er novembre 2016 pour une durée de 20 ans et 2 mois ; elle a été confiée à la SEM par délibération du 30 janvier 2015.

L'année 2017 est la première année complète d'exploitation du PMC après 3 années de travaux de restructuration, modernisation et extension.



Evolution du résultat et du chiffre d'affaires



Evolution des fonds propres et des dettes

inscrits au bilan, les fonds propres sont constitués par l'ensemble du passif hors dettes et comptes de régularisation.

Compte tenu de la réduction du périmètre sur le PEX et du fait qu'il s'agit d'une année sans tenue du salon EGAST, 2017 est une bonne année en termes d'activité.

La société a ainsi dégagé un CA de 18,93 M€ contre 19,48 l'an dernier, générant un résultat net de 1,53 M€, grâce notamment à la bonne maîtrise des charges d'exploitation.

L'activité 2017

Les nouvelles dimensions et fonctionnalités ont permis d'accueillir des congrès d'envergure internationale.

Au total, 240 manifestations et 658 698 visiteurs ont été accueillis sur les 2 sites en 2017.

- **L'activité « expositions, foires et salons » est en léger recul**

Au total 36 expositions, foires et salons se sont déroulés en 2017 (contre 39 en 2016) pour un chiffre d'affaires de 7,8 M€ (contre 9,3 M€ en 2016 et 8,8 M€ en 2015, année sans tenue de salon EGAST).

En 2017, la fréquentation des foires et salons diminue de 6% à 465 230 personnes.

La foire européenne a vu sa fréquentation légèrement s'améliorer avec 177 000 visiteurs contre 174 329 visiteurs en 2016 et ce malgré la réduction de 2 000 m² de surface extérieure liée au chantier Maillon.

Avec 889 exposants et 4,1 M€ de chiffre d'affaires, la Foire reste l'évènement phare du Grand Est.

D'autres salons ont rassemblé de nombreux visiteurs comme le salon Tourissimo (16 300 visiteurs), le Salon de l'Habitat (14 464 visiteurs) ou encore St.art (20 012 visiteurs).

- **Le nombre de congrès et colloques est stable**

Le nombre de congrès et colloques est stable avec 105 évènements organisés (contre 106 en 2017), dont 19 de dimension internationale et 28 de dimension nationale.

Le nouvel équipement a permis d'accueillir à nouveau des manifestations qui avaient été délocalisées pendant les travaux comme par exemple E-MRS Spring meeting rassemblant plus de 2 300 participants ou encore les Entretiens Territoriaux de Strasbourg.

La fréquentation des congrès et colloques progresse (79 207 participants en 2017 contre 69 618 en 2016).

Les principales manifestations organisées en 2017 sont le Congrès de l'Union Sociale pour l'Habitat (12 000 participants), Preventica (5 000 participants) ou encore les journées Cofrend (2 000 participants).

- **Le nombre de « spectacles » repart à la hausse**

L'activité spectacle connait depuis 2014 un repli : cependant, après une baisse des manifestations de -41% en 2016 ce nombre repart à la hausse en 2017 avec 67 spectacles. En revanche le nombre de spectateurs diminue (79 822 spectateurs contre 91 911 l'année précédente soit -13%).

- **L'activité extérieure recule**

L'activité de conception et réalisation de stands en France ou à l'étranger a généré un chiffre d'affaires de 400 K€ cette année. Cette activité varie selon les années en fonction notamment du résultat des appels d'offres.

- **Des retombées économiques quasi stables**

Sur 2017, les retombées économiques liées aux dépenses des congressistes, exposants et visiteurs sont estimées à 134,9 M€ (135,6 M€ en 2016 soit -0,46%), dont 84,9 M€ générées par le PMC et 50 M€ par le Parc des expositions.

- **Des clients plutôt satisfaits**

Strasbourg Evènements mesure la satisfaction des clients, organisateurs et visiteurs au moyen d'enquêtes : la note moyenne accordée par ces derniers est de 8,1/10 contre 7,4 en 2016.

Les clients ont particulièrement salué la qualité de la préparation des manifestations, les relations avec le personnel ou encore le service de restauration.

- **Une démarche environnementale et sociale**

  L'activité évènementielle est éphémère donc polluante, c'est la raison pour laquelle la SEM s'est engagée dans une démarche de certification ISO 14001, qui a abouti en 2017. Les mesures portent sur la consommation d'eau et d'énergie ainsi que sur le recyclage des déchets (moquettes recyclables par exemple). Par ailleurs, la SEM s'engage dans une démarche de certification en responsabilité sociale de l'entreprise.

- **Le PMC poursuit le programme d'investissements**

  3,5 M€ d'investissement sont prévus sur le seul parc matériel du PMC, financé à hauteur de 1 M€ par l'EMS. 1,5 M€ ont été réalisés en 2015 et 1,299 M€ en 2016 et 2017. Le reste est reporté sur l'exercice 2018.

Le chiffre d'affaires augmente fortement à année comparable et les charges diminuent

Le chiffre d'affaires est à 100 % composé des produits de la DSP ; à 18,9 M€, il est en légère diminution par rapport à 2016 (-3%) mais si on raisonne en année comparable (année sans salon EGAST), il est en forte croissance (+ 28%) par rapport à l'année 2015.

Cette hausse s'explique par les fortes augmentations des recettes issues des congrès et colloques (+173% entre 2015 et 2017) et des recettes diverses (+82%).

En revanche les recettes salon et foire sont en diminution (-11% entre 2015 et 2017).

Le CA se ventile par activité de la façon suivante (en K€ HT) :

foire et salons	congrès & conventions	spectacles	manif. diverses	location restauration
7 810	7 767	1 049	1 146	1 160

La part de CA générée par le seul Parc des expositions est d'environ 8 M€, dont 5,7 M€ pour les manifestations organisées par Strasbourg (4 M€ pour la seule Foire européenne) et 2 M€ pour les manifestations accueillies.

Les charges d'exploitation diminuent en passant de 18,42 M€ en 2016 à 16,95 M€ (-8%) en 2017:

- le « plan action achats » a permis de réduire les charges d'environ 460 K€ ;
- les charges salariales diminuent de 10% à 5,9 M€, la masse salariale 2016 intégrant des coûts de départ ;
- si les dotations aux amortissements progressent avec l'évolution du plan d'investissement, les provisions sont en forte baisse (une importante provision pour litige avait été constituée en 2016).

Au final, malgré la réduction de périmètre du parc des expositions lié aux travaux du Maillon, 2017 a été une bonne année en termes d'activité et la bonne maîtrise des charges a permis de dégager un résultat d'exploitation de 2,17 M€ contre 2,12 M€ en 2016 soit une hausse de 3%.

Le résultat exceptionnel s'élève à 147 521 € en raison de produits exceptionnels sur opérations en capital (quote-part de la subvention d'investissement virée au compte de résultat).

Le résultat net s'élève à 1,53 M€. Il est en hausse de 10% par rapport à l'année précédente.

Par ailleurs, une distribution de participations aux collaborateurs et de dividendes aux actionnaires a été effectuée (240 K€ pour la Ville de Strasbourg et 479 K€ pour l'Eurométropole).

La structure du bilan est saine

Le niveau des capitaux propres augmente à 55% contre 33% du total du bilan en 2017. L'endettement bancaire est quasi-nul et la trésorerie, à hauteur de 10,5 M€, est confortable, malgré les distributions de dividendes.

A noter que le total du bilan est en forte baisse, cette variation s'explique par le transfert de droit à déduction de la TVA sur le PMC opéré en 2016 par Strasbourg évènements, qui impacte les postes créances (vis-à-vis de l'Etat) et dettes (vis-à-vis de l'EMS) à hauteur d'environ 11 M€.

Les perspectives

En 2018 la SEM mettra en œuvre son nouveau projet d'entreprise à 3 ans avec pour axes stratégiques :

- le développement des activités et l'optimisation des recettes : de nombreuses manifestations sont déjà annoncées pour 2018, telles que le salon EGAST, le salon de l'Habitat ou encore le premier salon Auto-moto. Le carnet de commande comprend également des congrès d'envergure (journée nationales des gynécologues, Congrès des matériaux…) ;
- l'optimisation des coûts et la maîtrise des consommations (achats groupés, challenge énergie, renforcement du contrôle de gestion…) ;
- l'adaptation de l'entreprise : digitalisation, certification, modernisation des outils et l'intégration dans le nouveau système d'information du réseau GL (logiciel EBMS) ;
- plan d'accompagnement de l'immobilier PMC/PEX.

L'objectif de chiffre d'affaires prévu pour 2018 est de 22,2 M€ soit une croissance de 14% par rapport à 2016 (année comparable avec tenue du salon EGAST), avec un objectif à terme, à isopérimètre, de 25 M€ en 2020.

Enfin a été actée par l'EMS la construction d'un PEX de 25 000 m² d'exposition couverte livrable pour mi-2021.

D'ici là, et compte tenu de l'avancement des travaux sur quartier Archipel 2, une réflexion est entamée avec le délégataire sur la livraison de halls provisoires sur la plateforme Fritz Kiener ; l'opération fera l'objet d'un avenant à délibérer avant la fin de l'année 2018.

BILAN

ACTIF	2017 brut	2017 amort. / prov.	2017 net	2016 net
Actif immobilisé	10 055 112	7 536 431	2 518 681	2 755 295
Immobilisations incorporelles	208 100	205 535	2 565	5 275
Immobilisations corporelles	9 492 649	7 330 896	2 161 753	2 399 787
Immobilisations financières	354 363	-	354 363	350 233
Actif circulant	15 520 907	474 507	15 046 400	26 707 257
Stocks	14 861	-	14 861	12 509
Avances et acomptes	8 367	-	8 367	6 672
Clients & créances	5 031 690	474 507	4 557 183	16 324 524
Disponibilités & VMP	10 465 989	-	10 465 989	10 363 552
Comptes de régularisation	157 083	-	157 083	116 498
Total	**25 733 102**	**8 010 938**	**17 722 164**	**29 579 050**

PASSIF	2017	2016
Capitaux propres	9 834 530	9 843 687
Capital social	1 460 279	1 460 279
Primes d'émission, de fusion,..	1 540 424	1 540 424
Réserves	2 524 570	2 524 570
Report à nouveau	1 929 952	1 927 620
Résultat de l'exercice	**1 526 701**	**1 390 794**
Subventions d'investissement	852 604	1 000 000
Provisions réglementées	-	-
Autres fonds propres	-	-
Provisions pour risques et charges	577 910	610 874
Dettes	6 071 018	18 740 583
Emprunts	1 883	5 874
Avances et acomptes	1 010 877	798 437
Dettes	5 058 258	17 936 273
Comptes de régularisation	1 238 706	383 906
Total	**17 722 164**	**29 579 050**

COMPTE DE RESULTAT

	2017	2016
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	18 933 389	19 482 818
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	-	-
Reprises sur provisions, transferts de charges	179 234	721 298
Autres produits	14 909	335 764
Total	19 127 532	20 539 880
Charges d'exploitation		
Achats	159 226	120 897
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-2 352	-938
Services extérieurs	9 655 348	10 439 915
Impôts, taxes et versements assimilés	432 171	360 526
Charges de personnel	5 862 196	6 531 587
Dotations aux amortissements et provisions	651 321	871 659
Autres charges	196 563	99 103
Total	16 954 473	18 422 748
RESULTAT D'EXPLOITATION	**2 173 059**	**2 117 133**
Produits financiers	18 894	185 997
Charges financières	-	-
RESULTAT FINANCIER	**18 894**	**185 997**
Produits exceptionnels	147 521	-
Charges exceptionnelles	-	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**147 521**	**-**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	201 674	210 438
Impôts sur les sociétés	611 099	701 897
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (*)	**1 526 701**	**1 390 794**

(*) résultats (exploitation + financier + exceptionnel) - participation - impôts sur les sociétés



COMPAGNIE DES TRANSPORTS STRASBOURGEOIS

Territoire :

Bassins de déplacement de Strasbourg, Eurométropole (urbain), et Bas-Rhin (interurbain) via sa filiale CTBR.

Activités :

- concessionnaire de transport public de voyageurs,
- maîtrise d'ouvrage des projets de développement du réseau de transport urbain,
- gestion de la délégation de service public relative au vélo partagé, via sa filiale Strasbourg mobilités.

Objectif :

Augmenter la part modale des transports publics dans les déplacements à l'intérieur de l'Eurométropole.

Principales réalisations à Strasbourg :

- un réseau de tramway et de bus à haut niveau de service en site propre répartis sur 7 lignes de tramways maillées (71.8 km de lignes commerciales) ;
- un réseau de 26 lignes régulières de bus ;
- 88.7 millions de déplacements en 2017.

CTS

Compagnie des transports strasbourgeois

Société anonyme d'économie mixte locale

Siège social :
14 rue de la Gare aux marchandises
67200 Strasbourg
☏ 03 88 77 70 11 🖷 03 88 77 70 99

Créée le 5 avril 1877 Capital : 5 000 000 €

Président du conseil d'administration : Alain FONTANEL
Directeur général : Jean-Philippe LALLY

Objet social : organisation, exploitation et développement de tous les services publics et accessoirement privés de transports de voyageurs et de marchandises

Effectif moyen (équivalent temps plein) : 1 551 Etp

Commissaires aux comptes : Serge DEBS et Pierre-Nicolas GUG, commissaires inscrits près la Cour d'appel de Colmar

Service référent : Déplacements - Direction Mobilité, espaces publics et naturels

FILIALES ET PARTICIPATIONS

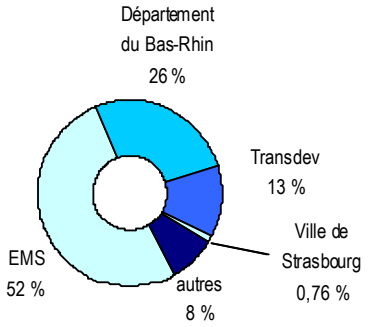
Sociétés	*forme juridique*	*% de capital détenu*	*capital social nominal*
Habitation moderne	SAEM	*7,93*	*1 500 000 €*
CTBR	SAS	*61*	*500 000 €*
Strasbourg Mobilités	SAS	*70*	*30 000 €*

CONSEIL D'ADMINISTRATION au 26/04/2018

Fonction	***Personne morale représentée***	***Nom***
Président	**Eurométropole de Strasbourg**	**Alain FONTANEL**
1er Vice-président	Conseil départemental	Sébastien ZAEGEL
2ème Vice-président	**Eurométropole de Strasbourg**	**Pierre PERRIN**
Administrateurs	**Eurométropole de Strasbourg**	**Roland RIES, Robert HERRMANN, Marie-Dominique DREYSSE, Fabienne KELLER, Anne-Pernelle RICHARDOT**
	Conseil départemental	Etienne BURGER Yves LE TALLEC
	Transdev	Laurent GELHAYE
	CDC	Laurence DEHAN
Censeurs	Ville de Kehl	Harald KRAPP
	Kéolis	Frédéric BAVEREZ
	Eurométropole de Strasbourg	Alain JUND

REPARTITION DU CAPITAL

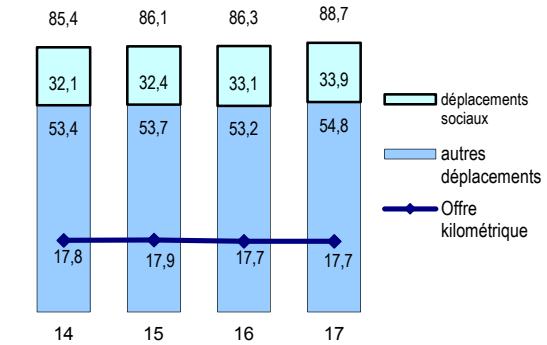
actionnaires	*nbre d'actions*
Eurométropole de Strasbourg	**104 736**
Département du Bas-Rhin	52 623
Transdev	25 000
Caisse des dépôts et consignations	8 320
Electricité de Strasbourg	3 134
Ville de Strasbourg	**1 514**
BECM	1 144
Caisse d'épargne	1 144
CIC EST	1 144
Franpart SA	1 144
Habitation moderne	58
Auto'trement	29
Banque Populaire	10
total	200 000



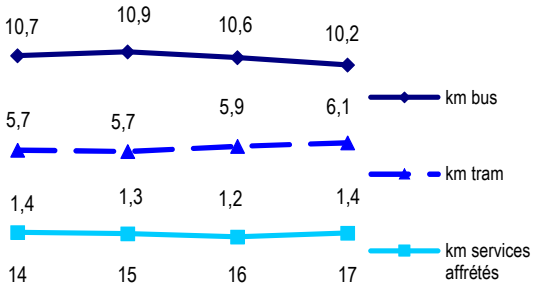
Les indicateurs

❖ **ACTIVITE**

Evolution de la fréquentation et de l'offre kilométrique
(en fonction des publics, en millions)

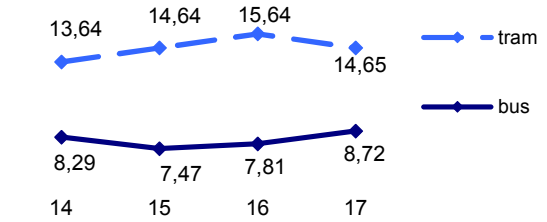


Evolution de l'offre kilométrique par type de transport
(en millions de kilomètres)

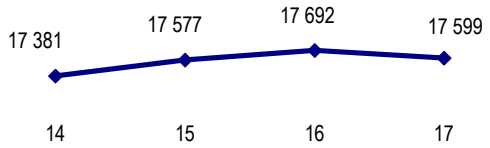


❖ **INDICATEURS FINANCIERS**

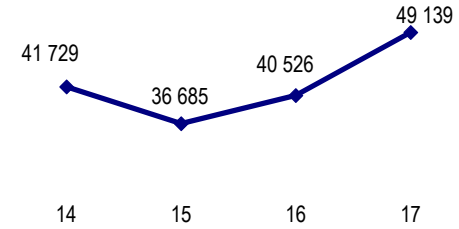
Evolution de l'âge moyen du parc de véhicules



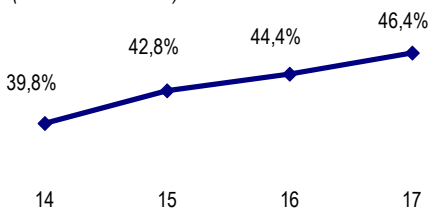
Evolution des kilomètres parcourus par agent roulant



Evolution du nombre de fraudes relevées sur le réseau urbain



Evolution du taux de couverture des charges d'exploitation par les recettes*
** recettes du trafic divisé par les charges d'exploitation (hors investissement) x 100*



La CTS exploite fin 2017 :

- le réseau urbain de transports publics délégué par l'Eurométropole de Strasbourg : 26 lignes régulières de bus, 7 lignes de tramway maillées et une ligne de bus à haut niveau de service (71.8 km, 95 stations) ;
- 10 parkings-relais offrant 4 232 places de stationnement sur le territoire de l'Eurométropole ;
- 17 véloparcs.

Elle exploite aussi, via ses filiales CTBR et Strasbourg Mobilités, les délégations de service public relatives au transport interurbain (CD 67) et au vélo partagé (EMS).

L'activité 2017

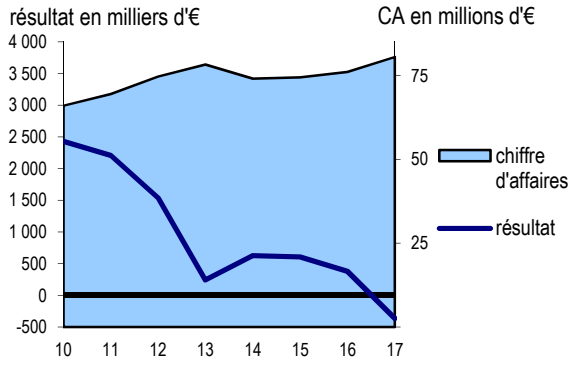
L'activité 2017 de la société est marquée par :

- l'inauguration de l'extension de la ligne D du tramway vers l'Allemagne ;
- la signature avec l'EMS d'un contrat de performance préparant le renouvellement de la DSP à l'horizon 2020 ;
- les festivités relatives aux 140 ans de la CTS ;
- un nouveau projet d'entreprise pour la période 2014-2020.

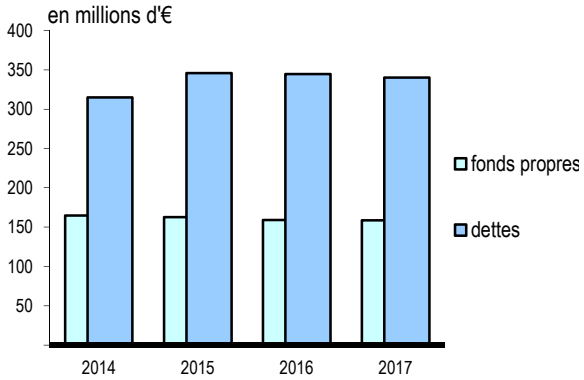
La fréquentation augmente malgré une offre stable

- Après les extensions intervenues en 2016 (lignes A et E vers Illkirch Graffenstaden et une importante restructuration du réseau bus dans le même secteur) le moment fort de l'année 2017 a été le franchissement du Rhin par le tramway strasbourgeois le 29 avril pour desservir **Kehl** au terme d'un chantier exceptionnel de trois ans impliquant la construction de deux ponts, dont un sur le Rhin, et 2,7 km de rails. Une convention d'exploitation a été signée avec TDK, l'exploitant de la Ville de Kehl.

  Ce projet, d'un coût global de 90 M€, doit jouer un rôle moteur dans le développement des liaisons transfrontalières, renforcer la desserte de la zone portuaire et du secteur des Deux rives.



Evolution du résultat et du chiffre d'affaires



Evolution des fonds propres et des dettes

Inscrits au bilan, les fonds propres sont constitués par l'ensemble du passif hors dettes et comptes de régularisation.

- **L'offre de transport urbain** : après avoir légèrement diminué en 2016, l'offre de transport urbain est quasiment stable (+ 0.1%) entre 2016 et 2017 pour s'établir à 17 725 983 km (y compris les km sous-traités). La part bus sous-traitée a augmenté et représente 7,7% de l'offre globale.
- **La fréquentation :** malgré l'impact négatif des grèves (2,84 jours de grève soit 700 000 déplacements en moins) liées principalement aux inquiétudes générées par la mise en place du contrat de performance et une offre kilométrique stable, la fréquentation augmente de 2.8% par rapport à 2016 soit 88 689 235 déplacements, dont 38,2% de déplacements sociaux.
  Les 137 686 abonnés représentent 78,2% du trafic total (contre 78.6% en 2016).
- **Les tarifs** ont augmenté en moyenne de 1,61% au 1er juillet 2017 (majoration des abonnements, stabilité des prix des tickets unitaires).
- **Le taux de fraude** a progressé entre 2016 et 2017 passant de 9,7% à 10,7%. Depuis fin 2017 la lutte contre la faute s'est donc intensifiée (nouvelles méthodes et intensification des contrôles, hausse du tarif des amendes).
- Le 23 juin 2017 a été signé entre la CTS et l'Eurométropole **un contrat de performance** qui, dans la perspective du renouvellement de la DSP a pour objectif de permettre 6 millions d'euros d'économies sur la contribution versée par l'Eurométropole dont 5 millions du seul ressort de l'entreprise. 5 axes d'économie ont été identifiés :
  - une amélioration de la productivité d'exploitation, grâce à l'augmentation de l'affrètement (en particulier de nouvelles lignes périurbaines) ;
  - l'intensification de la lutte contre la fraude ;
  - l'optimisation de la maintenance ;
  - la politique sociale et la réduction de l'absentéisme ;
  - l'amélioration de la vitesse commerciale de 0,5 km (aménagement de voirie réalisés par l'EMS, priorités de bus).

  Déclinés depuis janvier au travers de multiples chantiers, les 4 premiers leviers de productivité ont déjà permis une économie de 3,3 M€.
- **La CTS a fêté en 2017 ses 140 ans** et a mené à cette occasion de nombreuses actions : changement de logo, exposition, création musicale, publication d'un ouvrage valorisant le métier et le travail des agents**.**
- **Le projet d'entreprise** initié en 2014 avec pour objectif d'optimiser le fonctionnement du réseau et préparer la fin de la concession s'est poursuivi en 2017 et couvre désormais une période plus longue, jusqu'en 2020. Fin 2017, 75% des actions planifiées ont été réalisées. Ainsi, le rapport social, sociétal et environnemental pointe l'exemplarité de la société en particulier son engagement en faveur du développement durable avec un projet en cours d'installation de panneaux photovoltaïques.
- **Les RH :** 3 accords ont été signés en 2017 avec le personnel, concernant l'évolution des salaires, l'intéressement et l'évolution des conditions de travail.
- **La productivité du personnel** diminue de 1% en 2017 à 17 599 km. Les indicateurs RH ont connu des évolutions contrastées en 2017 : si le taux d'absentéisme (5,6% contre 6,22% en 2016) et le taux d'inaptitude (6,2 ETP contre 9,3 ETP en 2016) continuent de baisser, le taux d'accident du travail a augmenté (2,45% contre 2,31% en 2016).
- Enfin, la vitesse commerciale diminue légèrement pour les bus en 2017 à 16,76 km/h (16,98 km/h en 2016) mais progresse à 18,38 km/h (18,28 km/h en 2016) pour les tramways.

- A fin 2017, **le parc véhicules** se compose de 101 rames de tram, dont 52 rames Citadis, 224 bus et 11 BHNS. Tous les bus sont équipés de 2 places PMR. 66% du parc roule au gaz ; un marché a été passé auprès de Solaris pour commander 7 bus articulés. L'âge moyen du parc tram/bus se situe respectivement à 14,6 ans et 8,7 ans.

  L'année 2017 est marquée par la livraison de 11 rames Citadis nouvelle génération parmi les 22 attendues et par la poursuite des grandes révisions des rames achetées en 2005 ainsi que par le début du démantèlement des rames Bombardier 1ère génération.

- Enfin, **les travaux** se poursuivent en 2017 avec l'extension de la ligne D vers la mairie de Kehl et l'extension de la ligne E vers la Robertsau.

Un CA en forte hausse

Le **chiffre d'affaires** de la société augmente de 5,8 % à 80,5 M€ contre 76 M€ en 2016, il est composé :

- des recettes directes clients à hauteur de 51, 5 M€ en hausse de 5,4 % du fait de l'évolution tarifaire et de la progression de la fréquentation ;
- des compensations sociales, en légère hausse par rapport à 2016 de 21,9 M€ ;
- de compensations diverses (scolaires, titres combinés) à hauteur de 1,7 M€ et des pénalités liées à la fraude à hauteur de 1,3M€.

Les recettes annexes sont composées des produits publicitaires (320 K€) et du produit des assistances aux filiales, notamment la CTBR (2,7 M€).

Les transferts de charges passent de 49,4 M€ à 50,6 M€ en 2017 ; ce poste comprend notamment les transferts de charges correspondant aux amortissements et provisions intégrées dans la contribution EMSD, ainsi qu'à la quote-part de subvention virée au résultat. Les **charges d'exploitation** sont globalement maitrisées et augmentent de 1,3% à 180,3 M€ contre 178 M€ en 2016, malgré la hausse des énergies.

Par ailleurs, **les charges de personnel** augmentent légèrement (+2,3%) en raison d'événements non récurrents et de la hausse du taux de charges sociales ; à 79,5 M€ elles représentent près de 45% du total des charges.

La structure du compte d'exploitation s'améliore : les recettes de trafic couvrent 46,4% des charges d'exploitation (hors investissement) contre 44,4% en 2016 : ce taux de couverture est largement supérieur à la moyenne des réseaux dont la population est supérieure à 250 000 habitants qui est de 36 %.

Le déficit d'exploitation se réduit à -318 K€ en 2017 contre -410K€ en 2016, du fait de la hausse des produits d'exploitation et de la maîtrise des charges.

Le résultat financier passe de 394 K€ en 2016 à 260 K€ en 2017. Les taux de financement, toujours très bas, impactent à la fois les charges financières (en diminution du fait de la baisse des taux variables) mais aussi les produits.

Le résultat exceptionnel baisse à - 372 K€ contre 324 K€ en 2015 du fait notamment d'une diminution des produits nets liés aux amortissements dérogatoires, une baisse des indemnités d'assurances encaissées et des rappels de taxe liés à la fiscalité de l'énergie.

Au final, **le résultat net** s'élève à - 363K€ contre 382 K€ en 2016.

Le niveau d'emprunt est en augmentation du fait de la conclusion de nouveaux emprunts à long terme en 2017 pour financer de nouveaux bus et rames de tram, le renouvellement des équipements billettiques et les travaux d'extension des lignes E et F. Le total de la dette atteint 258,7 M€ fin 2017, hors crédit-bail.

La trésorerie connait un recul de 1,3 M€ en 2017 ; elle reste toutefois à un niveau confortable de 22,6 M€.

La contribution de fonctionnement diminue de 2% en 2017 et s'élève à 107,2 M€ HT. Elle se compose d'une participation aux charges d'exploitation de 65,5 M€ (dont la compensation des tarifs sociaux à hauteur de 21,9 M€) et de 41,6 M€ au titre de l'investissement, dont 5,6 M€ de charges financières.

Les perspectives

L'année 2018 sera marquée par la création de deux lignes de bus structurantes de type L, le prolongement de la ligne D sur le territoire allemand, et les travaux d'extension de la ligne E vers la Robertsau et de la ligne F vers Koenigshoffen.

A partir du 1er juillet 2018, la technologie « sans contact » deviendra la norme pour les tickets.

11 nouvelles rames de tramway Citadis seront livrées ainsi que 7 nouveaux véhicules articulés ; 10 bus et une dizaine de rames Citadis seront révisés dans le cadre du programme grande révision.

Les actions destinées à réaliser les économies prévues au contrat de performance se poursuivront (notamment le recours à l'affrètement, la lutte renforcée contre la fraude, l'évolution de l'organisation de la maintenance, la vigilance par rapport à l'évolution de l'absentéisme).

Avec l'effet année pleine de l'extension Kehl, l'offre globale devrait évoluer de 2 %, la prévision de trafic est estimée à 89,5 millions de déplacements (+0.9%) et les recettes commerciales à 52M€ (+1,6 M€). Pour autant, le résultat net global en 2018 devrait fortement diminuer et s'établir autour de – 2764 K€ du fait du mécanisme des amortissements dérogatoires.

Dans la perspective de la fin de la concession, une réflexion sur l'évolution du mode de gestion a été menée et par délibération en date du 29 juin 2018, le Conseil de l'Eurométropole a approuvé le lancement d'une étude sur la mise en place d'une Société Publique Locale des transports collectifs urbains liée à l'EMS par un contrat in house, avec un objectif de finalisation à fin 2019.

BILAN

ACTIF	2017 brut	2017 amort. / prov.	2017 net	2016 net
Actif immobilisé	1 009 691 150	579 934 684	429 756 466	445 684 277
Immobilisations incorporelles	20 182 909	18 133 774	2 049 135	1 596 846
Immobilisations corporelles	985 822 016	561 800 910	424 021 106	440 460 466
Immobilisations financières	3 686 225	-	3 686 225	3 626 965
Actif circulant	73 865 926	3 546 679	70 319 247	58 504 359
Stocks	13 625 406	3 481 453	10 143 953	10 189 903
Avances et acomptes	24 977	-	24 977	302 685
Clients & créances	28 100 323	65 226	28 035 097	24 151 620
Disponibilités & VMP	32 115 220	-	32 115 220	23 860 151
Comptes de régularisation	1 729 775	-	1 729 775	2 086 752
Total	**1 085 286 851**	**583 481 362**	**501 805 489**	**506 275 388**

PASSIF	2017	2016
Capitaux propres	125 770 926	127 024 244
Capital social	5 000 000	5 000 000
Primes d'émission, de fusion,..	-	-
Réserves	1 436 028	1 436 028
Report à nouveau	-1 072 006	-1 453 698
Résultat de l'exercice	**-362 793**	**381 693**
Subventions d'investissement	103 884 880	104 170 340
Provisions réglementées	16 884 817	17 489 881
Autres fonds propres	-	-
Provisions pour risques et charges	32 656 269	31 828 346
Dettes	340 093 060	344 620 152
Emprunts	300 615 379	313 379 155
Avances et acomptes	-	-
Dettes	39 477 681	31 240 996
Comptes de régularisation	3 285 234	2 802 647
Total	**501 805 489**	**506 275 388**

COMPTE DE RESULTAT

	2017	2016
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	80 486 755	76 073 744
Production stockée	-	-
Production immobilisée	829 322	639 866
Subventions d'exploitation	44 066 456	46 916 393
Reprises sur provisions, transferts de charges	54 399 261	53 975 052
Autres produits	189 929	3 142
Total	179 971 723	177 608 197
Charges d'exploitation		
Achats	7 700 046	14 506 969
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-202 291	-1 121 386
Services extérieurs	40 499 557	34 332 636
Impôts, taxes et versements assimilés	9 589 191	9 618 443
Charges de personnel	79 545 183	77 705 155
Dotations aux amortissements et provisions	43 132 330	42 948 887
Autres charges	25 766	27 178
Total	180 289 782	178 017 882
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-318 059**	**-409 685**
Produits financiers	5 815 328	5 728 434
Charges financières	5 555 813	5 334 536
RESULTAT FINANCIER	**259 515**	**393 897**
Produits exceptionnels	4 185 239	6 145 867
Charges exceptionnelles	4 557 712	5 821 987
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-372 473**	**323 880**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	-	-
Impôts sur les sociétés	-68 224	-73 600
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (*)	**-362 793**	**381 693**

(*) résultats (exploitation + financier + exceptionnel) - participation - impôts sur les sociétés



PARCUS

Territoire :
L'Eurométropole de Strasbourg.

Activités :
L'étude, le financement, la construction, la gestion et l'exploitation de parcs de stationnement en ouvrage, ainsi que l'exploitation du stationnement payant sur voirie à Strasbourg.

Objectif :
Faciliter le fonctionnement du stationnement à Strasbourg et améliorer le service rendu aux usagers.

Principales réalisations :
- construction et gestion des parkings Sainte-Aurélie et Petite France,
- aménagement et exploitation des parkings Broglie, Austerlitz, Bateliers et Gutenberg.

PARCUS

Société des parkings de l'Eurométropole de Strasbourg

Société anonyme d'économie mixte locale

Siège social :
55 rue du Marché-Gare
67200 Strasbourg
☏ 03 88 27 09 09 🖷 03 88 26 00 42

Créée le 13 mai 1973 Capital : 2 800 000 €

Président du conseil d'administration : Caroline BARRIERE
Directeur général : Pascal JACQUIN

Objet social : l'étude, la construction et l'exploitation, à l'intérieur du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, de parcs de stationnement et de toutes les installations commerciales, administratives ou autres, qui pourraient y être rattachées.

Effectif moyen (équivalent temps plein) : 80,9 ETP +1 ETP (mise à disposition du Directeur général par le groupement SCET-GE)

Commissaire aux comptes : Mazars

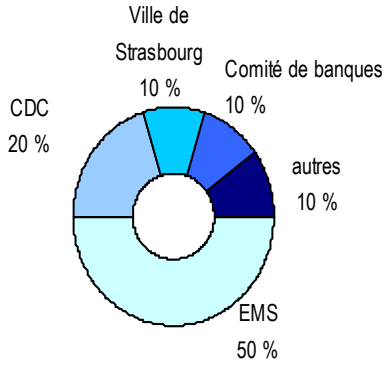
Service référent : Stratégie et gestion du stationnement (Direction de la mobilité et des transports)

CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 5 JANVIER 2017

fonction	*personne morale représentée*	*nom*
Président	**Eurométropole**	**Caroline BARRIERE**
Administrateurs	**Eurométropole**	**Anne-Pernelle RICHARDOT, Bornia TARALL, Edith PEIROTES, Mathieu CAHN**
	Ville de Strasbourg	**Henri DREYFUS**
	Organismes financiers	Jean-Pierre LEYVAL (CIC EST)
	Caisse des dépôts et consignations	Alexandre SCHNELL
	Chambre de commerce	Catherine SALOMON
	Assoc. des commerçants	Pierre BARDET

REPARTITION DU CAPITAL

actionnaires	*nbre d'actions*
Eurométropole de Strasbourg	**2 500**
Caisse des dépôts et consignations	1 000
Ville de Strasbourg	**500**
Chambre de commerce	250
Association des commerçants	250
Comité de banques :	
BFCM	100
Banque populaire	100
Caisse d'épargne d'Alsace	100
CIC-Est	100
Société générale	100
total	5 000



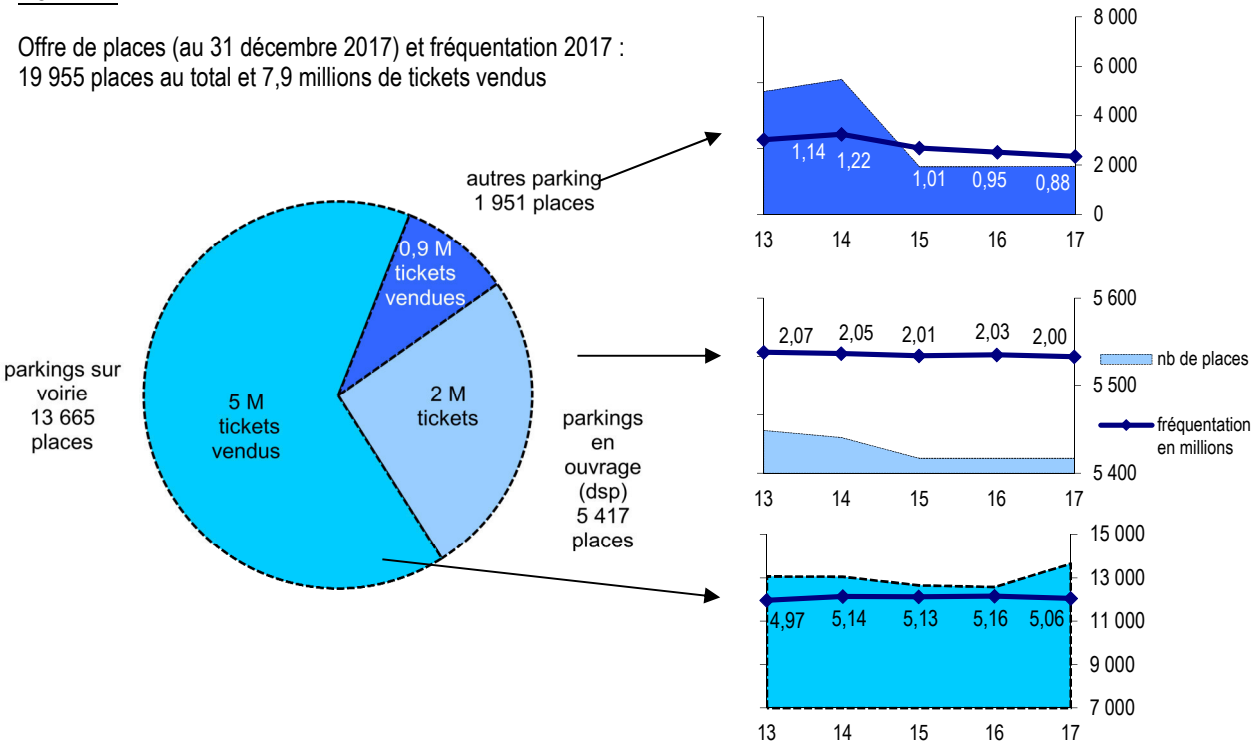
FILIALES ET PARTICIPATIONS

société	*forme juridique*	*% de capital détenu*	*capital social nominal*
Auto'trement	SCIC	5,73	438000 €
Strasbourg Mobilités	SAS	5	30 000 €
Coubertin	SAS	10,00	500 000 €

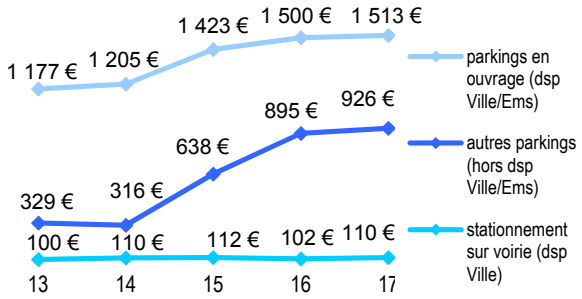
Les indicateurs

❖ **ACTIVITE**

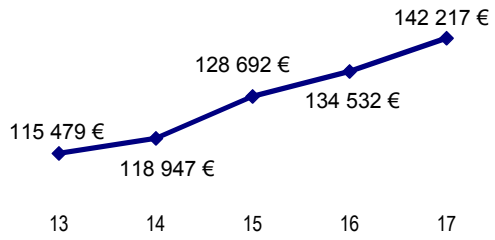
Offre de places (au 31 décembre 2017) et fréquentation 2017 :
19 955 places au total et 7,9 millions de tickets vendus



Evolution de la recette moyenne par place*
** chiffres d'affaires par place et par an*



Evolution de la productivité du personnel*
** chiffres d'affaires par place et par an*



❖

166

Au 31 décembre 2017, Parcus exploite 21 033 places de parking.

5 417 places (26% du total) sont situées dans les ouvrages délégués par la Ville ou l'Eurométropole de Strasbourg :

- Centre Halles (P1, P2 et P3) : 2 566 (Ville)
- Centre historique : 1 008 (EMS)
- Austerlitz : 482 (EMS)
- Broglie : 445 (EMS)
- Sainte-Aurélie : 384 (EMS)
- Bateliers : 279 (Ville)
- Gutenberg : 253 (EMS)

13 665 places exploitées (65% des places) sur voirie (stationnement payant) :

- 800 pour la Ville de Schiltigheim,
- 259 pour la Ville de Bischheim
- 11 606 pour la Ville de Strasbourg.

1 951 places (9%) sont exploitées pour le compte d'autres personnes publiques ou privées :

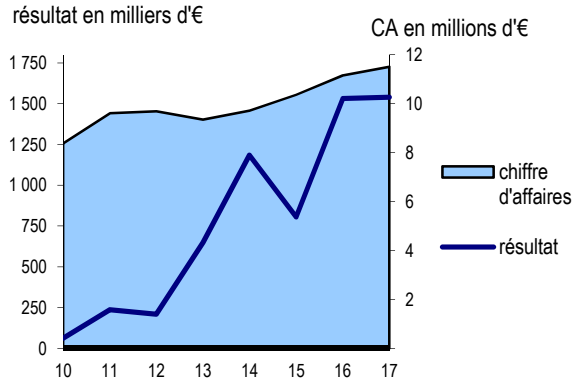
- Hôpital civil et Porte de l'hôpital (HUS) : 611
- Futura Schiltigheim : 473
- Sainte-Aurélie extension (EFFIA) : 350
- Esplanade : 517

L'activité 2017

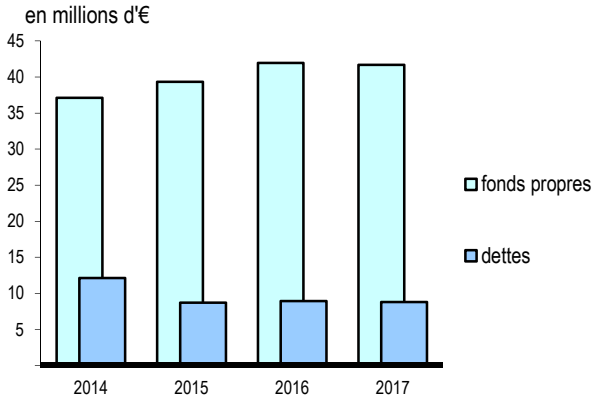
2017 s'inscrit dans une volonté de développement et de modernisation de plusieurs ouvrages de la SEM. Différents travaux et actions ont ainsi été menés pour rendre les parkings encore plus attractifs.

La fréquentation des parkings et de la voirie exploités par Parcus est en léger recul malgré l'extension du périmètre du stationnement payant.

Pour autant, le chiffre d'affaires et le résultat d'exploitation de la Sem progressent.



Evolution du résultat et du chiffre d'affaires



Evolution des fonds propres et des dettes

inscrits au bilan, les fonds propres sont constitués par l'ensemble du passif hors dettes et comptes de régularisation.

La fréquentation est globalement à la baisse

- **Parkings en ouvrage**

Parkings délégués par l'Eurométropole et la Ville : La fréquentation horaire totale a diminué de 3,3% au global mais cette baisse n'est pas générale et l'évolution est contrastée selon les ouvrages.

Deux parkings progressent :

- Austerlitz (+2,5%) en raison d'un report de clientèle Gutenberg lors de la fermeture d'un accès lié à des travaux, mais également en raison de la baisse volontaire du nombre d'abonnés ;
- Centre historique - Petite France voit son nombre d'entrées augmenter de 8,5% en raison du changement d'horaires (24h/24) et du report plus important de véhicules lié à la fermeture des parkings de l'hyper centre pendant le marché de Noël.

A contrario, les autres parkings ont connu une baisse de fréquentation :

- Gutenberg (-6,1%) en raison des travaux menés en août ;
- Sainte Aurélie (- 6,9%), l'année 2016 était particulièrement bonne et les jours fériés de mai ont eu un impact défavorable sur la fréquentation liée à la gare ;
- Bateliers (- 5,5%), en raison des travaux réalisés sur les quais rendant plus difficiles les reports Gutenberg et Austerlitz ;
- Halles (-2 %), du fait de la fermeture pendant 6 mois d'un niveau du P1 suite à la panne d'un moteur de désenfumage ;
- Esplanade : (-5,1%), le parking restant peu attractif et hors de la zone de stationnement payant.

Autres parkings : Les parkings des HUS ont connu une baisse globale de 6,8% probablement liée à des statistiques de comptage inexploitables sur la voirie, mais les parkings en ouvrage Saint-Nicolas et Canal ont progressé de 10%.

- **Stationnement sur voirie**

La fréquentation du stationnement sur voirie a légèrement diminué entre 2016 et 2017 passant de 5,16 millions de tickets à 5,05, malgré l'extension de la zone de stationnement payant.

Le ticket horaire moyen est en légère baisse à 1,50 € contre 1,52 € en 2016.

Les paiements par carte bancaire et téléphone ont progressé de 12,67% alors que ceux en numéraire ont baissé de 12,34%. Les paiements par téléphone (application Whoosh) représentent désormais 9,2% du total des transactions.

Le développement des activités se poursuit

Les actions d'amélioration et de développement se poursuivent :

- après accord du SDIS, les parkings Saint-Nicolas et Centre historique ont pu être ouverts 24h/24 ;
- une vaste opération de nettoyage a eu lieu sur plusieurs parkings pour un montant de 25 K€ ;
- le chantier de construction du silo Wacken Coubertin (535 places) a démarré mi-septembre. Un contrat d'exploitation est en cours de finalisation entre Parcus et le CM-CIC. Le capital de la SAS Coubertin a été augmenté de 37 000€ à 500 000€ afin de financer les travaux ;
- Parcus est associé à la réflexion sur la création d'un nouveau parking pour la desserte du centre-ville : des études de préfaisabilité ont été menées pour la construction d'un nouveau parking place de l'Université ;
- un parking est en cours de réalisation dans le quartier d'affaires international (lot 5). Ce parking de 370 places sera acquis via la SAS PARSEM en cours de constitution avec la SERS, et Parcus en assurera la gestion.

- une étude de faisabilité est en cours pour une extension de deux niveaux du parking silo Saint-Nicolas (80 à 170 places).
- les travaux de mise aux normes et d'accessibilité handicapés des parcs existants se sont poursuivis.

La politique commerciale est dynamique…

En plus des services habituellement proposés aux usagers (plage nocturne à tarif adapté, abonnements résideo, partenariats avec le Tns, le Mamcs ou l'Opéra du Rhin), la politique commerciale a évolué au cours de 2017 :

- des actions de communication ont été engagées accompagnant les manifestations organisées par la Ville et informant des changements d''horaires ;
- des expositions d'art ont ainsi été organisées dans les parkings Centre historique-Petite France et Broglie ;
- 8 bornes informatisées d'enquête ont été installées afin de recueillir des éléments sur la satisfaction des clients ;
- un audit informatique a été réalisé fin 2017, il permettra en 2018 le renouvellement de l'ensemble de l'infrastructure informatique (170 K€) ;
- enfin, un service achat a été créé afin d'optimiser les dépenses.

Un CA en hausse

Le chiffre d'affaires (CA) augmente en 2017, il permet de générer un résultat d'exploitation en hausse.

Le chiffre d'affaires augmente de 3,2%...

Le chiffre d'affaires (CA) s'élève à 11,5 M€ en 2016 contre 11,2 M€ en 2016.
Cette augmentation s'explique par l'augmentation des recettes horaires (60% des recettes), qui ont progressé de 2,90 %, notamment sur Austerlitz et HUS, non compensée par la baisse de 5,97 % des recettes abonnements (15% du total du CA).
Le reste du CA est globalement en hausse, il est composé de charges refacturées, de mandats de gestion et de mise à disposition de personnel.
Au final, les produits d'exploitation s'élèvent à 12, 3 M€, dont les reprises de provisions (408 K€), les subventions d'exploitation (56 K€) et les transferts de charges (3,1 M€).

… et les charges sont en légère baisse

A hauteur de 10,7 M€, les charges d'exploitation sont en légère baisse par rapport à 2016 (-21k€) ; leur évolution est pourtant contrastée.

Ont fortement augmenté les charges liées aux achats (+ 56, K€, entretien petit matériel, horodateurs) et aux services extérieurs (+ 618 K€, notamment les services de maîtrise d'œuvre sur Petite France et HUS, les prestations informatiques et les travaux de remise en état des ouvrages Gutenberg et Austerlitz).

Cette hausse a cependant été compensée par une forte diminution des dotations aux amortissements (-721 K€ dont 699 K€ liés aux provisions pour caducité d'emprunt) en raison de l'arrivée à terme de trois emprunts sur les HUS et Petite France.

L'augmentation des achats et services extérieurs, que la hausse du chiffre d'affaires ne compense pas tout à fait, a pour conséquence une dégradation de la rentabilité de la société, l'excédent brut d'exploitation, qui reste très conséquent, passant de 4,1 M€ à 3,7€ M€.

Après intégration des résultats exceptionnel (322 K€, fortement lié à la fin des DSP Austerlitz, Gutenberg et voirie, avec en produit les reprises de provision et en charge la sortie des immobilisations) et financier (183 K€) le résultat net est quasi stable passant de 1 531 K€ à 1 540 K€.

La structure du bilan reste saine

La structure du bilan est saine, les fonds propres sont en progression de 6,5% et le ratio capitaux propres/total bilan, en légère hausse, représente 37%.

Avec le remboursement des prêts l'endettement bancaire continue à diminuer et atteint 1,2 M€.

Les disponibilités représentent 18,7 M€ en 2017 ; ces fonds sont mobilisables pour autofinancer les projets de la société et ainsi lui permettre d'être compétitive dans le cadre d'appels d'offres. Parmi ces disponibilités, 17,9 M€ sont constituées de valeur mobilières.

La trésorerie nette progresse de 0,8 M€ principalement grâce à la CAF dégagée sur l'exercice.

Les perspectives

2018 marquera l'arrivée à terme du contrat relatif aux Parkings P3 les Halles et Opéra-Broglie qui seront remis en concurrence.

Cette année sera aussi celle de la naissance d'une filiale patrimoniale commune à Parcus et à la SERS, la SAS PARSEM qui aura pour objet la construction et l'acquisition d'ouvrages de stationnement dont la gestion sera confiée à Parcus : Silo 5 Archipel, P1-P2 Halles (consultation en cours), Rivétoile, UGC.

En début d'année des travaux d'embellissement auront lieux dans le parking Centre historique Petite France. Des travaux de mises aux normes d'accessibilité seront terminés sur les parkings Saint-Nicolas et Centre historique – Petite France.

Un diagnostic environnemental ISO 14001 va être effectué.

Le site internet de Parcus fera peau neuve en 2018 : il permettra aux abonnés de payer leur abonnement en ligne ou encore d'être informés sur les travaux en cours.

Enfin, l'année 2017 a été marquée par le renouvellement des contrats Austerlitz et Gutenberg pour 7 ans, mais aussi par la perte du contrat de stationnement sur voirie.

BILAN

ACTIF	2017 brut	2017 amort. / prov.	2017 net	2016 net
Actif immobilisé	33 053 665	2 303 638	30 750 027	32 356 436
Immobilisations incorporelles	399 632	392 235	7 397	109 024
Immobilisations corporelles	28 808 304	1 907 453	26 900 851	29 271 943
Immobilisations financières	3 845 729	3 950	3 841 779	2 975 469
Actif circulant	19 891 880	23 623	19 868 257	18 678 366
Stocks	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Clients & créances	1 205 382	23 623	1 181 759	812 068
Disponibilités & VMP	18 686 498	-	18 686 498	17 866 298
Comptes de régularisation	81 100	-	81 100	75 406
Total	**53 026 645**	**2 327 261**	**50 699 384**	**51 110 207**

PASSIF	2017	2016
Capitaux propres	18 698 328	17 553 056
Capital social	2 800 000	2 800 000
Primes d'émission, de fusion,..	-	-
Réserves	9 978 530	8 446 687
Report à nouveau	-	-
Résultat de l'exercice	**1 540 140**	**1 531 843**
Subventions d'investissement	4 379 658	4 774 526
Provisions réglementées	-	-
Autres fonds propres	-	-
Provisions pour risques et charges	22 986 372	24 401 564
Dettes	8 819 131	8 956 688
Emprunts	1 315 134	1 366 894
Avances et acomptes	72 929	219 507
Dettes	7 431 068	7 370 287
Comptes de régularisation	195 553	198 900
Total	**50 699 384**	**51 110 208**

COMPTE DE RESULTAT

	2017	2016
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	11 505 351	11 152 732
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	55 720	69 898
Reprises sur provisions, transferts de charges	798 497	784 729
Autres produits	2 908	1 637
Total	12 362 476	12 008 997
Charges d'exploitation		
Achats	-	-
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	3 209 409	2 534 569
Impôts, taxes et versements assimilés	842 676	840 592
Charges de personnel	3 775 715	3 713 504
Dotations aux amortissements et provisions	1 622 344	2 343 661
Autres charges	1 212 863	1 251 899
Total	10 663 007	10 684 225
RESULTAT D'EXPLOITATION	**1 699 469**	**1 324 772**
Produits financiers	213 278	469 973
Charges financières	29 629	61 939
RESULTAT FINANCIER	**183 649**	**408 034**
Produits exceptionnels	2 677 847	416 512
Charges exceptionnelles	2 355 607	105 610
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**322 240**	**310 902**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	-	-
Impôts sur les sociétés	665 218	511 865
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (*)	**1 540 140**	**1 531 843**

(*) résultats (exploitation + financier + exceptionnel) - participation - impôts sur les sociétés

SERS

Territoire :

L'Alsace pour l'essentiel.

Activité :

L'aménagement, la construction, la gestion de patrimoine public et privé.

Objectifs :

- être l'entreprise du développement local accompagnant les politiques d'aménagement et de construction définies par les collectivités locales,
- être le partenaire des sociétés privées dans les domaines de l'aménagement et de la construction.

Principales réalisations à Strasbourg :

- aménagement de la place des Halles et des quartiers de l'Esplanade, des Poteries et du Bon Pasteur, de l'Etoile et du Danube-Neudorf,
- construction des immeubles du Parlement européen, de l'ENA et du PEGE,
- construction du Musée d'art moderne et contemporain de Strasbourg, de la patinoire Iceberg, de la Cité de la musique et de la danse,
- Scala, INET, résidences pour personnes âgées, siège de la DREAL,
- centre commercial Rivétoile,
- presqu'île André Malraux et Maison universitaire internationale,
- Zénith de Strasbourg,
- rénovations de nombreux groupes scolaires et lycées,
- grande mosquée de Strasbourg.

SERS

Société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg

Société Anonyme d'Economie Mixte Locale

Siège social :
10 rue Oberlin
67080 Strasbourg Cedex
☏ 03 88 37 88 88 🖷 03 88 37 88 77
Créée le 4 juin 1957
Capital : 8 068 800 €

Président du conseil d'administration :
Directeur général : Eric FULLENWARTH

Objet social :
la réalisation d'opérations d'aménagement et d'équipement foncier, économique et social, d'activités de gestion, de prestations ou d'exploitation de services ou biens, de toutes les opérations de constructions nécessaires à la vie économique sociale, et plus généralement l'intervention dans des opérations d'intérêt général complémentaires à ses missions (développement durable, production d'énergies renouvelables).

Effectif moyen (équivalent temps plein) : 32 Etp
Commissaires aux comptes :
- titulaire : cabinet Mazars, Laurence FOURNIER

Direction référente : Direction urbanisme et territoires

PRINCIPALES FILIALES ET PARTICIPATIONS :

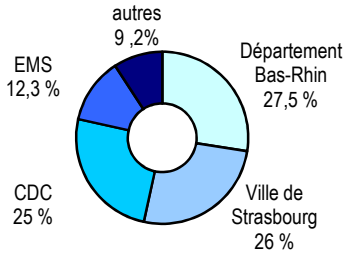
sociétés	*forme juridique*	*% de capital détenu*	*capital social*
CEGIP	EURL	100	50 000 €
Eurofret	SCI	95	15 245 €
RGW	SARL	33	528 236 €
E puissance 3	SEM	17	228 000 €
Palace Epinal	SEM	0,2	1 349 820 €
Golf de la Wantzenau	SCA	0,21	3 795 980 €
Strasbourg Mobilités	SAS	5	30 000 €
Habitat de l'Ill	SCIC	NC*	NC
ENERD2	SAS	35	2 000 000 €
Maison Universitaire Internationale	SCI	60	600 000 €
Calypso Vendenheim	SCI	80	400 000 €

CONSEIL D'ADMINISTRATION au 31 décembre 2017 :

fonction	*personne morale représentée*	*nom*
Président	**Ville de Strasbourg**	**Roland RIES**
Vice-président	Conseil général du Bas-Rhin	Michèle ESCHLIMANN
Administrateurs	**Eurométropole de Strasbourg**	**Robert HERRMANN, Béatrice BULOU**
	Ville de Strasbourg	**Christel KOHLER, Nawel RAFIK-ELMRINI, Jean WERLEN**
	Conseil général du Bas-Rhin	Cécile DELATTRE VAN HECKE, Jean-Philippe MAURER, André ERBS
	CDC	Patrick FRANCOIS
	Caisse d'épargne d'Alsace	Patrick IBRY
	Société immobilière du Bas-Rhin	Denis HOMMEL
	Habitation moderne	Virginie JACOB
	CCI de Strasbourg et du Bas-Rhin	Christian GEISSMANN
	Région Grand Est	Pascal MANGIN

REPARTITION DU CAPITAL :

actionnaires	*nbre d'actions*
Département du Bas-Rhin	5 544
Ville de Strasbourg	**5 239**
Caisse des dépôts et consignations	5 052
Eurométropole de Strasbourg	**2 474**
Caisse d'épargne d'Alsace	873
Habitation moderne	489
Chambre de commerce et d'industrie de Strasbourg et du Bas-Rhin	251
Société immobilière du Bas-Rhin	200
Région Alsace	50
total	20 172



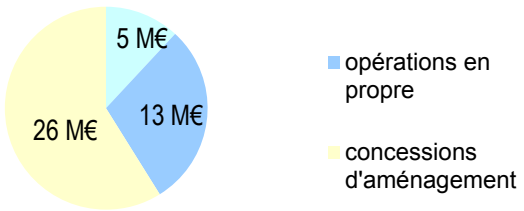
171

Les indicateurs

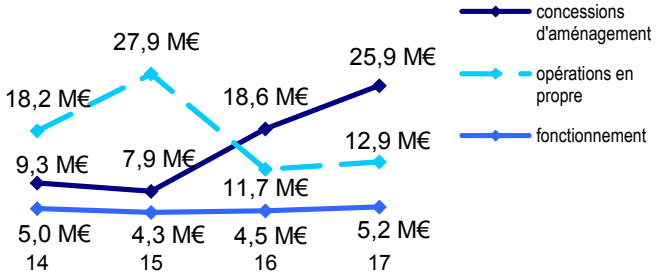
❖ ACTIVITE

Répartition des produits d'exploitation 2017

Total : 44 M€

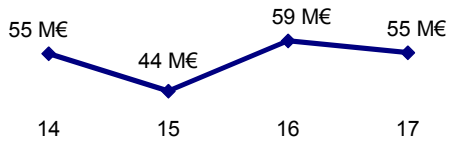


Evolution des produits d'exploitation en millions d'€



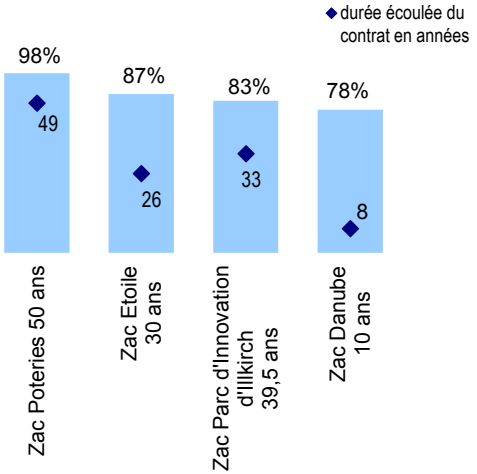
❖ INDICATEUR FINANCIER

Evolution de la trésorerie de la société au 31/12



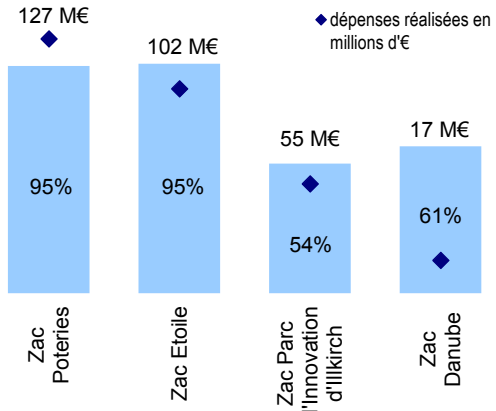
Concessions d'aménagement EMS

1. degré d'avancement en pourcentage de la durée écoulée du contrat à fin 2017



Concessions d'aménagement EMS

2. degré d'avancement en pourcentage des dépenses réalisées à fin 2017



Positionnée comme l'une des toutes premières sociétés d'économie mixte de France dans le secteur du développement local, la Sers développe trois métiers :

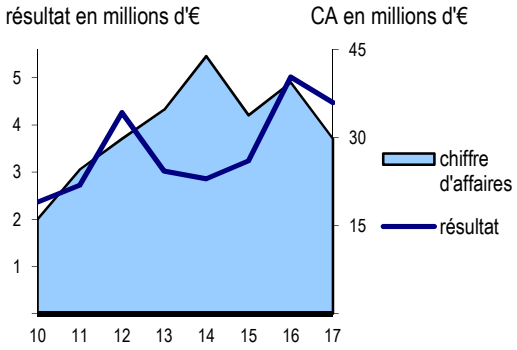
- l'aménagement de l'espace et des sites complexes (son activité première et traditionnelle) ;
- la construction d'équipements et leur rénovation ;
- la gestion de patrimoine, notamment dans le secteur de l'immobilier et des loisirs (golfs).

L'activité donne lieu à trois grandes catégories de charges et de produits :

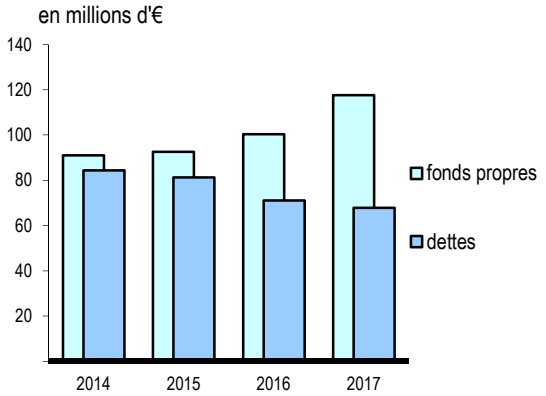
- les charges et produits des concessions d'aménagement (ensemble des opérations effectuées pour l'Eurométropole de Strasbourg ou pour d'autres concédants : celles-ci sont nécessairement comptablement équilibrées jusqu'à la clôture de l'opération, les profits latents des comptes de la concession étant neutralisés par la constitution d'une provision) ;
- les recettes de fonctionnement (rémunérations perçues par la Sers sur les mandats et concessions, loyers) ;
- les opérations en propre (produits et charges issus de la gestion des opérations patrimoniales de la Sers, promotion immobilière, locations ou cessions : Cinépark, Scala, Directions régionale et départementale de l'équipement, mais aussi des opérations d'aménagement telles que l'éco-quartier de la Brasserie, le lotissement Baggersee ou l'aménagement de la presqu'île Malraux).

Le marché immobilier a été soutenu en 2017, ce qui a permis de surperformer les ventes prévues au budget et a eu pour effet une forte augmentation de l'activité.

Au final, en 2017 la Sers dégage un chiffre d'affaires de 29,8 M€ et génère un résultat net important de 4,5 M€.



Evolution du résultat et du chiffre d'affaires



Evolution des fonds propres et des dettes

Inscrits au bilan, les fonds propres sont constitués par l'ensemble du passif hors dettes et comptes de régularisation.

L'activité 2017

L'aménagement urbain et l'habitat

L'aménagement de la ZAC de l'Etoile : sur le secteur Schwanau et Lombardie, l'année 2017 a vu l'avancement de plusieurs programmes : Etoile de Nomeny (7 logements), , , Promogim (61 logements), la livraison de 45 logements à CUS Habitat, des programmes de Habitat de l'Ill (9 logements) et Spiral (23 logements).
50 logements sont en construction sur les 2 800 m² attribués à Icade.
Le parking public de Rivétoile (P1) a été acheté par la SERS au concédant (16 M€ HT).

ZAC Poteries : l'urbanisation se poursuit avec la construction de la troisième tranche du programme Promogim. Des droits à construire ont été attribués pour 14 000 m². Une démarche participative de co-conception a été engagée pour définir l'aménagement de la deuxième tranche du square impasse Quinta Florentina. Le terme actuel de la concession fixé au 31/12/2018 a fait l'objet d'un report au 31/12/2021 (avenant n°16) afin de le mettre en cohérence avec le calendrier des livraisons.

ZAC Danube (écoquartier) :.

L'année 2017 a été marquée par la livraison de la deuxième tranche de la résidence étudiante et les 2 premières résidences de l'ARCHE. Les travaux de l'ilot J (120 logements et 350 places de parking) ont débuté.

L'Eco-quartier « Les Portes de l'Ackerland » à Ittenheim accueillera près de 300 logements (collectifs, intermédiaires et individuels). La modification du dossier de création de la ZAC a été approuvée concernant les programmes de construction et équipements publics.

Concernant les opérations en propre :

Dans le cadre du programme Ecocité-Ville de demain, deux projets expérimentaux font l'objet d'un suivi et d'un accompagnement financier de l'Etat (la tour « Elithis » et un îlot urbain à énergie positive) pour lequel la société Bouygues Immobilier a été retenue.

Sur le site du « quartier de la Brasserie » à Cronenbourg : à fin 2017, 17 opérations sur les 21 prévues ont été livrées, soit 350 logements. Le quartier a obtenu le label national EcoQuartier à l'étape 3.

Presqu'île Malraux : les travaux de construction du projet « Black swans » d'ICADE constitué de trois tours (219 logements) ont démarré en septembre 2015 et se sont poursuivis toute l'année 2016. Les tours A et B ont été livrées. La construction de la tour C a débuté en 2017.

Au 31/12/17, l'intégralité du programme était vendue.

Les opérations sur les équipements collectifs se poursuivent

Les opérations portant sur les équipements collectifs sont principalement réalisées par mandats de maîtrise d'ouvrage publique.

En 2015, la Région a confié à la Sers deux mandats en vue de piloter les travaux de mise en accessibilité de 19 lycées situés au sein de l'agglomération strasbourgeoise et de 18 lycées situés dans le secteur centre Alsace. Le programme des travaux s'échelonne sur 7 ans.

Les autres opérations se poursuivent : réalisation des études préliminaires pour l'aménagement de la zone de loisirs à Duppigheim, aménagement du cœur de vie d'Eschau, travaux du bâtiment accueil du pôle excellence hôtelier d'Illkirch-Graffenstaden, aménagement de la place Gissy de Saint –Louis, et clôture de l'opération d'extension de la maison de retraite Les Colombes à Souffelweyersheim.

La Sers réalise également des équipements collectifs en maîtrise d'ouvrage privée : 2017 voit la clôture des travaux de restructuration de l'ancien entrepôt TEMPE, le parfait achèvement du parking de l'îlot F de la ZAC Danube, la fin de la construction d'une crèche à Vendenheim et l'obtention du permis de construire modificatif pour la reconversion de la clinique Sainte-Odile en logements.
La Sers réalise également des opérations sous sa propre maîtrise d'ouvrage tel que la construction du parking silo de 340 places de l'îlot I de la ZAC Danube, qui sera achevée au premier trimestre 2019.

Enfin la SEM, après avoir acquis la Manufacture des Tabacs pour 11,4 M€ TTC, cèdera 10 000 m² à l'Université de Strasbourg (installation de l'ENGEES et de l'EOST), et 4 200 m² à la Ville de Strasbourg (installation de l'HEAR) début 2019.

Les espaces non cédés à la ville et à l'université accueilleront un pôle start up et incubateur ainsi qu'un lieu d'Agriculture Biologique (marché, épicerie, restauration).

Un développement économique attractif

Le parc d'innovation d'Illkirch poursuit son expansion avec plusieurs projets d'envergure, des équipements structurants pour les laboratoires et les entreprises. Un projet de géothermie profonde est en cours, les premiers forages tests pilotés par ES ayant débuté. une réflexion est en cours pour ouvrir le sud du parc à des activités économiques classiques sur une surface de 20ha.

L'aménagement de l'Espace européen de l'entreprise (E Puissance 3) : après un décalage dans le temps de la commercialisation, la durée de concession a été prorogée en 2015 portant son échéance au 31/12/2018. En 2017 plusieurs actes ont été signés.

Les activités de gestion se poursuivent

Les missions de gestion confiées à la Sers se poursuivent tant dans le secteur privé que public. Elles sont exercées en propre par la CEGIP, filiale de la Sers à 100% et comprennent :

- la gestion de douze associations syndicales ;
- des mandats de gestion immobilière ;
- la gestion de deux parcours de golf (La Wantzenau et Ammerschwir) ;
- la gestion du complexe des Halles par CEGIP ;
- la gestion des parkings Etoile P1 et P2 depuis le 01/01/2013.

La Sers est par ailleurs associée au sein d'autres structures : la SEM E Puissance 3 (aménagement du tertiaire à Schiltigheim), la SCI Eurofret (exploitation du centre routier du Port sud), la SARL RGW, la SCI Calypso Vendenheim et la SCI MUI ; elle leur apporte une assistance technique et comptable.

Elle a créé avec RGDS et la CDC la société EnerD2, au capital de 2 M€, afin d'améliorer et de financer les performances énergétiques des bâtiments : elle a remporté l'important marché de rénovation énergétique du quartier du Wihrel à Ostwald.

Des performances en hausse

L'année 2017 a été soutenue et les performances ont été supérieures à celles budgétées.

Le chiffre d'affaires 2017 recule de 24,4% à 29,8 M€ comparativement à 39,4 M€ en 2016.

Il est composé de l'activité fonctionnement (rémunérations concessions, mandats, loyers) à hauteur de 1,6 M€, des opérations propres (ventes de biens et prestations de service) à hauteur de 14,4 M€ et des concessions à hauteur de 13,7 M€.

Les produits d'exploitation augmentent de 23% en raison de l'impact de la production stockée qui passe de -12 M€ à - 8 M€ et d'une reprise sur amortissements et provisions importante liée à l'activité concession (20 M€).

Les charges d'exploitation augmentent de 30%, suite à l'augmentation des achats et charges externes de 62%.

Le résultat d'exploitation recule de 36% à 4,7 M€ (6,4 M€ en 2016).

Le résultat financier est en baisse (- 34%) à 284 K€, notamment du fait de la baisse des reprises sur provisions et transferts de charges (- 102 K€) dans les produits et de la baisse des dotations financières aux amortissements et provisions (- 200 K€) dans les charges.

Au final, le résultat net après impôts, bien supérieur aux prévisions (+ 35%), recule de 12% par rapport à l'exercice précédent, qui avait été dopé par une spectaculaire reprise immobilière fin 2016.

Les immobilisations financières ont fortement progressé, passant de 32 M€ en 2016 à 40 M€ en 2017 : elles sont principalement composées de placements.

La structure bilancielle reste saine, les capitaux propres augmentent de près de 4% grâce au résultat 2017 et représentent 40% du total du bilan.

L'endettement bancaire s'élève à 41 M€ et la capacité d'autofinancement, en très léger recul à 5,7 M€ permet aisément le remboursement des emprunts.

La trésorerie ressort à 55 M€, en léger recul de - 6%.

Au titre de 2017, la Sers a distribué 1,1 M€ de dividendes, dont 290 K€ pour la Ville et 137 K€ pour l'EMS.

Les perspectives

En 2018 l'activité devrait être globalement stable, en hausse pour les opérations de concessions (partage anticipé des résultats latents Poteries et Etoile), compensée par la baisse des opérations propres (calendriers d'avancement des opérations d'aménagement en VEFA).

2018 se présente comme une bonne année pour les opérations de développement avec de nouveaux mandats ; la Sers intervient pour les collectivités comme Maître d'ouvrage délégué ou Assistant à maîtrise d'ouvrage : à ce titre, elle interviendra sur le Parc des expositions pour l'EMS et sur un lycée avec la Région.

Le principal enjeu de développement réside dans un projet économique et d'aménagement qui a pour objectif d'aménager le Technoparc et le campus des technologies médicales (30 hectares).

Une structure dédiée (SCI) sera créée avec la CDC pour la réalisation de cette concession d'aménagement Eurométropole : Technoparc NEXTMED.

BILAN

ACTIF	2017 brut	2017 amort. / prov.	2017 net	2016 net
Actif immobilisé	128 058 052	36 164 121	91 893 931	70 256 624
Immobilisations incorporelles	105 001	105 001	-	4 840
Immobilisations corporelles	87 843 726	35 854 548	51 989 178	38 562 793
Immobilisations financières	40 109 325	204 572	39 904 753	31 688 991
Actif circulant	107 966 357	-	107 966 357	115 360 146
Stocks	25 083 145	-	25 083 145	34 924 273
Avances et acomptes	1 537 395	-	1 537 395	1 003 607
Clients & créances	25 884 931	-	25 884 931	20 451 299
Disponibilités & VMP	55 460 886	-	55 460 886	58 980 967
Comptes de régularisation	1 791 775	-	1 791 775	1 309 015
Total	**237 816 184**	**36 164 121**	**201 652 063**	**186 925 784**

PASSIF	2017	2016
Capitaux propres	80 743 488	77 471 243
Capital social	8 068 800	8 068 800
Primes d'émission, de fusion,..	135 120	135 120
Réserves	9 023 675	9 023 675
Report à nouveau	52 153 136	48 391 500
Résultat de l'exercice	**4 471 930**	**5 015 528**
Subventions d'investissement	6 890 827	6 836 620
Provisions réglementées	-	-
Autres fonds propres	-	-
Provisions pour risques et charges	36 911 863	22 820 086
Dettes	67 809 397	71 097 446
Emprunts	41 959 043	50 810 855
Avances et acomptes	1 710 715	1 779 552
Dettes	24 139 639	18 507 040
Comptes de régularisation	16 187 315	15 537 010
Total	**201 652 063**	**186 925 784**

COMPTE DE RESULTAT

	2017	2016
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	29 780 618	39 385 640
Production stockée	-7 958 508	-12 423 473
Production immobilisée	47 765	68 900
Subventions d'exploitation	2 000	500
Reprises sur provisions, transferts de charges	22 649 599	7 412 229
Autres produits	2 096 335	1 500 523
Total	46 617 809	35 944 319
Charges d'exploitation		
Achats	12 176 715	14 983 049
Variation de stocks (stock initial-stock final)	90 667	15 980
Services extérieurs	3 858 892	1 450 343
Impôts, taxes et versements assimilés	821 433	444 906
Charges de personnel	3 106 383	3 206 197
Dotations aux amortissements et provisions	21 848 156	9 403 780
Autres charges	3 148	27 872
Total	41 905 394	29 532 126
RESULTAT D'EXPLOITATION	**4 712 415**	**6 412 193**
Produits financiers	1 024 168	1 289 523
Charges financières	740 278	907 965
RESULTAT FINANCIER	**283 890**	**381 558**
Produits exceptionnels	161 118	112 960
Charges exceptionnelles	335	78 907
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**160 783**	**34 053**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	-	-
Impôts sur les sociétés	685 158	1 812 276
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (*)	**4 471 930**	**5 015 528**

(*) résultats (exploitation + financier + exceptionnel) - participation - impôts sur les sociétés



SPL des Deux Rives

Territoire :
Eurométropole de Strasbourg

Objet social :
La société a pour objet :
1° La conduite et le développement de toutes actions et opérations d'aménagement notamment : l'aménagement et l'équipement de la zone d'aménagement concertée des Deux-Rives et *la réhabilitation et l'extension des bains de La Victoire.*
2° La gestion, l'exploitation, l'entretien, la maintenance et la mise en valeur ainsi que la gestion et l'exploitation des services dont ces équipements sont le support et notamment : la gestion du stationnement hors voirie dans le périmètre de la zone d'aménagement concertée des Deux-Rives et la gestion et l'exploitation du service public des bains municipaux.
3° Toutes études et toutes opérations financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires
4° Toute activité d'intérêt général concourant à la réalisation de son objet pour le compte exclusif de ses actionnaires.

Objectifs :
Aménagement de l'espace métropolitain et notamment de la ZAC Deux Rives. En effet, sur un territoire de 250 hectares et un axe de 5km entre l'Ill et le Rhin, entre Strasbourg et la Ville de Kehl, au bord des eaux du canal Rhin-Rhône, des bassins portuaires et du Rhin, la ZAC Deux Rives constitue l'un des plus grands projets urbains français et le projet structurant de développement urbain de Strasbourg.
Par ailleurs, la SPL a en charge les études juridiques financières et économiques du projet de rénovation des Bains municipaux et la réalisation de l'opération via un contrat de concession de travaux passé avec l'EMS.

SPL des Deux Rives

Société publique locale de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Siège social : 3 rue de la Coopérative 67016 Strasbourg

Créée le 6 mars 2014 et immatriculée au RCS le 18 juillet 2014

Capital : 5 000 000€

Président : Roland RIES

Directeur général : Éric BAZARD

Objet social : L'aménagement et l'équipement de la ZAC Deux Rives et la réhabilitation/ extension et l'exploitation des Bains municipaux ; et plus généralement :

- la conduite et le développement de toutes actions et opérations d'aménagement, de construction et d'équipements,
- la gestion de services et d'équipements liés aux objectifs d'aménagement,
- toutes opérations financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires,
- toutes activités d'intérêt général concourant à la réalisation de son objet pour le compte exclusif de ses actionnaires.

Effectif moyen : 16 Etp + un mandataire social

Commissaire aux comptes : Laurence FOURNIER (MAZARS SA)
Suppléant : MAZARS - FIDUCO

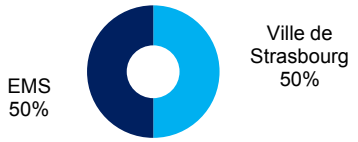
Service référent : Direction urbanisme et territoires

CONSEIL D'ADMINISTRATION au 31 décembre 2017

fonction	*personne morale / physique représentée*	*nom*
Président	**Ville de Strasbourg**	Roland RIES
Administrateurs	**Eurométropole de Strasbourg**	Patrick ROGER, Jean-Baptiste GERNET, Alain JUND, Syamak AGHA BABAEI, Philippe BIES
	Ville	Alain FONTANEL, Anne-Pernelle RIIHARDOT, Martine CALDEROLI-LOTZ, Jean-Baptiste MATHIEU
Comité de liaison stratégique, d'engagement et de contrôle (remplacé depuis juin 2017 par le comité de contrôle analogue)	**Eurométropole de Strasbourg**	Jean-Marie BEUTEL, Christel KOHLER
	Ville	Annick NEFF, Chantal CUTAJAR

REPARTITION DU CAPITAL

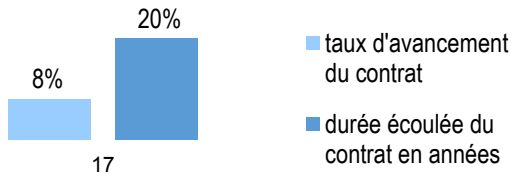
actionnaires		*nbre d'actions*
EMS		**2 500**
Ville		**2 500**
	total	5 000



Les indicateurs

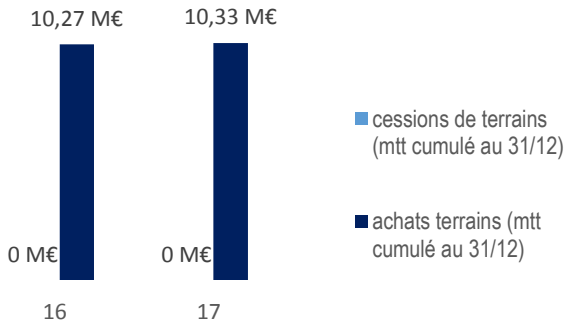
❖ **ACTIVITE**

% de réalisation de la concession d'aménagement EMS

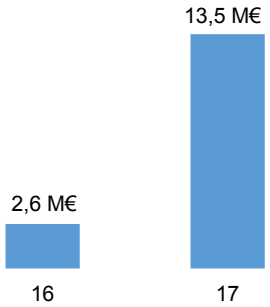


❖ **INDICATEURS FINANCIERS**

Évolution des cessions et acquisitions de terrains (montant cumulé au 31/12)



Evolution de la trésorerie



La création de la SPL Deux Rives a été autorisée par délibérations du Conseil municipal du 21 octobre 2013 et du Conseil communautaire du 25 octobre 2013.

Elle a été créée en date du 6 mars 2014.

Par délibération du 16 décembre 2014, la Communauté urbaine de Strasbourg a attribué le contrat de concession d'aménagement de la ZAC des « Deux rives » à la SPL des Deux Rives ; la durée de la concession est fixée à 15 ans.

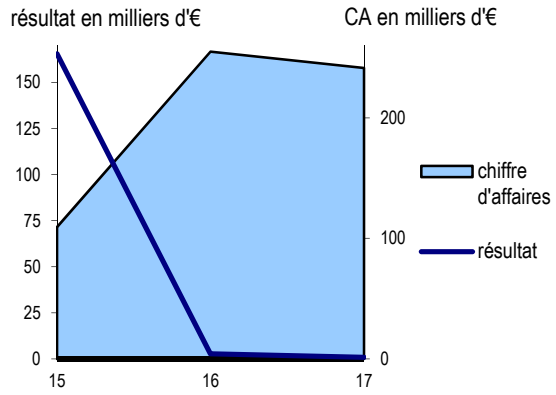
L'activité de la SPL donne lieu à trois grandes catégories de charges et de produits :

- les charges et produits de la concession d'aménagement Deux Rives ; celles-ci sont nécessairement comptablement équilibrées jusqu'à la clôture de l'opération ;
- les recettes de fonctionnement (rémunérations perçues par la SPL sur la concession) ;
- les opérations en propre (produits et charges issus de l'étude des Bains municipaux).

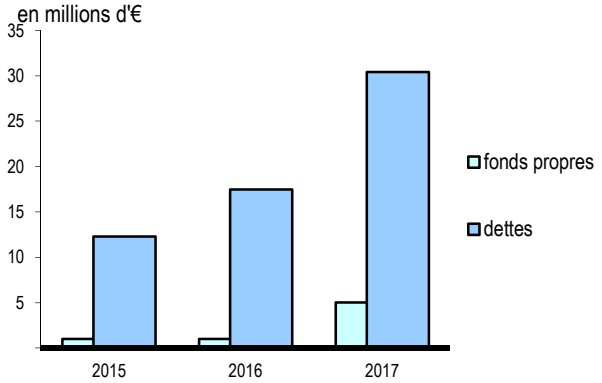
Dans la perspective de l'attribution du contrat de concession relatif aux bains municipaux et compte tenu des enjeux financiers du projet, l'assemblée générale extraordinaire du 13 juillet 2017 a décidé d'augmenter le capital social de la SPL d'un montant de 4 000 000 € ce qui le porte à 5 000 000 €. Les 5000 actions sont détenues à parité par la Ville et par l'Eurométropole.

Le 22 septembre 2017 a été signé le contrat de concession portant sur la réhabilitation et l'exploitation des bains municipaux de Strasbourg.

Ce contrat de concession en quasi régie fait suite à l'étude menée par la SPL entre 2014 et 2016. Il est conclu pour une durée de 35,5 ans et confie à



Evolution du résultat et du chiffre d'affaires



Evolution des fonds propres et des dettes

Inscrits au bilan, les fonds propres sont constitués par l'ensemble du passif hors dettes et comptes de régularisation.

la SPL les missions de conception des ouvrages inclus dans le périmètre de la concession, la réalisation de l'ensemble des ouvrages, l'exploitation, l'entretien et la maintenance des installations, et la mise en œuvre des financements nécessaires.

Au final, l'activité 2017, a dégagé un chiffre d'affaires de 241 K€ et généré un résultat net de 744 €.

L'activité 2017

La concession d'aménagement de la ZAC Deux Rives constitue en 2017 la principale activité de la SPL.

Le programme initial porte sur 472 200 m², à développer sur 4 secteurs : Citadelle, Starlette, Coop et Port et Rives du Rhin, dont :

- 323 470 m² dédiés au logement (4 300 logements) ;
- 60 000 m² pour les activités, le tertiaire et les services ;
- 27 560 m² d'équipements publics ;
- 15 000 m² de commerces ;
- 56 280 m² dédiés aux activités alternatives, créatives et culturelles (site de la COOP) ;
- 8 000 m² pour l'hôtellerie.

Le budget prévisionnel de l'opération s'élève à 209 M€.

Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé par délibération en date du 28 avril 2017. Il a nécessité la passation d'un avenant au contrat de concession d'aménagement portant sur la mise à jour :

- du programme prévisionnel des constructions :
  - + 23 470 m² de logements ;
  - + 7 060 m² d'équipements publics ;
  - - 13 830 m² de tertiaires et services ;
- du programme prévisionnel des équipements publics :
  - Diminution des capacités des parkings silos ;
  - Création de trois groupes scolaires au lieu d'un initialement prévu ;
  - Qualification d'un équipement culturel multi-sites sur l'ancien site de la Coop.
- des missions de la SPL Deux Rives,
- des modalités de calcul et de versement des participations des collectivités au bilan de la ZAC.

En 2017, la SPL a dans le cadre de la concession d'aménagement :

- effectué plusieurs acquisitions auprès du Port Autonome de Strasbourg ;
- poursuivi les discussions avec l'Etat concernant les terrains de la Cour des Douanes ;
- lancé des consultations de promoteurs immobiliers sur Citadelle, Starlette et Coop ;
- mis au point les projets et lancé les premières consultations pour les espaces publics de la ZAC ;
- mis au point et débuté les premiers chantiers lancés sur la Coop ;
- réalisé des études de sol.

Par ailleurs, la SPL exerce désormais une deuxième activité avec le projet de restructuration des bains municipaux dont elle assume le portage opérationnel et une partie du risque financier.

Au cours de l'année 2017, la SPL a dans ce cadre :

- poursuivi les études techniques jusqu'en septembre ;
- lancé les consultations financières nécessaires à la réalisation de l'opération (emprunts) ;

- lancé une consultation pour l'attribution d'un contrat global de performance qui portera sur la conception, la réalisation, l'exploitation, l'entretien et la maintenance des installations.

La SPL reste responsable des missions qui lui ont été confiées dans le cadre de la concession et qu'elle exerce à ses risques et périls.

La SPL a mené diverses opérations de communication

En 2017, la SPL a présenté le projet Deux Rives dans le cadre des salons de l'immobilier international (MIPIM) et national (SIMI).

Elle a également participé à des événements culturels comme « Ososphère » ou « Streetbouche ».

Un renforcement des moyens humains

La SPL est organisée en 4 pôles d'activité:

- un pôle administratif et financier,
- un pôle aménagement/foncier,
- un pôle développement/communication,
- un pôle projet bains municipaux.

La SPL a recruté 5 personnes en 2017 alors que 3 salariés ont quitté la société. A noter également un transfert de contrat d'apprenti en CDD.

Au 31 décembre 2017, la SPL compte 1 mandataire social et 16 salariés.

Le résultat net est excédentaire

Il est précisé que les normes comptables spécifiques aux concessions d'aménagement imposent de neutraliser les profits latents des comptes de la concession par la constitution d'une provision : le résultat de la concession d'aménagement étant neutralisé jusqu'à l'échéance du contrat, l'opération n'a pas d'impact comptable sur le résultat global de la SPL.

Les comptes présentés dissocient ceux de la structure SPL, de la concession d'aménagement de la ZAC des Deux Rives et pour la première fois les comptes de la réhabilitation et l'exploitation des bains municipaux de Strasbourg.

Le chiffre d'affaires de la société, en légère diminution, s'élève en 2017 à 241 K€, contre 255 K€ en 2016.

Au total, les produits d'exploitation s'élèvent à 7,6 M€. Outre le chiffre d'affaires, ils sont composés de :

- 5,9 M€ de production stockée (concession),
- 1,2 M€ de rémunération des études de maîtrise d'œuvre sur la concession, inscrits en « transferts de charges ».

Les charges d'exploitation s'élèvent à 7,6 M€, en hausse de 26,6%, dont environ 1M€ de charges de personnel (en hausse de 38% par rapport à 2016, lié aux évolutions de personnel) auxquelles il faut ajouter 1,1 M€ de mise à disposition et personnel intérimaire.

Les dotations aux amortissements s'élèvent à 33 K€.

Globalement, les charges d'exploitation sont légèrement inférieures aux prévisions budgétaires (- 264 K€), malgré les frais supplémentaires liés à l'étude des Bains municipaux, dont le montant n'était pas connu au moment de la préparation budgétaire.

Concernant l'activité opérationnelle de l'exercice sur la SPL, le montant des dépenses réalisées en 2017 pour la concession des deux rives s'élève à 6 819 K€ pour un montant de recettes réalisées de 3 092 K€ (dont 2 900 issues de participations concédant et autres collectivités).

Le montant des dépenses engagées en 2017 pour l'opération des bains de la Victoire s'élèvent à 215 K€).

Au total, le résultat d'exploitation dégage un résultat quasi nul de 2 € (contre 654 € en 2016).

Le résultat financier est excédentaire (742 €) ; en l'absence de charges financières, il se compose exclusivement des intérêts sur le compte courant.

Au final, le résultat net est excédentaire à hauteur de 744 €.

La trésorerie, à hauteur de 13,5 M€, est très confortable. Cela s'explique par le fait que le prêt de la Caisse d'Epargne a été entièrement mobilisé sur la période 2017.

Trois nouveaux prêts ont été souscrits en 2017 dans le cadre de la deuxième phase de financement pour un montant de 35 M€, mais n'ont pas encore été mobilisés.

Perspectives

La SPL poursuivra en 2018 le travail de maîtrise foncière sur la concession d'aménagement Deux Rives. Les travaux sur l'équipement culturel de la Coop se poursuivront notamment.

S'agissant des bains municipaux, le contrat global de performance devrait être attribué au quatrième trimestre 2018. Sur cette base, un avenant venant ajuster le contrat de concession passé par la Ville pourrait être délibéré en début d'année 2019.

La réouverture de l'établissement est prévue en 2022.

BILAN

ACTIF	2017 brut	2017 amort. / prov.	2017 net	2016 net
Actif immobilisé	474 695	63 324	411 371	108 232
Immobilisations incorporelles	32 936	17 541	15 395	23 166
Immobilisations corporelles	441 759	45 783	395 976	85 066
Immobilisations financières	-	-	-	-
Actif circulant	34 950 839	-	34 950 839	18 318 800
Stocks	20 900 667	-	20 900 667	15 038 578
Avances et acomptes	-	-	-	-
Clients & créances	509 782	-	509 782	703 262
Disponibilités & VMP	13 540 390	-	13 540 390	2 576 960
Comptes de régularisation	50 903	-	50 903	1 652 454
Total	**35 476 437**	**63 324**	**35 413 113**	**20 079 486**

PASSIF	2017	2016
Capitaux propres	5 005 556	1 004 813
Capital social	5 000 000	1 000 000
Primes d'émission, de fusion,..	-	-
Réserves	4 812	107
Report à nouveau	-	2 029
Résultat de l'exercice	**744**	**2 677**
Subventions d'investissement	-	-
Provisions réglementées	-	-
Autres fonds propres	-	-
Provisions pour risques et charges	-	-
Dettes	30 407 557	17 453 626
Emprunts	21 502 070	11 002 070
Avances et acomptes	4 400 000	1 500 000
Dettes	4 505 487	4 951 556
Comptes de régularisation	-	1 621 048
Total	**35 413 113**	**20 079 486**

COMPTE DE RESULTAT

	2017	2016
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	241 369	254 836
Production stockée	5 862 089	8 329 949
Production immobilisée	239 398	-
Subventions d'exploitation	-	18 072
Reprises sur provisions, transferts de charges	1 217 237	965 169
Autres produits	1	2
Total	7 560 094	9 568 029
Charges d'exploitation		
Achats	-	8 494 181
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-4 646	4 647
Services extérieurs	6 521 203	311 043
Impôts, taxes et versements assimilés	11 226	9 270
Charges de personnel	999 430	721 997
Dotations aux amortissements et provisions	32 877	26 235
Autres charges	2	2
Total	7 560 092	9 567 375
RESULTAT D'EXPLOITATION	**2**	**654**
Produits financiers	742	2 023
Charges financières	-	-
RESULTAT FINANCIER	**742**	**2 023**
Produits exceptionnels	-	-
Charges exceptionnelles	-	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-**	**-**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	-	-
Impôts sur les sociétés	-	-
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (*)	**744**	**2 677**

(*) résultats (exploitation + financier + exceptionnel) - participation - impôts sur les sociétés

Elus représentants la Ville dans les sociétés à capitaux mixtes

élu(e)s	*sociétés*	*mandats*
AGHA BABAEI Syamak	Habitation moderne	administrateur
BARRIERE Caroline	Habitation moderne	administratrice
BIES Philippe	Habitation moderne	président
BUFFET Françoise	Samins	administratrice
CALDEROLI-LOTZ Martine	SPL des 2 rives	administratrice
DREYFUS Henri	Locusem	Président du CA
	Parcus	administrateur
FONTANEL Alain	SPL des 2 rives	administrateur
GILLMANN Luc	Habitation moderne	administrateur
GSELL Jean-Jacques	Strasbourg évènements	membre du CS
	Samins	administrateur
JUND Alain	Gaz de Strasbourg	administrateur
KOHLER Christel	Gaz de Strasbourg	présidente
	Sers	administratrice
LOOS François	Gaz de Strasbourg	administrateur
MATHIEU Jean-baptiste	SPL des 2 rives	administrateur

élu(e)s	*sociétés*	*mandats*
MEYER Paul	Locusem	administrateur
NEFF Annick	Habitation moderne	administratrice
OEHLER Serge	Samins	président
RAFIK-ELMRINI Nawel	Sers	administratrice
	Strasbourg évènements	présidente CS
RIES Roland	Sers	président
	SPL des 2 rives	président
RICHARDOT Anne-Pernelle	SPL des 2 rives	administratrice
SCHMIDT Mickaël	Gaz de Strasbourg	administrateur
SEILER Michèle	Gaz de Strasbourg	administratrice
TARALL Bornia	Habitation moderne	administratrice
TRAUTMANN Catherine	Locusem	administratrice
WERLEN Jean	Habitation moderne	administrateur
	Sers	administrateur

Lexique

Actif circulant	Ensemble des actifs correspondant à des éléments du patrimoine qui, en raison de leur destination ou de leur nature, n'ont pas vocation à rester durablement dans l'entreprise, sauf exceptions le plus souvent liées à des particularités d'activité. L'actif circulant comprend : les stocks, les créances, les valeurs mobilières de placement, les disponibilités. Le volume de l'actif circulant est dépendant de l'importance des opérations du cycle d'exploitation.
Actif net	Valeur patrimoniale de l'entreprise déterminée comptablement à partir de son bilan après affectation du résultat.
Action	Valeur mobilière représentative d'un droit de propriété sur une fraction du capital d'une entreprise.
Affectation du résultat	Le bénéfice comptable est affecté aux réserves et le cas échéant aux distributions de dividendes : - l'affectation aux réserves peut relever de la loi (réserve légale), de la fiscalité (réserve réglementaire), des statuts (réserve statutaire) ou de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice (autres réserves et report à nouveau) ; - le dividende est la rémunération du capital social. La perte comptable est reportée à nouveau, imputée sur les réserves anciennes ou imputée sur le capital (cas extrême).
Amortissement de caducité	Dans le cadre d'une délégation de service public, l'amortissement de caducité permet de reconstituer les fonds que la société a mobilisés pour financer les biens affectés à la délégation (ex. : réseaux de distribution du gaz). Il est pratiqué sur une durée qui n'excède pas la durée du contrat de délégation.
Amortissement comptable	La dotation aux amortissements est une charge enregistrée au compte de résultat pour constater la dépréciation d'un bien dans le temps.
Approbation des comptes	Opération ayant pour objet d'approuver le bilan et le compte de résultat de l'exercice écoulé en donnant quitus aux dirigeants et aux commissaires aux comptes de leur mission.
Assemblée générale extraordinaire (AGE)	Elle se réunit chaque fois qu'il convient de prendre des décisions sur l'avenir de la société. Elle statue sur les décisions qui ont pour effet de modifier les statuts de la société.
Assemblée générale ordinaire (AGO)	Dans les SAEM, elle se réunit au moins une fois par an pour approuver les comptes de la société. L'AGO est compétente pour la désignation des administrateurs.
Besoin en fonds de roulement d'exploitation	Il constitue le montant de la trésorerie qu'une société doit mobiliser pour pouvoir financer la différence négative entre les encaissements et les décaissements (stocks + créances d'exploitation – dettes d'exploitation). La formule comptable exacte pratiquée dans les présents rapports pour le calcul de cet indicateur est la suivante : *actif circulant brut + charges constatées d'avance moins :* *les disponibilités, les valeurs mobilières de placement, les avances et acomptes reçus sur commandes en cours, les dettes fournisseurs et comptes rattachés, les dettes fiscales et sociales, les dettes sur immobilisations et comptes rattachés, les autres dettes, les produits constatés d'avance*.
Bilan	Document de synthèse comptable ; photographie de la situation patrimoniale de la société à une date donnée.

Lexique

Boni de liquidation	Il s'agit de la valeur excédentaire à la suite de la liquidation de tous les actifs d'une société et après remboursement des dettes. Sa répartition est proportionnelle à la part de chaque actionnaire dans le capital social.
Capitaux permanents ou ressources stables	Moyens de financement utilisés par l'entreprise de façon permanente ou durable. L'entreprise en dispose de manière continue pour le financement de ses immobilisations. Il s'agit par exemple des capitaux propres et des emprunts à long terme.
Capacité d'autofinancement (CAF)	La capacité d'autofinancement (CAF) est le montant de trésorerie potentielle dégagée par l'activité de l'entreprise pendant un exercice. Elle se calcule par la différence entre les produits encaissables et les charges décaissables, à l'exclusion des opérations de cession d'immobilisations. Elle permet d'apprécier la part des investissements pouvant être financés par l'activité.
Capitaux propres	Inscrits au passif du bilan, les capitaux propres sont les capitaux apportés par les actionnaires ou générés par l'activité de l'entreprise. Ils appartiennent aux actionnaires. Constituant le droit de gage des créanciers, ils assurent l'indépendance financière de l'entreprise et permettent d'en apprécier la solvabilité.
Capital social	Le capital social est constitué des apports faits par les actionnaires (ou associés) ; il peut être augmenté ou diminué. Le capital constitue un élément du passif, il figure dans les capitaux propres.
Cessation des paiements	Elle intervient lorsque le débiteur ne peut plus faire face à son passif exigible grâce à l'actif disponible, c'est à dire lorsqu'il ne lui est plus possible de payer au jour le jour ses créanciers et ce, même si la société possède des actifs importants mais non disponibles (immobilier,…). L'état de cessation des paiements oblige les dirigeants à procéder au dépôt de bilan.
Chambre régionale des comptes	Juridiction financière fonctionnant dans chaque région et chargée : - du jugement des comptes des comptables publics ou de fait, - du contrôle de gestion de nature administrative portant sur le bon emploi des fonds des collectivités, - du contrôle de nature administrative portant sur le budget des collectivités. Les jugements de la chambre régionale des comptes sont susceptibles d'appel devant la cour des comptes. La chambre régionale des comptes peut intervenir dans les « satellites » des collectivités.
Chiffre d'affaires	Montant hors taxes des produits réalisés par une société dans l'accomplissement de son activité professionnelle courante.
Commissaire aux comptes	Personne physique ou morale désignée par l'organe approuvant les comptes et chargée de : - certifier l'image sincère et fidèle des comptes annuels, - le cas échéant, déclencher la procédure d'alerte, - vérifier le respect des obligations juridiques de l'organisme.
Comptes annuels	Si un organisme est soumis aux règles du plan comptable général de 1982 (ce qui est le cas des sociétés d'économie mixte), celui-ci doit produire, pour chaque exercice social, des comptes annuels comprenant un bilan, un compte de résultat et des annexes.

Lexique

Compte de résultat	Document de synthèse comptable retraçant l'activité et la rentabilité d'une société sur un exercice.
Conseil d'administration	Organe collégial investi des pouvoirs nécessaires à la gestion d'une structure dans les limites de la loi, de l'objet social et des statuts. Le conseil d'administration est désigné par l'assemblée générale ou les statuts. Il nomme en son sein un Président.
Contrat de bail emphytéotique	Une collectivité peut donner à bail emphytéotique ou à bail à construction un terrain dépendant de son domaine privé à une personne de droit privé (société ou entrepreneur individuel) en vue de permettre à cette dernière d'édifier à ses frais et pour son compte un bâtiment qui restera sa propriété pendant la durée du bail. Ce contrat confère au bénéficiaire un droit à titre non précaire d'une durée minimale de 18 ans et maximale de 99 ans ; il est nécessaire que le contrat offre une contrepartie financière (redevance) à la collectivité propriétaire. Il est admis que les collectivités locales puissent avoir recours au bail emphytéotique sur leur domaine public.
Contrat de délégation de service public	Le contrat de délégation de service public permet à une personne morale de droit public de confier la gestion d'un service public à un délégataire public ou privé, dont la rémunération est substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du service. Le contrat est conclu pour une durée limitée et à la suite d'une procédure de publicité qui doit permettre la présentation de plusieurs offres concurrentes. Le délégataire peut être chargé de construire des ouvrages ou d'acquérir des biens nécessaires au service. Constituent des contrats de délégation de service public, les contrats de concession de service public, d'affermage ou de régie intéressée.
Convention de mandat	Une convention de mandat passée entre une collectivité et une société permet à cette dernière d'intervenir au nom et pour le compte de la collectivité. La collectivité assure en principe le financement de l'opération et en porte le risque.
Convention publique d'aménagement	La convention publique d'aménagement (anciennement «concession d'aménagement ») est un contrat par lequel l'Etat, les collectivités locales ou leurs établissements publics confient la réalisation des opérations d'aménagement (zones d'aménagement concerté et lotissements) à une personne publique ou privée.
Dépôt de bilan	Formalité consistant, pour un dirigeant dont la structure est en état de cessation des paiements, à saisir le tribunal compétent en vue de faire prononcer le redressement ou la liquidation judiciaire.
Disponibilités	Espèces ou valeurs assimilables à des espèces ; selon le plan comptable général, ce terme est équivalent à celui des liquidités.
Dotations	Charges de l'exercice ne résultant pas d'un décaissement mais d'une évaluation. On les appelle également des *charges calculées* : - les *dotations aux amortissements* correspondent à l'évaluation annuelle de la dépréciation des immobilisations amortissables supposée correspondre à une charge de l'exercice ; - de même, les *dotations aux provisions* correspondent à l'évaluation des pertes probables de valeur de certains éléments de l'actif ou de risques plus généraux susceptibles de générer des décaissements futurs, en raison d'évènements nés au cours de l'exercice.
Emplois stables	Ensemble des investissements d'une société correspondant au total de l'actif immobilisé.
Excédent brut d'exploitation (EBE)	Solde intermédiaire de gestion et principal indicateur de performance économique. Il correspond à la valeur ajoutée plus les subventions d'exploitation après rémunération de l'état (impôts et versements assimilés) et du personnel (charges de personnel).

Lexique

Fonds de roulement net global (FRNG)

Cet indicateur permet de vérifier si une société finance totalement ses emplois stables (investissements). Il est issu de la différence entre les ressources stables (capitaux permanents) et l'actif immobilisé brut. Une différence positive marque la présence d'un FRNG et constitue un des critères de l'équilibre financier. Un FRNG négatif ou une absence de fonds de roulement, signifient que les ressources à court terme financent des besoins durables, ce qui est préjudiciable au maintien des paiements et à la trésorerie.

La formule comptable pratiquée dans les présents rapports est la suivante : *capitaux propres + écarts de conversion passif – capital souscrit non appelé – charges à répartir sur plusieurs exercices – primes de remboursement des obligations – écarts de conversion actif + autres fonds propres + emprunts obligataires convertibles + autres emprunts obligataires + emprunts et dettes auprès des établissements de crédit + emprunts et dettes financières divers – concours bancaires courants, soldes créditeurs de banques et CCP + provisions pour risques et charges + total des amortissements et provisions de l'actif du bilan – actif immobilisé brut.*

Liquidation

Procédure entraînant la disparition de la structure :

- la liquidation peut être *amiable* et décidée par les membres de la structure en assemblée générale extraordinaire ; la procédure amiable débouche sur la conclusion d'un accord contractuel avec les créanciers, accord portant sur les délais de paiement et les remises de dettes,
- la liquidation peut être *judiciaire* suite au dépôt de bilan de la société.

MIILOS, structure interministérielle

Créée par décret du 22 février 1993, la mission interministérielle d'inspection du logement social (MIILOS) est la seule mission d'inspection dont le champ exclusif d'intervention nationale est le logement social ; placée sous l'autorité des ministres chargés du logement et de l'économie, représentés au sein d'un comité directeur, elle procède, à intervalles réguliers, à une évaluation d'ensemble de la gestion des organismes et dispose d'une prérogative fondamentale : le contrôle sur place.

Procédure d'alerte

Dispositif déclenché par le commissaire aux comptes, le comité d'entreprise, les associés ou le tribunal compétent, lorsque la situation d'une entreprise évolue de manière préoccupante ; la procédure d'alerte tend à appeler l'attention des dirigeants d'une société sur la nécessité de prendre des mesures en vue de redresser cette situation. Les dirigeants doivent indiquer les mesures qu'ils comptent mettre en œuvre pour rétablir la situation.

Provisions

Constatation comptable d'une diminution de valeur estimée non irréversible du patrimoine de l'entreprise.

Provisions pour risques et charges

Provisions évaluées à l'arrêté des comptes et destinées à couvrir des risques et des charges que des évènements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet, mais dont la réalisation est incertaine.

Provisions réglementées

Provisions ne correspondant pas à l'objet normal d'une provision et comptabilisées en application de dispositions légales ; elles font partie des capitaux propres.

Résultat

Solde (positif ou négatif) résultant de la différence entre les produits et les charges de l'exercice tels qu'ils figurent au compte de résultat.

Résultat courant

Cumul du résultat d'exploitation et du résultat financier.

Lexique

Résultat net	Cumul du résultat courant et du résultat exceptionnel.
Résultat d'exploitation	Résultat du processus d'exploitation et d'investissement de l'exercice ; il traduit l'accroissement de richesse dégagé par l'activité industrielle et commerciale de l'entreprise. Ce résultat prend également en compte le processus d'investissement par le biais des charges de dotations aux amortissements et provisions.
Résultat exceptionnel	Il recense les éléments de nature exceptionnelle et en particulier les plus ou moins-values sur cessions d'actifs.
Reprises sur amortissements et provisions	Compte destiné à réintégrer dans le résultat des provisions pour lesquelles les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.
Société anonyme d'économie mixte locale (SAEML)	Son statut est défini par les lois du 7 juillet 1983 et du 2 janvier 2002. Les communes, départements, régions et leurs groupements peuvent prendre des participations dans une SAEM locale, pour réaliser des opérations d'aménagement, de construction, pour exploiter des services publics industriels et commerciaux ou toute autre activité d'intérêt général et sous certaines conditions : - la SEM est une société anonyme, - les collectivités publiques détiennent, séparément ou à plusieurs, plus de la moitié du capital social et des voix dans les organes délibérants, - les actionnaires privés ne peuvent détenir moins de 15% du capital social (loi du 20 janvier 2002).
Statuts	Acte constitutif d'une société posant les objectifs et règles de fonctionnement d'une société ou association. Ils comportent certaines mentions obligatoires.
Trésorerie	La trésorerie comprend les montants disponibles en caisse et en banques ainsi que les placements à court terme rapidement réalisables sans risque de perte de valeur.
Trésorerie nette	Trésorerie diminuée des concours bancaires courants (découverts en comptes).
Valeur ajoutée	Solde intermédiaire de gestion indicateur de la richesse créée par l'entreprise, avant rémunération des facteurs de production (salariés, état, entreprise, actionnaires…). Elle correspond à la production moins les consommations intermédiaires.

SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE Objet social	PRESIDENT Directeur	Capital social	% détenu par la Ville	Effectif moyen	indicateurs d'activité unité	 2016	 2017	 *variation*
LOGEMENT								
HABITATION MODERNE construction et gestion, pour son compte ou pour le compte de tiers, d'immeubles de toute nature (en France et à l'étranger)	**Philippe BIES** Virginie JACOB	1 500 000 €	53 %	189,97 Etp	▪ nombre de logements	9 769	9 980	*+2,2 %*
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE								
LOCUSEM études, opérations d'aménagement, construction, rénovation, restauration, gestion immobilière, entretien d'immeubles et d'équipements et réalisation d'actions dans les quartiers dans le domaine immobilier	**Henri DREYFUS** Bernard MATTER	11 243 772 €	16 %	1 Etp	▪ surfaces commerciales gérées (m^2)	11 228	11 052	*-1,6 %*
RESEAU GDS exploitation, entretien et développement des réseaux de distribution de gaz et tout objet complémentaire	**Olivier BITZ** Bruno ALAVES	9 778 000 €	50 %	234 Etp	▪ nombre de points de consommations	106 567	106 921	*+0,3 %*
SAMINS la gestion du Marché d'intérêt national qui regroupe les opérateurs grossistes, producteurs, prestataires de services et acheteurs des secteurs alimentaires et horticoles	**Serge OEHLER** Stéphane BABILOTTE	1 184 730 €	25 %	9,43 Etp	▪ surfaces commerciales louées et concédées ▪ tonnage de marchandises réceptionnées	47 706m² 146 238	56 500m² 129 817	*+18,4 %* *-11,2 %*
STRASBOURG EVENEMENTS la gestion, l'animation et la promotion d'équipements publics locaux, ainsi que la conception, l'organisation, la participation, le financement direct ou en partenariat, de toute manifestation	**Nawel RAFIK-ELMRINI** (Conseil de surveillance) **Jean-Eudes RABUT** (Directoire)	1 460 279 €	17 %	114,2 Etp	▪ nombre de manifestations ▪ fréquentation Pmc ▪ fréquentation Pex	225 170 999 543 625	240 172 493 486 275	*+6,7 %* *+0,9 %* *-10,6 %*
PROMOTION – ANIMATION DEPLACEMENT-STATIONNEMENT								
CTS organisation, exploitation et développement de tous les services publics et accessoirement privés de transports de voyageurs et de marchandises	**Alain FONTANEL** Jean-Philippe LALLY	5 000 000 €	0.76 %	1 551 Etp	▪ fréquentation annuelle ▪ offre kilométrique	119 864 839 17 710 852	119 723 000 17 725 983	*-0,1%* *+0,1 %*
PARCUS étude, construction et exploitation, à l'intérieur du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, de parcs de stationnement et de toutes les installations commerciales, administratives ou autres, qui pourraient y être rattachées	**Caroline BARRIERE** Pascal JACQUIN	2 800 000 €	10 %	81,9 Etp	▪ nombre de tickets - horaires - abonnés	8 140 105	7 934 437	-2,5%
AMENAGEMENT								
SERS la réalisation d'opérations d'aménagement et d'équipement foncier, économique et social, d'activités de gestion, de prestations ou d'exploitation de services ou biens, de toutes les opérations de constructions nécessaires à la vie économique sociale	**Roland RIES** Eric FULLENWARTH	8 068 800 €	26 %	32 Etp	▪ produits d'exploitation activité "concessions d'aménagement"	18 568 119 €	25 939 481 €	*+39,7 %*
SPL des deux Rives Aménagement de la ZAC 2 rives	**Roland RIES** Eric BAZARD	5 000 000 €	50 %	16 Etp	• Degrés d'avancement des dépenses • Surface acquise durant l'année (ares)	5,3% 1 610	7,9% 1 066	+2,6 % -33,8 %

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2018 - Point n°8

Synthèse de l'activité 2017 des sociétés à capitaux mixte de la ville de Strasbourg.

Pour **48**	**AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KEMPF-Suzanne, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, MEYER-Paul, NEFF-Annick, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, RIES-Roland, ROGER-Patrick, SCHAETZEL-Françoise, SCHALCK-Elsa, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, MENAD-Zaza, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, LOOS-François**
Contre **0**	
Abstention **7**	**CALDEROLI-LOTZ-Martine, KELLER-Fabienne, REMOND-Thomas, ROOS-Thierry, TARALL-Bornia, VETTER-Jean-Philippe, ZUBER-Catherine**

9

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Avis sur les emplois Ville.

Les emplois relevant des compétences de la ville de Strasbourg sont créés par la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole et la charge est répartie entre les deux collectivités selon la convention du 3 mars 1972.

La délibération qui vous est soumise porte sur des transformations d'emplois présentées en annexe.

Les transformations d'emplois créés précédemment peuvent être rendues nécessaires lorsque les missions et/ou la configuration de l'emploi sont modifiées *(changement d'intitulé, de la nature des fonctions, et/ou de la fourchette de grades)*.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
vu l'article L5211-57 du Code général des collectivités territoriales,
vu la Convention du 3 mars 1972 entre la CUS et la ville de Strasbourg,
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré,

approuve

les transformations d'emplois présentées en annexe.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

Annexe à la délibération du Conseil municipal du 17 décembre 2018 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Transformations avec incidence financière à la hausse							
Direction de la Population, des élections et des cultes	Funéraire	3 agents de conservation des cimetières - chargés de suivi technique	Réaliser l'entretien général des sites (espaces verts, bâtiments...). Assurer l'accueil et la police des opérations funéraire. Réaliser des exhumations administratives. Assurer le suivi technique d'une activité transverse.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique à agent de maîtrise principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant agent de conservation des cimetières calibré d'adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe).
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 régisseur général	Coordonner et mettre en œuvre les moyens logistiques et techniques liés aux manifestations et activités de l'orchestre. Encadrer une équipe.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant régisseur général d'orchestre calibré d'attaché à attaché principal).
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 chargé de la communication numérique et des relations médias	Assurer le développement et la gestion de la communication numérique et des relations avec les médias.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant conseiller technique chargé de communication calibré attaché à administrateur hors classe).
Transformations sans incidence financière							
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 chargé de la communication et des actions culturelles	Concevoir des supports de communication et assurer le suivi des actions culturelles participant à la promotion de l'orchestre.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant responsable publics et marketing).

10

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Présentation au Conseil des rapports d'activités de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg pour l'année 2017.

L'article L 2541-21 du Code général des collectivités territoriales, spécifique aux communes de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, dispose que chaque année le Maire présente au Conseil municipal un rapport sur la marche et les résultats de l'ensemble de l'administration pendant l'année précédente.

Par ailleurs, l'article article L 5211-39 applicable au rapport d'activité de l'Eurométropole fait obligation aux maires des communes membres de l'EPCI de communiquer ce rapport d'activité à leur Conseil municipal après que ce rapport leur ait été transmis par le Président de l'Eurométropole.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les articles L 2541-21 et L 5211-39 du Code général des collectivités territoriales,
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré,
prend acte

de la présentation du rapport d'activité de la ville de Strasbourg pour l'année 2017 et du rapport d'activité de l'Eurométropole de Strasbourg pour l'année 2017.

Les rapports d'activités sont joints en annexes et sont également téléchargeables à partir du lien suivant :

https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=QLhU5zkkYmBNGYsH52ZyYD

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

Strasbourg.eu
eurométropole

Rapport d'activité 2017 de la ville de Strasbourg

Sommaire

Avant-propos 4
Direction de l'Audit interne 5
Délégation cohésion sociale et développement éducatif et culturel 7
Mission patrimoine UNESCO 8
Mission prévention de la radicalisation 10
Mission droits des femmes et égalité de genre 12
Direction des solidarités et de la santé 16
Direction de la population, des élection et des cultes 29
Direction de l'Enfance et de l'Education 40
Direction de la culture 54
Délégation aménagement, développement et mobilité 73
Direction de projet Wacken-Europe 73
Direction du développement économique et de l'attractivité 74
Direction urbanisme et territoires 80
Direction mobilité, espaces publics et naturels 105
Direction de la construction et du patrimoine bâti 110
Délégation sécurité, prévention et sports 113
Service Prévention urbaine et Contrat Intercommunal de Prévention et de Sécurité de l'Eurométropole de Strasbourg 114
La Mission Sécurité Civile 120
La Direction de la Police Municipale et du Stationnement 122
La direction de la réglementation urbaine 123
Direction des sports 127
Délégation pilotage, ressources, environnement et climat 136
Service des assemblées 137
Service achat et de la commande publique 138
Le service Partenariats 140
Direction des finances et de la programmation 142
Direction des ressources logistiques 150
Direction de l'environnement et des services publics urbains 161
Délégation relations internationales et communication 164
Service du Protocole 165

Veille stratégique et documentaire 167
Direction de la communication 169
Direction des relations européennes et internationales 174
Direction de l'animation urbaine 196

Avant-propos

Aux termes de l'article L 2541-21du Code général des collectivités territoriales, spécifique aux communes des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, il incombe au maire de présenter chaque année au conseil municipal un rapport « *sur la marche et les résultats de l'activité de l'administration* » au cours de l'année précédente.

Répondant ainsi à une obligation strictement encadrée par la loi, ce rapport d'activité ne saurait se présenter ni comme un instrument de communication appliqué aux services et politiques publics mis en œuvre, ni même comme un document décrivant, dans un objectif pédagogique par exemple, le fonctionnement de l'administration communale. Il a pour objet d'exposer de la manière la plus exhaustive possible l'activité de chacun des services, de chacune des directions de l'administration municipale. Il se présente donc comme un recueil de données. Son contenu résulte de l'agrégation des contributions rédigées par chacune des directions et sa structuration est commandée par celle de l'organigramme des services en vigueur au cours de l'année 2017.

Ce rapport d'activité fait ainsi apparaître la grande diversité et le large éventail des métiers exercés au service de l'action municipale, que ce soit dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la culture, du sport, de l'aménagement, de l'urbanisme, de la sécurité, des mobilités, des relations internationales, ou en matière de fonctions dites « supports » : finances, commande publique, documentation, communication, équipements informatiques, gestion des bâtiments, imprimerie, etc.

L'action de nos services est encadrée par deux objectifs : un objectif national de maîtrise de la dépense publique et un objectif de maintien de la qualité du service public à un niveau qui satisfasse les attentes des habitants. La coexistence de ces deux objectifs ne va pas sans générer des contradictions. C'est à les résoudre que, sous l'autorité du Directeur général, s'emploient au quotidien les directeurs et les chefs de services de notre administration. Que les uns et les autres soient ici remerciés, ainsi que l'ensemble de leurs collaborateurs, pour la qualité de leur engagement au service de Strasbourg, des habitants de notre ville et de ceux qu'elle accueille dans le cadre de leurs études, de leurs déplacements professionnels ou de leurs visites.

Roland Ries
Maire de Strasbourg

DIRECTION DE L'AUDIT INTERNE

Le cadre d'exercice de la direction de l'audit interne est décrit dans la Charte de l'Audit interne de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

1. Les raisons d'être de l'Audit interne

L'objectif principal recherché par la mise en place en 2011 de l'audit interne est de disposer d'une structure qui fonctionne de manière indépendante et objective et dont la mission principale est l'évaluation de l'efficacité et de la cohérence du système de contrôle interne en place.

Le contrôle interne, tel que défini par l'Institut Français de l'Audit et du Contrôle Internes, est constitué des dispositifs mis en œuvre par une organisation (ensemble de moyens, de comportements, de procédures et d'actions adaptés) qui visent à garantir notamment la conformité aux lois et règlements :

- l'application des instructions et des orientations fixées par la direction générale ;
- le bon fonctionnement des processus internes de la collectivité ;
- la réalisation -ou l'optimisation- des opérations et des projets ;
- la fiabilité des informations financières ;

Les missions qui sont confiées à la direction de l'Audit interne sont, dans la mesure où celle-ci examine et évalue le contrôle interne en place, de donner à la gouvernance de l'organisation une assurance sur le degré de maîtrise de ses opérations, d'émettre le cas échéant des recommandations pour l'améliorer, et contribuer ainsi à créer de la valeur ajoutée. Le résultat attendu est d'encourager et de conforter toutes les initiatives prises pour prévenir et maitriser les risques.

2. Les missions d'audit déjà réalisées

Cette direction, rattachée hiérarchiquement au directeur général des services, mais dont les missions dépendent d'un Comité d'audit et des risques, a conduit depuis 2012 10 missions d'audit concernant différents processus transversaux de la collectivité :

- audit du processus délibératif ;
- audit des régies d'avances et de recettes ;
- audit de l'autocontrôle en matière de marchés publics ;
- audit des tarifs publics (CTS, Boutiques des musées, et Foires et marchés) ;
- audit de la gestion locative du patrimoine de la collectivité ;
- audit de l'utilisation des bons de commande pour les marchés à bons de commande ;
- audit des avenants aux marchés publics ;
- analyse des risques juridiques et des provisions ;
- audit des dépenses de pharmacie, mission menée en partenariat avec la DRFiP, préalable à la mise en place d'un « contrôle allégé en partenariat » ;
- audit de la billetterie des piscines ;
- audit des frais de déplacement, mission menée en partenariat avec la DRFiP, préalable à la mise en place d'un « contrôle allégé en partenariat » (rapport attendu début 2018).

Pour information, le plan pluriannuel d'audit 2018 comporte des futures missions à mener, pour certaines d'entre elles de façon externalisée (partenaires retenus après procédure de marchés publics) :

- audit du Document unique du service Propreté urbaine ;
- audit des droits de place des marchés d'approvisionnement de la ville de Strasbourg ;
- audit de la sécurité du système d'information des 2 collectivités ;
- audit de la Délégation de Service Public Transport ;
- audit des marchés de nettoyage.

3. Suivi des plans d'actions

La direction de l'Audit interne suit annuellement l'avancement des plans d'action faisant suite aux recommandations exprimées lors des missions d'audit interne. Elle communique aux directions opérationnelles le résultat de ce suivi, en distinguant les actions déjà réalisées, celles en cours de réalisation, et celles qui restent à faire.

La DAI assure également un suivi annuel des plans d'actions « finances » et « ressources humaines » qui ont fait suite aux contrôles de la Chambre régionale des Comptes en 2012 et en 2013. En 2017, a eu lieu un contrôle du suivi des observations de la Chambre régionale des comptes de ses propres rapports de 2012/2013. Comme le veut le code des juridictions financières, un rapport sera communiqué à l'Assemblée mi-2018, indiquant les suites données aux observations de la CRC.

4. Contrôles de la CRC

La DAI a également en charge de rassembler les réponses qui sont préparées pour la Chambre régionale des Comptes, suite aux contrôles menés par elle sur la gestion de la collectivité ou de ses satellites.
L'année 2017 a été marquée par plusieurs contrôles de la gestion de la ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg (2ème semestre, les contrôles s'étendant sur le 1er semestre 2018).

5. Cartographie des risques

L'année 2017 a été marquée par la désignation de pilotes suivant les 18 risques « prioritaires » de la collectivité. La DAI est en charge de l'accompagnement et du suivi des plans d'actions produits.

Délégation cohésion sociale et développement éducatif et culturel

MISSION PATRIMOINE UNESCO

Extension de la Grande-Ile à la Neustadt sur la liste du patrimoine mondial/ Conduite de la candidature

- mise au point des réponses aux questions du Panel Icomos, calage avec les services de la collectivité (DUT) et de l'Etat (DRAC) ;
- rédaction du mémoire de réponse (addendum) et transmission à Icomos (janvier à février) ;
- organisation d'une rencontre présidée par Alain Fontanel avec les associations de défense du patrimoine (7 juin) ;
- édition d'une plaquette trilingue de présentation de la candidature ;
- organisation d'une commission locale du patrimoine mondial, notamment pour évoquer le projet de parking (16 juin) ;
- Comité du patrimoine mondial à Cracovie, organisation du déplacement de la délégation du 07 au 10 juillet, (programme, organisation d'une exposition au consulat de France et d'une réception pour 200 personnes, le 07 juillet).

Programmation « victoire »

- participation à la programmation générale ;
- réalisation et mise en place d'une exposition de plein-air : écriture des textes, conception des panneaux, suivi de la réalisation des structures et de leur mise en place (inaugurée le 15 juin par le Maire, place du Château, puis installée place Kléber) ;
- édition d'un ouvrage présentant la candidature aux Editions du Signe, (choix et commande de photo, rédaction des textes, coordination) ;
- organisation et tenue d'un stand au Salon du patrimoine, à Paris (01 au 03 octobre) ;
- publi-reportage dans la revue du patrimoine mondial (octobre 2017).

Presse, communication UNESCO

- accueil de journalistes, interviews, voyage presse de l'association des journalistes francophones étrangers le 1er mai, RTL 29 juin, France 3 le 28 novembre, Journal de l'université le 7 décembre;
- diffusion de support de communication ;
- animation d'un café débat au Café Brant (4 mars) ;
- organisation et animation d'un stand « Unesco/Neustadt » pour la fête de la science, palais universitaire (3 octobre).

Etudes en lien avec la candidature

- Réalisation d'une recherche « l'Unesco vu par les Strasbourgeois », avec convention universitaire avec la Misha et le Cnrs.

Représentation et coordination de l'action de la ville au sein des réseaux nationaux et internationaux

- ABFPM (Association des biens français du patrimoine mondial) : rencontres annuelles à Reims, rencontres européennes à Lubeck ;
- ICOMOS (Conseil international des monuments et des sites): Conseil d'orientation (17 octobre) ;
- OVPM (Organisation des villes du patrimoine mondial) : projet de jumelage scolaire entre le Lycée pasteur et un établissement de Tunis ;

- Archi-Wiki : participation au Conseil d'orientation et d'administration (8 décembre).

Autres projets en lien avec le patrimoine

- participation aux travaux du Comité de pilotage et Comité technique patrimoine des bains municipaux, au comité scientifique du CIAP (Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine), au lancement du PSMV (Plan de Sauvegarde et de mise en valeur); contribution au dictionnaire « Strasbourg Laboratoire d'Europe » édité par les presse universitaire de Strasbourg ;
- accueil d'un stagiaire burkinabé (10 au 16 avril) dans le cadre de la formation de gestionnaires de sites francophone organisée par le réseau des Grands sites de France et le ministère des affaires étrangères.

MISSION PREVENTION DE LA RADICALISATION

L'action de la ville de Strasbourg se situe principalement au stade de la prévention primaire et précoce, largement en amont du passage à l'acte, en agissant sur le « terreau » de la radicalisation, soit l'ensemble des dispositions, des facteurs et des conditions qui rendent certaines personnes vulnérables à une offre de radicalité.

Ce plan d'action répond à un enjeu de cohésion sociale et il s'organise selon trois grands principes :

- une intervention dans le champ de compétences de la ville de Strasbourg, en parfaite articulation avec les prérogatives sécuritaires de la préfecture du Bas-Rhin ;
- une démarche transversale, l'ensemble des directions et des services pouvant contribuer
  à la prévention de la radicalisation ;
- une mobilisation du droit commun, en donnant un cadre et une cohérence d'ensemble à des actions et des projets souvent déjà existants.

Ce plan d'action est organisé autour de cinq axes :

1. Communication : faire connaître la définition de la radicalisation, valoriser et situer l'action de la collectivité dans la lutte contre la radicalisation en général et par rapport à ses partenaires :
   - relais de la campagne nationale « Stop djihadisme » ;
   - différentes interventions lors de rencontres ou colloques (ex. Etats-généraux de la sécurité locale, 9 novembre 2017) ;
   - référence dans le rapport des sénateurs Jean-Marie Bockel et Luc Carvounas sur les collectivités territoriales et la prévention de la radicalisation, avril 2017 ;
   - référence dans le guide méthodologique du Commissariat Général à l'Egalité des Territoires (CGET) sur la prévention primaire de la radicalisation, à paraître.

2. Formation, information, sensibilisation : formation du plus grand nombre possible d'agents, en fonction des besoins et des situations propres des différents services :
   - différentes modalités : des formations territorialisées et interservices, formation des agents au contact direct et régulier des publics, actions de sensibilisation en régie, sur des formats courts ;
   - mise en œuvre du programme national de formation « Valeurs de la République et laïcité » ;
   - plus de 700 agents formés depuis mi-2016.

3. Mobilisation : constitution de réseaux territorialisés pluridisciplinaires pour prévenir le risque de rupture pouvant mener à la radicalisation :
   - action conduite sous la double égide de la ville et de la préfecture du Bas-Rhin ;
   - mise en œuvre expérimentale en 2017-2018 dans trois quartiers prioritaires de la politique de la ville : cité Spach, Elsau et cité de l'Ill.

4. Repérage et signalement : élaboration et adoption d'une procédure interne de remontée d'information, de repérage et de signalement du risque de radicalisation

violente. Permet aux agents de faire remonter des informations préoccupantes auxquelles ils seraient confrontés dans le cadre de leurs activités ordinaires.

5. Action : s'appuyer prioritairement sur des actions préexistantes, non spécifiques et présentant un fort potentiel en matière de prévention de la radicalisation, pouvant être mises en œuvre rapidement :
    - facteurs ciblés en priorité : le milieu familial, l'esprit critique, l'estime de soi, le rapport à l'altérité ;
    - ces actions peuvent être conduites soit en régie, soit par les partenaires de la collectivité (Contrat de ville ou droit commun) ;
    - actions emblématiques et innovantes : composition d'un kit pédagogique pour des interventions en milieu scolaire sur le traitement de l'actualité et le complotisme ; participation au programme international de contre-discours *Local Voices*, avec le Forum européen pour la sécurité urbaine.

MISSION DROITS DES FEMMES ET EGALITE DE GENRE

Conformément à ses engagements liés à la signature de la charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale, la ville a rendu public le 29 mars 2012 son 1er plan municipal pour les droits des femmes et l'égalité de genre. Les 36 fiches actions qui le composent sont celles autour desquelles la Mission organise ses activités.
L'année 2017 a permis de conforter chacun des axes du plan municipal d'action reconduit pour la période 2017-2020, après sa présentation en conseil municipal du 23 janvier 2017.

1. Objectif 1 : favoriser une politique volontariste au sein de l'administration

La question de l'égalité entre les femmes et les hommes, si elle concerne l'ensemble des agents, est traitée de manière conjointe entre la Direction des ressources humaines et la Mission Droits des femmes et égalité de genre. Un comité de pilotage égalité professionnelle entre les femmes et les hommes suit les avancées des réalisations ou projets. Le travail engagé ou poursuivi a permis de considérer la situation à partir du rapport de situation comparée rédigé conformément aux directives nationales.

Parmi les axes de travail interne estimés prioritaires :

- **Modifier les comportements et les pratiques**
  - la formation / information des agents : 311 agents de 77 services différents (215 en 2016) ;
  - dont participation au colloque sur les violences faites aux femmes organisé par la Mission : 170 agents dont 156 femmes.

  Au total, 311 agents de l'Eurométropole ont été formés en 2017 ou ont assisté à des séquences d'information sur la thématique.
  Ces actions de l'objectif 1 du plan sont complétées par les travaux portés directement par la Mission des temps et services innovants, pour une meilleure articulation des temps de vie et une amélioration du fonctionnement de la collectivité (reconduction et extension de l'expérimentation télétravail lancée en 2014 et déploiement en 2017).
  Une campagne de lutte contre le sexisme au sein de la collectivité a été mise en place :
  - 247 personnes ont participé volontairement à une autoévaluation de leur connaissance sur le sexisme ;
  - 130 agents ont discuté de leur position par rapport au sexisme en réaction à une interpellation via une imposture par un duo d'artiste ;
  - 58 situations ou témoignages de situations vécues ont été transmises à la chargée de mission.

- **Prendre en compte les difficultés des femmes :**
  - l'espace écoute dédié, géré par la Mission : 31 personnes (dont 2 hommes) ont pris contact en 2017 avec la chargée de mission, responsable de la cellule d'écoute pour parler de leur situation personnelle et professionnelle en lien avec des difficultés vécues ou ressenties de sexisme ;

- l'ouverture d'un « Stammtisch » ouvert aux agentes : à partir du 5 juillet 2017, un groupe de femmes se retrouve deux fois par mois autour d'un repas : ce sont 40 femmes qui ont participé, une ou plusieurs fois à ces rencontres hors temps de travail, dans l'objectif de se retrouver et faire connaissance ;
- la mise en place d'un atelier tricot : le colloque de novembre 2017 a été l'occasion de mettre en place une action particulière liant solidarité et action militante pour la lutte contre les violences faites aux femmes. Un groupe tricot a été créé, qui a réuni une à deux fois par semaine 31 tricoteurs (dont 2 hommes) engagés à confectionner l'un des symboles de la lutte contre les violences faites aux femmes (le « Pussy hat) et a réalisé 146 bonnets.

2. Objectif 2 : Irriguer la Ville d'une culture de l'égalité

Cet objectif se décline autour d'actions de sensibilisation, d'information et de formation selon plusieurs axes, et concerne professionnels ou grand public.

Améliorer l'accès à l'information et à la documentation sur le genre
Des actions ont été portées directement par la médiathèque Olympe de Gouges et son espace ressources dédié au genre.
D'autres l'ont été par la Mission droits des femmes et égalité de genre, directement ou en partenariat avec les associations locales :

- 4 conférences ont réuni 339 personnes sur des sujets différents :
    - « Non le masculin ne l'emporte par sur le féminin » ;
    - « Du sexisme dans le sport » ;
    - « Antisémitisme, antiféminisme, homophobie dans les mouvements d'opposition au mariage pour tous » ;
    - « Les non perdus ».
- des actions autour des journées symboles de lutte pour les droits des femmes :
    - 8 mars : journée internationale de lutte pour les droits des femmes *:* 400 personnes accueillies à la soirée de solidarité en salle de la bourse ;
    - 25 novembre : journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes : organisation du 7ème colloque annuel de formation : 945 personnes ont été présentes sur les 1 400 inscrits (dont 115 hommes) (chiffre en augmentation constante : 300 participants en 2010, lors de la 1ère édition).

D'autre part, des outils d'information ont été édités :

- une newsletter mensuelle informatisée : 3 200 destinataires réguliers avec une augmentation régulière des demandes d'inscriptions ;
- un onglet « égalité droits des femmes » sur le site Internet de la ville : 5 086 vues (contre 3 200 visites en 2016) ;
- une page Facebook suivie par 1 316 abonnés (création de la page en avril 2015).

Sensibiliser à la présence symbolique des femmes dans le domaine public
Le nombre de noms de rues de femmes et de féministes a augmenté :

- au sein de la commission de dénomination : participation et proposition de la Mission : pour 1 commission de dénomination en 2017, 9 noms de femmes pour 9 dénominations faites ;
- par l'actualisation du plan virtuel des noms de rues de femmes (mis en place en octobre 2013) : localisation, notice bibliographique, dates de dénomination consultables sur le site Strasmap.

3. Objectif 3 : Soutenir, encourager et favoriser les initiatives associatives et les politiques publiques en faveur des droits des femmes et pour l'égalité

- améliorer la synergie entre les acteurs
  - suivi et pilotage de la commission plénière égalité femmes – hommes créée en 2009 :
    - 8 réunions ;
    - 30 membres partenaires associatifs présents en 2017.
  - participation aux actions de partenaires sur les quartiers :
    - au sein des ateliers territoriaux de partenaires et des rencontres sur les territoires
    - collaboration régulière avec :
      - le Conseil des Résidents étrangers ;
      - la Mission de lutte contre les discriminations.
- soutenir les associations locales
  - Signature et suivi de conventions d'objectifs et financières. Suivi des 3 associations concernées en 2017 : Centre d'Information sur Les Droits des Femmes & Familles (CIDFF), Planning familial, SOS femmes solidarité.
- poursuivre la prise en compte de la question de l'égalité dans le cadre des politiques municipales. Des exemples :

  Dans le cadre de la politique sportive, amélioration de l'accès des femmes et des familles monoparentales aux activités sportives :
  - mise en place des créneaux spécifiques adaptés souvent couplés à des pratiques douces. Participation de femmes à hauteur de 90 à 100% dans 3 créneaux méridiens par semaine, et une moyenne de 70 à 100 participantes par semaine ;
  - mise en place d'activités pour les femmes séniores depuis septembre 2015, avec moyenne de 15 participantes par semaine.

  Dans le cadre de la politique de prévention :
  - soutien au dispositif de protection des femmes en grand danger. Participation au financement de la mise à disposition sous condition de 20 téléphones d'urgence, avec extension de l'expérimentation locale à tout le territoire national ;
  - travail spécifique sur la prostitution, avec participation aux actions et réflexions de l'Etat :
    - prévention de la prostitution ;
    - santé et accès aux soins ;
    - insertion professionnelle.

Dans le cadre de l'amélioration du dispositif de lieux d'accueil et d'hébergement, maintien du soutien financier aux associations gestionnaires de structures d'accueil et d'hébergement des femmes victimes de violences :

- participation au financement annuel de l'accueil départemental des femmes géré par SOS femmes solidarité, qui a accueilli 225 strasbourgeoises.

DIRECTION DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE

L'action de la Direction des solidarités et de la santé s'exerce dans le champ des compétences de la ville, du CCAS, de l'Eurométropole, de l'Etat (santé scolaire et mesures judiciaires d'investigations éducatives). Elle agit aussi dans le domaine de la jeunesse et de l'éducation populaire. La ville de Strasbourg exerce par délégation plusieurs compétences du Département : l'Action Sociale de Proximité, la Protection Maternelle et Infantile (PMI), l'action éducative en milieu ouvert et l'action éducative à domicile, l'insertion des allocataires du RSA, la gestion d'un centre de planification et d'éducation familiale et les vaccinations obligatoires.

En complémentarité avec les acteurs associatifs et institutionnels qui interviennent dans le champ de l'éducation populaire, de la jeunesse, du social et de la santé, la Direction porte en régie des structures de proximité :

- 16 centres médico-sociaux ;
- 1 accueil de jour ;
- 2 hébergements d'urgence ;
- 31 unités de vie dans des logements pour des familles en grande précarité ;
- 1 aire temporaire pour les populations Roms ;
- 9 aires d'accueil des gens du voyage ;
- 53 cabinets médicaux et dentaires dans les établissements scolaires ;
- 1 point rencontre parents – enfants.

Les projets transversaux et stratégiques 2017

- l'animation des dynamiques partenariales : la journée des partenaires s'est tenue en octobre et a réuni plus de 200 acteurs des solidarités et de la santé intervenant sur le territoire de la ville ;
- le renouvellement de la convention entre la ville et le département du Bas Rhin ;
- les domaines concernés sont la PMI (Service santé autonomie), l'Action sociale de proximité (le service de l'action sociale territoriale), le RSA (service insertion) et la protection des mineurs (Service protection des mineurs) ;
- dynamique locale pour mieux accompagner et accueillir les nouvelles populations qui arrivent sur notre territoire dans le cadre de la demande d'asile notamment : cette dynamique vise à mieux structurer les collaborations partenariales sur ces enjeux. En parallèle, un projet de fond sur la question de l'hébergement est lancé sur le territoire depuis 2017 ;
- le conseil des jeunes ;
- la charte Ville amie des aînés ;
- l'évaluation d'impact santé sur le quartier du port du Rhin ;
- la démarche d'évaluation partagée entre les financeurs de l'action menée par les associations socioculturelles sur la ville de Strasbourg. Cette démarche a été engagée entre la CAF, la ville et le département. Ces institutions ont renforcé leur partenariat autour de 7 priorités socioculturelles partagées autour de la participation des habitants, du partenariat, des lieux d'accueil, de la mixité sociale, de l'accompagnement parental, de l'action en faveur de la jeunesse et des enfants ;
- la résorption des bidonvilles utilisés par les familles roms.

1. Le service de l'action territoriale

Ses missions

Le service décline les missions des différents services de la direction dans les 16 centres médico-sociaux répartis sur les 5 unités territoriale (UT) municipales. Chaque UT est sous la responsabilité d'un responsable appuyé par deux adjoints :

- UT Sud (Meinau, Neuhof) ;
- UT Est (Neudorf, Ampère, port du Rhin, Bourse-Esplanade-Krutenau) ;
- UT centre-nord (Centre-ville, Gare, Tribunal, Robertsau-Wacken, Cité de l'Ill, Orangerie, Conseil des XV) ;
- UT Ouest (Cronenbourg, Hautepierre, Poteries) ;
- UT Sud-Ouest (Koenigshoffen, Hohberg, Elsau, Montagne verte).

L'Unité territoriale est le lieu où s'exerce l'action sociale territoriale de la ville, qui comprend à la fois les missions déléguées par le Département et les missions plus classiques des communes. Les habitants trouvent ainsi dans un même lieu une aide et un accompagnement pour les difficultés liées à leur insertion sociale ou professionnelle, à leur rôle de parents, au logement, à la santé, aux questions administratives et d'accès aux droits, etc.

Les habitants y sont accueillis par des équipes pluri-professionnelles de l'action sociale, mais aussi de la santé (notamment de la protection maternelle et infantile).

Les actions sont de différents ordres :

- accueil physique et téléphonique individualisé ;
- entretiens individuels et visites à domicile ;
- séances d'information collective ;
- actions collectives ;
- instances de concertation d'équipe ou partenariales autour de situations individuelles ;
- groupes d'analyse de la pratique professionnelle ;
- après-midi thématiques à destination des professionnels.

Ses chiffres clefs

- plus de 19 726 familles rencontrées en entretien social dans les CMS en 2017 :
  - près de la moitié pour des problématiques financières ;
  - près d'un quart pour des problèmes liés à leur logement ;
  - près d'une sur cinq pour des problèmes d'insertion.
- 52 934 rendez-vous, visites à domiciles ou permanences sur l'année 2017 pour rencontrer les Strasbourgeois en difficulté.

Faits marquants de l'année 2017

- mise en place de l'équipe renfort sur les UT et développement du plan ressources humaines du service ;
- mise en place de nouveaux groupes de parole et de supervision pour les Intervenants sociaux ;
- mise en accessibilité et sécurisation de la borne d'accueil du CMS de Neudorf ;
- ouverture du nouveau CMS de la Roberstau ;
- travaux sur la convention de délégation avec le Département en lien avec le service ;

- contribution à la construction d'une organisation des services de la direction en vue de répondre aux problématiques des publics migrants.

2. Le service Santé et autonomie

Ses missions
La mission du service est d'aider à réduire les inégalités territoriales et sociales de santé dans une logique de promotion de la santé.

Par convention avec le Département
Le service gère le centre de planification et d'éducation familiale du Neuhof :
- information sur la sexualité, la contraception, l'éducation familiale, la prévention et le dépistage des infections sexuellement transmissibles, et l'accès à l'interruption volontaire de grossesse (ces missions sont assurées gratuitement pour les moins de 20 ans et les assurés sociaux) ;
- conseil conjugal et familial ;
- actions collectives de prévention et d'information sur les thèmes identifiés ci-dessus, notamment à destination des adolescents des collèges de proximité.

Le service met à jour le fichier vaccinal des enfants de moins de 16 ans dont les parents résident sur la commune et organise des séances de vaccinations pour les vaccinations obligatoires au Centre administratif. L'unité de vaccinations est le seul centre public strasbourgeois à effectuer gratuitement (fourniture du vaccin et acte médical) les vaccinations obligatoires antidiphtérique, antitétanique et antipoliomyélitique pour tout public. Dans le cadre d'une politique volontariste de la ville, des actions de promotion et de vaccinations gratuites contre la diphtérie, le tétanos, la poliomyélite et la coqueluche, la grippe, l'hépatite B sont réalisées, en dehors du centre administratif, auprès de personnes en situation de précarité (partenariats internes avec le CCAS et externes avec diverses structures : Médecins du monde, croix rouge, foyers Adoma, etc.).

Pour le compte de l'Etat
Le service assure les missions de santé scolaire dans les écoles primaires de la ville :
- promotion de la santé physique et psychologique des enfants scolarisés ;
- réalisation des bilans de santé systématiques (5/6 ans, classes spécialisées) ainsi que les suivis ;
- action en faveur de l'accueil et l'intégration de tous les élèves sur les temps relevant de l'Education nationale (temps scolaires), notamment des enfants porteurs de maladies chroniques, handicapés ou présentant des troubles spécifiques des apprentissages (via les Projets d'accueil individualisé (PAI), projets personnalisés de scolarisation (PPS), plans d'accompagnement personnalisé (PAP) notamment) ;
- réponse aux urgences (épidémie, maltraitance, évènement grave et mise en place d'une cellule d'écoute) ;
- éducation à la santé et la prévention médicosociale sur des thématiques en cohérence avec les politiques publiques de santé (Contrat Local de Santé, etc.) ;
- réponse, de manière périodique, à diverses enquêtes relatives aux données d'épidémiologie.

L'action volontariste de la ville
Le service conduit une action en matière de santé dentaire à travers le dépistage des affections bucco-dentaires :

- auprès de tous les enfants scolarisés dans les écoles maternelles et élémentaires publiques de la ville, au sein des jardins d'enfants municipaux, des haltes garderies municipales et des crèches municipales ou associatives, et à leur demande ;
- de manière ponctuelle, auprès de publics en difficulté ;
- réalisation de soins dentaires pour les enfants scolarisés dans des écoles ciblées par le dépistage ;
- des actions d'éducation à la santé.

Les soins aux démunis sont assurés par :

- des interventions des infirmiers au sein des structures du Centre Communal d'Action Sociale, pour assurer la coordination du volet sanitaire ;
- l'accompagnement des personnes en rupture dans les démarches de soins ;
- la liaison avec les réseaux de soins médicaux et paramédicaux ;
- la mise en place d'actions de prévention ;
- des soins infirmiers et la participation au projet de réinsertion des personnes en situation précaire.

Ses chiffres clés

- 260 enfants accompagnés via PRECCOSS (Prise en Charge Coordonnées de l'Obésité et du Surpoids à Strasbourg) ;
- plus de 700 bénéficiaires actifs via Sport santé sur ordonnance ;
- près de 4 350 enfants vus au cours des 13 385 consultations médicales du jeune enfant et des 11 900 consultations de puériculture ;
- près de 460 femmes enceintes vues en visite à domicile par une sage-femme ;
- 612 instructions de dossiers d'assistants maternels ;
- plus de 7 000 bilans de santé d'enfants scolarisés (bilans de 4 ans, de 6 ans et ponctuels) ;
- près de 4 000 dépistages orthophoniques ;
- plus de 5 500 élèves ont bénéficié d'une action d'éducation à la santé ;
- plus de 22 000 dépistages bucco-dentaires auprès d'enfants scolarisés ;
- plus de 300 personnes accompagnées dans les structures d'hébergement d'urgence ;
- près de 1 400 doses de vaccins utilisées par l'unité de vaccination ;
- près de 320 consultations médicales au centre de planification et d'éducation familiale ;
- plus de 1 400 personnes inscrites au registre canicule ;
- plus de 3 000 usagers de Mobistras ;
- 100 % du réseau de transport est déclaré accessible aux personnes à mobilité réduite (conformément au décret du 4 novembre 2014).

3. Le service protection des mineurs (SPM)

Son intervention a pour bases la délégation du Département et un conventionnement avec la Justice.

Ses missions

- exercer des mesures éducatives (suivi d'enfants dans leur famille), soit judiciaires (Assistance Educative en Milieu Ouvert : AEMO) ordonnées par le Juge des

Enfants, soit administratives (Aide Educative à Domicile : AED) décidées par le Président du Conseil Départemental;
- réaliser des MJIE (Mesure Judiciaire d'Investigation Educative) ordonnées par les Juges des Enfants et la Cour d'Appel en matière d'assistance éducative;
- assurer un Point de Rencontre, c'est-à-dire organiser sur décision des Juges aux Affaires Familiales ou des Juges des Enfants des visites médiatisées dans toute situation de séparation parentale où l'exercice du droit de visite du parent non-gardien est difficile à mettre en place voire interrompu du fait du contexte trop conflictuel ou de difficultés personnelles des parents.

Ses chiffres clés

Plus de 1 759 mineurs ou jeunes majeurs suivis dont :
- 463 en Aide Educative à Domicile sur décision administrative ;
- 810 en Assistance Éducative en Milieu Ouvert sur décision judiciaire ;
- 249 en Mesure Judiciaire d'Investigation Educative ;
- 15 mineurs accueillis au Point de Rencontre sur décision du Juge des Enfants ;
- 211 mineurs au Point de Rencontre sur décision du Juge aux Affaires Familiales ;
- 11 jeunes majeurs ayant bénéficié d'une prise en charge judiciaire ou administrative.

Les faits marquants de l'année 2017
- Mesure Judiciaire d'Investigation Educative : renouvellement de la convention avec la Protection Judiciaire de la Jeunesse ;
- contribuer à la refondation de la convention de délégation sociale Département / ville ;
- 13ème journée de réflexion sur la Protection de l'Enfance sur le thème « Les besoins fondamentaux de l'enfant en Protection de l'enfance. »
- les actions collectives :
  - ateliers Art thérapie avec familles et enfants, menés par un travailleur social interne au Service, formé à cet effet ;
  - ateliers d'initiation des cultures urbaines à travers la pratique du RAP en partenariat avec la Protection Judiciaire de la Jeunesse ;
  - un séjour éducatif l'été au profit d'une douzaine d'enfants âgés de 3 à 13 ans, ainsi que cinq parents accompagnés par quatre travailleurs sociaux du SPM ;
  - Fête annuelle du Service de Protection des Mineurs sur la thématique « Si j'avais une baguette magique… » visant à valoriser les talents des jeunes et les compétences des parents autour d'ateliers créatifs et ludiques.

4. Le service insertion

Ses missions
Il favorise l'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté en :

- gérant, animant et coordonnant des dispositifs d'aides financières et de contractualisation (Revenu de solidarité Active, Aides Sociales Communales, Fonds d'Aide aux Jeunes et Fonds Solidarité Logement) afin de permettre aux personnes en difficulté sociale et professionnelle d'accéder à leurs droits pour subsister et les accompagner vers plus d'autonomie ;
- renforçant l'animation territoriale et thématique et en favorisant le développement d'actions expérimentales ou innovantes.

Ses chiffres clés

- près de 15 000 ménages allocataires du RSA ;
- près de 10 000 contrats d'engagements traités ;
- près de 11 000 bénéficiaires du RSA accompagnés par l'ensemble des organismes et services référents sociaux et professionnels, ville et associatifs ;
- plus de 6 000 aides sociales communales accordées.

Les faits marquants 2017

- l'ouverture de places en crèches à vocation d'insertion professionnelle en juin 2017 ;
- le lancement du projet de réduction de la précarité énergétique en septembre 2017 ;
- la signature de la convention pluriannuelle d'objectifs avec CRESUS Alsace (Chambre Régionale du Surendettement Social) en octobre 2017.

5. Le centre Communal d'Action Sociale (CCAS)

Le CCAS de la ville de Strasbourg est un établissement public dont la gouvernance est assurée par un Conseil d'administration présidé par le Maire. Il porte des compétences relevant de la ville ainsi que de l'Eurométropole pour l'hébergement d'urgence.

Ses missions
Le CCAS intervient dans le champ de l'accueil et de l'hébergement d'urgence des personnes vulnérables en rupture d'hébergement. Il propose un service obligatoire en matière de domiciliation des personnes sans domicile fixe et d'instruction des demandes d'aides sociales légales. Au-delà de ses missions obligatoires, le CCAS propose des services d'accueil, d'accompagnement et d'hébergement. Par ailleurs, le CCAS anime un réseau d'acteurs impliqués dans le champ de l'hébergement, de l'accompagnement des publics en situation d'exclusion, et plus largement des solidarités et du caritatif.
Concernant la ville, le CCAS porte spécifiquement un service d'accueil et d'accompagnement social (qui assure les domiciliations postales) et l'accueil de jour Fritz Kiener.

Ses chiffres clés

- un accueil de jour ouvert 304 jours dans l'année accueillant chaque jour une moyenne de 42 personnes ;
- 5 518 douches prises dans l'année ;
- près de 500 actes de soins et plus de 290 personnes accompagnées par les infirmiers des structures ;
- 963 personnes ou familles rencontrées en entretien social ;
- 9 930 accueils sociaux/entretiens/orientations ;
- 26 201 passages pour retrait de courrier et 56 126 courriers reçus et triés.
- 12 sinistres sur l'année : 17 foyers sinistrés, 837 nuitées financées.

Les faits marquants 2017

- gestion de la période hivernale. La période de froid intense en janvier a conduit la ville en concertation avec l'Etat à ouvrir un abri d'urgence dans un gymnase municipal avec le soutien du Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO). Cet équipement, d'une capacité de 70 places, a ouvert de 21h à 8h pendant 3 semaines, et assuré plus de 1 000 nuitées pour des personnes de tous les âges, toutes les nationalités, isolées ou en famille ;
- interventions auprès des familles installées sur l'espace public, sous des tentes ou abris de fortune. Le CCAS se coordonne avec les services de l'Etat pour proposer des conditions d'hébergement plus dignes ;
- création d'un lieu ressource pour les familles. Le CCAS a contribué à dresser un diagnostic interinstitutionnel sur les problématiques et besoins des publics aux droits incomplets. Sur la base de ces constats partagés, l'Etat et la ville ont lancé un appel à projet pour la création de la « Loupiote », une structure d'accueil pour familles avec enfants, gérée par l'association l'Etage, qui propose une halte adaptée aux familles et un accompagnement le cas échéant vers les structures, partenaires et institutions compétents ;
- sur l'initiative du CCAS, une dynamique de travail avec des acteurs caritatifs a contribué à la rédaction d'une charte des actions de solidarité sur l'espace public ;
- accompagnement au montage par un collectif citoyen d'un projet d'hébergement innovant, destiné aux publics non repérés par le SIAO ou les acteurs professionnels. Le montage de ce projet est suivi et soutenu par les services de la ville et de l'Etat ;
- création d'un espace douches pour palier la fermeture des douches des bains municipaux le temps des travaux, mais aussi dans une perspective d'évolution à long terme de la structure Kiener.

6. Le service vie associative

Ses missions

Le service Vie associative est en charge du soutien et de l'accompagnement des associations strasbourgeoises œuvrant dans le champ socioculturel et de l'éducation populaire (associations socio-éducatives, centres socioculturels (CSC), espaces de vie sociale (EVS), associations d'éducation populaire, centres de vacances, associations interculturelles, foyers paroissiaux). Il est garant de la mise en œuvre des orientations socioculturelles de la ville de Strasbourg au sein des associations concernées, notamment en faveur de l'enfance et la jeunesse, au travers des missions suivantes :

- soutien technique, matériel, logistique et financier au bénéfice d'une centaine d'associations ;
- suivi, accompagnement, contractualisation et évaluation des actions et projets financés ;
- pilotage et organisation des relations entre la collectivité et les partenaires associatifs et institutionnels.

Ses chiffres clés

- 7 420 937 € de subventions de fonctionnement au bénéfice de 70 associations socioculturelles afin de les accompagner dans la mise en œuvre de leurs projets à destination des enfants, des jeunes, des familles et des seniors ;
- dont 35 organisateurs d'accueil des loisirs sans hébergement : 14 centres socioculturels, 7 espaces de vie sociale et 14 associations socioculturelles couvrant l'ensemble du territoire employant 495 équivalents temps plein (ETP) ;
- 32 équipements de la ville en gestion mis à disposition des associations ;
- plus de 21 000 Strasbourgeois de tous âges adhérents et bénéficiant des activités et projets proposés ;
- 2 000 places en accueil de loisirs sans hébergement (périscolaire et extrascolaire) :
    - 400 places pour les 3-6 ans
    - 1 600 places pour les 6-12 ans.

Faits marquants de l'année 2017

- mise en œuvre d'une démarche d'évaluation partagée inter financeurs (ville de Strasbourg, Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin, Conseil Départemental du Bas-Rhin) de l'action menée par les associations socioculturelles sur la ville de Strasbourg ;
- établissement de nouvelles Conventions Pluriannuelles d'Objectifs pour une durée de quatre ans (2017 – 2020) avec les associations socioculturelles des territoires de Hautepierre, de la Montagne Verte, de l'Elsau, de Koenigshoffen-Poteries, de la Robertsau, ainsi qu'avec la Maison Des Associations de Strasbourg (présentées et adoptées au conseil municipal du 25 septembre 2017) ;
- lancement de l'opération de construction du centre socioculturel du Port du Rhin. D'un montant de 2,5 millions d'euros, l'opération prévoit 585 m² de surface utile permettant d'offrir aux habitants du Port du Rhin des espaces dédiés aux activités enfance, jeunesse, des locaux multi-activités, des espaces administratifs et logistiques, ainsi que des espaces extérieurs sécurisés avec une aire de jeux pour les enfants ;

- lancement de l'opération de mise aux normes et d'isolation acoustique du centre socioculturel de l'Elsau ;
- inauguration du CAROCE, véhicule d'animation mobile du centre socioculturel de Neudorf, permettant d'aller à la rencontre d'un public qui ne fréquente aucune des trois antennes du CSC ;
- engagement dans une démarche d'acquisition du site socio-éducatif (bâtiments et emprise de 60 ares) pour pérenniser l'activité de l'association d'Education Populaire Saint-Ignace.

7. La mission jeunesse

Ses missions

La Mission Jeunesse met en œuvre les orientations de la politique jeunesse de la ville de Strasbourg en assurant sa transversalité au sein de la collectivité. En lien avec les divers acteurs et partenaires, elle veille à favoriser la lisibilité de l'ensemble des actions menées.
La Mission Jeunesse coordonne, anime et porte la responsabilité éducative et pédagogique de dispositifs de participation et d'engagement des jeunes de 11 à 25 ans :

- le Conseil des jeunes ;
- le Service civique ;
- la Bourse aux projets jeunes talents ;
- la Mission Jeunesse travaille en réseau et assure un dialogue permanent avec les professionnels de la jeunesse (éducateurs, animateurs associatifs, équipes éducatives des établissements scolaires) et les partenaires et Institutions (Académie, Rectorat, Maison des adolescents, etc.).

Ses chiffres clés

- 150 jeunes engagés dans les dispositifs de participation (lauréats de la Bourse aux projets jeunes talents, Conseillers jeunes et jeunes volontaires en service civique) ;
- 15 000 collégiens de 11 à 15 ans sensibilisés sur le temps scolaire au travers d'actions éducatives, d'outils pédagogiques (ex : livret « des repères pour vivre ensemble), de réalisations menées avec le Conseil des jeunes ;
- 500 jeunes rassemblés autour de l'évènement « L'Europe en jeu » ;
- quelques milliers de jeunes sensibilisés par la vidéo « Dans mon pays », outil de prévention de la radicalisation (cinéma, YouTube, débats, interventions, colloques, etc.).

Les faits marquants de l'année 2017

Accompagnement du Conseil des jeunes dans la concrétisation de projets donnant notamment lieu aux productions suivantes :

- un plaidoyer sur la situation des droits de l'enfant dans le monde et plus particulièrement l'accueil des jeunes migrants en Europe ;
- un cahier sur la Convention Internationale des Droits de l'Enfant, destiné à tous les collégiens de Strasbourg ;
- une collecte dans les collèges au profit des jeunes Syriens (opération de solidarité) ;
- l'aménagement d'une promenade de l'Europe et l'organisation d'un évènement « L'Europe en jeu » ;

- la réalisation d'une vidéo de prévention de la radicalisation ;
- actions éducatives et citoyennes dans les collèges autour des valeurs et principes de la République, la démocratie, les connaissances des institutions françaises et européennes, la sensibilisation aux droits et obligations ;
- organisation du renouvellement du Conseil des jeunes et accompagnement aux élections des délégués et des Conseils de la vie collégienne dans le cadre du parcours citoyen ;
- appel à projets dans la cadre de la Bourse aux projets jeunes talents, accompagnement des candidats et des lauréats ;
- recrutement de jeunes volontaires en service civique.

8. La mission lutte contre les discriminations

Les actions initiées et mises en œuvre s'articulent autour de 4 axes principaux :

- faire reculer les préjugés et les stéréotypes ;
- identifier, réduire et prévenir les processus discriminatoires sur le territoire en vue d'améliorer la situation des victimes potentielles de discriminations ;
- tendre à l'exemplarité en interne en conduisant une politique de ressources humaines attentive et combative contre les discriminations ;
- permettre aux personnes victimes de discrimination d'obtenir réparation.

La ville de Strasbourg mène une action de prévention et de lutte contre les discriminations dans son administration et sur l'ensemble du territoire, avec une attention particulière en direction des Quartiers de la Politique de la Ville. Une attention particulière est également portée sur les discriminations liées à l'origine, au territoire, à l'orientation sexuelle, à l'âge (notamment les jeunes) et aux convictions religieuses.

Les chiffres clés de la 6ème édition des « Semaines de l'égalité et de lutte contre les discriminations »

- plus de 80 actions pédagogiques, ludiques et éducatives comprenant des animations, des expositions, des projections, des forums et des débats ;
- près de 90 partenaires impliqués dans cette manifestation ;
- un site d'environ 1 500 m^2 à la fabrique de Théâtre ;
- environ 4 500 participants ;
- 210 classes d'écoles élémentaires et collèges (de CE1 à 5ème) ;
- 90 enseignants ont suivi une formation sensibilisation.

Les faits marquants de l'année 2017

- campagne de communication tout au long de l'année dans le cadre de « Strasbourg Bien ensemble » : Journée internationale de lutte contre le racisme, Journée internationale de lutte contre l'homophobie ;
- semaines de l'égalité et de lutte contre les discriminations (4 semaines d'actions) ;
- participation à des actions éducatives avec les écoles et associations ;
- soutien à la promotion et la création d'outils et d'animations collectives ;

- animation d'une Commission Lutte contre les discriminations composée d'une cinquantaine d'associations afin de croiser les regards et fixer des axes de travail ;
- participation à la mise à jour du guide de procédure de recrutement réalisé par les ressources humaines ;
- mise en place, en lien avec le service emploi-formation, de formations à destination des agents (sensibilisation aux discriminations, sensibilisation à l'homophobie et questions liées à l'orientation sexuelle, participation au module « égalité et lutte contre les discriminations » pour les nouveaux arrivants) ;
- participation au réseau IRDSU (Inter Réseau des professionnels du Développement Social Urbain) ainsi qu'au réseau national et réflexion autour de la charte des élus contre les discriminations.

9. La mission Rom

Ses missions

- veiller sur les situations de fragilité et notamment les personnes vieillissantes, malades ou handicapées ;
- suivre les parcours du bidonville jusqu'au logement ;
- prioriser la logique d'insertion par l'emploi.

Ses chiffres clés

- 150 familles suivies issues des différents bidonvilles ;
- 2 espaces temporaires d'insertion regroupant ces familles en attendant un relogement dans des logements sociaux de l'Eurométropole.

Les faits marquants de l'année 2017

- déplacement de l'Espace temporaire d'insertion de Hoche à la rue Josephine Baker à Cronnenbourg ;
- en lien avec la Direction sécurité et prévention et la Police Nationale, une procédure a été mise en place en interne au sein des services de la ville pour parer aux installations illicites sur l'espace public.

10. La mission logement

La mission logement a pour objectif de favoriser l'accès ou le maintien du logement des personnes ayant des difficultés sociales, ainsi que la fluidité des dispositifs d'hébergement et de logement temporaires par son action :

- de diagnostic des besoins du public en difficulté ;
- d'expertise et d'animation auprès des travailleurs sociaux ;
- de développement du partenariat avec les bailleurs sociaux, les associations et les institutions (service de l'Habitat de l'Eurométropole, Etat, Département, CAF), les autres services de la DSS ;
- de résolution, en lien avec les référents logements des unités territoriales et le CCAS, de situations individuelles complexes ;
- de propositions d'orientations stratégiques.

Elle participe au titre de la ville à la mise en œuvre des différents plans et particulièrement le PDAHLPD (issu de la fusion entre le Plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées (PDALPD) et le Plan départemental d'accueil, d'hébergement et d'insertion (PDAHI)) afin de contribuer à :

- l'accès au logement ;
- le maintien dans le logement ;
- la prévention des expulsions ;
- la lutte contre l'habitat indigne.

Ses chiffres clés en 2017

- 10 informations collectives logement organisées pour les primo demandeurs de logement ;
- 221 offres de logements réservataires traitées dans le cadre de sa collaboration renforcée avec le service habitat ;
- 26 cellules d'appui organisées dans les unités territoriales avec plus de 160 situations complexes traitées au regard de l'accès ou du maintien dans le logement ;
- 5 comités de pilotage « maintien dans les lieux » au stade ultime de la procédure d'expulsion avec plus de 89 situations traitées dont 38 nouveaux dossiers.

11. Le service administration générale

Le patrimoine de la DSS au titre de la ville

- 17 centres médicaux sociaux ;
- 53 cabinets médicaux et dentaires ;
- 3 maisons des aînés ;
- 1 point rencontre SPM ;
- 2 aires temporaires d'insertion pour les populations roms ;
- le terrain du polygone à destination des populations tziganes ;
- 2 EHPAD (St Gothard emphytéose Fondation St Vincent, Ste Agnès locataire Abrapa).

Pour le CCAS : 1 accueil de jour.

L'observation sociale et évaluation des politiques sociales

Les travaux d'observation et d'évaluation menés en 2017 sur le champ social :

- élaboration d'une feuille de route pour l'observation et l'évaluation dans le cadre du projet de direction : premières étapes – proposition de démarche ;
- promotion de la santé : contribution à la rédaction du cahier des charges du Contrat Local de Santé II, participation à l'Evaluation d'Impact en Santé sur territoire ;
- service Insertion : lancement des évaluations « Accompagnement global » et « Réduction de la précarité énergétique » ;
- Mission Logement : finalisation de l'évaluation « intervention de la ville pour la prévention des expulsions locatives, contribution à l'évaluation de la Charte Départementale de Prévention des Expulsions, participation à l'analyse pour la réforme des attributions de logement social » ;
- ERT Enfance : analyse des fiches Informations préoccupantes et évaluation ;
- AST : contribution à l'analyse de la répartition des ressources humaines ;
- ODAS : Coordination pour Strasbourg de l'action recherche « Les villes et le vivre ensemble » ;
- définition du nouveau programme d'évaluation de la Convention ville-CAF et réalisation de la partie « dispositif d'information 'Naissances' » ;
- Département : contribution aux analyses des données d'observation territoriales dans le cadre de la négociation du renouvellement de la convention ;
- élaboration d'indicateurs de suivi d'activité commun.

DIRECTION DE LA POPULATION, DES ELECTION ET DES CULTES

1. Service accueil de la population

Le service Accueil de la population est chargé de l'accueil des usagers et d'assurer des services de proximité liés à la vie administrative quotidienne des citoyens.

Les activités principales du service sont :

- d'accueillir les usagers et de servir de relai de proximité aux services de la Collectivité (informations, communication) ;
- d'assurer des prestations de proximité (attestations d'accueil, délivrance d'actes d'état civil, demandes de passeport et de carte d'identité, attestations de quotient familial) ;
- d'accompagner et d'aider les usagers dans leurs démarches dans la Collectivité ;
- d'assurer l'évaluation de la mise en œuvre des prestations confiées ;
- d'animer les relations partenariales internes et externes en lien avec les prestations effectuées par les agents (Etat, CAF, autres directions de la Collectivité).

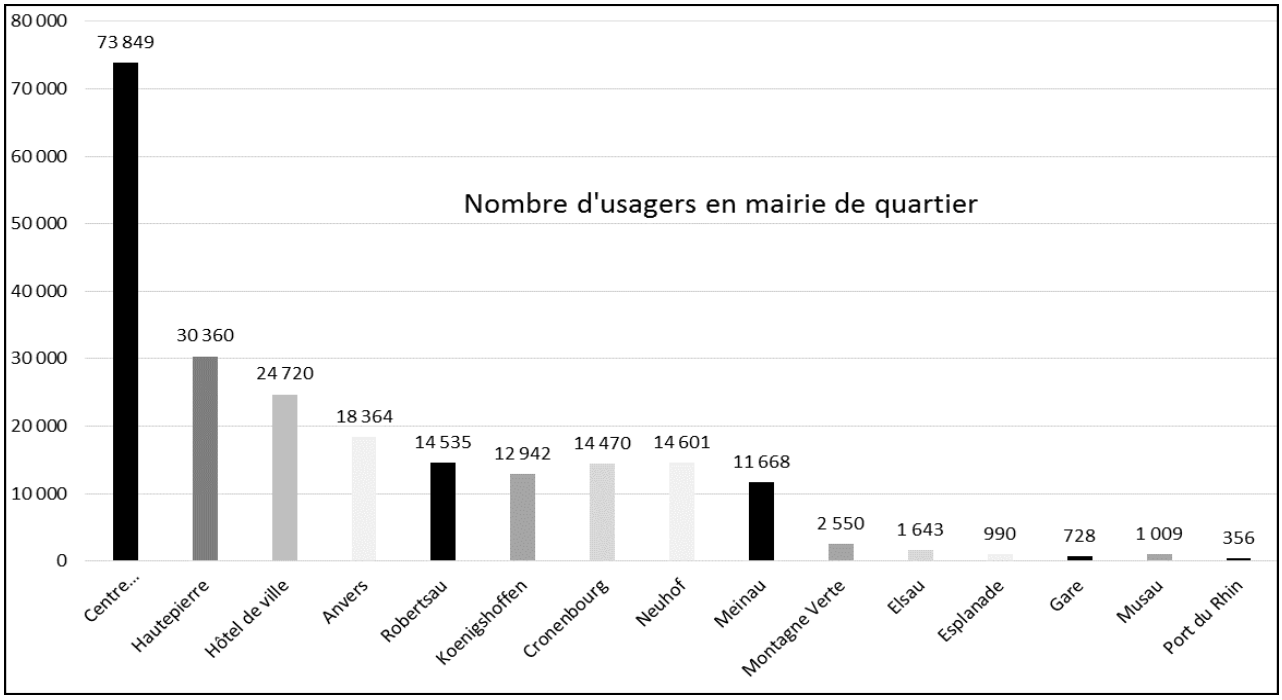
Depuis le 11 septembre 2017 et la mise en place du projet de service, ces missions sont assurées par 59 chargés de prestations sur 14 sites (3 mairies principales, 8 mairies de proximité et 3 antennes administratives).
L'organisation du service s'appuie ensuite sur deux niveaux de responsabilité :

- des responsables de secteur (3) en charge, dans chaque secteur, de l'organisation et de la mise en œuvre du projet d'accueil des usagers dans la Collectivité, la coordination des différents lieux d'accueil de proximité de leur territoire, ainsi que le management des chargés de prestations ;
- un service central, doté de moyens de pilotage et de suivi de l'activité, à même de garantir l'accomplissement de ses missions, dans le respect du cadre budgétaire de la Collectivité.

222 785 usagers ont été accueillis (-2,08% par rapport à 2016) et 324 962 prestations délivrées dont :

- 201 843 (62,11%) en mairies de quartier ;
- 123 119 (37,89%) sur le plateau d'accueil du Centre administratif.

Prestations	Données	Evolution
Chiffre d'affaires des ventes de tickets	1 850 531,20 €	2,34 %
Actes d'état civil	36 823	- 2,56 %
CNI délivrées	20 005	16,99 %
Passeports délivrés	19 824	10,94 %
Attestations d'accueil	3 266	3,42 %
Quotient familial	5 787	- 8,64 %
Inscriptions scolaire	13 074	2,04 %



Cartes nationales d'identité (CNI) et passeports

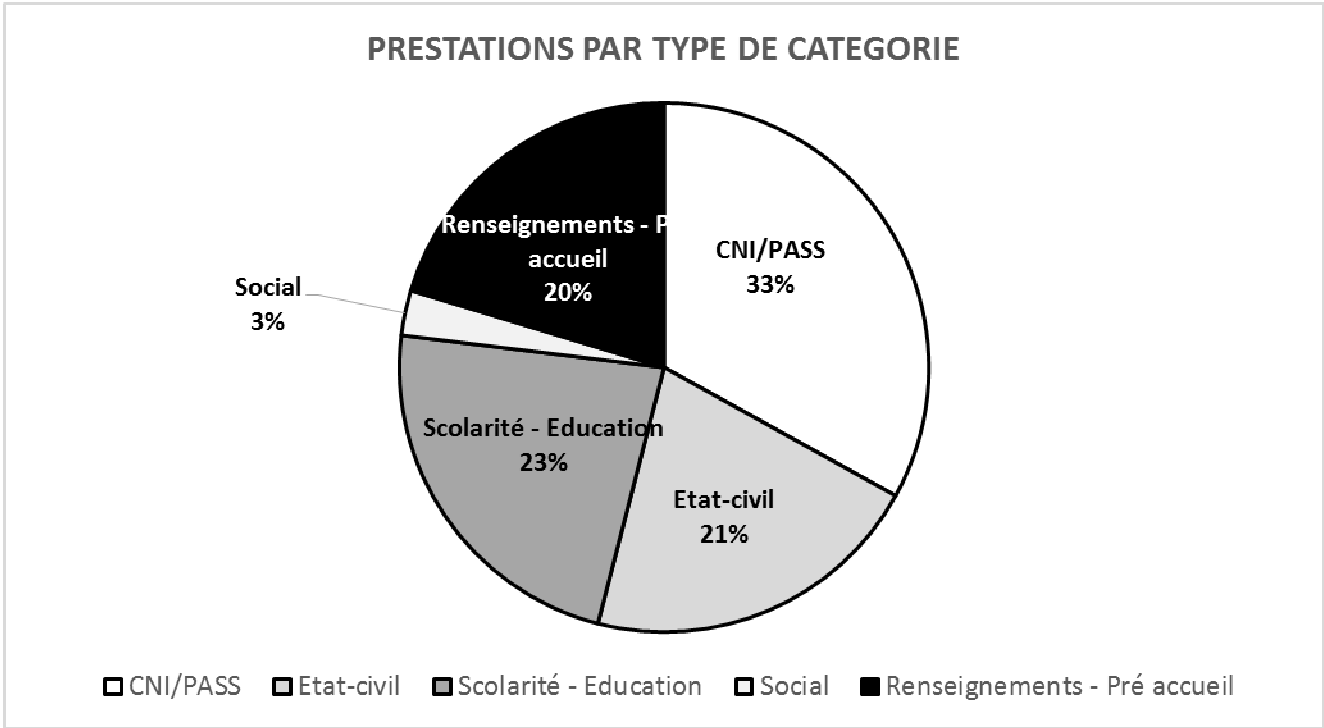
23 403 CNI ont été demandées en 2017, soit 16,99% de plus qu'en 2016. 21 993 passeports ont été demandés en 2017, soit 10,94% de plus qu'en 2016.

	CNI		Passeports	
	Nombre de demandes	**Evolution 2016/2017**	**Nombre de demandes**	**Evolution 2016/2017**
Janvier	1 571	↗ 3,02 %	1 744	↗ 5,00 %
Février	2 001	↗ 5,82 %	2 018	↗ 4,83 %
Mars	2 261	↗ 27,52 %	2 311	↗ 20,87 %
Avril	2 328	↗ 12,19 %	2 149	↘ - 0,65 %
Mai	2 496	↗ 30,82 %	2 504	↗ 21,91 %
Juin	2 673	↗ 33,52 %	2 681	↗ 24,70 %
Juillet	2 004	↗ 25,64 %	1 843	↗ 18,37 %
Août	1 905	↗ 19,74 %	1 345	↗ 8,38 %
Septembre	1 683	↗ 4,93 %	1 433	↗ 5,91 %
Octobre	1 645	↗ 15,85 %	1 352	↗ 10,19 %
Novembre	1 598	↗ 20,42 %	1 415	↗ 5,20 %
Décembre	1 238	↘ - 4,33 %	1 198	↘ - 3,07 %
TOTAL	**23 403**	**↗ 16,99 %**	**21 993**	**↗ 10,94 %**

Provenance des usagers

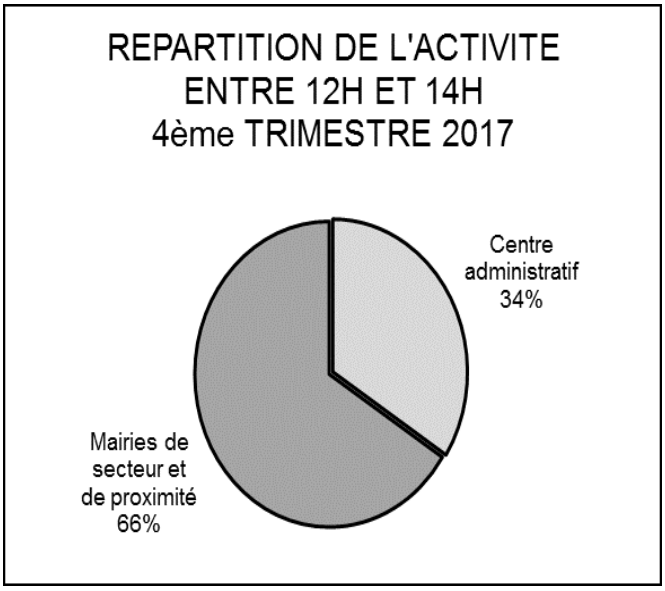
	Strasbourg	Eurométropole	Hors Eurométropole	TOTAL
Janvier	3 013	131	171	**3 315**
Février	3 691	135	193	**4 019**
Mars	4 056	241	275	**4 572**
Avril	3 686	409	382	**4 477**
Mai	3 979	617	404	**5 000**
Juin	4 033	719	602	**5 354**
Juillet	2 868	506	473	**3 847**
Août	2 536	308	406	**3 250**
Septembre	2 479	241	396	**3 116**
Octobre	2 429	206	362	**2 997**
Novembre	2 431	203	379	**3 013**
Décembre	1 929	220	287	**2 436**
TOTAL	**37 130**	**3 936**	**4 330**	**45 396**

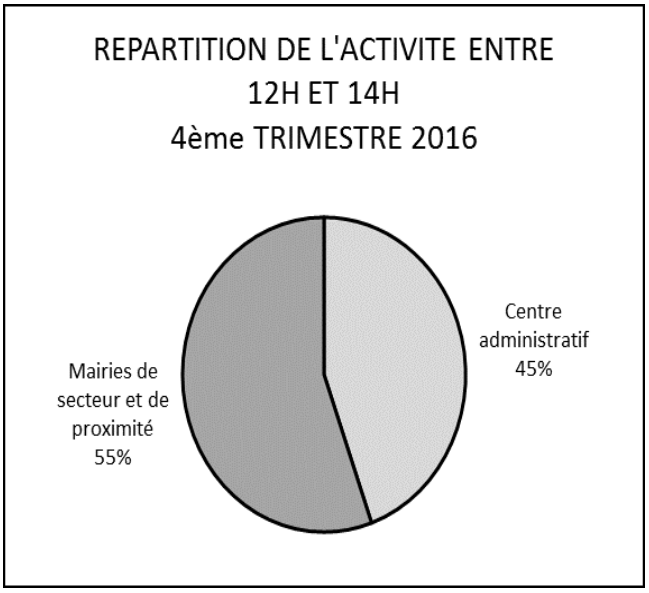
Depuis le 23 mars 2017, les cartes d'identité comme les passeports peuvent s'effectuer quelle que soit la domiciliation de l'intéressé. Sur 45 396 passeports et cartes nationale d'identité demandés, 8,67 % concernent les résidents de l'Eurométropole hors Strasbourg et 9,54 % des habitants hors Eurométropole.



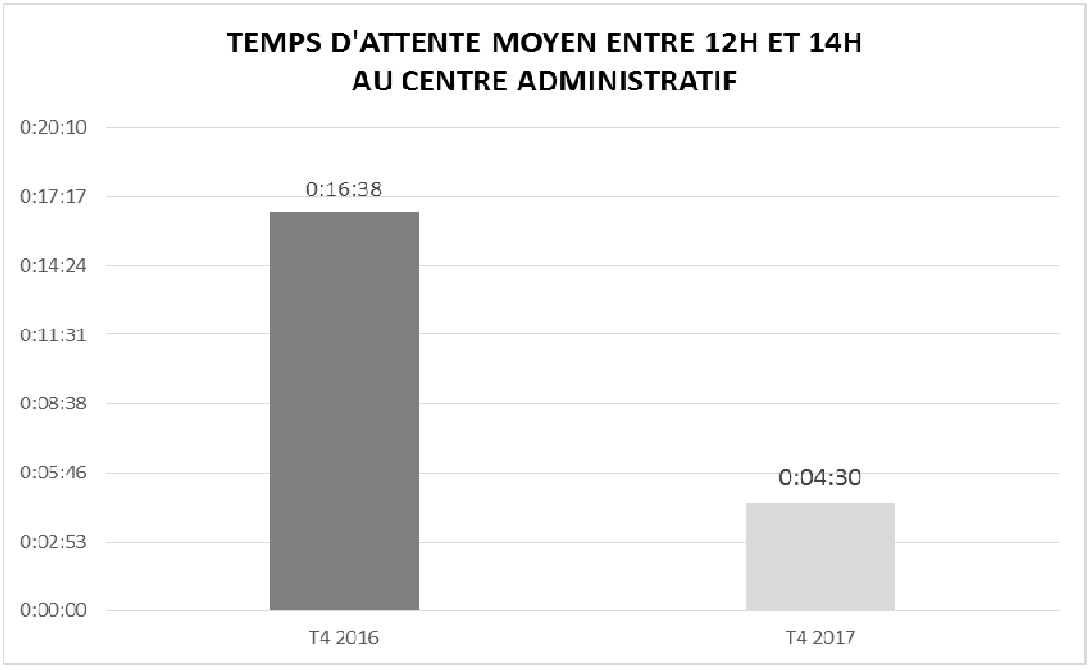
Inscriptions scolaires
13 729 inscriptions scolaires ont été effectuées en 2017, se répartissant entre 5 869 hors campagne d'inscriptions scolaires, et 7 860 durant la campagne d'inscriptions scolaires.

Impacts des nouveaux horaires d'accueil du public
Depuis la mise en œuvre du projet de service (mi-septembre 2017), les usagers peuvent effectuer leurs démarches plus facilement entre 12h et 14h. Ils s'orientent davantage vers les mairies de secteur et de proximité comparativement à la même période en 2016 (66% contre 55% de l'activité).





Le renforcement de la présence des agents entre 12h et 14h au Centre administratif a permis
de faire baisser le temps d'attente de 16 minutes 38 secondes en 2016 à 4 minutes 30 secondes en 2017.



2. Service de l'Etat civil et des Elections

36 agents, situés au Centre administratif, accueillent les usagers en :

- instruisant les dossiers d'état civil (naissances, mariages, pacs, décès, registres) ;
- établissant et suivant la mise à jour des actes de l'état civil. Ils organisent également les cérémonies des mariages, de pacs et de parrainages civils ;
- tenant à jour les listes électorales et organisant les scrutins électoraux, mettant en place le recensement de la population, délivrant les attestations d'accueil, assurant le recensement.

2.1. Les actions principales

Le bureau des objets trouvés a été transféré au service de l'Accueil le 11 septembre 2017.

2.1.1. Etat civil

Mise en œuvre de la dématérialisation des actes – COMEDEC

Mise en œuvre de la première phase de dématérialisation des actes de l'état civil :

- 49 163 ont été transmis sous forme dématérialisée contre 6 810 en 2016, soit une augmentation de 622 % ;
- 37,55 % à la demande des préfectures, consulats et ambassades, 62,45 % à la demande des notaires.

Transfert de compétences dans le cadre de loi de modernisation de la justice

La loi de modernisation de la justice du 21ème siècle, promulguée le 18 novembre 2016, a acté le transfert de l'Etat vers les communes des compétences relatives aux :

- changements de prénoms (compétence transférée le 1er janvier 2017). En 2017, le service a été saisi de 80 demandes de changements de prénoms. 69 requêtes ont abouti. 11 demandes ont fait l'objet d'une transmission suivie d'un refus du Procureur en raison d'un intérêt légitime insuffisamment caractérisé ;
- rectifications administratives (compétence transférée mi-mai 2017). Depuis la publication du décret, 294 rectifications ont été effectuées par le service ;
- Pacs (compétence transférée le 1er novembre 2017). Le coût annuel de cette nouvelle compétence est estimé à 43 000 € de fonctionnement (38 500 € correspondant à 1 ETP et 3 600 € d'affranchissement). L'investissement s'élève à 3 650 € (travaux d'aménagement et mobilier). 638 Pacs ont été enregistrés par le Tribunal d'Instance avant le transfert en date du 1er novembre 2017, et 270 en mairie depuis le 15 novembre jusqu'au 31 décembre, pour un total annuel de 908 Pacs en 2017. Le service a également enregistré 71 dissolutions.

Mariages

1 044 mariages ont été célébrés en 2017.

Le recours à une équipe de 8 agents volontaires pour la célébration des mariages les samedis a été reconduit en 2017. Le planning des agents de sécurité a été adapté en vue d'améliorer la sécurisation des mariages.

Le montant de l'intervention des agents de la société de gardiennage s'élève à 20 197,43 € TTC contre 24 015 € en 2016, soit une économie de 3 817,57 €.

Le bilan 2017 fait état d'un taux de présence aux réunions préalables de 62 % contre 71 % en 2016.

Pour la troisième année consécutive, en raison du périmètre de sécurité mis en place à l'occasion du marché de Noël, 73 mariages et 1 parrainage ont été célébrés au Centre administratif du 24 novembre au 23 décembre 2017 (chiffres 2016 : 69 mariages et 3 parrainages).
Deux agents ont été appelés en renfort les samedis, notamment pour la gestion des flux et l'accompagnement des personnes à mobilité réduite.

2.1.2. Elections

Mise à jour approfondie de la liste électorale
L'opération de remise à plat de la liste électorale, engagée en 2016, pour une mise à jour optimale de la liste électorale, a entraîné la radiation d'environ 16 000 personnes par la commission de révision électorale.
Le nombre de personnes ayant appris qu'elles étaient radiées au moment des élections présidentielles et législatives est estimé à environ 2 000.
286 recours ont été déposés :
- 234 recours ont été rejetés par le Tribunal d'Instance ;
- 52 recours ont donné lieu à une réinscription pour diverses erreurs matérielles.

Le processus de radiation a été réalisé conformément au code électoral. Le juge de l'élection a validé la procédure réalisée par l'administration conformément au code électoral.

Gestion du fichier électoral
Au 28 février 2017, la liste électorale était composée de 139 518 électeurs, contre 146 972 électeurs au 28 février 2016, soit - 5,07%.
Au 10 janvier 2018, on compte 4 527 inscriptions sur la liste électorale au titre de l'année 2017 contre 17 799 au titre de l'année 2016 :
- 1 760 inscriptions d'office, soit 1,26 % du nombre total d'inscriptions ;
- 995 inscriptions au guichet, soit 0,71 % du nombre total d'inscriptions ;
- 760 inscriptions en ligne, soit 0,54 % du nombre total d'inscriptions ;
- 222 inscriptions par courrier, soit 0, 16 % du nombre total d'inscriptions ;
- 790 inscriptions d'office avant scrutin et inscriptions judiciaires.

Organisation des élections présidentielles des 23 avril et 7 mai 2017
Mobilisation de 793 bénévoles et 459 agents de la ville.
Le coût global du scrutin est de 392 947,04 € €, l'Etat apportant une subvention de 40 696,38 €, soit 10,35 % de la dépense.

Organisation des élections législatives des 11 et 17 juin 2017
Mobilisation de 551 bénévoles et 574 agents de la ville.
Le coût global du scrutin est de 416 844,71 € l'Etat apportant une subvention de 40 696,38 €, soit 9,76 % de la dépense.

2.2. Les actions récurrentes

2.2.1. Recensement de la population
En janvier et février 2017 ont eu lieu les opérations du recensement de la population (4ème année du troisième cycle de 5 ans, depuis la mise en place du recensement rénové).

Le bilan s'établit à un taux d'enquête de 95,27 % ; 11 629 logements ont été recensés.
Coût de l'opération de 2017 : 99 415,26 €, avec une dotation de l'Etat de 54 961 €, soit 55,28 % de la dépense.
La population légale est de 281 512 habitants contre 280 680 en 2016.

2.2.2. Les prestations de l'état civil, des élections et des formalités administratives

Principaux chiffres de l'état civil de 2016 à 2017 :

Année	Naissances	Mariages	Décès
2016	5 941	1 064	4 065
2017	5 851	1 044	4 082
Différence en %	**- 1,51 %**	**- 1,87 %**	**+ 0,42 %**

Salle des registres
En 2017, 298 475 pièces d'état civil (extraits et copies d'actes) ont été délivrées par le service :
- 132 765 lors des déclarations au service de l'état civil ;
- 110 287 suite aux demandes reçues par internet ;
- 24 777 par fax ;
- 30 358 par courriers ;
- 288 sur demandes téléphoniques.

Par ailleurs, 18 685 mentions ont été apposées en marge des registres d'état-civil.

Affichage légal
3 234 documents ont été affichés, dont :
- 2 329 ville et Eurométropole ;
- 895 services externes (Préfecture, etc.) ;
- 10 enquêtes publiques.

Formalités administratives

Année	Inscriptions Recensement citoyen	Certifications Attestation d'accueil
2016	2 640	3 017
2017	2 536	3 266
Différence en %	**- 3,93 %**	**+ 8,25 %**

3. Service Funéraire

3.1. Actions principales

Les 9 cimetières strasbourgeois comptent 61 106 emplacements occupés répartis entre 4 142 sépultures en terrain commun, 56 964 concessions, parmi lesquelles on dénombre 4 360 concessions perpétuelles et 52 604 concessions de 15, 30 ou 50 ans.
Les missions du service Funéraire résident principalement dans la gestion des concessions, l'accueil et le renseignement du public, le contrôle des opérations funéraires liées aux inhumations et aux travaux effectués dans les cimetières, ainsi que dans l'entretien des 54 hectares de patrimoine naturel et bâti.

3.1.1. Calendrier 2017

- cartographie numérique des cimetières Sainte Hélène, Saint Urbain, Polygone et Saint Gall (opérationnelle à la Toussaint 2017) ;
- présentation avant-projet Saint Gall et lancement du projet de réaménagement des locaux ;
- procédure de reprises des perpétuelles au cimetière Saint Urbain ;
- contribution à la journée technique sur la thématique de « zéro pesticide » le 23 mars 2017, à la Wantzenau ;
- mise en service de l'ouverture-fermeture automatisée de l'entrée principale du cimetière Saint Urbain et du cimetière Polygone ;

- cérémonie d'inhumation du lieutenant Pélouard à la Nécropole militaire de Strasbourg-Cronenbourg ;
- le 19 octobre, cérémonie du Souvenir à la mémoire de Charles Schulmeister ;
- pose d'une plaque commémorative aux morts de la rue dans la cour de l'Eglise Saint-Pierre-le-Vieux ;
- pose d'une plaque au cimetière Saint Urbain à la mémoire des personnes qui ont fait don de leur corps à la science.

3.1.2. Chiffres clés 2017

2 043 convois ont eu lieu dont :

- 829 inhumations en cercueils dont :
  - 788 adultes ;
  - 41 enfants.
- 1 214 inhumations cinéraires ou dispersion de cendres (soit 60,8 % des convois) :
  - 568 en tombes classiques ;
  - 108 en tombes à urnes ;
  - 24 en columbarium ;
  - 231 plantations du souvenir ;
  - 283 dispersions au Jardin du Souvenir.

3.2. Les actions récurrentes

La poursuite des actions de développement dans le domaine funéraire
La création de nouveaux espaces funéraires et la reprise de concessions non renouvelées a permis de faire évoluer, en 2017, les capacités d'inhumation des sites de façon à répondre au mieux aux demandes des administrés, comme suit :

- mise en place de columbariums sur les cimetières Nord (32 cases) et Ouest (15 cases) ;
- réalisation de 184 exhumations administratives.

La poursuite des actions dans le domaine de l'accueil du public

- poursuite de la cartographie des cimetières dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau logiciel de gestion des concessions Gescime, et édition de plans des cimetières Sainte Hélène, Saint Urbain, Polygone et Saint Gall à la Toussaint 2017 ;
- intégration des photos des tombes à la cartographie du cimetière Nord.

Des aménagements réalisés en espaces verts, bâtiment et sécurisation des cimetières

- poursuite de la démarche « zéro pesticide » avec la réalisation de 9 407 m² de gazons renforcés dans les allées, ce qui porte à 8,62 ha la surface de ce type créée dans le cadre de la gestion des cimetières sans pesticide ;
- sécurisation des cimetières avec :
  - sécurité des monuments imposants par des marbriers et en interne pour les monuments plus accessibles ;
  - enlèvement des monuments de concessions forcloses en vue de mise en sécurité des sites ou pour procéder aux exhumations administratives des emplacements ;
  - engagement de 5 sections du cimetière Saint Urbain dans la procédure de reprise des concessions perpétuelles ;
  - poursuite du remplacement des arbres dépérissant et creux au cimetière Ouest.

Les prestations funéraires à Strasbourg

2017			
Inhumations traditionnelles	829	Nouvelles tombes créées	181
Inhumations d'urnes (tombes, tombes à urnes, columbariums)	700	Cases de columbarium attribuées	26
Plantations du Souvenir	231	Plantations du Souvenir attribuées	180
Dispersion en Jardin du Souvenir	283	Enlèvement de monuments	158
Concessions vendues par an	2 044	Exhumations à la demande des familles	37
Concession 15 ans	1 699	Exhumations administratives	184
Concession 30 ans	300	Désistements de tombe	107
Concession 50 ans	45	Tombes réaffectées	187
Recettes concessions (en €)	872 633	Pose de nouveaux monuments	384

- 170 inhumations par mois (cercueils et urnes) en moyenne avec un maximum de 228 inhumations en janvier et un minimum de 141 inhumations en avril ;
- horaires les plus demandés pour les inhumations : 15h30;

- 30 inhumations en carrés musulmans et 64 au cimetière musulman ;
- 2 500 personnes par jour en moyenne hors Toussaint sur l'ensemble des cimetières ;
- 80 000 personnes à la Toussaint ;
- 6 484 courriers sortants dont 5 502 courriers de relance ;
- 3 088 courriers entrants.

Poursuite des actions récurrentes de développement dans le domaine funéraire
Mission d'expertise et prestation conseil auprès d'autres collectivités, en termes :
- d'aménagement d'équipements et divers modes de sépultures ;
- d'entretien des cimetières sans pesticide ;
- de règlement des cimetières ;
- de création de cimetières ou de carrés confessionnels.

Contacts et visites de représentants élus et gestionnaires des communes d'Oberschaeffolsheim (ossuaire), Reichstett (aménagement), Illkirch (PPRI, PLU), Mulhouse, Consistoire Israélite.
Contact avec des étudiants français et étrangers au cimetière public musulman.

4. Service des Cultes

Le service des Cultes assure l'interface technique entre les communautés religieuses et les élus. A ce titre, le service gère le patrimoine cultuel appartenant à la ville (16 églises, 16 presbytères et 1 mosquée) et attribue des subventions aux autres communautés propriétaires de leurs lieux cultuels : 20 catholiques, 18 protestantes, 9 israélites et 6 musulmanes (les autres communautés musulmanes sont locataires). Le patrimoine de la ville a nécessité 100 interventions en 260 jours ouvrables.
50 demandes de subvention faites par les paroisses et les associations ont été traitées. Ainsi, un montant total de 975 080 € a été attribué dont 713 285 € pour des travaux et 261 795 € pour, d'une part, des manifestations et, d'autre part, des prises en charge de frais de fonctionnement (location de locaux).

Les dépenses pour les travaux neufs et d'entretien du patrimoine cultuel de la ville, pour un montant de 253 092 €, ont concerné les paroisses catholiques à hauteur de 150 200 €, les paroisses protestantes à hauteur de 94 376 €, les communautés musulmanes à hauteur de 3 516 € et les communautés orthodoxes à hauteur de 5 000 € (pour ces derniers, ce sont des travaux d'aménagement de berges au droit de l'église orthodoxe russe). Pour les communautés chrétiennes, il s'agit des travaux de mise aux normes des bâtiments recevant du public et l'entretien ou la rénovation courante (fenêtres, portes, chaudières, électricité, vitraux, toitures).
Une aide logistique et financière a été apportée pour l'organisation de la fête du Bouddha et l'inauguration de la pagode bouddhiste vietnamienne de la Robertsau. La ville a également soutenu les manifestations de l'Union des Eglises Protestantes d'Alsace et de Lorraine liées au 500ème anniversaire de la Réforme.

La mosquée de Hautepierre et l'église orthodoxe russe ont été inaugurées. La construction de la mosquée Eyyub Sultan à la Meinau a commencé. La mosquée de Cronenbourg a été relocalisée dans de nouveaux locaux mis à disposition par la ville, au profit d'une nouvelle association.

5. Gestion du planning des expositions au Centre administratif

Le secrétariat de la Direction de la Population, des Elections et des Cultes est chargé de gérer le planning des expositions sur le plateau d'accueil.
Trois zones sont mises à la disposition des exposants sous condition d'accord de l'exécutif (la zone du plateau d'accueil, l'Astrolabe et la zone « Accueil DRH »). L'espace mis à disposition le long de la salle 144 est réservé en priorité aux enquêtes publiques.

Ces 4 zones ont accueilli, pour l'année 2017, 14 expositions et 1 enquête publique.
Les plus importantes étaient :

- *Extension « Ouest » de la ligne F vers Koenigshoffen*, du 18 mars au 2 mai ;
- Journée de l'architecture, du 22 septembre au 31 octobre ;
- *Sur les pas d'Alexandre Dumas en Géorgie*, du 23 octobre au 20 novembre ;
- *Juste solidaire*, du 22 novembre au 22 décembre ;
- *Etre étudiant-e à l'Université de Strasbourg*, du 15 septembre au 5 octobre.

Il est à noter que des expositions récurrentes ont lieu, telles que le prix d'architecture tout le mois d'octobre.
L'aspect logistique est assuré par le service des Moyens généraux (mise à disposition de panneaux, sonorisation, lumière).

DIRECTION DE L'ENFANCE ET DE L'EDUCATION

La Direction de l'enfance et de l'éducation remplit plusieurs missions :

- accueillir les enfants de 0 à 11 ans dans les établissements de la petite enfance et dans les écoles maternelles et élémentaires ;
- mettre en œuvre les moyens de fonctionnement et les conditions de sécurité optimales pour l'ensemble des établissements ;
- développer un projet éducatif sur l'ensemble des temps de l'enfant ;
- organiser des manifestations autour de l'école.

1. Accueillir les enfants dans les 114 écoles de la ville et dans les 110 établissements d'accueil de la petite enfance

La ville de Strasbourg a accueilli en 2017 :

- 25 247 enfants dans les écoles maternelles et élémentaires ;
- 7 000 enfants de 0 à 4 ans dans les établissements municipaux ou associatifs financés par la ville ;
- 2 700 enfants dans les accueils de loisirs municipaux.

Pour la rentrée scolaire 2017/2018, 34 918 inscriptions scolaires et périscolaires ont été traitées, ainsi que 1 570 demandes de dérogation à la sectorisation scolaire (premières demandes et recours), et **777** demandes de scolarisation d'enfants de moins de 3 ans, dont 517 ont fait l'objet d'un accord.

Pour l'accueil de la petite enfance, la ville de Strasbourg dispose de 4 038 places en établissements d'accueil du jeune enfant (dont 3 400 gérées ou subventionnées par la collectivité), permettant l'accueil de plus de 4 800 enfants. Cette optimisation est rendue possible par l'accueil à la carte proposé aux familles en fonction de leurs besoins, une même place pouvant être occupée à temps partiel par plusieurs enfants sur des créneaux horaires complémentaires. En complément, 2 263 places d'accueil sont proposées par les 1 261 assistants maternels exerçant pour des particuliers employeurs.

Le Relais Petite Enfance informe les familles sur l'ensemble des offres d'accueil et assure le traitement centralisé de toutes les demandes d'accueil en établissements, sous le contrôle de la commission d'attribution des places composée d'élus, de représentants de parents et de chefs d'établissement. En complément, 6 Relais d'assistants maternels mettent en lien parents et professionnelles, et proposent des activités aux enfants et aux assistants maternels sur l'ensemble du territoire.

Dans la cadre du soutien à la parentalité, les 16 Lieux d'Accueil Parents-Enfants (LAPE) permettent l'écoute, l'échange et l'accompagnement à la fonction parentale. Ces lieux permettent aussi une première socialisation des enfants. Plus de 3 000 enfants accompagnés d'un parent ont été accueillis dans ces structures de proximité.

Si l'accueil de l'enfant à l'école constitue une compétence partagée avec l'Etat (Education Nationale), l'accueil de la petite enfance constitue une compétence non obligatoire des

collectivités que porte la ville de Strasbourg en partenariat avec les associations gestionnaires d'établissements. Celles-ci gèrent en effet une part importante des places proposées sur le territoire de la ville : 76 établissements sont gérés par des associations, tandis que 34 établissements relèvent de la gestion municipale. C'est pourquoi, dans un objectif de cohérence d'ensemble, la ville de Strasbourg est engagée dans un travail de partenariat avec les associations gestionnaires d'équipements d'accueil de la petite enfance. Cet engagement de la collectivité se concrétise par le versement de subventions (11 462 000 € en 2017, sur un budget total de 94,5 millions € pour les politiques de l'enfance et de l'éducation), une charte qualité commune à tous les établissements et un travail d'animation de réseau, de conseil et d'accompagnement des associations.

2. La mise en œuvre des moyens de fonctionnement pour les établissements accueillant les enfants

2.1. Les aides en faveur de l'enfant scolarisé

- Les dotations aux écoles pour l'achat des fournitures scolaires et du petit matériel se sont élevées à 1 M€.

Les sorties scolaires, organisées avec ou sans nuitées, sont financées à hauteur de 190 000 €.
Ces sorties ont concerné en 2017 6 552 enfants, ce qui représente 321 classes, soit une moyenne de deux classes par école.
Depuis le 1er janvier 2016, et conformément à la délibération du 12 octobre 2015, la participation de la ville a évolué suite au désengagement du Département dans le financement de ce dispositif. Ainsi, la participation de la ville est de 8 € par jour et par enfant pour les séjours organisés dans les départements Bas Rhin, Haut Rhin, Moselle, Vosges, et de 10 € pour les autres destinations en France ou à l'étranger. Une aide complémentaire est accordée aux familles ayant un quotient familial inférieur ou égal à 720 €.

La prise en charge des déplacements des enfants des écoles maternelles et élémentaires dans le cadre des activités scolaires et périscolaires s'élève à un montant total de 846 000 € dont :

- 135 000 € pour les transferts des enfants vers les piscines (dépense obligatoire) ;
- 711 000 € pour les sorties scolaires et les activités et les services périscolaires (dépense facultative).

Cela représente 6 270 transports ainsi financés par la ville, dont environ 1 100 pour les seules sorties scolaires, soit une moyenne de 10 déplacements par école et par an, définis librement par les écoles.

- **L'enseignement privé**

La ville pratique également une politique d'aide aux établissements d'enseignement privés en subventionnant leurs dépenses d'équipement et en participant à leurs frais de fonctionnement.

Les forfaits versés par la ville aux écoles privées, suite à l'actualisation des forfaits 2017 sur la base du CA 2015, s'établissent à 631 € par élève d'école élémentaire et à 1 111 € par élève de maternelle pour les classes sous contrat d'association (1 909 180€).
S'agissant des classes sous contrat simple, les forfaits issus du CA 2014, appliqués en 2016, ont été reconduits en 2017, soit 554 € par élève d'école élémentaire et 1 019 € par élève de maternelle pour un coût global de 261 016€.
Le budget global qui y est consacré en 2017 s'élève à 2 171 100 €.

2.2. L'informatique et les nouvelles technologies

La ville a entrepris depuis 2016, en partenariat avec l'éducation nationale, un nouveau plan numérique des écoles.

L'année 2016-2017 a vu la mise en place des premières solutions de classes mobiles avec Vidéoprojecteurs Interactifs. 3 écoles du REP+ Truffaut, Catherine, Jacqueline et Karine ont été équipées de VPI, de classes mobiles de PC portable et de classes mobiles de tablettes pour apporter la pédagogie du numérique jusque dans les classes. L'objectif est d'équiper progressivement toutes les écoles.

En parallèle, les évolutions d'infrastructures ont permis d'améliorer les connexions internet des écoles, par utilisation de la fibre optique ou de technologie coaxiale offrant une amélioration des débits et des améliorations des outils de filtrages.
Ce programme de déploiement est en cours de finalisation. 30 sites ont déjà basculé sur cette nouvelle infrastructure, dont 6 en fibre optique.

Dans le même temps, les opérations de renouvellement des postes informatiques déjà en place se sont poursuivies, avec 235 postes sont en cours de renouvellement.

Fin juin 2017, le parc informatique est constitué de 1 365 PC et 326 imprimantes, répartis en :

- 971 PC et 191 imprimantes en écoles élémentaires et 284 PC et 135 imprimantes en écoles maternelles ;
- 6 classes mobiles de 5 tablettes chacune et 9 classes mobiles de 10 PC portables chacune pour les écoles élémentaires du REP+ Truffaut ;
- 13 vidéoprojecteurs interactifs ont été installés dans ces 3 écoles.

Chaque école élémentaire et maternelle dispose de plus d'un ensemble « PC portable et vidéoprojecteur », connectable en réseau filaire ou par Courant Porteur en Ligne selon les possibilités techniques des bâtiments.

3. La mise en œuvre des conditions de sécurité optimales à travers les travaux de restructuration, de rénovation et d'entretien des écoles

Le programme de mise en sécurité, d'extension et de restructuration des écoles demeure un objectif prioritaire de la politique municipale. Deux nouvelles priorités ont été ajoutées au programme d'investissement :

- les travaux pour la sécurité des écoles dans le contexte national de sécurité « attentats-intrusion » ;

- les premiers travaux dans les restaurants scolaires répondant à la volonté de la ville de transformer progressivement les cuisines et les salles de restauration pour y accueillir les bacs inertes réutilisables.

Les investissements peuvent être classés en 4 axes principaux.

3.1. Les travaux pour l'accueil de nouvelles classes

La croissance démographique sur la ville et les projets d'urbanisation ont entraîné 12 ouvertures de classes et 4 fermetures.
Sont ainsi concernées par des travaux les écoles :

- **école maternelle de la Musau.** L'école fait l'objet de travaux de restructuration dans l'actuelle Bibliothèque Centre de Documentation (BCD) pour permettre l'accueil à terme d'une classe supplémentaire. La BCD est quant à elle réaménagée dans une autre salle ;
- **école élémentaire du Schluthfeld.** Des travaux de création d'une seconde issue permettront l'accueil d'une nouvelle classe dans le bâtiment principal

Par ailleurs, le dédoublement des classes de CP dans les REP+ a été engagé à la rentrée 2017, générant l'ouverture de 30 classes dans les 15 écoles suivantes : EE Eléonore, EE Karine, EE Catherine, EE Brigitte, EE Jacqueline, EE du Ziegelwasser, EE Guynemer 1 et 2, EE Fischart, EE de la Meinau, EE de la Canardière, EE Gutenberg, EE du Gliesberg, EE Schongauer et EE Léonard de Vinci.
Cette demande de nouvelles salles de classes peut être satisfaite par des réaffectations de salles et nécessite des compléments en équipements ou mobiliers.

3.2. Les travaux pour la sécurité des écoles

Depuis le début de l'année, la ville a mis en œuvre ou programmé des travaux de mesures anti attentats ou intrusions dans 3 domaines :

- les systèmes d'alerte et d'alarmes ;
- les systèmes de filtrage ;
- les rehausses de clôtures (en dehors de l'école Sturm dont le muret d'enceinte était particulièrement bas, les travaux de rehausse des clôtures ne sont envisagés que lors de projet de restructuration lourde des écoles).

3.3. Les travaux de rénovation ou d'amélioration fonctionnelle ponctuelle

Parmi les travaux les plus significatifs engagés, se trouvent :

- **diverses interventions à l'école élémentaire Schuman** : remplacement de l'ascenseur et de plusieurs puits de lumière en toiture ;
- **remplacement de la couverture à l'école élémentaire Sainte Aurélie** : la toiture amiantée de l'école Sainte Aurélie nécessite d'être remplacée ;
- **remplacement de la couverture à l'école maternelle de la Meinau** ;
- **remplacement de la couverture au groupe scolaire de la Niederau** : les toitures des bâtiments les plus anciens nécessitent une intervention lourde à répartir sur plusieurs années ;

- **traitements acoustiques**. La ville poursuit ses objectifs d'amélioration des conditions acoustiques dans les restaurants scolaires suivants : EM Sturm, EM Albert Le Grand et EE des Romains et dans les salles de musique de l'EE de la Canardière ;
- **remplacement des chaudières de plusieurs établissements** : ces travaux s'intègrent au programme de remplacement des chaudières. Les sites concernés sont le groupe scolaire du Stockfeld et le groupe scolaire du Neuhof ;
- **remise en peinture et remplacements de revêtements de sols** : ces travaux concernent la peinture à l'EM Neuhof A (cage d'escalier) et l'EE De Vinci (couloirs) et la mise en place d'un revêtement de sol souple à la place du carrelage à l'EE Karine.

3.4. Les grandes opérations

Les établissements suivants ont fait l'objet d'opérations de restructuration, de mise en sécurité ou d'extension :

- école élémentaire Louvois (restructuration) ;
- groupe scolaire Gustave Doré (restructuration) ;
- groupe scolaire du Hohberg (restructuration) ;
- école maternelle de la Canardière (extension) ;
- école maternelle Vauban (mise en sécurité).

4. Le projet éducatif de la ville

Le projet éducatif local (PEL) est un cadre de référence pour la politique éducative. Au-delà d'un programme d'action, il constitue un processus dynamique pour élaborer une culture et des objectifs communs.

La ville de Strasbourg se mobilise avec ses partenaires autour de trois orientations :
- développer une offre éducative diversifiée, adaptée et de qualité afin de préparer les enfants au monde de demain et favoriser le vivre ensemble ;
- promouvoir un parcours individualisé pour assurer la réussite éducative ;
- bâtir une communauté éducative fondée sur la reconnaissance de chacun des acteurs.

L'année 2017 est consacrée à l'évaluation du premier PEL. La collectivité a conçu une méthode d'évaluation dont l'ambition a été de donner la parole à tous les acteurs.

Ainsi, de plus de 700 enfants et 250 intervenants ont donné leur avis sur les ateliers périscolaires et 1 500 familles ont été interrogées sur la qualité des services et les parcours éducatifs proposés par la collectivité.
En parallèle, toutes les institutions partenaires ont contribué à cette évaluation. En particulier, au sein de chaque groupe scolaire, Direction d'école, responsable périscolaire, parents d'élèves élus et associations ont mesuré ensemble les évolutions vécues et les avancées du travail partenarial.
La cohérence des actions de chaque acteur est le fil conducteur au bénéfice des enfants.

4.1. Sur le temps scolaire

La ville finance et accompagne dans le temps scolaire un grand nombre d'actions à vocation éducative, destinées à encourager des comportements citoyens, ou encore à faciliter l'accès à des pratiques sportives ou culturelles.

4.1.1. L'éducation culturelle et artistique

La ville contribue au fonctionnement de l'ACMISA (Action culturelle en milieu scolaire d'Alsace) (7 000 €), dispositif qui attribue des aides financières aux écoles pour le montage de projets artistiques.
La ville alloue une subvention à deux associations travaillant sur la découverte et la valorisation du patrimoine local, à savoir 5 000 € à la Ligue de l'Enseignement (Fédération des œuvres Laïques) et de 9 000 € à l'association des Œuvres Scolaires. Depuis plusieurs années, une centaine de classes bénéficient d'actions de sensibilisation au patrimoine.
La ville alloue également à la Ligue de l'enseignement 7 500 € euros dans le cadre de son projet « Lire et faire lire », programme d'ouverture à la lecture et à la solidarité intergénérationnelle qui s'inscrit dans le plan de lutte contre l'illettrisme. Environ 800 enfants peuvent en bénéficier.
Enfin, la ville est partenaire du concours départemental de chant choral organisé par la société des chorales d'Alsace par la mise à disposition de la salle du Palais des fêtes et en contribuant à cinq prix (850 €).
La ville propose le réseau des médiathèques municipales et met en place des activités d'accès à la lecture : visite-découverte de la médiathèque, sélection et présentation d'ouvrages, ateliers de conte, etc. 7 000 élèves ont été accueillis.
De même, le service éducatif des musées propose chaque année un programme d'actions éducatives mené autour des collections permanentes et des expositions temporaires. 10 000 enfants des écoles primaires de la ville découvrent chaque année un des musées de Strasbourg.

4.1.2. L'éducation citoyenne

« L'odyssée citoyenne » est un projet porté par l'association Thémis qui consiste à intervenir auprès des enfants au sein de l'école, afin de leur proposer un parcours de sensibilisation citoyenne. Ce parcours est composé d'une information relative aux droits des enfants faisant référence à la Convention Internationale des Droits de l'Enfant, et de visites avec pour thème le développement durable, le mémorial du Struthof ou encore les institutions européennes qui siègent à Strasbourg. 10 classes strasbourgeoises bénéficient de cette action.
Le Forum de l'Odyssée s'est par ailleurs tenu le 24 juin à l'Iliade, à Illkirch-Graffenstaden, autour de stands et conférences sur le thème de l'éducation citoyenne.
Les « Francas » bénéficient également d'un soutien à hauteur de 4 000 € pour le projet « Graine de Philo».

4.1.3. L'éducation scientifique

Le Planétarium mobile, projet développé par le Jardin des Sciences de l'Université de Strasbourg, propose, à travers la mise en place d'un dôme gonflable itinérant, de faire découvrir le ciel, les étoiles, les constellations et les planètes aux élèves n'ayant pas l'occasion de se rendre au planétarium fixe. 15 écoles ont bénéficié de cette animation pédagogique au profit de 1 547 élèves, intégrant la formation initiale de 31 enseignants proposée par l'Inspection Académique. La ville soutient ce projet à hauteur de 10 000€.

Une action pédagogique sur la question du temps au travers de la construction d'un cadran solaire a eu lieu à l'école Sainte-Aurélie.

4.1.4. L'éducation à l'environnement

La ville, et notamment via les Directions de l'enfance et de l'éducation et celle de l'environnement et des Services Publics Urbains, mène des actions d'éducation à l'environnement et au développement durable auprès des élèves, au travers de plusieurs programmes pédagogiques.

Le jardin au cœur de l'école
La ville et la Direction Académique des Services de l'Education nationale dans le Bas-Rhin ont signé une convention pour la création de jardins pédagogiques dans les écoles volontaires. A partir des projets pédagogiques portés par les équipes enseignantes, la ville participe à la réflexion et prend en charge la création du jardin. Les enseignants et les intervenants périscolaires s'engagent, avec les enfants, à faire vivre cet équipement pédagogique intégré à la vie de l'école. A ce jour 29 écoles en sont équipées.

L'animation "herbes folles"
Une mallette pédagogique permet de découvrir la « flore des trottoirs » :
- la biodiversité en ville et son utilité ;
- les herbes folles en ville ;
- les alternatives aux pesticides.

Le compostage
Mallette pédagogique à destination des élèves du cycle 3, ayant pour objectifs de faire découvrir le compost, son fonctionnement et sa micro faune.

L'eau
Grace à un outil pédagogique spécifique, la collectivité souhaite, en conjuguant son action avec celle de l'Education Nationale, sensibiliser les plus jeunes à la consommation de l'eau du robinet et à la protection de cette ressource.
Le projet pédagogique poursuit un triple objectif :
- connaître le cycle de l'eau urbain ;
- encourager à boire l'eau du robinet ;
- acquérir des gestes de protection de la ressource en eau.

La collecte sélective et la prévention des déchets (nouveau programme Tricétop)
Le nouveau programme « Tricétop » développé en partenariat avec l'inspection académique s'adresse aux élèves de la maternelle au cycle 3 et s'articule autour des objectifs suivants :
- rappeler les consignes de tri ;
- acquérir des gestes de prévention des déchets (réduction à la source) ;
- susciter la réflexion sur nos modes de consommation ;
- établir un projet de réduction des déchets.

L'air
La mallette pédagogique « *L'air Malin* » permet de mener un travail éducatif avec des enfants à partir de 8 ans sur l'importance de la qualité de l'air intérieur, en adoptant une approche globale et positive de la santé.

Les objectifs pédagogiques sont les suivants :

- acquérir des connaissances concernant la qualité de l'air intérieur ;
- repérer les différentes sources de pollution à l'intérieur de notre habitat ;
- s'interroger sur les comportements ou produits susceptibles de détériorer l'air intérieur ;
- identifier les gestes de prévention pour améliorer la qualité de l'air intérieur ;
- être acteurs de sa santé en lien avec l'air intérieur qui nous entoure.

Les visites d'installation

A partir du cycle 3, il est également possible de visiter les installations suivantes :

- le centre de tri et le centre de valorisation des déchets verts ;
- la station d'épuration de Strasbourg - la Wantzenau ;
- la réserve naturelle du Rohrschollen.

4.1.5. L'éducation à la sécurité routière

Le Centre d'Education Routière de la Meinau dispose d'une salle de cours, d'une salle informatique et d'un atelier mécanique vélo. Les animateurs du SIRAC accueillent chaque année environ 5 000 enfants de CM2. Pour les écoles strasbourgeoises, les frais de déplacement sont pris en charge par la ville de Strasbourg. Sont également utilisées : la mallette pédagogique de sécurité routière "Le jeu de la route avec le petit Prudent" à destination des CM1 et CM2, la mallette Abécédaire à destination des grandes sections de maternelle.

Les permis piéton et permis vélo

Le SIRAC propose une formation « permis piéton » aux élèves de CE1/CE2 et une formation « permis vélo » aux élèves de CM1 et CM2. Pour l'année scolaire 2016//2017, ce sont plus de 500 enfants des écoles de Strasbourg qui ont participé à la démarche permis vélo.

4.1.6. La pratique sportive

Chaque année, des créneaux dans les piscines et à la patinoire de l'Iceberg sont attribués aux écoles maternelles et élémentaires. Les transports et l'accès aux équipements sont gratuits pour les familles.

Dans les piscines et à la patinoire

Les piscines ont accueilli 321 classes, soit 7 702 élèves. Une action prévention de la noyade a permis à 2 classes de 25 élèves, accueillis par créneaux d'1h40 sur 4 ateliers, de travailler la question du secours en cas de noyade. Les enfants ont été accueillis aux Championnats de France de natation en mai 2017 pour assister aux compétitions

La Patinoire

- 113 classes, soit 16 545 élèves, ont pu participer à des activités de découverte sur glace en temps scolaire ;
- depuis la reprise en régie en septembre 2016, les séances primaires sont encadrées par un éducateur sportif diplômé en renfort de l'enseignant.

Le dispositif « Classes transplantées » sur le site du Baggersee

Le service du Sport de la ville de Strasbourg accueille chaque année 30 classes, soit 960 enfants, sur le site du Baggersee proposant des activités physiques et sportives de découverte environnementale en fonction des projets des écoles volontaires. L'accueil des classes est organisé les lundis, mardis, mercredis matin, jeudis et vendredis. Les horaires d'accueil sont adaptés aux horaires des écoles pour que les classes puissent réintégrer leurs établissements respectifs avant 15h45.

Les interventions en temps scolaire
Dans le cadre des interventions en temps scolaire, les ETAPS (Educateur Territorial des Activités Physiques et Sportives) sont présents dans certaines écoles 3 jours par semaine pour intervenir auprès des enfants dans le cadre d'activités spécifiques.
Les ETAPS constituent ainsi des personnes ressources auprès des équipes pédagogiques et interviennent en situation pédagogique ou dans le cadre d'une « aide » théorique.

L'école municipale des sports
Les activités de l'école municipale des sports se déroulent les samedis matins sur cinq équipements répartis sur la ville (Reuss, Jacqueline, Louvois, Branly et St Florent). Plus de 200 enfants étaient inscrits pour la saison 2016/ 2017.

Participation aux ateliers éducatifs
Les agents du DAPSL (Département des activités physiques, sportives et de loisirs) participent aux ateliers éducatifs sur une vingtaine de créneaux durant l'année scolaire. Les agents du DAPSL mettent en place également des « Temps non scolaires ouverts » qui consistent à proposer des activités ludiques et sportives aux enfants d'une école lorsqu'il n'y a pas d'activité organisée dans le cadre des ateliers éducatifs.

4.2. Sur le temps périscolaire et extrascolaire

4.2.1. L'accueil périscolaire en maternelle
2 760 enfants sont accueillis quotidiennement au sein de 55 points d'accueil. Pour les écoles élémentaires, ces services sont gérés par des structures associatives.

4.2.1.1. La Pause méridienne

En 2016/2017, près de 5,8 millions € ont été consacrés au service de la restauration scolaire. 16 500 enfants étaient inscrits au service de restauration.
11 500 repas sont servis en moyenne, chaque jour, aux enfants des écoles élémentaires et maternelles de la ville.
La ville propose une restauration sur 57 sites. Près de 10 000 repas sont préparés et livrés en liaison froide dans 44 restaurants municipaux. Les autres repas sont préparés par 13 partenaires externes à la ville (maisons de retraite, auberge de jeunesse, restaurants d'entreprise, collèges, etc.) et les enfants déjeunent dans leur structure.
Le service de restauration scolaire s'inscrit dans le cadre de la pause méridienne qui comprend l'accueil pour le repas et la prise en charge des enfants avant, pendant et après ce moment, sur la plage de 12 heures à 14 heures. La restauration scolaire fonctionne les lundis, mardis, jeudis et vendredis.

La ville s'applique ainsi à :

- assurer aux enfants des repas équilibrés, diversifiés, intégrant des produits de qualité pour permettre de couvrir leurs besoins nutritionnels. Afin de mieux répondre aux attentes des familles, la ville a souhaité proposer un choix de quatre catégories de prestations : un repas standard, un repas standard sans porc, un repas halal, un repas végétarien. Le choix du type de menu est effectué chaque année au moment de l'inscription et est valable une année complète. Pour les sites municipaux, les menus sont consultables depuis le site internet de la ville. Ils sont par ailleurs tous affichés dans les tableaux d'affichage à l'entrée des écoles. Les cycles de menus sont transmis aux Responsables périscolaires de site (RPS), complétés d'une feuille de route permettant d'identifier les animations et thématiques mises à l'honneur, dans l'objectif de valoriser ces temps auprès des enfants, via leurs équipes d'encadrement. Un livret, « Le Gratiné », élaboré par le prestataire l'Alsacienne de restauration, est distribué aux enfants toutes les 8 semaines. Il contient des informations diverses (historiques, calendaires, thématiques), des jeux, des recettes et les menus de la période ;

- valoriser la pause méridienne comme un temps éducatif et d'apprentissage à part entière au cours duquel les enfants sont sensibilisés à l'hygiène alimentaire, au goût et aux règles en collectivité ;

- garantir à chacun un environnement adapté à la demande, sécurisé et sécurisant : des mesures contre le bruit, des travaux d'extension et de mise en sécurité des locaux, des constructions de nouveaux restaurants sont entrepris régulièrement.

- améliorer le service rendu aux familles, en leur proposant une prestation souple, adaptée à leur mode de vie et à leurs ressources financières. Les démarches administratives ont également été simplifiées, notamment par l'expérimentation dans trois groupes scolaires de la dématérialisation des moyens de réservation et de paiement des repas (via internet).

Un nouvel appel d'offre concernant la restauration (scolaire et accueils de loisirs) a été lancé pour une durée de deux ans (2017-2019) reconductible pour une nouvelle période de deux ans (2019-2021). Ce marché a été attribué à l'Alsacienne de restauration. L'élaboration du cahier des charges a fait l'objet d'une démarche impliquant des parents d'élèves et des élus. Ce nouveau marché s'inscrit dans l'approfondissement d'une triple logique de santé publique, de démarche éducative et de développement durable. La ville a souhaité notamment généraliser l'usage de contenants inertes réutilisables pour le conditionnement des préparations rentrant dans la composition des menus. Le titulaire du marché s'est engagé à accompagner cette démarche qui se fera de manière progressive et concertée.

Le taux de produits d'origine biologique, prioritairement issus de circuits courts, est harmonisé pour l'ensemble des restaurants scolaires dans un objectif de cohérence de la politique alimentaire, à hauteur d'un minimum de 30% dès la première année d'exécution du marché.

La qualité des produits servis fait l'objet d'une attention portant sur différents éléments : sélection de produits respectant le bien-être animal, intégrant l'élevage et l'abattage, en privilégiant le choix des viandes (volailles, bœuf, porc, agneau) et de certaines charcuteries

issues de filières engagées ; introduction de produits labellisés ; recours à des produits équitables, etc.

Sont également mises en œuvre des actions relatives à la réduction, au traitement et la valorisation des déchets : remplacement progressif des barquettes par des contenants inertes réutilisables ; adaptation des quantités de pain livrées, tenant compte de la composition des menus, déploiement d'actions éducatives pour sensibiliser les enfants à la nutrition et à la lutte contre le gaspillage alimentaire, etc.

4.2.2. Les activités périscolaires gratuites après l'école

4.2.2.1. Trois ateliers par an pour un parcours éducatif citoyen

La ville de Strasbourg propose à tous les enfants des écoles élémentaires des ateliers d'initiation et de découverte dans différents domaines : artistique, culturel, sportif, scientifique et environnemental, et socio-éducatif. Deux objectifs inspirent cette démarche : proposer une offre d'activités diversifiée qui favorise la découverte, l'éveil, la créativité, l'expression et le plaisir, et d'autre part promouvoir une ouverture sur le monde, former le citoyen dès le plus jeune âge et lutter contre toute forme de discrimination. Chaque atelier est l'occasion pour les enfants d'expérimenter « le vivre ensemble » : l'acceptation de l'autre, la diversité des points de vue, le fairplay, les règles de vie en collectivité, la coopération et l'égalité fille/garçon.

Chaque enfant peut bénéficier d'un atelier par trimestre. Près de 10 000 enfants du CP au CM2, soit 68% des enfants scolarisés, se sont inscrits aux ateliers éducatifs proposés.

Les activités sont animées par des professionnels spécialisés dans une discipline. Ils sont issus de fédérations ou clubs sportifs, de compagnies ou de collectifs d'artistes, d'associations scientifiques et d'associations d'éducation populaires ou de quartiers, tels que les centre socio-culturels. Par ailleurs, les institutions culturelles de la ville, comme les musées de Strasbourg, le Shadok, la Mission patrimoine ou des centres d'arts, sont présents dans ce dispositif.

4.2.2.2. Deux projets artistiques en 2017

Un concert participatif

Une centaine d'enfants des écoles Schwilgué, Saint-Jean, Schpoeflin et Schuman ont contribué au projet de concert participatif organisé par la Maîtrise de l'Opéra – Les petits chanteurs de Strasbourg. Après un apprentissage en atelier périscolaire avec des cheffes de chœurs, les enfants ont chanté au PMC quelques sections choisies du Messie de Haendel.

Exposer au Musée d'Art Moderne et Contemporain de Strasbourg

120 enfants des écoles strasbourgeoises ont exposé leurs travaux photographiques dans différents musées de la ville. Dans le cadre des manifestations « Passions partagées », accompagnés par des artistes photographes, les enfants ont choisi leur œuvre préférée dans un des musées et fait un travail de lecture de l'œuvre, suivi par un rendu photographique, dit Pics up.

L'ensemble a été présenté au MAMCS lors d'une journée au cours de laquelle familles et enfants ont été accueillis et ont participé à une construction éphémère avec l'artiste Noa Haim.

4.2.3. Les accueils de loisirs

Le fonctionnement des accueils de loisirs maternels (ALM) a été modifié suite à la réforme des rythmes scolaires en septembre 2014.
La sectorisation a été mise en œuvre pour l'accueil collectif proposé aux familles :

- les mercredis de 11h30 à 18h15, des navettes sont organisées en bus ou pédibus par le service périscolaire. Ce service permet de ramener les enfants vers l'accueil de loisirs du quartier dès la sortie des classes. La prise en charge des enfants et l'encadrement sont assurés par les animateurs.

En complément, le secteur associatif a pris le relais pour l'accueil des enfants entre 3 et 6 ans dans les écoles maternelles suivantes :

- Centre ville : la Maison des jeux pour la maternelle Pasteur, la Ligue de l'enseignement pour S^te^ Aurélie, Scheppler et Finkwiller;
- Esplanade : le CSC Rotterdam pour le Conseil des XV;
- Robertsau : le CSC Escale pour à la Niederau ;
- Neuhof : la « clé des champs » pour Canonniers, Reuss, Ziegelwasser ;
- Hautepierre : le CSC Schoelcher pour Cronenbourg, Gustave Doré, Langevin, Perey, Wurtz.

- les vacances. Un accueil est proposé du lundi au vendredi de 7h45 à 18h15 avec possibilité de restauration, sauf à l'ALM Ariane.

Pour l'année 2017, ont été accueillis les mercredis et durant les vacances:
- près de 2 700 enfants entre 3 et 6 ans ;
- près de 40 000 journées/enfants facturées.

4.2.4. Le contrat local d'accompagnement à la scolarité

L'accompagnement à la scolarité désigne l'ensemble des actions visant à offrir, aux côtés de l'école, l'appui et les ressources dont les enfants ont besoin pour réussir à l'école, appui qu'ils ne trouvent pas toujours dans leur environnement familial et social.
Ces actions, qui ont lieu en dehors des temps de l'école, sont centrées sur l'aide aux devoirs et les apports culturels nécessaires à la réussite scolaire. La ville de Strasbourg participe au Comité Départemental de l'Accompagnement à la Scolarité.

4.2.5. Le projet de réussite éducative (PRE)

Depuis 2006, le PRE assure chaque année l'accompagnement individualisé de 350 à 400 enfants ou adolescents de 2 à 16 ans orientés par les parents avec l'appui fréquent d'un professionnel de terrain (établissements scolaires, travailleurs sociaux, associations).
Les enfants bénéficiaires sont domiciliés en quartier prioritaire et/ou scolarisés en REP ou REP+ pour 92% d'entre eux en 2016-2017. Deux tiers sont scolarisés en maternelle ou en élémentaire, pour 33% de collégiens.
Action majeure du volet éducatif du Contrat de Ville, le PRE est porté par la Caisse des écoles de la ville de Strasbourg en association avec l'Etat, le Département et la CAF du Bas-Rhin. Il est également soutenu par Cus-Habitat et Habitation moderne.

Le projet est animé dans les quartiers prioritaires par quatre coordonnatrices de réussite éducative et les membres des sept équipes pluridisciplinaires de soutien (EPS) chargées de l'examen des demandes et de l'élaboration des parcours. Les 32 membres de ces équipes sont les coordonnateurs REP/REP+, les adjointes aux Responsables d'Unités territoriales d'action sociale, et les chefs de service des équipes de prévention spécialisée.

5. Petite enfance : le développement de la qualité d'accueil et de nouveaux services pour les familles

5.1. Nouvelle démarche d'évaluation de la charte qualité dans les établissements

Suite au bilan établi en 2016, 5 ans après la mise en place de la charte qualité, la nouvelle démarche d'évaluation définie a été mise en œuvre en 2017.
Cette nouvelle démarche prévoit :

- un questionnaire de satisfaction renouvelé pour l'évaluation annuelle par les parents ;
- la définition d'un programme d'actions annuel et une évaluation par les professionnels de chaque établissement ;
- une évaluation interne et externe de chaque établissement tous les 3 ans, l'évaluation externe étant menée par un binôme coordinatrice territoriale petite enfance / directeur pair.
  En 2017, une vingtaine d'établissements ont ainsi fait l'objet d'une évaluation externe.

5.2. Développement du langage et reconnaissance de la diversité linguistique dès le plus jeune âge

Suite au séminaire organisé sur ce sujet en 2016, des cycles de formation « entrer dans la vie par le langage et les langues » ont été proposées aux professionnels des établissements. 41 professionnels de 29 établissements petite enfance ont bénéficié de cette formation et ont mis en place des actions dans ce domaine avec les jeunes enfants et les parents.

5.3. Les conseils d'établissement

La charte qualité prévoit la mise en place d'un conseil d'établissement dans chaque établissement, réunissant des représentants des parents, des professionnels, du gestionnaire et de la ville de Strasbourg. En 2017, les conseils d'établissement se sont réunis deux fois dans chacun des établissements municipaux et associatifs.

5.4. Actualisation des critères de priorité pour l'affectation des places en établissements petite enfance

La charte qualité des établissements petite enfance prévoit, depuis 2012, un traitement centralisé des demandes d'accueil et une affectation des places par une commission en référence à des critères communs. Trois critères sont pris en compte : les critères de priorité sociale et de santé, et l'activité des parents.

5.5. Expérimentation de places à vocation d'insertion professionnelle (places AVIP)

Les problématiques de mode d'accueil constituent souvent un obstacle à l'insertion professionnelle des parents et, inversement, une place d'accueil constitue un levier pour favoriser l'insertion professionnelle, notamment des parents élevant seuls un ou des enfants.

En 2017, la ville de Strasbourg a expérimenté le projet de places à vocation d'insertion professionnelle proposé à des parents orientés par Pôle emploi et engagés dans une recherche active d'emploi et de formation. 18 places ont ainsi été réservées dans 5 établissements différents.

5.6. Centralisation du traitement des demandes et des affectations des places en crèches familiales

7 crèches familiales proposent 660 places d'accueil. Jusqu'en 2017, les demandes d'accueil étaient traitées à l'échelle de chaque établissement. Une évolution est en cours pour intégrer le traitement des demandes en crèches familiales dans le dispositif central assuré par le Relais petite enfance et la commission d'attribution des places de la ville.

6. L'organisation de manifestations autour de l'école

Pour sa 26ème édition, l'opération « Km Solidarité », organisée par les partenaires de l'Eurodistrict et la Direction Académique, a rassemblé durant deux jours, les 15 et 17 mai 2017, près de 23 000 élèves de Strasbourg, Fegersheim, Illkirch-Graffenstaden, Lipsheim, Ostwald et Schiltigheim, côté français, et Achern, Kehl, Lahr, Oberkirch et Offenbourg, côté allemand.
Au cours de ces deux journées, les écoliers, âgés de 5 à 11 ans, ont participé à des « courses solidaires » au bénéfice de l'association « Nouvel envol » de Illkirch Graffenstaden et de l'association « Das Dinglinger Haus » de Lahr**.**
Les jeunes sportifs français et allemands ont parcouru près de 38 463 kilomètres. Chaque ville partenaire participe à hauteur de 20 centimes le kilomètre, au prorata des kilomètres parcourus par ses élèves. Une cagnotte de près de 8 249€ a ainsi été constituée.

DIRECTION DE LA CULTURE

1. Administration Générale

1.1. Présentation

Le service de l'Administration Générale est un service « ressource » qui intervient en support de l'ensemble des services opérationnels de la direction. Il est en charge du pilotage global des ressources de la direction, des opérations comptables, du suivi des marchés publics et des opérations liées à la gestion des ressources humaines, du suivi des questions juridiques et de l'élaboration des délibérations et du suivi de la délégation de service public du Zénith-Europe de Strasbourg.

1.2. Activité

- mise en œuvre du nouveau projet de service et installation dans de nouveaux locaux de l'équipe élargie ;
- lancement de la dématérialisation de la chaîne comptable ;
- gestion de la comptabilité de 9 services ;
- prise en charge de tous les marchés de la direction (environ 35 marchés en 2017) ;
- gestion des intermittents du spectacle : 432 personnels concernés et 978 fiches de paye ;
- suivi des recrutements de la direction : 65 recrutements réalisés en 2017, dont 57 sur postes permanents. Parmi eux, 10 ont pu être pourvus en mobilité interne ;
- en matière de santé/sécurité ont été élaborés les D.U. du service des archives, du service de l'Action Culturelle et de l'Orchestre Philharmonique.

2. Communication

La cellule communication participe aux enjeux de diversification des publics, de structuration de l'offre culturelle et de rayonnement. Elle contribue à la mutation d'image de Strasbourg.

2.1. Activités

Evénementiel

Organisation de Strasculture, place Kléber : mise en place d'animations avec installation d'un escape game dans un container, interventions artistiques (graffiti, collages, dessin, danse, musique), et installation d'espaces de détente et de convivialité.

Accompagnement de la communication autour des projets participatifs du « Messie » de Haendel et de « Carmen » de Bizet.

Patrimoine

- communication en vue de la labellisation UNESCO étendue à la Neustadt ;
- communication Ville d'art et d'histoire (9 supports de communication/an) ;
- recherche de nom, identité graphique et réflexion en vue de l'ouverture en 2019 du futur Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine ;
- communication des Journées européennes du patrimoine.

Arts visuels

Communication de la seconde édition des Rencontres de l'illustration.

Musique

Communication de la Symphonie des arts.

Communication interne

Guide des nouveaux arrivants.
Boutique Culture : la Cellule Communication a proposé à la Boutique Culture la mise en place d'une campagne de communication culturelle incluant un dispositif de jeu sur l'espace public : un bandit manchot numérique, à l'arrêt de tram Grand'Rue.

2.2. Développement du service vers le numérique

- finalisation de la refonte et mise en ligne du nouveau site internet des musées ;
- développement de la présence en ligne de la Boutique Culture sur Facebook, Twitter et Instagram ;
- projet GESCO : attribution du marché et démarrage des groupes de travail autour du projet de CRM (Citizen Relationship Manager) permettant la gestion de bases de données partagées entre les différents services de la collectivité.

2.3. Rayonnement

- couverture de la communication de la candidature UNESCO : vidéos de promotion, obtention de la labellisation ;
- accueil des Assises de la Fédération Nationale des Associations des Directeurs des affaires culturelles des collectivités territoriales (FNADAC) en mars 2017 ;
- partenariat avec France Musique en septembre 2017 ;
- accueil de l'émission de télévision Prodiges (France 2) en août 2017.

3. Mission développement des publics

La Mission Développement des Publics comprend la Boutique Culture, un volet Pratique en Amateurs/ Ecoles de Musique et des chargés de mission qui interviennent sur des champs thématiques et territoriaux.

3.1. Présentation

37 porteurs de projets culturels territoriaux soutenus pour 38 projets pour un montant total de subvention de 178 250 €
Pratiques en amateur/Ecoles de musique **:** 17 écoles de musique associatives soutenues et des projets de pratiques en amateur aidés pour un montant total de 1 474 743 €.
Boutique Culture : 15 550 billets vendus, 4 025 cartes Atout Voir vendues (saison 16/17), 64 930 visiteurs soit une moyenne de 256 personnes/jour, 24 partenaires recensement de 25 364 manifestations à l'année.

3.2. Activité

Evènements marquants de l'année :

- accompagnement du projet de concert participatif « A vos marques prêts chantez ! » autour des œuvres du « Messie » de Haendel et « Carmen » de Bizet porté par les Petits chanteurs de Strasbourg – Maîtrise de l'Opéra du Rhin ;
- organisation de la 3ème édition des rencontres professionnelles ;
- 20 septembre - 3 octobre 2017 : lancement par la Boutique Culture des nouveaux parcours culturels thématiques 2017-2018 et des tickets d'or par le biais d'un jeu du bandit manchot numérique à la station de tram Grand'Rue ;

- de nouvelles modalités de soutien aux écoles de musique définies en 2017 avec une subvention dite « socle » et lancement d'un groupe de travail mixte (ville-écoles de musique) sur l'évolution de l'aide solidaire ;
- projet « Savez-vous ? » à l'occasion de la Foire St-art – octobre/novembre 2017.

3.3. Fréquentation et typologie des publics

- Ecoles de musiques : en 2016, 3 815 élèves et en 2017, 3 834 élèves ;
- Boutique culture : en 2016, 77 290 visiteurs et en 2017, 64 930 visiteurs ;
- Rencontres professionnelles : en 2016, 200 participants et en 2017, 250 participants ;
- Concert participatif « A vos marques prêts chantez ! » : en 2017, 800 chanteurs.

3.4. Développement des publics

Les actions de la Mission sont structurées autour de 2 principales fonctions :

- pilotage/coordination

- réseau des responsables des services éducatifs et d'action culturelle de la Direction de la Culture (SEAC) ;
- nouveaux parcours culturels thématiques à la Boutique Culture pour une meilleure lisibilité de l'offre culturelle pour différents types de publics (culture en famille, culture à toute heure) et mise en place des « Sélections du we de la Boutique Culture » chaque jeudi ;
- organisation de la 3ème édition des rencontres professionnelles interdisciplinaires sur le thème « Création et participation : comment placer le citoyen au cœur de la vie culturelle ? » à l'Aubette ;
- étude sur les pratiques culturelles et le non-public à l'échelle de la ville de Strasbourg (préparation et lancement) ;
- convention triennale de développement culturel avec le TNS pour le soutien à des projets visant à diversifier les publics ;
- volet culturel du guide 2018 des animations en direction du public senior ;
- état des lieux de la prise en compte du handicap dans les établissements culturels municipaux ;
- étude de faisabilité de l'implantation du projet DEMOS (Dispositif d'Éducation Musicale et Orchestrale à vocation Sociale) à Strasbourg.

- accompagnement /participation

- projet de concert participatif « A vos marques, prêts, chantez ! » autour du Messie de Haendel (2016/2017) et de Carmen (2017/2018), réunissant tout au long de divers ateliers organisés dans plusieurs quartiers de Strasbourg près de 800-1 000 chanteurs : amateurs et néophytes, issus de chœurs amateurs, d'écoles de musique, d'élèves en temps scolaire et périscolaire, de la classe à horaires aménagés musique de la Meinau, usagers des Centres Médico-sociaux et des chanteurs inscrits à titre individuel ;
- réflexion sur l'accompagnement artistique de la ligne de tram vers Koenigshoffen avec l'Action Culturelle (Département Arts visuels) en vue de la participation des habitants ;
- projet « Savez-vous ?» à l'occasion de la Foire St-art avec l'Action culturelle (Département Arts visuels) en direction des publics « éloignés » de l'art contemporain (agents de l'Eurométropole de Strasbourg, enfants du périscolaire de Hautepierre, personnes en situation de handicap, publics des CMS – jeunes du Port du Rhin) ;
- concert de restitution de la résidence de l'Orchestre Philharmonique au Neuhof le 12 Mai 2017 au Hall 7 du Wacken.

3.5. Développement des services vers le numérique

- augmentation de la présence de la Boutique culture sur les réseaux sociaux ; 6 600 abonnés Facebook (2016 : 5 900 abonnés), présence sur Twitter #strasculture, avec franchissement du cap des 700 abonnés en mars 2017 et sur Instagram, avec franchissement du cap des 400 abonnés en mars 2017 ;
- projet de page sur Strasbourg.eu dédiée aux pratiques en amateur/Ecoles de musique.

3.6. Rayonnement

- bonne couverture presse du concert participatif du Messie avec notamment des médias nationaux et un fort écho médiatique lors de la venue du Président Emmanuel Macron le 31 octobre 2017 à l'occasion d'une répétition à l'Opéra du Rhin ;
- bonne couverture presse locale /Web/ radio de la campagne de communication dans la station tram Grand Rue/bandit manchot/ Boutique Culture.

4. Action culturelle

Le rôle et les missions du service s'articulent autour, d'une part, du développement des publics et de la démocratisation de la culture et, d'autre part, du rayonnement national, européen et international de l'offre culturelle de Strasbourg.

4.1. Présentation

Le service de l'Action culturelle est composé de 45 agents répartis en trois entités différentes :

- les départements thématiques et l'administration (4 départements : spectacle vivant, arts visuels, animation du patrimoine, cinéma et audiovisuel) ;
- le Shadok, fabrique du numérique ;
- le Centre chorégraphique de Strasbourg (CCS).

Le service assure le suivi d'un peu plus de 300 associations actives dans le champ de la culture.

4.2. Activités et faits marquants

Grands événements

- les Rencontres de l'illustration, mars 2017 ;
- kiosques en musique, été 2017 : programmation musicale d'été dans le kiosque du Parc des Contades. 10 concerts organisés le dimanche après-midi du 02 juillet au 27 août 2017 ;
- bibliothèques idéales, septembre 2017 : 49 rencontres littéraires, 3 promenades littéraires, 2 performances de rue, 7 lectures en station, 5 tables-rondes, 5 séances scolaires et une résidence littéraire ;
- deuxième anniversaire du Shadok : en 2017, 20 projets suivis et accompagnés par le Shadok et 70 événements organisés, dont le volet contemporain de l'exposition *Laboratoire d'Europe* intitulé *Laboratoire de demain ;*
- préfiguration du CIAP : travail sur la préfiguration du CIAP, finalisation du projet scientifique et culturel, élaboration de ses contenus en lien avec le comité scientifique, définition et suivi du projet de scénographie ;
- démarrage de la construction du nouveau théâtre du Maillon (livraison mi 2019).

Autres activités

- refonte des dispositifs de soutien dans le champ du spectacle vivant (janvier 2017) ;
- intégration aux conventions d'objectifs et de moyens des grands équipements culturels du soutien à l'émergence ;
- lancement de l'appel à projet pour la reprise de l'ancien bar situé à la Fabrique de Théâtre ;
- projet de commande publique autour du tram à Koenigshoffen ;
- renouvellement de la présence de la ville à la foire d'art contemporain St'Art ;
- convention tripartite avec l'Institut français et la Région pour le soutien à la mobilité internationale des artistes et équipes artistiques ;
- suivi et accompagnement des porteurs de projets à la COOP ;
- coordination des Journées européennes du Patrimoine : 79 sites, 174 animations, 120 000 visiteurs ;
- CCS. Disciplines enseignées : éveil et initiation, classique et cours de pointes, contemporain, hip hop et jazz, afro-contemporain, danses latines. Spectacle de fin d'année revisitant le *Lac des cygnes*, participation de 160 élèves. Ouverture du CCS à la dynamique culturelle du territoire (organisation de l'exposition *Air et Lumière* lors des JEP, performances dansées pour les Journées de l'architecture).

4.3. Fréquentation et typologie des publics

- Shadok : 24 000 visiteurs en 2017 ;
- CCS : accueil de 1300 élèves à partir de 4 ans, soit 800 enfants et adolescents et 500 adultes ;
- Bibliothèques idéales : 30 500 spectateurs ;
- Journées du patrimoine : 120 000 visiteurs ;
- St'art : 22 000 visiteurs.

4.4. Développement des publics

- foire St'art : nouveau concept du stand de la ville autour de la question « Savez-vous qui fait quoi ? », en matière d'art contemporain ;
- poursuite des « Rendez-vous du patrimoine », création d'une offre de visites attractive et ludique (jeux d'enquête grandeur nature, visites clownesques, déambulations sonores, ateliers Kapla).

4.5. Développement des services vers le numérique

Axe de travail principal du Shadok.

4.6. Rayonnement

- convention avec l'Institut Français et la Région pour la mobilité des artistes ;
- grands événements : Rencontres de l'illustration et Bibliothèques idéales.

5. Archives de la ville et de l'Eurométropole

Les Archives exercent des missions réglementaires décrites dans l'article Art. R. 212-4-1 du code du patrimoine. Elles assurent des missions d'organisation, de conseil et de collecte des documents pour l'administration de la ville et de l'Eurométropole, garantissent l'accès du public et de l'administration aux documents (traitement, base de données, mise à disposition) et valorisent les fonds patrimoniaux via des actions culturelles.

5.1. Présentation

Les Archives accueillent les documents de la ville depuis le Moyen-Age, de la Communauté Urbaine (1968-2014) et de l'Eurométropole depuis 2015, mais aussi les archives de fondations (Saint-Thomas, Œuvre Notre-Dame), les archives historiques des hospices de Strasbourg et environ 1 000 mètres d'archives privées patrimoniales (associations, érudits, entreprises, architectes, photographes). En 2017, le service s'est réorganisé en 4 départements : ressources, gestion des données et documents de l'administration, conservation, images et audiovisuel et traitement et accès aux fonds.

5.2. Activité

L'impact de la réforme territoriale et des transferts de compétences

En raison des mesures découlant des lois « Notre » et « Justice du 21ème siècle », les Archives ont pris en charge les archives de la communauté de communes des Châteaux et les archives du pacte civil de solidarité (Pacs).

Accompagnement des déménagements et entrées d'archives

L'accompagnement des déménagements des services et les opérations d'archivage en découlant ont représenté 1 268 heures de travail en 2017.

Au total, 543 mètres linéaires et 323 gigas octets d'archives publiques, 67 mètres d'archives privées (architecte, photographes), 12 mètres de livres et sont entrés en 2017. 460 mètres ont été éliminés, essentiellement dans les services.

140e anniversaire de la CTS : exposition

Les Archives ont monté, en relation avec la Compagnie des Transports Strasbourgeois et des collectionneurs, une exposition qui a attiré 5 238 visiteurs.

Les débuts de l'archivage électronique

En 2017, les Archives ont reçu les premiers gigas d'archives publiques et privées électroniques.

Afin de structurer la production des documents dématérialisés et de prendre en compte les évolutions de l'environnement informatique, une nouvelle version du *Guide des bonnes pratiques documentaires dans l'environnement électronique*, disponible sur TOTEM, a été rédigée.

5.3. Fréquentation et typologie des publics

La salle de lecture physique a reçu 3 350 visites (-3%). 46 % du lectorat déclare venir pour raisons administratives, 32 % à des fins scientifiques, 9 % pour des recherches généalogiques, 6% par curiosité. Les universitaires et étudiants du supérieur représentent 25% des lecteurs. Les recherches à distance (demandes via courriels) progressent (+10%), avec 703 en 2017.

Les expositions (140 ans de la CTS, « 500 ans de la Réforme » et début de l'exposition « Rétro d'expos ») ont accueilli 6 731 visiteurs. 883 personnes sont venues dans le cadre d'autres activités (visites guidées, conférences, journées du patrimoine).

Au total, les Archives ont reçu 12 218 visites.

5.4. Développement des publics

2 369 personnes en 99 groupes, provenant à 85 % de Strasbourg, ont profité de l'action pédagogique soit 1 198 élèves du primaire, 539 collégiens, 365 lycéens, 223 étudiants, 9 enseignants, 30 personnes handicapées et 17 enfants de centre de loisirs. Les mallettes pédagogiques et l'exposition « 14-18 à l'affiche » ont fait l'objet de 10 prêts.

5.5. Développement des services vers le numérique

Accompagnement de la dématérialisation

Une nouvelle édition du *Guide des bonnes pratiques documentaires dans l'environnement électronique* a été élaborée (575 heures de travail). Les Archives contribuent également aux projets de dématérialisation via leur cadrage technique, juridique et documentaire.

Site internet et réseaux sociaux

1 000 835 pages ont été consultées sur « archives.strasbourg.eu » en 56 818 visites. 52 309 images de fonds numérisés ont été mises à disposition du public : ouvrages historiques, registres des délibérations du 16ème siècle, inventaires imprimés des fonds anciens, albums photographiques. Enfin, la page Facebook compte 7 700 abonnés.

5.6. Rayonnement

11 % des 862 nouveaux lecteurs inscrits proviennent de 25 pays différents et 14 % des courriers et courriels de 15 pays. Les Archives ont assuré le co-commissariat de l'exposition de la BNUS consacrée à Luther et prêté des documents pour 4 autres expositions.

Associations professionnelles : Association des Archivistes français : groupe « archivistes municipaux, archives électroniques », comité directeur du groupe régional Grand-Est, groupe de travail « médiation », contributions au colloque des archivistes municipaux et à la journée régionale Grand Est.

6. Conservatoire à rayonnement régional

6.1. Présentation

Le Conservatoire de Strasbourg est un lieu d'enseignement artistique spécialisé, offrant un cursus musical, chorégraphique ou théâtral complet, depuis l'initiation jusqu'à l'enseignement préparatoire supérieur. Parallèlement à ses activités pédagogiques, il propose également une saison de spectacles ayant un double objectif : préparer les élèves à la scène tout en offrant à un large public des manifestations de qualité.

Ouvert sur l'extérieur, le Conservatoire mène des actions éducatives et accueille régulièrement des groupes de visiteurs ainsi que des publics fragiles ou empêchés. Par ailleurs, il se nourrit des échanges mis en place avec les artistes invités à donner des master class tout comme des partenariats avec les institutions culturelles strasbourgeoises.

6.2. Activité

Événements marquants de la saison 2016-2017

- création de l'opéra d'Ahmed Essyad Mririda dans le cadre du festival Musica (coproduction ONR, HEAR, Musica, CRR) le 25 septembre 2016 ;
- résonances électriques, festival de la création numérique et sonore : 8 au 16 novembre 2016 ;
- marathon de la clarinette à l'occasion du Téléthon : 3 décembre 2016 ;
- prix international d'orgue Boëllmann-Gigout : 18 décembre 2016 ;
- théâtre : Les carnets de Trigorine (Tennessee Williams) : 19-20 janvier 2017 ;
- Altissimo : 4 février 2017 ;
- JazzLab#1 : du 3 au 8 avril 2017 ;
- Portes ouvertes : 13 mai 2017 ;
- Méga Sax Projet : 11 juin 2017.

Volume du reste des activités

- 24 master class publiques suivies par 367 élèves et 150 extérieurs ;
- 282 auditions de classes.

6.3. Chiffres-clés (année scolaire 2016-2017)

Effectifs

- 162 enseignants dispensent des cours en musique, danse et théâtre ;
- 1 798 élèves, dont 1 465 musiciens, 276 danseurs, 57 comédiens ;
- 11 % du total des élèves proviennent de 52 pays étrangers.

Palmarès

- 34 Certificats d'études musicales ;
- 35 Diplômes d'études musicales ;
- 18 Diplômes de spécialisation ;
- 2 Certificats d'études chorégraphiques ;
- 1 Diplôme d'études chorégraphiques ;
- 5 Certificats d'études théâtrales ;
- 4 Diplômes d'études théâtrales.

La saison

- 166 manifestations à entrée libre suivies par 25 000 spectateurs (de septembre 2016 à juillet 2017).

6.4. Développement des publics

- cycle « jeune public » : 3 674 élèves ont pu assister aux spectacles et concerts de cette série ;
- le Conservatoire propose trois stages par an de composition pour enfants et adolescents, ouverts aux élèves et au public extérieur à partir de 12 ans.

Publics spécifiques et empêchés :

- accueil régulier d'un éducateur de l'EREA (Etablissement régional d'enseignement adapté) d'Illkirch accompagné d'adolescents ; en 2017 ils ont assisté à 19 spectacles (169 entrées) ;
- découverte des cuivres par une classe de 3ème du collège Erasme de Hautepierre (1 journée) ;
- ateliers de berceuses-comptines animés depuis 2001 par une enseignante du Conservatoire à l'unité mère-enfant du centre pédopsychiatrique de l'Elsau ;
- visite guidée du bâtiment par une classe de l'IEM Les Iris : 10 adolescents dont 5 en fauteuil, 1 chien, 2 accompagnants ;
- visite guidée du bâtiment par 12 personnes de l'association « Récré des anciens junior ».

6.5. Développement des services vers le numérique

- suite de l'informatisation du fonds documentaire ;
- acquisition de lutherie numérique pour les classes de création et d'interprétation numérique ;
- couverture WIFI de l'ensemble du bâtiment effectuée.

6.6. Rayonnement

- 11 % des élèves proviennent de 52 pays (hors France) ;
- 25 % des professeurs proviennent de 17 pays (hors France) ;
- nombreux partenariats avec des structures d'enseignement artistique à l'étranger dont l'Université de Syracuse, et un accompagnement de l'École de musique de Jacmel (Haïti) ;
- partenariat avec le festival Junges Musikpodium Dresden-Venedig ;

- partenariats privilégiés avec l'Éducation nationale, l'Université de Strasbourg, la Haute école des arts du Rhin et de nombreuses structures artistiques et culturelles dont : ONR, OPS, Médiathèque Malraux, Médiathèque de la Cité de la musique à Paris, Ircam, Le Shadok, Pôle Sud, Le Maillon, Le TNS, le TJP, Musica, Jazzdor, le Cinéma UGC ;
- organisation de l'Académie de composition Manoury, conjointement avec le festival Musica : 10 jeunes compositeurs provenant du monde entier sont accueillis pendant la durée du festival et travaillent avec les compositeurs invités. Les pièces composées sont programmées lors du festival.

7. Fondation de l'Œuvre Notre-Dame

La Fondation de l'Œuvre Notre-Dame est une fondation de droit privé dont la vocation historique est d'assurer le financement et la conduite des chantiers de conservation-restauration de la cathédrale de Strasbourg. Le Conseil municipal fait office de conseil d'administration et le maire en est l'administrateur de plein droit. Un service municipal, rattaché à la Direction de la Culture, est mis à disposition de l'institution. Il agit sur le champ culturel au travers de la préservation de la cathédrale, élément emblématique de Strasbourg, par l'action de ses ateliers, enrichit et diffuse la connaissance sur la cathédrale grâce à son exceptionnel fonds documentaire. La Fondation constitue en elle-même un élément patrimonial vivant qui a engagé une démarche de classement au Patrimoine culturel immatériel (PCI) de l'Unesco.

7.1. Présentation

L'OND est constituée de trois services :
- ateliers de la cathédrale (23 personnes) ;
- service administratif (7 personnes) ;
- gestion du fonds documentaire (3 personnes).

7.2. Activité

Journées Européennes du Patrimoine : la Fondation a proposé, sur le thème *Jeunesse et patrimoine,* des ateliers d'initiation et de découverte au pied de la cathédrale : dessin & paléographie, taille de pierre & modelage, reconstitution en mortier & dessalement et techniques de levage. À cette occasion les visiteurs ont également découvert le chantier actuel de la Fondation (bras sud du transept de la cathédrale) et les parties habituellement non accessibles de l'édifice. La *Visite virtuelle à 360° de la cathédrale avec votre smartphone,* des fondations à la flèche, était également proposée aux publics.
Salon du Patrimoine International Culturel à Paris : la Fondation était pour la seconde fois présente sur ce salon qui a rassemblé 20 420 visiteurs dont 20 % de professionnels, 340 exposants, 12 régions et 11 pays. L'institution a communiqué sur sa démarche de classement au Patrimoine culturel immatériel (PCI) de l'UNESCO ainsi que sur ses métiers et les techniques traditionnelles et les nouveaux outils de conservation.
Cycle de sept conférences : entre octobre 2017 et juin 2018, en partenariat avec la *Société des Amis de la cathédrale de Strasbourg*. Les conférenciers sont Jean-Paul Lingelser, Beat Föllmi, Sabine Bengel, David Wendland, les représentants de la Fondation, de la Fabrique de la cathédrale et de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, Louis-Napoléon Panel et enfin Ilona Dudzińzki.

7.3. Fréquentation et typologie des publics

Visites des ateliers de la Fondation, rue des Cordiers (sur rendez-vous les mardis et jeudis matin pendant la période hivernale), 914 personnes dont :

- 427 particuliers ;
- 244 scolaires ;
- 83 scolaires, avec le Musée de l'Œuvre Notre-Dame ;
- 160 nouveaux agents travaillant pour l'Eurométropole et la ville de Strasbourg.

Montée à la plateforme de la cathédrale : 245 284 visiteurs (fin 2017, fermeture de la montée pendant la durée du Marché de Noël suite à l'état d'urgence).

7.4. Développement des publics

- Tailleur de pierre 2.0 : animation avec le Shadok et le service Géomatique de l'Eurométropole de Strasbourg pour les 9-12 ans ;
- ouverture au public de la bibliothèque de la Fondation pour promouvoir la parution de l'ouvrage de référence *Trésors des bibliothèques d'Alsace* aux Éditions La Nuée Bleue ;
- La Fondation a accueilli en formation :
  - 12 stagiaires (3e, Brevet professionnel, Licence, Master) ;
  - 3 apprentis en CAP de taille de pierre (2 postes) ;
  - 2 apprentis en BP taille de pierre-sculpture (1 poste) ;
  - 1 compagnon.

7.5. Développement des services vers le numérique

Site internet :

- migration logiciel du site internet de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame ;
- 82 436 sessions.

Réseaux sociaux :

- Facebook : 12 894 abonnés ;
- Twitter : 2270 abonnés ;
- Instagram : 450 abonnés ;
- Groupe PCI : 166 membres ;
- Jeu concours *Nocturne cathédrale, photographiez la cathédrale la nuit*, proposé à l'occasion de la remise de prix *AFE Grand EST* à *Acte Lumière* pour le nouvel éclairage pérenne de la cathédrale.

7.6. Rayonnement

- DNA : 8 articles ;
- L'Alsace : 4 articles ;
- France 3 : 1 article ;
- France Bleu : 1 article Divers : 5 articles.

Publications :

- *Trésors des bibliothèques d'Alsace* : 3 notices ;
- *Néogothique ! : Fascination et réintéprétation du Moyen-Âge en Alsace (1880-1930)* : La cathédrale et le Strassburger Münster-Verein ;
- *Dictionnaire Culturel De Strasbourg (1880-1930)* : article & notices ;
- *Ortenau 2017* : Der Straßburger Münsterbaumeister Johann Knauth (1864-1924) – Ein Schicksal in der Grenzregion am Oberrhein.

Partenariats :

- Cave du Roi Dagobert : la Cuvée de la cathédrale a permis de contribuer au financement de plusieurs restaurations de réseaux de balustrades du bras sud du transept, à hauteur de 14 500 € ;
- l'architecte et archéologue du bâti llona Katharina Dudziński a réalisé des études sur le tympan du bras sud du transept. Ce projet a été financé par le *Land Tirol* et la *Tiroler Wissenschaftsförderung* avec le soutien de l'*Université de Strasbourg* et l'accompagnement de la *Fondation de l'Œuvre Notre-Dame* ;
- colloque du réseau des architectes et chefs d'ateliers de cathédrales d'Europe (*Dombaumeistertagung)* à Erfurt : ratification de la déclaration d'Erfurt qui engage la démarche international du classement au PCI.

8. Médiathèques

Le réseau Pass'relle a fêté ses 10 ans le 7 décembre 2017, franchissant le cap des 200 400 cartes diffusées fin 2017. 31 bibliothèques et médiathèques sont adhérentes à ce réseau. On dénombre plus de 70 000 lecteurs actifs. En 2017, 14 825 cartes ont été remises à de nouveaux inscrits et plus de 32 000 abonnements ont été renouvelés.

8.1. Présentation

- 11 médiathèques pour la ville : Cronenbourg, Elsau, Hautepierre, Meinau, Mélanie de Pourtalès, Olympe de Gouges, Neudorf / Artothèque, Neuhof et un bibliobus urbain itinérant ;
- le service des Médiathèques propose des collections empruntables composées de 897 070 documents empruntables dont 599 630 imprimés (albums, livres et bandes dessinées et partitions), 185 700 documents sonores (CD, livres enregistrés et méthodes de langues), 108 475 DVD, 2 380 jeux vidéo et de 911 œuvres d'art à emporter pour les accrocher chez soi. Le fonds patrimonial compte plus de 300 000 documents consultables sur place et un centre de l'illustration offre un choix sélectif parmi 20 000 albums et documents ;
- des manifestations culturelles variées (concerts, projections, spectacles, expositions, rencontres, conférences, etc.) pour tous les publics : 35 000 personnes environ ont participé aux 600 événements culturels proposés par les médiathèques du réseau en 2017.

En 2017, le service des Médiathèques a enregistré 2 260 500 prêts, soit une moyenne de 9 245 prêts / jour. Une baisse des prêts de CD et de DVD est observable au profit d'imprimés pour enfants.

8.2. Activité

Evènements marquants de l'année

- printemps 2017 : la résidence artistique d'Eric Van Osselaer, musicien et plasticien, à la médiathèque de Neuhof, a permis de développer un projet participatif original (« Cuisinez-nous ») avec les habitants du quartier autour des légumes, et a abouti à la réalisation d'un calendrier culinaire. 78 personnes ont été accueillies en groupes (dont 58 enfants) tandis que les ateliers d'illustration culinaires et le concert ont rassemblé près de 330 participants ;
- juin 2017 : journée d'étude organisée entre médiathèques et centres socio-culturels sur le thème suivant *« Des défis à relever ensemble »* avec notamment l'intervention de Guy Saez, directeur de recherche au CNRS. Des échanges professionnels ont permis une meilleure connaissance mutuelle et d'imaginer les moyens de mieux collaborer ;

Sur le réseau des médiathèques ville, l'année a été marquée par :

- la mise en service d'une boîte de retours de documents automatisée fonctionnant 24h/24 à la médiathèque Olympe de Gouges ainsi que l'aménagement de l'espace d'accueil ;
- des travaux de réaménagement de l'espace Adultes à la médiathèque de Cronenbourg tandis que le Bibliobus, les médiathèques de la Meinau, Neudorf, Neuhof et Olympe de Gouges ont été partiellement équipées de nouveaux mobiliers ;
- des mises en conformité conséquentes ont été réalisées pour la sécurité des bâtiments à Olympe de Gouges et Neudorf, qui a également bénéficié d'une rénovation conséquente du chauffage (centrales de traitement d'air) ;
- la passation pour 4 ans des marchés publics de documents.

8.3. Fréquentation et typologie des publics

Depuis 2016, la fréquentation de l'ensemble des médiathèques est mesurée précisément (à l'exception du bibliobus). En 2017, 1 131 216 entrées ont été enregistrées, soit en moyenne 4 627 entrées / jour. Ce nombre est légèrement en baisse par rapport à 2016, la médiathèque de Cronenbourg étant fermée au public en novembre 2017, de même que la Médiathèque Sud à Illkirch, en travaux de la mi-novembre à la mi-décembre.

8.4. Développement des publics

- le réseau des médiathèques de la ville et l'Eurométropole ont accueilli au total 28 748 personnes en 2017 ;
- 1 552 accueils de groupes et 795 accueils de classes ;
- le service de portage de livres « Médiathèque à domicile » a repris une activité en 2017 ;
- les médiathèques de Hautepierre, la Meinau, Ouest et Olympe de Gouges ont accueilli en 2017 des personnes soumises à des travaux d'intérêt général.

8.5. Développement des services vers le numérique

- un espace de médiation numérique jeunesse L@ppliKids similaire à celui de la bibliothèque Malraux a été mis en place à Hautepierre;
- le nombre d'usagers sur les pages réseaux sociaux des médiathèques est en hausse : Facebook bib2strasbourg : 4 030 abonnés (+ 554 personnes), Twitter : 2 717 (+ 457 personnes), page Artothèque : 2 330 followers (+100). La page thématique Larsen Local (835 followers) maintient son activité toute l'année, en dehors du temps fort annuel de janvier. Les vidéos de la chaine YouTube progressent avec plus de 26 000 visionnements. Les vidéos « Webcast Scène locale » et les « Booktube » recueillent un large public (entre 3600 et 1500 vues pour chaque vidéo) ;
- les malles thématiques réseaux (Pc portable wifi, tablettes, biblioconnection, htc vive, matériels photos et vidéos) – empruntées par les bibliothèques du réseau – ont permis le développement d'animations ponctuelles dans les médiathèques du réseau ;
- le dispositif *Devenir contributeur* (2015-2018) s'est poursuivi, avec un renouvellement important de la rédaction en charge de coordonner les publications et de veiller à la ligne éditoriale sur l'ensemble des outils numériques des médiathèques

8.6. Rayonnement

L'exposition *Déflagrations* a bénéficié d'une couverture médiatique importante (France 3 Alsace, Les DNA, Arte, TV5 monde, Télérama, RFI, Libération, Médiapart, L'Histoire, Les échos, Les Inrocks, l'Humanité, Le soir-Bruxelles), grâce notamment à la parution simultanée du livre éponyme aux éditions *Anamosa.*

9. Musées de la ville de Strasbourg

9.1. Présentation

Le service des Musées de la ville de Strasbourg (10 musées et 1 monument historique) est organisé sous la forme d'un réseau mutualisé depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Une direction centrale est chargée de la coordination de la conservation, valorisation et de diffusion des collections, ainsi que de celle de la programmation artistique et culturelle (environ 10 expositions par an) et du développement des publics. Le réseau des Musées de Strasbourg offre une approche de l'histoire de l'art et des savoirs de la préhistoire à nos jours, et conserve plus de 2 millions d'œuvres, objets et spécimens.

9.2. Activité

- L'exposition-événement « Laboratoire d'Europe, Strasbourg 1880-1930 », présentée du 23 septembre 2017 au 25 février 2018, a été organisée par les Musées de la ville de Strasbourg en collaboration avec l'Université de Strasbourg, le Jardin des sciences de l'Université de Strasbourg et l'Institut d'Études Avancées de l'Université de Strasbourg (USIAS). Fréquentation totale de 126 832 visiteurs dont :
  - MAMCS : 68 606 visiteurs ;
  - Musée des Beaux-Arts / Palais Rohan : 31 893 visiteurs ;
  - Galerie Heitz / Palais Rohan : 8 264 visiteurs ;
  - Musée Zoologique : 18 069 visiteurs.

  Cette exposition, reconnue d'intérêt national par le ministère de la Culture, a bénéficié à ce titre d'un soutien financier exceptionnel de la part de l'État.
- « Un observatoire du monde », Musée Zoologique, du 23 septembre 2017 au 25 février 2018 ;
- « Wilhelm Bode, une pensée en action », Musée des Beaux-Arts, du 23 septembre 2017 au 25 février 2018 ;
- « Des lieux, des musiques – une ville », Galerie Heitz - Palais Rohan, du 23 septembre 2017 au 25 février 2018 ;
- des contrepoints et mises en lumière spécifiques des collections ont également été présentés au Musée Archéologique, au Musée de l'Œuvre Notre-Dame et au Musée Alsacien.

Saison « Passions Partagées. Au cœur des collections » :

- « L'Œil du collectionneur. Neuf collections particulières strasbourgeoises », MAMCS, 17 septembre 2016 – 26 mars 2017 ;
- « Héritage inespéré. Objets cachés au cœur des synagogues », Galerie Heitz, 15 octobre 2016 – 24 février 2017 ;
- « Régiments de papier », Musée Historique et réseau, 15 octobre 2016 – 24 février 2017 ;
- « Petits mondes. Miniatures du Cabinet des Estampes », Musée de l'Œuvre Notre-Dame, 15 octobre 2016 – 16 janvier 2017 ;
- « Hétérotopies. Des avant-gardes dans l'art contemporain », MAMCS et Aubette 1928, 10 décembre 2016 – 30 avril 2017.

Autres expositions

- « Vivre à Koenigshoffen à l'époque romaine. I^{er} au IV^{e} siècle après J.-C. », Musée Archéologique, 30 juin 2017 – 31 août 2018 ;
- « Pierre Mercier. Rien n'a jamais cessé de commencer », Musée d'Art moderne et contemporain, 27 avril – 30 juillet 2017 ;

- « Tomi Ungerer Forever. 85 artistes pour ses 85 ans », Musée Tomi Ungerer, 19 novembre 2016 – 19 mars 2017 ;
- « Peter Knapp illustrateur », Musée Tomi Ungerer – Centre international de l'Illustration, 24 mars – 24 septembre 2017 ;
- « Dessin tchèque. De Strasbourg à Prague », Musée Tomi Ungerer avec le soutien de la Représentation Permanente de la République tchèque auprès du Conseil de l'Europe, 7 juillet – 22 octobre 2017.

Accrochages

- « Espace réservé », Musée d'Art moderne et contemporain, 20 mai 2017 – 18 mars 2018 ;
- « Dernières nouvelles des étoiles », Musée d'Art moderne et contemporain, 27 avril – 31 décembre 2017 ;
- « L'art de l'enfance. Tomi Ungerer 1935-1953 », Musée Tomi Ungerer, 24 mars – 22 octobre 2017 ;
- « André François/Tomi Ungerer, la liberté du trait », Musée Tomi Ungerer, 27 octobre 2017 – 11 mars 2018 ;
- « Noël en mini », Musée Alsacien, 25 novembre 2016 – 2 janvier 2017 ;
- « Visions du passé : les images du Musée Alsacien, 1904-1914 », Musée Alsacien, 25 janvier – 19 mars 2017 ;
- « Des vies protestantes : histoires et piété populaire », Musée Alsacien, 1er avril – 3 septembre 2017 ;
- « Cauchemars du passé. Artiste invité : Hervé Bohnert », Musée Alsacien, 13 septembre – 9 octobre 2017.

Nocturnes

- « La Nuit Européenne des Musées », 20 mai 2017 ;
- Nocturne étudiante avec « Strasbourg aime ses étudiants », Musée Historique, 5 octobre 2017 ;
- Nocturnes horrifiques « Grüselnàcht » et « Haxenàcht », Musée Alsacien, 16 et 19 septembre 2017 / avec le FEFFS.

Acquisitions majeures

- Philippe-Jacques de Loutherbourg, « Une âme d'artiste portée au Ciel », Musée des Beaux-Arts, achat auprès de la galerie Rafael Valls à Londres ;
- André François, 34 dessins originaux, Musée Tomi Ungerer, achat auprès de la Galerie Bartsch & Chariau, Munich ;
- Vincent Corpet, Musée d'Art moderne et contemporain, achat à parité MAMCS et Société des Amis du Musée d'Art moderne et contemporain ;
- Anton et Adolf Seder, Joh Schmid, Franz Widnmann, Emil Thoma, Musée d'Art moderne et contemporain, 13 dessins, achat à la Galerie Kiwior ;
- Raphaël Zarka, Musée d'Art moderne et contemporain, 4 œuvres, achat à la Galerie Michel Rein ;
- enrichissement des collections patrimoniales de la Bibliothèque des Musées ;
- Christophe Guérin, dessin, Cabinet des Estampes et des Dessins, achat auprès d'OS consulting à Colmar.

Dons

- dessins publicitaires originaux de Tomi Ungerer, œuvres de Peter Knapp, André François, André Wenger, Musée Tomi Ungerer ;

- Zoran Music, MAMCS, dons de Jean-Louis et Esther Mandel.

Restaurations majeures

De nombreuses restaurations dans le cadre de l'exposition « Laboratoire d'Europe » au MAMCS :

- trois reliefs de la Renaissance italienne, Musée des Beaux-Arts, avec le concours de la SAAMS ;
- paire de torchères Louis XVI, Musée des Arts décoratifs ;
- tapisserie « Adoration des Mages. La fuite en Egypte » (1565), Musée de l'Œuvre Notre-Dame.

Mécénat

Dans le cadre de « Laboratoire d'Europe » : Crédit Mutuel (25 000 €), Valoris Avocats (6 000 €), Lévy Geissmann & Associés (5 000 €), Schroll (6 000 €), Würth France S.A. (5 000 €), Hôtel Hannong (1 000 €) , SAAMS pour la restauration de 3 reliefs italiens de la Renaissance dans le cadre de l'exposition (30 000 €), AMAMCS pour la restauration de la *period room* consacrée à l'exposition universelle de Saint-Louis en 1904 (3 500 €).

9.3. Fréquentation et typologie des publics

- fréquentation globale 2017 : 587 342 visiteurs, soit + 3,75 % par rapport à 2016 ;
- Nuit des Musées : 21 981 visiteurs ;
- Journées du Patrimoine : 28 988 visiteurs.

9.4. Développement des publics

Principales actions 2017

- résidences d'artiste avec l'écrivain Léo Henry (Musée Historique) et le quintet OZMA (MAMCS) ;
- visites multilingues dans le cadre de l'exposition « Laboratoire d'Europe, Strasbourg 1880-1930 » / avec le Conseil des Résidents Étrangers ;
- collaboration du Musée de l'Œuvre Notre-Dame avec les écoles d'architecture de Strasbourg concernant les salles des dessins d'architecture ;
- collaboration entre le Musée Archéologique et le quartier de Koenigshoffen dans le cadre de l'exposition « Vivre à Koenigshoffen à l'époque romaine » ;
- visites en direction du personnel pénitentiaire et cycle d'ateliers croisés pour les détenus organisé à la bibliothèque de la maison d'arrêt de l'Elsau ;
- réalisation d'un film d'introduction à la visite de l'Aubette 1928 pour les scolaires adapté de lectures théâtrales mises en musique ;
- poursuite du chantier « accessibilité » et prévention des violences à l'école ;
- poursuite de l'opération « Musées pour tous » ;
- visites nocturnes à la lampe torche « Nightlab » de l'exposition « Un observatoire du monde » au Musée Zoologique.

Chiffres clés

- 43 828 scolaires (1 588 groupes) ;
- 149 569 personnes accueillies ;
- 1 182 enfants accueillis dans le cadre des rythmes scolaires (102 groupes) ;
- 1 722 personnes accueillies hors-les-murs.

9.5. Développement des services vers le numérique : Mise en ligne du nouveau site Internet des Musées en mai 2017

- les Musées sont présents sur les réseaux sociaux via 15 pages Facebook. La page Facebook « portail » des Musées a connu une progression de 18 % comptabilisant 6 592 abonnés en 2017 ;
- création en 2017 des pages Instagram « Musées de Strasbourg », « Musée des Beaux-Arts Stbg », « Cabinet des Estampes et des Dessins », « Musée Tomi Ungerer » et « Appartements du Palais Rohan » ;
- numérisation et mise en ligne des collections sur les bases Joconde et Videomuseum ;
- mise en place de dispositifs numériques dédiés dans le cadre de « Laboratoire d'Europe, Strasbourg 1880-1930 » : application #straslab, 5 écrans tactiles, 1 photomaton ou « gloriette », livre d'or numérique, carte interactive de Strasbourg.

9.6. Rayonnement

700 retombées presse pour les musées en 2017, dans 167 supports médias différents.

10. Orchestre philharmonique (OPS)

10.1. Présentation

Placé sous la direction musicale et artistique de Marko Letonja depuis 2012, l'OPS réunit 110 musiciens permanents. En 2017, il a donné 82 concerts dont 6 de musique de chambre et 34 représentations pour l'Opéra national du Rhin.

10. 2. Activité

- enregistrement de l'œuvre de Hector Berlioz, « Les Troyens », salué par la critique nationale et internationale (Diapason d'or, meilleur enregistrement de l'année selon le *New York Times* et *Le Monde*) (avril 2017) ;
- fin de la résidence au Neuhof et concert de restitution avec 400 enfants sur scène (mai 2017) ;
- tournée en Corée du Sud (juin 2017) ;
- enregistrement de l'émission « Prodiges » pour France Télévision (août 2017) ;
- concert à l'Alte Oper de Francfort, en ouverture de la Foire du Livre, diffusé en live sur Arte concert et à la télévision sur Arte (octobre 2017) ;
- concert à Munich dans la prestigieuse salle du Gasteig (décembre 2017).

10.3. Fréquentation et typologie des publics

Par rapport à 2016, les chiffres de fréquentation de l'Orchestre sont en légère baisse à Strasbourg et se maintiennent en tournée :

- remplissage moyen d'environ 70 % en salle Érasme (jauge de 1 891 places) et de 57 % pour la musique de chambre à l'Auditorium de la Cité de la musique et de la danse (499 places) ;
- remplissage au-delà de 90 % pour les concerts en dehors de Strasbourg.

10.4. Développement des publics

Les activités pédagogiques proposées par l'Orchestre philharmonique de Strasbourg sont multiples et visent à s'adresser à toutes les catégories d'âge. En 2017, 22 142 enfants, allant des crèches, écoles maternelles et élémentaires aux collèges et lycées, ont été touchés.

La résidence de l'Orchestre au Neuhof s'est terminée en 2017, avec le concert de restitution des ateliers engagés durant deux ans sur le quartier (danse hip-hop, chant choral). L'OPS propose également aux étudiants et autres adultes des ateliers et conférences destinés à préparer leur venue au concert. Pour les étudiants détenteurs de la Carte Culture, un concert gratuit est proposé au Palais universitaire, en novembre.

10.5. Développement des services vers le numérique

L'Orchestre communique à travers son propre site et sur les réseaux sociaux (Facebook avec plus de 8 100 abonnés, Instagram et Twitter avec 1 400 abonnés).

10.6. Rayonnement

Tournée en Allemagne en février 2017, concert à Lucerne en mai, tournée en Corée en juin, concerts à Francfort en octobre et à Munich en décembre.
Il participe également à des projets audiovisuels pour lesquels il est sollicité : concert à Francfort diffusé en live sur Arte Concert, émission populaire « Prodiges » diffusée en décembre 2017.

11. Théâtre actuel et public de Strasbourg (TAPS)

Théâtre de la ville de Strasbourg, le TAPS est principalement dédié à l'écriture contemporaine et à la création. Il associe les compagnies professionnelles de Strasbourg et de l'Eurométropole à sa mission à travers des résidences de création, des mises à disposition d'espaces de travail ou de répétition et des programmations au fil des deux saisons de spectacles (en saison d'octobre à juin et lors de la saison estivale de juillet août). Des ateliers de pratique théâtrale et d'écriture, ainsi que des stages thématiques à destination des publics amateurs et professionnels sont proposés.

11.1. Présentation

- 3 salles de spectacle dans deux quartiers de la ville (TAPS Scala à Neudorf : 173 et 50 places et TAPS Laiterie : 114 places) ;
- la Fabrique de Théâtre, bâtiment de plus 6 000m² dédié aux compagnies de spectacle vivant de Strasbourg (mise à disposition de bureaux et de salles de répétition) ;
- pour les salles de spectacle : 22 spectacles sur la saison 2016/2017 (95 représentations) et 5 soirées de lecture lors des « Actuelles », 8 spectacles (16 représentations) lors de la saison estivale ;
- pour la Fabrique de théâtre : 94 compagnies sont venues y répéter pour un total cumulé de 2 941 jours de travail, 41 compagnies ou ensembles y ont leur bureau.

11.2. Activité

Saison estivale à destination du jeune public

Le TAPS a proposé pour la première fois à l'été 2017 une nouvelle programmation tournée vers le jeune public et les familles, afin d'offrir un accès facile et ludique au spectacle vivant.

Parcours Lagarce

L'association d'élèves comédiens du COP (cycle à orientation professionnelle du conservatoire à rayonnement régional de Strasbourg) et d'étudiants de l'atelier scénographie de la HEAR a donné lieu à la création d'un spectacle composé de deux pièces de l'auteur Jean-Luc Lagarce, programmées en mai 2017 au TAPS Laiterie. Cette création est le fruit d'un travail de 5 semaines encadré par Olivier Chapelet.

Création de spectacles

Lors de la saison 2016/2017, le TAPS a accueilli 15 spectacles en création et, parmi eux, 6 ont été créés au théâtre au terme d'une résidence longue (2 à 3 semaines).

11.3. Fréquentation et typologie des publics

- 11 114 spectateurs sur la saison 2016/2017 et 1 381 en été, ce qui représente un taux de remplissage de 88 % (identique à l'an dernier) en saison et 87% en été ;
- toutes les soirées des Actuelles en mars 2017 étaient complètes ;
- les 2 864 lycéens et collégiens venus assister aux spectacles en soirée représentent un quart des billets vendus sur la saison et bénéficient d'un tarif attractif de 6€ ;
- nombre d'abonnés stable (460) ;
- la programmation estivale a permis l'accueil d'un nouveau public plus familial (avec des enfants dès 2 ans).

11.4. Développement des publics

Collèges/lycées

- accueil de 64 classes ou groupes scolaires sur la saison dont 69 % de Strasbourg, 20 % de l'Eurométropole, 11% hors Eurométropole ;
- 71 % des enseignants choisissent un parcours de 2 à 5 spectacles faisant ainsi découvrir la diversité des formes théâtrales à leurs élèves ;
- 73 % des groupes scolaires profitent des accompagnements spécifiques qui leur sont proposés par le TAPS : découverte de la pièce, analyse du spectacle, rencontre avec un artiste (metteur en scène, comédien), visite du théâtre, répétitions ouvertes, etc.

Théâtre au carré – hors les murs

Le principe de « théâtre au carré » : l'équipe artistique d'un spectacle programmé au TAPS s'installe dans un établissement scolaire pour présenter sa pièce aux élèves sans costumes, sans lumières et en quadri-frontal. La présentation peut accueillir 90 élèves. Elle est suivie d'une discussion avec l'équipe.

Les élèves participent en amont à des ateliers de deux heures avec un professionnel : metteur en scène, costumier, scénographe, auteur, comédien, etc.

- 1 représentation de *Bérénice*, 90 élèves ;
- 3 représentations de *L'Apprenti*, 300 élèves

Ateliers de pratique artistique

114 participants, de 14 à 68 ans, sont inscrits aux ateliers hebdomadaires et aux stages, qui sont tous complets.

Parcours spécifiques

- surtitrage de 3 spectacles en français pour les rendre accessibles aux personnes atteintes d'un handicap auditif ou débutant la pratique de la langue française (*Rêve d'Automne*, *Le mal court*, *La Passée*) ;
- carte du bénévole sportif : accueil de 7 participants autour de la pièce *Sermons Joyeux* (exercices d'échauffement corporel et vocal, découverte du plateau puis du spectacle) ;

- écoles du spectateur : formations à destinations des enseignants et structures culturelles autour de l'analyse chorale d'un spectacle (30 enseignants, 7 structures) ;
- une dizaine de présentations du théâtre et de sa saison lors de comités d'entreprises, associations, forums, fêtes de quartier.

Famille et jeune public

Des ateliers de pratique théâtrale *« On joue ?»* destinés aux enfants de 7 à 10 ans, pendant que les parents sont au spectacle, sont organisés. Une découverte ludique du théâtre qui aborde par la pratique les thèmes de la pièce ainsi que l'approche de la scène. Les ateliers sont animés par une comédienne.

- 1 atelier pour *L'Apprenti* avec 13 enfants ;
- 1 atelier pour *Le poisson combattant* avec 11 enfants.

La programmation de l'été est maintenant entièrement dédiée aux petits (de 2 à 7 ans au TAPS Laiterie, transformé pour l'occasion) et aux plus grands (à partir de 8 ans au TAPS Scala), dans un esprit d'ouverture et de proximité. En écho, une nouvelle proposition jeune public prend place en saison, avec des spectacles en soirées mais également des séances à 10h30 permettant aux scolaires (et au public disponible à cet horaire) d'assister aux représentations proposées.

11.5. Développement des services vers le numérique

- la mise en place de la vente en ligne en septembre 2015 permet une hausse régulière des ventes de billets par internet même si tous les tarifs ne sont pas proposés : les transactions effectuées par internet passent de 19 % en 2016 à 24% en 2017 ;
- la page Facebook du TAPS fidélise de plus en plus d'internautes, avec une hausse de 23 % du nombre d'abonnés (de 1 623 à 2 005 mentions "J'aime" en 2017).

11.6. Rayonnement

- le spectacle *Le chien, la nuit et le couteau* de la compagnie Munstrum Théâtre, accueilli en création au TAPS, a été sélectionné pour participer au festival d'Avignon dans le théâtre de la Manufacture ;
- parmi les auteurs accueillis lors du festival *Actuelles*, plusieurs ont obtenu des récompenses et distinctions (prix RFI Théâtre pour Edouard Elvis Bvouma, résidence d'écriture à la Chartreuse (centre national des écritures) pour Eric Noël, *Anissa/Fragments* de Céline Bernard sélectionné pour le prix de l'Inédit théâtre et prochainement publié aux éditions Théâtrales jeunesse).

Délégation aménagement, développement et mobilité

DIRECTION DE PROJET WACKEN-EUROPE

Le quartier d'affaires international du Wacken, désormais dénommé Archipel , a poursuivi sa dynamique de développement. Les premiers bâtiments dédiés à Adidas et à EuroInformation sont en construction sur le lot 1-2 ; les lots 3 et 4 qui représentent 12 000 m2 de bureaux et 9 000 m2 de logements entrent en phase de réalisation ; le lot 5, qui représente 20 000 m2 de programme hôtelier et de bureaux a été attribué à un groupement d'opérateurs.

En parallèle, le chantier du nouveau théatre du Maillon, conçu par le cabinet LAN, a démarré.

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DE L'ATTRACTIVITE

1. Gouvernance de la feuille de route

- organisation d'un comité stratégique les 9 janvier et 29 juin (avec la ville et l'Eurométropole de Strasbourg, Région Grand Est, Etat, Département du Bas-Rhin, Chambres consulaires, Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire (CRESS), Université de Strasbourg, Wirschaftsregion Ortenau, Conseil de développement, leaders économiques) ;
- animation du comité opérationnel (9 réunions) ;
- diffusion mensuelle d'un tableau de bord.

2. Technologies médicales

Rappel de l'ambition

Faire du site des hospices civils, baptisé « Nextmed » le lieu « intégré » de référence mondiale pour l'amélioration des soins au niveau technologique et l'évolution des compétences médicales au service de l'homme.

Principaux indicateurs et actualités en 2017

Plus de 38 millions d'euros de levées de fonds par des entreprises dans le domaine de la santé en 2017: Inoviem Scientifics, Alms Therapeutics, Transgene, Fizimed, Bionext, Peptimimesis ou Dynacure.

Actions principales menées par la direction

- organisation d'un comité de pilotage Nextmed et d'un « afterwork » officialisant le soutien du département du Bas-Rhin au projet ;
- coordination, en lien avec le service de la promotion de la santé, d'une candidature à l'appel à manifestation d'intérêt de l'Etat "Territoire d'Innovation de Grandes Ambitions". Le dossier "la santé en mouvement, une ambition partagée" a été retenu et bénéficiera d'un accompagnement financier en matière d'ingénierie en 2018 (400 000 €) pour préparer l'appel à projet (10 territoires retenus en 2019) ;
- lancement, en lien avec la direction de l'urbanisme et des territoires, de la consultation pour la concession d'aménagement du Technoparc sur le site Nextmed ;
- promotion de Nextmed lors de différents évènements endogènes (rencontre nationale des professionnels de blocs opératoires, Biofit) ou exogènes (Medfit à Grenoble, Mipim à Cannes) ;
- soutien au Forum européen de bioéthique et à l'ouverture des Etats généraux de la bioéthique.

3. Implantation des entreprises

Des investissements et des développements pour Amazon et Blue Link à la Meinau, BMW et Café Sati au Port du Rhin.

Actions principales menées par la direction

- principaux projets d'implantation et d'extension accompagnées :
    - Café Sati (en lien avec la Société publique locale des 2 Rives) : extension sur son site au Port du Rhin générant 15 emplois ;

    - BMW (en lien avec l'Adira): 12 M € d'investissements pour une extension au port du Rhin du centre logistique de pièces détachés.
- animation d'une réunion de coordination régulière avec l'Adira, le Port autonome et l'agence de Strasbourg de la région Grand Est.

4. Immobilier d'entreprise

Principaux indicateurs et actualités en 2017

- succès pour la commercialisation du quartier d'affaires Archipel.

Actions principales menées par la direction

- action de promotion du territoire lors de différents salons professionnels (Mipim, SIMI, Exporeal) ;
- animation d'une instance de coordination sur l'immobilier tertiaire et l'hôtellerie réunissant la SPL des 2 Rives, la SERS, la Direction de projet Wacken-Europe et la direction de l'urbanisme et des territoires ;
- participation à la mise en place de l'observatoire de l'immobilier tertiaire (convention partenariale entre le Club de l'immobilier et l'Adeus).

5. Port Autonome de Strasbourg (PAS)

Principaux indicateurs et actualités en 2017

- recensement de près de 25 opérations d'investissements significatives sur 5 ans (Soprema, BMW, Blue Paper, Punch Powerglide, OVH, Rhenus Logistics) ;
- le PAS signe un accord de partenariat avec SNCF Logistics, envisage de se doter d'un nouveau siège social à l'horizon 2020 et installe une nouvelle signalétique ;
- élaboration du projet d'entreprise (feuille de route) PHENIX qui prévoit la stratégie de développement du PAS d'ici 2030.

Actions principales menées par la direction

- comité de pilotage du contrat de développement ville/Eurométropole/PAS le 23 novembre 2017 ;
- animation et participation de la direction à des groupes de travail pour :
    - prévenir l'impact des travaux, notamment de voirie, sur l'activité des entreprises ;
    - renforcer la dynamique d'écologie industrielle ;
    - améliorer l'accessibilité au très haut débit ;
    - optimiser les implantations ou le développement d'entreprises ;
    - élaborer un plan guide fluvial.
- soutien à la démarche d'écologie industrielle territoriale.

6. Economie sociale et solidaire, innovation sociale

- animation locale du projet européen URBACT sur l'innovation sociale, mobilisant les acteurs clés de l'entrepreneuriat social et solidaire du territoire ; signature le 7 novembre à Paris d'un appel à l'action ;
- conseil de l'Economie sociale et solidaire co-animée avec la CRESS le 17 novembre ;
- soutien au projet Kaléidoscoop, projet de tiers-lieu transfrontalier de coopération ouvert à tous pour travailler, entreprendre et consommer autrement (horizon 2020 ; porteurs : Maison de l'Emploi, CRESS et Cooproduction, mobilisant de nombreux acteurs de l'emploi, du développement économique et de l'économie sociale et solidaire) ;

- soutien à l'évènement (4 mai au Rhénus) et à la dynamique « startup de territoire » (une dizaine de projets en construction) ;
- montage, en lien avec le service collecte et valorisation des déchets et dans le cadre de la démarche zéro déchets zéro gaspi, de partenariats avec des acteurs de l'économie sociale et solidaire (recyclage et réparation des ordinateurs, Ecologia au Neuhof) ;
- candidature de la ville de Strasbourg au renouvellement du label territoire de commerce équitable et accueil de la première rencontre nationale des territoires de commerce équitable le 8 décembre ;
- soutien à la Chambre régionale de l'Economie sociale et solidaire et à diverses initiatives : le Stück, l'accorderie Zamma d'acc, la Chambre de consommation d'Alsace, le Colecosol, Vers un réseau d'achats communs (VRAC), Coopalim ;
- soutien à la CRESS pour l'organisation du marché de Noël off.

7. Attractivité, marketing territorial et communication endogène

Principaux indicateurs et actualités en 2017

- meilleure ville du palmarès national dans la catégorie « vie étudiante » (magazine l'Etudiant) ;
- l'Université de Strasbourg est la 16ème meilleure université du monde et 1ère en Europe en termes d'innovation (Nature Index Innovation).

Actions principales menées par la direction

- mise en place du comité stratégique Marketing territorial (accompagné d'une instance opérationnelle) réunissant des acteurs institutionnels et des entreprises. La première réunion a eu lieu le 15 juin. 5 comités opérationnels et 2 comités stratégiques se sont réunis en 2017 ;
- validation d'une feuille de route opérationnelle pour l'année 2018 reposant sur 4 priorités : créer de la valeur collective, changer l'image / renforcer la notoriété, faire venir et attirer de la valeur exogène sur le territoire, fidéliser, faciliter le développement et générer des prescripteurs ;
- réalisation d'une enquête sur l'image et la notoriété du territoire ;
- sites internet : réalisation de plusieurs nouveaux sites : Nextmed, Semaine de l'Entrepreneur Européen, versions allemande et anglaise du site Strasbourg aime ses étudiants ;
- sortie à l'automne d'une nouvelle vidéo de l'attractivité : plus de 600 000 vues sur les réseaux sociaux ;
- réseaux sociaux : compte Facebook : 25 000 abonnés, compte Twitter : 3 600 abonnés, 101 actualités parues sur « Strasbourg the Europtimist » ;
- actions événementielles pour générer des prescripteurs : rencontres avec les principaux bloggeurs strasbourgeois, la Nuit des Etudiants du Monde (600 personnes en octobre), club Europtimist : 4 rencontres du club et 2 Off ;
- organisation de la 8ème édition du dispositif d'accueil et d'intégration des étudiants « Strasbourg aime ses étudiants » et des actions de rentrée en partenariat avec plus de 50 acteurs clés du territoire ;
- action pour attirer de la valeur exogène : promotion du territoire au SIMI à Paris, à Exporeal, à Munich, au Mipim à Cannes, à Montréal lors du congrès ITS (délégation), évènement BtoB « Strasbourg on board ».

8. International

Rappel de l'ambition

- renforcer les synergies et les partenariats avec l'Ortenau;
- faire émerger le Campus européen ;
- développer des partenariats économiques internationaux grâce à la dimension européenne de Strasbourg.

Actions principales menées par la direction

- mise en place d'une équipe dédiée sur la thématique internationale (binôme International/Allemagne) ;
- rapprochement avec les écosystèmes des territoires déterminés stratégiques (Boston, Montréal, Québec, Bavière) pour envisager des actions ;
- Boston : accueil des responsables économiques de la ville de Boston;
- Mipim à Cannes et Exporeal à Munich en partenariat avec la Wirschafstsregion Ortenau.

9. Emploi et compétences

Au 4ème trimestre 2017, le taux de chômage observé sur la zone d'emploi de Strasbourg est de 9,1% soit le niveau le plus bas depuis 2011 (source INSEE).

Actions principales menées par la direction

- action de coordination partenariale menée dans le cadre du Service Public de l'Emploi de Proximité sur l'accès à l'emploi dans les QPV, la gestion prévisionnelle territoriale des emplois et des compétences et l'accès à l'emploi pour les personnes les plus en difficulté ;
- instruction, accompagnement et financement de 12 ateliers et chantiers d'insertion et de la Mission locale ;
- développement des actions de "mise à l'emploi rémunéré" / working first, dont marchés d'insertion et chantiers éducatifs avec notamment l'entretien des bancs des parcs et jardins de la ville ;
- participation au capital de la SCIC Relais Chantier qui assure le déploiement des clauses d'insertion dans les marchés publics.

10. Agriculture périurbaine

Rappel de l'ambition

- la préservation des espaces agricoles, le maintien des entreprises agricoles ;
- le développement d'une agriculture durable et respectueuse de l'environnement ;
- le développement des circuits courts et de proximité ;
- le rapprochement des agriculteurs et des citadins.

Actions principales menées par la direction

- réunion du comité de pilotage constitué d'une dizaine de maires, autant de délégués agricoles, la DDT, la DRAAF, l'AERM le 1er décembre et intégration de la Chambre d'Agriculture au comité stratégique Strasbourg Eco 2030 ;
- financement d'une campagne de diagnostics des pratiques agricoles en lien avec la qualité de l'air (49 entreprises diagnostiquées) et la préservation de la ressource en eau (40 entreprises diagnostiquées) ;
- adoption du programme d'actions agricoles 2017/2018 (délibération juin 2017) ;
- reconnaissance officielle en novembre par le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation de la politique agricole conduite par la ville et l'Eurométropole de

Strasbourg avec leurs partenaires (chambre d'agriculture, organisation professionnelle de l'agriculture biologique) comme « Projet alimentaire territorial » au sens de la loi d'avenir de 2014 ;
- accueil du colloque « AB et territoire » le 23 mars au centre administratif ;
- vente d'un terrain à un supermarché bio privilégiant les circuits courts, « Côté nature », place de l'abattoir à Strasbourg.

11. Stratégie Commerces, Artisanat et Services de proximité

Rappel de l'ambition

- mise en œuvre d'une stratégie d'urbanisme commercial ;
- maintenir un équilibre entre une demande grandissante des citoyens et une offre peu attractive ;
- accompagner l'évolution de leur offre de service de proximité, et en faciliter l'accès aux consommateurs.

Principaux indicateurs et actualités en 2017

- un taux de vacance des commerces le plus faible en France (4,5%) ;
- Strasbourg fait partie des 6 villes citées comme centres-villes exemplaires avec Bordeaux, Nantes, Lyon, Montpellier et Paris (enquête "Usages et les commerces du Centre-ville").

Actions principales menées par la direction

- mise en place de vitrines éphémères au sein du centre commercial Rivétoile participant à la promotion d'activité locale et l'attractivité de notre territoire ;
- pilotage d'une étude « Commerce et service » dans le cadre du nouveau programme de renouvellement urbain « NPNRU » pour 5 quartiers (Meinau- Neuhof, quartiers ouest, Hautepierre, Cronenbourg, Elsau) ;
- suivi des comités d'investissements et des Conseils d'administration de Locusem. Nouvelle opération en 2017 : « Cervantès 1 » à Hautepierre, accueillant des commerces de proximité ;
- soutien à l'exposition des Meilleurs Ouvriers de France accueillie à l'Aubette ;
- soutien à des associations de commerçants et d'artisans pour des opérations d'animation et de revitalisation commerciales : Vitrines de Strasbourg, ACDAN, Rue des Frères, Générateur, Rue du jeu des enfants, Enseignes de Koenigshoffen, l'Ill Rive gauche, Vraibourg, Quartier des imprimeurs.

12. Tourisme d'agrément

Rappel de l'ambition

- maintenir Strasbourg dans les destinations phares du tourisme urbain national européen en gagnant des parts de marché sur les clientèles traditionnelles et en améliorant la compétitivité de la destination ;
- toucher de nouveaux marchés en renouvelant, diversifiant et en rajeunissant les clientèles tout en garantissant un tourisme pour tous ;
- étendre la ville touristique à de nouvelles zones de l'agglomération.

Principaux indicateurs et actualités en 2017

- plus de 58 000 emplois liés au tourisme dans le Grand Est (source INSEE) ;
- développement de l'hôtellerie avec 286 nouvelles chambres hôtelières créées en 2017 réparties dans 3 hôtels (OKKO, BOMA et HOTELS DES QUINZES), portant le parc d'hôtels à 129 établissements et 7 519 chambres.

Les performances hôtelières et des résidences de tourisme en 2017

	Ville de Strasbourg
Taux d'occupation annuel moyen	75,1% soit + 2,7 pts par rapport à 2016
RevPAR annuel moyen	78,2€ soit + 3,3% par rapport à 2016

3 940 706 nuitées ont été déclarées en 2017 contre 3 709 361 nuitées en 2016 soit une augmentation de 6,24%.

Actions principales menées par la direction

- soutien à l'Office de tourisme de Strasbourg et sa région pour un montant total de 548 900 € ;
- pilotage d'un audit de l'association Office de tourisme de Strasbourg et sa région par le cabinet Deloitte ;
- 455 hébergements chez l'habitant recensés fin 2017 (en lien avec la Police du bâtiment) contre 390 en 2016 ;
- lancement d'un appel à projet pour la création d'une activité de location de bateaux électriques sans permis sur l'Ill ;
- soutien aux investissements de Voies Navigables de France pour la création de 2 haltes fluviales sur les quais Sud de la Grande Île ;
- soutien au projet Avizers de mobilisation par AAA des ambassadeurs d'Alsace pour l'accueil des touristes ;
- soutien à l'association les Vitrines de Strasbourg pour les illuminations de Noël.

13. Tourisme d'affaire

Rappel de l'ambition

- favoriser l'accueil de manifestations professionnelles nationales ou internationales dans le tourisme d'affaires ;
- moderniser les équipements dédiés à l'organisation de manifestations professionnelles (Palais de la musique et des Congrès, parc des expositions).

Principales actualités en 2017

Plus de 140 évènements programmés en 2017.

Actions principales menées par la direction

- soutien au Strasbourg Convention Bureau.

DIRECTION URBANISME ET TERRITOIRES

Intégrée au sein de la Délégation Aménagement, Développement et Mobilité (DADM), la Direction Urbanisme et Territoires (DUT) est composée de 7 services, de 4 missions ou directions de projets et de 6 directions de territoires. Elle compte au total 256 agents (au 31 décembre 2017).

La DUT est une direction stratégique et opérationnelle qui a en charge la définition et la mise en œuvre des politiques et des projets de développement urbain à toutes les échelles et à toutes les étapes : planification territoriale, participation citoyenne, définition et programmation des projets urbains, mise en œuvre opérationnelle, droit du sol.
Elle est ainsi le lieu où se traduisent et s'assemblent sur le territoire les différentes politiques territoriales portées par la collectivité : habitat, politique de la ville mais aussi environnement, transports, économie.

1. Administration de la direction

Dans le domaine de production de connaissances des territoires et de l'histoire de la formation des quartiers, plusieurs productions ont vu le jour en 2017 :

- un guide de découverte du patrimoine architectural, urbain et paysager de Cronenbourg ;
- une publication dans le cadre des « Carnets de ville » sur l'église Saint-Paul et le développement urbain de Koenigshoffen » ;
- l'engagement d'une recherche sur les grandes opérations d'urbanisme à Strasbourg au 20ème siècle dans le cadre des manifestations prévues pour les 50 ans de la cité de l'Elsau en 2018.

Dans le domaine de la recherche et des partenariats, plusieurs conventions de coopération ont été mises en place pour la période 2018-2020 :

- avec l'Ecole nationale supérieure d'Architecture de Strasbourg et avec l'INSA dans le but de participer à la valorisation des travaux d'étudiants portant sur le territoire de l'Eurométropole ;
- avec le Plan urbanisme construction architecture (PUCA) du Ministère de la Cohésion des territoires, dans le cadre de programme de recherche POPSU 3 visant la compréhension des évolutions des territoires métropolitains dans leur environnement.

2. Mission Participation citoyenne

2.1. Démarche du Sommet Citoyen

Projet phare de l'année 2017, la démarche du Sommet Citoyen a été engagée en avril 2017 en vue de donner un nouvel élan à la participation citoyenne à Strasbourg à travers la co-construction d'un Pacte pour la démocratie locale.

Cette démarche s'est déroulée en plusieurs étapes :

- avril-mai : appel à participation auprès des Strasbourgeois pour enrichir les thématiques de travail proposées par la ville et réunion de lancement de la démarche ;
- mai-septembre : travail au sein de 13 ateliers co-animés par des agents et des habitants (soit 42 réunions, 475 inscrits, 240 participants) portant sur les thématiques suivantes : les valeurs de la démocratie, le budget participatif, les instances de démocratie locale, les mobilisations citoyennes, la gestion collaborative des espaces et des équipements publics, les outils pour aller au contact des habitants, l'e-démocratie, le volontariat citoyen, l'open data / big data, les tiers-lieux, le vivre ensemble, la démocratie européenne à Strasbourg, les associations et organismes associés ;
- le 14 octobre 2017 : Sommet Citoyen au Conseil de l'Europe dans le cadre de la Semaine européenne de la démocratie locale.

Lors de ce temps fort (607 personnes inscrites, 427 présentes), les citoyens ont présenté les 30 propositions pour le nouveau Pacte de la démocratie locale, élaborées au sein des ateliers thématiques, au Maire de Strasbourg, aux élus et aux autres citoyens présents.
Un vote a permis de hiérarchiser les propositions. Un vote en ligne a également été ouvert jusqu'au 31 octobre.

- 17 novembre : réunion inter-instances de démocratie locale ;
- 23 novembre : réunion de lancement de la phase d'étude de faisabilité des 30 propositions ;
- décembre 2017 à février 2018 : étude de la faisabilité des propositions et rédaction du projet de Pacte au sein de 12 ateliers (7 rencontres en décembre).

Une démarche d'évaluation, associant élus, habitants et agents, est menée tout au long du processus.

2.2. Conseils de quartier

Les projets ou actions menées entre les conseils de quartier au-delà de leur activité propre ont été renforcés en 2017 :

- 7 avis émis parmi lesquels :
  - 2 à Neudorf-Schultfeld-Musau-Port du Rhin : le Grand couronné (mars) et la rue de Soultz, travaillé par le conseil citoyen et porté par le conseil de quartier (décembre) ;
  - 2 avis émis à Koenigshoffen Montagne verte, Elsau : école J. Mentelin (septembre) et Parvis Gliesberg (novembre) ;
  - un avis émis au Centre : sur l'aménagement de stationnement (novembre) ;
  - un avis émis à la Meinau sur le projet de réaménagement de l'avenue de Normandie.
- **groupe inter Conseils de quartier : « cohabitation piétons, vélos, autos »**. Poursuite de la démarche engagée en 2016 sur les 2 axes aménagement de l'espace public et du civisme. Pour l'axe aménagement : démarche d'identification des obstacles à une cohabitation apaisée. Pour l'axe civisme : publication et diffusion d'une charte pour répondre aux problèmes de comportements. Diffusion de la charte en Mairies de quartier, station Velhop, centres socio-culturels, SIRAC, Parc naturel urbain. Les actions de sensibilisation sont déclinées dans les quartiers par les conseils de quartier en autonomie.

Fête des instances de démocratie locale
Au mois de mars 2017, les conseils de quartier, les Conseils citoyen et le conseil des résidents étrangers ont organisé une fête des instances au manège Solignac.

Groupe inter-conseil de quartier

Une réflexion inter-conseil de quartier initiée en 2016 par le conseil de quartier Conseil des XV a été menée sur le 1er semestre 2017 pour échanger et faire des préconisations concrètes sur l'évolution du fonctionnement des conseils de quartier. Elle a abouti à la rédaction d'un document de synthèse et s'est poursuivie dans le cadre de l'atelier « évolution des instances » du sommet citoyen.

Implication des Conseils de quartier dans le sommet citoyen

Le sommet citoyen a mobilisé dès le mois de mai de nombreux membres en tant que participants mais aussi en tant que co-animateurs d'ateliers.

37 personnes issues des conseils de quartier ont participé aux ateliers et aux votes de l'événement du 14 octobre. Leur engagement s'est poursuivi tout au long de la démarche et notamment lors des premiers ateliers de faisabilité.

Quelques actions marquantes

- organisation conjointe par les conseils de quartier Gare et Centre d'une réunion plénière ouverte aux habitants intégrant une déambulation et une intervention de l'urbaniste Nicolas Soulier sur le thème *« Mieux vivre notre quartier »* ;
- organisation d'une balade urbaine par les conseils de quartier et conseils citoyen à la découverte des parcs et jardins partagés depuis le parc des Poteries, les jardins de Hautepierre jusqu'au parc de la Bergerie à Cronenbourg dans le cadre Journées européennes du patrimoine et dans le cadre des journées de l'architecture (échange Hautepierre-Meinau) ;
- lancement par le conseil de quartier du Neuhof d'un projet de rencontres solidaires autour de l'emploi et de la formation intitulées « *s'en sortir ensemble* » qui vise à créer des espaces de rencontres et d'échanges entre habitants et entreprises, associations, partenaires institutionnels de l'emploi du quartier.
- réalisation de la plaquette Parcours Krutenau par la commission patrimoine du CQ Bourse Esplanade Krutenau dans le cadre de Strasbourg Ville d'art et d'histoire ;
- mise en place d'un petit déjeuner européen par le CQ Conseil des XV.

2.3. Conseils citoyens

Les travaux des conseils citoyens se sont poursuivis en 2017 et certains d'entre eux s'autonomisent progressivement :

- 10 réunions en moyenne par conseil citoyen, soit 90 réunions à l´échelle de la ville, entre janvier et décembre ;
- autonomisation progressive de certains Conseils Citoyens (invitations, ordres du jour, compte-rendus) : Ampère, Elsau, Koenigshoffen-est, Port du Rhin.

Actions réalisées

- actions à destination des habitants : Cité de l'Ill (Projet d'aide gratuite aux devoirs et à un 1er emploi; partenariat avec le CSC l'Escale et d'autres acteurs du quartier pour assurer une continuité) ;
- présence sur le terrain pour la mobilisation des habitants et le recueil de leurs contributions : Cité de l'Ill, Cité Spach, Cronenbourg, Hautepierre, Hohberg, Koenigshoffen-est, Laiterie ;
- diagnostics en marchant : Cité Spach et quartiers NPNRU (Elsau, Cronenbourg, Hautepierre, Meinau, Neuhof) ;

- auditions d'institutions : Ampère (Adjointe de Quartier et CUS Habitat), Cronenbourg Hautepierre (Sécurité), Montagne Verte Elsau (Sécurité), Neuhof (Sécurité, CAF, CUS-Habitat), Port du Rhin (Adjointe de Quartier et Rectorat) ;
- mise en lien avec d'autres instances : Koenigshoffen Est Hohberg entre CC et l'atelier pour l'appropriation du square Appert, Meinau entre Conseil de Quartier et Conseil Citoyen ;
- représentation des CC dans les comités de pilotage des QPV avec préparation collective en amont, prises de parole par 1 ou 2 représentants par CC ;
- temps de travail sur le NPNRU pour les quartiers concernés : Elsau, Cronenbourg, Hautepierre, Meinau, Neuhof.

Des temps de rencontre ont été organisés entre les conseils citoyens et des habitants des QPV : Cité de l'Ill (café citoyen en avril), Cité Spach (diagnostic en marchant en janvier et stand en septembre), Cronenbourg et Hautepierre (stand en octobre), Hohberg, Koenigshoffen-est, Laiterie.

2.4. Conseil des Résidents étrangers (CRE)

Les projets et réflexions menés en 2017 se sont inscrits dans les objectifs de promotion d'une société interculturelle, d'égalité des droits et de lutte contre les discriminations.
Les deux premières séances plénières se sont déroulées dans les quartiers du Neuhof et de Hautepierre. Au deuxième semestre 2017, les séances plénières ont été l'occasion d'évoquer les difficultés rencontrées par les Chibanis, et de lancer des réflexions sur l'évolution du rôle du CRE et de son fonctionnement.

Des projets pour une ville interculturelle et inclusive

- valorisation des étrangers dans la ville aux Journées européennes du Patrimoine et pendant les Semaines de l'égalité : une exposition sur les tirailleurs africains a été exposée aux CSC de Cronenbourg et de la Robertsau, en complément de visites de la nécropole nationale de Cronenbourg ;
- « Ambassadeurs et ambassadrices des Musées » : organisation de visites en 11 langues dans le cadre de l'exposition « Laboratoire d'Europe », en lien avec le service éducatif des musées ;
- information des habitants sur les prises de rendez-vous dématérialisées en préfecture : des membres du CRE ont informé des résidents étrangers des démarches à entreprendre en ligne. Les difficultés rencontrées ont été soulevées par de nombreuses associations et une lettre ouverte a ainsi été transmise à la préfecture pour demander une amélioration de l'accès aux droits ;
- accès aux droits pour les personnes âgées immigrées : dans la suite du rapport publié en 2015, un partenariat a été initié avec une résidence Adoma afin d'aller à la rencontre des personnes âgées une fois par semaine ;
- lancement d'un guide « *Migrant-e et victime de violences intrafamiliales* » présenté lors du Colloque sur les violences faites aux femmes du mois de novembre. Traduit en cinq langues, il sera présenté aux acteurs de terrain à Hautepierre et Cronenbourg ;
- émission de radio sur RBS les dimanches de 17h à 18h : chaque semaine, un thème différent abordé par les regards croisés de plusieurs invités.

2.5. Développement de la participation citoyenne

Les actions de développement de la participation citoyenne se sont orientées autour de 3 axes :

Réalisation d'une enquête comparative autour des nouveaux formats de participation citoyenne

Sur la base des expériences du Parlement populaire mobile à Marseille, du Bus citoyen à Nantes et des Tipis itinérants à Bordeaux, est apparu le besoin d'un outil de participation citoyenne nouveau pour Strasbourg. Un camion citoyen permettra ainsi de mener plus de démarches de concertation et de débats publics. Une réflexion pour rénover la démocratie locale à Strasbourg est également lancée.

Veille multimédia et réseaux sociaux autour des actions du sommet citoyen

Développement d'un groupe Facebook et animation de la page liée.

Appui aux démarches de concertation et à la revue de concertation

Les expériences cumulées et synthétisées au sein de la Mission Participation Citoyenne ont permis d'établir des méthodes adaptées aux démarches de concertation portées par différents services internes comme externes à la direction.

3. Direction de territoire Cronenbourg-Hautepierre-Poteries-Hohberg

3.1. Projets et gestion urbaine de proximité et émergence de projets

Hautepierre

La Direction de territoire a accompagné la réalisation de la voie verte au droit du projet et contribué à régler la problématique de collecte des ordures ménagères. Une collaboration avec l'hôpital de Hautepierre a été nécessaire pour gérer l'impact de cet important chantier sur le fonctionnement du quartier.

Les doléances des habitants liées au stationnement sauvage sont nombreuses. Les correspondants de qua rtier sollicitent la DMPEN, qui met en place du mobilier urbain ou des aménagements, ou fait appel à la police municipale.

La deuxième cause des sollicitations des habitants sur les quatre quartiers est le cadre de vie et la propreté urbaine. La direction de territoire a initié une démarche co-construite avec les services (espaces verts, propreté urbaine, police municipale) et les bailleurs sociaux pour mieux coordonner les interventions sur les espaces publics et les espaces privés des bailleurs. Les réunions en 2017 ont porté sur l'entretien des espaces extérieurs.

Poteries

Préparation du chantier sur un îlot accueillant 4 bailleurs sociaux (154 logements).

Cronenbourg

- Eco-quartier Brasseries : la Direction de territoire a également contribué à la réalisation du dossier pour l'obtention du label Ecoquartier ;
- suivi de l'impact du chantier de l'école Gustave-Doré sur les espaces publics et réponses aux doléances des habitants et parents.

Prévention sécurité

Au-delà de contacts quotidiens avec les services des Polices municipale et nationale, les correspondants de quartier participent aux cellules de veille en présence des partenaires du territoire, sous l'égide de la Police nationale et le chef de projet GUSP (Gestion Urbaine et Sociale de Proximité), et aux cellules de coordination sécurité organisées par le service de prévention urbaine de l'Eurométropole. La direction de territoire fait état de ses observations,

relaie les doléances des habitants et, pour certaines situations, fait des propositions d'aménagement ou cherche à répondre par des actions de prévention partenariale (atelier territorial de partenaires sur l'appropriation des espaces et des équipements publics, actions valorisant l'image des quartiers).
A titre d'exemple, à la demande des Conseils citoyen et de quartier, une rencontre a été organisée avec les forces de l'ordre (Police municipale, Police nationale), le service de prévention urbaine, les bailleurs (CUS-Habitat, Habitation Moderne, Batigère), sur la problématiques des nuisances et autres incivilités (rodéos, squats, trafic de drogue et stationnements illicites) en septembre 2017.

3.2. Développement social local et Politique de la ville

Dynamiques associatives
Les chargés de mission de quartier s'attachent à créer des partenariats entre les associations. Ainsi, la chargée de mission de Cronenbourg a mis en lien des associations d'habitants de l'Ecoquartier des Brasseries qui ne se connaissaient pas. En mai 2017, elles ont organisé ensemble une Fête des voisins. Aux Poteries-Hohberg, le chargé de mission de quartier apporte son soutien aux associations ayant une action de qualité en proximité des habitants, pour qu'elles soient plus reconnues dans leur intervention et bénéficient de financements de leurs projets.

Mise en œuvre du Contrat de Ville
Les chargés de mission de quartier portent également sur le territoire la mise en œuvre du contrat de ville, en s'appuyant sur les trois conventions d'application territoriale, en lien avec les délégués du Préfet, les partenaires du Contrat de ville et les porteurs de projet. Pour les quartiers de Cronenbourg, Hautepierre et Hohberg, en 2017, trois groupes de travail transversaux ont été mis en place dans les trois QPV sur les thématiques suivantes :
- le cadre de vie, la gestion urbaine de proximité et le renouvellement urbain ;
- l'attractivité, le développement économique et l'insertion ;
- la transformation sociale des quartiers.

Les partenaires institutionnels se sont réunis à deux reprises sur chaque thème pour, dans un premier temps, mettre en valeur les interventions existantes, dans un second temps, identifier des pistes d'action.
Ainsi, à titre d'exemple, les chargés de mission de quartier ont apporté leur contribution au développement des chantiers éducatifs à Cronenbourg et à Hautepierre, portés par les associations de prévention spécialisées en partenariat avec les espaces verts et CUS Habitat.
Les chargés de mission de quartier rencontrent avec les délégués du Préfet, les porteurs de projet déposant des dossiers de demande de subvention au titre de la Politique de la ville (45 à Hautepierre, 28 à Cronenbourg et 11 au Hohberg). Les programmes thématiques saillants sur l'ensemble des 3 QPV concernent les actions avec et pour les jeunes, la prévention et la lutte contre les discriminations, les parcours vers l'emploi.
La direction de territoire participe au Conseil de quartier, anime le Conseil citoyen Cronenbourg-Hautepierre, et a impulsé la création en 2017 du conseil citoyen du Hohberg. Après avoir mobilisé les forces vives et habitants tout au long de l'année, sur la thématique du cadre de vie, les participants ont organisé, avec l'appui de la direction de territoire, une grande journée de sensibilisation et de nettoyage d'un espace délaissé, suivie d'une fête des voisins. Une vingtaine d'habitants étaient présents.

3.3. Renouvellement urbain de Cronenbourg

Finalisation de la réhabilitation de plus de 1 000 logements de CUS Habitat, de la résidentialisation et de la mise en service de la collecte enterrée cercle Lavoisier, du réaménagement du square Martine-de-Bertereau au cœur du cercle (printemps 2017), ainsi que du réaménagement de la rue du Rieth. Un travail est également mené pour la mise en place de la collecte enterrée sur le secteur Fresnel avec CUS Habitat, le service de la collecte et le service juridique.

Secteur Einstein-Haldenbourg

Un travail relatif au dossier d'expropriation du secteur Einstein / Haldenbourg est en cours, en lien avec le service Politique foncière et immobilière. Le projet immobilier Domial est également suivi et des liens de proximité entretenus avec la Locusem, les futurs commerçants (pharmacie, laboratoire, boulangerie, bureau de tabac / salon de thé) et le conseil syndical de la copropriété Einstein.

Barre Einstein, les locaux abritant les associations A Cro du Vélo et Méli-Mélo ont été inaugurés en 2017. Une programmation globale est menée en lien avec la Direction du développement économique et de l'attractivité. L'aménagement de la place d'Haldenbourg a fait l'objet d'une présentation en commission Foires et marchés en juillet 2017, suite à la reprise des études de faisabilité en janvier 2017, et d'une importante concertation à l'automne (plus de 300 personnes).

3.4. Renouvellement urbain de Hautepierre

- suivi du projet immobilier Cervantès maille Jacqueline;
- maille Athéna : suivi des chantiers de logements et commerces European Homes, de logements d'Habitat de l'Ill, de logements locatifs sociaux, d'un foyer de jeunes travailleurs, d'un restaurant et d'une crèche de Domial ;
- suivi des deux dossiers d'Action logement (contreparties AFL), maille Catherine.

Un groupe de travail partenarial s'est constitué pour le réaménagement de la placette rue Guillaume-Apollinaire, laissée vacante. La direction de territoire a organisé des concertations sur site, ainsi qu'un partenariat avec l'école élémentaire Karine, mobilisant au total 336 personnes. Une future aire de « Parkour » est en cours d'élaboration, avec la participation de l'association PK Stras.

3.5. NPNRU (Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain)

Une contribution a été apportée aux études du NPNRU, tout en veillant à l'appropriation du nouveau projet de renouvellement urbain par les habitants:

- dans un premier temps, pour les diagnostics et la définition des grandes orientations avec visites de site, organisation d'ateliers partenariaux, mobilisation des partenaires extérieurs et internes à différents niveau de décision et d'opérationnalité, contributions écrites, corrections et ajustement des rendus des différentes études programmatiques de cadrage et thématiques ;
- dans un second temps, pour préparer l'opérationnalité du projet (rencontre des services thématiques opérationnels pour affiner les priorités, programmation et budget).

Pour les temps les plus formels, 15 rencontres ont été organisées à Cronenbourg, mobilisant plus de 330 personnes, lors de trois balades urbaines, deux ateliers territoriaux des partenaires « appropriation des équipements et espaces publics », sur le thème du renouvellement urbain, des temps d'échanges à différents lieux de vie stratégiques (place de Haldenbourg, place François-Arago, parc de la Bergerie, square Gaston-Fleischel : 90 personnes interrogées). Ces

temps d'échanges ont donné lieu à une réunion d'information sur le renouvellement urbain et retour des concertations (30 personnes) et une réunion publique de présentation du schéma d'orientations (50 personnes).

A Hautepierre, 18 temps de rencontre ont permis de recueillir la parole d'environ 475 personnes. Une dizaine de demi-journées en porte à porte des logements des mailles Brigitte et Eléonore pendant 4 mois (170 ménages rencontrés) ont été organisées. Deux balades dont une en présence des élus ont permis de contribuer à l'élaboration des grandes orientations, de même que deux ateliers territoriaux des partenaires spécifiques au renouvellement urbain. Peu présents lors des temps de rencontre, les copropriétaires d'Eléonore 1 et 2 ont bénéficié d'une présentation et d'un échange spécifique. Des temps d'échange ont été organisés sur des demi-journées place André-Maurois : une matinée au marché (30 personnes) et trois après-midis lors du festival Voix publiques organisé par l'association Horizome (20 personnes), place Erasme (15 personnes) et lors de la fête des voisins organisée par l'association AMI (50 personnes). Ces temps d'échanges ont donné lieu à une réunion d'information sur le renouvellement urbain et retour des concertations (30 personnes) et à une réunion publique de présentation du schéma d'orientations (80 personnes). Pour mieux communiquer, le « Journal du renouvellement urbain » est paru en février.
La Direction de territoire a assuré un accompagnement du conseil citoyen avec quatre séances spécifiques dédiées au NPNRU, dont une séance élargie aux habitants volontaires. Les cheffes de projet participent également à des ateliers périscolaires avec les écoles élémentaires Eléonore (Hautepierre), Perey et Langevin (Cronenbourg), avec des visites sur site et des travaux de journalisme (Hautepierre) et d'arts plastiques (Hautepierre).

4. Direction de territoire Gare-Kléber / Strasbourg Centre

4.1. Gestion urbaine et sociale de proximité

- partage et échanges d'informations, accompagnement des différentes manifestations organisées sur le territoire, autres évènements protocolaires, pose de premières pierres, etc. (participation à la CAEP, Strasbourg Capitale de Noël, carnaval, fête de la musique, fête d'automne des commerçants, événements sportifs) ;
- organisation et accompagnement de la cérémonie des vœux aux habitants par les adjoints de quartier, de la visite du Maire sur le quartier Gare, visites de quartiers des adjoints, visites de lieux remarquables et accompagnement techniques des chantiers publics et privés ;
- actions ou démarches de GUSP : lien privilégié des correspondants de quartier entre les habitants, les commerçants, les forces vives et les services de la ville, gestion du stationnement, mobilier urbain, propreté, coordination des services ;
- participation à la réflexion sur le changement de sens de la circulation de certains secteurs avec création de zones 30, zones de rencontre et zones piétonnes, en lien avec les habitants, les commerçants et les services de la ville (concertation, atelier de travail).

4.2. Développement social local et Politique de la ville

Accompagnement des associations et des partenaires du quartier : soutien au montage de projets associatifs, et de demandes associatives diverses, conseils, logistique ingénierie, programmation, convention d'occupation, contribution à la bonne circulation de l'information entre les partenaires :

- pilotage du contrat de ville : comités de suivi, comités technique, comités de pilotage ;
- lancement d'un groupe opérationnel « Santé » sur le quartier de la Laiterie ;
- économie-emploi : démarrage d'une enquête, préparation d'un stages-dating, accompagnement pour la préparation du Café Contact de l'Emploi ;
- création d'un groupe opérationnel éducation (fusion des ex ATP et GEL) ;
- réunions des acteurs socio-culturels du quartier, création du guide des animations d'été des acteurs du secteur, organisation à venir d'un GO culture et d'un GO insertion ;
- instruction des demandes de subvention pour les animations de fin d'année ;
- appui au montage d'actions des structures et associations : l'Accorderie, Plurielles, Porte Ouverte, association des commerçants et riverains de la rue du Jeu des Enfants, association des commerçants de la rue des Juifs, Popartiserie.

4.3. Accompagnement des instances de démocratie locale

- 12 plénières de conseils de quartier avec CEMEA, accompagnement des deux Conseils de quartier à l'organisation d'une plénière ouverte aux habitants intégrant une déambulation et une intervention de l'urbaniste Nicolas Soulier sur le thème « Mieux vivre notre quartier » ;
- participation aux ateliers de concertation dans le cadre de la Semaine de la démocratie locale ;
- participation et suivi des groupes de travail thématiques : « appropriation des espaces publics », « dynamique commerciale », « circulation et stationnement », « stationnement », « inter-quartier cohabitation piétons, cyclistes, voitures » ;
- démarche « Connaissez-vous votre voisin » permettant aux habitants riverains de visiter des lieux remarquables du quartier en compagnie de l'adjoint de quartier : Opéra national du Rhin (février), Hôtel du Préfet (avril), Bibliothèque du Grand séminaire (mai).

4.4. Démarches de participation citoyenne

- requalification de la rue du Jeu-des-Enfants inscrite dans le cadre de l'étude globale sur la Magistrale Piétonne, portée par la direction de territoire et l'association des commerçants/habitants de la rue, avec pour objectif la redéfinition des usages permettant l'implantation de terrasses et l'appropriation de l'espace public avec une valorisation des éléments bâtis et non bâtis par une action Street Art de grande envergure. Piétonisation, végétalisation, inauguration en juin 2017 ;
- réaménagement de la place Mathias-Mérian : accompagnement de l'association Ephémère 21;
- aménagement du secteur Laiterie : organisation de rencontres avec les habitants du quartier Gare-Laiterie (petits déjeuners, apéros, sorties d'écoles) pour établir un diagnostic partagé du quartier. Organisation de 2 réunions publiques de restitution.

4.5. Suivis d'opérations

- réaménagement rue des Juifs et rue du Parchemin, à l'instar de ce qui a été réalisé rue des Frères et Place St-Etienne, en zone de rencontre sans stationnement. Travail mené en concertation avec les commerçants et les habitants ;
- réaménagement des abords du Tribunal suite à la réhabilitation du Palais de Justice : réunion publique et rencontre avec les habitants pour la présentation et validation du projet, suivi des opérations ;

- aménagement d'espaces verts sur la place Karl-Ferdinand-Braun et de la rue Moll dans le cadre du programme « *Strasbourg ça pousse* » avec les habitants et les acteurs du quartier ;
- suivi des opérations immobilières : Primark, place des Halles, place de Haguenau, site ADASSA, Hôtel de police, Diaconesses, passerelle Petite France, extension de la ligne du tram vers Koenigshoffen, etc.

4.6. Accompagnement d'évènements sur le territoire

- 1ère fête du VRAIBOURG, faubourg de Saverne ;
- Festival Couleur Contes : fête portée par la Baeckerstub, place Clément ;
- Street Art et animation du « Off de Noël » ;
- Food Truck festival rue de la Course ;
- Fête d'automne : en lien avec les associations de commerçants rue des Juifs, rue des Frères et place Mathias-Mérian ;
- opération de nettoyage de l'Ill organisé par Alsace Nature ;
- animations du secteur St Etienne dans le cadre de « Strasbourg Capitale de Noël » en lien avec les associations de commerçants.

4.7. Prévention sécurité

- veille constante sur le territoire, avec participation aux réunions organisées par la Police nationale et le Pôle sécurité, Prévention et réglementation, en partenariat avec les différents acteurs de la prévention. Suivi des instances de veille et de concertation pour la tranquillité urbaine répondant aux défis de l'insécurité dans les lieux de la vie quotidienne et à la tranquillité publique en mobilisant les capacités d'expertise publique, en intervenant sur les aménagements existants et en élaborant des études préalables à tout aménagement collectif ;
- préparation des animations de fin d'année : sécurisation des chantiers en cours, repérage des véhicules épaves, enlèvement des dépôts sauvages. Accompagnement des évènements associatifs.

5. Direction de territoire Koenigshoffen, Elsau, Montagne Verte

5.1. Gestion urbaine de proximité

- parking JM-Weis, suite à présence de nuisibles en pied d'immeuble ;
- accompagnement de la livraison du Street work out de l'Elsau.

Prévention - sécurité

- relevé des véhicules ventouses/épaves sur domaine public à l'Elsau et relevé des chantiers sensibles à Koenigshoffen et Montagne Verte avant les fêtes de fin d'année ;
- partie finale de la sécurisation de l'impasse Martin Schongauer devant l'école élémentaire par la mise en place de longrine béton et création d'une placette de retournement.

Concertations

- diagnostic en marchant en lien avec la Direction de territoire CHPH sur le secteur Hohberg, quartier des Empereurs et place des Romains (cheminements école) ;
- suivi de la démarche de concertation des travaux du mur anti bruit A35 pilotés par la DREAL;

- suivi de la démarche de concertation pour la requalification Gliesberg-Gresswiler (mars à novembre).

5.2. Développement social local et Politique de la ville

Reconduction des principales actions/animations des différents groupes de travail (Fête d'automne, Art séniors, Université printanière des parents, jeunes perdus de vue, Café contact de l'emploi, Journée Européenne du Patrimoine).
Le pilotage territorial des QPV des directions de territoire implique la mise en œuvre des conventions d'application territoriales (CAT) et le suivi du travail dans les groupes opérationnels.

Koenigshoffen

- groupe opérationnel « santé-éducation » : 2 rencontres plénières et des rencontres par thématiques des groupes projets « vivre avec le numérique et les réseaux sociaux » et « posture -formation bienveillance » ;
- groupe opérationnel « culture » ;
- amorce d'une réflexion sur l'insertion et la dynamique artisanale et artistique, Parc Gruber ;
- accompagnement du service Habitat pour l'étude d'opportunité OPAH RU à Koenigshoffen.

Montagne Verte Elsau

- groupe opérationnel « éducation-famille » : 2 rencontres plénières, 10 réunions du groupe de pilotage et des rencontres par thématiques : groupes projets : « printemps des familles », « Clas », « droit de l'humanité », « temps des parents–café des parents » ;
- groupe opérationnel « insertion-emploi » Elsau Montagne Verte ;
- groupe opérationnel « tranquillité publique », dont groupe sur la prévention de la radicalisation violente, marches exploratoires pour les femmes.

Contrat de ville

- rencontre des structures en lien avec les services thématiques et les délégués du préfet pour échange sur leurs projets en lien avec objectifs des CAT avant dépôt ;
- analyse et instruction des dossiers ;
- rencontre collective des associations de l'Elsau et de la Montagne Verte et de Koenighsoffen-est et Hohberg, autour de l'appel à projets 2018, pour une mise en cohérence et un rapprochement des partenaires de terrain sur les projets ;
- COTECH territorial annuel le 9 novembre ;
- COPIL territorial annuel le 21 novembre.

5.3. Accompagnement des instances de démocratie locale

Conseil de quartier

6 réunions plénières, dont une réunion ouverte annuelle sous forme d'un stand lors de la fête du PNU le 14 mai.

Conseils citoyens

Le conseil citoyen Montagne Verte Elsau s'est réuni 12 fois. Il a travaillé sur deux thématiques : « amélioration du cadre de vie » (rénovation urbaine, déplacements, logement) et « tranquillité publique ».

Le conseil citoyen Koenigshoffen est–Hohberg s'est réuni 2 fois avec la commission citoyenneté de Par Enchantement (mars et juillet). Une réunion publique avec les locataires NLE (Nouveau logis de l'Est) a également été organisée en septembre.
Lors des COPIL territoriaux KMVE et CHPH, la création d'un conseil citoyen Hohberg spécifique a été actée.

5.4. Démarches de participation citoyenne et d'émergence de projet

Atelier « Ensemble pour le renouveau du square Appert » : en 2017, un nouvel agrès demandé par l'atelier a été installé et les travaux de déplacement du terrain de ballons ont été exécutés. Un comité de pilotage se réunit une fois par mois. Des chantiers participatifs sont en réflexion.

Projets spécifiques

Le Parc Naturel Urbain Ill-Bruche s'étend sur le territoire des 3 quartiers de la direction de territoire. Elle collabore à la démarche pilotée par la cheffe de projet du PNU depuis 2010. L'année 2017 a été marquée par :

- la 3ème fête du PNU qui s'est déroulée du 12 au 14 mai avec des propositions de 30 partenaires différents dont un grand pique-nique de clôture porté par les 3 CSC à la Montagne Verte ;
- les journées européennes du patrimoine des 16 et 17 septembre sur le thème des Romains pour Koenigshoffen à la Tour du Schloessel, en lien avec le service éducatif des musées, et des fermes auberges et autres activités à la Montagne Verte de la fin du 19ème siècle au début du 20ème siècle.

La direction de territoire est fortement impliquée notamment à travers l'animation du groupe opérationnel « Patrimoine et animation » pour les trois quartiers : mobilisation des acteurs, organisation des réunions de préparation, logistique.

Atelier future école rue Jean-Mentelin

Les modalités d'un atelier de concertation ont été élaborées en collaboration DUT, DCPB et DEE. La DT a animé l'équipe-projet en lien avec les services Projets urbains et mission PNU. La concertation se poursuivra sur 3 axes : école et architecture, école et apprentissages et école et quartier jusqu'à la livraison de l'équipement prévue à la rentrée 2022.

Atelier Porte des Romains

3 rencontres de l'atelier : actualisation du plan–guide, présentation et échanges sur le cahier des charges, présentation du projet centre culturel turc par les porteurs, atelier avec les prestataires de l'étude paysagère.

Démarche de recherche de site pour un pôle de services publics à Koenigshoffen

La réflexion a été approfondie en 2017 sous pilotage de la DT en collaboration DCPB, DUT (projets urbains), DSS (CMS), DPEC (Mairie de quartier) pour créer un pôle de services publics à Koenigshoffen. Ce travail a permis la préemption de l'immeuble du RSI, parc Gruber, fin 2017.
Appui à la concertation sur le tram de Koenigshoffen et à la démarche d'accompagnement artistique.

5.5. PRU Elsau

L'Elsau bénéficie aujourd'hui du travail partenarial d'étude programmé dans le cadre du protocole de préfiguration signé le 5 décembre 2016, pour une durée de 18 mois. En 2017, les différentes démarches menées ont été :

- un séminaire avec les partenaires du Contrat de Ville à l'échelle de l'agglomération (mars), des ateliers Habitat, un séminaire avec les maîtrises d'ouvrages internes (DMEPN et DCPB) ;
- 6 ateliers de projet à l'échelle de l'Elsau avec les partenaires institutionnels ;
- livraison de l'étude de cadrage (novembre) ;
- étude relative au patrimoine du secteur pavillonnaire via un stage de février à avril.

Le projet a candidaté au label national écoquartier et obtenu la validation de l'étape 1 en décembre.

La concertation partenariale et avec les habitants a été menée principalement via :
- un diagnostic en marchant sur le secteur Schongauer avec les conseillers citoyens en présence des élus et des représentants de CUS Habitat (mars) ;
- 2 réunions du conseil citoyen spécifiques sur le projet de renouvellement urbain en présence des élus (mars et juillet) ;
- 7 stands en pied d'immeuble (mai et juin) ;
- 3 réunions et 2 marches exploratoires en collaboration avec la mission des Droits des femmes et égalité des genres (automne).

Des premières opérations d'aménagement urbain ont été menées, notamment :
- aménagement d'une aire de Street work out rue Grünewald (mai) ;
- réaménagement du parvis de l'AJPE par CUS Habitat, 74 rue Schongauer (septembre) ;
- sécurisation de l'impasse Schongauer devant l'école élémentaire (novembre) ;
- relocalisation de l'association Jeunes et Parents de l'Elsau (AJPE) grâce à l'acquisition par Locusem d'une cellule commerciale vacante 15 rue Watteau (décembre) ;
- engagement des études de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation de la salle polyvalente du CSC et la création d'une restauration pour la halte-garderie (décembre).

6. Direction de Territoire Neudorf – Deux-Rives

6.1. Gestion urbaine et sociale de proximité

Volume et nature des demandes
- en accroissement par rapport aux années précédentes notamment du fait de l'augmentation de population sur les secteurs Musau et Deux-Rives ;
- environ 243 demandes (GDEMA) pour Neudorf-Musau et Port du Rhin ;
- signalement de dysfonctionnements (propreté, véhicules épaves), demande de marquages, installation d'arceaux vélos, aménagements / stationnement, sécurité.

Actions ou démarches de GUSP marquantes
- déambulation avec l'adjoint de quartier et des riverains sur les cheminements piétons à Ampère ;
- aménagements de proximité significatifs :
  - finalisation des travaux d'aménagement du secteur Forgerons ;
  - aménagements rue du Grand-Couronné et rue de Nomeny ;
  - aménagement d'un jardin partagé, rue du Ballon ;
  - aménagement du square Kayser, rue du Schurmfeld ;
  - aménagement des jardins familiaux rue Guynemer ;

- aménagement de la place de Wattwiller en un lieu de rencontre et de convivialité, livraison de bancs et d'une aire de jeux.

6.2. Développement social local et Politique de la ville

Développement local : état d'avancement des ATP ou groupes opérationnels

- ATP Insertion au Port du Rhin : Café Contact de l'Emploi (7 réunions) ;
- ATP Transversal au Port du Rhin (7 réunions) : axe santé avec l'ouverture d'une antenne du Centre de jour en santé mentale Strasbourg Sud au CMS, 22 route de l'Île-aux-Epis, actions dans le cadre de la SISM ; axe culture avec l'accueil d'une résidence d'auteurs concrétisée par un livre « l'esprit du lieu » réalisé à partir de récits d'habitants, coordination actions pour la Tramfest ;
- ATP Transversal Ampère (8 réunions) : Semaine de l'environnement, place de Wattwiller, Rentrée des parents ;
- création d'un ATPI (7 réunions) : mise en place d'un module « Retravailler en direction des femmes ».

Actions menées dans le cadre de partenariats

- Ampère : semaine de l'environnement, rentrée des parents, semaine Arachnima ;
- Neudorf : poursuite du travail avec les entreprises et la DDEA pour redynamiser la zone d'activité du Neudorf ;
- Port du Rhin : étude sur l'évaluation de l'impact santé (EIS) avec l'EHESS et le Conseil citoyen, Tramfest, Semaine d'information sur la santé mentale.

Appui au montage de projet ou actions des structures : fêtes de quartier (« Neudorf en fête » par exemple), brocante, animations,

Pilotage du Contrat de ville

- COTECH : 13 novembre ;
- COPIL : 11 décembre.

6.3. Accompagnement des instances de démocratie locale (conseils de quartier, conseils citoyens)

Suivi des instances

- participation et préparation des réunions des membres permanents (6) et conseillers citoyens (8 réunions à Port du Rhin, 8 réunions à Ampère) pour transmettre des informations, donner des éléments de contexte sur les dossiers, répondre aux interpellations ;
- suivi quotidien des demandes du CQ (OS, demande reprographie), des membres permanents ou conseillers citoyens (signalements, demandes d'information).

Démarches de participation citoyenne

- installation et inauguration d'un site de compostage dans le quartier Ampère ;
- concertation sur le square du Ballon.

6.4. Projets spécifiques

Mise en service du tram D vers Kehl

Un temps privilégié pour fédérer autour du quartier du Port du Rhin avec la Tram Fest (30 000 personnes réunies les 29 et 30 avril).

Deux-Rives

- arrivée de 150 nouveaux habitants dans 87 logements ;

- inauguration de l'Arche ;
- activation des lieux de la ZAC Deux-Rives : Festival Street Food, Strasbourg Coop 2019 ;
- ouverture de deux nouvelles stations d'autopartage Citiz, au Port du Rhin et presqu'île Malraux, au pied des Black swans ;
- démarrage des travaux de l'opération immobilière Nolistra, sur l'îlot Saint-Urbain (ZAC Etoile) ;
- ouverture de nouveaux commerces et services au Port du Rhin (La Poste, Crédit Mutuel, micro-crèche) et dans l'écoquartier Danube ; épicerie/traiteur vegan, boulangerie/pâtisserie et démarrage du jardin intergénérationnel, géré par les habitants.

7. Direction de territoire Neuhof / Meinau

7.1. Gestion urbaine et sociale de proximité

La démarche de GUSP a conduit à des études ou aménagements de proximité avec le service Voies publiques et le service Aménagement espace public, dont notamment :

- la poursuite des aménagements de sécurisation du parvis du groupe scolaire Reuss (Neuhof) à la demande et en concertation avec les directions d'écoles ;
- le réaménagement de la rue Edouard-Pinot et du parvis de l'école maternelle Ariane Icare (Neuhof) à la demande des services de sécurité et en lien avec la direction d'école et le LAPE ;
- le réaménagement du stationnement rue Livio (Meinau) en réponse aux interpellations des entreprises riveraines ;
- une étude pour la création d'un nouveau tronçon de piste cyclable avenue de Colmar (Meinau) suite à une visite sur site avec le Conseil de quartier ;
- une étude pour la création d'une zone 30 des rues Ristelhuber et environnantes (Meinau) en réponse à une pétition d'habitants riverains.

La Direction de territoire a également accompagné la relocalisation du marché hebdomadaire de la Meinau en décembre (coordination avec les services, communication et information des riverains).

Actions spécifiques « propreté et la collecte des déchets » et « sensibilisation à l'environnement »

La Direction de territoire assure l'animation de l'ATP « Image du quartier, environnement et cadre de vie Neuhof » en lien avec les partenaires associatifs, les bailleurs et les services (réunions, porte-à-porte et visites de quartiers une fois par mois), et a notamment accompagné l'usine Carambar & Co dans l'organisation d'une 1ère édition d'un Troc aux plantes (1er avril).

La Direction de territoire travaille avec le service Espaces verts et de nature, gestionnaire de la Réserve naturelle nationale Neuhof-Illkirch, pour sensibiliser les habitants riverains aux bons usages (courriers d'informations et de rappel aux bonnes pratiques de gestion).

Actions spécifiques « sécurité et prévention »

La Direction de territoire participe aux temps de coordination partenariaux (Police nationale, CCS, cellule de veille) : remontées de situations, diagnostics partagés, élaboration d'actions partenariales. Elle accompagne le déploiement des mesures de sécurité spécifiques de la soirée de nouvel an mises en place par la DSP (avis, remontées d'informations, suivi des mesures de sécurisation des chantiers, réunion d'information partenaires, courriers

d'information aux riverains), ainsi que la mise en place ou le suivi de médiations spécifiques en lien avec le délégué cohésion sociale de la Police nationale, les associations ou les médiateurs.

7.2. Développement social et urbain

Pilotage de la déclinaison territoriale du Contrat de Ville – QPV Neuhof-Meinau

La Direction de territoire pilote la déclinaison territoriale du Contrat de Ville sur le QPV Neuhof-Meinau, précisée dans la convention territoriale d'application (CAT), dont les projets de renouvellement urbain (PRU) Neuhof et Meinau :

- accompagnement des conseils citoyens Neuhof et Meinau ;
- animation du dispositif de pilotage territorial : mise en place de 4 comités techniques, tenue du 2ème comité de pilotage territorial QPV Neuhof-Meinau en novembre ;
- instruction de l'appel à projet 2017 du Contrat de Ville (96 actions par 36 porteurs de projet ; hors projets transversaux) ; contributions à l'ajustement du dispositif d'instruction de l'appel à projet ;
- accompagnement au montage de projets et à l'élaboration de projets innovants ;
- pilotage et coordination opérationnelle des PRU en cours, dont l'opération RHI Polygone ;
- élaboration de la poursuite des PRU dans le cadre du NPNRU :
  - pilotage du volet territorial des 6 études transversales du protocole ;
  - coordination de l'élaboration partenariale des projets en vue de la convention ANRU ;
  - contribution à l'élaboration des marchés d'AMO urbaniste-conseil et d'OPC ;
  - engagement de la mission d'AMO urbaniste-conseil : études de préfaisabilité, élaboration du plan-guide NPNRU.

Animation du réseau partenarial (Ateliers territoriaux de partenaires)

L'animation du réseau des partenaires locaux passe en premier lieu par l'animation des ATP :

- ATP image du quartier et cadre de vie, Neuhof : sensibilisation au tri des déchets ;
- ATP santé, Neuhof : organisation du Printemps de la santé (avril 2017), co-pilotage avec le service Promotion de la santé et de la personne, actions portées par une douzaine de partenaires ;
- ATP insertion, Neuhof-Meinau : coordination et actions levant les freins à l'emploi ;
- ATP fête du parc, Neuhof-Meinau : organisation 7ème édition de la fête du parc Schulmeister (mai 2017), portée par le Direction de territoire (participation de plus de 40 structures, 2 500 visiteurs) ;
- ATP jeunesse, Neuhof-Meinau : réflexions partenariales autour du pouvoir d'agir des jeunes.

L'animation du réseau local passe également par l'accompagnement du déploiement des initiatives portées par les différents services de la collectivité, dont à titre d'exemple : résidence de l'OPS avec la Direction de la culture, ou la poursuite du projet Sport Citoyen avec la Direction des sports.

Appui au montage de projet et accompagnement des associations

La Direction de territoire accompagne les associations ou porteurs de projet (montage de projet, en lien avec les services thématiques référents), dont à titre d'exemple en 2017 :

- mise en place d'un chantier participatif porté par des habitants avec la JEEP secteur Weeber (réalisation mai 2017) ;

- poursuite de l'accompagnement du développement du projet « Le terrain des possibles » porté par la régie de quartier SCOPROBAT et les JMV (étude action en 2017) ;
- accompagnement de l'élaboration du Forum pour l'emploi des jeunes de la Meinau « Young Job » porté par des jeunes du CSC Meinau
- suivi en lien avec le service Insertion de l'école de la deuxième chance pour la réouverture du restaurant du Baggersee.

La Direction de territoire pilote et coordonne le développement de projets expérimentaux impliquant des partenariats internes/externes, dont notamment :

- pilotage et coordination du projet de création d'une Maison de services au public (MSAP) dans les locaux de La Poste rue de Clermont-Ferrand en partenariat avec la CPAM, la CAF et Pôle emploi (ouverture novembre 2017 ; 2ème MSAP en région urbaine de France) ;
- pilotage et coordination du projet jeunesse Neuhof-Meinau au sein de l'ATP Jeunesse ; accueil de deux volontaires en service civique « ambassadeurs de la parole des jeunes » (fin 2017) ;
- co-pilotage et coordination avec la DDEA du projet d'un projet de plate-forme emploi-formation-insertion dans le bâtiment de la MIDE : concertation partenaires, lancement consultation d'AMO ;
- co-pilotage et coordination avec la DSS d'une mission confiée à une AMO pour le développement social du Polygone à l'issue de la RHI : finalisation de l'étude, restitution, propositions des suites.

7.3. Renouvellement urbain

La direction de territoire pilote et coordonne la mise en œuvre des PRU Neuhof et Meinau. A ce titre, elle assure le suivi et la coordination des plannings et des chantiers, le suivi des engagements conventionnels et de la qualité urbaine et architecturale des opérations, ainsi que le déploiement des mesures d'accompagnement des projets (insertion, relogement, concertation). En 2017, elle a notamment porté les opérations suivantes:

- suivi du marché d'insertion et de qualification professionnelle du square de l'Île-de-France ;
- poursuite des études et concertation du projet de réaménagement de l'avenue de Normandie ;
- coordination du renouvellement urbain du secteur Weeber : opérations de restructuration lourde (32 logements), réhabilitation (144 logements) et démolition (8 logements) de CUS Habitat ;
- pilotage du projet de reconversion de l'ancien Hôpital Lyautey : poursuite des négociations avec les services de l'Etat, études de préfaisabilité avec l'AMO ;
- pilotage de l'opération de résorption de l'habitat insalubre du Polygone (RHI) : suivi des relogements (27 ménages) et opérationnel de la 4ème tranche de travaux, suivi des engagements conventionnels avec l'ANRU et l'ANAH, démarches de GUSP sur les premières tranches (132 logements) en lien avec DOMIAL, recherche de solutions de logement pour les ménages non-inscrits au plan de relogement ;
- suivi du projet de réhabilitation Cité Reuss par CUS Habitat (338 logements) : suivi des études ;
- diverses inaugurations / temps protocolaires : inauguration des locaux de la régie *Meinau Services* (mai) ; pose de la 1ère pierre « Le Jouvence » par OPIDIA (octobre) ; inauguration de la place de l'Ile-de-France (octobre) ; ouverture de la MSAP (novembre) ;

- accueil de délégations, participation aux rencontres nationales de l'ANDASS.

En dehors des secteurs conventionnés avec l'ANRU, la Direction de territoire coordonne ou accompagne également les opérations de renouvellement urbain du secteur du Stockfeld, ouvert par le PLU (projet d'extension de l'Agence européenne EU-Lisa, engagement de la reconversion des moulins Becker, requalification du linéaire de la route d'Altenheim, projet de restructuration du foyer d'ADOMA rue Welsch, petites opérations de logements collectifs-intermédiaires).

7.4. Accompagnement des instances de démocratie locale

Le Conseil de quartier Neuhof est organisé en 4 groupes thématiques principaux : Cadre de vie ; Emploi et solidarité ; Image du quartier ; Politique de la Ville (devenu Conseil citoyen). En 2017, le Conseil de quartier s'est réuni 6 fois en plénière en présence de l'adjointe de quartier et de la Direction de territoire. Ces temps d'échanges ont été complétés de temps de travail ad hoc sur les sujets de travail.

La direction de territoire a notamment accompagné le Conseil de quartier dans son nouveau partenariat avec l'espace culturel Django-Reinhardt et l'organisation des concerts aux fenêtres ou en appartements (en 2017 : dans le jardin de la MIDE, au cœur du secteur Hautefort), et le nouveau groupe thématique « Emploi ».

Le Conseil de quartier Meinau est organisé en 3 groupes thématiques principaux : Place de l'Île-de-France /avenue de Normandie ; Cadre de vie et GUP ; Politique de la ville (devenu Conseil citoyen). Le CQ Meinau a tenu cinq réunions plénières en 2017. Ces temps d'échanges ont été complétés de nombreuses réunions en groupe thématique. La direction de territoire a notamment accompagné le CQ dans les réflexions portées autour du projet de réaménagement de l'avenue de Normandie (avis en avril au stade des études préliminaires).

Le Conseil citoyen du Neuhof a choisi de se mobiliser principalement sur la question de la précarité des habitants et s'est réuni 6 fois. Le Conseil citoyen Meinau a choisi de se mobiliser principalement sur la question du renouvellement urbain et s'est réuni 3 fois. La Direction de territoire a accompagné les Conseils citoyen dans l'organisation de rencontres de membres signataires du Contrat de Ville : rencontre avec la CAF (juin et suivant), rencontre avec CUS-Habitat (juin), rencontre avec les services de Police nationale et municipale (octobre), rencontre avec le Conseil départemental (novembre).

7.5. Démarches de participation citoyenne et de concertation

Au Neuhof, 5 réunions publiques ou ciblées avec des riverains / partenaires ont été organisées par la Direction de territoire :

- réunion d'information sur la mise en service de la salle des fêtes du Manège (février) ;
- réunion de concertation sur le réaménagement de la rue de Schengen (juin) ;
- réunion de concertation sur l'aménagement de la rue des Sapins (juin) ;
- réunion d'information sur le projet de plate-forme emploi-insertion-formation à la MIDE (juillet) ;
- réunion de concertation sur l'aménagement de la liaison des rues Lucius et Greyter (octobre).

A la Meinau, 6 réunions publiques ou ciblées avec des riverains / partenaires identifiés ont été organisées par la Direction de territoire :

- 2ème réunion de concertation sur le projet de réaménagement de l'avenue de Normandie (février) ;

- 2ème réunion de concertation sur le projet de réaménagement des espaces publics du quartier des Oiseaux (février) ; temps de permanences pour l'accueil des riverains (avril 2017) ;
- réunion de concertation en pied d'immeuble sur le projet de réaménagement du tronçon Nord de la rue Schulmeister (mai) ;
- réunion de concertation sur la restructuration du secteur Weeber-Imbs avec CUS Habitat (juin) ;
- 2 réunions de concertation sur site sur l'organisation du stationnement de la rue Livio (octobre).

Une nouvelle phase de concertation habitants et usagers pour l'élaboration de la poursuite des PRU dans le cadre du NPNRU a également été menée en 2017 : rencontres des Conseils en pieds d'immeubles (avril et mai) ; rencontres avec un groupe de jeunes au Neuhof (mai).
Deux visites du Maire ont été organisées en mars au Neuhof et en novembre à la Meinau.

8. Direction de territoire Robertsau-Conseil des Quinze

8.1. Gestion urbaine et sociale de proximité

- volume des demandes : 500 sollicitations/réponses aux habitants.
- actions ou démarches marquantes : Conférence pesticide rencontre habitants/agriculteurs le 27 mars et 2 mai 2017, médiations locataires-bailleurs notamment autour des opérations de réhabilitation (diagnostics en marchant Cité Spach 11 et 12 janvier), accompagnement des problématiques de sécurité en lien avec les habitants et les services (place Arnold, Place Albert 1er, snack de l'Ill), tournées lampadaires ;
- aménagements de proximité significatifs et concertations : aménagements accompagnement consulat de Turquie 20/03/2017, réaménagement du parking à proximité de l'école Pourtalès, réaménagement rue de l'Ill (concertation 23/05/17), réaménagement rue Hechner (concertation 30/03/17), régulation circulation rue du Cdt-Reibel (concertation 3/10), réunion groupe de travail vélo (restitution services 7/06), traversée chemin Goeb/Hornecker, rues Herder/Twinger (concertation 26/04), Pont d'Anvers ;
- divers : rencontres « pied d'immeuble », cellules de veille, CCS (bi-mensuelle), mensuelle DMEPN, préparation des conseils d'école, suivi opérations ponctuelles type foire européenne, foire Saint Jean, EYES, 5 visites d'équipements et de chantiers (centre sportif des DH le 5 avril, opérations immobilières), participation au CTMO des divers projets, réunions de chantier, suivi d'une soixantaine de permis de construire en lien avec la Police du bâtiment, suivi DIA, rétrocessions, évènements protocolaires (inaugurations ou poses première pierre théâtre du Maillon, station Citiz, Pagode).

8.2. Développement social local et Politique de la Ville

Actions contribuant au développement local mises en œuvre dans le cadre d'un ATP ou d'un groupe opérationnel sous l'impulsion de la DT :

- réseau seniors : galettes des aînésX2, semaine bleue, projet INTERREG porté par l'association A2MG (accompagnement du projet social de la futur résidence senior du Conseil des XV, gérée par la Fondation Vincent de Paul), après-midi au château de Pourtalès, ouverture d'une nouvelle permanence associative au 119 rue Boecklin ;
- journée internationale pour le droit des femmes, journée de lutte contre les violences faites aux femmes (Association le Parcours) ;
- écoles :

- école Schwilgué (fête de fin d'année, petits déjeuners pédagogiques, action parentalité (un café avant de rentrer), ouverture d'un espace parents) ;
- école du Conseil des XV : petits déjeuners pédagogiques et séances animées par le service santé du Rectorat ;
- écoles Conseil des XV-Tachbar : projet de partenariat autour d'une signalisation réalisée par les enfants pour sensibiliser les usagers au respect de la place Arnold avec le soutien de l'association Themis ;
- collège Vauban : action Français langue d'intégration auprès de parents de primo-arrivants et projet numérique avec les CEMEA Alsace (2016-2017, dossiers contrat de ville)

- divers : collecte des sapins, Festival de rue Famille en herbe avec le centre Rotterdam (1 000 personnes), pique-nique Cité Spach et Rotterdam ;
- ATP ou groupes opérationnels : groupes de travail thématique des ATPI (commun Spach et Cité de l'Ill : action Femmes porté par Retravailler Alsace, Pôle insertion de l'Escale, résorption de la fracture numérique, accès aux métiers du numérique) ; ATP Santé/seniors commun Spach et Cité de l'Ill, ATP jeunesse (diagnostic en cours) ; ATP parentalité (réunions régulières) ; groupe partenaires lutte contre la radicalisation (Spach) ;
- actions menées dans le cadre de partenariats : fêtes de quartier (Robertsau en fête/CSC Escale, Place Arnold/AVQ), fêtes de la musique (Maison Oberkirch/APF, Ateliers d'Eden), AFA, semaine citoyenne au Collège de la Robertsau, semaine de l'environnement et du développement durable à l'Ecole Européenne, action de prévention « gare aux tiques » ;
- appui au montage de projets ou actions des structures, accompagnement des associations : Amis du cheval, Maison urbaine de santé, projet de jardin partagé secteur Renaissance, projets de fin d'année (décoration du quartier, Saint Nicolas, Cité de l'Ill Illuminée), reprise des petits déjeuners des partenaires Cité de l'Ill ;
- Contrat de Ville : comité technique le 30 juin, comité de pilotage le 17 octobre et deux réunion insertion, emploi et développement économique à la Cité de l'Ill.

8.3. Accompagnement des instances de démocratie locale

Conseils de quartier

• 16 réunions plénières sur les deux Conseils de quartier Robertsau et Conseil des XV, présence ponctuelle du directeur de territoire à la Robertsau et systématique au Conseil des XV, parfois accompagné d'un membre de l'équipe, présence aux plénières ouvertes aux habitants ;

• une dizaine de temps de préparation, d'échange, de calage avec les animateurs Céméa ;

• accompagnement sur plusieurs dossiers portés par les CQ ou les groupes de travail (travail commun ville-CQ Conseil des XV autour du fléchage de l'enveloppe PAVE 2017, implantation arceaux à vélos (en accompagnement de l'extension du stationnement payant) et bancs, opération LANA : 2 réunions avec CQ Robertsau 26 janvier et 5 avril) ;

• Atelier Sommet Citoyen.

Conseils citoyens

• Cité de l'Ill : 6 réunions ;

• Cité Spach : 6 réunions et diagnostics en marchant en janvier et point d'info i-Spach les 12 mai et 29 septembre.

Démarches de participation citoyenne

- Parc naturel urbain communs au Conseil des XV et à la Robertsau : suite de la démarche démarrée en 2015 avec une douzaine de réunions (livre blanc)/balades et temps de préparation ;

- atelier de concertation sur l'avenir de la centralité historique de la Robertsau : 6 réunions, une balade urbaine et temps de préparation avec services et suivi des sous-dossiers.

8.4. Projets spécifiques

Cellule de travail mensuelle transversale avec le service Projets urbains ; réunions bailleurs-habitants Spach ; accompagnement PLU ; extension tram E ; Archipel/Wacken-Europe et sécurisation du Parlement (23 mai et 12 septembre) ; réunions diverses avec associations et/ou acteurs des quartiers : parents d'élèves et CQ / Maison de services école Elémentaire CXV 24 janvier, association Bateaux-logements/raccordement 11 avril, Concorde/Ill-TC, diverses réunions organisées par les adjoints de quartier ; suivi dossiers divers : Apollonia, Lecourbe-Rotterdam et immeuble 44 rue d'Ypres, extension stationnement payant, suivi projet voirie Consulat de Turquie, Lieu d'Europe et parc Villa Kaysersgut, Bar Arcadia/bastion social, commission sécurité Préfecture Port aux pétrolex 12 avril, accompagnement sécurité civile/accueil population ; courses de Strasbourg/la Robertsauvienne.

9. Service de la Police du bâtiment

9.1. Autorisations d'urbanisme

Le nombre de logements autorisés en 2017 s'établit à 1 579 à Strasbourg (en baisse de 1 843 à par rapport à 2016). Plusieurs opérations d'ampleur :

- 155 logements, lotissement Archipel, Strasbourg-Wacken ;
- 66 logements, rue du Rhin-Tortu, Strasbourg-Neuhof ;
- 2 bâtiments de bureaux de 2 858 m² Clestra-Proudred, Strasbourg-Koenigshoffen.

9.2. Etablissements recevant du public (ERP)

Le nombre d'ERP à Strasbourg a continué d'augmenter en 2017 passant de 6 142 à 6 296, mais avec un nombre stable de 58 établissements de 1ère catégorie. Les petits établissements de 5ème catégorie sont en augmentation de 3 % (5 468 contre 5 315) et représentent près de 87 % du total.

Le nombre de 942 ERP soumis aux visites périodiques de la Commission de sécurité a très légèrement baissé en 2017.

Comme les années précédentes, la part des ERP faisant l'objet d'un avis défavorable a connu une diminution. Pour l'année 2017, le nombre d'ERP sous avis défavorable est passé de 187 à 163 (soit -12,8 %).

L'année a également été marquée par une nette diminution du nombre de demandes d'Autorisation de travaux (AT) déposée (-23 %) par rapport à 2016. Néanmoins, il est à noter que le nombre de demandes déposées en 2015 et 2016 était exceptionnellement élevé en raison des échéances réglementaires en matière d'accessibilité aux personnes handicapées. Le nombre de demandes d'AT déposées en 2017 (491) est ainsi comparable à l'année 2014 (457).

Enfin, en 2017, 117 autorisations ont été délivrées dans le cadre de manifestations soumises à la réglementation des ERP (implantation de chapiteaux, salons/foires, utilisations exceptionnelles d'ERP). Ce chiffre est stable par rapport à 2016.

Sur le plan réglementaire, le Règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie (RDDCI) est entré en vigueur par arrêté préfectoral du 15 février. L'objet de ce nouveau règlement est de garantir, en fonction des besoins résultant des risques à prendre en compte, l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours. Il a nécessité

une adaptation des procédures d'instructions des demandes d'AU et d'AT, en lien avec le service de l'Eau et le Service départemental d'incendie et de secours.

10. Service Politique foncière et immobilière

10.1. Acquisitions et cessions

Dans le cadre des projets de la ville, le service a suivi la conclusion de 2 actes d'acquisition et 14 actes de cession. Plusieurs cessions ont été réalisées dans le cadre du plan patrimoine bâti de la ville, piloté par le service Gestion et Inventaire du Patrimoine Bâti à la DCPB mais dont les actes de vente sont suivis par le service, qui suit également la rédaction du cahier des charges et les délibérations de cession.
Dans le cadre de la mise en œuvre de ce plan patrimoine, 4 actes ont été conclus pour un total de recettes de 1,8 M€, notamment l'immeuble 13 quai Saint-Nicolas, pour une recette de 1,1 M€.

10.2. Pilotage des dossiers immobiliers complexes

Les dossiers immobiliers complexes pilotés par le service portent sur des grands ensembles nécessitant pour la plupart des créations de droits de superficies, la mise en œuvre de partenariats avec différents services et une expertise juridique précise en droit immobilier.
La cession de ces biens reste pilotée par le service PFI du fait de la nécessité de garantir la réalisation d'un projet de dimension urbaine à l'aune d'une place, d'un secteur, d'un quartier.
En 2017, CUS-Habitat et l'ABRAPA occupaient des terrains de la ville dans le cadre de baux emphytéotiques ordinaires et pour lesquels une procédure de « confusion des droits » a été appliquée, à savoir l'acquisition par le preneur de la valeur des droits de la ville. En l'état, cette procédure a été mise en œuvre dans le cadre du projet d'entrée de quartier de Koenigshoffen (Porte des Romains) avec CUS Habitat – Chemin long pour la recette de 0,87 M€ ou pour l'ABRAPA rue du Docteur-Nessmann pour la somme de 1,7 M€.
En 2017, les négociations, entre autres :

- se sont poursuivies, sur le site de l'ancien Hôtel de Police, avec le groupe Vinci Immobilier Développement Hôtelier;
- ont abouti pour la cession du Monoprix Kléber;
- ont été lancées pour la vente des lots de copropriété des parkings P1/P2 des Halles.

A également été menée une démarche globale, en partenariat avec la mission Domanialité publique, relative au site du CREPS à Strasbourg, à la jonction des quartiers de Koenisghoffen et de la Montagne Verte dans le Parc naturel urbain Ill/Bruche.

10.3. Stratégie foncière

Gestion du non bâti

La ville a un portefeuille foncier de 311 ha, qui relève de la domanialité privée. Ces terrains sont pour la plupart mutables et demandent à être gérés dans une phase intermédiaire avant réaffectation au service des politiques publiques de la collectivité. La plupart de ces terrains sont mis en location. Aussi en 2017, 429 conventions ont été conclues pour la ville.
Le service gère également le foncier non bâti de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame et des autres Fondations administrées par la ville de Strasbourg.
Le nombre total de contrats s'élève à 441.

Le département gestion du non bâti participe à la politique agricole de la collectivité, avec la dynamique de mise en place avec les différents acteurs internes ou externes de baux à ferme incluant des contraintes ou pratiques respectueuses de l'environnement. Ce travail est transversal avec la Mission agriculture périurbaine.

Plan patrimoine foncier
Le parc foncier de la ville concerne majoritairement des zones naturelles et agricoles, mais également des fonciers mobilisables à court, moyen et long terme dans une proportion 62 % / 38 %.
L'élaboration d'un plan patrimoine permettant de connaître l'état du foncier et de préparer une démarche de cession s'est imposée dans le but de :

- mobiliser du foncier au service des diverses politiques publiques à arbitrer :
  - habitat (reconstitution de l'offre des bailleurs au titre du NPNRU, Habitat participatif) ;
  - terrains mobilisables au titre des compensations environnementales ;
  - activités économiques ;
  - équipements d'intérêt collectif.
- pouvoir céder des terrains ne présentant pas d'enjeux dans l'objectif de générer des recettes ;
- assurer une gestion performante du non-bâti en revalorisant les conventions existantes et futures.

11. Service Projets urbains

11.1. Parc naturel urbain

Des rapprochements avec les Parcs naturels régionaux et avec le Laboratoire InSitu Lab du pôle de design du Lycée le Corbusier d'Illkirch-Graffenstadden ont été effectués en 2017.
PNU Ill-Bruche

- la 3ème édition des journées « PNU en fête » du 12 au 14 mai avec une trentaine de partenaires ;
- le développement de la Maison du PNU à la Tour du Schloessel : mise à disposition des salles de réunion en fonctionnement collaboratif, initiation d'un « Café associatif », animations « Journées du patrimoine » ;
- un bilan évaluatif de la Charte du PNU 2013-2016 ;
- 2 week-ends de chantiers participatifs aux « Folies du Muhlbach » avec Haies Vives d'Alsace pour entretenir et renouveler les installations végétales expérimentales ;
- le démarrage d'un atelier pour intégrer une nouvelle école rue Jean-Mentelin ;
- la poursuite de l'atelier «Ensemble pour le renouveau du square Appert», l'engagement d'un partenariat avec l'école des Romains et des chantiers participatifs portés par l'association Horizome en collaboration avec les autres partenaires dont l'association Parenchantement.

PNU Nord
L'extension du PNU sur les secteurs Robertsau et Conseil des Quinze a été engagée en mai 2015, sous la forme d'un atelier de projet. Après la phase de diagnostic, l'atelier a conçu et rédigé en 2017 un Livre blanc. 4 balades redécouverte ont eu lieu (Muhlwasser et Aubépine, de la cité des Chasseurs au Fuchs am Buckel, Cité Ungemach, Tivoli et Wacken, Boecklin-tram et centralité). La conception du Livre blanc s'est appuyée sur 6 séances de travail avec une équipe d'animateurs et notamment une enquête et un temps de forum ouvert au Pavillon Joséphine le 2 février 2017.

11.2. Conception urbaine et coordination territoriale

Etudes d'orientation, émergence de projets, coordination urbaine

- **Meinau-Krimmeri:** réalisation d'une étude urbaine intégrant le projet de nouveau groupe scolaire, l'évolution du stade de la Meinau, les poches de stationnement existantes et les espaces publics (orientations urbaines et tests de capacité) ;
- **Légion étrangère :** réalisation d'une étude de capacité afin d'étudier la possible mutation du site vers du logement ;
- **projet de territoire Robertsau** : travail en lien avec la direction de territoire permettant une veille sur le quartier, notamment en cartographiant l'ensemble des projets immobiliers en cours et en analysant les projets privés avec la Police du bâtiment pour garantir une insertion urbaine et paysagère cohérente, et avec la DMEPN pour les travaux sur l'espace public ;
- **projet de territoire Koenigshoffen :** poursuite du travail avec un focus sur le secteur au sud de la route des Romains dit « les terrasses de Koenigshoffen ». Ce site est en cours de mutation et plusieurs projets cohabitent, l'objectif est de mettre en place un plan guide et une méthode pour faire ressortir une cohérence urbaine de territoire ;
- **projet de territoire Poteries/Hohberg :** poursuite de la démarche de projet de territoire ayant abouti à la production d'un diagnostic et à la proposition de pistes d'actions validées en Copil de mai 2016, notamment via l'étude du renforcement du pôle multimodal Mitterrand en complétant l'offre bus et en agrandissant le P+R ;
- **nouvelle école à Koenigshoffen :** suite au travail réalisé en 2016 pour identifier un site d'implantation pour le nouveau groupe scolaire, le service a réalisé un diagnostic urbain et un plan guide pour l'aménagement du site choisi, incluant l'école, les aménagements d'espaces publics et les espaces de renaturation. De plus, dans le cadre du PNU, un travail de concertation a été lancé, le service a accompagné la direction de territoire dans le pilotage et l'animation de ces temps de concertation ;
- **site Gruber :** parc d'activités au cœur du quartier de Koenigshoffen, ce site présente des friches mais également un dynamisme économique intéressant (artisanat, art, ESS, jeunes entreprises). Le service a affiné les études et accompagné la DDEA à monter un projet économique avec les acteurs du site ;
- **pôle de service public de Koenigshoffen** : à la demande de la direction de territoire, le service a réalisé une étude comparative de différents sites pour l'implantation d'un pôle de service public dans le quartier de Koenigshoffen. Ce travail a permis de valider un lieu. Le travail sera poursuivi par la suite par la direction de territoire et la DCPB ;
- **Ganzau :** réalisation d'un diagnostic urbain et paysager sur le secteur des grands moulins de la Ganzau dans l'optique d'une évolution urbaine du site (friche industrielle depuis l'automne 2017).

11.3. Aménagement opérationnel

Pilotage de projets urbains

- **Manufacture :**
  - poursuite du travail du Comité technique Patrimoine regroupant l'ensemble des maîtrises d'ouvrage dont l'Unistra-Mission campus, l'architecte conseil de la SERS et les services de la DRAC, afin d'assurer la coordination architecturale et la cohérence patrimoniale de l'ensemble du projet ;
  - désignation du lauréat pour le projet G2EI et élaboration de l'APS ;

- élaboration du préprogramme du projet de redéploiement partiel de la HEAR à la Manufacture et arbitrage sur le scénario préférentiel ;
- analyse des projets reçus dans l'appel à manifestation d'intérêt, audition et sélection des candidats retenus (LAB, SEMIA, ACCRO) ;
- élaboration de l'APS de l'Hostel ;
- lancement du Comité technique des usages, définition de la Charte des extérieurs et désignation de la MOE de la cour ;
- poursuite du montage opérationnel et du pilotage de l'ensemble des intervenants.

- **Porte des Romains :** une étude paysagère a été menée afin de déterminer une charte qui guidera l'aménagement futur de l'ensemble du secteur. La consultation pour l'aménagement et la construction de l'îlot A a permis de retenir un groupement constitué de Pierres et Territoires, Opidia et Habitation Moderne pour la réalisation de 109 logements.

Coordination et interface avec les différents opérateurs en charge des projets

- **Halles :** suivi des discussions relatives à la possibilité d'implantation d'un cinéma dans le cadre du projet de requalification urbaine ; participation au travail conduit pour le transfert de la gare routière ;
- **place de Haguenau et Maison du bâtiment :** suivi de la phase opérationnelle des projets des promoteurs jusqu'au démarrage des travaux (plans d'installation de chantiers, conventions d'occupation des domaines publics, information des riverains, mise en place de mesures destinées à réduire l'impact du chantier) ;
- **quartier de la Brasserie-Houblonnière :** poursuite du suivi opérationnel du programme porté par Bouygues Immobilier, suivi du projet de réaménagement de la route d'Oberhausbergen, instruction et délivrance des autorisations d'urbanisme modificatives.

Pilotage et suivi administratif des zones d'aménagement concédées en lien avec les aménageurs

Vérification et validation des comptes rendus financiers annuels (CRF) pour les opérations concédées en lien avec les concessionnaires et les chefs de projets : ZAC Danube, ZAC Etoile, opération Hautepierre-ZAC Poteries, ZAC Deux Rives, et opération de renouvellement urbain du Polygone.

DIRECTION MOBILITE, ESPACES PUBLICS ET NATURELS

La DEPN et la DMT ont fusionné en 2017 pour former la Direction Mobilité, Espaces Publics et Naturels.
Ce rapprochement a permis d'accroître la synergie entre les services de deux directions aux métiers relativement proches, en améliorant l'articulation entre les réflexions stratégiques et les actions opérationnelles d'aménagement de l'espace public.
D'un point de vue organisationnel, les services se sont structurés autour de 3 pôles de compétence : le pôle mobilité, le pôle support et programmation et le pôle aménagement et infrastructures durables, coordonnés pour chacun d'eux par un adjoint au directeur.

1. Service aménagement de l'espace public

1.1. Bourse Esplanade Krutenau

Quai des Bateliers (délibéré 1 200 000 € TTC)
Rénovation complète de l'éclairage public, suppression de l'encorbellement et création de pontons flottants.

1.2. Centre

Aménagement des abords du Tribunal (délibéré 245 000 € TTC)
Réaménagement des abords du Tribunal de grande Instance de Strasbourg et des rues périphériques. Le projet a permis de créer un parvis au bâtiment rénové, de requalifier les tronçons adjacents des rues Grauman et du Fossé des Treize. Rénovation de l'éclairage en lien avec le réaménagement.
Rue des Juifs (délibéré 190 000 € TTC toutes tranches confondues)
Rénovation de l'éclairage en lien avec le réaménagement complet de la voirie en zone de rencontre (entre les rues du Dôme et du Tonnelet Rouge).

1.3. Neudorf

Grand Couronné (délibéré 140 000 € pour l'éclairage et les espaces verts et 100 000 € pour l'aire de jeux)
Rénovation de l'éclairage en lien avec le réaménagement complet de la voirie et création d'une voie (entre l'avenue de Colmar et la rue des Châtaigniers). Création d'une aire de jeux.
Square du Ballon (délibéré 130 000 € TTC)
Création d'un jardin participatif.
JF Guynemer (délibéré 500 000 € TTC)
Création de 15 jardins familiaux d'un Potager Urbain Collectif (PUC) de 8 lots et d'un espace de renaturation.

1.4. Robertsau

Consulat Turquie (délibéré 250 000 € TTC toutes tranches confondues)
Rénovation de l'éclairage en lien avec le réaménagement complet des rues aux abords du nouveau consulat de Turquie.

1.5. Neuhof

Rue de Schengen (délibéré 80 000 € TTC)

Mise en place d'un éclairage public et réalisation d'espaces verts en accompagnement des travaux de voirie.
Rues Edouard Pinot et Roland Garros (délibéré 50 000 € TTC)
Mise en place d'un éclairage public et réalisation d'espaces verts en accompagnement des travaux de voirie.

1.6. Meinau

Place de l'Ile de France et rues alentours (délibéré 1 390 000 € TTC)
Le projet de rénovation urbaine engagé sur le quartier vise à créer des espaces publics plus agréables à vivre. Le poumon vert central de la place a été réaménagé pour proposer des espaces de repos, de rencontres, et augmenter qualitativement et quantitativement l'offre en jeux d'enfants. La rénovation de l'éclairage public de la place et des rues alentours a accompagné les travaux de voirie et contribué à l'amélioration du cadre de vie des habitants du quartier.
Rue Staedel (délibéré 200 000 € TTC)
Rénovation de l'éclairage public de la rue.

1.7. Cronenbourg – Hautepierre – Poteries - Hohberg

Rues du Bellay, François Villon et Rabelais (délibéré 175 000 € TTC)
Mise en place d'un éclairage public et réalisation d'espaces verts en accompagnement des travaux de voirie.
Rue Paul Claudel (délibéré 250 000 € TTC)
Mise en place d'un éclairage public et réalisation d'espaces verts en accompagnement des travaux de voirie.
Rues du Marché Gare, Jean-Jacques Kristler et de la Villette (délibéré 450 000 € TTC)
Mise en place d'un éclairage public en accompagnement des travaux de voirie.
Rue Jacob et place Mathieu Zell (délibéré 920 000 € TTC)
Mise en place d'un éclairage public et réalisation d'espaces verts en accompagnement des travaux de voirie.
Parc Saint-Sauveur (délibéré 150 000 € TTC)
Réaménagement des limites et des cheminements du parc, en lien avec la création de l'éco-quartier des Brasseries.
Mail Martine Bertereau (délibéré 150 000 € TTC)
Réaménagement partiel du mail Martine Bertereau afin de créer un espace de convivialité davantage végétalisé et une liaison piétonne entre l'arrêt BHNS et le nord du quartier.

1.8. Koenigshoffen - Montagne Verte - Elsau

Rue Mélina Mercouri (délibéré 90 000 € TTC)
Mise en place d'un éclairage public et réalisation d'espaces verts en accompagnement des travaux de voirie.

2. Service des espaces verts et de nature

Ce service assure l'entretien, la gestion et la restauration d'un patrimoine végétal et naturel très disparate :

- 441 ha d'espaces verts publics de la ville de Strasbourg (hors logeurs sociaux, terrains de sports, cimetières) comprenant 116 ha de grands parcs, 30 km de berges aménagées, 121 places de jeux ;

- 4 865 jardins familiaux gérés en régie et par l'intermédiaire d'associations ;
- 85 000 arbres, dont 30 000 dans les seuls parcs et espaces verts publics de Strasbourg ;
- 2 Réserves Naturelles Nationales, sur l'Ile du Rohrschollen et dans la forêt de Neuhof-Illkirch, ainsi que la forêt péri-urbaine de la Robertsau en cours de classement ;
- 4 forêts de production de plaine d'Alsace (*Herrenwald*), de moyenne montagne (*Oedenwald et Elmerforst*) et de montagne (*Hohwald*).

La procédure de classement en réserve naturelle nationale des forêts alluviales de la Robertsau et de La Wantzenau a repris en 2017 avec un avis d'opportunité du Conseil national de protection de la nature ouvrant la voie à une enquête publique sur le classement, son périmètre et règlement associé.
En croissance régulière, Strasbourg compte en 2017 32 jardins partagés dont l'animation et la gestion sont assurées par les associations, et 77 potagers urbains collectifs.

3. Service des voies publiques

3.1. Eclairage Public

Au 31 décembre 2017, le département éclairage public de la ville de Strasbourg gère un parc d'éclairage public de 824km de réseaux, 28 000 supports et 30 000 luminaires. Ce parc tend à augmenter avec l'évolution de la ville.

3.2. Plan lumière

Plan lumière cathédrale : faisant suite à sa mise en service en 2016, la mise en lumière de la Cathédrale Notre Dame de Strasbourg, opération phare du plan lumière, a été distinguée à huit reprises par des distinctions d'envergure nationales et internationales.
Une campagne de communication mettant en avant le projet a été réalisée en décembre 2017.
Illuminations des grues Malraux: le chantier de remise en état des illuminations des grues Malraux a été mené pendant les mois d'octobre à décembre 2017. Ces illuminations ont été remises en service lors d'un événement inaugural le 8 décembre 2017.
Charte ANPCEN : Continuation des actions en faveur de la préservation du ciel et de l'environnement nocturne
Après la signature en octobre 2015 de la charte de l'ANPCEN, les principales actions mises en œuvre en 2017 ont été :

- la continuation du programme d'économie d'énergie : l'objectif de la ville est, par référence à l'année 2010, de réduire la consommation d'énergie électrique de 20% à l'horizon 2020. Les opérations les plus efficientes ont été réalisées sur un parc économe par construction et ont permis d'économiser plus de 3 GWh en 6 ans (bilan sur factures électriques 2010-2016) ;
- la mise en place de marchés de fourniture pour l'achat de luminaires en technologie LED, luminaires garantie 10 ans à haute valeur environnementale avec une très faible pollution lumineuse, en température de couleur blanc chaud, équipé de ballasts électroniques avec réduction de puissance en milieu de nuit ;
- la généralisation des certificats d'économie d'énergie pour les opérations d'éclairage public réalisés par les services voies publiques et aménagement espaces publics ;
- la participation au concours Villes et Villages étoilés 2017 organisé par l'ANPCEN ;
- la mise en place pour tests de systèmes de détection de présence sur les nouveaux luminaires d'éclairage des rues Saint Dié/Belfort avec envoi de questionnaires aux riverains ;

- formation d'un agent sur l'impact de la pollution lumineuse sur la biodiversité, formation donnée par l'association française de l'éclairage et par le muséum d'histoire naturelle.

3.3. Programme d'économie d'énergie

- le programme d'économie d'énergie 2017 a porté sur le remplacement de luminaires de moyenne génération par des luminaires de technologie LED (via le marché de fourniture) et l'installation de systèmes de bi puissance en heures creuses ;
- le département éclairage public s'est engagé dans une démarche de certification Iso 50 001 sur la maîtrise de l'énergie ;
- en utilisant majoritairement des éclairages en technologie LED pour les rénovations 2017 d'éclairage public, l'objectif d'économie d'énergie à périmètre constant a été dépassé (40%) et l'objectif de maintien du nombre de points lumineux est atteint.

3.4. Investissement sur le parc d'éclairage public

Le budget d'investissement 2017 a porté sur les principaux postes :

- le remplacement de luminaires vétustes ;
- le renouvellement de luminaires et la pose de système de détection sur un îlot test au Neudorf ;
- le remplacement de mâts suite au contrôle mécanique dans le quartier de la Roberstau.

3.5. Illuminations de Noël

- pose de la porte du Christkindelemärik place Broglie ;
- illumination de plus de 250 rues, squares et places au centre-ville et dans les quartiers ;
- pose de décorations 100% Led sur 450 arbres, sur 190 mâts d'éclairage ;
- renforcement des décorations de Noël sur le secteur Saint Etienne, marché Gayot, terrasse palais du Rohan et place du marché aux poissons ;

3.6. Exploitation

- plus de 6 000 ampoules remplacées en 2017 de manière préventive afin d'assurer le bon fonctionnement de l'éclairage ;
- environ 1 500 plaintes traitées ;
- 1 000 ouvrages testés par contrôle mécanique de stabilité avec environ 5% de supports non conformes et remplacés ;
- 200 contrôles réglementaires d'armoires.

3.7. Cartographie

- acquisition d'un nouvel outil de GMAO (gestion de maintenance assisté par ordinateur) ;
- réponse à 8 624 DT/DICT pour l'année 2017.

4. Service stratégie et gestion du stationnement

Réforme du stationnement payant sur voirie entrant en vigueur le 1er janvier 2018 :

- la procédure de délégation de service public, lancée en novembre 2016, s'est poursuivie en 2017, avec la phase de recueil des offres, de négociations puis de proposition du nouveau délégataire et du contrat lors du conseil de septembre 2017 ;

- une période de préparation de la réforme, entrée en vigueur dès le 1er janvier 2018 à Strasbourg, s'en est suivie au cours du dernier trimestre 2017 ;
- les missions confiées au délégataire, pour une durée de sept ans, incluent désormais, en plus de la gestion du service (horodateurs), la surveillance et le contrôle du périmètre payant, ainsi que la gestion de la phase des recours de premier niveau par les usagers. Un certain nombre d'investissements sont pris en charge par l'exploitant : mise à jour technique des horodateurs, outils informatiques pour le contrôle, observatoire du stationnement, etc. ;
- la nouvelle grille tarifaire sur voirie, intégrant les nouvelles durées de stationnement et le montant du Forfait de post-stationnement (FPS), a été adoptée par le Conseil de septembre 2017.

Extension du périmètre du stationnement payant

Les extensions décidées fin 2016 : 2 730 places supplémentaires à l'Esplanade et à l'Orangerie, ont été mises en œuvre le 1er juillet 2017.

Dématérialisation des modes de paiements

La dématérialisation des titres de stationnement résidents a été mise en place à compter de mai 2017, suite à l'adaptation du logiciel informatique de gestion des résidents (RESID).

Gestion des résidents

- suivi des formalités administratives pour les 12 000 dossiers résidents actifs et vente des forfaits en ligne ou au guichet du centre administratif ;
- mise en place d'un système de substitution dans le cadre de l'interdiction du stationnement au centre-ville pendant la période du marché de Noël.

Modernisation et rénovation des parkings des Halles

- la procédure de consultation pour la mise en vente des parkings P1 et P2 a démarré au dernier trimestre 2017 ;
- le parking P3 fera l'objet d'une gestion transitoire par marché public, dans l'attente de la désignation d'un nouvel exploitant dans le cadre d'un contrat permettant la mise à sa charge des travaux lourds de rénovation et d'embellissement.

Schémas d'accessibilité programmée : AD'AP

Poursuite des travaux engagés dans les parkings par les délégataires.

DIRECTION DE LA CONSTRUCTION ET DU PATRIMOINE BATI

1. Le service Ressources et administration générale

Le service Ressources et Administration Générale de la Direction de la Construction et du Patrimoine Bâti (DCPB) regroupe 3 départements et une cellule recettes d'investissement.

1.1. Le département affaires générales et ressources humaines (AGRH)

Sa mission est d'accompagner les agents et la hiérarchie sur les différents volets RH et d'apporter une aide aux réflexions organisationnelles de la Direction.

1.2. Le département budget et comptabilité (DBC)

Ses principales missions sont :

- d'assurer la gestion financière et administrative des marchés ;
- d'établir les mandats de paiement en lien avec le service de la comptabilité centrale ;
- d'élaborer la programmation budgétaire en étroite collaboration avec les services concernés ;
- d'établir les documents budgétaires (programme pluriannuel d'investissement, budgets primitif et supplémentaire, décision modificative) en lien avec la direction des finances et les directions thématiques.

1.3. Le département marchés publics (DMP)

Ses missions sont :

- de gérer les procédures de consultations formalisées et adaptées qui sont nécessaires à l'exécution des projets pilotés par la Direction (rédaction, attribution et notification des marchés) ;
- d'accompagner les chefs de projets dans la gestion de leurs procédures de passation et de suivi des marchés ;
- d'assurer le suivi des marchés par l'établissement et la notification d'actes d'exécution (avenants, déclarations de sous-traitance, suivi des marchés fractionnés) ;
- d'assurer une veille juridique en coordination avec le service des Achats et de la Commande publique.

1.4. La cellule recettes d'investissement

Ses missions sont :

- de piloter les recettes d'investissement de la collectivité ;
- de gérer et suivre le processus opérationnel d'investissement pour les projets dont les crédits sont délégués à la DCPB.

2. Le service gestion et inventaire du patrimoine bâti (GIPB)

Ce service patrimonial a pour missions principales :

- la gestion locative du patrimoine privé et public de la ville ;
- l'optimisation de l'usage de ce patrimoine en suscitant des mutualisations ;
- la maîtrise des coûts de fonctionnement ;
- l'administration de la base de données patrimoniales ;
- le développement d'une vision stratégique à moyen et long terme par la mise en œuvre des schémas directeurs immobiliers ;
- la recherche de sites ;

- le pilotage du mandat de gestion du patrimoine privé et le contrôle sur le prestataire ;
- la définition, le suivi et la mise en œuvre des plans patrimoine de la ville.

2.1. Le département Gestion du patrimoine

Ce département a en charge la gestion du patrimoine immobilier à usage public et privé de l'Eurométropole et de la ville de Strasbourg, hors patrimoine thématique.
Il est le correspondant privilégié des occupants pour les relations courantes. Il assure la gestion administrative, juridique et fiscale des baux et conventions d'occupation ainsi que l'entretien des biens relevant de la pleine propriété ou de copropriétés.

2.2. Le département inventaire et valorisation du patrimoine

Ce département s'articule autour des 3 missions suivantes :

- la base de données patrimoniales. Cette mission porte sur l'administration et l'adaptation de la base de données patrimoniales répondant aux divers besoins liés à la gestion immobilière et au suivi des travaux du patrimoine de la collectivité ;
- le suivi et la mise en œuvre du plan de cession du patrimoine. La cellule plan patrimoine a pour mission de :
  - préparer, piloter et exécuter les plans patrimoine bâti de la ville de Strasbourg ;
  - développer une vision stratégique du patrimoine à moyen et long terme en contribuant à la mise en œuvre des schémas directeurs immobiliers ;
  - présenter les propositions de cession d'actifs immobiliers.
- le suivi des mandats de gestion locative et de maîtrise d'ouvrage déléguée des travaux du patrimoine privé de la ville et de l'Eurométropole.

Patrimoine en 2017	**Ville**
Nombre total bâtiments	348
Surface m²	76 000
Recettes Loyers annuels	1 922 000 €
Dépenses travaux	1 170 000 €

3. Le service maintenance bâtiment (SMB)

Les missions du service Maintenance bâtiment sont :

- la maintenance du patrimoine bâti ;
- la sécurité du Patrimoine bâti ;
- l'optimisation de la gestion des équipements énergétiques ;
- la conception et gestion des marchés transversaux ;
- l'astreinte 24h/24 et 365 jours /365 ;
- la logistique « fluides » des animations et festivités (sonorisations, branchements).

La maintenance technique

Bilan global : 10 562 interventions pour un montant de 11,164 M€ TTC.

4. Les services opérationnels de la construction (SOC)

4.1. Pour le service des constructions enfance, éducation et sports

Plusieurs équipements neufs ont été livrés en 2017.
Le nouveau centre sportif des droits de l'homme : avec deux salles (multisports et danse), l'équipement répond aux besoins scolaires de l'école européenne et aux besoins associatifs du quartier.
Vestiaires de la canardière : de nouveaux vestiaires viennent compléter le stade de football
Ecole maternelle Canardière. L'école maternelle de la Canardière est agrandie d'un bâtiment en bois permettant de créer les espaces manquants à l'école.
Le chantier de création du théâtre du Maillon a commencé. La construction du bâtiment universitaire PAPS-PCI a redémarré.
Le programme de création de l'Ile des sports s'achève.

La ville poursuit son investissement sur les équipements scolaires :

- mise en sûreté avec la réalisation de plusieurs clôtures ;
- lancement du programme de mise en œuvre d'une alarme anti-attentat ;
- poursuite des restructurations lourdes (école élémentaire Louvois, groupe scolaire Gustave Doré, groupe scolaire du Hohberg, école maternelle Vauban) ;
- réalisation de locaux permettant d'accueillir le nombre grandissant d'enfants (anciens bains de Cronenbourg, groupe scolaire Erckmann-Chatrian) ;
- poursuite de la création de restaurants scolaires avec notamment l'opération de construction d'un restaurant en VEFA au groupe scolaire Marcelle Cahn.

4.2. Pour le service des constructions culturelles, sociales et administratives

Plusieurs équipements rénovés et mis aux normes ont été livrés en 2017 :

- le Molodoï rénové et mis en sécurité ;
- le CMS du Neudorf mis en accessibilité.

Deux chantiers importants ont été engagés :

- restructuration de la mini-ferme de l'Orangerie avec création d'espaces pédagogiques d'accompagnement ;
- restauration des toitures de l'Hôtel de ville et de la Cour Conrad.

Plusieurs réalisations ont permis la mise en accessibilité de deux centres socio-culturels : Hautepierre et Eveil Meinau.

5. Le service ingénierie de la construction (SIC)

Le service Ingénierie de la construction a pour mission :

- de réaliser des études de faisabilité et de programmation ;
- d'assurer les expertises des études réalisées en maîtrise d'œuvre externe ;
- de réaliser des études en maîtrise d'œuvre interne ;
- de garantir la transversalité dans les approches techniques, économiques, fonctionnelles et environnementales des projets suivis par les trois services opérationnels ;
- de développer des méthodes et protocoles internes;
- de mettre à jour au fil des opérations les plans des bâtiments du patrimoine de la ville et de l'Eurométropole ;
- d'élaborer la stratégie et les objectifs dans le cadre du Plan climat pour le patrimoine bâti ;
- d'effectuer ponctuellement des diagnostics techniques patrimoniaux, des audits énergétiques, des conseils et expertises divers.

Délégation sécurité, prévention et sports

La Délégation Sécurité Prévention et Sports est composée de plusieurs directions et services :

- la Direction de la Police Municipale et du Stationnement ;
- la Direction de la Réglementation Urbaine ;
- la Direction des Sports ;
- la mission sécurité civile ;
- le service Prévention Urbaine ;
- le SIRAC ;
- les services administration générale / ressources.

La Délégation participe au maintien de la tranquillité, à la prévention de la délinquance et à la lutte contre l'insécurité routière.
Dans le cadre de l'état d'urgence, elle a été très fortement mobilisée pour la sécurisation des évènements et manifestations se déroulant sur le territoire de la ville.
Elle participe également à l'animation de la ville à travers les nombreuses autorisations d'occupation du domaine public qu'elle délivre comme les terrasses, les divers étalages, et par les évènements qu'elle organise tels les marchés, les brocantes et Strasbourg Capitale de Noël. Ainsi, pour l'année 2017, près de 1 800 manifestations de toutes natures ont été organisées sur la voie publique.

La Direction des Sports a pour mission de développer les animations sportives et de loisirs, d'assurer la gestion des ressources et du patrimoine sportif, d'assister les territoires et de soutenir les manifestations sportives, et de mettre en œuvre d'une façon générale la politique sportive de la ville.
Cette direction, notamment le service Patrimoine Sportif, a été particulièrement sollicitée pour la sécurisation de l'ensemble des manifestations de grande ampleur et notamment pour la pose de barriérages.

SERVICE PREVENTION URBAINE ET CONTRAT INTERCOMMUNAL DE PREVENTION ET DE SECURITE DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Pilier opérationnel de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance, le service Prévention urbaine est au cœur du dispositif partenarial dans les domaines de la prévention de la délinquance et de la tranquillité publique sur le ressort de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg. Son chef est également coordonnateur du contrat intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance et de la radicalisation.
Le dispositif conserve un volet très opérationnel dans le but de partager les problématiques rencontrées sur les territoires et apporter des réponses concrètes et adaptées.

1. Service Prévention urbaine

1.1. Cellule Informations & statistiques

Elle veille à la centralisation et à l'analyse des données en provenance des services et des partenaires membres de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance (Police nationale, Gendarmerie, Education nationale, bailleurs, transporteurs). Elle assure également un rôle de relai auprès des acteurs compétents dans le cadre du suivi des signalements et problématiques en lien avec la sécurité et la tranquillité publiques.
La cellule veille ainsi au suivi d'outils spécifiques :

- courriers de doléances de riverains : 105 correspondances émanant de particuliers, d'associations, de professionnels ou de collectifs citoyens (volume stable par rapport à 2016). Elle apporte ponctuellement un appui aux directions de territoire sur des courriers arrivant directement chez les adjoints de quartiers ;
- pétitions : 7 signataires concernant l'occupation illicite d'une maison désaffectée à Schiltigheim et 28 signataires dénonçant des nuisances sonores nocturnes place Pétrarque à Hautepierre) ;
- comptes rendus d'incidents (CRI) : 449 CRI réceptionnés en 2017 (+ 28 % par rapport à 2016). Les atteintes aux agents sont en augmentation par rapport à 2016 avec 152 faits contre 128 en 2016 (+ 19 %) ;
- fiches mensuelles ambiance quartier.

Elle anime des instances de coordination :

- Cellule coordination sécurité Strasbourg (CCS) : en moyenne 20 réunions par an, associant la Préfecture, la Police nationale, l'Education nationale, les bailleurs, la C.T.S. et les directions et services;
- réunions thématiques spécifiques (quartiers, conseils citoyens).

Enfin, elle pilote la mise en place du dispositif spécifique pour la nuit de la Saint-Sylvestre (réunions de coordination des acteurs, physionomie de la délinquance, outils cartographiques, éléments de prévention situationnelle, accompagnement des animations de fin d'année, élaboration du livret de synthèse).

1.2. Département Interventions opérationnelles

Il est en charge du Centre de vidéoprotection (CSV).
Le CSV est intervenu en 2017 pour :

- 6 586 transferts d'images en direct ;
- 702 signalements ;

- 2 688 visionnages ;
- 641 réquisitions d'images par la Police/Gendarmerie nationale.

Le contexte national, comme en 2016, a nécessité une forte mobilisation des agents, en particulier lors de la Grande Braderie ou du Marché de Noël.
Le Comité d'éthique vidéoprotection se réunit semestriellement.
Le département apporte son expertise en termes de vidéoprotection et de télésurveillance aux communes, aux partenaires et aux services de la collectivité.
Par ailleurs, il assure la gestion et le suivi de la télésurveillance pour près de 400 sites. Le CSV a été sollicité en 2017 pour :

- 3 395 remontées d'alarmes ;
- 915 recours à une société de gardiennage pour effectuer une levée de doute ;
- 164 appels à la PMS pour effectuer une levée de doute.

Par ailleurs, le service réceptionne les alertes en cas d'appui sur un bouton anti-agression par un agent (122 boutons reliés en 2017) et initie le déplacement des équipes de la Police municipale pour des levées de doute et intervention si besoin.

1.3. Département Prévention situationnelle

Créé en 2013, il intègre l'ensemble des missions de prévention situationnelle :

- établissement d'études et démarches générales concernant des écoles et des établissements de petite enfance : actualisation de fiches réflexes, participation, suivi et analyse d'exercices de confinement, préconisations d'affichages. Ces demandes d'interventions et de suivis spécifiques sont en hausse, notamment en lien avec le risque terroriste ;
- établissement de diagnostics de sécurité, réalisés en amont de tout risque de survenue d'actes malveillants à l'encontre des agents et biens matériels (bâtiments, espace public de la collectivité) :
  - des audits sur équipements existants : 20 diagnostics particuliers ou thématiques en 2017 (mairies de quartiers, établissements scolaires et de petite enfance) ;
  - des avis sur les projets présentés en Comités Techniques Maîtrise d'Ouvrage (CTMO) : participation à 9 réunions de travail et établissement de 19 fiches d'instruction (avis sur cahiers des charges et projets) ;
  - des avis dans le cadre des sous-commissions relatives aux Etudes de Sûreté et de Sécurité Publique (ESSP - instruction préfectorale) : participation à 10 réunions de la sous-commission départementale de sécurité publique.
- mise en œuvre de mesures visant à rétablir, après commissions d'actes malveillants, la sécurité des personnels et du public, ainsi que la sûreté des installations de la collectivité ;
- veille concernant les occupations illicites de l'espace public ;
- renforcement de l'information des élus et recueil des problématiques en termes de sécurité et de tranquillité publiques;
- mise en œuvre du dispositif de sécurisation des manifestations en lien avec les services de la préfecture.

Le département suit également les commissions d'exclusions temporaires d'usagers contrevenant aux règlements internes : piscines (11 commissions en 2017 – 33 exclusions allant de 15 jours à 1 an), centres médico-sociaux (3 commissions en 2017 – 5 exclusions allant de 3 à 9 mois).

1.4. Département Actions partenariales : actions menées dans le cadre du CISPDR

Il assure le suivi d'une quinzaine de lignes d'actions inscrites au Contrat Intercommunal de Prévention et de Sécurité (CISPDR), notamment :

- suivi des animations de fin d'année (AFA saint Sylvestre) ;
- Maison de la Justice et du Droit ;

- mesures alternatives à l'incarcération : Travail d'Intérêt Général, responsabilisation, réparation pénale;
- dispositif Téléphone Grave danger (lutte contre les violences intrafamiliales) ;
- odyssée citoyenne (25 classes issues des écoles primaires) ;
- médiations de proximité ;
- prévention et sécurité dans les immeubles d'habitat social ou envers les personnes en errance sur la voie publique ;
- lutte contre les phénomènes d'addiction (suralcoolisation, toxicomanie sur l'espace public) ;
- gestion du dispositif des Ville Vie vacances (VVV) : 102 projets ont été soutenus en 2017. Le dispositif a été transféré à la DPPV en 2018 avec les crédits affectés ;
- Journées éducatives et citoyennes : Référent du Centre Loisir-Jeunes (CLJ) de la Police nationale, le service Prévention urbaine a accompagné la réalisation des Journées citoyennes *« Educap city »* et *« Raid nature »* qui ont touché, en 2017, plus de 1 500 enfants de classes primaires et collégiens.

Cellule relations aux associations
Elle est en charge de l'ensemble des relations aux associations œuvrant pour la tranquillité publique et l'aide aux victimes. Elle instruit les demandes de subventions en lien avec la Politique de la ville et suit l'ensemble des délibérations du service Prévention urbaine. Elle contribue à la préparation budgétaire, au suivi des ressources du service et des marchés, à la rédaction des conventions avec les partenaires.

Les médiateurs : agents de terrain et de proximité
Trois personnels assurent des missions de :
- tranquillité sur l'espace public : repérage des dysfonctionnements techniques (propreté, éclairage, encombrants) et humains (regroupement, nuisances sonores, suivi des alertes et remontée d'information) ;
- veille territoriale : prévention de la délinquance au Centre-ville et QPV avec 104 tournées vie nocturne en centre-ville, soutien ponctuel aux équipes d'éducateurs sportifs dominicales du service des sports, 90 points de passages par semaine dans les quartiers durant l'année 2017 (dont écoles, gymnases, parcs, équipements et lieux publics, installations de vidéoprotection) ;
- contribution au diagnostic de territoire et participation aux projets du service et des territoires (place Arnold, place des Colombes, gymnase Guynemer, gymnase Hohberg).

Par ailleurs, en 2017, plus de 300 signalements sont remontés, échanges d'information via l'espace collaboratif *sharecan* ont été effectués, un soutien et une présence aux évènementiels sensibles ont été assurés : 14 juillet, fête de la musique, une dizaine de fêtes de quartiers et fêtes des voisins, concerts, nuit de la Saint Sylvestre.

2. La ville de Strasbourg, membre de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance et de la radicalisation de l'Eurométropole de Strasbourg

La Stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance et de la radicalisation de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg s'appuie sur près de quinze ans de partenariat, porté par les grands acteurs de la sécurité publique, de la prévention, de la délinquance et de la justice de proximité. Traduite au travers d'un Contrat local de sécurité signé dès 2003 (7 communes en Zone Police nationale), reconduit et étendu en 2009 (aux 21 communes en zone Gendarmerie nationale). S'inscrivant dans la Stratégie nationale de sécurité et de prévention de la délinquance 2013-2017, des lignes d'actions sont fléchées autour des trois grandes priorités nationales et bénéficiant de

financements FIPD (Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance) et/ou MILDECA (Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue et les Conduites Addictives) : programmes d'action à l'intention des jeunes exposés à la délinquance, amélioration de la prévention des violences faites aux femmes, des violences intrafamiliales et de l'aide aux victimes, et enfin amélioration de la tranquillité publique.

2.1. Gouvernance de la stratégie territoriale de prévention de la délinquance

La stratégie territoriale s'intègre dans le Contrat de ville. Au-delà de l'évaluation annuelle, les actions sont réinterrogées annuellement par les Grands pilotes (ensemble des représentants des partenaires, dont la préfecture, la police nationale, la gendarmerie, l'éducation nationale, la justice), en fonction de la réalité de la tranquillité publique, mesurée au travers d'indicateurs fins et telle que perçue par les acteurs de terrain et les habitants via des dispositifs spécifiques (cellules de veille, cellules tranquillité urbaine de quartier, cellule de coordination sécurité, cellules ZSP (Zone de Sécurité prioritaire), cellule de suivi des phénomènes de radicalisation).
Les instances formelles se sont réunies :

- CISPDR plénier : 26 janvier et 23 novembre 2017 ;
- CISPDR restreint : 7 septembre 2017 ;
- réunion des Grands pilotes : 16 juin 2017.

2.2. Bilan des actions de prévention et de sécurisation (CISPDR)

Axe 1 : Protection des mineurs et prévention de la délinquance

- accueil des élèves de 3ème issus des quartiers sensibles dans les institutions partenaires, avec une articulation engagée avec le Contrat de Ville ;
- lutte contre les violences scolaires, notamment sous le prisme de la mise à jour des Plans particuliers de mise en sûreté dans les écoles au regard de la circulaire du 29 juillet 2016 sur la sécurisation des établissements scolaires ;
- sensibilisation à la citoyenneté, avec 25 classes d'écoles élémentaires (657 élèves) de l'agglomération strasbourgeoise, dont 14 situées en quartiers prioritaires de la ville (QPV), sur l'édition 2016-2017 de *l'Odyssée citoyenne*.

Axe 2 : Prévention des facteurs de rupture

Les questions de tranquillité publique et de lutte contre les conduites addictives ont conduit les partenaires à renforcer leur mobilisation au travers d'actions de prévention, mais aussi de contrôle et de verbalisation par les services de Police nationale, Gendarmerie et de la Police municipale de Strasbourg (nuisances sonores, consommation d'alcool sur la voie publique).
L'Equipe mobile de prévention des risques, dans le cadre du partenariat avec *La maison des Adolescents*, a rencontré 2 086 personnes en 2017 sur trois grandes manifestations : *Ososphère* (deux soirées), *Festigays* et la Fête de la Musique (1 400 passages et 675 entretiens réalisés).
La Maison de la Justice et du Droit, située au cœur de la cité Spach, a pour objet d'assurer une présence judiciaire de proximité et concourt à la prévention de la délinquance, à l'aide aux victimes et à la réduction des inégalités d'accès au droit. Ces missions d'accueil visent à apporter, en particulier pour les plus démunis, un soutien matériel, moral et juridique immédiat. 5 212 personnes ont été reçues en 2017. Les deux agents d'accueil ont répondu à près de 8 000 appels. Un conseil de maison s'est tenu en novembre 2017 avec l'ensemble des partenaires sous la présidence des chefs de juridiction, le Procureur de la République et le Président du TGI.
La convention de partenariat a été mise à jour et signée en avril 2017.

La Maison des Adolescents, engagée dans des actions de prévention et d'accompagnement des personnes confrontées à la radicalisation violente, a reçu plus de 1 200 jeunes dans la structure en 2017, dont 900 primo-accueillis.

Axe 3 : Prévention de la récidive
Depuis 2004, le juge d'application des peines peut, en conversion d'une peine d'emprisonnement ferme inférieure ou égale à 6 mois, prononcer un sursis avec l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général (TIG). L'offre TIG s'est élargie en 2017 au sein des services de l'Eurométropole avec 20 163 heures déployées (soit 11 ETP pour la collectivité) et 223 personnes accueillies (dont 33 mineurs). 74 % des dossiers traités (279) (via ½ ETP de cadre A) ont donné lieu à une exécution de mesures. A ce jour, 81 places sont ouvertes (17 de plus qu'en 2016), sur 8 sites.

Axe 4 : Contribution à la tranquillité publique
En 2017, les médiateurs ont effectué plus de 300 signalements, échanges d'informations, 104 « tournées de vie nocturne » en centre-ville, 90 points de passage par semaine dans les quartiers.
Le service a suivi l'arrivée du tram à Kehl en avril 2017 et a travaillé sur les axes dégagés par le Groupe d'experts transfrontaliers à la suite de la tenue du Forum *Prospectives sur la prévention et la sécurité transfrontalières dans l'Eurodistrict* en septembre 2016. Dans le cadre d'une approche croisée, les parquets français et allemand ont signé un accord local pour coordonner les procédures.

Axe 5 : Sécurisation des espaces publics
En matière de sécurité routière, 10 358 enfants ont été formés en 2017 dans les centres d'éducation routière.
Le renforcement des mesures de sécurisation sur le territoire ont impliqué un travail des partenaires autour des enjeux de prévention situationnelle.

Les actions de lutte contre l'usage détourné des pétards et la prévention des risques liés à l'usage des pétards ont été reconduites en 2017, au travers de la sensibilisation des élèves de classe de quatrième de l'ensemble des collèges du département du Bas-Rhin et d'une vaste campagne d'information. Des opérations de contrôles ont été menées, notamment sur les derniers jours de l'année.

Au 31 décembre 2017, la ville et l'Eurométropole de Strasbourg comptent 572 caméras reliées au Centre de supervision vidéo (CSV).

Axe 6 : Sécurisation des transports publics
- intégration, par les transporteurs, des mesures de la loi n° 2016-339 du 22 mars 2016 relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs dans le plan d'action ;
- réalisation, en tant que de besoin et en fonction des diagnostics effectués par les opérateurs de transports, d'actions contre le harcèlement sexiste ;

Par ailleurs, une attention particulière a été portée sur l'agrégat « violences sexuelles », dans le cadre de la mise en place du plan de lutte contre les harcèlements et les violences sexistes, et au suivi de l'ensemble des agrégats dans le cadre de l'ouverture de la nouvelle ligne de tram vers Kehl (traversée nocturne transfrontalière, création d'un glossaire franco-allemand pour les forces de l'ordre).

Axe 7 : Aide aux victimes

Cet axe porte sur l'accès aux droits et la prévention des violences intrafamiliales, avec, notamment, le dispositif Téléphone Grave Danger, sous le pilotage du Procureur de la République (21 dispositifs opérationnels).
Le Point Accueil Victimes, situé à l'Hôtel de Police, a accueilli 752 usagers en 2017 et réalisé 1 234 entretiens par une assistante sociale dédiée, en partenariat avec la psychologue du ministère de l'Intérieur.
Les intervenants sociaux en zone Gendarmerie (ISG) ont accueilli 2 163 personnes.
La Maison de la Justice et du Droit (MJD) pourrait développer une offre de service élargie dans ce domaine (cf. axe 2).

Axe 8 : Mise en œuvre de groupes de traitement de difficultés spécifiques
Pour Strasbourg, trois groupes locaux de traitement de la délinquance (GLTD), dispositifs partenariaux de suivi individuel de mineurs en grande difficulté, sous le pilotage du Parquet, sont évalués dans cet axe du CIPS :
- Hautepierre, Poteries, Koenigshoffen, Cronenbourg (2006) ;
- Neuhof, Port du Rhin, Esplanade (2009) ;
- Meinau, Elsau (2014).

En 2017, 165 situations de mineurs en très grande difficulté ont été suivies.

Par ailleurs, l'instance travaille en concertation avec la cellule « mineurs radicalisés » de la Préfecture. La coordination des instances (secrétariat général) est assurée par le coordonnateur du CISPDR. Pilotée par le Parquet des familles et des mineurs, l'instance croise le suivi des situations de mineurs radicalisés ou de mineurs hébergés dans des familles suivies par la cellule préfectorale relative aux majeurs. Elle se réunit semestriellement et s'appuie sur la dynamique initiale des instances de suivi des mineurs en termes de partage d'informations à caractère confidentiel.
Près d'une centaine de mineurs sont ainsi suivis dans la cellule départementale – Bas-Rhin.

Un GLTD piloté par le parquet, a été mis en place pour accompagner sur le volet de la tranquillité publique l'ouverture expérimentale, en novembre 2016, d'une salle de consommation à moindre risque (SCMR). Située dans des locaux attenants à l'hôpital civil de Strasbourg, sa gestion a été confiée à l'association Ithaque.

La Mission Sécurité Civile

La Mission sécurité civile assure le pilotage des mesures touchant à la sauvegarde des populations en cas d'accident de toute nature, et de manière complémentaire, à la sécurité du public (incendie, secours à personnes) lors de grands évènements.

1. Sauvegarde des populations

La Mission sécurité civile assure la préparation des mesures communales en situation d'évènement grave, accident ou catastrophe, induisant une perturbation de la vie collective. Les annexes opérationnelles du Plan Communal de Sauvegarde (PCS) sont réactualisées et affinées annuellement, en collaboration avec les services internes et les partenaires externes. Plus de 700 établissements sensibles ont été référencés et géocodés et des centaines de véhicules et matériaux ont été identifiés afin d'organiser efficacement la réponse de la collectivité face à toute situation d'exception.

Avec l'appui technique de la Direction de la construction et du patrimoine bâti et du service Informatique, la Mission sécurité civile pilote le programme de modernisation des sirènes implantées sur le ban communal, permettant d'assurer l'alerte immédiate des habitants face à toute menace importante. Deux sirènes ont été remises en état au courant de l'année, ce qui porte à quinze le nombre de sirènes télécommandables.

La Mission sécurité civile assure le suivi du marché de prestations météorologiques et gère l'interface entre les 180 utilisateurs et le prestataire. Elle est chargée de l'analyse et de la diffusion des informations réceptionnées aux directions et aux organisateurs de manifestations. 61 avertissements ont été diffusés en 2017, dont 3 annonçant des rafales de l'ordre de 100km/h, aboutissant ainsi à la fermeture rapide des cinq parcs et neuf cimetières de la ville, prévue dans une procédure mise en place l'année précédente en lien avec les services Espaces verts et de nature et Funéraire.

La gestion d'opérations techniques ponctuelles et d'incidents impactant les habitants constitue également un rôle stratégique de la Mission sécurité civile. En effet, elle traite les alertes (pollution, incendie, inondation) et s'assure de l'information et de la mobilisation des services concernés. Au besoin, elle prend part aux cellules de crise mises en place à ces occasions et assure un rôle de coordination entre les différents acteurs.

Dans le cadre d'un exercice du Plan Particulier d'Intervention du Port-aux-Pétroles, qui s'est déroulé le 25 octobre, la Mission sécurité civile a organisé la réponse de la ville en testant une nouvelle procédure de déclenchement du Plan Communal de Sauvegarde et a participé au centre opérationnel départemental avancé (CODA) et au poste de commandement communal de crise (PCC).

2. Vigipirate / risque attentat

La Mission sécurité civile a participé à l'analyse de la pertinence des mesures de protection contre les actes de malveillance.

Par ailleurs, elle a participé (en lien avec le service Promotion de la santé de la personne) à la préparation des mesures spécifiques d'activation d'un Centre d'Accueil des Familles (CAF) couplé à un Espace d'Information et d'Accompagnement (EIA).

3. Manifestations / secours à personnes / risque incendie

La Mission sécurité civile participe aux réunions hebdomadaires, organisées par la direction de la délégation, dans le cadre du suivi des manifestations. Pour l'année 2017, plus de 2 000 manifestations ont été répertoriées.

La Mission sécurité civile prescrit et contrôle les mesures prévisionnelles axées sur l'incendie et le secours aux personnes (poste de secours) pour les manifestations organisées par la collectivité ou implantées sur le territoire communal (Marché de Noël, foire Saint-Jean etc) afin de garantir l'accessibilité des secours.

Elle apporte également son expertise lors de la mise en place de structures provisoires, d'aménagements d'espaces ou d'utilisation de bâtiments particuliers, dans le but de garantir la sécurité du public contre l'incendie et la panique. En lien avec le Service départemental d'incendie et de secours et le service de la Police du bâtiment, la Mission sécurité civile supervise les plannings mensuels des commissions de sécurité prévues à Strasbourg. Elle gère la représentation des élus aux visites dans le cadre de l'autorité spéciale de police des ERP (établissements recevant du public) du Maire. En 2017, plus de 170 visites ont été effectuées.

4. Plan Grand Froid

Le Préfet a déclenché le niveau 1 du plan « Grand Froid », prévoyant 154 places supplémentaires dans les centres d'accueil.
La ville a renforcé ce dispositif d'hébergement d'urgence de 70 places aménagées dans des gymnases, permettant d'accueillir les personnes sans domicile fixe pour la période du 5 au 26 janvier 2017. La Mission sécurité civile a été mandatée afin de permettre l'ouverture d'un gymnase, mais aussi afin de pouvoir proposer un minimum à vivre et des nécessaires d'hygiène aux personnes accueillies.

La Direction de la Police Municipale et du Stationnement

- la police municipale a collaboré avec la police nationale, les services de l'Etat, les services de la collectivité pour tous les évènements organisés sur la voie publique tels que, par exemple, Strasbourg Mon Amour, le Carnaval, la Fête de la Musique, le feu d'artifices du 14 juillet, la Grande Braderie, le Festival des Arts de la Rue, la Foire Européenne, les Courses de Strasbourg, la Strasbourgeoise, et le Marché de Noël ;
- les agents du service stationnement ont organisé l'évolution de leurs missions suite à la mise en place de la dépénalisation qui a pris effet le 1er janvier, la mise en œuvre de leur présence sur 4 établissements scolaires tout au long de l'année aux heures d'entrée et de sortie des enfants ;
- les effectifs du service de stationnement ont été fortement réduits en préfiguration de la mise en place de la délégation de service public pour le stationnement payant

Chiffres clés pour l'année 2017

- plus de 660 interpellations et présentations à un officier de police judiciaire effectuées par les agents de la police municipale ;
- plus de 154 000 infractions relevées (ASVP et PMS) ;
- plus de 3 200 interventions 24h sur 24 pour nuisances sonores sur l'ensemble du ban communal effectuées par la Police Municipale ;
- plus de 13 700 appels téléphoniques reçus au poste de commandement de la police municipale nécessitant une intervention extérieure d'une patrouille de la PM ;
- plus de 35 300 mentions inscrites sur la main courante ;
- plus de 3 300 infractions (véhicules à moteur et vélos) au code de la route relevées ayant fait l'objet d'une amende ;
- plus de 5 800 mises en fourrières effectuées ;
- plus de 1 700 km parcourus à pieds par chaque agent AVSP au cours de l'année, soit presque 100 000 km effectués dans les rues de la ville pour l'unité ;
- plus de 600 000 km de patrouille effectués par la PMS.

LA DIRECTION DE LA REGLEMENTATION URBAINE

La Direction de la Réglementation urbaine regroupe, dans le cadre des pouvoirs de police administrative du maire :

- l'organisation des marchés d'approvisionnement, les activités sur le domaine public, la réglementation de la circulation pour le bon usage du domaine public ;
- l'hygiène publique pour la protection de la santé des populations et la préservation de leur environnement ;
- la tranquillité urbaine et la vie nocturne au travers d'un guichet unique interlocuteur des débitants de boissons, en interface avec les riverains et divers partenaires.

Une direction opérationnelle et normative :

- elle anime la ville en organisant les marchés, brocantes, fêtes de rue, etc, et en gérant les terrasses ;
- elle concilie l'animation de la ville et la tranquillité publique dans le cadre de la charte de la vie nocturne ;
- elle pilote l'ensemble de l'opération « Strasbourg Capitale de Noël » ;
- elle définit et met en œuvre les mesures préventives et curatives assurant la protection de la santé des populations ;
- elle régit, par arrêtés et diverses autorisations, la sécurité et la fluidité de la circulation, des livraisons et accès en centre piétonnier.

1. Le Service des Marchés et du Domaine Public

1.1. Les Marchés d'approvisionnement

Le service recueille de plus en plus de demandes de nouveaux commerçants qui souhaitent se lancer dans cette activité. Ainsi, 2 à 3 nouvelles candidatures sont posées chaque jour.
Pour répondre à cette forte demande a été créée une Commission d'attribution des emplacements vacants au sein de la commissions des foires et marchés.

1.2. Gestion des occupations du Domaine Public

Le service autorise la mise en place d'étalages devant les magasins d'alimentation, les magasins de fleurs, les magasins de souvenirs, etc. Est également autorisée l'installation des vendeurs de glaces en été et de marrons en hiver.
Le nombre de ces autorisations est constamment en hausse.
Le service délivre aussi les autorisations d'occupation du domaine public pour les grandes manifestations durant lesquelles les commerçants non sédentaires sont autorisés à s'installer sur le domaine public, à savoir, la Cavalcade de Carnaval, la fête de la musique, les stands, les bals, les guinguettes du 13 et 14 juillet, les musiciens et artistes de rue, les orchestres, fêtes des voisins et fêtes de quartiers, les courses et marathons, les animations durant la période de Noël.
Sont également demandeurs d'autorisations les professionnels, les associations voire des particuliers pour l'organisation de vides-greniers et brocantes. Cette activité est en constante hausse sur le domaine public.

De nouvelles demandes apparaissent comme le stationnement des péniches et bateaux stationnaires dans le bassin d'Austerlitz, l'activité de cireur de chaussure, les Food-trucks, les loteries, les triporteurs autres qu'alimentaires, les artistes de rues, etc.

Chiffres clés pour l'année 2017

- organisation et gestion de 35 marchés hebdomadaires répartis sur 25 sites (plus de 1 200 commerçants) ;
- organisation et gestion des 12 sites des marchés de Noël (300 autorisations délivrées) ;
- organisation et gestion de la foire St Jean (130 autorisations) ;
- 43 autorisations de brocantes de quartier et de braderies dont la grande braderie (1 200 participants) ;
- 500 autorisations pour les divers étalages et souvenirs, les animations ponctuelles sur le domaine public tels la fête de la musique, le 14 juillet, le Carnaval, les fêtes de quartiers, les concerts, les artistes de rue, etc ;
- 10 000 courriers autres par an ;

2. Le Service Débits de Boissons et Vie Nocturne

2.1. Les terrasses

Le service Débits de Boissons et Vie Nocturne réceptionne les demandes, instruit et délivre l'ensemble des autorisations d'occupation du domaine public pour les terrasses. Les demandes d'installation de terrasses ont progressé en 2017 (+ 5 %).

2.2. La Charte des Terrasses

La Charte des Terrasses a permis d'instaurer un dialogue constant entre l'Architecte des Bâtiments de France, la ville et les professionnels de la restauration.

2.3. Le suivi des débits de boissons

Le Service débits de boissons et Vie nocturne instruit les demandes d'avis du Préfet en matière de licence de débits de boissons et d'autorisation d'ouverture tardive.
Il traite aussi les demandes d'autorisation de buvettes temporaires et les demandes d'ouvertures tardives exceptionnelles.

2.4. La Charte de la Vie Nocturne

99% des établissements à vocation nocturne sont aujourd'hui signataires de la Charte pour la qualité de la vie nocturne.

Chiffres clés pour l'année 2017

- 620 autorisations de terrasses estivales ;
- 155 autorisations de terrasses hivernales ;
- 470 demandes de buvettes temporaires traitées ;
- 200 demandes d'ouvertures tardives exceptionnelles traitées.

3. Le Service Hygiène et Santé Environnementale

Le service Hygiène et santé environnementale assure au nom de l'Etat le contrôle administratif et technique des règles d'hygiène et de santé environnementale et, au nom du maire, les attributions de ce dernier en matière d'hygiène publique. Ce service est chargé d'étudier et de mettre en œuvre des mesures préventives et curatives ayant pour objet la protection de la santé des populations contre les risques liés aux milieux et modes de vie.
La compétence réglementaire de ce service s'exerce sur le territoire de la ville de Strasbourg, à l'exception de la gestion de la fourrière animale et du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) qui sont de compétence métropolitaine.

3.1. Lutte contre l'habitat indigne

- établissement de mesures coercitives préfectorales et municipales, lesquelles prescrivent des travaux de sortie d'insalubrité auprès des bailleurs négligents et entraînent la suspension du versement des loyers ;
- engagement de travaux d'office en cas de carence des propriétaires ou des occupants avec recouvrement des créances ;
- traitement de situations complexes (syndrome de Diogène) par un travail partenarial avec les professionnels de l'action sociale et de la psychiatrie en vue de mieux appréhender la prise en charge des personnes souffrant de ce syndrome (action du contrat local de santé mentale) ;
- gestion de contentieux introduits par les bailleurs suite à des décisions définitives d'interdiction d'habiter.

Un séminaire de travail a été réalisé avec les bailleurs sociaux de l'Alsace sur le partage d'expériences relatif aux problématiques de moisissures.

3.2. Actions de prévention et de lutte contre les bruits de voisinage et ceux liés aux lieux musicaux

En 2017, 376 jours de mesures de bruit visant à objectiver les nuisances sonores d'équipements ou d'activités professionnelles à l'origine de doléances d'administrés ont été effectués, et 34 contrôles de limiteurs de bruit dans des établissements de débits de boissons musicaux ont été réalisés.

3.3. Réduction du risque lié aux légionelles dans les patrimoines municipaux et communautaires

Le plan de gestion du risque lié aux légionelles mené dans les 122 patrimoines affectés à la ville et à l'Eurométropole a conduit à la réalisation 516 analyses d'eau à la recherche de légionelles. 96,5 % d'entre elles sont conformes.

3.4. Plan national anti-dissémination de la dengue, du chikungunya et du zika (Eurométropole et ville) :

Ce plan co-porté par le Préfet et le conseil départemental du Bas-Rhin avec le concours des collectivités territoriales vise à freiner l'expansion du moustique tigre, implanté en 3 lieux (Schiltigheim, Bischheim et Neudorf) sur l'Eurométropole. Il a pour objet, d'autre part, d'empêcher la survenue de cas de malades développant l'une des trois pathologies, suite à des piqures par des moustiques tigre infectés.

Les agents du service Espaces verts et de nature de la collectivité ont été sensibilisés aux bonnes pratiques visant à limiter le développement du moustique tigre.

Chiffres clés pour l'année 2017

- 963 signalements d'administrés parvenus en 2017 (hausse de 20 % par rapport à 2016) répartis selon les thématiques : habitat indigne (40 %), nuisances sonores (23 %), nuisances animales (19 %), divers (sécurité alimentaire, assainissement) (18 %) ;
- plus de 1 500 enquêtes techniques, 500 avis sanitaires ;
- lutte contre l'habitat indigne :
  - plus de 500 dossiers examinés ;
  - dont 11 mesures coercitives par arrêtés préfectoraux affectant 13 logements :
  - gestion de contentieux : 3.
  - sécurité alimentaire : 200 contrôles d'établissements de bouche (restaurants et commerces non sédentaires), 2 procès-verbaux transmis au Procureur de la République, 1 fermeture administrative d'un établissement de bouche ;
- gestion d'événements sanitaires dont 7 cas de légionelloses, 9 accidents oxycarbonés (22 hospitalisés) et 15 situations à risque oxycarboné (exposant 62 personnes) nécessitant la sécurisation de 74 appareils à combustion, 13 suspicions de toxi-infections alimentaires collectives ;
- lutte contre les nuisibles : plus de 1 500 opérations de dératisation, désinsectisation et désinfection sur le patrimoine bâti et non bâti de la collectivité. Prise en charge d'une problématique émergente complexe : les infestations de punaises de lit dans l'habitat et les lieux d'hébergement.

4. Le Service Réglementation de la Circulation

Le Service de la Réglementation de la Circulation réglemente la circulation et le stationnement sur l'espace public par arrêté ou autorisation en application des pouvoirs de police du Maire. Il définit également, en lien avec les entreprises, les conditions d'accès et de fonctionnement des chantiers sur l'espace public. Il délivre des autorisations spécifiques facilitant le fonctionnement de la ville au quotidien (taxis, déménagements, autorisations d'accès en secteur piétonnier, etc).

DIRECTION DES SPORTS

La Direction des sports a pour mission de :

- développer des animations sportives et de loisirs ;
- assurer la gestion des ressources et du patrimoine sportif ;
- proposer des programmes d'investissement pluriannuels en matière de rénovation et de création d'équipement sportif ;
- assister les territoires et soutenir les manifestations sportives ;
- observer les évolutions liées aux pratiques sportives ;
- mettre en œuvre la politique sportive de la ville de Strasbourg et de l'Eurométropole.

Pour assurer ces missions la direction des Sports est composée de quatre services :

- le service Ressources et administration générale ;
- le service Vie sportive ;
- le service du Patrimoine sportif ;
- le service Piscines, patinoire et plans d'eau.

1. Ressources et administration générale

Le service Ressources et administration générale est composé de trois départements :

- ressources humaines ;
- ressources financières et contrôle de gestion ;
- ressources prévention au travail et conditions de travail.

1.1. Département Ressources humaines

Le département Ressources humaines est chargé du recrutement des agents de la direction, et notamment des saisonniers pour la période estivale. Il assure le suivi de la carrière des agents, l'accueil des stagiaires, la réservation des hôtels et des transports, le remboursement des frais de déplacement des agents dans le cadre de leur mission. Il gère le plan de formation de la direction.

1.2. Département Ressources prévention au travail / conditions de travail

Les principales actions de prévention réalisées en 2017 sont :

- analyse de 10 accidents du travail avec les agents concernés avec préconisation d'actions de prévention ;
- évaluation et prévention des risques psychosociaux ;
- accueil et formation à la sécurité des agents saisonniers du service Vie sportive ;
- rédaction et diffusion dans Sport-actus d'un encart dédiée à la santé sécurité et conditions de travail;
- mesures d'exposition au bruit et aux vibrations réalisées pour l'utilisation d'une tondeuse autoportée ;
- bâtiment 38 route de l'Hôpital : élaboration du dispositif d'évacuation des locaux en cas d'alarme incendie (consignes, formation des chargés d'évacuation, exercice).

1.3. Département Ressources financières et contrôle de gestion

Le département assure la préparation budgétaire pour la Direction des sports. Il fait des propositions de maîtrise de la dépense publique. Il propose également les arrêtés tarifaires et veille au respect de ceux-ci.
Le département a assuré le contrôle des régies de recettes et d'avance du Terrain de jeu et d'aventures et de l'Ecole Municipale des Sports.
Les analyses des coûts des équipements sportifs, notamment les stades et les gymnases, ont été poursuivies ainsi que le suivi des comptes des associations (fiches financières, fiches subventions, calculs des avantages en nature).

La dématérialisation comptable a été mise en place à compter du 1er octobre 2017, en tant que direction pilote.

2. Vie sportive

Les équipements sportifs, avec près de 4,7 millions d'usagers par an, se révèlent être les installations publiques les plus fréquentées de la ville.

Les faits marquants 2017

- valorisation du bénévolat à Strasbourg : organisation de la 1ère Soirée des Oscars du sport au Palais de la Musique et des Congrès ;
- mise en place d'une convention d'objectifs 2017-2020 entre la ville de Strasbourg et l'Office des sports;
- renforcement du dispositif « Club sport citoyen » : élargissement du périmètre sur les QPV Hautepierre et Cronenbourg et création du label Sport Citoyen pour les clubs partenaires ;
- renforcement de l'accompagnement de la collectivité aux clubs de haut niveau avec la mise en place d'un dialogue de gestion ;
- mise en place de convention d'objectifs avec 5 athlètes individuels en préparation pour les JO de 2020 ;
- montée du Racing Club de Strasbourg en Ligue 1 ;
- candidature de Strasbourg à l'accueil de l'Euro 2022 de handball ;
- organisation de la deuxième édition des Assises du Sport Santé sur Ordonnance ;
- co-pilotage du projet de Maison Sport Santé ;
- déménagement du service du stade de la Meinau vers le 38 RH.

En 2016, une évolution globale du rapport entre la ville et les clubs de Strasbourg a été votée. Elle se structure autour de trois axes :

- un meilleur accompagnement des clubs, pour répondre aux attentes soulevées lors de la concertation et pour outiller les clubs face aux évolutions structurelles ;
- une plus grande responsabilisation des clubs, avec une régulation des demandes en matériel et équipements, et une clarification des modalités d'utilisation ;
- une évolution des dispositifs de soutien existants, pour les adapter aux réalités actuelles et futures.

2.1. Le Département mouvement sportif et territoires

Chiffres clés 2017

- 129 disciplines sportives ;
- 220 clubs sportifs ;
- 73 000 licenciés ;
- 4 000 bénévoles ;
- 14 000 créneaux réguliers mis annuellement à la disposition des utilisateurs individuels, des scolaires et des associations sportives strasbourgeoises, représentant 4,7 millions d'usagers ;
- 19 délibérations réparties sur 7 Conseils Municipaux.

2.1.1. Soutien aux clubs de territoire

- subventions générales de fonctionnement (aides générales pour les activités courantes des associations sportives) : 174 clubs, 699 632 € ;
- sport Vacances (subventions pour les animations estivales des clubs): 26 clubs, 30 000 € ;
- contrat de Ville (projets spécifiques en territoire Politique de la Ville) : 12 clubs, 24 500 € ;
- aide à la formation (encadrants sportifs et bénévoles) : 21 clubs, 10 020 € ;
- subventions d'équipement (achat matériel ou travaux clubs): 15 clubs, 61 786 € ;
- aide à l'embauche d'un emploi d'avenir : 7 contrats réalisés, 28 000 € ;
- Club sport citoyen (solde saison 2016-2017 - 1ère tranche de la saison 2017-2018): 25 clubs, 47 200 €.

Le dispositif bourse d'aide à la licence sportive a évolué vers un dispositif plus complet dit « Club Sport Citoyen » et a été élargi aux QPV Hautepierre et Cronenbourg. Il vise à mobiliser le tissu associatif en créant un réseau de clubs sportifs « labellisés », et à toucher plus de jeunes des QPV concernés par la Bourse d'aide à la licence sportive, de 80 € pour les moins de 18 ans.

2.1.2. Soutien aux clubs Elite et Tremplin

En sport collectif

- sont concernées les équipes de sport collectif évoluant en Ligue professionnelle ou aux trois plus hauts niveaux nationaux amateur : 1 185 500 € ;
- 12 sections sportives : Etoile Noire, SEHB, ESSAHB, Team Strasbourg SNS-ASPTT-PCS, Rugby club Strasbourg, Strasbourg volley-ball, ASPTT handball, AS Pierrots Vauban, ASHPA, Constantia Neudorf, SUC volley, Alsatia Neuhof ;
- 8 disciplines sportives : hockey sur glace, handball, water-polo, rugby, volley-ball, basket-ball, handibasket, futsal.

En sport individuel

La nouvelle charte des sports a permis la création d'un dispositif pour le soutien aux clubs et athlètes en sport individuel. Fondé sur la présence d'athlètes figurant sur les listes ministérielles au sein des clubs strasbourgeois en catégorie « espoir », « jeune », « sénior » et

« élite », ce dispositif a concerné 30 sections sportives pour 24 disciplines sportives. Le montant de subvention global est de 224 982 €.

2.1.3. Soutien aux clubs phares (sport professionnel)

Le Racing Club de Strasbourg et la SIG sont les deux clubs strasbourgeois qui attirent le plus grand nombre de spectateurs lors de leurs rencontres de championnat. L'affluence moyenne pour le Racing Club de Strasbourg est de 15 916 spectateurs soit une augmentation de près de 20 % par rapport à la saison précédente et 4 995 spectateurs par rencontre pour la SIG.

2.1.3.1. Le Racing club de Strasbourg Alsace

- subvention : 475 000 € (soit une augmentation de 125 000 € par rapport à la saison précédente) pour l'organisation d'actions d'intérêt général (opérations de promotion du fair-play avec les clubs de supporters et les écoles, parrainages de clubs strasbourgeois, organisation d'une coupe du Monde des quartiers, accueil des jeunes footballeurs des clubs amateurs strasbourgeois aux matches du Racing, invitations pour les membres bénévoles des clubs sportifs, etc.);
- achat de prestations de services : 215 000 € (augmentation de 25 850 € par rapport à la saison précédente) pour valoriser l'image de la ville à travers le football de haut niveau, notamment par la mise en valeur du logo de la ville par des messages et annonces haut-parleur durant la mi-temps ;

  Ces augmentations sont justifiées par le fait que le club a rejoint le Championnat professionnel en Ligue 2 à l'issue de la saison précédente. Le club a fini à la 1ère place à l'issue de la saison 2016-2017 atteignant ainsi son objectif premier, à savoir la montée en Ligue 1.

2.1.3.2. La SIG

A l'issue de la saison sportive 2016-2017, la SIG a terminée à la 4ème place du championnat de France PRO A, et finaliste des play-offs.
Le club est qualifié pour la deuxième fois pour participer en début de saison 2016-2017 à la coupe d'Europe (Basket Champions League) organisée par la FIBA (troisième compétition européenne).

Les contributions de la ville sont les suivantes :

- subvention : 620 000 € pour l'organisation d'actions d'intérêt général : actions « Découvre le Basket Pro » avec des jeunes venants soit du milieu scolaire, soit des centres socioculturels, soit des clubs de basket amateur ; opération « Clinic Basket » permettant à des jeunes basketteurs strasbourgeois de participer aux entraînements des pros et des espoirs et d'avoir un échange avec l'entraîneur Vincent COLLET et son staff technique ; accueil gratuit des bénévoles méritants des clubs strasbourgeois ainsi que des séniors titulaires de la carte saphir ;
- passation d'un marché pour l'achat de prestations de services : 477 100 € pour valoriser l'image de la ville par la mise en valeur de son logo et des messages et annonces sonores durant la mi-temps.

Le montant total de ses aides financières est identique à la saison précédente.

Le club a changé ses statuts pour passer d'une SAEMSL à une Société Anonyme Sportive Professionnelle (SASP).

2.1.4. Soutien aux organisateurs de manifestations sportives

20 événements sportifs ont bénéficié d'une aide financière de la ville pour un montant total de 87 400 €.
En 2017, l'accueil d'événements sportifs féminin majeurs s'est poursuivi :

- Internationaux de tennis féminin de Strasbourg (Quarterback) ;
- La Strasbourgeoise (Association des Courses de Strasbourg Europe) ;
- tournoi international de hockey sur gazon (JSK) ;
- tournoi international de softball (SUC).

Se sont aussi déroulés les événements récurrents :

- NL Contest festival de glisse et de culture urbaine (Nouvelle Ligne) ;
- courses de scolaires dans le cadre des Courses de Strasbourg (ACSE) ;
- concours d'équitation de saut d'obstacle National (Centre d'Equitation du Waldhof);
- tournoi international de Touch Rugby (ASS) ;
- tournoi de volley international (Strasbourg Volley-Ball) ;
- coupe de la ville de Strasbourg (golf club de Strasbourg) ;
- tournoi de green volley (SUC volley) ;
- Top 12 badminton (ASPTT) ;
- matches élite tennis du TCS (Tennis Club de Strasbourg) ;
- circuit national de sabre (SUC escrime) ;
- internationaux d'épée de Strasbourg (Cercle d'Escrime de Strasbourg) ;
- Rentrée des Sports (Office des sports) ;
- Samedi et printemps de la forme (Office des sports) ;
- Teste ta forme (Office des sports) ;
- Challenge de la Saint Nicolas (Office des sports).

Autres événements :

- Championnats du monde d'aéromodélisme (Ligue d'aéromodélisme Grand Est) ;
- Deuxièmes Assises du sport santé sur ordonnance (ville de Strasbourg) ;
- animation de promotion du golf en vue de la Ryder Cup (Comité départemental de golf) ;
- étude de faisabilité pour l'accueil d'une manche du championnat de Formule E (Automobile club d'Alsace) ;
- Challenge contre la faim (Action contre la faim) ;
- Oscars du sport (Ville de Strasbourg) ;
- Ekiden (ACSE) ;
- retransmission de la demi-finale et de la finale du championnat de France de basket au Zénith.

2.2. Le Département des activités physiques, sportives et de loisirs

Les actions de ce département s'organisent autour de quatre grandes thématiques que sont le développement de l'enfant, les loisirs avec le Terrain de jeu et d'aventures de Hautepierre, les activités physiques pour tous publics et le Sport santé sur ordonnance.
Les interventions sont réalisées soit en régie directe (éducateurs sportifs et animateurs), soit de manière externalisée (associations sportives ou spécifiques).

2.2.1. Le sport santé sur ordonnance

Depuis novembre 2012, le service Vie sportive porte et développe, en lien avec la direction de la Solidarité et de la santé, le dispositif « sport santé sur ordonnance ».
Plus de 320 médecins généralistes de Strasbourg prescrivent une activité physique à des patients souffrant de maladies chroniques. Plus de 2 200 personnes ont été accueillies dans ce dispositif, et plus de 800 personnes étaient actives en 2017 dans au moins une activité physique hebdomadaire. L'offre d'activité représente 96 créneaux d'activités proposés tout au long de l'année : sports nautiques, école de vélo pour adultes, marche, pratiques douces, fitness, sports collectifs.

Ce projet a bénéficié d'une large audience : une quarantaine de villes de France se sont déplacées ou ont fait part de leur intérêt pour cette démarche en contactant les services gestionnaires.

2.2.2. Le développement de l'enfant

Sport apprentissage

- les classes transplantées sur le site du Baggersee **:** 30 semaines d'activités permettent d'accueillir plus de 960 enfants durant l'année scolaire ;
- les cycles en temps scolaire dans les écoles. Les ETAPS du service Vie sportive interviennent sur 12 créneaux hebdomadaires dans les différentes écoles de la ville en tant que personne ressource durant les heures d'EPS ;
- participation aux ateliers éducatifs. Près de 780 enfants ont été accueillis durant l'année 2017.

Ecole municipale des sports
L'école municipale des sports a été présente dans 5 équipements de quartier: centre sportif de l'Esplanade, gymnases Reuss, Branly, Jacqueline et Saint Florent. Les stages sportifs en période de vacances scolaires se tiennent au centre sportif de l'Esplanade ainsi qu'au plan d'eau du Baggersee. 193 enfants ont été inscrits à l'école municipale des sports. Un partenariat permet de créer des passerelles avec les clubs pour permettre aux enfants de poursuivre la pratique qu'ils auront choisi.

Les mercredis du sport
Tout au long de l'année, des activités sportives sont proposées aux enfants de 6 à 11 ans dans 3 quartiers de la ville en après-midi. Les activités sont gratuites et se tiennent dans 3 gymnases : Musau, Schongauer, Langevin. 80 enfants participent régulièrement.

2.2.3. Loisirs pour la jeunesse : le Terrain de Jeu et d'aventure (TJA)

16 571 enfants ont fréquenté le TJA en 2017 (-2,7% par rapport à 2016). Le TJA propose un accueil souple, libre et gratuit aux enfants de Hautepierre. Il a pour objet de :

- permettre et favoriser l'autonomie des individus, encourager et soutenir la prise de parole ;
- valoriser les apprentissages, développer et accompagner les capacités physiques, intellectuelles, créatives ;
- promouvoir les valeurs citoyennes et humaines, développer les capacités relationnelles comme la civilité ou la politesse.

2.2.4. Les Activités Physiques Pour Tous en accès libre

Les principaux objectifs de cette politique sont :

- la réduction des inégalités par l'accès aux activités physiques ;
- l'harmonisation de l'offre sportive sur l'ensemble du territoire en accentuant sur les secteurs géographiques en situation de fragilité ;
- la spécialisation des activités en direction des familles, des seniors, des adultes, des adolescents et des enfants.

2.2.4.1. Les activités régulières (tous les publics)

Le Département propose 80 créneaux hebdomadaires d'activités physiques pour tous, au bénéfice de 1 200 à 1 600 participants chaque semaine :

- sport en direction des adultes : gym suédoise, Body-Taekwondo, Yoga, Taïchi chuan, Qi gong (90 participants en moyenne) ; gym d'entretien – fitness (300 participants en moyenne); badminton loisirs (150 participants en moyenne) ;
- sport en direction des familles (280 participants en moyenne, le dimanche matin) ;
- sport en direction de la jeunesse (animation sportive de proximité), en soirée et le week-end : foot en salle ados (90 participants en moyenne); foot en salle et basket (400 à 450 participants en moyenne);
- sport en direction des publics en situation de fragilité (bénéficiaires des minimas sociaux, personnes en recherche d'emploi, femmes isolées, bénéficiaires du dispositif sport-santé) : « Les RDV de la forme » (marche, marche nordique, gym d'entretien, boxe loisir, 175 à 220 participants en moyenne) ; sport en direction du public sans domicile fixe (25 participants en moyenne); publics seniors (150 participants en moyenne).

2.2.4.2. Les pratiques douces (tous les publics) : qi gong, taïchi chuan, yoga, marche nordique (300 à 350 participants en moyenne par semaine, en dehors de l'été).

2.2.4.3. Les activités en période de vacances scolaires (tous les publics)

Petites vacances scolaires (Public intergénérationnel)

- animations sportives de proximité du lundi au jeudi ;
- tournoi de foot en salle et randonnées pour les publics très fragilisés (personnes sans domicile fixe) ;
- Vitamine Days du mardi au jeudi : programme d'activités intergénérationnel ;
- entre 100 et 150 participants en moyenne par semaine en fonction des périodes.

Tournées d'été 2017

Ces tournées estivales ont permis d'animer des espaces publics (parcs, plages, places publiques), et de faire découvrir des disciplines sportives au public, grâce aux ETAPS de la ville et/ou avec un partenariat associatif. Au total, 24 700 personnes y ont participé. Quatre types de tournées étaient proposées :

- tournée PASSION SPORT ;
- tournée PASSION TONIC ;
- tournée PRATIQUES DOUCES ;
- tournée SPORT CITOYEN.

2.2.4.4. Manifestations ponctuelles

Outre les activités régulières, les agents du département interviennent sur des manifestations pilotées par d'autres Directions :

- Parcours du cœur (Santé) ;
- Km solidarité (Education) ;
- Les séniors dans la ville (Solidarité) ;
- Fêtes des pratiques douces (fin juin) ;
- Semaine de l'égalité et des luttes contre les discriminations (début octobre – fin octobre).

2.2.4.5. L'animation des Plans d'eau

Durant les deux mois d'été, deux équipes constituées d'agents et de saisonniers permettent d'animer les plages des deux plans d'eau Baggersee et Lac Achard. Ce dispositif permet de désengorger les zones de baignade surveillée. Le public peut atteindre en moyenne 6 000 personnes par jour sur ces deux sites.

2.2.5. Les circuits Sportifs Extérieurs en Accès Libre

Les parcours Vitaboucle (inaugurés en 2015)
Plus de 120 km de parcours balisés peuvent être empruntés au long de 16 circuits. Ces parcours sont complétés par une vingtaine d'aires d'agrès.

Le Street Workout
Initié en 2015, le projet de mise en place d'une aire de Street Workout sur le secteur de l'Elsau a été validé en 2016. L'étude de faisabilité ainsi que le financement ont été finalisés pour une réalisation des travaux au premier semestre 2017.

3. Piscines, patinoires et plans d'eau

Bains municipaux

Ouverture exceptionnelle le 1er janvier 2017 de 14h à 20h pour le transfert de compétence des Bains municipaux de l'Eurométropole à la ville de Strasbourg.
467 entrées, essentiellement des familles et usagers inconnus des bains.

Les publics

Fréquentation totale
La fréquentation totale a été de 132 887 personnes en 2017, soit 6 333 personnes en 2016. Celle-ci se répartit entre les clients de la piscine, les usagers des douches SDF, les usagers des douches publiques, les clubs et les publics scolaires et universitaires. Les recettes de 2017 s'élèvent à 381 005 euros.

Sécurité des personnes
Exercices simulations d'accident
3 exercices de secourisme ou simulations.
Clubs
Protocole sécurité incendie effectué début septembre 2017.

Journée de prévention des noyades le 27 juin 2017 en collaboration avec l'Education Nationale, 163 élèves primaires accueillis avec plusieurs ateliers (secourisme, exercices de sauvetage).

Promotion des bains
- Journées du patrimoine, 16 septembre avec 1 170 visiteurs ;
- 2èmes assises du sport sur ordonnance le 12 octobre 2017 ;
- tournage ARTE « Invitation au voyage » 22 septembre, diffusion 22 décembre ;
- tournage France 3 « les coulisses des bains » le 10 novembre Rund Um diffusion le 21 novembre ;
- 66 visites accueillies.

Délégation pilotage, ressources, environnement et climat

SERVICE DES ASSEMBLEES

Le service des assemblées constitue un élément central dans le processus d'élaboration des délibérations : fixation du calendrier annuel des séances, et sur la base des projets validés par les services, établissement de l'ordre du jour et des documents destinés aux élus en vue des séances publiques et des réunions préparatoires, convocations des élus et des services, rédaction des comptes rendus du conseil municipal, affichage des délibérations et transmission de celles-ci au contrôle de légalité, retranscription intégrale des débats ayant eu lieu en séance publique et mise à disposition des personnes intéressées.

Le service a engagé un processus de dématérialisation et les dossiers de séance (convocations, ordres du jour, projets de délibérations et notes explicatives) sont désormais adressés par voie électronique à 58 élus (sur 65) ayant opté pour la dématérialisation.

En 2017, le Conseil municipal s'est réuni 10 fois en session ordinaire pour examiner 403 délibérations et communications, 2 propositions de motions et 33 interpellations.

Le service des assemblées s'occupe également des arrêtés de délégations que le Maire donne aux adjoints, aux conseillers délégués et aux différents services administratifs. Il se charge de leur rédaction, de leur publication et transmission au contrôle de légalité.

SERVICE ACHAT ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

1. Missions

Le service des Achats et de la Commande publique a pour missions principales de :

- aider les services à formuler leurs besoins et identifier les meilleures solutions pour effectuer leurs achats et rédiger leurs marchés, tant d'un point de vue économique qu'au regard du développement durable, dans le respect de la réglementation ;
- rédiger les marchés publics de la ville de Strasbourg appartenant à des familles d'achats dont le montant est supérieur ou égal à 90 000 € HT, à l'exception de ceux passés par certaines directions déconcentrées, notamment la direction de la construction et du patrimoine bâti et la direction des espaces publics et naturels ;
- publier les avis d'appel publics à la concurrence relatifs à ces marchés ;
- réceptionner, enregistrer et vérifier les offres émises par les entreprises ;
- organiser, préparer et assurer le secrétariat des commissions d'appel d'offres et des jurys de maîtrise d'œuvre ;
- s'assurer de la signature et de la notification des marchés, les services opérationnels étant chargés de les suivre et de les exécuter ;
- assurer, à destination des services, une fonction de conseil et d'expertise en matière d'achats et de marchés publics afin d'optimiser la commande publique ;
- mettre à disposition et alimenter des systèmes d'information et de communication permettant de diffuser des bonnes pratiques en matière d'achats et de marchés publics au sein de l'administration.

2. Temps forts de l'année

Afin d'anticiper les évolutions réglementaires, nos collectivités imposent aux entreprises candidates de remettre leurs offres par voie dématérialisée sur notre portail Alsace Marchés Publics pour tous les marchés passés selon une procédure formalisée ou selon une procédure adaptée de type MAPA3 ou 4 lancés depuis le 1er janvier 2017. L'objectif était de disposer d'un processus de passation des marchés intégralement dématérialisé dont :

a. centralisation des offres sur le profil acheteur ;
b. mise à disposition des offres au profit des services de manière électronique (via lien ECHFI puis OLIMP) ;
c. transmission électronique des actes Marchés au Contrôle de légalité;
d. mise en place d'un parapheur électronique et de signatures électroniques;
e. archivage électronique des marchés.

Organisation d'un salon de l'achat public le 16 novembre 2017. Cette journée visait, à l'occasion d'un salon « à l'envers », à faire se rencontrer les collectivités et les entreprises, pour qu'elles puissent poursuivre leurs échanges initiés à l'occasion de la première édition du salon en 2014.

Cette journée, à laquelle ont participé 60 agents et près de 200 entreprises (essentiellement locales) accueillies au centre administratif, a été marquée par la signature par le Maire de Strasbourg et le Président de l'Eurométropole de la « Charte des Relations Fournisseurs Responsables » élaborée par la Médiation des entreprises et le Conseil National des Achats. Cette charte vise, à travers les dix engagements pour un achat responsable qu'elle édicte, à encourager le développement de relations équilibrées entre les acheteurs et les fournisseurs. Elle a également donné lieu à une présentation de l'actualité des achats et des marchés publics

en mettant un focus plus particulier sur les points que les entreprises ont souhaité voir examinés lors de leur inscription au salon : simplification des candidatures, dématérialisation des offres, open data, facturation électronique, déontologie. Enfin, ce salon s'est terminé avec les rencontres entre acheteurs et entreprises autour de stands organisés par métiers.

3. Les chiffres

(*statistiques sur les procédures formalisées et les procédures adaptées supérieures à 90 000 € HT*)

Le nombre de procédures publiées en 2017 est de 130 pour la ville de Strasbourg, soit une diminution de 10 % par rapport à l'année précédente.
Le montant des frais de publication en 2017 est de 316 064 € (ville et Eurométropole confondues, soit une augmentation de 14,5 % par rapport à 2016). Cette augmentation est liée à la publication de plusieurs avis de délégation de service public dans des revues spécialisées.
Le taux de concrétisation (nombre d'offres reçues par rapport au nombre de dossiers retirés) est en diminution. Le nombre d'offres déposées par consultation ou par lot, dans le cas des procédures alloties, est de 3,2 en moyenne.
Enfin, 245 marchés ont été notifiés en 2017 pour la ville de Strasbourg.

LE SERVICE PARTENARIATS

Le service Partenariats a été créé dans le cadre de la restructuration de la Direction Conseil, Performance et Affaires Juridiques au 1er juillet 2017.
Il est composé du département Associations et du département contrôle de gestion externe, en charge du suivi des Sociétés d'économie mixte (SEM) et Délégations de service public (DSP).

Le département Associations du service Partenariats

Il met en œuvre un dispositif de suivi et d'analyse des risques que présentent les relations financières entre la collectivité et les associations.
Pour l'exercice de sa mission, il utilise l'application « Agate ». Alimentée par un peu plus de 300 utilisateurs du réseau des correspondants Agate, cette application informatique permet de gérer les données d'identification des tiers subventionnés (éléments statutaires, gouvernance, etc.) : outil transversal, base active de près de 9000 tiers, elle offre une vision globale des subventions directes et indirectes obtenues par les partenaires subventionnées de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.
L'outil est actuellement utilisé pour le recensement des avantages en nature. Son interface avec l'outil de gestion financière Coriolis permet de gérer des informations analytiques (référence des délibérations notamment) et de produire des états financiers.
L'outil s'appuie également sur un espace de dématérialisation des principales pièces des dossiers des associations subventionnées.

Animation du réseau des correspondants associatifs et du Groupe de Travail Subventions (GTS)

L'assistance aux services est coordonnée à travers un réseau de correspondants associatifs : ce réseau a pour principale mission d'instruire les demandes de subventions des partenaires associatifs de la collectivité, dont l'étude est soumise au groupe de travail subventions (GTS).
Instance de travail réunissant élus et services instructeurs autour de l'étude des dossiers de demandes de subventions des partenaires associatifs de la collectivité, le GTS s'est réuni 11 fois en 2017. La modernisation du GTS depuis 2 ans par la numérisation des dossiers sur un répertoire partagé a permis une plus grande fluidité des échanges avec les élus et services et a rendu possible la tenue de GTS dématérialisés (étude des dossiers à distance par les élus).

Les travaux récurrents d'analyse financière

Le pôle « association » procède de manière régulière à des travaux d'analyse financière, soit à l'appui des travaux contentieux ou précontentieux du service juridique soit, plus généralement, dans le cadre de l'instruction des demandes de subvention des associations.

Le département contrôle de gestion externe (Société d'Economie Mixte, Délégation de Service Public, études financières)

2 nouvelles concessions ont été attribuées en 2017, deux avenants ont été conclus.

DSP	Lancement	Attribution
	-	- Dsp stationnement sur voirie - concession de travaux publics (in house) relative à la rénovation et à l'exploitation

	des bains municipaux
Avenants	- avenant n° 1 Odyssée (avenant technique subvention) - avenant n° 2 MPE transfrontalière (mise à disposition de personnel)
Etudes / divers	- renégociation BE Scala
SEM	- recapitalisation SPL 2 Rives (opération BV) - restructuration – filialisation RGDS

Par ailleurs le suivi et les contrôles des 9 sociétés d'économie mixte, et des 8 délégations de service public de la ville de Strasbourg se sont poursuivis normalement.

DIRECTION DES FINANCES ET DE LA PROGRAMMATION

La Direction des finances et de la programmation (DFP) participe, en lien avec les élus et les directions opérationnelles, à la définition des orientations financières et stratégiques de la ville de Strasbourg.
Dans ce cadre, elle assure les procédures budgétaires et comptables, les analyses financières et fiscales, la gestion de la dette et la cohérence du système d'information financière en coordonnant l'activité des cinq services de la direction et en animant le réseau des responsables finances.
Elle pilote également deux projets transversaux : le projet de fiabilisation des comptes et le projet de la dématérialisation et de réorganisation de la chaîne comptable.

1. Service du Budget et de la Programmation

Au sein de la DFP, les six agents du service du budget et de la programmation sont chargés de centraliser les demandes lors des différentes étapes budgétaires, de préparer les arbitrages budgétaires, d'assurer l'équilibre du budget et de produire tous les documents nécessaires à l'adoption de ces budgets.

L'activité du service suit essentiellement l'exercice budgétaire, de la manière suivante :

1er trimestre

- correction des imputations budgétaires modifiées dans la nomenclature comptable M14 pour l'exercice 2017 ;
- gestion des lignes négatives, retraitement manuel des excédents dans le logiciel comptable Coriolis ;
- repositionnement des non consommés de l'exercice 2016 sur les autorisations de programmes ;
- préparation et validation du calendrier budgétaire de l'exercice ;
- calcul de la répartition de la masse salariale entre la ville et l'Eurométropole de Strasbourg, et édition du rapport correspondant ;
- préparation et présentation de la réunion de la commission mixte paritaire sur les remboursements de la ville à l'Eurométropole pour l'exercice 2016 ;
- préparation et présentation de la délibération concernant l'approbation de la méthode et des modalités d'élaboration des remboursements calculés par la commission mixte paritaire pour l'exercice 2016.

2ème trimestre

- préparation du budget supplémentaire 2017, décision modificative particulière qui reprend les résultats de l'exercice écoulé ;
- prise en compte des arbitrages des élus et rédaction des documents destinés au vote du budget supplémentaire ;
- phase de mise à jour du plan pluriannuel d'investissement avec les données arbitrées du budget supplémentaire 2017 ;
- édition de certaines annexes du Compte Administratif 2016 ;
- édition du budget supplémentaire 2017 (document réglementaire via TOTEM, document de gestion, cahier d'investissement, délibération) ;

- transmission pour la première fois par voie dématérialisée des documents budgétaires à la préfecture.

3ème trimestre

- suivi et vérification des saisies des demandes des services dans le cadre de la préparation du budget 2018 en fonctionnement et en investissement annuel ;
- vérification et édition du document nécessaire aux arbitrages et rédaction d'une note sur les saisies à l'attention de la direction générale ;
- en septembre, à l'occasion de la phase d'arbitrage du budget 2018, préparation des tableaux de bord nécessaires aux arbitrages de la direction générale et des élus ;
- migration des requêtes budgétaires BO sur la nouvelle version BOBI4 ;
- organisation du recensement des demandes pour la décision modificative n°1 du budget 2017 (votée le 23 octobre 2017) ainsi que de la préparation des arbitrages, de l'équilibre, de la rédaction de la délibération et des documents afférents nécessaires pour le vote.

4ème trimestre

- arbitrage des élus sur le PPI Ville (2018-2022) ainsi que le budget primitif 2018 ;
- phase d'édition des documents nécessaires au vote du budget primitif de l'année 2018, à savoir :
    - la notice de présentation du budget ;
    - le document de gestion qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 2018, par direction et service ;
    - le document réglementaire qui sera envoyé à la préfecture ;
    - le cahier d'investissement qui retrace tous les projets d'investissements annuels et pluriannuels.
- préparation et tenue de la réunion méthodologie de la Commission Mixte Paritaire, pour acter les nouvelles modifications (intégration des remboursements pour l'eau, le gardiennage et la maintenance pour le Site Etoile, prise en compte des pourcentages de masse salariale pour les fournitures de bureau, modification des critères de calcul de la répartition de la masse salariale pour le service maintenance bâtiment, le service de la communication interne, la veille stratégique et documentaire et le service évènements),
- préparation des conseils du débat d'orientation budgétaire et d'adoption du budget primitif ;
- analyse des demandes postées par les services en matière de restes à réaliser, soit environ 400 engagements pour un total de report sur 2018 de 2,4 M€.

Par ailleurs, le service se charge tout au long de l'année des virements de crédits demandés par les différents services, des mises à jour des formulaires virements sur l'intranet TOTEMS et élabore à la demande les tableaux de bords nécessaires au pilotage de la fonction finance.

Chiffres clés pour l'année 2017
* 517,4M€ (384 M€ en fonctionnement, 133,4M€ en investissement) au budget voté pour l'exercice 2017,
* 3502 virements traités.

2. Service de la Comptabilité

Le service de la comptabilité compte 20 agents permanents et s'organise autour de deux objectifs :

- contribuer à la qualité comptable et au respect du délai de paiement des fournisseurs ;
- en 2017, outre son rôle d'interface entre les comptables et les régisseurs des services de la collectivité, les services de la Recette des Finances et les tiers (fournisseurs ou autres), le service de la comptabilité a participé au passage à la dématérialisation de la chaîne comptable.

2.1. Cellule relation avec les tiers (CRT)

En 2017, la cellule relation avec les tiers demeure un interlocuteur privilégié pour les fournisseurs (traitement des relances) et les services (informations sur un tiers ou l'enregistrement d'une facture). L'objectif de déconcentration dans les services du traitement des annulations de titres sur exercice antérieur est aujourd'hui en passe d'être atteint.
Enfin, la cellule relation avec les tiers est en charge du traitement des admissions en non-valeur (environ 2 délibérations par an).

2.2. Cellule conseil et contrôle de la dépense

La mission de contrôle des pièces justificatives et de la bonne exécution des marchés publics est le cœur de métier de la cellule

2.3. Suivi des régies et recettes

Chiffres clés pour l'année 2017
* 40 448 mandats édités et 9 822 titres pour le budget principal ;
* 55 mandats et 29 titres pour le budget annexe de l'Ecole européenne ;
* 34 135 factures enregistrées ;
* 22 régies de recettes, 13 régies d'avances et 2 régies d'avances et de recettes gérées, toutes activités confondues ;
* suivi du délai global de paiement (mandats sur facture) : 37,72 jours.

3. Cellule d'assistance et de formation

La Cellule Assistance et formation est chargée de la gestion du système d'information Finances, notamment de l'administration du logiciel financier Coriolis, du Décisionnel Finances élaboré sous un requêteur et des outils qui leurs sont liés.
La cellule est composée de 3 agents. Elle dispense habituellement des formations relatives à l'utilisation de Coriolis (consultation, saisie simple, et saisies budgétaires) ou autres (frais de déplacement). Suite aux changements induits par le projet de dématérialisation et dans l'attente des livraisons des nouveaux outils, le nombre de formations « Coriolis » dispensées en 2017 s'est limité à quelques formations individuelles. L'activité s'est concentrée sur la formation des agents des directions pilotes aux nouveaux outils de la dématérialisation PASTELL et Chorus Pro.

La dématérialisation de la chaîne comptable et de sa mise en œuvre s'est intensifiée en 2017 auprès du Centre communal d'action sociale de Strasbourg et des directions pilotes : la Culture, les Sports, la Construction et patrimoine bâti, les Finances et la programmation.
La Cellule Assistance et formation est fortement impliquée dans la gestion du projet de dématérialisation :

- les travaux, débutés en 2015, se sont poursuivis en 2017 par le déploiement du parapheur électronique IxBus, devant permettre la dématérialisation des procédures de certification du service fait des factures, de validation des ordres de services ou bons de commande et de demandes d'achats. A ce titre, en lien avec les directions pilotes, la cellule a piloté le paramétrage et la mise en œuvre des circuits dématérialisés dans l'outil. Elle a également amorcé la rédaction du cahier des charges de l'interface qui permettra de connecter Coriolis avec le parapheur ;
- le déploiement du parapheur électronique a nécessité la formation des utilisateurs. Dans ce cadre, la cellule a réalisé, puis diffusé des procédures sous forme d'infographies sur intranet, et proposé un nouveau format de support de formation sous forme de tutoriels vidéo. En complément, elle a formé 40 administrateurs fonctionnels déconcentrés afin d'établir un relai dans toutes les directions concernées par la dématérialisation (6 sessions d'une journée). Enfin, 218 utilisateurs comptables et opérationnels des directions pilotes ont été formés à la gestion des dossiers dans le parapheur lors de 24 sessions de formation de 2h à 3h ;
- dans la cadre du lancement par l'Etat de la plateforme de dépôt des factures Chorus pro au 1er janvier 2017, la cellule a procédé aux paramétrages des comptes des collectivités/budgets, à la gestion des profils des utilisateurs ainsi qu'à l'assistance aux entreprises en soutien aux activités du service de la Comptabilité.
- en tant que membre du groupe projet dématérialisation, la cellule a par ailleurs travaillé sur des sujets transversaux tels que la mise en place des workflows, le PES ASAP (avis des sommes à payer) dans le cadre de l'évolution du volet recette, les pièces justificatives des marchés, le PES marché. Elle a également participé à des réunions de travail organisées par l'éditeur et portant sur l'évolution de la règlementation et de l'outil financier.

Membre du Club des Utilisateurs Coriolis (CUC) depuis l'acquisition de l'outil Coriolis en 1997, la cellule est entrée au bureau du CUC courant 2014, et une de ses membres occupe actuellement le poste de secrétaire. Ce positionnement permet à la collectivité d'avoir une meilleure visibilité, tant auprès de l'éditeur que des autres collectivités membres du club. Il permet également un accès plus facile et rapide aux informations liées aux projets et à l'évolution de la règlementation.

En sus du suivi de projet, la cellule assure un rôle d'assistance au quotidien auprès des utilisateurs de Coriolis. Ainsi, le « SVP_Coriolis » a réalisé près de 1 187 interventions, portant sur des blocages divers liés à l'outil informatique, mais également sur des questions de procédures comptables, budgétaires et fiscales.

Chiffres clés pour l'année 2017

* 114 jours/ETP consacrés au déploiement du parapheur électronique dont 74 interventions portant sur le « SVP parapheur électronique » ;
* 295 interventions portant sur le « SVP Chorus Pro » en soutien à l'activité de la comptabilité centrale et dans le cadre de l'administration de Chorus Pro par la cellule ; soit 13 jours/ETP
* 258 agents formés dans le cadre de la dématérialisation comptable ;

* 13 collectivités gérées dans Coriolis ;
* participation à 3 groupes de travail avec l'éditeur sur l'évolution du logiciel comptable Coriolis.

4. Service Financement et Trésorerie

Le service financement et trésorerie assure une gestion optimale des moyens financiers de la collectivité. Il effectue un suivi quotidien de la trésorerie afin de définir l'alimentation adéquate du compte de la ville de Strasbourg au moyen des lignes de trésorerie souscrites auprès d'établissements financiers de la place, vers une gestion dite de "trésorerie zéro".
En fonction de ce niveau de trésorerie et des contraintes budgétaires, le service négocie des emprunts avec les différents prêteurs, conformément à son cahier des charges. Il pilote l'encours de dette de la ville tant dans la comptabilité que dans le cadre d'une démarche active (arbitrage entre index, changement de périodicité, changement de typologie de taux).
Selon les opportunités de marché, le service financement et trésorerie peut procéder à des réaménagements de l'encours ou à des opérations de couverture de risque financier (SWAP). Il assure une veille sur les niveaux des index de marchés et de façon plus générale sur les anticipations des marchés financiers.
Le service centralise les données relatives aux garanties d'emprunts de la collectivité. Il assiste les services instructeurs le cas échéant, assure un suivi régulier de ces garanties et vérifie notamment les niveaux d'encours au regard des ratios légaux.
Il élabore les documents réglementaires concernant la dette propre et garantie de la ville de Strasbourg (annexes IV du budget primitif et du compte administratif).
Il définit l'assiette des dépenses d'investissement éligibles au fonds de compensation de la TVA (FCTVA), établit les états déclaratifs réglementaires y afférant et les transmet à la Préfecture. Il assure le suivi de son versement et répond aux demandes d'éléments complémentaires de la part de la Préfecture.
Enfin, il gère les relations entre la Caisse de Crédit Municipal et la ville de Strasbourg.

Chiffres clés pour l'année 2017
* 218 M€ d'encours de dette ;
* 241 mandats émis pour honorer le remboursement des annuités ;
* 38 contrats de dette et de trésorerie suivis et gérés activement ;
* 96 M€ d'encours garanti suivi.

5. Service Etudes financières et fiscales

Le service assure le suivi des ressources budgétaires d'origine fiscale (taxe d'habitation et taxes foncières) ainsi que des dotations de l'Etat.
Le suivi de ces ressources recouvre l'élaboration de prévisions des recettes, le suivi des évolutions législatives et réglementaires, la préparation des délibérations et l'encaissement des recettes, le suivi des bases fiscales, ainsi que le suivi du fonds de péréquation intercommunal et communal, institué en 2012.

Le service centralise la gestion de la TVA et l'établissement des déclarations, assure le rapprochement des états TVA de l'ordonnateur et du comptable, gère la TVA due sur les factures étrangères et établit les déclarations d'échanges de biens à destination des Douanes.
Le service études financières et fiscales assure une assistance juridique notamment pour :

- le suivi des contentieux fiscaux. Vérifications de comptabilité, demandes de dégrèvement, recours gracieux ainsi que demandes de justifications de l'administration fiscale en matière de TVA ;
- l'assistance fiscale des différents services ;
- le suivi de la gestion fiscale des contrats de délégation, de concession de service public et des différents baux ;
- la rédaction de demandes de rescrits fiscaux ;
- la formation des agents sur la fiscalité applicable aux personnes publiques.

Il élabore et suit les tarifs des services municipaux, en collaboration avec les services thématiques concernés.
Enfin, le service assure la préparation et la convocation de la commission communale des impôts directs, chargée de suivre les immeubles de référence et les modifications des valeurs locatives.
Un travail sur l'imposition du patrimoine appartenant à la ville de Strasbourg a été réalisé, permettant ainsi d'obtenir le dégrèvement de plus de 50 locaux, au titre de la taxe foncière et de la taxe sur les logements vacants.

Chiffres clés pour l'année 2017
* suivi et prévision de 227,54 M€ de produit de fiscalité directe et 42,65 M€ de dotation globale de fonctionnement (en baisse de 1,87M€ par rapport à 2016) ;
* 1,19 M€ de crédits de TVA remboursés sur les secteurs assujettis ;
* 54 arrêtés tarifaires rédigés.

6. Suivi du Projet de Fiabilisation des comptes

Dans son rapport d'observations définitives de novembre 2012 relatif à la gestion et à la situation financière de la ville, la Chambre régionale des Comptes (CRC) a formulé un certain nombre de préconisations ayant trait à la fiabilisation des comptes.

Prenant acte de ces remarques, la ville est engagée dans un projet de fiabilisation de ses processus comptables, appuyé sur un plan d'action exhaustif dont la gestion est portée par la Direction des finances et de la programmation. Le suivi d'avancement de cette démarche structurante est assuré à échéance rapprochée par la Direction générale.
Un comité de pilotage élargi intégrant le Directeur régional des finances publiques (DRFIP) ou son adjoint, les représentants de la Direction régionale des finances publiques et de la Recette des Finances de la collectivité est réuni trimestriellement pour veiller à la coordination cohérente des mesures engagées par l'ordonnateur et son comptable.
Ce dispositif est renforcé, depuis avril 2013, par l'intégration d'un chef de projet Fiabilité des comptes au sein de la Direction des finances.

Un suivi régulier d'avancement de ces mesures classées par catégorie est actualisé par la Direction de l'audit interne. A ce sujet, la CRC est revenue en décembre 2015 afin d'évaluer le suivi de ses recommandations formulées lors de son passage en 2012. Elle a rédigé le 21

juin 2017 un rapport d'observations définitif qui indique que sur 25 observations, 11 ont été mises en œuvre, que 8 sont partiellement mises en œuvre et que 6 sont non mises en œuvre.
Conformément à une recommandation de la CRC, le règlement budgétaire et financier a été mis à jour en supprimant notamment le seuil des restes à réaliser.
L'objectif de fiabiliser les comptes en 2017 demeure : l'axe de fiabilisation concerne à la fois le travail sur l'historique (stock) mais aussi sur le flux 2017.

Dans le cadre des matinées de la comptabilité, 56 comptables ont été formés et sensibilisés aux principes de création de biens et à la gestion de l'inventaire dans Coriolis.

Le travail sur l'historique et la production de fiches d'aide à la décision rédigées conjointement avec la Recette des finances a permis de concrétiser la cession des actions Danone en réalisant une cession de 2,6 M€.

Un travail sur l'historique des encours a permis de réaliser des bascules vers les comptes d'immobilisations corporelles pour 200 M€.

7. Suivi des projets de dématérialisation et de réorganisation de la chaîne comptable

Ce projet structurant s'adresse à un large public, dont il transforme les habitudes de travail. 1000 utilisateurs sont ainsi concernés en interne, que ce soit à la comptabilité centrale (enregistrement, mandatement) ou dans les services (gestionnaires financiers, chargés d'opérations/chargés d'affaires) ; et plus de 10 000 le sont en externe (réseau de fournisseurs et d'usagers, partenaires de la recette des finances, magistrats et auditeurs de la chambre régionale des comptes).

Cette transformation numérique repose sur des fondamentaux techniques importants, et nécessite la mise en place et/ou la mise à jour de plus d'une douzaine d'applications métiers (Chorus Pro, Demabox, PASTELF, Coriolis, iX-Bus, HELIOS, ORC/ATLAS, logiciels facturiers).

Elle s'inscrit dans le cadre de la réorganisation de la fonction comptable (revue des circuits et mise en place de services ressources dans les directions) et le déploiement du projet « Avenir du service public local (ASPL) » de modernisation de l'administration mutualisée.

En 2017, l'équipe projet a mené les activités suivantes :
- la dématérialisation de la facturation des fournisseurs, via le dépôt par Chorus Pro ou la numérisation par le prestataire de numérisation au 1er octobre 2017;
- le test et l'installation du parapheur électronique ;
- le paramétrage des circuits des directions pilotes et la formation des utilisateurs au parapheur électronique, notamment via des tutoriels vidéo ;
- l'équipement des équipes comptables non couvertes en double écran ;
- l'élaboration d'une charte de nommage pour les PJ comptables ;
- la négociation commerciale et le suivi technico-fonctionnel des éditeurs informatiques ;
- le renouvellement du marché d'océrisation des factures ;

- le test, l'installation et la formation à DEMABOX, pour réceptionner les factures numériques envoyées par les fournisseurs chez le prestataire de numérisation ;
- le travail conjoint avec les services émetteurs de factures à destination d'entités publiques pour adapter leurs logiciels facturiers à la réglementation ;
- la communication auprès des entreprises via des réunions d'information sur la dématérialisation des factures (ex : salon de l'achat public, le 16 novembre) et des campagnes de communication (courrier, site internet, foire aux questions, mailing);
- l'identification des modalités de mise en œuvre de la dématérialisation en partenariat avec la Recette des finances ;
- la participation aux groupes de travail de la structure nationale partenariale et de l'éditeur pour faire évoluer Coriolis et Chorus Pro dans le cadre de la dématérialisation ;
- la communication interne, via la publication d'une lettre d'information (*Dém@t Magazine*), la publication de notes et d'actualités sur l'intranet TOTEMS (foire aux questions), des points d'avancement avec les chefs de services administration générale ressources et les correspondants finances.

DIRECTION DES RESSOURCES LOGISTIQUES

La Direction des ressources logistiques regroupe l'ensemble des prestations contribuant à assurer les conditions de travail performantes en intervenant dans les activités :
- de supports logistiques (bâtiments, installations techniques, nettoyage) ;
- de prestations (courrier, standard, sécurité, imprimerie - reprographie, nettoyage) ;
- de gestion d'équipements (informatique, véhicules, téléphonie) ;
- de suivi et de conseil pour les achats transversaux (fournitures administratives et techniques, gardiennage, énergie)
- de gestion patrimoniale (locaux administratifs du site Etoile).

L'activité de la Direction des ressources logistiques couvre des missions ressources pour la l'Eurométropole et la ville de Strasbourg avec une réalisation sur des budgets Eurométropole ou ville selon le service de la DRL (100% Eurométropole pour Informatique et Imprimerie-reprographie et répartition selon les budgets pour Moyens généraux, Parc véhicules et ateliers et Mission achats opérationnels). La Commission mixte paritaire chargée du suivi des missions mutualisées établit des règles de reversements respectifs entre l'Eurométropole et la ville. Les données chiffrées intègrent donc selon le domaine concerné, les deux collectivités.

Principaux points de l'année 2017 :
- prise en main technique d'un nouvel immeuble 38 route de l'Hôpital (38RH) destiné à accueillir des agents des sites St Urbain, Colmar, Bourse et la gestion du pré-accueil ;
- renouvellement de la délégation de service public de Restauration administrative (Centre administratif et Fédération) ;
- renouvellement des certifications ISO 9001 (Imprimerie et PVA) et 14001, 18001 (Imprimerie) ;
- mise en place d'un Groupement d'achat Ouvert et Permanent par l'Eurométropole avec les communes de l'Eurométropole, les Conseils Départementaux du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, les SDIS du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, le SDEA, l'Œuvre Notre-Dame et le CCAS Strasbourg ;
- participation à un Appel d'Offres Transnational pour l'achat de véhicules propres et innovants piloté par la ville de Paris et associant les principales capitales européennes ;
- fin du projet Moc@ de renouvellement des postes de travail informatiques ;
- préfiguration de la mise en conformité du système d'information selon le Règlement Général de Protection des Données ;
- mise en œuvre d'une carte multi-services en lien avec la Compagnie des Transports Strasbourgeois ;
- projet de dématérialisation financière, de la gestion du stationnement.

1. Moyens Généraux

Ce service joue le rôle de maître de maison pour tous les bâtiments rattachés au pôle Etoile à savoir, le Centre administratif, Bourse, Soleure, Berne, Fustel, et 38RH. Il a en gestion technique le centre administratif et le site 38RH. En 2017, la collectivité a quitté les sites St Urbain et Colmar.

Il s'articule autour d'une équipe de direction et de 4 départements :

- le département « courrier – standard – pré-accueil » (49 agents) est en charge de l'ensemble des opérations de traitement et d'acheminement du courrier, de la réception et de l'orientation des appels de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, du pré-accueil du bâtiment 38RH ;
- le département « aménagement et exploitation» (29 agents) assure le suivi et la réalisation d'études, de petits travaux sur des opérations ponctuelles, et l'entretien des bâtiments du pôle Etoile ;
- le département « nettoyage » (48 agents) assure la propreté et l'hygiène des locaux du pôle Etoile ;
- le département « ressources » (24 agents) est l'entité fonctionnelle du service des moyens généraux ; il prend en charge la gestion des ressources humaines, financières et logistiques du service et assure le suivi des marchés annuels de produits et de prestations de nettoyage. L'équipe renfort, composée de 20 agents lui est rattachée.

Le service des Moyens généraux intervient également dans diverses manifestations organisées par la collectivité (expositions, Carnaval, Téléthon, Opération Saint Bernard, tournage de films).

1.1. Département Courrier – standard – pré-accueil

Chiffres clés pour l'année 2017
Courrier

- 343 711 courriers « réceptionnés » ;
- 903 128 plis affranchis et colis pour un montant de 624 823 € ;
- 75 598 impressions d'adressages ;
- 558 849 mises sous plis.

Standard/pré-accueil

- nombre d'appels : 412 412 ;
- nombre de personnes accueillies au 38RH (depuis avril 2017) : 13 139.

Faits marquants :

- courrier : envoi des 140 000 cartes électorales ;
- standard : une équipe travaille à tour de rôle sur trois horaires différents pour couvrir les besoins entre 8 h 00 et 17 h 30. La réflexion pour la mise en place d'un référentiel de compétences au standard a débuté. La prise en charge du Pré-accueil au 38 RH s'effectue entre 8 h 30 et 17 h 30. Il consiste en l'accueil du public et mise en relation avec les services.

1.2. Département Aménagement et Exploitation du Pôle Etoile

Chiffres clés
5 631 interventions (1 579 interventions d'aménagement, 3 543 interventions d'exploitation et 509 de conciergerie) dont 1 704 périodiques.

A noter également :

- 700 agents déménagés (qui ont changé de poste) ;
- le processus de déplacement des cloisons a été mis en suspens pour respecter la mise en œuvre de la procédure « amiante ».

Faits marquants :

- déménagement d'agents vers le bâtiment 38RH et tâches liées à son exploitation ;
- finalisation du dossier transversal de la Délégation Service Public restauration.

1.3. Département Nettoyage

Nettoyage courant : 46 500 m² de surface nettoyée sur 16 sites.
Comparé à 2016, la dépense de papier essuie-mains a diminué de 1 708€, soit 129 paquets d'essuie-mains en moins, suite à l'installation de sèche-mains électriques.

Interventions de l'équipe spécialisée

- 269 demandes d'intervention de l'équipe spécialisée, contre 268 en 2016.
- 72 heures de nettoyage spécialisé ont été confiées à la société détentrice du marché des remplacements ponctuels.

Prestations de nettoyage confiées aux sociétés extérieures
Budget ville **:** 62 325 € dont 1 168 € pour le nettoyage des vitres et 518 € pour le nettoyage spécialisé.

Faits marquants

- réorganisation des sites extérieurs avec le 38RH (abandon des sites de Saint-Urbain et avenue de Colmar) ;
- externalisation de certains sites (locaux des adjoints de quartier).

1.4. Département Ressources

Chiffres clés pour l'année 2017
1 398 jours de formation pour un montant de 15 755,89 €.

Equipe renfort :

L'équipe renfort est composée de 20 agents en situation de reclassement. Ils effectuent 4 types de missions :

- mission « Vigipirate » : 250 jours de surveillance d'accès par an (Parking P1 et P2, accès mobilité réduite, Imprimerie) ;
- mission « Equipe mobile » : ouverture des squares (5 jours par semaine, 250 jours par an pour 12 squares en hiver et 13 squares en été), anniversaires remarquables (350 anniversaires livrés en maison de retraite ou chez les particuliers), contrôles stationnement (650 plaques d'immatriculations relevées et autant de cartons distribués pour les parkings P1 – P2 et 38 RH) ;
- missions « Aire de bus » : gestion de l'aire de bus 7 jours sur 7 de janvier à fin novembre (en 2017, environ 45 000 bus) ;
- missions « intermédiaires » : mise sous pli, saisie informatique, alimentation des WC et fontaines à eau.

2. Imprimerie – Reprographie (Service Eurométropole avec refacturation ville)

Chiffres clés pour l'année 2017

- la consommation totale de papier en 2017 est de 263 tonnes ;
- 34 910 ramettes de papier (bureautique), dont 75 % en papier recyclé. Le papier blanc, certifié PEFC ou FSC, utilisé pour les impressions couleur représente 25% des ramettes ;
- 4 270 263 copies noir et blanc en reprographie ;
- 2 022 298 copies couleur en reprographie ;
- 170 tonnes de papier pour l'impression offset dont 78 tonnes de papier recyclé. 100 % des papiers transformés sont issus d'une filière environnementale.

Faits marquants :

- renouvellement des certifications qualité ISO 9 001, sécurité OHSAS 18 001 et environnement 1S0 14 001 avec la montée de version 2015 pour les certificats ISO 9001 et ISO 14001 ;
- renouvellement de la marque Imprim'vert ;
- renouvellement des certifications PEFC et FSC garantissant la provenance du papier et la bonne gestion des forêts.

Émissions de CO2 (dioxyde de carbone)

Le service imprimerie-reprographie a engendré pour son fonctionnement en 2017 les émissions de 535 tonnes équivalent CO_2. Sur les 5 dernières années, le bilan carbone du Service Imprimerie – Reprographie s'est amélioré de 21%.

3. Parc Véhicules et Ateliers (Service Eurométropole avec refacturation Ville)

Le parc matériel de la ville et de l'Eurométropole se compose de 5128 équipements se répartissant comme suit :

- 304 berlines et berlines société,
- 477 véhicules utilitaires,
- 282 camions et PL,
- 1 243 vélos et deux-roues,
- 324 matériels de déneigement,
- 927 petits matériels,
- 1 538 autres engins et matériels.

Le parc matériel de la ville se compose de 1 896 équipements se répartissant comme suit :

- 107 berlines et berlines société,
- 177 véhicules utilitaires,
- 25 camions et PL,
- 276 vélos et deux-roues,

- 41 matériels de déneigement,
- 703 petits matériels,
- 567 autres engins et matériels.

86 véhicules et engins neufs ont été acquis en 2017.

Marchés
En 2017, l'activité « Marchés publics » du service a développé des nouveautés :
- la poursuite de la mise en place d'une politique « achats » expliquant la stratégie adoptée par le service pour améliorer la performance des achats ;
- la poursuite de la mise en place d'une méthode et d'outils dédiés à l'évaluation des fournisseurs.

26 marchés ont été reconduits pour la ville en 2017 (locations de véhicules et engins, contrôles techniques, réparations extérieures, carburants).

Ateliers Véhicules et engins

Chiffres clés pour l'année 2017
5 011 bons de travail ont été clôturés en 2017, dont 4 782 en régie occasionnant 11 558 heures de main d'œuvre pour la section ;
La combustion de 281 268 litres de carburant et de gaz (GPL et GNV) a généré l'émission de 725 tonnes de CO2 ;
1 147 prestations effectuées pour un coût total de 422 840 €.

4. Service Informatique (Service Eurométropole avec refacturation ville)

4.1. Département Pilotage et Ressources

4.1.1. Activités Cellule Ressource

Son rôle est d'être un soutien et de conseiller les autres agents du service concernant le versant administratif :

- ressources humaines : plan de formation, recrutements, gestion et organisation du temps de travail, accompagnement à la mise en place du projet de service ;
- marchés publics et achats : activité instaurée avec le projet de service. Transfert de charge des opérationnels vers l'administratif (rédaction des pièces administratives, tableau de suivi, mise en place d'une stratégie achat) ;
- comptabilité : engagement, pré-mandatement, suivi de factures, reversement ville/Eurométropole ;
- secrétariat : accueil téléphonique et physique, réservation de salles, gestion des fournitures, réservation de matériel informatiques, gestion des badges.

4.1.2. Activités Cellule Pilotage et Coordination

- gestion des actifs :
    - parc PC : 6 911 (+3,1%) ; parc imprimantes : 1 412 (-0,8%) ;

    - parc Applications (architecture fonctionnelle) : 359 applications “métiers” suivies par le Service Informatique (+8%) et 235 applications de service. (+1%).
- gouvernance des projets :
    - portefeuille projets Plan Pluriannuel des Systèmes d’Information (PPSI) en cours et validés 2018 :
        - 77 projets « métiers » ;
        - 55 projets internes d’infrastructures ou d’organisation.
- sécurité et protection des données personnelles :
    - avancement de la mise en conformité au Règlement Général à la Protection des Données ;
    - déploiement du pilote de la Politique de mot de passe fort ;
    - audits de sécurité (parapheur électronique / outil de coordination des travaux de voirie).
- gestion des changements :
    - opérations majeures liées à la mise en œuvre de projets d’infrastructure et "métiers" et la maintenance des systèmes et applications existants : 423 (+10,4%) ;
    - modélisation du nouveau processus de gestion des changements.
- urbanisation du Service Informatique :
    - travail de fond sur un cadre d’urbanisation : définition des règles d’urbanisation et des activités ;

4.2. Département SI Métiers

Composé de 3 cellules (Projets, Innovation et développements et Usages et maintenance), ce département a en charge la mise en œuvre et la maintenance des applications métiers.
Il conduit en amont des études et/ou projets autour de thématiques d’innovation et assure la relation avec les directions métiers grâce à une équipe de chargés d’affaires.

Les principaux projets :

- mise en œuvre d’une solution de gestion des dossiers sanitaires (nuisances sonores, contrôles de salubrité, sécurités alimentaires) avec possibilité de saisies sur le terrain (via tablettes) ;
- poursuite de la mise en œuvre du projet de dématérialisation financière ;
- mise en œuvre de l’obligation règlementaire concernant la dépénalisation du stationnement (effective au 1er janvier 2018) ;
- dématérialisation du stationnement : mise en production de la dématérialisation du titre résidant et d’une évolution permettant de gérer de nouveaux types d’usagers (ex. : résidents possédant un second véhicule) ;
- mise à disposition sur le site Strasbourg.eu d’un service de prise de rendez-vous en ligne pour les demandes « Accueil-population » (demandes de passeports, de Carte Nationale d’Identité) ;
- mise en œuvre d’une solution permettant de guider et de géo-localiser les véhicules de viabilité hivernale afin d’être informé en temps réel de l’état d’avancement du traitement des voies, d’améliorer le guidage et la sécurité des chauffeurs ;
- renouvellement du marché de gestion des moyens d’impression (copieurs, imprimantes et logiciels associés) ;

- démarrage de la mise en œuvre d'une nouvelle solution de gestion de l'éclairage public ;
- mise en œuvre d'une solution de coordination des fouilles pour le service des Voies publiques et les gestionnaires de réseaux internes et externes ;
- mise en œuvre d'une solution de gestion des arrêtés de circulation ;
- refonte graphique et ergonomique du site Strasbourg.eu s'appuyant sur la nouvelle version de l'outil Liferay ;
- transfert de l'hébergement des sites internet de la collectivité vers un nouveau prestataire.

Les activités de maintenance
Elles permettent d'assurer le maintien en conditions opérationnelles des 359 applications métiers. Elles sont réalisées en lien avec les services métier et les éditeurs de logiciels : installation de nouvelles versions (évolutives ou réglementaires), traitement d'anomalies, mise en œuvre de correctifs, assistance à l'usage.

L'innovation
Dans le cadre de cette activité, les principales thématiques réalisées sont :
- les réseaux IOT avec, comme application concrète, la mise en place d'un réseau IOT sur un périmètre restreint dans le cadre du Congrès ITS Ertico de juin en lien avec l'Université de Strasbourg ;
- la continuation de l'expérimentation d'une solution de WIFI public en partenariat avec un prestataire externe.

Ont également été réalisées des études sur :
- la technologie BIG-DATA et son application dans le cadre de la mobilité ;
- la mise en œuvre d'une carte multi-services en lien avec la CTS.

Méthodologie et organisation
- mise en œuvre d'une nouvelle méthodologie de conduite de projets pour le service informatique (PRINCE2) et son application concrète sur des projets pilotes ;
- la mise en place de l'équipe des chargées d'affaires, en charge de la relation avec les directions métiers. Cette équipe a, en particulier, conduit la réactualisation du portefeuille des projets métiers du PPSI.

4.3. Département Infrastructure des usages du SI

Activités Cellule Production
- volumes de données utilisés : 84 To pour les applications (+12% par rapport à 2016), 101 To pour les données bureautiques (+36% par rapport à 2016) ;
- volumes sauvegardés : 48To (+11% par rapport à 2016) ;
- autres principaux réseaux de données : Médiathèques (11 sites distants WAN, opérateur SFR), service de l'eau (63 sites distants WAN, opérateur SFR), Vidéosurveillance (19 sites distants WAN, opérateur SFR).

Activités Cellule Ingénierie Systèmes et Stockage
- projet d'évolution du poste de travail (MOC@). Fin du déploiement du nouveau poste de travail (95% du périmètre du projet). Mise en œuvre des principales actions correctives suite à l'audit de sécurité du poste de travail MOC@;

- projet migration messagerie : migration des boîtes aux lettres des agents vers la nouvelle infrastructure de messagerie, offrant une taille de boîtes aux lettres plus importante, et facilitant l'accès depuis l'extérieur ;
- projet renouvellement de la consultation d'hébergement des sites internet de la collectivité : renouvellement de la consultation et attribution à la société DRI, transfert des sites internet de la collectivité vers ce nouvel hébergeur.
- projet évolution de la solution de sauvegarde : suite au changement de matériel de sauvegarde, paramétrage des sauvegardes des systèmes et bases de données vers cette nouvelle solution ;
- projet d'évolution de l'infrastructure réseau et serveurs des écoles de la ville de Strasbourg : déploiement de la solution et des fibres optiques opérateur pour 90% des écoles ;
- projet hyperconvergence pour les infrastructures de virtualisation : mise en œuvre de la phase 1 de la nouvelle infrastructure en remplacement de l'infrastructure vieillissante, et transfert des systèmes virtuels vers cette nouvelle infrastructure.

Activités Cellule Ingénierie Réseaux et Télécommunications :

- projet d'interconnexion optique des bâtiments : étude et mise en œuvre de raccordements optiques de plusieurs bâtiments de la collectivité ;
- projet d'optimisation des liens réseaux/télécoms des sites distants : optimisation financière des connexions réseaux/télécoms des sites de la collectivité et mise en adéquation avec les flux utilisés par le site ;
- démarrage du projet d'étude de fin de vie Réseau Téléphonique Commuté (RTC) de l'opérateur Orange : propositions de solutions de remplacement, chiffrages associés;
- projet de renouvellement de la consultation du marché d'acquisition radio : lot 1 → infrastructure et lot 2 → terminaux ;
- démarrage du projet d'étude et de mise en œuvre de nouvelles fonctionnalités et usages de la téléphonie sur IP : étude, test, mise à disposition de nouvelles fonctionnelles ;
- démarrage du projet de renouvellement des infrastructures de téléphonie des sites SDSL vers des technologies IP : intégration au réseau téléphonique central ToiP des sites autonomes ;
- projet de raccordement des sirènes d'alerte à la population : étude et mise en œuvre du déploiement de 5 nouvelles sirènes sur Strasbourg ;
- projet de déploiement Wifi : étude et mise en œuvre des déploiements Wifi dans les bâtiments de la collectivité. 8 sites (plus l'Ecole Européenne) et 77 bornes déployés.

4.4. Département SI Utilisateur

Activités Cellule SVP

- nombre d'appels reçus au SVP Informatique : 59 228 soit une baisse de 7,5% liée en partie à la fin du déploiement MOCA qui avait généré une hausse d'appels. De ce fait, le taux de décrochés s'améliore également légèrement tout en restant faible et passe à 62,38% contre 56,72% l'an dernier ;
- le nombre de tickets SVP est également en légère baisse de -2% soit 907 tickets de moins par rapport à 2016 pour un total de 41 071 tickets traités. Les délais de traitement se tassent légèrement avec 83,34% de tickets traités dans la journée contre 85,74% en 2016.

Activités Cellule Installations, Dépannages et Guichet technique

- nombre de terminaux téléphoniques : 7 173 (pas d'évolution) ;
- nombre de GSM : 1 629 (1 526 en 2016 soit +6,7%) ;
- nombre de PDA : 427 (339 en 2016 : + 25,95%).

Activités Instruction et suivi des demandes utilisateurs

- 3 670 demandes utilisateurs (hors projet et hors accès) – nouveau périmètre du projet de service ;
- 12 022 demandes d'accès dont 993 créations de compte et 654 suppressions de compte (+8,6% par rapport à 2016) ;
- 1 140 déménagements de postes informatiques (hors retours en stock) ;
- 412 commandes.

5. Mission Fournitures et Prestations Transversales

Faits marquants

- intégration des achats du service imprimerie de la DRL et constitution d'un binôme acheteur maître d'ouvrage et expert service imprimerie pour élaborer et conduire les consultations du service imprimerie (professionnalisation des acheteurs) ;
- mise en place du marché en groupement de commande pour la fourniture de bureau (économie 32%) ;
- mise en place du marché en groupement de commande pour la fourniture de fuel (économie 25%) ;
- centralisation et intégration des factures et consommation de l'eau des collectivités dans le suivi des énergies et fluides ;
- mise en place d'un Groupement de commande permanent associant l'Eurométropole, la ville et les communes de l'Eurométropole, les collectivités CD67 et 68, SDIS 67 et 68, le SDEA et l'OND.

5.1. Département approvisionnement

Magasin

Une valorisation du stockage est toujours en cours. L'adressage complet par métier est établi.

- 56,32 % de surface libérée ;
- 18% de références stockées ;
- gain de 46,73 % de la valeur de stock en 2016, stable en 2017 : - 1% ;
- réactualisation du bilan de suivi des consommations pour les services sur le T partages.

Energies

- nouvelle version logiciel Gestion d'énergie GIMA ;
- intégration d'une nouvelle gestion de fluide : eau ;
- bilan de suivi des consommations d'énergie par site et énergie sur le T partages, sur 4 ans ;
- travail d'interface patrimoniale entre Gima et Salvia, en vue d'import de données communes.

Gardiennage

Mise en place d'un marché pour la sécurité des espaces non bâtis, dans le cadre de la non reconduction du précèdent marché.

Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP)

Poursuite du partenariat avec l'UGAP.

5.2. Département Achats

Energies

Démarrage de la mise en place de la nouvelle consultation d'achat d'énergie en groupement (gaz naturel et électricité).

Fournitures techniques

- marché transversal de fournitures de peintures et produits dérivés (gain de 39%). Mise en place d'un marché de fourniture de cartouche d'encre;
- mise en place d'un marché de fourniture de carton d'emballage.

Prestations de sécurité/gardiennage

Mise en place d'un marché pour la sécurité des espaces non bâtis, dans le cadre de la non reconduction du précédent marché. Stabilité des prix intégrant toutefois un service supplémentaire : une main courante électronique sur tablette.

Marché imprimerie

Mise en place de 5 marchés pour le service imprimerie-reprographie sur le mode achat en binôme acheteur/ expert.

Département contrôle qualité nettoyage et produit nettoyage et consommables, gestion multi-sites

Le marché global comprend 10 lots géographiques, 1 lot réservé article 15 (entreprises adaptées ou à des établissements et services d'aide par le travail), 1 lot vitrerie et 1 lot prestations ponctuelles. Ce qui représente 113 sites pour l'entretien des locaux et 11 sites pour la vitrerie.

5.3. Chiffres 2017 MAO Ville

Chiffres clés pour l'année 2017 des achats pour les services

- dépenses achats et magasin : 372 140 € ;
- marchés en cours : 22 ;
- montant des achats sur les marchés transversaux mis en œuvre par MAO → 818 210 €
- dépenses fournitures de bureau et mobilier : 71 882,03 € ;
- dépenses gardiennage : 3 857 886 € ;
- marchés en cours : 57.

Energie

	Electricité			Chauffage urbain		
2017	*Nbre contrats*	*C°*	*Coûts*	*Nbre contrats*	*C°*	*Coûts*
VILLE	1186	48 421 606	6 697 186,91 €	48	17 617 063	1 382 482,18 €
	Gaz			**Fioul**		
	Nbre contrats	*C°*	*Coûts*	*Nbre contrats*	*C°*	*Coûts*
	236	62 563 120	3 053 292,83 €	18	5 267 400,00	346 875,54 €

Chiffres clés des dépenses pour l'année 2017

- dépenses de la ville : 11 479 937,46 € ;
- 1 488 contrats ;
- consommation de 133 869 189 KWh ;
- 4 marchés en cours.

Eau à compter de mars 2017

	Eau		
2017	*Nbre contrats*	*C°*	*Coûts*
VDS	147	**148579**	**375799**

Les données « eau » sont encore à titre indicatif, car bon nombre d'importation des données, en collaboration avec le service de l'eau, sont en cours.
Nombres de factures : 1 158 et 9 factures OND.

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVICES PUBLICS URBAINS

Service prévention et enjeux environnementaux

1. Risques liés à la présence de galeries

En 2017, les deux conventions de partenariat pour la prévention et la gestion du risque lié à la présence de cavités souterraines ont été poursuivies avec le Bureau de Recherches Géologiques et Minières.
La convention de suivi des galeries a permis la visite de 10 inspections programmées, 10 interventions suite à l'apparition de désordre en surface, et 1 nouvelle galerie a été découverte rue des Petites Fermes à Koenigshoffen.
Elle a également permis de procéder à la hiérarchisation des sites susceptibles d'avoir un impact sur le domaine public afin de prioriser la réalisation des travaux.
La seconde convention sur l'amélioration et le test de nouveaux outils a permis la réalisation de 2 inspections à l'aide de robots pour les galeries non accessibles à l'humain, la réalisation de 2 levés 3D permettant d'obtenir des images et dimensions des réseaux ainsi que l'évolution de la base de données.
Ces nouveaux outils ont trouvé leur application rue Lothaire à Strasbourg (quartier Koenigshoffen), où une inspection de galerie inaccessible a pu se faire grâce à l'utilisation de la robotique filoguidée.

2. Risques technologiques

- délibération pour le DICRIM le 23 octobre 2017 (Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs) ;
- lancement du marché pour la réalisation du DICRIM ;
- mise à jour des cartographies des risques technologiques sur la base de données interne ;
- suivi de la mise en œuvre du PPRT (Plan de Prévention des Risques Technologiques) « Port aux Pétroles » auprès des riverains de la Robertsau ainsi que du Port Autonome de Strasbourg.

3. Sites et Sols Pollués

- suivi des divers marchés à bon de commande relatifs aux sites et sols pollués ;
- accompagnement technique de différents services et directions de la ville de Strasbourg dans la problématique des sites pollués, gestion des terres polluées et instructions des autorisations d'urbanisme ;
- collaboration avec le Service Aménagement Espace Public à la mise à jour du cahier des charges type de prestation de maîtrise d'œuvre en intégrant la problématique de gestion de terres en phase travaux ;
- réalisation d'un travail d'amélioration de la connaissance de l'état environnemental au droit des jardins familiaux de la ville de Strasbourg ;

- développement d'un projet de dépollution du Bois du Kupferhammer situé au sein du Parc Naturel Urbain Ill-Bruche. Dans le cadre de ce projet, la ville de Strasbourg a été lauréate de l'appel à projet ADEME portant sur des opérations exemplaires de reconversion de friches urbaines polluées ;
- développement d'une stratégie exploratoire pour la définition d'une solution de réhabilitation innovante des jardins du Heyritz.

4. Qualité de l'Air

Le renouvellement de la flotte de véhicules de la ville de Strasbourg dans le cadre du projet *Strasbourg, Ville et Métropole respirables,* s'est poursuivi en 2017.
Un nouveau dispositif d'urgence appelé « circulation différenciée » applicable en cas d'épisode de pollution long et intense est également entré en vigueur en 2017.
La ville de Strasbourg a soutenu en 2017 l'organisation de la Conférence sur les Sciences de l'Atmosphère et de leurs Applications à la Qualité de l'Air (ASAAQ14) qui s'est tenue à Strasbourg du 29 au 31 mai 2017, lui permettant d'affirmer son intérêt pour la question de la qualité de l'air.

5. Cartographie des données TIC – Mithra Rem

Une cartographie des niveaux d'exposition de la population aux champs électromagnétiques générés par les antennes de téléphonie mobile sur l'intégralité de la ville de Strasbourg est tenue à jour en temps réel.
Le modèle intègre les données relatives à 928 antennes et 3 658 systèmes d'émission.
Une interface directe ouverte sur le site Internet de la ville permet à tout habitant d'être informé sur le niveau d'exposition de son lieu de vie.

6. THD mobile (déploiement antennes mobiles 4G et 4 G+)

En 2017, le comité technique opérationnel de suivi des dossiers d'information (DIM) des opérateurs de téléphonie mobile a examiné et donné un avis favorable à 93 dossiers.
Il s'agit essentiellement de demandes liées à l'évolution du réseau 4G et donc des activations des fréquences LTE 800 et LTE2600.
En 2017, 6 demandes de mesures terrain ont été adressées à l'Agence nationale des fréquences radio (ANFR) afin de vérifier les niveaux réels de champ électromagnétique et de caler les niveaux de champ issus des simulations Mithra-Rem.
Les rapports de mesure 2017 concluent au respect des valeurs limites d'exposition fixées par le décret du 3 mai 2002.

7. Vie fluviale

Le 29 septembre 2017, la charte de partenariat « Vie fluviale » a été ratifiée par le maire de Strasbourg, le directeur général de Voies Navigables de France et différents partenaires locaux : ADEUS, bailleurs sociaux (Habitation Moderne et CUS Habitat), SERS, SPL Deux-Rives et l'Office du Tourisme de Strasbourg. Cette charte a pour objectif la reconstitution d'usages et de liens historiques entre la ville et l'eau, mais également l'émergence de

nouveaux usages de la voie d'eau et d'activités logistiques, ludiques, sportives, culturelles et touristiques. Le document définit ainsi sept orientations thématiques et des actions associées à mettre en œuvre entre 2017 et 2020.

Délégation relations internationales et communication

SERVICE DU PROTOCOLE

Le service du Protocole est chargé de l'organisation des événements présidés par le Maire de Strasbourg ou ses représentants. Il organise également les repas et réunions de travail, gère les cadeaux officiels offerts ou reçus par les élus, et assure des missions de relations publiques : envoi de cartes de vœux, remise de coupes à des associations et de cadeaux pour les anniversaires remarquables. Il assure un rôle de conseil aux élus, au cabinet, aux services, voire à des organismes extérieurs ou entreprises, sur les aspects protocolaires. Il gère également les locaux de l'Hôtel de Ville et de ses annexes.

Durant l'année 2017, le service du Protocole a accueilli plus de 44 300 convives au cours de 1 183 manifestations de la ville de Strasbourg réparties comme suit :

Nature de l'évènement	**Nombre 2016**	**Nombre 2017**	**Evolution**
Visites protocolaires	108	138	21,7%
Commémorations	31	34	8,8%
Réceptions et repas	250	236	-5,9%
Inaugurations	81	94	13,8%
Signatures d'actes	15	8	-87,5%
Mises à l'honneur (coupes, médailles, prix)	87	84	-3,6%
Réunions de travail	398	409	2,7%
Conférences	95	170	44,1%
Tournages	3	10	70,0%
Total	**1068**	**1183**	**9,7%**

- **Les visites protocolaires :**
  - Mme. Annick GIRARDIN, Ministre de la Fonction Publique ;
  - M. Bernard CAZENEUVE, Premier Ministre ;
  - Mme. Emmanuelle COSSE, Ministre du Logement et de l'Habitat Durable ;
  - Mme. Barbara POMPILI, Secrétaire d'Etat chargée de la Biodiversité ;
  - Mme. Sophie CLUZEL, Secrétaire d'Etat chargée des personnes handicapées ;
  - M. le Ministre URVOAS, garde des sceaux, à l'occasion de l'inauguration du Palais de justice ;
  - M. Jean-Yves LE DRIAN, Ministre de l'Europe et des Affaires Etrangères, lors de l'inauguration de la 85ème Foire Européenne ;
  - M. Jean-Michel BLANQUER Ministre de l'Education ;
  - M. Gérard COLLOMB Ministre de l'Intérieur ;
  - M. Stephan TOSCANI, Ministre du Land de Saar ;
  - M. Petro POROCHENKO, Président de l'Ukraine à l'occasion de l'inauguration de 5 dalles d'Europe devant le Palais de l'Europe.

- **Les autres grands événements**
    - cérémonie d'hommage à Helmut KOHL au Parlement européen ;
    - M. William FRIEDKIN, réalisateur, acteur et scénariste américain, invité d'honneur du festival européen du film fantastique de Strasbourg ;
    - Sommet International sur la Désertification ;
    - levée des drapeaux à l'occasion du début de la présidence tchèque du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe ;
    - rencontre annuelle du Club de Strasbourg ;
    - accueil d'une parade militaire d'une délégation allemande de MENGEN ;
    - cérémonie de dénomination du pont Citadelle - André Bord ;
    - lancement des Sacrées Journées ;
    - vernissage de l'exposition consacrée au Mime Marceau à l'Aubette ;
    - voyage inaugural du Tram D vers Kehl ;
    - inauguration de la promenade de l'Europe ;
    - pose de la première pierre du nouveau théâtre du Maillon ;
    - installation de la nouvelle procureure, Mme. Yolande RENZI ;
    - inauguration de l'Exposition -Ils défendent nos libertés- / 30 ans du Prix Sakharov ;
    - célébration des 80 ans de l'ASPTT Strasbourg ;
    - réception à l'occasion de la montée en Ligue du Racing Club de Strasbourg ;
    - remise de la médaille de la ville à M. Jacques-Louis DELPAL ;
    - lancement officiel de Strasbourg Capitale de Noël.

VEILLE STRATEGIQUE ET DOCUMENTAIRE

1. Mission de veille - projets stratégiques

- la mission de veille documentaire dévolue au service est centrée autour des projets stratégiques de la collectivité. Il s'agit de :
  - poursuivre l'élaboration d'une banque de données centralisée des projets dits « stratégiques » et de concevoir et piloter un réseau d'alimentation et de contrôle de la banque de données en lien avec les chefs de projets ;
  - créer un système mutualisé de veille couvrant les différents domaines d'intervention de la collectivité, tout en repérant plus particulièrement la dimension stratégique ou innovante des informations.
- la mission est renforcée et complétée par une veille media consistant à :
  - réaliser une revue de presse quotidienne (week-end inclus) envoyée à environ 500 élus et agents ;
  - constituer des revues de presse « thématiques » en fonction de besoins ou de demandes ciblés.
- la veille inclut :
  - des alertes ou des signalements de textes législatifs, rapports parlementaires et autres informations clés envoyés chaque jour spontanément aux services et élus intéressés (cf. chiffres ci-dessous) ;
  - les recherches documentaires sur un sujet précis (non juridique).

2- Mission documentation

- fournir les ouvrages et périodiques nécessaires aux élus et aux services:
  - procéder aux achats d'ouvrages et à la souscription des abonnements à des journaux, revues et bases de données ;
  - gérer et répartir l'attribution des codes d'accès individuels aux abonnements électroniques.
- alimenter le portail documentaire "E-doc" et en assurer l'administration fonctionnelle ainsi que l'actualisation.

Ressources documentaires

Une bibliothèque de quelque 10 000 ouvrages et magazines répartis essentiellement dans les services de la collectivité (le fonds d'ouvrages du Centre documentaire a été dispersé en 2013-2014).

Acquisitions	Nombre 2017	Coût 2017	Nombre 2016	Rappel Coût 2016
Abonnements	503	223 604, 00 €	520	222 000,00 €
Dont abonnements électroniques	17		19	
Ouvrages et documents	33	1 057,79 €	149	6 391,30 €

Activité de veille documentaire	2017	Rappel 2016
Nombre d'informations ou documents transmis	11 006	10 888
Nombre total d'envois de documents	20 525	20 009
Nombre de destinataires distincts touchés	795	774

DIRECTION DE LA COMMUNICATION

1. Communication externe et presse

1.1. Gestion du planning du réseau d'affichage Decaux sur la ville et l'Eurométropole de Strasbourg

La direction assure la gestion du réseau qui est composé, en tout, de 365 faces 120/175 cm et 164 faces 320/240 cm (lien avec les différents annonceurs, internes et externes, et la société Decaux, pour la pose et la dépose des campagnes).

En 2017, l'activité a donné lieu :
- en format 120/175 cm, à la pose de 265 campagnes nouvelles et 84 campagnes existantes ;
- en format 320/240 cm, à la pose de 140 campagnes nouvelles et 50 campagnes existantes.

1.2. Appels d'offres et diverses consultations

En groupement ville et Eurométropole
- rédaction, publication, analyse et attribution de plusieurs lots de marchés de traduction ;
- attribution du marché totems et stands relancé en 2016 ;
- relance (rédaction et publication) du marché impression grands formats ;
- relance (rédaction et publication) des marchés de communication thématique divisés en 4 lots.

Uniquement pour le compte de la ville
- rédaction, publication, analyse et attribution du marché de communication Noël.

1.3. Les dossiers de communication

Les chiffres clés de l'année 2017 (ville et Eurométropole confondues)

94 dossiers de communication portés par les 7 chargés de communication de l'équipe, incluant 59 campagnes d'affichage Decaux produites en propre.

Le service presse a diffusé 183 communiqués, réactions et invitations presse, ainsi qu'une centaine de brèves et plus de 150 opérations presse ont été menées sur l'année.

- **Projets les plus marquants de l'année**
  - extension du classement au Patrimoine mondial de l'Unesco ;
  - accompagnement, dès avril et tout au long de l'année, de l'ensemble de la démarche pour le nouveau pacte de la démocratie ;
  - prix de l'illumination de la Cathédrale ;
  - campagne institutionnelle « *Strasbourg créative* » ;
  - lancement de « *Strasbourg ça pousse »* ;

- campagne institutionnelle Europe et communication à l'occasion de la fête de l'Europe ;
- accueil du colloque « *Desertif'action* » ;
- suite de la campagne « *A Strasbourg bien ensemble* » sur les thèmes des solidarités, de la non-discrimination et de l'égalité de genre.

- **Rendez-vous annuels**
  - les animations d'été ;
  - Bibliothèques Idéales (10ème édition) ;
  - Forum mondial de la démocratie ;
  - Noël ;
  - production et diffusion des cartes de vœux maire et adjoints en version papier et numérique.

- **Autres activités** : la réalisation du calendrier des religions, l'organisation de la communication des présidences du comité des ministres du Conseil de l'Europe (deux fois par an), l'organisation de l'accueil des nouveaux habitants (deux fois par an), l'accompagnement du chantier des quais.

1.4. Quelques illustrations concrètes

- **Strasbourg classée deux fois au patrimoine mondial de l'UNESCO**

L'extension du classement au patrimoine mondial de l'Unesco au quartier impérial allemand a donné lieu à une campagne de promotion en amont du jury, et de valorisation après l'obtention du classement.
Une exposition en volume, reprenant le logo de la candidature, a été installée place du Château et place Kléber, et une campagne d'image a été menée sur une radio nationale.
Des voyages de presse nationale et étrangère à Strasbourg ont été organisés, et des journalistes locaux ont accompagné la délégation à Cracovie pour l'annonce des résultats.

- **Un nouveau pacte pour la démocratie**

La direction a accompagné le lancement de la démarche de pacte pour la démocratie pour un nouveau rapport à la démocratie locale, avec une campagne ayant pour but d'inviter les habitants à participer aux ateliers et à la plénière de restitution. 500 personnes se sont inscrites et ont alimenté les 13 ateliers qui ont suivi.

- **« *Strasbourg créative* »**

Une campagne intitulée « *Strasbourg l'hyper créative* » a été lancée pour mettre à l'honneur les talents créatifs. Centrée sur quatre acteurs majeurs, la Hear, le Shadok, Central Vapeur et Ososphère, elle a pour objectif d'affirmer que Strasbourg est une place de choix pour les créateurs, makers, artistes et autres entrepreneurs, et non pas seulement une ville de patrimoine. Cette campagne a donné lieu à de l'affichage, à un jeu-concours sur les réseaux sociaux, et à un dossier dans *Strasbourg Magazine* et sur le site web.

- **« *Strasbourg ça pousse* »**

Afin de favoriser la végétalisation de l'espace public par ses habitants, la ville de Strasbourg a lancé la démarche « Strasbourg ça pousse », et a invité les habitants à déposer un dossier de candidature sur une plateforme numérique dédiée. Le lancement a été accompagné d'un événement festif. Le plan de communication comprenait une campagne d'affichage, un relai

sur les réseaux sociaux et la mise en ligne de vidéos courtes, un article dans *Strasbourg Magazine*, et des relations presse lors de l'événement.

- **Fête de l'Europe 2017**

La campagne de communication autour de la Fête de l'Europe visait à présenter la construction européenne et ses institutions de manière pédagogique, tout en rappelant ses valeurs. Elle a pris la forme de 4 portraits de Simone Veil, Louise Weiss, Pierre Pflimlin et Barack Obama, accompagnés d'une de leurs citations sur l'Europe.
Un macaron Fête de l'Europe a été créé afin de faire le lien avec l'ensemble de l'offre festive strasbourgeoise sur la période. Une déclinaison sur le même principe graphique a valorisé la Fête des Européens au Lieu d'Europe.
La campagne a été déclinée sur un affichage Decaux, sur des cartes postales, des marque-pages, des roll-ups et des affichettes. Dans une perspective pédagogique, des rappels historiques ont été placés dans le programme de la Fête de l'Europe.
Le stand de la ville à la Journée portes ouvertes du Parlement européen a été intégré à cette campagne. Les cartes, affichettes et marque-pages y ont été distribués dans un esprit de « collection ».

- **La 10ème édition des Bibliothèques idéales**

Du 7 au 17 septembre, 62 rencontres ont rassemblé environ 150 intervenants autour du roman, de l'essai, de la chanson, de la musique et de la lecture. Un dispositif de communication important a été mis en place (tram, réseaux sociaux, affichage Decaux, presse locale, presse nationale). 30 000 personnes ont fréquenté l'événement.

- **Forum mondial de la démocratie**

Le Forum mondial de la démocratie s'est déroulé du 3 au 10 novembre sur le thème « Le populisme en questions ». La communication, conçue avec les partenaires Etat, Région, et Conseil de l'Europe, a été déclinée sur l'offre du In et du Off. Le programme Off comprenait plus d'une trentaine de manifestations, ouvertes à tous les publics. Un dispositif de communication faisant appel à de multiples supports a été mis en œuvre (programme, web, insertions presse, signalétique, flyers, affichage). L'installation de l'exposition « L'Etat trompeur, le pouvoir de la propagande nazie », conçue par *le United States Holocaust Memorial Museum,* a été organisée au barrage Vauban et dans la salle de l'Aubette.

- **Noël**

Un nouveau visuel a été créé pour l'événement « *Strasbourg, Capitale de Noël* ».
Une maquette en papier de Strasbourg pendant le marché de Noël a été créée en collaboration avec l'artiste Sam Pierpoint, et installée dans une des vitrines de l'Office de Tourisme, Place de la Cathédrale. Un nouveau site Internet a été mis en ligne.

- **Desertif'Actions**

Strasbourg a accueilli le Somment Désertif'actions en juin 2017, en collaboration avec l'association CARI, qui agit dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Désertification (CNULD), issue du Sommet de la Terre de Rio de 1992. Des experts d'une cinquantaine de pays se sont réunis pour travailler sur la désertification. La direction a valorisé le rôle de Strasbourg sur la scène internationale lors de cette rencontre, avec l'accroche « Strasbourg en actions pour la planète ».

Les initiatives du Maire concernant la gestion et l'intégration des migrants dans la ville, mais aussi des personnes sans domicile fixe en général, ont été particulièrement présentes dans les relations presse, avec notamment la publication d'une tribune dans le Monde.

2. Editions

Au cours de l'année 2017, les marchés publics liés aux activités du service Editions ont été renouvelés (création des maquettes, exécution graphique, gestion des espaces publicitaires, impression, diffusion en boîtes aux lettres et sur l'espace public). Ce travail a permis d'atteindre l'objectif d'une modernisation de la maquette de *Strasbourg Magazine*, avec des coûts d'exécution graphique et d'impression réduits. Le premier numéro de cette nouvelle maquette est paru au mois d'avril 2017.

En collaboration avec le service de la Communication numérique, le service Editions poursuit le travail de développement du webmag sur le site internet Strasbourg.eu.

3. Communication numérique

- **Refonte complète du site www.strasbourg.eu**
  Le site principal www.strasbourg.eu a fait l'objet d'une refonte complète. La nouvelle version a été mise en ligne en novembre 2017.
  Parmi les évolutions principales :
  - nouvelle charte graphique ;
  - optimisation pour la navigation mobile ;
  - optimisation du moteur de recherche ;
  - réorganisation éditoriale partielle ;
  - meilleure articulation entre les services pratiques et l'information institutionnelle ;
  - points d'accès rapides aux rubriques, services et pages les plus recherchées ;
  - nouveaux formulaires en ligne pour près de 70 démarches.

  En 2017, le nombre de visites sur le site est resté stable avec 3,3 millions de visites.

- Le réseau des musées bénéficie d'un nouveau site plus moderne et adapté aux usages mobiles : www.musees.strasbourg.eu.

- En lien avec les nouvelles orientations stratégiques de l'opération Capitale de Noël, son site internet a été modifié avec davantage de place pour les images et une nouvelle approche éditoriale: www.noel.strasbourg.eu.

- Le nouveau site www.strasbourgcapousse.eu invite les Strasbourgeois à jardiner leur ville sous tous ses aspects.

- **Présence sur les réseaux sociaux**

La ville et l'Eurométropole de Strasbourg sont fortement actives sur les réseaux sociaux : Facebook, Twitter, Instagram, LinkedIn. Snapchat reste utilisé pour toucher une cible plus jeune, principalement lors d'événements comme le marché de Noël, le FARSe ou la fête de la musique.

Le service de communication numérique coordonne désormais une trentaine de pages Facebook thématiques administrées directement par les services (culture, démocratie locale, développement économique, etc.). Il a poursuivi l'animation de ce réseau par des rencontres trimestrielles d'échanges et la mise en place de formations mutualisées.

- **Production vidéo**

Fin 2017, le compte officiel Dailymotion de la collectivité comptait 480 vidéos avec près de 1,5 million de vues.
Les conseils municipaux font l'objet d'une retransmission en direct avec 615 spectateurs (IP) en moyenne.

DIRECTION DES RELATIONS EUROPEENNES ET INTERNATIONALES

Les orientations stratégiques renforcées pour la période 2014-2020

Formalisées en décembre 2014, ces orientations s'inscrivent dans la continuité des précédentes. L'ambition est de renforcer la visibilité et l'attractivité de Strasbourg, ville frontalière au cœur de la région rhénane, capitale parlementaire européenne, mais aussi ville diplomatique internationale.
Il s'agit de se concentrer notamment sur :

- l'avenir du territoire transfrontalier : les différents niveaux (Strasbourg-Kehl, Eurodistrict, réseau du Rhin supérieur) sont un atout pour l'attractivité de Strasbourg, en appui de sa vocation européenne ;
- le renforcement des partenariats avec les institutions européennes présentes sur le territoire de la ville ;
- la valorisation des savoir-faire dans les réseaux européens et au sein des partenariats ;
- l'association des habitants de Strasbourg aux actions de rayonnement européen et international de la ville.

Strasbourg peut conforter son positionnement comme lieu de réflexions et de débats, notamment pour la jeunesse européenne, sur les sujets qui fondent son identité de ville symbole de la réconciliation et de l'humanisme européen : les droits de l'Homme, la démocratie, la participation citoyenne, le vivre-ensemble.
Enfin, cette ambition européenne et internationale se réalise aussi :

- à Strasbourg : à travers une politique de partenariat avec les institutions européennes, avec une participation aux programmes européens en faveur des Strasbourgeois, grâce au nouvel outil de dialogue avec les citoyens que représente le Lieu d'Europe ;
- au niveau international : grâce à la valorisation dans les nombreux réseaux des spécificités et des atouts nombreux d'une métropole à taille humaine au cœur de l'Europe, que ce soit en matière d'innovation technologique, d'excellence académique, de mobilité douce, d'économie sociale et solidaire, d'intégration, de qualité de vie ou de gouvernance. Strasbourg peut peser sur ces sujets à travers les réseaux français et internationaux qui rassemblent les collectivités locales, mais aussi grâce à son réseau de villes jumelées et partenaires.

1. Espaces germanophones et relations transfrontalières

1.1. Eurodistrict Strasbourg-Ortenau

La collectivité s'engage dans le développement de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau. Au-delà du fonctionnement institutionnel du Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT) et de son Secrétariat Général, ces crédits contribuent au soutien d'actions transfrontalières sur l'ensemble du territoire de l'Eurodistrict.
De nombreux projets transfrontaliers portés par des acteurs associatifs ou institutionnels ont ainsi pu être cofinancés en 2017. Par ailleurs, à la suite de la mise en service de la ligne de tram Strasbourg-Kehl, l'Eurodistrict a financé un habillage du tram aux couleurs transfrontalières. La structure a également cofinancé la mise en service d'une ligne de bus « Erstein-Lahr » facilitant la mobilité des salariés qui résident en France et travaillent dans les entreprises de la zone industrielle de Lahr. A l'instar des années précédentes, l'Eurodistrict a créé un fonds de soutien de 50 000 € permettant de cofinancer des projets qui visent à favoriser l'accueil des réfugiés de part et d'autre de la frontière.

1.2. Relations Strasbourg-Kehl

Sur un plan institutionnel, la commission Strasbourg-Kehl s'est réunie le 5 avril 2017. Elle permet l'examen de sujets techniques et complémentaires au conseil municipal commun :

- préparation de l'inauguration de la ligne D ;
- *« Tramfest »* ;
- parcours du challenge des navettes autonomes ;
- calendrier partagé de l'évènementiel au Jardin des Deux Rives ;
- échanges sur les enjeux actuels en matière de géothermie profonde ;
- introduction prochaine de la vignette « Crit'Air » ;
- implantation sur le pont du tramway de l'œuvre d'art « Écrire les frontière » autrefois au Pont de l'Europe.

Un groupe contact permanent a été institué entre les deux villes. Il est destiné à recenser les différentes manifestations se tenant au Jardin des Deux Rives, dans un but de coordination transfrontalière quant à la gestion de cet espace.

Les projets Strasbourg/Kehl se poursuivent:

- La ligne de tramway D relie officiellement les villes de Strasbourg et la gare de Kehl depuis le 28 avril 2017, aboutissement d'une démarche de plus de 10 années ayant nécessité la construction d'un nouveau franchissement rhénan, l'adaptation du matériel roulant aux normes allemandes de circulation et l'adoption d'une tarification spécifique combinant les deux systèmes (CTS et TGO). L'inauguration a rassemblé les partenaires du projet et de nombreuses personnalités françaises et allemandes lors d'un évènement protocolaire le 28 avril, suivi d'une « Tramfest », week-end de festivités de deux côtés de la frontière dont le succès populaire a été considérable. Ce projet est très suivi aux plans national et européen car il représente un cas d'étude spécifique pour le dépassement des obstacles transfrontaliers de diverses natures (juridique, technique, budgétaire) pour promouvoir des modes de déplacement non-polluants et favoriser la construction d'une agglomération franco-allemande.

- *La maison de la petite enfance transfrontalière* comprend désormais autant de professionnels allemands que français et la structure affiche complet aussi bien côté kehlois que strasbourgeois. La pédagogie déclinée au sein de cet établissement conjugue les approches française et allemande en matière de petite enfance.

- En raison des travaux de rénovation de la piscine couverte de Kehl, les membres du club de natation de Kehl bénéficient d'un créneau horaire hebdomadaire au complexe de Schiltigheim pendant la période hivernale. Cette disposition pourrait être reconduite pendant au moins 4 ans, en fonction de l'avancement des travaux côté allemand.

Le Prix De Gaulle – Adenauer 2017 a été attribué aux Ecoles professionnelles de Kehl (BSK), en reconnaissance de leur engagement volontariste en faveur de la formation professionnelle franco-allemande.

1.3. Réseau des villes du Rhin Supérieur

La ville de Strasbourg a maintenu son implication dans le Réseau des villes du Rhin Supérieur, engagé dans la formalisation d'échanges réguliers et de positionnement stratégique envers les instances de coopération rhénanes. A l'instar des années précédentes, différents sujets d'intérêt partagé ont été identifiés et donneront lieu à des échanges d'expériences entre les villes sous des formes diverses (conférences, visites de sites, rencontres informelles etc.).

1.4. Jumelages avec Stuttgart et Dresde

1.4.1. Stuttgart

Accueil des réfugiés et vivre ensemble

Dans le prolongement du colloque organisé en octobre 2016 à Stuttgart sur le vivre-ensemble, une délégation composée de représentants de l'administration de la ville de Strasbourg, ainsi que d'associations, s'est rendue à Stuttgart le 28 novembre 2017 pour rencontrer les acteurs impliqués dans l'accueil des réfugiés. Cet échange a permis de mieux appréhender les enjeux complexes de cette question, de comparer les approches et les méthodes de travail entre les deux villes, et de réfléchir à la mobilisation de la société civile pour accompagner les réfugiés. L'échange a été prolongé par une visite du Welcome Center de Stuttgart, porte d'entrée unique pour tout nouvel arrivant, destiné à faciliter son intégration et la gestion des formalités administratives.

Education / mobilité étudiante

Outre le versement de subventions afin de soutenir les échanges scolaires entre les deux villes, Strasbourg a accueilli en 2017 un groupe de collégiens de la Linden-Realschule de Stuttgart au sein de différents services de l'administration. Durant une semaine, ces collégiens ont effectué leur stage obligatoire de découverte du milieu professionnel côté français. Différents services de la collectivité ont été mobilisés pour cet accueil : Petite enfance, Médiathèques, Vie sportive et Lieu d'Europe.

Sport

Les échanges d'expérience ont été réactivés entre les deux villes avec comme objectifs d'optimiser les subventions versées dans le cadre d'échanges sportifs, mais également d'identifier des pistes de coopération pour des actions concertées à venir (disciplines prioritaires etc.). A l'instar des années précédentes, la ville a soutenu la participation de coureurs strasbourgeois au « Stuttgart-Lauf » et a accueilli des coureurs de Stuttgart lors des

courses de Strasbourg, en partenariat avec l'Office des sports. Par ailleurs, différents tournois sportifs franco-allemands ont été subventionnés.

1.4.2. Dresde

Education / universités / recherche

A l'instar des années précédentes, la ville a soutenu différents échanges scolaires.

Un nouveau dispositif permettant d'octroyer des bourses de recherche à des doctorants, chercheurs post-doctorants ou permanents inscrits à l'Université de Strasbourg et souhaitant effectuer un séjour dans un centre de recherche de Dresde a été lancé.

Sport

Pour la première année, des coureurs de Strasbourg ont pris part au marathon et semi-marathon de Dresde, avec le soutien de la ville de Strasbourg et de l'Office des sports.

Relations institutionnelles

Sur le plan institutionnel, Strasbourg a accueilli une délégation officielle de la ville de Dresde à l'occasion des festivités organisées par la Représentation permanente du Conseil de l'Europe, le 3 octobre 2017. Cette venue a été l'occasion d'évoquer les différents sujets de coopération entre les deux villes.

Parallèlement à cette réception, le maire de Strasbourg a participé, à l'invitation du maire de Dresde, aux « Dialogues de Dresde », colloque international ayant réuni, les 2 et 3 octobre 2017, plusieurs élus de grandes villes pour échanger sur les problématiques actuelles en matière de cohésion sociale et d'intégration ainsi que sur les réponses apportées.

Le maire de Strasbourg a reçu le maire de Dresde le 19 octobre 2017 pour aborder en particulier les questions de transports urbains et de mobilité durable, ainsi que les perspectives du jumelage entre les deux villes, avec un accent porté sur les relations culturelles et les échanges de jeunes.

1.5 Relations avec la Suisse

Suite à l'invitation émanant du Comité central des corporations de Zurich, la ville de Strasbourg a donné son accord pour prendre part aux festivités du Sechseläuten (Fête de printemps), en qualité de ville invitée d'honneur en 2019.

2. Strasbourg, capitale européenne

2.1. Accueil des institutions européennes

La mobilisation de l'Etat et des collectivités locales (ville et Eurométropole de Strasbourg, Région Grand Est et Département du Bas-Rhin) en faveur de l'accueil des institutions européennes sur le sol strasbourgeois s'appuie en premier lieu sur le contrat triennal « Strasbourg capitale européenne ».

La société civile est également mobilisée depuis février 2013 autour du Comité pour l'Europe de et à Strasbourg (COEURS), qui œuvre aussi en faveur du siège du Parlement européen à Strasbourg. Il rassemble les partenaires de la société civile qui souhaitent apporter leur contribution en faveur du siège du Parlement européen et de « Strasbourg, capitale européenne ». Plateforme d'échanges et d'information, le COEURS a pour ambition d'offrir de la cohérence et de la visibilité aux initiatives émanant de la société civile.

Depuis juillet 2013, une "Task Force" chargée de trouver les voies et moyens pour modifier le rapport de force en faveur de Strasbourg, en particulier au sein du Parlement européen, a été

mise en place. Regroupant des représentants de l'Etat, des grandes collectivités territoriales, des parlementaires locaux et européens, les représentants des groupes politiques au conseil municipal de Strasbourg et des personnalités qualifiees, elle est le lieu de partage de l'information et de coordination des actions menées en commun ou dans le cadre de chaque collectivité ou institution.

2.1.1. Gestion des transports des membres du Parlement européen et de l'APCE depuis les aéroports

Depuis de nombreuses années, la ville de Strasbourg et le Département du Bas-Rhin contribuent aux déplacements des parlementaires européens et des membres de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) depuis et vers les aéroports voisins. Au sein de la Direction des Relations Européennes et Internationales (DREI), le Pôle Accueil des institutions européennes et des délégations internationales (AIEDI) est chargé de l'organisation de ces transferts lors des sessions plénières du Parlement européen et de l'APCE.

Au cours de chacune des 12 sessions du Parlement européen de 2017, l'équipe du pôle travaille au sein des bureaux d'accueil et d'information de la ville, dans les bâtiments Louise Weiss et Winston Churchill du Parlement européen.

2.1.2. Salon Etoiles de l'Aéroport de Strasbourg

A l'aéroport de Strasbourg, un salon d'accueil, le « Salon Etoiles », est réservé aux membres du Parlement européen et de l'APCE pour les accueillir lors des sessions.

2.1.3. CTS - Transports

Au cours de chaque session parlementaire, la ville organise avec la CTS un service quotidien de transport en bus (navettes régulières aller-retour entre la gare centrale et les institutions européennes), mis gracieusement à disposition des parlementaires et des personnels du Parlement européen et du Conseil de l'Europe

2.1.4. Euraccueil

La mission Euraccueil est chargée des réservations hôtelières et les bureaux d'accueil de la ville de Strasbourg délivrent les informations et prestations utiles à l'accueil et au séjour des parlementaires, de leurs collaborateurs et des fonctionnaires des institutions européennes.

2.1.5. Présence à Bruxelles

Un agent d'accueil est présent au bureau d'accueil de la ville de Strasbourg au Parlement à Bruxelles la semaine qui précède la session plénière à Strasbourg, du lundi après-midi au jeudi.

2.1.6. Accueil, programme et accompagnement de délégations

Le Pôle Accueil des Institutions européennes et des Délégations internationales est chargé, en collaboration avec le service du Protocole, de l'organisation des réceptions, visites et évènements liés à la présence des institutions européennes à Strasbourg. Chaque année, la ville reçoit des groupes du Conseil de l'Union européenne, du collège d'Europe et accueille les membres du Parlement européen, de l'APCE et du Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux d'Europe (CPLRE).

2.2. Mise en œuvre du partenariat privilégié avec le Conseil de l'Europe

Depuis mai 2010, la ville de Strasbourg a noué un partenariat avec le Conseil de l'Europe afin de développer des actions communes dans les domaines tels que la promotion de la démocratie, les droits de l'Homme et l'éducation à la citoyenneté.

2.2.1. Le Forum Mondial de la Démocratie de Strasbourg

La sixième édition du Forum mondial de la démocratie de Strasbourg s'est tenue du 8 au 10 novembre 2017 pour le programme « in » et du 3 au 10 novembre 2017 pour le programme « off », autour du sujet « Populisme en question(s) ».

A l'instar des années précédentes, le Palais de l'Europe a accueilli près de 2 000 participants de plus de 80 pays du monde entier. A cette occasion, 40 initiatives concrètes ont été discutées par les participants et ont concouru au prix de l'innovation démocratique. Celui-ci a été attribué à l'initiative de « The Insider », un journal d'investigation russe. Sur les réseaux sociaux le hashtag #CoE_WFD a généré près de 27 million de vues.

Le programme « off » 2017 a réuni de nombreux partenaires locaux et nationaux autour d'une offre diversifiée. Reporters Sans Frontières, Courrier International, la Librairie Kléber, Events4Life, l'Institut d'Etudes Politiques de Strasbourg et l'Université de Strasbourg ont participé à l'élaboration de plusieurs temps forts qui ont jalonné la semaine du Forum pour aborder la question des populismes sous toutes les formes et en présence d'intervenants de haut niveau.

Le programme « off » a évolué. Pour laisser davantage la place à l'échange interactif et attirer de nouveaux publics, la grande salle de l'Aubette a été transformée en espace AGORA où différentes manifestations se sont succédé pour interpeller le public sur la notion de populisme : débats, stand-up, spectacle d'improvisation, soirée slam, atelier d'écriture et d'illustration, joutes oratoires, etc. Un « Café du peuple » visait par ailleurs à privilégier la convivialité. Deux expositions ont complété l'événement : l'une sur le pouvoir de la propagande nazie réalisée par le *United States Holocaust Memorial Museum* à Washington, l'autre sur l'expérience de journalistes face aux populistes créée spécifiquement pour le Forum mondial de la démocratie par Reporters Sans Frontières.

2.2.2. Le soutien à l'organisation d'une programmation culturelle pour les pays membres du Conseil de l'Europe à l'occasion de leur présidence du Comité des ministres

Afin de mieux faire connaître le Conseil de l'Europe et ses Etats membres aux Strasbourgeois, la ville soutient depuis 2010 la mise en place de programmations culturelles qui mettent en valeur les pays qui se succèdent à la présidence du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe. Le soutien de la ville en la matière peut se traduire par l'attribution d'avantages en nature (mise à disposition de salles municipales, aide à la communication, impression de documents, etc.) ou l'attribution de subventions votées en conseil municipal.

Ainsi, entre novembre 2016 et mai 2017, Chypre a proposé une programmation variée pour mieux faire connaître l'île et ses traditions : expositions, concerts, gastronomie, quinzaine cinématographique. Les thèmes centraux de cette présidence ont été la valorisation du patrimoine, et les questions actuelles liées à la crise migratoire et aux droits de l'Homme,

commémorant le 55ème anniversaire de la signature de la Convention Européenne des droits de l'Homme.
Durant la présidence de la République tchèque, de mai à novembre 2017, s'est tenu un programme mettant en valeur son patrimoine. Cette présidence a été clôturée par un concert de l'Orchestre philarmonique de Strasbourg.

La ville de Strasbourg organise également, à l'occasion de chaque passation de présidence du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, une cérémonie officielle de lever de drapeau, et inaugure une vitrophanie pour le tramway aux couleurs du pays qui détient la présidence.

2.2.3. La participation de la ville de Strasbourg aux travaux du Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux d'Europe (CPLRE)

Représentant la ville de Strasbourg au sein du Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux du Conseil de l'Europe, Mme Nawel RAFIK-ELMRINI, adjointe au maire en charge des relations européennes et internationales, a été nommée rapporteuse sur le rôle et les responsabilités des collectivités locales en matière d'accueil et d'intégration des enfants réfugiés non accompagnés.
Le rapport adresse des recommandations concrètes aux pouvoirs locaux, en particulier dans les domaines de l'éducation, de l'apprentissage de la langue et de l'accès aux services publics des nouveaux arrivants. Il valorise les expériences positives entreprises au niveau des territoires, y compris des projets strasbourgeois particulièrement emblématiques de la politique d'accueil de la ville.
La ville de Strasbourg a associé à la session plénière du mois d'octobre des représentants du Conseil des jeunes qui s'engagent sur la thématique de l'accueil et de l'intégration.

2.3. Strasbourg et l'Europe : un rayonnement partagé

2.3.1. L'engagement européen et international de Strasbourg en faveur de l'accueil des réfugiés

La ville de Strasbourg a renforcé en 2017 ses actions européennes et internationales en faveur de l'accueil et de l'intégration des réfugiés.
Strasbourg est devenue la première ville française à rejoindre le dispositif « Online Linguistic Support for Refugees » de la Commission européenne, qui permet à des personnes nouvellement arrivantes sur son territoire de bénéficier de cours de français personnalisés en ligne. La démarche s'appuie sur la plateforme linguistique habituellement accessible aux participants au programme Erasmus+. Les premières licences d'utilisation ont été attribuées en partenariat avec des associations locales.
Complétant le partenariat engagé avec l'Université de Strasbourg en 2016 pour favoriser l'accès des jeunes nouveaux arrivants à la formation et aux études, la ville de Strasbourg a lancé en 2017 un programme d'attribution de bourses. L'Université de Strasbourg et des organisations de la société civile sont associées à ce dispositif qui prévoit également un accompagnement personnalisé des personnes bénéficiaires dans la réalisation de leurs projets.
S'inspirant des expériences positives observées à l'échelle de plusieurs villes européennes, la ville de Strasbourg s'engage dans le développement d'un programme de tutorat initié par l'association Makers for Change pour mettre en relation les nouveaux arrivants avec les citoyens de Strasbourg. Les binômes constitués entreprennent des activités ouvertes au public

de valorisation de la culture du pays d'origine (notamment à travers le sport, la gastronomie, la musique). Le projet implique en priorité des jeunes du quartier du Neuhof.

La ville de Strasbourg a été invitée par la Commission européenne en 2017 à rejoindre le Réseau Européen pour l'Intégration (EIN). L'EIN vise à faciliter la coordination des politiques publiques en matière d'intégration des nouveaux arrivants au sein des pays de l'Union européenne. Il est composé de représentants des Etats membres, de pouvoirs locaux et d'associations.
Les membres de ce réseau ont vocation à conseiller la Commission européenne dans sa politique d'intégration et à partager leur expertise de terrain. La dynamique d'échanges de bonnes pratiques se concrétise par l'organisation de visites de terrain, la première d'entre elles s'étant tenue en Suède (comté de Västra Götaland) au mois de février 2017.

A l'occasion de la Journée Mondiale des Réfugiés (20 juin), la ville de Strasbourg a entrepris avec plusieurs associations partenaires des actions de sensibilisation sur la thématique migratoire. Un échange a été organisé au Lieu d'Europe entre de jeunes réfugiés accueillis à Strasbourg et de jeunes Strasbourgeois, avec le concours du Conseil de l'Europe dans le cadre du Mouvement contre le discours de haine. Un cabaret participatif éphémère s'est tenu en seconde partie de journée à l'initiative de l'association Apollonia.

La ville de Strasbourg est fréquemment invitée à intervenir dans le cadre de conférences internationales de haut niveau, afin de valoriser son expérience tant locale qu'internationale, comme la Conférence internationale sur la dignité humaine dans les périodes de conflit et de crise organisée à Nauplie (Grèce) le 27 mai 2017.
La ville de Strasbourg participe également au projet européen « URGENT ! » (programme « Europe pour les citoyens ») coordonné par l'Association européenne pour la démocratie locale (ALDA) et a participé dans ce cadre à une réunion d'échanges de bonnes pratiques organisée à Venise le 19 et le 20 mai 2017.

2.3.2. Le Club de Strasbourg, un réseau européen et solidaire

Les projets entrepris par le Club de Strasbourg ont vocation à promouvoir une Europe solidaire, citoyenne, ouverte sur le monde. Le réseau est aujourd'hui composé de plus de 80 villes dont l'action s'organise dans le cadre de différentes commissions thématiques.

2.3.2.1. Commission Citoyenneté active, Cultures de Paix, droits de l'Homme

La réunion plénière annuelle du Club de Strasbourg, du 6 au 9 novembre 2017, était centrée sur l'accueil et l'intégration des réfugiés. Cette réunion a mobilisé 31 délégations européennes issues de 17 pays différents. Les villes du Club de Strasbourg ont affirmé leur volonté de travailler en lien étroit avec les institutions européennes sur ce sujet dans le cadre notamment du Fonds Asile, Migration, Intégration de la Commission européenne.

2.3.2.2. Commission Jeunesse

Le Club de Strasbourg a accueilli au sein du réseau la municipalité de Braga, initiatrice du programme *100 % Youth City*, que les villes du réseau ont été invitées à rejoindre. Une visite de terrain a été organisée à Braga en mai 2017 à l'invitation de la municipalité portugaise, dans le cadre du projet européen « BoostInno » sur l'innovation sociale (programme URBACT), afin de présenter cette initiative et le dispositif de budget participatif qui y a été lancé à l'attention des jeunes.

Par ailleurs, avec plusieurs de ses villes partenaires, la ville de Strasbourg s'est investie dans la perspective de la 14ème édition du Parlement européen de la Jeunesse pour l'Eau qui s'est tenu à Rovereto (Italie), du 1er au 7 octobre 2017. La ville de Strasbourg a présenté une délégation européenne composée d'une étudiante, d'un jeune réfugié, d'une jeune volontaire européenne et d'un élève du lycée Marcel Rudloff. Les membres de la délégation européenne ont réalisé, en amont de cet événement, différentes actions de sensibilisation aux enjeux liés à l'eau sous la forme de micros-trottoirs, en particulier à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Eau.

2.3.2.3. Commission Energie Verte

Les échanges organisés dans le cadre de la Commission Energie Verte, réunie à l'occasion de la rencontre annuelle du réseau, ont porté sur la manière dont les villes européennes pouvaient contribuer à la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris sur le climat. Différentes initiatives issues des villes membres du réseau ont été mises en valeur.

2.3.2.4. Commission Intégration des populations roms

La ville de Strasbourg a contribué à l'élaboration d'un plaidoyer politique pour favoriser la participation politique des femmes roms, dans le cadre de la Sixième Conférence internationale des femmes issues des communautés roms et des gens du voyage organisée par le Conseil de l'Europe le 6 novembre. Elle s'est engagée également dans le cadre d'un groupe de travail, formé à l'initiative du Conseil de l'Europe, dédié à la lutte contre les discriminations multiples, qui rassemble des associations et villes européennes.
Par ailleurs, plusieurs actions ont été organisées au sein des villes partenaires à l'occasion de la Journée internationale des Roms, le 8 avril. A Strasbourg, la programmation comprenait la tenue d'une exposition de présentation de parcours d'intégration réussis, accueillie à l'Hôtel de Ville, ainsi que des activités d'échanges et de promotion de la culture roms, notamment à travers la gastronomie et la musique, au Lieu d'Europe.
La sensibilisation des villes du réseau aux programmes européens qui soutiennent l'intégration des personnes roms fait également partie des objectifs de la Commission. C'est dans ce cadre que le Conseil de l'Europe est intervenu à l'occasion de la réunion de la commission du 9 novembre pour présenter le programme ROMACT qui offre des possibilités de financement et une expertise aux villes européennes.

2.3.2.5. Lancement d'une Commission Sport

L'année 2017 a vu la création d'une Commission « Sport » au sein du Club de Strasbourg. Les deux axes de travail retenus pour cette commission sont les suivants : « sport santé sur ordonnance » et « intégration des migrants par le sport ». A l'occasion de la première réunion de cette commission, qui s'est tenue au mois de novembre, la ville de Strasbourg a présenté son dispositif de Sport santé sur ordonnance ainsi que les résultats des Assises du mois d'octobre. Le Conseil de l'Europe a, pour sa part, présenté une plateforme d'échanges d'expériences mise en place à l'attention de ses membres sur le thème de l'intégration des migrants par le sport.

2.3.3. Strabourg engagée en faveur de la citoyenneté européenne et de la jeunesse

2.3.3.1. La Fête de l'Europe

La Fête de l'Europe organisée chaque année au mois de mai pour promouvoir la construction européenne a démarré les 29 et 30 avril 2017, à l'occasion de l'inauguration de l'extension du tram vers Kehl.
Outre les événements portés et accueillis par le Lieu d'Europe dans le cadre de la Fête de l'Europe 2017, un des temps forts a été la journée « Portes Ouvertes » organisée conjointement par le Parlement européen et le Conseil de l'Europe, permettant aux visiteurs de découvrir les deux institutions en empruntant la passerelle qui relie les bâtiments entre eux.

La Fête de l'Europe 2017 a été également ponctuée par la deuxième édition de l'Erasmus Day portée par plusieurs associations avec le soutien de la ville, la journée « European Awarenness Day » organisée en partenariat avec l'Institut Jacques Delors, et l'inauguration de la promenade « Europe » dans le quartier Danube initiée par le Conseil des jeunes de la ville de Strasbourg. Une campagne de communication reprenant la parole de personnalités fortes a mis en exergue la place particulière qu'occupe Strasbourg à l'échelle européenne : *« Strasbourg, symbole de l'Europe unie en paix et libre* » (Barack Obama, 2009) ainsi que l'importance de construire l'Europe : « *L'Europe est le grand dessein du XXI*^{ème} *siècle* » (Simone Veil, 1979).

2.3.3.2. Développement local du Mouvement contre le discours de haine

Dans le cadre de la campagne engagée en 2014 pour favoriser le développement au niveau local du Mouvement contre le discours de haine, la ville de Strasbourg, en partenariat avec le Conseil de l'Europe, a porté diverses initiatives aussi bien au niveau local qu'à l'échelle européenne et internationale.
Deux nouvelles formations aux outils de la campagne ont été organisées. Ces formations ont mobilisé des lycéens, des étudiants, des enseignants et des représentants d'associations. L'accent a été mis cette année sur la réalisation d'actions de rue comme aboutissement des connaissances acquises lors des formations, notamment dans le cadre du Marché de Noël de Strasbourg, le 10 décembre, à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'Homme.
La ville de Strasbourg s'est associée à la sixième édition du Forum euro-arabe de la Jeunesse, qui s'est tenue à Fès du 24 au 29 avril, et dont l'objectif était de favoriser les échanges entre les jeunes des deux rives de la Méditerranée autour de la nécessaire lutte contre les discours de haine et incitant à la radicalisation. Une délégation composée de jeunes Strasbourgeois était présente.
La ville de Strasbourg a également développé un partenariat avec le Conseil de l'Europe dans le cadre de la deuxième Université d'été pour l'inclusion et la participation des jeunes réfugiés comme acteurs pour l'inclusion sociale et le dialogue interculturel. En partenariat avec plusieurs associations locales, elle a favorisé la participation de jeunes réfugiés habitant à Strasbourg et de représentants d'associations à cette réunion internationale, qui s'est tenue à Braga du 27 août au 3 septembre.
Des actions de sensibilisation aux outils et aux valeurs du Mouvement contre le discours de haine à l'attention des étudiants strasbourgeois ont été organisées à l'initiative de la ville de Strasbourg dans le cadre de la Nuit des Etudiants du Monde, le 19 octobre à l'Hôtel de Ville.
La ville de Strasbourg s'engage pour promouvoir une citoyenneté active et responsable des jeunes en ligne. Elle a soutenu la participation d'un jeune de Strasbourg au Forum sur la gouvernance de l'Internet qui s'est tenu à Genève du 18 au 21 décembre et accueilli au Lieu d'Europe une réunion de restitution du précédent Forum qui s'était tenu au Mexique en 2016.
Un groupe local de jeunes citoyens intéressés par la thématique a été lancé en partenariat avec l'association TaC- Together Against Cybercrime.

2.3.3.3. Accueil de la deuxième édition de la « Simulation de Parlement européen »

Strasbourg a accueilli la deuxième édition de Simulation de Parlement européen, le 20 et le 21 mai 2017, projet concret d'éducation à la citoyenneté européenne, initié en 2016 par *Les Jeunes européens,* qui invite les jeunes à incarner un député européen pendant deux jours.
Ce projet permet aux jeunes de mieux comprendre le fonctionnement et le rôle des institutions européennes, de les sensibiliser aux sujets majeurs du débat européen et de leur donner les outils qui leur permettront de s'engager en tant que jeunes citoyens.

2.3.3.4. Engagement de Strasbourg en faveur de la mobilité européenne et internationale des jeunes

La ville de Strasbourg a poursuivi en 2017 son engagement en faveur du développement du volontariat européen. Le projet d'échanges réciproques de jeunes volontaires européens, qui implique les villes partenaires de Stuttgart (Allemagne), de Kiev (Ukraine), de Koutaïssi (Géorgie), et de Rovereto (Italie), a été à nouveau primé par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères dans le cadre de l'appel à projets Jeunesse III. Les missions d'intérêt général réalisées par les jeunes bénéficiaires dans des domaines aussi divers que la lutte contre les discriminations, la politique étudiante et universitaire, l'éducation à la citoyenneté européenne, le développement du Lieu d'Europe, ont également été soutenues par l'Union européenne via le programme Erasmus+ et par le Ministère de la Jeunesse via le programme du service civique.
Par ailleurs, la ville de Strasbourg et ses partenaires du Comité de pilotage Jeunesse européenne ont réalisé différentes actions de promotion de la mobilité européenne et internationale des jeunes, à l'occasion des trente ans du programme Erasmus, notamment lors de l' « Erasmus Day » (20 mai 2017), événement citoyen qui favorise les échanges directs entre les jeunes strasbourgeois et les jeunes ayant bénéficié d'une expérience de mobilité.
La promotion de la mobilité européenne et internationale des jeunes était également le thème central de la deuxième édition de la Nuit des Etudiants du Monde accueillie le 17 octobre à l'Hôtel de Ville.

2.3.3.5. Partenariat avec la Carte Jeunes Européenne

La ville de Strasbourg a poursuivi en 2017 son partenariat avec la Carte Jeunes européenne. Une *Ballade engagée*, organisée dans trois quartiers strasbourgeois à l'occasion de la Fête de l'Europe, a contribué à mieux faire connaître ce programme qui offre aux jeunes de 12 à 30 ans un accès à des conseils, des réductions et des prestations notamment dans les domaines du logement, des sports, du divertissement, et des cours de langue. Un afterwork s'est tenu au Lieu d'Europe à la rentrée de septembre pour promouvoir ce programme auprès des jeunes.

2.3.3.6. Lutte contre la traite des enfants

La ville de Strasbourg s'est associée à une initiative du Conseil de l'Europe pour réaliser une action de sensibilisation en partenariat avec plusieurs collèges strasbourgeois dans le cadre de la Journée européenne contre la traite des êtres humains. Un travail de réflexion a été engagé pour alerter le jeune public aux risques particuliers auxquels les enfants sont exposés. Les

lycéens des établissements partenaires de cette initiative entreprendront une action conjointe de sensibilisation qui sera restituée en 2018.

2.3.4. Strasbourg et le débat sur la refondation du projet européen

Les villes partenaires du Club de Strasbourg ont inscrit la question de la refondation du projet européen au cœur de leurs échanges. Elles se sont engagées à prendre une part active dans le cadre des consultations citoyennes pour l'Europe, qui seront lancées en 2018 dans la quasi-totalité des Etats-membres. Les villes du Club de Strasbourg partageront leurs expériences et échangeront les résultats des réunions publiques citoyennes.

Au niveau local, la ville de Strasbourg a organisé deux conventions préparatoires à la démarche de consultations. Le 22 septembre, une première Convention démocratique a rassemblé des représentations des institutions européennes et des citoyens aux expériences et aux parcours très divers. Les résultats de ces échanges comme de ceux issus des rencontres précédentes (Université franco-allemande du Mouvement européen, conférence participative « Villes et citoyens pour l'Europe » suite au référendum britannique) ont été recensés au sein d'un document intitulé « Douze Etoiles pour Douze chantiers. »

Le 12 décembre, la jeunesse franco-allemande a été invitée dans le cadre d'une réunion publique transfrontalière organisée aux Berufliche Schulen de Kehl (Ecoles professionnelles de Kehl), récentes lauréates du Prix De Gaulle-Adenauer. Les participants ont exprimé leurs attentes en matière de formation professionnelle, d'apprentissage de la langue et de mobilité transfrontalière.

A côté des conventions qu'elle a organisées, la ville de Strasbourg a accompagné plusieurs initiatives de la société civile qui contribuent au débat sur la refondation du projet européen.
Strasbourg a accueilli du 9 au 12 mars 2017 la première Convention européenne de la Jeunesse, initiative portée par *Les Jeunes européens*, qui a abouti à l'élaboration d'une Constitution citoyenne pour l'Europe.
La ville de Strasbourg a soutenu l'organisation des Entretiens de Strasbourg, du 17 au 19 novembre 2017, qui ont rassemblé 80 jeunes participants en provenance d'Allemagne, de Suisse et de France autour des questions d'intégration des nouveaux arrivants et de libre-circulation des personnes.

2.3.5. L'engagement dans les réseaux européens et internationaux

2.3.5.1. Eurocities

Des représentants de Strasbourg ont participé aux réunions du groupe de travail Economie circulaire, au forum Environnement au printemps à Ljubljana et en octobre à Essen, ainsi qu'à la conférence annuelle en novembre à Ljubljana. Le Maire de Strasbourg a également participé, le 7 mars, au Sommet des Maires organisé à Bruxelles par Eurocities.
Enfin, Strasbourg participe régulièrement aux réunions des villes françaises membres d'Eurocities.

2.3.5.2. Conseil des Communes et des Régions d'Europe

La ville de Strasbourg assure une vice-présidence de l'AFCCRE ; elle est donc représentée lors de différentes réunions organisées par cet organisme.

2.3.5.3. Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU)

CGLU rassemble plus de 1 000 villes et 112 associations de gouvernements locaux dans le monde. Le réseau a été créé pour défendre leurs intérêts sur la scène mondiale et accroître leur influence dans la gouvernance mondiale, notamment au sein des Nations Unies. Le maire de Strasbourg assure la co-présidence de CGLU pour la période 2016-2019.

2.3.5.4. Cités Unies France (CUF)

Au sein de CUF, Strasbourg participe aux réunions de "groupes pays" avec lesquels elle entretient des relations de partenariat (Haïti, États-Unis, etc.). Le maire de Strasbourg est président de CUF depuis 2014.

2.3.6. Résidences croisées d'artistes

En 2017, le dispositif de résidences croisées d'artistes de la ville de Strasbourg s'est poursuivi en partenariat avec le Centre Européen d'Actions Artistiques contemporains (CEAAC), Apollonia et la Haute Ecole des Arts du Rhin (HEAR).
Un accueil croisé de deux mois avec la ville jumelle de Dresde a eu lieu lors du premier semestre 2017. L'artiste strasbourgeois ayant bénéficié de ce programme de mobilité, Axel Gouala, a séjourné à Dresde pendant l'automne et aura la possibilité d'exposer son travail dans une galerie de Dresde en 2018. L'artiste de Dresde accueilli à Strasbourg, Christoph Rode, a quant à lui tissé des liens pérennes avec plusieurs artistes strasbourgeois, de même que l'artiste de Stuttgart, Ute Zeller von Heubach qui était accueillie à la HEAR.
Le programme d'échange avec Gdansk, ville du Club de Strasbourg, a été pérennisé avec l'envoi d'Elise Alloin à Gdansk et l'accueil d'Elisa Protczuk.

2.4. Lieu d'Europe

Avec 30 000 visiteurs accueillis, ce sont près de 200 manifestations qui ont été proposées au grand public en 2017.

2.4.1. Les événements grand public

En plus des événements prévus dans le cadre de la Fête de l'Europe ou des programmations culturelles des présidences du Comité des ministres du Conseil de l'Europe, le Lieu d'Europe a organisé en 2017 de nombreuses activités dédiées au grand public **:** expositions temporaires, concerts, films, conférences, rencontres d'auteurs, ateliers de sensibilisation aux langues, événements culturels, cartes blanches aux pays, dégustations.

2.4.2. Les activités récurrentes

Les mercredis du Conseil d'Europe : une fois par mois depuis octobre 2017, des agents et experts du Conseil d'Europe présentent la mission du Conseil de l'Europe dans leurs domaines respectifs.

Un dimanche par mois, dans le cadre du cycle pédagogique « Teach me l'Europe », le Centre d'Information sur les Institutions Européennes (CIIE) ou un intervenant extérieur propose le décodage d'une thématique.

Le cycle d'exposition franco-allemande « Utopia » : 2 fois par an, l'association Quinz'art propose un regard croisé sur un artiste peintre vivant à Strasbourg et un artiste peintre de l'autre côté du Rhin, qui exposent en vis-à-vis dans le pavillon vitré et dans le parc.
Un dimanche par mois ont également lieu des visites guidées de l'exposition permanente, ainsi que des visites du quartier européen commentées par une guide-conférencière.

Des ateliers de sensibilisation à l'anglais et à l'allemand sont proposés aux 5-10 ans pendant les vacances scolaires, pour découvrir ces deux langues grâce à des comptines, chansons et ateliers ludiques.
Des ateliers de conversation allemande sont organisés une fois par mois, pour les germanophiles souhaitant améliorer leur pratique de la langue allemande par une discussion avec une volontaire européenne.

2.4.3. Les activités pour les publics scolaires

Les scolaires ont constitué 33% des 30 000 visiteurs du Lieu d'Europe en 2017. Ils viennent essentiellement pour les ateliers pédagogiques qu'ils réservent au préalable auprès du Centre d'Information sur les Institutions Européennes (CIIE) ainsi que pour le jeu de piste « l'Europe à la trace » dans le quartier européen, et de manière spontanée pour l'exposition permanente ou le centre de ressources du CIIE.
Les scolaires peuvent visiter l'exposition permanente en autonomie, la parcourir avec un quizz, ou encore réserver un atelier pédagogique auprès du CIIE. En 2017, le CIIE a réalisé 385 ateliers scolaires dans les locaux du Lieu d'Europe.

2.4.4. Les réunions d'associations

En 2017, 108 réunions non publiques se sont tenues au Lieu d'Europe avec les associations à vocation européenne (colloque du Mouvement paneuropéen, Collectif Europe, Ensemble pour l'Europe de Strasbourg, Réseau express jeunes, Unir l'Europe, Mesa), ou dans le cadre de formations (campagne contre le discours de haine du Centre européen de la jeunesse, masterclass sur les droits de l'Homme avec l'association Plaider les Droits de l'Homme, séminaire sur la démocratie participative en Europe, réunions d'enseignants, conseil académique de la vie lycéenne).
Le Lieu d'Europe accueille également les réunions du Comité de Pilotage sur la jeunesse européenne et internationale réunissant de nombreux partenaires institutionnels et associatifs en matière de mobilité de la jeunesse en Europe.

2.4.5. De nombreux partenariats

Le fonctionnement du Lieu d'Europe est par essence partenarial. Vis-à-vis des associations dites « à vocation européenne », le Lieu d'Europe joue le rôle d'un stimulateur du réseau, en donnant aux acteurs une plus grande visibilité et une mise en contact avec le grand public.
Liste des principaux partenaires culturels et éducatifs avec lesquels le Lieu d'Europe a travaillé en 2017 :

- les associations à vocation européenne de Strasbourg : Unir l'Europe, la Mesa, Ensemble pour l'Europe de Strasbourg, Strasbourg Pour l'Europe, les Jeunes Européens, le Mouvement européen, le Mouvement paneuropéen, le Collectif Strasbourg Europe, le Réseau express jeunes, les associations ESN, Plaider les Droits de l'Homme, Regards d'enfants, La Chambre, Makers for change, Paroles sans frontières, Médecins sans frontières ;
- les acteurs transfrontaliers : l'Eurodistrict, les Beruflische Schulen de Kehl, l'Europe Direct de Stuttgart ;
- le secteur éducatif et culturel de la région : l'Université de Strasbourg, l'Académie de Strasbourg, l'Alliance française, le Goethe Institut, la Maison de l'Image, le festival Strasbulles, l'Institut culturel italien, l'ENA, l'INET, l'IEP, le festival international de géographie de Saint-Dié, l'association Rodéo d'âme, l'association Kartier Nord, les partenaires culturels de la Robertsau (Apollonia, ADIR, CSC l'Escale, Cine Bussière), l'association Quinz'art ;
- les institutions du Quartier européen : le Conseil de l'Europe, l'Ecole européenne, le Centre européen de la Jeunesse, les Représentations permanentes auprès du Conseil de l'Europe, la Pharmacopée, le Parlement européen ;
- les 28 autres sites labellisés « Patrimoine européen ».

2.4.6. Label « Patrimoine européen »

Le Lieu d'Europe est l'animateur du label « Patrimoine Européen » décerné au Quartier européen par la Commission européenne. Il est responsable de la bonne application du plan d'actions formulé par les partenaires (Parlement européen, Conseil de l'Europe, Arte, Ecole européenne, CIIE) lors de la candidature, et suscite à ce titre des projets de coopération et de communication.
En 2017, les élèves de l'Ecole européenne ont démarré un projet de brochure pédagogique et ludique pour présenter l'Europe de Strasbourg à d'autres jeunes. Le projet sera présenté lors de la journée de l'Europe 2018.
Au-delà du Quartier européen, le Lieu d'Europe a entamé des projets de coopération avec les 28 autres sites européens labellisés Patrimoine européen, notamment avec le Château de Hambach, ou les Archives historiques de Varsovie, en Pologne.

2.5. Divers

Strasbourg, Capitale de Noël
L'Islande été accueillie à Strasbourg en qualité de pays invité d'honneur du Marché de Noël 2017. Un village de chalets islandais a été installé sur la place Gutenberg et a proposé de nombreux produits artisanaux et des spécialités culinaires. Par ailleurs, tout au long du mois de décembre, les partenaires islandais ont décliné une programmation culturelle : concerts à la Cathédrale et dans différentes églises de la ville, soirée littéraire, projection de films, exposition de photographies.

Assises européennes du sport santé sur ordonnance / volet international
A l'instar de la 1ère édition en 2015, la ville de Strasbourg, initiatrice du dispositif de Sport Santé sur ordonnance, a organisé au mois d'octobre 2017 la seconde édition de ces assises au Palais de la musique et des congrès. A cette occasion, une attention particulière a été accordée à l'échange d'expériences au niveau international, notamment dans le cadre d'un atelier

intitulé « Sport santé sur ordonnance… sans frontière ». Par ailleurs, différents experts internationaux se sont exprimés lors des séances plénières. Cette manifestation a été l'occasion d'associer des représentants québécois, suisses, italiens et allemands. Elle a également permis d'approfondir le partenariat avec le Conseil de l'Europe sur cette thématique.

3. Partenariats internationaux et coopération décentralisée

3.1. Jumelages

La ville de Strasbourg renforce sa position de ville européenne et internationale grâce à ses jumelages avec les villes de Boston aux Etats-Unis (1960), Leicester au Royaume-Uni (1960), Stuttgart (1962) et Dresde (1990) en Allemagne (voir supra), ainsi que Ramat-Gan en Israël (1991).
Les jumelages contribuent au rayonnement européen et international de Strasbourg au travers des multiples échanges associatifs, culturels, sportifs, scolaires et universitaires mis en œuvre par les partenaires locaux et soutenus par la ville, ainsi que des échanges d'expérience permettant de mettre en valeur l'expertise de Strasbourg sur certains enjeux phares comme les transports, le patrimoine, l'innovation, ou encore la petite enfance et les personnes âgées.
Les jumelages vivent au travers des populations et des associations qui s'y impliquent. Un budget d'un montant total de 40 000 € a ainsi permis de soutenir en 2017 la réalisation de projets avec les villes jumelles au travers de subventions aux associations et établissements scolaires.
Par ailleurs, un budget annuel de 60 000 € a été consacré aux bourses attribuées aux étudiants strasbourgeois partant dans l'une des cinq villes jumelles pour y effectuer des études ou un stage obligatoire. Sur proposition du jury, une cinquantaine de bourses a ainsi été attribuée pour l'année 2017.

3.1.1. Jumelage avec Boston, Etats-Unis

Suite à la rencontre du maire de Strasbourg avec le maire de Boston, dans sa ville, en avril 2016, une nouvelle dynamique de coopération s'est engagée entre les deux villes dans les domaines de l'innovation économique, des technologies médicales, de l'accompagnement des startups, ainsi que des mobilités innovantes.
Une délégation du Mayor's Office of Economic Development a été accueillie à Strasbourg le 7 avril 2017, autour d'échanges sur les stratégies et les attentes de chaque ville sur ces thématiques. Une visite de l'IRCAD a également été organisée ainsi qu'un entretien avec un responsable de GE Healthcare (le siège mondial de General Electric s'est récemment implanté à Boston). Les échanges continuent depuis pour identifier des pistes de projets conjoints.
Le responsable de la French Tech Alsace s'est rendu à Boston à l'occasion de la Semaine bostonienne de l'Innovation – Hub Week du 13 au 15 octobre 2017, afin de cibler sur le terrain les opportunités offertes par l'écosystème bostonien. Les pôles de compétitivité comme Alsace Biovalley et le Pôle Véhicules du futur sont étroitement associés à cette dynamique.
Des échanges se sont également tenus entre les acteurs strasbourgeois et bostoniens en matière de transports et de mobilités innovantes. Plusieurs pistes de coopération ont pu être identifiées, comme la politique en faveur du vélo (Boston souhaitant quadrupler la part modale du vélo d'ici à 2030 dans le cadre de son nouveau schéma transports *Go Boston*

2030), le *street design* (pratiques d'aménagement urbain autour des réseaux de transports) ou encore l'utilisation des *urban data* au profit du vélo et des mobilités innovantes.
Un déplacement à Boston en février 2017 a donné lieu à des échanges autour de l'inclusion sociale lors de la conférence « Diversité et inclusion » organisée par le Club francophile de la Harvard Kennedy School le 4 février 2017.
Les contacts pris à cette occasion ont notamment débouché sur l'accueil de deux stagiaires d'Harvard au sein de la collectivité de mai à juillet 2017, dans le cadre du FBX Field Education Internship Program. La restitution des travaux de recherche des stagiaires, qui ont étudié sur le terrain la situation des populations roms, s'est tenue le 26 juillet 2017 au Conseil de l'Europe, partenaire du programme.

Dans le domaine culturel, un projet intitulé « ExLibris ExChange », réunissant une vingtaine d'artistes strasbourgeois et bostoniens, s'est achevé en 2017. Avec pour particularité de s'inspirer du Manuscrit de Flohr, fleuron des collections patrimoniales strasbourgeoises (qui contient des dessins de Boston du XVIII^{ème} siècle réalisés par un soldat palatino-alsacien ayant participé à la Guerre d'indépendance des Etats-Unis), cette collaboration artistique initiée par l'association Trafic d'Art a débouché sur une exposition de livres d'artistes à Boston à l'automne 2016 puis à la Médiathèque Malraux d'avril à juin 2017. Le Consulat des Etats-Unis à Strasbourg a été partenaire du projet, qu'il a soutenu financièrement.

Des coopérations d'excellence entre universités et chercheurs des deux villes se poursuivent (IRCAD et Harvard Medical School, Ecole Supérieure de Biotechnologie de Strasbourg et New England Biolabs, Faculté de chirurgie dentaire et Tufts University, etc.), la mobilité étudiante étant par ailleurs favorisée au travers du dispositif de bourses villes jumelles mis en œuvre par la ville de Strasbourg. Au total, près de 200 étudiants partant à Boston ont pu bénéficier de ces bourses depuis leur création en 1986.

Ce jumelage est animé par le Comité Boston de l'Association Alsace Etats-Unis (qui bénéficie à cet effet d'une subvention annuelle de notre collectivité) et son pendant bostonien, la Boston Strasbourg Sister City Association (BSSCA), en lien avec les deux villes.
Dans le domaine sportif, à la suite de l'opération « Solidarité Boston ville jumelle » menée lors des Courses de Strasbourg en 2013, suite aux attentats perpétrés lors du marathon de Boston, les échanges de coureurs se sont poursuivis avec la mise en place d'un dispositif annuel de soutien à la participation de coureurs strasbourgeois au marathon de Boston, fruit d'un partenariat entre la ville de Strasbourg, l'association Alsace Etats-Unis et les DNA. Des coureurs strasbourgeois ont ainsi participé au marathon d'avril 2017 de Boston, avec une prise en charge des frais pour les deux lauréats sélectionnés. D'autres coureurs alsaciens inscrits au marathon (7 en 2017) sont par ailleurs associés à des activités organisées à Boston en lien avec le comité de jumelage bostonien.
En outre, des échanges scolaires sont organisés régulièrement entre plusieurs établissements des deux villes. Le lycée Fustel est engagé dans un nouveau projet d'échange avec la Commonwealth School depuis 2016/2017, tandis que le lycée Kléber a relancé son partenariat avec l'Andover High School. Le lycée international des Pontonniers poursuit par ailleurs sa coopération entamée il y a trois ans avec la Boston Latin School. Ils bénéficient d'un soutien financier de l'association Alsace Etats-Unis par le biais de la subvention annuelle versée par la ville.

3.1.2. Jumelage avec Leicester, Grande-Bretagne

Le lycée Jean Rostand et le Wyggeston & Elizabeth Ist College de Leicester ont jeté les bases d'échanges réguliers. Les échanges entre les facultés de droit des deux universités, liées par un double-diplôme, rencontrent un succès continu et sont favorisés par le dispositif des bourses villes jumelles octroyées aux étudiants strasbourgeois. 18 étudiants strasbourgeois se sont rendus à Leicester en 2017.

3.1.3. Jumelage avec Ramat-Gan, Israël

Les échanges entre la Haute Ecole des Arts du Rhin et le Shenkar College of Engineering, Design and Arts ont abouti en 2017. Le 5 avril 2017, une convention de coopération éducative a été conclue entre les deux écoles en vue d'échanges d'étudiants et d'expertise dans les thématiques du design, du textile, du bijou et de la mode.
Par ailleurs, Strasbourg s'est impliquée dans la Saison croisée France Israël prévue à l'horizon 2018 (de juin à novembre). L'automne 2017 a également été consacré aux préparatifs du voyage du Fonds Social Juif Unifié sur le thème de l'engagement bénévole et sa valorisation.

3.2. Partenariats internationaux

Les partenariats avec Jacmel en Haïti (1991) et Douala au Cameroun (2005) sont menés en collaboration avec GESCOD, Grand Est solidarités & coopérations pour le développement (ex- IRCOD). GESCOD est le réseau régional des acteurs du Grand Est qui souhaitent s'inscrire dans une politique concertée de coopération et de solidarité internationale.

Par ailleurs, de nouvelles coopérations ont été engagées depuis 2008, notamment avec Vologda (Russie), Nankin (Chine), Oran (Algérie) et Kairouan (Tunisie).

Cette « diplomatie de villes » doit contribuer à la réalisation des Objectifs de Développement Durable adoptés par l'ONU en septembre 2015, succédant aux Objectifs du Millénaire pour le Développement adoptés en 2000. Elle renforce le dialogue « Nord-Sud » et la solidarité entre les populations. Elle contribue enfin à faire entendre la voix de Strasbourg, capitale démocratique et parlementaire de l'Europe et des Droits de l'Homme dans le monde, au-delà des frontières européennes.

La coopération décentralisée se distingue par son engagement sur la durée. La proximité entre collectivités et la connaissance fine du territoire qui en découle, favorisent la mise en place d'échanges concrets qui ont un impact sur les populations et leur vie quotidienne. Concrètement, les partenariats de la ville de Strasbourg se traduisent par :

- la mobilisation d'expertise interne dans différents domaines (élus et techniciens) ;
- la mobilisation d'acteurs du territoire permettant d'enrichir les partenariats et de les ancrer dans la ville ;
- l'organisation d'événements et de rencontres permettant d'impliquer les populations.

Par ailleurs, la ville de Strasbourg a mis en place en 2003 un fonds de soutien aux actions de solidarité internationale des associations strasbourgeoises. Celui-ci a permis de soutenir près de 200 actions et microprojets au profit des habitants d'une vingtaine de pays différents. L'appel à projets 2017 avait pour thématiques prioritaires la sécurité alimentaire et l'éducation des enfants, notamment des jeunes filles. Il a permis de soutenir seize projets.

3.2.1. Nanjing, Chine

Lors de sa participation aux 5èmes assises de la coopération décentralisée franco-chinoise à Chengdu, la ville de Strasbourg a fait connaître son action de coopération avec Nanjing en lien avec l'ENSAS (École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg) et la chaire franco-chinoise sur les mobilités innovantes. Elle a été sollicitée pour accueillir une délégation d'architectes urbanistes chinois le vendredi 20 octobre 2017, dans le cadre du programme de Développement urbain durable (DUD) issu de l'accord entre le ministère de la transition écologique et solidaire français (MTES) et le Ministry of housing and urban-rural development chinois (MoHURD). Deux séquences ont été organisées : une présentation de la SPL Deux-Rives et une présentation des mobilités alternatives.

Une délégation de la commission d'éducation de Nanjing a rendu visite au Gymnase Jean Sturm le vendredi 20 octobre 2017. Le Gymnase Jean Sturm mène un programme d'échanges avec le lycée "Ecole des langues étrangères de Nanjing" (Nanjing Foreign Language School).
La ville de Strasbourg a par ailleurs poursuivi son soutien aux échanges scolaires entre l'Ecole Expérimentale Internationale de Nankin et le collège international de l'Esplanade.

3.2.2. Jacmel, Haïti

Le partenariat entre GESCOD, la ville de Strasbourg et le Service de gestion des centres préscolaires de Jacmel (SGCPJ) engagé depuis 2004 s'est poursuivi. Suite au séisme de 2010, les partenaires ont concentré leur action sur la réhabilitation des locaux du SGCPJ. En outre, les échanges portant sur l'ingénierie pédagogique et l'organisation administrative et financière du SGCPJ se sont structurés et développés depuis 2012. Depuis mai 2016, les partenaires (CEFODE (Coopération et formation au développement), GESCOD et ville de Strasbourg) ont renforcé et consolidé leur action en recrutant une volontaire de solidarité internationale (VSI) chargée d'apporter un appui au SGCPJ.

3.2.2.1. Soutien à la restauration dans les crèches

Le soutien au SGCPJ (versement d'une subvention de 5000 €/an) a permis de mettre en place un dispositif de cantine scolaire. Cette initiative permet d'accompagner des communautés vulnérables ou en difficulté et d'améliorer les conditions d'apprentissage des enfants bénéficiaires.
Strasbourg a participé aux assises de la coopération décentralisée franco-haïtienne de Port-au-Prince. Cette rencontre a offert l'occasion d'une mission technnique de Strasbourg/GESCOD à Jacmel. Elle visait à :

- poursuivre les échanges avec la Direction et les équipes pédagogiques du SGCPJ autour des principaux axes de travail du partenariat, à effectuer un point d'étape et à envisager les perspectives ;
- prendre contact avec la nouvelle équipe en place à la mairie de Jacmel ;
- rencontrer l'Alliance Française et l'école de musique de Jacmel pour un point sur les échanges ;
- participer aux assises de la coopération franco-haïtienne organisées à Port-au-Prince les 5 et 6 décembre.

3.2.2.2. Echanges musicaux

La ville continue par ailleurs à développer des actions de partenariat avec l'école de musique de Jacmel : trois étudiants de la HEAR sont partis enseigner un mois en juillet auprès de l'école et une jeune professeure de violoncelle est venue durant deux mois à Strasbourg, à

l'automne, pour perfectionner sa pratique et bénéficier d'une formation pédagogique et musicale au Conservatoire de Strasbourg.

3.2.3. Douala, Cameroun

La coopération avec la Communauté urbaine de Douala (CUD) connaît un nouvel essor depuis deux ans autour d'un projet de drainage pluvial (47 km de drains pluviaux) démarré en mai 2015 et piloté par l'Ircod, pour lutter durablement contre les inondations meurtrières. Ce projet se traduit par une participation d'agents du service de l'assainissement et du service géomatique et connaissance du territoire.
Dans ce cadre, ces services apportent leur appui, à distance et sur le terrain, lors de missions relatives :

- d'une part, au développement d'un système d'information géographique (SIG) intégrant la dimension urbaine et l'animation de partenariats des divers organismes, institutions et grandes entreprises impliquées dans son usage et son développement ;
- d'autre part, à la structuration de la maîtrise d'ouvrage de l'assainissement à Douala : assistance au pilotage du projet, études stratégiques en assainissement (révision du schéma directeur d'assainissement, création d'une régie d'assainissement et financement pérenne du service d'assainissement public, etc).

Une mission d'appui sur le terrain du service assainissement en partenariat avec GESCOD et Ecole Nationale du Génie de L'Eau et de L'Environnement de Strasbourg (ENGEES) a eu lieu à Douala du 29 janvier au 9 février 2017.
Le service géomatique et connaissance du territoire continue pour sa part à apporter un appui à distance à ses collègues camerounais. Ce soutien permet le renforcement des services de maîtrise d'ouvrage de la CUD : expertise, organisation et suivi des travaux, redéploiement du SIG (cartographie aérienne), mise en cohérence des autres projets d'assainissement, structuration du service d'entretien des équipements d'assainissement. Le département de formation continue de l'ENGEES est également partenaire du projet et pilote un triple parcours de formation continue en assainissement. Une mission complémentaire assainissement s'est déroulée du 11 au 17 juin 2017.

3.2.4. Fès, Maroc

Organisation d'une résidence de l'artiste strasbourgeoise Caroline Gamon à Fès en novembre et décembre. A travers son projet, intitulé « *Cartographie rêvée, Strasbourg / Fès, villes parallèles* » l'artiste s'est attachée à représenter des vues de Fès et de Strasbourg au moyen de peintures sur bois. Ce projet a fait l'objet d'une restitution à Strasbourg dans le cadre du festival Strasbourg/Méditerranée en novembre 2017.

Echanges de jeunes

L'AMSED (Association Migration, Solidarité et Échanges pour le Développement) et son partenaire associatif fassi Espace Solidarité Développement ont coordonné le projet « les jeunes acteurs de l'inclusion et de la diversité » qui s'est traduit par l'accueil à Strasbourg de 10 animateurs marocains pour un service volontaire européen du 1er au 31 août 2017.

3.2.5. Dakhla, Maroc

Une délégation de la ville de Dakhla conduite par son maire, président du conseil municipal, a séjourné à Strasbourg du 15 au 20 mai 2017 afin de procéder à la signature officielle de la convention de partenariat entre les deux villes ayant fait l'objet d'une délibération votée au conseil municipal du mois d'avril 2017. Les axes de travail prioritaires définis ont été :

- la création d'une unité de stérilisation et de vaccination pour animaux errants ;

- la collecte des déchets et les espaces verts ;
- l'accompagnement de la ville de Dakhla dans des démarches relatives au classement d'une partie de son patrimoine naturel à l'UNESCO ;
- les échanges sportifs.

3.2.6. Oran, Algérie

Deux projets en lien avec Oran ont été réalisés en 2017 à la suite de la signature d'une convention en avril 2015. Ils portent sur :

- mise en valeur du patrimoine en lien avec l'aménagement urbain ;
- jeunesse et citoyenneté ;
- environnement et amélioration du cadre de vie ;
- formation administrative dans des domaines répondant aux besoins et attentes des deux parties.

L'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Strasbourg a développé un partenariat avec le Département architecture de l'Université des Sciences et de la technologie Mohamed Boudiaf d'Oran (USTO). Cette nouvelle collaboration s'est traduite par :

- l'accueil d'un professeur de l'USTO en janvier 2017 lors de la présentation finale des travaux réalisés à Oran par les étudiants de l'ENSAS ;
- l'accueil d'étudiants de l'USTO et de leur professeur pour un séjour de repérage à Strasbourg en mai 2017. Ce séjour a permis de voir l'avancement des travaux d'étudiants côté USTO (travail sur l'année) et de préparer l'atelier commun suivant ;
- l'organisation d'un deuxième atelier de projet urbain rassemblant étudiants et professeurs des deux villes en novembre 2017 à Strasbourg.

L'association PasSages a poursuivi ses échanges avec Oran avec le soutien de la ville de Strasbourg par un « Dialogue entre les deux rives », rencontres culturelles mises en œuvre en collaboration avec des structures strasbourgeoises (Chambre à part et Ana Films) et des associations d'Oran (Bel Horizon et Isoclub). Ces échanges ont été au programme du festival Strasbourg-Méditerranée du 22 novembre au 8 décembre 2017. L'exposition en résultant a été présentée au sein de l'Ecole d'architecture de Strasbourg en même temps que les travaux des élèves architectes des deux villes (installation de photographies, textes, images présentant les portraits et parcours d'Oranais de Strasbourg et d'Oran).

3.2.7. Kairouan, Tunisie

Les échanges portant sur une mobilité durable à Kairouan se sont poursuivis en 2017, à la suite d'une signature de convention de partenariat en avril 2015 portant sur deux thématiques :

- le renforcement de la démocratie locale, à travers des actions visant à promouvoir la participation et l'expression des citoyens;
- l'amélioration du cadre de vie, dans une optique de développement durable des deux villes, au service de leurs habitants.

Strasbourg et Kairouan ont souhaité travailler ensemble sur l'amélioration de la mobilité et des déplacements urbains à Kairouan. Elles ont ainsi répondu conjointement à l'appel à projets franco-tunisien lancé par le Ministère Européen des Affaires Etrangères (MEAE), permettant aux collectivités territoriales de bénéficier de cofinancements pour leurs actions de

coopération décentralisée. Le projet intitulé « Pour une mobilité durable et partagée à Kairouan » a obtenu un soutien du ministère à hauteur de 20 800 €.
Deux opérations ont eu lieu en 2017 :

- un accueil à Strasbourg en avril pour la cellule technique en charge du suivi de ce projet à Kairouan ;
- un déplacement technique à Kairouan en octobre 2017 permettant de faire émerger des projets.

Sur le plan associatif, l'association strasbourgeoises PasSages a établi des liens avec la société civile kairouanaise et organisé un évènement culturel (performance musicale et culturelle et discussion avec le public) à Kairouan, dans le cadre de la Semaine Arabe de la Démocratie Locale du 6 au 8 octobre 2017.

3.2.8. Moscou et Vologda, Russie

Le chœur de Vologda a participé au Festival des Sacrées Journées en février 2017. Le Collège de l'Esplanade a reconduit son échange avec l'Ecole n°2 de Vologda.
Les 19 et 20 mai 2017, Strasbourg a reçu une délégation moscovite sur la question de l'accessibilité des personnes handicapées suite à la rénovation de bâtiments anciens.
Les échanges universitaires se poursuivent entre l'INSA et l'Université d'aménagement foncier et architectural de Moscou ; et l'Institut d'Etudes Politiques et le MGIMO.
Par ailleurs, le vice-champion d'Europe de gymnastique, issu de l'Ecole de réserve olympique de Moscou, a été accueilli par le SGU strasbourgeois au printemps 2017.

3.3. Francophonie

Chaque année, une semaine est dédiée à la langue française et à la Francophonie. La 22ème édition de la semaine de la Francophonie a eu lieu du 18 au 26 mars 2017. La ville a soutenu en particulier deux temps forts les 15 et 24 mars mettant l'Inde à l'honneur, en partenariat avec l'Alliance Française de Strasbourg et l'association strasbourgeoise PasSages :

- exposition de photographies de Pondichéry en Inde sur les grilles de l'Hôtel de Ville ;
- confection d'un kolam sur une planche de bois par l'artiste Rajarajeswari PARISOT ;
- conférence sur la présence française en Inde par Didier SANDMAN, historien ;
- programme musical en langue française et indienne ;
- table ronde autour du rayonnement de la langue française dans le monde, s'appuyant plus particulièrement sur l'exemple de l'Inde et de Pondichéry, avec pour intitulé « La Francophonie dans le monde contemporain : une diversité de territoires, d'acteurs et d'enjeux. L'exemple de l'Inde à Pondichéry ».

DIRECTION DE L'ANIMATION URBAINE

1. Service événements

Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
		Carnaval de Strasbourg	Evènements de Printemps*	Evènements de Printemps*	Fête de la Musique Evènements de Printemps*
Juillet			**Août**		
Docks d'été Places en fêtes Grand spectacle d'été Bal et Feu d'artifice du 14 Juillet Musique traditionnelle et folklore alsacien Semaine Alsacienne Tournée Arachnima*			Docks d'été Grand spectacle d'été Musique traditionnelle et folklore alsacien Folklore alsacien Festival des Arts dans la Rue Tournée Arachnima*		
Septembre	**Octobre**		**Novembre**	**Décembre**	
Musique traditionnelle alsacienne et Folklore alsacien Festival du Film Fantastique *			Strasbourg, Capitale de Noël Grand sapin Concerts de l'avent et concerts dans les églises Animations quartier Saint-Etienne	Strasbourg, Capitale de Noël Grand sapin Concerts de l'avent et Concerts dans les églises Animations quartier Saint-Etienne	

** manifestations organisées par des associations avec le soutien du service Evènements*

1. 1. Bilan statistique 2017 des manifestations organisées par le service Evènements

Date/Période	Intitulé	Nbre de jours	Nbre moyen de personnes /jour	Nbre total de personnes
26 février	**CARNAVAL**	1	30 000	**30 000**
21 Juin	**FETE DE LA MUSIQUE DU 21 JUIN 2017**	1	140 000	**150 000**
08 juillet au 03 septembre	**Musique et Danse alsacienne** (14 animations musicales, 9 représentations folkloriques) dans les secteurs piétonniers du centre-ville et place Gutenberg	23	521	**12 000**
16-17-18 juillet	**Concerts place Kléber**	3	2000	**6000**
2 juillet au 31 août	**DOCKS D'ÉTÉ** - base nautique et de loisirs type plage urbaine sur presqu'île André Malraux	59	1 017	**90 000**
14 Juillet	**BAL POPULAIRE ET FEU D'ARTIFICE DU 14 JUILLET**	1	40 000	**40 000**
08 juillet au 03 septembre	**ILLUMINATIONS de la CATHEDRALE** – le ballet des ombres heureuses	65	11 688	**750000**
12 au 14 août	**FESTIVAL LES ARTS DANS LA RUE**	3	30000	**90 000**
	SOUS-TOTAL ETE			**1 299 000**

Date/Période	Intitulé	Nbre de jours	Nbre moyen de personnes /jour	Nbre total de personnes
24 Novembre	**SOIREE INAUGURALE** de Strasbourg Capitale de Noël	1	10000	**10000**
24 Novembre au 7 janvier 2017	**GRAND SAPIN** Emblème de Strasbourg Capitale de Noël	45	espace ouvert	espace ouvert
25 Novembre au 24 décembre	**NOEL A SAINT-ETIENNE** animations quartier Saint-Etienne	14	espace ouvert	espace ouvert
3 dimanches de l'Avent	**CONCERTS DE L'AVENT** concerts de prestige à la Cathédrale, et l'église Saint Thomas	3	550	**1650**
du 26 Novembre au 25 décembre	**ANIMATIONS MUSICALES :** concerts dans les lieux de culte strasbourgeois	17	273	**4650**
	SOUS-TOTAL NOEL			**29 331**
	TOTAL SAISON 2017			1 328 331

1.2. Soutien logistique aux manifestations publiques

Le Service Evènements, par l'action de son Centre Logistique, intervient pour la mise à disposition, la manutention, le transport, le montage et démontage de matériel pour ses propres manifestations ainsi que pour celles organisées par les services municipaux (Protocole, Communication, Culture, Sports, Directions de proximité, Relations européennes et internationales).
Il intervient aussi pour des organisateurs tiers qu'ils soient institutionnels (Institutions européennes, communes de l'Eurométropole) ou associatifs.
Par ailleurs, le centre logistique, dans sa fonction d'astreinte, intervient, sur demande des autorités de police, pour sécuriser, par des barrières de police, l'espace public en cas d'évènement grave.

Chiffres clés
772 commandes ont été enregistrées, se répartissant entre 578 missions et 194 locations. 41 ont été annulées.

	Nombre	**Loc matériel** H.T	**Main d'œuvre** H.T	**Transport** H.T	**Gratuité** H.T	**Payant** H.T
G0	103	119 676,21 €	15 142,02 €	11 516,29 €	146 334,51 €	0,00 €
G1	530	559 482,40 €	47 349,62 €	49 968,43 €	656 800,45 €	0,00 €
G2	86	129 266,86 €	1 555,52 €	3 408,80 €	129 177,92 €	4 572,66 €
G3	12	12 240,91 €	0,00 €	2 356,28 €	0,00 €	14 597,19 €
Total H.T	731	820 666,38 €	64 047,16 €	67 249,79 €	932 312,88 €	19 169,85 €
				Total H.T	951 482,72 €	

Nombre de mises à dispositions gracieuses	Valorisation totale des locations et interventions gracieuses	Valorisation annuelle des locations gracieuses de matériel	Valorisation annuelle des interventions gracieuses (main-d'œuvre et transport)
691	914 952 € HT	790 977 € HT	123 975 € HT (62 491€ Main d'œuvre - 61 484€ transport)

1.3. Soutien financier aux manifestations publiques

Le service Evènements apporte son soutien financier aux divers organisateurs de manifestations et d'animations qui se déroulent au centre-ville, ainsi que sur les différents quartiers de Strasbourg.

Chiffres clés : 1 200 000 € de subventions versés à 145 associations bénéficiaires.

1.4. Gestion et location de salles municipales en 2017

Le parc du service Evènements comprend huit établissements : la Grande salle de l'Aubette, le Pavillon Joséphine, la salle du Manège, le Centre culturel Marcel Marceau, la Maison des Syndicats, la salle de la Bourse, la Halle du marché Neudorf et le Palais des Fêtes.

Chiffres clés

Nombre de demandes reçues	Nombre de locations effectuées	Nombre de mises à disposition gracieuses	Montant annuel des mises à disposition gracieuses	Montant annuel des locations
7600	1185	162	125 238,61 € TTC	318 587,61 € TTC

Nombre de location ou mise à disposition par type de bénéficiaire

Association, syndicats	Entreprises, société	Particuliers	Institutions, services municipaux
818	107	30	230

Nombre de location ou mise à disposition par type de manifestation

Assemblée générale, Colloque, Réunion	Exposition Vernissage	concerts, représentations théâtrales, spectacles, fêtes privées	Concours	Marché Brocantes	Fêtes de Noël	Répétitions Collecte de sang
701	33	189	7	17	16	222

2. Mission jeunesse

La Mission Jeunesse met en œuvre les orientations de la politique jeunesse de la ville de Strasbourg en assurant sa transversalité au sein de la collectivité, et en lien avec les divers acteurs et partenaires, en veillant à favoriser lisibilité de l'ensemble des actions menées.
La Mission Jeunesse coordonne, anime et porte la responsabilité éducative et pédagogique de dispositifs de participation et d'engagement des jeunes de 11 à 25 ans :

- le Conseil des jeunes ;
- le Service civique ;
- la Bourse aux projets jeunes talents.

La Mission Jeunesse travaille en réseau et assure un dialogue permanent avec les professionnels de la jeunesse (éducateurs, animateurs associatifs, équipes éducatives des établissements scolaires) et les partenaires et institutions (Académie, Rectorat, Maison des adolescents).
La Mission Jeunesse accompagne des initiatives et projets émanant des services thématiques, des territoires et des associations.

Chiffres clés pour l'année 2017

- 150 jeunes engagés dans les dispositifs de participation (lauréats de la Bourse aux projets jeunes talents, Conseillers jeunes et jeunes volontaires en service civique) ;
- 15 000 collégiens de 11 à 15 ans sensibilisés sur le temps scolaire au travers d'actions éducatives, d'outils pédagogiques (ex : livret « des repères pour vivre ensemble »), de réalisations menées avec le Conseil des jeunes ;
- 500 jeunes rassemblés autour de l'évènement « L'Europe en jeu » ;
- quelques milliers de jeunes sensibilisés par la vidéo « Dans mon pays », outil de prévention de la radicalisation (cinéma, YouTube, débats, interventions, colloques).

Ses projets phares et structurants 2017

- accompagnement du Conseil des jeunes dans la concrétisation de projets ;
- actions éducatives et citoyennes dans les collèges autour des valeurs et principes de la République, de la démocratie, des connaissances des institutions françaises et européennes, de la sensibilisation aux droits et obligations ;
- organisation du renouvellement du Conseil des jeunes et accompagnement aux élections des délégués et des Conseils de la vie collégienne dans le cadre du parcours citoyen ;
- appel à projets dans la cadre de la Bourse aux projets jeunes talents, accompagnement des candidats et des lauréats ;
- recrutement, accueil et formation de jeunes volontaires en service civique ;
- service civique : formation des tuteurs.

La Mission Jeunesse a accompagné des centaines de jeunes âgés de 11 à 25 ans dans la concrétisation de projets collectifs et répondant à l'intérêt général sur les temps scolaire, péri et extrascolaire.

La Mission Jeunesse apporte son expertise au sein de l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes, dans le Conseil scientifique de la Maison des Adolescents mais aussi auprès des Directions et services thématiques de la collectivité (Direction de l'Education, Contrat de Ville, Mission Prévention de la radicalisation violente, Mission Lutte

contre les discriminations, Vie Associative, Prévention urbaine, Relations Européennes et Internationales) et d'un réseau de partenaires éducatifs, institutionnels et associatifs.

2.1. Le Conseil des Jeunes (11-15 ans)

2.1.1. Les activités du Conseil des jeunes en 2017

Le Conseil des jeunes a permis à quelque 80 adolescents de développer de nouvelles compétences sociales.
Le Conseil des jeunes s'est familiarisé avec le fonctionnement des institutions démocratiques et a pu appréhender le sens des valeurs et principes de la République. Les Conseillers jeunes ont appris à réfléchir librement, à échanger, à débattre, à écouter les autres, et à se faire leurs propres opinions.
Durant le mandat 2015/2017, le Conseil des jeunes s'est saisi de sujets d'actualité, notamment la crise des migrants, l'Europe, les droits des jeunes et la prévention de la radicalisation.

2.1.2. Les actions et réalisations du Conseil des jeunes en 2017

- la connaissance et la défense des droits des jeunes :
    - diffusion du cahier « *Défendons nos droits ! Convention Internationale des Droits de l'Enfant* » ;
    - intervention du Conseil des jeunes lors de la séance du Conseil Municipal du 27 février 2017 sur la situation des droits des enfants dans le monde et particulièrement celle des jeunes migrants arrivés en Europe ;
    - découverte de l'histoire du lieu d'accueil humanitaire de Grande-Synthe et rencontre avec les associations, les services et le Conseil des jeunes de la ville ;
    - invitation du COFRADE (Conseil français des associations pour les Droits de l'Enfant) à un débat d'adolescents à l'Assemblée Nationale autour de la question de l'engagement et des droits des jeunes ;
    - transmission de l'appel du Conseil des jeunes par la Défenseure des enfants et le Défenseur des droits au Président de la République.

- la solidarité avec le peuple syrien et notamment avec des enfants et des jeunes dans un pays en guerre
    - appel à la solidarité de tous les collégiens : « *Les jeunes Syriens ont besoin de nous !* » et collecte en faveur des jeunes Syriens ;
    - tri de la collecte par le Conseil des jeunes dans les locaux de l'association Alsace-Syrie.

- l'Europe :
    - à la découverte de l'Europe : de Strasbourg à Bruxelles
    - aménagement d'une promenade de l'Europe et familiarisation avec les essences des arbres en Europe avec l'aide du Jardin Botanique et du Service des Espaces verts et de nature ;
    - plantation d'une diversité de 28 essences d'arbres ;
    - installation de 29 panneaux pour former la promenade de l'Europe ;
    - la participation à l'inauguration de la ligne D du tramway et du nouveau pont sur le Rhin ;

- organisation de l'évènement : « L'Europe en jeu » le long de la Promenade de l'Europe au niveau du Quai du Bassin Dusuzeau.

- la prévention de la radicalisation des jeunes
  - des ateliers et des rencontres pour comprendre le phénomène de radicalisation ;
  - la conception et le tournage d'une vidéo de prévention de la radicalisation ;
  - le lancement et la diffusion de la vidéo ;
  - la sensibilisation des collégiens et des jeunes habitants de la Meinau entre septembre et décembre 2017.

- des évènements marquants :
  - l'accueil du Tour de France Républicain.

2.1.3. Le renouvellement du Conseil des jeunes à l'automne 2017

Pour la rentrée 2017/2018, le Conseil des jeunes a été renouvelé selon les mêmes modalités qu'en 2015.

La Mission Jeunesse a mis à jour les outils pédagogiques (un livret et un kit pédagogique) permettant aux professeurs et équipes éducatives des collèges de sensibiliser les élèves :
- aux valeurs de la République ;
- aux principes de laïcité et de liberté d'expression ;
- au civisme et à la citoyenneté.

En septembre 2017, les collèges du territoire de Strasbourg ont été invités à renforcer l'exercice de la démocratie en attachant une attention particulière aux opérations de vote, notamment pour les élections des délégués de classe, dans le cadre du renouvellement du Conseil des Jeunes et le cas échéant pour la composition du Conseil de vie collégienne.

Ainsi, il a été proposé à tous les collèges publics et privés de Strasbourg d'installer un bureau de vote dans leur établissement durant la période du 21 septembre au 21 octobre 2017 et ce afin de permettre les opérations de vote :
- par classe, pour l'élection des délégués (toutes les classes : 6ème, 5ème, 4ème et 3ème) ;
- par classe ou à l'échelle du collège pour l'élection des Conseillers jeunes (candidatures dans les classes de 5ème et 4ème uniquement) ;
- par classe ou à l'échelle du collège, pour une éventuelle élection qui serait organisée pour composer le Conseil de la vie collégienne.

Matériel mis à disposition des collèges :
- des livrets « Des repères pour vivre ensemble » pour les enseignants et les élèves ;
- des cartes électorales pour les élèves ;
- une feuille de route pour les équipes éducatives et/ou professeurs principaux en charge des opérations de vote ;
- des affiches pour les candidats (à personnaliser) ;
- des bulletins de vote (à personnaliser par les jeunes électeurs) ;
- des enveloppes électorales ;
- une urne et un isoloir ;
- des feuilles de dépouillement, des procès-verbaux et des feuilles pour les résultats de l'élection.

2.1.4. Les résultats de l'élection pour le renouvellement du Conseil des jeunes

18 des 29 collèges concernés (12 collèges publics, 6 collèges privés) ont organisé l'élection pour le renouvellement du Conseil des jeunes. Cette année, l'Institut d'Education Motrice (IEM) « Les Iris » a souhaité prendre part à l'élection.
A l'issue d'une campagne électorale et des opérations de vote, 80 Strasbourgeois âgés de 11 à 15 ans ont été élus pour 20 mois : 40 filles et 40 garçons.
Les jeunes élus sont issus de tous les territoires de Strasbourg.

2.2. Service civique (16-25 ans)

Le Service civique permet à de jeunes volontaires de 16 à 25 ans de s'engager au service de l'intérêt général sans condition de diplôme tout en étant indemnisés. La ville a prévu une enveloppe permettant d'accueillir 100 jeunes volontaires chaque année.
L'administration assure pour l'ensemble des jeunes volontaires une formation civique et citoyenne sur les valeurs de la République, le principe de laïcité et l'organisation de la cité.
La Mission Jeunesse organise des demi-journées d'accueil afin de présenter les compétences et l'organisation de la collectivité.
Les jeunes volontaires bénéficient d'un parcours citoyen : organisation de rencontres mensuelles sur les champs thématiques sur lesquels agissent les collectivités (Sport, environnement, culture, solidarités, santé, lutte contre les discriminations, habitat, citoyenneté), présentation des orientations politiques, des modalités de mise en œuvre, focus sur les actions dont les jeunes sont bénéficiaires, et temps d'échange avec l'élu thématique. En 2017, 6 séances ont été organisées (Politique de la ville et renouvellement urbain, Politique du sport, Sensibilisation aux questions LGBTI et à la lutte contre l'homophobie, Plan canicule, Violences faites aux femmes, Lutte contre les discriminations).

2.3. Bourse aux projets jeunes talents (16-25 ans)

La Bourse aux Projets Jeunes Talents est un dispositif de soutien et de valorisation des projets initiés par des jeunes âgés de 16 à 25 ans souhaitant s'investir dans la vie de leur ville. Ce soutien est à la fois méthodologique, technique et financier.

Les bourses sont exclusivement attribuées à des projets portés collectivement par des jeunes Strasbourgeois ou par une association strasbourgeoise de jeunes. Concernant les associations de jeunes, seules celles qui ne bénéficient pas déjà d'un soutien financier de la ville ou de l'Eurométropole de Strasbourg peuvent candidater et être soutenues.

L'enveloppe globale annuelle consacrée à ce dispositif s'élève à 30 000 euros. Le montant maximum d'une bourse allouée à un projet collectif et d'intérêt général est de 2 000 €. La bourse n'a pas vocation à financer l'intégralité du projet.

Le jury relatif au dispositif « Bourse aux projets jeunes talents » s'est réuni en octobre et novembre 2017 pour examiner 10 projets déposés par des collectifs et associations de jeunes et attribuer des bourses à de nouveaux jeunes talents strasbourgeois.
Le soutien annuel de la ville s'élève à 13 400 € dans le cadre de cette bourse.

Rapport d'activité 2017 de l'Eurométropole de Strasbourg

Sommaire

(*Document établi sur la base de l'organigramme des services en vigueur en 2017*)

Avant-propos 4

Direction de l'audit interne 6

Mission intercommunalité 8

DELEGATION COHESION SOCIALE ET DEVELOPPEMENT EDUCATIF ET CULTUREL 11

Direction des solidarités et de la santé 12

Service Funéraire 19

Direction de la culture 21

DELEGATION AMENAGEMENT, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE 26

Mission Wacken 27

Direction du développement économique et de l'attractivité 28

Direction urbanisme et territoires 45

Direction mobilité, espaces publics et naturels 78

Direction de la construction et du patrimoine bâti 96

DELEGATION SECURITE, PREVENTION ET SPORTS 99

Service Prévention urbaine et Contrat Intercommunal de Prévention et de Sécurité de l'Eurométropole de Strasbourg 101

La Mission Sécurité Civile 108

Direction de la réglementation urbaine 111

Direction des sports 112

DELEGATION PILOTAGE, RESSOURCES, ENVIRONNEMENT ET CLIMAT ... 126

Service des assemblées 127

Achat et commande publique 128

Le service Partenariats 130
Direction des ressources humaines 132
Direction des finances et de la programmation 137
Direction des ressources logistiques 146
Mission énergie 158
Direction de l'environnement et des services publics urbains 161
DELEGATION RELATIONS INTERNATIONALES ET COMMUNICATION 178
Protocole 179
Veille stratégique et documentaire 181
Direction de la communication 183
Direction des relations européennes et internationales 189

AVANT-PROPOS

Ce rapport retrace l'activité des services de l'Eurométropole de Strasbourg pour l'année 2017. Il répond aux dispositions de l'article L. 5211-39 du code général des collectivités territoriales aux termes desquelles le président d'un établissement public de coopération intercommunale est tenu d'adresser chaque année aux maires des communes membres un rapport retraçant l'activité de l'établissement au cours de l'année précédente.

L'activité dont rend compte ce rapport, s'inscrit dans le contexte d'une forte sollicitation adressée aux collectivités locales pour prendre part à l'effort national de maîtrise de la dépense publique. Comme on pourra le lire au fil de ces pages, notre administration a su s'adapter à ce contexte. Au service de la qualité de vie, du développement et du rayonnement de l'Eurométropole de Strasbourg, elle a prioritairement pour mission de réaliser, d'entretenir et de faire fonctionner les services et les équipements nécessaires aux habitants : propreté, voirie, assainissement, transport public, équipements sportifs et de loisirs, équipements culturels.

Ce rapport rend compte tout particulièrement de la manière dont les services de l'Eurométropole s'attachent à répondre avec disponibilité et réactivité aux attentes des communes. Celles-ci constituent en effet le maillon indispensable au bon fonctionnement et à la préservation de la qualité des services attendus par les habitants. 2017 a marqué à la fois le cinquantenaire de notre intercommunalité et son élargissement, après l'intégration des cinq communes de la communauté de commune Les Châteaux. La prise en compte de cette dimension intercommunale constitue une donnée permanente de l'action de nos services.

L'Eurométropole a, en 2017, renoué durablement avec la création d'emplois. L'Eurométropole de Strasbourg, c'est 246.000 emplois et près de 6.000 entreprises. Depuis 30 ans, notre métropole accroît de 1% chaque année le nombre des emplois qui y sont créés. Sur 10 ans (2003-2014), l'Eurométropole de Strasbourg concentre 40 % des emplois créés dans le Grand Est par des entreprises étrangères. 20 % des emplois de la région de Strasbourg sont liés à des entreprises dont la tête de groupe est localisée à l'étranger. Très clairement, l'Eurométropole de Strasbourg est une métropole bénéficiant d'une forte attractivité internationale et, de ce fait, bien insérée dans l'économie mondiale.

Le développement de notre feuille de route « Strasbourg Eco 2030 », la bonne coopération avec la Région Grand Est, l'excellence des relations avec l'Université et les chambres consulaires créent un environnement sain et apprécié des milieux économiques et industriels. Ce travail a enclenché une dynamique d'alliance qui nous permet d'accompagner les mutations fortes de notre économie.

D'autres indicateurs du développement économique sont au vert, parmi lesquels le succès du quartier d'affaires international Archipel, le succès de la commercialisation de l'Ecoparc Rhénan, issu de la reconversion de la raffinerie de Reichstett, le dynamisme de l'écosystème French Tech d'accompagnement des PME, les investissements et les développements des entreprises du Port autonome de Strasbourg et du Parc d'innovation de Strasbourg, qui viennent confirmer la vitalité de ces deux zones d'activités jugées stratégiques.

Avec aujourd'hui un peu plus de 484.000 habitants, l'Eurométropole a aussi renoué avec la croissance démographique. Ce résultat est dû incontestablement à l'effort engagé depuis 10 ans en matière de construction de logements.

Le plan climat doit permettre la résilience de notre territoire pour trouver les capacités nécessaires à son adaptation face aux aléas qui le menacent en diminuant de 40% les émissions de gaz à effet de serre, en réalisant 30% d'économies d'énergie, en atteignant 30% minimum d'énergies renouvelables, en maintenant les concentrations de polluants dans l'air en-dessous des seuils réglementaires, en recyclant, compostant ou valorisant la moitié des déchets produits sur le territoire, en doublant la part modale du vélo.

Enfin, nous poursuivons l'amélioration de notre santé financière qui est le résultat des efforts de gestion entrepris depuis trois ans. Ces efforts, et le maintien de notre excellente notation par les agences, nous ont permis de tenir l'objectif de stabilité fiscale que nous nous étions assignés, tout en conservant un haut niveau d'investissement.

Trois grands objectifs sous-tendent notre vision de l'avenir de l'Eurométropole :

- offrir aux habitants de l'Eurométropole un cadre de vie et des aménagements d'espaces adaptés et de qualité, et garantir une offre de logements diversifiée, en phase avec la démographie croissante de la métropole ;

- développer l'attractivité économique de l'Eurométropole de Strasbourg et assurer le rayonnement de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

- améliorer l'accessibilité de l'Eurométropole et permettre, au sein du territoire élargi, de fluidifier les circulations, notamment en promouvant les modes de transports doux et en modernisant les voies de circulation.

Ce rapport d'activité témoigne de la manière dont ces objectifs sont mis en œuvre avec le concours des services de l'Eurométropole.

Robert HERRMANN
Président de l'Eurométropole de Strasbourg

Le cadre d'exercice de la direction de l'audit interne est décrit dans la Charte de l'Audit interne de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

1. Les raisons d'être de l'Audit interne

L'objectif principal recherché par la mise en place en 2011 de l'audit interne est de disposer d'une structure qui fonctionne de manière indépendante et objective et dont la mission principale est l'évaluation de l'efficacité et de la cohérence du système de contrôle interne en place.

Le contrôle interne, tel que défini par l'Institut Français de l'Audit et du Contrôle Internes, est constitué des dispositifs mis en œuvre par une organisation (ensemble de moyens, de comportements, de procédures et d'actions adaptés) qui visent à garantir notamment la conformité aux lois et règlements :

- l'application des instructions et des orientations fixées par la direction générale ;
- le bon fonctionnement des processus internes de la collectivité ;
- la réalisation -ou l'optimisation- des opérations et des projets ;
- la fiabilité des informations financières ;

Les missions qui sont confiées à la direction de l'Audit interne sont, dans la mesure où celle-ci examine et évalue le contrôle interne en place, de donner à la gouvernance de l'organisation une assurance sur le degré de maîtrise de ses opérations, d'émettre le cas échéant des recommandations pour l'améliorer, et contribuer ainsi à créer de la valeur ajoutée. Le résultat attendu est d'encourager et de conforter toutes les initiatives prises pour prévenir et maitriser les risques.

2. Les missions d'audit déjà réalisées

Cette direction, rattachée hiérarchiquement au directeur général des services, mais dont les missions dépendent d'un Comité d'audit et des risques, a conduit depuis 2012 10 missions d'audit concernant différents processus transversaux de la collectivité :

- audit du processus délibératif ;
- audit des régies d'avances et de recettes ;
- audit de l'autocontrôle en matière de marchés publics ;
- audit des tarifs publics (CTS, Boutiques des musées, et Foires et marchés) ;
- audit de la gestion locative du patrimoine de la collectivité ;
- audit de l'utilisation des bons de commande pour les marchés à bons de commande ;
- audit des avenants aux marchés publics ;
- analyse des risques juridiques et des provisions ;
- audit des dépenses de pharmacie, mission menée en partenariat avec la DRFiP, préalable à la mise en place d'un « contrôle allégé en partenariat » ;
- audit de la billetterie des piscines ;
- audit des frais de déplacement, mission menée en partenariat avec la DRFiP, préalable à la mise en place d'un « contrôle allégé en partenariat » (rapport attendu début 2018).

Pour information, le plan pluriannuel d'audit 2018 comporte des futures missions à mener, pour certaines d'entre elles de façon externalisée (partenaires retenus après procédure de marchés publics) :

- audit du Document unique du service Propreté urbaine ;
- audit des droits de place des marchés d'approvisionnement de la ville de Strasbourg ;
- audit de la sécurité du système d'information des 2 collectivités ;
- audit de la Délégation de Service Public Transport ;
- audit des marchés de nettoyage.

3. Suivi des plans d'actions

La direction de l'Audit interne suit annuellement l'avancement des plans d'action faisant suite aux recommandations exprimées lors des missions d'audit interne. Elle communique aux directions opérationnelles le résultat de ce suivi, en distinguant les actions déjà réalisées, celles en cours de réalisation, et celles qui restent à faire.

La DAI assure également un suivi annuel des plans d'actions « finances » et « ressources humaines » qui ont fait suite aux contrôles de la Chambre régionale des Comptes en 2012 et en 2013. En 2017, a eu lieu un contrôle du suivi des observations de la Chambre régionale des comptes de ses propres rapports de 2012/2013. Comme le veut le code des juridictions financières, un rapport sera communiqué à l'Assemblée mi-2018, indiquant les suites données aux observations de la CRC.

4. Contrôles de la CRC

La DAI a également en charge de rassembler les réponses qui sont préparées pour la Chambre régionale des Comptes, suite aux contrôles menés par elle sur la gestion de la collectivité ou de ses satellites.
L'année 2017 a été marquée par plusieurs contrôles de la gestion de la ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg (2ème semestre, les contrôles s'étendant sur le 1er semestre 2018).

5. Cartographie des risques

L'année 2017 a été marquée par la désignation de pilotes suivant les 18 risques « prioritaires » de la collectivité. La DAI est en charge de l'accompagnement et du suivi des plans d'actions produits.
Elle aura également en charge l'actualisation de la cartographie des risques (fin 2018).

La Mission intercommunalité a assuré le bon fonctionnement des instances de concertation de l'Eurométropole de Strasbourg tout au long de l'année 2017 notamment les dix réunions de la Conférence des maires et neuf réunions des Directions Générales des Services des communes de l'Eurométropole.

1. La Conférence des Maires et la réunion des Directions Générales des Services (DGS)

La Conférence des maires a permis un échange avec les représentants du dispositif partenarial en direction des demandeurs d'emploi transfrontaliers mis en place par la Maison de l'Emploi de Strasbourg et de l'Agentur für Arbeit ainsi qu'un débat sur les modalités d'applications de la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine en présence du Président et de la Directrice de l'ordre des architectes d'Alsace.

La Conférence des Maires a été le cadre de la concertation et de l'élaboration de la réforme du dispositif de solidarité communautaire dont les données des critères étaient figées depuis 2009 sans avoir tenu compte de la nouvelle fiscalité économique qui a remplacé la taxe professionnelle unique (TPU). Un consensus a été trouvé pour réduire les disparités de charges et de ressources entre les communes, conformément à la loi et à l'esprit de solidarité de l'Eurométropole.

Neuf réunions ont été organisées pour les Directions Générales des Services (DGS) des communes en 2017 dont trois dans des communes de l'Eurométropole. Ces réunions tenues « à l'extérieur » du centre administratif permettent la présentation de réalisations communales et des discussions conviviales entre les DGS.

La Mission intercommunalité anime l'espace collaboratif des communes, en gérant les discussions du forum, en mettant à disposition des documents et en permettant la consultation des ordres de jour et des dossiers des réunions.

En 2017, 6 340 connexions au site ont été effectuées par les DGS avec une moyenne de 28 connexions uniques par jour. 37 discussions ont été créées en 2017 par les DGS sur des thématiques variées : finances, ressources humaines, urbanisme, administration générale.

2. Les visites du Président dans les nouvelles communes de l'Eurométropole

En 2017, une visite du Président a été organisée dans chacune des cinq nouvelles communes de l'Eurométropole de Strasbourg issues de la fusion de l'Eurométropole avec la communauté de communes les Châteaux : Achenheim, Breuschwickersheim, Hangenbieten, Kolbsheim et Osthoffen. Elles ont permis d'évaluer la bonne intégration de ce nouveau territoire de l'Eurométropole notamment en termes de travaux de voirie, d'urbanisme et de transports collectifs, et de procéder aux ajustements qui se sont avérés nécessaires.

3. La conférence des intercommunalités de Bas-Rhin

En partenariat avec l'association des Maires du Bas-Rhin, la Mission Intercommunalité a organisé la première conférence des intercommunalités du Bas-Rhin réunissant l'ensemble des présidents des intercommunalités du Bas-Rhin.

Après une présentation par l'ADEUS de la dynamique des intercommunalités du Bas-Rhin, des témoignages d'intercommunalités ont permis de structurer les discussions autour de différents thèmes. Un temps d'échanges a permis d'évoquer les attentes actuelles et les perspectives en matière de partage d'expertise, de mutualisations, de développement de partenariats et de projets spécifiques entre les grandes agglomérations et les territoires alsaciens.

4. Le Bloc-notes des élus municipaux

Le Bloc-notes, créé en 2017, est une nouvelle lettre d'information dématérialisée dont le lien est adressé par courriel aux conseillers municipaux des communes de l'Eurométropole. Il s'agit de leur apporter un éclairage synthétique sur les principaux projets et politiques de l'Eurométropole. 10 bloc-notes ont été envoyés en 2017 aux 840 élus des communes. Le nombre moyen de consultations mensuelles est de 351, soit un taux d'ouverture de 41 %.

5. Le schéma de mutualisation

Le Conseil de l'Eurométropole a approuvé son schéma de mutualisation en juin 2016, après avis des conseils municipaux des communes.

À la demande du Président, un groupe de travail, composé de tous les Maires ou de leurs représentants a été mis en place au premier semestre 2017, avec pour objectif de définir les priorités qui correspondent aux attentes des maires en matière de mutualisations, d'en étudier la faisabilité avec les services de l'Eurométropole et les DGS des communes afin de présenter des propositions en Conférence des Maires.

6. Les cinquante ans de l'intercommunalité

Créée par la loi du 31 décembre 1966, la Communauté urbaine de Strasbourg a été installée le 4 décembre 1967. Le dispositif des cinquante ans de l'intercommunalité a été articulé autour de trois temps forts.

- **L'Afterwork des 50 ans, le 21 juin 2017**

Il a été proposé aux agents musiciens de l'Eurométropole de créer une programmation musicale dans le cadre de la fête de la musique sur une scène installée à proximité du centre administratif, lieu « symbole » de l'Eurométropole. Une communication adaptée et un questionnaire quizz ont été développés en direction des agents de l'Eurométropole sur le site intranet Totems.

- **Communication grand public de septembre à novembre 2017**

Une exposition a été spécialement conçue pour célébrer l'anniversaire, rappeler le chemin parcouru, renforcer la fierté d'appartenance au territoire, partager les valeurs de l'intercommunalité. Inaugurée sur le stand de l'Eurométropole à la foire européenne de Strasbourg, l'exposition a été déclinée au centre administratif et dans les communes.

Une communication illustrant les points forts de l'Eurométropole a été développée à l'échelle du territoire. Elle comportait notamment une campagne d'affichage, la création d'un logo spécifique, l'habillage d'une rame de tram, la distribution de goodies. Une carafe « eau de l'Eurométropole » et des verres ont été créés à l'effigie du 50ème anniversaire et une cuvée spéciale de l'Eurométropole, incluant des raisins issus du vignoble d'Osthoffen, a été élaborée.

- **Seconde conférence des métropoles France urbaine, décembre 2017**

Le 1er décembre 2017, les représentants des 22 métropoles françaises ont été accueillis au Biocluster des Haras et dans les locaux de l'Institut de recherche contre les cancers de l'appareil digestif (IRCAD) pour la seconde conférence des métropoles, en présence de Gérard Collomb, Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur.

Un dîner offert à l'occasion des 50 ans d'intercommunalité a réuni les représentants des métropoles françaises et des CCI, les vice-présidentes, vice-présidents et les maires de l'Eurométropole de Strasbourg à la Brasserie Les Haras.

Les quatrièmes rencontres de l'Eurométropole ont été organisées, le samedi 2 décembre 2017, au Point d'Eau à Ostwald, sur le thème des 50 ans de l'intercommunalité à l'intention des 842 élus municipaux de l'Eurométropole et des membres du Conseil de développement.

Après une intervention d'Olivier Landel, Délégué général de France urbaine, sur le thème « 50 ans d'intercommunalité, et maintenant ? », une table ronde a réuni les représentants des quatre premières communautés urbaine créées par la loi du 31 décembre 1966 : Alain Anziani, Vice-président de Bordeaux Métropole, Damien Castelain, Président de la Métropole Européenne de Lille, David Kimelfeld, Président de la Métropole de Lyon et Robert Herrmann, Président de l'Eurométropole de Strasbourg.

Délégation cohésion sociale et développement éducatif et culturel

Les compétences de la Direction des Solidarités et de la Santé (DSS)

La DSS porte les compétences de la ville de Strasbourg en matière de politiques publiques sociales et de santé. Elle met en œuvre les politiques de l'Eurométropole pour le compte des 33 communes de son territoire, ainsi que des compétences déléguées par le département à la ville de Strasbourg. Pour le compte de l'État, la DSS porte enfin la médecine scolaire à l'école primaire et les mesures judiciaires d'investigations éducatives.

La DSS porte également en régie des structures de proximité :

- 16 centres médico-sociaux ;
- 1 accueil de jour ;
- 2 hébergements d'urgence ;
- 31 unités de vie dans des logements, pour des familles en grande précarité ;
- 1 aire temporaire pour les populations Roms ;
- 9 aires d'accueil des gens du voyage ;
- 53 cabinets médicaux et dentaires dans les établissements scolaires ;
- 1 point rencontre parents – enfants.

Les projets transversaux et stratégiques 2017

Le projet de direction

Quatre axes de travail structurants sont d'ores et déjà identifiés et devront être développés dans le cadre de la démarche :

- garantir l'accès aux droits et aux services à tous et toutes ;
- promouvoir la citoyenneté par le développement social ;
- agir ensemble pour un service de qualité ;
- renforcer la coordination entre les politiques publiques au service de la cohésion sociale.

L'animation des dynamiques partenariales

La journée des partenaires, qui s'est tenue en octobre 2017 et qui a réuni plus de 200 acteurs des solidarités et de la santé intervenant sur le territoire de la ville, participe à la construction d'un projet de territoire partagé. La question de l'observation sociale sera un axe d'appui essentiel à ce déploiement du cadre de travail partenarial.

1. Le service santé et autonomie

Ses missions

L'objectif central du service est d'aider à réduire les inégalités territoriales et sociales de santé dans une logique de promotion de la santé.

Les compétences eurométropolitaines :

- en matière de promotion de la santé de la personne, les compétences de l'Eurométropole en matière de santé concernent les champs de l'observation, de la santé environnementale et de la santé mentale. Les objectifs stratégiques sont réalisés via la mise en œuvre du CLS 2 à l'échelle de l'Eurométropole ;
- l'Eurométropole est également compétente concernant les politiques en faveur des personnes âgées et handicapés afin de faciliter leur inclusion dans la ville tout en favorisant leur autonomie.

Activités 2017
Favoriser l'intégration dans la cité des personnes atteintes de troubles de santé mentale, en lien avec le Conseil Local de Santé Mentale (CLSM) :

- dans le cadre du CLSM de l'Eurométropole, des groupes de travail ont été mise en place pour atteindre les objectifs (parcours de soins, ados et jeunes adultes, personnes âgées, logement et hébergement, insertion professionnelle, Semaine d'information en santé mentale et Accueil des personnes souffrant de troubles psychiques dans les lieux de la ville) ;
- par ailleurs, le CLSM a été décliné sur deux territoires infra-communautaires (Schiltigheim et Illkirch-Graffenstaden).

Ces réunions ont permis l'aboutissement des projets :

- MAPSY67, annuaire et lieu-ressource de parcours en santé mentale ;
- commission d'analyse de situations complexes « incuriques et Syndrome de Diogène» ;
- coordination de la Semaine d'Informations de la Santé Mentale (SISM) (trentaine d'action en 2016 et 2017) avec création d'une marche annuelle « Strasbourg marche pour la Santé Mentale » ;
- fiche juridique « soins sans consentement ».

Concernant la politique vers les séniors et les personnes âgées le service a développé depuis plusieurs années des axes stratégiques :

- la carte Évasion : ce dispositif a été créé pour répondre aux axes de la politique de lutte contre l'isolement de la collectivité en favorisant également un accès à la culture et aux loisirs pour des personnes aux revenus modestes ;
- Mobistras : ce système de transport à destination des personnes à mobilité réduite a pour objectif de répondre aux attentes des personnes ne pouvant pas emprunter le réseau bus et tram traditionnel du fait de leur handicap ou leur incapacité ;
- la Commission intercommunale pour l'accessibilité a pour vocation de suivre l'accessibilité de la chaîne des déplacements : établissement publics, espaces publics et voirie, transport et logement.

Les chiffres clés

- plus de 1400 personnes inscrites au registre canicule ;
- plus de 3 000 usagers de Mobistras ;
- 100 % du réseau de transport est déclaré accessible aux personnes à mobilité réduite (conformément au décret du 4 novembre 2014).

2. Le service insertion

Ses missions
Il favorise l'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté en :

- gérant, animant et coordonnant des dispositifs d'aides financières et de contractualisation (Revenu de solidarité Active, Aides Sociales Communales, Fonds d'Aide aux Jeunes et Fonds Solidarité Logement) afin de permettre aux personnes en difficulté sociale et professionnelle d'accéder à leurs droits pour subsister et les accompagner vers plus d'autonomie ;
- renforçant l'animation territoriale et thématique et en favorisant le développement d'actions expérimentales ou innovantes.

Les compétences Eurométropolitaines

La gestion du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) est une compétence eurométropolitaine qui vise à apporter un appui financier aux jeunes de 18 à 25 ans révolus, soit en urgence, soit pour la réalisation d'un projet d'insertion sociale et/ou professionnelle. Ces aides financières individuelles sont ponctuelles, subsidiaires ou complémentaires à d'autres aides de droit commun. Elles sont accordées par un comité d'attribution dont le cadre de travail est précisé dans le règlement intérieur.

C'est un dispositif social obligatoire placé sous la responsabilité du Conseil Départemental depuis la loi du 13 août 2014. À compter du 1er janvier 2017, l'Eurométropole exerce de plein droit la compétence FAJ transférée par le Département du Bas-Rhin. 344 600 euros sont transférés à l'Eurométropole pour exercer cette compétence. Le fonds sera par ailleurs abondé par d'autres partenaires contributeurs. L'exercice de cette compétence a été placé dans le cadre du partenariat avec la Mission Locale pour l'Emploi de Strasbourg et le Règlement Intérieur.

Le cadre conventionnel entre la Mission Locale pour l'Emploi de Strasbourg et l'Eurométropole pour l'année 2017 reprend les principaux objectifs de la précédente convention financière avec le Conseil Départemental autour de la gestion et l'animation du dispositif.

La gestion du Fonds Solidarité Logement (FSL) est une compétence également eurométropolitaine. Sa gestion est confiée au Conseil départemental depuis le 1er janvier 2005 et, au 1er janvier 2017, il a été transféré à l'Eurométropole (loi NOTRe). Son objet est de concourir à la mise en œuvre du droit au logement sur le territoire et, à ce titre, il constitue un outil du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) copiloté par l'État et le Département.

Les principaux champs d'intervention du FSL sont :

- le soutien financier des ménages pour l'accès ou le maintien dans un logement décent ;
- l'accompagnement social lié au logement pour aider les ménages dans leur recherche de logement ou pour les aider à s'y maintenir. Cet accompagnement est assuré par des associations ou dans le cadre de maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) ;
- le soutien financier de tout ménage occupant régulièrement son logement et présentant des difficultés à faire face au paiement de ses factures d'eau, d'énergie et de téléphone.

Les chiffres clés

- plus de 500 jeunes aidés par le FAJ ;
- près de 3 500 aides financières accordées par le FSL ;
- près de 400 logements financés au titre de l'aide à la gestion locative FSL ;
- près de 1000 mesures individuelles d'Accompagnement Social Lié au Logement accordées ;
- plus de 500 logements d'insertion financés au titre de l'accompagnement FSL ;
- en moyenne, deux tiers des dossiers traités par le FSL départemental concernent le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- l'Eurométropole et la ville de Strasbourg, financent respectivement à hauteur de 160 000 € et 50 000 € le FSL, et il existe 66 autres financeurs contributeurs volontaires ou obligatoires au FSL (associations, collectivités, bailleurs sociaux, fournisseurs d'énergie, CAF etc.) ;
- un tiers des ménages se sont présentés dans les centres médico-sociaux pour une problématique de logement (38 % en 2015) : demande d'accès au logement, difficulté de se maintenir dans le logement du fait des charges et du prix de l'immobilier, impayés de loyers, conditions d'habitat précaire, etc.

Les faits marquants 2017

- l'intégration du FSL au service insertion en janvier 2017 ;
- la gestion du FAJ et sa délégation à la Mission Locale pour l'Emploi de Strasbourg à partir de janvier 2017 ;

- à partir du 1er janvier 2017, la Mission Locale pour l'emploi de Strasbourg assure la gestion du dispositif sur le territoire de l'Eurométropole changeant ainsi les modalités d'organisation du dispositif pour les unités territoriales d'action médico-sociales départementales nord et sud.

3. Le service gens du voyage

Ses missions

Il accueille les gens du voyage sur le territoire de l'Eurométropole et favorise leur épanouissement dans la ville en :

- assurant l'accueil des gens du voyage dans les aires du territoire ;
- favorisant le développement de nouvelles aires.

Les chiffres clés

- 9 aires d'accueil permanentes soit 283 places ;
- 1 terrain d'appoint hivernal au Baggersee soit 50 places supplémentaires ;
- 1 aire de grand passage ouverte d'avril à octobre ;
- 2173 personnes accueillies sur les aires d'accueil permanentes en 2017 ;
- 5 grands groupes accueillis sur l'aire de grand passage ;
- 5 associations agréés Espaces de Vie Sociale ;
- 1 Lieu d'Accueil Parents-Enfants itinérant associatif ;
- 4 associations.

Les faits marquants en 2017

- agrément Centre Social Ressources par la CAF du Bas-Rhin en mars 2017 pour la période 2017-2021 ;
- signature du Contrat Enfance-Jeunesse pour le développement d'un Lieu d'Accueil Enfants-Parents itinérants porté par l'association Contact et Promotion ;
- démarrage du chantier de l'aire de Fegersheim, 9ème aire du dispositif d'accueil ;
- travaux d'extension de l'aire de Grand Passage ;
- installation d'un modulaire sur l'aire de Bischheim-Hoenheim-La Wantzenau pour l'Espace de Vie Sociale ;
- le nouveau partenaire associatif Ballade propose de l'initiation musicale sur l'aire de Geispolsheim ;
- 2ème participation à la Semaine de Lutte contre les discriminations : café-ciné autour du film « Kriss Romani » ;
- 1ère participation du service à la journée internationale des Roms : exposition au Lieu d'Europe ;
- poursuite du suivi de la scolarité des enfants et développement de soutien scolaire par les associations Espaces de Vie Sociale.

4. Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS)

Ses missions au titre de l'Eurométropole

L'Eurométropole est dotée de compétences en hébergement d'urgence intégrées dans sa compétence logement, qui se traduit dans le Plan Local de l'Habitat de la collectivité par le financement de la construction de structures d'hébergement et de logements adaptés.

Les actions menées directement auprès des personnes précaires ont été déléguées au CCAS qui gère :

- deux hébergements d'urgence de nuit pour hommes majeurs, ouvertes tous les soirs de 17h à 9h le lendemain, ouvertes en journée ainsi que le week-end :
    - Kiener : 42 places, des chambres de 6 à 8 lits pour les urgences longues et 1 chambre de 12 lits pour l'urgence courte ;
    - Remparts : 40 places en chambres de 4 lits.
- un dispositif d'accueil et d'insertion par le logement pour les familles, composé de logements d'insertion (23 unités de vie familiales) et d'une résidence sociale (8 logements), soit 31 unités de vie familiale. Ces logements permettent de répondre à la demande de familles (couples ou personnes isolées avec enfants) en grande difficulté pour accéder à un logement autonome, du fait de leur parcours social ou résidentiel ;
- une équipe médico-sociale de rue, avec deux missions : aller à la rencontre des personnes à la rue en journée et participer au dispositif des maraudes en soirée avec les autres partenaires associatifs ;
- le règlement pour le compte de l'État des dépenses d'hébergement hôtelier : plus de 9 M d'€ de dépenses d'hébergement hôtelier en 2016, remboursés par l'État.

L'Eurométropole apporte par ailleurs son soutien à plusieurs associations œuvrant dans le champ de l'hébergement : 1 137 000 € de subventions sont versées annuellement à 6 associations (AAHJ, Horizon Amitié, Home-Protestant/Regain, l'Etage, ADOMA) pour le cofinancement de places d'hébergement d'urgence ou de dispositifs ciblés d'hébergement et d'accompagnement de publics ciblés (personnes vieillissantes à la rue ou des familles aux droits incomplets).

Les faits marquants en 2017

En 2017, le CCAS a continué avec les services de la collectivité une première étape du projet de réhabilitation de l'accueil et de l'hébergement Kiener qui concerne l'extension-restructuration des douches – laverie – espace de soins. Parallèlement, plusieurs rencontres ont eu lieu avec le service des piscines et plan d'eau ainsi qu'avec les associations qui prescrivent les douches aux personnes sans domicile, afin de mieux connaître les besoins des publics et envisager quelques évolutions de fonctionnements, à court, moyen et plus long terme.

Les chiffres clés

- 17 logements d'insertion et 1 résidence sociale ;
- 1 équipe médico-sociale de rue ;
- plus de 1 100 personnes isolées hébergées dans les 2 hébergements d'urgence ;
- 154 personnes hébergées sur des durées plus longues avec construction d'un parcours d'insertion ;
- plus de 600 personnes rencontrées à la rue lors des maraudes hivernales ;
- 32 familles accueillies en logements d'insertion (121 personnes dont 67 enfants) ;
- 8 familles accueillies en résidence sociale.

5. La mission prévention spécialisée

Ses missions

La prévention spécialisée s'inscrit dans les politiques d'aide sociale à l'enfance et la politique de la ville (Art. L.221-1 et Art. L.121-2 du code de l'Action Sociale et des Familles). Elle a pour mission de mener une action éducative territoriale pour prévenir la marginalisation des jeunes, faciliter leur insertion et promotion sociales ainsi que leur autonomie. Elle contribue au développement de capacités et de compétences des personnes à agir, pour elles et pour leur

environnement. Cette action éducative s'adresse prioritairement aux jeunes âgés de 10 à 25 ans.
Les équipes éducatives sont présentes dans les lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale forte et s'appuient sur des modalités d'intervention spécifiques :

- le travail de rue et la présence sociale ;
- les accompagnements éducatifs individuels et collectifs ;
- les actions de développement social local.

La mission coordonne la mise en œuvre de cette action sur le territoire de l'Eurométropole et dont les objectifs sont de:

- prévenir et agir sur les phénomènes individuels et collectifs de désocialisation des jeunes en mettant en œuvre toute action permettant la création et le maintien du lien social ;
- d'accompagner les jeunes vers une autonomie voire une émancipation durable ;
- de mettre en œuvre tout accompagnement individuel ou collectif pour repérer et prévenir les ruptures de parcours en prévention et protection de la jeunesse (à l'école, en famille, dans le secteur de l'emploi et de la formation) ;
- de diversifier les réponses éducatives alternatives ;
- de faire tiers en accompagnant le conflit et en favorisant la cohésion sociale.

Les chiffres clés

- 6 associations habilitées et conventionnées pour la mise en œuvre de cette compétence ;
- 13 équipes intervenant sur 15 quartiers des villes de Strasbourg, Bischheim et Schiltigheim ;
- près 3 000 jeunes accompagnés et plus de 8 000 rencontrés.

Les faits marquants en 2017

- un travail d'appropriation de la compétence suite à son transfert et redéfinition des objectifs cadres ;
- une mise en perspective de l'action éducative territoriale avec les politiques publiques auxquelles elle contribue ;
- suivi budgétaire et financier ;
- co-construction des conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens.

6. Le service administration générale

Les subventions eurométropolitaines aux associations
1 464 065 € alloués aux associations au titre de l'Eurométropole
Subvention pour le CCAS / FSL
Le CCAS : 1 829 000 €
Le Fonds de solidarité logement : 160 000 €

Le patrimoine de la DSS
La DSS assure la gestion de locaux accueillant du public répartis sur le territoire de l'Eurométropole.

Pour l'Eurométropole :

- 8 aires d'accueils pour gens du voyage ;
- 1 aire de grand passage ;
- 1 emplacement hivernal Baggersee.

Pour le CCAS :

- 2 structures d'hébergement d'urgence ;
- logements d'insertion en gestion directe dans lesquels sont répartis 31 unités de vie.

Prévention des risques professionnels

En 2017, la mission a consisté à mettre à jour et / ou à réaliser l'évaluation des risques professionnels, en particulier risques psychosociaux au moyen du référentiel de l'INRS ED6140. La priorité a été donnée à l'animation des groupes de travail pour la DUT et un début de mise à jour des évaluations des risques pour des services aussi bien de la DSS que de la DPEC.

D'autres activités ont été réalisées :

- participation aux études d'impacts pour les services engagés dans des changements organisationnels ou modifications de locaux ;
- analyse de situations sur demandes et visites de terrain ;
- réponses à des questionnements des agents ayant un lien avec la santé au travail ;
- de manière plus transversale à la collectivité, participation à des groupes de travail animés par le service Prévention et qualité de vie au travail notamment pour :
    - l'amélioration des CRI ;
    - les pratiques addictives ;
    - modalités de mise en œuvre d'une enquête paritaire.

L'observation sociale et évaluation des politiques sociales

Les travaux d'observation et d'évaluation menés en 2017 sur le champ social sont:

- élaboration d'une feuille de route pour l'observation et l'évaluation dans le cadre du projet de direction : premières étapes et proposition de démarche ;
- promotion de la santé : contribution à la rédaction du cahier des charges du Contrat Local de Santé II, participation à l'Evaluation d'Impact en Santé sur territoire ;
- Mission Logement : finalisation de l'évaluation « intervention de la ville pour la prévention des expulsions locatives, contribution à l'évaluation de la Charte Départementale de Prévention des Expulsions, participation à l'analyse pour la réforme des attributions de logement social » ;
- CCAS - Hébergement d'urgence : analyse des Fiches Uniques Urgence Hébergement ;
- ODAS : Coordination pour Strasbourg de l'action recherche « Les Villes et le vivre ensemble » ;
- élaboration d'indicateurs de suivi d'activité commun.

SERVICE FUNERAIRE

Les compétences de l'Eurométropole portent sur la création et l'extension de nouveaux cimetières et l'extension des cimetières communaux et intercommunaux existants.

Cette compétence inclut l'acquisition du foncier et les travaux d'infrastructures comprenant les études, la préparation des terrains, l'installation des réseaux, des voies de circulation, des plantations d'alignement et des clôtures. Cette compétence exclut la gestion des cimetières et les travaux relevant du fonctionnement courant ou des installations de sépultures (pose de columbariums, plantations du souvenir, aménagement intérieur par des allées, des haies dans les sections ou carrés, ou reprises des tombes), lesquels relèvent de la commune.

En 2017, le service Funéraire a accompagné les actions suivantes.

1. Projets de création ou d'extension de cimetières

ECKWERSHEIM

- février 2017 : notification des marchés de travaux ;
- le 10 mars 2017 : réunion de démarrage du chantier ;
- de mars à septembre 2017 : réalisation des travaux ;
- le 28 novembre : réception des lots de travaux hors plantations ;
- plantations effectuées après la Toussaint 2017 ;

FEGERSHEIM

- projet d'extension inscrit au PPI Eurométropole ;
- le 4 juillet 2017 : retour des offres du marché de maîtrise d'œuvre ;
- août 2017 : démarrage des études ;
- le 21 septembre 2017 : réunion des services de l'Eurométropole avec les services de la commune pour l'associer aux choix d'aménagement ;
- le 3 octobre 2017 : visite des lieux avec les architectes et les services de l'Eurométropole. Fin 2017 : arpentage des parcelles correspondant à l'extension du cimetière.

BLAESHEIM

- projet d'extension inscrit au PPI Eurométropole ;
- le 25 janvier 2017 : rencontre du service Construction avec les programmistes ;
- mi-février 2017 : réunion avec la commune pour l'associer aux choix d'aménagement ;
- mars 2017 : rédaction du programme de maîtrise d'œuvre ;
- avril 2017 : lancement de la consultation pour le marché de maîtrise d'œuvre ;
- de mi-juin à fin octobre 2017 : analyses, négociations, attribution et notification ;
- novembre-décembre 2017 : dévolution des marchés ;
- décembre 2017 : rencontre du service Construction avec les programmistes, le maire de la commune et l'architecte des Bâtiments de France.

ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN

Année 2017 : concertation entre les services de la ville d'Illkirch, les services de l'Eurométropole et le Pôle prévention des risques du service Aménagement Durable des Territoires à la Direction Départementale des Territoires du Bas-Rhin au sujet de l'implantation du nouveau cimetière sur les terrains ciblés rue Jean Pierre Clause, dans le cadre de la révision du Plan de Prévention des Risques inondation sur l'Eurométropole de Strasbourg.

OSTHOFFEN

L'intégration de la communauté de communes les Châteaux dans l'Eurométropole s'accompagne d'un nouveau projet de création de cimetière pour la commune d'Osthoffen :
- le 16 juin 2017, visite de la commune par le Président de l'Eurométropole ;
- le 29 août 2017, rencontre du service Funéraire avec le maire de la commune pour cerner le besoin de la commune et découvrir les terrains réservés au POS de la commune ;
- le 31 octobre 2017, demande de la commune pour la création d'un nouveau cimetière.

OBERSCHAEFFOLSHEIM

Demande de la commune pour la mise en œuvre de la phase 2 du projet d'extension de son cimetière. Inscrit initialement au PPI avec une mise en service projetée en 2018, celle-ci a été repositionnée à 2019.

2. Poursuite des actions récurrentes de développement dans le domaine funéraire

Le service a poursuivi sa mission d'expertise et prestation de conseil auprès d'autres collectivités en termes :
- d'aménagement des cimetières ;
- de règlement des cimetières ;
- de création de cimetières ou de carrés confessionnels.

Le service reçu contacts et visites d'élus et de gestionnaires des communes de l'Eurométropole, du Département, de la Région. L'évolution de la loi Labbé concernant l'interdiction de l'usage des pesticides par les collectivités, et l'interdiction en particulier sur les cimetières, qui constituent des lieux de promenade, a été génératrice de nombreuses demandes de partage de l'expérience de la part des communes de l'Eurométropole et plus largement de la région Grand Est, voire au-delà. Le service Funéraire est en effet engagé dans la démarche d'une gestion sans pesticide de ses équipements depuis 2008.

En 2017, l'équipe administrative de la Maison des cimetières a également été sollicitée en matière d'expertise et conseils pour les communes en matière de gestion des concessions.

1. Action culturelle - Département Audiovisuel & Cinéma

Le rôle et les missions du service de l'Action culturelle portent sur la mise en œuvre et la déclinaison à l'échelle du territoire de la ville et de l'Eurométropole de la politique culturelle de la collectivité organisée autour de deux axes forts, à savoir le développement des publics et la démocratisation large de la culture, et le rayonnement à l'échelle nationale, européenne et internationale de l'offre culturelle développée à Strasbourg.

À ce titre, le service de l'Action culturelle vise tant à accompagner les associations et structures culturelles dans leur développement, et les créations qu'elles portent, qu'à assurer l'accès de l'offre culturelle au public le plus large.

1.1. Présentation

Le service de l'Action culturelle est composé de 45 agents répartis en trois entités différentes :

- les départements thématiques et l'administration (4 départements : spectacle vivant, arts visuels, animation du patrimoine, cinéma et audiovisuel) ;
- le Shadok, fabrique du numérique ;
- le Centre chorégraphique de Strasbourg (CCS).

Le service assure le suivi d'un peu plus de 300 associations actives dans le champ de la culture et a consacré en 2017 un soutien aux acteurs culturels de plus de 10 millions d'euros (budgets ville et Eurométropole).

1.2. Activités du département

Sont détaillées les différentes activités et actions portées par le Département en 2017, au titre des soutiens financiers de l'Eurométropole (Fonds de soutien à la production, Aide structurelle aux Entreprises), de l'Accueil des tournages, des soutiens à la diffusion de la ville de Strasbourg (Action culturelle, Cinéma Odyssée) ainsi que de l'Office Europe Créative (animation de la filière, accompagnement des porteurs de projets européens) :

- le fonds de soutien à la production (Eurométropole), doté de 840.000 € en 2017, maintient une activité significative avec 37 projets aidés en 2017 (contre 32 en 2016) sur les différents volets : documentaire de création, fiction TV, long-métrage de cinéma, court-métrage de cinéma :
    - une part importante des projets aidés par le passé a bénéficié d'une visibilité importante (dernier succès en date, l'Ours d'Or à la dernière Berlinale) ;
    - Une part importante des films soutenus en 2017 est promise à la même exposition, notamment au titre de projets documentaires d'envergure et de longs-métrages internationaux.
- l'aide structurelle (Eurométropole) a été recentrée sur les sociétés de production audiovisuelle et cinématographiques en 2017, les quatre sociétés aidées étant pour moitié « émergentes », pour moitié en consolidation (en tout état de cause, une restructuration de la commission consultative a permis de réunir un nouveau socle de compétence et d'expertise sur le sujet) ;
- concernant l'accueil des tournages (Eurométropole), l'activité est stable dans une fourchette haute avec 126 jours de tournage au total sur des projets professionnels de fiction – à noter qu'en 2017, plusieurs films non soutenus financièrement par la collectivité ont tout de même été accueillis sur le territoire ;
- concernant l'office Europe Créative, sa restructuration est désormais achevée et consolidée autour d'un co-pilotage avec le Relais Culture Europe du Desk Europe Créative France (nouvelle convention signée au titre du nouveau plan d'action triennal).

Les actions conjointes visent à l'accompagnement des acteurs CULTURE et MEDIA et à l'animation de filières culturelles, audiovisuelles et industries créatives.

Les projets soutenus se répartissent comme suit :

- 6 longs-métrages ;
- 17 films documentaires ;
- 3 séries TV ;
- 9 court-métrages ;
- 2 projets nouveaux médias.

2. Archives de la ville et de l'Eurométropole

Les Archives exercent des missions réglementaires décrites dans l'article Art. R. 212-4-1 du code du patrimoine. Elles assurent des missions d'organisation, de conseil et de collecte des documents pour l'administration de la ville et de l'Eurométropole, garantissent l'accès du public et de l'administration aux documents (traitement, base de données, mise à disposition) et valorisent les fonds patrimoniaux via des actions culturelles.

2.1. Présentation

Situées 32 avenue du Rhin à Strasbourg, les Archives accueillent les documents de la ville depuis le Moyen-Age, de la Communauté Urbaine (1968-2014) et de l'Eurométropole depuis 2015, mais aussi les archives de fondations (Saint-Thomas, Œuvre Notre-Dame), les archives historiques des hospices de Strasbourg et environ 1000 mètres d'archives privées patrimoniales (associations, érudits, entreprises, architectes, photographes…). En 2017, le service s'est réorganisé en 4 départements : ressources, gestion des données et documents de l'administration, conservation, images et audiovisuel et traitement, et accès aux fonds.

2.2. Activité

L'impact de la réforme territoriale et des transferts de compétences

En raison des mesures découlant des lois « Notre » et « Justice du 21ème siècle », les Archives ont pris en charge les archives de la Communauté de Communes des Châteaux et les archives du pacte civil de solidarité (Pacs).

Accompagnement des déménagements et entrées d'archives

L'accompagnement des déménagements des services et les opérations d'archivage en découlant ont représenté 1 268 heures de travail en 2017.

Au total, 543 mètres linéaires et 323 gigas octets d'archives publiques, 67 mètres d'archives privées (architecte, photographes), 12 mètres de livres et sont entrés en 2017. 460 mètres ont été éliminés, essentiellement dans les services.

140e anniversaire de la CTS : exposition

Les Archives ont monté, en relation avec la Compagnie des Transports Strasbourgeois et des collectionneurs, une exposition qui a attiré 5238 visiteurs.

2.3. Fréquentation et typologie des publics

La salle de lecture physique a reçu 3350 visites (-3%). 46 % du lectorat déclare venir pour raisons administratives, 32 % à des fins scientifiques, 9 % pour des recherches généalogiques, 6% par curiosité. Les universitaires et étudiants du supérieur représentent 25% des lecteurs. Les recherches à distance (demandes via courriels) progressent (+10%) : 703 en 2017.

Les expositions (140 ans de la CTS, « 500 ans de la Réforme » et début de l'exposition « Rétro d'expos ») ont accueilli 6 731 visiteurs. 883 personnes sont venues dans le cadre d'autres activités (visites guidées, conférences, journées du patrimoine).

Au total, les Archives ont reçu 12 218 visites.

2.4.Développement des publics

2 369 personnes en 99 groupes, provenant à 85 % de Strasbourg, ont profité de l'action pédagogique soit 1 198 élèves du primaire, 539 collégiens, 365 lycéens, 223 étudiants, 9 enseignants, 30 personnes handicapées et 17 enfants de centre de loisirs. Les mallettes pédagogiques et l'exposition « 14-18 à l'affiche » ont fait l'objet de 10 prêts.

2.5.Développement des services vers le numérique

Accompagnement de la dématérialisation

Une nouvelle édition du *guide des bonnes pratiques documentaires dans l'environnement électronique* a été élaborée (575 heures de travail). Les Archives contribuent également aux projets de dématérialisation via leur cadrage technique, juridique et documentaire. Les tests de la solution d'archivage électronique, destinée à recevoir les versements d'archives électroniques natives, ont été conduits pour une mise en service au printemps 2018.

Site internet et réseaux sociaux

1 000 835 pages ont été consultées sur « archives.strasbourg.eu » en 56 818 visites. 52 309 images de fonds numérisés ont été mises à disposition du public : ouvrages historiques, registres des délibérations du 16e siècle, inventaires imprimés des fonds anciens, albums photographiques. Enfin, la page facebook compte 7 700 « suiveurs ».

Les débuts de l'archivage électronique

En 2017, les Archives ont reçu les premiers gigas d'archives publiques et privées électroniques.

Afin de structurer la production des documents dématérialisés et de prendre en compte les évolutions de l'environnement informatique, une nouvelle version du *Guide des bonnes pratiques documentaires dans l'environnement électronique*, disponible sur TOTEM, a été rédigée. Organisé en fiches astuces et fiches pratiques, BPDOC facilite au quotidien la gestion des documents électroniques et prépare leur éventuel versement dans la solution d'archivage électronique, SCHILD.

Cette dernière a fait l'objet des derniers tests et paramétrages avant sa mise en production en 2018. Grâce à SCHILD, le service des Archives pourra assurer un archivage sécurisé et pérenne des documents qui requièrent une conservation limitée dans le temps ou définitive. Les vidéos des conseils et les marchés publics feront l'objet des premiers flux traités en 2018.

2.6.Rayonnement

11 % des 862 nouveaux lecteurs inscrits proviennent de 25 pays différents et 14 % des courriers et courriels de 15 pays. Les Archives ont assuré le co-commissariat de l'exposition de la BNUS consacrée à Luther et prêté des documents pour 4 autres expositions.

Associations professionnelles : Association des Archivistes français : groupe « archivistes municipaux, archives électroniques », comité directeur du groupe régional Grand-Est, groupe de travail « médiation », contributions au colloque des archivistes municipaux et à la journée régionale Grand Est.

3. Médiathèques

Le réseau Pass'relle a fêté ses 10 ans le 7 décembre 2017, franchissant le cap des 200 400 cartes diffusées fin 2017. 31 bibliothèques et médiathèques sont adhérentes à ce réseau, pour en fédérer 32 au 1er janvier 2018, englobant ainsi toutes les médiathèques de lecture publique

de l'agglomération. On dénombre plus de 70 000 lecteurs actifs. En 2017, 14 825 cartes ont été remises à de nouveaux inscrits et plus de 32 000 abonnements ont été renouvelés.

Les autres évolutions de l'année 2017
Suite à la fusion de l'Eurométropole de Strasbourg avec la communauté de communes les Châteaux en janvier 2017, la médiathèque de Hangenbieten a adhéré au réseau le 1er septembre et la bibliothèque d'Achenheim l'a rejoint en janvier 2018. La nouvelle bibliothèque de Lampertheim a ouvert au public en mai 2017 et attiré une centaine de nouveaux lecteurs dont de nombreux adultes. Le projet de la Médiathèque Nord a été relancé, le conseil eurométropolitain ayant voté les crédits d'investissement pour construire la 3ème médiathèque de bassin de vie. Le projet de coopération avec Kehl progresse et devrait aboutir au printemps 2018. Une adaptation transfrontalière de la convention Pass'relle est à l'étude.

3.1.Présentation

- 3 médiathèques pour le réseau Eurométropolitain : Médiathèque Sud à Illkirch, Médiathèque Ouest à Lingolsheim et médiathèque André Malraux à Strasbourg ;
- 19 bibliothèques situées dans les communes de : Bischheim, Blaesheim, Eckbolsheim, Eckwersheim, Eschau, Fegersheim, Hangenbieten, Holtzheim, Lampertheim, La Wantzenau, Lipsheim, Mundolsheim, Niederhausbergen, Oberhausbergen, Plobsheim, Recichstett, Souffelweyersheim, Vendenheim et Wolfisheim. Rejointes en janvier 2018 par la bibliothèque d'Achenheim ;
- le service des Médiathèques propose des collections empruntables composées de 897 070 documents empruntables dont 599 630 imprimés (albums, livres et bandes dessinées et partitions), 185 700 documents sonores (CD, livres enregistrés et méthodes de langues), 108 475 DVD, 2 380 jeux vidéo et de 911 œuvres d'art à emporter pour les accrocher chez soi. Le fonds patrimonial compte plus de 300 000 documents consultables sur place et un centre de l'illustration offre un choix sélectif parmi 20 000 albums et documents ;
- des manifestations culturelles variées (concerts, projections, spectacles, expositions, rencontres, conférences, etc.) pour tous les publics : 35 000 personnes environ ont participé aux 600 événements culturels proposés par les médiathèques du réseau en 2017.

En 2017, le service des Médiathèques a enregistré 2.260.500 prêts, soit une moyenne de 9 245 prêts / jour. Une baisse des prêts de CD et de DVD est observable au profit d'imprimés pour enfants.

3.2.Activité

Evènements marquants de l'année

- **juin 2017 :** journée d'étude organisée entre médiathèques et centres socio-culturels sur le thème suivant *« Des défis à relever ensemble »* avec notamment l'intervention de Guy Saez, directeur de recherche au CNRS. Des échanges professionnels ont permis une meilleure connaissance mutuelle et d'imaginer les moyens de mieux collaborer ;
- **automne 2017 :** l'exposition « *Déflagrations : dessins d'enfants, guerres d'adultes »* (Médiathèque A. Malraux) a accueilli 7 530 visiteurs soit une moyenne de 153 visiteurs par jour. Le profil des visiteurs était diversifié – étudiants, familles, actifs, en insertion, seniors. 14 classes du CM1 à la Terminale ont également bénéficié d'une

visite commentée de l'exposition, en partenariat avec l'UNICEF et la Délégation académique à l'action culturelle.

3.3.Fréquentation et typologie des publics

Depuis 2016, la fréquentation de l'ensemble des médiathèques est mesurée précisément (à l'exception du Bibliobus). En 2017, 1 131 216 entrées ont été enregistrées, soit en moyenne 4 627 entrées / jour.

3.4.Développement des publics

- le réseau des médiathèques a accueilli au total 28 748 personnes en 2017 ;
- 1552 accueils de groupes et 795 accueils de classes ;
- le service de portage de livres « Médiathèque à domicile » a repris une activité en 2017 ;
- une salle de formation dédiée aux personnes en situation de handicap s'est ouverte à la médiathèque André Malraux.

3.5.Développement des services vers le numérique

- ouverture d'un 5ème espace de médiation numérique L@ppli en décembre 2017 à la Médiathèque Sud composé de 6 postes PC, un mac, un vidéoprojecteur mural et un espace jeux vidéo, élargissant l'offre de formation numérique ;
- L@ppliKids, espace de médiation numérique jeunesse de la médiathèque Malraux confirme son succès avec 4378 enfants inscrits, soit une moyenne mensuelle de 365 enfants. Ils ont accès à des applications et des livres numériques sélectionnés par les bibliothécaires mais n'ont pas accès au web ;
- le nombre d'usagers sur les pages réseaux sociaux des médiathèques est en hausse : Facebook bib2strasbourg : 4030 abonnés (+ 554 personnes), Twitter : 2717 (+ 457 personnes), page Artothèque : 2330 followers (+100). La page thématique Larsen Local (835 followers) maintient son activité toute l'année, en dehors du temps fort annuel de janvier. Les vidéos de la chaine YouTube progressent avec plus de 26 000 visionnements. Les vidéos « Webcast Scène locale » et les « Booktube » sont plébiscitées par le public (entre 3600 et 1500 vues pour chaque vidéo) ;
- les malles thématiques réseaux (Pc portable wifi, tablettes, biblioconnection, htc vive, matériels photos et vidéos) – empruntées par les bibliothèques du réseau – connaissent un succès indéniable et ont permis le développement d'animations ponctuelles dans les médiathèques du réseau ;
- le dispositif *Devenir contributeur* (2015-2018) s'est poursuivi, avec un renouvellement important de la rédaction en charge de coordonner les publications et de veiller à la ligne éditoriale sur l'ensemble des outils numériques des médiathèques.

3.6.Rayonnement

L'exposition *Déflagrations* a bénéficié d'une couverture médiatique importante (France 3 Alsace, Les DNA, Arte, TV5 monde, Télérama, RFI, Libération, Médiapart, L'Histoire, Les échos, Les Inrocks, l'Humanité, Le soir-Bruxelles, etc.), grâce notamment à la parution simultanée du livre éponyme aux éditions *Anamosa.*

Délégation aménagement, développement et mobilité

MISSION WACKEN

Futur Parc des Expositions (PEX) et liaison routière « rue Alice MOSNIER »

La construction du nouveau Parc des Expositions (PEX) a été relancée par délibération du Conseil de l'Eurométropole du 22 décembre 2017.
Le projet se compose de 5 halls développant une surface totale de 24 500 m² et d'un parking silo d'environ 1000 places.
L'équipe d'architectes sera choisie en juillet 2018, permettant d'envisager un démarrage des travaux en octobre 2019 et d'atteindre un objectif de livraison de juin 2021.

Le coût de l'opération, au financement duquel les autres collectivités partenaires participeront dans le cadre du contrat triennal, est évalué à 86 M€TTC.
Il convient toutefois d'ajouter à ce coût environ 7 à 10 M€HT pour l'achat de 15 000 m² de halls provisoires démontables.
Ces halls « provisoires » seront installés dès 2018 à proximité du chantier du nouveau PEX, sur une partie du site.
Strasbourg Evènements pourra ainsi poursuivre ses activités entre début 2019, date à laquelle les halls exploités actuellement au nord du boulevard de Dresde seront démolis pour permettre le démarrage des constructions des premières implantations du projet Archipel 2, et juin 2021, date de livraison du nouveau PEX.

Parallèlement, il convient d'adapter l'actuelle délégation de service public aux nouvelles conditions énoncées ci-avant (libération de l'actuel site du Wacken dès 2019, exploitation transitoire jusqu'en 2021, programme et périmètre du futur PEX).

À noter que les travaux de réalisation de la liaison routière « rue Alice MOSNIER » entre l'avenue Pierre Mendès-France (ex A350) et la rue Fritz Kieffer sont en cours pour une livraison prévue fin 2018. Cette voirie sera exploitable par les nouvelles installations mises en œuvre sur le site.

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DE L'ATTRACTIVITE

Les métiers exercés par les 47 personnes constituant la direction touchent divers domaines : accompagnement à l'implantation des entreprises, soutien à l'écosystème d'innovation, promotion de l'entrepreneuriat, promotion du territoire, soutien aux dispositifs d'accès à l'emploi des personnes les plus fragiles, gestion de fonds européens et collecte de la taxe de séjour.

Depuis l'adoption de la feuille de route Strasbourg Eco 2030 visant la création de 27 000 emplois nets, la direction affirme son rôle de structure de soutien à la démarche collective en associant les acteurs clés.

La direction assure des fonctions essentielles à la mise en œuvre de la stratégie :

- elle fournit un cadre partagé de suivi des orientations stratégiques globales ;
- elle facilite le dialogue et la coordination entre les partenaires ;
- elle recueille, gère et analyse les indicateurs et les données ;
- elle coordonne la communication ;
- elle mobilise des financements.

Cette démarche a été couronnée par le titre de smart city de l'année en 2017 décernée à l'Eurométropole de Strasbourg (prix attribué par le journal économique la Tribune et France urbaine).

Les bons résultats de créations d'emploi de 2016 se sont confirmés en 2017 avec + 3720 emplois soit +1,8% en un an. L'Eurométropole de Strasbourg a ainsi connu 11 trimestres consécutifs de hausse de l'emploi.

1. Gouvernance de la feuille de route

Les ambitions de la direction sont de :

- animer un comité opérationnel qui fonctionne en réseau avec l'ensemble des acteurs et des groupes de travail qui s'engagent dans la démarche;
- permettre au comité stratégique de définir des priorités sur des sujets collectifs et à fort impact;
- trouver des financements qui viennent soutenir la démarche collective;
- mettre en place un dispositif robuste d'évaluation et d'indicateurs.

La direction a principalement mené les actions suivantes :

- organisation d'un comité stratégique les 9 janvier et 29 juin (avec la Région Grand Est, l'État, le Département du Bas-Rhin, la ville de Strasbourg, les chambres consulaires, la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire (CRESS), l'université de Strasbourg, la Wirschaftsregion Ortenau, le Conseil de développement, les leaders économiques) ;
- animation du comité opérationnel (9 réunions) ;
- diffusion mensuelle d'un tableau de bord ;
- préparation du volet métropolitain du Schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation (voté le 28 avril et présenté aux entreprises le 3 juillet) ;
- formalisation du Pacte Offensive Croissance et Emploi avec la Région Grand Est avec pour objectif de finaliser un document mi-2018 ;

- gestion, pour la période 2014-2020, de subventions globales de fonds européen. En 2017, 38 projets ont été programmés pour un coût total de 5 475 382 € avec une contribution de 1 154 088 € du FEDER et une contribution de 931 221 € du FSE ;
- suivi des opérations d'investissement dans le cadre de la contractualisation avec l'État (Contrat de Plan Etat Région; Contrat Triennal Strasbourg Capitale Européenne; Plan d'Investissements d'Avenir ; Plan campus).

2. Technologies médicales

Rappel de l'ambition

Faire du site des hospices civils, baptisé « Nextmed » le lieu « intégré » de référence mondiale pour l'amélioration des soins au niveau technologique et l'évolution des compétences médicales au service de l'homme.

Principaux indicateurs et actualités en 2017

Plus de 38 millions d'Euros de levées de fonds par des entreprises dans le domaine de la santé en 2017: Inoviem Scientifics, Alms Therapeutics, Transgene, Fizimed, Bionext, Peptimimesis ou Dynacure.

Actions principales menées par la direction

- organisation d'un comité de pilotage Nextmed et d'un « afterwork » officialisant le soutien du département du Bas-Rhin au projet ;
- coordination d'une candidature à l'appel à manifestation d'intérêt de l'État "Territoire d'Innovation de Grandes Ambitions". Le dossier "la santé en mouvement, une ambition partagée" a été retenu et bénéficiera d'un accompagnement financier en matière d'ingénierie en 2018 (400 000 €) pour préparer l'appel à projet (10 territoires retenus en 2019) ;
- lancement, en lien avec la direction de l'urbanisme et des territoires, de la consultation pour la concession d'aménagement du Technoparc sur le site Nextmed ;
- accompagnement de plusieurs projets (IHU Pacific, Geprovas, Medtech Development Center, Constellation et offre de service d'Alsace BioValley) ;
- soutien financier à des investissements structurants :
  - réhabilitation de l'institut de physique biologique et acquisition d'équipement ;
  - acquisition d'un robot chirurgical pour la recherche et l'enseignement des hôpitaux universitaires ;
  - implantation d'une station d'ionisation mixte (Feerix) ;
  - équipement de l'Institut de génétique médicale d'Alsace ;
- promotion de Nextmed lors de différents évènements endogènes (rencontre nationale des professionnels de blocs opératoires, Biofit, etc.) ou exogènes (Medfit à Grenoble, Mipim à Cannes, etc.) ;
- soutien financier, via le FEDER, de la quatrième édition du Hacking Health Camp de Strasbourg du 17 au 19 mars, avec plusieurs centaines de participants, une cinquantaine de projets présentés et 18 retenus ;
- soutien financier au pôle de compétitivité Alsace BioValley ;
- soutien au Forum européen de bioéthique et à l'ouverture des États généraux de la bioéthique.

3. Accompagnement des transitions écologiques et numériques des entreprises

Rappel de l'ambition collective

Accompagner les entreprises traditionnelles en matière de transitions écologique et numérique.

Principales actualités en 2017 en matière de transition écologique des entreprises

- 286 millions d'investissement antipollution par les industriels du Grand Est ;
- des projets d'entreprises ou d'aménagement en faveur de la transition écologique:
    - chantier Bouygues Immobilier au Port du Rhin (100% bois, à niveau énergétique passif), Soprema poursuit la stratégie de verdissement de ses isolants ;
    - le Dépôt CTS Cronenbourg installe 15 000 m2 de panneaux solaires,
    - nouveau système de tri, de collecte et de valorisation des déchets sur le site du Marché Gare ;
    - rénovation thermique de l'Institut de physiologie et de chimie biologique (IPCB), investissement de Blue Paper dans une chaudière propre.
- lancement de projets de géothermie profonde à Reichstett (Fonroche) et au Parc d'innovation (ES) ;
- l'Eurométropole prépare un cadastre solaire, en recensant le potentiel de panneaux photovoltaïques.

Actions principales menées par la direction

- animation d'une première réunion des acteurs de la transition écologique (Région, ADEME, DREAL, Maison de l'Emploi, CCI, Unistra, PAS, CMA, Agence de l'eau) ;
- appel à projet (SEVE) Solutions d'Economie Verte en Entreprise : 3 dossiers développés en entreprises par des étudiants, dont un projet d'éolienne porté par l'usine de Carambar & Co ;
- développement d'un partenariat avec la Chambre de métiers et Electricité de Strasbourg pour la mise en place des Trophées Eco Mobilité qui récompensent des démarches artisanales éco responsables ;
- déploiement de la 4ème phase de l'Ecologie Industrielle du Port Autonome de Strasbourg et lancement d'un travail pour définition d'une seconde zone d'activité (choix courant 2018). Travail également mené très en amont pour l'Ecoparc de Reichstett ;
- l'Eurométropole a lancé le 16 novembre la construction de son plan climat 2030 qui se déroule jusqu'en avril 2018; mobilisation des citoyens, et des entreprises à laquelle la direction contribue ;
- soutien au forum du développement durable du 30 novembre, portée par l'association Idée Alsace et qui a accueilli plus de 400 participants à l'Illiade à Illkirch-Graffenstaden ;
- soutien financier aux pôles de compétitivités Hydréos et Fibres-Energivie.

Principales actualités en 2017 en matière de transition numérique des entreprises

Des développements significatifs ont été effectués pour des entreprises du numérique en 2017:

- Leadeo acquiert le site d'évaluation de logiciels Bsoco ;
- SOC Informatique mise sur le BIM pour sa croissance avec le lancement d'un logiciel de gestion des maquettes numériques (JustBIM) ;
- une croissance record pour les entreprises CGV (+114 %), Adista (+185 emplois et déménagement de l'antenne local sur l'Aéroparc d'Entzheim), Divalto (croissance

d'effectif : +54 sur 4 ans), 2CRSI (levée de fond en cours) ou Séréliance (croissance d'effectif : +29 sur 4 ans) ;
- renforcement sur le parc des Forges avec Athéo (22 salariés) et E'nergys (230 salariés) qui concentrent leurs forces sur le site avec la construction de deux bâtiments.

Actions principales menées par la direction
- accompagnement de la reprise de la formation d'ingénieurs en informatique par Télécom Physique Strasbourg suite à la fermeture de l'antenne de l'ENSIIE (École nationale supérieure d'informatique pour l'industrie et l'entreprise) ;
- campagne d'information sur le Très Haut Débit à destination des TPE ;
- déploiement d'un réseau expérimental pour l'Internet des objets ;
- accompagnement à la transition numérique via l'appel à projets Tango&Scan avec en 2017, 11 projets de collaboration entre une entreprise numérique et une entreprise d'un autre secteur. Pour cette 6ème édition, le Grand Nancy et Metz Métropole ont rejoint la dynamique ;
- soutien à la manifestation Bizz & Buzz (festival du numérique) ;
- soutien, via le Feder, au développement de la startup KeeSeek, au Hacking Health Camp.

4. Création et reprise entreprise

Rappel de l'ambition
- sensibiliser les jeunes, favoriser les conditions de l'entreprenariat étudiant au sein des lieux d'enseignement, de promouvoir la culture entrepreneuriale et susciter des vocations par un contact précoce avec le monde de l'entreprenariat ;
- encourager tous types de profils dans tous types de secteurs économiques pour que l'écosystème s'enrichisse de toutes les idées et de toutes les approches ;
- proposer aux entreprises du territoire un accompagnement efficient en intervenant plus particulièrement lors de périodes charnières.

Principaux indicateurs et actualités en 2017

+ 14% d'entreprises créées sur le territoire de l'Eurométropole en 2017.

Actions principales menées par la direction
- relance de l'animation du réseau des opérateurs de la création et de la reprise d'entreprise depuis novembre 2016, avec un comité de suivi associant la Chambre du Commerce et de l'Industrie, la Chambre des Métiers d'Alsace et la Région. Démarche d'évaluation à travers :
    - l'organisation d'un world café pour recueillir les avis, priorités et attente des opérateurs ;
    - la réalisation d'une enquête de satisfaction en ligne auprès de créateurs ou repreneurs de 2016. Premiers résultats : très bonne expertise du réseau mais une marge de progrès dans l'orientation des porteurs de projets vers les interlocuteurs utiles.
- appel à candidature et sélection d'un nouvel opérateur (Tempo) pour porter le service d'amorçage Citéslab ciblant les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ;
- 3ème édition de la Soirée d'accueil des nouvelles entreprises, co-organisée avec les chambres consulaires, afin de créer du lien entre les jeunes entreprises, les institutions et les réseaux d'entrepreneurs ;

- nouveau site internet pour la Semaine de l'Entrepreneur Européen ;
- participation au salon Créer sa boîte en Alsace organisé par les chambres consulaires au Palais de la Musique et des Congrès ;
- soutiens financiers aux opérateurs: Créacité, Alsace Active, Initiative Strasbourg, Citélabs, Association pour le Droit à l'Initiative Économique (ADIE), Coopératives d'activité et d'emploi (Artenréel, Coopénates, Antigone, Cooproduction).

5. Implantation des entreprises

Rappel de l'ambition

- mise en œuvre d'une stratégie d'aménagement des zones d'activités ;
- favoriser la fluidité pour les entrepreneurs souhaitant s'implanter sur le territoire, en leur donnant des réponses simples et intuitives, pour un atterrissage en douceur ;
- proposer aux entreprises du territoire un accompagnement efficient en intervenant plus particulièrement lors de périodes charnières.

Principales actualités en 2017

Des investissements et des développements pour de nombreuses entreprises du territoire ces derniers mois : Amazon (Strasbourg Meinau), Chamley (Entzheim), Arlanxeo (La Wantzenau), Gaggenau (Lipsheim), Herta (Illkirch-Graffenstaden), Huron (Eschau), PLV Plus (Reichstett), Blue Link (Strasbourg Meinau), BMW (Strasbourg Port du Rhin), Café Sati (Strasbourg Port du Rhin), etc.

Actions principales menées par la direction

- Principaux projets d'implantation et d'extension accompagnés :
    - Café Sati (en lien avec la Société publique locale des 2 Rives) : extension sur son site au Port du Rhin générant 15 emplois ;
    - BMW (en lien avec l'Adira): 12 M € d'investissements pour une extension au port du Rhin du centre logistique de pièces détachées ;
    - Chamley : implantation dans la zone d'activité Quadrant IV à Entzheim (10 emplois) ;
    - mutualisation d'un bâtiment de l'entreprise Net Concept et du bureau d'études AEC structures ;
    - regroupement du siège et des ateliers de la coopérative Ginkgo espaces verts,
    - CBA : entreprise de gros œuvre à Vendenheim.
- vente de 3 hectares de foncier des zones d'activités ;
- animation d'une réunion de coordination régulière avec l'Adira, le Port autonome et l'agence de Strasbourg de la région Grand Est ;
- subvention à l'Adira ;
- poursuite de l'animation des zones d'activités via les associations d'entreprises (2 créations en 2017 portant leur nombre à 11) ;
- rédaction d'une convention de partenariat, en lien avec la direction de l'urbanisme et des territoires, avec la Société Brownfields concernant l'EcoParc Rhénan (délibérée le 20 octobre 2017) ;
- accueil de la start-up marocaine Social Impulse via le dispositif Xplore.

6. Immobilier d'entreprise

Rappel de l'ambition

- dynamisation du marché de l'immobilier d'entreprises ;
- offrir des loyers bas pour les créateurs et les TPE, des services partagés et des espaces flexibles ;
- favoriser, grâce à la proximité géographique, le développement de réseaux et les échanges entre entrepreneurs.

Principaux indicateurs et actualités en 2017

- succès pour la commercialisation des différents programmes (Archipel, Espace Européen de l'Entreprise, EcoParc Rhénan) ;
- demande placée de bureaux à environ 70 000 m² (moyenne décennale de 63 382 m²) ;
- travaux échangeur Bischheim (amélioration accès Espace Européen de l'Entreprise).

Actions principales menées par la DDEA

- action de promotion du territoire lors de différents salons professionnels (Mipim, SIMI, Exporeal, etc.) ;
- animation d'une instance de coordination sur l'immobilier tertiaire et l'hôtellerie réunissant la SPL des 2 Rives, la SERS, la Direction de projet Wacken-Europe et la direction de l'urbanisme et des territoires ;
- participation à la mise en place de l'observatoire de l'immobilier tertiaire (convention partenariale entre le Club de l'immobilier et l'Adeus) ;
- participation à des afterworks thématiques organisés par le club de l'immobilier d'entreprise, consacrées à la découverte des grands projets eurométropolitains ;
- soutien à l'investissement, via le Feder, aux espaces de coworking CO-OK et Siligon Valley ;
- choix d'un nouveau prestataire pour la pépinière de Hautepierre, l'Hôtel des Forges et le PH8 : Interfaces remplace Inno TSD.

7. Port Autonome de Strasbourg

Rappel de l'ambition

Le renforcement de la première zone d'activité alsacienne : le Port Autonome de Strasbourg (PAS).

Principaux indicateurs et actualités en 2017

- recensement de près de 25 opérations d'investissements significatives sur 5 ans (Soprema, BMW, Blue Paper, Punch Powerglide, OVH, Rhenus Logistics, etc.) ;
- le PAS signe un accord de partenariat avec SNCF Logistics, envisage de se doter d'un nouveau siège social à l'horizon 2020 et installe une nouvelle signalétique ;
- élaboration du projet d'entreprise (feuille de route) PHENIX qui prévoit la stratégie de développement du PAS d'ici 2030.

Actions principales menées par la direction

Comité de pilotage du contrat de développement ville/Eurométropole/PAS le 23 novembre 2017.

Animation et participation de la direction à des groupes de travail pour :

- prévenir l'impact des travaux, notamment de voirie, sur l'activité des entreprises ;
- renforcer la dynamique d'écologie industrielle ;
- améliorer l'accessibilité au très haut débit ;

- optimiser les implantations ou le développement d'entreprises ;
- élaborer un plan guide fluvial.

Soutien à la démarche d'écologie industrielle territoriale (voir point n°3).

8. Le Parc d'Innovation d'Illkirch Graffenstaden

Rappel de l'ambition

Développer et conforter le Parc d'Innovation d'Illkirch Graffenstaden, site dédié à l'enseignement supérieur, la recherche et le tertiaire supérieur lié à l'innovation.

Principaux indicateurs et actualités en 2017

Des développements significatifs d'entreprises sur le parc :

- Biosynex (acquisition de 12 000 m² et une installation à l'automne) ;
- JZ Laboratoire (inauguration du nouveau centre de recherche, de production et de formation de l'entreprise, après des travaux qui auront duré 2 ans (2 millions d'€ d'investissement) et extension avec achat de 20 ares de terrain ;
- Inoviem Scientific (installation dans 2 modules du Bioparc 3 et levée de fonds) ;
- Mettler Toledo (rachat de la société APS et extension avec location de 300 m2 supplémentaires);
- Alagae Natural Food (accord de partenariat avec le groupe Suez);
- Domain Therapeutics (partenariat avec 5 SATT nationales) ;
- Alsachim (racheté par le japonais Shimadzu) ;
- Transgène (levée de fonds).

Mise en service en septembre de l'usine-école EASE, centre de formation pour les métiers de la production en salles blanches et environnement aseptisé (soutenue par l'Eurométropole).

Actions principales menées par la direction

- suite au recrutement d'une nouvelle chargée de mission SERS / Eurométropole, relance du développement et de l'animation du parc et de son instance de pilotage ;
- organisation début juin des premières rencontres du parc qui ont réunis plus de 200 participants et de nombreuses entreprises. Enquête de satisfaction auprès des usagers réalisée fin 2017. Stammtisch bi-mensuels organisés en collaboration avec l'Association de Développement Strasbourg Sud ;
- participation aux salons SIMI (Paris), Mipim (Cannes) et Exporeal (Münich) pour promouvoir le Parc et l'écosystème de l'innovation ;
- accueil de délégations étrangères (Corée, Hong-Kong, clubs d'affaires transfrontaliers, Business France, Nouveau Consul de Chine à Strasbourg, etc.) ;
- suivi de l'étude de programmation pour la restructuration et l'amélioration des performances énergétiques du bâtiment de l'International Space University (ISU) ;
- accompagnement de l'ISU pour des actions visant à intégrer la structure dans l'environnement local et à la faire connaitre à l'international : conférence scientifique des enfants, 30ème anniversaire, opération MMars (en collaboration avec la Nasa, Boeing, l'Unistra) ;
- accompagnement des projets de développement de Télécom physique Strasbourg en lien avec un pool d'industriels autour du numérique ;
- soutien des investissements de l'IUT Robert Schumann : reconstruction du hall de travaux pratiques de génie civil et réhabilitation énergétique de l'ensemble immobilier.

9. Economie sociale et solidaire, innovation sociale

Rappel de l'ambition

- favoriser la rencontre avec la puissance publique pour faire avancer leurs projets, et pour infuser les politiques publiques ;
- continuer de contribuer à des objectifs de lien social, de création d'emplois et de richesses, de qualité de vie, mais également d'innovation sociale ;
- favoriser les coopérations entre l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) et les entreprises traditionnelles pour créer du développement local.

Principaux indicateurs et actualités en 2017

Au 1er semestre 2017, 12,1 % des effectifs sur l'Eurométropole de Strasbourg travaillent dans le domaine de l'ESS.

Actions principales menées par la DDEA

- animation locale du projet européen URBACT sur l'innovation sociale, mobilisant les acteurs clés de l'entrepreneuriat social et solidaire du territoire ; signature le 7 novembre 2017 à Paris d'un appel à l'action ;
- Conseil de l'Economie sociale et solidaire co-animée avec la Chambre régionale de l'Economie sociale et solidaire (CRESS) le 17 novembre 2017 ;
- soutien au projet Kaléidoscoop, projet de tiers-lieu transfrontalier de coopération ouvert à tous pour travailler, entreprendre et consommer autrement (à l'horizon 2020 avec comme porteurs : Maison de l'Emploi, CRESS et Cooproduction, mobilisant de nombreux acteurs de l'emploi, du développement économique et de l'économie sociale et solidaire) ;
- soutien à l'évènement (4 mai au Rhénus) et à la dynamique « startup de territoire » (une dizaine de projets en construction) ;
- montage, en lien avec le service collecte et valorisation des déchets et dans le cadre de la démarche zéro déchets zéro gaspi, de partenariats avec des acteurs de l'économie sociale et solidaire (recyclage et réparation des ordinateurs, Ecologia au Neuhof, etc.) ;
- candidature de l'Eurométropole au renouvellement du label territoire de commerce équitable et accueil de la première rencontre nationale des territoires de commerce équitable le 8 décembre 2017 ;
- soutien à la CRESS, au Stück, à la Chambre de consommation d'Alsace, à la Banque de l'objet, au Colecosol ;
- soutien du Feder aux investissements engagés par le Relais Chantier, la Banque alimentaire, Emmaüs et l'association Table et culture.

10. Economie créative

Rappel de l'ambition

- accompagner les lieux et les dynamiques de partage et d'expérimentation ;
- s'appuyer sur le secteur créatif dans la conduite du changement et pour favoriser l'émergence de projets innovants.

Principaux indicateurs et actualités en 2017

- 7,9 % des entreprises de l'Eurométropole travaillent dans les secteurs créatifs (taux le plus élevé en France avec Rennes et hors Paris) ;

- annonce du parc de loisirs Europapark d'implanter sa filiale Mack Media à Plobsheim (création de 50 emplois).

Actions principales menées par la DDEA

- appel à projet Tango et Scan (31 lauréats en 2017, en coopération avec Nancy et Metz) ; une étude du Béta a permis de mesurer l'impact du dispositif : effet levier de 1à3, 2 M € de CA générés, 28 emplois créés ;
- appel à projet Signature qui soutient la collaboration entre un porteur de projet immobilier et un(e) artiste, designer ou artisan d'art (9 projets depuis 2016) ;
- dans le cadre de la semaine de l'entrepreneur Européen, plusieurs évènements autour des entreprises créatives (soirée serious game, design et écoconception, visite de studio de production) ;
- soutien à l'école d'Automne en management de la créativité (partenariat avec HEC Montréal) ;
- aide structurelle à la filière image : dotation de 100 000 € pour 4 entreprises du secteur de la production, réalisation audiovisuelle, numérique et multimédia ;
- soutien à Asso Fauteuil Vapeur, la Mini Maker Faire, l'espace de co-working Pixel Factory dédié aux jeux vidéo, Accro**.**

11.Attractivité, marketing territorial et communication endogène

Rappel de l'ambition

- développer une stratégie globale d'attractivité, allant de l'entrepreneur au citoyen ;
- valoriser le projet de territoire à travers son offre en produits et services auprès des clientèles cibles ;
- s'appuyer sur un lieu et des temps d'échange des partenaires engagés dans l'attractivité du territoire ;
- travailler la marque ombrelle « Strasbourg the europtimist » et les outils marketing afin qu'ils soient facilement appropriables ;
- développer le travail déjà engagé pour renforcer la notoriété du territoire à travers l'e-réputation et la dynamique de partage et de sourcing pilotée au sein du comité web partenarial et de la French Tech ;
- valoriser les conditions d'accueil et de séjour ;
- déployer une panoplie de dispositifs incitatifs et stimulants à même de retenir et/ou d'attirer les talents.

Principaux indicateurs et actualités en 2017

Meilleure ville du palmarès national dans la catégorie « vie étudiante » (magazine l'Etudiant) L'Université de Strasbourg, 16ème meilleure université du monde et 1ère en Europe en termes d'innovation (Nature Index Innovation).

Actions principales menées par la DDEA

- mise en place du comité stratégique Marketing territorial (accompagné d'une instance opérationnelle) réunissant des acteurs institutionnels et des entreprises. 5 comités opérationnels et 2 comités stratégiques se sont réunis en 2017 ;
- validation d'une feuille de route opérationnelle pour l'année 2018 reposant sur 4 priorités : créer de la valeur collective, changer l'image / renforcer la notoriété, faire venir et attirer de la valeur exogène sur le territoire, fidéliser, faciliter le développement et générer des prescripteurs ;

- réalisation d'une enquête sur l'image et la notoriété du territoire ;
- sites internet : réalisation de plusieurs nouveaux sites : Nextmed, Semaine de l'Entrepreneur Européen, versions allemande et anglaise du site « Strasbourg aime ses étudiants » ;
- sortie à l'automne d'une nouvelle vidéo de l'attractivité : plus de 600 000 vues sur les réseaux sociaux ;
- réseaux sociaux : Compte Facebook : 25 000 abonnés, compte twitter : 3 600 abonnés, 101 actualités parues sur « Strasbourg the Europtimist » ;
- actions événementielles pour générer des prescripteurs : rencontres avec les principaux bloggeurs strasbourgeois, la Nuit des Etudiants du Monde (600 personnes en octobre), club Europtimist avec 4 rencontres du club et 2 Off ;
- organisation de la 8ème édition du dispositif d'accueil et d'intégration des étudiants « Strasbourg aime ses étudiants » et des actions de rentrée en partenariat avec plus de 50 acteurs clés du territoire ;
- action pour attirer de la valeur exogène : promotion du territoire au SIMI à Paris, à Exporeal à Munich, au Mipim à Cannes, à Montréal lors du congrès ITS (délégation), évènement BtoB « Strasbourg on board », etc. ;
- rencontres économiques avec plus de 900 acteurs économiques, avec Isabelle Kocher (DG d'ENGIE) et Jean-Pierre Sauvage, prix Nobel ;
- 2 campagnes « marque leader » dans les Echos avec les témoignages de GE Healthcare et d'Arte sur les cibles entrepreneurs et cadres/talents.

12. International

Rappel de l'ambition

- renforcer les synergies et les partenariats avec l'Ortenau pour ancrer l'Eurométropole de Strasbourg au sein du réseau d'influence en Allemagne ;
- faire émerger le Campus européen ;
- développer des partenariats économiques internationaux grâce à la dimension européenne de Strasbourg pour renforcer l'écosystème d'innovation de l'Eurométropole.

Actions principales menées par la direction

- mise en place d'une équipe dédiée sur la thématique internationale (binôme International/Allemagne) ;
- présentation des ambitions de l'Eurométropole et des grandes lignes stratégiques à l'écosystème local ;
- rapprochement avec les écosystèmes des territoires déterminés stratégiques (Nord Est des US/Allemagne) pour envisager des actions ;
- à Montréal, participation à une délégation de l'Eurométropole du 30 octobre au 2 novembre 2017 avec prises de contact notamment dans les domaines des mobilités intelligentes, de l'innovation dans la santé ;
- accueil des responsables économiques de la ville de Boston et contacts participation à la Hub week en lien avec la French Tech Alsace ;
- contacts avec Bayern International pour organiser un partenariat avec Regensburg et la Bavière (en lien avec AAA) ;
- participation à un consortium européen pour renforcer l'innovation dans les mobilités urbaines (U-Move) ;

- préparation du Contrat triennal Strasbourg capitale européenne 2018-2020 volet ESR «agir pour le campus européen de Strasbourg» ;
- Mipim à Cannes et Exporeal à Munich en partenariat avec la Wirschafstsregion Ortenau.

13. Emploi et compétences

Rappel de l'ambition

- répondre aux besoins des entreprises et des filières du territoire, favoriser les transitions professionnelles de la population active et l'accès à l'emploi des personnes au chômage ;
- faciliter l'accès à l'emploi des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville avec un accent particulier sur le public jeune ;
- proposer aux publics privés d'expérience professionnelle significative, des solutions d'insertion dans l'activité.

Principaux indicateurs et actualités en 2017

Au 4ème trimestre 2017, le taux de chômage observé sur la zone d'emploi de Strasbourg est de 9,1% soit le niveau le plus bas depuis 2011 (source INSEE).

Actions principales menées par la DDEA

- action de coordination partenariale menée dans le cadre du Service Public de l'Emploi de Proximité sur l'accès à l'emploi dans les QPV, la gestion prévisionnelle territoriale des emplois et des compétences et l'accès à l'emploi pour les personnes les plus en difficulté ;
- instruction, accompagnement et financement de 52 projets dans le champ de l'emploi pour un montant total de 1 460 700 € ;
- soutien à l'animation de la Charte Entreprises et Quartiers par un collectif piloté par la Maison de l'emploi. L'objectif pour 2017 est de 50 nouvelles entreprises signataires et actions de terrain, en lien avec les associations de quartier, avec parrainage pour l'emploi, mécénat de compétences, offres de stages ou d'emploi, immersions en entreprises, etc. ;
- développement des actions de "mise à l'emploi rémunéré" / working first, dont marchés d'insertion et chantiers éducatifs ;
- réalisation d'une étude sur l'offre et la demande de formation en Français langue étrangère (FLE) s et lancement d'un marché pour le maquettage d'une plate-forme numérique interactive pour améliorer les parcours d'apprentissage du Français. Public cible : entre 4 000 et 5 000 personnes.

14.Stratégie Startups / Frenchtech

Rappel de l'ambition

- permettre, à l'horizon 10 ans, la création de 500 startups et l'émergence de 5 champions de dimension mondiale ;
- faire bénéficier les entreprises de tous les dispositifs proposés par la French Tech au niveau national : bourse et Pass French Tech, visibilité à l'international.

Principaux indicateurs et actualités en 2017

18 entreprises de l'Eurométropole de Strasbourg se partagent 46 millions d'euros de levées de fonds effectuées en 2017 ou prévues pour 2018. Les entreprises de l'Eurométropole de

Strasbourg sont : AMA Santé, Inoviem Scientific, Alms Therapeutics, BeAM, Toktokdoc, Chargemap, Citiz, Transgene, Jaimemonartisan.com, Fizimed, Gagao, Bionext, IVO, Medsonic, Dynacure, Peptimimesis et Visible Patient. Près de 150 startups et entreprises innovantes sont référencées par la French Tech Alsace sur les différentes thématiques French Tech.

L'équipe de la French Tech Alsace est au complet depuis début 2017 (portage par le Pôle métropolitain). Son rôle est d'animer l'écosystème Startup local. Le montage d'une association est en cours.

Actions principales menées par la DDEA

- accompagnement des startups du territoire, INMAN et PRENDSMAPLACE.FR lauréats du Kit Emergence 2017 (initiative coordonnée par la French Tech depuis 2017) ;
- soutien de l'association d'Alsace Digitale dans le développement d'actions événementielles en direction des start-ups et des entreprises pour stimuler les collaborations dans le domaine de l'économie numérique avec Hacking Industry Camp, Start-up week-end, Edgefest, Global Game Jan, etc. ;
- soutien de l'incubateur SEMIA ;
- organisation d'un stand accueillant 7 startups locales lors du Congrès européen des systèmes de transports intelligents (Ertico) ;
- soutien à la manifestation « 50 000 mercis pour l'économie ».

15. Agriculture périurbaine

Rappel de l'ambition

- la préservation des espaces agricoles, le maintien des entreprises agricoles ;
- le développement d'une agriculture durable et respectueuse de l'environnement ;
- le développement des circuits courts et de proximité ;
- le rapprochement des agriculteurs et des citadins.

Actions principales menées par la direction

- réunion du comité de pilotage constitué d'une dizaine de maires, autant de délégués agricoles, la DDT, la DRAAF, l'AERM le 1er décembre et intégration de la Chambre d'Agriculture au comité stratégique Strasbourg Eco 2030 ;
- contribution à la prise en compte de la dimension agricole à l'occasion de l'intégration des communes des châteaux au PLU et de l'ensemble des projets d'aménagement urbains ;
- financement d'une campagne de diagnostics des pratiques agricoles en lien avec la qualité de l'air (49 entreprises diagnostiquées) et la préservation de la ressource en eau (40 entreprises diagnostiquées) ;
- adoption du programme d'actions agricoles 2017/2018 (délibération de juin 2017) ;
- tour des fermes le 10 septembre (Breuschwickersheim, Kolbsheim et Osthoffen), avec entre 1 500 et 2 000 visiteurs ;
- reconnaissance officielle en novembre par le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation de la politique agricole conduite par l'Eurométropole avec ses partenaires (ville, chambre d'agriculture, organisation professionnelle de l'agriculture biologique) comme « Projet alimentaire territorial » au sens de la loi d'avenir de 2014 ;
- accueil du colloque « AB et territoire » le 23 mars 2017 au centre administratif ;

- vente d'un terrain à un supermarché bio privilégiant les circuits courts, « Côté nature », place de l'abattoir à Strasbourg.

16. Stratégie Commerces, Artisanat et Services de proximité

Rappel de l'ambition

- mise en œuvre d'une stratégie d'urbanisme commercial ;
- maintenir un équilibre entre une demande grandissante des citoyens et une offre peu attractive ;
- accompagner l'évolution de leur offre de service de proximité, et en faciliter l'accès aux consommateurs.

Principaux indicateurs et actualités en 2017

Le taux de vacance des commerces est le plus faible en France (4,5%).

Strasbourg fait partie des 6 villes citées comme centre-ville exemplaires avec Bordeaux, Nantes, Lyon, Montpellier et Paris (enquête "Usages et les commerces du Centre-ville").

Actions principales menées par la DDEA

- lancement avec la CCI d'une « Feuille de route pour le commerces de 33 communes de l'Eurométropole de Strasbourg » et réalisation la CCI d'opérations telles que « Le forum de la franchise » ou encore le « Trophée qualité de l'accueil » ;
- accompagnement du projet de revitalisation urbain et commercial de la Zone Commerciale Nord ;
- mise en place de vitrines éphémères au sein du centre commercial Rivétoile participant à la promotion d'activité locale et l'attractivité du territoire ;
- dans le cadre de la politique de la ville :
    - pilotage d'une étude «Commerce et service » dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain « NPNRU » pour 7 quartiers (Meinau- Neuhof, quartiers ouest, Hautepierre, Cronenbourg, Lingolsheim, Elsau, Libermann) ;
    - 8 projets d'investissements d'entreprises, de commerces et de services en QPV soutenus par le FEDER.
- suivi des comités d'investissements et des Conseils d'administration de Locusem. Nouvelle opération en 2017 : « Cervantès 1 » à Hautepierre, accueillant des commerces de proximité ;
- soutien à la FREMAA (Fédération régionale des métiers d'art d'Alsace) pour l'organisation du salon Européen des métiers d'art Résonance(s) - 200 exposants, 20 000 visiteurs – et pour Oz les métiers d'art lors du Marché de Noël ;
- soutien à l'exposition des Meilleurs Ouvriers de France à l'Aubette ;
- soutien à la Fête de l'artisanat organisée par la Chambre de métiers du vendredi 29 septembre au lundi 2 octobre à destination du grand public (entre 30 et 40 000 personnes en Alsace) ;
- soutien aux Journées nationales et professionnelles de la construction organisées par la CAPEB durant 3 jours au PMC du 19 au 21 avril qui ont accueilli plus de 5 000 visiteurs ;
- suivi et animations de convention avec la Fédération française du bâtiment 67 et la Fédération de l'industrie du béton (groupe de travail, tables rondes).

17. Accessibilité

Rappel de l'ambition

- des maillons sont à compléter dans les corridors ferroviaires européens à grande vitesse ;
- le renforcement de la première zone d'activité alsacienne: le Port Autonome de Strasbourg (point n°7) ;
- une accélération des connexions aériennes à 360° ;
- travailler les maillons manquants pour un meilleur fonctionnement du réseau routier marchandises en plaine d'Alsace.

Principales actualités en 2017

Dans le domaine de l'aérien :

- développement de l'offre sur l'aviation d'affaires avec un nouveau hangar livré au 1er semestre 2017 (investissement de 4 millions d'€) ;
- signature d'une convention de partenariat entre l'aéroport et la Caisse des Dépôts pour le développement de la zone d'activité aéroportuaire (développement segment low cost et international, diversification des activités) ;
- la société MHB (mont-Blanc Hélicoptères) souhaite développer son activité de transport public de passagers en Alsace et HOP ! annonce le lancement d'une ligne entre Strasbourg et Rennes pour la saison hiver 2017-2018.

Dans le domaine du réseau ferré, on compte 300 000 voyageurs supplémentaires depuis le passage de 2h17 à 1h46 pour la LGV Est-européenne.

Dans le domaine de la route, le ministre de l'environnement s'est prononcé pour le GCO en octobre avec une mise en service prévue pour 2020.

Actions principales menées par la direction

- contribution au Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) sur la thématique du hub et des réseaux de transport ;
- soutien au dispositif de baisses de taxe de l'aéroport et au dispositif d'obligation de service public ;
- soutien au Port Autonome de Strasbourg (voir point n°7).

18.Tourisme d'agrément

Rappel de l'ambition

- maintenir Strasbourg dans les destinations phares du tourisme urbain national européen en gagnant des parts de marché sur les clientèles traditionnelles et en améliorant la compétitivité de la destination ;
- toucher de nouveaux marchés en renouvelant, diversifiant et en rajeunissant les clientèles tout en garantissant un tourisme pour tous ;
- étendre la ville touristique à de nouvelles zones de l'agglomération.

Principaux indicateurs et actualités en 2017

- plus de 58 000 emplois liés au tourisme dans le Grand Est (source INSEE) ;
- développement de l'hôtellerie : 286 nouvelles chambres hôtelières créées en 2017 réparties dans 3 hôtels (OKKO, BOMA et HOTELS DES QUINZES) portant le parc d'hôtels à 129 établissements et 7 519 chambres.

Les performances hôtelières et des résidences de tourisme en 2017

	Eurométropole
Taux d'occupation annuel moyen	70,5% soit + 2,8 pts par rapport à 2016
RevPAR annuel moyen	58,4€ soit + 4% par rapport à 2016

3 940 706 nuitées ont été déclarées en 2017 contre 3 709 361 nuitées en 2016 soit une augmentation de 6,24%.

Actions principales menées par la direction

- une étude marketing des clientèles réalisée par l'Observatoire régional du tourisme Alsace a été cofinancée. La durée moyenne de séjour des touristes est de 3,9 nuits. 44% sont hébergés chez des amis ou de la famille. Leur dépense moyenne est de 78€ par jour ;
- soutien à l'Office du tourisme de Strasbourg et sa région pour un montant total de 1 567 000 € ;
- pilotage d'un audit de l'association Office de tourisme de Strasbourg et sa région par le cabinet Deloitte ;
- collecte de la taxe de séjour : 5 149 877 € en 2017 soit une hausse de 5,81% par rapport à 2016 ;
- 455 hébergements chez l'habitant recensés fin 2017 (en lien avec la Police du bâtiment) contre 390 en 2016.

19. Tourisme d'affaires

Rappel de l'ambition

- favoriser l'accueil de manifestations professionnelles nationales ou internationales dans le tourisme d'affaires ;
- moderniser les équipements dédiés à l'organisation de manifestations professionnelles (Palais de la musique et des Congrès, parc des expositions, etc.).

Principales actualités en 2017

- plus de 140 évènements programmés en 2017 ;
- 4 évènements d'affaires au printemps à Strasbourg dans le domaine de la santé, ont permis d'attirer près de 6 000 visiteurs.

Actions principales menées par la direction

- équipement : en lien avec la direction de projet Wacken-Europe, relance du projet du Parc des expositions, avec un projet de 86 M d'euros et un objectif de livraison en 2021 ;
- dans le cadre du dispositif « Helloptimist », soutien de 8 évènements accueillant plus de 10 000 personnes pour un montant d'environ 106 000 € : Journées francophones de l'imagerie médicale, ITS (sytèmes de transports intelligents) / Ertico, Don du sang, EMRS, ICNS'12, Cofrend, European symposium on vascular biomaterials, 38ème recontre des agences d'urbanisme) ;
- soutien au Strasbourg Convention Bureau.

20. Mobilités innovantes

Rappel de l'ambition

- favoriser l'émergence d'acteurs du numérique se positionnant sur la thématique de la mobilité ;
- créer une vitrine internationale pour les entreprises du secteur ;
- renforcer le positionnement de l'Eurométropole comme référence européenne du domaine.

Principaux indicateurs et actualités en 2017

Développement de projets dans le domaine des mobilités : YEA ! (flotte et périmètre élargis), Citiz (levée de fond), association Transdex et Lohr pour projet de navette autonome Cristal, FS Group (investissement dans une voie école au PAS), Heppner (recours à l'intelligence artificielle avec startup Brennus Aanalytics), Freshmile (partenariat avec DKV), CTS (nouvel interface mobile), Pôle Véhicule du Futur (accès au Fonds unique interministériel pour 2 programmes de recherches).

Actions principales menées par la direction

- signature le 18 janvier 2017 d'un accord de partenariat ENGIE-PAS-Eurométropole sur les mobilités innovantes ;
- soutien à la première rencontre des acteurs de la mobilité fin novembre 2017, à l'initiative du Pôle Véhicule du Futur. Une quarantaine de participants (acteurs locaux de la mobilité) avec des pitchs d'entreprises (Freshmile, Knot, TransChain) et pour objectif de favoriser les projets collaboratifs ;
- accueil au PMC du 12ème congrès européen des systèmes de transport européen (ITS) du 19 au 23 juin 2017 ;
- participation en novembre au congrès mondial des systèmes de transport intelligent à Montréal avec le Pôle véhicule du futur et deux startups (Freshmile et Knot) ;
- travail mené au sein du consortium européen U-Move dans le cadre de l'appel à projet de l'European Institute of Innovation and Technology (EIT) pour un partenariat de communautés d'innovation « Knowledge and Innovation Communities » dans le domaine des mobilités urbaines ;
- soutien au Pôle véhicule du futur.

21. Lien enseignement / entreprises

Rappel de l'ambition

Consolider les nombreuses initiatives, dont l'objectif est de resserrer les liens entre le monde de l'enseignement supérieur et les entreprises.

Principales actualités en 2017

Très fort niveau d'apprentissage pour les étudiants du Grand Est dans les niveaux I et II, avec une croissance très supérieure à la tendance nationale.

Actions principales menées par la direction

- soutien renouvelé au Forum entreprises (10ème anniversaire) et au concours « Innovons ensemble » d'Alsace Tech ;
- subvention pour le projet Unistart de développement de fab labs au sein de l'Université ;

- accueil à l'Eurométropole de l'évènement de lancement du regroupement de 5 Junior-Entreprises du territoire : Alsace Etudes Projets (INSA Strasbourg), Europe Etudes (Ecole de management de Strasbourg), MED'Advice (Faculté de pharmacie de Strasbourg), Sciences Po Strasbourg consulting (Institut d'Etudes Politiques de Strasbourg), Physique Strasbourg ingénierie (Télécom physique Strasbourg).

DIRECTION URBANISME ET TERRITOIRES

Intégrée au sein de la délégation Aménagement, Développement et Mobilité (DADM), la Direction Urbanisme et Territoires (DUT) est composée de 7 services, de 4 missions ou directions de projets et de 6 directions de territoires. Elle compte au total 256 agents (au 31 décembre 2017).

La DUT est une direction stratégique et opérationnelle qui a en charge la définition et la mise en œuvre des politiques et des projets de développement : planification territoriale, participation citoyenne, définition et programmation des projets urbains, mise en œuvre opérationnelle, droit du sol.
Elle est ainsi le lieu où se traduisent et s'assemblent sur le territoire les différentes politiques territoriales portées par la collectivité : habitat, politique de la ville mais aussi environnement, transports, et économie.

La DUT exerce sa compétence pour le compte de la ville de Strasbourg et de l'Eurométropole. Elle intervient également en appui dans le domaine des projets urbains des communes.

1. Administration de la direction

En 2017, l'administration de la DUT a mis en œuvre le projet de direction engagé en 2016 avec la mise en place d'un espace collaboratif dénommé d'Utile et opérationnel depuis octobre. Ouvert à tous les agents de la DUT, il permet d'échange et partager des informations et des expériences. Ce site accueille également un journal élaboré à tour de rôle par des équipes éditoriales différentes.
Afin de maintenir un climat d'échanges réguliers, les « rendez-vous de la DUT » se sont poursuivis et renforcés avec 12 interventions en 2017. L'atelier portant sur les « talents de la DUT » a été l'occasion d'une expérimentation à l'occasion du rallye de la DUT le 21 septembre.

Dans le domaine de la recherche et les partenariats, plusieurs conventions de coopération ont été mises en place pour la période 2018-2020 :

- avec l'École nationale supérieure d'Architecture de Strasbourg et avec l'INSA dans le but de participer à la valorisation des travaux d'étudiants portant sur le territoire de l'Eurométropole ;
- avec le Plan urbanisme construction architecture (PUCA) du Ministère de la Cohésion des territoires, dans le cadre de programme de recherche POPSU 3 visant la compréhension des évolutions des territoires métropolitains dans leur environnement.

La direction et les services ont également accueilli de nombreux groupes pour des présentations des politiques de développement et projets urbains de l'Eurométropole : Institut d'urbanisme de Paris (les 7 et 8 mars), Université de Darmstadt (5 avril), École spéciale d'architecture de Paris (le 6 avril), École nationale supérieure d'architecture de Nancy (11 octobre), Loire Atlantique développement (le 16 novembre), etc. Par ailleurs, plusieurs visites d'opérations ou de sites ont été organisées à l'occasion du colloque de la FNAU les 8 et 9 novembre.

1.2. Expertise juridique

En 2017, les expertises juridiques ont portées sur les sujets suivants :

- assistance à la rédaction d'actes complexes (avenants à des concessions d'aménagement dans divers dossiers : ZAC ZCN, ZAC des Deux-Rives, raffinerie de Reichstett) ;
- modifications de délibérations et sécurisation juridique (approbation du dossier de réalisation dans la ZAC des Deux Rives, modifications contractuelles dans la ZAC ZCN) ;
- accompagnement dans la négociation de contrats avec des partenaires extérieurs (baux avec le CSA dans la ZAC Rives du Bohrie, engagement des négociations en vue d'une convention PUP à conclure avec un promoteur dans la Zone commerciale sud, financement d'équipements dans la ZAC Etoile) ;
- participation à des groupes de travail (finalisation de la convention CIGAS (Commission de l'information géographique de l'agglomération strasbourgeoise), réflexion sur une boîte à outils d'aide à la décision des élus en matière de financement des nouveaux projets urbains) ;
- expertise sur l'articulation complexe des procédures au regard de l'évolution des textes : procédures d'urbanisme, procédures environnementales et participation du public.

Missions de pilotage et d'animation de réunions avec des prestataires extérieurs :

- organisation avec le service Police du Bâtiment d'une réunion pour les services de l'Eurométropole avec la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) sur la réforme de l'évaluation environnementale sur les projets d'aménagement ;
- organisation et animation des formations en interne sur les montages juridiques et financiers des opérations d'aménagement (Projets urbains, Politique de la Ville) ;
- organisation d'une formation juridique dispensée par un prestataire, pour les services de la DUT et élargie à d'autres Directions, sur les cessions foncières à charges d'intérêt général ;
- transversalité juridique et coordination entre services de la DUT à l'occasion de la rédaction de délibérations ou d'actes complexes.

1.3. Extinction de la dotation de l'Eurométropole aux bailleurs (démarche Espex 23)

Le financement du projet repose sur la diminution de la subvention accordée aux bailleurs pour l'entretien des espaces extérieurs. Cette économie de dépenses en fonctionnement permet d'une part de subventionner à hauteur de 50 % les travaux de réaménagements portés par les bailleurs et d'autre part de financer les containers enterrés de la collecte des déchets. Pour autant, l'Eurométropole économisera 8,7 M€ de dépenses en fonctionnement. L'élaboration du modèle de la convention financière fixant les modalités des engagements et du financement des travaux entre le bailleur, l'Eurométropole et la commune a été validée par les partenaires et le COPIL.

En 2017 les actions ont portés sur :

- le montage financier, juridique et la création d'outils nécessaires à la conduite du projet ;
- la méthode de déploiement de la collecte enterrée et les modalités de financement ont été conçues et mises en œuvre avec le service de la collecte ;

- la concertation active des habitants et des conseils citoyens dans la définition des futurs usages avec une méthode basée sur la construction collective de la maquette des usages ;
- les diagnostics urbains et les plans guides des secteurs du Wihrel et de Guirbaden ont été menés et validés par les élus et le COPIL.

1.4. Association Syndicale Ensemble Résidentiel Hautepierre (ASERH)

La création de domanialité publique réalisée dans le cadre du PRU de Hautepierre et les nouveaux statuts de l'ASERH (sortie de la majorité des membres au 1er janvier 2017) ont eu pour effet de diminuer de 75 % les activités d'entretien des espaces extérieurs confiées à l'ASERH. La DUT a accompagné la CEGIP, gestionnaire de l'ASERH, pour faire face à l'impact social et financier de la situation ainsi créée.

2. Direction de Projet Politique de la Ville (DPPV)

2.1. Soutien aux initiatives portées par les acteurs associatifs

Au titre de l'année 2017, les points forts à retenir sont les suivants :

- une programmation de 499 projets (504 en 2016, 321 en 2015) présentés par 192 porteurs dont 452 soutenus (91 %). Ils ont principalement ciblé les actions « ville, vie, vacances » (20 %), l'action auprès des jeunes (15,5 %), l'accès à la culture (13,5 %), l'emploi (9 %), l'accompagnement des parents et la scolarité des enfants (7,3 %), l'apprentissage du français (6 %) et la prévention de la délinquance (3 %) ;
- 259 actions ont été soutenues par la ville de Strasbourg pour un montant de 1,268 M€ (1,08 M€ de crédits de droit commun gérés par les directions concernées et 320 269 € de crédits spécifiques gérés par la DPPV) ;
- 67 actions soutenues par l'Eurométropole pour un montant de 559 065 € (423 135 € de droit commun et 135 930 € de crédits spécifiques) ;
- l'État a financé cette programmation sur les crédits CGET (Politique de la Ville à hauteur de 1,805 M€ (soit 36 %)). Le montant total des soutiens est 6,454 M€, incluant le Conseil départemental (10 %), la CAF (9 %) et le Conseil régional (1 %).

2.2. Déclinaison territoriale du Contrat de ville

Choix stratégique retenu par les signataires du Contrat de Ville, l'entrée par les territoires a conduit en 2017, à conforter les équipes en charge du projet pour chaque quartier. Elles sont organisées en 9 directions de projet composées d'agents de l'Eurométropole et des communes. Le suivi des 18 conventions d'application territoriales a été engagé. L'état de mise en œuvre de ces conventions est présenté dans le chapitre propre à chaque territoire et a été présenté dans les instances de pilotage du Projet Politique de la Ville de chaque territoire (Comités techniques et Comités de pilotage).

2.3. Autres programmes thématiques du Contrat de ville

En 2017, les programmes principaux ont été :

- les programmes portant sur les objectifs transversaux d'appui à la jeunesse, de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité femme-homme. Une stratégie a été élaborée pour une meilleure prise en compte de ces enjeux dans l'ensemble des champs d'action ;
- les programmes sans direction désignée pour les porter :
    - l'apprentissage du français. Une assistance à maîtrise d'ouvrage a été lancée pour structurer des parcours cohérents d'apprentissage et de maîtrise de la langue française ;
    - le renforcement de l'attractivité des établissements scolaires : construction et engagement d'une démarche d'observation et d'évaluation avec le Conseil départemental et l'Éducation nationale permettant de qualifier l'attractivité et d'identifier un plan d'action ;

- le partenariat avec l'Université de Strasbourg. 4 sujets d'études en cours au titre du Contrat de Ville sont suivis (services publics, obésité, espaces extérieurs, trajectoires résidentielles).

Un travail a également été mené sur :

- l'emploi, avec la Direction du Développement Economique et de l'Attractivité, afin de faire prendre en compte les attentes émanant des territoires dans la feuille de route des acteurs du service public de l'emploi de proximité ;
- l'attractivité des territoires et des entreprises : lancement et suivi d'une AMO sur les commerces et services en QPV ANRU. Les conclusions de l'étude commerces et services ont été rendues et sont intégrées aux orientations urbaines stratégiques. Elles trouveront une réponse concrète lors de la phase de programmation en lien avec les AMO de chaque direction de projet ANRU. La programmation de visites d'entreprises afin de détecter les projets d'investissement et accompagner les entreprises dans leurs projets. Les opérations à vocation économique pour les QPV ANRU en vue d'un potentiel financement ANRU ont été recensées;
- la prévention de la radicalisation avec l'élaboration d'un plan de prévention, annexé au Contrat de Ville en 2017.

2.4. Gouvernance et l'ingénierie du Contrat de Ville

La direction de projet a coordonné l'action des 43 signataires du contrat de ville.

À ce titre l'activité de l'équipe de la DPPV a porté sur :

- la programmation, la préparation et la tenue des instances de pilotage central (2 comités de pilotage, 3 comités techniques avec l'État, 4 réunions de coordination État-Eurométropole) ;
- l'aide à la préparation et la participation aux instances territoriales (2 réunions des 8 comités de pilotage par QPV) et thématiques (une dizaine) organisées par les équipes compétentes ;
- la conduite du guichet commun pour le financement des projets, sa réforme, la création et la mise en œuvre de nouveaux outils ;
- l'accompagnement des équipes de territoire et thématiques dans l'instruction et le montage de projets, l'ingénierie sociale et la création de liens inter-services, inter-directions et inter-institutionnels ;
- la veille, le suivi et l'analyse du projet, de la programmation, des conventions et de l'actualité de la Politique de la Ville ;
- l'accompagnement de porteurs de projets associatifs rencontrant des difficultés dans la mise en œuvre ou le financement de projets, l'intermédiation entre ces porteurs et les administrations avec lesquelles ils se trouvent potentiellement en difficulté ;
- l'évaluation du Contrat de Ville de l'Eurométropole ;
- l'élaboration et le suivi du programme partenarial annuel avec l'Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville (ORIV);
- la gestion du dispositif, dont les budgets internes et la mobilisation des cofinancements, avec le service Ressources de la DUT ;
- la préparation de la démarche d'évaluation, avec le concours des services partenaires et GCT ;
- le suivi et l'alimentation d'une plateforme collaborative Politique de la Ville sur Sharecan, accessible à l'ensemble des partenaires du Contrat de Ville ;

- dans le cadre du NPNRU, l'organisation d'instances spécifiques de validation et de partage d'information quant à la définition des projets territoriaux.

2.5. Renouvellement urbain

Le processus de préfiguration démarré en septembre 2016 s'est poursuivi avec l'achèvement des études thématiques et de l'étude urbaine et programmatique fin 2017.

Ces études ont abouti à la formulation de préconisations stratégiques à l'échelle de l'agglomération et d'une déclinaison par quartier :

- des enjeux et orientations urbaines traduits dans un programme d'actions ;
- du marché immobilier strasbourgeois et du potentiel de diversification de l'habitat ;
- des leviers identifiés pour l'affirmation et le renforcement du tissu commercial et de services ;
- d'orientations et de recommandations en termes de transition énergétique en lien avec le plan climat ;
- d'une proposition d'intervention pour les copropriétés identifiées en difficulté.

Un travail d'identification et de programmation des équipements publics a été conduit avec les directions thématiques (sport, éducation, service à la population) et en lien avec le programme 6 du Contrat de Ville « attractivité des établissements scolaires » afin de compléter les interventions urbaines.

Un travail a également été mené avec la Direction Mobilité, Espaces Publics et Naturels pour préciser les interventions nécessaires en matière de voiries et d'espaces publics, à l'échelle de chaque quartier, en priorisant les opérations nécessaires.

Dans la continuité du processus de préfiguration, deux marchés publics ont été attribués en 2017 :

- un accord cadre pour s'adjoindre des compétences d'une agence de communication pour les besoins de concertation, d'information et de communication des 18 QPV, notamment les 8 quartiers qui bénéficieront du Nouveau programme de renouvellement urbain. Le précédent marché échu fin 2016 concernait les 4 PRU Neuhof, Meinau, Hautepierre et Cronenbourg ;
- un accord cadre à bons de commande d'assistance à maîtrise d'ouvrage architectes-urbanistes pour décliner, par QPV ANRU, les orientations urbaines et finaliser le programme d'intervention par secteur ;
- rédaction d'un cahier des charges en vue de la conclusion au 1er semestre 2018 d'un accord-cadre à bons de commande portant sur une mission d'ordonnancement, pilotage et coordination urbain (OPCU) a été initiée au dernier trimestre 2017.

3. Direction de projet « Quartiers-ouest » et « QPV Lingolsheim »

3.1. Mise en œuvre du Contrat de Ville

QPV Lingolsheim

Contrat de Ville

La convention territoriale a été élaborée en partenariat avec les acteurs du quartier et les institutions. L'activité dans ce cadre a été limitée, un seul acteur sur ce quartier, le CSC Albatros, a présenté trois projets.

QPV Quartiers-ouest (Bischheim-Schiltigheim)

Contrat de Ville

La convention territoriale a été élaborée avec un groupe technique. Quelques mises à jour sont nécessaires, mais elle est opérationnelle. On dénombre une quarantaine d'actions au Contrat de Ville portées par une quinzaine d'acteurs.

Au niveau des communes, la création d'une direction de projet par l'Eurométropole et l'apparition de trois QPV à une échelle intercommunale a induit une réorganisation du dispositif d'animation et de suivi du contrat de ville. La mise en place du dispositif est en cours.

Un suivi resserré autour de deux associations en difficulté a été mené, ainsi qu'un suivi stratégique du centre social et familial dont l'association originelle a subi une liquidation au printemps, puis une reprise par une autre association à l'été.

Conseil-citoyen

L'objectif de la direction de projet est de mettre à la disposition des conseillers-citoyens des outils de compréhension et de lecture de la politique de la ville et du renouvellement urbain, en participant notamment à l'animation et au bon fonctionnement de l'instance. Une relation étroite avec le délégué du préfet, qui a des missions similaires, permet de garantir un bon fonctionnement, mais la cohésion du collectif d'acteurs est à construire.

3.2. Projets de renouvellement urbain

Lingolsheim

Un groupe d'immeubles de 161 logements a été totalement vidé en mars. La direction de projet assure la coordination du plan de relogement. Le bouclage de la concession d'aménagement de la rue du Lac et le suivi du développement de l'éco-quartier des Tanneries, tous deux secteurs de reconstitution partielle de l'offre sont menés. Les deux opérations sont en voie d'achèvement : rétrocession des espaces publics pour la concession de la rue du Lac et sortie des derniers programmes immobiliers aux Tanneries.

Écrivains

Le protocole de préfiguration a permis de lancer les études permettant l'élaboration du projet de transformation urbaine. Un certain nombre d'études connexes viennent compléter cette approche : les équipements et services publics, des diagnostics en marchant, le français « langue étrangère » en sont les plus emblématiques.

En parallèle des études sur ce QPV, la direction de projet accompagne communes et promoteurs de la reconversion des friches Istra-Wehr-Deetjen, qui constituent un potentiel de transformation de l'environnement du quartier d'habitat social. Une modification du PLU encadrera ce projet.

4. Mission Domanialité publique

4.1. Délimitation du domaine public et simplification du tissu parcellaire

Les expertises domaniales portées par la Mission Domanialité Publique (MDP) induisent fréquemment une recomposition du parcellaire et des propriétés. La volumétrie des travaux d'arpentage portés dans ce cadre est importante. Parallèlement, les réunions de parcelles se poursuivent dans un souci de garantir une bonne lisibilité de la documentation foncière. Elles restent principalement proposées à l'issue d'un traitement communal global ou en amont de mutations foncières programmées sur le site.

Parallèlement, une démarche de simplification des procédures administratives engagée depuis plusieurs années vise à réorienter systématiquement les demandes d'arrêtés individuels d'alignement vers une demande de plan certifié. En partant de plus d'une centaine d'arrêtés individuels délivrés par an il y a 10 ans, le volume annuel de ces dossiers a été réduit à zéro pour l'année 2017.

4.2. Mise en conformité foncière du domaine public

La mise en cohérence foncière du domaine public de voirie s'achève pour les parcelles communales. Concernant les voiries départementales, la publicité foncière de tous les actes de transferts des voiries départementales a été finalisée.

Cette mission a été progressivement étendue des seuls espaces publics de voirie aux autres emprises domaniales. L'année 2017 est venue confirmer cette orientation avec la prise en charge des transferts fonciers des aires d'accueil des gens du voyage. La démarche retenue a consisté en un traitement en bloc : 47 parcelles (totalisant 5 hectares) ont été transférées à l'Eurométropole dans ce cadre.
Les transferts des gymnases de l'Eurométropole vers les communes, suite à une délibération de septembre 2017 sont assurés par la MDP. Ce projet porte sur 24 sites.

La prise en charge de la situation foncière des espaces publics des 5 communes issues de la communauté de communes les Châteaux est suspendue à l'intégration préalable des données topographiques et foncières de ces communes dans le système d'information géographique géré par l'Eurométropole. Les demandes d'intégrations et de régularisations d'espaces publics sont dès à présent enregistrées et mises en attente.

4.3. Régularisations des parcelles privées

Seules des démarches négociées et amiables ont été portées en 2017 : hors deux enquêtes sur des dossiers d'espèces, la mise en œuvre des démarches de classements d'office a été différée à 2018.

Les dossiers de classements d'office d'ensemble ont été instruits durant l'année 2017. Prêts pour une mise à l'enquête en 2018, ils portent à ce jour sur près de 1 000 parcelles : 542 parcelles impactant 774 titulaires de droit sont en cours d'intégration sur la commune de Schiltigheim. La mise en œuvre de cette procédure a été approuvée par délibérations conjointes de la commune et de l'Eurométropole.

Parallèlement, le lancement de deux autres démarches a été engagé en 2017, en accord avec les Maires des communes concernées de la ceinture nord. Elles concernent :

- 309 parcelles à Bischheim, impactant environ 450 propriétaires ;
- 110 parcelles à Hoenheim, impactant 130 propriétaires.

Pour ces dossiers, la constitution des dossiers d'enquêtes publiques est en cours de finalisation.

Les démarches foncières portées par la MDP ont concerné 958 parcelles soit 175 ares de terrains.

4.4. Espaces publics en secteurs de rénovation urbaine

Approuvée par résolution prise en assemblée générale de l'ASERH le 29 juin 2016, le dispositif de sortie permettant de passer à la majorité des deux tiers et non plus à l'unanimité pour distraire l'immeuble du périmètre couvert par l'ASERH, est désormais bien engagé. Les démarches notariées sont engagées tant avec les bailleurs qu'avec les copropriétés. La modification de l'assiette d'une dizaine de copropriétés a été engagée.
Certaines régularisations s'inscrivent dans des cascades successives d'actes et quelques îlots, telles les copropriétés horizontales, ensembles immobiliers complexes ou encore certains espaces propriété d'associations syndicales libres nécessitent un traitement notarié plus important.
La prise en charge des traitements fonciers induits par la recomposition des espaces publics en secteur de rénovation urbaine et la prise en charge des évolutions foncières, dans le cadre des protocoles fonciers conclus avec CUS Habitat et Habitation Moderne, se poursuit au rythme de deux délibérations sur cette thématique par année.

4.5. Convention VRD et domanialités

La mise en place d'une convention VRD par délibération en date du 24 février 2014 est aujourd'hui opérationnelle. Sur seize opérations ayant donné lieu à transmission du référentiel qualité, seules deux ont été placées sous convention VRD (nouveau cadre) à ce jour (ancienne gendarmerie de Wolfisheim et site de l'ancien Centre de tri à Schiltigheim).
En 2017, le portage de ces dossiers a concerné plus de 80 lotissements, permis d'aménager et permis groupés.

4.6. Expertises, analyses et procédures domaniales

Depuis 2016, le nombre de demandes s'est stabilisé autour d'une centaine de dossiers par année, soit 97 pour l'année 2017.
LA MDP a ainsi notamment été consultée pour le projet d'aménagement des quais sud de Strasbourg, le statut des différents espaces publics du môle Malraux, du secteur sainte Marguerite, de parkings (Halles, Parlement), du statut de lieux de culte, et en amont de nombreux dossiers de valorisations immobilières impactant le domaine public. La MDP a notamment été consultée concernant le projet du Monoprix, de la SCI Maison Rouge, de la

Manufacture des Tabacs, pour la mise en place de montages juridiques adaptés dans le cadre de régularisations d'occupations domaniales, ou d'opérations complexes impactant le domaine public.

12 procédures d'enquêtes publiques préalables à des classements, déclassements et suppression d'alignements ont été conduites durant l'année pour sécuriser ces démarches.
Les divisions volumétriques et imbrications domaniales, qui constituent un des postes émergents de l'activité de la MDP depuis 2015 et initialement destinées à permettre l'imbrication des domaines publics et privés (parkings en tréfonds des places publiques) ou des passages sous bâtis, sont actuellement également exploités pour gérer une imbrication des propriétés entre plusieurs collectivités publiques et inscrire les projets dans des démarches optimisées, y compris à l'égard de l'éligibilité au FCTVA.

5. Service Géomatique et connaissance du territoire

5.1. Données de référence

Données de références topographiques et foncières
Le programme de révision des données topographiques de référence concernait la zone nord de l'Eurométropole. La mise à jour de ces données a représenté environ 110 000 changements sur l'année. La totalité des levers topographiques a été réalisée en 3D, 124 470 points altimétriques ont ainsi été relevés sur l'année. En ce qui concerne les données du découpage parcellaire cadastral, 620 croquis d'arpentage ont été traités, auxquels s'ajoute le contrôle de 125 croquis réalisés dans le cadre du marché d'arpentage.

Données du filaire de circulation de la cartographie générale et des adresses
Les données descriptives du filaire de circulation ont fait l'objet d'un chantier d'actualisation : 1 080 objets ont été créés ou modifiés. Ce chiffre comprend les sentiers et chemins de la forêt de la Robertsau qui étaient absents de la base de données jusqu'à présent. De plus, 1004 adresses ont été créées ou modifiées sur le territoire de l'Eurométropole.
De nouvelles cartes des communes et un nouveau plan d'agglomération incluant l'ex-communauté de communes les Châteaux ont été produits.

Prestations topographiques
31 prestations topographiques de terrain avec plus de 3 000 points altimétriques levés et 83 points implantés ont été menées. Quelques opérations particulières :
- exploitation du relevé lidar pour un dossier de travaux à proximité de voies SNCF (rue de l'abbé-Lemire) en collaboration avec l'unité de projet SIG 3D ;
- relevé altimétrique de grande ampleur autour du Rhénus et dans le cadre d'Archipel 2 ;
- prestation de relevé par scan laser de l'intérieur de la piscine de la Kibitzenau dans le cadre d'une procédure de contentieux (détermination des pentes du carrelage).

Prestations concernant les adresses et le contrôle du RIL (ville de Strasbourg)
- 60 dossiers d'attribution suivis sur la commune de Strasbourg aboutissant à la création de 119 nouvelles adresses par arrêtés municipaux en 2017 ;
- 125 demandes d'attestations d'adresses sur la commune de Strasbourg ;
- préparation des plans de la commission de dénomination des rues ;
- contrôle du répertoire des immeubles localisés de l'INSEE (RIL) : 328 adresses contrôlées lors du 1er mini cycle, 304 adresses supplémentaires contrôlées lors du 2e mini cycle et 41 adresses expertisées sur le RIL complet.

Autres activités ou projets
- accompagnement du service environnement et transition énergétique sur les aspects géomatiques pour la production de la nouvelle base de données occupation du sol et végétation grande échelle ;
- accompagnement du service de l'eau et de l'assainissement et du service des espaces verts pour la rédaction de cahier des charges de prestations topographiques (bathymétrie) ;
- accompagnement du service de l'eau et de l'assainissement, en collaboration avec l'unité de projet SIG 3D, pour la rédaction d'un cahier des charges de relevé par lidar sur la forêt de Nordhouse et le polder d'Erstein ;
- relevés de détermination de la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE).

5.2. Études et projets

Diagnostic territorial pour la réforme des attributions de logements sociaux
Dans le cadre de la loi ALUR de 2014 (Loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové) et de la loi relative à l'égalité et à la citoyenneté, la collectivité est le chef de file d'un projet inter-communal et inter-partenarial de réforme du système d'attribution des logements sociaux. Le service géomatique a produit avec le service Habitat, et en lien avec l'AREAL et l'ADEUS, un diagnostic territorial permettant de nourrir les grandes orientations du projet, formalisées dans le document de cadre de la Conférence intercommunale du logement (CIL) et déclinées dans une Convention inter-communale d'attribution (CIA).

L'atlas des quartiers de la Politique de la Ville
Dans le cadre de sa mission d'animation de l'observation des 18 quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV), en lien avec la Direction de projet Politique de la Ville, le service a produit en 2017 « l'atlas des Quartiers Politique de la Ville ». Dans sa première version de 43 pages, cet atlas compile un large ensemble de données de sources variées (Insee, CAF, DGFIP, DREAL, services de l'Eurométropole) et d'analyses décrivant les QPV à travers une dizaine de thématiques.

SIG 3D
- acquisition d'un relevé lidar aérien haute densité exploité pour répondre à des besoins d'études (cartographie du bruit, la simulation d'inondations, la mesure de hauteur de bâtiments, la détection de sites favorables au développement des moustiques) ;
- de nombreuses demandes de mise à disposition de données 3D par les prestataires de la collectivité (architectes, promoteurs, bureaux d'études) ont été traitées et les services de la collectivité ont commencé à s'approprier ces données ;
- des évolutions ont été intégrées dans la nouvelle application 3D tactile : accès à la maquette 3D existante sur tout le territoire, gestion multilingue (Français, Allemand, Anglais), outils de mesure et de simulation des ombres, captures d'écran. L'unité de projet SIG3D en assure la mise à jour et l'évolution (NextMed, Parc d'innovation d'Illkirch, zones d'activités).

SIG Historique
Constitution et diffusion de :
- l'orthophotographie historique de 1990 ;
- la carte Cassini ;
- la carte des fortifications de 1750 de Strasbourg et environs ;
- du cadastre Napoléon (1840) sur Strasbourg ;
- du cadastre allemand (1895-1913) sur Strasbourg et Fegersheim ;
- de fiches descriptives des édifices de la Neustadt (inventaire du patrimoine).

Déploiement de logiciels SIG libres complémentaires (Projet SIGLi)
Le projet Sigli a connu en 2017 à la fois une phase de croissance rapide du nombre d'utilisateurs (qui a pratiquement doublé, soit 270 utilisateurs en décembre 2017) et du nombre de données gérées. De nombreuses évolutions ont été apportées à la structure des données pour préparer le passage en production de la base de données et le transfert de la gestion courante au service Informatique.

Partenariats

- animation de la CIGAS (Commission de l'information géographique de l'agglomération de Strasbourg). Finalisation de la rédaction d'une nouvelle convention de partenariat pour la CIGAS et pour une entrée en vigueur en 2018 ;
- le partenariat alsacien historique avec la CIGAL a été résilié en 2017. Une démarche commune des partenaires auprès du CNFPT a permis la mise en œuvre locale de formations des utilisateurs du logiciel SIG libre QGIS ;
- participation au comité de suivi technique pour la mise en place du nouveau partenariat de la région Grand Est, GéoGrandEst.

6. Service de l'Habitat

6.1. Axes transversaux

PLU faisant office de PLH
Le service habitat a travaillé sur les demandes de modifications du PLU, notamment l'instauration de Secteurs de Mixité Sociale (SMS) sur les communes d'Illkirch-Graffenstadden et de Lingolsheim et les urbanisations de nouvelles zones sur Schiltigheim. L'ensemble des modifications de la première révision du PLU ont été vérifiées par le service Habitat.

Afin de suivre et évaluer la politique menée, la collectivité s'est dotée d'outils de suivi. Pour ce faire, le service Habitat expérimente depuis 2014 la mise en œuvre de trois nouveaux observatoires : l'Observatoire local des loyers (OLL), l'observatoire de la promotion immobilière (CECIM) et l'observatoire des copropriétés (POPAC). Ces nouveaux observatoires permettent au service un suivi plus précis du marché de l'immobilier privé et une connaissance plus approfondie des besoins des copropriétés en rénovation.

Études de cadrage du NPNRU
Conformément au protocole de préfiguration, trois études sont portées par le service : occupation du parc social (en collaboration avec l'AREAL), étude du marché immobilier et copropriétés fragiles.
Ces études alimenteront la programmation et la déclinaison opérationnelle des projets de territoire.

Analyse des profils des acquéreurs de logements neufs
Lancement d'une démarche avec un échantillon de 13 promoteurs volontaires sur l'analyse de l'attractivité de l'habitat privé neuf, ainsi que les processus à l'œuvre sur ces îlots récemment aménagés.

Réforme des « attributions » des logements locatifs sociaux
Depuis 2015, le service Habitat a engagé un travail partenarial avec l'État, les communes, l'AREAL et les associations afin de définir une stratégie d'attribution des logements locatifs sociaux à l'échelle de l'Eurométropole (chef de file depuis la loi ALUR) et d'élaborer un Plan partenarial de gestion de la demande et d'information des demandeurs (PPGDID) dont les contours sont définis dans la loi ALUR.

En 2017, dans le cadre de projet de réforme, une trentaine de réunions techniques et politiques se sont tenues : réunions d'informations avec les Maires des communes et les associations,

réunions techniques avec l'AREAL et les bailleurs, Action logement, l'État et les services internes de l'Eurométropole, et la Conférence intercommunale du logement.
Ces groupes de travail ont permis :

- la mise en œuvre d'une des mesures inscrites dans le PPGDID, l'expérimentation de la cotation de la demande de logement social. Une charte a été signée avec l'AREAL et les bailleurs sociaux lors du congrès USH en septembre pour l'officialiser. Cette expérimentation est une première sur le plan national ;
- l'élaboration d'un document cadre fixant les orientations stratégiques d'attribution, approuvé en juin 2017 par la Conférence intercommunale du logement et adopté en décembre 2017 par le Conseil de l'Eurométropole. Ce document devrait trouver une traduction opérationnelle dans la Convention intercommunale d'attribution dont les travaux engagés fin 2017 seront poursuivis en 2018, en lien avec l'ADEUS, le service Géomatique, les directions de territoires, l'AREAL, et les bailleurs sociaux.

Au niveau national, le service participe activement aux réflexions du groupe de travail des 9 EPCI volontaires, pilotés par la DHUP, en lien avec le projet de réforme des attributions.

Réseau national des collectivités pour l'habitat participatif.
Créé en 2010 à Strasbourg avec 10 collectivités partenaires, ce réseau réunit aujourd'hui plus de 30 membres (villes, métropoles, conseils régionaux, parc naturel régional, etc). La ville de Strasbourg en assure actuellement la présidence, et la ville de Lille le volet coordination technique.

Le conventionnement avec l'association Eco-quartier Strasbourg s'est poursuivi pour la 5ème année et a permis d'accompagner les partenaires et candidats à l'habitat participatif (ateliers d'information, de formation, organisation des journées Portes ouvertes le 20 mai). Au total, 25 opérations d'habitat participatif concernent aujourd'hui 138 ménages sur l'Eurométropole.

Charte sur les ventes en VEFA aux bailleurs
La charte entre l'Eurométropole et l'ensemble des bailleurs a été conclue par la signature de l'AREAL et de l'Eurométropole, en septembre 2017. Sa mise en œuvre est désormais effective.

Appel à projets « Territoires à énergie positive pour la croissance verte » TEPCV
Grâce à la participation du service à l'élaboration de la candidature de l'Eurométropole à cet appel à projets, plusieurs actions « habitat » bénéficient de crédits TEPCV : le financement de l'accompagnement en copropriétés, la publication d'un guide à destination des copropriétés, des subventions à hauteur de 50 % de l'étude de travaux BBC sur 6 copropriétés à l'Esplanade.
En parallèle, le service participe à l'élaboration, à la définition de la stratégie énergétique sur le territoire de l'Eurométropole et à la révision du Plan climat-air-énergie.
Le service contribue également à une action expérimentale, pilotée par le service Insertion, visant à la réduction de la précarité énergétique, auprès d'un échantillon de ménages strasbourgeois.

Congrès USH
Le service a co-organisé avec l'Union sociale pour l'Habitat le 78ème Congrès USH du 26 au 28 septembre 2017, avec comme thématique « HLM et Territoires : quelles perspectives pour le nouveau quinquennat ? ». Plus de 50 évènements ont été organisés et répartis entre des

conférences en plénière, des forums, des rencontres professionnelles, un Pavillon de l'innovation, un salon des professionnels.

6.2. Parc public

Dans le cadre de la délégation des aides à la pierre, l'Eurométropole a financé l'ensemble de la programmation prévisionnelle déposée pour le parc public (1 421 logements locatifs sociaux, soit 118 dossiers instruits jusqu'à l'agrément par la cellule parc public).

On mentionnera un portage plus important sur certaines opérations ayant rencontré des complications dans la mise en œuvre : projet de FJT Tomi-Ungerer sur la maille Athéna (2 étages encore vacants) et projets de résidence sociale ayant nécessité une procédure spécifique en lien avec les services de l'Etat (opération Centre de tri à Schiltigheim, opération d'ADOMA au Stockfeld, opération de Vilogia à Schiltigheim).

Rénovation énergétique des logements sociaux

Sur la période 2009-2015, la rénovation thermique de plus de 11 300 logements du parc social alsacien a pu être financée à travers « l'éco-prêt logement social » de la Caisse des dépôts et consignations, les aides financières des collectivités locales, de l'ANRU et du FEDER. L'Eurométropole, lors du Conseil du 16 décembre, a décidé de reconduire le dispositif sur une période de quatre ans en y apportant les ajustements nécessaires afin d'en améliorer le fonctionnement et de tenir compte des évolutions de conjoncture économique touchant le taux du Livret A.

La nouvelle convention 2017-2020 a fait l'objet d'une signature entre les partenaires en cours d'année. La question de dupliquer le dispositif pour le rendre applicable aux opérations du NPNRU est à l'étude.

Diagnostic d'accessibilité des logements sociaux (D3A)

L'Eurométropole s'est inscrite en 2017 dans la démarche de « diagnostic autonomie adaptation » (D3A) des logements sociaux, initiée dans le cadre de la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie. Ce dispositif doit faciliter, par une identification fine des niveaux d'accessibilité des logements à destination de personnes handicapées ou en perte d'autonomie, l'adéquation entre les logements proposés et les besoins des demandeurs.

L'objectif de déploiement de cette démarche de diagnostic accessibilité à l'échelle de l'ensemble du parc social de l'Eurométropole est à travailler en 2018 avec l'AREAL.

Étude-action de promotion d'un environnement intérieur sain (CMEI)

Cette action expérimentale d'une durée d'un an (2017-2018) s'insère dans une démarche de santé environnementale, inscrite dans le contrat local de santé et le volet santé du PLU. Co-pilotée par les services habitat et hygiène et santé environnementale, cette démarche d'ingénierie exploratoire doit permettre de tester la pertinence des missions de conseiller médical en environnement intérieur auprès des bailleurs sociaux. Le Pôle de l'habitat participe à cette expérimentation, menée par un prestataire dont le cahier des charges a été co-rédigé par les deux services Habitat et Hygiène et santé environnementale. Ce dispositif doit permettre la sensibilisation des habitants.

Partenariat avec Action logement

Outre la collaboration habituelle avec différents acteurs du logement social (bailleurs, État, ville de Strasbourg, CG67, communes, CIL), le rapprochement effectué entre l'Eurométropole et Action Logement s'est poursuivi, notamment pour tenir compte de la réforme d'Action Logement. Cela a permis d'aboutir à un avenant à la « convention cadre de territoire » mise en place en 2015, qui visait à décliner sur le territoire du bassin d'emploi de l'Eurométropole les engagements pris respectivement.

Accueil des réfugiés

Le service Habitat a été mobilisé dans le cadre de l'appel à la solidarité lancé en fin d'année par les deux collectivités en faveur de l'accueil des réfugiés sur le territoire de Strasbourg et de son agglomération (identification et suivi de l'occupation des 30 logements proposés par les bailleurs).

6.3. Parc privé

Programme d'intérêt général (PIG) Habiter mieux avec le volet renforcé aux copropriétés

En 2017, le PIG « Habiter Mieux » ainsi que les aides propres de l'Eurométropole ont permis de rénover 484 logements dont 44 locatifs (2 à loyer intermédiaire, 39 à loyer social et 3 à loyer très social), 110 appartenant à des propriétaires occupants, et 330 concernant des lots de copropriétés fragiles accompagnées dans le cadre du POPAC.

Grâce à des règles d'éco conditionnalité incitatives et à la prise en charge des évaluations énergétiques pour les propriétaires occupants, le PIG « Habiter mieux » a permis d'inciter les propriétaires à réaliser des travaux d'économie d'énergie pour un gain d'au moins 2 classes énergétiques (étiquette G à D) :

- concernant les propriétaires les plus précaires, des subventions complémentaires du fonds départemental «Warm Front 67 » ont permis d'équilibrer 18 opérations ;
- concernant l'aide aux copropriétés, 8 projets de travaux ont été accompagnés en 2017 (votes positifs de travaux pour 33 logements) et 10 projets sont en cours de réflexion active.

Le service a développé le volet « copropriétés » du PIG à travers plusieurs partenariats dont celui avec la FNAIM (cofinancement du poste d'éco-conseillère avec l'ADEME et la Région). En 2017, la FNAIM a accompagné des conseillers syndicaux et des syndics dans le montage de leur programme de travaux, et les a encouragé à profiter des aides du dispositif Région et Eurométropole s'ils acceptaient de réaliser un bouquet de travaux compatibles BBC.

Contrat local d'engagement de lutte contre la précarité énergétique (CLE) 2010-2017 dans le cadre du « Fonds d'aide à la rénovation thermique » des logements privés (FART)

Pour 217 logements, le gain énergétique, après travaux, a dépassé les 25 %, ce qui a permis aux propriétaires de bénéficier du fonds d'aide à la rénovation thermique proposant une prime de 10 % du montant des travaux retenus, hors honoraires. L'Eurométropole a pris en charge les évaluations des logements réhabilités pour les propriétaires occupants (à hauteur de 100 %) et les audits énergétiques (à hauteur de 20 %) pour les copropriétés ayant au minimum un tiers de propriétaires éligibles aux aides ANAH. En 2017, 3 copropriétés de Cronenbourg ont pu en bénéficier.

Aides aux handicaps et à la perte d'autonomie

En 2017, 54 dossiers ont été engagés : 34 logements ont pu bénéficier des aides de l'ANAH et de l'Eurométropole, et 20 logements uniquement des aides de l'Eurométropole.

Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH copropriétés dégradées)

En 2017, l'accompagnement des copropriétés par l'équipe technique d'animation (copro+ et ses co-traitants) a permis de réaliser :

- le suivi des conseillers syndicaux et copropriétaires (prévention, traitement des impayés, recherche d'économies, fluidification du processus de décision collective);
- des actions contre les impayés de charges en lien avec les syndics ;
- le montage d'éco prêt collectifs, l'avance de subvention et prêts « copro 100 » collectifs avec le Crédit Foncier ;
- le montage de 4 dossiers d'aides aux propriétaires occupants pour le remplacement de leurs menuiseries extérieures, en complément des travaux sur les parties communes ;
- la fin des travaux pour les copropriétés Einstein (galette), La Tour et Spender.

Mise en place d'un POPAC « fin de travaux » du 1er septembre 2017 au 1er septembre 2020

L'OPAH copropriétés dégradées s'est arrêtée le 23 juillet 2017. L'opération a mobilisé 11 M€ de fonds ANAH et 1,9 M€ de fonds Eurométropole.

Le marché de suivi du POPAC « fin de travaux » a été lancé en septembre 2017 jusqu'en septembre 2020 pour accompagner les copropriétés n'ayant pas encore achevé les travaux, et consolider la mise en place d'une gouvernance ayant la capacité à gérer et entretenir le patrimoine au sein de chaque copropriété. Les copropriétés concernées sont : Victor-Hugo, Spender (40, 42 rue Herrade), Eléonore 1 et Eléonore 2.

Logement indigne

En 2017, le PIG « Habiter mieux » a permis la réhabilitation de 21 logements indignes et très dégradés, dans le cadre du dispositif départemental d'éradication du logement indigne et non décent (DDELIND).

Programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriétés (POPAC)

Dans le cadre d'une convention avec l'ANAH 2014-2016, l'Eurométropole a mis en place un plan d'action avec son réseau associatif (Alter Alsace Énergie, la FNAIM, Éco-quartier, l'ADIL 67 et l'ARIM (SOLIHA Alsace) autour de 5 axes d'interventions :

- un dispositif d'observation de veille et de prévention des copropriétés ;
- le repérage des situations difficiles (sociales, juridiques ou techniques) ;
- les actions de sensibilisation, d'information générale et/ou ciblée ;
- l'accompagnement des copropriétés sorties d'un dispositif programmé ou d'une procédure de péril, d'insalubrité ou d'administration provisoire ;
- l'aide à la résolution des premières difficultés (juridiques, financières, techniques, énergétiques).

Depuis 2012, 490 copropriétés ont été recensées dans l'observatoire. 37 accompagnements de copropriétés sont en cours fin 2017, soit une moyenne de 18 copropriétés suivies chaque année depuis le début du POPAC. Grâce à ce dispositif et à la nouvelle aide de l'ANAH « copropriétés fragiles » (avril 2017), 8 copropriétés ont bénéficié d'une subvention pour leur projet de travaux, représentant un total de 330 logements.

Un site internet (www.ma-copropriété-strasbourg.fr) dédié aux copropriétés a été alimenté en 2017 afin de réunir toutes les informations nécessaires au bon fonctionnement d'une copropriété et au bon déroulement d'un projet de rénovation (aspect règlementaire, technique, informations générales, coordonnées des structures à contacter en fonction de leur demande).

Logement vacant
En 2017, le dispositif s'est poursuivi avec la participation et l'adhésion des partenaires sur le parc privé ainsi que des communes volontaires (pour mémoire : Fegersheim, Illkirch, Eschau, Eckbolsheim et Strasbourg (quartiers par quartier), Schiltigheim, Plobsheim, Mundolsheim, Lingolsheim, Vendenheim).

Le 26 janvier 2017 l'Eurométropole a accueilli la première réunion du Réseau national des collectivités mobilisées contre les logements vacants (RNCLV) en présence de 30 collectivités venues de la France entière (dont la Métropole européenne de Lille). L'action du RNCLV est encouragée par l'ANAH et le réseau ANIL. Un guide sur la vacance est actuellement en cours de rédaction.

En 2017, le service, en lien avec la commune de la Wantzenau (commune carencée) a amorcé un travail spécifique sur l'intermédiation locative et la captation de logements privés à destination des plus modestes. Les dépenses engagées par la commune dans ce champ d'action seront déduites des prélèvements SRU (prévu par un décret, conventionnement à l'appui). La mobilisation de ce décret est encouragée au plan national et régional par la DREAL.

Un travail de réflexion d'ampleur est en cours sur l'intermédiation locative avec les services de l'État et le Conseil départemental (financeurs) pour appréhender une meilleure captation des logements vacants à des fins de relocations sociales /très sociales. La mise en place d'une plateforme de captation des logements privés est actuellement en cours d'élaboration. Cette démarche figurera dans la candidature de la ville de Strasbourg dans le cadre de l'AMI « logement d'abord », lancé par le gouvernement en novembre 2017.

Accompagnement des propriétaires de logements impactés par le Plan de prévention des risques technologiques (Port aux pétroles à Strasbourg et Lanxess à la Wantzenau
La mission d'accompagnement des propriétaires de logements impactés par le Plan de prévention des risques technologiques, financée à 80% par la DREAL et 20% par l'Eurométropole, est entrée en phase opérationnelle. Le diagnostic des logements ainsi que les préconisations de travaux de mise en conformité ont été effectués et présentés aux propriétaires. Ce dispositif expérimental d'accompagnement des propriétaires, co-piloté par la DREAL et l'Eurométropole, prendra fin en mai 2018.

6.4. Interventions sociales liées à l'habitat

Le service a participé à une centaine de commissions règlementaires, telles des commissions d'attribution de logement (organisées par les bailleurs sociaux de l'Eurométropole de Strasbourg), des commissions de médiation, la CCAPEX (Commission départementale de coordination des actions de prévention des expulsions locatives) permettant l'accès ou le maintien dans le logement des publics en difficulté.

En 2017 l'Eurométropole a géré un stock de 221 logements et 642 candidatures dans le cadre du contingent réservataire de logements de l'Eurométropole.

Dans le cadre du PDALHPD (Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées), la mise en œuvre des différentes actions (Bureau d'accès au logement, Fonds solidarité logement, Accord collectif départemental, Intermédiation locative, prévention des expulsions, CCAPEX) a nécessité un long travail de coordination.
Le travail d'élaboration du nouvel accord collectif 2018-2020 entre l'Etat, l'Eurométropole, le Conseil départemental et l'AREAL (association régionale des bailleurs sociaux) et qui cible un objectif partagé de 1 880 attributions au profit d'un public PDALHPD accompagné est en cours. Cet accord collectif a vocation à intégrer la future Convention intercommunale d'attribution de l'Eurométropole qui doit être finalisée en 2018.
L'Eurométropole continue à soutenir l'Agence immobilière à vocation sociale (AIVS) portée par Habitat et Humanisme Gestion Alsace.

En 2017, le service a poursuivi son soutien aux associations œuvrant dans le domaine du logement et de l'information des habitants : Confédération nationale du logement (CNL), Confédération syndicale des familles (CSF), Consommation, logement et cadre de vie (CLCV), Par Enchantement, Alter Alsace Energie, Chambre de consommation d'Alsace. Des conventions pluriannuelles d'objectifs (2016- 2018) ont pour la première fois été établies avec les trois associations d'habitants (CNL, CLCV et CSF) sur la base d'objectifs partagés, tant thématiques que territoriaux. Par ailleurs, l'accompagnement du nouvel outil d'aide à l'accès au logement des jeunes actifs, CAP LOJI, s'est poursuivi, en lien avec le Conseil départemental.

7. Service de la Police du bâtiment

7.1. Autorisations d'urbanisme

En 2017, le service a instruit 9 687 dossiers d'autorisation d'urbanisme, soit une baisse de 7 % par rapport à 2016 en dépit de l'intégration des communes de Bischheim, Achenheim, Breuschwickersheim, Kolbsheim et Osthoffen.

Le nombre de certificats d'urbanisme (CU) est également en baisse par rapport à 2016 avec moins de 5 000 CU traités. Cette baisse de près de 20 % des CU traités ne correspond pas au nombre de CU demandés. En effet, depuis 2016, les CU concernant un immeuble collectif, par exemple, ne sont plus établis car les principales informations peuvent être trouvées sur le site internet de l'Eurométropole. En revanche, les déclarations préalables (DP) qui portent sur des petits travaux, sont en augmentation de 3,5 %. Les demandes de PC sont en baisse de 4,7 %.

La part des CU représente pour 2017 près de la moitié des demandes et la part des DP se stabilise à 1/3 des demandes. Les PC représentent, quant à eux, près de 13 % des dossiers déposés, comme en 2016. Des refus ont été opposés dans 421 dossiers, soit près de 10 % du total des demandes traitées (contre 3 % en 2016). Le nombre de recours est passé à 162 (contre 125 en 2016 et 94 et 2015), mais reste dans le 1 % des dossiers instruits.

Le nombre de logements autorisés en 2017 dans l'Eurométropole s'établit à 4 710. Ce chiffre intègre les 1 324 logements autorisés par la commune de Schiltigheim, qui instruit ses

dossiers. Il est en baisse de près de 2 000 unités par rapport à 2016 (6 537 logements autorisés).
Plusieurs opérations d'ampleur ont été autorisées en 2017 :

- 235 logements, rue Pina Bausch et rue des Vignes, Lingolsheim ;
- 229 logements, rue du Canal, allée Dumont, lotissement Corbusier, Illkirch-Graffenstaden.

Le nombre de permis d'aménager (PA) a doublé en 2017 (15) par rapport à 2016 (7). Les plus significatifs sont un parc d'activités à Eschau (9 800 m² SP), un lotissement à Osthoffen (3 600 m² SP), un à Lampertheim (1 013 m² SP) et deux à Eschau (1 874 m² SP).

Le nombre de logements autorisés par le service sur les 6 dernières années s'élève à 26 331, soit une moyenne de 4 388 logements par an pour 26 communes et 4 888 logements en moyenne pour toute l'Eurométropole.

7.2. Enseignes, publicité

529 demandes d'autorisations de pose d'enseignes ont été instruites en 2017, soit 33 de moins qu'en 2016. Ces demandes ont donné lieu à une consultation de l'ABF dans plus de 400 cas. 100 refus ont été opposés à ces demandes (données comparables à 2016). 12 PV d'infraction ont été dressés (contre 4 en 2016).

Ce secteur d'activités a généré une recette globale de 1,56 M€ pour 431 redevables au titre des enseignes, 79 redevables au titre de la publicité et des pré-enseignes et plus de 3 000 factures émises au titre de la redevance d'occupation du domaine public.

La Taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE), liée aux enseignes et à la publicité, est en légère baisse et porte sur un montant de 1,14 M€ (contre 1,18 M€ en 2016).

7.3. Recettes

La taxe locale d'équipement (TLE) arrive à son terme. Elle est remplacée depuis le 1er mars 2012 par la Taxe d'aménagement (TA), qui s'applique aux projets créateurs de surface de plancher. Sa liquidation relève depuis 2012 des services de l'État (DDT).
La TA est versée, comme la TLE, en 2 fractions égales. La 1ère moitié est due 1 an après la délivrance de l'AU et le solde deux ans après. Ainsi, plus de 12,2 M€ de TA ont été encaissés en 2017, contre 6,8 M€ en 2016. La moitié a été reversée aux communes d'implantation des projets, conformément à la délibération du 29 septembre 2011. La part de la ville de Strasbourg représente plus de 2,5 M€ (contre 1,6 M€ en 2016).

Le Conseil de l'Eurométropole a par ailleurs décidé, par délibération du 24 novembre 2017, de fixer le taux de la TA à 10 % sur le site d'ouverture à l'urbanisation de Geispolsheim-Gare. Lors du même Conseil, les taux de la TA pour les 5 nouvelles communes intégrées à l'Eurométropole ont été harmonisés avec l'ensemble du territoire.

Enfin, la TLE a permis l'encaissement d'une recette résiduelle de 55 827 € en 2017 et a donné lieu à des remboursements d'un montant de 103 894 € pour des opérations qui ont été abandonnées.

D’une manière générale, le montant global des recettes mises en recouvrement par le service pour le compte de la ville et de l’Eurométropole s’établit à 12,3 M€ contre 8,72 M€ en 2016, soit une augmentation de 41 **%**.

Le montant total des recettes 2017 se décompose de la manière suivante :

- taxe locale d’équipement (TLE) : 55 827 € (part ville de Strasbourg : 76 664 €) ;
- taxe d'aménagement (TA) : 12,2 M€ (part ville de Strasbourg : 2,5 M€) ;
- redevance annuelle pour les enseignes : 0,422 M€ ;
- taxe locale sur la publicité extérieure : 1,134 M€.

7.4. Plan de Sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) de Strasbourg

Depuis, le 1er octobre, le pilotage de la procédure de révision-extension du PSMV a été pris en charge par le service de la Police du Bâtiment qui a mis en place à cet effet une Mission « Grand centre ».

Suite à la liquidation judiciaire du bureau d’études Bailly-Leblanc, la Commission locale du secteur patrimonial remarquable (CLSPR) a validé en février le principe de reprendre la procédure de révision-extension avec les mêmes ambitions, tout en capitalisant le travail déjà réalisé.
L’équipe projet a contribué à la rédaction du cahier des charges du nouveau marché. En juin 2017, le groupement Atelier Grégoire a été retenu. Parallèlement, une nouvelle convention financière et de participation entre l’Eurométropole et l’Etat (DRAC) a été signée.

8. Service Politique foncière et immobilière (PFI)

8.1. Gestion, traitement et instruction des Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA)

Le service a réceptionné et traité 4 080 de DIA en 2017 (contre 3 687 en 2016, soit une augmentation de 11 % de l'activité).
Les communes de l'Eurométropole ont vu le nombre de DIA passer de 1 761 en 2016 à 2 003 en 2017. Cette augmentation de 14 % du nombre de cessions relève en partie du passage de l'Eurométropole de 28 à 33 communes, au 1er janvier 2017. Sur le territoire de Strasbourg, le nombre de DIA est passé de 1 926 à 2 077, ce qui représente une augmentation de 7 %.

8.2. Droit de Préemption Urbain

Le nombre de décisions de préemption a légèrement augmenté, en passant de 13 décisions en 2016 à 16 en 2017, pour un budget total de 3,6 M€ (2,8 M€ en 2016, soit une augmentation de 28 %).

Sur ces 16 décisions de préemption, 5 l'ont été pour des motifs de réalisation de logements sociaux pour un budget de 1,7 M€, soit environ 50 % du budget destiné aux préemptions.

Il convient de préciser que le droit de préemption urbain renforcé a été élargi par délibération du Conseil de l'Eurométropole en sa séance du 16 décembre 2017.
L'objectif est d'élargir le périmètre au territoire couvrant toutes les périodes de formations historiques qui ont structuré le centre de la ville de Strasbourg : l'ensemble ainsi retenu, d'une superficie de 210 ha, inclut les parties anciennes de la Krutenau et du Finkwiller, la totalité de la Grande-Île et le cœur de la Neustadt.

8.3. Acquisitions et cessions

Pour participer à la mise en œuvre des projets de l'Eurométropole, le service PFI a conclu ou suivi la rédaction de 92 actes d'acquisition et 18 actes de cession.

L'année 2017 a permis la poursuite de procédures d'expropriation visant la mise en œuvre de grands projets collectifs (Champ Captant, zone d'activités du Sury, projet de renouvellement urbain Einstein Haldenbourg…) comme la mise en œuvre de nouveaux projets. 8 procédures d'expropriation étaient en cours en 2017 au sein du service.

En parallèle, le service PFI a porté sur 18 cessions de terrains, génératrices de recettes importantes pour la collectivité. La vente de l'ancien centre de tri à Schiltigheim a permis de générer une recette de 648 000 €, comme plusieurs ventes à bailleurs entraînant une recette globale de quasiment 1 M€.

Diverses cessions rendues au profit de la clinique RHENA :

- 13,2 M€TTC, dans le cadre de la vente de l'emprise de la clinique RHENA ;
- 6 M€ TC pour la cession de l'emprise du parking de la clinique ;
- 1,4 M€TTC à la SNC ICADE PROMOTION pour la réalisation du regroupement de spécialistes.

Enfin, les négociations pour l'extension du terrain de l'Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, ont été finalisées, permettant ainsi à l'agence de présenter et de faire valider son projet dans les meilleures conditions.

8.4. Pilotage des dossiers immobiliers complexes

Les dossiers immobiliers complexes pilotés par le service portent sur des grands ensembles nécessitant pour la plupart des créations de droits de superficies, la mise en œuvre de partenariats avec différents services de la Direction ou de l'Eurométropole et une expertise juridique précise en droit immobilier.

La cession de ces biens reste pilotée par le service PFI du fait de la nécessité de garantir la réalisation d'un projet de dimension urbaine à l'aune d'une place, d'un secteur, d'un quartier.

En 2017, CUS-Habitat et l'ABRAPA occupaient des terrains de la ville dans le cadre de baux emphytéotiques ordinaires et pour lesquels une procédure de « confusion des droits » a été appliquée, à savoir l'acquisition par le preneur de la valeur des droits de la ville. En l'état, cette procédure a été mise en œuvre dans le cadre du projet d'entrée de quartier de Koenigshoffen (Porte des Romains) avec CUS Habitat – Chemin long pour la recette de 0,87 M€ ou encore pour l'ABRAPA rue du Docteur-Nessmann pour la somme de 1,7 M€.

En 2017, les négociations, entre autres :

- se sont poursuivies, sur le site de l'ancien Hôtel de Police, avec le groupe Vinci Immobilier Développement Hôtelier et devraient aboutir à la conclusion d'un acte de vente courant 1er trimestre 2018 au prix de 4 M€ ;
- ont abouti pour la cession du Monoprix Kléber et seront consacrées par une délibération du conseil municipal de la ville, en sa séance du 19 février 2018, pour une cession à 8 M€ ;
- ont été lancées pour la vente des lots de copropriété des parkings P1/P2 des Halles en partenariat avec le service Stratégie et gestion du stationnement, avec l'échéance de la période de consultation fin décembre 2017.

A également été menée une démarche globale, en partenariat avec la mission Domanialité publique, relative au site du CREPS à Strasbourg, à la jonction des quartiers de Koenisghoffen et de la Montagne Verte, dans le Parc naturel urbain Ill/Bruche. Dans le cadre de la Loi NOTRe, des répartitions de compétences entre l'État et la Région concernant les CREPS sont intervenues, avec transfert à la Région des constructions et terrains d'emprise. Des négociations sont en cours entre la ville de Strasbourg, la Région et l'État en vue du transfert des équipements à la Région.

8.5. Stratégie foncière

Gestion du non bâti

La ville et l'Eurométropole ont un portefeuille foncier important (1 000 ha pour l'Eurométropole, 311 ha pour la ville), qui relève de la domanialité privée et est géré par le Département « gestion du non bâti » du service. Ces territoires sont pour la plupart mutables et demandent à être gérés dans une phase intermédiaire, avant réaffectation au service des

politiques publiques de la collectivité. La plupart de ces terrains sont mis en location. Aussi en 2017, 296 conventions sont conclues pour l'Eurométropole et 429 conventions sont conclues pour la Ville.

Le service gère également le foncier non bâti de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame et des autres Fondations administrées par la ville de Strasbourg.
Le nombre total de contrats s'élève à 441.

Le département gestion du non bâti est largement impliqué dans différentes actions. Il participe notamment à la politique agricole communautaire, avec la dynamique de mise en place, et avec les différents acteurs internes ou externes de baux à ferme incluant des contraintes ou pratiques respectueuses de l'environnement (travail transversal avec la Mission agriculture périurbaine).

Plan patrimoine foncier
Le parc foncier de l'Eurométropole est majoritairement affecté à des fonciers mobilisables à court, moyen et long terme, dans une proportion 40 % / 60 %.

L'élaboration d'un véritable plan patrimoine permettant de connaître l'état du foncier et de préparer une démarche de cession s'est imposée et ce pour plusieurs raisons :

- mobiliser du foncier au service des diverses politiques publiques à arbitrer :
    - habitat (reconstitution de l'offre des bailleurs au titre du NPNRU, Habitat participatif) ;
    - terrains mobilisables au titre des compensations environnementales ;
    - activités économiques ;
    - équipements d'intérêt collectif.
- cession de terrains ne présentant pas d'enjeux dans l'objectif de générer des recettes ;
- assurer une gestion performante du non bâti en revalorisant les conventions existantes et futures.

Les conclusions de cette analyse interne conduisent à identifier 109 terrains constructibles représentant environ 17 Ha (7,5 ha pour l'Eurométrople et 9,4 ha pour la ville).

9. Service Projets urbains

9.1. Développement urbain durable

Démarche Ecocité *Strasbourg, métropole des Deux-Rives*

Le développement des actions Ecocité initiées en 2011 s'est poursuivi en 2017 :

- coordination ou pilotage des différents projets d'ilots démonstrateurs et études transversales :
  - îlot bois bio-sourcé, Port du Rhin : pilotage de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage de l'évaluation, de l'innovation des constructions en accompagnant les promoteurs immobiliers; validation du système d'approvisionnement énergétique de pompe à chaleur sur nappe portée par PTFA. Délibération du Conseil municipal du 23 octobre pour la cession à PTFA et modifications des conditions de cession à Nouvel Habitat ;
  - îlot D à gestion énergétique intelligente, ZAC Danube (70 logements BEPOS) **:** commercialisation et démarrage des travaux, obtention d'une subvention du PIA ;
  - outil d'évaluation de la durabilité des projets urbains **:** l'outil d'évaluation finalisé au printemps 2016 est désormais utilisé pour les ZAC des Vergers Saint-Michel, Danube, Bohrie et l'opération Portes du Kochersberg.
- tranche 2 Ecocité: les missions d'ingénierie financées par le PIA et pilotées par la SPL Deux Rives sont achevées ou en cours (gestion des terres, étude stationnement);
- poursuite de la participation au groupe de réflexion organisé par le Ministère du Développement Durable sur l'inscription des territoires Ecocité dans des démarches d'IBA, en partenariat avec les Ecocités de Nantes et Bordeaux.

Stratégie de construction bois

Validation d'une méthodologie afin de développer une stratégie pour favoriser les constructions en bois sur le territoire sur la base d'un travail itératif avec Fibois (interprofession du bois) :

- réunions d'échanges et visites pour sensibiliser à la construction bois, les maîtres d'ouvrage et aménageurs, les élus ainsi que les directions (DESPU, DDEA, DEPN) avec l'organisation d'un séminaire le 19 octobre sur le territoire du Parc des Vosges du Nord ;
- valorisation de constructions en bois avec une plaquette de communication présentant 15 opérations du territoire (avril 2017), la participation au forum de la construction bois à Nancy avec panneaux de présentation des différents lots de l'îlot bois ;
- journée de retour d'expériences le 5 octobre à l'INSA en partenariat avec Fibois Alsace, le pôle de compétitivité Fibres Energivie et Energivie Pro ;
- réunions de concertation, en lien avec Fibois Alsace et le Parc des Vosges du Nord, avec les acteurs de la filière bois pour comprendre les enjeux, contraintes et adapter la commande de programmes en bois à leurs capacités ;
- présentation en réunion des DGS et conférence des maires du développement d'une stratégie de construction bois ;
- contribution à la réflexion nationale avec participation à la commission Territoires et Projets d'ADIV Bois (fréquence de tous les mois et demi) ;
- îlots démonstrateurs :
  - suivi du projet de tour de logements en construction bois dans la ZAC Rives du Bohrie dans le cadre du concours PUCA/Adiv Bois ;

- immeuble tertiaire bois, 92 avenue du Rhin : la collectivité a lancé une consultation de promoteurs visant à développer un immeuble tertiaire bois d'environ 6 000 m² SP. Une nouvelle consultation a été relancée en décembre 2017.

Démarche d'aménagement et d'habitat durables

- travail sur les axes d'excellence en aller-retour avec l'aménageur et son assistance à maîtrise d'ouvrage, choix du système d'approvisionnement énergétique et visite sur site pour la prise en compte et la mise en valeur des vergers présents sur le terrain, accompagnement des premières opérations lancées, animation à destination des scolaires sur le volet nature et vergers traditionnels ;
- appui aux services et aux communes dans l'élaboration de projets urbains :
  - définition des axes de qualité environnementale du projet de la Porte des Romains ;
  - accompagnement sur la qualité environnementale pour l'îlot D de la ZAC Rives du Bohrie avec rédaction d'un tableur listant les axes potentiels d'innovation avec l'AMO de l'aménageur, étude des offres et accompagnement lors du choix du lauréat ;
- appropriation et de la participation citoyenne :
  - suivi et appui sur l'écoquartier Danube des initiatives portées par le collectif d'habitants engagés (journées portes ouvertes, jardin intergénérationnel) ;
  - lancement des démarches spécifiques en amont du démarrage des travaux sur la ZAC des Vergers Saint-Michel à Reichstett et pour l'écoquartier Rives du Bohrie, en lien avec l'aménageur et l'animateur dédié.

Démarche Ecoquartier

- accompagnement technique du projet Brasseries dans la constitution du dossier de labellisation écoquartier en lien avec l'aménageur SERS, visite d'opération avec les services de l'État et obtention de la labellisation « étape 3 » en décembre 2017 ;
- accompagnement des projets de l'Elsau et ZAC des Vergers Saint-Michel dans l'engagement écoquartier pour la phase 1 et dans une moindre mesure des Prairies du Canal à Illkirch- Graffenstadden pour l'obtention du label en phase 2 ;
- réalisation de la plaquette écoquartier, qui sera terminée en 2018, illustrant et détaillant les 6 projets labellisés de l'Eurométropole : Brasseries, Danube, Rives du Bohrie, Prairies du Canal, Elsau et Vergers St-Michel ;
- le groupe de travail écoquartier réunissant les élus de l'Eurométropole et des communes, les techniciens chargés du suivi des projets concernés, les aménageurs et des experts techniques s'est réuni à plusieurs reprises pour poursuivre et renforcer le partage d'expériences en matière d'innovations et de réponses apportées aux enjeux dans les écoquartiers.

Démarche air-climat-énergie

- accompagnement de la mise en place de l'article 15 du PLU :
  - instruction des permis de construire posant question aux instructeurs de la Police du bâtiment pour conformité avec article 15 ;
  - réunion de formation des instructeurs de la Police du bâtiment ;
  - réunion d'information menée auprès des opérateurs : aménageurs, promoteurs, bailleurs ;
  - réalisation de la plaquette « prise en compte de l'air/climat/énergie dans la planification urbaine et le PLU » ;

- travail avec la direction de l'Environnement à la définition et la mise en place d'un cycle de conférences air-urbanisme pour l'organisation de 5 conférences en 2018 ;
- accompagnement de la stratégie d'approvisionnement énergétique des projets de développement urbains suivants en lien avec la mission Energie:
  - réseau de chaleur pour la Manufacture des tabacs, les Bains municipaux et la HEAR ;
  - travail avec la mission Energie pour la réalisation d'un réseau de chaleur s'appuyant sur l'énergie fatale des industriels du Port autonome pour les secteurs COOP et Rives du Rhin ;
  - projet immobilier Sopredi à la Musau pour une extension du réseau de chaleur, afin d'assurer la production énergétique des bâtiments riverains dans le quartier ;
- mise en place de réunions partenariales régulières entre DUT (associant le service Habitat) et mission Energie;
- participation aux groupes de travail suivants : plateforme de transition énergétique de l'ADEUS, candidature à European Green Capital, lancement d'une OAP air/climat/énergie, COPIL du Schéma directeur des réseaux de chaleur, démarche Citergie et enfin relance du Plan Climat 2030 ;
- NPNRU – étude transition énergétique :
  - pilotage de l'étude livrée en décembre 2017 de diagnostic énergétique : inventaire des bâtiments composant ces secteurs, réalisation d'entretiens avec l'ensemble des acteurs pour capitaliser la donnée (consommation énergétique, système d'approvisionnement énergétique), travail cartographique pour compléter la connaissance du territoire et notamment sur la présence des réseaux de chaleur existants sur le territoire ;
  - la phase 2 a été consacrée à la déclinaison opérationnelle dans les 7 QPV, un travail particulier a été mené sur les quartiers Ouest, Neuhof-Meinau et l'Elsau. Elle a permis de réaliser des modélisations et projections énergétiques des hypothèses de démolition, réhabilitation et construction, suite aux rendus de l'étude programmatique urbaine, pour faire le lien avec les objectifs climat-énergie de la collectivité.

Réseau national des collectivités pour l'habitat participatif
Depuis mars 2015, la ville de Lille gère le volet coordination technique. Toutefois, à la demande des élus du Conseil d'administration, la ville de Strasbourg conserve le portage technique et la gestion des grands dossiers et partenariats nationaux pilotés par le Réseau (loi, décrets).

Parc naturel urbain
Des rapprochements ont été effectués avec les Parcs naturels régionaux et avec le Laboratoire InSitu Lab du pôle de design du Lycée le Corbusier d'Illkirch-Graffenstadden.

9.2. Conception urbaine et coordination territoriale

Études d'orientation, émergence de projets, coordination urbaine
- Scheidweg (Wolfisheim) : à la demande de la commune, le service a engagé un travail de préfiguration permettant d'établir les consensus de toutes natures autour de principes d'aménagement et d'alimenter les propositions de modalités opérationnelles de mise en œuvre du projet. Ainsi, cette étude urbaine de cadrage et d'opportunité poursuit les études déjà menées de potentiel urbain, avec de premières orientations traduites sous forme d'une OAP et aboutira en 2018 à un scénario préférentiel qui fera l'objet d'une première approche bilan économique et à une analyse des montages opérationnels possibles ;

- OAP pour la modification 1 du PLU : réalisation d'OAP (Vendenheim rue Lignée, Eckbolsheim secteur Mall, Hœnheim friche Adler, Eschau ferme Bacher, Entzheim/Geispolsheim ZA quadrant IV, Oberhausbergen/Sogenal nord) ;
- Modalités de financement des extensions de réseaux dans les nouveaux projets urbains : le service a porté la 1ère phase de la réflexion en établissant un diagnostic des problématiques rencontrées sur ce sujet et en ciblant les enjeux. Un groupe de travail technique a été mis en place. Les premières conclusions ont été présentées aux maires et DGS des communes.

9.3. Aménagement opérationnel

Pilotage de projets urbains

- **Manufacture :**
  - poursuite du travail du Comité technique Patrimoine regroupant l'ensemble des maîtrises d'ouvrage dont l'Unistra-Mission campus, l'architecte conseil de la SERS et les services de la DRAC, afin d'assurer la coordination architecturale et la cohérence patrimoniale de l'ensemble du projet ;
  - désignation du lauréat pour le projet G2EI et élaboration de l'APS ;
  - élaboration du préprogramme du projet de redéploiement partiel de la HEAR à la Manufacture et arbitrage sur le scénario préférentiel ;
  - analyse des projets reçus dans l'appel à manifestation d'intérêt, audition et sélection des candidats retenus (LAB, SEMIA, ACCRO) ; élaboration de l'APS de l'Hostel ;
- **Campus des technologies médicales « nextmed » :** participation aux réflexions sur la mise en œuvre du permis d'aménager secteur nord, en lien avec la livraison de l'opération EPONA, l'hôpital de jour et la poursuite des travaux du PAPS-PCPI ;
- **ZAC Poteries** : le développement sur l'un des deux derniers terrains de la ZAC (secteur ZA6) d'un programme immobilier de 14 000 m^2 SP (environ 185 logements) porté par le groupement de 4 bailleurs sociaux s'est poursuivi, avec la délivrance des 2 premiers permis de construire, en mai 2017 pour Habitation Moderne (82 logements sociaux et restauration scolaire et locaux associatifs avec un démarrage du chantier en octobre) et en août pour la SCI Ti'Hameau ;
- **ZAC Etoile :** le chantier de construction du dernier lot à bâtir ZD6, attribué à ADIM, a démarré à l'été 2017. Concernant la concession d'aménagement attribuée à la SERS, un nouvel avenant n°7 a été approuvé le 22 décembre 2017, prorogeant la date de fin de concession au 31 décembre 2021, pour lui permettre de prolonger ses missions d'aménageur en lien avec le chantier ZD6. La SERS a également racheté le parking Rivétoile, jusqu'alors dans les comptes de la concession de ZAC ;
- **ZAC Deux Rives :** sur la base des plans guides « COOP » et « Territoires » établis en 2016 par les équipes de maîtrise d'œuvre de la SPL, le dossier de réalisation a été élaboré et approuvé par délibération de l'Eurométropole le 28 avril, marquant le démarrage opérationnel de la ZAC. Les premières consultations de promoteurs ont été lancées sur les secteurs de Citadelle et de Starlette sud. Elles ont permis de désigner les premiers constructeurs de la ZAC ;
- **Centre de tri (Schiltigheim) :** Nexity, lauréat de la consultation de promoteurs en 2016, s'est vu délivré le permis de construire valant division en 2017, permettant d'acter la vente des terrains à leur bénéfice en novembre 2017 ;
- **ZAC E3 (Schiltigheim) :** une nouvelle phase de rétrocession des espaces publics est intervenue avec l'approbation en Commission permanente du 31 mars 2017 de la mise en place d'une convention de mise en superposition d'affectation du bassin technique

entre la ville de Schiltigheim et l'Eurométropole ; deux agréments ont également été délivrés pour la vente d'une SP totale de 5 900 m^2 en vue de la réalisation de bureaux et d'une résidence étudiante;

- **Ecoparc Rhénan (Reichstett) :** l'année 2017 a permis de poursuivre les acquisitions par l'Eurométropole, avec le soutien financier de la Région Grand Est, des fonciers non urbanisés (385 ha) auprès de Brownfields et d'accompagner Brownfields dans la mise en œuvre de l'Ecoparc. Les premiers permis de construire ont été délivrés. Sur la partie est et sud du site, les études de faisabilité pour la réalisation d'une zone d'activités complémentaire ont été engagées : réalisation d'un diagnostic exhaustif, mise en place d'un groupe de réflexion spécifique sur la problématique zone humide ; signature du Pacte métropolitain d'innovation le 27 février 2017 et délibération pour la mise en place d'une convention de partenariat entre l'Eurométropole et Brownfields le 20 octobre ;
- **ZAC « Les Vergers de St Michel » (Reichstett) :** après l'approbation du dossier de réalisation, lancement des premières consultations pour désigner des promoteurs, puis des architectes, et lancement des concours d'architecture sur les lots A et C. Poursuite du travail sur l'ilot B en lien avec Batigère ; inscription des Vergers de Saint-michel dans la démarche écoquartier – label étape 1 ; lancement de la réflexion quant à la démarche d'appropriation ; désignation de la MOE du carrefour nord ;
- **ZAC Zone commerciale Nord (Vendenheim) :** l'année 2017 a permis de valider la phase projet et DCE pour la 1ère tranche des espaces publics et de finaliser des études de déplacement plusieurs procédures administratives ont été menées :
  - obtention des permis de construire des 3 premiers lots ;
  - dépôt du dossier d'autorisation environnementale unique ;
  - dépôt d'un dossier d'opportunité auprès du Ministère pour la modification de l'échangeur, avenant n°1 au traité de concession approuvé en Commission permanente du 24 novembre 2017 ;
  - les fouilles archéologiques ont été réalisées de septembre à décembre, suite à la réalisation de diagnostics en début d'année.

  Le secteur d'habitat au nord a fait l'objet d'une étude de cadrage urbain menée par le service. Ce travail, réalisé en collaboration avec la commune et l'aménageur, a permis de préciser les orientations urbaines pour la frange nord, qui serviront de support aux propositions urbaines de la maîtrise d'œuvre de la ZAC ;
- **ZAC Rives du Bohrie (Ostwald) :** de nouveaux îlots de construction ont été lancés :
  - concours d'architectes de l'ilot D4 mené par Nexity pour 144 logements,
  - consultation d'opérateurs pour l'ilot D1 pour 180 logements,
  - préparation du concours de conception-réalisation du groupe scolaire de 12 classes et de la salle multi-activités pour la pratique physique individuelle,
  - participation à l'appel à manifestation d'intérêt du PUCA pour la construction grande hauteur bois sur l'îlot I,
  - concernant les travaux, la conception et les travaux des espaces de nature ont été réalisés. Le bail emphytéotique administratif avec le Conservatoire des sites alsaciens a été élaboré pour la gestion d'une quinzaine d'hectares de prairie et de forêts. Les premiers logements de l'îlot G ont également été livrés fin 2017 ;
- **Zone commerciale Sud** : des études thématiques ont été relancées sur un périmètre élargi, pour ainsi répondre à la multiplicité des projets en cours ou en devenir et élaborer une stratégie d'aménagement globale. L'étude urbaine englobe dans son périmètre l'ensemble des secteurs de la zone commerciale Sud en intégrant le nord de la commune de Fegersheim, de part et d'autre de la RD 1083 ;

- **ZAC Baggersee (Illkirch-Graffenstadden) :** suite au retrait du projet de ZAC du groupe Auchan/Immochan, les élus ont arbitré pour un lancement de la phase opérationnelle de la ZAC après 2020.
  Le travail d'accompagnement pour l'implantation du Centre de bien-être « Tournesol » avant le dossier de réalisation de la ZAC se poursuit. Des précisions sur le projet sont encore attendues, notamment sur le montage financier et le volet architectural et paysager de l'opération.

Appui aux communes dans la mise en œuvre de leurs projets

- **Démarche « atelier des communes » :** dans le prolongement de l'élaboration du PLU qui a fait émerger des attentes des communes en matière d'ingénierie de projet, mise en place d'un groupe de travail « formes urbaines » composé d'élus (en partenariat avec les services Planification territoriale et Habitat) :
  - organisation d'une visite d'opérations le 29 juin dans des communes de l'Eurométropole, pour construire une vision partagée de la notion de qualité urbaine ;
  - atelier-débat le 6 octobre sur les constructions bois à la bibliothèque d'Eschau ;
  - organisation d'une formation aux communes sur les outils de déclinaison opérationnelle du PLU ;
- **quartier du Parc (Mundolsheim) :** suivi ponctuel en lien avec la commune et la SERS de la phase opérationnelle du projet (travaux de viabilité primaire commercialisation des lots et consultation de promoteurs) et coordination du projet avec la réalisation d'études de maîtrise d'œuvre (DEPN) pour l'aménagement d'un giratoire de desserte du quartier ;
- **opération Schwemmloch (La Wantzenau) :** élaboration d'un nouveau projet par la nouvelle équipe de maîtrise d'œuvre ;
- **écoquartier Tanneries (Lingolsheim) :** poursuite du travail d'expertise et de suivi du projet dans ses composantes urbaines et architecturales et analyse du PA modificatif ;
- **secteur Muehlbaechel (Vendenheim) :** réalisation d'une étude de capacité pour une petite opération d'aménagement intégrant une résidence seniors : choix du scénario d'aménagement, définition du montage opérationnel et établissement du bilan d'aménagement.

Aménagement en régie des zones d'activités économiques

Plusieurs zones sont en cours d'aménagement ou d'achèvement :

- **ZA Joffre II (Holtzheim) :** le projet a bénéficié d'un premier versement de la subvention obtenue dans le cadre de la « tranche 2 Ecocité » au titre des actions en faveur de la biodiversité et zones d'activités. Les travaux de viabilisation se sont poursuivis durant toute l'année avec un suivi environnemental spécifique au titre de la gestion des espèces protégées présentes sur le site. De nombreux individus ont pu être déplacés hors de la zone de chantier. Les travaux de la zone des abattoirs à proximité sont terminés ;
- **ZA Quadrant IV (Entzheim) :** le chantier de l'extension Lidl se termine ; les travaux de réalisation de la place de retournement sont achevés ;
- **ZA du Château Sury (Vendenheim) :** la phase d'expropriation est terminée. Les négociations concernant la compensation de la zone humide détruite par la voie d'accès ont abouti. La voie d'accès est livrée. Les marchés de travaux concernant la viabilisation ont été élaborés ;
- **Extension Sud de la ZA Neuhard (Eschau)** : les travaux de diagnostics archéologiques ont été réalisés par Archéologie Alsace et ont donné lieu à des prescriptions de fouilles de la part de la DRAC. Le marché de maîtrise d'œuvre est publié. L'autorité environnementale s'est prononcée sur la procédure de cas par cas qui lui a été soumise ;

- **ZA Tanneries Sud (Ostwald) :** en lien avec la DMEPN, des analyses de portance des voiries existantes ont été réalisées dans la perspective d'un réaménagement à venir. Le déboisement du dernier lot commercialisable a été effectué.

Autres zones en cours de commercialisation et suivi de ZA (post commercialisation) :

- **ZA Extension du Quadrant II (Entzheim)** : 2 entreprises ont été accueillies. L'accompagnement de leur installation s'est effectué dès les premiers contacts (en amont des PC) et en phase chantier. Des supports pédagogiques décrivant la richesse du verger qui a été préservé ont été installés. Le transfert de gestion des ouvrages publics est effectué ;
- **ZA Neuhard (Eschau) :** 2 parcelles ont été vendues à des entreprises artisanales. Le déboisement préalable a été effectué. Des discussions ont été engagées avec la commune pour la suite des investissements dans la ZA en lien avec le projet « cœur de ville » ;
- **ZA La Redoute (Niederhausbergen/Mundolsheim) :** suite à arbitrage, la délibération de lancement de la ZA a été programmée puis annulée. De nouvelles hypothèses sont à étudier pour permettre de phaser l'aménagement projeté et ainsi de permettre l'accueil d'une entreprise sur le seul ban de Niederhausbergen ;
- **ZA Neuhard/extension Nord (Eschau) :** la vente du foncier Eurométropole de Strasbourg non aménagé est en cours avec l'entreprise. Le déclassement de la voirie concernée par la vente a été soumis à enquête publique ;
- **ZA des trois Maires (Bischheim-Hoenheim) :** le suivi scientifique de la mesure compensatoire pour destruction d'une partie de la zone humide suite à la création de la voie de desserte a été poursuivi en 2017.

Pilotage et suivi administratif des zones d'aménagement concédées en lien avec les aménageurs

Vérification et validation des comptes rendus financiers annuels (CRF) pour l'ensemble des 10 opérations concédées en lien avec les 7 concessionnaires et les chefs de projets : ZAC Danube, ZAC Etoile, opération Hautepierre-ZAC Poteries, ZAC Parc d'Innovation Illkirch, ZAC Deux Rives, ZAC Rives du Bohrie, ZAC Zone Commerciale Nord, ZAC des Vergers de Saint Michel et opération de renouvellement urbain du Polygone avec une approbation en Conseil de l'Eurométropole du 22 décembre 2017.

10. Service Prospective et planification territoriale

10.1. PLU

Montage du dossier dans le cadre de l'appel à candidature national sur les PLUi

Le PLU retranscrit la politique de l'habitat de la collectivité dans la continuité du PLH de 2009. Les principes d'action en la matière sur l'ensemble du territoire sont inscrits au sein de l'OAP Habitat. Forte de cette démarche, la collectivité s'est engagée dans l'appel à candidature PLU 2017 du ministère de la Cohésion des territoires. Elle a à ce titre été lauréate dans la catégorie « PLUi favorisant une offre de logements adaptée aux besoins exprimés à l'échelle du territoire ».

Après l'approbation du PLU le 16 décembre 2016, le service a conduit en 2017 plusieurs procédures nécessaires pour faire évoluer le document.

Révision du PLU intercommunal

Suite à l'intégration au 1er janvier 2017 de la communauté de communes les Châteaux, la révision du PLU a été prescrite par délibération du 3 mars 2017, afin d'étendre le dispositif règlementaire du PLU à l'intégralité du territoire de l'Eurométropole.
Un registre a été mis à disposition du public à partir d'avril dans les communes. L'année a été consacrée à la réalisation d'une phase de diagnostic sur le zonage règlementaire avec les cinq communes ayant intégré l'Eurométropole.
Par ailleurs, la procédure de révision vise à mettre le PLU en adéquation avec les textes législatifs parus depuis son arrêt, prescrivant notamment de couvrir toutes les zones IAU par des OAP. Le service a donc initié, fin 2017, l'élaboration d'OAP communales, en lien avec l'ADEUS et les communes concernées.

Modifications 1 et 2

La modification 1 a été prescrite par délibération le 28 avril 2017. Elle porte sur 74 points concernant 18 communes et doit permettre l'ouverture à l'urbanisation de trois zones IIAU (sud-ouest de Geispolsheim Gare, nord de la RD63 à Reichstett et Neudorf Est).
Le premier trimestre a été consacré à l'instruction de l'ensemble des points, en lien avec les services concernés et les communes. Le service a organisé le déroulement de l'enquête publique qui s'est tenue au mois de juillet 2017.
Suite à la réforme de l'autorité environnementale rendant obligatoire un examen au cas par cas de la Mission régionale de l'autorité environnementale (MRAE), un travail approfondi d'analyse et de justifications des points de modification a été mené par le service au regard des enjeux environnementaux. Cette démarche, répondant aux exigences de la MRAE, a eu pour conséquence de rallonger les délais de la procédure. Elle a permis de mettre à l'essai une méthodologie de travail en interne en lien avec les services de la MRAE et d'appréhender ce nouveau volet de la procédure en vue des prochaines évolutions du PLU.
En parallèle, le service a recueilli auprès des communes et des directions et services les demandes intégrant la modification 2, en vue de préparer l'instruction de cette nouvelle procédure.

Modifications simplifiées 1 et 2

La modification simplifiée 1 a été prescrite le 28 avril et a eu pour objet de régulariser une erreur matérielle afin de rendre le PLU compatible avec la déclaration de projet prise pour la réalisation du nouveau planétarium. La modification simplifiée a été approuvée le 29 septembre.
La modification simplifiée 2 a été prescrite le 30 mai et concerne 15 communes. Elle a pour objet la suppression, la réduction ou l'ajustement d'emplacements réservés et la correction d'erreurs matérielles. En fin d'année, le service a travaillé en lien avec la MRAE pour alimenter l'examen au cas par cas de la procédure.

Air-Climat-Energie

Réalisation de la plaquette relative à la prise en compte de cette thématique dans la planification urbaine et le PLU intercommunal. Démarrage de l'élaboration de l'OAP Air-Climat-Energie.

10.2. Règlement Local de Publicité (RLP)

Les études concernant l'élaboration du RLP ont repris à la rentrée. Cela a nécessité de contracter un nouvel avenant au marché avec le prestataire : Cadre et cité.
Le diagnostic territorial en matière de publicité extérieure a été complété pour tenir compte des 5 nouvelles communes de l'Eurométropole. Le projet de règlement écrit et graphique a

fait l'objet de plusieurs réunions techniques de manière à pouvoir être suffisamment avancé pour qu'une trame règlementaire puisse être présentée aux élus en début d'année 2018.

10.3. Prospective

Le service a piloté la réalisation d'études préalables telles que :

- études patrimoniales à Blaesheim et Fegersheim réalisées par l'ADEUS ;
- études de cadrage en amont de projet ou d'OAP ;
- études de développement urbain (Niedermatt à Lingolsheim notamment).

Des études ont été réalisées par le service sur des thématiques spécifiques (urbanisme commercial, secteurs de mixité sociale) sur la base de problématiques ayant émergé dans le cadre des procédures d'évolution du PLU.

10.4. Contributions aux documents de rang supérieur

SCOTERS

- participation à la démarche d'évaluation des 6 dernières années d'application du SCOTERS ;
- participation au suivi de l'étude « Énergies renouvelables et sites délaissé » (en phase diagnostic) ayant pour objectif d'identifier les sites potentiels pour accueillir des projets d'installations pour le développement d'énergies renouvelables.

SRADDET

Le service a piloté la contribution de l'Eurométropole relative à la phase 1 sur l'élaboration du rapport (diagnostic général et stratégie régionale), cette dernière ayant été soumise à débat du CEMS le 24 novembre. La démarche sera poursuivie en 2018 sur la phase 2 (volet prescriptif du SRADDET).

10.5. Autres contributions du service

- animation de la ZAEU avec le Laboratoire Image et Ville de l'Université de Strasbourg ;
- le service organise le contenu du travail partenarial avec l'ADEUS et prépare la délibération afférente, sur la base de la consultation des directions et services ;
- contributions dans le cadre de la consultation au projet de PPRI élaboré par les services de l'État;
- ateliers des communes : participation à l'animation avec la mise en place d'un groupe de travail « Formes urbaines » composé d'élus, en lien avec les services Projets urbains et Habitat (visites d'opérations, organisation d'un atelier débat et formation des communes sur les outils de déclinaison opérationnelle du PLU) ;
- Club PLUi à Paris : groupe de travail sur la constructibilité des zones A et N.

DIRECTION MOBILITE, ESPACES PUBLICS ET NATURELS

La DEPN et la DMT ont fusionné en 2017 pour former la Direction Mobilité, Espaces Publics et Naturels (DMPEN). Les services se sont structurés autour de 3 pôles de compétence : le pôle mobilité, le pôle support et programmation et le pôle aménagement et infrastructures durables, coordonnés pour chacun d'eux par un adjoint au directeur.

Le transfert des routes départementales est effectif depuis début 2017. Cette nouvelle compétence a entraîné l'arrivée de 26 agents du CD67. De plus, 5 communes de la communauté de communes les Châteaux a été intégrée. La DMPEN gère un patrimoine qui est passé de 1250 à 1500 km de voirie et de 386 à 551 ouvrages d'art de compétence métropolitaine.

Environ 460 opérations (dont 130 en maîtrise d'œuvre interne) et projets ont été menés, parmi lesquels on peut citer :

Dans le domaine des déplacements :

- les études et la concertation de la restructuration bus du quadrant nord ;
- la signature d'un contrat de performance pour la CTS permettant de dégager des moyens financiers au bénéfice d'un renfort de l'offre bus en 1ère et 2ème couronnes;
- la préparation du renouvellement du contrat de concession des transports publics ;
- la mise en service de la ligne 1, première ligne structurante du réseau bus hiérarchisé.

Dans le domaine du stationnement :

- le renouvellement de la DSP des parkings Austerlitz et Gutenberg ;
- la préparation de la réforme du stationnement payant entrée en vigueur le 1er janvier 2018.

En terme opérationnel lié à l'aménagement :

- la mise en place d'un nouveau règlement de voirie ;
- l'entrée en phase opérationnelle du projet Vélostras ;
- les travaux du Champ captant de Plobsheim ;
- le réaménagement d'une partie des Quais Sud de l'Ill ;
- le démarrage des travaux relatifs à la liaison entre la rue Fritz Kieffer et l'ex A 350 ;
- la requalification de la rue des Juifs et du Parchemin en « zone de rencontre » ;
- la création du Tourne à Gauche de Bischheim ;
- le réaménagement du secteur Liberté/ Glacières, en accompagnement du nouveau marché couvert de Schiltigheim.

Indicateurs de l'activité opérationnelle en 2017:

- budget global d'investissement 2017 Eurométropole DMEPN 108,8M€, (dont BA Eau, Assainissement, Transport), Taux global de mandatement correspondant de 69,4% ;
- 8 000 factures ont été traitées ;
- 286 marchés ont été attribués ;
- 3 653 jours de formation ont pu être engagés, soit près de 5,7 j./agent.

La Direction Mobilité espaces publics et naturels assure la gestion stratégique et patrimoniale, la conduite des projets opérationnels et d'entretien significatif (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre), l'entretien courant et l'exploitation dans les domaines de compétences communautaires suivants : transports, mobilité, voirie, ouvrages d'art, signalisation statique, jalonnement, signalétique, arbres d'alignement.
Pour des raisons opérationnelles, cette Direction assure également la conduite des projets et l'entretien significatif (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre) dans les domaines de l'Eau, de l'Assainissement et de la « signalisation dynamique ».

En 2017, 98 projets sur l'espace public ont été menés à terme, ainsi que 29 projets réseaux Eau, Assainissement. Les projets les plus significatifs sont énumérés ci-dessous.

1. Service aménagement espace public

1.1. Communes Nord

Quartier rue des Veaux à Bischheim (montant délibéré 470 000 € TTC) : aménagement d'une zone de rencontre rue des Veaux, rue de la Bruche et rue de la Fontaine.
Rue des Ormes à Eckwersheim (montant délibéré 110 000 € TTC) : aménagement de la rue en zone de rencontre entre la rue de l'Ecluse et la rue de la Petite Montée.
Rue de la Tuilerie à Eckwersheim (budget entretien) : pose d'une nouvelle couche de roulement entre la rue du Moulin et la rue de la Colline.
Rue Desaix à Mundolsheim (montant délibéré 250 000 € TTC pour les rues Desaix en 2017/Strasbourg en 2019) : pose d'une nouvelle couche de roulement sur toute la rue et création de 2 arrêts de bus pour le quadrant Nord.
Réaménagement des rues Mercière et Eglise à Niederhausbergen (montant délibéré 100 000 € TTC) : création de zones de rencontre, avec un aménagement qualitatif au croisement de ces deux rues.
Voie verte accès vers Hop'la à Oberhausbergen (montant délibéré 120 000 € TTC) **:** aménagement d'une voie verte entre la limite d'agglomération et le carrefour de la coopérative agricole Hop'la.
Rue du Général de Gaulle T3 à Oberschaeffolsheim (montant délibéré : 550 000 € TTC) : travaux de mise aux normes des trottoirs, réorganisation du stationnement et reprise de la chaussée.
Rue des Prés à Oberschaeffolsheim (montant délibéré : 87 500 € TTC) : travaux d'aménagement de la voirie et 1er aménagement.
Travaux d'accompagnement de la ZAC des Vergers de St Michel à Reischstett (montant délibéré 700 000 € TTC) : création d'une place de retournement bus, et réaménagement complet du carrefour nord en vue de fluidifier la circulation future.
Place de la Liberté à Schiltigheim (montant délibéré y compris la rue de la Glacière: 710 000 € TTC) : aménagement d'une zone de rencontre en accompagnement de la Hall du « Scilt ».
Rue de Wissembourg à Schiltigheim (montant délibéré 80 000 € TTC) : pose d'une nouvelle couche de roulement entre les rues de Sarrebourg et la rue de la Gare.
Rue de l'Industrie à Souffelweyersheim (montant délibéré : 50 000 € TTC) : travaux de sécurisation du cheminement piétons entre le pont SNCF et le pont de l'autoroute.
Accès à la ZA du Sury à Vendenheim (montant délibéré 400 000 € TTC) : création d'une nouvelle voie reliant la route de Brumath à la rue de la Forêt, qui permettra d'accéder à la

future Zone Artisanale du Sury. Cette voie est composée d'un large trottoir et d'une chaussée à double sens, séparés par une noue.
Rue des Tuiles à La Wantzenau (montant délibéré 250 000 € TTC) : réaménagement complet de la rue en zone de rencontre.
Rue Périgueux à la Wantzenau (montant délibéré 70 000 € TTC) : suppression du trottoir pour mettre la rue en zone de rencontre et pose d'une nouvelle couche de roulement sur toute la rue.

1.2. Communes Sud

Giratoire rue Baudelaire à Lipsheim (montant délibéré 350 000 €) : cet aménagement, outre la sécurisation de ce carrefour, permet et accompagne la profonde restructuration du site GAGGUENAU. La distribution des flux de véhicules liés à l'entreprise est mieux organisée ainsi que les cheminements piétons qui accèdent à l'usine.
Rue du Général Leclerc à Ostwald (montant délibéré 800 000 €) : cette deuxième tranche de travaux a permis la requalification complète de cet axe principal de la commune. Les cheminements doux ont été largement favorisés par une piste cyclable bidirectionnelle et des trottoirs plus larges. Des arbres d'alignement agrémentent l'espace. Le carrefour à feu a également été rénové.
Rue de la paix à Hangenbieten (montant délibéré 80 000 €) : la requalification en zone de rencontre fait suite à une urbanisation soutenue et des travaux de concessionnaires importants.
Prolongation du tourne à gauche de la rue Bugatti à Ostwald (montant délibéré 140 000 €) : cette nouvelle voie très empruntée sert à contourner le centre d'Ostwald. La prolongation de la file de tourne à gauche permet de résorber la remontée de file importante due au feu tricolore au carrefour de l'Allée du Bohrie.
Rue du canal/ rue de la 1ère DB à Eschau (montant délibéré 130 000 €) : requalification de ce tronçon de route en rétrécissant la chaussée pour créer des trottoirs aux normes, mettre les arrêts bus aux normes. Le carrefour avec la rue du canal a été redressé afin d'avoir des sorties franches sur cet axe.
Rue de Wolfisheim à Holtzheim 1ère tranche (montant délibéré 120 000 €) : la première tranche a permis la rénovation de la rue en mettant le trottoir aux normes et la circulation est régulée par du stationnement en quinconce. Le carrefour à feux au niveau de la rue des Maires RAEDEL a été supprimé.
Rue du fossé à Geispolsheim (montant délibéré 120 000 €) : la liaison Presbytère/ Chevaliers, suite aux travaux d'assainissement, a été élargie pour être circulable en sens unique en zone apaisée.
Rue Malraux à Illkirch (montant délibéré 400 000 €) : renouvellement de la chaussée très dégradée par un tapis d'enrobés. Les arbres (64) de l'îlot central ont été remplacés pour moitié par de nouvelles essences, mieux réparties.
Rue des Pierres/Sous les Platanes à Illkirch (montant délibéré 680 000 €) : requalification complète de ces rues d'un quartier en mutation. La rue Sous les Platanes a été aménagée en zone apaisée et le parvis devant l'église réaménagé. La rue des Pierres requalifiée en zone 30, a permis la création de trottoirs larges et la réorganisation du stationnement du secteur. Des arbres d'alignement agrémentent l'ensemble.

1.3. Strasbourg Sud Ouest

Neuhof

Rue de Schengen (délibéré 280 000 € TTC) **:** aménagement d'un ancien chemin rural en une voie de desserte règlementée de type zone 30, pour permettre la desserte des projets immobiliers ainsi que l'extension projetée de l'Agence Européenne EU LISA.
Rues Edouard Pinot et Roland Garros (délibéré 300 000 € TTC) **: r**éaménagement partiel de voirie pour permettre le bouclage à double sens entre la rue Edouard Pinot et la rue Nungesser et Coli. La restructuration a permis d'aménager et sécuriser le parvis de l'école maternelle Ariane Icare, de faciliter la desserte et le dépose minute pour les parents d'élèves, et de favoriser les flux piétons vers l'école.

Meinau

Place de l'Ile de France et rues alentours (délibéré 1 560 000 € TTC) : le projet de rénovation urbaine engagé sur le quartier vise à créer des espaces publics plus agréables à vivre. Le poumon vert central de la place a été réaménagé pour proposer des espaces de repos, de rencontres, et augmenter qualitativement et quantitativement l'offre en jeux d'enfants. Les rues alentours ont quant à elles été réaménagées sous le régime de zone 30 et réduites en largeur afin d'améliorer la sécurité. Enfin, une voie BHNS a été créée et identifiée.

Cronenbourg – Hautepierre – Poteries - Hohberg

Rue Guillaume Apollinaire (délibéré 90 000 € TTC) : l'aménagement de la rue Guillaume Apollinaire en zone 30 a été réalisé dans le cadre du réaménagement de la maille Karine en 2012. Les travaux consistaient ainsi en l'aménagement du tronçon non encore aménagé de la rue Guillaume Apollinaire vers l'avenue Tolstoï, tronçon qui était dans l'attente de la démolition du bâtiment « La Passerelle » et des diverses réhabilitations de bâtiments des bailleurs sociaux. Le projet prévoit en 2018 l'aménagement d'un équipement de Parkour au centre de la placette, ceinturé par des espaces verts creusés pour l'infiltration des eaux pluviales.
Rues du Bellay, François Villon et Rabelais (délibéré 175 000 € TTC) : réaménagement complet de ces rues en zone de rencontre.
Rue Paul Claudel (délibéré 250 000 € TTC) : réaménagement complet en zone 30.
Rues du Marché Gare, Jean-Jacques Kristler et de la Villette (délibéré 450 000 € TTC) : aménagement d'un itinéraire cyclable dans ces rues. Les travaux ont consisté en l'aménagement d'une voie verte rue du Marché Gare, sur le trottoir côté dépôt CTS, dans le tronçon compris entre la rue de la Gare aux Marchandises et le Chemin des Deux Ponts, et dans l'aménagement d'une piste cyclable rue du Marché Gare, dans le prolongement de la voie verte entre le Chemin des Deux Ponts et la rue Jean Jacques Kristler.
Rue Jacob et place Mathieu Zell (délibéré 920 000 € TTC) : réaménagement complet de voirie. La restructuration a permis d'aménager une piste cyclable bidirectionnelle et d'optimiser le stationnement dans la rue.
Rue de Heidenberg et du Kronthal (budget entretien) : pose d'une nouvelle couche de roulement dans ces rues.

Koenigshoffen - Montagne Verte - Elsau

Rue Mélina Mercouri (délibéré 335 000 € TTC) : réaménagement complet de la rue dans le prolongement de la rue Mélina Mercouri, créée dans l'écoquartier des Tanneries sur le

territoire communal de Lingolsheim. Ces travaux ont permis de faciliter les entrées et sorties de la rue Mélina Mercouri sur l'axe principal (route de Schirmeck) par la création d'un carrefour à feux.

1.4. Strasbourg Centre Nord Est

Bourse / Esplanade/ Krutenau

Stationnement payant (délibéré 170 000 € TTC pour les 2 quartiers) : extension du stationnement payant sur 1 secteur du quartier. Travaux de signalisation et de marquage. Pose d'arceaux à vélo.

Centre

Aménagement des abords du Tribunal T1 (délibéré 1 470 000 € TTC toutes tranches confondues) : réaménagement des abords du Tribunal de grande Instance de Strasbourg et des rues périphériques. Le projet a permis de créer un parvis au bâtiment rénové, de requalifier les tronçons adjacents des rues Grauman et du Fossé des Treize. Celle-ci sont dorénavant classées en zone 30.
Rue des Juifs T1 (délibéré 930 000 € TTC toutes tranches confondues) : réaménagement complet de cette voirie avec la création d'une zone de rencontre (entre les rues du Dôme et du Tonnelet Rouge).

Orangerie / Conseil des XV

Stationnement payant (délibéré 170 000 € TTC pour les 2 quartiers) : extension du stationnement payant sur 1 secteur du quartier. Travaux de signalisation et de marquage. Pose d'arceaux à vélo.

Neudorf / Port du Rhin

Grand Couronné T1 (délibéré 360 000 € TTC toutes tranches confondues) : réaménagement complet de cette voirie avec la création d'une voie (entre l'avenue de Colmar et la rue des Châtaigniers).

Robertsau

Consulat Turquie T1 (délibéré 1 550 000 € TTC toutes tranches confondues) : réaménagement complet des rues aux abords du nouveau consulat de Turquie. Ces travaux ont permis de mettre en double sens la rue Toreau et d'organiser le stationnement.

1.5. Réseaux Eau et Assainissement

Assainissement

En 2017, près de 14,5 kilomètres de canalisations ont été réhabilitées, principalement via des techniques sans tranchée tel que le chemisage.

Rues du Maréchal Foch, De l'Ehn, de la Marne et des Prés à Blaesheim (Montant de l'opération : 936 000 € TTC) : travaux de renforcement du réseau d'assainissement dans

l'objectif de lutter contre les inondations par débordement du réseau. Pose de 1km150 de canalisation de diamètre 500mm à 700mm en béton armé et fonte.
Rue Coulaux à Strasbourg – Neudorf - Port du Rhin (montant de l'opération : 973 800 € TTC) : réhabilitation du réseau d'assainissement par chemisage (technique sans tranchée). 630m de canalisations du diamètre 300mm au 1600mm.
Route de Schirmeck et rue des Peausseries (montant de l'opération : 326 640 € TTC) : réhabilitation du réseau d'assainissement par chemisage (technique sans tranchée). 300m de canalisations de diamètre 250mm et 250m de canalisations de diamètre 1000mm.
Rues de Lucerne, Bienne et Lausanne à Strasbourg – Bourse – Esplanade- Krutenau (montant de l'opération : 312 000 € TTC) : réhabilitation du réseau d'assainissement par chemisage (technique sans tranchée). 140m de canalisations de diamètre 350mm et 200m de canalisations de forme ovoïde 1200mm de haut et 800mm de large.
Rues Ampères et Jacquard à Illkirch-Graffenstaden (montant de l'opération : 132 000 € TTC) : réhabilitation par chemisage de 960 m de canalisation de diamètre 300mm.
Rues du Général Conrad, Pantaléon, Mury, Aubry, Rau, Philippe Gras, Bernegger et du conseil des XV à Strasbourg – Orangerie – Conseil des XV (montant de l'opération : 240 000 € TTC) : réhabilitation par chemisage de 910 m de canalisations de diamètre 500mm.
Rue Lignée à Vendenheim (montant de l'opération 120 000 € TTC) : repose de conduites d'assainissement de diamètre 600mm.

Eau Potable

En 2017, près de 15,2 km de canalisations d'eau potable ont été renouvelées et 2,2 km de réseau a été étendu (sans compter le linéaire posé dans le cadre des canalisations de transport lié au champ captant de Plobsheim). 1139 branchements particuliers ont été renouvelés ou réalisés, 73 poteaux d'incendie et 38 hydrants installés.

Rue du capitaine d'Alençon à La Wantzenau (montant de l'opération : 390 000 € HT) : renouvellement du réseau d'eau potable sur 620 m d'une canalisation de diamètre 200 mm et renouvellement de 48 branchements.
Bouclage du réservoir à Oberhausbergen (montant de l'opération : 508 000 € HT) : travaux de sécurisation du réservoir d'Oberhausbergen par la création d'un By-pass en fonte de diamètre 800mm.
Pose d'une canalisation intercommunale à Reichstett (montant de l'opération : 557 000 € HT) : liaison entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Communauté de Commune de la Basse-Zorn. Pose d'une canalisation de diamètre 300mm en fonte sur 2km200.
Secteur rue de Molsheim à Schiltigheim (montant de l'opération : 328 000 €HT) : renouvellement du réseau d'eau potable sur 830m du diamètre 100mm au 300mm ainsi que reprise de 75 branchements.
Quai des Pêcheurs et rue Prechter à Strasbourg – Bourse-Esplanade-Krutenau (montant de l'opération : 230 000 € HT) : renouvellement de 280m de canalisations d'eau potable et de 27 branchements.
Rues Lauth, Abbé Wetterlé, Gustave Brion et Léon Boll à Strasbourg – Robertsau (montant de l'opération : 250 000 € HT) : renouvellement du réseau d'eau potable sur 640m (diamètre 200mm) et de 18 branchements.
Rues de la Marne et des Près à Blaesheim (montant de l'opération : 300 000 € HT) : renouvellement de 800m de canalisations d'eau potable et de 71 branchements.

Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable : pose des canalisations dans le cadre de l'opération de création d'un champ captant à Plobsheim. (montant investit en 2017 dans les canalisations de transport : 17 000 000 € TTC).
Pose de près de 18 km de canalisations de grand diamètre d'eau potable (DN800mm à 1000mm) ainsi que des ouvrages associés.

2. Service tramway et grands projets

2.1. Département Tramway

Extension tramway vers Kehl (83 000 000 € TTC)
L'extension transfrontalière a été mise en service. Les travaux de réalisation de l'extension de la ligne D du tramway vers Kehl se sont poursuivis et finalisés. Le 28 avril 2017 ont été inaugurés l'extension de la ligne D et le nouveau pont sur le Rhin (pont Béatus Rhénanus).
Du 29 au 30 avril 2017 le quartier du Port du Rhin et de la gare de Kehl ont accueilli l'inauguration publique festive du tramway, les stations « Citadelle » et « Starcoop » ont été desservies exceptionnellement avec gratuité de la ligne D. Le tramway a roulé toute la nuit du samedi 29 avril au dimanche 30 avril.
La mise en lumière du Pont Béatus Rhénanus avait été réalisée et des essais s'étaient montrés concluants, permettant la mise en valeur scénographique de l'ouvrage.
La fréquentation de la ligne transfrontalière est supérieure aux estimations (+ 20%).
Dénomination du pont « Citadelle »
Le 28 août 2017, le pont tramway franchissant le bassin Vauban a été dénommé pont André Bord, en hommage à l'œuvre de construction européenne à laquelle cet homme politique a contribué.

Extension tramway vers Robertsau (19 400 000 € TTC)
Suite à la DUP obtenue le 13 décembre 2016 pour cette extension de 1,4 km d'infrastructures prolongeant la ligne E du tramway au cœur de la Robertsau (fonds de jardins) jusqu'au CSC l'Escale, un diagnostic archéologique a été réalisé par Archéologie Alsace du 6 au 9 mars 2017. Faisant suite à l'élaboration du rapport de diagnostic par Archéologie Alsace, les terrains ont été libérés de toute prescription d'archéologie préventive le 26 juin 2017 par la DRAC.
Les travaux de dévoiement de réseaux et les démolitions des 7 maisons se trouvant dans l'emprise du tracé du projet ont commencé le 15 août 2017. Les démolitions et désamiantages associés se sont terminés mi-novembre 2017 et les opérations de construction de plateforme ont commencé en décembre 2017.
Faisant suite à l'élaboration de l'état parcellaire et des plans parcellaires pour l'organisation de l'enquête publique parcellaire, celle-ci s'est déroulée du 20 mars 2017 au 3 avril 2017. Le commissaire enquêteur a rendu son rapport au préfet du Bas-Rhin le 5 mai 2017 avec avis favorable à l'emprise parcellaire du projet.
Les acquisitions amiables se sont poursuivies pour atteindre la conclusion de 12 accords amiables en 2017.
Ce projet est financé dans le cadre du contrat triennal (4 M€ Etat et 3,6 M€ Région).

Extension tramway vers Koenigshoffen (42 000 000 € TTC)
Ce projet consiste en l'extension de l'infrastructure existante depuis le quartier Gare vers le quartier de Koenigshoffen. Les études d'avant-projet avaient été approuvées par le conseil d'Eurométropole du 25 novembre 2016.

La longueur d'infrastructure nouvelle à construire de 1,7 km entre la station « Faubourg National » et le nouveau terminus « Comtes » reliera le quartier de la Gare au centre-ville de Strasbourg à celui de Koenigshoffen par trois nouvelles stations : « Porte Blanche », « Porte des Romains » et « Allée des Comtes ».
La station « Porte des Romains », au débouché de la bretelle de raccordement déviée de l'A351, sera associée à un parking relais.
L'enquête publique s'est déroulée du 20 mars 2017 au 28 avril 2017, incluant une réunion publique le 6 avril 2017. La Commission d'enquête a remis son rapport et ses conclusions motivées le 20 juillet 2017.
La Commission d'enquête, à l'unanimité, a émis un avis favorable, assorti d'une réserve et de trois recommandations, à la déclaration d'utilité publique relative aux travaux et aux acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de l'extension « Ouest » de la ligne « F » du réseau de tramway de l'agglomération strasbourgeoise depuis le centre-ville de Strasbourg vers le quartier de Koenigshoffen jusqu'à la station « Comtes ».

Extension de la ligne G – BHNS (6 000 000 € TTC)
L'observation et la fréquentation actuelle du réseau bus/tramway fait apparaître :
- une saturation des lignes A/D entre la gare centrale de Strasbourg et Etoile,
- une très forte demande sur les boulevards ouest et les quais sud où la ligne bus L1 (ex ligne 15) a été mise en service en septembre 2017.

Étendre la ligne G permettra dans un premier temps :
- de relier la Gare au parc de l'Étoile sans passer par le centre ;
- de mieux desservir le Nouvel Hôpital Civil.

Les études de définition ont été notifiées au groupement Transitec/Serue en septembre 2016. Les études de définition ont été réalisées en 2017. Une délibération du conseil de l'Eurométropole de novembre 2017 a autorisé le lancement d'une concertation autour de ce projet.

Accueil délégations
9 délégations (soit près de 150 élus, techniciens ou étudiants) venues de cinq pays différents ont été accueillies (France, Allemagne, Suisse, Japon, Pérou).

2.2. Département Grands Projets

Wacken / Centre
Prolongement du tourne à droite, rue Jean Wenger Valentin (60 000 € TTC) : fin d'anticiper l'aménagement du QAI et de faciliter la circulation au débouché Est de la rue Jean Wenger Valentin, la file de « tourne à droite » vers l'avenue Schutzenberger a été prolongée au droit de l'Hôtel de Région.
Aménagement d'une plateforme provisoire Fritz Kieffer (1 500 000 € TTC) : les travaux engagés dans le secteur du Wacken en 2017 ont nécessité l'aménagement d'une plateforme provisoire sur les anciens terrains désaffectés du SUC rue Fritz Kieffer, pour l'organisation et la tenue des foires et de certains salons.

Vendenheim
Pôle d'échange multimodal de Vendenheim (1 000 000 € TTC)
Les objectifs de cette opération consistent à :

- créer un espace central d'échanges permettant le stationnement à l'Est de la gare ;
- aménager un espace fonctionnel et accessible, mais à dominante paysagère pour une meilleure intégration dans l'environnement urbain ;
- améliorer les conditions d'accueil et d'information des voyageurs ;
- développer les équipements dédiés aux vélos ;
- permettre une nouvelle desserte de la gare pour les bus.

L'opération s'est accompagnée d'une requalification d'une partie de la rue du Gravier pour faciliter et sécuriser l'accès au PEM depuis le réseau viaire existant.

Bischheim

Tourne à gauche de l'échangeur de Bischheim (2 300 000 € TTC)

L'échangeur de Bischheim ne permettait pas de tourner directement vers la gauche depuis l'autoroute en provenance de Strasbourg, pour rejoindre le secteur de E3. Grâce à cet aménagement, ce mouvement est maintenant possible, diminuant la circulation en entrée de ville et plus particulièrement de la rue Georges Burger, de la rue de Niederhausbergen et de la route de Brumath.

Deux carrefours à feux complètent l'aménagement de part et d'autre de l'autoroute, sécurisant le croisement des véhicules et les traversées pour les piétons et les cyclistes.

3. Service stratégie et gestion du stationnement

Nouveau parking en ouvrage : poursuite des réflexions pour la construction d'un nouveau parking à Strasbourg notamment place de Bordeaux, puis Avenue de la Liberté.

Réflexions autour du montage juridique (concessions, Bail emphytéotique ou bail à construction) et du modèle économique.

Parkings Austerlitz et Gutenberg : la procédure de renouvellement du contrat de délégation de service public relatif aux parkings Austerlitz et Gutenberg, lancée en novembre 2016, s'est poursuivie en 2017, avec la phase de recueil des offres, de négociations puis de proposition du nouveau délégataire et du contrat lors du conseil de décembre 2017.

Les deux ouvrages ont été regroupés en un seul contrat d'une durée de sept ans, ils feront l'objet de travaux d'embellissement au cours de celui-ci.

Parking Broglie : délibération en décembre 2017 pour lancer la procédure de renouvellement de la DSP Broglie.

Nouveaux parcs à vélos au sein de parkings en ouvrage : les nouveaux espaces vélos au sein du parking Sainte Aurélie ont été inaugurés en avril 2017. 360 places supplémentaires sont ainsi proposées (en plus des 320 places existantes), dont la gestion est assurée par Strasbourg Mobilités. Le nouveau parc à vélos Tanneurs de 360 places a ouvert en avril 2017.

Schémas d'accessibilité programmée AD'AP : poursuite des travaux engagés dans les parkings par les délégataires.

Versement Transport : la procédure engagée concernant la révision des exonérations des établissements de santé s'est poursuivie en 2017 et a abouti à une délibération au Conseil de juin 2017.

4. Service des déplacements

4.1. Stratégie, planification et accompagnement des projets urbains ou de voirie

Les orientations politiques en outils de prospective, planification et études pré-opérationnelles par mode ou territoire sont déclinées par le service.
Les projets urbains ont été accompagnés d'une expertise sur leurs impacts en matière de desserte, de circulation et de stationnement.

Expertise/accompagnement/pilotage d'études déplacements dans le cadre de la réalisation de projets urbains (y compris accompagnement des dossiers de modification de POS/PLU et du PLUi, instruction de permis d'aménager, instruction de permis de construire, participation à l'élaboration d'un dossier d'enquête publique et aux réponses au commissaire enquêteur), notamment sur :

- Wacken Europe ;
- Friches brassicoles de Schiltigheim ;
- Zone commerciale Nord ;
- Zone commerciale Sud ;
- ZAC des Vergers de Reichstett ;
- Quartier des Deux Rives.

Suivi des grands projets de transports (accompagnement et suivi des études, orientations programmatiques sur le volet déplacements, modélisations en régie pour alimenter les études) par exemple pour les extensions du réseau de tramway vers Koenigshoffen et Robertsau.
Suivi (sur les plans stratégiques, techniques et financiers) des projets d'infrastructures routières, de transports en commun et de gestion du trafic poids-lourds :

- rocade Sud 2e phase – Maître d'ouvrage État ;
- requalification, gestion trafic et protections phoniques A4/A35 et projet contournement ouest de Strasbourg (COS) – Maître d'ouvrage État.

Projets de création ou de réaménagement de voiries ou d'espaces publics : participation à la programmation en lien avec les schémas directeurs, éléments de programme, suivi des projets principaux incluant scénarii, arbitrages et concertations par exemple pour :

- Quais des Bateliers – des Pêcheurs ;
- Charte d'aménagement des espaces publics ;
- Route du Polygone.

Gestion du modèle multimodal de trafic tous modes (outil d'aide à la décision) :

- réalisation de tests prospectifs en régie ;
- suivi d'études via prestataire (dont cadre partenarial requalification A35).

Réalisation d'une étude sur la mise en place d'une zone à trafic limité et/ou d'une zone à circulation restreinte.
Préparation des Assises de la Mobilité et participation au lancement du Grenelle des Mobilités.

4.2. Organisation de la mobilité

Modes actifs

L'agglomération strasbourgeoise est la première agglomération cyclable de France avec 16 % des déplacements domicile/travail à vélo, chiffre en augmentation régulière.

- élaboration d'un Plan d'Actions des Mobilités Actives (PAMA). Son objectif est d'avoir une politique cohérente en faveur des piétons et des cyclistes, et de relancer une dynamique en faveur de la marche et du vélo :
    - en actualisant le Schéma Directeur vélo de 2011 par l'intégration des 5 nouvelles communes et la mise à jour des aménagements réalisés ;
    - en s'appuyant sur le plan piétons de Strasbourg de 2012 et des plans piétons de communes comme Illkirch-Graffenstaden ;
    - en mettant en avant les actions liées aux services et à la communication, moins budgétivores que les infrastructures, et l'accompagnement des actions des communes.
- ce plan a été concerté avec les Maires de toutes les communes de l'Eurométropole et les principaux acteurs des mobilités actives. Il est constitué d'un argumentaire, d'enjeux et de 20 fiches-actions. Il a permis de mettre en place un outil cartographique de suivi des aménagements cyclables et leur mise à jour. Il devrait passer au Conseil de l'Eurométropole à l'automne 2018, dans le cadre du Grenelle des Mobilités ;
- initier et/ou accompagner les principales réalisations cyclables qui sont :
    - dans les communes : le deuxième tronçon de la rue du Fort à Geispolsheim, la liaison cyclable entre Eckwersheim et Vendenheim, le deuxième tronçon de la rue du Général Leclerc à Wolfisheim, les projets TC du Quadrant Nord ;
    - à Strasbourg : rue du Marché Gare et la chaussée à voie centrale banalisée rue de Villette à Cronenbourg ; avenue de Colmar à la Meinau, la gestion des cheminements piétons/vélos pendant le chantier de l'îlot St Urbain. Élaboration d'itinéraires cyclables malins et augmentation de l'offre de stationnement vélo lors du Marché de Noël.
- lancement de la démarche « Strasbourg, ville 100 % cyclable » avec des réalisations rendant plus lisible le réseau cyclable existant. Généralisation des sas cyclistes sur Strasbourg : 107 carrefours et 193 sas marqués. Cette démarche sera étendue à l'Eurométropole en 2018 ;
- planification, financement et accompagnement de l'implantation d'un millier d'arceaux sur le territoire de l'Eurométropole. En plus des abords du plateau piétonnier, des range-vélos sont progressivement déployés au plus proche des gros générateurs de trafic cycliste comme l'Opéra, la Cité de la Musique et de la Danse, et en 2018 place de la Gare ;
- accompagnement et financement des associations œuvrant dans le domaine du vélo (CADR 67, Bretz'selle, Vélostation, A'Cro du vélo, le Stick) : subventions, recherche de locaux, mise à disposition de kits de marquage. En particulier, conférence de presse de l'exécutif et remise des clefs du nouveau local d'Emmaüs mutualisé avec A'Cro du vélo à Cronenbourg. Concertation avec le CADR 67 et Piétons 67 de l'ensemble des projets de voirie impactant les piétons et les cyclistes ;
- travail avec Habitation Moderne pour l'amélioration de l'offre de stationnement vélo dans les immeubles sociaux (programme Alveole). Les trois premiers véloparcs dans le quartier du Neuhof seront inaugurés en mai 2018. Lancement de l'expérimentation des trois premières vélorues de France, objet d'un prix de « la Vie du Rail »;
- communication, promotion et sensibilisation modes actifs :
    - travail à la mise à jour du guide du vélo inclus dans la charte d'aménagement de l'espace public ;
    - édition/diffusion des cartes des principaux itinéraires cyclables en allemand et en anglais ;

- réalisation d'une campagne de communication sur la cohabitation des différents modes de déplacement ;
- réalisation de 4 films 360 ° présentant des itinéraires cyclables et démonstration lors de manifestations grand public ;
- participation au Congrès du Club des Villes et Territoires Cyclables à Marseille avec tenue d'un stand et venue de la Ministre des Transports ;
- participation au groupe de travail « Modes actifs » en vue de l'élaboration d'une loi sur la Mobilité en 2018 ; accueil des référents vélo du CEREMA et des délégations ;
- mise en œuvre de la 8ème édition de l'organisation de la manifestation « Au boulot à vélo ».

- pilotage de la délégation de service public (DSP) de Vélhop avec la mise en place d'un nouvel avenant délibéré en janvier 2017 avec pour objets principaux la promotion du vélo à assistance électrique, le lancement d'actions sociales pour la promotion du vélo et la gestion des parkings vélo Tanneurs et Ste Aurélie, ces derniers étant ouverts depuis mars 2017.

Stratégie d'innovation

Organisation et tenue du 12ème congrès européen des ITS (Intelligent Transport Systems) en juin 2017. Près de 3000 congressistes y ont assisté.

10 démonstrations dont 4 pilotées par l'Eurométropole :

- challenge des véhicules autonomes : premiers tests et accords bi-nationaux préalables de test de véhicule autonome en mode 5 sur le Pont de l'Europe ;
- tests ouverts au grand public de la navette autonome Navya, avec comme invités d'honneur les enfants d'une classe de CM2 ayant travaillé sur les transports de futur ;
- tests de communication véhicules-infrastructures en milieu urbain avec cas d'usage issu du projet européen C-Roads ;
- lancement du « Boulevard des start-up », un jeu mettant à l'honneur les nouvelles mobilités « made in Strasbourg ».

Transport de marchandises

Engagement des évolutions règlementaires :

- finalisation de la concertation ;
- passage en délibération le 23 octobre 2017, actant les évolutions règlementaires pour l'ensemble de la Grande-Ile à compter du 1er septembre 2018 ;
- annonce de l'éviction de la Grande-Ile des véhicules diesel de livraison à l'horizon 2021 ;
- lancement d'une Zone de Circulation Restreinte pour les livraisons dès septembre 2018.

Accompagnement des entreprises innovantes mettant en place des CDU (Commission des usagers) privés.

Électromobilité

Lancement en novembre 2017 d'un appel à manifestation d'initiatives privées pour accompagner le développement d'une offre de charge privée de véhicules électriques sur l'espace public.

Optimix

Consolidation et intensification de la démarche Optimix visant à promouvoir les plans de mobilité des entreprises et des administrations.

Autopartage
Poursuite de l'accompagnement du développement de l'entreprise avec une augmentation de la flotte et du périmètre de couverture du service d'autopartage en free-floating Yea ! Aide au montage d'une augmentation de capital d'Auto'trement.

Observatoire et évaluation
Contribution à l'observatoire départemental des déplacements, travaux prospectifs sur d'éventuelles alternatives à une future enquête ménages déplacements (EMD), suivi du volet déplacements du programme partenarial de l'ADEUS.

4.3. Autorité Organisatrice de la Mobilité

- organisation et suivi des réunions d'arbitrages « Eurométropole – CTS », **«** Vie du Réseau » et « arbitrage AOM » : préparation, accompagnement, suivi et mise en œuvre des décisions politiques ;
- préparation de la fin du contrat de concession de l'exploitant urbain ;
- mise en place et suivi du contrat de performance entre l'Eurométropole de Strasbourg et la CTS afin d'améliorer la productivité du réseau par différentes mesures (augmentation de la sous-traitance, lutte contre l'absentéisme et la fraude) avec pour objectif une économie de près de 5 millions d'euros par an à l'horizon fin 2019 ;

- tarification et intermodalité :
    - proposition d'une stratégie tarifaire en lien avec l'évolution billettique : majoration des tarifs des abonnements CTS de + 1,61 % à compter du 1er juillet 2017 et mise en place du titre secours vendu à bord des bus à compter du 1er février 2017 ;
    - suivi de la tarification intégrée des abonnements sur le TER en service depuis décembre 2016 ;
    - finalisation de l'accord tarifaire en lien avec l'extension tram D à Kehl ;
    - préparation des conséquences du projet billettique (passage au sans-contact en 2018) sur la grille tarifaire CTS et le lien avec les systèmes billettiques des autres exploitants.
- préparation puis suivi de l'exploitation du tram D dans le cadre de son extension vers Kehl ;
- amélioration de la vitesse commerciale : mise en service d'une nouvelle ligne structurante « L1 » en substitution de la ligne 15 (aménagements de voirie avec création de couloirs de bus dédiés, mise aux normes des stations, travail avec le SIRAC sur l'équipement Priobus des carrefours) ;
- suivi de l'évolution du réseau bus sur le « secteur Sud » de l'Eurométropole : études sur l'évolution complémentaire mineure du réseau suite à la restructuration de 2016 notamment sur les communes de 2nde couronne (Holtzheim, Entzheim, Lingolsheim, Montagne Verte) ;
- restructuration du réseau bus sur le « secteur Nord » de l'Eurométropole :
    - mise en service de la phase 1 de la restructuration du réseau (nouveau terminus à Lampertheim, mise en place d'un service à la demande Flex'hop sur la ligne 72 pour desservir la zone d'activités de La Wantzenau et

modification du fonctionnement de la ligne 72 qui permet de desservir la gare de La Wantzenau) ;
    - concertation avec les maires des communes du secteur pour finalisation du schéma de transport et des aménagements de voirie nécessaires pour les futures lignes structurantes du réseau.
- concertations dans les quartiers et les communes sur les demandes locales d'évolution du réseau CTS ;
- accompagnement des évolutions du réseau : travaux de rénovation d'infrastructure et réseaux de substitution, renforts ponctuels du réseau liés à des manifestations, etc. ;
- fusion de l'Eurométropole avec la communauté de communes des Châteaux :
    - extension aux cinq nouvelles communes de la tarification commune sur les lignes interurbaines à compter du 1er janvier 2017 (négociations avec le Conseil Départemental, communication usagers) ;
    - évolution de la tarification scolaire départementale (mise en place d'une tarification spécifique pour le RPI) ;
    - extension des services publics Vélhop et Mobistras aux cinq nouvelles communes (avenants) ;
    - institution du versement transport sur les cinq nouvelles communes (évaluation financière, arbitrage politique, informations élus) ;
    - validation d'un scénario de restructuration du réseau bus du « secteur Ouest » et de son évaluation financière, réunions de travail et concertations avec les élus ;
    - mise en œuvre au 1er septembre de la 1ère phase de restructuration du réseau : réorganisation et optimisation du réseau de transport en commun dont Taxibus, navette Kolbsheim/Entzheim et déviation de la ligne interurbaine n°240 via Poteries/ Lycée M. Rudloff ;
    - suivi de création d'arrêts et desserte d'arrêts par les lignes interurbaines ;
    - préparation de la 2nde phase de restructuration : étude de la création d'une future ligne urbaine et étude de création d'un pôle d'échanges multimodal aux Poteries.
- services scolaires : ajustement des services scolaires notamment en lien avec les restructurations de réseau ;
- transport des personnes à mobilité réduite (Mobistras) :
    - participation à la commission d'accès régulant les personnes ayant droit de bénéficier des services adaptés aux personnes à besoins spécifiques ;
    - suivi du contrat de délégation de service public (DSP) entre l'Eurométropole et la société Transdev (service MobiStras), y compris indicateurs et enquête de qualité de service ;
    - préparation de la clôture de la DSP Mobistras, d'une étude de besoins et élaboration/lancement d'un marché transitoire pour la période 2018-2021.
- relations partenariales avec les associations des usagers TC :
    - réunion trimestrielle ASTUS/Eurométropole/CTS : échanges sur les enjeux des projets transports, partage de la vision usager et de la qualité de service, suivi des demandes et retours exploitant ;
    - suivi des actions de l'association sur l'année et attribution d'une subvention annuelle de fonctionnement.
- actualisation de la feuille de route financière pour le mandat, traduction dans les étapes budgétaires du budget CTS et des contributions Eurométropole ;
- réflexions et études sur le déplacement de la gare routière des Halles.

5. Service voies publiques

Projets de proximité (dépenses 2017 : 1 500 000 € TTC)
En 2017, le service des Voies publiques a assuré la maîtrise d'ouvrage d'environ 1 200 projets de proximité consistant en des adaptations ponctuelles de la voirie, du mobilier urbain ou de la signalisation sur l'espace public de l'Eurométropole. La maîtrise d'œuvre d'environ 300 projets a été assurée principalement par le SICEP mais aussi par un partenaire externe. Ces projets répondent à une amélioration du cadre de vie combinée, le plus souvent, à des objectifs de sécurisation.
Le budget consacré aux projets de proximité s'est élevé en 2017 à 1,5 M€ issus du budget des Voies publiques ou financés, pour des projets spécifiques, par d'autres directions (Direction de l'Urbanisme et des territoires notamment).

Voirie (dépenses 2017 hors projets de proximité : 1 824 000 € TTC)
L'entretien curatif, visant à réduire au plus vite les dégradations évolutives et/ou dangereuses du domaine public a généré environ 1842 interventions en 2016 (dont 1235 réfections de nids de poule).
Les travaux d'entretien préventif complètent ces actions de réparation par la programmation d'interventions visant à prévenir l'apparition de désordres sur les chaussées et les trottoirs et à assurer la pérennité du réseau routier communautaire.
En 2017, 54 opérations distinctes ont été réalisées, réparties équitablement entre Strasbourg et les autres communes de l'Eurométropole de Strasbourg. Elles ont permis de renouveler les revêtements d'environ 6,5 kilomètres de rues et de 1,7 kilomètre de trottoirs. Ces travaux ont correspondu à un volume financier de 2 M€.
Dans la continuité de ce qui avait été initié en 2013 et poursuivi en 2016, le département Voirie a régénéré le revêtement dans deux rues de l'Eurométropole par la mise en œuvre d'enduits superficiels d'usure (ESU), cette technique permettant de régénérer les caractéristiques de surface des chaussée à un coût nettement moindre que la solution classique des enrobés à chaud.

Centre technique
La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi « NOTRe ») a entraîné le transfert d'un certain nombre de compétences du Département du Bas-Rhin vers l'Eurométropole de Strasbourg.
Pour la compétence voirie, le Centre Technique de Strasbourg a été intégré au 1er janvier 2017 avec ses moyens humains, matériels et financiers (compétence financée par versement d'une dotation annuelle de compensation par le Département) pour l'entretien et la gestion de l'ensemble des routes départementales, leurs dépendances et accessoires sur le territoire géographique des 33 communes de l'Eurométropole de Strasbourg.

Ces infrastructures représentent :

- 223 kilomètres de voirie (192 kilomètres de routes départementales sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg et 31 kilomètres de routes sur celui de la Communauté de Communes « les Châteaux ») ;
- les dépendances et accessoires, liés à la conservation et à l'exploitation de la route tels que les talus, murs de soutènements, la signalisation, les pistes et bandes cyclables implantées sur le domaine public routier, etc ;

- 145 ouvrages d'arts ;
- 74 kilomètres de pistes cyclables, y compris les pistes inscrites sur les chemins de halage des canaux de la Marne au Rhin (19 kilomètres) et du Rhône au Rhin (14,5 kilomètres), pour lesquelles l'Eurométropole de Strasbourg est substituée aux droits et obligations du Département fixés par les conventions de superposition de gestion conclues entre le Département et Voies Navigables de France.

L'entretien curatif des chaussées, dépendances et accessoires des ex-routes départementales a généré une dépense de 674 k€ en 2017.
Les travaux d'entretien préventif réalisés en 2017 sur les ex-routes départementales ont générés une dépense de 1,1 M€. Ces opérations ont permis de renouveler les revêtements (en enrobés ou en enduits superficiels d'usure) de 6,5 kilomètres de voies.
Le Centre Technique intervient en soutien des forces de l'ordre ou des services de secours lors d'interventions hors agglomérations. En 2017, 115 interventions ont été assurées dont 46 en heures ouvrées et 79 en dehors des heures de travail.

Équipements de la rue (dépenses 2017 hors projets de proximité : 2 900 000 € TTC)
Le département des Équipements de la rue, au-delà des opérations d'entretien courant du mobilier urbain, de la signalisation horizontale, verticale et du jalonnement, a mené en 2017 par cinq actions particulières :

- la poursuite de la campagne d'entretien préventif du marquage (880 000 € TTC) ;
- la mise en place du panneau d'entrée d'agglomération en venant de Kehl : « STRASBOURG STRASSBURG STROSSBURI» ;
- la mise en place du jalonnement touristique au centre-ville de Strasbourg ;
- la mise en place des panneaux « Strasbourg patrimoine mondial UNESCO » sur autoroute ;
- le marquage d'une partie du réseau cyclable Vélostrass.

Un nombre très élevé d'interventions curatives portant sur le mobilier urbain et la signalisation verticale : 2 920 opérations de réparation ont ainsi été menées en 2017.

Gestion du domaine public

Chiffres clés
3 718 demandes de travaux sur l'espace public ont été réalisées en 2017, réparties comme suit :
- 513 Demandes d'Intention de Travaux ;
- 3 205 Demandes d'Accord Technique.

En ce qui concerne les marchés de réfection de fouille, le département de gestion du domaine public routier a réalisé en 2017 pour 854 734 € TTC de travaux après intervention de gestionnaires de réseaux :
- des travaux des réfections de voirie (réfection de trottoirs et/ou de chaussée) pour un montant de 618 093 € TTC en fonctionnement ;
- des travaux des réfections de voirie (réfection de trottoirs et/ou de chaussée) pour un montant de 236 641 € TTC en investissement, travaux refacturés aux gestionnaires.

Dans ce cadre, le département a par exemple réalisé la reprise complète des trottoirs des rues Monseigneur Raess, du Chanoine Speich et du Père Umbricht (103 661 € TTC) à Strasbourg et celle de la rue de Dachstein (52 883 € TTC) à Lingolsheim.

Études sur le domaine public
En 2016, le département de gestion du domaine public routier a étudié puis émis des prescriptions et avis sur 390 documents d'urbanisme, dont 302 Permis de construire.

Ingénierie et gestion du patrimoine
- processus MOA Gestionnaire :
  - 20 intégrations de voirie dans le domaine public routier ;
  - 8 avis sur des permis d'aménager avec création de voirie à rétrocéder ;
  - 20 participations à des CTMO ;
  - 15 remises d'ouvrages ;
  - 76 réponses faites aux demandes d'éléments de programme ;
  - 39 cahiers des charges analysés.
- PAVE : maintien sous QGIS de la base de données cartographiques des anomalies sur l'espace public concernant les PMR (70 935 anomalies au total) **;**
- ingénierie du patrimoine :
  - création et renseignement d'un attribut en et hors agglomération dans la base de données, suite à l'intégration des routes départementales au 1er janvier 2017 ;
  - création d'un répertoire « rues » spécifique pour le Service ;
  - finalisation du guide GEPUR ;
  - refonte de la procédure de MOA simplifiée pour les projets de proximité avec MOE.
- tableaux de suivi du service voies publiques : création des suivis budgétaires Centre Technique, éclairage public et PROJ ;
- Plan de Gestion : finalisation des premières versions des plans de gestion en voirie, signalisation horizontale, jalonnement et éclairage public.

6. Qualité

Recensement des risques et des parties intéressées en vue de la certification ISO 9000 version 2015 passée en juin 2017.

7. Service espaces verts et de nature

Plantations
En ce qui concerne l'espace public, 200 arbres ont été remplacés en 2017 dans les différentes communes :
- 117 arbres abattus, 104 plantés à Strasbourg sur divers site et notamment un tronçon entier de voie replanté. 12 arbres quai Schoepflin (dans la continuité des 18 plantations de l'année dernière), 6 arbres replantés Place de Haguenau et 10 replantations allée Kastner ;
- 124 arbres abattus et 97 plantés dans les communes sur divers sites, dont un projet de replantation de 15 arbres sur un tronçon de voie rue de Lorraine à Schiltigheim.

Gros entretien

200 arbres de l'Avenue de la Robertsau ont été re-calibrés. Dans le cadre de l'objectif de réduire les tailles architecturées au profit d'arbres en port libre, 100 arbres de la rue de L'Ill ont été « relâchés ».
La taille architecturée a concerné 135 sites et 5000 arbres taillés à Strasbourg, 15 sites et 255 arbres dans les communes, ainsi que 220 arbres en bordure des voies tram à Schiltigheim/Bischheim.

Nouveaux patrimoines
L'inventaire du patrimoine arboré a été réalisé sur les communes de l'ex communauté de communes des Châteaux, dénombrant 441 arbres. Une trentaine d'arbres ont nécessité une sécurisation ou un abattage immédiat. Ils seront replantés en 2018.
De même, 3500 arbres longeant les ex-routes départementales de l'Eurométropole ont été intégrés au patrimoine et pris en charge par le service.

DIRECTION DE LA CONSTRUCTION ET DU PATRIMOINE BATI

1. Le service Ressources et administration générale

Le service Ressources et Administration Générale de la Direction de la Construction et du Patrimoine Bâti regroupe 3 départements et 1 cellule recettes d'investissement.

1.1. Le département affaires générales et ressources humaines (AGRH)

Sa mission est d'accompagner les agents et la hiérarchie sur les différents volets des ressources humaines et d'apporter une aide aux réflexions organisationnelles de la Direction.

1.2. Le département budget et comptabilité (DBC)

Ses principales missions sont :

- d'assurer la gestion financière et administrative des marchés ;
- d'établir les mandats de paiement en lien avec le service de la comptabilité centrale ;
- d'élaborer la programmation budgétaire en collaboration avec les services concernés ;
- d'établir les documents budgétaires (programme pluriannuel d'investissement, budgets primitif et supplémentaire, décision modificative) en lien avec la direction des finances et les directions thématiques.

1.3. Le département marchés publics (DMP)

Ses missions sont :

- de gérer les procédures de consultations formalisées et adaptées qui sont nécessaires à l'exécution des projets pilotés par la Direction (rédaction, attribution et notification des marchés) ;
- d'accompagner les chefs de projets dans la gestion de leurs procédures de passation et de suivi des marchés ;
- d'assurer le suivi des marchés par l'établissement et la notification d'actes d'exécution (avenants, déclarations de sous-traitance, suivi des marchés fractionnés) ;
- d'assurer une veille juridique en coordination avec le service des Achats et de la Commande publique.

1.4. La cellule recettes d'investissement

Ses missions sont :

- de piloter les recettes d'investissement de la collectivité ;
- de gérer et suivre le processus opérationnel d'investissement pour les projets dont les crédits sont délégués à la Direction de la Construction et du patrimoine bâti.

2. Le service gestion et inventaire du patrimoine bâti (GIPB)

Ce service patrimonial a pour missions principales :

- la gestion locative du patrimoine privé et public de l'Eurométropole ;
- l'optimisation de l'usage de ce patrimoine en suscitant des mutualisations ;
- la maîtrise des coûts de fonctionnement ;
- l'administration de la base de données patrimoniale ;
- le développement d'une vision stratégique à moyen et long terme par la mise en œuvre des schémas directeurs immobiliers ;
- la recherche de sites ;
- le pilotage du mandat de gestion du patrimoine privé et le contrôle sur le prestataire ;
- la définition, le suivi et la mise en œuvre des plans patrimoine de l'Eurométropole.

2.1. Le département Gestion du patrimoine

Ce département a en charge la gestion du patrimoine immobilier à usage public et privé de l'Eurométropole, hors patrimoine thématique.

Il est le correspondant privilégié des occupants pour les relations courantes. Il assure la gestion administrative, juridique et fiscale des baux et conventions d'occupation ainsi que l'entretien des biens relevant de la pleine propriété ou de copropriétés.

2.2. Le département inventaire et valorisation du patrimoine

Ce département s'articule autour des 3 missions suivantes :

La base de données patrimoniales. Cette mission porte sur l'administration et l'adaptation de la base de données patrimoniales répondant aux divers besoins liés à la gestion immobilière et au suivi des travaux du patrimoine de la collectivité ;

Le suivi et la mise en œuvre du plan de cession du patrimoine. La cellule plan patrimoine a pour mission de :

- préparer, piloter et exécuter les plans patrimoine bâti de l'Eurométropole ;
- développer une vision stratégique du patrimoine à moyen et long terme en contribuant à la mise en œuvre des schémas directeurs immobiliers ;
- présenter les propositions de cession d'actifs immobiliers.

Le suivi des mandats de gestion locative et de maîtrise d'ouvrage déléguée des travaux du patrimoine privé de l'Eurométropole.

Patrimoine en 2017	**Eurométropole**
Nombre total bâtiments	186
Surface m²	89 600
Recettes Loyers annuels	1 556 000 €
Dépenses travaux	771 000 €

3. Le service maintenance bâtiment (SMB)

Les missions du service maintenance bâtiment sont :

- la maintenance du patrimoine bâti ;
- la sécurité du patrimoine bâti ;
- l'optimisation de la gestion des équipements énergétiques ;
- la conception et gestion des marchés transversaux ;
- l'astreinte 24h/24 – 365jours/365 ;
- la logistique « fluides » des animations et festivités (sonorisations, branchements).

La maintenance technique

Bilan global : 10 562 interventions pour un montant de 11,164 M€ TTC

4. Les services opérationnels de la construction (SOC)

Pour le service des constructions enfance, éducation et sport

L'Eurométropole de Strasbourg poursuit les investissements dans ses équipements sportifs avec la restructuration du gymnase du Stockfeld et la poursuite du plan piscine à Hautepierre avec la restructuration de cet équipement métropolitain.

Par ailleurs, l'Eurométropole met en œuvre le programme de la ZAC (Zone d'aménagement concerté) du Danube en construisant l'école maternelle du Danube, équipement innovant dans la mesure où il regroupe des logements et une école, sous le mandat de maîtrise d'ouvrage de la collectivité.

Pour le service des constructions culturelles, sociales et administratives

L'année 2017 a vu l'achèvement de plusieurs chantiers structurants :

- remplacement du monte-charge et rénovation du patio du bâtiment abritant le service de Maintenance des bâtiments et le service de l'Eau sur le site de la Fédération;
- extension du cimetière d'Eckwersheim ;
- restructuration de la déchetterie d'Ostwald.

Plusieurs travaux d'aménagement ont été réalisés, pour améliorer l'accueil du public :

- création d'un espace de médiation numérique à la Médiathèque d'Illkirch ;
- restructuration de l'espace d'accueil devant la salle du Conseil au Centre administratif.

Pour améliorer les conditions de travail des agents à la Fédération :

- restructuration de l'atelier de menuiserie SMB dans le cadre du regroupement des régies;
- création d'une cabine de peinture pour les ateliers de l'Opéra.

Le service a poursuivi le chantier de restructuration et extension du Centre Technique de l'Assainissement pour une livraison en 2018 et engagé la seconde phase de réfection des terrasses du Centre administratif.

Enfin, l'activité a, pour l'année 2017 encore, conduit à l'exécution et/ou l'engagement de plusieurs démolitions dont trois importantes :

- bâtiments désaffectés sur le site St Urbain ;
- ancienne gendarmerie de Schiltigheim ;
- ancienne usine route du Petit Rhin.

5. Le service ingénierie de la construction (SIC)

Le service Ingénierie de la construction a pour mission :

- de réaliser des études de faisabilité et de programmation ;
- d'assurer les expertises des études réalisées en maîtrise d'œuvre externe ;
- de réaliser des études en maîtrise d'œuvre interne ;
- de garantir la transversalité dans les approches techniques, économiques, fonctionnelles et environnementales des projets suivis par les trois services opérationnels ;
- de développer des méthodes et protocoles internes ;
- de mettre à jour au fil des opérations les plans des bâtiments du patrimoine de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg;
- d'élaborer la stratégie et les objectifs dans le cadre du Plan climat pour le patrimoine bâti ;
- d'effectuer ponctuellement des diagnostics techniques patrimoniaux, des audits énergétiques, des conseils et expertises divers.

Délégation sécurité, prévention et sports

La Délégation Sécurité Prévention et Sports est composée de plusieurs directions et services :

- la Direction de la Police Municipale et du Stationnement ;
- la Direction de la Réglementation Urbaine ;
- la Direction des Sports ;
- la mission sécurité civile ;
- le service Prévention Urbaine ;
- le SIRAC (Service de l'Information et de la Régulation Automatique de la Circulation) ;
- les services ressources / administration générale.

La Délégation participe au maintien de la tranquillité, à la prévention de la délinquance et à la lutte contre l'insécurité routière.
Dans le cadre de l'état d'urgence, elle a été mobilisée pour la sécurisation des évènements et manifestations se déroulant sur le territoire de la ville.
Elle participe également à l'animation de la ville à travers les nombreuses autorisations d'occupation du domaine public qu'elle délivre comme les terrasses, les divers étalages, et par les évènements qu'elle organise tel les marchés, les brocantes, et l'événement Strasbourg Capitale de Noël. Ainsi, pour l'année 2017, près de 1 800 manifestations de toutes natures ont été organisées sur la voie publique.

La Direction des Sports a pour mission de développer les animations sportives et de loisirs, d'assurer la gestion des ressources et du patrimoine sportif, d'assister les territoires et de soutenir les manifestations sportives et de mettre en œuvre d'une façon générale la politique sportive de la ville.

Cette direction, notamment le service Patrimoine Sportif, a été sollicitée pour la sécurisation de l'ensemble des manifestations de grande ampleur et notamment pour la pose de barriérages.

SERVICE PREVENTION URBAINE ET CONTRAT INTERCOMMUNAL DE PREVENTION ET DE SECURITE DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Pilier opérationnel de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance, le service Prévention urbaine est au cœur du dispositif partenarial dans les domaines de la prévention de la délinquance et de la tranquillité publique sur le ressort de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg. Son chef est également coordonnateur du contrat intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance et de la radicalisation.
Le dispositif conserve un volet très opérationnel dans le but de partager les problématiques rencontrées sur les territoires et d'apporter des réponses concrètes et adaptées.

1. Service Prévention urbaine

1.1. Cellule Informations & statistiques

Elle veille à la centralisation et à l'analyse des données en provenance des services de l'Eurométropole, et des partenaires membres de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance (Police nationale, Gendarmerie, Éducation nationale, bailleurs, transporteurs). Elle assure un rôle de relai auprès des acteurs compétents dans le cadre du suivi des signalements et problématiques en lien avec la sécurité et la tranquillité publiques.
La cellule veille ainsi au suivi d'outils spécifiques :

- courriers de doléances de riverains : 105 correspondances émanant de particuliers, d'associations, de professionnels ou de collectifs citoyens (volume stable par rapport à 2016). Elle apporte ponctuellement un appui aux directions de territoire sur des courriers arrivant directement chez les adjoints de quartiers ;
- pétitions : 7 signataires concernant l'occupation illicite d'une maison désaffectée à Schiltigheim et 28 signataires dénonçant des nuisances sonores nocturnes place Pétrarque à Hautepierre) ;
- comptes rendus d'incidents (CRI) : 449 CRI réceptionnés en 2017 (+ 28 % par rapport à 2016). Les atteintes aux agents sont en augmentation par rapport à 2016, avec 152 faits contre 128 en 2016 (+ 19 %) ;
- fiches mensuelles ambiance quartier.

Elle anime des instances de coordination :

- cellule coordination sécurité Strasbourg (CCS) : en moyenne 20 réunions par an, associant la Préfecture, la Police nationale, l'Éducation nationale, les bailleurs, la C.T.S. et les directions et services internes de l'Eurométropole ;
- réunions thématiques spécifiques (quartiers, conseils citoyens).

Enfin, elle pilote la mise en place du dispositif spécifique pour la nuit de la Saint-Sylvestre (réunions de coordination des acteurs, physionomie de la délinquance, outils cartographiques, éléments de prévention situationnelle, accompagnement des animations de fin d'année, élaboration du livret de synthèse).

1.2. Département Interventions opérationnelles

Il est en charge du Centre de vidéoprotection (CSV) : 2 cadres et 21 opérateurs, 24/24h.
Le CSV est intervenu en 2017 pour :

- 6 586 transferts d'images en direct ;
- 702 signalements ;

- 2 688 visionnages ;
- 641 réquisitions d'images par la Police/Gendarmerie nationale.

Le Comité d'éthique vidéoprotection de l'Eurométropole, dans sa nouvelle configuration, se réunit semestriellement.
Le département apporte son expertise en termes de vidéoprotection et de télésurveillance aux communes, aux partenaires et aux services de la collectivité.
Il assure la gestion et le suivi de la télésurveillance pour près de 400 sites de l'Eurométropole. Le CSV a été sollicité en 2017 pour :

- 3 395 remontées d'alarmes ;
- 915 recours à une société de gardiennage pour effectuer une levée de doute ;
- 164 appels à la Police municipale de Strasbourg pour effectuer une levée de doute.

Par ailleurs, le service réceptionne les alertes en cas d'appui sur un bouton anti-agression par un agent (122 boutons reliés en 2017), et initie le déplacement des équipes de la Police municipale pour des levées de doute et intervention si besoin.

1.3. Département Prévention situationnelle

Créé en 2013, il intègre l'ensemble des missions de prévention situationnelle :

- établissement d'études et démarches générales concernant des écoles et des établissements de petite enfance : actualisation de fiches réflexes, participation, suivi et analyse d'exercices de confinement, préconisations d'affichages. Ces demandes d'interventions et de suivis spécifiques sont en hausse, notamment en lien avec le risque terroriste ;
- établissement de diagnostics de sécurité, réalisés en amont de tout risque de survenue d'actes malveillants à l'encontre des agents et biens matériels (bâtiments, espace public de la collectivité) :
    - des audits sur équipements existants : 20 diagnostics particuliers ou thématiques en 2017 (mairies de quartiers, établissements scolaires et de petite enfance) ;
    - des avis sur les projets présentés en Comités Techniques Maîtrise d'Ouvrage (CTMO) : participation à 9 réunions de travail et établissement de 19 fiches d'instruction (avis sur cahiers des charges et projets) ;
    - des avis dans le cadre des sous-commissions relatives aux Études de Sûreté et de Sécurité Publique (ESSP - instruction préfectorale) : participation à 10 réunions de la sous-commission départementale de sécurité publique ;
- mise en œuvre de mesures visant à rétablir, après commissions d'actes malveillants, la sécurité des personnels et du public, ainsi que la sûreté des installations de la collectivité ;
- veille concernant les occupations illicites de l'espace public ;
- renforcement de l'information des élus et recueil des problématiques en termes de sécurité et de tranquillité publiques des communes de l'Eurométropole ;
- mise en œuvre du dispositif de sécurisation des manifestations en lien avec les services de la préfecture.

Le département suit également les commissions d'exclusions temporaires d'usagers contrevenant aux règlements internes : piscines (11 commissions en 2017 – 33 exclusions allant de 15 jours à 1 an), centres médico-sociaux (3 commissions en 2017 – 5 exclusions allant de 3 à 9 mois).

1.4. Département Actions partenariales : actions menées dans le cadre du Contrat Intercommunal de Prévention et de Sécurité et de lutte contre la radicalisation

Il assure le suivi d'une quinzaine de lignes d'actions inscrites au Contrat Intercommunal de Prévention et de Sécurité (CISPDR), notamment :

- suivi des animations de fin d'année ;
- Maison de la Justice et du Droit ;
- mesures alternatives à l'incarcération : Travail d'intérêt général (TIG), responsabilisation, réparation pénale;
- dispositif Téléphone Grave danger (lutte contre les violences intrafamiliales) ;
- odyssée citoyenne (25 classes issues des écoles primaires de l'Eurométropole) ;
- médiations de proximité ;
- prévention et sécurité dans les immeubles d'habitat social ou envers les personnes en errance sur la voie publique ;
- lutte contre les phénomènes d'addiction (suralcoolisation, toxicomanie sur l'espace public) ;
- gestion du dispositif des Ville Vie vacances (VVV) : 102 projets ont été soutenus en 2017. Ce dispositif a été transféré à la mission contrat de ville en 2018 avec les crédits affectés ;
- Journées éducatives et citoyennes : Référent du Centre Loisir-Jeunes (CLJ) de la Police nationale, le service Prévention urbaine a accompagné la réalisation des Journées citoyennes *« Educap city »* et *« Raid nature »* qui ont touché, en 2017, plus de 1 500 enfants de classes primaires et collégiens.

Cellule relations aux associations

Elle est en charge de l'ensemble des relations aux associations œuvrant pour la tranquillité publique et l'aide aux victimes. Elle instruit les demandes de subventions en lien avec la Politique de la Ville et suit l'ensemble des délibérations du service Prévention urbaine. Elle contribue à la préparation budgétaire, au suivi des ressources du service et des marchés, à la rédaction des conventions avec les partenaires.

Les médiateurs : agents de terrain et de proximité

Trois personnels assurent des missions de :

- tranquillité sur l'espace public : repérage des dysfonctionnements techniques (propreté, éclairage, encombrants) et humains (regroupement, nuisances sonores, suivi des alertes et remontée d'information) ;
- veille territoriale : prévention de la délinquance au centre-ville et QPV avec 104 tournées vie nocturne en centre-ville, soutien ponctuel aux équipes d'éducateurs sportifs dominicales du service des sports, 90 points de passages par semaine dans les quartiers durant l'année 2017 (dont écoles, gymnases, parcs, équipements et lieux publics, installations de vidéoprotection) ;
- contribution au diagnostic de territoire et participation aux projets du service et des territoires (place Arnold, place des Colombes, gymnase Guynemer, gymnase Hohberg).

Par ailleurs, en 2017 :

- remontée de plus de 300 signalements ;
- échanges d'information via l'espace collaboratif *sharecan ;*
- soutien et présence aux évènementiels sensibles : 14 juillet, fête de la musique, une dizaine de fêtes de quartiers et fêtes des voisins, concerts, nuit de la Saint Sylvestre.

2. La stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance et de la radicalisation de l'Eurométropole de Strasbourg

Depuis le 1er janvier 2017, cinq communes ont rejoint l'Eurométropole de Strasbourg et sont donc membres de la Stratégie territoriale (Achenheim, Breuschwickersheim, Hangenbieten, Kolbsheim et Osthoffen). S'inscrivant dans la Stratégie nationale de sécurité et de prévention de la délinquance 2013-2017, des lignes d'actions sont structurées autour des trois grandes priorités nationales et bénéficiant de financements FIPD (Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance) et/ou MILDECA (Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue et les Conduites Addictives) : programmes d'actions à l'intention des jeunes exposés à la délinquance, amélioration de la prévention des violences faites aux femmes, des violences intrafamiliales et de l'aide aux victimes et enfin amélioration de la tranquillité publique.

Gouvernance de la stratégie territoriale de prévention de la délinquance

La stratégie territoriale s'intègre dans le Contrat de ville. Au-delà de l'évaluation annuelle, les actions sont réinterrogées annuellement par les Grands pilotes (ensemble des représentants des partenaires, dont la préfecture, la police nationale, la gendarmerie, l'éducation nationale, la justice), en fonction de la réalité de la tranquillité publique, mesurée au travers d'indicateurs fins et telle que perçue par les acteurs de terrain et les habitants via des dispositifs spécifiques (cellules de veille, cellules tranquillité urbaine de quartier, cellule de coordination sécurité, cellules Zone de sécurité prioritaire (ZSP), cellule de suivi des phénomènes de radicalisation, etc.).

L'année 2017 a confirmé la mobilisation des partenaires en termes de maintien de la qualité du partenariat pour des réponses concertées répondant aux enjeux de la stratégie territoriale, et ce malgré la sortie de l'état d'urgence.

Les instances formelles se sont réunies :
- CISPDR plénier : 26 janvier et 23 novembre 2017 ;
- CISPDR restreint : 7 septembre 2017 ;
- réunion des Grands pilotes : 16 juin 2017.

Chaque instance formelle donne lieu à rédaction d'un relevé de décisions transmis aux membres des instances. Le bilan complet de la stratégie territoriale est remis chaque année aux membres du CISPDR.
Le coordonnateur du CISPDR, dont le poste est cofinancé par l'Eurométropole et par l'État (FIPD), garantit le suivi, la cohérence et l'évaluation annuelle de la stratégie territoriale. Il assure le secrétariat général du Contrat et des instances.

Bilan des actions de prévention et de sécurisation (CISPDR)

Axe 1 : Protection des mineurs et prévention de la délinquance
- accueil des élèves de 3ème issus des quartiers sensibles dans les institutions partenaires, avec une articulation engagée avec le Contrat de Ville ;
- lutte contre les violences scolaires, notamment sous le prisme de la mise à jour des Plans particuliers de mise en sûreté dans les écoles au regard de la circulaire du 29 juillet 2016 sur la sécurisation des établissements scolaires ;

- sensibilisation à la citoyenneté, avec 25 classes d'écoles élémentaires (657 élèves) de l'agglomération strasbourgeoise, dont 14 situées en quartiers prioritaires de la ville (QPV), sur l'édition 2016-2017 de *l'Odyssée citoyenne*.

Axe 2 : Prévention des facteurs de rupture

Les questions de tranquillité publique et de lutte contre les conduites addictives ont conduit les partenaires à renforcer leurs actions de prévention, mais aussi de contrôle et de verbalisation par les services de Police nationale, Gendarmerie et de la Police municipale de Strasbourg (nuisances sonores, consommation d'alcool sur la voie publique).

L'Équipe mobile de prévention des risques, dans le cadre du partenariat avec *La maison des Adolescents*, a rencontré 2 086 personnes en 2017 sur trois grandes manifestations : Ososphère (deux soirées), Festigays et la Fête de la Musique (1 400 passages et 675 entretiens réalisés).

La Maison de la Justice et du Droit, située au cœur de la cité Spach, a pour objet d'assurer une présence judiciaire de proximité et concourt à la prévention de la délinquance, à l'aide aux victimes et à la réduction des inégalités d'accès au droit. Ces missions d'accueil visent à apporter, en particulier pour les plus démunis, un soutien matériel, moral et juridique immédiat. 5 212 personnes ont été reçues en 2017. Les deux agents d'accueil ont répondu à près de 8 000 appels. Un conseil de maison s'est tenu en novembre 2017 avec l'ensemble des partenaires sous la présidence des chefs de juridiction, le Procureur de la République et le Président du Tribunal de Grande Instance (TGI).

La convention de partenariat a été mise à jour et signée en avril 2017.

La Maison des Adolescents, engagée dans des actions de prévention et d'accompagnement des personnes confrontées à la radicalisation violente, a reçu plus de 1 200 jeunes dans la structure en 2017, dont 900 primo-accueillis.

Axe 3 : Prévention de la récidive

Depuis 2004, le juge d'application des peines peut, en conversion d'une peine d'emprisonnement ferme inférieure ou égale à 6 mois, prononcer un sursis avec l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général (TIG). L'offre TIG s'est élargie en 2017 au sein des services de l'Eurométropole avec 20 163 heures déployées (soit 11 ETP pour la collectivité) et 223 personnes accueillies (dont 33 mineurs). 74 % des dossiers traités (279) (via ½ ETP de cadre A) ont donné lieu à une exécution de mesures. À ce jour, 81 places sont ouvertes (17 de plus qu'en 2016), sur 8 sites.

Axe 4 : Contribution à la tranquillité publique

En 2017, les médiateurs ont effectué plus de 300 signalements, échanges d'informations, 104 « tournées de vie nocturne » en centre-ville, avec 90 points de passage par semaine dans les quartiers.

Le service a suivi l'arrivée du tram à Kehl en avril 2017 et s'est mobilisé sur les axes dégagés par le Groupe d'experts transfrontaliers à la suite de la tenue du Forum *Prospectives sur la prévention et la sécurité transfrontalières dans l'Eurodistrict* en septembre 2016. Dans le cadre d'une approche croisée, les parquets français et allemand ont signé un accord local pour coordonner les procédures.

Axe 5 : Sécurisation des espaces publics

En matière de sécurité routière, 10 358 enfants ont été formés en 2017 dans les centres d'éducation routière de l'Eurométropole.

Le renforcement des mesures de sécurisation sur le territoire ont mobilisé les partenaires autour des enjeux de prévention situationnelle.

Les actions de lutte contre l'usage détourné des pétards et la prévention des risques liés à l'usage des pétards ont été reconduites en 2017, au travers de la sensibilisation des élèves de classe de quatrième de l'ensemble des collèges du département du Bas-Rhin et d'une vaste campagne d'information. Des opérations de contrôle ont été menées, notamment sur les derniers jours de l'année et ont amené la saisie de 190,32 kg (Zone de responsabilité de la police nationale, ZPN) et 364,68 kg (Zone de responsabilité de la gendarmerie nationale, ZGN). Le mauvais usage de pétards et articles pyrotechniques a fait 33 victimes dans la nuit du 31 décembre au 1er janvier, dont 12 avec des séquelles définitives, essentiellement aux mains et aux yeux. 10 mineurs ont été victimes d'accidents liés à l'usage des pétards, avec une moyenne d'âge globale des victimes de 22 ans.
En matière de vidéoprotection, au 31 décembre 2017, la ville et l'Eurométropole de Strasbourg comptent 572 caméras reliées au Centre de supervision vidéo (CSV) : 356 visualisent la voie publique et 216 concernent des lieux ouverts au public, dont 85 pour le stade de la Meinau. En 2017, la commune de La Wantzenau a été nouvellement équipée en vidéoprotection.
L'activité du centre de supervision vidéo de l'Eurométropole est en hausse par rapport à 2016.

Axe 6 : Sécurisation des transports publics
Les actions 2017 ont tenu des orientations prévues pour cet axe, à savoir :
- l'intégration par les transporteurs des mesures de la loi n° 2016-339 du 22 mars 2016 relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs dans le plan d'action ;
- la réalisation, en tant que de besoin et en fonction des diagnostics effectués par les opérateurs de transports, d'actions contre le harcèlement sexiste.

Par ailleurs, une attention particulière a été portée sur l'agrégat «violences sexuelles», dans le cadre de la mise en place du plan de lutte contre les harcèlements et les violences sexistes et au suivi de l'ensemble des agrégats dans le cadre de l'ouverture de la nouvelle ligne de tram vers Kehl (traversée nocturne transfrontalière, création d'un glossaire franco-allemand pour les forces de l'ordre).

Axe 7 : Aide aux victimes
Cet axe porte sur l'accès aux droits et la prévention des violences intrafamiliales avec, notamment, le dispositif Téléphone Grave Danger, sous le pilotage du Procureur de la République (21 dispositifs opérationnels).
Le Point Accueil Victimes, situé à l'Hôtel de Police, a accueilli 752 usagers en 2017 et réalisé 1 234 entretiens par une assistante sociale dédiée, en partenariat avec la psychologue du ministère de l'Intérieur.
Les intervenants sociaux en zone Gendarmerie (ISG) ont, quant à eux, accueilli 2 163 personnes.
La Maison de la Justice et du Droit (MJD) pourrait développer une offre de service élargie dans ce domaine (cf. axe 2).

Axe 8 : Mise en œuvre de groupes de traitement de difficultés spécifiques
Les quatre groupes locaux de traitement de la délinquance (GLTD) sont des dispositifs partenariaux de suivi individuel de mineurs en grande difficulté, pilotés par le Parquet. Ils évaluent dans cet axe du CIPS :
- Hautepierre, Poteries, Koenigshoffen, Cronenbourg (2006) ;
- Neuhof, Port du Rhin, Esplanade (2009) ;
- Meinau, Elsau (2014) ;
- Arc Nord (Schiltigheim, Bischheim, Hœnheim / 2015).

En 2017, 165 situations de mineurs en très grande difficulté ont été suivies.

Par ailleurs, l'instance travaille en concertation avec la cellule « mineurs radicalisés » de la Préfecture. La coordination des instances (secrétariat général) est assurée par le coordonnateur du CISPDR. Pilotée par le Parquet des familles et des mineurs, l'instance croise le suivi des situations de mineurs radicalisés ou de mineurs hébergés dans des familles suivies par la cellule préfectorale relative aux majeurs. Elle se réunit semestriellement et s'appuie sur la dynamique initiale des instances de suivi des mineurs en termes de partage d'informations à caractère confidentiel.
Près d'une centaine de mineurs sont ainsi suivis dans cette instance (cellule départementale Bas-Rhin).

Un GLTD, piloté par le parquet, a été mis en place pour accompagner sur le volet de la tranquillité publique de l'ouverture expérimentale, en novembre 2016, d'une salle de consommation à moindre risque (SCMR). Située dans des locaux attenants à l'hôpital civil de Strasbourg, sa gestion a été confiée à l'association Ithaque.

LA MISSION SECURITE CIVILE

La Mission sécurité civile a en charge les domaines touchant principalement à la sauvegarde des populations et à l'organisation de la réponse opérationnelle des services de la collectivité en situation d'exception.

1. Astreintes et permanences

La Mission sécurité civile centralise les coordonnées des astreintes et des permanences des services intervenant dans l'ensemble des 33 communes de l'Eurométropole. Elle tient à jour le fichier général et y intègre toutes les modifications organisationnelles. Dans ce cadre, elle gère le dispositif spécifique de fin d'année, pour les périodes de Noël et de la Saint Sylvestre, pour lequel elle collecte et synthétise les mesures prises au sein des directions et services.

Afin d'assurer un accès instantané aux permanences et astreintes hebdomadaires de la ville, la Mission sécurité civile a mis en place un espace dédié accessible aux services internes, aux partenaires institutionnels externes et aux communes de l'Eurométropole.

Elle rédige aussi toutes les procédures internes, consignes, fiches réflexes et mémentos destinés aux directeurs de permanence et au poste de commandement de la Police Municipale, et se charge du retour d'expérience en cas d'incident significatif.

Au 1er janvier, la rétrocession des routes du Conseil Départemental du Bas-Rhin à l'Eurométropole de Strasbourg a été réalisée. En lien avec le Service de l'Information et de la Régulation Automatique de la Circulation (SIRAC) et le service Voies publiques, la Mission sécurité civile a contribué à la mise en place de procédures portant sur les modalités d'intervention des astreintes concernées. Par ailleurs, elle a participé à la préparation d'un accord transitoire avec le Conseil Départemental du Bas-Rhin pour la pose de signalisation en cas de déclenchement d'un plan particulier d'intervention dans le Nord de l'Eurométropole.

2. Convention d'objectifs – soutien aux populations

L'Eurométropole de Strasbourg et l'Association Départementale de Protection Civile 67 (ADPC 67) ont conclu en 2015, pour une durée de 4 ans, une convention pluriannuelle d'objectifs portant sur les missions urgentes de sauvegarde et de soutien à la population, à destination des communes de l'EPCI.
Cette convention garantit la mise à disposition de moyens humains, techniques et logistiques, dans un délai défini et suivant une procédure standardisée.
La Mission sécurité civile assure le suivi opérationnel, administratif et financier de ladite convention et se charge de la communication auprès des communes.
Au courant de l'année 2017, l'ADPC 67 a été sollicitée à cinq reprises par les villes d'Eckwersheim, Eschau, Schiltigheim et Strasbourg. Pour chaque intervention, la Mission sécurité civile a rédigé un compte-rendu de mise en œuvre de la convention afin de vérifier que l'ensemble des objectifs ont été respectés.

3. Service Départemental d'Incendie et de Secours du Bas-Rhin (SDIS 67)

La Mission sécurité civile assure la gestion courante et budgétaire de la convention de transfert des services d'incendie et de secours vers le SDIS 67 (de l'ordre de 27 000 000 €/an) et reste l'interlocuteur privilégié entre les services internes et ce dernier.
Elle suit également, au titre de la compétence « secours » transférée à l'Eurométropole de Strasbourg, les projets de réorganisation des sections de sapeurs-pompiers volontaires.

4. Service de l'Information et de la Régulation Automatique de la Circulation (SIRAC)

4.1. Gestion de la mobilité

En 2017, 13 nouveaux carrefours équipés de feux tricolores ont été installés sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. 8 sont liés à l'extension du tramway vers Kehl. Ceci porte à 579 le nombre de carrefours équipés de feux sur l'Eurométropole.

Afin d'améliorer le suivi de la circulation sur l'agglomération, 8 nouvelles stations de mesures et d'analyses de trafic ont été déployées ainsi que 12 nouvelles caméras pour surveiller le trafic.
Pour garantir le fonctionnement optimal des équipements, des travaux importants de modernisation ont été réalisés sur 47 carrefours.
Les informations routières « en direct » sont maintenues sept jours sur sept avec France Bleu, RBS et Dreyeckland, à partir du SIRAC, pour donner en temps réel aux usagers les conditions de trafic et l'occupation des parkings.
Les personnes en situation de handicap visuel bénéficient toujours d'un programme important de déploiement de feux sonores à synthèse vocale. 45 nouveaux feux sonores ont été déployés en 2017 sur l'agglomération.
Dans le cadre des économies d'énergie, le remplacement des feux à lampes par des feux à LED se poursuit. Actuellement, 93% des feux sont équipés de LED et 7% des feux fonctionnent avec des lampes basse tension. L'objectif est de supprimer l'ensemble des feux à lampes sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg pour baisser la consommation d'énergie et réduire les frais de fonctionnement.
Dans le cadre de la lutte contre les risques d'attentats, 7 nouveaux contrôles d'accès par bornes escamotables ont été installés, ainsi que 23 bornes mécaniques pour sécuriser le centre-ville et les abords du stade de la Meinau.
En ce qui concerne l'entretien préventif et curatif des équipements de signalisation dynamique, le service a réalisé en 2017 4 644 interventions.

4.2. Développement numérique

En 2017, les premières conventions d'utilisation des réseaux de l'Eurométropole par les partenaires institutionnels et les opérateurs de communication ont été signées.
Parallèlement, le développement d'un réseau fibre optique sur la ville de Lingolsheim s'est poursuivi, via le principe du fond de concours permettant aux communes de bénéficier d'un soutien financier et technique pour raccorder leurs bâtiments à la fibre optique.

4.3. Sécurité Routière

Les actions de préventions en matière de sécurité routière ont été maintenues malgré la fin des contrats aidés. Ce sont ainsi 10 358 enfants des écoles de l'Eurométropole qui ont pu

bénéficier d'une action de sensibilisation aux dangers de la route. Des actions à destination d'un public adulte ont aussi été organisées comme le stand sécurité routière à la Foire Européenne, ainsi que des opérations dans les lycées pour sensibiliser les jeunes conducteurs. L'opération Permis Vélo a été reconduite en partenariat avec l'Inspection Académique. 440 enfants qui ont pu bénéficier de ce dispositif.
Les actions de prévention pour les cyclistes se poursuivent. L'Eurométropole a ainsi organisé des contrôles techniques et des contrôles lumière en partenariat avec la police Municipale et la police Nationale.

386 accidents corporels se sont produits en 2017, contre 451 en 2016, s'inscrivant dans une diminution globale depuis 2000.

L'alcool étant l'un des causes principales des accidents de la route, l'Eurométropole mène une action de sensibilisation, en proposant aux usagers, lors de diverses manifestations, de découvrir des cocktails sans alcool. Un livret de recettes de ces cocktails est offert aux participants.

4.4. L'Eurométropole, territoire d'expérimentation

Pour améliorer la sécurité des usagers, de nouveaux équipements sont déployés. Ainsi, les communes de Holtzheim et de Fegersheim ont bénéficié de la mise en œuvre de feux « vert récompense » qui permettent de réduire la vitesse des automobilistes.
L'expérimentation des décompteurs piétons se poursuit et 6 nouveaux passages piétons ont été équipés de ce disposif
Les nouveaux coffrets mixtes piétons/vélos expérimentés à Strasbourg sont progressivement déployés sur les nouveaux aménagements cyclables.

Le Service Hygiène et Santé Environnementale

Le service Hygiène et santé environnementale assure, au nom de l'État, le contrôle administratif et technique des règles d'hygiène et de santé environnementale et, au nom du maire, les attributions de ce dernier en matière d'hygiène publique. Ce service est chargé d'étudier et de mettre en œuvre des mesures préventives et curatives ayant pour objet la protection de la santé des populations contre les risques liés aux milieux et modes de vie.
La compétence réglementaire de ce service s'exerce sur le territoire de la ville de Strasbourg, à l'exception de la gestion de la fourrière animale et du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) qui sont de compétence métropolitaine.

1. Le Plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) sur le territoire de la métropole

Ce PPBE 1ère échéance a privilégié parmi ses axes stratégiques la résorption de points noir bruit identifiés au sein d'écoles municipales, ou au sein de logements sociaux sur le territoire de l'Eurométropole, avec le soutien financier de l'ADEME.
Depuis l'approbation du PPBE en 2014, trois structures scolaires (Écoles du Rhin et Louvois à Strasbourg, École Léo Delibs à Schiltigheim) en situation de dépassement des valeurs limites de bruit routier ont fait l'objet de travaux visant à améliorer leurs performances acoustiques. 74 logements sociaux (appartenant à Cus Habitat) sur les 120 retenus dans ce plan ont fait l'objet de travaux concourant à l'amélioration de leurs performances acoustiques.

2. L'exploitation de la fourrière animale et du refuge pour animaux :

La fourrière animale confiée au Groupe Sacpa-Chenil service a pour objet de prendre en charge les animaux en état de divagation sur une durée de 8 jours francs. Si le propriétaire de l'animal n'a pas récupéré son animal, celui-ci est donné gracieusement au refuge pour animaux (SPA) en vue de son adoption.
En 2017 : 1 219 chats, 466 chiens, 351 volatiles divers ont été pris en charge par la fourrière animale soit une hausse de 42 % par rapport à 2016. 483 animaux sauvages (93 % de volatiles) ont transité par la fourrière animale avant de rejoindre le Groupement Ornithologique du Refuge Nord Alsace (GORNA), le centre de soins pour la faune sauvage.

DIRECTION DES SPORTS

La Direction des sports a pour missions de :

- développer des animations sportives et de loisirs ;
- assurer la gestion des ressources et du patrimoine sportif ;
- proposer des programmes d'investissement pluri annuels en matière de rénovation et de création d'équipement sportif ;
- assister les territoires et soutenir les manifestations sportives,
- observer les évolutions liées aux pratiques sportives ;
- mettre en œuvre la politique sportive de la ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg.

Pour assurer ces missions, la Direction des sports est composée de quatre services :

- le service Ressources administration générale ;
- le service Vie sportive ;
- le service Patrimoine sportif ;
- le service Piscines, patinoire et plans d'eau.

1. Ressources administration générale

Le service Ressources administration générale est composé de trois départements :

- ressources humaines ;
- ressources financières et contrôle de gestion ;
- ressources prévention au travail et conditions de travail.

1.1. Le département ressources humaines

Parmi les activités annuelles du département, on peut souligner :

- le recrutement de 4 agents permanents, de 31 agents en CDD pour le remplacement d'agents momentanément absents ou pour du surcroît occasionnel d'activité ;
- le recrutement de 149 agents saisonniers (258 mois) pour le service Piscines Patinoire et Plans d'Eau entre le 8 avril et le 17 septembre 2017 et 4 mois de saisonniers mis à disposition de la piscine de Kehl ;
- l'enregistrement et le suivi des absences des agents de la Direction des Sports ;
- le suivi de la carrière des agents ;
- le suivi des enveloppes budgétaires dédiées aux vacations, saisonniers, CDD et heures supplémentaires ;
- la réservation des hôtels et transports dans le cadre des missions des agents ainsi que le remboursement des frais de déplacements des agents.

Le plan de formation de l'année 2017, au 15/02/18, a représenté 1 748 jours de formation soit 422 actions de formation pour 135 agents de la direction des Sports. Ce plan de formation est consacré d'une part aux formations obligatoires liées aux statuts et missions des agents, et d'autre part aux souhaits des agents et objectifs des services. Une enveloppe d'environ 15 152 € hors Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) a été utilisée en 2017.

1.2. Le département Ressources prévention et conditions de travail

Le département Prévention et conditions de travail est piloté par un conseiller de prévention. Il assiste et conseille les encadrants et les agents dans l'application de la réglementation en

matière de santé et de sécurité au travail, et dans la mise en œuvre des actions en faveur de l'amélioration des conditions de travail.
Est également rattaché à ce département un responsable de magasin en charge de la distribution des effets d'habillement et des matériels de nettoyage, qui conseille et assiste les utilisateurs dans l'utilisation des produits d'entretien.
Dans le cadre des missions relevant de la compétence du conseiller en prévention, les principales actions de prévention réalisées en 2017 sont :

- rédaction et diffusion dans Sport-actus d'un encart dédiée à la santé sécurité et conditions de travail avec comme thématiques abordées en 2017 la reconnaissance au travail, la prévention des risques liés aux pratiques addictives, l'intégration des nouveaux arrivants ;
- bâtiment 38 route de l'Hôpital : élaboration du dispositif d'évacuation des locaux en cas d'alarme incendie : consignes, formation des chargés d'évacuation, exercice ;
- évaluation du risque chimique : utilisation du logiciel SEIRICH pour l'inventaire des produits et l'évaluation des risques liés aux produits relevant de la classification CLP stockés et utilisés pour le traitement de l'eau des piscines. Élaboration de 28 notices de poste affichées dans les piscines.

1.3. Le département Ressources financières

Le département Ressources financières est composé d'une responsable de département, d'un chef de bureau comptable, de deux comptables et d'une contrôleuse de gestion. L'un des comptables est également référent informatique pour la Direction des Sports.
Le département assure la préparation budgétaire pour la Direction des Sports. Dans ce cadre, il fait des propositions de maîtrise de la dépense publique. Le département propose également les arrêtés tarifaires, veille au respect de ceux-ci et évalue le montant des recettes par équipement.

En ce qui concerne les dépenses, le département a assuré la saisie des subventions dans le logiciel Agate et le mandatement de 126 subventions pour un montant de 2 424 612,07 €, soit un montant moyen de 19 242,95 €.
Pour l'année 2017, le délai de traitement des factures de la Direction des sports s'élève en moyenne à 35,22 jours.
Par ailleurs, le Département a assuré le contrôle des régies de recettes des piscines et de la patinoire.

Le contrôle de gestion a reconduit pour la cinquième année les analyses des coûts des piscines et des équipements sportifs. Il a réalisé le suivi des comptes des associations ainsi que les calculs des avantages en nature des associations sportives suivies par la Direction.

La dématérialisation comptable a été mise en place à compter du 1er octobre 2017, en tant que direction pilote. Elle a engendré une modification des procédures internes à la direction, et l'obligation pour les chargés d'affaires et les technicien, de valider le service fait de manière informatique.
Le département finances a également réalisé le suivi des demandes informatiques pour le service ressources et le service patrimoine sportif.

2. Vie sportive

Le service Vie sportive assure le suivi de tous les partenariats existant entre l'Eurométropole de Strasbourg et le sport de haut niveau amateur. Il apporte son soutien aux centres de formation des clubs sportifs professionnels, gère l'utilisation des équipements sportifs métropolitains terrestres, intervient comme soutien aux communes. Il coordonne également les relations transfrontalières sportives, dans le cadre de l'Eurodistrict. En effet, le département Mouvement sportif et territoires gère notamment un Centre de ressources intercommunal apportant une aide logistique (prêt de matériels et engins) ou financière pour les manifestations de dimension intercommunale, ainsi que des conseils et une assistance à maîtrise d'ouvrage aux 33 communes de l'Eurométropole de Strasbourg dans le domaine du sport. Au titre de ses missions, le service a également une cellule « évènementiel sportif » qui intervient sur les grands événements sportifs nationaux et internationaux.

L'année 2017 a été marquée par la réunion de synthèse, aux Internationaux de tennis de Strasbourg, des propositions faites en atelier, et au 2ème semestre, le début d'une tournée des communes destinée à expliquer ces propositions et les confronter à la réalité des différents territoires.

2.1. Le Centre de ressources intercommunal de la Direction des sports

Prêt de matériel technique aux communes de l'Eurométropole
Le Centre de Ressources dispose d'un parc d'engins, de véhicules et de matériels qui peut être mis à disposition des 33 communes de l'Eurométropole, sur demande, pour l'entretien du patrimoine sportif et l'organisation de manifestations sportives.
En 2017, ont été effectuées 4 sorties de matériel et logistique manifestations, notamment grilles et barrières Héras pour Wolfisheim, barrières pour Schiltigheim ou encore Oberschaeffolsheim, ainsi que du matériel d'entretien de terrains extérieurs pour Entzheim (sableuse), Reichstett (nettoyeur de plage), Mundolsheim (défeutreuse tracteur carotteuse), Holtzheim (décompacteur, tracteur), etc.

Le déploiement du dispositif Vitaboucle
Strasbourg compte 9 circuits sur son ban communal et le déploiement s'est poursuivi sur 6 autres communes de première et seconde couronne. Les communes de Vendenheim, Holtzheim, Illkirch-Graffenstaden, Eckbolsheim, Hoenheim et Schiltigheim se sont vues dotées d'un parcours et d'un accompagnement pour la réalisation d'aires d'agrès.
D'environ 29 kilomètres de circuits initiaux sur Strasbourg, le dispositif Vitaboucle compte aujourd'hui près de 125 kilomètres de parcours balisés et une vingtaine d'aires d'agrès.

Le subventionnement des manifestations sportives intercommunales
Pour 2017 ont été retenues les manifestations suivantes :

- Schiltigheim : Euro Mini Champs de Tennis de Table : 12 000 € ;
- Strasbourg : NL Contest : 12 000 €.

2.2. La Cellule Evènementiel sportif

Les grands événements sportifs soutenus par l'Eurométropole en 2017

Une grande majorité des événements soutenus par l'Eurométropole se déroulent au Wacken : au Rhenus (handball, basketball), au Tennis Club de Strasbourg (Internationaux de tennis de Strasbourg). Ces manifestations attirent un public nombreux et sont fortement médiatisées.
L'Eurométropole intervient financièrement, ainsi qu'au niveau des équipements et de la logistique. Le montant des contributions financières est pour l'année 2017 de 816 866 €, soit 258 000 € de subventions et 558 866 € en achats et prestations de services. Ces dépenses sont réparties comme suit :

- courses sur route Strasbourg-Europe: 100 000 € de subvention. 7 épreuves sportives, plus de 12 000 participants et 10 000 spectateurs ;
- Internationaux Féminins de Tennis de Strasbourg, au Tennis Club de Strasbourg : 200 000 € d'achat de prestations et plus de 25 000 spectateurs sur le tournoi ;
- NL Contest au skate park de la Rotonde : 12 000 € de subvention et plus de 27 000 spectateurs sur 3 jours ;
- match de la ligue mondiale de water-polo France Pays-Bas : 10 000 € de subvention. 1 000 spectateurs. Piscine de la Kibitzenau ;
- Champions league de Water-polo (1er tour) avec un plateau exceptionnel (Italie, Turquie, Monténégro). 600 spectateurs/match. Piscine de la Kibitzenau ;
- Euro Tournoi Handball Strasbourg au Rhenus : 50 000 € de subvention, 20 000 spectateurs sur 4 jours ;
- championnats de France de natation Elite : 50 000 € de subvention. 7 jours de compétition de haut niveau au centre nautique de Schiltigheim. 8 000 spectateurs, 600 sportifs, 160 clubs. Excellente couverture médiatique sur BeIn sports et de nombreuses autres retombées médiatiques (France télévisions, Canal+, BFM TV) ;
- gala annuel du ballet nautique de Strasbourg : 2 000 € de subvention, 4 représentations sur 3 jours au centre nautique de Schiltigheim : 4500 spectateurs, 100 ballerines, présence de membres de l'équipe de France ;
- Mercredi de l'équipe de France de judo au Rhenus : plus de 2 000 jeunes judokas présents pour s'entraîner avec 5 athlètes de l'équipe de France et organisation d'une action handisport ;
- les Euro Mini Champs qui réunissent les meilleurs jeunes joueurs de tennis de table venant de toute l'Europe à Schiltigheim. 12 000 € de subvention.

Le sport de haut niveau amateur

L'Eurométropole de Strasbourg verse des subventions aux clubs amateurs dont l'équipe « fanion » évolue au plus haut niveau national ou ayant des athlètes inscrits sur la liste de haut niveau établie par le ministère des sports :

- les équipes de sport collectif évoluant aux deux plus hauts niveaux nationaux amateur : 400 811 €
    - 12 sections sportives : Etoile Noire, SEHB, Team Strasbourg SNS/ASPTT, Rugby club Strasbourg, Strasbourg volley-ball, CJS Geispolsheim, Plobsheim OC, SIG féminine, BC Souffelweyersheim, Alsatia Neuhof, Sporting Club Schiltigheim, ASPTT handball ;
    - représentant 8 disciplines sportives : hockey sur glace, handball, water-polo, rugby, volley-ball, basket-ball, football, handibasket.
- les équipes de sport individuel évoluant dans des disciplines olympiques au plus haut niveau national amateur : 71 304 €
    - 12 sections sportives : Strasbourg Eaux Vives, Strasbourg GRS, ASHPA, SUC Escrime, ASPTT badminton, ASPTT haltérophilie, Team Strasbourg, Ballet

nautique de Strasbourg, Strasbourg agglomération athlétisme, Souffel escrime, Olympia Schiltigheim, SU Schiltigheim ;
    - représentant 10 disciplines sportives : canoë-kayak, gymnastique rythmique, haltérophilie, escrime, badminton, natation, natation synchronisée, athlétisme, lutte, tennis de table.
- les athlètes inscrits sur la liste du Ministère de la Santé, de la Jeunesse et des Sports : 68 athlètes de 31 associations sportives : 31 280 €.
- les athlètes ayant obtenu un titre de champion (France, Europe, Monde) ou ayant été sélectionnés à des compétitions majeures : 11 athlètes évoluant dans 9 clubs : 15 120 €.

Le sport professionnel
Les contributions de l'Eurométropole de Strasbourg aux clubs professionnels et semi-professionnels, au titre de la saison sportive 2016-2017, sont les suivantes :

- **SIG Basket :**
    - subvention pour le fonctionnement du centre de formation : 482 000 € (idem 2015-2016) ;
    - achat de prestations de services : 250 260 € (idem 2015-2016) ;
    - logo sur support de communication et achat de billetterie.

Le montant total de ces aides financières est identique à la saison précédente.

- **le Racing Club de Strasbourg Alsace :**
    - subvention pour le fonctionnement du centre de formation : 475 000 € (soit une augmentation de 175 000 € par rapport à l'année précédente) ;
    - achat de prestations de services : 215 000 € (soit une augmentation de 122 850 € par rapport à la saison précédente) logo sur support de communication et achat de billetterie.

  Ces augmentations sont justifiées par le fait que le club a rejoint le Championnat professionnel en Ligue 2 à l'issue de la saison précédente. Le club a fini à la 1ère place à l'issue de la saison 2016-2017 atteignant ainsi son objectif premier, à savoir la montée en Ligue 1 ;

- **Etoile Noire de Strasbourg :** achat de prestations de services : 70 000 € (idem 2014-2015), logo sur support de communication et achat de billetterie. À l'issue de la saison sportive 2015-2016, le club termine à la 8ème place du classement général de la Ligue Magnus. Pour entamer la saison 2016-2017, le club a souscrit aux obligations de se transformer en Société sportive, démarche que l'Eurométropole de Strasbourg a accompagnée ;

- **Eurométropole Strasbourg Handball :** le club a transformé sa structure en société professionnelle, démarche accompagnée par l'Eurométropole de Strasbourg. Il termine 1er de la poule régionale de N1 en fin de première partie de saison.

3. Patrimoine sportif

Le service du Patrimoine sportif, composé de 106 agents, a pour mission de développer, maintenir, entretenir et exploiter techniquement les équipements sportifs (stades, gymnases, etc) de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, ainsi que la prise en charge de la logistique des manifestations sportives (courses de Strasbourg, Internationaux de tennis, etc). Son organisation repose sur deux départements, Patrimoine bâtiments sportifs et Patrimoine de plein air sportif et sur une mission « Nouveaux équipements sportifs ».

3.1. Les départements du service Patrimoine sportif

Le département Patrimoine bâtiments sportifs

Il assure la gestion du patrimoine, l'entretien, la maintenance et l'exploitation technique des équipements bâtis ; les gymnases, clubs house, vestiaires et piscines. À ce titre, il est l'interlocuteur de la Sous-commission Départementale de Sécurité et d'Accessibilité et l'accompagne lors de ses visites dans les bâtiments de son ressort.

Il assure également le pilotage des opérations effectuées par les entreprises et les autres services de la collectivité dans son domaine de compétence.

Ses agents techniques interviennent dans tous les domaines du bâtiment en liaison avec le service Maintenance Bâtiment. Ils effectuent également l'entretien et le suivi des installations techniques des piscines de l'Eurométropole (traitement de l'eau, chaudières).

Une section « Équipements dédiés » est chargée de suivre les équipements dédiés à des prestataires externes ou mis à disposition des équipes sportives de haut niveau (Rhenus Sport, Patinoire, Stade de la Meinau, et Centre de formation de football).

Le nettoyage et la conciergerie des centres sportifs sont également confiés à une section spécifique.

Les travaux de rénovation des bâtiments sont aussi suivis par ce Département.

Le Patrimoine de plein air sportif

Il a en charge la maintenance, l'entretien et le développement des espaces sportifs extérieurs (stades, tennis, multisports, etc.), ainsi que le pilotage des opérations effectuées par les entreprises et les autres services de l'Eurométropole.

Pour offrir aux usagers des équipements sportifs adaptés et en bon état, les tâches suivantes sont régulièrement effectuées : la tonte, le traçage des terrains, l'arrosage, l'entretien des clôtures, des mains courantes, la maintenance des abords, les visites de sécurité. Les agents de cette section assurent également un soutien logistique aux organisateurs de manifestations (Courses de Strasbourg / Europe, Internationaux de Strasbourg, etc.) par la mise en place de la logistique nécessaire à l'événement et pour la sécurisation de l'environnement.

3.2. Les interventions du service Patrimoine sportif

Le nettoyage des équipements sportifs de l'Eurométropole de Strasbourg

Le nettoyage des équipements sportifs repose sur :

- des équipes d'agents du service pour les équipements extérieurs ;
- des entreprises de nettoyage pour deux équipements : Rhenus sport et le stade de la Meinau) pour un montant global de 179 426 €.

Les équipes d'agents du service effectuent 1 781 heures d'entretien sur les espaces extérieurs.

Les travaux de maintenance et de réparation sur l'ensemble du patrimoine de l'Eurométropole de Strasbourg et préparation de manifestations

Dans le cadre de ses missions, le service fait effectuer de nombreuses opérations sur son patrimoine, par ses propres agents ou par des entreprises :

	Travaux effectués en régie		Travaux pilotés par le Service ou SMB sur demande du Service
	Nombres	Heures	Nombres
Opérations sur espaces extérieurs :	3 351	6 547	85
Opérations sur bâtiments :	-	-	373

La participation logistique aux manifestations sportives de l'Eurométropole

Le service a participé à l'organisation logistique de quelques 153 manifestations réalisées au nom de la ville de Strasbourg et/ou de l'Eurométropole de Strasbourg par la mise à disposition de personnel, de matériel et de barrières.

Pour ce qui est de la sécurisation des manifestations, le service dispose de 1 177 barrières dites Vauban, de 1 131 barrières Heras et de 40 pièces de longrines béton. De plus, 4 200 barrières Vauban ont été louées pour les grands événements.

Quelques exemples de manifestations organisées:

- Courses de Strasbourg ;
- La Strasbourgeoise ;
- NL Contest ;
- Les Internationaux de Strasbourg ;
- L'Euro tournoi de handball.

Le service participe également au dispositif de sécurisation de manifestations non sportives, telles que les festivités du 14 juillet, le marché de Noël, la fête de la Musique ainsi que le Carnaval de Strasbourg.

4. Piscines, patinoire et plans d'eau

Le service Piscines, patinoire et plans d'eau assure la gestion, la surveillance et l'animation des 9 piscines de l'Eurométropole, l'exploitation estivale des plans d'eau Baggersee et Achard et celle de la patinoire Iceberg.

4.1. Le secteur piscines et plans d'eau

La mise en œuvre du schéma directeur des piscines

La piscine de Hautepierre est fermée pour travaux. La création d'un nouveau bassin nordique de 25 mètres par 25 mètres, et la transformation du bassin sportif en bassin d'activités sont en cours. Les travaux ont été lancés au deuxième semestre 2015 pour une réouverture programmée à l'été 2018. L'objectif initial de livraison en avril 2018 a été respecté.

Quelques points techniques difficiles :

- une procédure en contentieux concernant le carrelage de la piscine de la Kibitzenau Depuis l'ouverture de la piscine de la Kibitzenau, il est constaté plusieurs désordres relatifs au carrelage à la piscine. Une expertise a été ordonnée par le Tribunal

administratif. Outre la recherche des responsabilités, est actuellement recherchée la solution technique la plus appropriée à une résolution durable des désordres rencontrés ;
- une vétusté accélérée des douches de la piscine de Lingolsheim. Une étude a été réalisée par l'architecte. Des travaux seront réalisés durant les vacances de printemps 2018 ;
- la couverture thermique de la piscine du Wacken. Depuis sa mise en service en 2012, la piscine du Wacken connaît régulièrement des problèmes de fonctionnement de l'élévateur de la couverture thermique du bassin sportif. Une opération de travaux complémentaires visant notamment au remplacement complet du système a été validée dans le cadre du Programmation pluriannuelle des investissements (PPI).

Poursuite du service public de la natation
Dès la fin de l'été 2017, différentes actions ont été engagées dans le cadre d'une élaboration concertée du projet d'établissement de la piscine de Hautepierre pour :
- initier une démarche projet ;
- mobiliser l'ensemble des agents du service, mais également des acteurs internes et externes ;
- définir le collectif d'exploitation et co-construire les documents de référence dont le projet d'établissement.

Le projet « bienvenue à Hautepierre » a été engagé avec un mode de gouvernance qui s'appuie sur un comité de pilotage, une équipe projet, trois groupes de travail et des instances ouvertes. De manière concrète, au-delà des multiples réunions techniques organisées pour suivre le chantier, préparer la livraison des différents équipements, etc., les agents du service des Piscines, de la patinoire et des plans d'eau (S3P) ont été conviés à :
- visiter l'équipement : 8 visites ont été organisées qui ont permis à 73 agents volontaires (soit la moitié du service) de découvrir en primeur la piscine ;
- participer à des tables rondes ouvertes (« Stammtisch »), afin de donner leur ressenti, impressions, livrer leurs idées et propositions pour faire vivre cet équipement, faciliter son ancrage territorial;
- candidater pour faire partie du collectif d'exploitation.

Cette démarche s'est accompagnée d'une mobilisation des partenaires du quartier qui a déjà eu comme résultat de permettre à près de 50 acteurs du territoire de découvrir l'équipement. Par ailleurs, différents temps sont programmés pour les sensibiliser à leur rôle de relais vis-à-vis de la population locale et pour les accompagner dans cette démarche.
L'appel à candidatures ouvert pour intégrer la piscine de Hautepierre a permis à des agents de se positionner sur les métiers de Maître Nageurs Sauveteurs (MNS) et de chefs d'équipe. Dans le même temps, les agents des Bains municipaux qui disposaient de compétences, d'expériences et d'appétences pour les fonctions de caisse ont été entendus et il leur a été proposé d'être affectés à la piscine de Hautepierre.
Enfin, dans le cadre de l'appel à mobilité annuel organisé par le service au printemps 2018, certaines nouvelles velléités ont émergé et ont permis de figer le collectif. Ainsi, l'équipe d'exploitation ne sera constituée que de volontaires.

Les données de fréquentation
Tous publics confondus, 1 270 533 entrées ont été enregistrées dans les piscines de l'Eurométropole, soit une baisse de 0,5 % par rapport à 2016. Pour le grand public, 901 409 entrées ont été enregistrées, représentant une baisse de 0,7% par rapport à 2016. Cette baisse est contenue eu égard à une météo particulièrement défavorable rencontrée durant la période estivale 2017.

L'événementiel

Plusieurs événements d'envergure se sont tenus durant l'année 2017 :

- à la Kibitzenau avec les matchs de water-polo en pro A, notamment la finale du Championnat de France (2ème place du team Strasbourg), la Champions League ;
- au Centre nautique de Schiltigheim se sont tenus les Championnats de France de natation en mai 2017, et en fin d'année, le gala du Ballet nautique de Strasbourg s'y est tenu pour 4 représentations durant le week-end.

Des événements et animations exceptionnelles ont été organisés par les éducateurs sportifs du service :

- à la piscine du Wacken : Strasbourg mon Amour, Boot camp, Wacken games ;
- à la piscine de la Kibitzenau : aquapulse ;
- à la piscine de Lingolsheim : Aqua bonnes résolutions.

Les éléments budgétaires

Les données relatives aux coûts d'exploitation ne sont pas consolidées à ce jour.

Concernant les recettes grand public (hors clubs), l'année 2017 est marquée par une poursuite de l'augmentation des recettes d'exploitation (+ 3,95% / 2016). Depuis 2010, l'augmentation est de 120 %.

L'ensemble des clubs résidents a été concerné par le principe de facturation sur l'ensemble de la saison. Pour la saison sportive 2016-2017, des recettes clubs de 864 000 € ont été enregistrées pour l'occupation des lignes d'eau par les associations sportives.

Le dispositif de compensation à la facturation a été reconduit pour cette saison 2016-2017 : 16 clubs sur 50 y sont éligibles. 580 000 € ont été reversés à ces clubs engagés dans une démarche d'apprentissage et de compétition (Fédération française de natation et Fédération française de triathlon).

Les recettes clubs nettes enregistrées sont de l'ordre de 284 000 € pour cette dernière saison sportive. Une réflexion est engagée visant à améliorer le dispositif de facturation aux clubs et poursuivant les objectifs suivants : simplification, lisibilité, cohérence et maintien du niveau de recettes.

Contrôle et amélioration des procédures

L'audit « billetterie » piscines engagé par la Direction de l'audit interne (DAI) a été mené au premier semestre 2017. Les objectifs de la mission sont :

- s'assurer de l'existence d'une gestion sécurisée et efficiente de la billetterie des piscines ;
- évaluer les dispositifs de contrôle interne existants.

Les interlocuteurs de la DAI pendant cette mission sont :

- les agents de 5 établissements (caissiers et régisseurs) ;
- la Direction des sports ;
- le service Informatique ;
- le service Comptabilité / Régie.

Durant le deuxième semestre 2017, l'Eurométropole de Strasbourg a fait l'objet d'un contrôle de la Chambre Régionale des Comptes concernant le plan piscines et la gestion des établissements aquatiques de l'Eurométropole.

4.2. Le secteur Patinoire Iceberg

Au 1er juillet 2016, l'Eurométropole de Strasbourg a repris la gestion en régie de la Patinoire Iceberg, équipement eurométropolitain jusqu'alors géré par Délégation de service public (DSP). L'établissement, datant de 2010, enregistrait en effet des fréquentations en baisse depuis quelques années, et des problématiques de fonctionnement et d'entretien technique ayant mené à la résiliation anticipée du dernier délégataire.
La gestion de l'établissement est ainsi rattachée à la Direction des Sports, service Piscines, patinoire et plans d'eaux (S3P), afin de pouvoir assurer un contrôle et une gestion directe de la collectivité sur la cohabitation des différents publics ainsi que le suivi et la maintenance technique du site.

4.2.1. Plannings d'exploitation

Le 1er volet de la gestion de l'exploitation consistait en la reprise des plannings d'occupation de la glace par les différents publics usagers.
Afin de ne pas perturber le fonctionnement dans des délais courts, il a été convenu que, pour la 1ère saison d'exploitation, les plannings d'occupation de la glace ne feront l'objet d'aucune modification significative en termes de répartition des créneaux. La saison 2016/2017 devait ainsi permettre d'évaluer le fonctionnement de l'exploitation, d'en cerner les enjeux pour chaque type d'usagers et d'analyser les perspectives d'évolutions futures.
Trois périodes de plannings sont à identifier :

- la période scolaire ;
- les périodes de petites vacances scolaires ;
- une fermeture estivale annuelle de 2 mois minimum, sur décision de l'Eurométropole de Strasbourg, afin de réaliser des économies en termes de coûts de fonctionnement, compte tenu des fréquentations faibles enregistrées par les précédents délégataires en période estivale. Cette fermeture annuelle permettra ainsi la réalisation des travaux de maintenance et de remise en état nécessaires au fonctionnement d'un établissement de cette ampleur, et dont l'état général s'est fortement dégradé au cours des dernières années.

Chiffres-clés des plannings
→ 10 mois d'ouverture annuelle dont 9,5 mois pour le grand public et les scolaires, avec une reprise anticipée des clubs dès la mi-août ;
→ 115 heures d'ouverture hebdomadaire sur 2 pistes de glace ;
→ 28h de séances publiques / semaine scolaire, soit 25 % de l'amplitude d'ouverture ;
→ 51h de séances publiques / semaine de vacances, soit 45% de l'amplitude horaire ;
→ 54,5% des créneaux de glace utilisés par les clubs en période scolaire et 38,5 % en période vacances ;
→ une piste sportive utilisée à 100 % de l'amplitude d'ouverture et une piste ludique à 84% (en l'absence de créneaux clubs dès 6h30 le matin).

En période scolaire, l'amplitude hebdomadaire d'ouverture aux différents publics est de 115 heures, 7 jours sur 7, dès 6h30 et jusqu'à 00h30 selon les jours, soit 185h de créneaux glace utilisés sur 2 pistes (hors surfaçages). 28h de créneaux surfaçages soit en moyenne 112 surfaçages hebdomadaires sont prévus (hors spécificité des matches, avec 3 à 5 surfaçages / match). Les clubs sont majoritaires en termes de taux d'occupation des surfaces de glace, avec 54% d'occupation. Le taux d'occupation est de 20,5% pour les séances publiques, 19,5% pour les scolaires et 5,5% pour les activités.
En période de vacances scolaires, l'amplitude hebdomadaire d'ouverture aux publics est de 113 heures, 7 jours sur 7, dès 6h30 et jusqu'à 00h30 selon les jours, soit 180h de créneaux glace utilisés sur 2 pistes (hors surfaçages). 26h de créneaux surfaçages soit en moyenne 105

surfaçages hebdomadaires sont prévus (hors spécificité des matches 3 à 5 surfaçages par match). Les séances publiques sont majoritaires en termes de taux d'occupation des surfaces de glace, avec 41,5% d'occupation. Le taux d'occupation est de 38,5% pour les séances publiques, 6% pour les activités. Les scolaires ne sont bien entendu pas concernés.

4.2.2. Fréquentations

Les taux de fréquentation se répartissent comme suit : 56% pour le grand public, 1% pour l'école de glace, 18% pour les scolaires et 25% pour les clubs.

Grand public : séances publiques et animations (anniversaires)

Un total de 78 378 entrées a été enregistré, soit une moyenne annuelle de 326,5 entrées par jour sur 240 jours d'ouverture au grand public, avec des moyennes plus élevées en période « haute », de novembre à mars. On observe ainsi des pics jusqu'à 577 entrées par jour en février. 65 % des fréquentations relèvent d'un public enfants/jeunes/étudiants.

157 groupes (ALSH/Medico soc., etc.) ont effectué des réservations en 2016-2017, la période d'avant Noël (décembre) et les vacances de février étant particulièrement prisées. L'accueil de ces groupes a généré 5 361,00 € de recettes, hors location de patins. La mise en place d'un protocole d'accueil et de réservation similaire à celui appliqué en piscine a permis de réguler les inscriptions et d'accueillir ces publics dans les meilleures conditions.

Les animations anniversaire sont très demandées, avec 282 animations réalisées. Ces animations sont proposées tous les mercredis après-midis / samedis après-midi / dimanches journée et pendant les vacances scolaires. La formule coûte 12 € par enfant et comprend un goûter (gâteau au choix et sodas) et 45 minutes avec un animateur sur la glace. La location de patins est incluse. Sur 39 semaines d'ouverture, la moyenne est de 7 anniversaires par semaine avec une moyenne de 10,12 enfants par anniversaire. Ces animations ont généré 32 811,00 euros de recettes.

Activités - École de glace Iceberg

La patinoire propose une École de glace d'initiation à la glisse, sur des cycles courts de 12 séances (ou 10 séances en stage vacances scolaires), visant à atteindre un pallier d'apprentissage équivalent aux tests d'initiation fédéraux en vigueur – patin vert, bleu et rouge). À l'issue de ces cycles, les patineurs désireux de se perfectionner sont orientés vers les clubs des sports de glace pour la poursuite de leur apprentissage de la glace.

76 inscriptions ont été enregistrées en 2016-2017, générant une recette de 5 390 euros.

Scolaires

La patinoire accueille des publics scolaires tous les jours scolaires sur des créneaux dédiés. Les établissements primaires et secondaires sont concernés.

Les établissements primaires (maternelles et élémentaires) bénéficient de la gratuité des créneaux (à l'exception des écoles hors Eurométropole de Strasbourg). Les établissements secondaires (collèges et lycées) bénéficient d'une tarification adaptée.

Les scolaires fonctionnent sur des cycles d'enseignement, à raison de 4 cycles sur la saison (cycles de 8 semaines pour les primaires et cycles de 6 semaines pour les secondaires).

La répartition de l'attribution des créneaux entre primaires et secondaires se fait en accord avec les Conseillers Pédagogiques Départementaux (CPD) et Conseillers Pédagogiques de Circonscription (CPC) de l'Éducation Nationale, qui sont eux-mêmes les relais avec l'ensemble des établissements et les garants de la mise en place des plannings d'occupation.

182 classes de 61 écoles, soit 26 020 élèves, ont été accueillis en 2016-2017, pour une moyenne de 35 élèves par classe. Les établissements primaires sont majoritaires avec 16 545

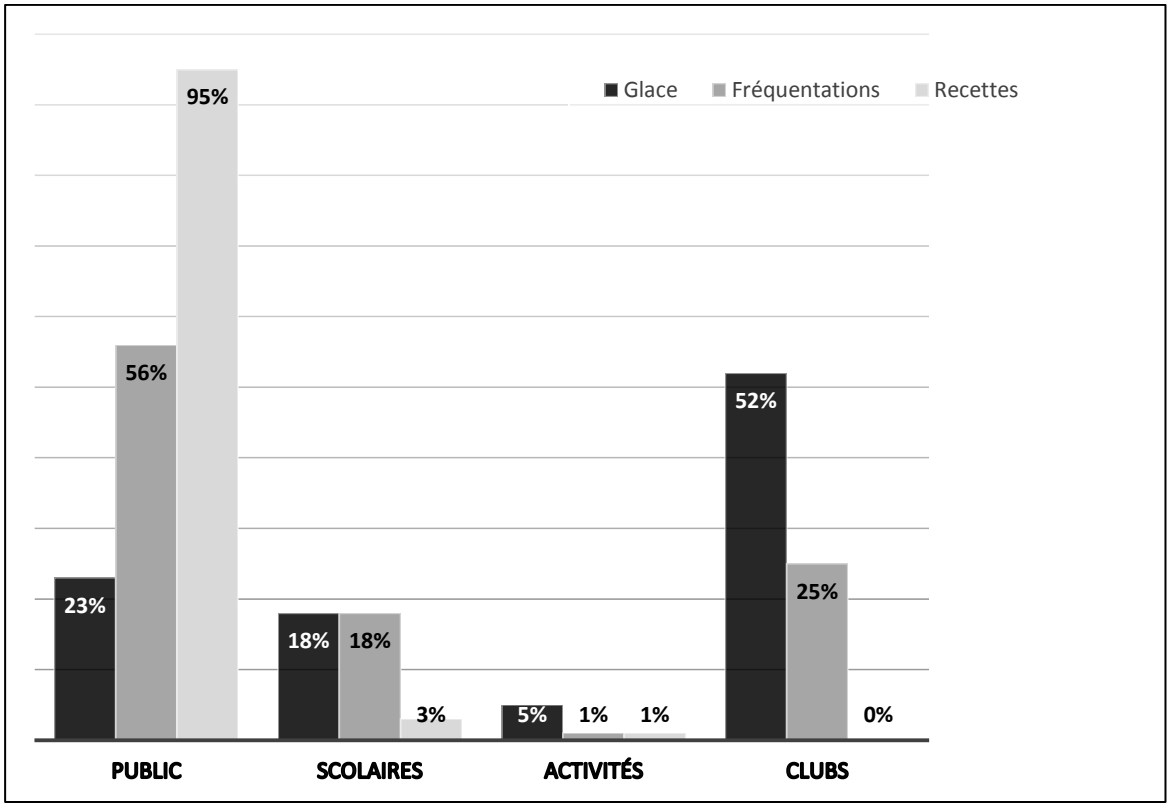
élèves. L'accueil des établissements secondaires, qui ne bénéficient pas de la gratuité, a généré 15 040 euros de recettes.
La patinoire a mis en place la présence d'un enseignant diplômé pendant les créneaux scolaires primaires, afin de pouvoir assurer un rôle de conseil et d'aide pédagogique aux enseignants. L'Eurométropole de Strasbourg a également investi dans du matériel complémentaire, pour un meilleur accueil des publics primaires en particulier : luges de patinage, casques de protection (obligatoires pour les primaires). Des sessions dédiées à la formation des enseignants ont aussi été organisées.

Clubs
La patinoire accueille 3 clubs résidants pour les disciplines des sports de glace :
- le Curling Club Kléber ;
- l'Étoile Noire de Strasbourg ;
- le CSGSA (Club des Sports de Glace Strasbourg Alsace).

Les clubs bénéficient de près de 50% des créneaux de glace disponibles sur l'équipement, toutes pistes confondues.
Les clubs sont chacun signataires d'une convention annuelle d'occupation de l'espace public qui prévoit l'ensemble des modalités de fonctionnement de leurs entités respectives au sein de l'établissement.

Une recette totale de 521 364,70 euros a été enregistrée en 2016-2017. 95% des recettes de l'équipement sont générées par les séances publiques.

Comparaison du taux d'occupation de la glace, du taux de fréquentation et des recettes générées pour chaque public



4.3. Les plans d'eau

Le service exploite directement deux baignades aménagées en période estivale : le Baggersee et le lac Achard. Depuis 2015, les périodes d'exploitation de ces deux baignades ont été réduites pour en optimiser les coûts d'exploitation.

4.3.1. Le plan d'eau du Baggersee

Fréquentation estimée	**2017**
Juin	9 300
Juillet	24 100
Août	28 290
TOTAL	**61 690**

On note une baisse de la fréquentation ces deux dernières années (2016 et 2017). Elle peut être expliquée par la réduction des périodes d'ouvertures de la baignade surveillée mais également par la météo changeante. De plus en 2017, une contamination bactériologique, qui a nécessité 4 journées de fermeture, a vraisemblablement eu pour effet de réduire les fréquentations dans les semaines qui ont suivi.

Incidents et sécurité :

- 3 interventions pour noyade dont 1 décès hors zone de baignade d'un adolescent de 16 ans le 6 juillet ;
- 1 recherche avec présence d'un hélicoptère en renfort ;
- 4 recherches d'enfants nécessitant la fermeture de la baignade ;
- 4 jours de fermeture pour contamination bactériologique ;
- 7 appels 15 ou 18 ;
- nombreux états d'ébriété dont appel à la Police ;
- vols :
    - 1 vol du moteur bateau ;
    - 1 vol de sac à main ;
    - plusieurs vols de vélos.

En juillet et août, des animations gratuites sont organisées par le service Vie sportive du mercredi au dimanche. Ces animations remportent chaque année un franc succès et sont plébiscitées par les usagers.

Des travaux ont été réalisés au printemps pour la création d'un nouveau poste de secours. Celui-ci permet une meilleure visibilité de la plage et une meilleure coordination des secours en cas d'intervention. Ce nouveau poste de secours a apporté beaucoup de satisfaction tant aux professionnels (amélioration des conditions de travail, espace vestiaires et repos) qu'aux usagers (accueil du public, soins).

La Police Municipale et Nationale effectue des passages réguliers aux abords et sur le parking en contre-haut du site.

Joutes nautiques :

- 24 et 25 juin : Tournoi international ;

- 29 et 30 juillet : Championnat d'Alsace (annulé en raison de la contamination bactériologique) ;
- 26 et 27 août : Championnat de France.

4.3.2. Le plan d'eau du lac Achard

Dates d'ouverture de la période estivale :

- du 17 au 30 juin 2017 : le mercredi, samedi et dimanche de 13h à 19h ;
- du 1er juillet au 31 août 2017 : tous les jours de 10h à 19h.

Fréquentation estimée	**2017**
Juin	12 400
Juillet	49 400
Août	80 390
TOTAL	**142 190**

Incidents et sécurité :

- 1 rapport d'incident pour vol sur la plage (9 août) ;
- 1 dépôt de plainte pour effraction sur la porte du poste de secours (10 août) ;
- 0 accident grave ;
- 3 plaintes pour dégradation (effractions poste de secours).

Les animations gratuites sont organisées par le service Vie sportive du mercredi au dimanche. Les animations permettent de soustraire momentanément de la baignade un nombre important d'enfants, facilitant ainsi le travail des Maîtres-Nageurs.

Délégation pilotage, ressources, environnement et climat

SERVICE DES ASSEMBLEES

Le service des assemblées constitue un service central dans le processus d'élaboration des délibérations : fixation du calendrier annuel des séances, et, sur la base des projets validés par les services, établissement de l'ordre du jour et des documents destinés aux élus en vue des séances publiques et des réunions préparatoires, convocations des élus et des services, rédaction des comptes rendus du conseil de l'Eurométropole et de la Commission permanente (bureau), affichage des délibérations et transmission de celles-ci au contrôle de légalité, retranscription intégrale des débats et mise à disposition auprès des personnes intéressées.

Les dossiers de séance (convocations, ordres du jour, projets de délibérations et notes explicatives) sont désormais adressés par voie électronique aux 94 élus (sur 100) ayant opté pour la dématérialisation.

Suite à l'arrêté du Préfet en date du 26 octobre 2016 prononçant la fusion par intégration de la communauté des communes les Châteaux dans l'Eurométropole de Strasbourg, le service des assemblées a géré la séance d'installation de la nouvelle assemblée métropolitaine ainsi constituée en janvier 2017 ainsi que, notamment l'élection du Président, des Vice-Présidents et des membres de la commission permanente (bureau).

Le Conseil de l'Eurométropole s'est réuni 8 fois en 2017 pour examiner 204 délibérations et communications, et 2 interpellations. La commission permanente (bureau) s'est réunie 10 fois en 2017 pour examiner 409 délibérations et communications.
Le service des assemblées a également suivi les travaux du pôle Métropolitain Strasbourg-Mulhouse-Colmar en 2017.

Outre le processus délibératif, le service des assemblées intervient dans l'établissement, la publication et la transmission au contrôle de légalité des arrêtés de délégation donnée par le Président aux Vice-Présidents et conseillers délégués, ainsi qu'aux services administratifs.

ACHAT ET COMMANDE PUBLIQUE

1. Missions

Le service des Achats et de la Commande publique a pour missions principales de :

- aider les services à formuler leurs besoins et identifier les meilleures solutions pour effectuer leurs achats et rédiger leurs marchés, tant d'un point de vue économique qu'au regard du développement durable, dans le respect de la réglementation ;
- rédiger les marchés publics de l'Eurométropole de Strasbourg appartenant à des familles d'achats dont le montant est supérieur ou égal à 90 000 € HT, à l'exception de ceux passés par certaines directions déconcentrées, notamment la direction de la construction et du patrimoine bâti et la direction des espaces publics et naturels ;
- publier les avis d'appel publics à la concurrence relatifs à ces marchés ;
- réceptionner, enregistrer et vérifier les offres émises par les entreprises ;
- organiser, préparer et assurer le secrétariat des commissions d'appel d'offres et des jurys de maîtrise d'œuvre ;
- s'assurer de la signature et de la notification des marchés, les services opérationnels étant chargés de les suivre et de les exécuter ;
- assurer, à destination des services, une fonction de conseil et d'expertise en matière d'achats et de marchés publics afin d'optimiser la commande publique ;
- mettre à disposition et alimenter des systèmes d'information et de communication permettant de diffuser des bonnes pratiques en matière d'achats et de marchés publics au sein de l'administration.

2. Activité 2017

Afin d'anticiper les évolutions réglementaires, les collectivités imposent aux entreprises candidates de remettre leurs offres par voie dématérialisée sur le portail Alsace Marchés Publics pour tous les marchés passés selon une procédure formalisée ou selon une procédure adaptée de type MAPA3 ou 4 lancés depuis le 1er janvier 2017. L'objectif était de disposer d'un processus de passation des marchés intégralement dématérialisé dont :

- centralisation des offres sur le profil acheteur ;
- mise à disposition des offres au profit des services de manière électronique (via lien ECHFI puis OLIMP) ;
- transmission électronique des actes Marchés au Contrôle de légalité;
- mise en place d'un parapheur électronique et de signatures électroniques;
- archivage électronique des marchés.

Organisation d'un salon de l'achat public le 16 novembre 2017. Cette journée visait, à l'occasion d'un salon « à l'envers », à faire se rencontrer les collectivités et les entreprises, pour qu'elles puissent poursuivre leurs échanges initiés à l'occasion de la première édition du salon en 2014. Cette journée, à laquelle ont participé 60 agents et près de 200 entreprises (essentiellement locales), accueillies au centre administratif, a été marquée par la signature par le Maire de Strasbourg et le Président de l'Eurométropole de la « Charte des Relations Fournisseurs Responsables » élaborée par la Médiation des entreprises et le Conseil

National des Achats. Cette charte vise, à travers les dix engagements pour un achat responsable qu'elle édicte, à encourager le développement de relations équilibrées entre les acheteurs et les fournisseurs. Elle a également donné lieu à une présentation de l'actualité des achats et des marchés publics en mettant l'accent sur les points que les entreprises ont souhaité voir examinés lors de leur inscription au salon : simplification des candidatures, dématérialisation des offres, open data, facturation électronique, déontologie. Enfin, ce salon s'est terminé avec les rencontres entre acheteurs et entreprises autour de stands organisés par métiers.

3. Les chiffres

(*statistiques sur les procédures formalisées et les procédures adaptées supérieures à 90 000 € HT*)

Le nombre de procédures publiées en 2017 est de 255 pour l'Eurométropole de Strasbourg, soit une diminution de 9 % par rapport à l'année précédente.

Le montant des frais de publication en 2017 est de 316 064 € (ville et Eurométropole confondues, soit une augmentation de 14,5 % par rapport à 2016). Cette augmentation est liée à la publication de plusieurs avis de délégation de service public dans des revues spécialisées.

Le taux de concrétisation (nombre d'offres reçues par rapport au nombre de dossiers retirés) est, lui en diminution. Le nombre d'offres déposées par consultation reste à un niveau important (en moyenne 3,3 contre 3,9 en 2016).

Enfin, 249 marchés ont été notifiés en 2017 pour l'Eurométropole de Strasbourg.

LE SERVICE PARTENARIATS

Le service Partenariats a été créé dans le cadre de la restructuration de la direction Conseil, pilotage et affaires juridiques (DCPAJ) au 1er juillet 2017.
Il est composé du département « Associations » et du département « contrôle de gestion externe », en charge du suivi des Sociétés d'économie mixte (SEM) et Délégations de service public (DSP).

1. Le département associations

Le département Associations met en œuvre un dispositif de suivi et d'analyse des risques que présentent les relations financières entre la collectivité et les associations. Pour l'exercice de sa mission, il utilise l'application « Agate ».

1.1.L'application Agate

Alimentée par un peu plus de 300 utilisateurs du réseau des correspondants Agate, cette application informatique permet de gérer les données d'identification des tiers subventionnés (éléments statutaires, gouvernance, etc.) : outil transversal, base active de près de 9000 tiers, elle offre une vision globale des subventions directes et indirectes obtenues par les partenaires subventionnés de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.
L'outil est actuellement utilisé pour le recensement des avantages en nature. Son interface avec l'outil de gestion financière Coriolis permet de gérer des informations analytiques (référence des délibérations notamment) et de produire des états financiers. L'outil s'appuie également sur un espace de dématérialisation des principales pièces des dossiers des associations subventionnées.

1.2.Animation du réseau des correspondants associatifs et du groupe de travail subventions (GTS)

L'assistance aux services est coordonnée à travers un réseau de correspondants associatifs : ce réseau a pour principale mission d'instruire les demandes de subventions des partenaires associatifs de la collectivité, dont l'étude est soumise au groupe de travail subventions (GTS). Instance de travail réunissant élus et services instructeurs autour de l'étude des dossiers de demandes de subventions, le GTS s'est réuni 11 fois en 2017. La modernisation du GTS depuis 2 ans par la numérisation des dossiers sur un répertoire partagé a permis une plus grande fluidité des échanges avec les élus et services et a rendu possible la tenue de GTS dématérialisés.

1.3.Les travaux d'analyse financière

Le pôle « association » procède de manière régulière à des travaux d'analyse financière, soit à l'appui des travaux contentieux ou précontentieux du service juridique soit, plus généralement, dans le cadre de l'instruction des demandes de subvention des associations.

1.4.Des activités nouvelles

Dans le cadre de la maîtrise des dépenses publiques et de la nécessité de stabiliser les concours financiers de la collectivité aux partenaires, un plan d'action de gestion des risques de défaillance majeure des partenaires subventionnés a été élaboré au titre de la cartographie des risques mise sur pied par l'Eurométropole.

2. Le département contrôle de gestion externe (Sociétés d'économie mixte (SEM), Délégation de service public (DSP), études financières)

4 nouvelles délégations de service public (DSP) de l'Eurométropole de Strasbourg ont été lancées en 2017, 2 ont été attribuées, 35 avenants (dont 32 sur la DSP distribution de gaz) ont été conclus.
5 nouvelles DSP seront lancées en 2018.

DSP	Lancement	Attribution
	- Station d'épuration de la Wantzenau. - Exploitation du parking Broglie. - Exploitation du Zénith. - Études sur le renouvellement de la concession de transport urbain.	- Exploitation du parking Austerlitz – Gutenberg. - Exploitation des restaurants administratifs de l'Eurométropole de Strasbourg.
	- Négociations pour la cession du réseau câblé à SFR. - Fin du contrat de délégation de service public des Transport des personnes de mobilité réduite (TPMR) et mise en œuvre d'un marché d'exploitation transitoire.	

Avenants	- Avenant n° 8 Unité d'Incinération des Ordures Ménagères (UIOM) (et notamment régularisation pertes d'exploitation A6 & A7). - Avenant n°2 Station d'épuration de la Wantzenau (fond de travaux, pénalités, indice électricité, impôts, sécheur). - Avenant n°26 Réseau de transport urbain (extensions Koenigshoffen et Roberstau, acquisition de nouvelles rames). - 32 avenants aux contrats de concessions distribution gaz RGDS (colonnes montantes).
Protocoles / transactions	- Protocoles de fin de contrats RC HAUTEPIERRE (DALKIA SERS) et STEP WANTZENAU (VALHORIN). - Protocole ES – réseau de chaleur d'Illkirch.
Études / divers	- Audit de performance CTS (suivi). - études sur le montage PEX – PMC. - études sur le montage SIG Aréna.
SEM	- Recapitalisation SPL 2 Rives (opération BV)

Par ailleurs, le suivi et les contrôles des 9 sociétés d'économie mixte, des 92 délégations de service public, et des 9 concessions d'aménagement de l'Eurométropole de Strasbourg se sont poursuivis normalement.

La poursuite de la démarche Avenir du Service Public Local
Dans le cadre de la démarche « assurer l'avenir du service public local » votée par la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 30 janvier 2015, 4 chantiers d'accompagnement ont été engagés par la Direction des ressources humaines. Ils portent sur le temps de travail, le repositionnement professionnel, les conditions de travail et le management, et sont particulièrement portés tout au long de l'année 2017 dans un contexte de recherche de maîtrise de la masse salariale. Ces axes constituent les orientations majeures en matière de politique Ressources Humaines.

1. Gestion du personnel

Protocole « de modernisation des Parcours Professionnels, des Carrières et des Rémunérations » (PPCR)
Tous les grades (plus de 100) ont été réformés avec effet au 1er janvier 2017. La collectivité a procédé au reclassement (modification de la carrière et de la paye) de l'ensemble de ses fonctionnaires de manière cadencée en fonction de la parution tout au long de l'année 2017 des textes permettant la mise en œuvre des réformes. L'augmentation du point d'indice (+0,6% en février 2017) a également été mise en œuvre dans ce cadre (traitement et primes indexées).

Rénovation de la procédure de promotion
La procédure des promotions au titre de l'année 2017 a fait l'objet de plusieurs améliorations également valables pour les prochaines années. La valeur professionnelle des fonctionnaires promouvables s'est appréciée notamment au vu des comptes rendus des entretiens professionnels. Par ailleurs, afin d'augmenter le ratio promus/promouvables, un « 2ème tour » a été mis en place. Il permet une fongibilité des postes ouverts afin de permettre que les postes restants (non pourvus par une direction) puissent bénéficier à des agents promouvables d'autres directions.

Transferts d'agents du Conseil départemental du Bas-Rhin et de la Communauté de Communes Les Châteaux à l'Eurométropole de Strasbourg
Les transferts des agents (35 du Conseil départemental du et 6 de la Communauté de communes), préparés en 2016, ont abouti au 1er janvier 2017.

Lancement d'un diagnostic relatif au versement des Nouvelles Bonifications Indiciaires (NBI)
La régularisation des versements en considération des nouveaux zonages « quartiers prioritaires de la ville » a été effectuée au cours du 1er trimestre 2017, de même qu'a été engagé un diagnostic sur le versement des NBI à livrer en 2018.

Déprécarisation d'agents contractuels- (loi dite Sauvadet II)
Des simulations de paie et de carrière ont été remises aux candidats éligibles au dispositif de déprécarisation (115 agents éligibles, 30 candidats). Le recrutement statutaire en qualité de fonctionnaires stagiaires et le classement indiciaire avec maintien de rémunération éventuelle ont été mis en œuvre tout au long de l'année 2017 pour 30 agents reçus.

Renforcement de la communication interne

Les agents, hormis pour les demandes de congés, ne disposaient pas de formulaires standardisés pour leurs demandes liés à leur carrière (détachement, disponibilité, temps partiel, etc.). Dans une perspective de modernisation et de simplification pour les agents, un grand nombre de formulaires standardisés ont été mis à disposition sur l'Intranet, assortis d'exposés synthétiques de la règlementation, mentionnant les délais d'envoi pour permettre leur instruction prévisionnelle par les services RH. Les formulaires prennent en compte les réformes statutaires les plus récentes, comme peuvent l'être les formulaires de cumul d'activités et de déclaration de création d'entreprise (saisine systématique de la commission de déontologie en cas départ dans le privé par les gestionnaires RH).

2. L'accompagnement des parcours des agents : emploi-formation-mobilité

La poursuite d'une politique emploi en faveur de la diversité

En 2017, la politique de recrutement en faveur des jeunes et de la diversité s'est poursuivie :

- 85 apprentis à la rentrée 2017-2018 ;
- 283 salariés en insertion tous dispositifs confondus présents au cours de l'année, qui ont bénéficié de 228 actions de formation et 23 immersions ;
- 832 stagiaires accueillis en 2017 ;
- 60 volontaires en service civique pris en charge.

Cependant, la fin de l'année 2017 est marquée par l'arrêt du recrutement sur le dispositif Emplois d'avenir au second semestre et la diminution du dispositif des CUI-CAE (Contrat unique d'insertion dans le secteur non marchand), compte tenu d'une refonte des dispositifs par l'État, et une augmentation significative du nombre de jeunes volontaires en service civique.

La montée en puissance de l'accompagnement des mobilités prioritaires

En 2017, le nombre d'accompagnements des agents en mobilité prioritaire s'est renforcé, 54 d'entre eux ont trouvé une issue positive en évoluant vers de nouvelles fonctions.

95 agents étaient concernés fin 2017 par le dispositif de mobilité prioritaire (63 relevant du projet ASPL) avec 32 nouvelles prises en charge dans l'année (19 relevant du projet ASPL) et 54 sorties au cours de l'année, 37 relevant du projet ASPL.

124 agents étaient concernés fin 2017 par le dispositif de la prévention de l'inaptitude et du reclassement avec 22 entrées et 26 sorties du dispositif au cours de l'année.

2017 a vu la montée en puissance du volet redéploiement du projet ASPL. Il s'agit d'accompagner les directions dont certains postes à supprimer sont encore occupés afin de proposer une reconversion aux agents concernés. Le repositionnement des agents de catégorie C dans le cadre du projet ASPL permet une certaine prévention de l'inaptitude.

Les formations mises en œuvre en 2017

5143 agents sont partis en formation pour un total de 22 363 jours, dont 36 % réalisés auprès du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT).

2017 a été marquée par l'élaboration et la mise en œuvre de nouvelles formations, notamment :

- une expérimentation d'un évènementiel ayant pour thème la prévention des risques routiers sous la forme de 2 journées ouvertes à tous les agents, organisées autour d'ateliers animés par des partenaires internes et externes ;

- la mise en place de formations aux gestes qui sauvent à destination des agents : 29 groupes organisés avec Association Protection Civile du Bas Rhin ;
- dans le cadre de l'installation des services dans le bâtiment du 38 RH, construction d'un parcours formation pour accompagner les équipes et les encadrants vers le travail en espaces collaboratifs partagés.

L'activité d'ingénierie de formations a été renforcée pour développer des actions complexes en 2018 : école du management, sécurité dans les écoles. La réflexion autour de la mise en œuvre du compte personnel de formation s'est amorcée en 2017 en vue d'aboutir en 2018.

Le développement d'une vision prospective de l'emploi, dans un contexte contraint de la collectivité : une vision prospective de l'emploi

8 129 candidatures ont été réceptionnées au cours de l'année 2017, 644 actes de recrutement réalisés. Une grande partie de l'activité du département est consacrée aux projets de réorganisation des Directions : 18 projets ont été pris en charge au cours de l'année 2017.

L'année 2017 a permis de développer des actions de communication autour des métiers et perspectives de carrière au sein de l'Eurométropole de Strasbourg : participation de l'ensemble de l'équipe au « 1er rendez-vous de la mobilité inter-fonction publique du Grand'Est » organisé par les services de l'Etat le 28 novembre 2017 à Strasbourg, contribution à la quinzaine « prêt pour l'emploi » qui se déroule annuellement à l'Espace Avenir de l'Unistra et qui permet aux étudiants de bénéficier de simulations d'entretiens pour les étudiants.

Le fascicule « recrutons sans discriminer » a abouti en 2017. Une évaluation de la procédure de recrutement et de la prise de fonction des collaborateurs a été menée.

3. Santé et sécurité au travail- conditions de travail

Dans la lignée des axes initiés en 2016, en matière de prévention des risques professionnels, la collectivité a poursuivi en 2017 la conduite de projets transversaux et les travaux en lien avec le réseau interne des préventeurs.

La priorité a été donnée en 2017 à la poursuite de la mise à jour des documents uniques sur l'ensemble des services et directions avec l'objectif d'une finalisation pour l'ensemble de la collectivité en 2018. À ce titre, le réseau de la prévention a déployé un accompagnement spécifique auprès des directions.

Les projets transversaux amorcés en 2016 ont été poursuivis :
- prévention des addictions et l'accompagnement des situations individuelles et des managers concernés ;
- prévention des violences externes avec la rénovation du processus et de la circulation des comptes rendus d'incidents en cas d'agressions d'agents ;
- la gestion du risque amiante.

La prévention et la prise en compte des situations de souffrance des agents et l'accompagnement des managers ont été développés, avec la mise en œuvre de prestations d'accompagnement des collectifs de travail (médiations, régulations d'équipe), d'accompagnement des managers gérant des difficultés (accompagnement situationnel), et de mise en place de prestations de prise en charge psychologiques pour les agents victimes de violences externes ou internes.

Le Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) a poursuivi son activité à travers des réunions plénières (11 réunions) mais également par des réunions en délégations 1 et 2 (22 réunions), avec la présentation dans ces trois instances de 141 projets ou thématiques portés par les services de l'administration. Dans ce cadre, la prise en compte de l'impact des réorganisations sur les conditions de travail a été améliorée.

Le Centre de gestion a assuré, pour la deuxième année, pour le compte de l'Eurométropole la prestation de secrétariat des comités médicaux départementaux et de la commission départementale de réforme, en continuité de l'application de la délibération du 27 novembre 2015.

4. Pilotage RH

Un nouveau service « Pilotage des ressources humaines » a été structuré. Il regroupe les fonctions de support (informatiques, juridiques et financières) et les fonctions d'appui au pilotage de la gestion des ressources humaines et de coordination des projets transversaux.
Cette évolution de l'organisation a contribué à développer un dialogue de gestion entre la direction des ressources humaines et l'ensemble des directions permettant de poursuivre et d'accompagner les efforts de maîtrise de la masse salariale. En 2017, l'Eurométropole de Strasbourg a connu 68 créations de postes et 164 suppressions, soit une évolution nette de -96 postes, ce qui a permis d'atteindre l'objectif de stabilité de la masse salariale hors évolutions de périmètres et mesures réglementaires.
Cette dynamique s'accompagne d'un ensemble de projets structurants de transformation et de modernisation de l'administration, qui s'appuient sur la professionnalisation du management : refonte du régime indemnitaire, réforme du temps de travail, accompagnement des managers, consolidation des entretiens professionnels annuels et développement du télétravail, dont le pilotage et la gestion ont été transférés à la direction des ressources humaines le 1er janvier 2018.

Le contrôle de la Chambre régionale des comptes (CRC) a été effectué. Différents chantiers de modernisation des outils, du cadre réglementaire ou des processus de gestion internes ont été menés :

- lancement de la dématérialisation de la chaîne comptable ;
- migration technique de l'application de gestion de la carrière et de la paie ;
- intégration des évolutions réglementaires, notamment liées au protocole relatif aux parcours, aux carrières et aux rémunérations (PPCR) et à la hausse du point d'indice (+ 0,6 % le 1er février 2017).

5. Dialogue social

En 2017, le dialogue social s'est poursuivi à un rythme soutenu.
Ainsi, au-delà des réunions sectorielles ou bilatérales entre tout ou partie des organisations syndicales et une direction de la collectivité, de nombreuses intersyndicales ont été organisées par la DRH. Parallèlement, la réunion de l'agenda social a permis aux représentants des 9 syndicats de débattre avec le Vice-président en charge des affaires du personnel, de la DGS et de la DRH.
Deux sujets ont particulièrement été travaillés en 2017 avec les quatre organisations syndicales membres du comité technique : la politique d'action sociale (au travers d'une réforme des chèques vacances) et la question de l'organisation du temps de travail.

6. Mission sociale du personnel

Le service social du travail s'adresse à l'ensemble des salariés en activité de l'Eurométropole de Strasbourg.

Ses interventions se déclinent en deux grands axes :

- l'aide individuelle à la personne, qui englobe la mission d'accueil, d'écoute, d'accompagnement pour toutes les préoccupations de l'individu tant dans sa vie professionnelle que personnelle. Les interventions sont multiples et concernent différents domaines du champ social (financier, administratif, familial, logement dans le cadre notamment du contingent resérvataire, etc.).

Chiffres-clés

- 1 050 dossiers sont en file active ;
- 3 019 interventions sociales ont été menées.

- 57 % de salariés femmes, 43 % de salariés hommes ;
- 58 % concernent des familles monoparentales ou personnes isolées ;
- la tranche d'âge des 45-54 ans est la plus représentée parmi les interventions soit 37 %, suivie de près de la tranche des 35-44 ans.

En matière d'accompagnement financier, le service social du personnel a :

- instruit 35 demandes de prêt social, soumis à la commission sociale de l'Amicale, dont 32 prêts accordés pour un montant global de 36 610 euros ;
- octroyé 116 secours remboursables sur salaire, d'un montant de 47 788 euros, attribués sur le fonds de roulement de l'Amicale.

- l'intervention sociale d'intérêt collectif, qui se décline par la participation des assistantes sociales aux actions de prévention collective concernant l'environnement de travail, la santé du salarié ainsi que la contribution à certaines actions transversales engagées par la collectivité.

Le pilotage du dispositif don de jour solidaire en faveur d'un collègue parent d'un enfant gravement malade, a permis d'accompagner 11 familles grâce à 129 donneurs issus des services de la collectivité sur deux ans (de 2015 à fin 2017). Au total, 695 jours ont été recueillis et 523 jours mobilisés.

DIRECTION DES FINANCES ET DE LA PROGRAMMATION

La Direction des finances et de la programmation (DFP) participe, en lien avec les élus et les directions opérationnelles, à la définition des orientations financières et stratégiques de l'Eurométropole de Strasbourg depuis le 1er janvier 2015.
Dans ce cadre, elle assure les procédures budgétaires et comptables, les analyses financières et fiscales, la gestion de la dette et la cohérence du système d'information financière, en coordonnant l'activité des cinq services de la direction et en animant le réseau des responsables finances.
Elle pilote également deux projets transversaux : le projet de fiabilisation des comptes et le projet de la dématérialisation et de réorganisation de la chaîne comptable.

1. Service du Budget et de la Programmation

Au sein de la DFP, les six agents du service du budget et de la programmation sont chargés de centraliser les demandes lors des différentes étapes budgétaires, de préparer les arbitrages budgétaires, d'assurer l'équilibre du budget et de produire tous les documents nécessaires à l'adoption de ces budgets.

L'activité du service suit essentiellement l'exercice budgétaire, de la manière suivante :

1er trimestre :

- correction des imputations budgétaires modifiées dans la nomenclature comptable M57 pour l'exercice 2017 ;
- gestion des lignes négatives, retraitement manuel des excédents dans le logiciel comptable Coriolis ;
- repositionnement des non consommés de l'exercice 2016 sur les autorisations de programmes ;
- préparation et validation du calendrier budgétaire de l'exercice ;
- calcul de la répartition de la masse salariale entre la ville et l'Eurométropole de Strasbourg, et édition du rapport correspondant ;
- préparation et présentation de la réunion de la commission mixte paritaire sur les remboursements de la ville à l'Eurométropole pour l'exercice 2016 (réunion du 1er février 2017) ;
- préparation et présentation de la délibération concernant l'approbation de la méthode et des modalités d'élaboration des remboursements calculés par la commission mixte paritaire pour l'exercice 2016 ;
- le budget primitif étant voté en mars, pose de filtres sur les crédits annuels afin d'avoir ¼ des crédits de 2016 ;
- suivi budgétaire du transfert de compétence des Bains Municipaux vers la ville de Strasbourg ;
- suivi budgétaire des tranferts de compétence du Département à l'Eurométropole (Fonds Solidarité Logement, Fonds d'aide aux jeunes, Prévention spécialisée, voirie départementale) ;
- suivi budgétaire de la fusion avec la communauté de communes les Châteaux ;
- mise en place de l'outil TOTEM (outil de la direction générale des collectivités locales permettant d'envoyer un flux au contrôle de légalité au lieu de documents papiers) ;

- phase d'édition des documents nécessaires au vote du budget primitif de l'année 2017, à savoir :
  - la notice de présentation du budget ;
  - le document de gestion qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 2017, par direction et service ;
  - le document réglementaire avec l'outil TOTEM;
  - le cahier d'investissement qui retrace tous les projets d'investissements annuels et pluriannuels.
- transmission pour la première fois par voie dématérialisée des documents budgétaires à la préfecture.

2ème trimestre :

- préparation du budget supplémentaire 2017, décision modificative particulière qui reprend les résultats de l'exercice écoulé ;
- prise en compte des arbitrages des élus et rédaction des documents destinés au vote du budget supplémentaire ;
- phase de mise à jour du plan pluriannuel d'investissement avec les données arbitrées du budget supplémentaire 2017 ;
- édition de certaines annexes du Compte Administratif 2016 ;
- édition du budget supplémentaire 2017 (document réglementaire via TOTEM, document de gestion, cahier d'investissement, délibération) ;
- transmission par voie dématérialisée des documents budgétaires à la préfecture.

3ème trimestre

- suivi et vérification des saisies des demandes des services dans le cadre de la préparation du budget 2018 en fonctionnement et en investissement annuel ;
- vérification et édition du document nécessaire aux arbitrages, et rédaction d'une note sur les saisies à l'intention de la direction générale.

4ème trimestre

- en octobre, à l'occasion de la phase d'arbitrage du budget 2018, préparation des tableaux de bord nécessaires aux arbitrages de la direction générale et des élus ;
- organisation du recensement des demandes pour la décision modificative n°1 du budget 2017 (votée le 24 novembre 2017) ainsi que de la préparation des arbitrages, de l'équilibre, de la rédaction de la délibération et des documents afférents nécessaires pour le vote ;
- arbitrage des élus sur le Plan Pluriannuel d'Investissement de l'Eurométropole de Strasbourg (2018-2022) ainsi que le budget primitif 2018 ;
- phase d'édition des documents nécessaires au vote du budget primitif de l'année 2018, à savoir :
  - la notice de présentation du budget ;
  - le document de gestion qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 2018, par direction et service ;
  - le document réglementaire avec l'outil TOTEM;
  - le cahier d'investissement qui retrace tous les projets d'investissements annuels et pluriannuels.

- préparation et tenue de la réunion méthodologie de la Commission Mixte Paritaire, pour acter les nouvelles modifications (intégration des remboursements pour l'eau, le gardiennage et la maintenance pour le Site Etoile, prise en compte des pourcentages de masse salariale pour les fournitures de bureau, modification des critères de calcul de la répartition de la masse salariale pour le service maintenance bâtiment, le service de la communication interne, la veille stratégique et documentaire et le service évènements) ;
- préparation des conseils du débat d'orientation budgétaire et d'adoption du budget primitif ;
- analyse des demandes postées par les services en matière de restes à réaliser, soit environ 300 engagements pour un total de report sur 2018 de 2,6 M€.

Par ailleurs, le service se charge tout au long de l'année des virements de crédits demandés par les différents services et élabore, à la demande, les tableaux de bord nécessaires au pilotage de la fonction finance.

Chiffres clés
* 1 502,2 M€ (984 M€ en fonctionnement, 518,2 M€ en investissement) au budget primitif (budget principal et budgets annexes),
* 2 945 virements traités.

2. Service de la Comptabilité

Le service de la comptabilité compte 20 agents permanents et s'organise autour de deux objectifs :
- contribuer à la qualité comptable et au respect du délai de paiement des fournisseurs ;
- en 2017, outre son rôle d'interface entre les comptables et les régisseurs des services de l'Eurométropole de Strasbourg, les services de la Recette des Finances et les tiers (fournisseurs ou autres), le service de la comptabilité a participé au passage à la dématérialisation de la chaîne comptable.

Cellule relation avec les tiers (CRT)
En 2017, la cellule relation avec les tiers est un interlocuteur privilégié pour les fournisseurs (traitement des relances) et les services (informations sur un tiers ou enregistrement d'une facture). L'objectif de déconcentration dans les services du traitement des annulations de titres sur exercice antérieur est aujourd'hui en passe d'être atteint.
Enfin, la cellule relation avec les tiers est en charge du traitement des admissions en non-valeur (environ 2 délibérations par an).
L'activité d'enregistrement des factures (actuellement plus de 39 000 factures par an) est devenue marginale à partir de janvier 2018 avec l'externalisation de l'océrisation des factures reçues au format papier, et de l'intégration des factures reçues via Chorus Pro. À terme, outre le suivi en back office du prestataire d'océrisation, c'est la maintenance et le maintien de la qualité de la base de tiers qui sera la priorité de la cellule. Il est alors nécessaire de pouvoir mettre à jour de façon plus fiable les tiers, notamment en intégrant systématiquement les redressements et les liquidations judiciaires.

Cellule conseil et contrôle de la dépense
La mission de contrôle des pièces justificatives et de la bonne exécution des marchés publics est le cœur de métier de la cellule. La dématérialisation, dont la préparation continue en 2017,

est une opportunité pour les agents de la cellule de développer leur rôle de conseil et d'expertise auprès des services, mais aussi de monter en compétence sur le contrôle de la qualité comptable.

Suivi des régies et recettes
La présence d'un agent dédié au suivi des 24 régies de l'Eurométropole de Strasbourg est un point fort du service. Le nombre de régies gérées est stable et la qualité du service rendu transparaît dans le tableau de bord mis en place par la Direction de l'audit interne.
Concernant le suivi des recettes, le suivi du compte P503, recensant les recettes perçues avant émission de titres, s'est amélioré.

Chiffres clés
* 44 081 mandats édités et 10 276 titres pour le budget principal ;
* 6 592 mandats et 2 961 titres pour les budgets annexes de l'eau, de l'assainissement, des transports collectifs et des zones d'aménagement ;
* 39 255 factures enregistrées en 2017 ;
* 9 régies de recettes, 6 régies d'avances et 10 régies d'avances et de recettes gérées, toutes activités confondues ;
* suivi du délai global de paiement (mandats sur facture) : 38,26 jours.

3. Cellule d'assistance et de formation

La Cellule Assistance et formation est chargée de la gestion du système d'information Finances, notamment de l'administration du logiciel financier Coriolis, du Décisionnel Finances élaboré sous Business Objects et des outils qui leurs sont liés.
La cellule est composée de 3 agents. Elle dispense habituellement des formations relatives à l'utilisation de Coriolis (consultation, saisie simple, et saisies budgétaires) ou autres (frais de déplacement). Suite aux changements induits par le projet Dématérialisation et dans l'attente des livraisons des nouveaux outils, le nombre de formations « Coriolis » dispensées en 2017 s'est limité à quelques formations individuelles. La cellule a concentré ses efforts sur la formation des agents des directions pilotes aux nouveaux outils de la dématérialisation, PASTELL et Chorus Pro.
La dématérialisation de la chaîne comptable et de sa mise en œuvre s'est intensifiée en 2017 auprès du Centre communal d'action sociale de Strasbourg et des directions pilotes : la Culture, les Sports, la Construction et patrimoine bâti, les Finances et la programmation.
La Cellule Assistance et formation est fortement impliquée dans la gestion du projet de dématérialisation :

- les travaux, débutés en 2015, se sont poursuivis en 2017 par le déploiement du parapheur électronique IxBus, devant permettre la dématérialisation des procédures de certification du service fait des factures, de validation des ordres de services ou bons de commande et de demandes d'achats. À ce titre, en lien avec les directions pilotes, la cellule a piloté le paramétrage et la mise en œuvre des circuits dématérialisés dans l'outil. Elle a également amorcé la rédaction du cahier des charges de l'interface qui permettra de connecter Coriolis avec le parapheur ;
- le déploiement du parapheur électronique a nécessité la formation des utilisateurs. Dans ce cadre, la cellule a réalisé, puis diffusé des procédures sous forme d'infographies sur intranet et proposé un nouveau format de support de formation sous forme de tutoriels vidéo. En

complément, elle a formé 40 administrateurs fonctionnels déconcentrés afin d'établir un relai dans toutes les directions concernées par la dématérialisation (6 sessions d'une journée). Enfin, 218 utilisateurs comptables et opérationnels des directions pilotes ont été formés à la gestion des dossiers dans le parapheur lors de 24 sessions de formation de 2h à 3h ;

- dans la cadre du lancement par l'État de la plateforme de dépôt des factures Chorus pro au 1er janvier 2017, la cellule a procédé aux paramétrages des comptes de des collectivités/budgets, à la gestion des profils des utilisateurs, ainsi qu'à l'assistance aux entreprises en soutien aux activités du service de la Comptabilité ;
- en tant que membre du groupe projet dématérialisation, la Cellule a par ailleurs travaillé sur des sujets transversaux tels que la mise en place des workflows, le protocole d'échange standard (PES) facture ASAP (avis des sommes à payer) dans le cadre de l'évolution du volet recette, les pièces justificatives des marchés, le PES marché. Parallèlement à ces groupes internes, elle a participé à des réunions de travail organisées par l'éditeur et portant sur l'évolution de la règlementation et de l'outil financier.

Membre du Club des Utilisateurs Coriolis (CUC) depuis l'acquisition de l'outil Coriolis en 1997, la cellule est entrée au bureau du CUC courant 2014, et l'une de ses membres occupe actuellement le poste de secrétaire. Ce positionnement permet à la collectivité d'avoir une meilleure visibilité, tant auprès de l'éditeur que des autres collectivités membres du club. Il permet également un accès plus facile et rapide aux informations liées aux projets et à l'évolution de la règlementation.

En sus du suivi de projet, la cellule assure un rôle d'assistance au quotidien auprès des utilisateurs de Coriolis. Ainsi, le « SVP Coriolis » a réalisé près de 1 187 interventions, portant sur des blocages divers liés à l'outil informatique, mais également sur des questions de procédures comptables, budgétaires et fiscales.

Chiffres clés

* 1 187 interventions du « SVP Coriolis » portant sur des blocages divers liés à l'outil informatique, mais également sur des questions de procédures comptables, budgétaires et fiscales ;
* 114 jours/ETP consacrés au déploiement du parapheur éléctronique dont 74 interventions portant sur le « SVP parapheur éléctronique » ;
* 295 interventions portant sur le « SVP Chorus Pro » en soutien à l'activité de la comptabilité centrale et dans le cadre de l'adminstration de Chorus Pro par la cellule ; soit 13 jours/ETP ;
* 258 agents formés dans le cadre de la dématérialisation comptable ;
* 13 collectivités gérées dans Coriolis ;
* participation à 3 groupes de travail avec l'éditeur sur l'évolution du logiciel comptable Coriolis.

4. Service Financement et Trésorerie

Le service financement et trésorerie effectue un suivi quotidien de la trésorerie afin de définir l'alimentation adéquate du compte de l'Eurométropole de Strasbourg au moyen des lignes de trésorerie souscrites auprès d'établissements financiers de la place, vers une gestion dite de "trésorerie zéro".

En fonction de ce niveau de trésorerie et des contraintes budgétaires, le service négocie des emprunts avec les différents prêteurs, conformément à un cahier des charges préalablement

défini. Il pilote l'encours de dette de l'Eurométropole tant dans la comptabilité que dans le cadre d'une démarche active (arbitrage entre index, changement de périodicité, changement de typologie de taux).
Selon les opportunités de marché, le service peut procéder à des réaménagements de l'encours de dette ou à des opérations de couverture de risque financier (SWAP). Il assure une veille sur les niveaux des index de marchés et de façon plus générale sur les anticipations des marchés financiers.
Le service centralise les données relatives aux garanties d'emprunts de la collectivité. Il assiste les services instructeurs le cas échéant, fait un suivi régulier de ces garanties et vérifie notamment les niveaux d'encours au regard des ratios légaux.
Il élabore les documents réglementaires concernant la dette propre et garantie de l'Eurométropole (annexes IV du budget primitif et du compte administratif).
Il définit l'assiette des dépenses d'investissement éligibles au fonds de compensation de la TVA (FCTVA), établit les états déclaratifs réglementaires y afférant et les transmet à la Préfecture. Il assure le suivi du versement et répond aux demandes d'éléments complémentaires de la part de la Préfecture

Chiffres clés
* 590 M€ d'encours de dette ;
* 453 mandats émis pour honorer le remboursement des annuités ;
* 64 contrats de dette et de trésorerie suivis et gérés activement ;
* 1,8 Md€ d'encours garanti suivi, soit 2 495 contrats.

5. Service Études financières et fiscales

Les trois agents du service sont chargés de suivre les ressources budgétaires de nature fiscale ainsi que les transferts de compétences.
Suite au remplacement de la taxe professionnelle par la contribution économique territoriale, l'Eurométropole est passée, en 2011, à un régime de fiscalité mixte. Ainsi, elle perçoit outre la cotisation foncière des entreprises (CFE) et 26,5% de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), une fraction de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER), de la taxe sur les surfaces commerciales (Tascom), ainsi qu'une part des impôts ménage (taxe d'habitation et taxes foncières).
Afin de garantir les ressources équivalentes à celles issues de la taxe professionnelle, l'État a instauré des dispositifs de garantie, par le biais de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) et du fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR).
En conséquence, le service a établi les prévisions et suivi les encaissements de l'ensemble des ressources fiscales (taxe d'enlèvement des ordures ménagères comprise), des mécanismes de garantie et des attributions de compensation et des dotations de l'Etat. Il assure à ce titre une analyse prospective de l'impact de la réforme de la DGF (Dotation Globale de Fonctionnement).

Le service centralise la gestion de la TVA et l'établissement des déclarations, assure le rapprochement des états TVA de l'ordonnateur et du comptable, gère la TVA due sur les factures étrangères et établit les déclarations d'échanges de biens à destination des Douanes.

Le service assure une assistance juridique notamment :

- le suivi des contentieux fiscaux de la collectivité et de ses délégataires : vérifications de comptabilité, demandes de dégrèvement, recours gracieux, demandes de rescrits ;
- le suivi de la gestion fiscale des contrats de délégation et concession de service public ;
- le suivi des impacts fiscaux de l'extension du périmètre de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- la formation des agents sur la fiscalité applicable aux personnes publiques dans le cadre des « journées de la compta ».

Le service études financières et fiscales recueille les propositions des services, pour l'élaboration des tarifs des services publics métropolitains et, une fois adoptés par le Conseil, assure leur diffusion.

Au titre de la fusion par intégration avec la communauté de communes les Châteaux, la commission locale d'évaluation des charges transférées s'est réunie le 6 juillet 2017 afin de valider, notamment, les attributions de compensation des cinq communes nouvellement intégrées dans l'Eurométropole de Strasbourg.
Cette fusion a également impliqué la mise en place d'une nouvelle politique d'abattements en matière de fiscalité directe locale, destinée à garantir la neutralité fiscale pour l'ensemble des contribuables eurométropolitains.

Deux brochures sur les données financières et fiscales ont également été réalisées.

Chiffres clés
* suivi et prévision de 255 M€ de produit de fiscalité et des mécanismes de garantie et de compensation, de 62 M€ de Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) et de 82 M€ de dotation globale de fonctionnement ;
* 5,1 M€ de crédits de TVA remboursés sur les secteurs assujettis y compris celui du budget annexe de l'eau ;
*51 décisions tarifaires validées au Conseil de l'Eurométropole.

6. Suivi du Projet de Fiabilisation des comptes

Dans son rapport d'observations définitives de novembre 2012 relatif à la gestion et à la situation financière de la ville, la Chambre régionale des Comptes (CRC) a formulé un certain nombre de préconisations ayant trait à la fiabilisation des comptes.
Prenant acte de ces remarques, l'Eurométropole de Strasbourg est en conséquence engagée dans un plan d'action, dont la gestion est portée par la Direction des finances et de la programmation. Le suivi d'avancement de cette démarche structurante est assuré à échéance rapprochée par la Direction générale.
De surcroît, un comité de pilotage élargi intégrant le Directeur régional des finances publiques (DRFIP) ou son adjoint, les représentants de la Direction régionale des finances publiques et de la Recette des Finances de la collectivité, est réuni trimestriellement pour veiller à la coordination cohérente des mesures engagées par l'ordonnateur et son comptable.
Ce dispositif est renforcé, depuis avril 2013, par l'intégration d'un chef de projet Fiabilité des comptes au sein de la Direction des finances.

Un suivi régulier d'avancement de ces mesures classées par catégorie est actualisé par la Direction de l'audit interne. À ce sujet, la CRC est revenue en décembre 2015 afin d'évaluer le suivi de ses recommandations formulées lors de son passage en 2012. Elle a transmis le 4 mai un rapport d'observations définitif portant sur 28 observations. Ce ROP souligne la mise

en œuvre de 21 observations, la mise en œuvre partielle de 4 observations et la non mise en œuvre d'une observation.

Conformément à une recommandation de la CRC, le règlement budgétaire et financier a été mis à jour en supprimant notamment le seuil des restes à réaliser.

En 2016, le choix avait été fait de ne pas se porter candidat à l'expérimentation à la certification des comptes. L'objectif de fiabiliser les comptes est cependant conservé. L'axe de fiabilisation concerne à la fois le travail sur l'historique (stock) mais aussi sur le flux 2017.

Dans le cadre des matinées de la comptabilité, 56 comptables ont été formés et sensibilisé aux principes de création de biens et à la gestion de l'inventaire dans Coriolis.

Un travail conséquent sur l'historique des en cours a autorisé à réaliser des bascules vers les comptes d'immobilisations corporelles pour 140 M€.
Le traitement des frais d'études rentre dans le périmètre des travaux sur les flux qui sont réalisés chaque année et les études non amorties ont été intégrées dans les comptes d'immobilisations en cours 23.

Dans le cadre de la reprise des actifs de la communauté de communes les Châteaux, 230 biens ont été créés à l'Eurométropole en respectant les règles de continuité de l'amortissement.

Concernant les provisions, conformément au guide des créances irrécouvrables, la méthode de calcul des provisions pour créances douteuses a été arrêtée et des provisions à hauteur de 96K€ au budget principal et de 100K€ pour les budgets annexes ont été constituées.

7. Suivi des projets de dématérialisation et de réorganisation de la chaîne comptable

Ce projet structurant s'adresse à un large public, dont il transforme les habitudes de travail. 1000 utilisateurs sont ainsi concernés en interne, que ce soit à la comptabilité centrale (enregistrement, mandatement) ou dans les services (gestionnaires financiers, chargés d'opérations/chargés d'affaires) ; et plus de 10 000 le sont en externe (réseau de fournisseurs et d'usagers, partenaires de la recette des finances, magistrats et auditeurs de la chambre régionale des comptes).

Cette transformation numérique repose sur des fondamentaux techniques importants, et nécessite la mise en place et/ou la mise à jour de plus d'une douzaine d'applications métiers (Chorus Pro, Demabox, PASTELF, Coriolis, iX-Bus, HELIOS, ORC/ATLAS, logiciels facturiers).

Elle s'inscrit dans le cadre de la réorganisation de la fonction comptable (revue des circuits et mise en place de services ressources dans les directions) et le déploiement du projet « Avenir du service public local » de modernisation de l'administration mutualisée.

Le chef de projet pilote la mise en œuvre de la dématérialisation de la chaîne comptable des deux collectivités mutualisées. Dans sa mission, il s'appuie sur une équipe pluridisciplinaire et transversale réunissant des professionnels de différents services, notamment un ingénieur

informatique, des responsables de la comptabilité et des responsables d'applications. Des groupes de travail thématiques sont également organisés avec les services et partenaires concernés par le projet. Des responsables du Service Achats et Commande Publique, du service courrier, des directions pilotes, de la communication, des Ressources Humaines, des archives, de la Recette des Finances et de la DRFIP ont ainsi été associés.

En 2017, l'équipe projet a mené un large panel d'activités, notamment :

- la dématérialisation de la facturation des fournisseurs, via le dépôt par Chorus Pro ou la numérisation par le prestataire de numérisation au 1er octobre 2017;
- le test et l'installation du parapheur électronique ;
- le paramétrage des circuits des directions pilotes et la formation des utilisateurs au parapheur électronique, notamment via des tutoriels vidéo ;
- l'équipement des équipes comptables non couvertes en double écran ;
- l'élaboration d'une charte de nommage pour les PJ comptables ;
- la négociation commerciale et le suivi technico-fonctionnel des éditeurs informatiques ;
- le renouvellement du marché d'océrisation des factures ;
- le test, l'installation et la formation à DEMABOX, pour réceptionner les factures numériques envoyées par les fournisseurs chez le prestataire de numérisation ;
- le travail conjoint avec les services émetteurs de factures à destination d'entités publiques pour adapter leurs logiciels facturiers à la réglementation ;
- la communication auprès des entreprises via des réunions d'information sur la dématérialisation des factures (ex : salon de l'achat public, le 16 novembre) et des campagnes de communication (courrier, site internet, foire aux questions, mailing);
- l'identification des modalités de mise en œuvre de la dématérialisation en partenariat avec la Recette des finances ;
- la participation aux groupes de travail de la structure nationale partenariale et de l'éditeur pour faire évoluer Coriolis et Chorus Pro dans le cadre de la dématérialisation ;
- la communication interne, via la publication d'une lettre d'information (Dém@t Magazine), la publication de notes et d'actualités sur l'intranet TOTEMS (foire aux questions), des points d'avancement avec les chefs de services administration générale ressources et les correspondants finances.

DIRECTION DES RESSOURCES LOGISTIQUES

La Direction des ressources logistiques regroupe l'ensemble des prestations contribuant à assurer les conditions de travail performantes en intervenant dans les activités :

- de supports logistiques (bâtiments, installations techniques, nettoyage) ;
- de prestations (courrier, standard, sécurité, imprimerie - reprographie, nettoyage) ;
- de gestion d'équipements (informatique, véhicules, téléphonie) ;
- de suivi et de conseil pour les achats transversaux (fournitures administratives et techniques, gardiennage, énergie) ;
- de gestion patrimoniale (locaux administratifs du site Étoile).

L'activité de la Direction des ressources logistiques couvre des missions ressources pour la l'Eurométropole et la ville de Strasbourg avec une réalisation sur des budgets Eurométropole ou ville selon le service de la DRL (100% Eurométropole pour Informatique et Imprimerie-reprographie et répartition selon les budgets pour Moyens généraux, Parc véhicules et ateliers et Mission achats opérationnels). La Commission mixte paritaire chargée du suivi des missions mutualisées établit des règles de reversements respectifs entre l'Eurométropole et la ville. Les données chiffrées intègrent donc, selon le domaine concerné, les deux collectivités.

Principaux points de l'année 2017 :

- prise en main technique d'un nouvel immeuble 38 route de l'Hôpital destiné à accueillir des agents des sites St Urbain, Colmar, Bourse et gestion du pré-accueil ;
- renouvellement de la délégation de service public de Restauration administrative (Centre administratif et Fédération) ;
- renouvellement des certifications ISO 9001 (Imprimerie et PVA) et 14001, 18001 (Imprimerie) ;
- mise en place d'un Groupement d'achat Ouvert et Permanent par l'Eurométropole avec les communes de l'Eurométropole, les Conseils Départementaux du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, les Services Départementaux d'Incendie et de Secours du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, le Syndicat des Eaux et de L'Assainissement Alsace-Moselle (SDEA), l'Œuvre Notre-Dame et le Centre Communal d'Action Sociale Strasbourg ;
- participation à un Appel d'Offres Transnational pour l'achat de véhicules propres et innovants piloté par la ville de Paris et associant les principales capitales européennes ;
- fin du projet Moc@ de renouvellement des postes de travail informatiques ;
- préfiguration de la mise en conformité du système d'information selon le Règlement Général de Protection des Données ;
- mise en œuvre d'une carte multi-services en lien avec la Compagnie des Transports Strasbourgeois ;
- projet de dématérialisation financière, de la gestion du stationnement.

1. Moyens Généraux

Le service des Moyens généraux compte 154 agents. Ce service joue le rôle de maître de maison pour tous les bâtiments rattachés au pôle Etoile à savoir, le Centre administratif, Bourse, Soleure, Berne, Fustel, et 38RH. Il a en gestion technique le centre administratif et le site 38RH. En 2017, l'Eurométropole de Strasbourg a quitté les sites St Urbain et Colmar.

Il s'articule autour d'une équipe de direction et de 4 départements :

- le département « courrier – standard – pré-accueil » est en charge de l'ensemble des opérations de traitement et d'acheminement du courrier, de la réception et de l'orientation des appels de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, du pré-accueil du bâtiment 38RH ;
- le département « aménagement et exploitation» assure le suivi et la réalisation d'études, de petits travaux sur des opérations ponctuelles et l'entretien des bâtiments du pôle Etoile ;
- le département « nettoyage » assure la propreté et l'hygiène des locaux du pôle Etoile ;
- le département « ressources » est l'entité fonctionnelle du service des moyens généraux. Il prend en charge la gestion des ressources humaines, financières et logistiques du service et assure le suivi des marchés annuels de produits et de prestations de nettoyage. L'équipe renfort lui est rattachée.

Le service des Moyens généraux intervient également dans diverses manifestations organisées par la collectivité (expositions, Carnaval, Téléthon, Opération Saint Bernard, tournage de films, etc.).

1.1. Département Courrier – standard – pré-accueil

Chiffres clés
Courrier :
- 343 711 courriers « réceptionnés » ;
- 903 128 plis affranchis et colis pour un montant de 624 823 € ;
- 75 598 impressions d'adressages ;
- 558 849 mises sous plis.

Standard/pré-accueil :
- 412 412 appels ;
- 13 139 personnes accueillies au 38RH (depuis avril 2017).

Faits marquants :
- Courrier : envoi des 140 000 cartes électorales ;
- Standard : il se compose d'une équipe travaillant à tour de rôle sur trois horaires différents pour couvrir les besoins entre 8 h 00 et 17 h 30. La réflexion pour la mise en place d'un référentiel de compétences au standard a été lancée. Le pré-accueil est pris en charge au 38 RH entre 8 h 30 et 17 h 30, il consiste en l'accueil du public et mise en relation avec les services.

1.2. Département Aménagement et Exploitation du Pôle Etoile

Chiffres clés
5 631 interventions (1 579 interventions d'aménagement, 3 543 interventions d'exploitation et 509 de conciergerie) dont 1 704 périodiques.

La maintenance préventive continue de contribuer largement à réduire les interventions liées aux pannes diverses.

À noter également :

- 700 agents déménagés (qui ont changé de poste) ;
- le processus de déplacement des cloisons a été mis en suspens pour respecter la mise en œuvre de la procédure « amiante ».

Faits marquants :

- déménagement d'agents vers le 38RH, et tâches liées à l'exploitation du bâtiment (nombreux dépannages concernant le dysfonctionnement du chauffage et les fuites) ;
- finalisation du dossier transversal de la Délégation de Service Public restauration (l'avis d'appel à candidatures suivi des sessions de négociations ont permis de retenir un prestataire de restauration qui a été validé par la délibération au Conseil de l'Eurométropole du 17 décembre 2017).

1.3. Département Nettoyage

Nettoyage courant : 46 500 m² de surface nettoyée sur 16 sites

Comparé à 2016, la dépense de papier essuie-mains a diminué de 1 708 euros soit 129 paquets d'essuie-mains en moins suite à l'installation de sèche-mains électriques.

Interventions de l'équipe spécialisée :

- 269 demandes d'intervention de l'équipe spécialisée contre 268 en 2016.
  Nettoyage de 9 armoires, 32 cloisons, 142 remises en état de sièges, 115 shampooings moquette, ainsi que 80 opérations diverses (aspirations, enlèvement de déchets divers, nettoyage de vitrerie, mobiliers etc.). Cela représente environ 410 heures ;
- 72 heures de nettoyage spécialisé (shampooing moquette, nettoyage des parkings, des cloisons, tri et évacuation des sacs) ont été confiées à la société détentrice du marché des remplacements ponctuels.

Prestations de nettoyage confiées aux sociétés extérieures
Budget Eurométropole : 94 456 € dont 26 343 € de nettoyage des vitres et 1 037 € pour le nettoyage spécialisé.

Faits marquants :

- réorganisation des sites extérieurs avec le 38RH (abandon des sites de Saint-Urbain et avenue de Colmar) ;
- externalisation de certains sites (locaux des adjoints de quartier).

1.4. Département Ressources

Chiffres clés
1 398 jours de formation pour un montant de 15 755,89 €.

L'équipe renfort est composée de 20 agents en situation de reclassement. Ils effectuent 4 types de missions :

- mission « Vigipirate » : 250 jours de surveillance d'accès par an (Parking P1 et P2, accès mobilité réduite, Imprimerie) ;
- mission « Équipe mobile » / Ouverture des squares (5 jours par semaine, 250 jours par an pour 12 squares en hiver et 13 squares en été), anniversaires remarquables (350 anniversaires livrés en maison de retraite ou chez les particuliers), contrôles stationnement (650 plaques d'immatriculations relevées et autant de cartons distribués pour les parkings P1 – P2 et 38 RH) ;
- missions « Aire de bus » / Gestion de l'aire de bus 7 jours sur 7 de janvier à fin novembre (2017 – environ 45 000 bus) ;
- missions « intermédiaires » / mise sous pli, saisie informatique, alimentation des WC et fontaines à eau (niveau 0 ; 1 et -1).

2. Imprimerie – Reprographie

Chiffres clés :

- la consommation totale de papier en 2017 est de 263 tonnes ;
- 34 910 ramettes de papier (bureautique), dont 75 % en papier recyclé. Les 25 % restants représentent le papier blanc, certifié PEFC ou FSC, utilisé pour les impressions couleur ;
- 4 270 263 de copies noir et blanc en reprographie ;
- 2 022 298 de copies couleur en reprographie ;
- 170 tonnes de papier pour l'impression offset dont 78 tonnes de papier recyclé, 100 % des papiers transformés sont issus d'une filière environnementale.

Faits marquants :

- renouvellement des certifications qualité ISO 9 001, sécurité OHSAS 18 001 et environnement 1S0 14 001 avec la montée de version 2015 pour les certificats ISO 9001 et ISO 14001 ;
- renouvellement de la marque Imprim'vert ;
- renouvellement des certifications PEFC et FSC garantissant la provenance du papier et la bonne gestion des forêts.

Le service imprimerie-reprographie pour son fonctionnement 2017 a engendré lds émissions de 535 tonnes équivalent CO_2. Sur les 5 dernières années, le bilan carbone du Service Imprimerie – Reprographie s'est amélioré de 21%, supérieurs aux objectifs fixés par le plan climat.

3. Parc Véhicules et Ateliers (PVA)

Le parc matériel de l'Eurométropole de Strasbourg se compose de 2 982 équipements se répartissant comme suit :

- 193 berlines et berlines société ;
- 290 véhicules utilitaires ;
- 226 camions et PL ;

- 874 vélos et deux-roues ;
- 219 matériels de déneigement ;
- 220 petits matériels ;
- 960 autres engins et matériels.

183 véhicules et engins neufs ont été acquis en 2017.

Principales dépenses :
- achat de véhicules et d'engins : 2 609 679 € ;
- achat de pièces détachées : 1 639 795 € ;
- achat de carburants : 1 923 488 € ;
- travaux externalisés (véhicules) : 234 618 € ;
- modernisation et entretien des équipements et des locaux : 186 015 €.

Marchés

En 2017, l'activité « Marchés publics » du service a notamment été marquée par :
- la participation et la conclusion d'un accord-cadre d'achat de carburants avec le SDEA, les SDIS 67 et 68 et les CD 67 et 68 ;
- la mise en œuvre de l'accord-cadre transnational d'achat de véhicules à faible émission de CO2 ;
- la mise en œuvre de l'externalisation de l'activité pneumatique ;
- la poursuite de la mise en place d'une politique « achats » expliquant la stratégie adoptée par le service pour améliorer la performance des achats ;
- la poursuite de la mise en place d'une méthode et d'outils dédiés à l'évaluation des fournisseurs ;
- la poursuite de la mise en œuvre du nouveau décret relatif aux marchés publics.

85 marchés ont été reconduits pour l'Eurométropole en 2017 (locations de véhicules et engins, contrôles techniques, réparations extérieures, carburants, etc.).

Répartition des marchés conclus en 2017 par collectivité et par département

Répartition	**Eurométropole Départements PVA**		
	Gestion de parc	Maintenance	Logistique (*y compris le Magasin*)
MAPA 1	3	0	7
MAPA 2	2	1	3
MAPA 3	2	0	1
Appels d'offres et marchés négociés	6	2	2
Sous-total	**13**	**3**	**13**
TOTAL	**29**		

MAPA 1 = marchés entre 4 000 et 20 000 € HT
MAPA 2 = marchés entre 20 000 et 90 000 € HT
MAPA 3 = marchés entre 90 000 et 207 000 € HT
Appels d'offres et marchés négociés = marchés supérieurs à 207 000 € HT

À ces marchés conclus en 2017, s'ajoutent :

- les commandes inférieures à 4 000 € HT dites « hors marchés », elles sont au nombre de 1 823 pour l'Eurométropole ;
- environ 6 500 bons de commandes pris en application de marchés à bons de commandes (dits marchés annuels) ;
- environ 65 commandes effectuées à l'UGAP.

Ateliers Véhicules et engins

14 428 bons de travail ont été clôturés en 2017, dont 13 482 en régie occasionnant 40 912 heures de main-d'œuvre pour la section.

Le service reste titulaire de 2 lots Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) pour l'entretien des véhicules de secours.

La combustion de 1 785 755 litres de carburant et de gaz (GPL et GNV) a généré l'émission de 4 685 tonnes de CO2.

258 prestations « transports » ont été effectuées pour un coût total de 120 700 €.

4. Service Informatique

4.1. Département Pilotage et Ressources

Activités Cellule Ressource

Son rôle est d'être un soutien et de conseiller les autres agents du service concernant le versant administratif :

- ressources humaines : plan de formation, recrutements, gestion et organisation du temps de travail, accompagnement à la mise en place du projet de service ;
- marchés publics et achats : activité instaurée avec le projet de service. Transfert de charge des opérationnels vers l'administratif (rédaction des pièces administratives, tableau de suivi, mise en place d'une stratégie achat) ;
- comptabilité : engagement, pré-mandatement, suivi de factures, reversement ville/Eurométropole ;
- secrétariat : accueil téléphonique et physique, réservation de salles, gestion des fournitures, réservation de matériel informatiques, gestion des badges.

Activités Cellule Pilotage et Coordination

- gestion des actifs :
  - parc PC : 6 911 (+3,1%); parc imprimantes : 1 412 (-0,8%) ;
  - Pprc Applications (architecture fonctionnelle) : 359 applications "métiers" suivies par le Service Informatique (+8%) et 235 applications de service. (+1%).
- gouvernance des projets :
  - portefeuille projets Plan Pluriannuel des systèmes d'information (PPSI):
    - 77 projets "métiers" ;
    - 55 projets internes d'infrastructures ou d'organisation.
  - portefeuille projets hors PPSI en cours et validés 2018 :
    - 19 projets « métiers » d'évolution applicative ;

    - 66 projets internes d'infrastructures ou d'organisation.
- sécurité et protection des données personnelles :
    - avancement de la mise en conformité au Règlement Général à la Protection des Données ;
    - déploiement du pilote de la Politique de mot de passe fort de l'Eurométropole ;
    - audits de sécurité (Parapheur Electronique / Outil de coordination des travaux de voirie).
- gestion des changements :
    - opérations majeures liées à la mise en œuvre de projets d'infrastructure et "métiers" et à la maintenance des systèmes et applications existants : 423 (+10,4%) ;
    - modélisation du nouveau processus de gestion des changements.
- urbanisation du Service informatique :
    - travail de fond sur un cadre d'urbanisation : définition des règles d'urbanisation et des activités ;
    - projets : référentiels du SI, Tribu (annuaire collaboratif) et CMDB (Gestion des configurations) (en cours).

4.2. Département Service informatique Métiers

Composé de 3 cellules (Projets, Innovation et développements et Usages et maintenance), ce département a en charge la mise en œuvre et la maintenance des applications métiers.
Il conduit en amont des études et/ou projets autour de thématique d'innovation et assure la relation avec les directions métiers grâce à une équipe de chargés d'affaires.

Sur une charge produite de l'ordre de 5 800 jours, l'activité du département se répartit comme suit :
- projets : 36 % ;
- maintenance : 45 % ;
- autres activités : 19 %.

Les principaux projets :
- mise en œuvre d'une solution de gestion des dossiers sanitaires (nuisances sonores, contrôles de salubrité, sécurités alimentaire, etc.) avec possibilité de saisies sur le terrain (via tablettes) ;
- poursuite de la mise en œuvre du projet de dématérialisation financière ;
- mise en œuvre de l'obligation règlementaire concernant la dépénalisation du stationnement (effective au 1er janvier 2018).
- dématérialisation du stationnement : mise en production de la dématérialisation du titre résidant et d'une évolution permettant de gérer de nouveaux types d'usagers (ex. : résidents possédant un second véhicule) ;
- mise à disposition sur le site Strasbourg.eu d'un service de prise de rendez-vous en ligne pour les demandes « Accueil-population » (demandes de passeports, de cartes nationales d'identité, etc.) ;
- mise en œuvre d'une solution permettant de guider et de géo-localiser les véhicules de viabilité hivernale afin d'être informé en temps réel de l'état d'avancement du traitement des voies, d'améliorer le guidage et la sécurité des chauffeurs ;

- renouvellement du marché de gestion des moyens d'impression (copieurs, imprimantes et logiciels associés) ;
- démarrage de la mise en œuvre d'une nouvelle solution de gestion de l'éclairage public ;
- mise en œuvre d'une solution de coordination des fouilles pour le service des Voies publiques et les gestionnaires de réseaux internes et externes ;
- mise en œuvre d'une solution de gestion des arrêtés de circulation ;
- refonte graphique et ergonomique du site Strasbourg.eu s'appuyant sur la nouvelle version de l'outil Liferay ;
- transfert de l'hébergement des sites internet de la collectivité vers un nouveau prestataire.

Les activités de maintenance permettent d'assurer le maintien en conditions opérationnelles des 359 applications métiers. Elles sont réalisées en lien avec les services métier et les éditeurs de logiciels : installation de nouvelles versions (évolutives ou réglementaires), traitement d'anomalies, mise en œuvre de correctifs, assistance à l'usage, etc.

Dans le cadre de l'innovation, les principales thématiques réalisées sont :
- les réseaux IOT avec, comme application concrète, la mise en place d'un réseau IOT sur un périmètre restreint dans le cadre du Congrès ITS Ertico de juin en lien avec l'Université de Strasbourg ;
- la continuation de l'expérimentation d'une solution de WIFI public en partenariat avec un prestataire externe.

Et des études sur :
- la technologie BIG-DATA et son application dans le cadre de la mobilité ;
- la mise en œuvre d'une carte multi-services en lien avec la CTS.

En matière de méthodologie et organisation, ont été menées en 2017 :
- la mise en œuvre d'une nouvelle méthodologie de conduite de projets pour le service informatique (PRINCE2) et son application concrète sur des projets pilotes ;
- la mise en place de l'équipe des chargés d'affaires, en charge de la relation avec les directions métiers. Cette équipe a, en particulier, conduit la réactualisation du portefeuille des projets métiers du Plan Pluriannuel des Systèmes d'Information (PPSI).

4.3. Département Infrastructure des usages du Service informatique

Activités Cellule Production
- volumes de données utilisés : 84 To pour les applications (+12% par rapport à 2016), 101 To pour les données bureautiques (+36% par rapport à 2016) ;
- volumes sauvegardés : 48To (+11% par rapport à 2016) ;
- réseau administratif Eurométropole : 68 sites reliés par fibre optique (LAN), 239 sites reliés par un lien « opérateur » (WAN, opérateur Complétel) ;
- autres principaux réseaux de données : Médiathèques (11 sites distants WAN, opérateur SFR), service de l'eau (63 sites distants WAN, opérateur SFR), Vidéosurveillance (19 sites distants WAN, opérateur SFR).

Activités Cellule Ingénierie Systèmes et Stockage
- projet d'évolution du poste de travail (MOC@) : fin du déploiement du nouveau poste de travail (95% du périmètre du projet). Mise en œuvre des principales actions correctives suite à l'audit de sécurité du poste de travail MOC@;

- projet migration messagerie : migration des boîtes aux lettres des agents vers la nouvelle infrastructure de messagerie, offrant une taille de boîtes aux lettres plus importante, et facilitant l'accès depuis l'extérieur ;
- projet renouvellement de la consultation d'hébergement des sites internet de la collectivité : renouvellement de la consultation et attribution à la société DRI, transfert des sites internet de la collectivité vers ce nouvel hébergeur ;
- projet évolution de la solution de sauvegarde : suite au changement de matériel de sauvegarde, paramétrage des sauvegardes des systèmes et bases de données vers cette nouvelle solution ;
- projet d'évolution de l'infrastructure réseau et serveurs des écoles de la ville de Strasbourg : déploiement de la solution et des fibres optiques opérateur pour 90% des écoles ;
- projet hyperconvergence pour les infrastructures de virtualisation : mise en œuvre de la phase 1 de la nouvelle infrastructure en remplacement de l'infrastructure vieillissante, et transfert des systèmes virtuels vers cette nouvelle infrastructure.

Activités Cellule Ingénierie Réseaux et Télécommunications :

- projet d'interconnexion optique des bâtiments : étude et mise en œuvre de raccordements optiques de plusieurs bâtiments de la collectivité ;
- projet d'optimisation des liens réseaux/télécoms des sites distants : optimisation financière des connexions réseaux/télécoms des sites de la collectivité et mise en adéquation avec les flux utilisés par le site ;
- démarrage du projet d'étude de fin de vie Réseau Téléphonique Commuté (RTC) de l'opérateur Orange : propositions de solutions de remplacement, chiffrages associés et préconisations documentaires pour l'Eurométropole ;
- projet de renouvellement de la consultation du marché d'acquisition radio :
    - lot 1 → Infrastructure et lot 2 → Terminaux ;
- démarrage du projet d'étude et de mise en œuvre de nouvelles fonctionnalités et usages de la téléphonie sur IP : étude, test, mise à disposition de nouvelles fonctionnelles ;
- démarrage du projet de renouvellement des infrastructures de téléphonie des sites SDSL vers des technologies IP : Intégration au réseau téléphonique central ToiP des sites autonomes ;
- projet de raccordement des sirènes d'alerte à la population : étude et mise en œuvre du déploiement de 5 nouvelles sirènes sur Strasbourg ;
- projet de déploiement Wifi : étude et mise en œuvre des déploiements Wifi dans les bâtiments de la collectivité, avec 8 sites (plus l'École Européenne) et 77 bornes déployés.

4.4. Département Service Informatique Utilisateur

Activités Cellule SVP

- 59 228 appels reçus au SVP Informatique, soit une baisse de 7,5%, liée en partie à la fin du déploiement MOCA qui avait généré une hausse d'appels. De ce fait, le taux de décrochés s'améliore également légèrement tout en restant faible et passe à 62,38% contre 56,72% l'an dernier ;
- le nombre de tickets SVP est également en légère baisse (-2%) soit 907 tickets de moins par rapport à 2016 pour un total de 41071 tickets traités. Les délais de

traitement se tassent légèrement avec 83,34% de tickets traités dans la journée contre 85,74% en 2016.

Activités Cellule Installations, Dépannages et Guichet technique

- nombre de terminaux téléphoniques : 7173 (pas d'évolution) ;
- nombre de GSM : 1629 (1 526 en 2016 soit +6,7%) ;
- nombre de PDA : 427 (339 en 2016 : + 25,95%).

Activités Instruction et suivi des demandes utilisateurs

- 3 670 demandes utilisateurs (hors projet et hors accès);
- 12 022 demandes d'accès dont 993 créations de compte et 654 suppressions de compte (+8,6% par rapport à 2016) ;
- 1 140 déménagements de postes informatiques (hors retours en stock) ;
- 412 commandes.

5. Mission Fournitures et Prestations Transversales

Faits marquants :

- intégration des achats du service imprimerie de la DRL avec constitution d'un binôme acheteur maître d'ouvrage et expert service imprimerie pour élaborer et conduire les consultations du service imprimerie (professionnalisation des acheteurs) ;
- mise en place du marché en groupement de commande pour la fourniture de bureau (économie 32%) ;
- mise en place du marché en groupement de commande pour la fourniture de fuel (économie 25%) ;
- centralisation et intégration des factures et consommation de l'eau des collectivités dans le suivi des énergies et fluides ;
- mise en place d'un Groupement de commande permanent associant l'Eurométropole de Strasbourg, la ville et les communes de l'Eurométropole, les collectivités CD67 et 68, SDIS 67 et 68, le SDEA et l'OND.

5.1. Département approvisionnement

Magasin

Une valorisation du stockage est toujours en cours. L'adressage complet par métier est établi.

- 56,32 % de surface libérée ;
- 18% de références stockées ;
- gain de 46,73 % de la valeur de stock en 2016 stable en 2017 : - 1% ;
- réactualisation du bilan de suivi des consommations pour les services sur le *T/ partages.*

Énergies:

- nouvelle version logiciel Gestion d'énergie GIMA ;
- intégration d'une nouvelle gestion de fluide : eau ;
- bilan de suivi des consommations d'énergie par site et énergie sur le T partages, sur 4 ans ;
- travail d'interface patrimoniale entre Gima et Salvia, en vue d'import de données communes.

Gardiennage

Mise en place d'un marché pour la sécurité des espaces non bâtis, dans le cadre de la non reconduction du précèdent marché.

Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP)

Poursuite du partenariat avec l'UGAP.

5.2. Département Achats

Énergies

Démarrage de la mise en place de la nouvelle consultation d'achat d'énergie en groupement (gaz naturel et électricité).

Fournitures techniques :

- marché transversal de fournitures de peintures et produits dérivés (gain de 39%) ;
- mise en place d'un marché de fourniture de cartouches d'encre ;
- mise en place d'un marché de fourniture de carton d'emballage.

Prestations de sécurité/gardiennage

Mise en place d'un marché pour la sécurité des espaces non bâtis, dans le cadre de la non reconduction du précédent marché. Stabilité des prix intégrant toutefois le service supplémentaire d'une main courante électronique sur tablette.

Fourniture de bureau

Mise en place du marché en groupement de commande pour la fourniture de bureau (économie 32%).

Fuel

Mise en place du marché en groupement de commande pour la fourniture de fuel (gain de 25%).

Marché imprimerie

Mise en place de 5 marchés pour le service imprimerie reprographie sur le mode achat en binôme acheteur/ expert. Satisfaction du service imprimerie avec un travail commun sur le juste prix/ juste besoin.

Département contrôle qualité nettoyage et produit nettoyage et consommables, gestion multi-sites

Le marché global comprend 10 lots géographiques, 1 lot réservé article 15 (entreprises adaptées ou à des établissements et services d'aide par le travail), 1 lot vitrerie et 1 lot prestations ponctuelles. Ce qui représente 113 sites pour l'entretien des locaux et 11 sites pour la vitrerie.

Chiffres 2017 MAO Eurométropole

Chiffres clés des achats pour les services
Dépenses achats et magasin → 555 800 €
Marchés en cours : 23
Montant des achats sur les marchés transversaux mis en œuvre par MAO → 835 608 €
Dépenses fournitures de bureau et mobilier → 230 195 €
Dépenses gardiennage → 730 818 €
Marchés en cours : 59

Energies :

	Electricité			Chauffage urbain		
2017	*Nbre contrats*	*Conso°*	*Coûts*	*Nbre contrats*	*Conso°*	*Coûts*
EMS	979	39 566 815	5 538 054.23 €	12	16 682 275	1 483 782,50 €
	Gaz			**Fioul**		
	Nbre contrats	*Cconso°*	*Coûts*	*Nbre contrats*	*Conso°*	*Coûts*
	65	22 251 136	1 030 371,37 €	8	682 054,00	43 987,81 €

Depuis 2017, la gestion de la patinoire a été affectée sur les marchés énergie.

Chiffres clés des dépenses
Eurométropole : 8 096 195,91 €
Contrats gérés : 1064
Consommation : 79 182 280 KWh
Marchés en cours : 4

Eau à compter de mars 2017

	Eau		
2017	*Nbre contrats*	*C°*	*Coûts*
EMS	61	**78771**	**210876,61**

Les données Eau sont encore à titre indicatif, car bon nombre d'importations des données, en collaboration avec le service de l'eau, sont en cours.
Nombres de factures : 288 et 5 factures du fournisseur SDEA.

1. Transition énergétique

Objectif « 100 % d'énergies renouvelables en 2050 »

La Transition énergétique est au cœur du projet du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, qui a l'ambition de devenir, à terme, un territoire à énergie positive et amorce dès à présent sa mutation vers un modèle urbain soutenable. A l'instar de quelques villes pionnières en Europe, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a adopté en septembre 2017, l'objectif de 100% d'énergies renouvelables à l'horizon 2050.

Dans la continuité de l'action entreprise, ce projet repose sur un effort de sobriété à l'échelle du territoire, permettant de réduire la consommation, notamment dans l'habitat et les transports. Il repose également sur une accélération du développement des énergies renouvelables, dont le territoire est richement pourvu.

Poursuite de l'engagement de l'Eurométropole de Strasbourg dans l'appel à projet « Territoire à énergie positive pour la croissance verte »

La collectivité a formalisé, en 2015 et 2016, deux plans d'action permettant la contractualisation de 1,630 millions d'euros affectés à 18 actions dans le cadre de l'appel à projet national « Territoire à énergie positive pour la croissance verte ».

44 actions complémentaires, déposées par 21 communes, ont été intégrés en 2017 à ce dispositif.

Le montant total d'aides affectées à ces projets s'élève à 1,784 millions d'euros.

2. Démarche Cit'ergie

Sur recommandation de l'ADEME, l'entrée de la collectivité dans la démarche de management de la qualité de l'énergie « Cit'ergie » nécessitait d'apporter des réponses aux réserves émises lors du pré-diagnostic réalisé en 2015. Ce pré-diagnostic conditionnait le lancement de la démarche au recrutement d'un chef de projet affecté à minima à mi-temps à la mission et à l'organisation de la collectivité en mode projet (comprenant notamment la constitution d'un comité de pilotage et d'une équipe projet).

Recruté en novembre 2017, le chef de projet a consacré le début de sa mission à planifier la démarche et à rédiger les pièces constitutives du marché public en groupement de commandes destiné à doter l'Eurométropole et la ville de Strasbourg d'un accompagnement par des conseillers accrédités. L'articulation avec les démarches Plan Climat Air Energie Territorial et « European Green Capital Award » a également été engagée.

3. Energies renouvelables

Géothermie profonde

Le bassin rhénan supérieur dispose de ressources géothermales exceptionnelles. Ce potentiel a généré plusieurs projets d'exploitation sur le territoire métropolitain.

Dans ce cadre, les missions de la Direction de mission Energie se définissent par :

- l'accompagnement des opérateurs afin d'intégrer leurs projets dans le cadre du développement du territoire ;
- le suivi avec les services de l'État des différentes demandes des opérateurs ;
- la mise en place de comités de pilotage de suivi des différents projets ;
- l'expertise auprès des communes concernées par des projets,

- l'information auprès des communes du territoire ;
- parallèlement, une assistance à maîtrise d'ouvrage pour la création d'un réseau de chaleur à Illkirch utilisant la chaleur issue de la géothermie profonde est engagée.

Points marquants 2017 pour la géothermie profonde :

- trois projets sur le périmètre de l'Eurométropole : Vendenheim (Fonroche), Eckbolsheim (Fonroche), Illkirch (Electricité de Strasbourg) ;
- ces projets s'inscrivent dans la stratégie 100 % énergies renouvelables 2050 de l'Eurométropole de Strasbourg par l'alimentation des réseaux de chaleur existants et futurs du territoire ainsi qu'une production d'électricité locale et renouvelable ;
- un arrêté préfectoral délivré en mars 2017 autorisant l'ouverture de travaux miniers de forages géothermiques sur le ban de la commune d'Hurtigheim. Bien que situé en dehors de l'Eurométropole de Strasbourg, cette installation pourrait aussi contribuer à l'alimentation énergétique du territoire ;
- engagement du premier forage à Vendenheim. D'une durée prévisionnelle de six mois, le chantier de Fonroche vise à réaliser un puit de 4 300 mètres de profondeur. La mise en service de la centrale est prévue pour 2019 ;
- acquisition du foncier nécessaire pour la centrale géothermique d'Eckbolsheim à Eckbolsheim ;
- finalisation des travaux de préparation du terrain à Illkirch afin d'accueillir le rig de forage en 2018 ;
- accueil d'un stagiaire provenant de l'Université de Reykjavik dans le cadre des échanges avec l'Islande sur le thème de la géothermie profonde.

Solaire photovoltaïque

En parallèle aux grands projets d'énergie renouvelable actuellement en développement sur l'Eurométropole de Strasbourg (géothermie profonde, centrales biomasse, UIOM, chaleur fatale), la filière solaire constitue une solution clé permettant de mettre en œuvre la transition énergétique et l'objectif 100 % énergies renouvelables en 2050 sur tout le territoire grâce à l'adaptabilité, la flexibilité et la simplicité de la technologie.

L'Eurométropole de Strasbourg a accompagné deux projets phares afin de mettre en valeur cette filière :

- projet CTS : le projet d'installation de 3,7 MWc (Mégawatts-crête) sur des dépôts et P+R de la CTS via un tiers investisseur (Quadran) a été retenu par la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) ;
- projet Port aux Pétroles : la Direction de mission Energie a mené une étude de faisabilité photovoltaïque afin de valoriser une friche située dans le périmètre PPRT du PAS.

3. Réseaux de chaleur

Réseaux de chaleur de l'Elsau et de l'Esplanade

Les contrats de concession des réseaux de chaleur de l'Elsau et de l'Esplanade arrivent à échéance en juin 2022. En vue de cette échéance, l'Eurométropole de Strasbourg a lancé en décembre 2015 l'étude d'un schéma directeur des réseaux de chaleur afin de mener une réflexion prospective à dix ans.

Les conclusions de ce schéma directeur ont révélé des réseaux et des moyens de production vieillissants, inadaptés aux besoins actuels et futurs des bâtiments, et une tarification ne reflétant plus la réalité des coûts de fonctionnement du réseau. Des investissements de

modernisation du réseau et des moyens de production, intégrant et assurant la part d'énergies renouvelables et de récupération et assurant une sécurisation et une amélioration du service public, paraissent incontournables au regard de la politique énergétique de l'Eurométropole (100 % d'énergies renouvelables en 2050). Une relance anticipée des deux contrats en un contrat unique est apparue opportune pour porter ces investissements et contribuer à la transition énergétique des réseaux et du territoire, orientation décidée par le Conseil de l'Eurométropole en décembre 2017.
Une étude d'assistance à maitrise d'ouvrage a été lancée en septembre 2017, qui a confirmé les conclusions du schéma directeur.

Réseau de chaleur de Hautepierre
Le réseau de chaleur de Hautepierre et Poteries est géré en Délégation de Service public par la société Chaleur Hautepierre, composée de ES Services Energétique et Réseaux de Chaleur Urbains d'Alsace. Avec une puissance installée de 149 MWthermique, le réseau de chaleur dessert les quartiers de Hautepierre, principalement alimentés en Haute Pression/ Haute Température (12 km) et le quartier des Poteries en Basse Pression/ Basse Température (8,2 km). La durée du contrat est de cinq ans à partir du 1er juillet 2016. Une cogénération gaz de 6,3 MWélectrique permet la production d'électricité.
Actuellement alimenté à 100% au gaz, l'objectif est de développer les projets de géothermie et ainsi verdir le réseau avec une énergie renouvelable à plus de 50 % pour bénéficier de la TVA réduite.

Réseau de chaleur du Wacken
Le réseau de chaleur du Wacken mis en service en septembre 2016 s'est développé courant de l'année 2017 et le quartier des affaires QAI1 a été raccordé et la maison du bâtiment le sera en 2018. Le mix énergétique du réseau est constitué à 78 % de biomasse (rafle de maïs et plaquette forestière) et à 20 % de gaz naturel. La puissance souscrite fin 2017 est de 15 290 kW avec un réseau de 6 km et de 19 sous-stations.

1. Service de l'eau et de l'assainissement

Chiffres clés 2017

- 303 agents postes, 45 métiers différents ;
- 70 623 abonnés ;
- 491 533 habitants desservis par le service de l'eau et l'assainissement sur l'ensemble du territoire.

L'eau potable

- 35 305 798 m^3 d'eau potable produit sur l'ensemble du territoire

Le taux de conformité des prélèvements, réalisés au titre du contrôle sanitaire, sur les eaux distribuées par rapport aux limites de qualité, pour ce qui concerne la microbiologie, est de 99,88 % (calcul sur un total de 834 prélèvements du contrôle règlementaire en sortie des usines de production jusqu'au robinet du consommateur).
Le taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées, réalisés au titre du contrôle sanitaire, par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physicochimiques, est de 99,76 % (calcul sur un total de 834 prélèvements toute unité de distribution confondue).
2,87 € TTC : prix moyen du m^3 d'eau à Strasbourg sur la base d'une consommation de 120 m^3 abonnement et assainissement compris au 1er janvier 2018.

L'assainissement

- 3 stations d'épuration dont une de 1 000 000 équivalent EH (Strasbourg – La Wantzenau) et 2 stations de prétraitement Fegersheim et Geispolsheim ;
- conformité en performance et équipements : 100% ;
- 65 000 000 m^3 d'eaux usées traitées en 2016 correspondant à plus de 178 000 m^3 par jour ;
- nombre total d'ouvrages sur le réseau : 96 294 ;
- 1718 km de réseau de collecte des eaux usées.

Certification Qualité ISO 9001 version 2015 et sécurité (OHSAS 18001) pour le service de l'eau et de l'assainissement

Le service de l'eau et de l'assainissement a obtenu la certification qualité ISO 9001 dans sa version 2015 et maintenu la certification sécurité OHSAS 18001.
La prochaine étape de ces démarches volontaires de certification pour l'eau et l'assainissement est le renouvellement des deux certifications avec la finalisation de l'unification des deux systèmes de management de la qualité et de la santé et la sécurité au travail.

Des nouveaux outils de gestion du patrimoine

Le service de l'eau et de l'assainissement de Strasbourg s'est doté d'un outil de gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO) qui est opérationnel sur la partie gestion de stock et achats depuis septembre 2017.

Le nouveau logiciel va beaucoup plus loin que le précédent en termes de gestion des stocks, avec l'identification des pièces par codes-barres, le déclenchement automatique des achats, l'exploitation des données et la production des indicateurs. Les stocks sont désormais à jour en permanence, un point indispensable pour assurer la continuité du service, les interventions pouvant se dérouler 24 heures sur 24.
Ce logiciel permettra une meilleure fluidité de fonctionnement et une meilleure performance du service.

Captage de Plobsheim
La réalisation du futur champ captant de Plobsheim répond à un double enjeu, celui de sécuriser l'alimentation en eau potable de l'ensemble du territoire de l'Eurométropole et de diversifier la ressource.
L'opération consiste en :

- la construction et l'aménagement d'un champ captant au sud du ban communal de Plobsheim, sur une emprise foncière d'environ 11 ha ;
- la pose d'une canalisation de transfert sur un linéaire d'environ 18 km entre le nouveau champ captant et le Polygone au Nord et le réseau existant à l'Ouest (ville d'Illkirch) ;
- la mise en œuvre de mesures environnementales liées aux travaux et à l'exploitation du champ captant ;
- la mise en œuvre des périmètres de protection et d'une aire d'alimentation du captage qui permettra de garantir la pérennité de la qualité de l'eau.

Cette opération d'un coût global de 82,9 millions d'euros TTC est financée par l'Eurométropole de Strasbourg (64,3 millions d'euros) avec le soutien financier de l'Agence de l'eau Rhin Meuse (AERM) (18,6 millions d'euros). La mise en service du champ captant de Plobsheim est prévue fin 2019.

Schéma directeur d'assainissement
La mise en œuvre du schéma directeur d'assainissement s'est poursuivi en 2017 par :

- la réalisation à Blaesheim de travaux de renforcement du réseau afin d'acheminer les eaux vers un bassin enterré d'une capacité de 2 300 m³ permettant de retenir les pollutions potentielles ;
- l'élaboration de programmes de travaux sur les communes d'Eckwersheim, Vendenheim, Plobsheim et Geispolsheim Village. Ces programmes sont entrés en phase opérationnelle avec un démarrage des premiers travaux ;
- des modélisations hydrauliques fines du réseau d'assainissement qui se poursuivent sur les autres communes, qui donneront lieu à des aménagements de restructuration du réseau.

Prix/Label Ménage au naturel
L'Eurométropole de Strasbourg a obtenu le Trophée de l'ingénierie territoriale dans la catégorie eau et assainissement, pour sa campagne « Ménage au naturel » du projet LUMIEAU-Stra (lutte contre les micropolluants dans les eaux urbaines à Strasbourg), dans le cadre des Trophées de l'ingénierie territoriale, organisés par *Techni.Cités* et *La Gazette des Communes*. Cette récompense a été remise à l'Eurométropole de Strasbourg en novembre dernier lors du Salon des maires et des collectivités locales.
Le projet LUMIEAU-Stra, porté par le service de l'Eau et de l'Assainissement de l'Eurométropole de Strasbourg, a pour objectif de réduire les rejets de micropolluants dans le système d'assainissement, et de limiter ceux déversés dans les milieux récepteurs, dans le but

de protéger les masses d'eaux de surface et souterraines de l'Eurométropole. Ce projet a démarré en 2015 et sera achevé en 2019.

Carafe 50 ans de l'Eurométropole
C'est à l'occasion des festivités des 50 ans de l'Eurométropole de Strasbourg qu'une nouvelle carafe d'eau de Strasbourg a été fabriquée avec une sérigraphie dédiée en édition limitée.

Première interconnexion du réseau d'eau potable hors du territoire de l'Eurométropole
Le démarrage des travaux d'interconnexion du réseau d'eau potable de Strasbourg avec celui de la communauté de communes de la Basse Zorn a été inauguré le 25 avril 2017.
L'objectif de cette interconnexion est la sécurisation de l'alimentation en eau potable, notamment dans la zone industrielle, à la fois sur le plan quantitatif et sur le plan de la qualité intrinsèque de l'eau.

Bilan des travaux de la commission eau et assainissement
La Commission Eau et Assainissement s'est réunie 10 fois en 2017 et a travaillé en particulier sur le choix du mode de gestion de la station d'épuration de Strasbourg – La Wantzenau.
Le choix s'est finalement porté, après des études comparatives des différents modes de gestion possible (régie, Délégation de service public, Société d'économie mixte à opération unique, etc.), sur le renouvellement d'une délégation de service public pour une durée de 5 ans, consacrée à un diagnostic exhaustif de l'état du patrimoine tant électromécanique que du génie civil.
La commission a également travaillé sur :

- la sécurisation des sites de production (interconnexion communauté de communes Basse Zorn : inauguration des travaux le 25 avril 2017, champ captant Plobsheim : visite des travaux, travaux réservoir Niederhausbergen : remise en service en juillet 2018) ;
- la qualité de l'eau de la nappe;
- la politique de gestion alternative des eaux pluviales (convention d'entretien) ;
- l'intégration des 5 nouvelles communes;
- les programmes de travaux 2018 ;
- la communication (carafe et actions de communication) ;
- les projets innovants (LUMIEAU – Stra, RESIWATER) ;
- les projets de coopération internationale ;
- la tarification sociale (tarification progressive) ;
- la gestion patrimoniale des réseaux d'eau et d'assainissement ;
- le financement des extensions des réseaux.

La Commission eau et assainissement a aussi travaillé, dans le cadre partenarial avec le Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace-Moselle (SDEA), sur des axes communs en matière de communication et de gestion de crise.
Au titre de la communication, un stand commun a été réalisé, le programme pédagogique a été mis à jour, un appel à projet commun a été lancé et l'Eurométropole a participé à la semaine alternative aux pesticides et à la journée eau du SDEA.
Au titre de la gestion de crise, des formations ont été dispensées sur le cadre institutionnel de gestion de crise et sur la communication de crise.

L'intégration de la communauté de communes les Châteaux
Le schéma de gouvernance mis en place sur le territoire des cinq communes (Achenheim, Breuschwickersheim, Hangenbieten, Kolbsheim, Osthoffen) en matière d'eau et d'assainissement s'est appuyé à la fois sur l'organisation en place sur le territoire et sur celle

mise en place par l'Eurométropole de Strasbourg depuis 2015 dans l'esprit de la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi MAPTAM) du 27 janvier 2014.
Ainsi, la compétence « assainissement » est gérée en régie par l'Eurométropole. La compétence « eau potable » est transférée partiellement vers le SDEA qui assurera le contrôle, l'entretien et l'exploitation des réseaux et ouvrages d'eau potable ainsi que les branchements.
La maîtrise d'ouvrage et l'autorité organisatrice relèvent de l'Eurométropole pour les deux compétences.

2. Service prévention et enjeux environnementaux

Travail sur les risques liés à la présence de galeries souterraines
En 2017, les deux conventions de partenariat pour la prévention et la gestion du risque lié à la présence de cavités souterraines ont été poursuivies avec le Bureau de Recherches Géologiques et Minières.
La convention de suivi des galeries a permis la visite de 10 inspections programmées, 10 interventions suite à l'apparition de désordre en surface, et 1 nouvelle galerie a été découverte. Elle a également permis de procéder à la hiérarchisation des sites susceptibles d'avoir un impact sur le domaine public afin de prioriser la réalisation des travaux.
La seconde convention sur l'amélioration et le test de nouveaux outils a permis la réalisation de 2 inspections à l'aide de robots pour les galeries non accessibles à l'humain, la réalisation de 2 levés 3D permettant d'obtenir des images et dimensions des réseaux, ainsi que l'évolution de la base de données.
Le diagnostic à proximité du site FISCHER a été poursuivi (galerie à l'origine de la chute d'une personne en 2016).

Travail sur les risques technologiques
- suivi de la mise en œuvre des Plans de Prévention du Risque Inondation (PPRI) jusqu'en 2018 ;
- mise à jour des cartographies des risques technologiques sur la base de données interne ;
- analyse des problèmes concernant les risques industriels, analyse des dossiers de demande au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et dossiers de cessation d'activité des industriels.

Sites et sols pollués
- délibération et préparation du marché public pour la mise en œuvre du projet d'inventaire historique urbain, outil dont l'Eurométropole souhaite se doter afin d'avoir une bonne connaissance de l'état environnemental des terrains sur son territoire et de pouvoir anticiper les problématiques liées à la gestion des sites et sols pollués ;
- concrétisation des partenariats financiers pour la mise en œuvre de cet inventaire historique urbain avec le Port Autonome de Strasbourg, l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME), la Caisse des Dépôts et de Consignation et le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) ;

- préparation des éléments en vue de la modification N°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) avec la mise à jour de la cartographie vigilance « Sols » annexée au PLUi, de la base de données des sites et sols pollués et des restrictions d'usage des sols ;
- suivi des divers marchés à bon de commande relatifs aux sites et sols pollués ;
- accompagnement technique des différents services et directions de l'Eurométropole dans la problématique des sites pollués, gestion de terres polluées et instructions des autorisations d'urbanisme ;
- réalisation d'une formation d'introduction à la problématique des sites et sols pollués sur les projets d'aménagements adressée aux agents du Service Projets Urbains ;
- collaboration avec le Service Aménagement Espace Public pour la mise à jour du cahier des charges type de prestation de maîtrise d'œuvre, en intégrant la problématique de gestion de terres en phase travaux ;
- expertise, conseils et accompagnement de la Société Publique Locale (SPL) des Deux Rives ;
- développement d'une stratégie de gestion des délaissés des Tanneries sur la commune de Lingolsheim.

Prévention des risques d'inondation

- poursuite de l'élaboration de la Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation;
- suivi de la rédaction du règlement du Plan de Prévention du Risque Inondation aux côtés des services de l'État (PPRI);
- poursuite de la politique de suivi des ouvrages hydrauliques de l'Eurométropole de Strasbourg (étude de dangers des digues) ;
- lancement de la démarche de renforcement du système d'endiguement de Holtzheim (lancement du marché de maîtrise d'œuvre).

Travaux de restauration de cours d'eau

Le label « SAGE » a été initié, à l'échelle du bassin Rhin-Meuse, par l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse et les présidents des Commissions Locales de l'Eau, dans l'objectif de rendre le SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) visible sur le terrain. Le label SAGE valorise les actions innovantes ou exemplaires en faveur de la préservation de la ressource en eau et des milieux aquatiques.
Dans ce cadre, l'Eurométropole de Strasbourg s'est vue attribuer, le 28 novembre 2017, le label SAGE pour son projet de restauration du corridor écologique de l'Ostwaldergraben.
Cette distinction fait suite à celle déjà obtenue en 2012 par le ministère de l'environnement pour le même projet dans le cadre de l'appel à projet « Stratégie Nationale pour la Biodiversité ».

Préparation de la prise de compétences « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (GEMAPI) au 1er janvier 2018 :

- rencontre des collectivités concernées par le bassin de la Bruche, les bassins de l'Ehn, de l'Andlau et de la Scheer, et le bassin de l'Ill, pour mettre en place des structures de gouvernance sous forme de syndicats mixtes. L'Eurométropole de Strasbourg a ainsi piloté les phases de concertation pour la création d'un établissement public territorial de bassin (EPTB) de l'Ill en associant la Région Grand Est, le SDEA et le Syndicat mixte du bassin de l'Ill ;

- travail pédagogique auprès des élus et de l'administration pour expliquer les contours et implications de cette nouvelle compétence ;
- transfert à l'Eurométropole de la compétence « Maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols » par délibération du conseil de l'Eurométropole du 22 décembre 2017.

Qualité de l'air

En 2017, l'Eurométropole de Strasbourg a poursuivi et finalisé la mise en œuvre de plusieurs projets visant à améliorer la qualité de l'air.

En premier lieu, le programme « Strasbourg, Ville et Métropole respirables » définit une stratégie intégrée en matière de qualité de l'air de 2016 à 2021. Il s'articule autour d'actions couvrant les 6 thématiques suivantes : transports et mobilité, industrie, agriculture, logement, innovation vecteur de croissance verte, et planification urbaine. Une action transversale en matière de communication et d'éducation à l'environnement air est également menée. L'ensemble des 9 actions éligibles à une subvention du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire ont été engagées entre novembre 2016, date de signature de la convention financière, et la fin de l'année 2017.

Le bois-énergie génère des émissions constituant la principale source d'émission de particules fines sur le territoire. Dans le cadre du projet Eurométropole de Strasbourg, soutenu par l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME), la collectivité a réalisé en 2017 une enquête visant à mieux connaître l'état du parc de chauffage au bois sur le territoire ainsi que les pratiques des usagers.

En parallèle, une seconde étude a été menée afin d'étudier les conditions de mise en place d'une aide à destination des particuliers pour le renouvellement de leurs appareils de chauffage au bois les plus polluants. Ces deux études aboutiront à la candidature de l'Eurométropole, en 2018, à la prochaine édition de l'appel à projets « fonds air » de l'ADEME.

Enfin, le projet Eurostr'air, mené en partenariat avec ATMO Grand Est, qui fédère les Associations agréées de surveillance de la qualité de l'air (AASQA), dans le cadre de l'appel à projet « AACT'AIR » de l'ADEME, a été finalisé en 2017. Ce programme avait pour objectif une implication accrue de la population pour l'amélioration de la qualité de l'air du territoire pour les prochaines années. Il se focalise sur les 3 axes d'actions ci-dessous :

- l'implication de l'ensemble des services de la collectivité afin de lier l'ensemble des compétences avec la qualité de l'air du territoire. Ce volet de l'étude a abouti, après la mise en place en 2014 de réunions interservices, à la réalisation d'un tableau de bord transversal des actions ayant un effet positif ou négatif sur la qualité de l'air, intérieure ou extérieure, du territoire. Des actions de communication interne (organisation d'une conférence des cadres sur le sujet, animation à la cafétéria, actualité sur Totems, article dans En Direct et dans Percussions) ont aussi permis de sensibiliser les agents sur le sujet ;
- la mise en place d'un observatoire de l'air dans une zone présentant un double enjeu de développement urbain avec augmentation de population, et de niveaux de concentration en polluants pouvant dépasser les valeurs limites européennes. 2 nouvelles campagnes de mesures ont été menées en 2017 le long de l'axe Deux Rives par ATMO Grand Est. 3 futurs projets urbains de l'axe ont fait l'objet de modélisation afin de prendre en

compte, en amont des réflexions sur les formes des bâtiments, l'exposition des futurs occupants ;
- l'intensification des relations entre les habitants de l'Eurométropole et la collectivité ainsi qu'avec les principaux partenaires concernés par ces enjeux. Ce dernier volet s'est traduit par une poursuite des échanges réguliers avec les associations du territoire, par des interventions de l'élue en charge de la qualité de l'air au plan local et national, et par la réalisation d'une enquête sur la perception de la qualité de l'air par les habitants.

L'Eurométropole a également affirmé son rôle moteur, au plan national, en initiant en 2017 l'Alliance des Collectivités pour la qualité de l'air. Ce réseau d'élus, piloté par la Conseillère eurométropolitaine en charge de la qualité de l'air, s'est réuni 3 fois au cours de l'année 2017 et regroupait en décembre une trentaine de membres. Il vise d'une part à permettre un échange entre collectivités membres sur les difficultés et les bonnes pratiques, et d'autre part à avoir une influence sur les politiques nationales.

La collectivité a également fait évoluer ses plans d'urgence en cas de pic de pollution. Le plan d'action renforcée contre la pollution de l'air intègre désormais le dispositif de circulation différenciée basé sur l'utilisation des vignettes « Crit'Air » et l'extension des conditions de télétravail en cas d'épisode de pollution.
Une conférence de presse du Maire, du Président et du Préfet s'est tenue le 3 juillet 2017 pour rappeler les objectifs du dispositif de circulation différenciée et en esquisser les grandes lignes.

Enfin, la collectivité a apporté son soutien à 8 projets d'associations du territoire impliquées sur la thématique à hauteur de 29 410 €, via l'appel à projets de la Direction de l'Environnement et des Services Publics Urbains, ainsi qu'à l'organisation de la Conférence sur les Sciences de l'Atmosphère et de leurs Applications à la Qualité de l'Air (ASAAQ14) qui s'est tenue à Strasbourg du 29 au 31 mai 2017.

4. Service Collecte et valorisation des déchets

Chiffres clés 2017 :
- 60 équipes de collecte chaque jour pour effectuer la collecte en porte à porte
- 187 842 tonnes de déchets entrées à l'usine d'incinération pour traitement sur autres sites

Fusion avec les 5 communes de l'ex-communauté de communes les Châteaux
Il incombe à l'Eurométropole de Strasbourg d'assurer la compétence « déchets » pour les communes d'Achenheim, Breuschwickersheim, Hangenbieten, Kolbsheim et Osthoffen depuis le 1er janvier 2017.
Sur ces communes, la collecte des déchets pour les ordures ménagères résiduelles, les déchets recyclables et le verre est réalisée en porte-à-porte. Une déchèterie fixe, ouverte 2 jours par semaine, est implantée sur la commune de Breuschwickersheim. Les prestations de collecte en porte à porte ainsi que les rotations de bennes sur la déchèterie sont réalisées par la société SUEZ.
Le financement de la gestion des déchets est assuré par une Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagères (REOM), facturée dorénavant par l'Eurométropole de Strasbourg. La REOM est une redevance due par tous les usagers du service et calculée en fonction du service rendu par la collectivité.

Collecte des déchets

- **Achèvement du projet de développement de la collecte sélective au travers du plan de relance Eco-emballages (2015-2017)**

L'Eurométropole de Strasbourg a été retenue en 2015, dans le cadre du plan national de relance de l'éco-organisme Eco-emballages, pour développer trois de ses projets visant à améliorer les performances en matière de recyclage, notamment celles concernant la collecte du verre et la qualité du tri des papiers, cartons, briques alimentaires, bouteilles/flacons plastique et emballages métalliques.
Les propositions de la collectivité ont bénéficié d'un accompagnement du plan de relance pour un montant total de 447 000 €HT. Celui-ci devait intégrer, sur ces trois projets, un dispositif technique et de sensibilisation, à coût maîtrisé.
Pour ce faire, la collectivité a perçu de juin 2015 à juin 2017 une aide financière d'Eco-Emballages de 370 000 €, en complément d'un fond propre de 77 000 €.

- **Densification et appropriation des conteneurs à verre**

Densification par l'installation de 60 conteneurs supplémentaires sur les 60 prévus répartis sur Strasbourg (45) en ciblant les quartiers Gare-Centre-Tribunal et Neudorf/Port du Rhin, Bischheim (8) et autres communes (7).
Afin de faciliter l'intégration urbaine de ces conteneurs à verre, un appel à projets de création urbaine a été lancé en 2016 par ACCRO, développeur de l'économie créative sur le territoire. Cinq artistes ont été sélectionnés pour habiller 10 conteneurs à verre. Le Musée Tomi Ungerer s'est également associé à cette démarche et plusieurs œuvres ont été retenues pour habiller une dizaine de conteneurs à verre.

Pour 2017, les tonnages sont en hausse de 8% par rapport à 2014 pour l'ensemble des communes, et jusqu'à + 33% dans la zone insulaire de Strasbourg, 21% à Neudorf, 19% à Bischheim. En 2017, 12 033 tonnes ont été collectées.

- **Déploiement de la collecte sélective en apport volontaire de surface dans les zones d'habitat vertical dense**

Avec en moyenne 80% d'erreurs de tri, il convenait d'agir pour revenir au plus près des valeurs nationales qui sont d'environ 20%. Avec un résultat obtenu inférieur à 15% de taux d'erreur, la collectivité dépasse dès 2016 les objectifs fixés pour 2018. Moyens mis en œuvre : déploiement de 71 conteneurs supplémentaires (principalement sur Strasbourg) et communication ciblée auprès des foyers concernés (courriers d'information sur le changement de dispositif, carte des emplacements, actions de sensibilisation menées par les ambassadeurs du tri en porte à porte et en pied d'immeubles).

- **Déploiement de la collecte sélective enterrée en apport volontaire dans les zones d'habitat vertical dense**

Les opérations de renouvellement urbain ont été une occasion pour réaménager les espaces et proposer la collecte enterrée en pied d'immeuble. Celle-ci nécessite un investissement plus important que pour la mise en place de conteneurs de surface. Sur les secteurs concernés (Hautepierre et Cronenbourg), l'accompagnement au changement a été le même que celui conduit dans le cadre du projet précédent, avec des résultats très encourageants. Le taux d'erreurs de tri est passé ainsi de 80% à 24% pour un objectif initial fixé à 30%.

- **Politique Territoire Zéro déchet Zéro gaspillage (TZDZG)**

L'Eurométropole de Strasbourg a lancé par les délibérations du Conseil des 3 juin 2016 et 27 janvier 2017 le programme Territoire Zéro Déchet, Zéro Gaspillage (TZDZG), label octroyé par le Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer (MEEM) aux métropoles innovantes et performantes sur la question des déchets. Ce label permet de bénéficier du soutien de l'ADEME pour mener les actions nécessaires. La priorité porte sur la réduction drastique des déchets et la lutte contre toutes les formes de gaspillage. Le réemploi, puis le recyclage et la valorisation des déchets seront encouragés.
Le Plan de relance Eco-emballages a participé fortement à cette nouvelle politique.

Traitement et valorisation des déchets

- **Unité de Valorisation Energétique (UVE) – problématique amiante**

Suite à l'identification de la présence d'amiante au sein de l'Unité de Valorisation Énergétique (UVE) de Strasbourg, 4 avenants successifs ont été adoptés par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg pour traiter cette situation.
L'avenant n°7, adopté fin 2016, avait définitivement validé la suspension de l'activité d'incinération à compter de septembre 2016, et permettait la réalisation d'un nouveau programme de travaux.
Conformément au planning présenté à l'avenant n°7, la phase 1, concernant le désamiantage des chaudières et éléments de process à la charge du délégataire, a pris fin au courant de l'année 2017.

Cette phase a été suivie du démarrage de la phase 2, sous maîtrise d'ouvrage de l'Eurométropole de Strasbourg, pour effectuer le retrait des câbles, le dépoussiérage et le retrait de certaines façades. Le chantier se terminera par une phase 3, au cours de laquelle délégant et délégataire travailleront ensemble sur le chantier pour le recâblage, le remontage des façades et des chaudières puis la remise en service.
Ainsi, sur l'année 2017, les 187 842 tonnes de déchets livrées sur le site de l'UVE ont été rechargées en totalité pour être traitées sur d'autres sites (tous situés en France). Conformément aux engagements, la répartition des modes de traitement a été respectée : 80% d'incinération, 10% d'enfouissement et 10% de tri des encombrants pour valorisation matière partielle.

5. Service de la Propreté Urbaine

Chiffres clés 2017 :

Balayage manuel externalisé
73 364 heures ont été réalisées en 2017 par des prestataires externes, tous issus de l'Economie Sociale et Solidaires (ESS).

Consommations de carburants
354 252 litres de carburants divers, 3 060 litres d'additif et 1 934 kg de GNV ont été consommés en 2017.

Enlèvements de 2 roues
563 vélos à l'état d'épaves ont été retirés de l'espace public en 2017 sur demande de riverains, de la police municipale ou à la suite d'opération spéciale.

Gestion des déchets
APPORT SERVICE PROPRETE URBAINE
Le tonnage des déchets collectés et apportés par le service propreté urbaine en 2017 sur l'ensemble du territoire eurométropolitain s'élève à 4 826 tonnes, décomposés de la manière suivantes :

- Déchets incinérés à l'UIOM : 1 097 t
- Sables de balayage : 3 540 t
- Déchets compostés : 189 t

Graffiti et affiches sauvages
Les interventions en enlèvement de graffiti et d'affiches sauvages représentent 3 398 interventions, pour 58 918 m² de graffiti effacés ou recouverts et 4 760 m² d'affiches décollées soit un total de 63 678 m².

Mobilier de propreté

- 1 894 bornes de propreté en fonte de type « Tradition » ;
- 350 corbeilles de propreté « Vigipirate » ;
- 2 280 corbeilles métalliques ajourées ;
- 42 collecteurs enterrés ;
- 87 collecteurs à déchets à compaction intégrée.

Propreté canine

- 146 canisites ;
- 9 aires d'ébats ;
- 335 heures de prestations de sensibilité à l'éducation canine.

Sacs et sachets en plastiques consommés

- 259 420 sacs de 110 l ;
- 10 100 sacs pour les collecteurs à déchets à compaction intégrée ;
- 3 925 000 sachets pour déjections canines.

Viabilité hivernale (2016/2017)

- Astreintes : 9 ;
- Interventions ponctuelles : 13 ;
- Interventions P1 + P2 : 7 ;
- Stock de sel FEDE + DISTRICTS : 3 050 t ;
- Stock de sel PORT DU RHIN : 2 859 t ;
- Total stock de sel : 5 909 t sur une capacité de 8 400 t ;
- Total de sel consommé : 1 561 t.

Projet de service

Dans le cadre de la démarche de l'Avenir du Service Public Local initiée par l'Eurométropole de Strasbourg en 2015, le Comité Technique a validé en février 2017 le projet d'évolution et de modernisation du service de la propreté urbaine pour mettre en adéquation les missions et les attentes des usagers avec les moyens et l'organisation du service, tout en améliorant les conditions de travail des agents.

La nouvelle organisation concerne :

- les plages d'intervention et les horaires des agents ;
- une réorganisation des équipes pour une meilleure responsabilité et efficacité sur le terrain ;
- une nouvelle répartition entre les prestations réalisées en régie et les prestations externalisées.
    - Les prestations de balayage manuel dans le secteur Communes Nord et dans le secteur Communes Sud ainsi que les prestations de nettoyage et de gardiennage des toilettes publiques les week-ends et les jours fériés sont maintenant entièrement réalisées par des prestataires de service au moyen de marchés publics ;
- un renfort et un ajustement des moyens humains pour accompagner les évolutions organisationnelles du service.

Opérations de nettoyage de fond

Les districts de nettoiement ont effectué 235 opérations de nettoyage de fond. Ces opérations consistent à mettre en place un panneautage (interdiction de stationner) sur des tronçons de rues encombrées habituellement de voitures en stationnement, et de boîtage de flyers informant les riverains, de la date et heure de l'opération, permettant ainsi de procéder à un nettoyage approfondi des trottoirs et caniveaux.

Manifestations exceptionnelles 2017

26-02-2017 : Carnaval de Strasbourg
05-03-2017 : Carnaval du Bouc Bleu à Schiltigheim-Bischeim-Hoenheim
14-05-2017 : Courses de Strasbourg
03-06-2017 : Braderie de la Krutenau
14-06-2017 : Braderie du Neudorf
10-06-2017 : Marche des Visibilités
10-06-2017 : Braderie de Koenigshoffen
22-06-2017 : Fête de la Musique
24-06-2017 : Braderie d'Illkirch
29-07-2017 : Braderie de Strasbourg
Décembre : Marché de Noël

Interventions en astreinte

Les opérations en astreinte (nuit, week-end et jours fériés) consistent à mettre en sécurité les voies de sécurité du domaine public, suite à des accidents, des phénomènes météorologiques, des dégradations ou à la présence de cadavres d'animaux.
En 2017, 105 interventions ont été effectuées par les agents en astreinte.

6. Service Ressources et administration générale

6.1. Éducation à l'environnement

Un travail de consolidation de la stratégie de la collectivité en matière d'éducation à l'environnement, et de communication de celle-ci auprès des partenaires et acteurs du territoire a été mené en 2017 : associations, communes, inspection académique, écoles (22 rencontres de terrain avec les communes du territoire).

Partenariat avec l'association Strasbourg initiation nature environnement
Dans le cadre de la mise en place de sa politique de soutien des actions d'éducation à l'environnement, l'Eurométropole de Strasbourg a approuvé en faveur de l'association, lors de sa séance du 20 décembre 2013 :

- la mise à disposition du Centre d'Initiation à l'Environnement (CIE) de la Ferme Bussierre ;
- la mise en œuvre d'une convention d'objectifs sur 4 ans ;
- le soutien financier à hauteur de 85 000€ par an.

La délibération du 27 janvier 2017 a pour objet le renouvellement du partenariat.
17 311 personnes ont été accueillies en 2017. 2017 est marquée par un infléchissement des actions conduites hors site tout public confondu (-60%), essentiellement en lien avec des contraintes d'ordre logistique. En revanche, l'accueil tout public sur site est en hausse de 12%. L'accueil de scolaires hors site et l'accueil en temps périscolaire sont en baisse respectivement de -53,7% et -29%. L'accueil de scolaires sur site est stable.

- **Apports du Diagnostic Local d'Accompagnement (DLA) conduit sur la période mars 2016- mars 2017**

L'association qui anime le CIE a orienté sa stratégie selon les 4 axes retenus à l'issue du diagnostic local d'accompagnement (DLA) :
1°/ territorialisation de l'action avec priorisation sur des territoires pilotes puis mise en œuvre un roulement sur 2 à 3 ans. En 2017 des interventions en périscolaire ont été menées à Bischeim, Eckbolsheim et Schiltigheim;
2°/ modèle économique augmentant la part de participation des publics scolaires/extra-scolaires, d'où une hausse du financement propre. En parallèle est menée une réflexion globale sur l'ensemble des activités grand public ;
3°/ valorisation du bénévolat par une meilleure structuration et coordination de l'équipe de bénévoles ;
4°/ animation et enrichissement du réseau associatif en s'appuyant sur le réseau existant et développant des partenariats avec des Centres socio-culturels, des Maisons des Jeunes et de la Culture via la formation de leurs animateurs.

Appel à projet d'éducation à l'environnement
Appel à projets annuel auprès du milieu associatif du territoire de l'Eurométropole, en vue de soutenir des actions qui favorisent l'émergence d'une écocitoyenneté et l'engagement des habitants dans l'amélioration de leur cadre de vie.
En 2017, la collectivité a acté son soutien pour 46 projets portés par 24 associations pour un montant global de 257 551 €. Ils portent sur les thèmes « air et de la santé », de la « biodiversité », de « eau », « éco-citoyenneté », « énergie plan climat » et « réduction des déchets ».

Interventions en régie

- animation : 87 classes ont été concernées soit près de 2 000 élèves sensibilisés de maternelle jusqu'au primaire ;
- accompagnement/conseil. Il s'agit d'une nouvelle orientation de l'activité du département envers les différentes structures du territoire pour la définition et/ou la mise en œuvre de leurs projets pédagogiques (communes ou de leurs satellites). 25 visites de terrain sur 33 communes de mars à juin. Cela comprend :
  - un outillage pédagogique élargi et dématérialisé proposé au prêt ;
  - la prise en compte des besoins du territoire avec la mise en place de possibilités d'animations ponctuelles complémentaires par le prestataire sur les thématiques auparavant peu ou pas couvertes de l'air, du climat, de l'énergie, de la protection de la ressource en eau et des jardins pédagogiques ;
  - un appui qui se construit pour l'animation du réseau des acteurs, la diffusion d'information et l'animation de stands pédagogiques sur l'ensemble du territoire.
- visites de sites. 42 visites du centre de tri et 36 visites du centre de valorisation des déchets verts ont été assurées par le prestataire mais coordonnées en régie, 4 visites de la station d'épuration de La Wantzenau ont été assurées en régie.

6.2. Communication sur les thématiques de l'environnement

Campagnes d'affichage

Quatre campagnes d'affichage ont été renouvelées :

- « Strasbourg ça pousse » en mars au format junior sur la compétence ville ;
- « Alternatives aux pesticides » en mars aux formats junior et senior sur la compétence Eurométropole ;
- « Compostage » en avril et sur demande des communes aux formats junior et senior sur les compétences ville et Eurométropole ;
- « Tri » sur demande des communes avec plusieurs visuels sur la compétence Eurométropole.

Quatre nouvelles campagnes ont été lancées :

- « Ménage au Naturel » en janvier et mai au format junior sur les compétences ville et Eurométropole ;
- « TZDZG » (Territoire Zéro Déchet, Zéro Gaspillage) en janvier aux formats junior et senior sur les compétences ville et Eurométropole ;
- « Mission Ville Propre Super patrouille » en octobre aux formats junior et senior sur les compétences ville et Eurométropole ;
- « Plan climat 2030 » en décembre en lien avec la direction de la communication aux formats junior et senior sur la compétence Eurométropole.

Campagnes de communication globale

Deux campagnes ont été lancées :

- « Ménage au naturel » :
  - 2 vagues d'affichage et 1 campagne digitale Osterputz au printemps 2017 ;

- 2 spots cinéma (diffusion Star, Star St ex, UGC et réalisation d'une enquête) et 4 spots radios (diffusion sur RFM, Top Music, Virgin radio, France Bleue Alsace) travaillés en 2017 pour une diffusion en janvier 2018 ;
- 1 campagne au centre commercial Rivétoile avec un affichage sur les doubles portes;
- des insertions presse et publishing dans 20 Minutes;
- des diffusions de guides, de recettes et de stickers sur l'ensemble du territoire (3 vagues en janvier 2017, avril 2017 et janvier 2018).

- « Mission Ville propre – super patrouille » :
  - 1 vague d'affichage en octobre 2017 sur 2 semaines ;
  - des vidéos teasing sur Facebook retirées après annulation ;
  - un théâtre de rue le 14 octobre et 1 point presse annulé ;
  - réalisation de cendriers de poche ;
  - un test cendriers de vote et marquage au sol « nudge ».

Événementiel

- mars 2017 : Charte « Tous Unis pour + de Biodiversité » ;
- 4 mai 2017 : Start Up de Territoire – TZDZG, réalisation d'une vidéo ;
- 22 Mai 2017 : participation aux journées de l'eau SDEA ;
- 30 septembre 2017 : Lancement « foyers zéro déchets » ;
- novembre 2017 : Semaine Européenne de la réduction des déchets (conférence de presse, édition d'un programme, insertion presse, animation cantine, opération « Don – DAY »).

Édition

Des éditions de documents ont été réalisées pour les services de la direction :

- eau et assainissement :
  - rapport annuel eau et assainissement 2016 et synthèse ;
  - réédition du règlement de service ;
  - charte communication interne « L'Info eau et assainissement » ;
  - manuel qualité ;
  - référentiels techniques eau et assainissement ;
  - formulaires (harmonisation des formulaires et dématérialisation) ;
  - notes qualité de l'eau ;
  - tracts facture d'eau ;
  - stand partenarial Eurométropole de Strasbourg et SDEA ;
  - dossier pédagogique mis à jour.
- environnement :
  - plaquette trilingue « Crit'air et affiche » ;
  - plaquette trame verte ;
  - plaquette entretien des cours d'eau ;
  - plaquette « tous unis pour + de biodiversité » ;
  - balades nature.
- collecte et valorisation des déchets :
  - rapport annuel déchets 2016 et synthèse ;
  - plaquettes redevance spéciale ;
  - outils pédagogiques « Tricétop » ;
  - outils sensibilisation engageante « Citéo ».

Vidéos
12 vidéos ont été réalisées sur différentes thématiques et pour différents médias :

- 2 spots cinéma « Ménage au naturel » ;
- 6 vidéos « TZDZG » : Start up de territoire ; formation éco-manifestation aux internationaux de tennis ; lancement des foyers zéro déchets, présentation et ateliers (cosmétiques et repair café) ;
- 4 vidéos teasing pour les réseaux sociaux « Mission ville propre – super patrouille ».

Plan média : presse et web
Le plan média a donné lieu aux productions suivantes :

- 1 article air dans les DNA, 20 Minutes et Eurométropole magazine ;
- 1 site Web « Strasbourg ça pousse » et 1 article dans Strasbourg Magazine ;
- le travail préalable au lancement du site dédié TZDZG, objectifz.strasbourg.eu.

Opérations et Dossiers de Presse
Les opérations suivantes ont été menées en 2017 :

- TZDZG (24 janvier 2017) ;
- TLC (février 2017) ;
- convention interconnexion Eurométropole/Basse Zorn (25 avril 2017) ;
- dispositif Crit'air (juin et septembre 2017) ;
- bilan édition 2016-2017 FAEP (30 août 2017) ;
- bilan Qualité de l'Air (19 septembre 2017) ;
- Ostwaldergraben (mai 2017) ;
- bilan Plan de Relance Eco-emballage (décembre 2017).

6.3. Sensibilisation au compostage

Compostage collectif
21 sites sont actifs contre 16 fin 2016 et 8 sites sont à l'étude.

Compostage individuel
412 sites sont actifs en 2017 (sans le mois de décembre) contre 447 en 2016.

Actions de sensibilisation en régie
De nombreuses actions ont été menées en régie :

- 383 personnes ont été sensibilisées au compostage en 2017 ;
- 4 stages se sont déroulés sur le site école Parc de l'étoile ;
- 5 formations ont eu lieu sur le territoire de l'Eurométropole ;
- 1 sensibilisation a été intégrée lors d'un événementiel (Street Food) ;
- 1 atelier plantation a été organisé.

En complément, des actions de sensibilisation ont été menées par le prestataire Maison du Compost.

Délégation relations internationales et communication

PROTOCOLE

Le service du Protocole est chargé de l'organisation des événements présidés par le Président de l'Eurométropole, de Strasbourg ou ses représentants. Il organise également les repas et réunions de travail, gère les cadeaux officiels offerts ou reçus par les élus et assure des missions de relations publiques : envoi de cartes de vœux, remise de coupes à des associations et de cadeaux pour les anniversaires remarquables. Il assure un rôle essentiel de conseil aux élus, au cabinet, aux services, voire à des organismes extérieurs ou entreprises, sur les aspects protocolaires.

Durant l'année 2017, le service du Protocole a accueilli plus de 5 900 convives au cours des 395 manifestations de l'Eurométropole de Strasbourg réparties comme suit :

Nature de l'évènement	Nombre 2016	Nombre 2017	Evolution
Visites protocolaires	11	21	90,91%
Réceptions et repas	63	84	33,33%
Inaugurations	22	13	-40,91%
Signatures d'actes	12	5	-58,33%
Mises à l'honneur (coupes, médailles, prix)	13	9	-30,77%
Réunions de travail	204	228	11,76%
Conférences	50	35	-30,00%
Total	**375**	**395**	**5,33%**

En 2017, le service du Protocole est intervenu en appui de plusieurs visites ministérielles auxquelles le Président de l'Eurométropole de Strasbourg a pris part, ainsi que de visites de délégations étrangères.

Visites officielles, en dehors des visites de courtoisie du corps diplomatique et consulaire :

- M. Jean-Michel BAYLET, Ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales dans le cadre de la signature du pacte d'innovation métropolitain ;
- M. Jacques MEZARD, Ministre de la Cohésion des territoires ;
- M. Jean-Luc Marx, nouveau Préfet de la Région Grand Est, Préfet de la zone de défense Est Préfet du Bas-Rhin ;
- Mme. Yolande RENZI, procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Strasbourg ;
- M. Jean ROTTNER, Président de la Région Grand Est ;
- Mme. Michèle LUTZ, Maire de Mulhouse ;
- Mgr Luc RAVEL, archevêque de Strasbourg ;
- M. Thierry GHERA, Président du Tribunal de Grande Instance.

Faits marquants :

- 50ème anniversaire de l'intercommunalité (création de la Communauté urbaine de Strasbourg en 1968, aujourd'hui Eurométropole) avec la participation de Gérard Collomb Ministre de l'Intérieur et des Présidents des Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) historiques ;
- signature de la convention de partenariat entre ENGIE et l'Eurométropole de Strasbourg ;

- signature de la convention de partenariat portant sur l'interconnexion des réseaux d'eau potable entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Communauté de communes de la Basse-Zorn ;
- signature de la charte « Tous unis pour plus de biodiversité », signature d'une convention entre la fédération régionale des métiers d'art d'Alsace, Strasbourg Evénements et l'Eurométropole de Strasbourg, à l'occasion du lancement des Journées européennes des Métiers d'art 2017 ;
- achèvement des travaux du corridor écologique restauré de l'Ostwaldergraben ;
- inauguration des travaux de réaménagements du cœur de village de Fegersheim ;
- premier forage de géothermie sur le territoire de l'Eurométropole.

VEILLE STRATEGIQUE ET DOCUMENTAIRE

1. Mission de veille et projets stratégiques

- la mission de veille documentaire dévolue au service est centrée autour des projets stratégiques de la collectivité. Il s'agit de :
    - poursuivre l'élaboration d'une banque de données centralisée des projets dits « stratégiques », concevoir et piloter un réseau d'alimentation et de contrôle de la banque de données en lien avec les chefs de projets ;
    - créer un système mutualisé de veille couvrant les différents domaines d'intervention de la collectivité, tout en repérant plus particulièrement la dimension stratégique ou innovante des informations ;
- la mission est renforcée et complétée par une veille media consistant à :
    - réaliser une revue de presse quotidienne (week-end inclus), envoyée à environ 500 élus et agents ;
    - constituer des revues de presse « thématiques » en fonction de besoins ou de demandes ciblés ;
- la veille inclut :
    - des alertes ou des signalements de textes législatifs, rapports parlementaires et autres informations clés envoyés chaque jour spontanément aux services et élus intéressés (cf. chiffres ci-dessous) ;
    - les recherches documentaires sur un sujet précis (non juridique).

2. Mission documentation

- fournir les ouvrages et périodiques nécessaires aux services et élus de l'Eurométropole :
    - procéder aux achats d'ouvrages et à la souscription des abonnements à des journaux, revues et bases de données ;
    - gérer et répartir l'attribution des codes d'accès individuels aux abonnements électroniques ;
- alimenter le portail documentaire « E-doc » et en assurer l'administration fonctionnelle ainsi que l'actualisation.

Ressources documentaires

- Une bibliothèque de quelques 10 000 ouvrages et magazines répartis essentiellement dans les services de la collectivité (le fonds d'ouvrages du Centre documentaire a été dispersé en 2013-2014).

Acquisitions	Nombre 2017	Coût 2017	Nombre 2016	Rappel Coût 2016	Nombre 2015	Rappel Coût 2015
Abonnements	503	223 604, 00 €	520	222 000,00 €	767	248 462,49 €
Dont abonnements électroniques	17		19		28	
Ouvrages et documents	33	1 057,79 €	149	6 391,30 €	91	3 555,65 €

Activité de veille documentaire	2017	Rappel 2016	Rappel 2015
Nombre d'informations ou documents transmis	11 006	10 888	10 077

Nombre total d'envois de documents	20 525	20 009	18 236
Nombre de destinataires distincts touchés	795	774	801

DIRECTION DE LA COMMUNICATION

1. Communication externe et presse

- **Gestion du planning du réseau d'affichage Decaux sur la ville et l'Eurométropole de Strasbourg.**
  La Direction assure la gestion du réseau composé de 365 faces 120/175 cm et de 164 faces 320/240 cm (lien avec les différents annonceurs et la société Decaux pour la pose et la dépose des campagnes).

  En 2017, l'activité a donné lieu :
  - en format 120/175 cm, à la pose de 265 campagnes nouvelles et 84 campagnes existantes ;
  - en format 320/240 cm, à la pose de 140 campagnes nouvelles et 50 campagnes existantes.

- **Appels d'offres et diverses consultations** (en groupement ville et Eurométropole)
  - rédaction, publication, analyse et attribution de plusieurs lots de marchés de traduction ;
  - attribution du marché « totems et stands » relancé en 2016 ;
  - relance (rédaction et publication) du marché impression grands formats ;
  - relance (rédaction et publication) des marchés de communication thématique divisés en 4 lots.

<u>Les dossiers de communication incluant des relations avec la presse</u>

- **2017, en chiffres (ville et Eurométropole confondues)**
  94 dossiers de communication portés par les 7 chargés de communication de l'équipe incluant 59 campagnes d'affichage Decaux produites en propre.
  Le service presse a diffusé 183 communiqués, réactions et invitations presse, ainsi qu'une centaine de brèves et plus de 150 opérations presse ont été menées sur l'année.

- **Projets les plus marquants de l'année**
  - 50 ans de l'intercommunalité ;
  - extension de l'Eurométropole à 5 nouvelles communes ;
  - colloque de l'Union Sociale pour l'Habitat ;
  - enquête du bonheur du conseil de développement ;
  - lancement du plan climat ;
  - championnat de natation (hors presse) ;
  - stand sur les Internationaux de tennis (hors presse) ;
  - production et diffusion des cartes de vœux Président et Vice-Présidents en version papier et numérique (hors presse) ;
  - inauguration du tram vers Kehl et week end « conquête de l'Est » (uniquement presse).

Rendez-vous annuels :
- « *Strasbourg aime ses étudiants* » ;
- le stand de la foire européenne.

Autres activités : production de plaquettes sur les énergies, salon de la mobilité interne, Newsletter mensuelle de l'Eurométropole de Strasbourg.

Quelques illustrations concrètes

- **Extension de l'Eurométropole**
  La fusion et le passage de l'Eurométropole de Strasbourg de 28 à 33 communes a donné l'occasion d'une campagne de communication mettant en valeur l'Eurométropole. Ont été menées dans ce cadre :
  - la réalisation d'une campagne d'affichage sur le réseau intercommunal ;
  - la réalisation et diffusion d'une plaquette d'information de 12 pages sur la fusion à destination des habitants des 5 nouvelles communes ;
  - la réalisation d'une exposition au centre administratif présentant la fusion et les 5 nouvelles communes, la pose d'oriflammes annonçant la fusion dans les 5 nouvelles communes ;
  - et enfin l'édition d'une campagne d'information dans les bulletins d'information des 5 nouvelles communes et du magazine de l'Eurométropole.

- **50 ans de l'intercommunalité**
  L'année 2017 a été marquée par l'anniversaire des 50 ans de la création de la Communauté urbaine de Strasbourg, devenue Eurométropole au 1er janvier 2015. Une campagne de communication a été lancée à cette occasion et déclinée autour de quelques temps forts au fil de l'année.
  L'identité visuelle a été lancée au printemps à travers divers supports, comme une signature électronique, puis un évènement de communication interne le jour de la Fête de la musique, afin d'inciter les agents à participer à un concert pour et par les agents.
  Le temps fort principal s'est déroulé en septembre avec le lancement d'une campagne d'affichage, la thématique des 50 ans retenue pour le stand de la foire européenne, et la diffusion d'un magazine dédié. Un site web, créé en partenariat avec l'Institut National de l'Audiovisuel, a permis de retracer de le chemin parcouru et de rappeler les acquis de l'intercommunalité.
  En décembre, Strasbourg a accueilli la conférence des métropoles et les rencontres de l'Eurométropole. Parallèlement, le stand de la foire a été retravaillé pour proposer aux communes qui le souhaitaient une exposition itinérante sur le sujet. La plupart des communes de l'agglomération ont pu l'accueillir.
  Plusieurs opérations de presse ont été organisées autour de cet évènement avec des séquences dans les communes.

- **Colloque de l'Union sociale pour l'habitat**
  La collectivité a accueilli en 2017 le 78ème Congrès de l'Union sociale pour l'habitat.
  La campagne « Le monde a changé, le logement social aussi » s'est articulée autour d'une première phase de teasing mettant en scène des visuels d'intérieurs et un travail photographique réalisé par Dorothée Parent.
  Cette campagne a été déclinée en affichage, sur le stand qu'occupait l'Eurométropole de Strasbourg au Congrès, à travers une exposition sur dix stations de tramway et le long du parc du Heyritz. Enfin, des événements « off » ont permis d'enrichir les échanges sur la thématique du logement social, avec un débat à la librairie Kléber et une soirée court-métrages à l'Odyssée.
  Cette manifestation a été l'occasion d'un important travail avec la presse, notamment à destination des médias nationaux.

- **Lancement du plan climat**
  L'Eurométropole a lancé mi-novembre 2017 son plan climat 2030, à l'occasion d'une conférence-débat avec Isabelle Autissier, navigatrice et présidente du WWF France, à l'Odyssée de Strasbourg. Cette soirée a marqué le début de divers rendez-vous destinés à construire ce projet, autour du marqueur « Plan climat, tous acteurs », avec les habitants, élus, associations et entreprises : « cinés-climat », rencontres des ambassadeurs, mardis des solutionneurs, conférences**,** etc. Une plateforme dédiée a été créée : www.tousacteursduclimat.strasbourg.eu.

- **Championnat de France de natation 50m**
  Cet événement a réuni 545 sportifs du 23 au 28 mai au centre nautique de Schiltigheim. Il a suscité une importante couverture de presse et le déploiement d'une abondante signalétique sur le site.

2. Editions

En s'appuyant en complément sur quelques pigistes-vacataires, l'équipe produit aujourd'hui 3 magazines (*Strasbourg Magazine*, *Eurométropole Magazine* et *Percussion*), qui représentent 19 parutions dans l'année (dont 10 numéros de *Strasbourg Magazine*).

- L'année 2017 a été marquée par le cinquantième anniversaire de l'intercommunalité, pour lequel le service a travaillé à la réalisation d'un numéro spécial de 44 pages intitulé *L'Eurométropole de Strasbourg, 50 ans d'audace* (diffusion en boîtes aux lettres et sur le stand de la collectivité à la Foire européenne ainsi que lors des expositions sur les 50 ans organisées dans les communes).

- Au cours de l'année 2017, les marchés publics liés aux activités du service ont été renouvelés (création des maquettes, exécution graphique, gestion des espaces publicitaires, impression, diffusion en boîtes aux lettres et sur l'espace public). Ce travail a permis d'atteindre l'objectif d'une refonte du magazine de l'intercommunalité, rebaptisé *Eurométropole Magazine*. Conformément au souhait du président, sa nouvelle maquette le distingue de *Strasbourg Magazine* pour contribuer à forger une identité eurométropolitaine. Le projet éditorial a été légèrement modifié, la principale nouveauté étant la création d'une rubrique « Territoires », fournissant de l'information à l'échelle de proximité des communes. Les coûts d'exécution graphique et d'impression ont par ailleurs été réduits.

- En collaboration avec le service de la Communication numérique, le service Editions poursuit le travail de développement du webmag sur le site internet Strasbourg.eu. De nouveaux formats de type « data visualisation » ont été testés avec succès, notamment suite à une formation commune réalisée avec le service Géomatique et connaissance du territoire. Le travail se poursuit en 2018 suite à la mise en ligne de la nouvelle version de Strasbourg.eu.

3. Communication interne

- **Communication digitale via l'intranet**

- lancement du nouveau site intranet Totems en janvier 2017 ;
- environ 700 actualités publiées sur l'année ;
- environ 30 billets de blog ;
- community management (gestion des commentaires et signalements) ;
- animation et formation du réseau des contributeurs ;
- accompagnement du changement (ateliers et permanences pour accompagner le déploiement du nouveau site) ;
- évolution du site (2 déploiements de nouvelles fonctionnalités au courant de l'année 2017).

- **Production multimédia**
  - 27 vidéos diffusées ;
  - dont 21 vidéos produites et réalisées par la communication interne

- **Accueil des nouveaux arrivants**
  - 5 sessions de 3 jours ;
  - environ 200 participants.

- **Évènementiel**
  - concert du 50ème anniversaire de l'intercommunalité ;
  - courses de Strasbourg : participation de l'équipe Eurométropole / Centre européen d'étude du diabète ;
  - organisation d'afterworks.

- **Travaux d'impression**
  - Réalisation de la lettre d'information interne mensuelle (« En direct ») : 11 numéros en 2017.

- **Action de communication externe pilotée par la communication interne**
  - Réalisation de la campagne des vœux aux habitants (mettant en scène la relation agents-usagers pour l'édition 2018).

- **Projets**

  Plusieurs chantiers dans le cadre du développement de la culture collaborative :
  - développement d'un annuaire collaboratif (« Tribu ») au sein de l'intranet (équipe projet transversale) ;
  - mise en place d'un tiers-lieu (« Tipi ») (équipe projet transversale).

- **Divers**

  De manière générale, la communication interne :
  - informe les agents (informations ressources humaines, projets et orientations de la Direction générale, informations pratiques) et encourage la diffusion de l'information horizontale ;
  - relaye et explique les grandes orientations de la collectivité afin d'en faciliter la compréhension, la réappropriation et l'adhésion des personnels ;
  - donne des repères (organigrammes, guides, chartes, accueil des nouveaux collaborateurs) ;
  - développe la culture d'entreprise et le sens du collectif (accueil des agents, événementiels internes) ;
  - accompagne le management ;

- développe la culture collaborative dans la collectivité ;
- valorise les agents à l'interne comme à l'externe ;
- accueille des groupes externes au sein de la collectivité ;
- participe à l'acculturation numérique des agents et sensibilise les agents aux bonnes pratiques des réseaux sociaux.

4. Communication numérique

- **Refonte complète du site www.strasbourg.eu**

Le site principal www.strasbourg.eu a fait l'objet d'une refonte complète. La nouvelle version a été mise en ligne en novembre 2017.

Parmi les évolutions principales :

- nouvelle charte graphique ;
- optimisation pour la navigation mobile ;
- optimisation du moteur de recherche ;
- réorganisation éditoriale partielle ;
- meilleure articulation entre les services pratiques et l'information institutionnelle ;
- points d'accès rapides aux rubriques, services et pages les plus recherchées ;
- nouveaux formulaires en ligne pour près de 70 démarches.

En 2017, le nombre de visites sur le site est resté stable été avec 3,3 millions de visites.

- Dédié aux étudiants, le site *« Strasbourg aime ses étudiants »* propose une nouvelle orientation visuelle et pratique en phase avec les usages de sa cible : www.strasbourgaimesesetudiants.eu ;
- Opération transfrontalière pilotée par l'Eurodistrict et soutenue par l'Eurométropole, la semaine de l'entrepreneur européen se dévoile sur un nouveau site www.semaine-entrepreneur.eu ;
- Le plan climat de l'Eurométropole www.tousacteursduclimat.strasbourg.eu bénéficie d'un site centré sur les fonctionnalités participatives et les événements de l'opération.

- **Présence sur les réseaux sociaux**

La ville et l'Eurométropole de Strasbourg sont fortement actives sur les réseaux sociaux suivants :

- Facebook : 82400 abonnés soit une progression de 11 % sur l'année 2016 ;
- Twitter : 90400 abonnés soit une progression de 26 % sur l'année 2016 ;
- Instagram : 14700 abonnés soit une progression de 47 % sur l'année 2016 ;
- LinkedIn : 4500 abonnés soit une progression de 66 % sur l'année 2016 ;
- Le réseau social Snapchat reste utilisé pour toucher une cible plus jeune principalement lors d'événements comme le marché de Noël, le FARSe ou la fête de la musique.

Le service de communication numérique coordonne désormais une trentaine de pages Facebook thématiques administrées directement par les services métiers : culture, démocratie locale, développement économique, etc. Il a poursuivi l'animation de ce réseau par des rencontres trimestrielles d'échanges et la mise en place de formations mutualisées.

- **Production vidéo**

Fin 2017, le compte officiel Dailymotion de la collectivité comptait 480 vidéos avec près de 1,5 million de vues.
Fin 2017, une nouvelle vidéo *« Strasbourg the Europtimist, ensemble »* dédiée à l'attractivité a été produite et mise en ligne. Elle a fait l'objet de 600. 00 vues sur Facebook. Elle est destinée à être déclinée sur plusieurs points forts de Strasbourg : mobilité, santé, culture, environnement.
Les conseils de l'Eurométropole font toujours l'objet d'une retransmission en direct avec 175 spectateurs (IP) en moyenne.

1. Relations transfrontalières et internationales

1.1. Eurodistrict Strasbourg-Ortenau

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage dans le développement de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau. Au-delà du fonctionnement institutionnel du Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT) et de son Secrétariat Général, ces crédits contribuent au soutien d'actions transfrontalières sur l'ensemble du territoire de l'Eurodistrict.

De nombreux projets transfrontaliers portés par des acteurs associatifs ou institutionnels ont ainsi pu être cofinancés en 2017. Suite à la mise en service de la ligne de tram Strasbourg-Kehl, l'Eurodistrict a financé un habillage du tram aux couleurs transfrontalières. La structure a également cofinancé la mise en service d'une ligne de bus « Erstein-Lahr » facilitant la mobilité des salariés qui résident en France et travaillent dans les entreprises de la zone industrielle de Lahr. À l'instar des années précédentes, l'Eurodistrict a créé un fonds de soutien de 50 000 € permettant de cofinancer des projets qui visent à favoriser l'accueil des réfugiés de part et d'autre de la frontière.

1.2. Relations Strasbourg-Kehl

Sur un plan institutionnel, la commission Strasbourg-Kehl s'est réunie le 5 avril 2017. Elle permet l'examen de sujets techniques et complémentaires au conseil municipal commun :

- préparation de l'inauguration de la ligne D ;
- « *Tramfest* » ;
- parcours du challenge des navettes autonomes ;
- calendrier partagé de l'évènementiel au Jardin des Deux Rives ;
- échanges sur les enjeux actuels en matière de géothermie profonde ;
- introduction prochaine de la vignette « Crit'Air » ;
- implantation sur le pont du tramway de l'œuvre d'art « Écrire les frontière » autrefois au Pont de l'Europe.

Un groupe contact permanent a été institué entre les deux villes. Il est destiné à recenser les différentes manifestations se tenant au Jardin des Deux Rives, dans un but de coordination transfrontalière quant à la gestion de cet espace.

Les projets Strasbourg/Kehl se poursuivent :

- la ligne de tramway D relie officiellement les villes de Strasbourg et la gare de Kehl depuis le 28 avril 2017, aboutissement d'une démarche de plus de 10 années ayant nécessité la construction d'un nouveau franchissement rhénan, l'adaptation du matériel roulant aux normes allemandes de circulation et l'adoption d'une tarification spécifique combinant les deux systèmes (CTS et TGO). L'inauguration a rassemblé les partenaires du projet et de nombreuses personnalités françaises et allemandes lors d'un évènement protocolaire, le 28 avril, suivi d'une « *Tramfest* », week-end de festivités de deux côtés de la frontière dont le succès populaire fut considérable. Ce projet est notamment très suivi aux plan national et européen car il représente un cas d'étude spécifique pour le dépassement des obstacles transfrontaliers de diverse nature (juridique, technique, budgétaire) pour promouvoir des modes de déplacement non-polluants et favoriser la construction d'une agglomération franco-allemande. La phase d'extension de la ligne n'est pas pour autant achevée puisque les travaux pour son prolongement côté allemand

jusqu'à la mairie de Kehl ont été engagés dans la foulée avec une mise en service attendue fin 2018 ;

- la « *Maison de la petite enfance transfrontalière* », officiellement ouverte en mai 2014 comprend désormais autant de professionnels allemands que français et la structure affiche complet aussi bien côté kehlois que strasbourgeois. La pédagogie déclinée au sein de cet établissement conjugue les approches française et allemande en matière de petite enfance ;

- en raison des travaux de rénovation de la piscine couverte de Kehl, les membres du club de natation de Kehl bénéficient d'un créneau horaire hebdomadaire au complexe de Schiltigheim pendant la période hivernale. Cette disposition pourrait être reconduite pendant au moins 4 ans, en fonction de l'avancement des travaux côté allemand.

1.3. Soutien aux structures transfrontalières

1.3.1 INFOBEST Kehl-Strasbourg

L'Eurométropole a reconduit son soutien à l'instance INFOBEST qui dispense des renseignements gratuits sur les questions de mobilité professionnelle et résidentielle à l'intention des particuliers, des entreprises et des administrations, sur un périmètre correspondant à celui de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau. La collectivité est par ailleurs associée au groupe contact sur les questions des retraites allemandes, coordonné par le réseau des INFOBEST du Rhin Supérieur.

1.3.2 Euro-Institut

L'Eurométropole est aussi fondatrice de l'Euro-Institut pour la coopération transfrontalière, basé à Kehl. Il intervient dans les champs de la formation continue et du conseil à destination principalement des administrations du Rhin Supérieur. Ses formations ont accueilli en 2017 plusieurs agents de l'Eurométropole, soucieux de mieux comprendre le système politico-administratif du pays voisin et le fonctionnement de la coopération. À la demande des villes de Strasbourg et de Kehl, l'Euro-Institut accompagne notamment l'équipe binationale de la Maison de la petite enfance.

1.3.3 Centre européen de la consommation (CEC)

Créée en 1993, cette structure s'est imposée comme un organisme de référence en Europe tant en matière d'information et de conseil aux consommateurs que de règlement à l'amiable des litiges transfrontaliers. Elle est devenue un acteur indispensable au service du consommateur européen, notamment dans des domaines aussi stratégiques que le commerce électronique, les transports et le tourisme. Le CEC a réceptionné en 2017 plus de 80 000 sollicitations. Son taux de résolution des litiges à l'amiable est de près de 76%. Dans le droit fil de la réforme territoriale intervenue côté français en 2015, le CEC développe actuellement une nouvelle stratégie afin d'étendre ses activités à l'ensemble des territoires de la région Grand Est et des Länder limitrophes.

1.4. Soutien à la coopération internationale

Les partenariats avec Jacmel en Haïti (1991) et Douala au Cameroun (2005) sont menés en étroite collaboration avec GESCOD, Grand Est solidarités et coopérations pour le développement (ex- IRCOD). GESCOD est le réseau régional des acteurs du Grand Est qui souhaitent s'inscrire dans une politique concertée de coopération et de solidarité internationale.

En 2017, GESCOD a bénéficié d'un soutien de l'Eurométropole de Strasbourg qui permet principalement d'abonder le Fonds Régional de Coopération, fonds qui mutualise les subventions de collectivités locales membres de GESCOD au bénéfice des projets, en particulier ceux développés à Jacmel et à Douala.

2. Strasbourg, capitale européenne

La loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles dispose expressément que « pour assurer à l'Eurométropole de Strasbourg les moyens de ses fonctions de ville siège des institutions européennes, conférées en application des traités et des protocoles européens ratifiés par la France, l'État signe avec celle-ci un contrat spécifique, appelé «Contrat triennal, Strasbourg, capitale européenne» ».

Dans le cadre du contrat triennal 2015-2017, l'Eurométropole de Strasbourg soutient notamment les moyens d'amélioration de l'accessibilité de Strasbourg, ainsi que le Centre d'Information sur les Institutions Européennes (CIIE), installé au sein du Lieu d'Europe depuis 2014.

L'Eurométropole de Strasbourg est également partenaire du Bureau Alsace Europe, et s'est associée aux réflexions sur l'avenir de cette structure dans la nouvelle région Grand Est.

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2018 - Point n°10

Présentation au Conseil des rapports d'activités de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg pour l'année 2017.

Pour	
47	**AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, NEFF-Annick, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SCHALCK-Elsa, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, MENAD-Zaza, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine**
Contre	
0	
Abstention	
0	

11

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Prise en charge de loyers et de frais de fonctionnement.

Coordination des Associations Musulmanes de Strasbourg (CAMS)
La CAMS loue à Habitation Moderne des locaux d'une surface de 20 m² qui sont situés 9 place Kléber et qui font office de siège de la coordination. Le montant total annuel du loyer s'élève à 2 600 € charges comprises. Il est proposé de prendre en charge la partie du loyer hors charges, soit 1 750 €.

Conseil Régional du Culte Musulman (CRCM)
Le C.R.C.M. occupe des locaux 9 place Kléber. Le coût annuel, hors charges, de cette location est de 3 200 €. Il est proposé de soutenir cette association à hauteur de **3 120 €,** correspondant au loyer annuel hors charges.

Association Générations Solidaires
La ville de Strasbourg prend en charge une partie des frais de location des locaux loués par l'association à Habitation Moderne au 11 rue Tite Live pour les activités cultuelles et socioculturelles. Il est proposé d'attribuer **6 000 €,** correspondant au loyer annuel hors charges.

Association Solidarité Culturelle Koenigshoffen
L'association loue des locaux au centre communautaire St Jean de Bosco 17 rue Virgile (paroisse catholique) pour la prière du vendredi. Il est proposé de prendre en charge les frais de location des locaux, soit **2 000 €**.

Paroisse catholique Saint Jean Bosco
La paroisse met à disposition une salle pour la période du Ramadan à l'association Solidarité Culturelle de Koenigshoffen. La Ville prend en charge les frais liés à cette location pour un montant de **2 000 €**.

Conseil Représentatif des Institutions Juives de France (CRIF)
Le Conseil Représentatif des Institutions Juives de France occupe depuis 2010 des locaux 9 place Kléber. La Ville participe à la prise en charge du loyer. Il est proposé de soutenir l'association à hauteur de **5 025 €** correspondant au loyer annuel hors charges.

Union Juive Libérale de Strasbourg
L'association loue des locaux à la Fondation St Thomas, locaux situés 1B rue du Puits. Il est proposé d'attribuer **10 000 €** pour la prise en charge d'une partie des frais de location.

Association des Musulmans de Cronenbourg
La Ville met à la disposition de l'association des locaux préfabriqués rue Kepler. Le coût de la location et des charges est de 60 144 €. Il est proposé de soutenir l'association à hauteur de **10 200 €**.

Association des Jeunes et parents de l'Elsau
L'A.J.P.E. loue à CUS-Habitat des locaux, rue Martin Schongauer, qui font office de siège de l'association et de lieu de culte. Le montant total annuel du loyer s'élève à 11 500 €. Il est proposé d'en prendre en charge une partie à hauteur de **10 500 €**.

Association Saint Amand
L'objet de cette association est la mise en commun et la mise à disposition des ressources en personnels et en matériels aux mouvements et aux services épiscopaux pour l'accomplissement des missions pastorales et de formation que l'Archevêché de Strasbourg aura définies.
Elle gère, entre autres, les aumôneries des sourds, des prisons et des gens du voyage. C'est cette dernière qu'il s'agit de soutenir ici dans son fonctionnement, notamment les formations à hauteur de **2 000 €**.

Association Le Domino
L'association Le Domino gère, pour le compte de l'Aumônerie Universitaire Catholique, l'accueil des étudiants principalement des grandes écoles et des facultés de sciences.
Elle s'occupe, entre autres, de la formation spirituelle et des rassemblements d'étudiants.
La Ville soutient les activités et les manifestations organisées par l'association. Il est proposé de participer à hauteur de **1 200 €**.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le versement de subventions aux organismes suivants :

Coordination des Associations de Musulmans de Strasbourg	*1 750 €*
Conseil Régional du Culte Musulman	*3 120 €*
Association Générations Solidaires	*6 000 €*
Association Solidarité Culturelle Koenigshoffen	*2 000 €*
Paroisse catholique Saint Jean Bosco	*2 000 €*
Conseil Représentatif des Institutions Juives de France	*5 025 €*

Association Union Juive Libérale de Strasbourg	*10 000 €*
Association des Musulmans de Cronenbourg	*10 200 €*
Association des Jeunes et parents de l'Elsau	*10 500 €*
Association Saint Amand	*2 000 €*
Association Le Domino	*1 200 €*

décide

l'imputation de la dépense de 53 795 € sur le budget 2019 de la ville de Strasbourg, activité AT 03A, fonction 025, nature 6574 programme 8036 dont le disponible, avant le présent Conseil, est de 125 173 €,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions relatives à ces subventions.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

12

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Versement d'une subvention de fonctionnement à la Société Protectrice des Animaux (S.P.A.) de Strasbourg pour 2018.

La Société Protectrice des Animaux (SPA) de Strasbourg exerce une activité de refuge pour animaux dans les locaux sis 7 rue de l'Entenloch à Strasbourg.

Dans le cadre de cette activité, l'association prend en charge les animaux abandonnés par leur maître ainsi que les chats et chiens issus de la fourrière animale métropolitaine, en vue de les faire adopter.

Depuis plusieurs années, la ville de Strasbourg soutient la S.P.A au titre de son activité refuge par l'attribution d'une subvention de fonctionnement annuelle d'un montant de 38 100 €.

Pour l'année 2018, il est proposé de reconduire le versement de cette subvention de fonctionnement de 38 100 € à la S.P.A.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement d'une subvention de 38 100 € à la Société Protectrice des animaux de Strasbourg,

décide

- *l'imputation des crédits nécessaires, soit 38 100 € au budget 2018 – Fonction 510 – Nature 6574 CRB SE00A,*

- *la proposition ci-dessus représente une somme de 38 100 € à imputer sur les crédits ouverts sous la fonction 510, Nature 6574 CRB SE00A dont le disponible avant le présent Conseil est de 38 100 €.*

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

13

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Politique de réduction, de mutualisation et de renouvellement du parc des véhicules et engins de la ville de Strasbourg en faveur d'une meilleure qualité de l'air et d'un impact carbone limité.

Dans le cadre du Plan Climat 2030 en cours d'élaboration, la ville de Strasbourg souhaite prendre sa part dans l'Accord de Paris afin de limiter le réchauffement climatique en deçà de 2°C. Pour diminuer les gaz à effet de serre et préserver un environnement vivable et durable, la collectivité déploie une série d'initiatives sur le territoire concourant à des objectifs de transition énergétique pour atteindre 100 % d'énergies renouvelables en 2050, de santé publique par la feuille de route cadre de vie sain et durable adoptée en mars 2018, de qualité de l'air au regard des enjeux du territoire particulièrement vulnérable et couvert par un plan de protection de l'atmosphère.

En parallèle, en 2017, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg se sont engagées dans un processus ambitieux et transversal de labellisation européenne - intitulé Cit'ergie - jugeant du niveau d'engagement et d'exemplarité de la collectivité en matière de climat, d'air, d'énergie dans l'ensemble des leviers internes de la collectivité, ainsi que dans sa sphère d'influence.
A ce titre, la collectivité souhaite faire évoluer la politique de gestion de son parc de véhicules afin de répondre à l'objectif de développement des mobilités douces, actives et propres dans le cadre des déplacements professionnels ainsi que de réduction du parc motorisé polluant.

Objectifs généraux de gestion du parc, par ordre de priorité :
- Réduction du parc et optimisation de l'utilisation des matériels,
- Acquisition de véhicules les plus respectueux de l'environnement et de la santé
- Réduction de la consommation d'énergies fossiles, utilisation de carburants décarbonnés et des énergies renouvelables.

1. Réduction du parc et optimisation de l'utilisation des matériels

A chaque réforme de véhicules ou d'engins, une analyse du besoin est réalisée par le service PVA, en charge de la gestion des véhicules et engins, en collaboration avec le service utilisateur.
En fonction de la nature du besoin, de sa fréquence, de son intensité et de son lieu, seront retenues prioritairement :

1. des solutions de report modal en faveur de la mobilité douce et active,

2. des solutions de mutualisations y compris avec des partenaires du territoire (Citiz par exemple),
3. des solutions de recours aux pools existants ou à construire,
4. des solutions de location…

Annuellement, une analyse de l'utilisation des véhicules, en lien avec les services utilisateurs, est réalisée afin de tendre vers une gestion du parc optimisée et efficace au regard des enjeux environnementaux, et permettre un renouvellement qualitatif.

Au cours des 10 dernières années, le nombre de véhicules a été réduit de 12 %. Dans le cadre du Plan Climat 2030, l'objectif est de faire passer la part des déplacements professionnels réalisés à pied, à vélo, en transports en commun ou avec tout autre mode de déplacement doux à 75 % et de réduire le parc de véhicules d'un quart.

2. Acquisition de véhicules les plus respectueux de l'environnement et de la santé

La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, impose aux collectivités de recourir à au moins 20 % de véhicules légers à faibles émissions (émettant moins de 60g de CO2 par km) lors de leur renouvellement.

Afin de répondre à l'objectif de transition énergétique et dans le cadre du Plan Climat 2030, la Ville souhaite aller au-delà de ce minimum en systématisant l'acquisition de véhicules électriques dès lors que cela est possible. Ces évolutions permettront par ailleurs un meilleur confort d'usage, avec une diminution de l'exposition au bruit des agents-es.

Aussi les priorités en matière de motorisation sont fixées ainsi :

1) **Electrique ou hydrogène**
2) **Gaz Naturel pour Véhicule (bioGNV)**
3) **Essence sans plomb ou hybride**
4) **Diesel avec utilisation de carburants décarbonnés (exemple GTL...)**

Le passage d'une priorité à une autre sera déterminé par les critères de réussite suivants :

- disposer d'une offre des constructeurs (par ex : pas ou très peu d'électrique en motorisation poids lourds),
- maîtriser les technologies et les coûts d'investissement et de fonctionnement,
- garantir le service rendu en matière de puissance de travail et d'autonomie,
- offrir des solutions de recharge adaptées et proche de l'utilisation (par ex: bornes pour les véhicules électriques).

et les décisions de remplacement prises :

- véhicules légers : motorisation électrique généralisée sauf cas particuliers notamment en cas d'impossibilité de charge,
- véhicules utilitaires et fourgonnettes : en principe électriques, sinon bio GNV, hybride ou hydrogène.
- poids lourds : motorisations bioGNV, électricité, hybride ou hydrogène si disponibles ou à défaut diesel ou essence

Concrètement,
Pour les années à venir, le programme d'acquisition annuel type pourrait être composé de :
- vélos à assistance électrique ou non,
- vélos-cargos,
- vélos-remorques,
- matériels d'entretien électriques (souffleurs, taille-haies, tronçonneuses, débrousailleuses),
- 20 berlines et fourgonnettes électriques,
- 2 camionnettes plateau électriques,
- 10 fourgons électriques,
- 2 camions ou gros engins diesel (si aucune autre solution de mutualisation n'est possible et si aucune offre plus vertueuse n'est accessible).

Ce programme d'acquisition annuel type pourrait évoluer au fur et à mesure de la mise sur le marché d'autre véhicules et engins à motorisation à faibles émissions (électrique, hybride, hydrogène…).

Pour mémoire, le parc actuel de la Ville se compose de :

- 300 véhicules légers dont 100 sont destinés au transport de personnes (berlines, monospaces, break) et 200 utilitaires destinés au transport de matériel (fourgons, fourgonnettes, pick-up, camionnette...),
- 25 véhicules poids lourds (>3.5 tonnes, camions, engins divers),
- 300 vélos,
- 60 scooters et motos,
- 1 500 petits matériels (tondeuses, tronçonneuses, remorques...).

Parmi les 300 véhicules légers, 51 fonctionnent au GNV, 12 au GPL et 23 sont électriques.

La répartition actuelle des typologies de motorisations au regard des données Crit'Air est la suivante :

Véhicules	0 VERTE	1 VIOLET	2 JAUNE	3 ORANGE	4 BRUNE	5 GRISE	SANS	Total général
légers	3	69	30	8	2			112
utilitaires	16	36	62	47	13	2		176
poids lourds	0	0	4	6	2	10	3	25
Total général	19	105	96	61	17	12	3	313
	6 %	34 %	30 %	20 %	5 %	4 %	1 %	100 %

L'objectif est d'atteindre à l'horizon 2026, un parc de véhicules composé uniquement de véhicules comportant les vignettes 0 ou 1 (vert, violet,) avec renforcement des inscriptions budgétaires en conséquence.

3. Réduction de la consommation d'énergies fossiles, utilisation de carburants décarbonnés et d'énergies renouvelables.

Par ailleurs, considérant les technologies disponibles aujourd'hui notamment pour les poids lourds, il est poursuit l'objectif de réduire la consommation de :

- gazole (ou carburant de substitution) : de 100 % dès 2026,
- essence (ou carburant de substitution) : de 25 % en 5 ans ; de 90 % d'ici à 2030 et de 100 % d'ici à 2050.

Un appel d'offres a été lancé en vue d'utiliser des carburants de substitution au gazole et à l'essence. Il s'agit de biocarburants ou de carburants de synthèse qui présente un bilan carbone inférieur de 20 à 50 % aux carburants traditionnels.

Engager un programme de montage de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments de l'administration pourra permettre de couvrir une partie des besoins des véhicules électriques et des bâtiments administratifs.

Autres mesures connexes

- Redynamiser les formations d'éco-conduite. Objectif 2025 : 100 % des agents-es utilisateurs-trices de véhicules motorisés sont formés à l'éco-conduite.
- Relancer une campagne d'optimisation du parc en améliorant la mutualisation des véhicules notamment de ceux circulants peu. Etendre cette mutualisation avec d'autres structures comme par exemple CITIZ.
- Favoriser le télétravail pour les agents-es volontaires.
- Prioriser l'utilisation des véhicules les plus vertueux (électriques, bioGNV…).
- Renforcer notre coopération avec le pôle du véhicule du futur pour suivre et participer à l'accélération de la mise au point de matériels vertueux encore inexistants sur le marché. Des expérimentations pourront être menées avec des matériels actuellement en parc ou à acquérir.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *la politique de gestion et de renouvellement du parc des véhicules et engins selon l'exposé des motifs ci-dessus témoignant de l'exemplarité souhaitée par la collectivité en cohérence avec les objectifs d'une meilleure qualité de l'air et d'un impact carbone limité,*

- *l'objectif de disposer en 2026 d'un parc de véhicules composé uniquement de véhicules comportant les vignettes 0 ou 1 (vert, violet),*

- *la proposition d'adopter les arbitrages budgétaires en conséquence pour le plan pluriannuel de renouvellement du parc véhicules.*

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

14

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Acquisition de véhicules et engins pour les services de la ville de Strasbourg pour l'année 2019.

Le parc municipal est composé de 300 véhicules et 1 800 engins d'une valeur à neuf de 15 M € environ.

Chaque année, la ville de Strasbourg réalise un programme annuel d'acquisitions qui doit permettre d'une part, de renouveler les matériels les plus vétustes et les plus polluants en vue de garantir la fiabilité du parc et, d'autre part, d'adapter le parc à l'évolution des missions des différents services dans le cadre d'une bonne gestion des ressources et de développement durable.

L'élaboration de ce programme d'acquisition résulte d'une démarche établie sur trois axes :

- **l'optimisation de l'utilisation et la réduction des matériels en parc**, en développant la mutualisation et le redéploiement, en incitant à l'utilisation des moyens de transport les plus adaptés et en réformant les matériels sans les remplacer lorsqu'ils ne sont plus indispensables au fonctionnement des services,

- **l'acquisition de véhicules les plus respectueux de l'environnement** et conformes aux orientations prises, d'une part en matière d'émissions de gaz à effet de serre pour s'inscrire dans le plan climat (le parc automobile de la ville émet annuellement 757 tonnes de CO2), d'autre part en matière d'émission de particules et d'oxydes d'azote pour s'inscrire dans le projet "villes respirables" de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg qui a été sélectionné en septembre 2015 dans le cadre de l'appel à projet lancé par le ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Ainsi, les motorisations GNV et électriques seront privilégiées pour tout achat.

- **le recours à Vél'auto 24/24 et à l'auto-partage (CITIZ).**

Ainsi, il est prévu l'acquisition en remplacement de matériels existants pour les différents services de la ville de Strasbourg :

- **1 tondeuse hélicoïdale**

- **1 camion dépanneuse**

- **3 tracteurs agricoles**

- **1 camion multiroll**

- **1 camion nacelle**

- **2 tondeuses rotatives**

- **1 bras de fauchage**

- **21 véhicules légers**

de réformer sans remplacement :
- **1 tracteur agricole**

La dépense estimative pour l'acquisition de matériels roulants du programme 2019 s'élève à 1 063 000 € TTC.

Conformément aux dispositions des articles 81, 82 et 83 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs au marchés publics portant sur les centrales d'achat, il est prévu de faire appel aux services de l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour l'acquisition des véhicules figurant à son catalogue et présentant des tarifs compétitifs.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'acquisition de véhicules et engins destinés aux différents services de la Ville selon le programme ci-dessus pour un montant total estimé à 1 063 000 euros TTC ;

décide

- *l'imputation des dépenses sur les crédits inscrits au budget 2019 : CRB LO04 – AP 0224 – Programme 1251 ;*

- *l'imputation des recettes de subventions sur le crédit inscrit au budget 2019.*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e :

- *à signer toute convention concernant l'acquisition de véhicules propres et relative au versement d'une subvention au bénéfice de la Ville ;*

- *à lancer les consultations ou à passer commande auprès de l'UGAP conformément au Code des marchés publics et à prendre toutes les décisions y relatives ;*

- *à signer et à exécuter les marchés en résultant.*

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

15

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Divers travaux d'amélioration patrimoniale sur les immeubles de la ville de Strasbourg.

Les bâtiments municipaux nécessitent des interventions de maintenance dont la fréquence augmente significativement et dont les montants sont suffisamment significatifs pour ne pas pouvoir être portés par les directions thématiques. Ces interventions peuvent concerner des rénovations de toiture, des remplacements de menuiseries, des réparations structurelles, etc. Or la portée des opérations de maintenance, au fil du temps, est entravée par la vétusté grandissante des ouvrages.

Sur la base des constats et interventions du Service de maintenance du bâtiment et des informations recueillies auprès des directions thématiques, la Direction de la construction a ainsi construit un programme pluriannuel de travaux patrimoniaux permettant de mieux gérer l'état du patrimoine de la ville.

La campagne de travaux patrimoniaux concernera à la fois :

- le remplacement d'ouvrages importants, parfois à forte valeur patrimoniale, mais également des interventions lourdes sur des ouvrages ou équipements ;
- la valorisation de patrimoines dégradés, parfois inoccupés de longue date du fait de leur état ;
- la mise aux normes et le maintien de bâti à forte valeur patrimoniale ;
- toute intervention de nature patrimoniale sur le patrimoine de la ville.

Certaines de ces opérations font l'objet d'autorisations de programme dédiées au bâtiment. Pour les autres bâtiments, une autorisation de programme est mise en place de manière récurrente, d'un montant de 6 230 000 €TTC sur les 4 prochains exercices.

1. Travaux de rénovation des toitures vétustes

Pour les quatre prochaines années, les opérations de remplacement de toitures ou d'étanchéité suivantes vont être engagées :

- le Musée historique (Toiture historique vétuste – 400 000 € HT Travaux - Travaux 2020),
- l'Immeuble « PH8 » (Toiture vétuste partiellement amiantée – 200 000 € HT Travaux - Travaux 2019),

- la médiathèque Olympe de Gouges (Etanchéité défectueuse – 480 000 € HT Travaux – Travaux à partir de 2019),
- l'église St Paul de Koenigshoffen (Toiture très dégradée d'un monument inscrit au MH – 480 000 € HT Travaux – Travaux à partir de l'été 2019).

Des interventions lourdes seront par ailleurs programmées à partir de 2020 par exemple sur la couverture du barrage Vauban, l'étanchéité du théâtre de Hautepierre, le gymnase du centre sportif de la Robertsau, le CMS/CSC de la Montagne verte, la verrière des archives municipales et communautaires…etc.

2. Travaux de remplacement de menuiseries vétustes

Pour les trois années à venir, les opérations de remplacement des menuiseries et occultations vont être engagées pour les bâtiments suivants :

- Immeuble Stoltz (290 000€HT Travaux - Travaux à partir de l'été 2019),
- Immeuble 4 rue Brûlée (830 000€HT Travaux à réaliser en 3 phases - Travaux à partir de l'été 2020).

3. Travaux de remplacement d'appareils élévateurs vétustes

L'évolution des normes pour les appareils élévateurs (ascenseurs, élévateurs, monte-charge, ascenseurs de charge) impose une mise à niveau régulière des appareils. Le bon fonctionnement de ces appareils est toujours primordial pour l'accessibilité des établissements publics ou pour le bon fonctionnement des services. Or, avec le temps, les pannes sont de plus en plus fréquentes et les pièces parfois plus disponibles.

Ont été engagés le remplacement des appareils élévateurs suivant :

- du Pavillon Joséphine (40 000 € HT travaux - Travaux réalisés à l'été 2018),
- du TAPS Gare (123 000 € HT travaux - Travaux réalisés à l'automne 2018),
- de la halle du marché Neudorf (Accès au CMS et à la médiathèque – 200 000 € HT travaux - Travaux à partir du 1er trim.2019).

4. Travaux patrimoniaux divers

Plusieurs bâtiments nécessitent des travaux de rénovation patrimoniaux lourds (mise en sécurité incendie, réfection de l'enveloppe, réfection des installations techniques, rénovation générale) pour permettre leur affectation suite à une période longue d'inoccupation. C'est le cas de :

- Le Bastion XVI sis rue des remparts à Strasbourg : Il s'agit de la rénovation de ces locaux désaffectés (réfection sols, murs, plafonds et menuiseries extérieures) pour garantir un bon état de conservation et permettre éventuellement leur occupation à des fins de stockage. Le montant estimé des travaux est de 260 000 € HT.

- La Tour Heinrich aux ponts couverts à Strasbourg : Il s'agit de travaux de rénovation (réfection sols, murs, plafonds et remplacement des menuiseries extérieures et de la

toiture) pour garantir la conservation des différents ouvrages et une éventuelle ré-affectation du Rez-de Chaussée. Le montant estimé des travaux est de 230 000 € HT.

5. Travaux patrimoniaux sur AP

Enfin, plusieurs bâtiments nécessitent des travaux de rénovation patrimoniaux lourds (mise en sécurité incendie, mise en accessibilité, réfection de l'enveloppe, réfection des installations techniques, rénovation générale) pour permettre la poursuite de leur exploitation ou leur affectation suite à une période longue d'inoccupation. Ils font pour cela l'objet d'autorisations de programme dédiées. C'est le cas de :

- L'immeuble 15 rue des juifs : L'immeuble sis 15 rue des juifs a été cédé à la collectivité par la Caisse des dépôts et Consignation en 2014. Le bâtiment, actuellement vide, a une très forte valeur patrimoniale avec un escalier en bois classé à l'inventaire des monuments historiques et fresques du XVème siècle sont inscrites. Ces aspects patrimoniaux contraignent fortement l'occupation du bâtiment, notamment le nombre de personnes pouvant être accueillis. L'opération consiste à mettre en sécurité incendie l'immeuble, afin de permettre son occupation par des associations. Le montant estimé de l'opération est de 1 250 000 € TTC comprenant l'encloisonnement de l'escalier historique, des interventions de renforcement de la structure, des mises aux normes diverses suivant les réglementations en vigueur (accessibilité, électricité…etc.). Les travaux sont programmés à compter de l'été 2019 pour une livraison à la fin de l'année 2019.

- Le cinéma de l'Odyssée : L'opération consiste en la mise en œuvre de travaux patrimoniaux et de mises aux normes permettant d'améliorer l'accueil du public et d'éviter la dégradation du bâti à forte valeur patrimoniale. Il s'agit de mettre en accessibilité et de rénover les sanitaires de l'établissement, de remplacer le système de rafraichissement indispensable au fonctionnement des cabines de projection, de remplacer les menuiseries extérieures vétustes et de rénover le foyer et les bureaux. Le montant estimé de l'opération est de 480 000 € TTC. Les travaux sont programmés à compter de l'été 2019 pour une livraison à la fin de l'année 2019. A noter, que le projet en préparation de création d'une troisième salle de projection fera l'objet d'une délibération spécifique.

- Bâtiment annexe sis 76 allée de la Robertsau : Il s'agit de travaux de rénovation de la toiture et des menuiseries, mais surtout de renforcement de la structure du bâtiment. Ces travaux permettront de qualifier l'arrière de la propriété, en valorisant le dernier bâtiment délaissé. Le montant estimé de l'opération est de 250 000 € TTC comprenant également une rénovation intérieure des locaux pour installer une salle de réunion à destination de l'Observatoire Européen de l'Audio-visuel. Les travaux sont programmés à compter du printemps 2019.

- La Cité de la Musique et de la Danse (sur crédits récurrents culture) : Il s'agit d'assurer, d'une part la refonte du système de chauffage, ventilation et rafraichissement du bâtiment, d'autre part, suite aux remarques de la commission de sécurité et de remplacer le système de sécurité incendie. Le montant estimé des travaux est de

1 200 000 € TTC. Les travaux, difficilement réalisables en site occupé, seront mis en œuvre en plusieurs phases successives à compter de l'été 2019.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la mise en place d'une AP patrimoniale récurrente tel que présenté dans le rapport ;

décide

- *d'imputer les dépenses d'investissement des travaux patrimoniaux sur l'AP0204 prog 1145,*
- *d'imputer les dépenses d'investissement correspondant :*
- *au remplacement de la toiture de l'église St Paul sur l'AP0012 prog 186,*
- *la mise en sécurité et mise aux normes de l'immeuble sis 15 rue des juifs sur l'AP0204 prog 1180,*
- *les travaux de rénovation et de mise en accessibilité du cinéma l'Odyssée sur l'AP0215 prog1208,*
- *les travaux de rénovation des installations climatiques et de sécurité de la Cité de la musique et de la danse sur l'AU15 prog1136,*
- *les travaux de rénovation du bâtiment annexe sis 76 allée de la Robertsau sur l'AP0204 prog1220 ;*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e :

- *à mettre en concurrence les marchés d'études, de travaux et de fournitures,*
- *conformément au Code des marchés publics et à signer et exécuter les actes en résultant,*
- *à signer les dossiers de demande de déclaration de travaux, de permis de démolir et de permis de construire,*
- *à solliciter auprès des financeurs les subventions y afférentes et à signer tous les actes en résultant.*

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral

et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2018 - Point n°15

Divers travaux d'amélioration patrimoniale sur les immeubles de la ville de Strasbourg.

Pour	Contre	Abstention
52	0	0

AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, NEFF-Annick, PEIROTES-Edith, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REMOND-Thomas, RIES-Roland, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHALCK-Elsa, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, MENAD-Zaza, VETTER-Jean-Philippe, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, LOOS-François

16

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Avis de la ville de Strasbourg sur le compte financier 2017 et le budget modificatif 2018 du Port autonome de Strasbourg.

L'article 13 de la convention du 20 mai 1923 conclue entre l'Etat et la ville de Strasbourg relative à la constitution du port rhénan de Strasbourg en Port autonome prévoit que la ville de Strasbourg émette chaque année un avis sur le compte financier de l'exercice passé et sur le budget de l'année suivante. Le conseil est ainsi appelé à rendre un avis sur le compte financier 2017 et sur le budget modificatif 2018 de l'établissement portuaire.

Avec 320 entreprises implantées employant 10 000 salariés en 2017 et investissant près de 90 M€ in situ, le Port autonome constitue en termes de trafic la première plate-forme logistique d'Alsace, la première gare de fret d'Alsace et le deuxième port fluvial de France.

L'année 2017 a été très bonne année en terme de trafic, se traduisant par une augmentation du trafic fluvial et du trafic de containeurs et une stabilité du trafic fer ; elle est aussi l'année de grands projets comme l'inauguration du portique de Lauterbourg et la création de la marque R3FLEX, la nouvelle signalétique sur le port de Strasbourg et le démarrage des opérations relatives au nouveau siège social, opérationnel en 2020, ainsi que la reconfiguration de la rue du Port du Rhin, interface entre la Ville et le port.

Enfin 2017 est aussi l'année du 70^{éme} anniversaire de Batorama.

Au plan financier, le chiffre d'affaires à 27,35 M€ est en baisse de de 3,58 % du fait d'une réduction des refacturations aux filiales de carburant et maintenance, sans effet sur la rentabilité du Port.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe est quasi stable (34,5 M€), il génère un EBE de 10,1 M€ et une capacité d'autofinancement de 9,6 M€.

Le résultat d'exploitation est positif à 2,2 M€ (il était fortement négatif en 2016 du fait notamment de la provision pour retraites et d'une provision pour redressement fiscal) et au final le résultat net s'élève à 3,01 M€, contre - 7,01 M€ en 2016.

Les pièces suivantes sont jointes en annexe :

- annexe 1 : rapport synthétique 2017 portant sur l'activité et les comptes de l'établissement public,
- annexe 2 : bilan et comptes de résultat 2017,
- annexe 3 : budget modificatif 2018 et prévisionnels 2019 et 2020.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
Vu les textes organiques du Port autonome de Strasbourg
après en avoir délibéré

émet un avis favorable

- *sur le compte financier 2017,*
- *sur le budget modificatif 2018 et les prévisionnels 2019 et 2020.*

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018


PORT AUTONOME DE STRASBOURG

PORT AUTONOME DE STRASBOURG

Etablissement public

Siège social :
25, rue de la Nuée bleue
CS 80407
67002 Strasbourg
☏ 03 88 21 74 74 🖷 03 88 23 56 57
site internet : www.strasbourg.port.fr
mail : pas@strasbourg.port.fr

Textes constitutifs :
- convention du 20 mai 1923 (*Etat / Ville de Strasbourg*)
- loi du 26 avril 1924
- règlement d'administration publique du 27 septembre 1925

Présidente : Catherine TRAUTMANN
Directeur général : Jean-Louis JEROME
Directeur général délégué : Frédéric DOISY
Objet social :

- assurer l'entretien et l'exploitation du port rhénan de Strasbourg et de ses dépendances,
- exécuter les travaux d'extension et d'amélioration nécessaires pour les besoins du commerce et de l'industrie.

Effectif moyen : 176,94 Etp dont 86,19 employés à la Maison Mère et 90,70 mis à disposition des filiales

Commissaire contrôleur : Marc BERAUD-CHAULET
Inspecteur général du contrôle : Benoît WEYMULLER

ADMINISTRATION DE LA SOCIETE AU 31/12/2017

fonction	*personne morale représentée*	*nom*
Présidente	**Ville de Strasbourg**	**Catherine TRAUTMANN**
Vice-présidente	Etat	Françoise SICHLER-GHESTIN
Secrétaire-membre	CCI du Bas-Rhin	Bertrand ANGSTHELM
Administrateurs	**Ville de Strasbourg**	**Anne-Pernelle RICHARDOT**
	Ville de Strasbourg	**Patrick ROGER**
	Ville de Strasbourg	**Arsène DAHL**
	Ville de Strasbourg	**Jean-Pierre GROS**
	Ville de Strasbourg	**Michel CHALOT**
	Etat	Bernard HOUTEER
	Etat	Laurent DARLEY
	Etat	Marc BIZIEN
	Etat	Françoise SICHLER GHESLIN
	Etat	Régine ALOIRD
	Etat	Thierry GUIMBAUD
	Conseil régional Alsace	Georges SCHULER
	Conseil départemental du Bas-Rhin	Paul HEINTZ
	Représentant du personnel	Daniel HURTER
	Représentant du personnel	Nathalie RICHARD-KLEIN
	Représentant du personnel	Alain WILD
	Port de Kehl	Gotz – Markus SCHAFER
	Port de Kehl	Uwe KOHN
	Port de Kehl	Andrea HECK

FILIALES ET PARTICIPATIONS

sociétés	*capital social (en €)*	*nb d'actions*	*valeur nominale*	*dividendes perçus en 2017*
Rhine Europe Terminal (SAS)	3 999 000	39 990	100	-
Batorama SAS	3 212 000	32 120	100	-
CFNR (SA) : cession opérée en 2017	13 600 000	0	0	
Port de Colmar/Neuf-Brisach (établissement public - droit de propriété)			9 147	-
MTS-Manutention transport service (2017)	500 000	1 000	100 000	-

Le Port autonome, 2ème port fluvial en France

Constitué par convention en 1923, le Port autonome de Strasbourg est un établissement public de l'Etat et de la Ville de Strasbourg. Avec un trafic fluvial de 7,9 millions de tonnes en 2017, il est au second rang des ports fluviaux français derrière Paris. En 2017, il a accueilli sur son territoire 320 entreprises qui emploient près de 10 000 salariés.

Une circonscription de plus de 1 000 hectares le long du Rhin

Située sur un axe nord-sud de 100 km le long du Rhin et sur 1 km de large, la circonscription portuaire de Strasbourg couvre une superficie de 1 050 ha. Elle comprend 203 ha de bassins, 178 ha d'infrastructures routières/ferroviaires (100 km de voies ferrées 100 km de façade fluviale, 40 km de routes) et des équipements publics. La circonscription englobe 889 ha de terrains propriété du Port (84%) et 169 ha de terrains appartenant à des tiers (16%). Trois sites annexes (Lauterbourg, Beinheim et Marckolsheim) accueillent des unités de productions industrielles employant environ 1 000 personnes. Enfin, plusieurs postes de chargement de « vracs » (graviers, céréales…) sont installés le long du Rhin.

Ses activités

- **Une vaste plate-forme logistique industrielle et commerciale :** le Port réalise et entretient les infrastructures de desserte (bassins, routes et voiries ferrées en liaison avec la SNCF). Il exploite certains ouvrages dans le domaine de la manutention portuaire (grues, portiques). Les activités de logistique ont été développées sur un site spécifique, Eurofret-Strasbourg, offrant une plate-forme de stockage et de distribution grâce à un vaste ensemble d'entrepôts et de bureaux. Afin d'assurer la logistique afférant au trafic, le Port s'est doté en 1969 d'un terminal conteneurs en zone sud complété en 2004 par un second en zone nord inauguré en septembre 2010.
- **La gestion du domaine :** le Port gère un service domanial par amodiation de terrains et de locaux.
- **Depuis 2016, les activités de manutention portuaire ont été confiées à la filiale Rhine Europe Terminals et l'activité touristique de transports de passagers a été confiée à la filiale Batorama** (772 852 passagers ont été transportés en 2017, soit +7,6% par rapport à l'exercice précédent et la 4éme meilleure performance de la filiale).

  ↳ **Chiffres clés 2017 :**

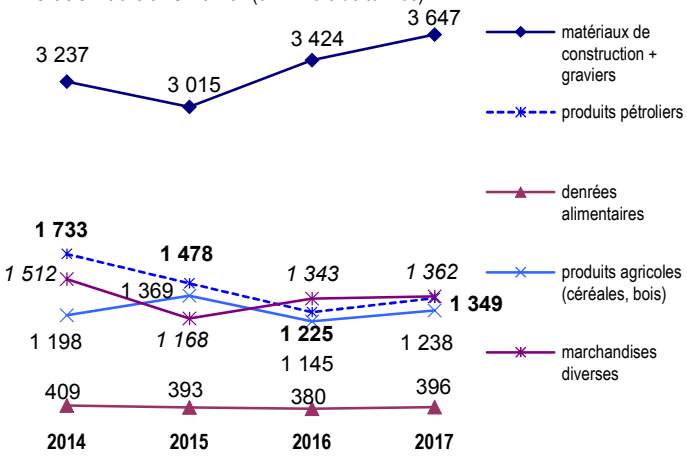
  - trafic fluvial : 7,9 Mt soit en augmentation par rapport à 2016 (+6,3%)
  - trafic fer : un réseau de 103 kilomètres de voies publiques, propriété du Port, qui a vu transiter en 2017 1,3 Mt pour 2017 (stable (par rapport à 2016)
  - trafic conteneurs : 421 155 EVP* contre 417 048 EVP en 2016, soit -1,6 % tous modes de transport confondus

  * équivalent vingt pieds = unité de mesure internationale

La zone portuaire

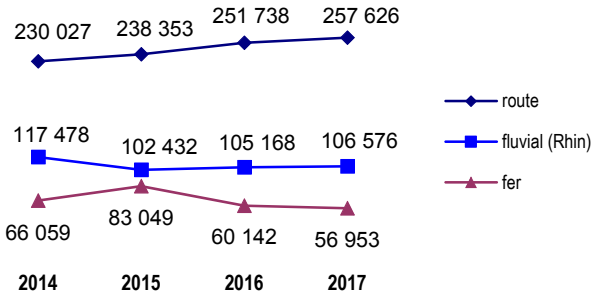


Evolution du trafic fluvial (en milliers de tonnes)



Au total, le trafic fluvial s'est élevé à 7,9 millions de tonnes en 2017, en hausse de 6,3% par rapport à 2016.

Evolution du trafic conteneurs (en EVP)



Le trafic conteneurs - tous modes de transport confondus – a augmenté de 1% par rapport à 2016, avec 421 155*.
* équivalents vingt pieds (unité de mesure)

Avec 320 entreprises implantées employant 10 000 salariés en 2017 et investissant près de 90 M€ in situ, le PAS constitue en termes de trafic la première plate-forme logistique d'Alsace, la première gare de fret d'Alsace et le deuxième port fluvial de France.

Après deux ans de filialisation le PAS peut en 2017 présenter une comparabilité des comptes.

Sur le plan économique, les indicateurs sont au vert, l'activité se traduit par une augmentation du trafic fluvial et du trafic de containeurs et une stabilité du trafic fer.

Au plan financier, le chiffre d'affaires à 27,35 M€ est en baisse de de 3,58 % du fait d'une réduction des refacturations aux filiales de carburant et maintenance, sans effet sur la rentabilité du Porte.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe est quasi stable (34,5 M€), il génère un EBE de 10,1 M€ et une capacité d'autofinancement de 9,6 M€.

Le résultat d'exploitation est positif à 2,2 M€ (il était fortement négatif en 2016 du fait notamment de la provision pour retraites et d'une provision pour redressement fiscal) et au final le résultat net s'élève à 3,01 €, contre - 7,01 M€.

L'activité 2017

L'année 2017 a été très bonne année en terme de trafic ; elle est aussi l'année de grands projets comme l'inauguration du portique de Lauterbourg et la création de la marque R3FLEX, la nouvelle signalétique sur le port de Strasbourg et le nouveau siège social ainsi que la reconfiguration de la rue du Port du Rhin, interface entre la Ville et le port..

Enfin 2017 est aussi l'année du 70ème anniversaire de Batorama.

Une augmentation du trafic fluvial et une reprise du trafic de conteneurs

Le PAS propose trois modes de transport (voie d'eau, fer et route) et offre des prestations logistiques variées : entreposage, manutention (deux terminaux porte-conteneurs) et distribution.

Le **trafic de conteneurs** atteint un haut niveau de 421 155 EVP en 2017, en augmentation de 1 % par rapport à l'année précédente. Le niveau important de trafic est notamment dû au caractère multimodal du conteneur, qui peut indifféremment passer du mode fluvial au mode ferroviaire ou routier.

Le **trafic fluvial de marchandises** est en forte hausse avec 7,9 Mt de marchandises transportées en 2017. Globalement, les augmentations concernent surtout les produits pétroliers (+10,1%), les produits agricoles (+7,2%), les matériaux de construction (+ 6,5%) et les machines et produits manufacturés (+6,4%).

Le **trafic fer** a vu transiter 1,3 Mt de marchandises. 1,5 M€ de budget a été consacré au remplacement des voies ainsi qu'à la gestion des circulations et à la maintenance des installations techniques (passages à niveau, caténaire, signalisation), afin de faire circuler 6 000 mouvements depuis et vers le réseau ferré national.

Les ressources domaniales représentent plus de 66% des recettes d'exploitation du Port

Les recettes domaniales représentent, du fait du transfert d'activité aux filiales, une part encore plus importante des recettes globales d'exploitation de l'établissement (66 % contre environ 50% les années précédentes), elles s'élèvent à 17,9 M€.

Le reste est constitué des droits de port et des refacturations aux filiales Rhine Europe Terminal et Batorama.

L'année 2017 s'est concrétisée notamment par l'implantation des sociétés suivantes :

- GUTMANN (éléments d'éoliennes et de centrales électriques sur un site de 11 000 m² desservi par un quai de 320 mètres) ;
- AH FRISCH LEBENSMITTEL (logistique produits alimentaires, rue de Cherbourg) ;
- FIRST PACK (logistique emballage et vaisselle à usage unique) ;
- FRIENDLY AGENCE (conseil en communication) ;
- FS INSTITUT (formation transport & énergie) ;
- GRG Alsace (transport et logistique) ;
- LOGISTIQUE ALAINE (transports et logistique) ;
- MSG LEVAGE (grutage et manutention) ;
- TABOR MOBILE (véhicules d'occasion) ;
- TRUCK & WHEEL (transport et logistique.

Par ailleurs depuis mai 2017 le PAS expérimente un nouvel emplacement dédié aux bateaux de croisière de 135 mètres. Cette nouvelle opportunité proposée aux croisiéristes a permis une croissance de 31 % du trafic de croisiériste, qui atteint 186 731 passagers.

Un nouveau conteneur et une nouvelle marque pour le port de Lauterbourg

Le port de Lauterbourg est une zone d'activité de 40 hectares avec des installations portuaires neuves.

Le premier portique à conteneurs a été inauguré le 14 novembre ; son acquisition a été nécessitée par l'accroissement du trafic de conteneurs sur la place strasbourgeoise, qui a triplé depuis 2004.

Ce nouveau portique d'une hauteur de 27 mètres pèse 437 tonnes, peut manutentionner 29 conteneurs par heure et charger deux bateaux en même temps.

Il représente un investissement de 4 M€ pour un investissement global lié au terminal de 14 M€ ; il a pu être réalisé grâce à un co-financement de l'Etat (3 M€), du FEDER (2,9 M€), de la Région Grand est (0,5 M€) ou du Département du Bas Rhin (0,6 M€).

La mise en place de ce nouveau portique annonce l'ouverture prochaine du terminal à l'été 2018.

Par ailleurs, une nouvelle marque a été créée, R3FLEX, afin de mettre en valeur les services multimodaux (Rhin, rail, route) de la zone portuaire, avantage compétitif fort pour une logistique plus fiable et plus flexible ;

Un nouveau siège social pour le PAS

En 2020, le PAS quittera son siège historique de la rue de la Nuée Bleue pour s'établir au Port du Rhin, cœur de son activité portuaire : l'immeuble de 2.700 m² sur cinq niveaux se dressera près de la capitainerie, dans la zone Nord au voisinage du terminal conteneurs.

Le projet de nouveau siège se monte à 8,5 millions d'euros, il s'inscrit dans la démarche globale de transformation et de modernisation VALPORT, initiée en 2013.

Ainsi, la rue du Port du Rhin sera entièrement requalifiée et seront réhabilitée la rue du Bassin de l'industrie et l'ancienne Capitainerie qui accueillera des espaces de bureau et un restaurant.

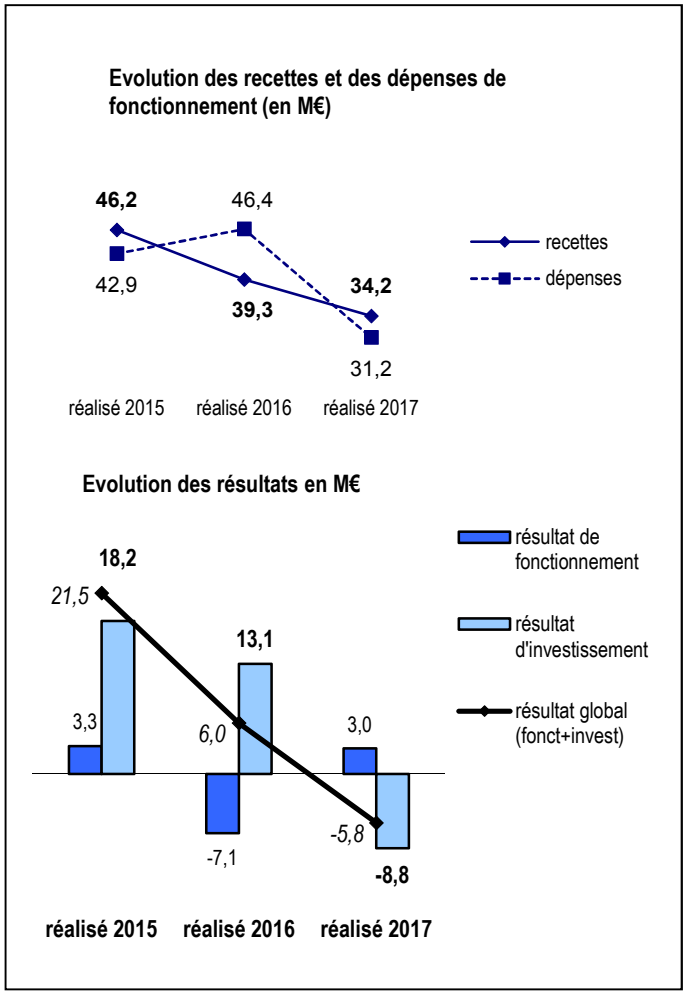
Une nouvelle signalétique et des gains environnementaux croissants

Une nouvelle signalétique bleue a été mise en place sur l'ensemble de la zone portuaire au 1er semestre 2017.

Elle répond à deux objectifs, d'une part, elle satisfait un besoin fonctionnel majeur : mieux s'orienter dans la zone portuaire, et d'autre part, elle a vocation à valoriser le domaine et se pose comme une vraie démarche identitaire du PAS.

Enfin, le PAS continue de développer sa démarche d'écologie industrielle, impliquant les entreprises (achat mutualisé, gestion et valorisation des déchets, accompagnement des salariés dans l'utilisation de transports alternatifs à la voiture individuelle).

A fin 2017, 8 synergies impliquant plus d'une vingtaine d'entreprises de la zone portuaire et permettant des gains écologiques pour la collectivité et économiques pour la collectivité ont vu le jour.



COMPTE FINANCIER 2017

BILAN

ACTIF	2017 brut	2017 amort. / prov.	2017 net	2016 net
Actif immobilisé	597 509 291	90 555 758	506 953 533	501 587 514
Immobilisations incorporelles	2 207 033	1 647 160	559 873	626 959
Immobilisations corporelles	585 615 561	88 599 866	497 015 695	491 540 473
Immobilisations financières	9 686 697	308 732	9 377 965	9 420 082
Actif circulant	39 358 090	500 377	38 857 713	44 667 275
Stocks	275 539	-	275 539	301 242
Avances et acomptes	292 298	-	292 298	280 000
Clients & créances	11 116 751	500 377	10 616 374	10 865 205
Disponibilités & VMP	27 673 502	-	27 673 502	33 220 828
Comptes de régularisation	95 341	-	95 341	80 802
Total	**636 962 722**	**91 056 135**	**545 906 587**	**546 335 591**

PASSIF	2017	2016
Capitaux propres	437 893 515	434 246 110
Capital social	33 797 964	33 797 964
Primes d'émission, de fusion,..	369 704 354	370 333 178
Réserves	16 528 284	16 474 525
Report à nouveau	-5 249 710	1 818 049
Résultat de l'exercice	**3 017 799**	**-7 067 760**
Subventions d'investissement	20 094 824	18 890 154
Provisions réglementées	-	-
Autres fonds propres	1 271 466	1 271 466
Provisions pour risques et charges	101 602 448	101 975 447
Dettes	2 643 000	5 169 305
Emprunts	-	-
Avances et acomptes	-	-
Dettes	2 643 000	5 169 305
Comptes de régularisation	2 496 158	3 673 263
Total	**545 906 587**	**546 335 591**

COMPTE DE RESULTAT

	2017	2016
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	27 351 989	28 370 845
Production stockée	-26	-26
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	1 150 675	1 168 000
Reprises sur provisions, transferts de charges	4 127 487	954 331
Autres produits	801 073	483 418
Total	33 431 198	30 976 568
Charges d'exploitation		
Achats	45 907	369 745
Variation de stocks (stock initial-stock final)	25 677	261 770
Services extérieurs	6 384 542	7 871 409
Impôts, taxes et versements assimilés	2 533 994	2 536 928
Charges de personnel	12 956 217	13 064 960
Dotations aux amortissements et provisions	8 134 280	11 538 522
Autres charges	1 129 938	711 760
Total	31 210 555	36 355 094
RESULTAT D'EXPLOITATION	**2 220 643**	**-5 378 526**
Produits financiers	798 297	13 472
Charges financières	1 141	-
RESULTAT FINANCIER	**797 156**	**13 472**
Produits exceptionnels	-	8 322 396
Charges exceptionnelles	-	10 025 102
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-**	**-1 702 706**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	-	-
Impôts sur les sociétés	-	-
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (*)	**3 017 799**	**-7 067 760**

(*) résultats (exploitation + financier + exceptionnel) - participation - impôts sur les sociétés

Des travaux importants en perspective

Sont notamment prévus :

- la rénovation du pont tournant de l'écluse nord ;
- la reprise du programme de construction de pistes cyclables ;
- la requalification des rue du Port du Rhin et du bassin de l'Industrie (réfection de la voirie et des trottoirs, sécurisation des passages à niveau, nouveaux éclairages, giratoire rue Coulaux).

Les capitaux propres sont confortables

Les capitaux permanents progressent à 437,9 M€ contre 434,2 M€ en 2016, grâce aux résultats 2017.

L'endettement bancaire reste quasi inexistant, toutefois, compte tenu des projets d'investissement, et des taux d'intérêts extrêmement bas, le recours à l'emprunt pourrait être envisagé ces prochaines années.

La rentabilité est au rendez vous

Le chiffre d'affaires s'élève à 27,4 M€ contre 28,4 M€ en 2016 (- 3,58%) du fait de la diminution du poste refacturation aux filiales, il est composé :

- des produits du domaine et des concessions (17,9 M€), stables cette année ;
- des refacturations filiales (6,9 M€ soit – 13,9%) ;
- des droits de ports (2,5 M€ soit + 6,7).

Les charges d'exploitation sont bien maîtrisées à 31,2 M€ et diminuent fortement du fait des refacturations et régularisations de compte mais aussi de coûts conjoncturels liés aux cérémonies des 90 ans en 2016.

Par ailleurs les frais de personnel sont en légère baisse; ils représentent 41,5% des charges d'exploitation.

L'EBE permet de couvrir les amortissements et provisions : ainsi le résultat d'exploitation, impact pour provisions retraites compris s'élève à 2,2 M€ (hors impact, il s'élèverait à 5,5 M€).

Le résultat financier est fortement positif du fait de la reprise de provision lié à la cession des titres ATIC courant 2017.

Le résultat net s'élève à 3 M€ (+5,5 M€ hors provisions retraites) contre - 7,1 M€ l'an dernier.

Enfin la capacité d'autofinancement est en forte hausse de 37,5 % à 7 M€.

Le budget modificatif 2018

La section de fonctionnement fait apparaître des recettes pour 31,3 M€ et des dépenses pour 30,9 M€ ; elle dégage ainsi un excédent de 410 K€. Le total des recettes de la section d'investissement s'élève à 10 M€, pour 15,8 M€ de dépenses.

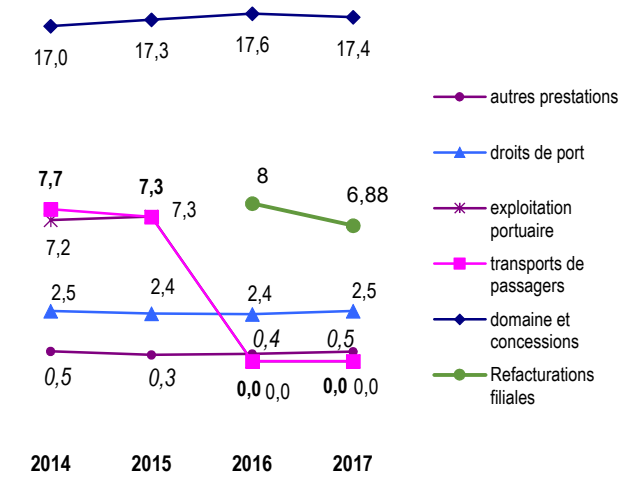
Les perspectives

Avec 57,9 M€ d'investissements prévus sur la période 2018-2020, le PAS prévoit un programme soutenu d'investissements prévisionnel :

- pour l'acquisition et l'aménagement de terrains (6,7 M€ dont 3,6 sur Strasbourg),
- pour le terminal à containers à Lauterbourg (5,5 M€),
- sur les voiries et voies ferrées (22,9 M€),
- pour les ouvrages portuaires, postes fluviaux, la réfection des berges et l'outillage (11,2 M€),
- le nouveau siège du PAS (8,5 M€).

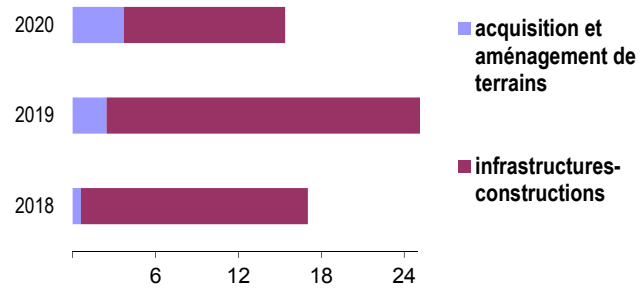
Enfin, la société Rhenus Logistics Alsace devrait conforter en 2018 son implantation au sein du Port autonome en construisant un nouveau siège social au 5 rue du Havre, d'une surface de 2.100 m². Après avoir agrandi sensiblement son parc d'entrepôts logistiques qui compte désormais 150.000 m² un nouveau projet de restructuration des installations de la rue du Havre pourrait voir naître la construction d'un entrepôt à vocation pharmaceutique de 12.000 m² d'ici 2019.

Les recettes (en millions d'euros)



Les ressources domaniales représentent plus de 60% des recettes d'exploitation du Port

Les investissements prévisionnels pour les immobilisations corporelles (en millions d'euros)



Le montant d'investissements budgété pour la période 2018-2020 est de 44 M€ pour un programme d'investissements prévisionnels de 57,9 M€

BUDGETS REALISES 2016 ET 2017 / MODIFICATIF 2018

1ère section - fonctionnement

Charges de l'exercice	réalisé 2016	réalisé 2017	budget modificatif 2018
chapitre 60 - achats	1 521 435	732 818	890 500
chapitre 61 - services extérieurs	5 158 001	5 119 394	5 788 100
chapitre 62 - autres services extérieurs	1 823 489	603 914	1 118 900
chapitre 63 - impôts, taxes et versements assimilés	2 536 928	2 533 994	2 861 450
chapitre 64 - charges de personnel	13 064 960	12 956 217	13 874 580
chapitre 65 - autres charges de gestion courante	710 638	1 129 938	197 750
chapitre 66 - charges financières		1 141	0
chapitre 67 - charges exceptionnelles	7 250 099	0	0
chapitre 68 - amortissements et provisions	14 313 525	8 134 280	6 190 000
chapitre 69 - imposition forfaitaire annuelle des sociétés			0
total des dépenses de gestion	**46 379 075**	**31 211 696**	**30 921 280**
à déduire transferts de charges	0	0	0
total des dépenses après tranferts	**46 379 075**	**31 211 696**	**30 921 280**
excédent de l'exercice à virer à la 2ème section		3 017 799	410 225
total après réalisation de l'équilibre	**46 379 075**	**34 229 495**	**31 331 505**

Produits de l'exercice	réalisé 2016	réalisé 2017	budget modificatif 2018
chapitre 70 - ventes et prestations de services	28 370 845	27 351 989	28 092 705
chapitre 71 - production stockée	-26	-26	0
chapitre 72 - production immobilisée		0	0
chapitre 74 - subventions d'exploitation	1 168 000	1 150 675	1 184 000
chapitre 75 - autres produits de gestion courante	483 418	801 073	566 800
chapitre 76 - produits financiers	13 472	9 277	410 000
chapitre 77 - produits exceptionnels	5 794 958	0	0
chapitre 78 - reprises sur amort et provisions	3 481 769	4 916 507	1 078 000
chapitre 79 - tranferts de charges		0	0
total des recettes de gestion	**39 312 437**	**34 229 495**	**31 331 505**
à déduire tranferts de charges	-1 121		0
total des recettes après transferts	**39 311 315**	**34 229 495**	**31 331 505**
déficit de l'exercice à virer à la 2ème section	7 067 760		0
total après réalisation de l'équilibre	**46 379 075**	**34 229 495**	**31 331 505**

2ème section - investissement

Dépenses de l'exercice	réalisé 2016	réalisé 2017	budget modificatif 2018
écarts de réévaluation	4 159 313	628 824	0
réserves facultatives	0		0
financement des actifs - Etat	0		0
amortissement financement des actifs - Etat	0		292 000
subv. d'inv. inscrites au compte de résultat	0		0
subventions d'équipement autres que Etat	0		0
amortissement des subventions autres que Etat	0		776 000
reprise sur provisions pour pensions	0	2 869 223	0
acquisitions d'immobilisations incorporelles	71 310	67 013	592 000
acquisitions d'immobilisations corporelles	390 657	11 605 614	14 000 000
participations et créances rattachés	0		0
autres immobilisations financières (prêts accordés)	26 028	51 217	150 000
autres approvisionnements	-279 231	-21 629	0
stocks provenant d'immobilisations/ produits finis	0		0
stocks de marchandises	17 461	-4 048	0
personnel charges à payer	0		0
repr sur prov. pour dépréc des comptes de tiers	0	245 225	10 000
total des dépenses	**4 385 538**	**15 441 439**	**15 820 000**
déficit de l'exercice (virement de la 1ère section)	**7 067 760**	**0**	**0**
augmentation du fonds de roulement	7 017 654		0
total après réalisation de l'équilibre	**18 470 952**	**15 441 439**	**15 820 000**

Recettes de l'exercice	réalisé 2016	réalisé 2017	budget modificatif 2018
réserves	4 159 313	53 759	0
financements des actifs -Etat	0	1 013 293	1 169 074
amortissement des financements des actifs -Etat	0		0
subventions d'équipement	0		0
subventions d'équipement autres que Etat	0	1 197 492	2 552 349
subventions d'investissement	0		0
amortissement des subventions autres que Etat	0		0
provisions pour pensions	5 715 194	2 496 224	0
emprunts et dettes assimilées	0		0
cessions d'immob. corporelles	8 444 359	711 571	0
cessions d'immob. incorporellles	1 160		0
autres immob. financières (prêts remboursés)	150 900	882 354	90 000
dot. aux amort. des immob.	0	5 547 396	6 040 000
prov. pour dépréciation des immob.	0		0
autres approvisionnements	0		0
stock de marchandises	0	26	0
stocks en cours de produits finis	26		0
personnel charges à payer	0		0
provision pour dépréciation des comptes de tiers	0	12 606	150 000
total des recettes	**18 470 952**	**11 914 721**	**10 001 423**
excédent de l'exercice (virement de la 1ère section)	***0***	***3 017 799***	***410 225***
diminution du fonds de roulement	0	508 919	5 408 352
total après réalisation de l'équilibre	**18 470 952**	**15 441 439**	**15 820 000**

Bilan - Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2017	31/12/2016
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 844 046	1 647 160	196 886	200 161
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	362 987		362 987	426 798
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	420 256 722	8 559 407	411 697 315	412 456 571
Constructions	118 609 588	61 391 895	57 217 694	56 492 902
Installations techniques, matériel, outillage	31 608 418	15 834 458	15 773 960	17 067 982
Autres immobilisations corporelles	3 341 709	2 814 106	527 603	559 897
Immobilisations en cours	11 799 124		11 799 124	4 963 121
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	8 022 199		8 022 199	8 022 199
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	109 147		109 147	109 147
Prêts	1 534 679	308 732	1 225 947	1 268 329
Autres immobilisations financières	20 672		20 672	20 407
ACTIF IMMOBILISE	**597 509 291**	**90 555 758**	**506 953 533**	**501 587 513**
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	258 317		258 317	279 946
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	2 859		2 859	2 885
Marchandises	14 363		14 363	18 411
Avances et acomptes versés sur commandes	292 298		292 298	280 000
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	6 433 647	500 376	5 933 271	5 436 027
Autres créances	4 683 104		4 683 104	5 429 178
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	27 673 503		27 673 503	33 220 828
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	95 341		95 341	80 802
ACTIF CIRCULANT	**39 453 431**	**500 376**	**38 953 055**	**44 748 078**
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	**636 962 722**	**91 056 134**	**545 906 587**	**546 335 591**

Bilan - Passif

Rubriques			31/12/2017	31/12/2016
Capital social ou individuel	(dont versé :	33 797 964)	33 797 964	33 797 964
Primes d'émission, de fusion, d'apport				
Ecarts de réévaluation	(dont écart d'équivalence :	)	369 704 354	370 333 178
Réserve légale				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours		)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes		)	16 528 284	16 474 525
Report à nouveau			(5 249 710)	1 818 050
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)			3 017 799	(7 067 760)
Subventions d'investissement			20 094 824	18 890 154
Provisions réglementées				
CAPITAUX PROPRES			**437 893 515**	**434 246 110**
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées			1 271 466	1 271 466
AUTRES FONDS PROPRES			**1 271 466**	**1 271 466**
Provisions pour risques				2 775 003
Provisions pour charges			101 602 448	99 200 444
PROVISIONS			**101 602 448**	**101 975 447**
DETTES FINANCIERES				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs		)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
DETTES D'EXPLOITATION				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			1 051 488	1 937 943
Dettes fiscales et sociales			1 121 828	1 434 738
DETTES DIVERSES				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			349 405	1 699 665
Autres dettes			120 279	96 958
COMPTES DE REGULARISATION				
Produits constatés d'avance			2 496 158	3 673 263
DETTES			**5 139 159**	**8 842 568**
Ecarts de conversion passif				
TOTAL GENERAL			**545 906 587**	**546 335 591**

Pour information :

Les subventions d'investissement perçues de l'Etat ont été reclassées sur la ligne " Subventions d'investissement " au titre de 2017 et de 2016.

La provision pour engagement de retraite s'élève à 101 192 K€ à fin 2017.

Compte de résultat

Rubriques	France	Exportation	31/12/2017	31/12/2016
Ventes de marchandises	824		824	4 608
Production vendue de biens				
Production vendue de services	27 351 165		27 351 165	28 366 237
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	**27 351 989**		**27 351 989**	**28 370 845**
Production stockée			-26	-26
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			1 150 675	1 168 000
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			4 127 487	954 331
Autres produits			801 073	483 418
PRODUITS D'EXPLOITATION			**33 431 198**	**30 976 568**
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				15 092
Variation de stock (marchandises)			4 048	-17 461
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			45 907	354 654
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			21 629	279 231
Autres achats et charges externes			6 384 542	7 871 409
Impôts, taxes et versements assimilés			2 533 994	2 536 928
Salaires et traitements			7 043 713	7 139 530
Charges sociales			5 912 504	5 925 430
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			5 547 396	5 527 372
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			78 055	
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			12 606	295 956
Dotations aux provisions			2 496 224	5 715 194
Autres charges			1 129 938	711 760
CHARGES D'EXPLOITATION			**31 210 555**	**36 355 094**
RESULTAT D'EXPLOITATION			**2 220 643**	**-5 378 526**
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			8 885	9 590
Autres intérêts et produits assimilés			393	3 883
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			789 020	
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			**798 297**	**13 472**
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			1 141	
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			**1 141**	
RESULTAT FINANCIER			**797 156**	**13 472**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			**3 017 799**	**-5 365 053**

Compte de resultat suite

Exprimé en €

Rubriques	31/12/2017	31/12/2016
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		259
Produits exceptionnels sur opérations en capital		6 801 213
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		1 520 924
PRODUITS EXCEPTIONNELS		**8 322 396**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		67 041
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		7 183 059
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		2 775 003
CHARGES EXCEPTIONNELLES		**10 025 102**
RESULTAT EXCEPTIONNEL		**-1 702 707**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	**34 229 495**	**39 312 437**
TOTAL DES CHARGES	**31 211 696**	**46 380 197**
BENEFICE OU PERTE	**3 017 799**	**-7 067 760**

Charge annuelle de retraite	3 780 155	3 701 311
Cotisations salariés	377 331	368 153
Charge annuelle nette de retraite	3 402 824	3 333 158

BUDGET RECTIFICATIF 2018 MAISON MERE

1ère SECTION - F O N C T I O N N E M E N T

Compte	Charges de l'exercice	MONTANTS			
		inital 2018	rectificatif 2018	Prévision 2019	Prévision 2020
	CHAPITRE 60 - ACHATS	**852 000**	**890 500**	**884 490**	**899 161**
601	Achats matieres premières et fournitures	0	0	0	0
602	Achats stockés	50 000	50 000	51 000	52 018
603	Variations de stocks	0	0	0	0
604	Achats d'études et prestations de service	0	0	0	0
606	Achats non stockés de matières et fournitures	802 000	840 500	833 490	847 143
607	Achats de marchandises	0	0	0	0
608	Frais accessoires sur achats	0	0	0	0
609	Rabais, ristournes, remises obtenus	0	0	0	0
	TOTAL DU CHAPITRE :	**852 000**	**890 500**	**884 490**	**899 161**
	CHAPITRE 61 - SERVICES EXTERIEURS	**5 802 100**	**5 788 100**	**5 772 860**	**4 453 247**
611	Sous-traitance générale	2 435 000	2 430 000	2 481 040	1 093 161
612	Redevances crédit-bail	0	0	0	0
613	Locations	225 700	227 700	218 300	219 616
614	Charges locatives et de copropriété	4 000	4 000	4 000	4 000
615	Travaux d'entretien et de réparation	2 582 400	2 586 400	2 623 420	2 695 268
616	Primes d'assurances	260 000	260 000	186 000	186 000
617	Etudes et recherches	258 000	243 000	225 100	225 202
618	Divers, documentations ...	37 000	37 000	35 000	30 000
619	Rabais, ristournes, remises obtenus sur services extérieurs	0	0	0	0
	TOTAL DU CHAPITRE :	**5 802 100**	**5 788 100**	**5 772 860**	**4 453 247**
	CHAPITRE 62 - AUTRES SERVICES EXTERIEURS	**1 037 600**	**1 118 900**	**689 500**	**817 500**
621	Personnel extérieur à l'entreprise	12 000	46 700	12 000	12 000
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	286 000	321 600	122 400	123 400
623	Publicités, publications, relations publiques	122 500	122 500	146 500	118 500
624	Transports de biens et transports collectifs du personnel	0	0	0	0
625	Déplacements, missions et réceptions	281 000	272 000	81 000	236 000
626	Frais postaux et frais de télécommunications	218 500	218 500	214 500	214 500
627	Services bancaires et assimilés	5 000	5 000	2 000	2 000
628	Charges externes diverses	112 600	132 600	111 100	111 100
	TOTAL DU CHAPITRE :	**1 037 600**	**1 118 900**	**689 500**	**817 500**

BUDGET RECTIFICATIF 2018 MAISON MERE

Compte	Charges de l'exercice	MONTANTS			
		inital 2018	rectificatif 2018	Prévision 2019	Prévision 2020
	CHAPITRE 63 - IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	**2 861 250**	**2 861 450**	**3 026 440**	**3 195 889**
631	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	0	0	0	0
633	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes)	147 000	147 400	147 000	147 000
635	Autres impôts, taxes et versements assimilés	2 683 750	2 683 650	2 848 940	3 018 389
637	Impôts, taxes et assimilés	30 500	30 400	30 500	30 500
	TOTAL DU CHAPITRE :	**2 861 250**	**2 861 450**	**3 026 440**	**3 195 889**
	CHAPITRE 64 - CHARGES DE PERSONNEL	**13 692 600**	**13 874 580**	**13 855 537**	**14 239 929**
64111	Salaires	5 723 000	5 704 400	5 871 000	6 007 000
64112	Heures supplémentaires	75 000	72 000	76 910	69 000
6412	Congés payés	8 500	3 000	8 700	0
6413	Primes et gratifications	641 000	663 500	657 080	673 300
6414	Indemnités et avantages divers	859 000	914 200	880 560	826 142
6415	Supplément familial	66 500	65 400	68 190	63 000
645	Charge de Sécurité Sociale et de prévoyance	2 076 300	2 302 300	2 065 488	2 115 986
647	Autres charges sociales	4 085 300	3 991 780	4 144 609	4 310 502
648	Autres charges de personnel	158 000	158 000	83 000	175 000
	TOTAL DU CHAPITRE :	**13 692 600**	**13 874 580**	**13 855 537**	**14 239 929**
	CHAPITRE 65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	**197 750**	**197 750**	**135 220**	**134 444**
651	Redevance pour concessions, brevets et valeurs similaires	24 550	24 550	22 800	22 800
653	Jetons de présence	200	200	200	200
654	Pertes sur créances irrécouvrables	10 000	10 000	10 000	10 000
656	Valeur comptable des éléments d'actifs cédés	0	0	0	0
657	Charges spécifiques	151 000	151 000	90 000	90 000
658	Charges diverses de gestion	12 000	12 000	12 220	11 444
	TOTAL DU CHAPITRE :	**197 750**	**197 750**	**135 220**	**134 444**
	CHAPITRE 66 - CHARGES FINANCIERES	**0**	**0**	**0**	**0**
661	Charges d'intérêts	0	0	0	0
665	Escomptes accordés	0	0	0	0
666	Pertes de change	0	0	0	0
667	Charges diverses sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
668	Autres charges financières	0	0	0	0
	TOTAL DU CHAPITRE :	**0**	**0**	**0**	**0**

BUDGET RECTIFICATIF 2018 MAISON MERE

Compte	Charges de l'exercice	MONTANTS			
		inital 2018	rectificatif 2018	Prévision 2019	Prévision 2020
	CHAPITRE 67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES	**0**	**0**	**0**	**0**
671	Charges exceptionnelles sur opération de gestion	0	0	0	0
672	Charges exceptionnelles sur années antérieures	0	0	0	0
675	Moins-values sur éléments d'actifs cédés	0	0	0	0
678	Autres charges exceptionnelles	0	0	0	0
	TOTAL DU CHAPITRE :	**0**	**0**	**0**	**0**
	CHAPITRE 68 - AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	**6 226 000**	**6 190 000**	**7 233 000**	**8 325 000**
681	Dotations aux amortissements et aux provisions - Charges d'exploitation	6 226 000	6 190 000	7 233 000	8 325 000
686	Dotations aux amortissements et aux provisions - Charges financières	0	0	0	0
687	Dotations aux amortissements et aux provisions - Charges exceptionnelles	0	0	0	0
689	Dotations aux provisions pour impôts	0	0	0	0
	TOTAL DU CHAPITRE :	**6 226 000**	**6 190 000**	**7 233 000**	**8 325 000**
	CHAPITRE 69 - IMPOTS SUR LES BENEFICES ET ASSIMILES				
697	Imposition forfaitaire annuelle des sociétés	0	0	0	0
	TOTAL DU CHAPITRE :	**0**	**0**	**0**	**0**
	TOTAL DES DEPENSES DE GESTION :	**30 669 300**	**30 921 280**	**31 597 047**	**32 065 170**
	A déduire :				
79	Transferts de charges	0	0	0	0
	TOTAL DES DEPENSES APRES TRANSFERTS :	30 669 300	30 921 280	31 597 047	32 065 170
	Excédent de l'exercice à virer à la deuxième section :	**163 134**	**410 225**	**0**	**0**
	TOTAL APRES REALISATION DE L'EQUILIBRE :	**30 832 434**	**31 331 505**	**31 597 047**	**32 065 170**

BUDGET RECTIFICATIF 2018 MAISON MERE

Compte	Produits de l'exercice	MONTANTS			
		inital 2018	rectificatif 2018	Prévision 2019	Prévision 2020
	CHAPITRE 70-VENTES ET PRESTATIONS DE SERVICES	**27 712 934**	**28 092 705**	**27 956 347**	**28 304 199**
701	Vente de produits finis	0	0	0	0
7061	Droits de port	2 560 000	2 560 000	2 610 000	2 710 000
7062	Location de matériel et outillage	0	0	0	0
7063	Produits du domaine et des concessions	17 998 050	17 835 087	18 052 000	18 158 000
7064	Produits de l'exploitation portuaire	0	0	0	0
7065	Produits du transport de passagers	0	0	0	0
7068	Autres prestations de services	515 000	625 000	526 500	528 030
707	Vente de marchandises	500	500	500	500
708	Produits des activités annexes	6 959 384	7 332 118	7 067 347	7 207 669
709	Rabais, remises, ristournes accordés	-320 000	-320 000	-300 000	-300 000
	TOTAL DU CHAPITRE :	**27 712 934**	**28 092 705**	**27 956 347**	**28 304 199**
	CHAPITRE 71 - PRODUCTION STOCKEE	**0**	**0**	**0**	**0**
713	Variation des stocks de produits	0	0	0	0
	TOTAL DU CHAPITRE :	**0**	**0**	**0**	**0**
	CHAPITRE 72 - PRODUCTION IMMOBILISEE	**0**	**0**	**0**	**0**
722	Immobilisations corporelles	0	0	0	0
	TOTAL DU CHAPITRE :	**0**	**0**	**0**	**0**
	CHAPITRE 74 - SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	**1 184 000**	**1 184 000**	**635 000**	**10 000**
741	Subventions d'exploitation - Etat	0	0	0	0
744	Subventions d'exploitation -Collectivités	0	0	0	0
748	Autres subventions d'exploitation	1 184 000	1 184 000	635 000	10 000
	TOTAL DU CHAPITRE :	**1 184 000**	**1 184 000**	**635 000**	**10 000**

BUDGET RECTIFICATIF 2018 MAISON MERE

Compte	Produits de l'exercice	MONTANTS			
		inital 2018	rectificatif 2018	Prévision 2019	Prévision 2020
	CHAPITRE 75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	**452 500**	**566 800**	**464 535**	**495 362**
752	Revenus des immeubles non affectés aux activités professionnelles	49 800	49 800	42 000	42 000
753	Jetons de présence et rémunérations d'administrateurs	0	0	0	0
756	produits des cessions d'éléments d'actif	0	104 300	0	0
758	Produits divers de gestion courante	402 700	412 700	422 535	453 362
	TOTAL DU CHAPITRE :	**452 500**	**566 800**	**464 535**	**495 362**
	CHAPITRE 76 - PRODUITS FINANCIERS	**441 000**	**410 000**	**441 000**	**441 000**
761	Produits de participation	431 000	400 000	431 000	431 000
762	Produits des autres immobilisations financières	9 500	9 500	9 500	9 500
763	Revenus des autres créances	500	500	500	500
765	Escomptes obtenus	0	0	0	0
766	Gains de change	0	0	0	0
767	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
768	Autres produits financiers	0	0	0	0
	TOTAL DU CHAPITRE :	**441 000**	**410 000**	**441 000**	**441 000**
	CHAPITRE 77- PRODUITS EXCEPTIONNELS	**0**	**0**	**0**	**0**
771	Produits exceptionnels sur opération de gestion	0	0	0	0
775	Plus-values sur cessions d'éléments d'actif	0	0	0	0
777	Quote-part des subventions d'inves. virées aux résultat	0	0	0	0
778	Autres produits exceptionnels	0	0	0	0
	TOTAL DU CHAPITRE :	**0**	**0**	**0**	**0**
	CHAPITRE 78 - REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	**1 042 000**	**1 078 000**	**1 202 000**	**1 263 000**
781	Reprises sur amortissements et provisions sur produits d'exploitation	1 042 000	1 078 000	1 202 000	1 263 000
786	Reprises sur provisions sur produits financiers	0	0	0	0
787	Reprises sur amortissements et provisions sur produits exceptionnels	0	0	0	0
789	Reprises sur provisions pour impôts	0	0	0	0
	TOTAL DU CHAPITRE :	**1 042 000**	**1 078 000**	**1 202 000**	**1 263 000**

BUDGET RECTIFICATIF 2018 MAISON MERE

Compte	Produits de l'exercice	MONTANTS			
		inital 2018	rectificatif 2018	Prévision 2019	Prévision 2020
	CHAPITRE 79 - TRANSFERTS DE CHARGES	**0**	**0**	**0**	**0**
791	Transferts de charges d'exploitation	0	0	0	0
796	Transferts de charges financières	0	0	0	0
797	Transferts de charges exceptionnelles	0	0	0	0
	TOTAL DU CHAPITRE :	**0**	**0**	**0**	**0**
	TOTAL DES RECETTES DE GESTION :	**30 832 434**	**31 331 505**	**30 698 882**	**30 513 561**
	A déduire :				
79	Transferts de charges	0	0	0	0
	TOTAL DES RECETTES APRES TRANSFERTS :	30 832 434	31 331 505	30 698 882	30 513 561
	Déficit de l'exercice à virer à la 2ème Section :	**0**	**0**	**898 165**	**1 551 609**
	TOTAL APRES REALISATION DE L'EQUILIBRE :	**30 832 434**	**31 331 505**	**31 597 047**	**32 065 170**

BUDGET RECTIFICATIF 2018 MAISON MERE

2ème SECTION - OPERATIONS EN CAPITAL

Compte	Dépenses de l'exercice	MONTANTS			
		inital 2018	rectificatif 2018	Prévision 2019	Prévision 2020
1041	Financement des actifs - Etat	0	0	0	0
1049	Amortissement des financement des actifs - Etat	280 000	292 000	340 000	370 000
105	Ecarts de réévaluation	0	0	0	0
131	Subventions d'équipement (amortissement)	0	0	0	0
134	Subventions d'équipement autres que Etat	0	0	0	0
1349	Amortissement des subventions d'équipement autres que Etat	762 000	776 000	862 000	893 000
139	Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat	0	0	0	0
146	Reprise sur provision spéciale de réévaluation	0	0	0	0
153	Reprise sur provisions pour pensions et obligations similaires	0	0	0	0
155	Reprise sur provisions pour impôts à payer	0	0	0	0
157	Reprise sur provision pour charge à répartir	0	0	0	0
158	Reprise sur autres provisions pour charges	0	0	0	0
16	Remboursement d'emprunts et de dettes assimilées	0	0	0	0
20	Acquisitions d'immobilisations incorporelles	546 000	592 000	202 000	81 000
21	Acquisitions d'immobilisations corporelles	19 000 000	14 000 000	18 000 000	10 000 000
26	Participations et créances rattachées	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières (prêts accordés)	150 000	150 000	150 000	150 000
29	Reprise sur provisions pour dépréciation des immobilisations	0	0	0	0
32	Autres approvisionnements	0	0	0	0
35	Stocks de produits finis	0	0	0	0
36	Stocks provenant d'immobilisations	0	0	0	0
37	Stocks de marchandises	0	0	0	0
428	Personnel charges à payer	0	0	0	0
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices	0	0	1	2
49	Reprise sur provisions pour dépréciation des comptes de tiers	0	10 000	0	0
	TOTAL DES DEPENSES DE LA SECTION OPERATIONS EN CAPITAL :	**20 738 000**	**15 820 000**	**19 554 001**	**11 494 002**
	Résultat de la 2ème section : excédent				
	TOTAL DES DEPENSES APRES REALISATION DE L'EQUILIBRE :	**20 738 000**	**15 820 000**	**19 554 001**	**11 494 002**

BUDGET RECTIFICATIF 2018 MAISON MERE

2ème SECTION - OPERATIONS EN CAPITAL

Compte	Recettes de l'exercice	MONTANTS			
		inital 2018	rectificatif 2018	Prévision 2019	Prévision 2020
1041	Financement des actifs - Etat	1 105 000	1 169 074	425 000	0
1049	Amortissement des financement des actifs - Etat	0	0	0	0
105	Ecarts de réévalutation	0	0	0	0
106	Réserves	0	0	0	0
131	Subventions d'équipement	0	0	0	0
134	Subventions d'équipement autres que Etat	2 236 000	2 552 349	1 011 000	436 000
1349	Amortissement des subventions d'équipement autres que Etat	0	0	0	0
139	Subventions d'investissements virées au compte de résultat	0	0	0	0
153	Provisions pour pensions	0	0	0	0
155	Provisions pour impôts à payer	0	0	0	0
157	Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	0	0	1	2
158	Autres provisions pour charges	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0
20	Cessions d'immobilisations incorporelles	0	0	0	0
21	Cessions d'immobilisations corporelles	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières (prêts remboursés)	90 000	90 000	90 000	90 000
28	Dotation aux amortissements des immobilisations	6 186 000	6 040 000	7 193 000	8 285 000
29	Provisions pour dépréciation des immobilisations	0	0	0	0
32	Autres approvisionnements	0	0	0	0
35	Stocks en-cours de produits finis	0	0	0	0
36	Stocks provenant des immobilisations	0	0	0	0
37	Stocks de marchandises	0	0	0	0
39	Provisions pour dépréciation des stocks et en-cours	0	0	0	0
428	Personnel charges à payer	0	0	0	0
49	Provisions pour dépréciation des comptes de tiers	40 000	150 000	40 000	40 000
	TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION OPERATIONS EN CAPITAL :	**9 657 000**	**10 001 423**	**8 759 001**	**8 851 002**
	Résultat de la 2ème section : déficit	**11 081 000**	**5 818 577**	**10 795 000**	**2 643 000**
	TOTAL DES RECETTES APRES REALISATION DE L'EQUILIBRE :	**20 738 000**	**15 820 000**	**19 554 001**	**11 494 002**

17

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Avis de la commune de Strasbourg sur le projet de révision du Plan local d'urbanisme (PLU) de l'Eurométropole de Strasbourg.

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA REVISION

Par délibération du Conseil de l'Eurométropole du 3 mars 2017, l'Eurométropole de Strasbourg a prescrit la révision de son Plan Local d'Urbanisme (PLU), approuvé le 16 décembre 2016.

Le PLU de l'Eurométropole, modifié une première fois le 23 mars 2018, porte sur 28 communes de l'Eurométropole.

Au 1er janvier 2017, le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg s'est agrandi de cinq nouvelles communes issues de la Communauté de Communes Les Châteaux : Achenheim, Breuschwickersheim, Hangenbieten, Kolbsheim et Osthoffen.

- La présente révision du PLU a pour objet d'élaborer un PLU couvrant l'intégralité du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg tel qu'il résulte de l'intégration de la Communauté de Communes Les Châteaux.

  En ce sens, il s'agit d'étendre le dispositif du PLU actuel, tenant lieu de Programme Local de l'Habitat (PLH) et de Plan de Déplacements Urbains (PDU) à l'intégralité du territoire de l'Eurométropole.

  Cette intégration de la Communauté de Communes Les Châteaux, au sein de l'Eurométropole de Strasbourg, ne modifie pas les orientations fondamentales du PLU approuvé. Ainsi, la délibération du 3 mars 2017 confirme les grandes orientations du PLU, à savoir :
  - une métropole attractive, d'influence européenne et rhénane ;
  - une métropole des proximités ;
  - une métropole durable.

- En outre, la révision vise à tenir compte des textes parus après l'arrêt du PLU de l'Eurométropole, le 27 novembre 2015. Est principalement concerné le décret n °2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du Code de l'urbanisme et à la modification du contenu du PLU. Celui-ci commande

notamment une rénovation et une modernisation du dispositif réglementaire applicable sur l'intégralité du territoire couvert par le plan.

La procédure de révision ne remet pas en cause les orientations portées par le PLU en vigueur. Aussi, la présente délibération rend compte de la procédure au regard des objectifs de la révision fixés dans la délibération du 3 mars 2017.

2. LES ETAPES DE LA PROCEDURE

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, la conférence intercommunale des Maires de l'Eurométropole, réunie en date du 13 janvier 2017, a arrêté les modalités de collaboration entre les communes pour la procédure de révision, préalablement à la prescription entérinée le 3 mars 2017.

Par délibération du Conseil de l'Eurométropole du 3 mars 2017, l'Eurométropole de Strasbourg a prescrit la révision de son Plan Local d'Urbanisme (PLU), approuvé le 16 décembre 2016.

Les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ont été débattues en Conseil de l'Eurométropole du 23 mars 2018. Les 33 Conseils municipaux ont débattu de ces mêmes orientations entre février et juin 2018.

Par délibération du 28 septembre 2018, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a délibéré pour tirer le bilan de la concertation et arrêter le projet de révision du PLU.

Le projet de révision du PLU, tel qu'il a été arrêté par le Conseil de l'Eurométropole du 28 septembre 2018, est consultable, en format papier, au service Aménagement du territoire et Projets urbains. Il est également consultable et téléchargeable à partir du lien suivant :

https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=sBwO1ZG4xsEvBOcHlaEMZB

Conformément aux dispositions des articles L.153-15 et L.153-16 du Code de l'urbanisme, le projet de révision du PLU, arrêté en conseil d'Eurométropole, est transmis pour avis aux communes membres et aux personnes publiques associées.

En vertu de l'article R.153-5 du Code de l'urbanisme, les communes disposent d'un délai de trois mois, à compter du 28 septembre 2018, pour formuler cet avis. A défaut, cet avis est réputé favorable.

3. LES GRANDES ORIENTATIONS DE LA REVISION

La révision du PLU de l'Eurométropole est rendu nécessaire par l'extension du périmètre administratif de la métropole. Ainsi, elle a pour objet premier de partager le projet métropolitain avec les cinq communes nouvellement intégrées et de les doter d'un cadre réglementaire actuel et adapté à leurs réalités territoriales.

Le PLU, en ce qu'il concerne les 28 communes historiques de l'Eurométropole, adopté le 16 décembre 2016, est confirmé et maintenu dans ses grandes orientations.

Pour préparer au mieux son intégration dans l'Eurométropole de Strasbourg, la Communauté de Communes Les Châteaux a débattu d'un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), à l'échelle de son territoire, dans le cadre de l'élaboration de son projet de PLU intercommunal, le 15 décembre 2015.

Les orientations générales débattues par l'intercommunalité sont les suivantes :

- permettre à tous de se loger ;
- maintenir le niveau d'emploi et d'équipement du territoire ;
- favoriser les modes de déplacements alternatifs à la voiture ;
- valoriser les espaces naturels et agricoles ;
- tenir compte du patrimoine local ;
- réduire la consommation foncière.

Les orientations décidées en décembre 2015 par la Communauté de Communes Les Châteaux concordent avec les orientations du PLU de l'Eurométropole. Ainsi, le PADD du PLU de l'Eurométropole, tel qu'il a été adopté le 16 décembre 2016, rencontre les aspirations des cinq communes et constitue la référence stratégique pour cette procédure.

Le projet de territoire, articulé autour des trois orientations suivantes, demeure le socle du PLU et de la révision :

- une métropole attractive, d'influence européenne et rhénane :
  Capitale régionale et forte de son statut européen, l'Eurométropole de Strasbourg doit, comme toutes les grandes agglomérations, conforter son positionnement métropolitain.
  Afin d'asseoir durablement sa place dans les dynamiques territoriales au sein desquelles elle s'inscrit, l'Eurométropole se doit de renforcer son attractivité économique et résidentielle, d'attirer aussi bien des entreprises que des hommes :
  - *en renforçant l'attractivité régionale et internationale de l'Eurométropole ;*
  - *en inscrivant le développement de l'Eurométropole dans un bassin de vie plus large et transfrontalier ;*
  - *en renforçant l'attractivité résidentielle et en répondant aux évolutions des modes de vie.*

- une métropole des proximités :
  Construire une métropole attractive, ouverte sur le monde et qui veuille aussi rester humaine, ne peut se faire sans répondre aux attentes légitimes de ses habitants et visiteurs, dont l'aspiration première est de pouvoir disposer d'un cadre de vie agréable et de qualité.
  Cette métropole des proximités devra répondre aux besoins de logements, de mobilité, d'accès à l'emploi et aux services du quotidien, tout en préservant des espaces de respiration, de nature en ville et des espaces publics de qualité :
  - *en proposant une offre d'habitat suffisante et diversifiée pour tous ;*
  - *en améliorant la qualité de vie et l'offre de services ;*

- *en s'enrichissant de l'identité des territoires ;*
- *en donnant toute leur place aux espaces naturels et en constituant la Trame verte et bleue.*

- une métropole durable :

  Pour répondre aux deux premiers objectifs, une métropole ne peut se concevoir sans la prise en compte et l'intégration des objectifs de développement durable.

  La métropole durable nécessite donc d'anticiper le risque de crise énergétique, de maîtriser la consommation foncière, notamment au bénéfice des espaces agricoles et naturels :
  - *en préparant le territoire à une société sobre en carbone ;*
  - *en donnant toute sa place à l'agriculture ;*
  - *en développant le territoire, tout en maîtrisant l'étalement urbain et la consommation foncière.*

4. LE PROJET DE REVISION DU PLU ET LES CHOIX RETENUS CONCERNANT LES CINQ COMMUNES

Ces grandes orientations se traduisent de la manière suivante sur les cinq nouvelles communes.

En matière de développement de l'habitat, les cinq communes prennent part à l'effort de constructions neuves porté par le PLU. Ces communes, faisant également le constat d'une démographie stagnante, se sont d'ores et déjà engagées dans une démarche de développement de l'habitat. Le PLU confirme ce choix et fixe un objectif de 840 nouveaux logements sur les cinq communes d'ici 2030-2035.

Les communes, dans le respect de leur possibilité foncière et de leur caractéristique urbaine et paysagère, s'inscrivent dans les objectifs de diversité de l'offre, tant pour la forme (individuelle dense, intermédiaire, collectif) que pour la mixité en s'engageant dans la création de logements locatifs sociaux.

L'objectif à l'horizon 2030-2035 du PLU est confirmé à une hauteur d'environ 3 000 logements par an, à l'échelle de l'Eurométropole.

En matière de développement économique, le projet de révision pérennise les activités économiques existantes sur le territoire des cinq communes. Celles-ci d'ailleurs participent au rayonnement et à l'attractivité du territoire de l'Eurométropole.

A l'horizon 2030-2035, le PLU vise au développement de plus de 27 000 nouveaux emplois sur l'Eurométropole, en lien avec le développement démographique projeté.

En matière d'agriculture, il est confirmé qu'elle constitue un volet à part entière de l'activité économique du territoire. Occupant la majeure partie du territoire des cinq nouvelles communes, les espaces agricoles sont préservés. Cela se traduit par deux types de vocations :

- des espaces agricoles à valeur de production reconnue, fondamentaux pour l'économie agricole et agro-alimentaire ;
- des espaces agricoles dont l'activité (prairie, verger, vignes, …) contribue également à la valorisation paysagère et écologique et dont le rôle agro-environnemental est à valoriser.

En matière de déplacements et de mobilités, le PLU s'attache à améliorer l'accessibilité à toutes les échelles du territoire, de la « grande accessibilité » (proximité de la gare TER de l'aéroport d'Entzheim, mise en œuvre prochaine d'un transport en site propre sur la RN4/RD1004/A351) à la mobilité de proximité à pied ou à vélo (inscription par exemple d'emplacements réservés sont inscrits en vue d'aménagements de voirie ou de réalisations de liaisons douces).

En matière d'environnement, le territoire des Châteaux s'inscrit dans la volonté du PLU de l'Eurométropole de prendre en compte l'environnement non comme une contrainte mais comme un atout en terme de qualité de vie, de paysage et de nature. Ainsi, les grands ensembles paysagers sont préservés, que ce soit la vallée de la Bruche et son canal, ou les coteaux boisés ou composés de vergers ou vignes. Outre un classement en zone N, les espaces naturels remarquables sont intégrés aux espaces contribuant aux continuités écologiques.

En matière de consommation foncière, les cinq communes constataient déjà une réduction de l'artificialisation des sols ces dernières années. Le projet de révision confirme cette tendance et ainsi 13 ha de zones à urbaniser, inscrit dans les actuels documents en vigueur, sont reclassées en zone A ou N. Cela s'ajoute aux 800 ha déjà sauvegardés par le PLU de l'Eurométropole adopté en décembre 2016, au regard des documents d'urbanisme communaux antérieurs.

Afin de réduire la consommation foncière, le PLU privilégie la construction de la ville sur la ville, par la réhabilitation des corps de ferme ou l'urbanisation des dents creuses. Les cinq communes s'inscrivent dans cette orientation.

5. MODERNISATION DU CONTENU DU PLU

Second objectif de la procédure de révision, il s'agit de tenir compte du décret n °2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre I^{er} du Code de l'urbanisme et à la modification du contenu du PLU.

Il se traduit par :

- l'actualisation du règlement notamment pour ce qui concerne les destinations et sous-destinations.
- l'élaboration d'une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) sur les zones à urbaniser (IAU).

Dans le PLU approuvé en décembre 2016, une trentaine de zones à urbaniser (IAU) n'était pas couverte par une OAP. La révision systématise la couverture des zones IAU par une OAP. Toutefois, en considérant l'état d'avancement des projets, certaines zones

sont reclassées en zone urbaine (U) ou en réserve foncière (IIAU). Par ailleurs, lorsqu'un emplacement réservé couvrait la totalité d'une zone à urbaniser, choix a été fait de ne pas préciser d'orientation d'aménagement, puisque l'emplacement réservé se suffit à lui-même.

Par ailleurs, faisant le bilan de l'application du PLU depuis son approbation en décembre 2016, la révision est également l'occasion de corriger l'écriture règlementaire afin de préciser des applications de règles et de faciliter la compréhension des dispositions inscrites. Cela concerne principalement les points suivants :

- mise à jour des dispositions relatives au PPRI, suite à l'approbation du PPRI de l'Eurométropole ;
- précisions des dispositions applicables en cas de travaux de transformation de bâtiment existant ;
- mise en place d'une réglementation quant à la hauteur des clôtures entre parcelles privées ;
- précisions apportées aux dispositions relatives au stationnement et aux accès ;
- précisions quant aux possibilités constructives admises en limites séparatives ;
- précisions quant à la forme des toitures ;
- mise à jour des dispositions relatives à la performance énergétique des bâtiments ;
- précisions de certains termes du lexique.

Enfin, la modernisation du PLU passe par une réécriture partielle des justifications du PLU, conformément à l'article L.151-4 du Code de l'urbanisme.

6. LES ENJEUX LOCAUX DE LA REVISION DU PLU

Concernant la commune de Strasbourg, le projet de révision ne modifie que deux aspects du PLU d'ores et déjà en vigueur :

- l'ajustement du règlement écrit afin de prendre en compte les évolutions du Code de l'urbanisme telles que précisées ci-avant (point 5) ;
- l'élaboration d'une nouvelle Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) sur la zone IAU située entre la rue du Wickenfeld et la rue de la Redoute à Strasbourg – Neuhof, non couverte lors de l'élaboration du PLU en décembre 2016.

La ville de Strasbourg rappelle son attachement aux grandes orientations du PADD et aux choix retenus pour établir le projet de PLU, particulièrement :

- ceux concourant au développement de projets d'enjeux métropolitains sur son territoire (Deux-Rives, Wacken-Europe, Grand-Centre, Parc Naturel Urbaine Ill-Bruche etc.),
- ceux concourant à la mise en place de démarches innovantes articulant fonctionnement écologique, développement urbain et cadre de vie à travers la Trame Verte et Bleue.

La ville de Strasbourg indique être impliquée dans la mise en œuvre des orientations stratégiques du PLU et veille à la concrétisation de projets impactés par ces orientations. L'actualité porte notamment sur :

- le projet de développement économique au Sud du Port Autonome de Strasbourg (PAS), en ce qu'il favorise le maintien et le développement de l'emploi, l'innovation et l'attractivité du PAS, tout en prenant en compte les différentes contraintes et enjeux environnementaux présents dans le secteur ;
- la création d'un nouveau groupe scolaire à Koenigshoffen, rue Jean Mentelin, au moyen d'une démarche intégrée au Parc Naturel Urbain Ill-Bruche et à la Trame Verte et Bleue.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu le Code l'urbanisme, et notamment son article L.153-15 ;
vu le PLU de l'Eurométropole de Strasbourg approuvé en Conseil d'Eurométropole du 16 décembre 2016 modifié le 23 mars 2018

vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 3 mars 2017 prescrivant la révision du Plan Local d'Urbanisme
vu les débats sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU qui s'est tenu en conseil municipal du 19 mars 2018 et en Conseil d'Eurométropole en date du 23 mars 2018

vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole en date du 28 septembre 2018 ayant arrêté le Plan Local d'Urbanisme ;
vu le projet de PLU arrêté par le Conseil de l'Eurométropole en date du 28 septembre 2018 ;
sur proposition de la Commission plénière
après avoir entendu l'exposé du maire et en avoir délibéré

dit que

la ville de Strasbourg adhère aux grandes orientations du PADD et aux choix retenus pour établir le projet de PLU ;

précise

que la ville de Strasbourg est impliquée dans la mise en œuvre des orientations stratégiques du PLU et veille à la concrétisation de projets impactés par ces orientations. Parmi les sujets d'actualité, il faut notamment citer :

- *le projet de développement économique au Sud du Port Autonome de Strasbourg (PAS), en ce qu'il favorise le maintien et le développement de l'emploi, l'innovation et l'attractivité du PAS, tout en prenant en compte les différentes contraintes et enjeux environnementaux présents dans le secteur ;*

- *la création d'un nouveau groupe scolaire à Koenigshoffen, rue Jean Mentelin, au moyen d'une démarche intégrée au Parc Naturel Urbain Ill-Bruche et à la Trame Verte et Bleue.*

décide

d'émettre un avis favorable sur le projet de PLU Arrêté par le conseil de l'Eurométropole en date du 28 septembre 2018,

charge

le maire ou son-sa représentant-e de l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

18

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Programmation 2018 des actions soutenues au titre du Contrat de Ville - dernière étape.

L'appel à projets du Contrat de ville de l'Eurométropole, publié le 2 octobre 2017, a pour objectif de soutenir des actions en cohérence avec les enjeux prioritaires du contrat. Ces enjeux sont traduits en objectifs opérationnels dans la convention cadre et ses 19 programmes thématiques et dans les conventions d'application territoriales établies pour les 13 quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) de Strasbourg.

Cet appel à projets s'adresse à des associations, des bailleurs et des établissements publics. Le soutien aux projets est conditionné à 3 critères précis :

- le projet doit concerner un ou plusieurs QPV et bénéficier à un public des QPV dans une proportion très significative,
- le projet doit porter sur les objectifs prioritaires du Contrat de ville et répondre à une situation actuelle vécue dans les QPV,
- le projet doit préciser les moyens de droit commun mobilisés avant de solliciter les moyens spécifiques « contrat de ville » nécessaires à l'action.

Pour 2018, les enjeux suivants ont été définis comme prioritaires :

- faciliter l'accès à l'emploi et la création d'activités dans les QPV,
- favoriser la réussite éducative par tous les moyens d'actions,
- promouvoir la participation citoyenne active des jeunes et le soutien à leurs initiatives,
- renforcer la cohésion sociale, notamment par des actions au service des valeurs de la République, de la participation citoyenne, de la lutte contre les discriminations et de la prévention de la radicalisation,
- améliorer l'image des QPV, notamment par la valorisation de leur histoire et de leurs atouts.

Cette délibération relative à la programmation 2018 vous propose de soutenir la dernière partie des projets en reconduction dont le bilan 2017 a été jugé pertinent ainsi que de nouveaux projets répondant aux objectifs et critères énoncés ci-avant.
Soit huit projets « contrat de ville » pour un montant global de 30 000 €. Elle est présentée en deux parties :

- les actions spécifiques à un quartier répondant aux priorités opérationnelles de sa convention d'application territoriale ;
- les actions développées sur plusieurs quartiers ou sur toute la ville et répondant aux priorités opérationnelles énoncées dans les programmes thématiques.

Partie 1 : Les actions spécifiques à chaque quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) :

Le QPV de HAUTEPIERRE – 14 382 Habitant(e)s

Cette étape de la programmation porte sur 5 actions proposées spécifiquement sur ce territoire, présentées par 2 porteurs de projet, pour un montant global de **14 000 €,** répondant aux objectifs suivants de la convention d'application territoriale :

- installer avec et pour les habitants les conditions favorables du vivre ensemble ;
- développer l'accès à l'offre sportive, culturelle, de loisirs comme facteurs de cohésion sociale ;
- contribuer à l'épanouissement des jeunes du territoire.

Porteur	Action	Budget global	Subvention proposée	Direction Service	Contribuant au programme / enjeu
Association Contact et Promotion	Action de socialisation et d'Education à la Protection de l'Environnement avec un jardin pédagogique et des jardins partagés	9 127 €	5 000 €	Direction de projet politique de la ville	17 : La Gestion Urbaine de Proximité (GUP)
Association Horizome	Action Voix Publiques en 2018 : Thé-âtre forum à la Menthe	20 109 €	3 000 €	Direction de projet politique de la ville	8 : L'accès aux équipements et projets culturels
Association Horizome	Actions Voix Publiques en 2018 : Concert Hip hop au théâtre de Hautepierre	11 688 €	1 000 €	Direction de projet politique de la ville	8 : L'accès aux équipements et projets culturels
Association Horizome	Appropriations Habitantes des espaces communs et publics	22 010 €	4 000 €	Direction de projet politique de la ville	17 : La Gestion Urbaine de Proximité (GUP)

Femmes d'ici et d'ailleurs	Soutien à la parentalité – valoriser, encourager et soutenir les femmes	1 000 €	1 000 €	Mission droits des femmes et égalité de genres	3 : égalité femmes - hommes

Le QPV NEUHOF - MEINAU – 15 700 Habitant(e)s

Cette étape de la programmation porte sur 1 action proposée spécifiquement sur ce territoire, présentée par 1 porteur de projets, pour un montant global de **1 000 €**, répondant aux objectifs suivants de la convention d'application territoriale :

- favoriser l'accès des habitants aux équipements ainsi qu'à l'offre associative ;
- œuvrer collectivement pour la convivialité et la diversité ;
- positionner les habitants comme acteurs de l'évolution de leur cadre de vie.

Porteurs	Actions	Budget global	Subventions proposées	Directions Services	Contribuant aux programmes / enjeu
Association JEEP	Séjour Culturel à Rome - Création d'un réseau de solidarité de femmes du Neuhof	6 000 €	1 000 €	Direction de projet politique de la ville	3 : L'égalité femmes-hommes

Partie 2 – Les actions relatives aux programmes thématiques se déployant sur deux QPV ou plus :

AXES TRANSVERSAUX

Au titre du programme 4 : l'apprentissage et la maitrise de la langue française

A ce stade, en sus des actions déclinées ci-avant par territoire et répondant notamment aux objectifs du programme 4, il est proposé l'octroi de subventions pour 1 action portée par 1 porteur de projet pour un montant global de 2 000 €, répondant à l'objectif suivant du programme :

- favoriser les actions de proximité autour de l'apprentissage de la langue

Porteurs	Actions	Budget global	Subventions proposées	Directions Services
Association AMSED - Migration solidarité et échange pour le développement	Ecrivain Public	11 000€	2 000 €	Direction de projet politique de la ville

Au titre du programme 8 : l'accès aux équipements et projets culturels

Cette étape de la programmation thématique porte sur une action, portée par un porteur de projets pour un montant global de subvention de 13 000 €. Ces actions répondent globalement aux objectifs suivants du programme thématique :

- développer les pratiques en amateur ;
- accompagner les projets culturels portés par les habitants ;
- forger un esprit d'ouverture, de curiosité, de sens critique et esthétique pour former des citoyens actifs sur le plan culturel.

Porteurs	**Actions**	**Budget global**	**Subventions proposées**	**Directions Services**
Strasbourg Méditerranée	« Festival Strasbourg Méditerranée 2019 »	362 200 €	13 000 €	Direction de projet politique de la ville

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *d'attribuer au titre de la **Direction de projet Politique de la ville**, les subventions suivantes :*

Contact et Promotion *« Action de socialisation et d'Education à la Protection de l'Environnement avec un jardin pédagogique et des jardins partagés »*	***5 000 €***
Association Horizome *« Action Voix Publiques en 2018 : Thé-âtre forum à la Menthe »* *« Actions Voix Publiques en 2018 : Concert Hip hop au théâtre de Hautepierre »* *« Appropriations Habitantes des espaces communs et publics »*	***8 000 €*** *3 000 €* *1 000 €* *4 000 €*
Association JEEP *« Séjour Culturel à Rome - Création d'un réseau de solidarité de femmes du Neuhof »*	***1 000 €***
Association AMSED *« Ecrivain Public »*	***2 000 €***
Association Strasbourg Méditerranée *« Festival Strasbourg Méditerranée 2019 »*	***13 000 €***

- *d'imputer les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de 29 000 € comme suit : sous la fonction 020, nature 6574, activité DL04B, dont le solde disponible avant conseil s'élève à 29 175 € ;*

- *d'attribuer au titre de la **Mission droits des femmes et égalité de genres**, la subvention suivante :*

Femmes d'ici et d'ailleurs *« Soutien à la parentalité – valoriser, encourager et soutenir femmes »*	***1 000 €***

- *d'imputer le montant ci-dessus qui représentent une somme totale de 1 000 € comme suit : sous la fonction 524, nature 6574, activité DF00B, programme 8029 dont le disponible avant le présent conseil est de 9 505 € ;*

autorise

- *le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et arrêtés afférents aux subventions.*

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

19

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Transactions amiables sur le territoire de la ville de Strasbourg - Quartier Strasbourg Robertsau.

1) Vente par la ville de Strasbourg de trois parcelles aux propriétaires riverains rue des fleurs à Strasbourg Robertsau.

La ville de Strasbourg est propriétaire de trois parcelles rue des Fleurs à Strasbourg Robertsau.

Les parcelles cadastrées section BH n°283/77, n°(1)/77, et n°(2)/77, d'une surface totale de 2,05 ares, sont enclavées entre l'ensemble immobilier 2 rue des Fleurs et la Pharmacopée.

Elles sont situées en zone UF au PLU correspondant à une zone urbaine destinée à accueillir des institutions internationales et des services publics.

Les consorts BILLON, HIERONIMUS, MAGNIN, propriétaire de l'ensemble immobilier 2 rue des Fleurs, inscrit à l'inventaire supplémentaires des Monuments Historiques depuis 1986, ont formulé une demande d'acquisition de ces trois parcelles enclavées.

Un accord financier a été trouvé à 11 500 €/are soit pour 2,05 ares une recette globale de 23 575 €, conformément à l'avis de France Domaine.

Les acquéreurs prendront les parcelles en l'état, sans garantie de la ville de Strasbourg, au niveau de l'état du sol et du sous-sol

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver cette vente au prix de 23 575 €.

2) Vente par la ville de Strasbourg d'une parcelle au riverain 305 route de la Wantzenau à Strasbourg Robertsau.

La ville de Strasbourg est propriétaire de la parcelle cadastrée section CN N°359/72 route de la Wantzenau à Strasbourg Robertsau.

Les époux FISCHHOF, propriétaire de la maison sis 305 route de la Wantzenau, ont formulé une demande d'acquisition de cette parcelle située à l'avant de leur propriété.

Elle est située en zone UB4 au Plan Local d'Urbanisme correspondant à une zone urbaine à vocation mixte.

Un accord financier a été trouvé à 25 000 €/are soit pour 0,72 are une recette globale de 18 000 €, conformément à l'avis de France Domaine.

Les acquéreurs prendront la parcelle en l'état, sans garantie de la ville de Strasbourg, au niveau de l'état du sol et du sous-sol

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver cette vente au profit des époux FISCHHOF au prix de 18 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
vu les avis de France Domaine
après en avoir délibéré
approuve

1) la vente par la ville de Strasbourg de trois parcelles lieu-dit allée kastner :

- au profit de Christine et Claude HIERONIMUS des parcelles cadastrées :

Section BH n°283/77 de 0,89 are ;
Section BH n°(1)/77de 0,07 are issue de la parcelle section BH n°284/77 ;

Moyennant le prix de 11 500 € l'are soit pour une surface de 0,96 are le prix de 11 040 € hors taxes et frais éventuellement dus par les acquéreurs ;

- au profit de Karine et Mickaël BILLON de la parcelle cadastrée :

Section BH n°(2)/77 de 1,09 are issue de la parcelle cadastrée section BH n°284/77;

Moyennant le prix de 11 500 € l'are soit pour une surface de 1,09 le prix de 12 535 € hors taxes et frais éventuellement dus par les acquéreurs ;

Les acquéreurs prendront la parcelle en l'état, sans garantie de la ville de Strasbourg, au niveau de l'état du sol et du sous-sol.

2) la vente par la ville de Strasbourg au profit de Lila MESSAOUDI et Simon FISCHHOF de la parcelle cadastrée :

Section CN n°359/72 de 0,72 are lieu dit Route de la Wantzenau ;

Moyennant le prix de 25 000 € l'are soit pour une surface de 0,72 are le prix de 18 000 € hors taxes et frais éventuellement dus par les acquéreurs

Les acquéreurs prendront la parcelle en l'état, sans garantie de la ville de Strasbourg, au niveau de l'état du sol et du sous-sol.

décide

l'imputation des recettes de 11 040 €, 12 535 €, 18 000 €, sur la ligne budgétaire suivante : fonction 820 nature 775, service AD03

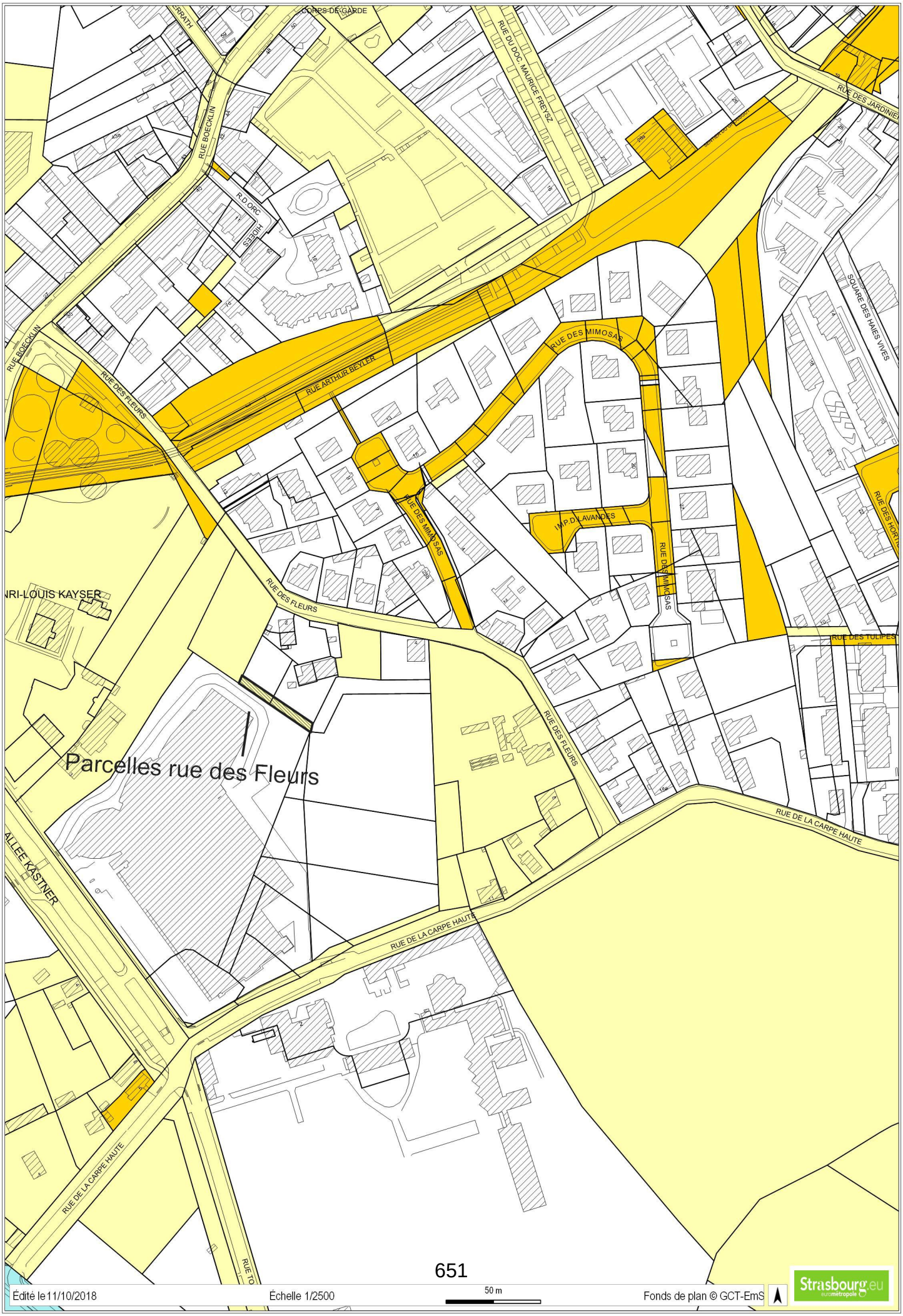
autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les actes de vente à intervenir et tous les actes concourant à l'exécution des présentes.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

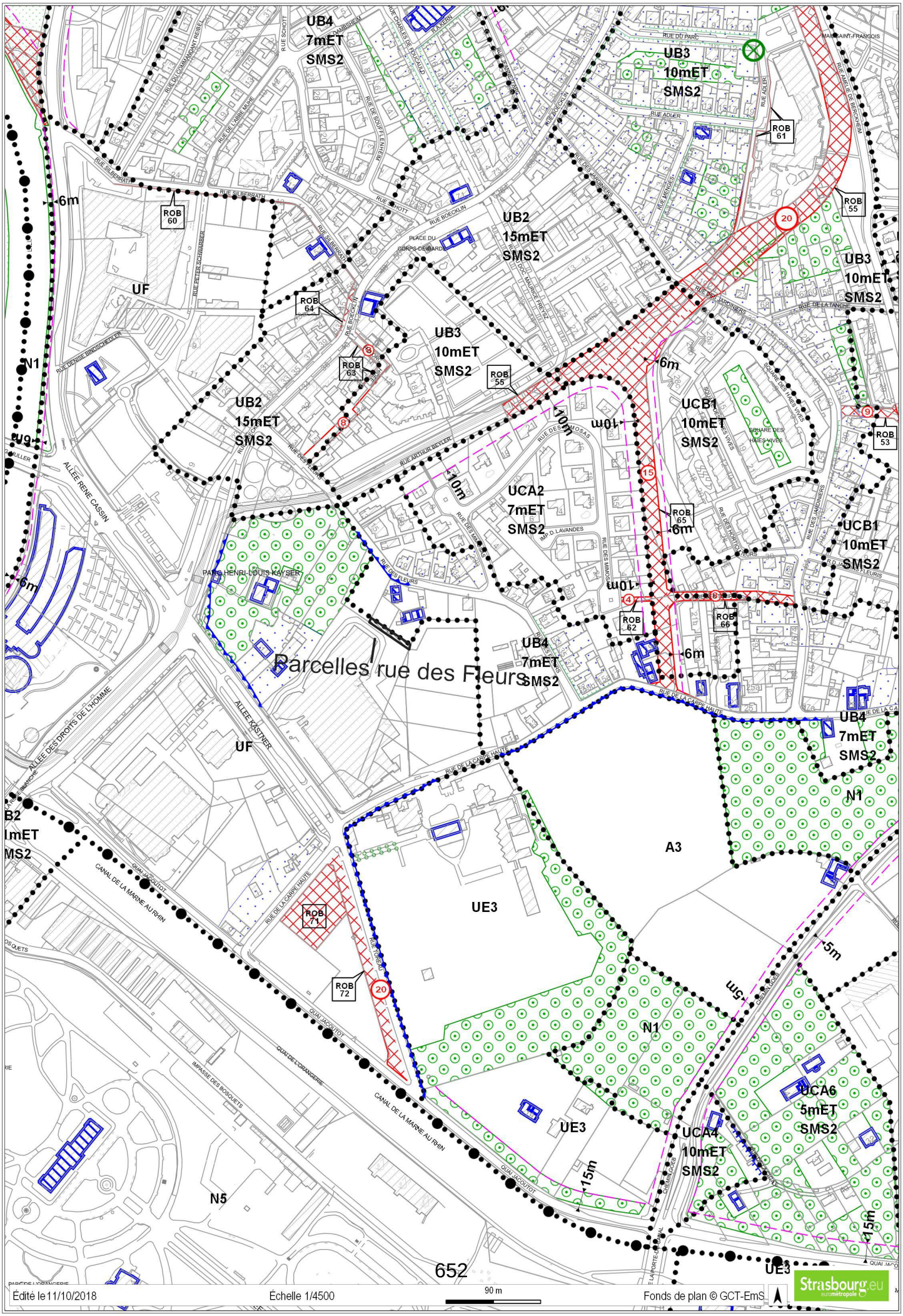
Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018


Petite Orangerie
EGLISE PROT.
PRESB.
C.M.S.
MAIRIE DE QUARTIER
Mail St-François
GYMNASE
ECOLE ELEMENTAIRE ROBERTSAU
ECOLE MAT. DE LA ROBERTSAU
CRECHE PARENTALE
CITE UNIVERSITAIRE
PRESB. CATH.
EGLISE CATH. SAINT LOUIS
Pl.J. d'Arc
R. du Parc
Rue Adler
Rue Boecklin
Route de Strasbourg
Rue du Commandant Rei bel
Rue Schott
Rue de Gambsheim
Charles de Foucauld
R. de Soufflenheim
R. de l'Ab bé Muhé
Rue Silberrath
Rue Peter Schwarber
Place du Corps-de-Garde
LA POSTE
Rue Maurice Freysz
Rue du Docteur
R. Menges
Sentier Christ
Amélie de Berckheim
R. Cat De Bou
ECOLE EUROPEENNE DE STRASBOURG
GYMNASE
CIMETIERE SAINT-LOUIS
R. Denise Bindschedler
INSTITUT INTERNATIONAL DES DROITS DE L'HOMME
R. Hugo Grotius
R. des Orchidées
Sentier du Grossgut
Jardiniers
Square des Haies Vives
Rue de la Tanche
Rue Arthur Beyler
Pont G. Muller
All. René Cassin
Parking Boecklin
Parc Henri-Louis Kayser
Rue des Mimosas
Imp. des Lavandes
Rue des Horticulteurs
R. des Jardins Fleuris
Rue des Tulipes
Rue des Fleurs
Goujon
PALAIS DES DROITS DE L'HOMME
LIEU D'EUROPE
Allée des Droits de l'Homme
Allée Kastner
Parcelles rue des Fleurs
DIRECTION EUROPEENNE DE LA QUALITE DU MEDICAMENT
Rue de la Carpe Haute
Pont de la Rose Blanche
BATIMENT GENERAL DU CONSEIL DE L'EUROPE
CANAL
Quai DE LA MARNE AU RHIN
Rue Toreau
CENTRE CULTUREL SAINT-THOMAS
CONSULAT DE TURQUIE
Chemin Goeb
SERRES DU PARC DE L'ORANGERIE
PAVILLON JOSEPHINE
ATELIERS Ems
R. de la Cigale
Jacoutot
Quai de l'Orangerie
Pont de la Porte du Canal
I.M.D.F.S.
Allée de l'Orangerie
ZOO
136
137
140
650
Édité le 11/10/2018
Échelle 1/5000
100 m
Fonds de plan © GCT-EmS
Strasbourg.eu



651

Édité le 11/10/2018 Échelle 1/2500 50 m Fonds de plan © GCT-EmS


Parcelles rue des Fleurs
UB4
7mET
SMS2
UB3
10mET
SMS2
UB2
15mET
SMS2
UF
UCB1
10mET
SMS2
UCA2
7mET
SMS2
UE3
A3
N1
N5
UCA6
5mET
SMS2
UCA4
10mET
SMS2
ROB 60
ROB 61
ROB 62
ROB 63
ROB 64
ROB 65
ROB 66
ROB 71
ROB 72
ROB 53
ROB 55
6m
10m
15m
20
RUE DU PARC
RUE ADLER
RUE SILBERRATH
RUE BOECKLIN
RUE DES JARDINIERS
RUE DES MIMOSAS
RUE DES FLEURS
RUE DE LA CARPE HAUTE
ALLEE RENE CASSIN
ALLEE DES DROITS DE L'HOMME
ALLEE KASTNER
PARC HENRI-LOUIS KAYSER
CANAL DE LA MARNE AU RHIN
QUAI JACOUTOT
QUAI DE L'ORANGERIE
IMPASSE DES BOSQUETS
652
Édité le 11/10/2018
Échelle 1/4500
90 m
Fonds de plan © GCT-EmS
Strasbourg.eu
eurométropole

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Pilotage des Missions et Animation du réseau

Division du Domaine

Adresse : 4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

Courriel : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 17 janvier 2018

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Mme Éliane BAEHR
Téléphone : 03 88 10 35 14
Courriel : eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2018/0042

Ville et Eurométropole de Strasbourg
Service Politique foncière et immobilière
1 Parc de l'Étoile
67076 STRASBOURG

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : EMPRISE FONCIÈRE NUE ET LIBRE.

ADRESSE DU BIEN : À L'ARRIÈRE DE LA RUE DES FLEURS À STRASBOURG-ROBERTSAU.

VALEUR VÉNALE : 11 500 € HT/are, représentant 23 575 € HT pour 2,05 ares.

CETTE VALEUR TIENT COMPTE DES CARACTÉRISTIQUES DE L'EMPRISE. UN PRIX DE CONVENANCE, LE CAS ÉCHÉANT PLUS ÉLEVÉ, POURRA ÊTRE PROPOSÉ À DES RIVERAINS INTÉRESSÉS.

1 – SERVICE CONSULTANT : VILLE ET EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG.

Affaire suivie par : Mme PECK (coralie.peck@strasbourg.eu).

2 - DATE DE CONSULTATION : 04/01/2018
DATE DE RÉCEPTION : 05/01/2018
DATE DE VISITE :
DATE DE CONSTITUTION DU DOSSIER « EN ÉTAT »: 05/01/2018

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ :

Projet de cession aux propriétaires riverains de deux parcelles en nature d'espaces verts, situées au milieu des propriétés voisines.

MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS

4 – Description du bien

Références cadastrales :

Ville de STRASBOURG-ROBERTSAU

Section	Parcelles	Superficie/ ares	Adresse cadastrale	Zonage PLU
BH	283	0,89	Allée Kastner	UF
	284	1,16		
	TOTAL	**2,05**		

Parcelles en bande de 4 mètres de large.

5 – Situation juridique

Propriétaire(s) présumé(s) : Ville de Strasbourg.
Terrain nu et libre.

6 – Urbanisme et réseaux

Parcelles situées en zone UF du PLUi de l'EMS approuvé le 16/12/2016, devenu opposable le 23/01/2017.
La zone UF est une zone urbaine destinée à accueillir des institutions internationales et des services publics.

Qualification des parcelles :
Bien que situées en zone constructible, les parcelles n'ont pas la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation, car non desservies par les VRD. De par leur situation et leur configuration, elles sont inconstructibles de fait.

7 – Détermination de la valeur vénale

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Valeur vénale sur la base d'un prix à l'are de 11 500 € HT :
Parcelle n° 283 : 11 500 €/are * 0,89 are = 10 235 € HT ;
Parcelle n° 284 : 11 500 €/are * 1,16 are = 13 340 € HT.
TOTAL **23 575 € HT.**

8 – Durée de validité

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une cession réalisable uniquement dans les conditions du droit privé.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loin° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

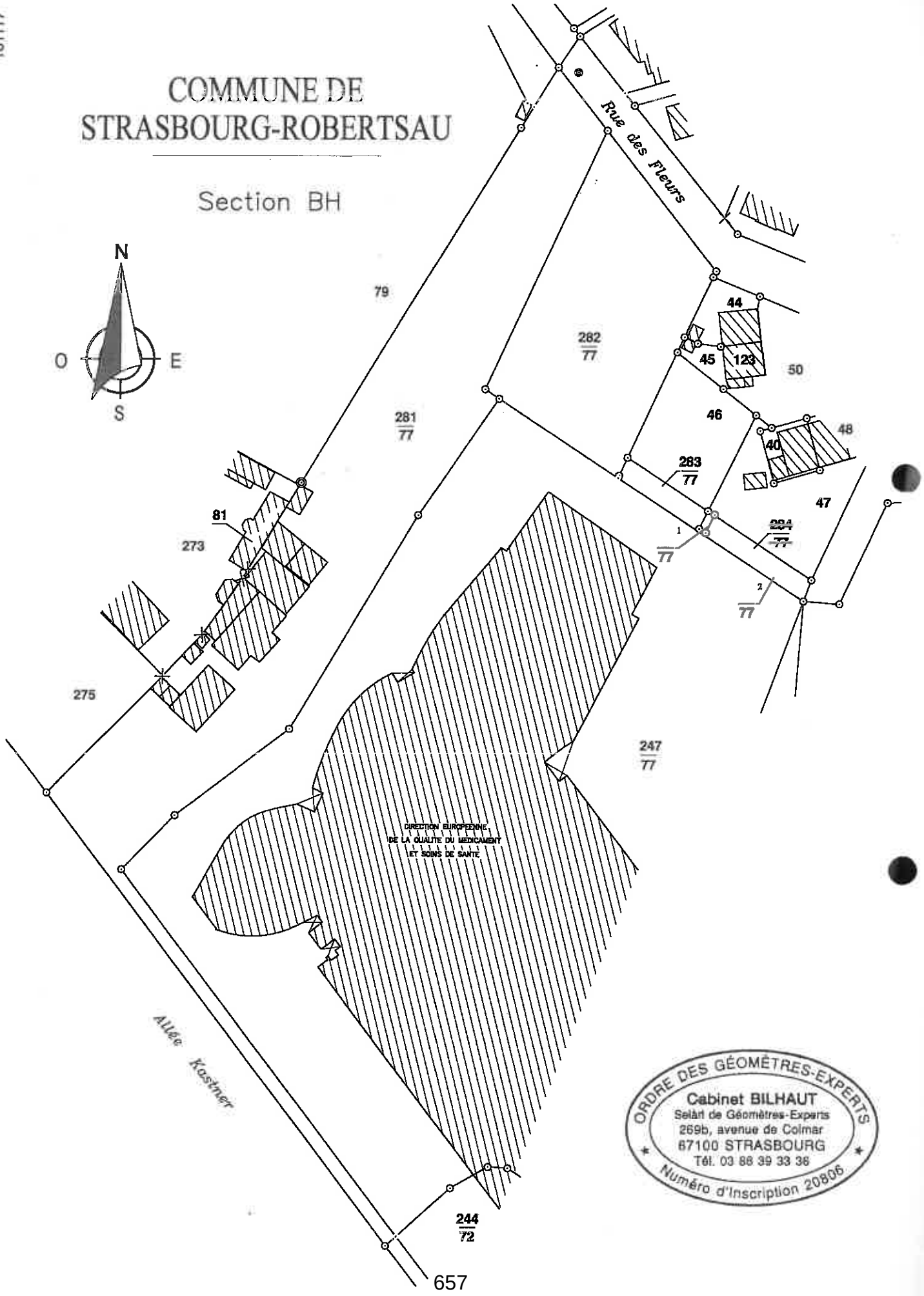
Pour l'Administrateur général
Directeur régional des Finances publiques
de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin
et par délégation,
L'Inspectrice des Finances publiques,

Éliane BAEHR

161117

COMMUNE DE STRASBOURG-ROBERTSAU

Section BH



ORDRE DES GÉOMÈTRES-EXPERTS
Cabinet BILHAUT
Selarl de Géomètres-Experts
269b, avenue de Colmar
67100 STRASBOURG
Tél. 03 88 39 33 36
Numéro d'Inscription 20806

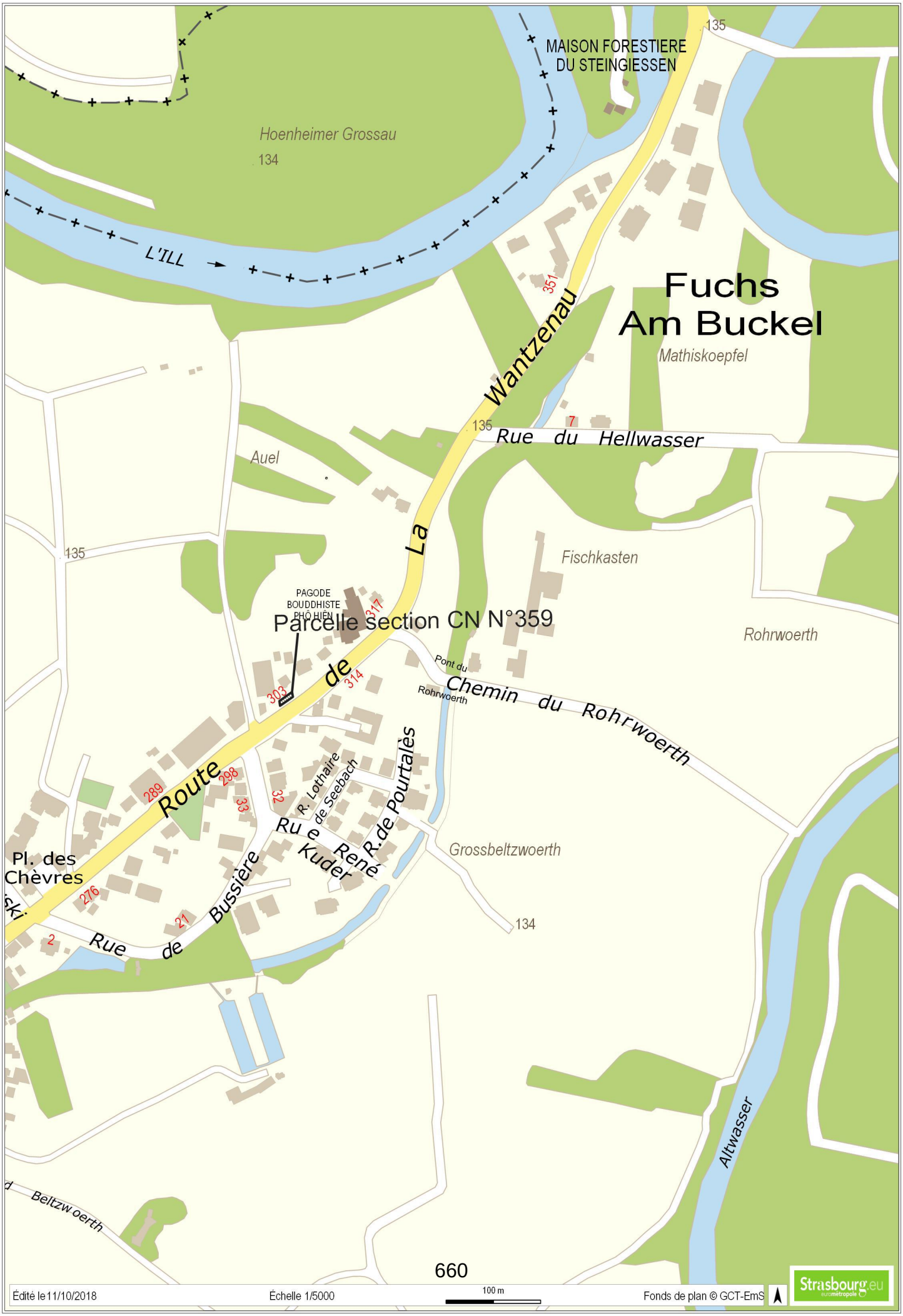
Echelle 1/1000

SITUATION NOUVELLE

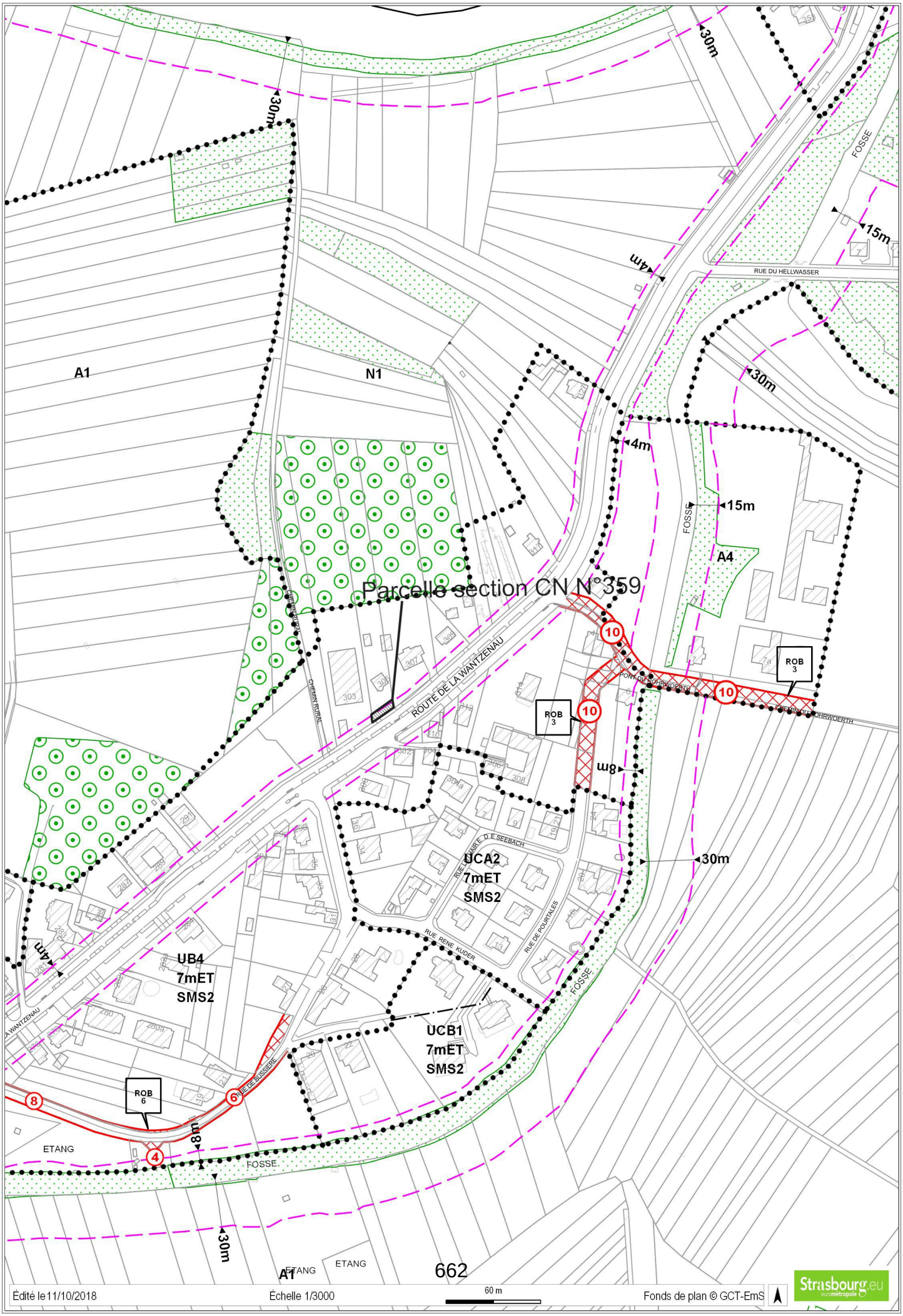
Section	Numéro parcellaire	Livre Foncier – Feuillet	Livre Foncier – Numéro d'ordre	Nom, profession, domicile du propriétaire	Contenance ha	Contenance a	Contenance ca	Nature de culture – Désignation des batiments
7	8	9		10		11		12
				Lieu-dit: Allée Kastner				
BH	1/77			comme colonne 4		00	07	terre
BH	2/77			comme colonne 4		01	09	terre
				658				
				Total		01	16	

SITUATION ANCIENNE

Section	Numéro parcellaire	Livre Foncier		Nom, profession, domicile du propriétaire	Contenance			Nature de culture
		Feuillet	Numéro d'ordre		ha	a	ca	Désignation des bâtiments
1	2	3		4	5			6
BH	284/77			VILLE DE STRASBOURG 1, parc de l'Etoile - BP 1049 1050 67070 STRASBOURG CEDEX		01	16	terre
				Total		01	16	


MAISON FORESTIERE
DU STEINGIESSEN
Hoenheimer Grossau
134
L'ILL
135
Fuchs
Am Buckel
Mathiskoepfel
351
La Wantzenau
135
7
Rue du Hellwasser
Auel
135
Fischkasten
PAGODE
BOUDDHISTE
PHÔ HIÊN
317
Parcelle section CN N°359
Rohrwoerth
Pont du
Rohrwoerth
314
303
Chemin du Rohrwoerth
de
Route
289
298
33
32
R. Lothaire
de Seebach
R.de Pourtalès
René Kudel
Rue
Grossbeltzwoerth
Pl. des
Chèvres
276
21
2
Rue de Bussière
134
Altwasser
Beltzwoerth
660
Édité le 11/10/2018
Échelle 1/5000
100 m
Fonds de plan © GCT-EmS
Strasbourg.eu
eurométropole


Parcelle section CN N°359
ROUTE DE LA WANTZENAU
CHEMIN RURAL
CHEMIN DU ROHRWOERTH
RUE DE BUSSIERE
RUE DE POURTALES
RUE LOTHAIRE DE SEEBACH
FOSSE
661
Édité le 11/10/2018
Échelle 1/1300
26 m
Fonds de plan © GCT-EmS
Strasbourg.eu
eurométropole


Parcelle section CN N°359
A1
N1
A4
30m
4m
15m
8m
FOSSE
RUE DU HELLWASSER
ROUTE DE LA WANTZENAU
CHEMIN RURAL
PONT DU KOHRWOERTH
CHEMIN DU KOHRWOERTH
RUE DE L'ILL
RUE DE L'E. D'E SEEBACH
RUE RENE KUDER
RUE DE POURTALES
RUE DE BUSSIERE
ROB 3
ROB 6
10
8
6
4
UCA2
7mET
SMS2
UB4
7mET
SMS2
UCB1
7mET
SMS2
ETANG
662
Édité le 11/10/2018
Échelle 1/3000
60 m
Fonds de plan © GCT-EmS
Strasbourg.eu

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN
Pôle Pilotage des Missions et Animation du réseau
Division du Domaine
Adresse : 4 Place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Courriel : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 29 mai 2018

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Mme Éliane BAEHR
Téléphone : 03 88 10 35 14
Courriel : eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2018/0442

Ville et Eurométropole de Strasbourg
Service Politique foncière et immobilière
1 Parc de l'Étoile
67076 STRASBOURG

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : EMPRISE FONCIÈRE NUE ET LIBRE.

ADRESSE DU BIEN : 305 RTE DE LA WANTZENAU À STRASBOURG-ROBERTSAU.

VALEUR VÉNALE : 25 000 € HT/ARE, REPRÉSENTANT 18 000 € HT POUR 0,72 ARES.

1 – SERVICE CONSULTANT : VILLE ET EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG.

Affaire suivie par : Mme Coralie PECK (coralie.peck@strasbourg.eu).

2 - DATE DE CONSULTATION : 27/04/2018
DATE DE RÉCEPTION : 04/05/2018
DATE DE VISITE :
DATE DE CONSTITUTION DU DOSSIER « EN ÉTAT »: 04/05/2018

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ :

La demande d'évaluation porte sur une emprise foncière non aménagée située au droit du 305 route de La Wantzenau.

4 – Description du bien

Références cadastrales :

Ville de STRASBOURG-ROBERTSAU

Section	Parcelle	Superficie/ ares	Adresse	Zonage PLUi	Propriétaire
CN	359	0,72	rte de La Wantzenau	UB4 – 7mET -SMS2	Ville de Strasbourg
TOTAL					

Parcelle non aménagée et inutile à la collectivité, située entre la voirie et une propriété privée. Le riverain envisage d'en faire l'acquisition.

5 – Situation juridique

Propriétaire(s) présumé(s) : Ville de Strasbourg.

6 – Urbanisme et réseaux

Parcelle située en zone UB4 du PLUi de l'EMS approuvé le 16/12/2016, devenu opposable le 23/01/2017.
La zone UB est une zone urbaine à vocation mixte qui identifie des tissus bâtis hétérogènes tant par la forme du parcellaire que des volumes et des modes d'implantation.
Hauteur maximale de 7 m à l'égout de toiture et secteur de mixité sociale 2.

Qualification de la parcelle:
La parcelle a la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation, car située dans une zone déclarée constructible et desservie par les VRD. Toutefois sa configuration et sa situation la rendent inconstructible en l'état.

7 – Détermination de la valeur vénale

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Valeur vénale sur la base d'un prix à l'are de 25 000 € HT :
0,72 are * 25 000 €/are = **18 000 € HT.**

Cette valeur est basée sur les ventes de petites emprises entre riverains à la Robertsau. L'accès à la propriété n° 305 route de La Wantzenau passe obligatoirement par cette emprise, il convient donc de vérifier s'il existe une servitude de passage.

8 – Durée de validité

Cet avis a une durée de validité de 18 mois.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une cession réalisable uniquement dans les conditions du droit privé.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loin° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pour l'Administrateur général
Directeur régional des Finances publiques
de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin
et par délégation,
L'Inspectrice des Finances publiques,



Éliane BAEHR

20

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Vente par la ville de Strasbourg d'une parcelle située route de la Wantzenau à Strasbourg Robertsau à la société SCI EST agissant pour le compte de la société Promogim.

- Projet et prix de vente :

Le promoteur PROMOGIM représenté par la société SCI EST envisage un programme immobilier de 45 logements d'une surface de plancher de 2 868 m², sur un ensemble foncier d'environ 52 ares route de la Wantzenau à Strasbourg Robertsau.

La société SCI EST, bénéficiant de promesses de ventes sur les terrains privés, souhaite compléter sa maitrise foncière auprès de la ville de Strasbourg propriétaire de la parcelle cadastrée section CN n°57 d'une surface de 9,16 ares.

La parcelle est située en zone UB4 et zone N au Plan local d'urbanisme de l'Eurométropole de Strasbourg.

Dans le cadre de cette opération, il est prévu la réalisation de 35,55 % de logements locatifs sociaux au regard du nombre total de logements, et plus précisément 11 logements en PLUS (Prêt Locatif à Usage Social) et 16 logements en PLAI (Prêt Locatif Aidé Intégré).

Ainsi, le promoteur s'engage à vendre dans le cadre d'une Vente en l'Etat Futur d'Achèvement un bâtiment comprenant 16 logements sociaux au prix de 2 150 € HT/m² à l'OPH de l'Eurométropole de Strasbourg.

Le projet prévoit la réalisation d'un jardin partagé sur l'emprise située en zone naturelle.

Afin de permettre la réalisation de ce projet, il est proposé la vente par la ville de Strasbourg de la parcelle cadastrée section CN n°57 de 9,16 ares au prix de 254 000 € conformément à l'évaluation de France Domaines.

- Conditions de la vente :

Figureront dans les actes de vente un certain nombre de clauses garantissant le respect des engagements de l'acquéreur.

L'acte de vente sera assorti de l'inscription au livre foncier, d'un droit à la résolution de la vente permettant de garantir le démarrage effectif des travaux de construction de l'opération projeté dans un délai de douze mois à compter de la signature de l'acte de vente.

Il sera également inséré dans l'acte de vente une restriction au droit de disposer garantissant l'interdiction de revendre le terrain nu sans accord préalable de la ville de Strasbourg pendant une durée de 5 ans à compter de la signature de l'acte de vente.

L'acquéreur s'engagera également à mettre en œuvre des clauses d'insertion dans les marchés de travaux.

Enfin, l'acquéreur prendra les biens en l'état, sans garantie de la ville de Strasbourg, au niveau de l'état du sol et du sous-sol.

L'acte de vente devra être signé dans un délai maximum de 5 mois à compter de la délibération, à défaut une astreinte de 50 € par jour de retard sera due par l'acquéreur.

Il est proposé au Conseil municipal d'autoriser la vente par la ville de Strasbourg de la parcelle cadastrée section CN n°57 route de la Wantzenau à Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu l'avis de France Domaine
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *la vente au profit de la société SCI EST ou toute autre personne morale qui se substituerait à elle, de la parcelle cadastrée comme suit :*

Ville de Strasbourg

Section CN n°57 lieu-dit Auel de 9,16 ares,

moyennant le prix de 254 000 €

L'insertion dans l'acte à venir :

- *d'une clause contenant droit à résolution au profit de la ville de Strasbourg avec inscription au Livre Foncier, permettant de garantir le démarrage des travaux de construction dans les douze mois à compter de la signature des actes de vente. Ce droit fera automatiquement l'objet d'une radiation au Livre Foncier sur présentation*

d'un procès-verbal de démarrage des travaux remis par l'acquéreur à la ville de Strasbourg ;

- *d'une clause contenant une restriction au droit de disposer garantissant l'interdiction pour l'acquéreur de revendre le terrain cédé, nu, sans l'accord de la ville de Strasbourg dans un délai de cinq ans à compter de la signature des actes de vente. Cette restriction au droit de disposer sera inscrite au Livre Foncier et pourra être levée à la régularisation de la VEFA à intervenir sur une partie de l'emprise cédée ou à compter de la délivrance par l'acquéreur au vendeur de la déclaration d'achèvement et de conformité des travaux ;*

- *d'une clause stipulant que l'acquéreur prendra les biens en l'état, sans garantie, notamment au niveau de l'état du sol et du sous-sol, dans la mesure où il a pu mener toutes les investigations qu'il jugeait nécessaire et utile.*

- *d'une clause relative à la mise en œuvre de clauses d'insertion dans les marchés de travaux. La réalisation d'un quota d'heures d'insertion qui ne pourra être inférieur de 4 heures par tranches de 10 000 € HT de travaux. L'acquéreur s'engagera à fournir tous les éléments requis par la Ville pour rendre compte de la mise en œuvre locale des clauses sociales dans son chantier. Le non-respect de cette condition particulière portant sur l'insertion par l'emploi entrainera la mise en œuvre d'une astreinte de 35 € par heure non exécutée sur simple réception par l'acquéreur d'un courrier de la ville de Strasbourg constatant l'inexécution de l'obligation ;*

- *d'une clause pénale à la charge de l'acquéreur précisant le prix moyen maximal de cession des logements sociaux au prix de 2 150 €/m² HT de surface habitable y compris stationnements. A défaut la société SCI EST, son ayant droit ou son ayant cause sera redevable envers la ville de Strasbourg, à compter de cette aliénation, de dommages - intérêts fixés forfaitairement correspondant à la somme de 90 % du dépassement du prix plafond par logements y compris les stationnements.*

L'acte devra être signé dans un délai maximum de 5 mois à compter de la délibération à défaut une astreinte de 50 € par jour de retard sera due par l'acquéreur.

décide

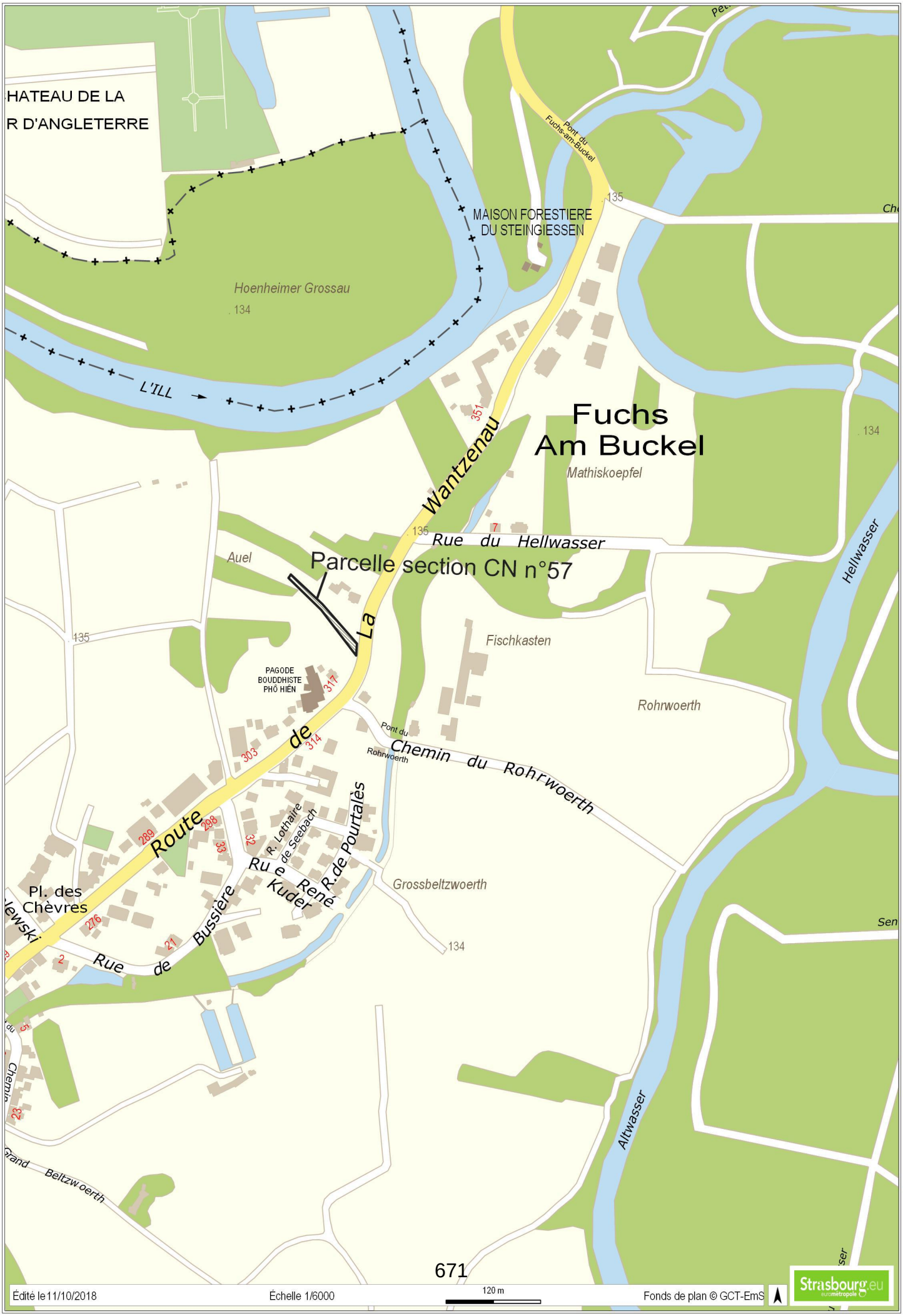
l'imputation de la recette de 254 000 € sur la ligne budgétaire ville de Strasbourg : fonction 820, nature 775 programme AD03B ;

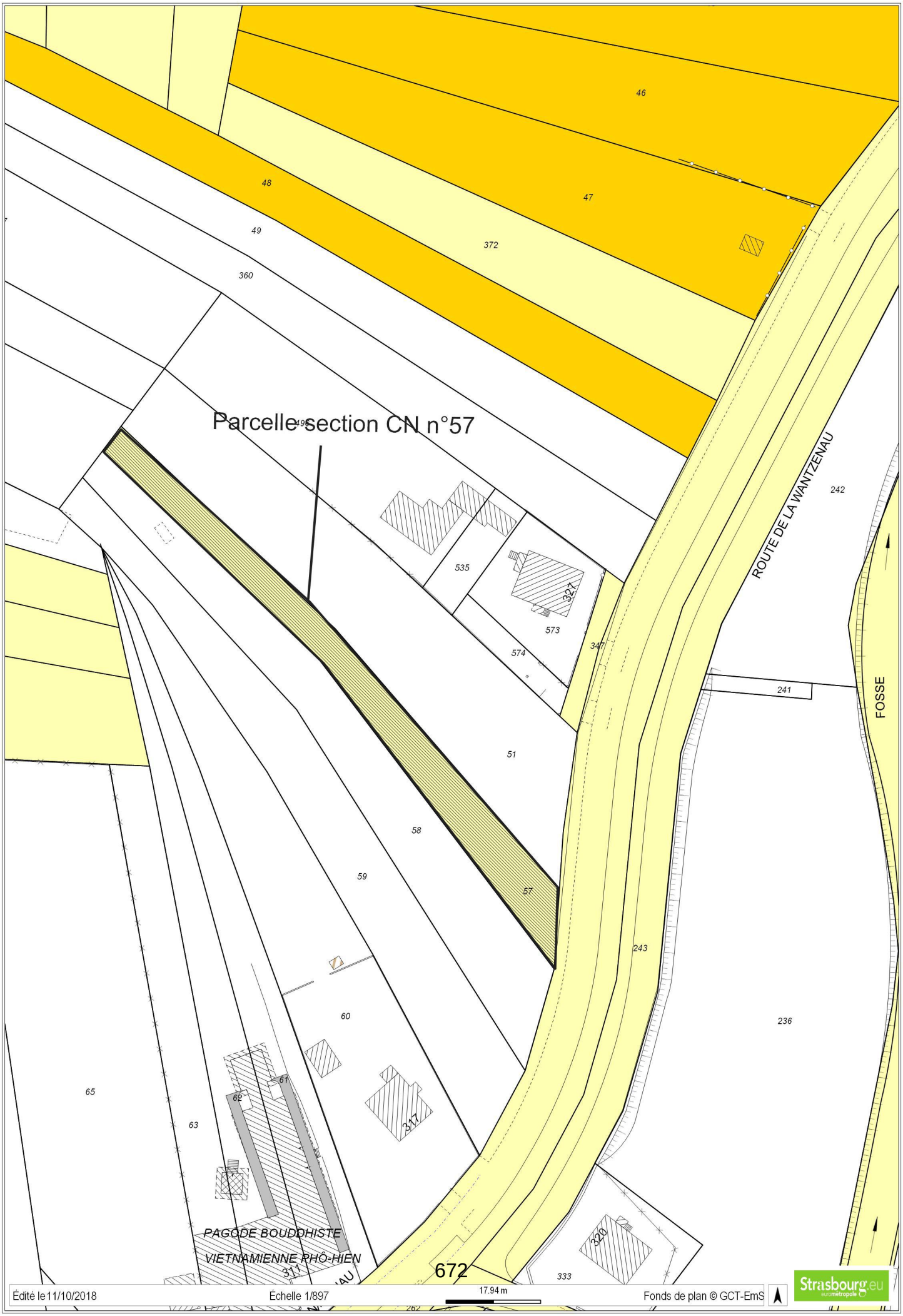
autorise

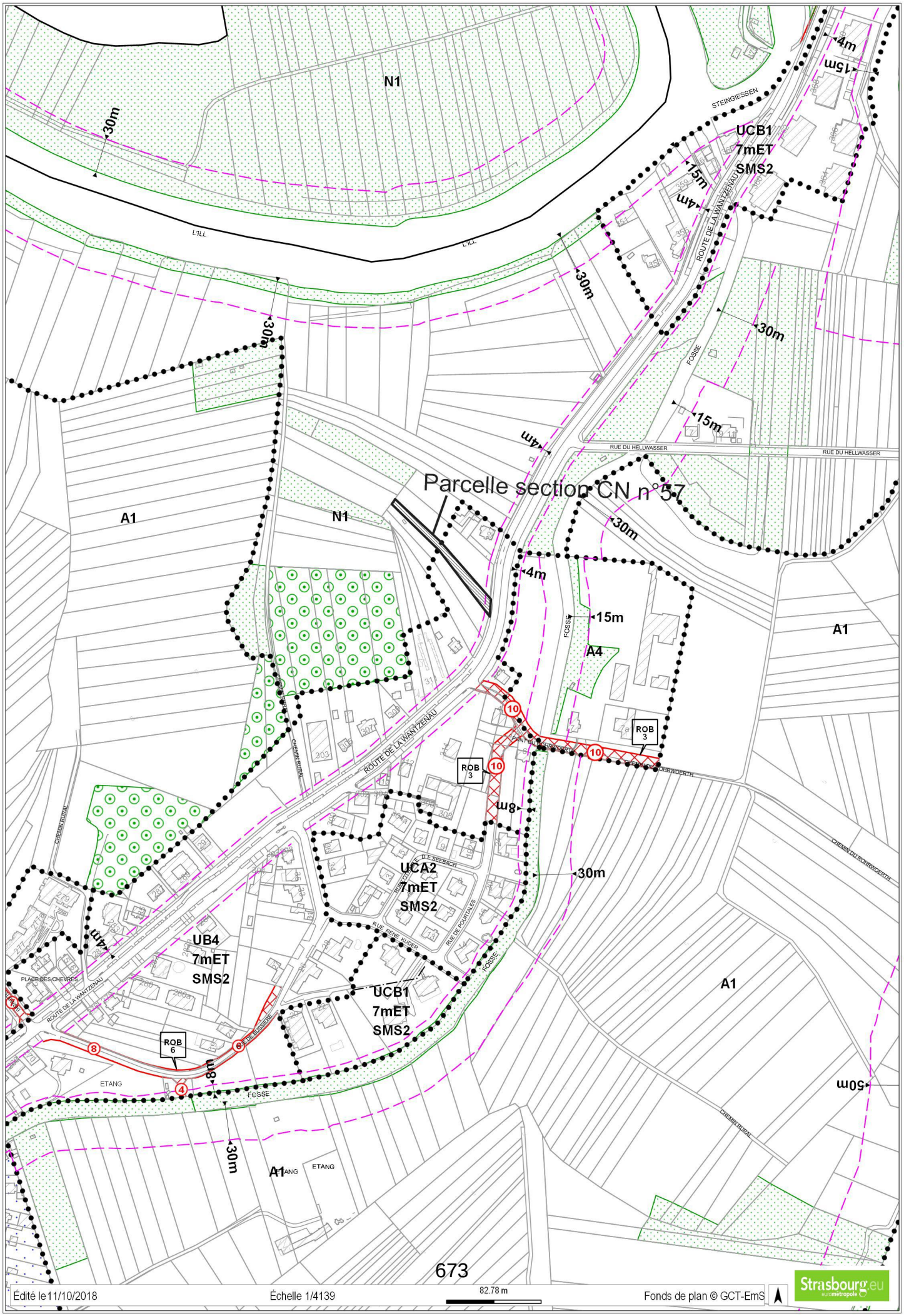
le Maire ou son-sa représentant-e à signer l'acte de vente à intervenir, ainsi que tout acte ou document concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018


HATEAU DE LA
R D'ANGLETERRE
MAISON FORESTIERE
DU STEINGIESSEN
Hoenheimer Grossau
134
L'ILL
Pont du Fuchs-am-Buckel
135
Fuchs
Am Buckel
Mathiskoepfel
351
Wantzenau
La
Rue du Hellwasser
Parcelle section CN n°57
Auel
Hellwasser
Fischkasten
PAGODE
BOUDDHISTE
PHÔ HIÊN
317
Rohrwoerth
Pont du Rohrwoerth
Chemin du Rohrwoerth
de
Route
303
314
289
288
33
32
R. Lothaire de Seebach
R.de Pourtalès
Ru e René Kuder
Grossbeltzwoerth
Pl. des Chèvres
276
21
Bussière
Rue de
2
Altwasser
Grand Beltzwoerth
671
Édité le 11/10/2018
Échelle 1/6000
120 m
Fonds de plan © GCT-EmS
Strasbourg.eu


Parcelle section CN n°57
ROUTE DE LA WANTZENAU
FOSSE
PAGODE BOUDDHISTE
VIETNAMIENNE PHÒ-HIEN
46
47
48
49
372
360
535
573
574
347
241
242
51
58
59
57
243
60
61
62
63
65
236
333
672
Édité le 11/10/2018
Échelle 1/897
17.94 m
Fonds de plan © GCT-EmS
Strasbourg.eu


Parcelle section CN n°57
N1
A1
A4
UCB1
7mET
SMS2
UCA2
7mET
SMS2
UB4
7mET
SMS2
ROB 3
ROB 6
ROUTE DE LA WANTZENAU
RUE DU HELLWASSER
STEINGIESSEN
CHEMIN RURAL
CHEMIN DU ROHRWOERTH
RUE DE POURPRILES
RUE RENE KUDER
PLACE DES CHEVRES
ETANG
FOSSE
30m
15m
4m
8m
50m
673
Édité le 11/10/2018
Échelle 1/4139
82.78 m
Fonds de plan © GCT-EmS
Strasbourg.eu
eurométropole

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN
Pôle Pilotage des Missions et Animation du réseau
Division du Domaine
Adresse : 4 Place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Courriel : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 24 avril 2018

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Mme Éliane BAEHR
Téléphone : 03 88 10 35 14
Courriel : eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2018/0335

Ville et Eurométropole de Strasbourg
Service Politique foncière et immobilière
1 Parc de l'Étoile
67076 STRASBOURG

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : EMPRISE FONCIÈRE NUE ET LIBRE.

ADRESSE DU BIEN : LIEU-DIT **AUEL** À STRASBOURG-ROBERTSAU.

VALEUR VÉNALE : 254 000 € HT.

1 – SERVICE CONSULTANT : VILLE ET EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG.

Affaire suivie par : Mme PECK (coralie.peck@strasbourg.eu).

2 - DATE DE CONSULTATION : 04/04/2018

DATE DE RÉCEPTION : 06/04/2018
DATE DE VISITE :
DATE DE CONSTITUTION DU DOSSIER « EN ÉTAT »: 06/04/2018

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ :

L'actualisation demandée porte sur une emprise foncière située à cheval sur les zones UB4 et N1. Elle est destinée à la réalisation d'un projet immobilier s'étendant également sur les parcelles situées de part et d'autre de l'emprise à évaluer (parcelles n° 51, 58 et 59).

4 – Description du bien

Références cadastrales :

Ville de STRASBOURG-ROBERTSAU

Section	Parcelle	Superficie/ ares	Zonage PLU	Adresse
CN	57	9,16	UB4, 7m ET, SMS2 et N1	Auel

Emprise en longueur et relativement étroite, difficilement constructible en l'état. Pour la partie en zone UB4 (constructible), environ 4 ares figurent en 1ère zone (jusqu'à 40 m des réseaux) et 2 ares en seconde zone (au-delà de 40 m des réseaux) ainsi que 3,16 ares en N1, (non constructible).
Toutes les parcelles entrant dans le périmètre du projet de construction ont une configuration similaire, tout en étant plus larges que celle à évaluer ; toutes s'étirent en profondeur depuis la route de la Wantzenau et sont situées à cheval sur les zones UB4 et N1.
Les autres parcelles entrant dans le périmètre de l'opération immobilière ont fait l'objet d'une promesse de vente sur la base de 28 110 €, 28 116 € et 28 129 €/are sans distinction de zonage.

5 – Situation juridique

Propriétaire(s) présumé(s) : Ville de Strasbourg.

6 – Urbanisme et réseaux

Parcelle située en zones UB4 et N1 du PLUi de l'EMS approuvé le 16 décembre 2016, devenu opposable le 23 janvier 2017.
La zone UB est une zone urbaine à vocation mixte permettant les constructions à usage d'habitation, de services, d'activités diverses, d'équipements publics ou d'intérêt collectif.
En secteur UB4, hauteur maximum de 7 m à l'égout de toiture, secteur de mixité sociale 2.
Marge de recul de 4 mètres côté rue.
La zone N1 est une zone naturelle et forestière à protéger.

Qualification de l'emprise à évaluer :
La portion située en zone UB4, a la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation car située en secteur urbanisable et desservie par les VRD.

7 – Détermination de la valeur vénale

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Valeur vénale sur la base de 50 000 €/are en zone UB4 et 1 200 €/are en N1 :

→ Soit 4 ares en zone 1 : 50 000 € * 4 = 200 000 € ;
→ Soit 2 ares en zone 2 : 25 000 € * 2 = 50 000 € ;
→ Soit le surplus en N1 : 1 200 € * 3,16 = 3 792 €
Représentant un total de 253 792 €, **arrondi à 254 000 € HT.**

En rapportant cette valeur à la superficie de la parcelle, on obtient une valeur à l'are de 27 729 €, soit une valeur approchant celles figurant dans les promesses de vente des autres propriétaires riverains, valeur cohérente s'agissant d'une parcelle plus étroite.

8 – Durée de validité

Cet avis a une durée de validité de 18 mois.

9 – Observations particulières

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une cession réalisable uniquement dans les conditions du droit privé.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loin° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pour l'Administrateur général
Directeur régional des Finances publiques
de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin
et par délégation,
L'Inspectrice des Finances publiques,



Éliane BAEHR

LEGENDE PAYSAGERE

1 — ARBUSTES ET VIVACES

2 — MELLIFERES, ARBUSTES ET VIVACES

3 — NOUE PAYSAGERE, ZONE HUMIDE

4 — BOSQUET CHAMPETRE TYPE BOCAGE

5 — CLOTURE EN BOIS

6 — JARDINS PARTAGES

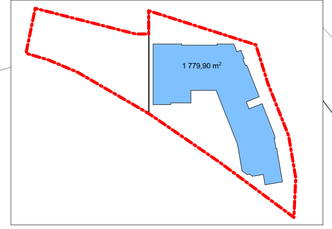
7 — HAIES FLEURIES

8 — GRILLE SUR RUE TYPE BAMBOO

EMPRISE AU SOL *Terrain: 3712m² ZONE UB4*

Rappel du règlement:	*Surfaces maxi:*
50% de la surface du terrain	1856 m²

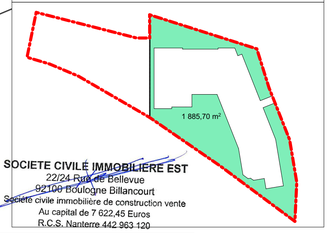
Projet:
Emprise des constructions: 1780 m²



ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS *Terrain: 3712m² ZONE UB4*

Rappel du règlement:	*Surfaces mini:*
- 30% de la surface du terrain - dont 10% en aménagement en toiture (et sur dalle)	1114 m² 111 m²

Projet:
En pleine terre : 1886 m² et 264 m² en aménagement sur dalle



LEGENDE VEGATATION

Arbres à planter

Arbres existants — ARBRE A CONSERVER — ARBRE A SUPPRIMER

Arbustes à planter

LOCAUX CYCLES *SP: 2868 m²*

Rappel du règlement:	*Surfaces mini:*
3% de la SP *Dont 2/3 de plain-pied*	86,04 m² *dont 57,36 m² de plain-pied*

Projet:
Rez-de-chaussée : 63,44 m²
Sous-sol : 67,62 m²
TOTAL : 131,06 m²

STATIONNEMENT AUTOMOBILE

Rappel du règlement:	*Nombre de stationnements mini:*
PLU Zone UB4 titre II zone III Accession et social : Logement ≤ 2 pièces: 1 places par logement Logement > 2 pièces: 1,5 places par logement Social : 1 place par logement	 12 x 1 = 12 places 17 x 1,5 = 25,5 places 16 x 1 = 16 places Total: 53,5 places

Projet: Sous-sol : 53 places dont 3 PMR
Parking extérieur : 0 places dont 0 PMR
TOTAL : 53 places dont 3 PMR

NOTA : L'ALTIMETRIE EST RATTACHEE AU RESEAU NGF Orthonormé

Ensemble immobilier d'habitation
route de la Wantzenau
67000 STRASBOURG

PERMIS DE CONSTRUIRE

PLAN de MASSE et des TOITURES
(y compris raccordements)

PC2
PC5

PC

Ech	1:200
Date	01/12/2017
Modif.	
Projet 17368	

Maître de l'ouvrage:
PROMOGIM
L'IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
52, Route de Bischwiller
67300 SCHILTIGHEIM
Tel: 03 88 36 27 81
Fax:03 88 36 27 67

Frédéric MICHEL
Hervé BERNARD
Architectes Dplg
2, rue du Neufeld
67100 STRASBOURG
Tél: 03.88.84.07.67
E-mail: gf.arch@wanadoo.fr

SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE EST
22/24 Rue de Bellevue
92100 Boulogne Billancourt
Société civile immobilière de construction vente
Au capital de 7 622,45 Euros
R.C.S. Nanterre 442 963 120

678

21

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Cession au profit de la clinique vétérinaire des Halles d'un terrain nu, propriété de la Ville sis à Strasbourg - Cronenbourg - Place de l'Abattoir.

1. Présentation du projet

La clinique vétérinaire des Halles installée depuis 1990 au 28 rue du Faubourg de Saverne à Strasbourg et employant actuellement 14 personnes, a vu au fil des années son domaine de compétences s'élargir ; il s'agit aujourd'hui d'une polyclinique (médecine générale, chirurgie spécialisée) qui rayonne dans la région Grand Est et accueille outre des animaux domestiques également des animaux provenant des zoos et des parcs animaliers.

Les locaux qu'elle occupe actuellement ne lui permettent plus de se développer sur place tout en répondant à une exigence de qualité de soins accrue.

Elle souhaite par ailleurs maintenir une offre de soins en ville.

La clinique vétérinaire des Halles s'est ainsi rapprochée de la ville de Strasbourg pour proposer l'acquisition d'une emprise foncière d'environ 20 ares située lieudit Place de l'Abattoir à Strasbourg – formant partie de la parcelle cadastrée section LD numéro 791 d'une contenance totale de 20,31 ares lui permettant de délocaliser la partie spécialisée de son activité afin de répondre à un besoin d'espace supplémentaire tout en maintenant un service de soin en Ville.

Ce terrain propriété de la ville de Strasbourg est susceptible en effet de répondre au cahier des charges de la clinique (espace de stationnement suffisant, proximité à la fois de la clinique existante et des accès autoroutiers).

Sur le terrain, un petit décroché au nord-est de la parcelle est toutefois actuellement utilisé par le restaurant de l'Abattoir (parking / local poubelle). A titre préalable, cette emprise (de 30 m² environ) sera distraite de la cession au profit de la clinique vétérinaire.
Dans un second temps, il conviendra de régulariser la situation d'occupation par le restaurant l'Abattoir de cette emprise au moyen soit d'une proposition de cession, soit de la mise en place d'une convention d'occupation précaire au profit dudit restaurant.

L'emprise foncière objet de la vente au profit de la clinique est située en zone UXb2 20mET du Plan local d'urbanisme intercommunal.

La présente délibération a vocation à autoriser la vente de cette emprise propriété de la ville au profit de la clinique vétérinaire des Halles ou toute société qu'elle se substituerait avec l'accord de la collectivité en vue de la construction d'une clinique vétérinaire.

Avis des domaines :
L'emprise foncière a fait l'objet d'une évaluation par le service des domaines suivant avis du 9 novembre 2017 suivi d'une lettre valant avis en date du 10 octobre 2018, retenant une valeur vénale de 9 000 €/are.
Les parties ont trouvé un accord pour un prix total arrondi à cent quatre-vingt mille euros hors taxe (180 000 € HT) pour une emprise de 20,02 ares, fiscalité et frais d'acte (et d'études) en sus à la charge de l'acquéreur.

2. Conditions de la vente du terrain propriété de la ville de Strasbourg

Promesse de vente
Suite à la présente délibération, une promesse de vente sera régularisée avec la clinique vétérinaire des Halles, ou toute personne morale qu'elle se substituerait avec l'accord de la Ville, au plus tard le 19 mars 2019.

Passé cette date sans qu'une promesse de vente n'ait été régularisée la collectivité pourra, si bon lui semble, se délier de ces engagements envers l'acquéreur sans indemnité de part ni d'autre.

La promesse de vente sera consentie pour une durée maximale de douze (12) mois aux conditions suspensives suivantes :

a) le dépôt et l'obtention par l'acquéreur d'un permis de construire purgé de tout recours et de tout retrait en vue de la construction d'une polyclinique vétérinaire spécialisée,
b) l'acquéreur s'obligera au titre d'une obligation de faire à réaliser ladite construction dans un délai maximal de 2 ans à compter de la signature de l'acte authentique de vente. Cette obligation sera garantie par un droit à la résolution au profit de la ville portant sur l'emprise foncière objet de la vente aux conditions ci-après plus amplement précisées.

Un dépôt de garantie égal à 10 % du prix de vente sera versé par l'acquéreur au moment de la signature de l'avant contrat de vente.

Par ailleurs, afin de garantir la bonne réalisation du projet et le respect des engagements pris par la clinique vétérinaire des Halles, ou toute autre personne morale qu'elle se substituerait avec l'accord du vendeur, la promesse de vente sera assortie des conditions essentielles et déterminantes suivantes :

a) Utilisation du terrain : le terrain est destiné à la construction d'une polyclinique vétérinaire aussi l'usage dudit terrain ne pourra être modifiée et ce, pendant un délai de dix (10) ans à compter de la signature de l'acte de vente, sans l'accord préalable de la ville de Strasbourg. En garantie de cette utilisation sera inscrit - en cas de signature de l'acte de vente - un droit à la résolution au profit de la Ville.

b) La réalisation d'une polyclinique vétérinaire spécialisée, dont le projet aura été validé par la Ville dans un délai maximal de deux (2) ans à compter de la signature de l'acte authentique de vente. Cette obligation sera garantie par un droit à la résolution au profit de la Ville, sur l'emprise foncière objet des présentes et aux conditions ci-après plus amplement précisées dès signature de l'acte authentique de vente.

c) l'interdiction de revendre le terrain nu, sans l'accord de la Ville, dans un délai de cinq (5) an**s** à compter de la signature de l'acte authentique de vente. Il sera inséré dans l'acte authentique de vente une restriction au droit de disposer garantissant l'interdiction, pour l'acquéreur, de revendre le terrain cédé nu sans l'accord de la ville de Strasbourg dans un délai de cinq (5) ans à compter de la signature de l'acte authentique de vente. Cette restriction au droit de disposer sera inscrite au Livre Foncier et pourra être levée sur présentation de la déclaration d'achèvement et de conformité des travaux.

d) garanties - état du bien : la promesse de vente et, le cas échéant l'acte authentique de vente, préciseront que l'acquéreur prendra les biens en l'état sans aucune garantie de la part de la collectivité de l'état du sol ou du sous-sol et qu'il prendra à sa charge, toute contrainte et coûts résultant de la découverte de déchets ou d'une pollution sur le terrains cédé, sans recours contre la ville de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de France Domaines numéro 2018-482-0879 en date du 10 octobre 2018
vu le courrier de la clinique vétérinaire des Halles en date du 9 octobre 2018
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la régularisation avec la clinique vétérinaire des Halles, ou toute autre personne morale qu'elle se substituerait avec l'accord de la ville de Strasbourg, au plus tard le 19 mars 2019, d'une promesse de vente portant sur la parcelle cadastrée :

Commune de Strasbourg
Lieudit « Place de l'Abattoir »
Emprise de 20,02 ares à distraire de la parcelle cadastrée section LD numéro 791 d'une superficie totale de 20,31 ares.
Moyennant le prix de cent quatre-vingt mille euros hors taxe (180 000 € HT) fiscalité et frais d'acte (et d'études) en sus à la charge de l'acquéreur.

Passé cette date (le 19 mars 2019) sans qu'une promesse de vente n'ait été régularisée la Ville pourra, si bon lui semble, se délier de ces engagements envers l'acquéreur sans indemnité de part ni d'autre.

La promesse de vente sera consentie pour une durée de douze (12) mois aux conditions suspensives suivantes :

a) le dépôt et l'obtention par l'acquéreur d'un permis de construire purgé de tout recours et de tout retrait en vue de la construction d'une polyclinique vétérinaire spécialisée dont le projet aura été validé par la collectivité préalablement à la signature de tout acte authentique de vente,
b) l'acquéreur s'obligera au titre d'une obligation de faire à réaliser ladite construction dans un délai maximal de 2 ans à compter de la signature de l'acte authentique de vente. Cette obligation sera garantie par un droit à la résolution au profit de la ville portant sur la parcelle objet de la vente.

Un dépôt de garantie égal à 10 % du prix de vente sera versé par l'acquéreur au moment de la signature de l'avant contrat de vente.

La signature de la promesse de vente interviendra par ailleurs aux conditions essentielles et déterminantes suivantes :

<u>Utilisation du terrain :</u>
Le terrain est destiné à la construction d'une polyclinique vétérinaire ; Les parties conviennent ainsi que l'usage dudit terrain ne pourra être modifiée et ce, pendant un délai de dix (10) ans à compter de la signature de l'acte de vente, sans l'accord préalable de la ville de Strasbourg.

En garantie de cette utilisation sera inscrit un droit à la résolution au profit de la Ville.
En cas de cession à un tiers conformément aux prescriptions ci-après établies l'acquéreur devra imposer à son propre sous-acquéreur l'obligation de respecter le présent engagement.

Une copie signée des contrats de vente successifs devra être adressée à la ville de Strasbourg, aux frais des acquéreurs successifs, en cas de mutation de ladite parcelle afin que la ville puisse le cas échéant faire valoir ledit droit à la résolution.

<u>Réalisation d'une polyclinique vétérinaire spécialisée, dont le projet aura été validé par la Ville dans un délai maximal de deux (2) ans à compter de la signature de l'acte authentique de vente :</u>

Cette obligation sera garantie par un droit à la résolution au profit de la ville portant sur la parcelle objet de la vente.

Ce droit à la résolution prévoira que la clinique vétérinaire des Halles – ou toute personne morale qu'elle se substituerait avec l'accord préalable de la Ville – s'obligera à rétrocéder la parcelle vendue si la construction n'était pas achevée dans un délai de deux (2) ans à compter de la signature de l'acte de vente.

Cette revente au profit de la collectivité interviendrait en ce cas, après avis des domaines, moyennant le prix maximal de cession initiale déduction faite des frais d'acte restant à la charge de la clinique vétérinaire des Halles (vente « acte en mains »).

Si cette résolution intervenait, tous les embellissements, constructions et améliorations qui auraient été faits demeureraient en ce cas acquis de plein droit à la Ville à titre d'indemnité forfaitaire sans qu'il puisse être exercé aucun recours, ni répétition quelconque contre la ville de ce chef sauf à ce que la collectivité préfère récupérer le terrain dans son état initial. En ce cas, les couts de démolition éventuels ainsi que les couts de remise en état du terrain seront à la charge exclusive de la clinique vétérinaire des Halles.

Ledit droit à la résolution fera l'objet d'une inscription au livre foncier et pourra être levée notamment sur présentation de la déclaration d'achèvement et de conformité des travaux.

<u>Interdiction de revendre le bien sans l'accord de la Ville, dans un délai de cinq (5) ans à compter de la signature de l'acte authentique de vente</u> :

Il sera inséré dans l'acte de vente une restriction au droit de disposer garantissant l'interdiction, pour l'acquéreur, de revendre le terrain cédé nu sans l'accord de la ville de Strasbourg dans un délai de cinq (5) ans à compter de la signature de l'acte authentique de vente.
Cette restriction au droit de disposer sera inscrite au Livre Foncier et pourra être levée sur présentation de la déclaration d'achèvement et de conformité des travaux.

<u>Garanties - Etat du bien</u> :
La promesse de vente et, le cas échéant, l'acte authentique de vente préciseront que l'acquéreur prendra les biens en l'état sans aucune garantie de la part de la collectivité de l'état du sol ou du sous-sol et qu'il prendra à sa charge, toute contrainte et coûts résultant de la découverte de déchets ou d'une pollution sur le terrains cédé, sans recours contre la ville de Strasbourg.

décide

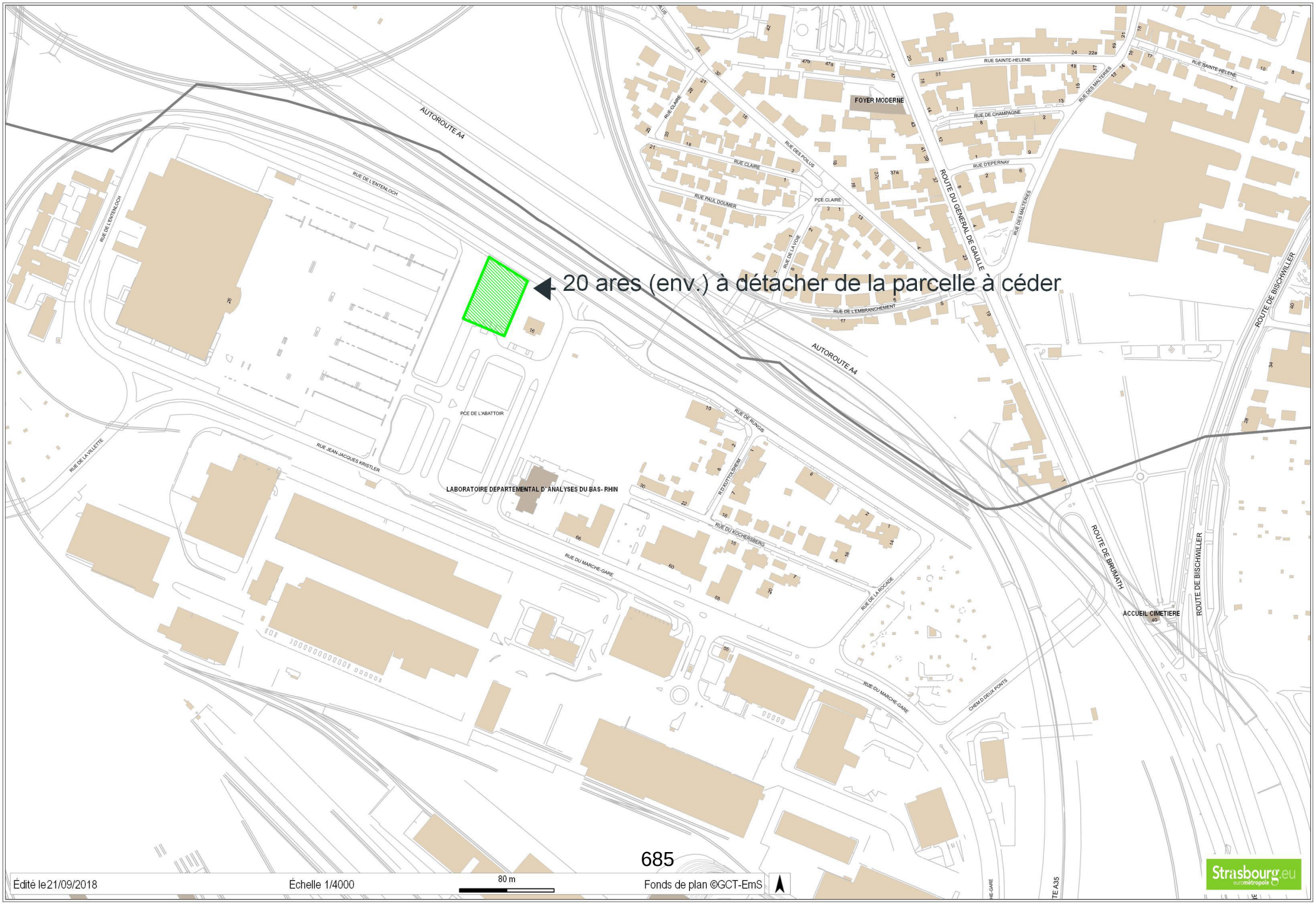
l'imputation de la recette de 180 000 euros sur la ligne budgétaire de la ville de Strasbourg fonction 820, nature 775 AD03 ;

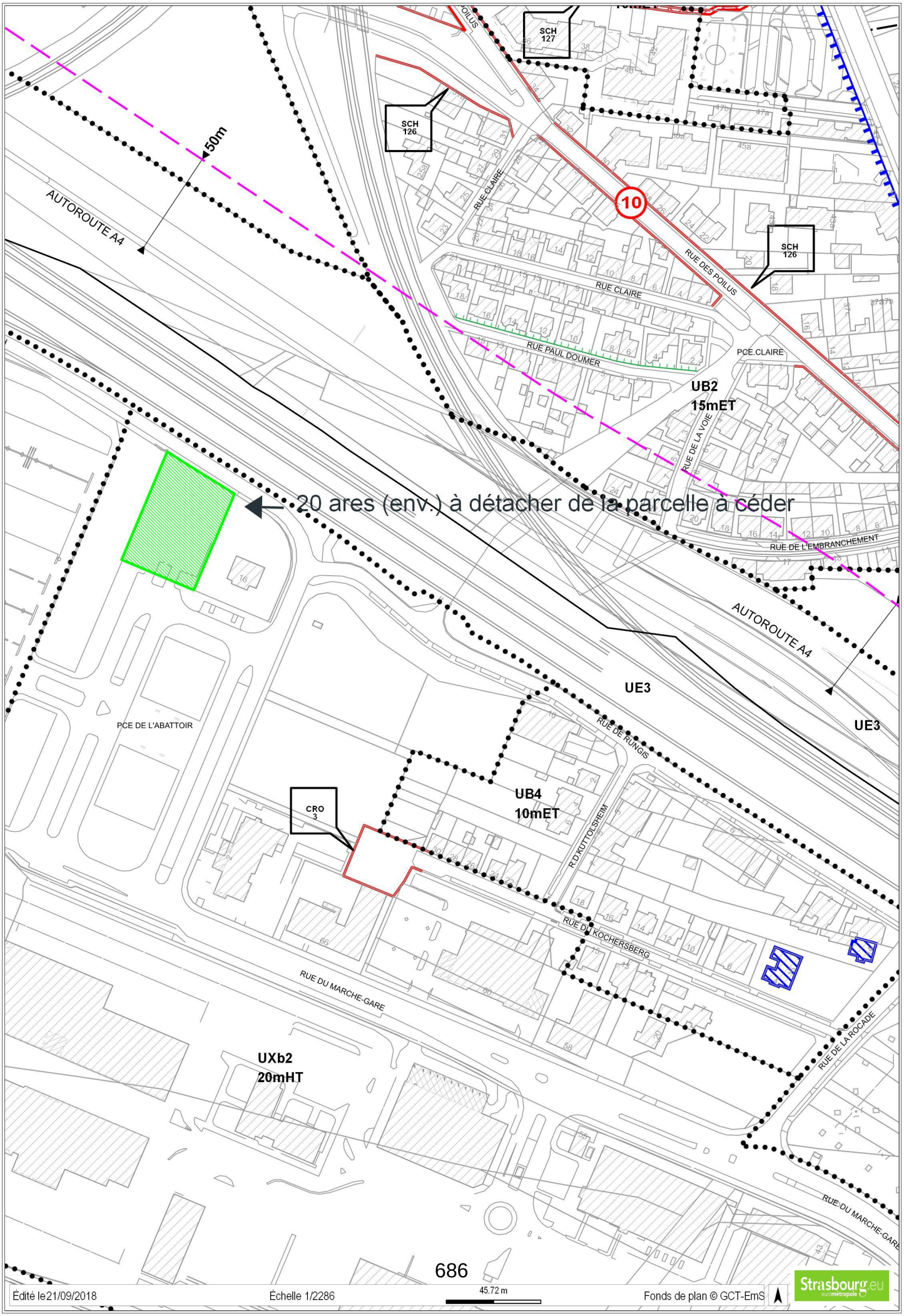
autorise

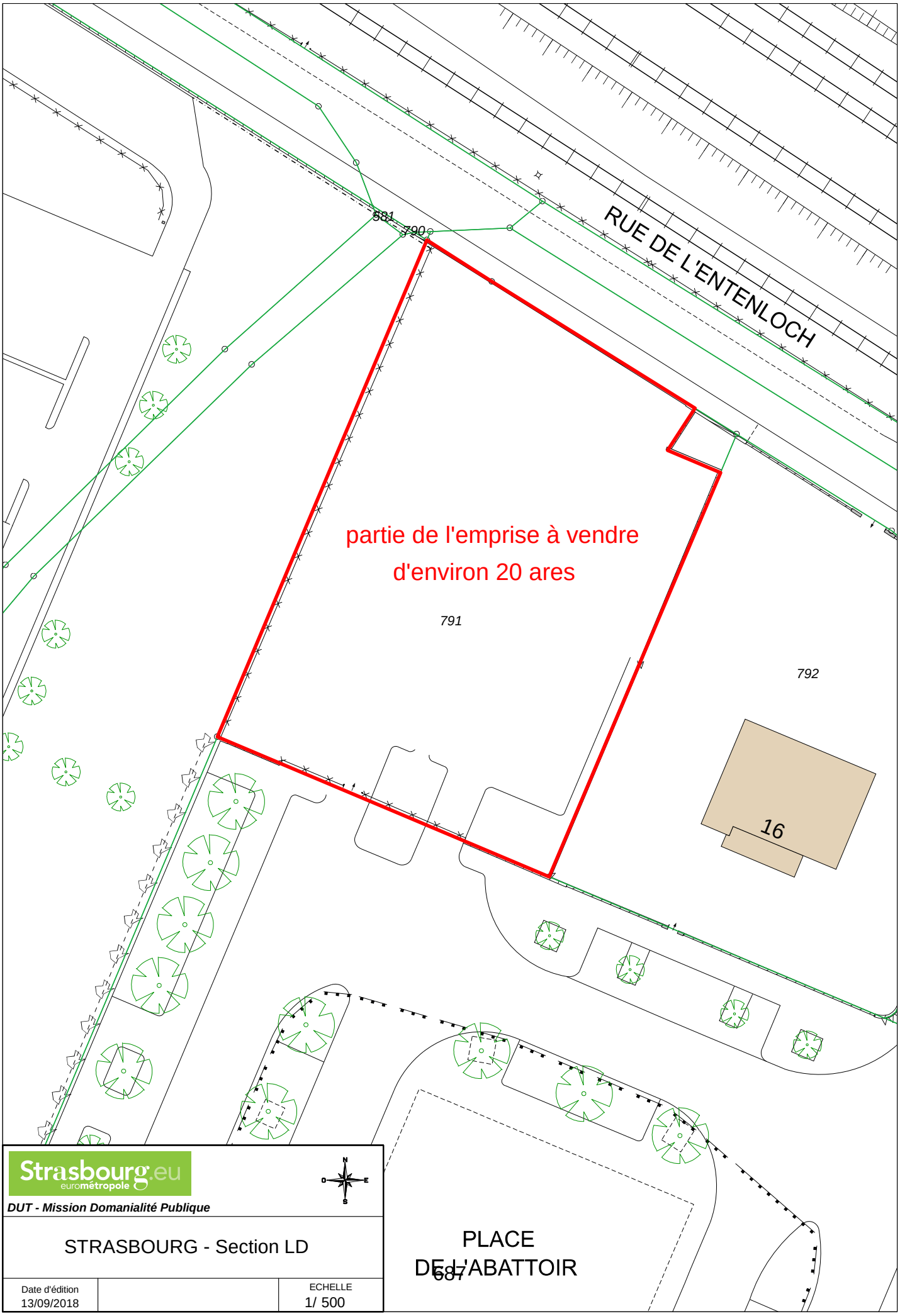
- *le Maire, ou son-sa représentant-e, à signer la promesse de vente et de manière générale tous les actes complémentaires ou rectificatifs et documents concourant à l'exécution de la présente délibération ;*
- *la Clinique vétérinaire des Halles ou son-sa représentant(e) à déposer toute demande d'autorisation de construire en vue de la réalisation du projet de construction d'une polyclinique vétérinaire, et d'effectuer lesdits travaux conformément à l'article R423-1 du code de l'urbanisme.*

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018


20 ares (env.) à détacher de la parcelle à céder
AUTOROUTE A4
RUE DE L'ENTENLOCH
RUE DE LA VILLETTE
PCE DE L'ABATTOIR
RUE JEAN-JACQUES KRISTLER
LABORATOIRE DEPARTEMENTAL D'ANALYSES DU BAS- RHIN
RUE DU MARCHE-GARE
RUE DU KOCHERSBERG
RUE DE RUNGIS
RUE DE LA RICARDE
FOYER MODERNE
RUE SAINTE-HELENE
RUE DE CHAMPAGNE
RUE D'EPERNAY
RUE DES MALTERIES
RUE CLAIRE
RUE DES POILUS
RUE PAUL DOUMER
PCE CLAIRE
RUE DE LA VOIE
ROUTE DU GENERAL DE GAULLE
RUE DE L'EMBRANCHEMENT
ROUTE DE BISCHWILLER
ROUTE DE BRUMATH
ACCUEIL CIMETIERE
CHEMIN DEUX PONTS
685
Édité le 21/09/2018
Échelle 1/4000
80 m
Fonds de plan ©GCT-EmS
Strasbourg.eu
eurométropole


20 ares (env.) à détacher de la parcelle à céder
50m
AUTOROUTE A4
SCH 127
SCH 126
SCH 126
RUE CLAIRE
RUE DES POILUS
RUE CLAIRE
RUE PAUL DOUMER
PCE.CLAIRE
UB2
15mET
RUE DE LA VOIE
RUE DE L'EMBRANCHEMENT
AUTOROUTE A4
UE3
UE3
PCE DE L'ABATTOIR
RUE DE RUNGIS
UB4
10mET
CRO 3
RUE DU KOCHERSBERG
RUE DU MARCHE-GARE
UXb2
20mHT
RUE DE LA ROCADE
RUE DU MARCHE-GARE
686
Édité le 21/09/2018
Échelle 1/2286
45.72 m
Fonds de plan © GCT-EmS
Strasbourg.eu



Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

STRASBOURG - Section LD

Date d'édition		ECHELLE
13/09/2018		1/ 500

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7301-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN
PÔLE PILOTAGE DES MISSIONS ET ANIMATION DU RESEAU
Division Domaine
Adresse :4 Place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 10/10/2018

Le Directeur Régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du Département du Bas-Rhin

à

Ville et Eurométropole de Strasbourg
Service Politique Foncière et Immobilière
1 place de l'Etoile
67076 STRASBOURG Cedex

POUR NOUS JOINDRE :

Évaluateur : **Eliane BAEHR**
Téléphone : **03 88 10 35 14**
Courriel : eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. LIDO : **2018-482-0879**

LETTRE VALANT AVIS DOMANIAL

DÉSIGNATION DU BIEN : **TERRAIN NU ET LIBRE**

ADRESSE DU BIEN : PLACE DE L'ABATTOIR À STRASBOURG-CRONENBOURG.

VALEUR VÉNALE : 9 000 €/ARE, SOIT UNE VALEUR DE 180 000 € HT POUR 20 ARES.

Service consultant : Ville et Eurométropole de Strasbourg.
Affaire suivie par : Mme RAUPHIE (claire.rauphie@strasbourg.eu).

Date de consultation : 13/09/2018

Date de réception : 19/09/2018

Par saisine du 13 septembre 2018 vous m'avez sollicité pour l'actualisation de l'avis domanial n° 2017/482/1004 du 09 novembre 2017 d'une durée de validité de douze mois, concernant la détermination de la valeur vénale d'un terrain d'activités situé dans le secteur du marché-gare à Strasbourg-Cronenbourg.
La vente du bien devrait être proposée à l'approbation du Conseil Municipal d'ici la fin de l'année 2018.

Description du bien

Ville de STRASBOURG – CRONENBOURG

Section	Parcelle	Superficie/ares	A prélever/ares	Zonage PLUi
LD	791	20,31	20	CRO UXb2

L'emprise foncière, de configuration sensiblement rectangulaire, est bordée au Nord par la rue de l'Entenloch et au Sud par la place de l'Abattoir à Cronenbourg. Bonne situation dans le secteur du marché-gare, à côté d'IKEA avec bretelle d'accès de l'autoroute A4/A35 à proximité.

Le marché local et les éléments pris en compte lors de l'évaluation précédente étant inchangés, par conséquent **la validité de l'avis n°2017/482/1004 du 09/11/2017 est prorogée de douze mois.**

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Pour le Directeur régional,
par délégation
L'Inspectrice des Finances publiques,

Éliane BAEHR

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Pilotage des Missions et Animation du réseau

Division du Domaine

Adresse : 4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

Courriel : drfip67.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

Le 9 novembre 2017

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Mme Eliane BAEHR

Téléphone : 03 88 10 35 14

Courriel : eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. : 2017/1004

Ville et Eurométropole de Strasbourg

Direction du Développement économique et de l'attractivité

1 Parc de l'Etoile

67076 STRASBOURG Cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : TERRAIN NU ET LIBRE

ADRESSE DU BIEN : PLACE DE L'ABATTOIR À STRASBOURG-CRONENBOURG.

VALEUR VÉNALE : 9 000 €/ARE, SOIT UNE VALEUR ARRONDIE À 183 000 € HT POUR 20,31 ARES.

1 – SERVICE CONSULTANT : VILLE ET EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG.

Affaire suivie par : Mme Barbara MATHIEU (barbara.mathieu@strasbourg.eu).

2 - DATE DE CONSULTATION : 24/10/2017
DATE DE RÉCEPTION : 24/10/2017
DATE DE VISITE :
DATE DE CONSTITUTION DU DOSSIER « EN ÉTAT »: 24/10/2017

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Projet de cession d'un terrain d'activité situé dans le secteur du marché-gare à Cronenbourg, destiné à l'implantation d'une activité de brasserie artisanale.
Actualisation demandée dans le cadre de l'entrée en vigueur du PLUi de l'EMS.

MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS

4 – Description du bien

Ville de STRASBOURG-CRONENBOURG

Section	Parcelle	Superficie/ares	Zonage PLUi	Nature
LD	791	20,31	CRO UXb2	Sol

L'emprise foncière, de configuration sensiblement rectangulaire, est bordée au Nord par la rue de l'Entenloch et au Sud par la place de l'Abattoir à Cronenbourg. Bonne situation dans le secteur du marché-gare, à côté d'IKEA avec bretelle d'accès de l'autoroute A4/A35 à proximité.

5 – Situation juridique

Propriétaire(s) présumé(s) : Ville de Strasbourg.

6 – Urbanisme et réseaux

Parcelle située en zonage UXb2 suivant le PLUi de l'EMS approuvé le 16/12/2016, opposable le 23/01/2017.
C'est une zone urbaine destinée aux activités économiques.
En secteur UXb2, sont admis les constructions et installations destinées à l'industrie et à l'artisanat (hors celles relevant de la directive SEVESO), à la fonction d'entrepôt, de commerces de gros, à vocation de restaurant ou hébergement hôtelier.
Hauteur maximale de 20 m.

Qualification du terrain :
La parcelle a la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation car située dans une zone déclarée constructible en l'état actuel du PLUi applicable et desservie par les réseaux.

7 – Détermination de la valeur vénale

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Valeur de 9 000 €/are : 9 000 € * 20,31 ares = 182 790 €, **arrondi à 183 000 € HT.**
Cette valeur résulte de l'étude de marché réalisée, cependant, la base de négociation évoquée dans la saisine n'appelle pas d'observation.

8 – Durée de validité

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

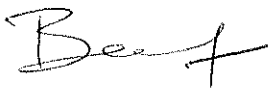
9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une cession réalisable uniquement dans les conditions du droit privé.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loin° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pour l'Administrateur général
Directeur régional des Finances publiques
de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin
et par délégation,
L'Inspectrice des Finances Publiques,



Éliane BAEHR

Monsieur Philippe BIES
Adjoint au Maire de Strasbourg

Ville et Eurométropole de Strasbourg
1 Parc de l'Etoile

67076 STRASBOURG Cedex

Strasbourg, le 09/10/2018

LETTRE RECOMMANDEE AVEC A.R.

Objet : *Demande d'acquisition d'une emprise foncière, propriété de la Ville de Strasbourg, cadastrée section LD n°791*

Monsieur l'Adjoint au Maire,

J'accuse réception de votre courrier recommandé du 2 octobre dernier et je vous remercie vivement d'avoir accepté ma requête.
J'ai donc le plaisir de vous informer que j'accepte les conditions d'acquisition énoncées dans ce courrier et que je me porte acquéreur du terrain mentionné en objet et situé place de l'Abattoir à Strasbourg.

J'ai confié la maîtrise d'œuvre du projet à l'agence d'architecture K&+, sise 2 rue de Gribeauval à Strasbourg et dirigée par Monsieur Maxime KHALILI.
Soyez assuré que cette agence, forte de compétences et de nombreuses références - notamment en matière d'équipements - mettra tout en œuvre pour réaliser un projet qualitatif et respecter les délais de construction.

Je me tiens à la disposition du Service de la politique foncière et immobilière pour déterminer ensemble les modalités administratives et juridiques relatives à cette acquisition.

Je vous prie d'agréer, Monsieur l'Adjoint au Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Thierry AZOULAY

Copie par mail à Madame Claire RAUPHIE
Copie par mail à Madame Isabelle METZ, chef de projet agence K&+

22

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Programmation des travaux pour 2019 portant sur le patrimoine bâti du domaine privé de la ville de Strasbourg et de certains immeubles administrés par la Ville aux termes des legs ainsi que de la fondation Ungemach.

A l'issue d'une procédure d'appel d'offres, la SAEML Habitation Moderne est titulaire des marchés de gestion locative et du mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée des travaux, des propriétés immobilières bâties relevant du domaine privé de la ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg depuis le 1er avril 2016, pour une durée de 4 ans et 9 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2020.

Ce patrimoine est constitué pour la ville de Strasbourg de 268 immeubles pour 669 lots et génère une recette locative annuelle de 7,6 millions d'euros.

Aux termes du mandat de maîtrise d'ouvrage du 5 avril 2016, conclu en exécution de la délibération du Conseil municipal du 20 novembre 2015, Habitation Moderne effectue, pour le compte de la ville de Strasbourg et de certains immeubles administrés par la Ville aux termes de legs ainsi que de la fondation Ungemach, un programme pluriannuel de travaux d'investissement destinés à maintenir en bon état et à valoriser les immeubles de ces patrimoines.

Pour l'année 2019, cette programmation prend en compte des travaux d'amélioration patrimoniale et des travaux relatifs à la sécurité des sites et à la protection des locataires. L'enveloppe financière globale attribuée pour la durée du mandat de maîtrise d'ouvrage délégué des travaux, soit pour les années 2016 à 2020 (du 1er avril 2016 au 31 décembre 2020) a été fixée à 13,656 millions d'euros pour la Ville et les autres immeubles résultant de legs au profit de la Ville, se répartissant de la manière suivante :

- 8 625 000 € pour le patrimoine de la Ville,
- 4 080 998 € pour la fondation Ungemach,
- 950 000 € pour les autres fondations et legs. Un avenant a par ailleurs été conclu le 4 octobre 2018 pour prendre en compte des travaux nécessaires dans le cadre de l'Agenda d'accessibilité programmé Ad'AP et permettre la mise en œuvre de travaux conservatoires sur certains immeubles dégradés de la ville de Strasbourg et des fondations et ce pour un montant total de 1,781 M€.

1. <u>Déprogrammation travaux 2018</u> :

Le Conseil municipal du 22 janvier 2018 a approuvé pour la programmation 2018 une enveloppe financière de 2 477 500 € TTC, mais un certain nombre des travaux pour un montant global de 1 305 500 €, n'a pas pu être réalisé qu'il convient préalablement de déprogrammer des travaux 2018, savoir :

Immeuble	Travaux à déprogrammer et motifs de la déprogrammation	Montant des études et/ou montant des travaux TTC
18 rue de Bouxwiller	Travaux : Réhabilitation toiture terrasse non accessible, réhabilitation toiture et chiens assis, cheminées, gouttières, chéneaux, descentes EP, remplacement ascenseur. Conservation des tablettes des fenêtres et intégration des travaux d'ascenseurs dans le budget des Ad'AP	- 750 000 € pour les travaux
Immeubles rue du 22 novembre	Travaux : Réalisation de relevés des réseaux fluides Marchés d'études non conclus en 2018 Report programmation 2019	- 140 000 € pour les études
9, place de la Cathédrale (Trubner)	Réhabilitation de la façade sur cour intérieure, réfection de la cheminée et de la toiture Marchés d'études non conclus en 2018 Report programmation 2019 avec un ajustement	- 20 000 € pour les études - 70 000 € pour les travaux
Ad'AP (Agenda d'Accessibilité Programmée)	Travaux de mise aux normes accessibilité des immeubles Marché de maîtrise d'œuvre infructueux Report programmation 2019	- 52 500 € pour les études - 273 000 € pour les travaux

Il convient de déprogrammer ces travaux initialement prévus en 2018, et pour partie reportés en 2019.

2. Programmation travaux 2019 :

Dans le respect de l'enveloppe globale susvisée et des priorités d'intervention sur le patrimoine, cette programmation est la suivante :

2.1. Immeubles propriétés de la ville de Strasbourg

	Programmation 2019

Immeuble	Nature des travaux	Etudes (TTC)	Travaux (TTC)
11, rue du 22 novembre T5 – 83m² - Loyer revalorisé à 9 510 €/an/HT/HC	Réhabilitation totale d'un appartement (forte présence d'amiante)	9 500 €	80 000 €
13, rue du 22 novembre T3 – 48m² - Loyer revalorisé à 5 427 €/an/HT/HC	Réhabilitation totale d'un appartement avec création d'une salle de bains	8 000 €	70 000 €
4-6-8, rue du 22 novembre	Réhabilitation chaufferie et remplacement de la chaudière	30 000 €	200 000 €
26 immeubles rue du 22 novembre et rue des Francs Bourgeois	Mise aux normes électricité, rénovation des communs ; (remplacement boîtes aux lettres, réhabilitation escaliers, peinture mur plafond sol, platine de rue, porte palière) et révision des toitures, remise en état des chéneaux et des corniches en grès.	45 000 €	400 000 €
9-10-10a rue du 22 novembre et 21-23-27 Grand'Rue	Réalisation de relevés des réseaux fluides	140 000 €	
12, rue des juifs	Réhabilitation toiture et couverture, réparation charpente	78 000 €	600 000 €
10, place Kléber	Réhabilitation complète des balcons et des coursives (dangerosité de la structure des balcons)	9 000 €	150 000 €
12, rue de la Râpe	Réhabilitation des menuiseries extérieures, des façades et des zingueries-gouttières	39 000 €	260 000 €

Ad'AP (Agenda d'accessibilité programmée)	Travaux de mise aux normes accessibilité des immeubles	52 500 €	273 000 €
Ensemble du patrimoine – Imprévus	Petites réhabilitations, travaux non programmables et imprévus		265 000 €

Pour les immeubles, propriété de la ville de Strasbourg, il est proposé d'approuver au titre de la programmation travaux 2019, la mise en place au profit du mandataire, d'une enveloppe financière globale comprenant les études et les travaux de 2 709 000 € TTC.

2.2. Immeubles des fondations et legs administrés par la Ville

		Programmation 2019	
Immeuble	**Nature des travaux**	**Etudes (TTC)**	**Travaux (TTC)**
Pavillons de la Cité Ungemach -139 maisons – 5 vacants – 1 051 135 € de loyer annuel	Réhabilitation de 4 pavillons	40 000 €	400 000 €
Pavillons de la Cité Ungemach	Réhabilitation des gouttières et descente d'eau pluviale, vérification toiture-couverture, réparation cheminée	20 000 €	400 000 €
Ensemble du patrimoine Cité Ungemach	Petites réhabilitations, travaux non programmables et imprévus		40 000 €
9, place de la Cathédrale (Trubner) 4 logements occupés – 77 256 € de loyer annuel	Réhabilitation de la façade sur cour intérieure, réfection de la cheminée et de la toiture	30 000 €	100 000 €
Autres fondations et legs	Petites réhabilitations, travaux non programmables et imprévus		10 000 €

La programmation des travaux pour les pavillons de la Cité Ungemach a vocation à réduire la consommation énergétique de chaque pavillon par les actions suivantes :

- rectifier les installations de chauffage

- réguler le chauffage
- ventiler correctement les pavillons
- procéder à l'installation de points froids
- calfeutrer les courants d'air

En 2018, 5 pavillons de la Cité Ungemach ont été complètement réhabilités (mise aux normes électriques, création d'une VMC, isolation des combles, isolation des murs, isolation des faux plafonds, réhabilitation de la salle de bains, réhabilitation de la cuisine, réhabilitation sanitaires, revêtements de sols et peintures).

Pour les immeubles des fondations et legs administrés par la Ville, il est proposé d'approuver au titre de la programmation travaux 2019 la mise en place au profit du mandataire d'une enveloppe financière globale comprenant les études et les travaux de 1 040 000 € TTC.

L'enveloppe financière (études et travaux) totale nécessaire au mandataire pour la programmation du patrimoine de la ville de Strasbourg et des fondations et legs à réaliser en 2019 s'élève donc à 3 749 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu le mandat de maîtrise d'ouvrage du 5 avril 2016 confié à la SAEML Habitation Moderne
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *la déprogrammation d'études et de travaux sur certains immeubles au titre de l'année 2018 désignés dans l'exposé des motifs ci-dessus à hauteur d'un montant total de 1 305 500 € ;*

- *pour l'année 2019, la programmation des travaux d'investissements sur les immeubles du patrimoine bâti du domaine privé de la Ville et sur les immeubles des Fondations et legs administrés par la Ville désignés ci-après :*

1. Immeubles propriétés de la Ville de Strasbourg

Immeuble 11, rue du 22 novembre
Réhabilitation d'un appartement
Etudes : 9 500 € TTC ; Travaux 80 000 € TTC

Immeuble 13, rue du 22 novembre
Réhabilitation d'un appartement
Etudes : 8 000 € TTC ; Travaux 70 000 € TTC

Immeubles 4-6-8, rue du 22 novembre

Réhabilitation chaufferie et remplacement de la chaudière
Etudes : 30 000 € TTC ; Travaux 200 000 € TTC

Immeubles rue du 22 Novembre et rue des Francs Bourgeois
Mise aux normes électricité, remplacement boîtes aux lettres, réhabilitation escaliers, peinture mur plafond sol, platine de rue, porte palière, révision des toitures, remise en état des chéneaux et des corniches en grès
Etudes : 45 000 € TTC ; Travaux : 400 000 TTC

Immeubles rue du 22 Novembre et Grand'Rue
Réalisation de relevés des réseaux fluides
Etudes : 140 000 € TTC

Immeuble 12, rue des Juifs
Réhabilitation toiture et couverture, réparation de la charpente
Etudes : 78 000 € TTC ; Travaux 600 000 € TTC

Immeuble 10, place Kléber
Réhabilitation complète des balcons et des coursives
Etudes : 9 000 € TTC ; Travaux 150 000 € TTC

Immeuble 12, rue de la Râpe
Réhabilitation des menuiseries extérieures - réhabilitation des façades et des zingueries-gouttières
Etudes : 39 000 € TTC ; Travaux 260 000 € TTC

AD'ap
Travaux de mise aux normes accessibilité
Etudes : 52 500 TTC ; Travaux : 273 000 TTC

Enveloppe pour travaux urgents et imprévus 265 000 € TTC
Total général pour les immeubles propriétés de la ville de Strasbourg : 2 709 000 €

2. Immeubles des fondations et legs administrés par la ville de Strasbourg - Fondation Ungemach

Réhabilitation de pavillons
Etudes : 40 000 € TTC ; Travaux : 400 000 € TTC

Réhabilitation des gouttières et descente d'EP, vérification toiture-couverture, réparation
Etudes :20 000 € TTC ; Travaux : 400 000 € TTC
Enveloppe pour travaux urgents et imprévus 40 000 € TTC
Total Fondation Ungemach : 900 000 TTC

Autres fondations :

Fondation Trubner

9, place de la Cathédrale
Réhabilitation de la façade sur cour intérieure, réfection de la cheminée et de la toiture
Etudes : 30 000 € TTC ; Travaux : 100 000 € TTC
Enveloppe pour travaux urgents et imprévus 10 000 € TTC

Total général pour les immeubles des fondations et legs administrés par la ville de Strasbourg hors Cité Ungemach : 140 000 € TTC

Total général immeubles propriétés de la ville de Strasbourg et immeubles des fondations et legs administrés par la ville de Strasbourg : 1 040 000 € TTC

décide

- *l'imputation de la dépense de 2 709 000 € TTC sur l'AP 2016 N°0194 - Programme 1139 - Service CP71 du budget de la Ville ;*

- *l'imputation de la dépense de 900 000 € TTC au titre de la Fondation UNGEMACH sur l'AP 2016 N°194 - Programme 1140 - Service HP06 du budget de la Fondation ;*

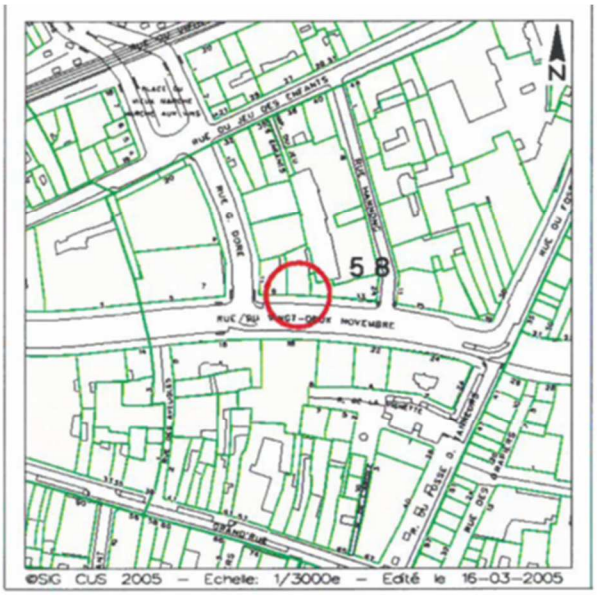
- *l'imputation de la dépense de 140 000 € TTC au titre des immeubles des Fondations et legs administrés par la ville de Strasbourg hors Cité Ungemach sur l'AP 2016 N °194 - Programme 1140 - Service HP06 du budget de la Fondation.*

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

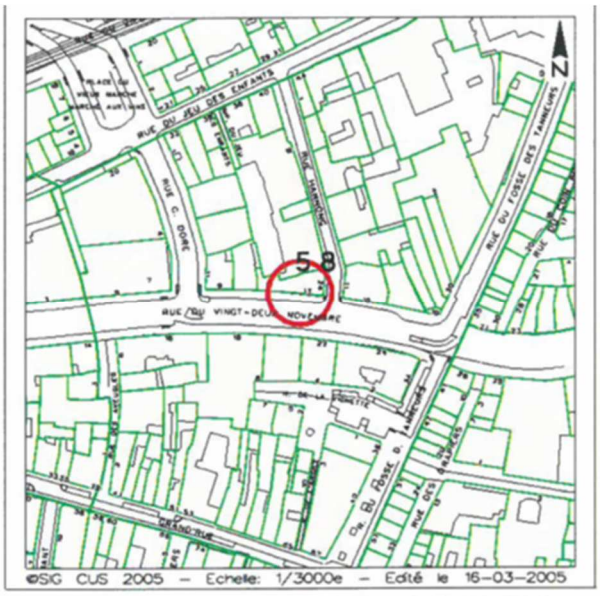
ANNEXE DELIBERATION CONSEIL MUNICIPAL 17/12/2018

SITE : 11, RUE DU 22 NOVEMBRE STRASBOURG CENTRE



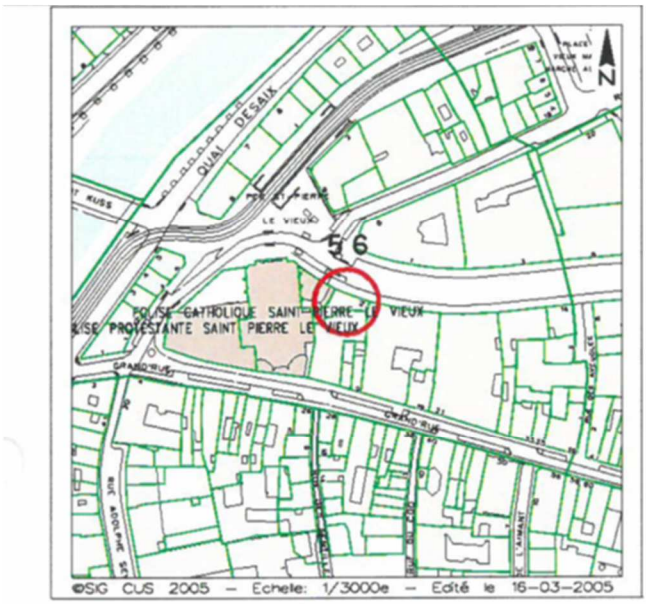


SITE : 13, RUE DU 22 NOVEMBRE STRASBOURG CENTRE



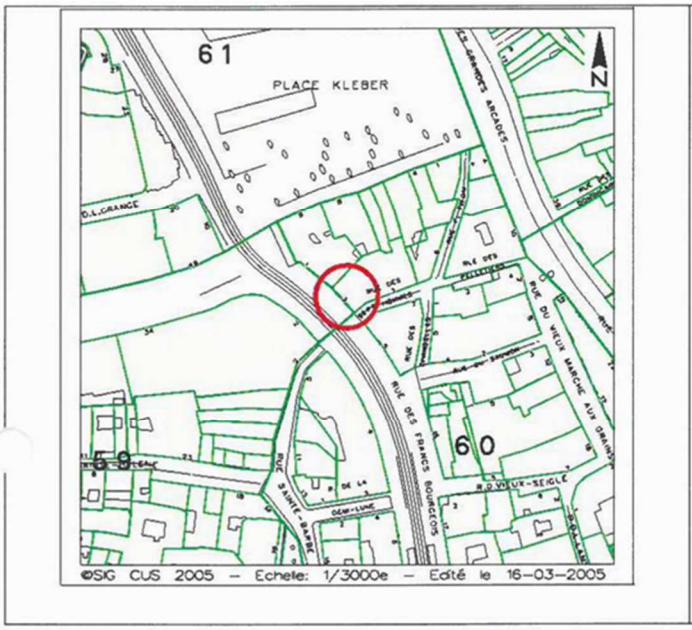


SITE : 4-6-8, RUE DU 22 NOVEMBRE STRASBOURG CENTRE



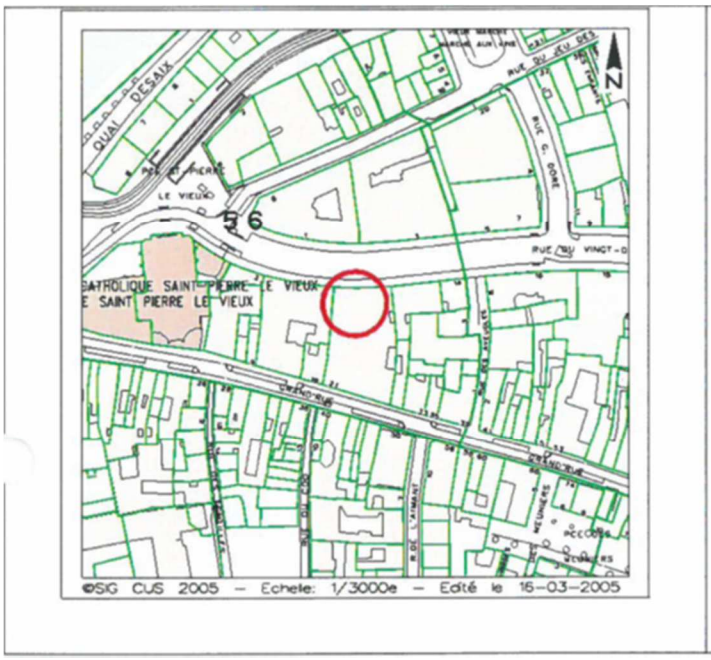


SITE : IMMEUBLES RUE DU 22 NOVEMBRE / RUE DES FRANCS BOURGEOIS STRASBOURG CENTRE



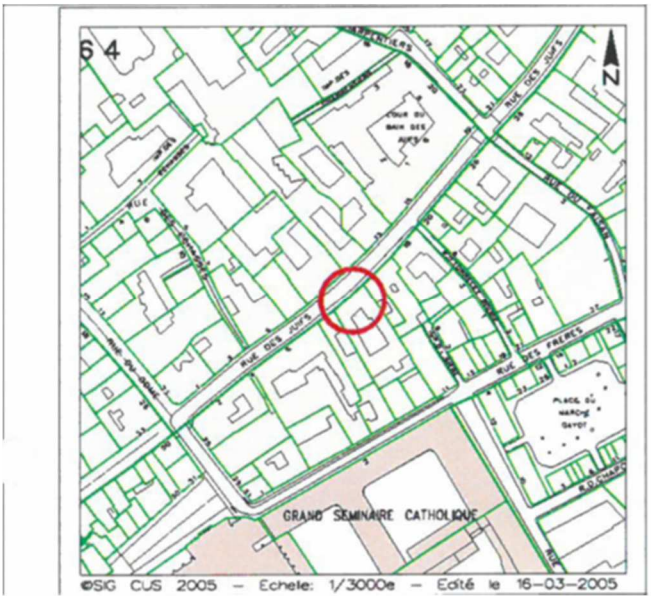


SITE : IMMEUBLES RUE DU 22 NOVEMBRE / GRAND RUE STRASBOURG CENTRE



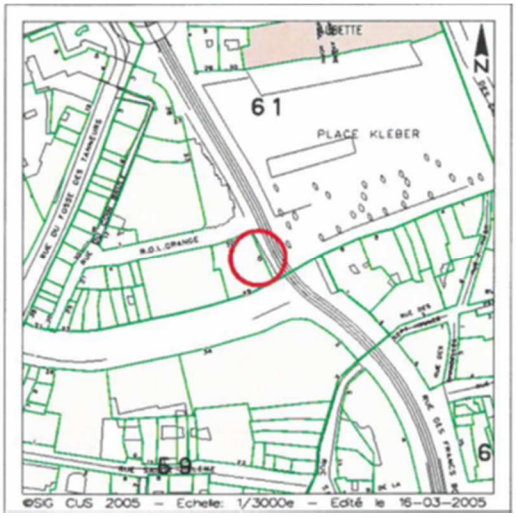


SITE : IMMEUBLE 12, RUE DES JUIFS STRASBOURG CENTRE



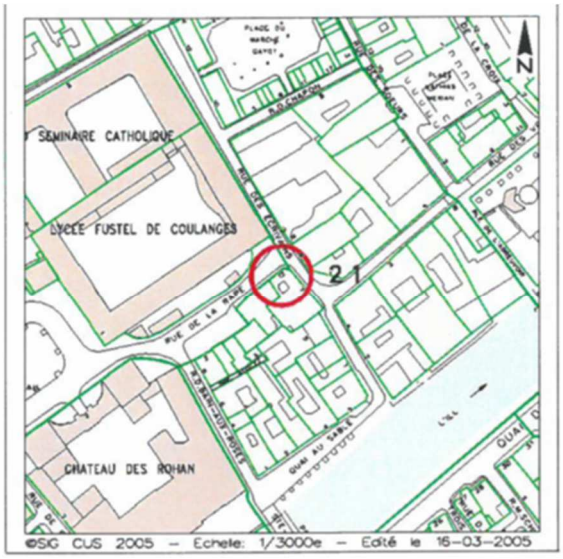


SITE : IMMEUBLE 10, PLACE KLEBER STRASBOURG CENTRE



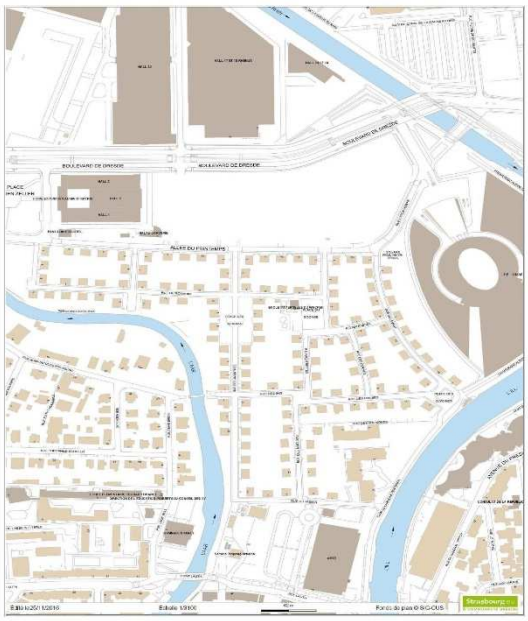


SITE : IMMEUBLE 12, RUE DE LA RAPE STRASBOURG CENTRE



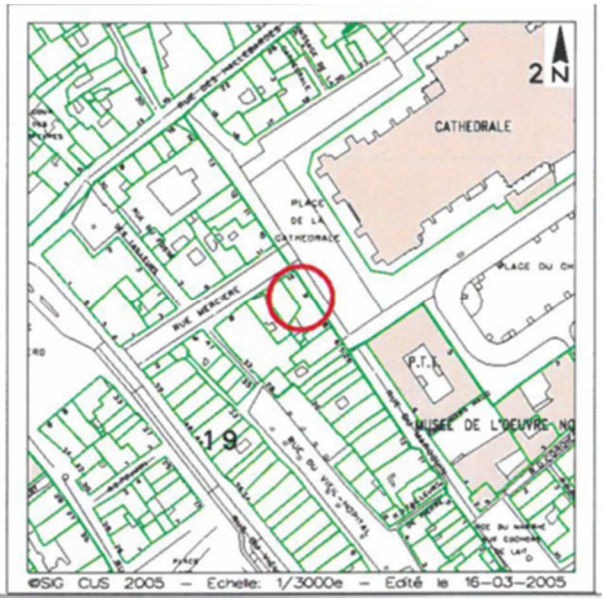


SITE : PAVILLONS CITE UNGEMACH STRASBOURG WACKEN





SITE : 9, PLACE DE LA CATHEDRALE STRASBOURG CENTRE





23

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Déclassement d'emprises désaffectées de voirie, ancien tracé de la rue des Cavaliers à Strasbourg Port du Rhin. Avis préalable - article L. 5211-57 du CGCT.

Le tronçon nord de l'ancien tracé de la rue des Cavaliers est désaffecté et a fait l'objet d'un déclassement partiel par délibération de la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 23 avril 2015, conformément à la reconfiguration globale des espaces publics. Les limites de la partie de l'ancien tracé de la rue des Cavaliers conservée dans le domaine public, ont été modifiées. Deux parcelles d'assiette de cette voie sont désaffectées, mais n'ont pas encore été déclassées. Dans la mesure où elles n'ont pas vocation à être maintenues dans le domaine public, elles font l'objet du présent projet de déclassement.

Une fois déclassées, elles pourront être valorisées.

En application des dispositions de l'article L.141-3 du Code de la voirie routière, ce déclassement n'est pas soumis à une enquête publique préalable, dès lors qu'il n'est pas porté atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

Aussi, le Conseil municipal est invité à émettre son avis sur le projet de l'Eurométropole de Strasbourg de déclasser du domaine public de voirie des parcelles, sises ancien tracé de la rue des Cavaliers à Strasbourg Port du Rhin, cadastrées section HX n° 340 de 25 m² et n° 345 de 7 m².

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

émet un avis favorable au projet de l'Eurométropole de Strasbourg

de déclasser du domaine public de voirie des parcelles, sises, ancien tracé de la rue des Cavaliers à Strasbourg Port du Rhin, cadastrées section HX n° 340 de 25 m² et n° 345 de 7 m², telles que délimitées sur le plan parcellaire joint à la présente délibération.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018



Strasbourg.eu
eurométropole

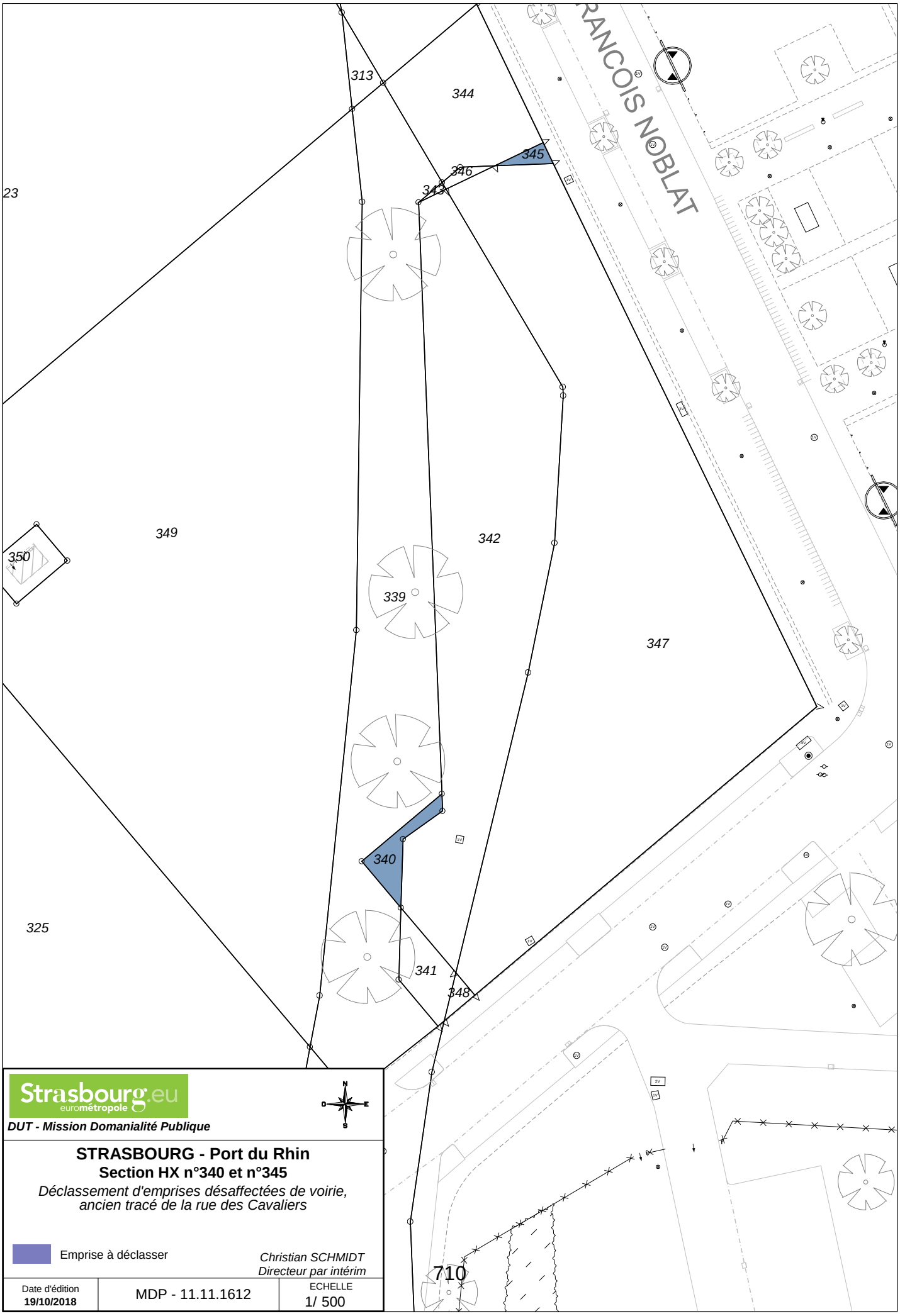
DUT - Mission Domanialité Publique

PLAN DE SITUATION

STRASBOURG - Port du Rhin

Déclassement d'emprises désaffectées de voirie, ancien tracé de la rue des Cavaliers

Date d'édition	Référence : 11.11.1612	ECHELLE
19/10/2018	Plan de situation	1/ 10000



Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

STRASBOURG - Port du Rhin

Section HX n°340 et n°345

Déclassement d'emprises désaffectées de voirie, ancien tracé de la rue des Cavaliers

Emprise à déclasser

Christian SCHMIDT
Directeur par intérim

Date d'édition		ECHELLE
19/10/2018	MDP - 11.11.1612	1/ 500

24

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Transfert d'équipements de la ville de Strasbourg à l'Eurométropole et inversement.
Mise en œuvre des principes approuvés par les délibérations cadres du Conseil Municipal du 19 février 2018 et du Conseil de l'Eurométropole du 23 mars 2018.

Le décret du 23 décembre 2014 a créé l'Eurométropole de Strasbourg par transformation de la Communauté urbaine de Strasbourg, au 1er janvier 2015.

L'article L. 5217-5 du Code général des collectivités territoriales prévoit que les biens appartenant aux communes et utilisés par l'Eurométropole pour l'exercice de ses compétences sont gratuitement *« transférés dans le patrimoine de la métropole ».* En application de cet article, le Conseil de l'Eurométropole du 30 janvier 2015 demandait aux communes que « *les biens et droits à caractère mobilier et immobilier situés sur leur territoire, utilisés pour l'exercice de compétences transférées, soient mis de plein droit à disposition de l'Eurométropole et transférés dans son patrimoine au plus tard un an après la date de la première réunion du conseil de l'Eurométropole de Strasbourg* ».

Or il est également apparu que des équipements relevant de la compétence de la ville de Strasbourg étaient situés sur des parcelles inscrites au Livre Foncier au nom de l'Eurométropole.

Par délibérations respectives des 19 février 2018 et 23 mars 2018, la Ville et l'Eurométropole se sont entendues sur un mode opératoire permettant de formaliser les transferts à mettre en œuvre entre elles. Deux listes provisoires sont annexées à ces délibérations : chacune de ces listes cite une cinquantaine d'équipements. Pour une de ces listes, ces équipements relèvent de la compétence de la Ville mais sont situés sur des parcelles de l'Eurométropole ; pour l'autre liste, les équipements relèvent des compétences de l'Eurométropole mais sont situés sur des parcelles de la Ville.

Des délibérations d'application du Conseil Municipal et de la Commission Permanente du Conseil de l'Eurométropole d'avril, juin et septembre 2018, se sont penchées sur la situation particulière de dix sites au total.

Onze autres cas ont été retenus pour la présente délibération (il s'agit notamment de sites pour lesquels un arpentage était nécessaire). Les équipements restants (par exemple

ceux pour lesquels l'arpentage n'est pas encore réalisé) feront l'objet de délibérations d'application ultérieures.

Les onze sites qui peuvent à présent être examinés sont les suivants :

1) Six sites concernent des équipements relevant de la compétence de l'Eurométropole mais qui se trouvent sur des parcelles inscrites au Livre Foncier au nom de la ville de Strasbourg. Il s'agit des biens suivants :

- Centre technique assainissement situé quai du Canal de la Marne au Rhin à Strasbourg-Robertsau
  Cinq parcelles d'une contenance totale de 84,52 ares sont à transférer.

- Piscine du Wacken située rue Pierre de Coubertin à Strasbourg-Robertsau
  Douze parcelles d'une contenance totale de 354,23 ares sont à transférer.

- Station de pompage assainissement située route de la Fédération à Strasbourg-Neudorf
  Une parcelle d'une contenance de 1,79 are est à transférer.

- Station de captage du Polygone située rue du Havre à Strasbourg-Neudorf
  Douze parcelles d'une contenance totale de 6 144,07 ares sont à transférer.

- Station de captage de la Robertsau située route de la Wantzenau à Strasbourg-Robertsau
  Une parcelle d'une contenance de 8,62 ares est à transférer.

- Ateliers district de nettoiement sud situés route de la Meinau à Strasbourg-Neudorf
  Deux parcelles d'une contenance totale de 8,06 ares sont à transférer.

2) Pour cinq autres sites, la situation est inversée : les équipements relèvent de la compétence de la ville de Strasbourg mais sont situés sur des parcelles inscrites au Livre Foncier au nom de l'Eurométropole. Il s'agit des biens suivants :

- Centre sportif de la Robertsau situé route de la Wantzenau à Strasbourg-Robertsau
  Huit parcelles d'une contenance totale de 157,11 ares sont à transférer.

- Site scolaire Ampère situé rue de Wattwiller à Strasbourg-Neudorf
  Cinq parcelles d'une contenance totale de 121,55 ares sont à transférer.

- Site scolaire Charles Adolphe Wurtz situé rue du Rieth à Strasbourg-Cronenbourg
  Une parcelle d'une contenance de 0,20 are est à transférer.

- Maison de l'Enfance des Poteries située rue Jean-Paul de Dadelsen à Strasbourg-Hautepierre
  Trois parcelles d'une contenance totale de 33,66 ares sont à transférer.

- Parc du Heyritz situé allée Colette Besson à Strasbourg-Neudorf
  Treize parcelles d'une contenance totale de 106,57 ares sont à transférer.

L'ensemble de ces transferts s'opère à titre gratuit.
Les biens cités au paragraphe 1) intégrant le domaine public de l'Eurométropole et ceux cités au paragraphe 2) intégrant le domaine public de la ville de Strasbourg, les transferts interviennent sans déclassement préalable en application de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 5217-1 à L 5217-5
vu le décret du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Eurométropole de Strasbourg »
vu le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment l'article L 3112-1
vu la délibération cadre du Conseil Municipal de Strasbourg en date du 19 février 2018
vu la délibération cadre du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 23 mars 2018
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

1) *les dispositions relatives à la formalisation des transferts à titre gratuit, de la Ville à l'Eurométropole, à mettre en œuvre en application des deux délibérations cadres susvisées, à savoir :*

a) *<u>Centre technique assainissement situé quai du Canal de la Marne au Rhin à Strasbourg-Robertsau</u>*

La mutation par la Ville des parcelles suivantes, y compris des bâtiments qui y sont implantés, qui intègrent ainsi le domaine public de l'Eurométropole :

Commune	***Section***	***Numéro de parcelle***	***Lieu-dit***	***Contenance des terrains à transférer (en ares)***	
Strasbourg	*BZ*	*169/81*	*Quai du Canal de la Marne au Rhin*	*30,50*	
Strasbourg	*BZ*	*(1)/80*	*Quai de la Marne au Rhin*	*26,19*	*Issue de la division de la parcelle Section BZ n ° 346*
Strasbourg	*BZ*	*348/82*	*Quai de la Marne au Rhin*	*4,15*	

Strasbourg	*BZ*	*350/81*	*Quai de la Marne au Rhin*	*21,89*
Strasbourg	*BZ*	*352/85*	*Quai de la Marne au Rhin*	*1,79*

Soit une contenance totale des terrains à transférer de 84,52 ares.

b) <u>Piscine du Wacken située rue Pierre de Coubertin à Strasbourg-Robertsau</u>

La mutation par la Ville des parcelles suivantes, y compris des bâtiments qui y sont implantés, qui intègrent ainsi le domaine public de l'Eurométropole :

Commune	***Section***	***Numéro de parcelle***	***Lieu-dit***	***Contenance des terrains à transférer (en ares)***
Strasbourg	*BZ*	*83*	*Wacken*	*16,32*
Strasbourg	*BZ*	*84*	*Wacken*	*38,70*
Strasbourg	*BZ*	*269/85*	*Quai du Canal de la Marne au Rhin*	*0,79*
Strasbourg	*BZ*	*271/159*	*Chemin rural*	*0,72*
Strasbourg	*BZ*	*272/159*	*Chemin rural*	*1,26*
Strasbourg	*BZ*	*347/80*	*Quai de la Marne au Rhin*	*34,61*
Strasbourg	*BZ*	*349/82*	*Quai de la Marne au Rhin*	*18,19*
Strasbourg	*BZ*	*351/81*	*Quai de la Marne au Rhin*	*1,70*
Strasbourg	*BZ*	*353/85*	*Quai de la Marne au Rhin*	*73,90*
Strasbourg	*BZ*	*354/85*	*Quai de la Marne au Rhin*	*12,75*
Strasbourg	*BZ*	*355/86*	*1 Rue Pierre de Coubertin*	*150,17*
Strasbourg	*BZ*	*357/159*	*Rue Pierre de Coubertin*	*5,12*

Soit une contenance totale des terrains à transférer de 354,23 ares.

c) <u>Station de pompage assainissement située route de la Fédération à Strasbourg-Neudorf</u>

La mutation par la Ville de la parcelle suivante, y compris des bâtiments qui y sont implantés, qui intègrent ainsi le domaine public de l'Eurométropole :

Commune	***Section***	***Numéro de parcelle***	***Lieu-dit***	***Contenance des terrains à transférer (en ares)***	
Strasbourg	*EO*	*(2)/47*	*Route de la Fédération*	*1,79*	*Issue de la division de la parcelle Section EO n° 47*

Soit une contenance du terrain à transférer de 1,79 are.

d) <u>Station de captage du Polygone située rue du Havre à Strasbourg-Neudorf</u>

La mutation par la Ville des parcelles suivantes, y compris des bâtiments qui y sont implantés, qui intègrent ainsi le domaine public de l'Eurométropole :

Commune	***Section***	***Numéro de parcelle***	***Lieu-dit***	***Contenance des terrains à transférer (en ares)***
Strasbourg	*HT*	*9*	*-*	*5,32*
Strasbourg	*HT*	*13*	*-*	*468,55*
Strasbourg	*HT*	*29*	*-*	*446,45*
Strasbourg	*HT*	*72*	*-*	*666,08*
Strasbourg	*HT*	*82*	*-*	*391,83*
Strasbourg	*HT*	*121/10*	*-*	*14,48*
Strasbourg	*HT*	*131/11*	*-*	*14,94*
Strasbourg	*HT*	*169/28*	*-*	*15,31*
Strasbourg	*HX*	*44*	*-*	*1543,92*
Strasbourg	*IX*	*13*	*Polygone*	*106,92*
Strasbourg	*IY*	*91/52*	*Linsenkopf*	*2398,54*
Strasbourg	*IY*	*92/64*	*Linsenkopf*	*71,73*

Soit une contenance totale des terrains à transférer de 6 144,07 ares.

e) <u>Station de captage de la Robertsau située route de la Wantzenau à Strasbourg-Robertsau</u>

La mutation par la Ville de la parcelle suivante, y compris des bâtiments qui y sont implantés, qui intègrent ainsi le domaine public de l'Eurométropole :

Commune	***Section***	***Numéro de parcelle***	***Lieu-dit***	***Contenance des terrains à transférer (en ares)***
Strasbourg	*CT*	*126/36*	*Schwarzer*	*8,62*

Soit une contenance du terrain à transférer de 8,62 ares.

f) <u>Ateliers district de nettoiement sud situés route de la Meinau à Strasbourg-Neudorf</u>

La mutation par la Ville des parcelles suivantes, y compris des bâtiments qui y sont implantés, qui intègrent ainsi le domaine public de l'Eurométropole :

Commune	***Section***	***Numéro de parcelle***	***Lieu-dit***	***Contenance des terrains à transférer (en ares)***
Strasbourg	*EZ*	*173/47*	*Rue du Rhin Tortu*	*1,04*
Strasbourg	*EZ*	*258/8*	*Rue du Rhin Tortu*	*7,02*

Soit une contenance totale des terrains à transférer de 8,06 ares.

2) les dispositions relatives à la formalisation des transferts à titre gratuit, de l'Eurométropole à la Ville, à mettre en œuvre en application des deux délibérations cadres susvisées, à savoir :

a) <u>Centre sportif de la Robertsau situé route de la Wantzenau à Strasbourg-Robertsau</u>

La mutation par l'Eurométropole des parcelles suivantes, y compris des bâtiments qui y sont implantés, qui intègrent ainsi le domaine public de la Ville :

Commune	***Section***	***Numéro de parcelle***	***Lieu-dit***	***Contenance des terrains à transférer (en ares)***	
Strasbourg	*AR*	*(1)/7*	*Route de la Wantzenau*	*110,71*	*Issue de la division de la parcelle Section AR n° 279*
Strasbourg	*CN*	*(2)/152*	*Gollenfeld*	*0,01*	*Issue de la division de la parcelle Section CN n° 433*
Strasbourg	*CN*	*(3)/152*	*Gollenfeld*	*0,01*	*Issue de la division de la parcelle Section CN n° 435*
Strasbourg	*CN*	*(5)/152*	*Gollenfeld*	*1,82*	*Issue de la division de la parcelle Section CN n° 435*
Strasbourg	*CO*	*(1)/233*	*Gollenfeld*	*18,25*	*Issue de la division de la parcelle*

					Section CO n ° 318
Strasbourg	*CO*	*(3)/234*	*Gollenfeld*	*13,78*	*Issue de la division de la parcelle Section CO n ° 320*
Strasbourg	*CO*	*(6)/235*	*Gollenfeld*	*0,03*	*Issue de la division de la parcelle Section CO n ° 321*
Strasbourg	*CO*	*(8)/235*	*Gollenfeld*	*12,50*	*Issue de la division de la parcelle Section CO n ° 322*

Soit une contenance totale des terrains à transférer de 157,11 ares.

b) <u>Site scolaire Ampère situé rue de Wattwiller à Strasbourg-Neudorf</u>

La mutation par l'Eurométropole des parcelles suivantes, y compris des bâtiments qui y sont implantés, qui intègrent ainsi le domaine public de la Ville :

Commune	***Section***	***Numéro de parcelle***	***Lieu-dit***	***Contenance des terrains à transférer (en ares)***
Strasbourg	*HP*	*55*	*Lombartswoerth*	*7,15*
Strasbourg	*HR*	*117/33*	*Rue de Wattwiller*	*29,34*
Strasbourg	*HT*	*190/56*	*Lombartswoerth*	*80,45*
Strasbourg	*HT*	*194/62*	*Lombartswoerth*	*1,45*
Strasbourg	*HT*	*197/115*	*Lombartswoerth*	*3,16*

Soit une contenance totale des terrains à transférer de 121,55 ares.

c) <u>Site scolaire Charles Adolphe Wurtz situé rue du Rieth à Strasbourg-Cronenbourg</u>

La mutation par l'Eurométropole de la parcelle suivante, y compris des bâtiments qui y sont implantés, qui intègrent ainsi le domaine public de la Ville :

Commune	***Section***	***Numéro de parcelle***	***Lieu-dit***	***Contenance des terrains à transférer (en ares)***
Strasbourg	*LA*	*250/50*	*Hundseich*	*0,20*

Soit une contenance du terrain à transférer de 0,20 are.

d) <u>Maison de l'Enfance des Poteries située rue Jean-Paul de Dadelsen à Strasbourg-Hautepierre</u>

La mutation par l'Eurométropole des parcelles suivantes, y compris des bâtiments qui y sont implantés, qui intègrent ainsi le domaine public de la Ville :

Commune	***Section***	***numéro de parcelle***	***Lieu-dit***	***Contenance des terrains à transférer (en ares)***	
Strasbourg	*OD*	*(1)/19*	*Hautepierre*	*10,38*	*Issue de la division de la parcelle Section OD n° 365*
Strasbourg	*OD*	*(4)/1*	*Hautepierre*	*1,70*	*Issue de la division de la parcelle Section OD n° 369*
Strasbourg	*OD*	*(7)/50*	*Hautepierre*	*21,58*	*Issue de la division de la parcelle Section OD n° 374*

Soit une contenance totale des terrains à transférer de 33,66 ares.

e) <u>Parc du Heyritz situé allée Colette Besson à Strasbourg-Neudorf</u>

La mutation par l'Eurométropole des parcelles suivantes, y compris des bâtiments qui y sont implantés, qui intègrent ainsi le domaine public de la Ville :

Commune	***Section***	***Numéro de parcelle***	***Lieu-dit***	***Contenance des terrains à transférer (en ares)***
Strasbourg	*DE*	*252/13*	*Vorderheyritz*	*2,62*
Strasbourg	*DE*	*254/59*	*Vorderheyritz*	*7,30*
Strasbourg	*DE*	*290/131*	*Chemin du Heyritz*	*2,32*

Strasbourg	*DE*	*308/15*	*Chemin du Heyritz*	*6,98*
Strasbourg	*DE*	*310/15*	*Chemin du Heyritz*	*14,07*
Strasbourg	*DE*	*311/16*	*Chemin du Heyritz*	*3,57*
Strasbourg	*DE*	*313/16*	*Chemin du Heyritz*	*0,13*
Strasbourg	*DE*	*333/14*	*Chemin du Heyritz*	*0,02*
Strasbourg	*DE*	*335/14*	*Vorderheyritz*	*10,33*
Strasbourg	*DE*	*336/14*	*Vorderheyritz*	*35,27*
Strasbourg	*DE*	*338/14*	*Vorderheyritz*	*4,10*
Strasbourg	*DE*	*339/14*	*Vorderheyritz*	*13,08*
Strasbourg	*DE*	*341/14*	*Vorderheyritz*	*6,78*

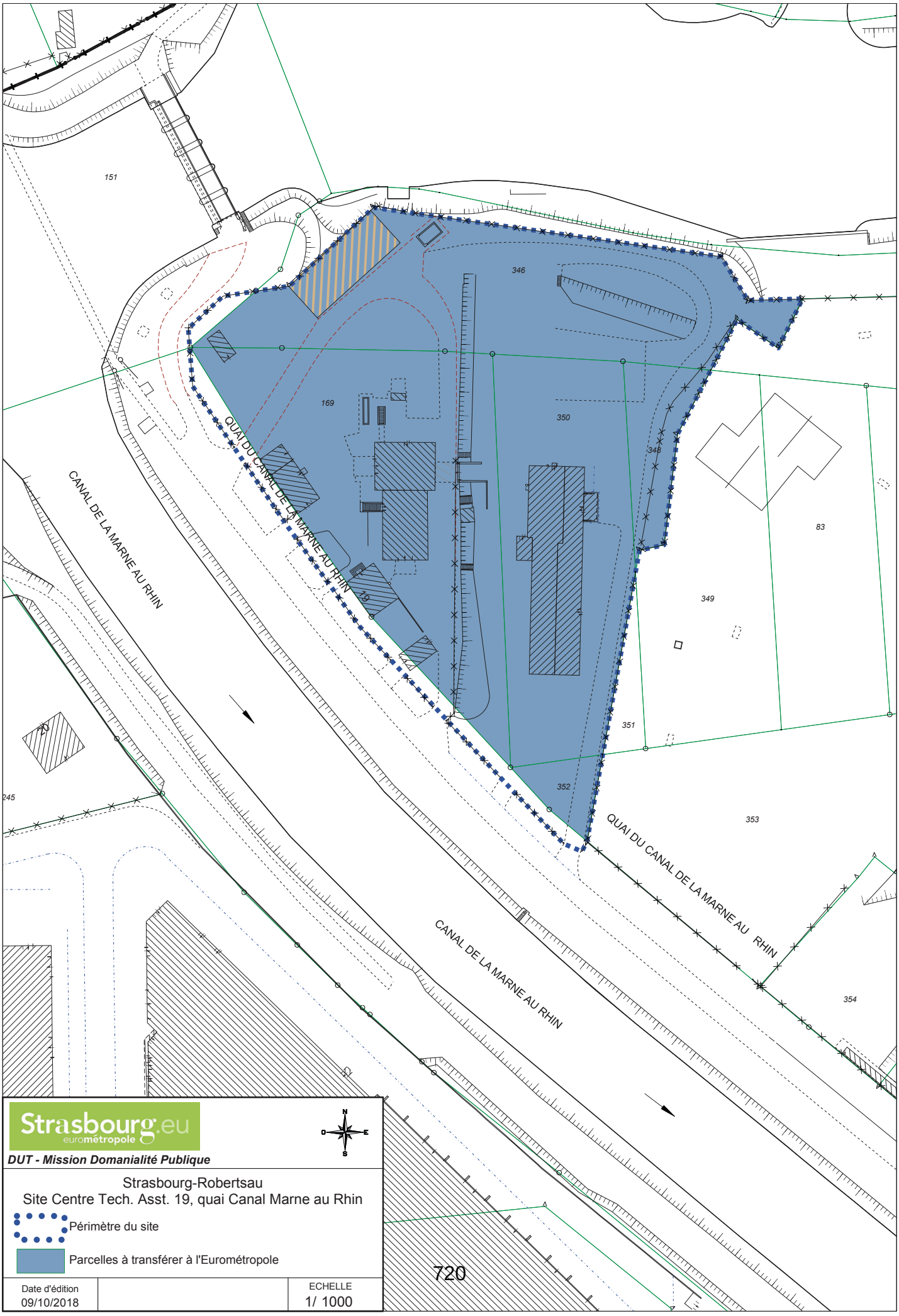
Soit une contenance totale des terrains à transférer de 106,57 ares.

autorise

le Maire, ou son-sa représentant-e, à prendre toute mesure et signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018



Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

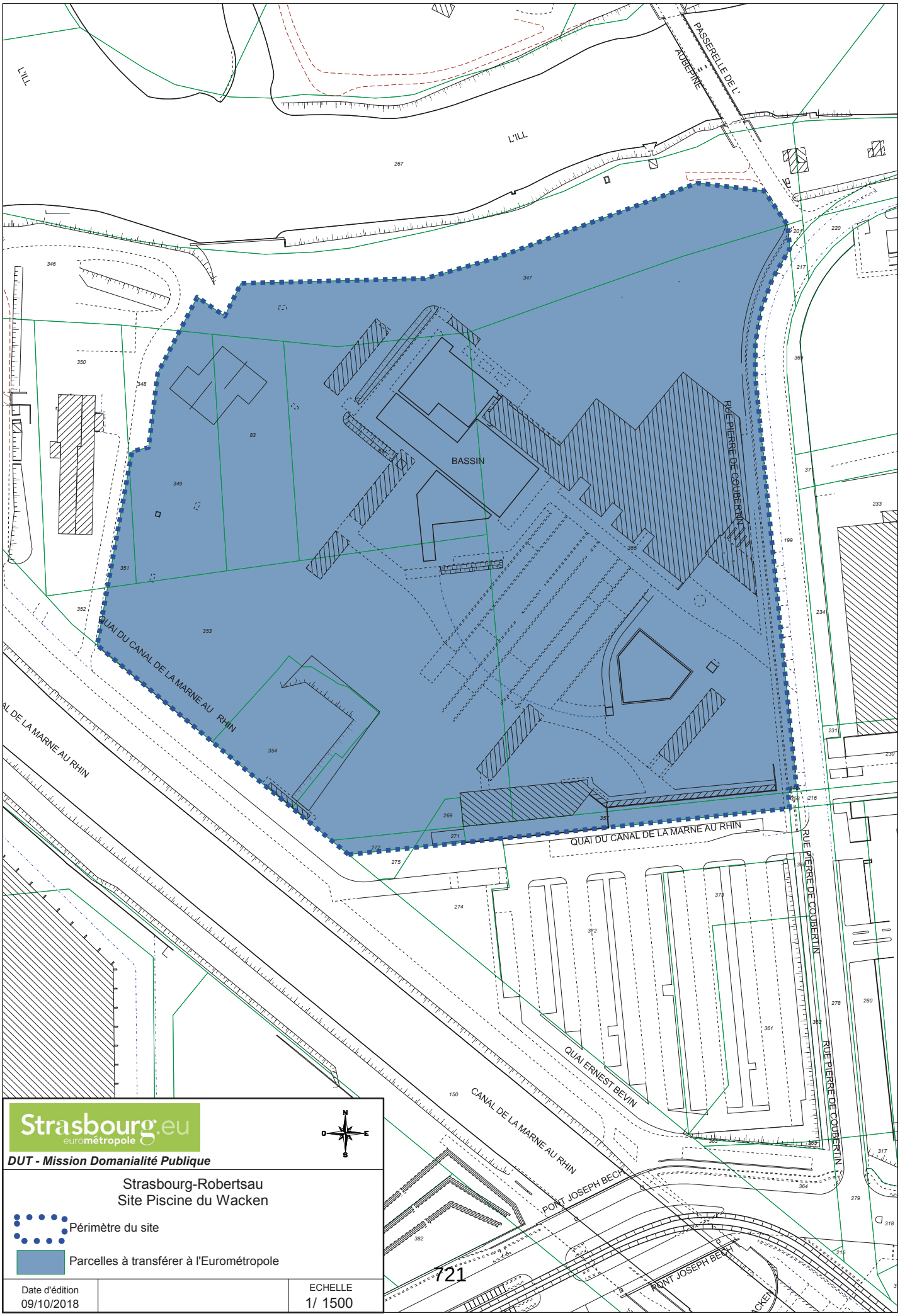
Strasbourg-Robertsau
Site Centre Tech. Asst. 19, quai Canal Marne au Rhin

Périmètre du site

Parcelles à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition		ECHELLE
09/10/2018		1/ 1000

720



Strasbourg.eu
eurométropole

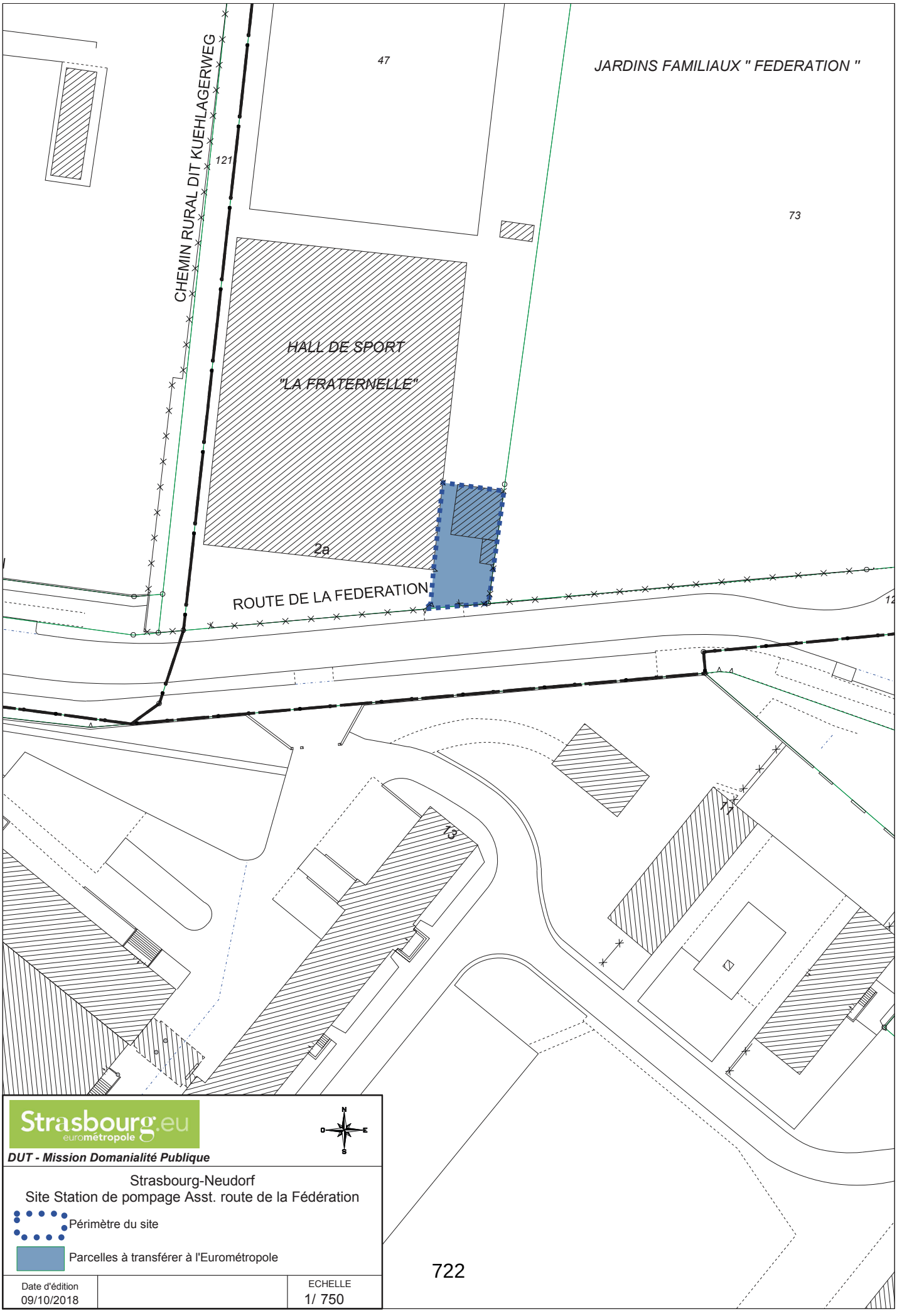
DUT - Mission Domanialité Publique

Strasbourg-Robertsau
Site Piscine du Wacken

Périmètre du site

Parcelles à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition		ECHELLE
09/10/2018		1/ 1500



Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

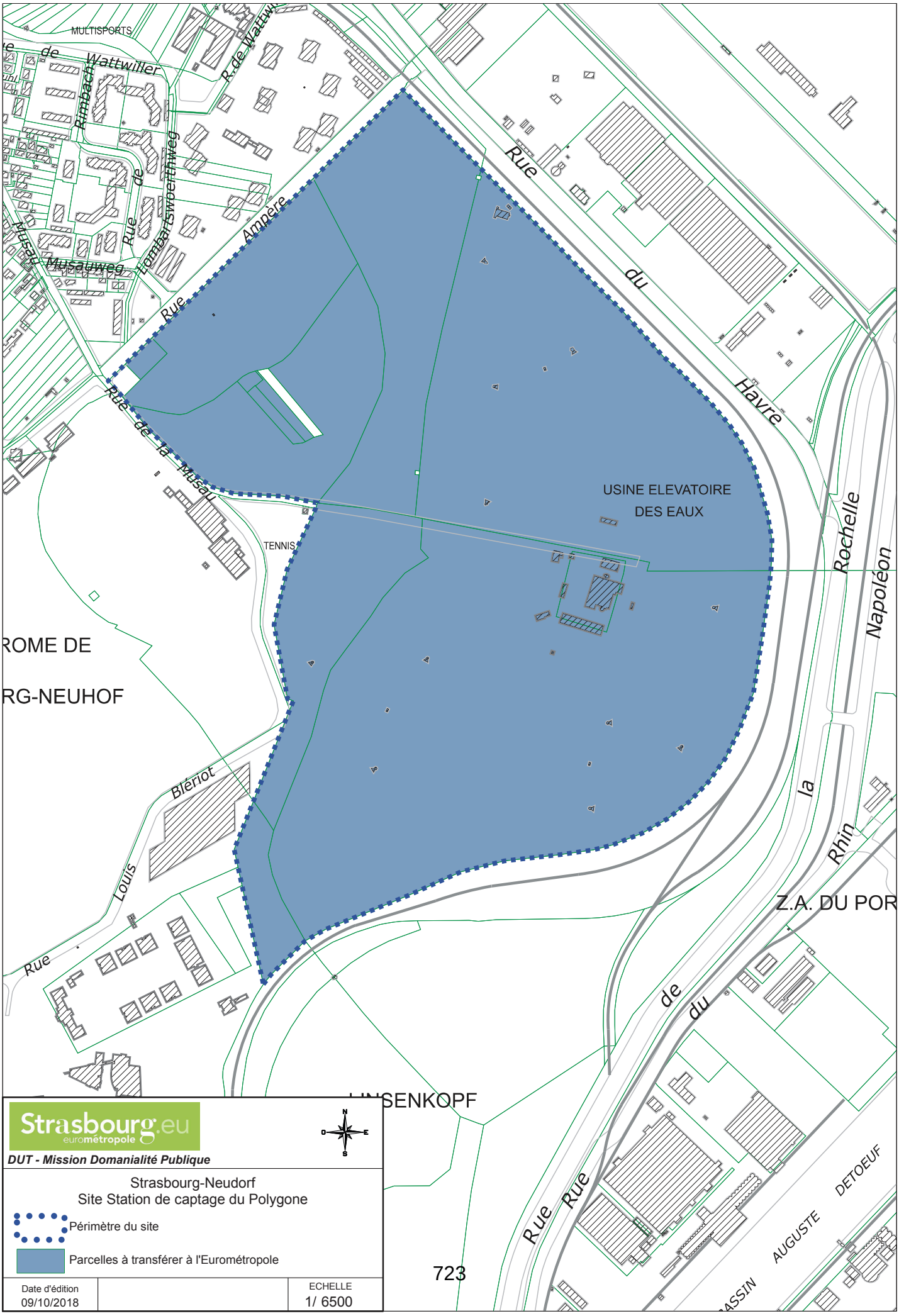
Strasbourg-Neudorf
Site Station de pompage Asst. route de la Fédération

Périmètre du site

Parcelles à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition		ECHELLE
09/10/2018		1/ 750

722



Strasbourg.eu
eurométropole

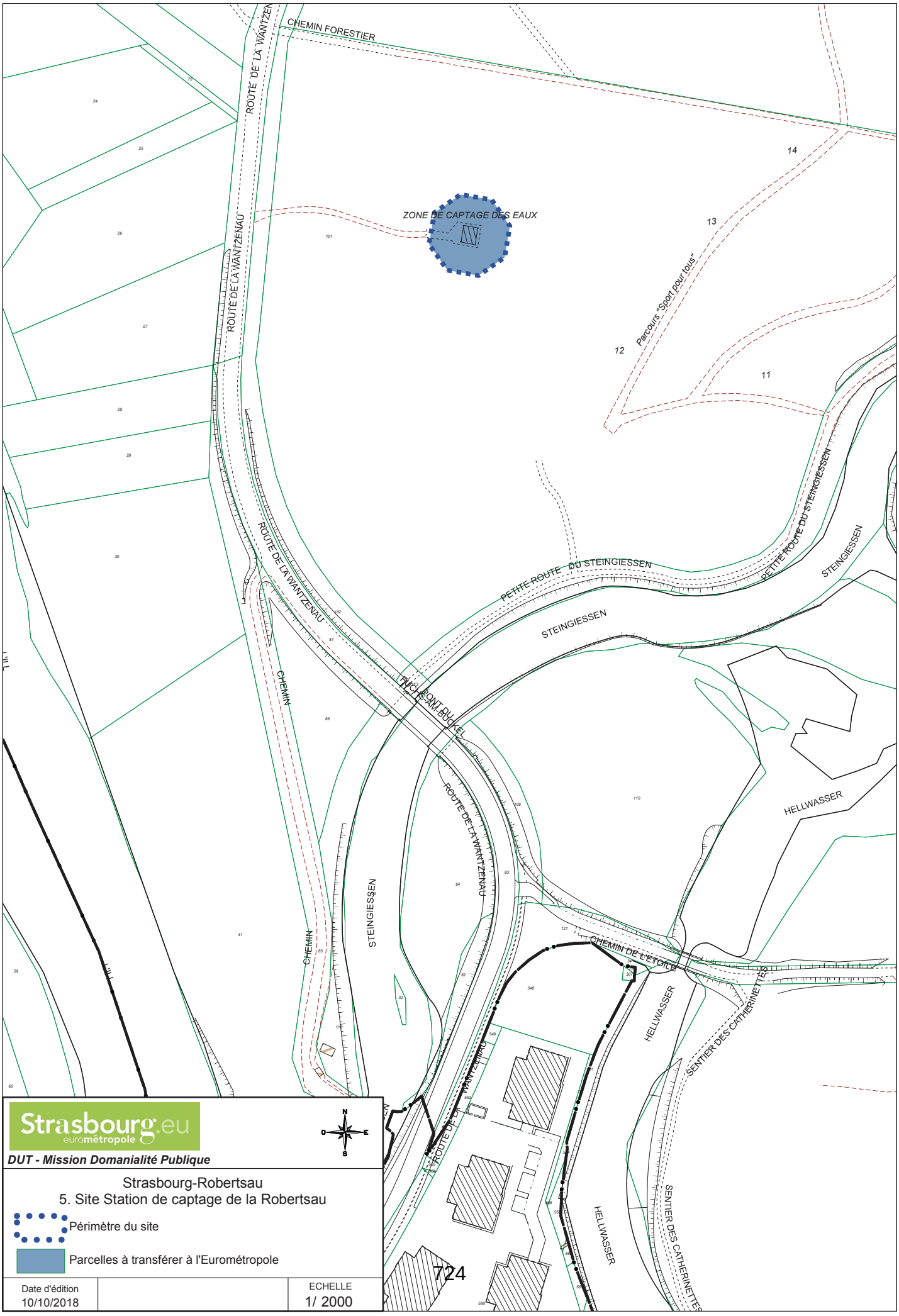
DUT - Mission Domanialité Publique

Strasbourg-Neudorf
Site Station de captage du Polygone

Périmètre du site

Parcelles à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition		ECHELLE
09/10/2018		1/ 6500



Strasbourg.eu
eurométropole

N
O
E
S

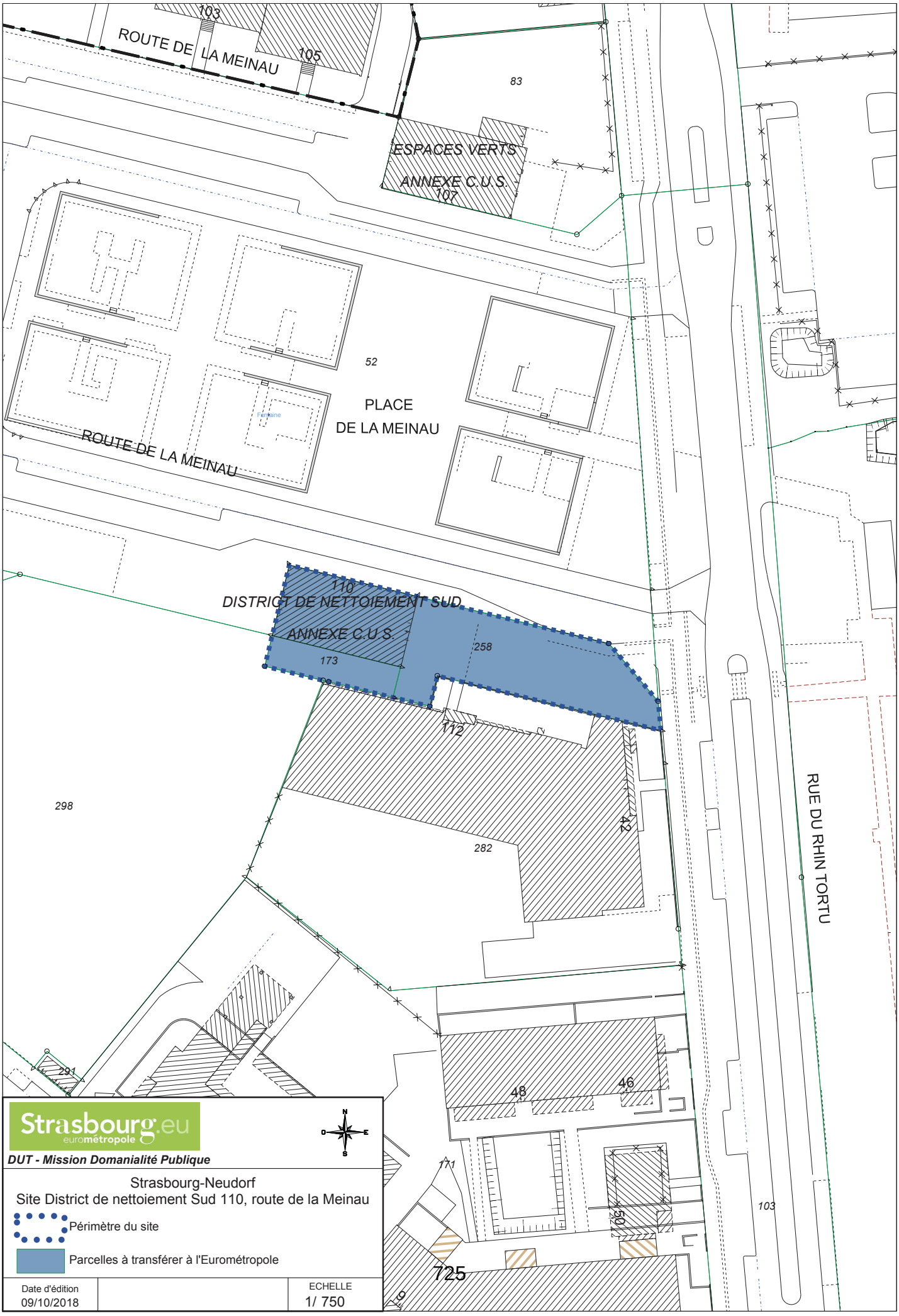
DUT - Mission Domanialité Publique

Strasbourg-Robertsau
5. Site Station de captage de la Robertsau

Périmètre du site

Parcelles à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition		ECHELLE
10/10/2018		1/ 2000



Strasbourg.eu
eurométropole

N
O
E
S

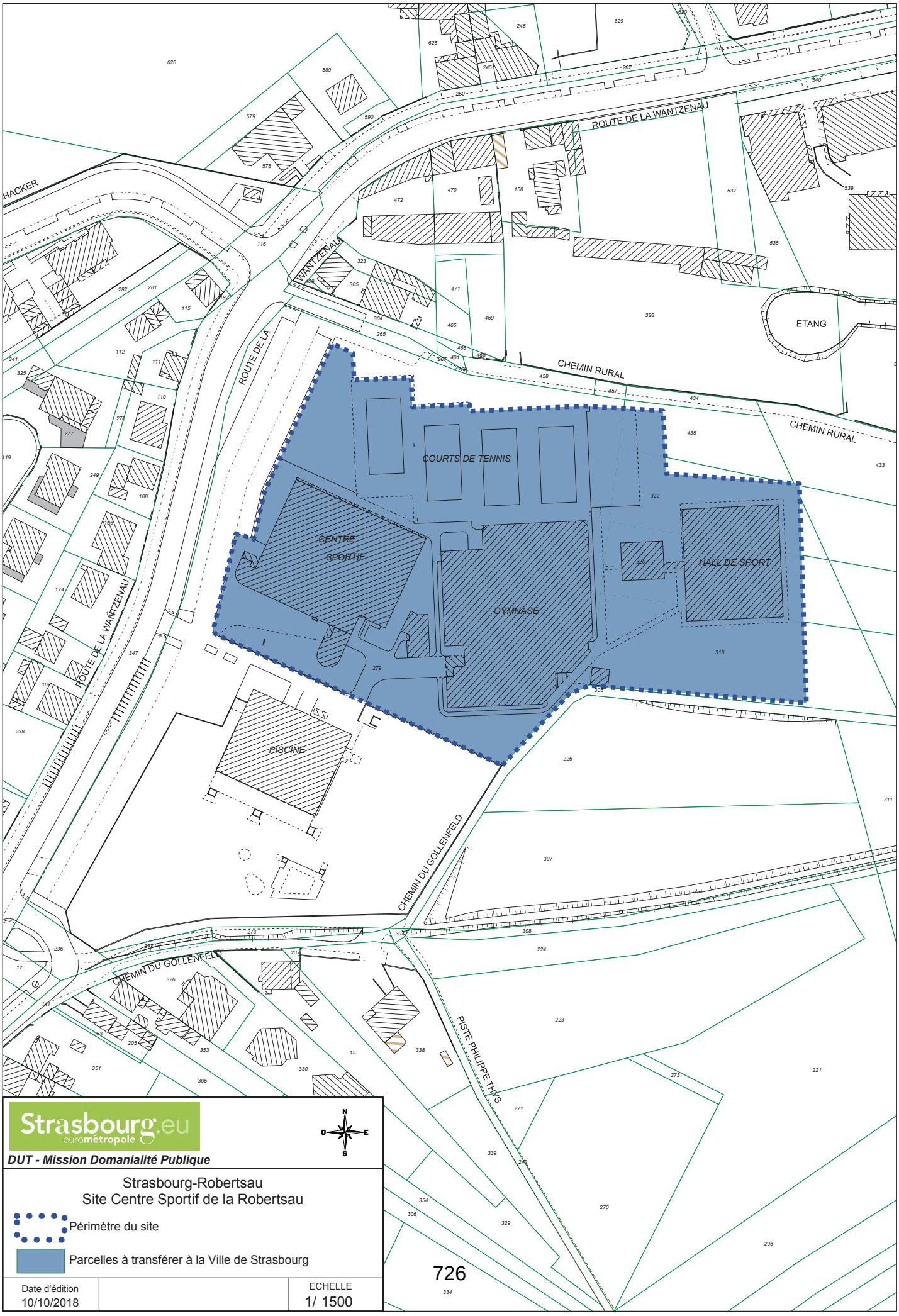
DUT - Mission Domanialité Publique

Strasbourg-Neudorf
Site District de nettoiement Sud 110, route de la Meinau

Périmètre du site

Parcelles à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition		ECHELLE
09/10/2018		1/ 750



Strasbourg.eu
eurométropole

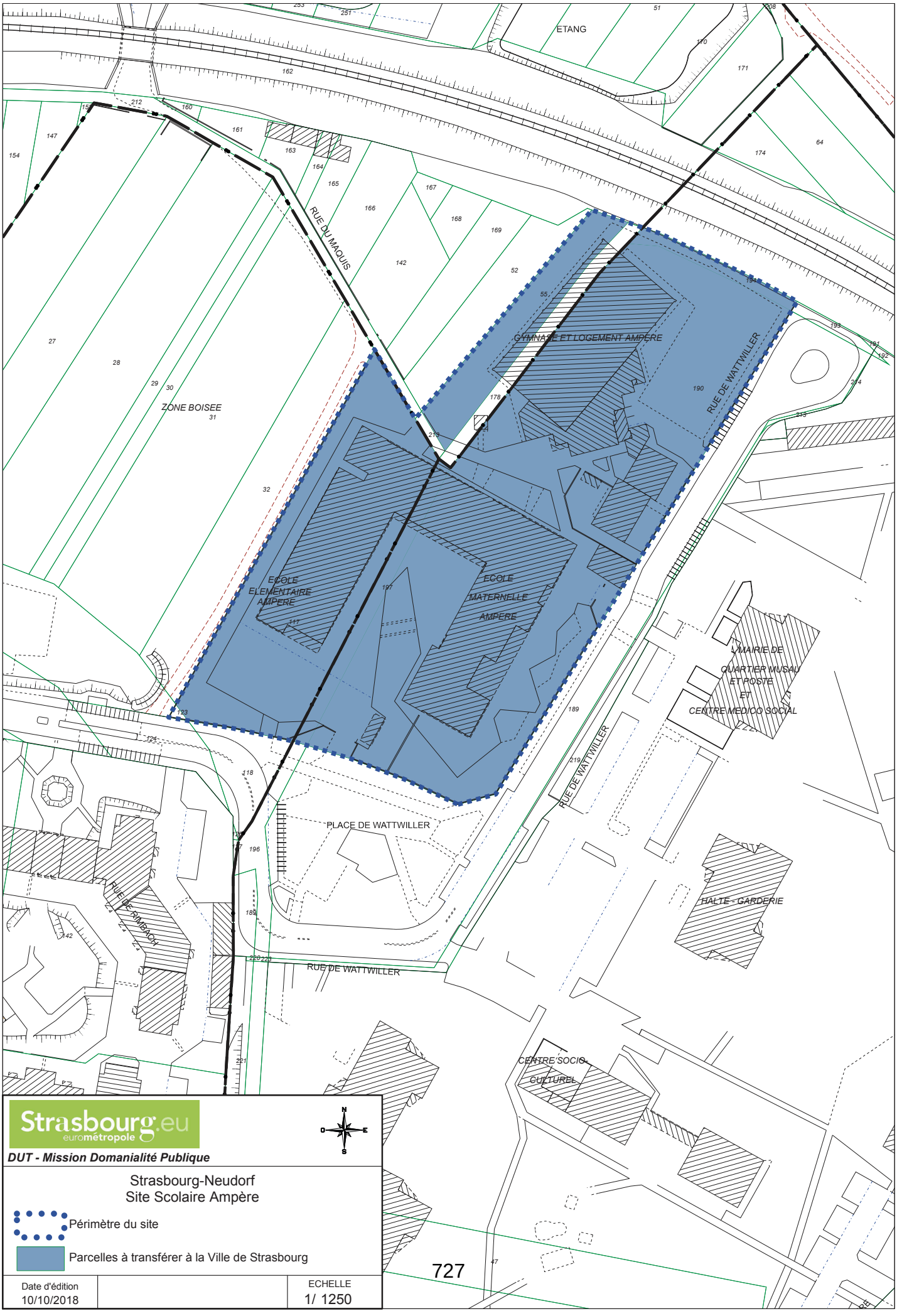
DUT - Mission Domanialité Publique

Strasbourg-Robertsau
Site Centre Sportif de la Robertsau

Périmètre du site

Parcelles à transférer à la Ville de Strasbourg

Date d'édition		ECHELLE
10/10/2018		1/ 1500



Strasbourg.eu
eurométropole

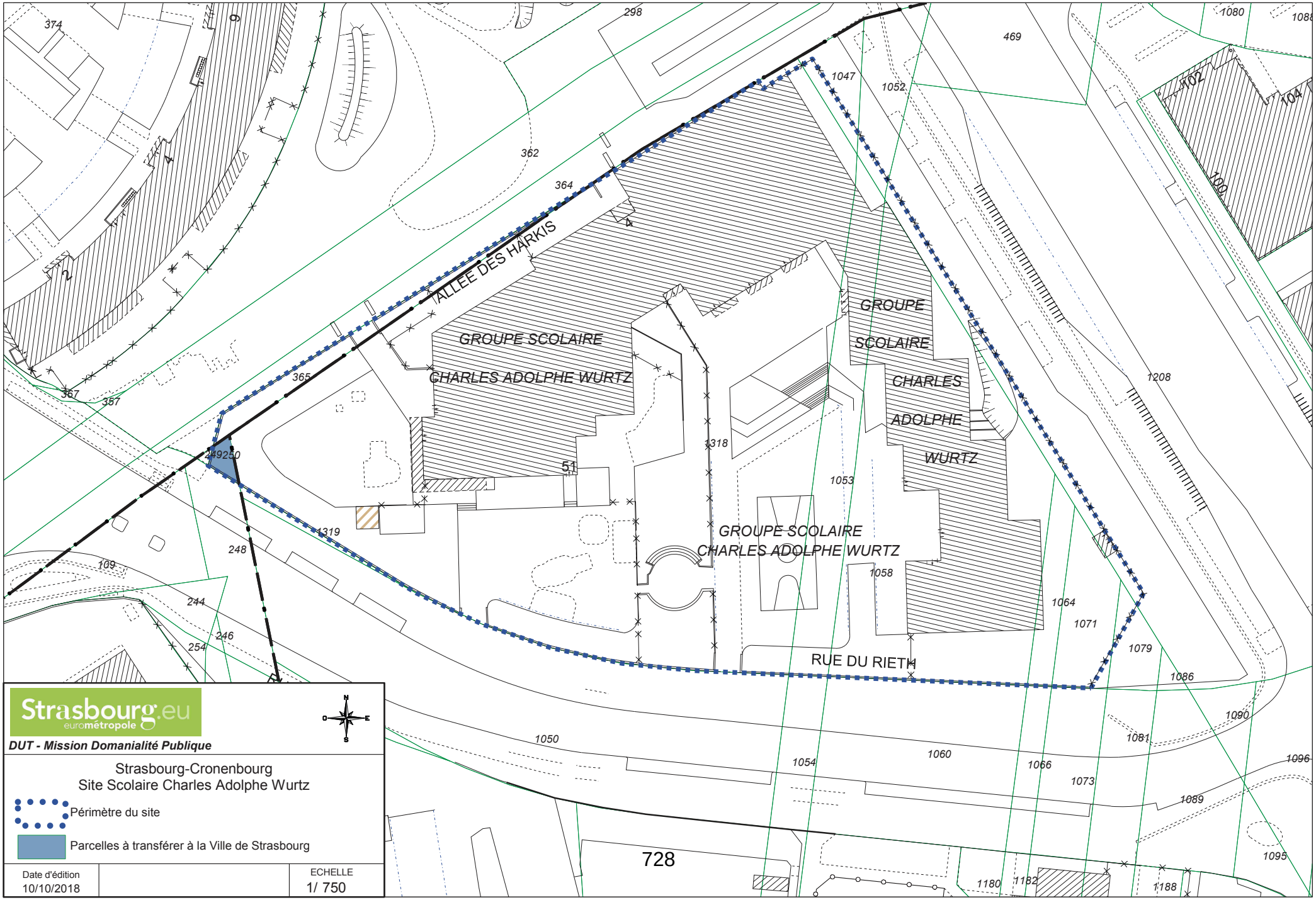
DUT - Mission Domanialité Publique

Strasbourg-Neudorf
Site Scolaire Ampère

Périmètre du site

Parcelles à transférer à la Ville de Strasbourg

Date d'édition		ECHELLE
10/10/2018		1/ 1250



Strasbourg.eu
eurométropole

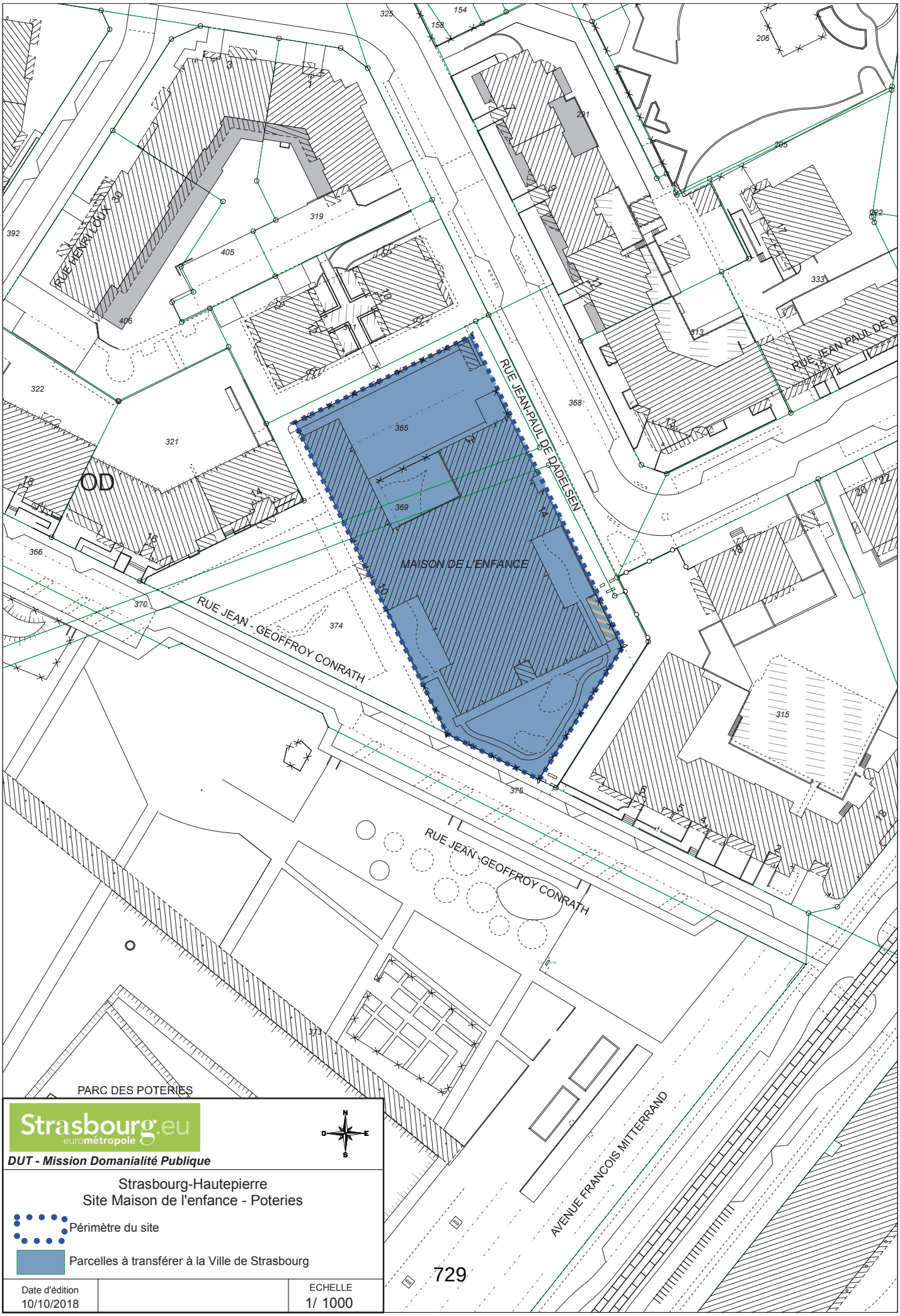
DUT - Mission Domanialité Publique

Strasbourg-Cronenbourg
Site Scolaire Charles Adolphe Wurtz

Périmètre du site

Parcelles à transférer à la Ville de Strasbourg

Date d'édition		ECHELLE
10/10/2018		1/ 750



Strasbourg.eu
eurométropole

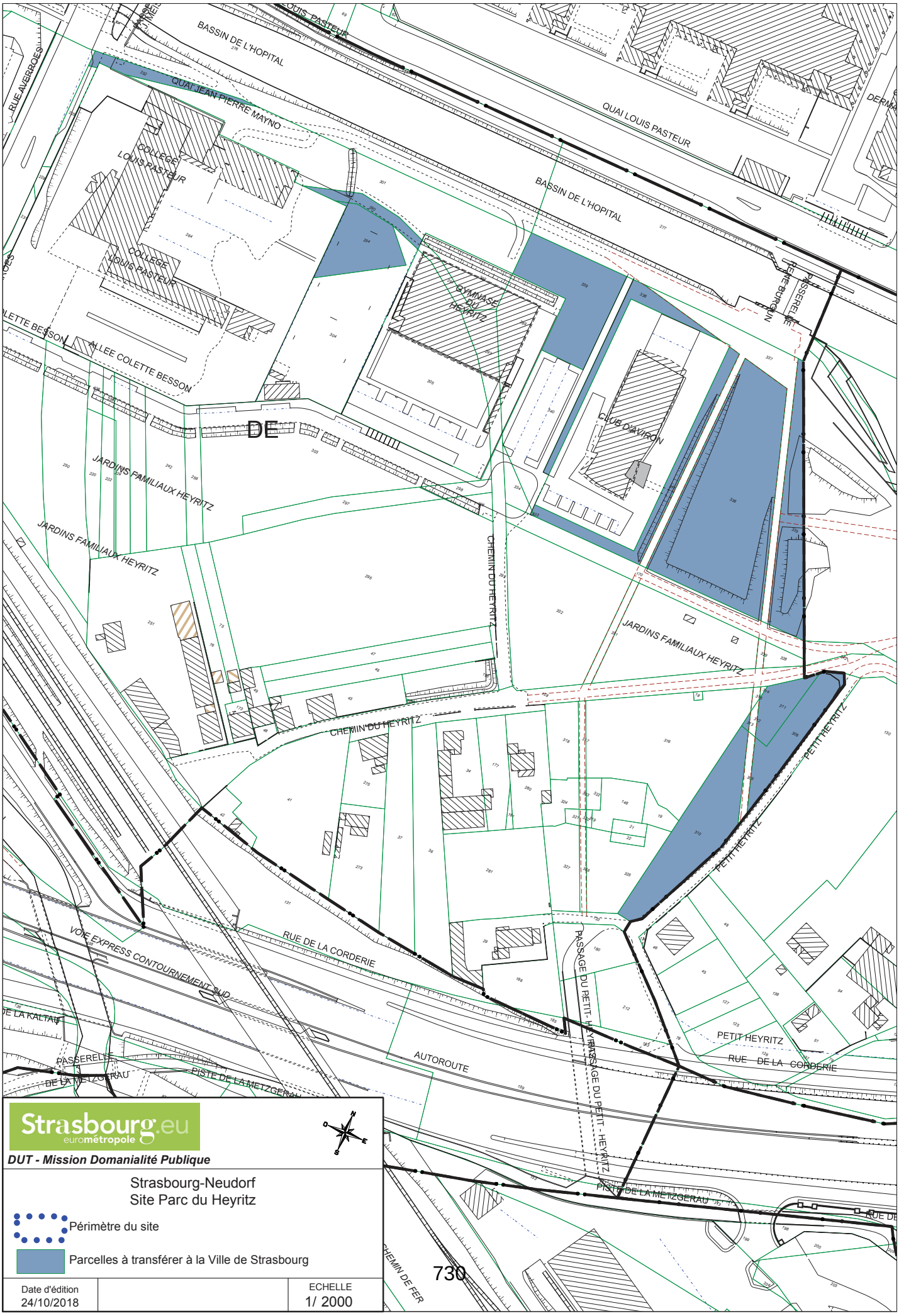
DUT - Mission Domanialité Publique

Strasbourg-Hautepierre
Site Maison de l'enfance - Poteries

Périmètre du site

Parcelles à transférer à la Ville de Strasbourg

Date d'édition		ECHELLE
10/10/2018		1/ 1000



Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

Strasbourg-Neudorf
Site Parc du Heyritz

Périmètre du site

Parcelles à transférer à la Ville de Strasbourg

Date d'édition		ECHELLE
24/10/2018		1/ 2000

25

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Régularisations foncières - Cession à l'Eurométropole de parcelles de voirie restées inscrites au Livre Foncier comme étant propriété de la ville de Strasbourg.

La Communauté urbaine de Strasbourg (CUS) a été mise en place le 1er janvier 1968 avec comme missions les douze compétences attribuées aux communautés urbaines par la loi n° 66-1069 du 31 décembre 1966, et notamment la compétence en matière de voirie.

Depuis la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et le décret n°2014-1603 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Eurométropole de Strasbourg », la CUS a été transformée en Eurométropole de Strasbourg à compter du 1er janvier 2015.

Les compétences acquises par la CUS antérieurement à sa transformation, dont la compétence en matière de voirie, ont été transférées de plein droit à l'Eurométropole (articles L.5217-1 et L.5217-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT)), ce transfert emportant également le transfert de propriété des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées (articles L.5217-4 et L.5217-5 du CGCT).

En outre, la loi MAPTAM a élargi la notion de voirie de compétence métropolitaine aux voies réservées aux modes de circulation douce (piétons/cycles).

Elle prévoit en effet que la métropole est compétente en lieu et place des communes membres pour la création, l'aménagement et l'entretien de la voirie, mais également « *des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires* » (I. 2° b) et c) article L.5217-2 du CGCT).

Dans le cadre de l'exercice de cette compétence et en application de l'article L.5215-28 du CGCT, le transfert définitif de propriété des parcelles aménagées en voirie a été acté par des délibérations concordantes du Conseil de la CUS et des Conseils municipaux des communes membres.

Une délibération globale du Conseil de la Communauté urbaine du 28 février 1975 prévoyait :
« *(...) le transfert à la Communauté Urbaine de Strasbourg des immeubles faisant partie du Domaine Public (...):*

a) voies et réseaux publics (...) ».

Parallèlement, la délibération du Conseil Municipal de Strasbourg du 16 décembre 1974 approuvait le transfert à la CUS des biens relevant du domaine public de la ville de Strasbourg et nécessaires à l'exercice des compétences de la CUS, à savoir notamment :
« *(...)*
- *l'ensemble des voies et réseaux publics inscrits au cadastre comme domaine public de la commune, pour ses chemins et places publics ;*
- *l'ensemble des chemins ruraux classés dans la voirie communale conformément aux dispositions de l'ordonnance n°59-115 du 7 janvier 1959 (...)* ».

Sur la base de ces délibérations, une convention a été conclue le 23 octobre 1975 entre la CUS et la ville de Strasbourg. Elle précise sous l'article 1er :
« *(...) la commune (....) transfère à la Communauté Urbaine de Strasbourg (...)* :
a) l'ensemble des biens constituant le domaine public de la commune (...) en matière de voirie et places publiques (...) ».

Faute d'avoir été passées en forme authentique et en l'absence d'états parcellaires annexés, aucune mutation de propriété n'a été effectuée au Livre Foncier sur la base de ces conventions. En conséquence, depuis sa création la CUS, devenue Eurométropole de Strasbourg, gère des voies dont l'assiette est restée propriété la ville de Strasbourg tant dans la documentation cadastrale qu'au Livre Foncier.

Depuis la loi MAPTAM, il en va de même pour les voies réservées aux modes de circulation douce (piétons/cycles) désormais gérées par l'Eurométropole.

Cette situation peu lisible est de nature à complexifier et fragiliser juridiquement certaines procédures et à en rallonger les délais.

L'examen de la situation foncière du réseau viaire et les traitements cadastraux appliqués aux parcelles communales (délimitations, arpentages, recadastrage et réinscription des parcelles au Livre Foncier), nécessaires à l'établissement des projets d'actes de transferts de propriété, ont avancé pour la ville de Strasbourg. En conséquence, il est proposé de régulariser la situation de voies situées dans les secteurs Neudorf et Heyritz de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de Communauté en date du 28 février 1975
vu l'ordonnance n°59-115 en date du 7 janvier 1959
vu les articles L5215-28, L.5217-1, L.5217-2, L.5217-4 et
L.5217-5 du Code général des collectivités territoriales
vu la délibération du Conseil Municipal de Strasbourg en date du 16 décembre 1974
vu la convention conclue entre la Communauté urbaine de
Strasbourg et la ville de Strasbourg en date du 23 octobre 1975
vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de
l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles

vu le décret n°2014-1603 du 23 décembre 2014 portant création
de la métropole dénommée « Eurométropole de Strasbourg »
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le transfert de propriété de la Ville à l'Eurométropole de Strasbourg, sans paiement de prix et en application des dispositions de l'article L.3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, en vue de leur classement dans le domaine public de voirie de l'Eurométropole, des parcelles aménagées en voirie listées en annexe 1 ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les actes relatifs à ces transferts de propriété ainsi que tout acte ou document concourant la bonne exécution de la présente délibération.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

ANNEXE N°1

à la délibération du Conseil Municipal de Strasbourg en date du 17 décembre 2018

Parcelles restées inscrites au Livre Foncier au nom de la commune de Strasbourg et transférées en propriété à l'Eurométropole de Strasbourg.

Ban communal de Strasbourg

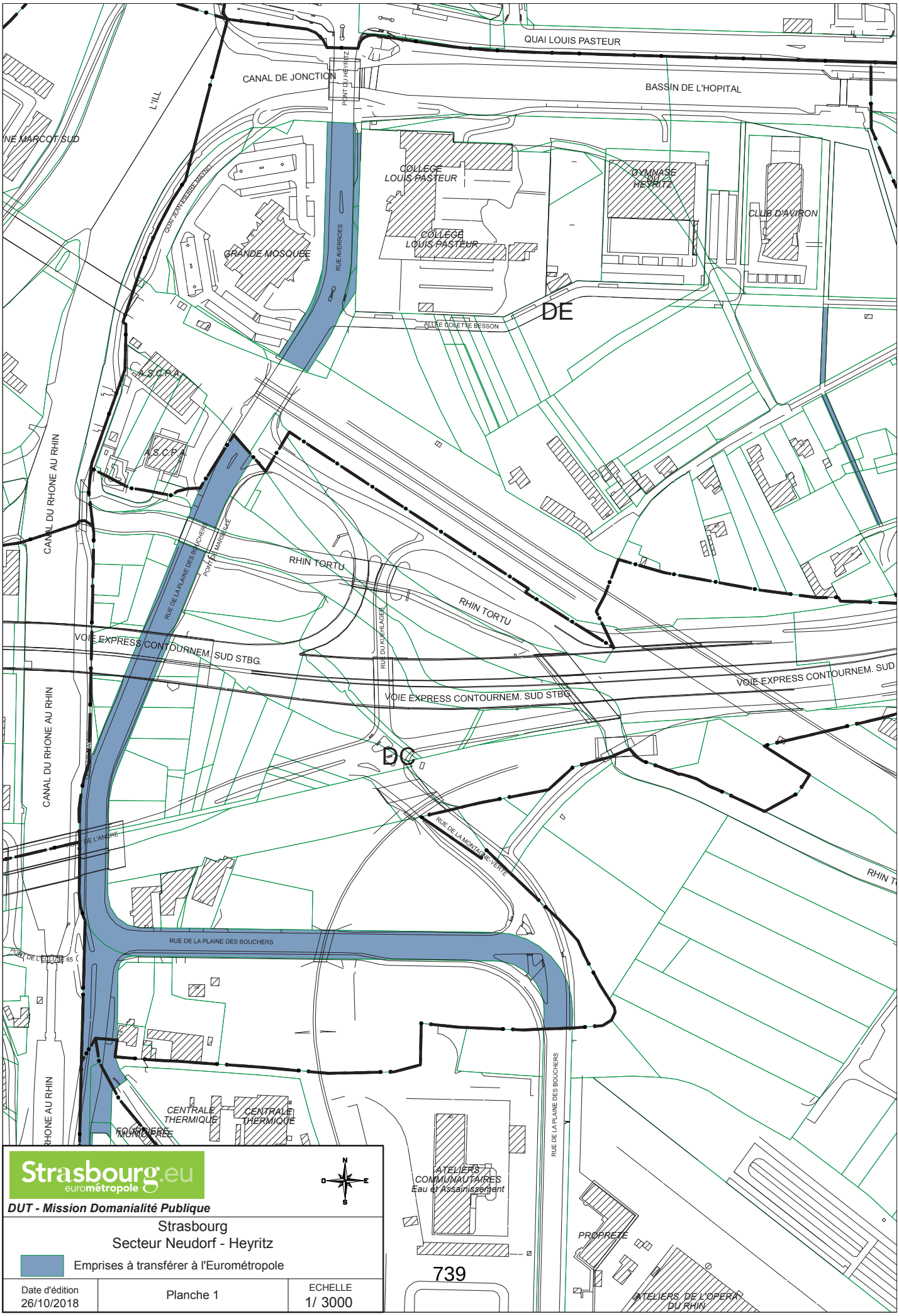
Section	DC	N°	96/65	RUE DE LA PLAINE DES BOUCHERS	avec	10,06	ares
Section	DC	N°	97/93	RUE DE LA PLAINE DES BOUCHERS	avec	103,71	ares
Section	DC	N°	113/56	RUE DU DOUBS	avec	14,52	ares
Section	DE	N°	169/24	RUE AVERROES	avec	28,67	ares
Section	DE	N°	225/13	RUE DE LA PLAINE DES BOUCHERS	avec	1,63	ares
Section	DE	N°	228/124	CHEMIN DU HEYRITZ	avec	0,40	ares
Section	DE	N°	229/124	CHEMIN DU HEYRITZ	avec	0,98	ares
Section	DE	N°	231/92	VORDERHEYRITZ	avec	0,94	ares
Section	DE	N°	283/98	RUE DE LA PLAINE DES BOUCHERS	avec	1,30	ares
Section	DE	N°	315/17	CHEMIN DU HEYRITZ	avec	0,24	ares
Section	DE	N°	317/17	CHEMIN DU HEYRITZ	avec	0,99	ares
Section	DE	N°	320/24	VORDERHEYRITZ	avec	0,21	ares
Section	DE	N°	323/25	CHEMIN DU HEYRITZ	avec	0,40	ares
Section	DE	N°	326/26	CHEMIN DU HEYRITZ	avec	1,04	ares
Section	DE	N°	329/14	VORDERHEYRITZ	avec	0,38	ares
Section	DE	N°	331/14	VORDERHEYRITZ	avec	1,47	ares
Section	DH	N°	159/12	VORDERHEYRITZ	avec	6,31	ares
Section	DH	N°	166/9	ROUTE DE L'HOPITAL	avec	3,78	ares
Section	DH	N°	223/9	ROUTE DE L'HOPITAL	avec	30,89	ares
Section	DH	N°	242/71	PORT DE L'HOPITAL	avec	1,92	ares
Section	DW	N°	338/123	RUE D'ERSTEIN	avec	21,49	ares
Section	DW	N°	416/89	RUE DE MULHOUSE	avec	20,54	ares
Section	DW	N°	547/205	ROUTE DU POLYGONE	avec	32,03	ares
Section	DW	N°	548/205	ROUTE DU POLYGONE	avec	41,67	ares
Section	DX	N°	165	PLACE DU SCHLUTHFELD	avec	6,10	ares
Section	DX	N°	166	PLACE DU SCHLUTHFELD	avec	2,24	ares
Section	DX	N°	178	PLACE DU SCHLUTHFELD	avec	0,53	ares
Section	DX	N°	298	RUE ST-ERHARD	avec	11,21	ares
Section	DX	N°	299	AVENUE DE COLMAR	avec	8,88	ares
Section	DX	N°	419/268	RUE DE MULHOUSE	avec	12,19	ares
Section	DX	N°	420/246	RUE DE MULHOUSE	avec	23,74	ares
Section	DX	N°	425/221	RUE DU NEUFELD	avec	1,73	ares
Section	DX	N°	427/254	RUE DE SOULTZMATT	avec	1,16	ares
Section	DX	N°	455/214	RUE DE SOULTZMATT	avec	1,40	ares
Section	DX	N°	472/167	PLACE DU SCHLUTHFELD	avec	4,13	ares
Section	DX	N°	475/133	RUE DES BOULEAUX	avec	4,56	ares
Section	DX	N°	482/231	RUE DE SOULTZMATT	avec	3,01	ares
Section	DX	N°	494/193	RUE ST-ERHARD	avec	0,85	ares
Section	DX	N°	658/297	RUE DE LUNEVILLE	avec	1,77	ares
Section	DX	N°	661/79	RUE DE LUNEVILLE	avec	1,80	ares
Section	DX	N°	662/79	RUE DE LUNEVILLE	avec	0,20	ares
Section	DX	N°	744/296	ROUTE DE L'HOPITAL	avec	58,30	ares

Section	DX	N°	768/177	AVENUE DE COLMAR	avec	12,93	ares
Section	DX	N°	786/187	ALLEE DU SCHLUTHFELD	avec	1,27	ares
Section	DX	N°	790/109	RUE DU CLIMONT	avec	6,25	ares
Section	DY	N°	33	RUE DES AULNES	avec	11,80	ares
Section	DY	N°	188/125	RUE D'EPINAL	avec	14,71	ares
Section	DY	N°	260/131	RUE DE ST-DIE	avec	0,30	ares
Section	DY	N°	267/121	RUE DES FRENES	avec	1,88	ares
Section	DY	N°	289/55	RUE D'EPINAL	avec	3,17	ares
Section	DY	N°	290/34	RUE D'EPINAL	avec	1,41	ares
Section	DY	N°	306/73	RUE DU MAI	avec	0,46	ares
Section	DY	N°	322/80	RUE DU MAI	avec	0,73	ares
Section	DY	N°	328/103	RUE DU MAI	avec	0,46	ares
Section	DY	N°	330/130	RUE DE ST-DIE	avec	0,15	ares
Section	DY	N°	464/178	RUE DE BELFORT	avec	19,62	ares
Section	DY	N°	465/178	RUE DE BELFORT	avec	32,18	ares
Section	DZ	N°	83	RUE DU CHENE	avec	9,81	ares
Section	DZ	N°	84	RUE JEAN-GEORGES STUBER	avec	3,34	ares
Section	DZ	N°	163	RUE DE LA SCIERIE	avec	3,58	ares
Section	DZ	N°	326/164	RUE DE SAINT-DIE	avec	28,16	ares
Section	DZ	N°	344/127	RUE DES LYS	avec	1,73	ares
Section	DZ	N°	346/132	RUE DES LYS	avec	0,84	ares
Section	DZ	N°	348/132	RUE DES LYS	avec	0,89	ares
Section	DZ	N°	351/5	RUE DE BELFORT	avec	0,12	ares
Section	DZ	N°	353/81	RUE JEAN-GEORGES STUBER	avec	1,67	ares
Section	DZ	N°	361/27	RUE DES ALISIERS	avec	3,60	ares
Section	DZ	N°	364/29	RUE DES ALISIERS	avec	1,69	ares
Section	DZ	N°	386/71	RUE JEAN-GEORGES STUBER	avec	1,23	ares
Section	DZ	N°	398/58	RUE DE LA SCIERIE	avec	2,46	ares
Section	DZ	N°	401/163	RUE DE LA SCIERIE	avec	0,83	ares
Section	DZ	N°	415/132	RUE DES LYS	avec	0,57	ares
Section	DZ	N°	433/118	RUE DU CHARRON	avec	0,66	ares
Section	DZ	N°	447/7	RUE DE BELFORT	avec	0,10	ares
Section	DZ	N°	471/127	RUE DES LYS	avec	0,48	ares
Section	DZ	N°	473/2	RUE DE SAINT-DIE	avec	1,27	ares
Section	DZ	N°	474/2	RUE DE SAINT-DIE	avec	1,11	ares
Section	DZ	N°	501/24	RUE DE BELFORT	avec	2,77	ares
Section	EA	N°	113	RUE DU BAN DE SAPT	avec	10,85	ares
Section	EA	N°	161/114	RUE DE ST-DIE	avec	14,36	ares
Section	EA	N°	180/35	RUE DE LA STATION	avec	1,81	ares
Section	EA	N°	241/90	RUE DE LA STATION	avec	0,20	ares
Section	EA	N°	242/90	RUE DE LA STATION	avec	0,16	ares
Section	EB	N°	175	RUE DU CHEMIN BLEU	avec	8,35	ares
Section	EB	N°	177	RUE DU NEUFELD	avec	21,21	ares
Section	EB	N°	178	AVENUE DE COLMAR	avec	7,59	ares
Section	EB	N°	223/173	AVENUE DE COLMAR	avec	12,30	ares
Section	EB	N°	338/75	RUE MARCEL WEINUM	avec	17,94	ares
Section	EB	N°	343/101	RUE DU SUNDGAU	avec	20,70	ares
Section	EB	N°	354/140	RUE DE DORNACH	avec	7,23	ares
Section	EB	N°	362/32	RUE DE CHATENOIS	avec	21,27	ares
Section	EB	N°	366/1	RUE DE CHATENOIS	avec	0,50	ares
Section	EB	N°	379/74	RUE DE FERRETTE	avec	6,73	ares
Section	EB	N°	382/74	RUE DE DANNEMARIE	avec	6,64	ares

Section	EB	N°	393/74	RUE DU NEUFELD	avec	1,02	ares
Section	EB	N°	460/51	RUE DU NEUFELD	avec	0,07	ares
Section	EB	N°	461/132	RUE DE LUTTERBACH	avec	3,62	ares
Section	EB	N°	552/58	RUE DU NEUFELD	avec	0,04	ares
Section	EC	N°	457/98	ROUTE DU POLYGONE	avec	2,25	ares
Section	EC	N°	575/149	ROUTE DU POLYGONE	avec	44,65	ares
Section	EC	N°	576/149	ROUTE DU POLYGONE	avec	24,12	ares
Section	EK	N°	149	ROUTE DU POLYGONE	avec	46,79	ares
Section	EK	N°	151	RUE DU LAZARET	avec	27,91	ares
Section	EK	N°	157	ROUTE DU POLYGONE	avec	2,57	ares
Section	EK	N°	159	RUE DU TABAC	avec	7,19	ares
Section	EK	N°	251/148	RUE DU TABAC	avec	0,57	ares
Section	EK	N°	254/148	AVENUE LEON DACHEUX	avec	14,96	ares
Section	EK	N°	322/148	RUE DU TABAC	avec	0,81	ares
Section	EK	N°	345/90	RUE EUGENIE	avec	18,85	ares
Section	EK	N°	384/1	ROUTE DU POLYGONE	avec	1,92	ares
Section	EK	N°	389/89	RUE ST-MATERNE	avec	2,44	ares
Section	EK	N°	390/115	ROUTE DU POLYGONE	avec	5,92	ares
Section	EK	N°	397/132	RUE DU TABAC	avec	0,38	ares
Section	EK	N°	438/102	RUE ST-MATERNE	avec	1,06	ares
Section	EK	N°	439/102	RUE ST-MATERNE	avec	0,89	ares
Section	EL	N°	75	AVENUE DE COLMAR	avec	4,14	ares
Section	EL	N°	77	RUE ST-ERHARD	avec	9,90	ares
Section	EL	N°	78	RUE JULES RATHGEBER	avec	31,13	ares
Section	EL	N°	80	AVENUE DE COLMAR	avec	0,96	ares
Section	EL	N°	175/39	AVENUE LEON DACHEUX	avec	21,15	ares
Section	EL	N°	219/14	RUE JOSEPH GUERBER	avec	39,99	ares
Section	EL	N°	226/33	RUE STE-ANNE	avec	4,02	ares
Section	EL	N°	256/14	AVENUE LEON DACHEUX	avec	17,27	ares
Section	EL	N°	297/40	RUE DES COTTAGES	avec	14,35	ares
Section	EL	N°	313/33	RUE STE-ANNE	avec	7,66	ares
Section	EL	N°	317/73	RUE JULES RATHGEBER	avec	22,09	ares
Section	EL	N°	318/34	AVENUE DE COLMAR	avec	3,14	ares
Section	EL	N°	339/73	RUE DE LUTTERBACH	avec	3,21	ares
Section	EL	N°	342/73	RUE DE LUTTERBACH	avec	0,34	ares
Section	EL	N°	345/43	RUE ST-ERHARD	avec	4,29	ares
Section	EL	N°	369/76	RUE DU LAZARET	avec	27,32	ares
Section	EL	N°	370/76	RUE DU LAZARET	avec	32,03	ares
Section	EM	N°	46/12	RUE STE-THERESE	avec	7,21	ares
Section	EM	N°	144/11	RUE STE-CECILE	avec	23,64	ares
Section	EM	N°	164/14	RUE STE-CECILE	avec	0,19	ares
Section	EM	N°	179/14	RUE DE LA CHARITE	avec	5,99	ares
Section	EM	N°	185/4	ROEDERSFELD	avec	4,31	ares
Section	EM	N°	187/4	ROEDERSFELD	avec	2,74	ares
Section	EN	N°	30	RUE STE-CECILE	avec	20,87	ares
Section	EN	N°	52	RUE DE L'EXTENWOERTH	avec	4,63	ares
Section	EN	N°	100/15	RUE DU LAZARET	avec	1,20	ares
Section	EN	N°	104/3	RUE DU LAZARET	avec	4,33	ares
Section	EN	N°	111/50	AVENUE DE COLMAR	avec	0,90	ares
Section	EN	N°	112/52	AVENUE DE COLMAR	avec	0,86	ares
Section	EN	N°	117/7	RUE DU LAZARET	avec	4,38	ares
Section	EN	N°	118/23	RUE DU LAZARET	avec	0,71	ares

Section	EN	N°	119/15	RUE DU LAZARET	avec	0,37	ares
Section	EN	N°	120/15	RUE DU LAZARET	avec	0,83	ares
Section	EN	N°	121/21	RUE DU LAZARET	avec	1,78	ares
Section	EN	N°	128/3	AVENUE DE COLMAR	avec	0,23	ares
Section	EN	N°	140/3	AVENUE DE COLMAR	avec	8,70	ares
Section	EN	N°	194/58	RUE DU LAZARET	avec	0,35	ares
Section	EN	N°	203/43	RUE DE L'EXTENWOERTH	avec	4,63	ares
Section	EN	N°	207/43	RUE DE L'EXTENWOERTH	avec	5,55	ares
Section	EO	N°	52	RUE DU SCHACHENFELD	avec	2,27	ares
Section	EO	N°	102/52	RUE DU SCHACHENFELD	avec	0,01	ares
Section	EO	N°	103/52	RUE DU SCHACHENFELD	avec	0,14	ares
Section	EO	N°	119/21	ROUTE DE LA FEDERATION	avec	2,58	ares
Section	EO	N°	120/50	ROUTE DE LA FEDERATION	avec	2,96	ares
Section	EO	N°	122/50	ROUTE DE LA FEDERATION	avec	28,37	ares
Section	EP	N°	236/119	RUE DU DOUBS	avec	3,28	ares
Section	ER	N°	101/74	RUE DU DOUBS	avec	4,33	ares
Section	ER	N°	192/62	RUE DU DOUBS	avec	0,27	ares
Section	ER	N°	213/62	RUE DU DOUBS	avec	0,96	ares
Section	ER	N°	354/62	RUE DU DOUBS	avec	4,49	ares
Section	HA	N°	745/10	MEINAU ODER ENTENFANG	avec	9,95	ares
Section	HB	N°	57/23	AVENUE DE COLMAR	avec	79,27	ares
Section	HB	N°	115/47	AVENUE DE COLMAR	avec	16,59	ares
Section	HB	N°	126/47	RUE STAEDEL	avec	20,03	ares
Section	HB	N°	128/47	RUE DE LA FLACHENBOURG	avec	11,77	ares
Section	HB	N°	131/47	RUE STAEDEL	avec	10,10	ares
Section	HB	N°	264/47	RUE STAEDEL	avec	4,38	ares
Section	HB	N°	320/47	RUE STAEDEL	avec	1,62	ares
Section	HB	N°	392/40	AVENUE DE COLMAR	avec	0,38	ares
Section	HB	N°	393/41	METZGERAU	avec	6,62	ares
Section	HB	N°	397/41	METZGERAU	avec	12,91	ares
Section	HB	N°	468/51	RUE DE L'EXTENWOERTH	avec	21,99	ares
Section	HB	N°	470/51	RUE DE L'EXTENWOERTH	avec	1,17	ares
Section	HB	N°	472/47	RUE DE L'EXTENWOERTH	avec	28,44	ares
Section	HB	N°	475/47	RUE FLACH	avec	10,00	ares
Section	HB	N°	476/51	RUE DE L'EXTENWOERTH	avec	0,14	ares
Section	HB	N°	478/51	RUE DE L'EXTENWOERTH	avec	0,07	ares
Section	HB	N°	483/38	ROUTE DE LA FEDERATION	avec	1,04	ares
Section	HD	N°	83/10	EXTENWURTHSFELD	avec	18,03	ares
Section	HD	N°	87/10	EXTENWURTHSFELD	avec	17,70	ares
Section	HD	N°	88/10	EXTENWURTHSFELD	avec	10,69	ares
Section	HD	N°	92/10	EXTENWURTHSFELD	avec	28,43	ares
Section	HD	N°	95/25	EXTENWURTHSFELD	avec	15,04	ares
Section	HD	N°	97/25	EXTENWURTHSFELD	avec	14,70	ares
Section	HD	N°	101/21	EXTENWOERTH	avec	2,05	ares
Section	HE	N°	98/53	RUE ST-MATERNE	avec	29,24	ares
Section	HE	N°	99/53	AVENUE DU NEUHOF	avec	17,75	ares
Section	HE	N°	151/32	RUE DES PERDREAUX	avec	10,14	ares
Section	HE	N°	152/32	RUE DES MOUETTES	avec	37,21	ares
Section	HE	N°	173/3	RUE DE LA BUSE	avec	7,62	ares
Section	HE	N°	225/4	RUE DU HERON	avec	24,40	ares
Section	HE	N°	250/25	KIBITZENAU	avec	90,27	ares
Section	HE	N°	266/25	KIBITZENAU	avec	75,37	ares

Section	HE	N°	274/25	KIBITZENAU	avec	8,36	ares
Section	HI	N°	110	ROUTE DU POLYGONE	avec	16,70	ares
Section	HI	N°	174	ROUTE DU POLYGONE	avec	0,93	ares
Section	HI	N°	228	ROUTE DU POLYGONE	avec	59,77	ares
Section	HI	N°	234	RUE DE LA GRAVIERE	avec	49,65	ares
Section	HI	N°	341/181	ROUTE DU POLYGONE	avec	0,52	ares
Section	HI	N°	361/181	RUE DE LA COURONNE	avec	0,12	ares
Section	HI	N°	363/182	RUE DE LA COURONNE	avec	0,13	ares
Section	HI	N°	364/184	RUE DE LA COURONNE	avec	0,82	ares
Section	HI	N°	365/185	RUE DE LA COURONNE	avec	0,56	ares
Section	HI	N°	366/186	RUE DE LA COURONNE	avec	1,15	ares
Section	HI	N°	374/217	RUE DE LA COURONNE	avec	0,41	ares
Section	HI	N°	383/2	RUE JEAN DOLFUSS	avec	9,88	ares
Section	HI	N°	387/174	RUE DE L'EPERVIER	avec	7,69	ares
Section	HI	N°	412/178	ROUTE DU POLYGONE	avec	1,22	ares
Section	HI	N°	415/181	RUE DE LA COURONNE	avec	1,03	ares
Section	HI	N°	416/181	ROUTE DU POLYGONE	avec	0,61	ares
Section	HI	N°	422/203	ROUTE DU POLYGONE	avec	0,72	ares
Section	HI	N°	425/201	ROUTE DU POLYGONE	avec	1,22	ares
Section	HI	N°	426/201	RUE DE LA COURONNE	avec	1,39	ares
Section	HI	N°	438/111	ROUTE DU POLYGONE	avec	0,65	ares
Section	HI	N°	445/13	RUE DE LA GRAVIERE	avec	2,86	ares



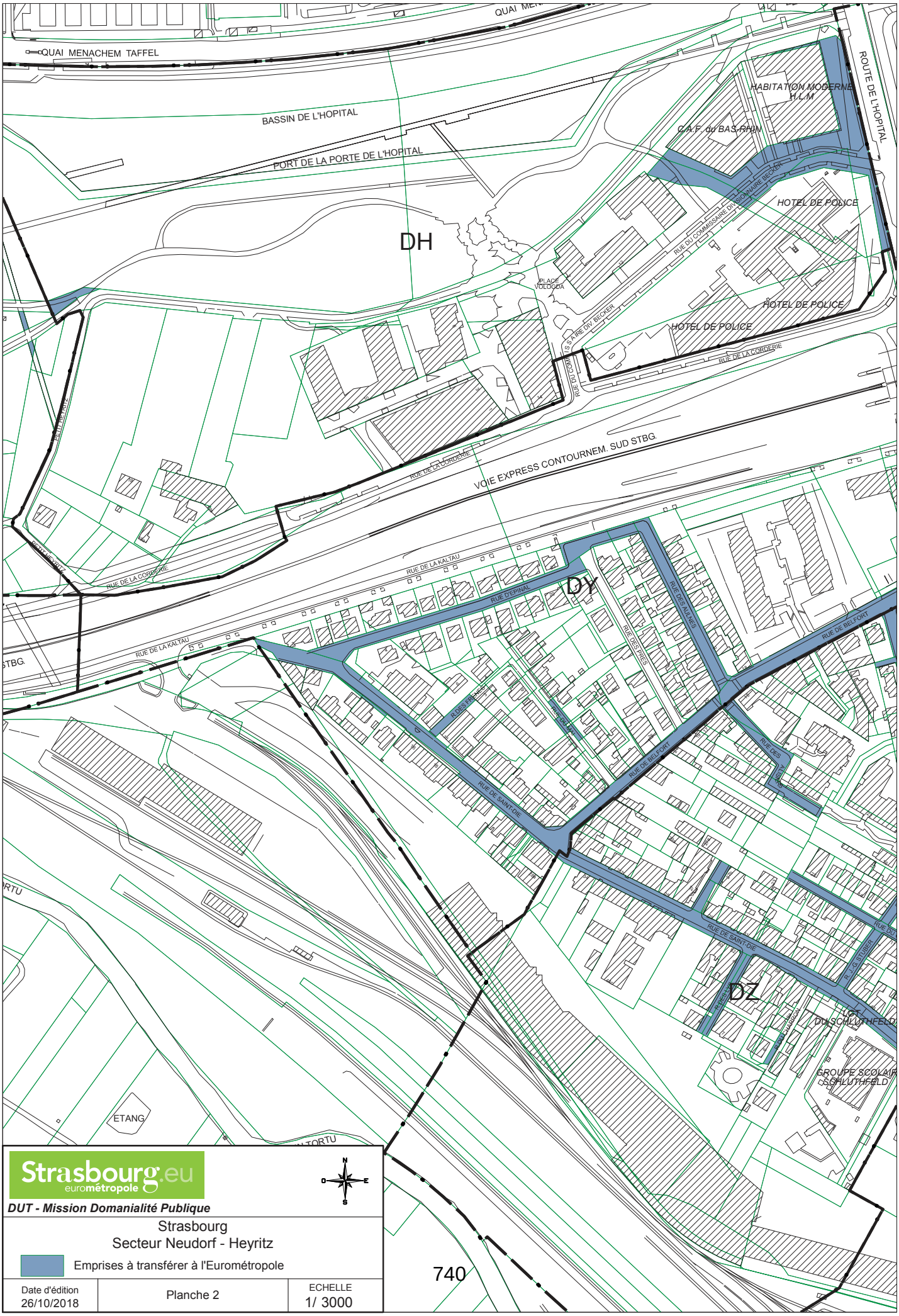
Strasbourg.eu
eurométropole

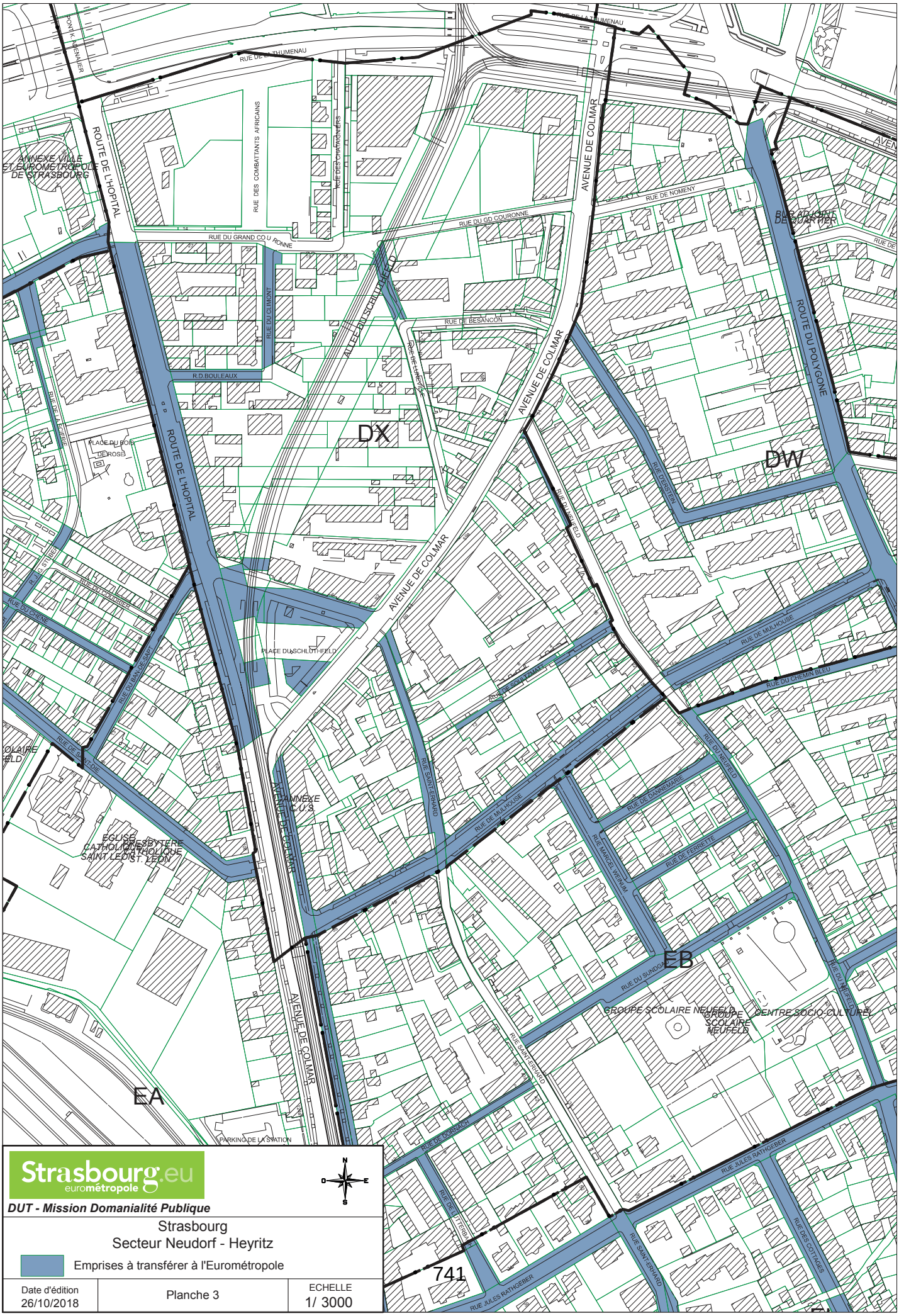
DUT - Mission Domanialité Publique

Strasbourg
Secteur Neudorf - Heyritz

Emprises à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition	Planche 1	ECHELLE
26/10/2018		1/ 3000


QUAI MENACHEM TAFFEL
BASSIN DE L'HOPITAL
PORT DE LA PORTE DE L'HOPITAL
ROUTE DE L'HOPITAL
HABITATION MODERNE H.L.M
C.A.F. du BAS-RHIN
HOTEL DE POLICE
RUE DU COMMISSAIRE DIV SONNURE BECKER
PLACE VOLOGDA
RUE DE LA CORDERIE
VOIE EXPRESS CONTOURNEM. SUD STBG.
RUE DE LA KALTAU
RUE D'EPINAL
RUE DES ALPES
RUE DES PRES
RUE DE BELFORT
RUE DES VOSGES
RUE DE SAINT-DIE
RUE DES ARDENNES
RUE DU GOUVERNEUR GENERAL
RUE DU COMMANDANT SCHLUTHFELD
GROUPE SCOLAIRE SCHLUTHFELD
DH
DY
DZ
ETANG
Strasbourg.eu
eurométropole
DUT - Mission Domanialité Publique
Strasbourg
Secteur Neudorf - Heyritz
Emprises à transférer à l'Eurométropole
Date d'édition
26/10/2018
Planche 2
ECHELLE
1/ 3000
740



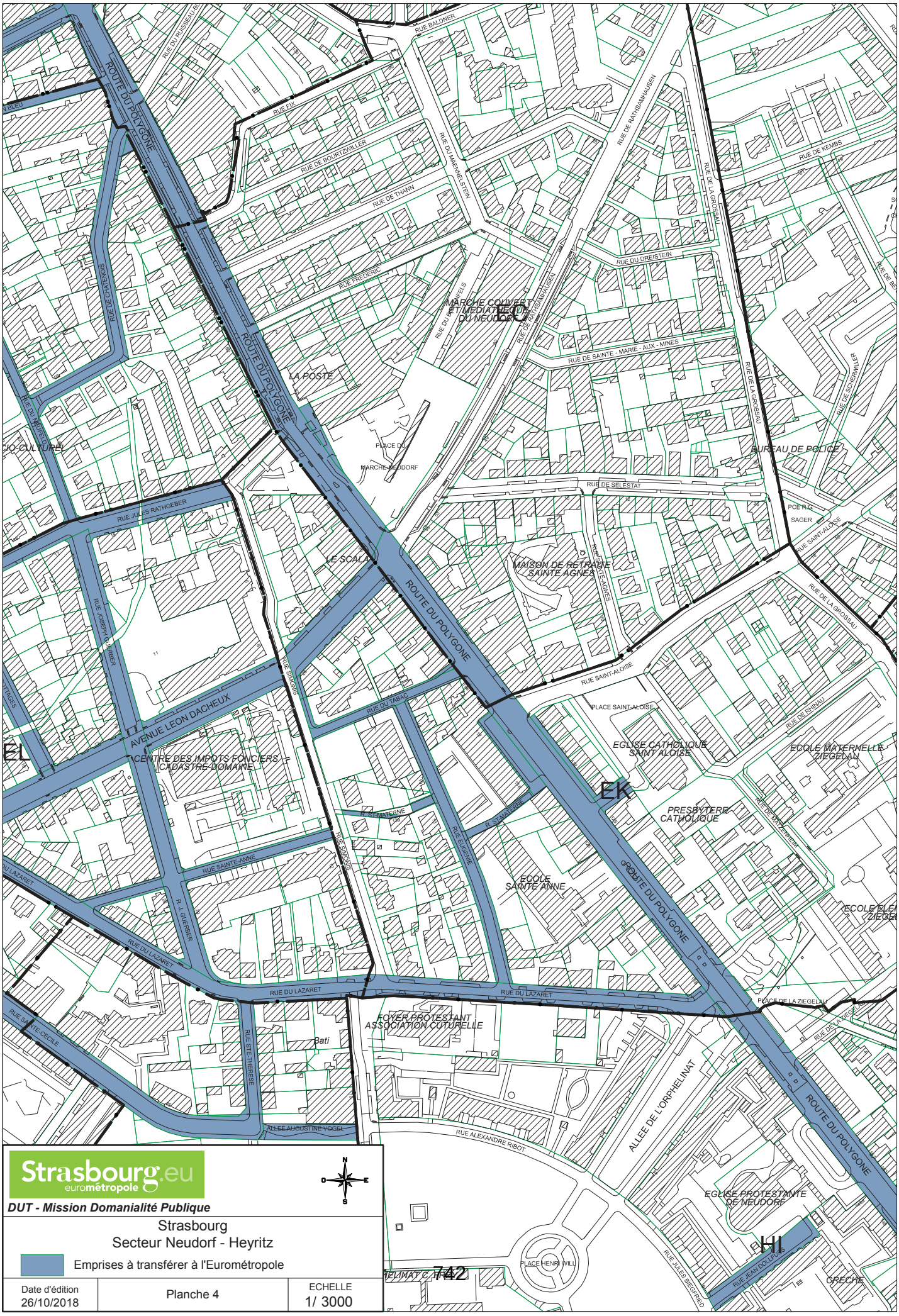
Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

Strasbourg
Secteur Neudorf - Heyritz

Emprises à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition	Planche 3	ECHELLE
26/10/2018		1/ 3000



Strasbourg.eu
eurométropole

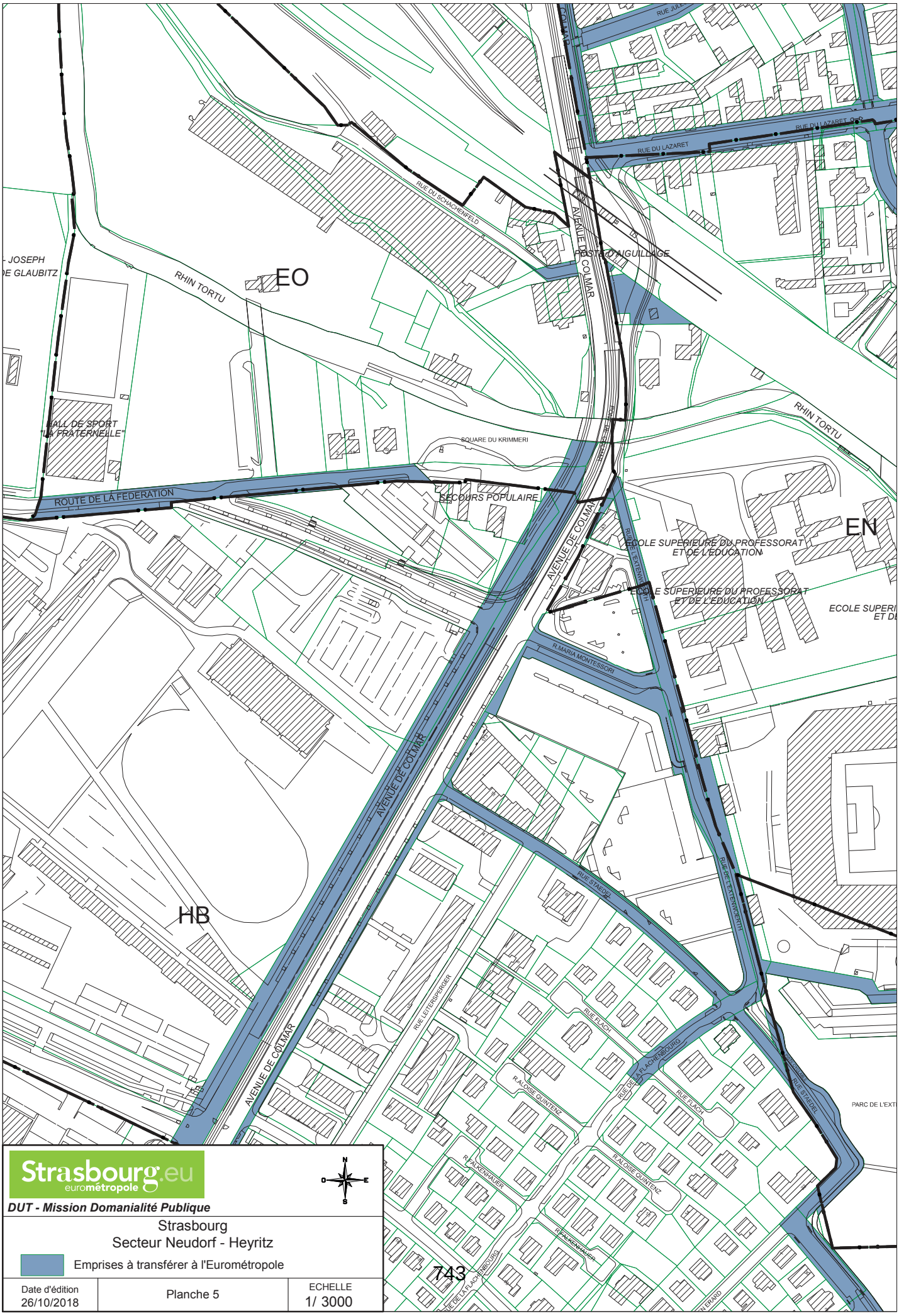
N
O
E
S

DUT - Mission Domanialité Publique

Strasbourg
Secteur Neudorf - Heyritz

Emprises à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition	Planche 4	ECHELLE
26/10/2018		1/ 3000



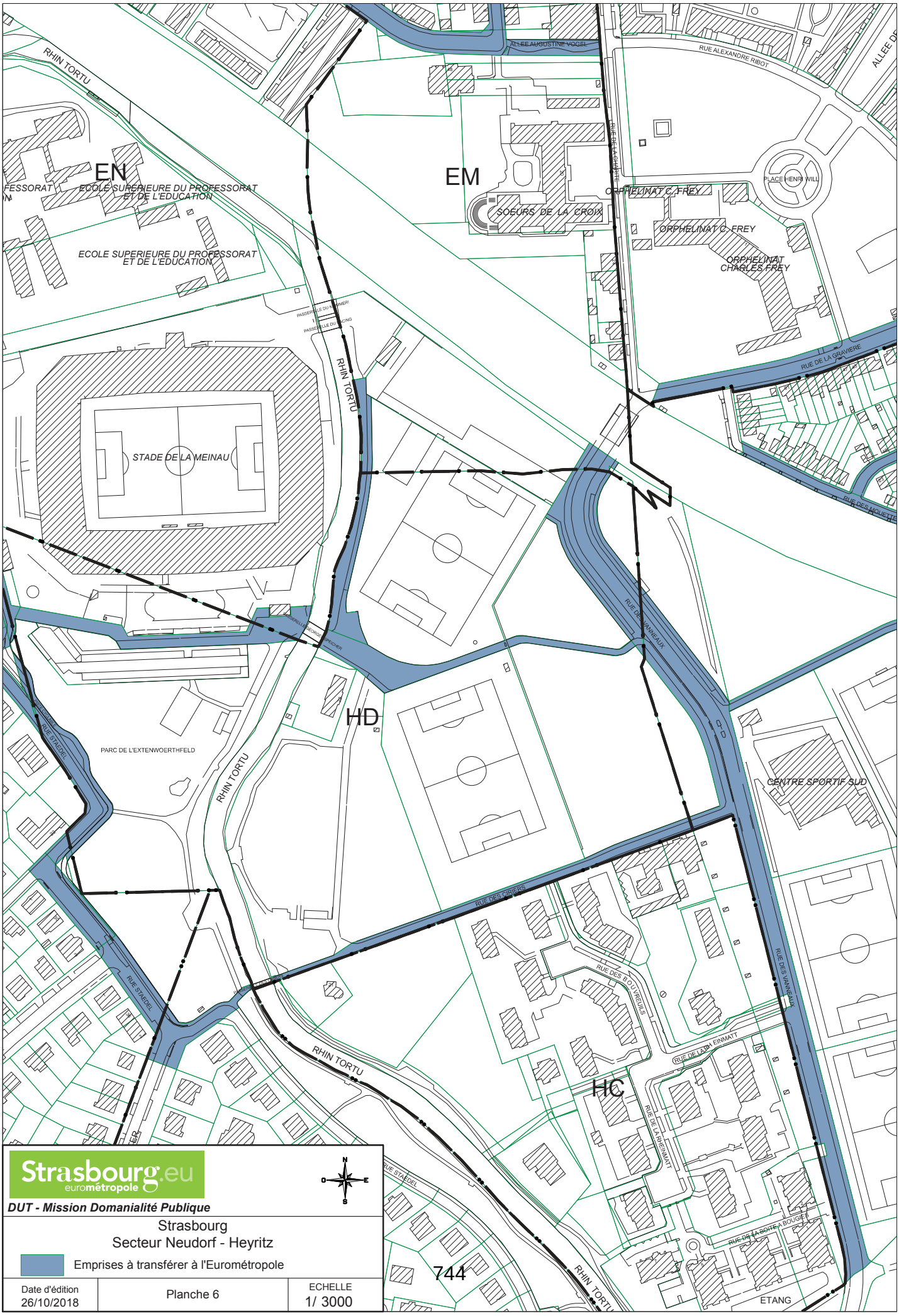
Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

Strasbourg
Secteur Neudorf - Heyritz

Emprises à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition	Planche 5	ECHELLE
26/10/2018		1/ 3000



Strasbourg.eu
eurométropole

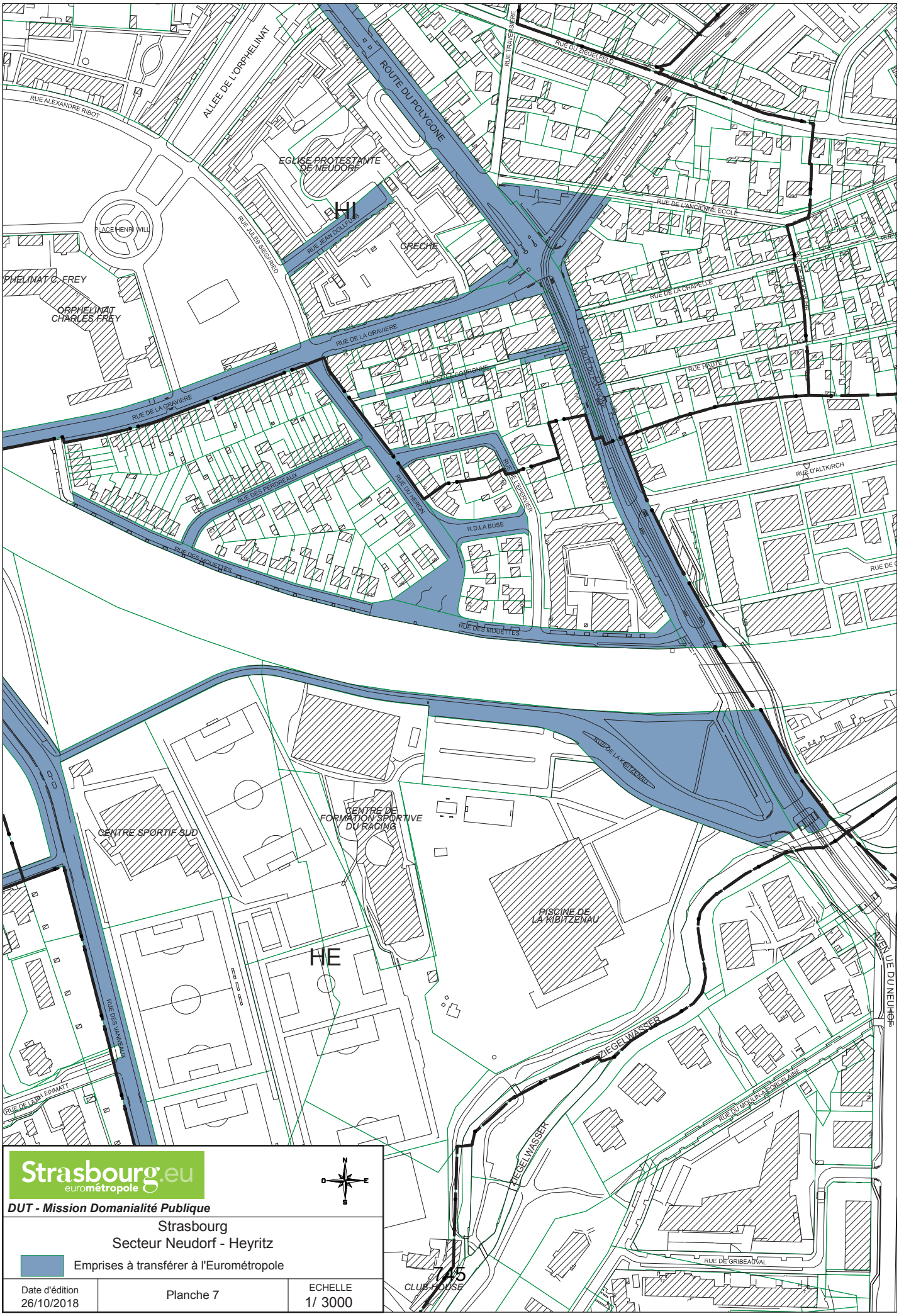
N
O
E
S

DUT - Mission Domanialité Publique

Strasbourg
Secteur Neudorf - Heyritz

Emprises à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition	Planche 6	ECHELLE
26/10/2018		1/ 3000



Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

Strasbourg
Secteur Neudorf - Heyritz

Emprises à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition	Planche 7	ECHELLE
26/10/2018		1/ 3000

26

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Déclassement d'une parcelle du domaine public sise rue de la Charmille à Strasbourg- Koenigshoffen.

La ville de Strasbourg est propriétaire de la parcelle cadastrée section MH, numéro 192/15, d'une surface de 501,14 ares, sise rue de la Charmille à Strasbourg-Koenigshoffen ; elle accueille des infrastructures sportives et est affectée au service public du sport, elle relève donc du domaine public municipal.

Une partie de cette parcelle (soit 65,02 ares), provisoirement cadastrée section MH, numéro 2/15, en a été détachée ; elle a fait l'objet d'une campagne de fouilles archéologiques, et elle est actuellement utilisée pour le stockage des terres liées aux travaux d'extension de la ligne F de tramway. Elle n'est plus mise à la disposition du public et ne participe plus au service public du sport ; elle est donc désaffectée.

Son déclassement du domaine public peut être prononcé, après quoi elle pourra être cédée et valorisée.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil,
vu l'article L. 2141-1 du code général de la propriété des personnes publiques
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré,

constate
la désaffectation de la parcelle provisoirement cadastrée section MH numéro 2/15 d'une surface de 65,02 ares ;

approuve

le déclassement de la parcelle provisoirement cadastrée section MH numéro 2/15 du domaine public de la ville de Strasbourg ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer tout acte ou document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

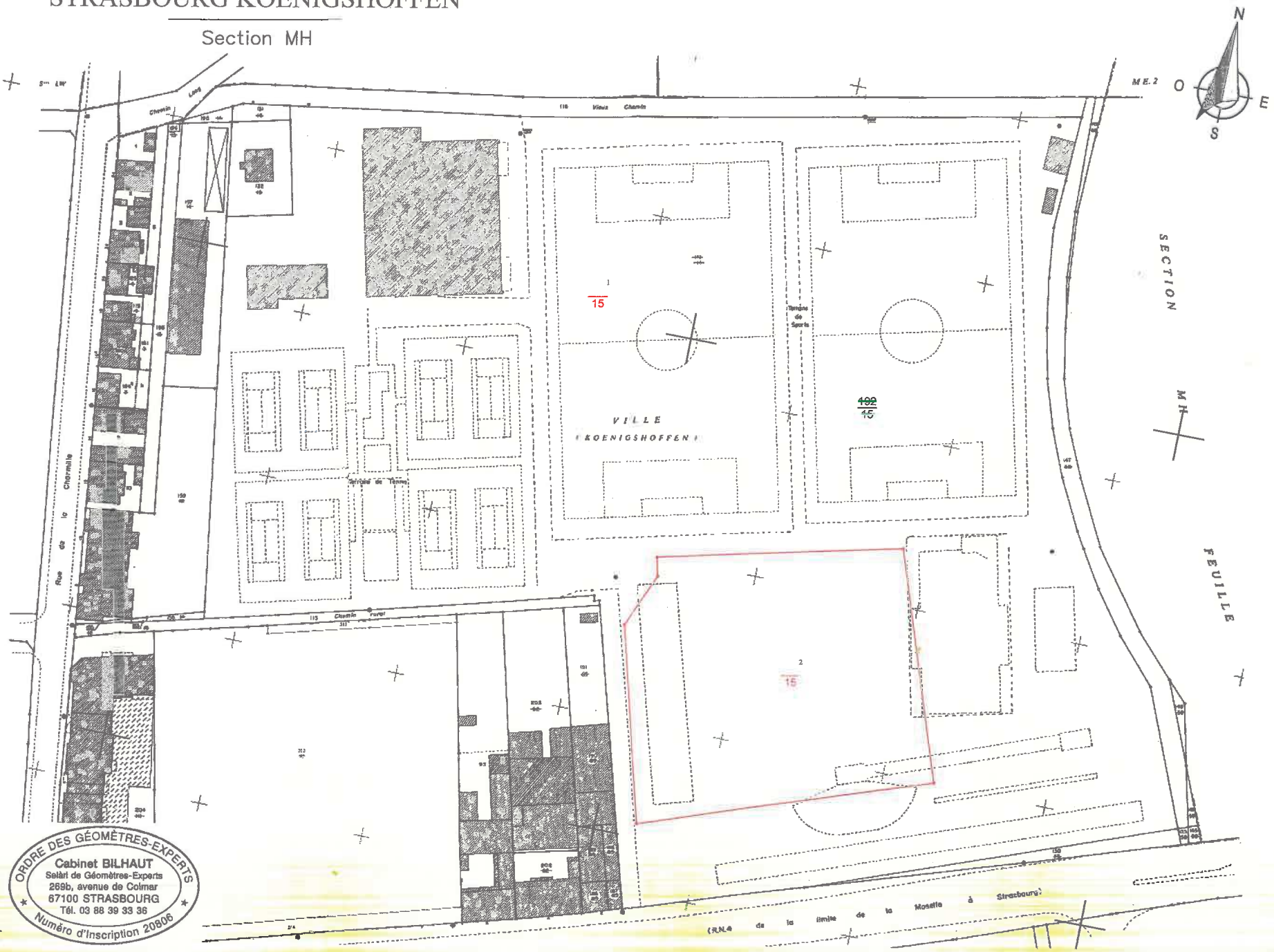
Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018


748
Édité le22/10/2018
Échelle 1/5000
100 m
Fonds de plan © GCT-EmS
Strasbourg.eu
eurométropole

181147

STRASBOURG KOENIGSHOFFEN

Section MH



749

ORDRE DES GÉOMÈTRES-EXPERTS
Cabinet BILHAUT
Selarl de Géomètres-Experts
269b, avenue de Colmar
67100 STRASBOURG
Tél. 03 88 39 33 36
Numéro d'Inscription 20806

Echelle 1/750

27

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

ARCHIPEL 1 : programme tertiaire européen sur le lot E. Désignation de l'attributaire.

1) Rappel de la démarche

Par délibération en date du 16 avril 2018, la Ville, en partenariat avec l'Eurométropole de Strasbourg, la Région Grand Est et le Département du Bas-Rhin, a décidé de lancer un appel à manifestation d'intérêt visant à attribuer le dernier lot disponible de l'opération Archipel 1.

L'ambition de cette cession est de consolider la dimension internationale et européenne de Strasbourg en développant, par le biais d'une consultation d'opérateurs, une offre immobilière sous forme d'un centre d'affaire européen implanté au sein du quartier d'affaires Archipel.

Les collectivités partenaires ont conjointement décidé de soutenir ce projet, porté par la ville de Strasbourg, propriétaire du terrain et aménageur de l'opération, et de s'engager aux côtés de la Ville pour afficher solidairement leur volonté d'assurer le rayonnement européen de Strasbourg.

L'appel à manifestation d'intérêt lancé le 2 mai 2018 ciblait des groupements de promoteurs /architectes/constructeurs et attendait de la part des candidats qui seraient retenus pour poursuivre la consultation, des réponses architecturales et économiques à un programme dont les caractéristiques générales sont :

- d'évaluer, sur un terrain d'environ 1ha, la faisabilité d'un ensemble immobilier d'environ 35 à 40 000 m² SdP, selon la capacité de l'équipe à proposer une variante en IGH sur le site ou pas,
- de concevoir un projet réalisable en plusieurs phases dont une 1ère de 10 à 15 000 m²,
- de proposer des modalités de portage du premier bâtiment jusqu'à son achèvement, au regard de l'objectif assigné d'accueillir des fonctions tertiaires européennes, institutionnelles ou privées.

Par délibérations en date du 13 juillet 2018 pour la Région Grand Est, du 9 juillet 2018 pour le Conseil Départemental du Bas-Rhin et du 29 juin 2018 pour l'Eurométropole de Strasbourg, les collectivités se sont engagées, dans l'hypothèse d'une acquisition du ou des bâtiments successifs par les Institutions Européennes, ou d'une prise à bail par celles-

ci, à accorder une réfaction sur la charge foncière, fixée nominalement à 300 € HT/m² SDP, pour accroître l'attractivité financière d'une implantation strasbourgeoise.

2) Déroulement de la consultation

Quatre équipes ont présenté leur candidature et ont été, après sollicitation de l'accord des collectivités partenaires, retenues par la Ville pour poursuivre la consultation :

1) Nexity / Eiffage Construction /SNOHETTA + AREP/MERAT Workteam
2) Vinci + ADIM Immobilier/ Vinci Construction / 3 XN + DRLW
3) Bouygues Immobilier + Linkcity / Bouygues Bâtiment Nord-Est / Baumschlager-Eberle + AEA
4) Icade / Demathieu & Bard / Art & Build + Oslo

Les offres ont été remises à la Ville le 24 septembre 2018, et analysées sur la base des critères d'appréciation suivants :

- L'esquisse architecturale, exprimant la qualité d'image et d'identité des bâtiments ;
- Les qualités du programme tertiaire en termes de flexibilité, de réversibilité et d'évolution en fonction des affectations, en termes de performances environnementales et énergétiques, de fonctionnalité et d'intégration au site ;
- Le montage financier et les conditions financières proposées ;
- Les capacités techniques pour porter un projet de ce type, assises sur les références des membres du groupement sur des projets tertiaires de même nature et d'envergure équivalente; le phasage, le calendrier et l'organisation de projet proposés.

3) Choix de l'attributaire

Par décision d'un jury réunissant les quatre collectivités partenaires, le choix de l'attributaire s'est porté à l'unanimité sur l'équipe Icade, Demathieu & Bard, Art & Build et Oslo.

Son projet « Osmose » s'articule autour de deux grands volumes encerclant un cœur d'îlot végétalisé en creux, espace de rencontre et d'interaction et un parvis, en forme de miroir d'eau renforçant le statut protocolaire et accentuant le caractère institutionnel.

Les bâtiments sont à la fois qualitatifs pour une institution et adaptés à un usage tertiaire. L'organisation des bâtiments répond aux logiques de sécurisation de l'espace mais aussi d'articulation avec l'emprise publique.

L'architecture est à la fois élégante et statutaire et le rapport extérieur / intérieur entre un parvis ambitieux mettant en scène le Parlement et une cour intérieure offrant un espace à vivre plus intimiste, est efficace.

Cette dualité se retrouve également dans la colorimétrie des façades, gris argenté à l'extérieur rappelant l'immeuble Louise Weiss et davantage cuivré à l'intérieur et dans le

traitement des façades, l'aspect très vitré extérieur et la minéralité du grès des Vosges à l'intérieur.

Les rez-de-chaussée contribuent à créer un environnement de travail flexible et propice aux fonctions collectives de type coworking, restaurant, salle de sport, bibliothèque, etc.

Les gabarits et les perspectives s'adaptent au contexte urbain et l'insertion dans l'environnement paysager et bât est particulièrement bien étudiée, notamment en proposant que le projet soit traversé d'un parc conduisant les piétons du bas au haut du site. Les visibilités sont préservées.
C'est un projet particulièrement intelligent avec une réelle urbanité et une identité forte.

En matière de programme, le projet est fonctionnel, flexible, divisible, phasable et évolutif. La philosophie et les objectifs de l'appel à manifestation d'intérêt ont bien été compris, notamment avec l'intégration en amont des éléments de sécurité. Le projet a de plus été audité par un expert européen.

L'offre traduit également l'engagement fort et la conviction de l'équipe en matière de démarche environnementale, de mise en œuvre de solutions passives et avec l'ambition de labellisations HQE tertiaire et Energie+Carbone- et d'une certification BREEAM niveau excellent.

Avec un portage assuré par Icade Promotion et la Caisse des Dépôts et Consignation jusqu'à la livraison, l'engagement de l'équipe est ambitieux et sécurisant.

L'équipe s'engage à livrer la première tranche d'Osmose entre décembre 2020 et mars 2021.

L'équipe est bien structurée et propose de réelles références européennes. La dimension" Europe" a très bien été intégrée dans l'offre. C'est une équipe performante et qui présente d'excellentes capacités et garanties.

4) Cession de l'emprise foncière

L'emprise nécessaire au projet sera cédée par la Ville à l'attributaire dans les conditions de son offre déposé le 14 septembre 2018.

Le projet retenu étant à l'état d'esquisse, une prochaine délibération qui interviendra au moment du dépôt du permis de construire, que l'attributaire est d'ores et déjà autorisé à déposer, viendra préciser les modalités et conditions de cette cession, dans le cadre d'une promesse de vente.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

sur proposition de la Commission plénière
Vu l'avis unanime des membres du jury dans la séance du 25 octobre 2018
après en avoir délibéré

approuve

le choix de l'équipe ICADE / DEMATHIEU & BARD / ART & BUILD - OSLO *comme attributaire du lot E du quartier d'affaires Archipel-Wacken dont l'objectif est de pouvoir accueillir des fonctions tertiaires européennes, institutionnelles ou privées, et l'autorise à poursuivre l'élaboration du projet de centre d'affaires européen sur le lot E,*

prend acte

- *de la proposition de 4 500 000 € HT faite dans le cadre de l'offre pour la cession des droits à construire liés à la première phase du lot E*

- *que ce montant, ainsi que les conditions de la cession, devront être ajustés et précisés dans le cadre d'une prochaine délibération en fonction des conditions de commercialisation*

autorise

- *le Maire ou son-sa représentant-e à signer et exécuter tous les documents et actes de procédure concourant à cette réalisation, et à l'exécution de la présente délibération ;*

- *le candidat à déposer un permis de construire ;*

charge

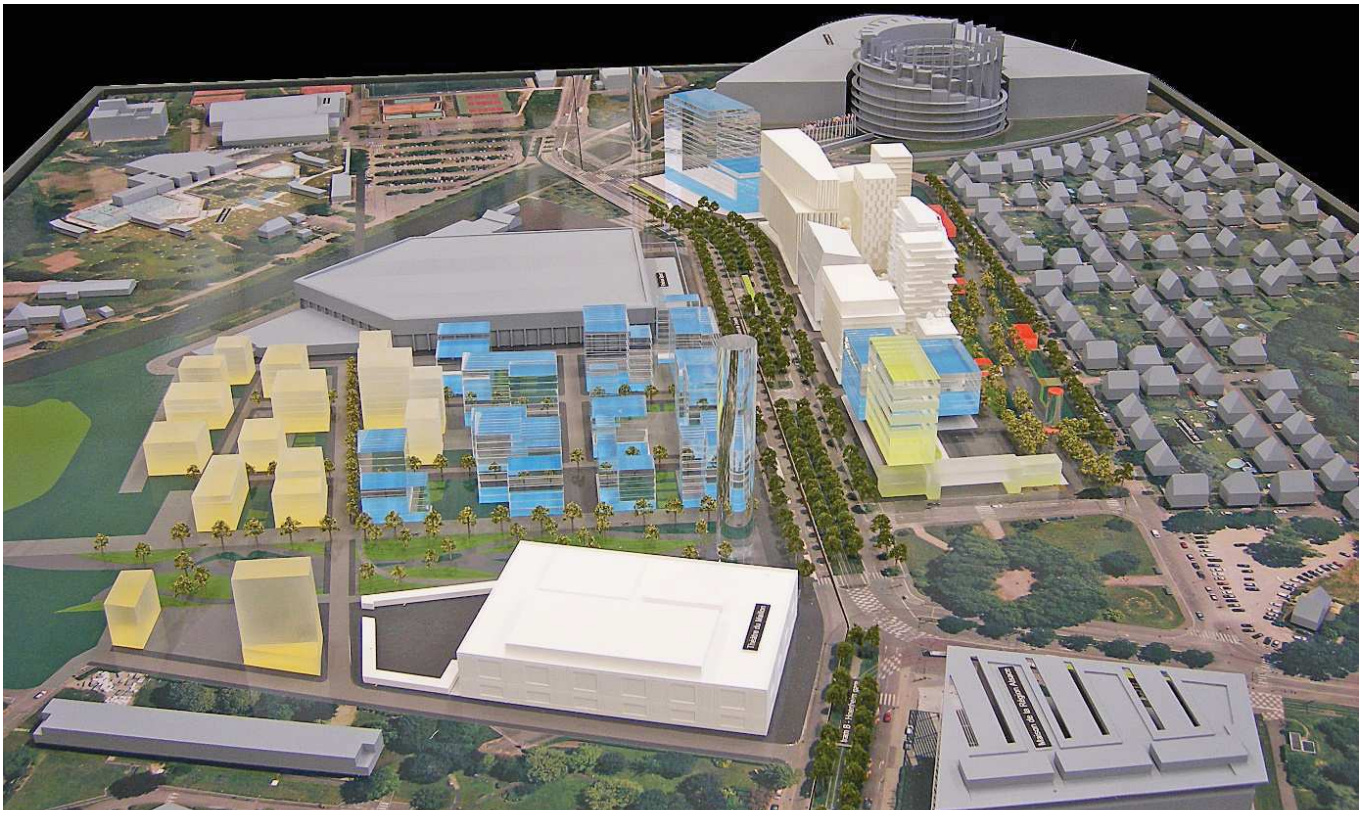
le Maire ou son-sa représentant-e de prendre les mesures d'exécution de la présente délibération.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

QUARTIER ARCHIPEL-WACKEN

A STRASBOURG



Appel à Manifestation d'Intérêt pour la construction d'un Programme Tertiaire Européen sur le lot E

Procès-verbal du jury du 25 octobre 2018

Choix de l'attributaire

Rédaction : Mission Wacken Europe

1. Liste de présence des membres du jury:

Tous les membres délibératifs présents lors du jury d'examen des projets du 25 octobre 2018 ont signé :

- une feuille de présence
- le délibéré indiquant le classement des projets et le nom du lauréat proposé

Membres élus (à voix délibérative) :

Roland RIES	Président du jury – Maire de Strasbourg
Robert HERRMANN	Président de l'Eurométropole *(procuration à Roland RIES)*
Nawel RAFIK ELMRINI	Adjointe au maire
Alain FONTANEL	Premier adjoint au Maire *(procuration à Nawel RAFIK ELMRINI)*
Lilla MERABET	Région Grand Est
Rémi BERTRAND	Conseil départemental

2. Rappels

Quatre équipes ont candidaté à l'Appel à Manifestation d'Intérêt publié le 2 mai 2018 pour l'attribution du lot E du quartier Archipel et, au regard de leurs capacités, références et compétences ont été retenues pour poursuivre la compétition :

Promoteurs	Constructeurs	Architectes
Nexity	Eiffage Construction	SNOHETTA + AREP/MERAT Workteam
Vinci + ADIM Immobilier	Vinci Construction	3 x N + DRLW
Bouygues Immobilier + Linkcity	Bouygues Bâtiment Nord-Est	Baumschlager-Eberle + AEA
Icade	Demathieu & Bard	Art & Build + Oslo

Après avoir sollicité l'accord des collectivités partenaires, la Ville a retenu ces 4 candidatures et leur a transmis le cahier des charges et des modalités de la consultation.

Les quatre équipes ont déposé le 24 septembre 2018 leurs offres composées d'un projet architectural et d'une offre financière et économique.

Le jury réuni ce 25 octobre 2018, composé de représentants de chaque collectivité, est présidé par le Maire de Strasbourg.
Ce jury doit désigner l'équipe de promoteur/architecte/constructeur à qui sera confiée la construction, en plusieurs phases, d'un ensemble de bâtiments d'une jauge totale d'environ 35 à 40.000 m², avec un 1er bâtiment de 10 à 15.000 m².

Pour évaluer les projets, les membres du jury ont disposé :
- du rapport d'analyse des projets préparés par les services techniques de la Ville

- du film de 3mn préparé par chaque équipe
- de la maquette en 3D et des panneaux de présentation réalisés par chacune d'elles.
- d'une présentation de leur projet par chacune des équipes

3. Jugement des projets

Le choix s'est effectué sur la base des critères suivants :

- Qualité des esquisses architecturales et de l'intégration urbaine
- Qualités des programmes tertiaires : fonctionnalité, flexibilité et adaptabilité, performance environnementale et énergétique, aménités et services proposés aux utilisateurs.
- Pertinence et intelligence du montage économique et financier
- Capacités techniques, financières, commerciales pour porter un projet de cette nature et cette envergure ; phasage, calendrier, organisation et gouvernance proposés.

4. Déroulement de la consultation

Chaque équipe a été invitée à présenter en environ 15 mn environ son projet, soit sur la base de ses panneaux et de la maquette, soit d'un diaporama qu'elle a préparé.
Un échange de questions-réponses a alors été engagé par le jury.

A l'issue de cet échange, l'équipe a été invitée à quitter la salle et la Commission technique a rendu compte aux membres du jury de son avis sur l'offre présentée.

L'ordre de passage des équipes a été le suivant :

1) **Nexity**
   Architectes : Snohetta / Arep-Merat Workteam
   Constructeur : Eiffage Construction

2) **Vinci Immobilier / Adim Est**
   Architectes : Art & Build / Oslo Architectes
   Constructeur : Vinci Construction

3) **Bouygues Immobilier / Linkcity**
   Architectes : Baumschlagger-Eberlé / AEA
   Constructeur : Bouygues Bâtiment Nord-Est

4) **Icade Promotion**
   Architectes : Art & Build / Oslo Architectes
   Constructeur : Demathieu et Bard

Avant de passer au vote, les membres du jury et la commission technique ont échangé pendant une vingtaine de minutes afin de préciser certains points et ont été émis les appréciations suivantes :

- **Nexity :**

Le projet présente une approche très conceptuelle et symbolique. C'est un projet baroque et quelque peu oppressant, qui ne laisse pas percevoir de volonté d'intégration urbaine et de prise en compte du contexte.
En matière de programme et de performances, la réponse est plutôt conventionnelle, sans véritable plus-value ni proposition particulière. L'offre est sommaire et minimaliste au regard des réflexions menées par les autres équipes.
L'offre financière est peu précise notamment concernant l'hypothèse européenne, et ne présente pas de précisions sur les réfactions ni sur les surcoûts.
Le montage est plutôt conçu pour du locatif.
L'offre est relativement sommaire et peu convaincante.

- **Vinci :**

L'ensemble architectural est remarquable, iconique, spectaculaire et constitue un véritable signal.
Le concept est audacieux et multifacettes et joue surtout sur la carte du monumental, et d'une représentation forte.
En matière de programme et de performances, l'équipe propose une bonne réflexion. La véritable réserve porte sur la réelle réversibilité de cet ensemble, en raison d'une image très connotée "institutionnelle", et moins convaincante pour des preneurs classiques. L'accent est surtout mis sur la sécurisation intégrée et une organisation évolutive des bureaux.
Néanmoins, le programme est rapidement disponible, mais plus réservé à l'Europe que réversible.
L'offre financière est prudente et sécurisée. Le niveau de loyers et de charges est élevé et les réfactions à la carte sollicitées sont importantes.
L'équipe et la démarche sont performantes.
La proposition est globalement attractive et solide notamment au plan technique et environnemental même si le volet financier, la prise de risques et le calendrier sont un peu moins performants.

- **Bouygues Immobilier / Linkcity**

L'image proposée est globalement faible en terme d'identité, encore plus sans l'IGH et n'évoque pas la force et la solidité revendiquées mais plus la subtilité et la légèreté. Même les coloris et les matériaux proposés rendent le projet quelque peu évanescent. C'est un projet qui manque un peu de souffle.
La réalisation d'un IGH à 22 m est peu crédible; c'est plus une image qui est mise en avant qu'un projet.
Si le volet énergie / développement durable est bien travaillé, l'offre a quelque peu tendance à recycler des concepts immobiliers développés par le groupe Bouygues conçus plutôt pour une opération tertiaire classique.
Le montage semble plus conçu pour du locatif avec un investisseur identifié.
L'équipe est fiable et très complète.
L'offre est complète et bien étudiée mais reste très conventionnelle et académique et manque de caractère saillant. C'est un projet bien packagé mais quelque peu pré-formaté avec peu de marge d'adaptation, plus « centre d'affaires » que « centre d'affaires européen »

- **Icade**

Le projet s'articule autour de deux grands volumes, d'un cœur d'îlot végétalisé, espace de rencontre et d'interaction et d'un parvis, en forme de miroir d'eau qui renforce le statut protocolaire et accentue le caractère institutionnel.
Les bâtiments sont à la fois qualitatifs pour une institution et adaptés à un usage tertiaire et leur organisation répond aux logiques de sécurisation de l'espace mais aussi d'articulation avec l'emprise publique.
L'architecture est à la fois élégante et statutaire et le rapport extérieur/intérieur entre un parvis ambitieux mettant en scène le Parlement et une cour intérieure offrant un espace à vivre plus intimiste, est efficace.

Cette dualité se retrouve également dans la colorimétrie des façades, gris argenté à l'extérieur rappelant l'immeuble Louise Weiss et davantage cuivré à l'intérieur.
Les rez-de-chaussée encerclant un cœur d'îlot végétalisé en creux contribuent à créer un environnement de travail flexible et propice aux fonctions collectives.
Les gabarits et les perspectives s'adaptent au contexte urbain, les visibilités sont préservées et l'insertion dans l'environnement paysager et bâti est particulièrement bien étudiée.
C'est un projet particulièrement intelligent avec une réelle urbanité et une identité forte.
En matière de programme, le projet est fonctionnel, flexible, divisible, phasable et évolutif.
La philosophie et les objectifs de l'appel à manifestation d'intérêt ont bien été compris, notamment avec l'intégration en amont des éléments de sécurité. Le projet a de plus été audité par un expert européen.
L'offre traduit également l'engagement fort et la conviction de l'équipe tant en matière de démarche environnementale qu'en matière de proposition financière, de mise en œuvre de solutions passives et avec l'ambition de labellisations HQE tertiaire et Energie+Carbone- et d'une certification BREEAM niveau excellent.
Avec un portage assuré par Icade Promotion et la Caisse des Dépôts et Consignation jusqu'à la livraison, l'engagement de l'équipe est ambitieux et sécurisant.
L'équipe est bien structurée et propose de réelles références européennes. La dimension" Europe" a très bien été intégrée dans l'offre. C'est une équipe performante et qui présente d'excellentes capacités et garanties.

Au terme de la présentation et du débat, les membres du jury ont décidé de procéder au vote à bulletin secret pour désigner l'équipe lauréate.

Par ~~... voix sur ...~~ / A l'unanimité, l'équipe ICADE est proposée comme lauréate du concours, au regard de la réponse qu'elle apporte aux différents critères de jugement des offres.

Afin de procéder au classement des autres projets, un deuxième vote est effectué à bulletin secret. Chaque membre du jury est invité à indiquer sur son bulletin le classement choisi en donnant 3 points à l'équipe que vous souhaitez classer en second, deux points à celle classée en troisième et un point à celle classée quatrième.

L'équipe ....VINCI..... obtient 12...points et est classée deuxième.

L'équipe BT/Unibail.. obtient ..7...points et est classée troisième.

L'équipe Nexity..... obtient ..5.. points et est classée quatrième.

5. Suites données au choix du lauréat:

Les modifications demandées par le jury devront avoir été acceptées par le candidat par la remise d'une offre reformulée, établie dans les mêmes formes que l'offre initiale, et qui l'engagera dans les mêmes conditions irrévocables.

L'équipe retenue aura dans ce cas 30 jours pour présenter, dans le cadre d'une étape post attribution, son nouveau projet qui constituera du permis de construire qu'elle sera amenée à déposer.

La proposition éventuellement modifiée sera jointe à la promesse de vente soumise à un prochain conseil municipal.

Le Président du jury clôt la séance et signe le présent procès-verbal.

Pour les membres du jury à voix délibérative ayant signé la liste d'émargement,

Le Président du jury

Roland RIES
Maire de Strasbourg

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2018 - Point n°27

ARCHIPEL 1 : programme tertiaire européen sur le lot E. Désignation de l'attributaire.

Pour	**55**
Contre	**0**
Abstention	**0**

AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, OZENNE-Pierre, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, NEFF-Annick, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHALCK-Elsa, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, MENAD-Zaza, VETTER-Jean-Philippe, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, LOOS-François

28

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Quartier International d'Affaires Archipel 2 - Cession de droits à construire au Crédit Mutuel (CM-CIC).

Contexte

La première opération du Quartier d'Affaires dénommé Archipel est aujourd'hui affectée, avec l'attribution récente du lot E destiné à accueillir un programme tertiaire européen.

La ville de Strasbourg, aménageur de l'opération, a décidé de poursuivre le développement du quartier d'affaires, en lançant une nouvelle opération dénommée, Archipel 2, située au Nord du boulevard de Dresde, pour laquelle les études et procédures réglementaires sont désormais engagées.

Projet et programme

Dans ce contexte, la ville a été sollicité par la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel (ci- après désignée par le CM –CIC) en vue de l'acquisition d'un terrain permettent de développer un programme immobilier destiné à accueillir différentes entités de ce groupe.

La Ville accepte à cet effet d'attribuer à ce groupe un terrain d'environ 8 535 m². Il est précisé que ce terrain sera décomposé en trois parcelles :

- une parcelle de 3 475 m² destinée à constituer l'assiette foncière du bâtiment,
- une parcelle de 4 206 m² formant l'assiette d'un volume destiné à accueillir un parking réalisé sous une dalle qui constituera ultérieurement un parvis public pour l'opération Archipel,
- une parcelle de 854 m² formant l'assiette d'un volume créé sous une dalle qui constituera la plateforme d'accès au bâtiment depuis le pont Beck et qui sera également intégrée au futur parvis public.

Ces deux dernières parcelles seront rétrocédées après réalisation de la dalle à la Ville pour permettre un aménagement du parvis par la collectivité concernée.

Les parcelles cédées doivent permettre la réalisation d'un programme de bureaux d'environ 25 000 m² SPC (surface de plancher des constructions) dans le cadre d'un bâtiment R+12 hauteur 50 m pouvant accueillir 1 500 personnes, ainsi que d'un parking privé de 150 places.

Cession du terrain et actions préalables

Afin de permettre au CM-CIC d'engager sans délai son projet et de bénéficier d'une promesse de vente sous conditions suspensives, les terrains d'assiette d'Archipel 2 ont fait l'objet d'un déclassement anticipé du domaine public, selon délibération du Conseil Municipal du 24 septembre 2018, et délibération du Conseil de l'Eurométropole du 28 septembre 2018.

La parcelle cédée, qui fera l'objet d'une division primaire, est formée des parcelles suivantes, selon croquis d'arpentage provisoire joint en annexe :

Commune de Strasbourg
Lieu-dit : boulevard de Dresde

Section	BZ	n°	1/380	d'une contenance de	4.206 m²
Section	BZ	n°	381	d'une contenance de	3.475 m²
Section	BZ	n°	382	d'une contenance de	854 m²

L'état descriptif des volumes dont il est question ci-dessus sera établi quant à lui par un cabinet de géomètres missionné par le CM-CIC, aux frais de ce dernier.

Le CM-CIC souhaitant pouvoir prendre possession de son terrain en juin 2019 pour engager les sondages préalables au démarrage des travaux, la ville procédera à la démolition des installations existantes sur le site, et fera toute diligence auprès de l'Eurométropole pour assurer la libération de celui-ci qui est actuellement occupé par Strasbourg-Evènements, et faire constater sa désaffectation.

Promesse de vente

Compte tenu de la décision de désaffectation et de déclassement par anticipation qui est intervenue, et sous réserve de la désaffectation effective qui devra intervenir au plus tard le 1er juin 2019, l'emprise foncière objet de la présente délibération relève du domaine privé de la Ville et peut être cédée.

Cette cession fera l'objet d'une promesse de vente précédant la signature de la vente définitive.

La promesse de vente sera consentie sous les conditions suspensives d'obtention du permis de construire devenu définitif, de la purge de tout droit de préemption, et de la constatation de la désaffectation effective pour le 1er juin 2019 au plus tard.

Si par impossible cette désaffectation n'était pas effective à cette date, les parties conviennent qu'il n'y aura pas caducité de la promesse de vente, mais prolongation de sa validité jusqu'au constat de désaffectation définitive.

La promesse de vente prévoira par ailleurs des conditions particulières aux termes desquelles la Ville s'engagera à procéder à la dépollution du site, ou à en prendre en charge les coûts en cas de découverte éventuelle postérieurement à la prise de possession par l'acquéreur.

Le prix de cession est convenu à 250 € HT/m² SPC.

Cette valeur tient compte du caractère IGH du bâtiment projeté.

Elle sera appliquée à la surface développée par le projet (prévisionnellement 24 650 m²), le prix étant ajusté au moment de l'acte authentique en fonction des surfaces issues du permis de construire.

La promesse de vente décrira l'ensemble des conditions attachées à la cession : conditions suspensives, respect des programmes et du permis de construire, programmation et affectation des bâtiments, prix, ainsi que les engagements réciproques liées à cette vente.

La cession définitive au profit de l'acquéreur fera l'objet d'un acte authentique qui sera signé à la suite de la réalisation des différentes conditions suspensives, prévue le 30 juin 2019, et au plus tard le 15 septembre 2019.

Une nouvelle délibération interviendra préalablement pour autoriser la signature de l'acte de vente, préciser l'ensemble des éléments de surface et de prix en fonction du projet ayant fait l'objet du permis de construire, ainsi que les modalités et conditions de la cession authentique.

Je vous remercie de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu la saisine de France Domaines en date du 15 novembre 2018
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *l'attribution d'une parcelle d'environ 8 535 m² sur l'opération Archipel 2 à la Banque Fédérative du Crédit Mutuel (CM-CIC).*

  La dite parcelle étant constituée d'un terrain d'assiette pour un bâtiment tertiaire et de volumes à créer sous la dalle d'un futur parvis.

- *la conclusion d'une promesse de vente au profit de cette société (ou de toute autre structure qu'il lui plairait de se substituer à cet effet), portant sur des droits à construire correspondant à un programme de bureaux d'environ 24 650 m² SPC, et à un parking sous dalle d'environ 150 places.*

  Le prix de vente est convenu à 250 € HT/m² SPC, appliqué à la surface mentionnée ci-dessus.
  Le programme et le prix seront ajustés sur la base du permis de construire délivré préalablement à la vente définitive, le tout devant faire l'objet d'une nouvelle délibération du conseil Municipal.

Ces droits à construire et ces volumes sont issus des parcelles suivantes :

Commune de Strasbourg
Lieu-dit : boulevard de Dresde

Section BZ n° 1/380 d'une contenance de 4.206 m²
Section BZ n° 381 d'une contenance de 3.475 m²

Section BZ n° 382 d'une contenance de 854 m²

- *la rétrocession à l'euro à la Ville du droit de superficie correspondant à la dalle du parvis qui fera l'objet d'un aménagement par la collectivité concernée ;*

s'engage

- *à exécuter les travaux d'aménagement nécessaires prévus dans le projet Archipel 2 avant livraison des bâtiments réalisés par l'acquéreur,*

- *à mener à bien toutes les procédures réglementaires nécessaires,*

- *à mettre en œuvre la démolition des installations existantes pour permettre une prise de possession de l'emprise cédée au 30 juin 2019, et au plus tard le 15 septembre 2019 ;*

autorise

- *le Maire ou son-sa représentant-e à signer la promesse de vente d'intervenir, et plus largement à signer et exécuter tous les documents et actes de procédure concourant à cette réalisation, et à l'exécution de la présente délibération,*

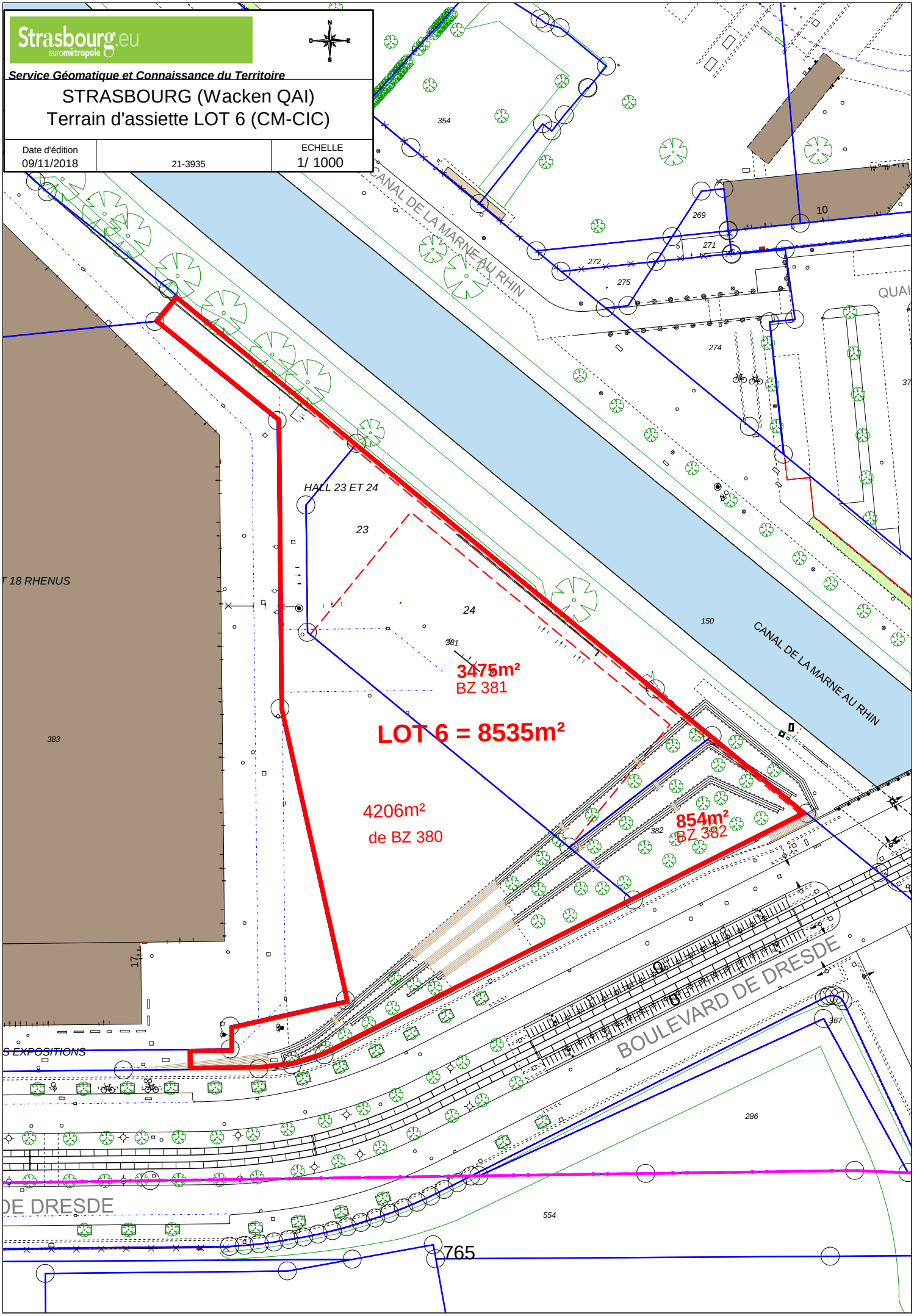
- *l'acquéreur à déposer un permis de construire ;*

charge

le Maire ou son-sa représentant-e de prendre les mesures d'exécution de la présente délibération.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018


Strasbourg.eu
eurométropole
Service Géomatique et Connaissance du Territoire
STRASBOURG (Wacken QAI)
Terrain d'assiette LOT 6 (CM-CIC)
Date d'édition
09/11/2018
21-3935
ECHELLE
1/ 1000
CANAL DE LA MARNE AU RHIN
HALL 23 ET 24
23
24
381
3475m²
BZ 381
LOT 6 = 8535m²
4206m²
de BZ 380
854m²
BZ 382
382
CANAL DE LA MARNE AU RHIN
BOULEVARD DE DRESDE
18 RHENUS
383
S EXPOSITIONS
DE DRESDE
765
354
269
271
272
275
274
150
286
554
367
10

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2018 - Point n°28

Quartier International d'Affaires Archipel 2 - Cession de droits à construire au Crédit Mutuel (CM-CIC).

Pour	**48**	**AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, HERRMANN-Robert, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, MEYER-Paul, NEFF-Annick, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMEL-Elisabeth, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SCHALCK-Elsa, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, VETTER-Jean-Philippe, WILLENBUCHER-Philippe, LOOS-François**
Contre	**1**	**RAMDANE-Abdelkarim**
Abstention	**6**	**BARSEGHIAN-Jeanne, OZENNE-Pierre, JUND-Alain, SCHAETZEL-Françoise, MENAD-Zaza, WERLEN-Jean**

Point 28 à l'ordre du jour :

Quartier International d'Affaires Archipel 2 - Cession de droits à construire au Crédit Mutuel (CM-CIC).

Résultats du vote (cf. détails) :

SERVICE DES ASSEMBLEES

Pour : 48+1-1 (*)

Contre : 1

Abstention : 6+1

Observation :

(*) M. RAMDANE a voté « Contre » alors qu'il souhaitait voter « Abstention »,

Mme DREYSSE a voté « Pour » alors qu'elle souhaitait voter « Abstention ».

29

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Quartier International d'Affaires Archipel 2 - Cession de droits à construire à la Caisse d'Epargne Grand Est Europe (CEGEE).

Contexte :

La première opération du Quartier d'Affaires dénommé Archipel est aujourd'hui entièrement affectée, avec l'attribution récente du lot E destiné à accueillir un programme tertiaire européen. La ville de Strasbourg, aménageur de l'opération, a décidé de poursuivre le développement du quartier d'affaires, en lançant une nouvelle opération dénommée, Archipel 2, située au nord du boulevard de Dresde, pour laquelle les études et procédures règlementaires sont désormais engagées.

Projet et programme :

Dans ce contexte, la Ville a d'ores et déjà été sollicitée par la Caisse d'Epargne Alsace-Lorraine-Champagne-Ardennes, désormais dénommée CEGEE en vue de l'acquisition d'un terrain pour développer un programme immobilier et implanter son nouveau siège.

La Ville accepte à cet effet d'attribuer à ce groupe une parcelle de 5 297 m² désignée sous lot A-Archipel 2. Il est précisé qu'une bande de terrain de 331 m² le long du boulevard de Dresde sera restituée à la Ville au moment de la livraison du programme immobilier, pour permettre à cette dernière d'intégrer ce terrain dans les aménagements publics réalisés en périphérie du lot A.

La parcelle cédée doit permettre la réalisation d'un programme d'environ 19 000 m² SPC (Surface plancher des constructions) :

- 11 000 m² pour le siège ;
- 6 000 m² de surfaces en réserve destinés à des extensions ultérieures du siège, et loués dans l'intervalle ;
- 2 000 m² destinés à un partenaire extérieur associé au projet.

Ce programme comportera en outre une restauration dédiée à l'entreprise, ainsi que 170 places de parkings au sous-sol.

Cession du terrain et actions préalables :

Afin de permettre à CEGEE d'engager sans délai son projet et de bénéficier d'une promesse de vente sous conditions suspensives, les terrains d'assiette d'Archipel 2 ont fait l'objet d'un déclassement anticipé du domaine public, selon délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2018, et délibération du Conseil de l'Eurométropole du 28 septembre 2018.

La parcelle cédée fera l'objet d'une division primaire. Cette parcelle constituant le lot A est détachée des parcelles suivantes qui ont fait l'objet d'un arpentage provisoire selon croquis joint en annexe :

Commune de Strasbourg
Lieu dit : boulevard de Dresde

				Surface extraite
SectionBY	n°257	d'une contenance de	20 557 m²	1 042 m²
SectionBY	n°258	d'une contenance de	1 220 m²	38 m²
SectionBZ	n°282	d'une contenance de	2 438 m²	512 m²
SectionBZ	n°283	d'une contenance de	296 m²	42 m²
SectionBZ	n°374	d'une contenance de	11 909 m²	5 m²
SectionBZ	n°380	d'une contenance de	30 536 m²	3 327 m²
				4 966 m²
Section BY	n°258	d'une contenance de	1 220 m²	21 m²
SectionBZ	n°283	d'une contenance de	296 m²	37 m²
SectionBZ	n°374	d'une contenance de	11 909 m²	20 m²
SectionBZ	n°380	d'une contenance de	30 536 m²	253 m²
				331 m²

La CEGEE souhaitant pouvoir prendre possession de son terrain en juin 2019 pour engager les sondages préalables au démarrage des travaux, la Ville procédera à la démolition des halls existants et fera toutes diligences auprès de l'Eurométropole de Strasbourg pour assurer la libération du site actuellement occupé par Strasbourg Evènements et faire constater sa désaffectation.

Promesse de vente :

Compte tenu de la décision de désaffectation et de déclassement par anticipation qui est intervenue, et sous réserve de la désaffectation effective qui devra intervenir au plus tard le 1er juin 2019, l'emprise foncière objet de la présente délibération relève du domaine privé de la Ville et peut être cédée.

Cette cession fait l'objet d'une promesse synallagmatique de vente précédant la signature de la vente définitive. La promesse de vente sera consentie sous les conditions suspensives d'obtention d'un permis de construire devenu définitif, de la purge de tout droit de préemption, et de la constatation de la désaffectation effective pour le 1er juin 2019 au plus tard.

Si par impossible cette désaffectation n'était pas effective à cette date, les parties conviennent qu'il n'y aura pas caducité de la promesse de vente, mais prolongation de sa validité jusqu'au constat de la désaffectation définitive.

La promesse de vente prévoira par ailleurs des conditions particulières aux termes desquelles la Ville s'engagera à procéder à la dépollution du site ou à en prendre en charge les coûts en cas de découverte éventuelle postérieurement à la prise en possession par l'acquéreur.

Le prix de cession est convenu à 280 € HT/m² SPC. Cette valeur sera appliquée à la surface développée par le projet (prévisionnellement 19 000 m²), le prix étant ajusté au moment de l'acte authentique en fonction des surfaces issues du permis de construire.

La promesse de vente décrira l'ensemble des conditions attachées à la cession : conditions suspensives, respect des programmes et du permis de construire, programmation et affectation des bâtiments, prix, ainsi que les engagements réciproques liés à cette vente.

La cession définitive au profit de l'acquéreur fera l'objet d'un acte authentique qui sera signé à la suite de la réalisation des différentes conditions suspensives, prévue au plus tard pour le 30 juin 2019, et au plus tard pour le 15 septembre 2019..

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu la saisine de France Domaines en date du 15 novembre 2018
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *l'attribution d'une parcelle de 5 297 m² formant le lot A de l'opération Archipel 2 à la Caisse d'Epargne Grand Est Europe (CEGEE),*
- *la conclusion d'une promesse de vente au profit de cette société (ou de toute autre structure qu'il lui plairait de se substituer à cet effet), portant sur des droits à construire correspondant à un programme de bureaux d'environ 19 000 m² SPC, intégrant un service de restauration, et un parking en sous-sol d'environ 170 places. Le prix de vente est convenu à 280 € HT/m² SPC, appliqués à la surface développée mentionnée ci-dessus. Le programme et le prix seront ajustés sur la base du permis de construire délivré préalablement à la vente définitive.*

  Ces droits à construire seront issus d'une parcelle détachée des parcelles suivantes :

Commune de Strasbourg
Lieu dit : boulevard de Dresde

Surface extraite

Section	*BY n°257*	*d'une contenance de*	*20 557 m²*	*1 042 m²*
Section	*BY n°258*	*d'une contenance de*	*1 220 m²*	*38 m²*
Section	*BZ n°282*	*d'une contenance de*	*2 438 m²*	*512 m²*
Section	*BZ n°283*	*d'une contenance de*	*296 m²*	*42 m²*
Section	*BZ n°374*	*d'une contenance de*	*11 909 m²*	*5 m²*
Section	*BZ n°380*	*d'une contenance de*	*30 536 m²*	*3 327 m²*
				4 966 m²
Section BY	*n°258*	*d'une contenance de*	*1 220 m²*	*21 m²*
Section	*BZ n°283*	*d'une contenance de*	*296 m²*	*37 m²*
Section	*BZ n°374*	*d'une contenance de*	*11 909 m²*	*20 m²*
Section	*BZ n°380*	*d'une contenance de*	*30 536 m²*	*253 m²*
				331 m²

- *la rétrocession à l'euro à la ville d'une bande de terrain de 331 m² au sud de la parcelle longeant le boulevard de Dresde, qui fera l'objet d'aménagements périphériques au lot A par la Ville,*

s'engage

- *à exécuter les travaux d'aménagement nécessaires dans le projet Archipel 2 avant livraison des bâtiments réalisés par l'acquéreur,*
- *à mener à bien toutes les procédures réglementaires nécessaires,*
- *à mettre en œuvre la démolition des halls existants pour permettre une prise de possession de l'emprise cédée au 30 juin 2019, et au plus tard le 15 septembre 2019 ;*

autorise

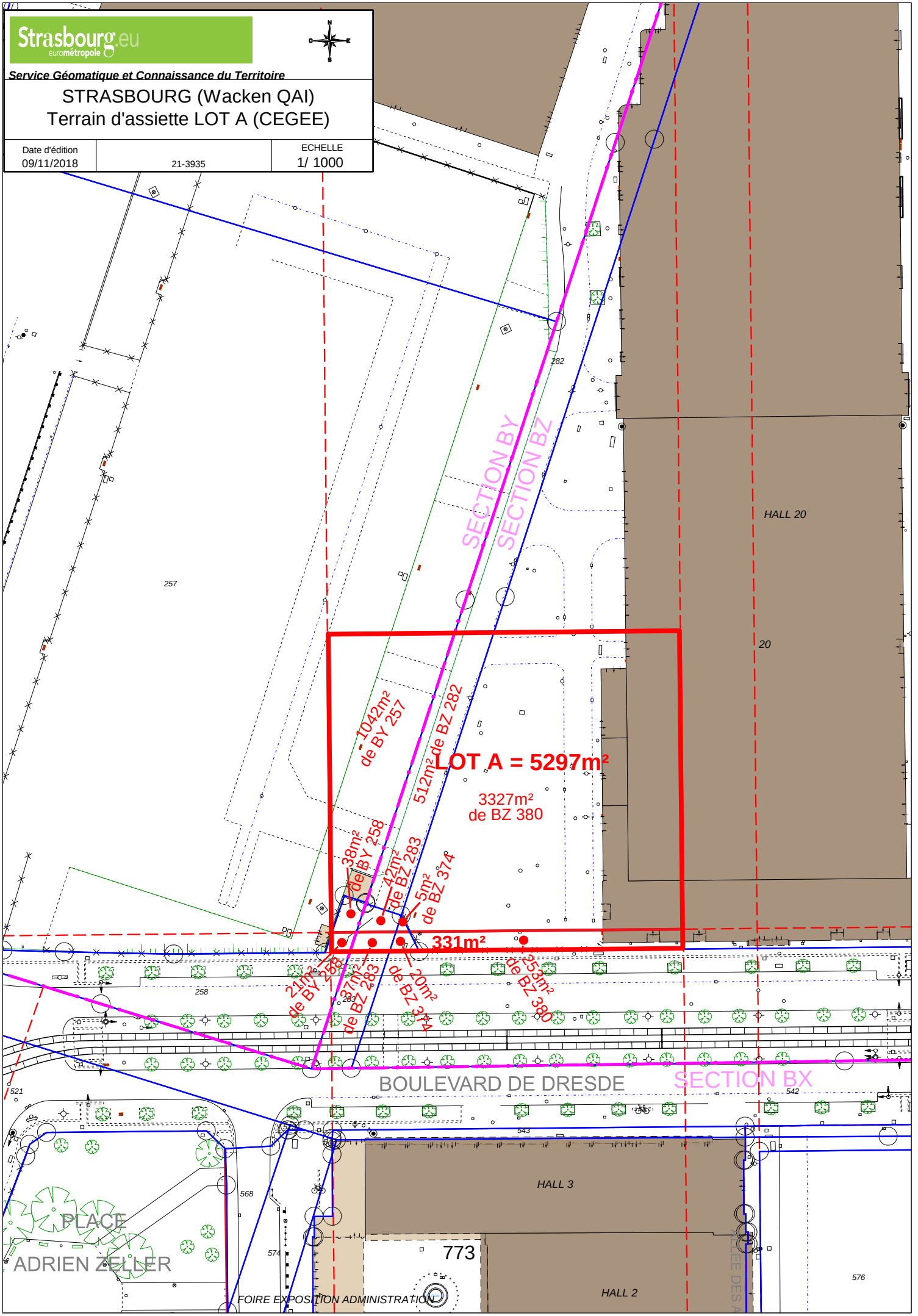
- *le Maire ou son-sa représentant-e à signer la promesse de vente à intervenir, et plus largement à signer et exécuter tous les documents et actes de procédure concourant à cette réalisation et à l'exécution de la présente délibération.*
- *l'acquéreur à déposer un permis de construire*

charge

le Maire ou son-sa représentant-e de prendre les mesures d'exécution de la présente délibération.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018


Strasbourg.eu
eurométropole
Service Géomatique et Connaissance du Territoire
STRASBOURG (Wacken QAI)
Terrain d'assiette LOT A (CEGEE)
Date d'édition
09/11/2018
21-3935
ECHELLE
1/ 1000
SECTION BY
SECTION BZ
HALL 20
LOT A = 5297m²
3327m²
de BZ 380
1042m²
de BY 257
512m²
de BZ 282
38m²
de BY 258
42m²
de BZ 283
5m²
de BZ 374
331m²
21m²
de BY 258
37m²
de BZ 283
20m²
de BZ 374
255m²
de BZ 380
BOULEVARD DE DRESDE
SECTION BX
HALL 3
773
HALL 2
PLACE
ADRIEN ZELLER
FOIRE EXPOSITION ADMINISTRATION
257
258
282
283
521
542
543
568
574
576

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2018 - Point n°29

Quartier International d'Affaires Archipel 2 - Cession de droits à construire à la Caisse d'Epargne Grand Est Europe (CEGEE).

Pour	**48**	**AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, HERRMANN-Robert, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, MEYER-Paul, NEFF-Annick, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMEL-Elisabeth, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SCHALCK-Elsa, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, VETTER-Jean-Philippe, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, LOOS-François**
Contre	**0**	
Abstention	**8**	**BARSEGHIAN-Jeanne, OZENNE-Pierre, DREYSSE-Marie-Dominique, JUND-Alain, RAMDANE-Abdelkarim, SCHAETZEL-Françoise, MENAD-Za WERLEN-Jean**

30

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Prolongement de la ligne G du BHNS de la place de la Gare jusqu'au Parc de l'Etoile - Bouclage Sud : bilan de la concertation préalable avec le public - Avis du Conseil Municipal dans le cadre de l'article L 5211-57 du CGCT.

I. Rappel du contexte général et du cadre de la concertation

La délibération du 18 décembre 2015 du conseil approuvant l'adaptation du schéma directeur des transports collectifs 2010–2025 a fixé la feuille de route des investissements relatifs au réseau de transports collectifs structurant de l'Eurométropole de Strasbourg. Le volet Déplacement du POA (Programme d'Orientations et d'Actions) du PLUi valant PDU, adopté le 16 décembre 2016, a renforcé ces orientations de la feuille de route relatives au réseau de transports en commun structurants.

Dans ce cadre, le prolongement de la ligne G du BHNS vers les boulevards Ouest et les quais Sud jusqu'au parc de l'Etoile avait été identifié comme prioritaire (réalisation d'ici à 2020) au regard des enjeux d'interface et de maillage des infrastructures de transports urbaines et interurbaines à l'entrée Ouest de l'agglomération.

En application de la délibération du 18 décembre 2015, une étude de définition a été engagée sur le prolongement de la ligne G afin de réaliser un bouclage Sud.

Suite à cette étude, le Conseil de l'Eurométropole a approuvé le 24 novembre 2017 la mise en œuvre d'une procédure de concertation règlementaire (au sens des articles L103-2 et R103-1 du code de l'urbanisme) portant sur le projet de prolongement de la ligne G depuis la place de la Gare jusqu'au parc de l'Etoile.

<u>Objet de la présente délibération</u> :

Le rapport a pour objet de présenter :
- les modalités de la concertation, qui s'est déroulée du 22 mai au 25 juin 2018, relative au prolongement de la ligne G du BHNS de la place de la Gare jusqu'au Parc de l'Etoile par les boulevards Ouest à Strasbourg,
- le bilan de ladite concertation publique (détaillé en annexe 1 à la présente délibération),
- les grandes lignes du projet, sans exclure la poursuite de discussions lors de la phase avant-projet.

II. Le champ de la concertation :

Les objectifs du projet :

Le projet a pour objectifs principaux :

- d'offrir des **liaisons directes et performantes** entre la Gare-Centrale, le Nouvel Hôpital Civil et les quartiers Sud du centre-ville de Strasbourg ;
- de multiplier les **possibilités de correspondances** avec le réseau de tramway ;
- de créer une **alternative** à la liaison tramway Gare/Etoile **en desserrant le nœud « Homme de Fer »** ;
- d'améliorer la **performance globale** du réseau de transports en commun et l'offre globale de transport ;
- d'agir sur **l'environnement, la qualité de vie,** la qualité de l'air et les nuisances sonores dans la ville en favorisant le recours aux transports en commun et aux circulations par des modes doux plutôt qu'à la voiture particulière, grâce à un meilleur partage de l'espace.

Il permet de concevoir, dans une perspective d'organisation durable des déplacements à long terme, un réseau TCSP assurant :

- un bouclage Sud contournant le centre-ville par les boulevards Ouest de Strasbourg permettant un contournement du centre-ville.
- la requalification et un apaisement circulatoire des grands boulevards du centre-ville.

Il apportera ainsi dans le secteur une offre de transport structurante et de qualité.

Le choix du prolongement du BHNS pour le projet :

La ligne G du BHNS (Bus à Haut Niveau de Service) a été mise en service le 30 novembre 2013, offrant une liaison rapide et performante de 5 kilomètres entre la Gare Centrale de Strasbourg et l'Espace Européen de l'Entreprise à Schiltigheim ; 3,5 kilomètres ont été réalisés en site propre ce qui confère une vitesse commerciale élevée à cette ligne de bus qui a des performances comparables à celle d'un tramway.

Ses objectifs initiaux de fréquentation de 9 000 voyageurs par jour ont été atteints dès les premiers mois. La fréquentation actuelle de cette ligne est de 11 000 voyageurs par jour.

Cette ligne offre une fréquence élevée aux heures de pointe, une circulation de 4 h 30 à minuit 30 et des performances élevées de régularité, confort et vitesse. Ses stations sont équipées de manière identique à celles du tramway avec la possibilité d'achat de billets sur les quais, des Bornes Informations Voyageurs et des quais à niveau pour l'accessibilité des personnes à mobilité réduite.

La pertinence de ce mode de transports collectif est reconnue jusqu'à 30 000 / 40 000 voyageurs par jour (selon la capacité du matériel roulant retenu), parfaitement compatible avec la fréquentation attendue de 14 000 voyageurs par jour sur le trajet Gare–Centrale /

Parc de l'Etoile, portant la fréquentation totale de la future ligne G prolongée à 25 000 voyageurs par jour.

Pour mémoire, la pertinence d'une offre de transports collectifs en mode tramway se situe généralement entre 40 000 et 90 000 voyageurs par jour et les coûts de réalisation d'une liaison tramway peuvent être trois fois plus élevés que ceux d'une liaison BHNS.

Par ailleurs, les aménagements de couloirs de bus précédemment réalisés sur les quais Louis Pasteur, Menachem Taffel et Fustel de Coulanges pour la mise en service de la ligne 1 sont mutualisables avec une ligne de BHNS et l'aménagement de l'extension tramway de la ligne F vers Koenigshoffen permet la circulation d'une ligne de bus en site propre sur le boulevard de Nancy.

Une liaison BHNS pour la liaison Gare–Centrale / Parc de l'Etoile ne nécessite qu'un aménagement des espaces publics portant principalement sur le boulevard de Lyon et la création d'une passerelle réservée aux modes doux, doublant le pont Louis Pasteur pour conserver/améliorer la sécurité des liaisons piétons et cycles.

L'économie réduite d'une telle liaison – qui peut éventuellement être étudiée sans obérer la possibilité d'une transformation en mode tramway à plus long terme – et sa pertinence en termes de fréquentation induisent naturellement le choix du prolongement de la ligne G du BHNS entre la Gare–Centrale et le parc de l'Etoile, confirmant l'adaptation en 2015 du schéma directeur des transports collectifs 2010-2025.

Le projet de prolongement du BHNS intègre :

- un matériel roulant analogue à celui actuellement utilisé : Bus « articulé » de 18 m, équipé de portes type « tramway », disposant d'une capacité adaptée à la population desservie (environ 120 personnes pour 30 places assises) et d'une motorisation type GNV à profil écologique ;
- une fréquence forte avec un passage régulier en station avec un service de 4h30 à plus de minuit ;
- un temps de parcours attractif de l'ordre de 10 min entre la place de la Gare et le parc de l'Etoile, au moyen notamment de priorité aux feux de carrefours ;
- des stations le long du tracé avec une haute qualité de service : abris voyageurs, système d'informations voyageurs, distributeurs et valideurs de titres de transport, quais aux normes accessibilité.

<u>Les caractéristiques principales de l'aménagement :</u>

Le projet soumis à concertation prévoit de réaliser :

- Un prolongement de la ligne G de BHNS de 2,8 kms environ vers le Sud en passant sur les voiries existantes par les boulevards Ouest ceinturant le centre-ville de Strasbourg.
- 7 nouvelles stations aux normes accessibilité.
- 3 nœuds de correspondance avec le réseau de tramway (Station Porte Blanche, Laiterie et Etoile/Bourse).

- L'amélioration et la création de cheminements piétons et cycles, y-compris la création d'une passerelle réservée aux piétons et cyclistes doublant au Sud le pont Louis Pasteur en franchissement de l'Ill.
- Le réaménagement des espaces publics traversés et notamment des carrefours à feux, portant principalement sur le boulevard de Lyon à Strasbourg. Deux variantes ont été présentées pour l'insertion de la ligne G de BHNS sur le boulevard de Lyon :

- **Variante 1 :** Le BHNS circule en site propre sur une plateforme centrale. Pour cela, l'autorisation d'abattre 137 arbres existants sur le boulevard de Lyon doit être recherchée. 120 arbres environ pourront être replantés sur le boulevard en double alignement dans le cadre du nouvel aménagement à raison d'un entraxe de 7 à 8 m. 49 arbres supplémentaires environ devront être abattus dont 40 sur le parc de l'Etoile. De nouvelles plantations seront mises en œuvre aux abords du projet et sur le secteur du parc de l'Etoile afin d'aboutir à une compensation globale **et intégrale** au moins équivalente au nombre d'arbres supprimés.

- **Variante 2 :** Le BHNS circule en site propre latéral avec deux couloirs de bus spécifiques. Pour cela, la plupart des arbres existants sur le boulevard de Lyon pourra être conservée. 49 arbres environ devront être abattus dont 40 sur le parc de l'Etoile. De nouvelles plantations seront mises en œuvre aux abords du projet et sur le secteur du parc de l'Etoile afin d'aboutir à une compensation globale **et intégrale** au moins équivalente au nombre d'arbres supprimés.

Chacune des variantes comprend la réalisation d'une piste cyclable bidirectionnelle et la suppression d'une partie du stationnement qui sera réintroduit en central le long des voies.

Le montage (financement) et le planning prévisionnel du projet :

Le projet est estimé à 5,4 M€ HT pour l'aménagement des 2,8 km de prolongement de la ligne G ainsi que la passerelle cyclistes et piétons.

Le calendrier prévisionnel du projet qui a été présenté est le suivant :

- **Décembre 2018 :** Bilan de concertation puis poursuite des études d'AVP ;
- **Fin 2019 :** approbation de l'AVP ;
- **Courant 2020 :** Etudes et procédures environnementales de consultation du public (étude d'impact le cas échéant, enquête publique) et démarrage des travaux ;
- **2021 :** Mise en service.

III. Les modalités de la concertation du 22 mai au 25 juin 2018

Conformément aux modalités de concertation fixées par la délibération du 24 novembre 2017, le public a eu à sa disposition un large éventail de moyens pour s'exprimer sur le projet, au travers d'un dispositif d'information, d'écoute et de dialogue :

- ***Le dispositif d'information du public*** comprenait différents supports :
o une plaquette de présentation du projet ;

- **deux sites d'**expositions publiques (Centre administratif de l'Eurométropole et médiathèque Olympe de Gouge) ;
- **9 800** invitations distribuées aux riverains concernés ainsi qu'aux forces vives ;
- une campagne d'affichage annonçant la concertation ;
- la diffusion, pour le compte de l'Eurométropole de Strasbourg, d'un communiqué de presse en date du 17 mai 2018 annonçant la concertation ainsi qu'un article publié dans l'Edition du 'Strasbourg Magazine n°291' du mois de juin 2018 ;
- la mise à la disposition du public d'un numéro d'appel téléphonique pour toute information sur le projet (Tel numéro 03.68.98.51.12, la permanence téléphonique étant assurée par le service Tramway et Grands Projets de la Direction Mobilité, Espaces Publics et Naturels) ;
- la mise en ligne de la plaquette d'information et des modalités de participation à la concertation sur le site internet www.strasbourg.eu ;
- la mise en ligne de la présentation réalisée lors de la réunion publique du 4 juin 2018 sur le site internet www.strasbourg.eu.

- ***Le dispositif d'écoute et de dialogue avec le public*** a été organisé au travers de plusieurs réunions :

- Deux réunions–ateliers de présentation auprès des associations de transports le 31 mai 2018 d'une part, et du conseil de quartier Gare/Kléber le 20 juin 2018 d'autre part.
- Deux réunions–ateliers sous forme de permanences au Nouvel Hôpital Civil le 22 juin 2018 et à la kermesse de l'école maternelle Louise SCHEPPLER le 22 juin 2018.
- Une réunion publique le lundi 4 juin à 19h30 au centre administratif, 1 Parc de l'Etoile.

En ce qui concerne le recueil des observations, des appréciations et des propositions écrites formulées par les personnes intéressées, il est précisé que les contributions ont été consignées respectivement, sur les registres d'expression mis à disposition sur les lieux des expositions ainsi que dans des courriers adressés à l'Eurométropole de Strasbourg et dans des textes transmis par messagerie électronique.

La concertation donne lieu au bilan ci-après (détaillé dans l'annexe 1 au présent rapport), qui comprend :

- La synthèse des observations consignées.
- Les enseignements tirés par la collectivité.

IV. Le bilan général de la concertation :

Considérations générales sur le déroulement et le bilan de la concertation :

La mise en œuvre de cette procédure de concertation publique, a permis à l'autorité compétente (Eurométropole de Strasbourg) d'engager un dialogue avec les habitants et les usagers intéressés au projet et d'être à l'écoute des interrogations et des attentes du public vis à vis de ce projet.

Le bilan de la concertation sera publié sur le site internet de l'Eurométropole de Strasbourg sur l'espace réservé au Projet de Prolongement de la ligne G de BHNS – Bouclage Sud.

Les principaux points abordés dans le cadre de la concertation ont porté sur :

- le mode de transport (type de matériel, niveau de service, etc…),
- le tracé et les nœuds de correspondance avec le réseau de tramway,
- l'insertion urbaine / la circulation tous modes,
- le calendrier prévisionnel,
- des questions diverses.

Très concrètement ont participé à cette concertation publique : des habitants et des acteurs économiques du quartier gare, des représentants d'associations de quartier, des élus, des associations d'usagers des transports…

Les enseignements de la concertation :

Cette concertation a fait l'objet d'une relative mobilisation de la population (50 personnes aux réunions de présentation, 25 personnes en réunion publique, 7 contributions sur registres, 11 courriels) qui peut s'expliquer en grande partie du fait d'un consensus général sur la pertinence d'un réaménagement des boulevards Ouest de Strasbourg et la nécessité de réaliser une infrastructure de transport structurante sur cet axe. Les interventions ont principalement porté sur la temporalité du projet et la réalisation d'un itinéraire cyclable sécurisé.

Les thématiques suivantes ont été présentées :

Performances du projet de prolongement du BHNS – Bouclage Sud :

Le temps de parcours envisagé par le BHNS entre la Gare-Centrale et le Parc de l'Etoile est de 10 mn, avec une vitesse commerciale de 16 km/h sur les 2 800 m du prolongement.

Le niveau de service est identique à celui du BHNS actuel :

- Fréquence élevée aux heures de pointe ;
- Circulation de 4h30 à minuit 30 ;
- Performances élevées de régularité, confort et vitesse ;
- Equipements identiques à ceux du tramway ;
- Achat et validation des billets sur les quais ;
- Quais à niveau pour les personnes à mobilité réduite.

Estimation de la fréquentation :

La fréquentation actuelle de la ligne G est de 11 000 voyages par jour. La charge de la future ligne G, jusqu'au Parc de l'Etoile est estimée à 25 000 voyages par jour, soit 14 000 voyages par jour supplémentaires induits par le prolongement.

Ces 14 000 voyages par jour se constituent d'une conquête de nouveaux utilisateurs, soit environ 4 000 voyages par jour, et d'importants reports d'itinéraire d'environ 10 000 voyages par jour, principalement depuis le réseau de tramway.

Le déchargement du réseau de tramway, des lignes de tram A D et C représente :

- Une réduction de 4 % de fréquentation du réseau de tramway au global.
- Une réduction de 10 % de la fréquentation sur le tronçon tramway «Etoile/ Homme de Fer ».
- Un déchargement conséquent de l'arrêt « Homme de Fer », soit 920 correspondances en moins à la Période de Pointe du Soir (PP S), ou une réduction de 20 des correspondances tram/tram à cet arrêt.

Le prolongement du BHNS induit donc également l'amélioration de l'exploitation et du confort pour les utilisateurs du tram.

Impacts circulatoires :

Le prolongement du BHNS induit un apaisement de la circulation et améliore le cadre de vie.

Les couloirs de bus réalisés à la mise en service de la ligne 1 de bus induisent d'ores et déjà une diminution potentielle du trafic à l'horizon 2020 :

- 200 véhicules / heure en moins à la Période de Pointe du Soir (-10 %) sur le boulevard de Lyon ;
- 220 véhicules / heure en moins à l'Heure de Pointe du Soir (-15 %) sur le quai Taffel.

Cette diminution se traduit par un report d'itinéraire vers le réseau A35 et E52/avenue du Rhin et par une hausse de trafic quasi-équivalente vers le contournement Sud.

A l'horizon 2021, le prolongement du BHNS induit une diminution majeure du trafic :

- 600 véhicules /heure en moins à la Période de Pointe du Soir sur le boulevard de Lyon ;
- 300 véhicules /heure en moins à l'Heure de Pointe du Soir sur le quai Taffel.

Cette diminution se traduit par un report modal vers les Transports Collectifs et un report d'itinéraire sur le réseau A35 et E52/avenue du Rhin, faible à l'échelle du trafic sur ces axes (+ 1 %).

Le prolongement du BHNS induit un apaisement de la circulation et améliore le cadre de vie.

Impacts sur l'offre de stationnement :

Le projet nécessite la suppression de 180 places de stationnement actuelles sur le boulevard de Lyon, dont 75 peuvent être restituées sur l'axe :

- 35 places en zone payante orange ;
- 40 places en zone payante verte.

Des solutions de report sont envisagées :

- Sur voirie d'une part, en raison d'un taux d'occupation moyen de 55 % à 65 % en journée sur les zones bordant le tracé entre la Porte Blanche et le quai Pasteur ;
- En ouvrage d'autre part, le taux d'occupation du Parking « Centre-Historique - Petite France », d'une capacité de 1 000 places (depuis son extension de 350 places en janvier 2016) est d'environ 50 %. Le parking offre 500 places actuellement disponibles, en soirée notamment.

Les aménagements et les variantes :

Les invariants :

Boulevard de Nancy :

- Le BHNS circule en site central sur la plateforme de la ligne F du tramway ;
- Les cyclistes disposent d'une piste à double sens à l'extérieur du boulevard et d'une piste à sens unique à l'intérieur du boulevard ;
- Les automobiles circulent sur une voie de part et d'autre de la plateforme.

Pont Louis Pasteur :

- Les quais ne nécessitent pas de nouveaux aménagements ;
- Le BHNS empruntera les voies de la ligne 1 de bus, déjà réalisées ;
- Les circulations des voitures restent inchangées, le projet prévoit une passerelle réservée aux piétons et cycles doublant le pont Louis Pasteur côté Sud, en franchissement de l'Ill. Pour l'insertion de la passerelle, 3 arbres devront être abattus.

Quais Louis Pasteur, Menachem Taffel et Fustel de Coulanges :

- Les circulations des piétons, cycles et voitures restent inchangées. Pour l'insertion des stations au standard BHNS, 6 arbres au maximum pourraient être abattus.

Parc de l'Etoile :

- Le BHNS effectuant son battement/retournement au niveau de la gare routières des cars du parc de l'Etoile, un aménagement - non commercial a priori - sera étudié. Pour cela, 40 arbres environ devront être abattus.

Les variantes d'aménagement du boulevard de Lyon :

Variante 1, le BHNS circule en site propre sur une plateforme centrale :

- Cet aménagement permet une grande cohérence d'ensemble avec l'aménagement du boulevard de Nancy et une continuité de localisation des pistes cyclables de part et d'autre du boulevard de Lyon ;
- Les croisements de flux entre les véhicules de transports publics et la circulation générale sont minimisés ;
- Les places de stationnement sont restituées côté trottoirs ;
- Cette variante nécessite néanmoins de supprimer les arbres d'alignements existants sur le boulevard de Lyon. Il est précisé que la densité de ces arbres est très forte, que leur état sanitaire est moyen et se dégrade rapidement et que des travaux importants à proximité accentueront inévitablement leur dépérissement ;
- l'autorisation d'abattre 137 arbres existants sur le boulevard de Lyon doit être recherchée. 120 arbres environ pourront être replantés en compensation sur le boulevard en double alignement dans le cadre du nouvel aménagement à raison d'un entraxe de 7 à 8 m. Ces alignements seraient plus aérés et valoriseraient davantage le patrimoine bâti. 49 arbres supplémentaires environ devront être abattus dont 40 sur le parc de l'Etoile. De nouvelles plantations seront mises en œuvre aux abords du projet et sur le secteur du parc de l'Etoile afin d'aboutir à une compensation globale **et intégrale** au moins équivalente au nombre d'arbres supprimés.

Variante 2, le BHNS circule en site propre latéral avec deux couloirs de bus spécifiques. Cet aménagement a été étudié avec la préoccupation de conserver les arbres existants. Cette solution, séduisante au regard de cette préoccupation légitime, induit plusieurs difficultés circulatoires :

- Les croisements de flux entre les véhicules de transports publics et la circulation générale sont maximisés ;
- Les vélos circulants en mode latéral avant et après le boulevard de Lyon seraient amenés à croiser tous les flux au moins deux fois ;
- Les places de stationnement sont restituées côté pistes cyclables, sans réelles possibilités d'aménager des trottoirs compte tenu de la proximité avec les arbres. La proximité des pistes cyclables et des ouvertures de portières n'apaise pas la circulation des cycles ;
- Cette variante obérerait pour longtemps toute velléité de transformer cette plateforme à moyen / long terme pour un éventuel mode tramway en direction du Parc de l'Etoile.
- Pour cela, la plupart des arbres existants sur le boulevard de Lyon pourra être conservée en l'état actuel. 49 arbres environ devront être abattus dont 40 sur le parc de l'Etoile. De nouvelles plantations seront mises en œuvre aux abords du projet et sur le secteur du parc de l'Etoile afin d'aboutir à une compensation globale **et intégrale** au moins équivalente au nombre d'arbres supprimés.

Les avis du public :

Le Conseil de Quartier Gare-Kléber a transmis à l'Eurométropole son avis le 22 juin 2018 « *favorable à la variante 1 (où le BHNS circule sur une plateforme centrale*) » par le biais du registre présent à la médiathèque Olympe de Gouges.

Le tableau ci-dessous résume les principales attentes et questionnements de la population sur chacun des thèmes :

Thématique	Questions/observations
Déroulement de la concertation	**Une concertation appréciée par les citoyens.**
Opportunité du projet	**Une attente forte de la part des habitants sur cet axe majeur de l'agglomération.**
Le tracé, l'implantation des stations et l'offre de transport	**Des participants souhaitent un matériel roulant non polluant et peu bruyant.** **Des questions sur l'implantation d'un arrêt supplémentaire entre « Laiterie » et « Lycée Pasteur » afin de desservir l'école Louise SCHEPPLER ont été posées.**
Les problématiques d'insertion urbaine de l'infrastructure ainsi que l'utilisation du domaine public par les différents modes de déplacement	**Un consensus sur l'aménagement en site central du boulevard de Lyon,** **Des questions sur :** **- l'aménagement d'un tronçon avec une infrastructure de type tramway entre « Porte Blanche » et « Laiterie »,** **- l'anticipation de la sécurisation des circulations cyclables sur les boulevards,** **- l'aménagement du boulevard de Metz.**

D'une manière générale, les débats qui se sont tenus lors de la réunion publique et les avis recueillis dans le registre et par courriel ont fait apparaître un consensus général sur l'opportunité du projet et ont permis de faire émerger les préoccupations des habitants, des usagers et des associations en matière de circulation, de desserte, de qualité de l'environnement urbain (cyclables et piétons) et de formuler des suggestions à ce sujet.

Il y a lieu de rappeler que l'arrivée d'une ligne de transport en commun structurante pour l'agglomération comme une ligne de BHNS ou de tramway dans un quartier, influence profondément les habitudes en matière de déplacements et la perception des fonctionnalités de l'espace urbain.

De ce fait, la concertation s'est avérée déterminante pour l'insertion du projet et a conduit à l'établissement des préconisations suivantes, sous réserve de leur faisabilité technique et réglementaire :

- Aménager le boulevard de Lyon en site central ;
- Aménager des pistes cyclables sécurisées et visuellement identifiées de part et d'autres de la chaussée ;
- Mettre en circulation du matériel roulant peu polluant et peu bruyant ;
- Favoriser le transfert modal "voiture ↔ Transport en commun" ;
- Promouvoir les échanges intermodaux du BHNS avec le tramway et/ou le train, par des équipements d'intermodalité adaptés et évolutifs (en termes de capacités et de qualité de service).

Par ailleurs, des suggestions et propositions ont été formulées par les associations et/ou les riverains lors des 5 réunions d'écoute et de dialogue avec le public, et notamment :

a) Proposition d'insertion de rails de tramway sur la plateforme du boulevard de Lyon, lors de son aménagement pour le BHNS :

Plusieurs habitants, le conseil de quartier « Gare-Kléber » et les associations « ASTUS » et « Le tram fer à Koenigshoffen » sont favorables à l'aménagement du boulevard de Lyon en site central. Celui-ci leur parait plus cohérent, permettant d'avoir une continuité d'aménagement avec le boulevard de Nancy en cours de réalisation et facilitant une éventuelle transformation future de ce tronçon de ligne en mode tramway.

Ils demandent de profiter de la réalisation du boulevard le Lyon, entre « Laiterie » et « Porte Blanche », pour que soient insérés les rails du tramway afin d'éviter de revenir dans quelques années avec des travaux de dévoiement de réseaux et ainsi de faire des économies de coût comme cela fut le cas lors de l'aménagement de la place de la gare avec la pose des rails de l'actuelle ligne C du tramway.
Ce nouveau barreau permettrait de faire des gains dans la gestion du réseau de tramway pour l'acheminement du matériel roulant de la ligne F entre le dépôt de l'Elsau et Koenigshoffen.

Préconisations de la collectivité :

L'insertion d'une plateforme BHNS en site central sur le boulevard de Lyon garantirait la continuité avec les aménagements en cours sur le boulevard de Nancy (tram F) et faciliterait effectivement la gestion des carrefours en évitant de croiser certains flux. Parallèlement, l'itinéraire cyclable bidirectionnel serait implanté latéralement (côté ouest) et en continu depuis la Gare jusqu'au parc de l'Etoile.

Concernant la réalisation d'une plateforme tramway entre « Laiterie » et « Porte Blanche », celle-ci nécessiterait préalablement le dévoiement des réseaux, ainsi que la pose des rails, de lignes aériennes de contact et d'appareils de voies supplémentaires nécessaires aux bifurcations nouvelles. Le coût moyen kilométrique d'une infrastructure de tramway étant de l'ordre de 20 M€ HT, le budget prévisionnel du projet actuel devrait être augmenté d'environ 10 M€ HT. Par ailleurs en première approche, le « temps de retour sur investissement » pour une seule utilisation d'acheminement non commercial de rames de tramway serait très élevé. L'intégration de cette demande modifierait considérablement l'objet initial de la concertation en termes de coûts et d'aménagements.

La collectivité propose néanmoins d'étudier cette question, et notamment le dévoiement des réseaux sous la future plateforme de TCSP (transport en commun en site propre) du boulevard de Lyon et d'étudier en phase Avant-Projet le surcoût de l'intégration de rails « inactifs » et la préparation des réseaux souterrains accompagnant un tramway. A tout le moins, si une telle intégration ne s'avérait finalement pas pertinente à court, moyen et long terme, il sera recherché une réalisation tenant compte de l'implantation ultérieure de rails de tramway nécessitant un minimum de modifications structurantes.

b) Implantation d'une station supplémentaire permettant la desserte de l'école Louise SCHEPPLER :

Lors de la permanence à la kermesse de l'école Louise SCHEPPLER, un habitant a demandé que soit étudiée la possibilité d'implanter un arrêt supplémentaire entre « Laiterie » et le lycée Pasteur permettant de desservir l'Ecole Louise SCHEPPLER et réduisant l'itinéraire piéton insécurisé (selon lui) nécessaire aux élèves pour s'y rendre.

Préconisations de la collectivité :

L'ajout d'un arrêt supplémentaire entre « Laiterie » et le lycée Pasteur pourrait avoir des conséquences sur le temps de parcours et l'efficacité du BHNS. De plus, l'apaisement en termes de circulation dans la zone à la suite des travaux de prolongement de la ligne G permettra de proposer un cheminement piéton plus sécurisé.

La collectivité examinera cette proposition dans le cadre des prochaines études d'avant-projet.

c) Choix d'un matériel roulant équipé d'une motorisation à hydrogène :

Certaines personnes et associations émettent des réserves sur le choix du matériel roulant en ce qui concerne les nuisances en termes de pollution sonore et d'émission de particules qui peuvent être induites par un BHNS. L'exemple de la ville de Pau prévoyant prochainement l'inauguration d'une ligne de BHNS à hydrogène a été proposé comme solution éventuelle.

Préconisations de la collectivité :

Le matériel roulant utilisé actuellement sur la ligne G du BHNS est un véhicule roulant au gaz de ville n'émettant pas de particules fines contrairement à un véhicule diesel.
Cependant, les motorisations s'améliorant, des expérimentations vont effectivement s'effectuer à Pau sur des véhicules à hydrogène avec une ligne BHNS qui devrait être mise en service en septembre 2019. Une expertise des résultats de la ligne qui sera inaugurée à Pau serait intéressante pour éventuellement faire évoluer le parc de matériel roulant utilisé.

Pour toutes ces questions, il est nécessaire de poursuivre les études et des contacts, tant avec les riverains qu'avec les associations, pourront avoir lieu au stade de l'approbation de l'avant-projet et jusqu'à l'enquête publique.

V. Les améliorations apportées au projet suite au groupe de travail d'octobre-novembre 2018.

Un bilan de la concertation avait été initialement proposé pour avis au Conseil municipal de Strasbourg puis pour approbation au Conseil de l'Eurométropole de septembre 2018.

La question de l'abattage d'arbres boulevard de Lyon ayant suscité une vive émotion le Maire de Strasbourg a demandé un report de la délibération pour complément d'analyse

sous deux mois grâce à la constitution d'un groupe de travail afin de mieux concilier les exigences en matière de transport et en matière environnementale.

Les travaux du groupe réuni en octobre-novembre 2018 ont permis d'améliorer la compensation in situ de la coupe de 137 arbres d'alignement du boulevard de Lyon, concernant la variante 1, par la remise en place de 120 arbres, en lieu et place des 80 initialement prévus. Cette reconstitution d'alignements avec une inter-distance de 7 à 8 mètres permettrait de planter des arbres avec un gros développement et de conserver un aspect dense et régulier.

Par ailleurs, en sus des aménagements arborés d'ores et déjà prévus dans le secteur « Laiterie » du quartier centre-gare, le groupe de travail **a proposé** la création d'un nouveau parc arboré sur le parking nord de la caserne Marcot, côté ouest du pont Louis Pasteur pour les variantes 1 et 2. Il est proposé **d'associer** l'étude de faisabilité de cette opération dans le cadre des études ultérieures d'avant-projet et environnementales de mise en œuvre du prolongement de la ligne G du BHNS.

VI. Les suites données au projet

Conformément à l'esprit des textes et à la volonté du législateur, il est bien entendu que l'information du public se poursuivra, en tant que de besoin, au moyen de présentations des étapes du projet.
Ces présentations permettront les échanges avec le public qui viendront enrichir le projet dans la perspective d'une enquête publique qui sera organisée en 2020.

L'ensemble des actions de concertation a cependant permis d'engager d'ores et déjà un véritable dialogue sur les grandes lignes du projet et d'approfondir l'analyse de certaines composantes particulières.
Les débats ont confirmé, l'intérêt que suscite le développement du réseau de transport en commun sur les boulevards Ouest de Strasbourg ainsi que la réalisation des principaux enjeux du projet à l'échelle du territoire de l'agglomération de l'Eurométropole, à savoir :

- Le prolongement de la ligne G du BHNS contribue à l'aménagement d'une rocade de transport en commun structurant à l'Ouest du centre-ville de Strasbourg et crée un itinéraire alternatif plus rapide entre la place de la Gare et le parc de l'Etoile,
- Le réaménagement des boulevards permet de créer un corridor de contournement cyclable rapide et sécurisé,
- L'arrivée du BHNS constituera un élément de dynamisation des axes empruntés.

Sur la base des discussions issues de la concertation et portant notamment sur les conditions d'insertion du boulevard de Lyon, il est proposé d'approfondir l'examen des deux variantes présentées **étant entendu que du point de vue des logiques de transport public et d'insertion, c'est la variante 1, caractérisée par un aménagement en site central qui paraît la plus pertinente.**

Dans tous les cas, le parti d'aménagement qui sera finalement retenu à l'issue des études d'avant-projet devra répondre aux objectifs suivants :

- Permettre une cohérence d'ensemble sur l'aménagement des boulevards ;
- Faciliter la gestion des carrefours « Porte Blanche » et « Laiterie » ;
- Permettre l'insertion d'un itinéraire cyclable sécurisé ;
- Maintenir une bonne couverture végétale tout en valorisant le patrimoine urbain ;
- Prendre en compte les préoccupations du public et du conseil de quartier.

Les études d'avant-projet seront conduites en approfondissant notamment la satisfaction des objectifs principaux du projet, rappelés au point II du présent rapport.

Les études d'avant-projet seront également conduites en approfondissant notamment les thématiques suivantes :

- Respect des objectifs de performances du projet de prolongement du BHNS – Bouclage Sud ;
- Atteinte des objectifs estimés de la fréquentation ;
- Impacts circulatoires :
- Impacts sur l'offre de stationnement :
- Maintien de la couverture végétale et du nombre global d'arbres plantés.
- Impacts environnementaux du projet (qualité de l'air sur le parcours, reports de trafic, ambiance sonore...).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
vu l'avis du conseil de quartier Gare/Kléber en date du 22 juin 2018
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
émet un avis favorable

sur le bilan de la concertation publique organisée du 22 mai au 25 juin 2018 sur le projet de prolongement de la ligne G du BHNS depuis la Gare jusqu'au Parc de l'Etoile – Bouclage Sud, en application de l'article L 103-2 du Code de l'Urbanisme, dont la synthèse est plus amplement exposée au rapport de la présente délibération et détaillée en annexes 1 et 2 ;

demande

à l'Eurométropole de STRASBOURG de poursuivre :
- *les études et procédures visant à mettre en œuvre cette opération ;*
- *le processus d'information du public et de présentation des étapes du projet permettant son enrichissement par échanges, dans la perspective d'une enquête publique qui sera organisée en 2020 ;*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer tous documents ou conventions concourant à la mise en œuvre effective de la présente délibération.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

ANNEXE 1

Projet de prolongement de la ligne G depuis la place de la Gare jusqu'au parc de l'Etoile-Bouclage Sud à Strasbourg

Bilan détaillé de la concertation
22 mai au 25 juin 2018

SOMMAIRE

CONTEXTE 3
I – LE CADRE REGLEMENTAIRE DE LA CONCERTATION 4
I.1 – L'article L.103-2 4
I.2 – L'article R.103-1 5
II – LE CHAMP DE LA CONCERTATION 5
II.1 – Le projet 5
II.1.1 – Le contexte général 5
II.1.2 – Les objectifs du projet 6
II.2 – Les quartiers concernés 7
III – LES MODALITES DE LA CONCERTATION 8
IV – LE BILAN QUANTITATIF DE LA CONCERTATION 9
IV.1 – La réunion publique du 4 juin 2018 9
IV.2 – Les ateliers de travail avec les forces vives, associations d'usagers et les habitants 10
IV.2.1 – L'atelier avec les associations 10
IV.3 – Les expressions écrites 10
IV.3.1 – Les registres 10
IV.3.2 – Les courriers et courriels 10
IV.3.3 – L'avis des Conseils de quartier 10
IV.4 – Les articles parus dans la presse 11
LES OBSERVATIONS RECUEILLIES 12
V – Expressions dans la réunion publique 13
VI – La synthèse des expressions dans les registres, les courriers, les courriels 13
VI.2.1- Considérations générales sur le déroulement et le bilan de la concertation 13
VI.2.2- Eléments du bilan de la concertation relatifs au mode de transport (matériel, niveau de service, etc…) 14
VI.2.3- Eléments du bilan de la concertation relatifs au tracé, à l'implantation des stations et aux nœuds d'échange avec le réseau de tramway 15
VI.2.4- Eléments du bilan de la concertation relatifs aux problématiques d'insertion urbaine de l'infrastructure ainsi que d'aménagement et d'exploitation du domaine publique par les différents modes de déplacements 16
VI.2.5- Le planning prévisionnel du projet 19
VI.2.6- Questions diverses 20
LE BILAN DE LA CONCERTATION : ENSEIGNEMENTS ET SUITE A DONNER 21
VII – Les premiers enseignements de la concertation 22
VIII – Les suites données au projet 26

CONTEXTE

I – LE CADRE REGLEMENTAIRE DE LA CONCERTATION

La délibération du 18 décembre 2015 du conseil approuvant l'adaptation du schéma directeur des transports collectifs 2010–2025 a fixé la feuille de route des investissements relatifs au réseau de transports collectifs structurant de l'Eurométropole de Strasbourg. Le volet Déplacement du POA (Programme d'Orientations et d'Actions) du PLUi valant PDU, adopté le 16 décembre 2016, a renforcé ces orientations de la feuille de route relatives au réseau de transports en commun structurants.

Après plusieurs années de construction du réseau, essentiellement établi selon un mode radial, son évolution passe dorénavant par une étape nécessaire de consolidation visant d'une part, à redonner de la robustesse au réseau tramway du centre-ville en créant des itinéraires alternatifs permettant d'éviter les nœuds centraux proches de la saturation et d'autre part, à compléter la desserte du maillage du cœur métropolitain.

A cet effet, deux fuseaux ont été identifiés comme des solutions possibles à savoir :

- un bouclage Sud, objet de la présente délibération, qui débute à la Gare-Centrale et se poursuit sur les boulevards Ouest pour rejoindre les quais Sud et les nouvelles urbanisations des secteurs Etoile et Danube ;
- un bouclage Nord entre la gare et la place de la République.

En application de la délibération du 18 décembre 2015, une étude de définition a été engagée sur le prolongement de la ligne G afin de réaliser un bouclage Sud.

Suite à cette étude, le Conseil de l'Eurométropole a approuvé le 24 novembre 2017 la mise en œuvre d'une procédure de concertation règlementaire (au sens des articles L103-2 et R103-1 du code de l'urbanisme) portant sur le projet de prolongement de la ligne G depuis la place de la Gare jusqu'au parc de l'Etoile.

Ce projet a fait l'objet d'une procédure de concertation préalable avec le public du **22 mai au 25 juin 2018**, en application des articles L.103-2 et R 103-1 du code de l'urbanisme.

I.1 – L'article L.103-2

L'article L.103-2 indique que « *font l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées (…) les projets et opérations d'aménagement ou de construction ayant pour effet de modifier de façon substantielle le cadre de vie, notamment ceux susceptibles d'affecter l'environnement, au sens de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, ou l'activité économique, dont la liste est arrêtée par décret en Conseil d'Etat* ».

Le projet de la ligne G, en tant qu'infrastructure de transport en site propre modifie de façon substantielle le cadre de vie ainsi que l'activité économique du quartier Gare de Strasbourg. L'Eurométropole de Strasbourg a donc organisé, en application de l'article précité, une concertation associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées par le projet de prolongement de la ligne G entre la place de la Gare et le parc de l'Etoile.

A l'issue de cette procédure, l'Eurométropole de Strasbourg tire le bilan de la concertation et sollicite l'avis de la ville de Strasbourg concernée par les aménagements.

I.2 – L'article R.103-1

Cet article énumère les opérations d'aménagement réalisées par les communes ou leurs groupements qui sont soumises aux obligations prévues à l'article L.103-2, à savoir :

2°- « *la réalisation d'un investissement routier dans une partie urbanisée d'une commune d'un montant supérieur à 1,9 M€, et conduisant à la création de nouveaux ouvrages ou à la modification d'assiette d'ouvrages existants* » (…).

4° - « *la création d'une gare ferroviaire ou routière de voyageurs ou l'extension de son emprise lorsque le montant des travaux dépasse 1,9 M€ »*

Selon la jurisprudence, l'implantation d'un bus à haut niveau de service (BHNS) circulant sur une plateforme propre, conduisant à la création de stations voyageurs assimilées à des gares ferroviaires et impliquant également des réaménagements importants de voirie, souvent de façade à façade (le projet pris dans son ensemble) doit être considéré comme une opération d'aménagement visée par les articles L 103-2 et R 103-1 du code de l'urbanisme.

II – LE CHAMP DE LA CONCERTATION

II.1 – Le projet

II.1.1 – Le contexte général

Le POA (Programme d'Orientations et d'Actions) – volet 3 du PLUi, adopté le 16 décembre 2016, fixe la liste des investissements relatifs au réseau de transports en commun structurants, conformément aux orientations du Schéma Directeur des Transports Collectifs 2025 cité en introduction.

Les premières mesures identifiées à cet effet sont :

- Mailler le cœur métropolitain afin de faciliter l'accès au centre de l'agglomération ;
- Optimiser les échanges entre les différents modes de transports.

Sur ces bases, le prolongement de la ligne G du BHNS vers les boulevards Ouest et les quais Sud jusqu'au parc de l'Etoile a été identifiée comme prioritaire (réalisation d'ici à 2020) au regard des enjeux d'interface et de maillage des infrastructures de transports urbaines et interurbaines à l'entrée Ouest de l'agglomération.

La concertation a porté notamment sur :

- Les objectifs du projet ;
- Les conditions d'insertion de la ligne G du BHNS sur les axes empruntés ;
- Le réaménagement des espaces publics, notamment le boulevard de Lyon ;
- Les équipements d'intermodalité ;
- L'aménagement d'une passerelle piétons/cyclistes parallèle au pont Pasteur ;
- Les besoins et modalités de mise en œuvre du stationnement ainsi que des modes actifs.

II.1.2 – Les objectifs du projet

Le projet a pour objectifs principaux :

- D'offrir des **liaisons directes et performantes** entre la Gare-Centrale, le Nouvel Hôpital Civil et les quartiers Sud du centre-ville de Strasbourg ;
- De multiplier les **possibilités de correspondances** avec le réseau de tramway ;
- De créer une **alternative** à la liaison tramway Gare/Etoile **en desserrant le nœud « Homme de Fer »** ;
- D'améliorer la **performance globale** du réseau de transports en commun et l'offre globale de transport ;
- D'agir sur **l'environnement, la qualité de vie** de l'air ainsi que sur les nuisances sonores dans la ville en favorisant le recours aux transports en commun et aux circulations par des modes doux plutôt qu'à la voiture particulière, grâce à un meilleur partage de l'espace.

Les principales caractéristiques du projet sont :

- Un prolongement de la ligne G de BHNS de 2,8 kms environ vers le sud en passant sur les voiries existantes par les boulevards Ouest ceinturant le centre-ville de Strasbourg ;
- 7 nouvelles stations (avec une haute qualité de service : abris voyageurs, système d'informations voyageurs, distributeurs et valideurs de titres de transport, quais aux normes accessibilité) ;
- 3 nœuds de correspondance avec le réseau de tramway (Stations Porte Blanche, Laiterie et Etoile/Bourse) ;
- L'amélioration et la création de cheminements piétons et cycles, y-compris la création d'une passerelle réservée aux piétons et cyclistes doublant au Sud le pont Louis Pasteur en franchissement de l'Ill ;
- Une fréquence soutenue pour un passage régulier en station avec un service continu de 4h30 à plus de minuit ;
- Le réaménagement des espaces publics traversés et notamment des carrefours à feux, portant principalement sur le boulevard de Lyon à Strasbourg. Deux variantes ont été présentées pour l'insertion de la ligne G de BHNS sur le boulevard de Lyon :

- **Variante 1 :** Le BHNS circule en site propre sur une plateforme centrale. Pour cela, l'autorisation d'abattre 137 arbres existants sur le boulevard de Lyon doit être recherchée. 120 arbres environ pourront être replantés sur le boulevard en double alignement dans le cadre du nouvel aménagement à raison d'un entraxe de 7 à 8 m. 49 arbres supplémentaires environ devront être abattus dont 40 sur le parc de l'Etoile. De nouvelles plantations seront mises en œuvre aux abords du projet et sur le secteur du parc de l'Etoile afin d'aboutir à une compensation globale au moins équivalente au nombre d'arbres supprimés ;

- **Variante 2 :** Le BHNS circule en site propre latéral avec deux couloirs de bus spécifiques. Pour cela, la plupart des arbres existants sur le boulevard de Lyon pourra être conservée. 49 arbres environ devront être abattus dont 40 sur le parc de l'Etoile. De nouvelles plantations seront mise en œuvre aux abords du projet et sur le secteur du parc de l'Etoile afin d'aboutir à une compensation globale au moins équivalente au nombre d'arbres supprimés.

Chacune des variantes comprend la réalisation d'une piste cyclable bidirectionnelle et la suppression d'une partie du stationnement qui sera réintroduit en central le long des voies.

Le montage (financement) et le planning prévisionnel du projet :

Le projet est estimé à 5,4 M€ HT pour l'aménagement des 2,8 km de prolongement de la ligne G ainsi que la passerelle cyclistes et piétons.

Le calendrier prévisionnel du projet qui a été présenté est le suivant :

- **Décembre 2018 :** Bilan de concertation puis poursuite des études d'AVP ;
- **Fin 2019 :** approbation de l'AVP ;
- **Courant 2020 :** Etudes et procédures environnementales de consultation du public (étude d'impact le cas échéant, enquête publique) et démarrage des travaux ;
- **2021 :** Mise en service.

II.2 – Les quartiers concernés

Le périmètre de la concertation pour le projet s'étend principalement sur le quartier Gare concerné par les travaux et dans une moindre mesure sur le quartier du Heyritz et de la Bourse.

III – LES MODALITES DE LA CONCERTATION

Conformément aux modalités de concertation fixées par la délibération du 24 novembre 2017, le public a eu à sa disposition un large éventail de moyens pour s'exprimer sur le projet, au travers d'un dispositif d'information, d'écoute et de dialogue :

- ***Le dispositif d'information du public*** comprenait différents supports :

  - Une plaquette de présentation du projet. Celle-ci présentait :
    - Une description de ce qu'est un Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) ;
    - Les objectifs et le périmètre du projet ;
    - Un plan global intégrant le projet dans le réseau structurant du centre-ville de Strasbourg ;
    - L'analyse comparative des variantes envisageables ;
    - La présentation des propositions d'insertion du BHNS sur le boulevard de Nancy, le boulevard de Lyon, et les quais Louis Pasteur, Menachem Taffel et Fustel de Coulanges ;
    - Le calendrier prévisionnel ;
    - Les modalités pratiques de participation du public à la concertation ;

    Ce document (édité à **800 exemplaires**) a été distribué lors des permanences au Nouvel Hôpital Civil et à la kermesse de l'école maternelle Louise SCHEPPLER, ainsi qu'à la réunion publique organisée au centre administratif parc de l'Etoile. Ce document était aussi disponible sur les lieux d'exposition publique et sur le site internet de l'Eurométropole de Strasbourg ;

  - **Deux sites d'**expositions publiques :
    - Au centre administratif de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg (1, parc de l'Etoile) ;
    - A la médiathèque Olympe de Gouge (3, rue Kuhn à Strasbourg) ;

    Dans chacune de ces expositions, **6** panneaux de présentation du projet présentant les mêmes types d'éléments d'informations (graphiques et descriptifs) que la plaquette d'information ont été mis à la disposition du public ainsi qu'un registre d'expression permettant aux personnes intéressées de faire état de tous avis, observations et propositions relatifs au projet présenté.

  - **9 800** invitations distribuées aux riverains concernés ainsi qu'aux forces vives ;
  - Une campagne d'affichage annonçant la concertation ;
  - La diffusion, pour le compte de l'Eurométropole de Strasbourg, d'un communiqué de presse en date du 17 mai 2018 annonçant la concertation ainsi qu'un article publié dans l'Edition du 'Strasbourg Magazine n°291' du mois de juin 2018 ;
  - La mise à la disposition du public d'un numéro d'appel téléphonique pour toute information sur le projet (Tel numéro 03.68.98.51.12, la permanence

téléphonique étant assurée par le service Tramway et Grands Projets de la Direction Mobilité, Espaces Publics et Naturels) ;
- La mise en ligne de la plaquette d'information et des modalités de participation à la concertation sur le site internet www.strasbourg.eu ;
- La mise en ligne de la présentation réalisée lors de la réunion publique du 4 juin 2018 sur le site internet www.strasbourg.eu.

- ***Le dispositif d'écoute et de dialogue avec le public*** a été organisé au travers de plusieurs réunions :

  - Deux réunions–ateliers de présentation auprès des associations d'usagers (FNAUT, ASTUS, CADR, Piétons67). Cette réunion a réuni **cinq** représentants des associations d'usagers le 31 mai 2018 d'une part, et du conseil de quartier Gare/Kléber le 20 juin 2018 d'autre part ;
  - Deux réunions–ateliers sous forme de permanences au Nouvel Hôpital Civil le 22 juin 2018 et à la kermesse de l'école maternelle Louise SCHEPPLER le 22 juin 2018 ;
  - Une réunion publique le lundi 4 juin à 19h30 au centre administratif, 1 Parc de l'Etoile.

  Plus de **50** personnes ont assisté à l'ensemble de ces réunions qui a fait l'objet d'un article de presse dans les DNA.

  En ce qui concerne le recueil des observations, des appréciations et des propositions écrites formulées par les personnes intéressées, il est précisé que les contributions ont été consignées respectivement, sur les registres d'expression mis à disposition sur les lieux des expositions ainsi que dans des courriers adressés à l'Eurométropole de Strasbourg et dans des textes transmis par messagerie électronique.

La concertation donne lieu au présent bilan qui comprend :
- La synthèse des observations consignées,
- Les enseignements tirés par l'Eurométropole.

IV – LE BILAN QUANTITATIF DE LA CONCERTATION

IV.1 – La réunion publique du 4 juin 2018

Cette réunion a eu lieu au centre administratif – 1, place de l'Etoile à Strasbourg.

Environ 25 personnes étaient présentes à cette réunion.
Les institutions représentées à la tribune étaient :

- Les services de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- Les élus: Roland RIES 1er Vice-Président de l'Eurométropole en charge des transports et Maire de Strasbourg, Jean-Baptiste GERNET Conseiller Métropolitain Délégué en charge des modes actifs et Adjoint au Maire, Paul MEYER Conseiller Métropolitain et Adjoint au Maire en charge du quartier Gare.

La salle regroupait des élus, des représentants d'associations et d'entreprises et des habitants. La réunion a donné lieu à de nombreuses prises de paroles et questions.

La presse était représentée par les *Dernières Nouvelles d'Alsace.*

IV.2 – Les ateliers de travail avec les forces vives, associations d'usagers et les habitants

IV.2.1 – L'atelier avec les associations

Cinq représentants des associations d'usagers étaient présents à l'atelier de travail du 31 mai à 17h30 au centre administratif de l'Eurométropole de Strasbourg.

Les services techniques représentaient l'Eurométropole de Strasbourg

IV.3 – Les expressions écrites

IV.3.1 – Les registres

Les registres ont permis de recueillir **7** contributions écrites détaillées ci-après :

- Centre Administratif : 0
- Quartier Gare (médiathèque Olympe de Gouge) : 3
- Permanences : 4
- Réunions publiques : 0

IV.3.2 – Les courriers et courriels

L'Eurométropole de Strasbourg a reçu 1 courrier comprenant les avis de plusieurs copropriétaires et 11 courriels.

IV.3.3 – L'avis des Conseils de quartier

L'avis consultatif du Conseil de quartier Gare/Kléber a été émis le 22 juin 2018.

IV.4 – Les articles parus dans la presse

Un article de presse a été publié dans les DNA le 6 juin 2018 avec pour titre « Extension de la ligne G : tout droit dans le consensus ».

LES OBSERVATIONS RECUEILLIES

V – Expressions dans la réunion publique

Le tableau ci-dessous rappelle le nombre de participants à la réunion publique :

Lieu de la réunion publique	**Nombre de participants**
Centre administratif 1 parc de l'Etoile	**25**

VI – La synthèse des expressions dans les registres, les courriers, les courriels

Le tableau ci-dessous rappelle la répartition des expressions recueillies par écrit :

Nom du support	**Nombre**
Courriers / Courriels	12
Registres	7
TOTAL :	**19**

VI.2.1- Considérations générales sur le déroulement et le bilan de la concertation

La mise en œuvre de cette procédure de concertation publique, a permis à l'autorité compétente (Eurométropole de Strasbourg) d'engager un dialogue avec les habitants et les usagers intéressés au projet et d'être à l'écoute des interrogations et des attentes du public vis à vis de ce projet.

Très concrètement, ont participé à cette concertation publique : des habitants et des acteurs économiques du quartier gare, des représentants d'associations de quartier, des élus, des associations d'usagers des transports…

Le service de l'Eurométropole de Strasbourg en charge du projet (Direction Mobilité, Espaces Publics et Naturels/service Tramway et Grands Projets) a exposé en détail, au moyen de supports visuels, lors de chacune de ces réunions :

- Une description de ce qu'est un Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) ;
- Les objectifs et le périmètre du projet ;
- Un plan global intégrant le projet dans le réseau structurant du centre-ville de Strasbourg,
- L'analyse comparative des variantes envisageables ;
- La présentation des propositions d'insertion du BHNS sur le boulevard de Nancy, le boulevard de Lyon, et les quais Louis Pasteur, Menachem Taffel et Fustel de Coulanges ;
- Le calendrier prévisionnel ;
- Les modalités pratiques de participation du public à la concertation.

Les principaux points abordés dans le cadre de la concertation ont porté sur :
- Le mode de transport (type de matériel, niveau de service, etc…) ;
- Le tracé et les nœuds de correspondance avec le réseau de tramway ;
- L'insertion urbaine et les enjeux circulation tous modes ;
- Le calendrier prévisionnel ;
- Des questions diverses.

VI.2.2- Eléments du bilan de la concertation relatifs au mode de transport (matériel, niveau de service, etc…)

VI.2.2.1- *Rappel sur les éléments relatifs au mode proposé dans le cadre de la concertation*

Dans le cadre de la présente concertation, ont été présentés avec des visuels et des éléments chiffrés, les caractéristiques du projet tels que :
- Le matériel roulant et le mode de transport qu'est le BHNS,
- L'estimation de la charge de fréquentation induit par le prolongement de la ligne G (environ 14 000 voyages/jour supplémentaire),
- Le nombre de stations et leurs équipements,
- La performance du BHNS,
- Les temps de parcours entre la Gare et le parc de l'Etoile.

VI.2.2.2- *Les termes du débat public*

(a) Certaines personnes s'interrogent sur la pertinence du mode BHNS entre la Gare et le parc de l'Etoile.

Réponse de la collectivité :
La charge actuelle de la ligne G est de l'ordre de 11 000 voyages par jour. Suite à la réalisation du prolongement de la ligne, la charge globale est estimée à 25 000 voyages par jour, soit 14 000 voyages supplémentaires induits par cette nouvelle offre de transport par jour. Une partie de ces voyages est liée à une conquête de nouveaux utilisateurs (4 000 voyages par jour), le reste étant dû à d'importants reports d'itinéraires (10 000 voyages par jour) venant principalement du réseau de tramway. Cette fréquentation justifie le choix du mode BHNS, pouvant supporter jusqu'à environ 30 000 voyages par jour, plutôt qu'un autre mode de transport, de type tramway par exemple.

(b) Certaines personnes et associations émettent des réserves sur le choix du matériel roulant en ce qui concerne les nuisances en termes de pollution sonore et d'émission de particules qui peuvent être induites par un BHNS. L'exemple de la ville de Pau prévoyant prochainement l'inauguration d'une ligne de BHNS à hydrogène a été proposé comme solution éventuelle.

Réponse de la collectivité :
Le matériel roulant utilisé actuellement sur la ligne G du BHNS est un véhicule roulant au gaz de ville n'émettant pas de particules fines contrairement à un véhicule diesel.
Cependant, les motorisations s'améliorant, des expérimentations vont effectivement s'effectuer à Pau sur des véhicules à hydrogène avec une ligne BHNS qui devrait être mise en service en septembre 2019. Une expertise des résultats de la ligne qui sera inaugurée à Pau serait intéressante pour éventuellement faire évoluer le parc de matériel roulant utilisé.

(c) Certaines personnes et associations s'inquiètent du confort des voyageurs en raison du choix d'un BHNS (catégorie de bus) par rapport à la desserte de l'hôpital qui induira des usagers à mobilité réduite.

Réponse de la collectivité :
Le BHNS s'inscrit effectivement selon un mode routier mais utilise des voies réservées ce qui réduit l'inconfort que peuvent produire des accélérations/décélérations répétées et avec une rapidité de déplacement améliorée.
Par ailleurs, le BHNS circule actuellement avec une vitesse commerciale de 20 km/h et atteint une vitesse de 50 km/h sur la rue de Hochfelden. Entre la Gare et le parc de l'Etoile, la vitesse commerciale a été évaluée à 16 km/h, ce qui est comparable à celle du réseau de tramway. Le temps de parcours estimé sur ce tronçon est de 10 minutes 30 secondes au lieu de 12 minutes en utilisant les lignes A ou D du tramway auxquelles s'ajoute le temps de parcours pour atteindre l'arrêt tramway à la Gare qui se trouve en sous-sol.

(d) Une inquiétude a été émise concernant l'aménagement d'assises aux stations du BHNS et tout au long du tracé.

Réponse de la collectivité :
Le BHNS est un bus circulant en site propre et offrant des performances comparables à celles d'un tramway. Il a une fréquence élevée aux heures de pointe et une amplitude horaire de service de 4 h 30 à 00 h 30. Le service fournit une régularité et un confort similaire à celui d'un tramway, avec des stations aménagées et des équipements : achat et validation des billets sur les quais, des quais à niveau pour les personnes à mobilité réduite et des assises à chaque station.

VI.2.3- Eléments du bilan de la concertation relatifs au tracé, à l'implantation des stations et aux nœuds d'échange avec le réseau de tramway

VI.2.3.1- *Rappel des caractéristiques générales des variantes*

Le tracé du prolongement de la ligne G de BHNS commence à la Gare centrale de Strasbourg et se poursuit en site propre jusqu'au parc de l'Etoile via le boulevard de Metz inchangé, le boulevard de Nancy sur la plateforme réalisée en site central dans le cadre du projet de prolongement de la ligne F de tramway vers Koenigshoffen, le boulevard de Lyon réaménagé et les quais Pasteur, Menachem Taffel et Fustel de Coulanges sur le site latéral réalisé pour la nouvelle ligne de bus express L1.

7 nouvelles stations sont envisagées tout au long du tracé :
- A proximité du parking Saint-Aurélie,
- Porte-Blanche, permettant une correspondance avec la ligne F du réseau de tramway,
- Laiterie, permettant une correspondance avec la ligne B du réseau de tramway,
- Lycée Pasteur,
- Hôpital Civil,
- Hôtel de police,
- Etoile/Bourse, permettant une correspondance avec les lignes A et D du réseau de tramway.

VI.2.3.2- *Les termes du débat public*

(a) Un habitant s'interroge à propos du retournement de la ligne G au droit du parc de l'Etoile.

Réponse de la collectivité :
Le terminus commercial est prévu à l'actuel arrêt « Etoile-Bourse » utilisé par la ligne L1 avec un retournement via la route de Vienne, traversant l'actuelle gare routière des cars de tourisme pourvue d'une station de régulation « Parc de l'Etoile » et remontant par la rue de la 1ère Armée.

(b) Lors de la permanence à la kermesse de l'école Louise SCHEPPLER, un habitant a demandé que soit étudiée la possibilité d'implanter un arrêt supplémentaire entre « Laiterie » et le lycée Pasteur permettant de desservir l'Ecole Louise SCHEPPLER et réduisant l'itinéraire piéton insécurisé (selon lui) nécessaire aux élèves pour s'y rendre.

Réponse de la collectivité :
L'ajout d'un arrêt supplémentaire entre « Laiterie » et le lycée Pasteur pourrait avoir des conséquences sur le temps de parcours et l'efficacité du BHNS. De plus, l'apaisement en termes de circulation dans la zone à la suite des travaux de prolongement de la ligne G permettra de proposer un cheminement piéton plus sécurisé.
La collectivité examinera cette proposition dans le cadre des prochaines études d'avant-projet.

VI.2.4- Eléments du bilan de la concertation relatifs aux problématiques d'insertion urbaine de l'infrastructure ainsi que d'aménagement et d'exploitation du domaine publique par les différents modes de déplacements

VI.2.4.1- *Rappel des caractéristiques d'insertion urbaine du tramway*

Différents modes de réaménagement multimodal des boulevards ont été présentés au public afin de répondre aux besoins de déplacements multiples que sont : le BHNS, les automobiles, les vélos en site propre et les cheminements-piétons aux normes d'accessibilité.
Pour garantir la vitesse commerciale et la sécurité d'exploitation du BHNS, la plate-forme dédiée pourra selon la configuration des lieux être protégée des franchissements intempestifs en dehors des points de traversée aménagés.

Insertion du projet sur le boulevard de Metz

Sur cette section le BHNS utilisera les voies de bus existantes.

Insertion du projet sur le boulevard de Nancy

Le BHNS circulera sur la plate-forme de la ligne F du tramway actuellement en cours de réalisation. Cet aménagement comprend la réalisation d'une piste cyclable bidirectionnelle et la suppression d'une partie du stationnement qui sera réintroduit en central le long des voies.

Insertion du projet sur le boulevard de Lyon

Deux variantes ont été, *in fine*, examinées pour l'insertion de la ligne G de BHNS sur le boulevard de Lyon.

- **Variante 1 :** Le BHNS circule sur une plateforme centrale. Les arbres existants sur le boulevard de Lyon doivent être replantés dans le cadre du nouvel aménagement ;
- **Variante 2 :** Le BHNS circule en site propre latéral avec deux couloirs de bus spécifiques. Les arbres existants sur le boulevard de Lyon sont conservés dans la mesure du possible.

Chacune des variantes comprend la réalisation d'une piste cyclable bidirectionnelle et la suppression d'une partie du stationnement qui sera réintroduit en central le long de la plateforme BHNS.

Insertion du projet sur le pont Louis Pasteur

Une passerelle parallèle au pont Pasteur pour la circulation en mode doux (piste cyclable bidirectionnelle et cheminement piétons) sera créée afin de garantir une sécurisation des modes actifs.
Parallèlement, des voies de bus dédiées mutualisées avec la circulation de la ligne L1 seront réalisées.

Insertion du projet sur les quais Louis Pasteur, Menachem Taffel et Fustel de Coulanges

Le BHNS utilisera les voies de bus aménagées et actuellement utilisées par la ligne L1 jusqu'au parc de l'Etoile.

VI.2.4.2- *Les termes du débat public*

(a) Un habitant demande s'il existe des retours d'expérience entre les deux variantes d'aménagement du boulevard de Lyon.

Réponse de la collectivité :
Il existe un exemple sur le boulevard de la Victoire à Strasbourg (insertion en mode tramway), avec un aménagement cyclable en site central. Cet aménagement est relativement accidentogène, les arbres d'alignement formant une sorte de mur, masquant la visibilité des cyclistes et des piétons qui souhaitent traverser.
Toutefois, s'agissant d'un BHNS (dont le mode est routier), les distances de freinage sont plus courtes. Dans cette hypothèse, un espacement adapté des arbres d'alignement permettrait de garantir de bonnes conditions de visibilité et de sécurité pour tous les usagers.

(b) Plusieurs habitants, le conseil de quartier « Gare-Kléber » et les associations « ASTUS » et « Le tram fer à Koenigshoffen » sont favorables à l'aménagement du boulevard de Lyon en site central. Celui-ci leur parait plus cohérent, permettant d'avoir une continuité d'aménagement avec le boulevard de Nancy en cours de réalisation et facilitant une éventuelle transformation future de ce tronçon de ligne en mode tramway.

Ils demandent de profiter de la réalisation du boulevard le Lyon, entre « Laiterie » et « Porte Blanche », pour que soient insérés les rails du tramway afin d'éviter de revenir dans quelques années avec des travaux de dévoiement de réseaux et ainsi de faire des économies de coût comme cela fut le cas lors de l'aménagement de la place de la gare avec la pose des rails de l'actuelle ligne C du tramway.
Ce nouveau barreau permettrait de faire des gains dans la gestion du réseau de tramway pour l'acheminement du matériel roulant de la ligne F entre le dépôt de l'Elsau et Koenigshoffen.

Réponse de la collectivité :
L'insertion d'une plateforme BHNS en site central sur le boulevard de Lyon garantirait la continuité avec les aménagements en cours sur le boulevard de Nancy (tram F) et faciliterait effectivement la gestion des carrefours en évitant de croiser certains flux. Parallèlement, l'itinéraire cyclable bidirectionnel serait implanté latéralement (côté ouest) et en continu depuis la Gare jusqu'au parc de l'Etoile.
Concernant la réalisation d'une plateforme tramway entre « Laiterie » et « Porte Blanche », celle-ci nécessiterait préalablement le dévoiement des réseaux, ainsi que la pose des rails, de lignes aériennes de contact et d'appareils de voies supplémentaires nécessaires aux bifurcations nouvelles. Le coût moyen kilométrique d'une infrastructure de tramway étant de l'ordre de 20 M€ HT, le budget prévisionnel du projet actuel devrait être augmenté d'environ 10 M€ HT. Par ailleurs en première approche, le « temps de retour sur investissement » pour une seule utilisation d'acheminement non commercial de rames de tramway serait très élevé. L'intégration de cette demande modifierait considérablement l'objet initial de la concertation en termes de coûts et d'aménagements.

La collectivité propose néanmoins d'étudier cette question, et notamment le dévoiement des réseaux sous la future plateforme de TCSP (transport en commun en site propre) du boulevard de Lyon et d'étudier en phase Avant-Projet le surcoût de l'intégration de rails « inactifs » et la préparation des réseaux souterrains accompagnant un tramway. A tout le moins, si une telle intégration ne s'avérait finalement pas pertinente à court, moyen et long terme, il sera recherché une réalisation tenant compte de l'implantation ultérieure de rails de tramway nécessitant un minimum de modifications structurantes.

(c) Des habitants du quartier Gare sont plus favorable à l'aménagement du boulevard de Lyon en site latéral afin d'avoir une piste cyclable centrale permettant de réduire les conflits piétons/cycles.

Réponse de la collectivité :
La largeur prévue pour les trottoirs sera environ de 2 mètres auxquels s'ajouteront les pistes cyclables. Le conflit entre modes sera donc significativement réduit.
De plus, dans le cadre de cette variante, les cyclistes seraient dans l'obligation de traverser à deux reprises les carrefours pour rejoindre le site central ce qui induirait des situations d'insécurité.
Les aménagements pour modes actifs sur cet axe feront l'objet d'une signalisation spécifique qui pourra le cas échéant être renforcée pour améliorer sa lisibilité.

(d) L'association « Le tram fer à Koenigshoffen » propose que le boulevard de Metz soit également aménagé avec la ligne de BHNS en site central ou, à minima, que les voies de bus soient situées côté îlot central. Cela permettrait à la ligne G de rejoindre le site propre situé au centre du boulevard de Nancy plus aisément et faciliterait la gestion du carrefour Saint-Aurélie sur lequel se croisent la ligne F du tramway, des voitures ainsi que le futur prolongement de la ligne G.

Réponse de la collectivité :
Le réaménagement de ce boulevard n'étant pas prévu initialement dans ce projet, la collectivité propose d'étudier la faisabilité technico-économique d'une telle réorganisation de l'affectation des voies.

(e) Une habitante s'interroge sur la gestion du stationnement des taxis empiétant de plus en plus sur la voirie par manque de places.

Réponse de la collectivité :
Cette requête rentre pleinement dans la réflexion sur la réorganisation du boulevard de Metz en termes de marquage au sol. La collectivité étudiera les possibilités d'aménagement envisageable.

VI.2.5- Le planning prévisionnel du projet

VI.2.5.1- *Rappel du planning de réalisation*

Le projet est estimé à 5,4 M€ HT pour l'aménagement des 2,8 km de prolongement de la ligne G ainsi que la passerelle cyclistes et piétons.

Le calendrier prévisionnel du projet qui a été présenté est le suivant :

- **Décembre 2018 :** Bilan de concertation puis poursuite des études d'AVP ;
- **Fin 2019 :** approbation de l'AVP ;
- **Courant 2020 :** Etudes et procédures environnementales de consultation du public (étude d'impact le cas échéant, enquête publique) et démarrage des travaux ;
- **2021 :** Mise en service.

VI.2.5.2- *Les termes du débat public*

(a) Le Conseil de quartier Gare-Kléber demande la mise en place dès à présent de bandes ou pistes cyclables, ou à minima d'une voie réservée aux bus (en utilisant du marquage

discontinu) permettant aux bus de doubler les cyclistes afin que les cyclistes soient séparés du flux automobile.

Réponse de la collectivité :
La collectivité a mis en œuvre cette proposition en novembre 2018 dans le but de sécuriser provisoirement les flux de cyclistes, en attendant la réalisation du prolongement de la ligne G du BHNS de la place de la Gare au parc de l'Etoile.

VI.2.6- Questions diverses

Plusieurs remarques non classées dans les thématiques ci-avant appellent les réponses suivantes de la part de la collectivité :

(a) L'association ASTUS propose d'étudier le prolongement de la ligne G du BHNS sur le quai des Alpes à destination de la place d'Islande ou de l'avenue Aristide Briand.

Réponse de la collectivité :
La collectivité étudiera l'opportunité de cette proposition suite à la réalisation du prolongement de la ligne G du BHNS jusqu'au parc de l'Etoile et au bilan de sa mise en service.

(b) Des habitants demandent si le TSPO utilisera la plateforme du BHNS et si cela n'engendrera pas de la congestion supplémentaire.

Réponse de la collectivité :
Le TSPO est une ligne interurbaine structurante qui a vocation à arriver au centre-ville. La logique est d'optimiser au mieux l'usage des plates-formes dédiées aux transports en commun. C'est pour cette raison que la plate-forme tramway sur le boulevard de Nancy a vocation à accueillir également le BHNS de la ligne G.
Des réflexions sont en cours afin de déterminer si d'autres lignes pourraient utiliser la plate-forme, par exemple la ligne de bus 2, voire le TSPO.
Cependant, il est nécessaire de trouver un équilibre dans la gestion globale du trafic (tous modes confondus) afin de ne pas perturber les autres dispositifs de circulation.

LE BILAN DE LA CONCERTATION : ENSEIGNEMENTS ET SUITE A DONNER

VII – Les premiers enseignements de la concertation

Cette concertation a fait l'objet d'une relative mobilisation de la population (50 personnes aux réunions de présentation, 25 personnes en réunion publique, 7 contributions sur registres, 11 courriels) qui peut s'expliquer en grande partie du fait d'un consensus général sur la pertinence d'un réaménagement des boulevards Ouest de Strasbourg et la nécessité de réaliser une infrastructure de transport structurante sur cet axe. Les interventions ont principalement porté sur la temporalité du projet et la réalisation d'un itinéraire cyclable sécurisé.

Les thématiques suivantes ont été présentées :

Performances du projet de prolongement du BHNS – Bouclage Sud :

Le temps de parcours envisagé par le BHNS entre la Gare–Centrale et le Parc de l'Etoile est de 10 mn, avec une vitesse commerciale de 16 km/h sur les 2800 m du prolongement.

Le niveau de service est identique à celui du BHNS actuel :
- Fréquence élevée aux heures de pointe ;
- Circulation de 4h 30 à minuit 30 ;
- Performances élevées de régularité, confort et vitesse ;
- Equipements identiques à ceux du tramway ;
- Achat et validation des billets sur les quais ;
- Quais à niveau pour les personnes à mobilité réduite.

Estimation de la fréquentation :

La fréquentation actuelle de la ligne G est de 11.000 voyages / jour. La charge de la future ligne G, jusqu'au Parc de l'Etoile est estimée à 25.000 voyages / jour, soit 14.000 voyages / jour supplémentaires induits par le prolongement.

Ces 14.000 voyages / jour se constituent d'une conquête de nouveaux utilisateurs, soit environ 4.000 voyages par jour, et d'importants reports d'itinéraire d'environ 10.000 voyages par jour, principalement depuis le réseau de tramway.

Le déchargement du réseau de tramway, des lignes de tram A D et C représente :
- Une réduction de 4% de fréquentation du réseau de tramway au global ;
- Une réduction de 10% de la fréquentation sur le tronçon tramway «Etoile/ Homme de Fer » ;
- Un déchargement conséquent de l'arrêt « Homme de Fer », soit 920 correspondances en moins à la Période de Pointe du Soir (PP S), ou une réduction de 20% des correspondances tram/tram à cet arrêt.

Le prolongement du BHNS induit donc également l'amélioration de l'exploitation et du confort pour les utilisateurs du tram.

Impacts circulatoires :

Le prolongement du BHNS induit un apaisement de la circulation et améliore le cadre de vie.

Les couloirs de bus réalisés à la mise en service de la ligne 1 de bus induisent d'ores et déjà une diminution potentielle du trafic à l'horizon 2020 :

- 200 véhicules /heure en moins à la Période de Pointe du Soir (-10%) sur le boulevard de Lyon ;
- 220 véhicules /heure en moins à l'Heure de Pointe du Soir (-15%) sur le quai Taffel.

Cette diminution se traduit par un report d'itinéraire vers le réseau A35 et E52/avenue du Rhin et par une hausse de trafic quasi-équivalente vers le contournement Sud.

A l'horizon 2021, le prolongement du BHNS induit une diminution majeure du trafic :

- 600 véhicules /heure en moins à la Période de Pointe du Soir sur le boulevard de Lyon ;
- 300 véhicules /heure en moins à l'Heure de Pointe du Soir sur le quai Taffel.

Cette diminution se traduit par un report modal vers les Transports Collectifs et un report d'itinéraire sur le réseau A35 et E52/avenue du Rhin, faible à l'échelle du trafic sur ces axes (+1%).

Le prolongement du BHNS induit un apaisement de la circulation et améliore le cadre de vie.

Impacts sur l'offre de stationnement :

Le projet nécessite la suppression de 180 places de stationnement actuelles sur le boulevard de Lyon, dont 75 peuvent être restituées sur l'axe :

- 35 places en zone payante orange ;
- 40 places en zone payante verte.

Des solutions de report sont envisagées :

- Sur voirie d'une part, en raison d'un taux d'occupation moyen de 55% à 65% en journée sur les zones bordant le tracé entre la Porte Blanche et le quai Pasteur ;
- En ouvrage d'autre part, le taux d'occupation du Parking « Centre-Historique - Petite France », d'une capacité de 1 000 places (depuis son extension de 350 places en janvier 2016) est d'environ 50%. Le parking offre 500 places actuellement disponibles, en soirée notamment.

Les aménagements et les variantes :

Les invariants :

Boulevard de Nancy :
- Le BHNS circule en site central sur la plateforme de la ligne F du tramway ;
- Les cyclistes disposent d'une piste à double sens à l'extérieur du boulevard et d'une piste à sens unique à l'intérieur du boulevard ;
- Les automobiles circulent sur une voie de part et d'autre de la plateforme.

Pont Louis Pasteur :
- Les quais ne nécessitent pas de nouveaux aménagements ;
- Le BHNS empruntera les voies de la ligne 1 de bus, déjà réalisées ;
- Les circulations des voitures restent inchangées, le projet prévoit une passerelle réservée aux piétons et cycles doublant le pont Louis Pasteur côté Sud, en franchissement de l'Ill. Pour l'insertion de la passerelle, 3 arbres devront être abattus.

Quais Louis Pasteur, Menachem Taffel et Fustel de Coulanges :
- Les circulations des piétons, cycles et voitures restent inchangées. Pour l'insertion des stations au standard BHNS, 6 arbres au maximum pourraient être abattus.

Parc de l'Etoile :
- Le BHNS effectuant son battement/retournement au niveau de la gare routières des cars du parc de l'Etoile, un aménagement - non commercial a priori - sera étudié. Pour cela, 40 arbres environ devront être abattus.

Les variantes d'aménagement du boulevard de Lyon :

Variante 1, le BHNS circule en site propre sur une plateforme centrale :

- Cet aménagement permet une grande cohérence d'ensemble avec l'aménagement du boulevard de Nancy et une continuité de localisation des pistes cyclables de part et d'autre du boulevard de Lyon ;
- Les croisements de flux entre les véhicules de transports publics et la circulation générale sont minimisés ;
- Les places de stationnement sont restituées côté trottoirs ;
- Cette variante nécessite néanmoins de supprimer les arbres d'alignements existants sur le boulevard de Lyon. Il est précisé que la densité de ces arbres est très forte, que leur état sanitaire est assez moyen tout en se dégradant fortement et que des travaux importants à proximité accentueront leur dépérissement.
- l'autorisation d'abattre 137 arbres existants sur le boulevard de Lyon doit être recherchée. 120 arbres environ pourront être replantés en compensation sur le boulevard en double alignement dans le cadre du nouvel aménagement à raison d'un entraxe de 7 à 8 m. Ces alignements seraient plus aérés et valoriseraient davantage le patrimoine bâti. 49 arbres supplémentaires environ devront être abattus dont 40 sur le parc de l'Etoile. De nouvelles plantations seront mises en œuvre aux abords du projet et sur le secteur du parc de l'Etoile afin d'aboutir à une compensation globale au moins équivalente au nombre d'arbres supprimés.

Variante 2, le BHNS circule en site propre latéral avec deux couloirs de bus spécifiques. Cet aménagement a été étudié avec la préoccupation de conserver les arbres existants. Cette solution, séduisante au regard de cette préoccupation légitime, induit plusieurs difficultés circulatoires :

- Les croisements de flux entre les véhicules de transports publics et la circulation générale sont maximisés ;
- Les vélos circulants en mode latéral avant et après le boulevard de Lyon seraient amenés à croiser tous les flux au moins deux fois ;
- Les places de stationnement sont restituées côté pistes cyclables, sans réelles possibilités d'aménager des trottoirs compte tenu de la proximité avec les arbres. La proximité des pistes cyclables et des ouvertures de portières n'apaise pas la circulation des cycles ;
- Cette variante obérerait pour longtemps toute velléité de transformer cette plateforme à moyen / long terme pour un éventuel mode tramway en direction du Parc de l'Etoile.

Pour cela, la plupart des arbres existants sur le boulevard de Lyon pourra être conservée en l'état actuel. 49 arbres environ devront être abattus dont 40 sur le parc de l'Etoile. De nouvelles plantations seront mises en œuvre aux abords du projet et sur le secteur du parc de l'Etoile afin d'aboutir à une compensation globale au moins équivalente au nombre d'arbres supprimés.

Les avis du public :

Le Conseil de Quartier Gare-Kléber a transmis à l'Eurométropole son avis le 22 juin 2018 « *favorable à la variante 1 (où le BHNS circule sur une plateforme centrale*) » par le biais du registre présent à la médiathèque Olympe de Gouges.

Le tableau ci-dessous résume les principales attentes et questionnements de la population sur chacun des thèmes :

Thématique	**Questions/observations**
Déroulement de la concertation	**Une concertation appréciée par les citoyens.**
Opportunité du projet	**Une attente forte de la part des habitants sur cet axe majeur de l'agglomération.**
Le tracé, l'implantation des stations et l'offre de transport	**Des participants souhaitent un matériel roulant non polluant et peu bruyant.** **Des questions sur l'implantation d'un arrêt supplémentaire entre « Laiterie » et « Lycée Pasteur » afin de desservir l'école Louise SCHEPPLER ont été posées.**
Les problématiques d'insertion urbaine de l'infrastructure ainsi que l'utilisation du domaine public par les différents modes de déplacement	**Un consensus sur l'aménagement en site central du boulevard de Lyon,** **Des questions sur :** - **l'aménagement d'un tronçon avec une infrastructure de type tramway entre « Porte Blanche » et « Laiterie »,**

	- **l'anticipation de la sécurisation des circulations cyclables sur les boulevards,** - **l'aménagement du boulevard de Metz.**

D'une manière générale, les débats qui se sont tenus lors de la réunion publique et les avis recueillis dans le registre et par courriel ont fait apparaître un consensus général sur l'opportunité du projet et ont permis de faire émerger les préoccupations des habitants, des usagers et des associations en matière de circulation, de desserte, de qualité de l'environnement urbain (cyclables et piétons) et de formuler des suggestions à ce sujet.
Il y a lieu de rappeler que l'arrivée d'une ligne de transport en commun structurante pour l'agglomération comme une ligne de BHNS ou de tramway dans un quartier influence profondément les habitudes en matière de déplacements et la perception des fonctionnalités dans l'espace urbain.

De ce fait, la concertation s'est avérée déterminante pour l'insertion du projet et a conduit à l'établissement des préconisations suivantes, sous réserve de leur faisabilité technique et réglementaire :

- Aménager le boulevard de Lyon en site central,
- Aménager des pistes cyclables sécurisées et visuellement identifiées de part et d'autres de la chaussée,
- Mettre en circulation du matériel roulant peu polluant et peu bruyant,
- Favoriser le transfert modal "voiture ↔ Transport en commun",
- Promouvoir les échanges intermodaux du BHNS avec le tramway et/ou le train, par des équipements d'intermodalité adaptés et évolutifs (en termes de capacités et de qualité de service).

Pour toutes ces questions, il est nécessaire de poursuivre les études et des contacts, tant avec les riverains qu'avec les associations, pourront avoir lieu au stade de l'approbation de l'avant-projet et jusqu'à l'enquête publique.

VIII – Les suites données au projet

Conformément à l'esprit des textes et à la volonté du législateur, il est bien entendu que l'information du public se poursuivra, en tant que de besoin, au moyen de présentations des étapes du projet.

Ces présentations permettront les échanges avec le public qui viendront enrichir le projet dans la perspective d'une enquête publique qui sera organisée en 2020.

L'ensemble des actions de concertation a cependant permis d'engager d'ores et déjà un véritable dialogue sur les grandes lignes du projet et d'approfondir l'analyse de certaines composantes particulières.

Les débats ont confirmé, l'intérêt que suscite le développement du réseau de transport en commun sur les boulevards Ouest de Strasbourg ainsi que la réalisation des principaux enjeux du projet à l'échelle du territoire de l'agglomération de l'Eurométropole, à savoir :

- Le prolongement de la ligne G du BHNS contribue à l'aménagement d'une rocade de transport en commun structurant à l'Ouest du centre-ville de Strasbourg et crée un itinéraire alternatif plus rapide entre la place de la Gare et le parc de l'Etoile,

- Le réaménagement des boulevards permet de créer un corridor de contournement cyclable rapide et sécurisé,
- L'arrivée du BHNS constituera un élément de dynamisation des axes empruntés.

Sur la base des discussions issues de la concertation et portant notamment sur les conditions d'insertion du boulevard de Lyon, il est proposé d'approfondir l'examen des deux variantes présentées ci-avant dans le cadre des études ultérieures en privilégiant la variante 1, caractérisée par un aménagement en site central.

Dans tous les cas, le parti d'aménagement qui sera finalement retenu à l'issue des études d'avant-projet devra répondre aux objectifs suivants :

- Permettre une cohérence d'ensemble sur l'aménagement des boulevards ;
- Faciliter la gestion des carrefours « Porte Blanche » et « Laiterie » ;
- Permettre l'insertion d'un itinéraire cyclable sécurisé ;
- Maintenir une bonne couverture végétale tout en valorisant le patrimoine urbain ;
- Prendre en compte les préoccupations du public et du conseil de quartier.

Les études d'avant-projet seront conduites en approfondissant notamment la satisfaction des objectifs principaux du projet.

Les études d'avant-projet seront également conduites en approfondissant notamment les thématiques suivantes :

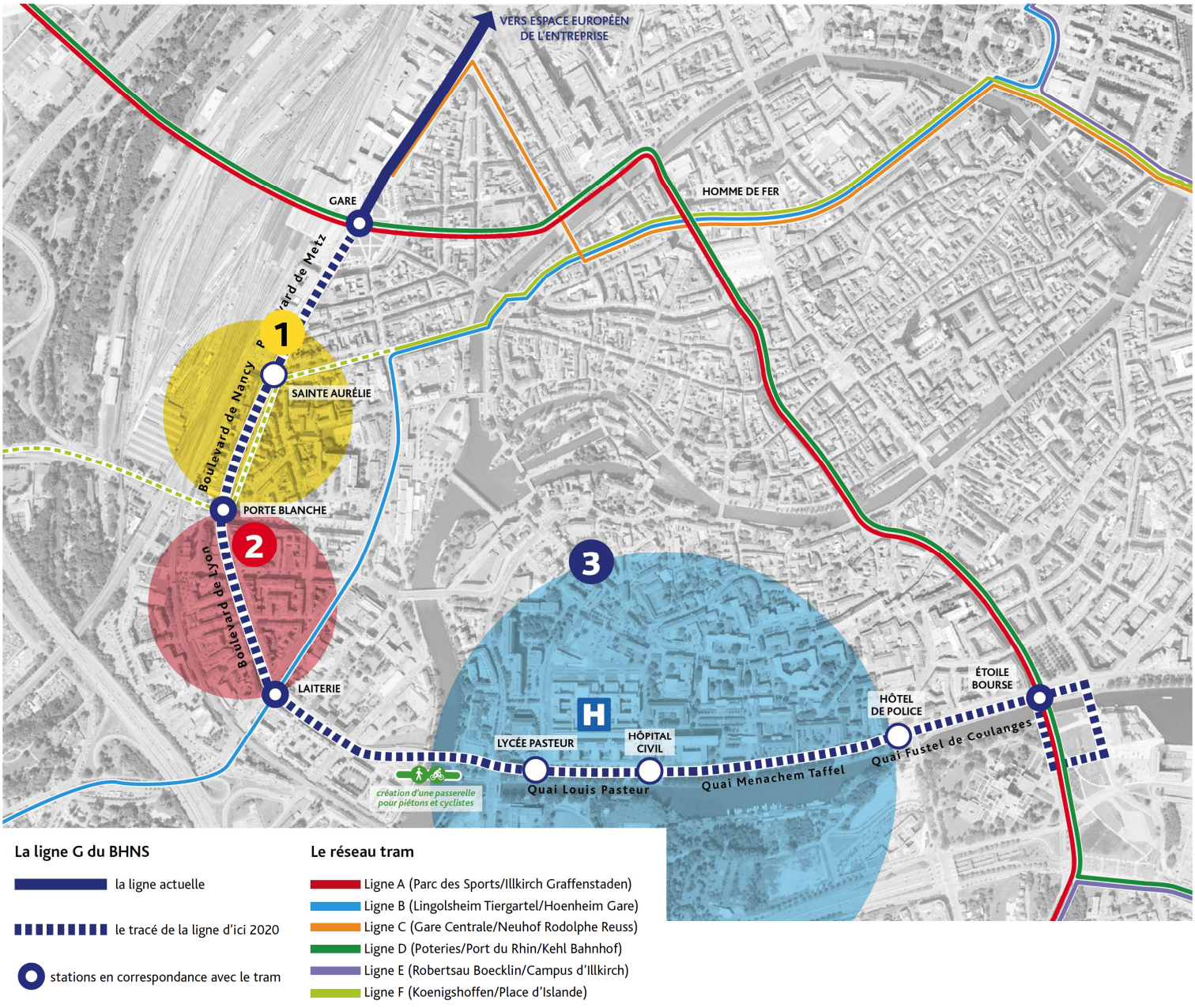
- Respect des objectifs de performances du projet de prolongement du BHNS – Bouclage Sud ;
- Atteinte des objectifs estimés de la fréquentation ;
- Impacts circulatoires :
- Impacts sur l'offre de stationnement :
- Maintien de la couverture végétale et du nombre global d'arbres plantés.
- Impacts environnementaux du projet (qualité de l'air sur le parcours, reports de trafic, ambiance sonore...).

ANNEXE 2

Projet de prolongement de la ligne G depuis la place de la Gare jusqu'au parc de l'Etoile à Strasbourg

Tracé envisagé

LE PARCOURS ENVISAGÉ



Avis du Conseil de quartier gare Kléber concernant le projet de prolongement de la ligne G du Bus à Haut Niveau de Service (BHNS)

Le conseil de quartier est favorable à la variante 1 (où le BHNS circule sur une plateforme centrale), car cela permet :

- d'avoir une continuité cyclable,
- de garder un alignement d'arbres cohérent,
- d'éviter les croisements des différents modes de déplacement au carrefour de la Porte Blanche,
- de permettre l'insertion d'une ligne de tram si le BHNS devenait insuffisant.

Néanmoins le Conseil de quartier Gare-Kléber formule un certain nombre de remarques et de propositions sur ce projet...

- Nous souhaitons l'acquisition de BHNS à hydrogène afin de réduire la pollution sonore et la pollution de l'air (exemple de la Ville de Pau https://www.20minutes.fr/france/2229807-20180301-pau-ville-devoile-febus-premier-bus-hydrogene-france)

- il nous semble opportun de profiter des lourds travaux sur le boulevard de Lyon pour y inclure des rails et permettre le passage de trams. Les trams du dépôt de l'Elsau pourraient ainsi rejoindre Koenigshoffen plus rapidement et plus facilement. De plus, le BHNS pourrait à l'avenir se révéler insuffisant : dans ce cas, la pose préalable de rails éviterait de devoir refaire cette partie, épargnant ainsi du temps... et des finances publiques.

- Nous demandons la mise en place de radars aux feux rouges afin de calmer les automobilistes pressés et d'éviter d'avoir des carrefours encombrés.

- Nous demandons que l'on installe des bancs (ou assises) aux stations du BHNS et à d'autres points du tracé, afin que les boulevards soient aussi des axes possibles pour la promenade.

... ainsi que des propositions pour la phase intermédiaire :

- Nous demandons la mise en place de bandes ou pistes cyclable ou à minima d'une voie réservée aux bus (marquage discontinu) permettant aux bus de doubler les cyclistes et aux cyclistes de ne pas se retrouver dans le flux automobile

- Nous demandons la mise en place de feux de circulation afin de pouvoir traverser le boulevard en sécurité ou à minima un radar passage piéton.

Adopté à l'unanimité le 22 juin 2018 (9 pour, 0 contre, 0 abstention)

Éric Portrait pour le conseil de quartier gare Kléber

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2018 - Point n°30

Prolongement de la ligne G du BHNS de la place de la Gare jusqu'au Parc de l'Etoile - Bouclage Sud : bilan de la concertation préalable avec le public - Avis du Conseil Municipal dans le cadre de l'article L 5211-57 du CGCT.

Pour	**51**	**AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MAURER-Jean-Philippe, MEYER-Paul, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, SCHAETZEL-Françoise, SCHALCK-Elsa, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, MENAD-Zaza, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, LOOS-François**
Contre	**0**	
Abstention	**5**	**CALDEROLI-LOTZ-Martine, KELLER-Fabienne, REMOND-Thomas, ROOS-Thierry, VETTER-Jean-Philippe**

31

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Parc des Expositions : Avis sur la réalisation d'un Parc des expositions transitoire (sites Fritz Kieffer et Herrenschmidt) et versement d'un fonds de concours à l'Eurométropole de Strasbourg.

Dans le cadre de la feuille de route Strasbourg Eco 2030, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg se sont fixées comme objectif de développer une véritable politique d'accueil de rencontres professionnelles nationales et internationales en modernisant notamment les équipements dédiés à l'organisation de ces manifestations et afin de promouvoir un lieu de rencontre économique à dimension européenne et internationale.

Un contrat de Délégation de service public (DSP), conclu par l'Eurométropole de Strasbourg le 11 février 2015 avec Strasbourg Evènements, prévoyait notamment la livraison d'un nouveau Parc des expositions de 17 000 m² de surfaces d'expositions couvertes, phasé en deux temps en mi-2018 et au 31 décembre 2020.

Suivant les évolutions du projet, et par délibération en date du 18 décembre 2017, la ville de Strasbourg a émis un avis favorable à la réalisation du futur Parc des Expositions (PEX) de Strasbourg. Avec un budget prévisionnel de 86 M€ toutes dépenses comprises et une jauge totale de 25 000 m² de surfaces d'expositions couvertes, sa livraison est prévue sur le site dédié de la plateforme Kieffer, phasé en deux temps, en juin 2021 et juin 2022.
Un avenant au contrat de délégation de service public spécifiquement adapté aux conditions de réalisation du nouveau Parc des Expositions sera présenté par l'Eurométropole de Strasbourg ultérieurement dans la perspective de la livraison du nouvel équipement.

En attendant la livraison du futur PEX, il convient de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité des activités de Strasbourg Evènements pour, au plus tard fin avril 2019, date butoir de libération du site actuel dédié à la poursuite du quartier d'affaires Archipel.

Pour cela, des halls d'exposition transitoires entièrement équipés, chauffés et climatisés, et d'une capacité de 17 350 m² de surfaces d'exposition couvertes seront installés sur la plateforme Kieffer (2 halls d'une capacité totale de 12 550 m²) et au niveau de l'avenue Herrenschmidt dans le prolongement du PMC (1 hall de 4800 m²), jusqu'à la livraison du nouvel équipement. Il s'agit, de facto, de la première phase de regroupement des activités

PEX / PMC sur site, permettant de bénéficier des synergies avec le Palais de la Musique et des Congrès (PMC).
Compte tenu de l'évolution du planning du quartier d'affaires Archipel, le hall K du parc des expositions actuel pourra rester disponible jusqu'à mi-2020, les terrains attenants pouvant rester disponibles pour un usage de parking jusqu'à mi-2021.

D'un coût total de **8 842 991€ HT** le budget comprend la livraison et le montage des structures transitoires ainsi que l'ensemble des dépenses liées à l'emménagement dans des installations provisoires.

Au motif des engagements pris par la ville de Strasbourg à l'égard des acquéreurs des lots situé dans le périmètre du Quartier d'Affaires Archipel 2 qui conduisent à la libération anticipée du site actuel, il est proposé une participation de la ville de Strasbourg, sous forme de fonds de concours, aux charges qui seront supportées par l'Eurométropole de Strasbourg pour la gestion de cette période transitoire qui permettra de conserver l'activité économique et l'attractivité de notre territoire.

Il est donc proposé une participation à hauteur de 50 % de la ville de Strasbourg (pour un total donc de 4 421 496 €) étalée sur 2 années soit, et au rythme des participations financières de l'Eurométropole de Strasbourg : 2 947 664 € HT en 2019 et 1 473 832 € HT en 2020.

Enfin, et dès lors que le Parc des Expositions sera livré, la revente éventuelle de ces halls transitoires viendra en déduction du budget global alloué à cette opération.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les dispositions du code général des collectivités territoriales
et notamment les articles L 5211-57, L 5215-26 et L 5217-7
sur proposition de la commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *la réalisation d'un Parc des Expositions transitoire qui permettra d'accompagner Strasbourg Evènements durant la phase travaux du nouveau Parc des Expositions,*

- *la participation de la Ville de Strasbourg, sous forme de fonds de concours, aux charges supportées par l'Eurométropole de Strasbourg au titre de l'installation des halls transitoires pour un montant de 4 421 496 € payé en deux versements étalés sur deux ans :*
  - *2 947 664 €*
  - *1 473 832 €*

en application des dispositions de la convention ci jointe à la présente délibération.

décide

d'imputer les dépenses d'investissement nécessaires au fonds de concours à hauteur de 50 % du coût total (8 842 991 €) sur la ligne DU01 / CP 16 - Programme 7049 – fonction 90 – nature 2041511.

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à accomplir et signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération et en particulier la convention du fonds de concours.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

CONVENTION

VERSEMENT D'UN FONDS DE CONCOURS PAR LA VILLE DE STRASBOURG A L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG POUR LE FINANCEMENT DE L'ACQUISITION ET DE L'INSTALLATION DE HALLS D'EXPOSITIONS D'UN PARC DES EXPOSITIONS TRANSITOIRE

ENTRE :

- **L'Eurométropole de Strasbourg**, représentée par son Président, Monsieur Robert Herrmann, dûment autorisé par la délibération du Conseil métropolitain du 19 décembre 2018

  Ci-après dénommée **« L'Eurométropole »**

- **La Ville de Strasbourg**, représentée par son Maire, Monsieur Roland RIES, dûment autorisé par la délibération du Conseil municipal du 17 décembre 2018

  Ci-après dénommée **« la Ville»**

  Ensembles dénommées **« Les Parties »**

PREAMBULE

Depuis sa création, en application de sa délibération du 30 janvier 2015, confirmée par délibération du 5 janvier 2017, l'Eurométropole de Strasbourg exerce de plein droit sur l'ensemble de son territoire la compétence ***« études, réalisation et gestion d'un nouveau Parc des expositions d'intérêt métropolitain et gestion et extension des équipements associés (PMC et halls d'exposition existants) ».***

Dans le cadre de la feuille de route Strasbourg Eco 2030, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg se sont fixées comme objectif de développer une véritable politique d'accueil de rencontres professionnelles nationales et internationales en modernisant notamment les équipements dédiés à l'organisation de ces manifestations et afin de promouvoir un lieu de rencontre économique à dimension européenne et internationale.

Un contrat de Délégation de service public (DSP), conclu par l'Eurométropole de Strasbourg le 11 février 2015 avec Strasbourg Evènements, prévoyait notamment la livraison d'un nouveau Parc des expositions de 17 000 m² de surfaces d'expositions couvertes, phasé en deux temps en mi-2018 et au 31 décembre 2020.

Suivant les évolutions du projet, et par délibération en date du 18 décembre 2017, la Ville de Strasbourg a émis un avis favorable à la réalisation du futur Parc des Expositions (PEX) de Strasbourg. Avec un budget prévisionnel de 86 M€ toutes dépenses comprises et une jauge totale de 25 000 m² de surfaces d'expositions couvertes, sa livraison est prévue sur le site dédié de la plateforme Kieffer, phasé en deux temps, en juin 2021 et juin 2022.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande Île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France

Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Imprimé sur papier recyclé

Un avenant au contrat de délégation de service public spécifiquement adapté aux conditions de réalisation du nouveau Parc des Expositions sera présenté ultérieurement par l'Eurométropole de Strasbourg dans la perspective de la livraison du nouvel équipement.

En attendant la livraison du futur PEX, il convient de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité des activités de Strasbourg Evènements pour, au plus tard fin avril 2019, date butoir de libération du site actuel dédié à la poursuite du quartier d'affaires Archipel. Compte tenu du succès du quartier d'affaires et de la libération anticipée du site, il est donc proposé le versement d'un fonds de concours par la Ville aux charges d'investissement d'un montant de 50% qui seront supportées par l'Eurométropole pendant la période transitoire. Cette contribution est rendu possible par l'article L5215-26 du Code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION ET DESCRIPTION DE L'OPERATION

La présente convention fixe les modalités d'attribution et de versement du fonds de concours par la Ville de Strasbourg à l'Eurométropole destiné au financement de l'acquisition et de l'installation du Parc des expositions transitoire composé de halls d'exposition entièrement équipés, chauffés et climatisés, et d'une capacité totale de 17 350 m² de surfaces d'exposition couvertes, et plus particulièrement :

- de 2 halls d'une capacité totale de 12 550 m² qui seront installés sur la plateforme Kieffer
- et de 1 hall de 4800 m² installé au niveau de l'avenue Herrenschmidt dans le prolongement du PMC

Le montant total du fonds de concours s'élève à **4 421 496 €** (Quatre millions Quatre Cents Vingt et un milles Quatre Cents Quatre Vingt Seize Euros).

ARTICLE 2 – DETERMINATION DU MONTANT DU FONDS DE CONCOURS

Le montant global de l'opération s'élève à **8 842 991 Euros Hors taxes** (Huit millions Huit cents Quarante Deux Milles et Neuf Cents Quatre Vingt Onze euros), décomposé de la manière suivante :

Postes	Coûts HT
Assurances RCD	45 415
Encadrement-Pilotage- Gestion de chantier	514 145
Installations de chantier	177 587
Structure hall 1 H6 70x105 + 80x65	2 964 494
Structure hall 2 H6 80x60	1 009 145
Energie Structure hall 1 H6	2 492 109
Energie Structure hall 2 H6	1 178 721
Plomberie- Sanitaires	200 000
Courant faible – Alarmes – Eclairage secours	174 074
Frais d'emménagement	87 300
Total	**8 842 991**

Ce montant est ferme et définitif sous réserve d'obligations nouvelles de nature règlementaire emportant une révision des budgets exposés ci-dessus.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France

Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Imprimé sur papier recyclé

Conformément à la réglementation relative aux fonds de concours, le montant du fonds versé par la Ville de Strasbourg ne saurait excéder le montant de la part de l'opération financée par l'Eurométropole.

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT

Le versement sera réalisé par la Ville de Strasbourg en 2 fois, à savoir :

- 2 947 664 € HT en janvier 2019
- 1 473 832 € HT en janvier 2020.

ARTICLE 4 – JUSTIFICATIFS

Les versements s'effectueront sur présentation :

- des délibérations concordantes des deux collectivités, et/ou de la présente convention dûment signée par les deux parties,

- tout document justifiant le montant des dépenses engagées par l'Eurométropole pour l'acquisition et l'installation de l'équipement provisoire auprès de la SEML Strasbourg Evénements

- d'un titre de recettes émis par l'Eurométropole de Strasbourg à l'appui de la demande d'appel de fonds.

ARTICLE 5 – FACTURATION ET RECOUVREMENT

Le paiement sera effectué par virement bancaire à :

RELEVE D'IDENTITE BANCAIRE

BANQUE DE FRANCE

RC PARIS B 572104891

TITULAIRE : 067058 RECETTE DES FINANCES STRASBOURG

DOMICILIATION : BDF STRASBOURG

RIB automatisé

CODE BANQUE CODE GUICHET N° COMPTE CLE RIB

30001 00806 C6720000000 56

Identification internationale

IBAN *FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056*

Identifiant Swift de la BDF (BIC) BDFEFRPPCCT

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Strasbourg – Grande île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France

Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Imprimé sur papier recyclé

ARTICLE 6 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à la date de signature par la dernière partie contractante et prendra fin au terme du versement du dernier versement.

ARTICLE 7 – AVENANT

La présente convention pourra être modifiée par avenant à la demande de chacune des parties.

La demande de modification doit être transmise par lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les conséquences qu'elle emporte.

ARTICLE 8 – RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements réciproques au titre de cette convention, celle-ci peut être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 9 – LITIGES

En cas de différend sur l'application ou l'interprétation des dispositions de la convention, les parties conviennent de tout mettre en œuvre pour trouver une solution amiable.

En cas de désaccord persistant, tous les litiges liés à l'application ou à l'interprétation de la présente convention relèveront de la compétence du tribunal administratif de Strasbourg.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Fait à Strasbourg,

le .....

Pour l'Eurométropole,

Le Président ou son représentant,

Robert HERRMANN

Fait à Strasbourg,

le .....

Pour la commune de Strasbourg,

Le Maire ou son représentant,

Roland RIES

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande Île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France

Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Imprimé sur papier recyclé

25

Délibération au Conseil Municipal du lundi 18 décembre 2017

Avis Chevènement préalable à la construction du nouveau Parc des Expositions (article L 5211-57 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Dans le cadre du plan d'actions Strasbourg Eco 2030, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg se sont fixées comme objectif de moderniser le Palais de la Musique et des Congrès (PMC) et de reconstruire le Parc des Expositions (PEX) de façon à disposer d'installations à la hauteur d'une métropole régionale et internationale, concomitamment à la transformation du site du Wacken en véritable Quartier d'Affaires, aujourd'hui dénommé « Archipel» et dont l'attractivité s'appuiera en particulier sur la présence des institutions européennes.

Dans une première étape, l'ancien PMC s'est vu agrandi notamment d'une surface d'exposition de 3 000 m² (PMC 3). Ce nouveau PMC a parallèlement été entièrement repensé, embelli et modernisé, dans le cadre d'un investissement de 97 M€ (84 M€ à charge de l'Eurométropole et 13 M€ à charge de la Ville de Strasbourg). L'ensemble permet à la société Strasbourg événements, titulaire de la délégation de service public, de disposer d'un outil fonctionnel d'une surface de 44 000 m², livré en septembre 2016, au bénéfice et à la satisfaction du plus grand nombre.

L'actuel PEX qui fonctionnait sur une capacité globale de 24 000 m² de surface utile doit quitter son site historique pour être reconstruit sur le site dédié de la plateforme Kieffer, choisi pour ses synergies avec le PMC.

L'Eurométropole de Strasbourg a décidé, le 23 septembre 2014, de suspendre les études de maîtrise d'œuvre engagées pour la construction d'un nouveau PEX, compte tenu du coût important (180M€) du programme initial devenu incompatible avec ses capacités financières. Le concours de maîtrise d'œuvre a par ailleurs été annulé le 23 juin 2016 par le Tribunal administratif.

Depuis les services de l'Eurométropole ont travaillé sur différentes solutions de montage opérationnel et sur une nouvelle programmation permettant un accueil optimisé de la foire européenne, des manifestations de grandes ampleurs comme EGAST (24 000 m²), Tourissimo ou les Vignerons indépendants (18 350 m²), des grands congrès comme celui des HLM, des Pompiers (24 000 m²), ou des Notaires (18 000 m²), et de plusieurs événements de tailles plus modestes mais simultanés. Dans cette perspective il est proposé que la jauge totale soit portée à 25 000 m² de surfaces d'exposition couvertes.

D'un point de vue programmatique, les études pré-opérationnelles réalisées ont mis en évidence les exigences techniques et fonctionnelles du futur PEX, et listé les attentes de l'Eurométropole en matière de qualité architecturale, d'intégration urbaine, de performances et d'ambitions écologiques, d'innovations technologiques ou de modularité. Il est proposé de lancer les procédures de consultation permettant la désignation d'un maître d'œuvre pour la conception et la réalisation de ce projet.

Différentes études et procédures préalables doivent encore être conduites pour permettre une réalisation optimisée du projet: études d'impacts, autorisation au titre de la loi sur l'eau, déclaration de projet et mise en compatibilité des différents documents d'urbanisme réglementaire.
Une concertation préalable avec le public sur le projet sera mise en œuvre par l'Eurométropole, en lien avec la Ville de Strasbourg début 2018.

L'adjonction au programme ci-dessus d'un parking en silo d'environ 900 places permettra de répondre à l'ensemble des besoins du futur exploitant et de concentrer l'emprise spatiale des stationnements.

Pour assister l'Eurométropole dans tous les domaines juridiques, techniques et financiers de la conception et la réalisation du nouveau PEX, il est proposé de lancer une consultation de maîtrise d'ouvrage déléguée et de confier l'opération au mandataire qui sera retenu à l'issue de la procédure.

Le budget prévisionnel de l'opération est estimé à 86 M€ TTC TDC, hors mandat.
Il est prévu d'inscrire l'opération au prochain contrat triennal et de solliciter, à ce titre la participation au financement du projet des différents partenaires historiques, l'Etat, la Région Alsace, le Département du Bas-Rhin, aux côtés de la Ville et de l'Eurométropole.

L'ensemble de ces dispositions doit permettre un démarrage des travaux en 2020 en vue d'une livraison du nouveau parc des expositions fixée de manière prévisionnelle à l'été 2021.

En attendant la livraison du futur PEX, toutes les mesures seront prises pour assurer la continuité des activités de Strasbourg Évènements à partir de début 2019, date de libération du site dédié à la poursuite du Quartier d'Affaires Archipel.

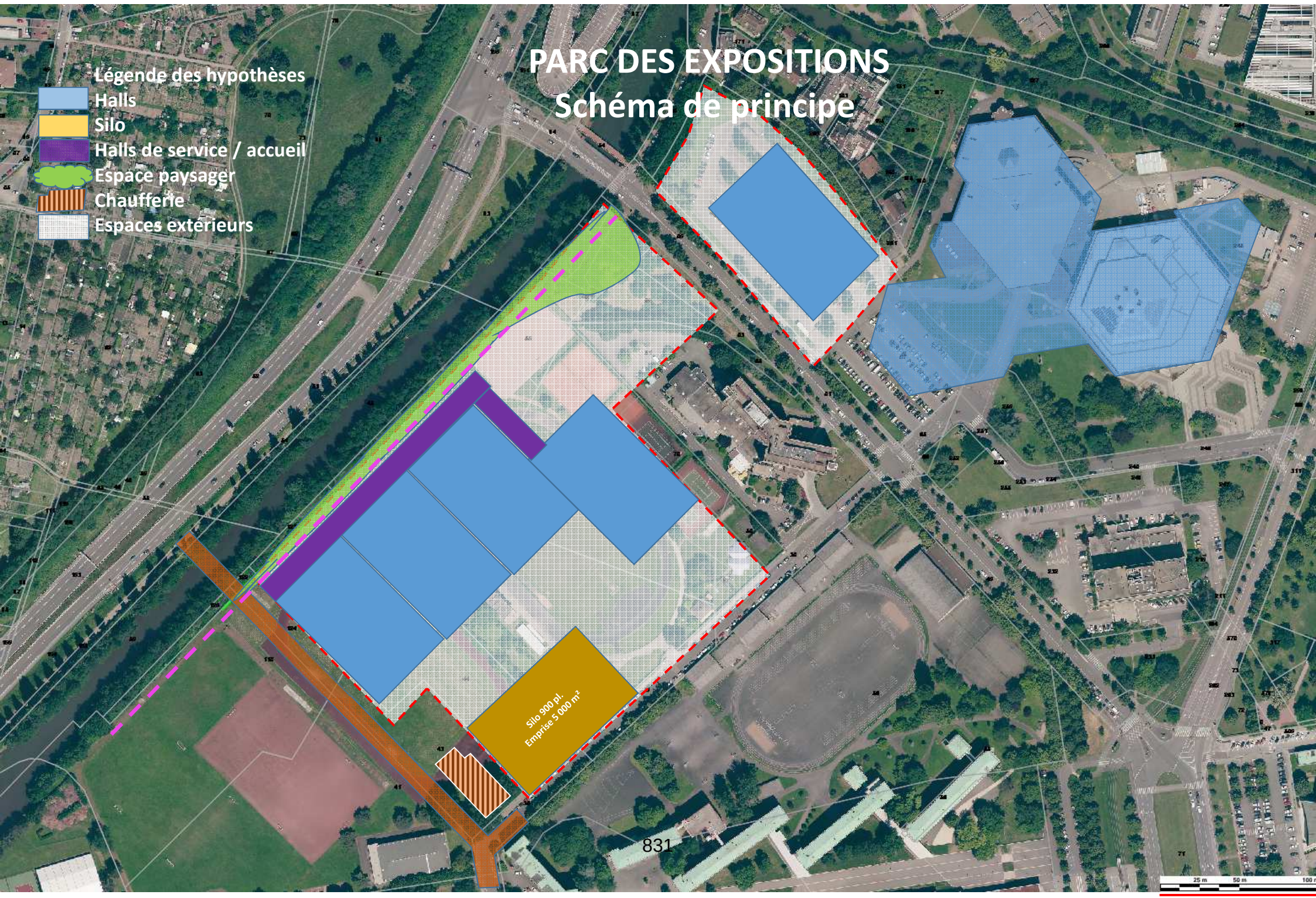
Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la commission plénière
après en avoir délibéré
donne un avis favorable

au principe de réalisation du futur Parc des expositions de Strasbourg conformément aux orientations et caractéristiques décrites au rapport de la présente délibération.

Adopté le 18 décembre 2017
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2017


PARC DES EXPOSITIONS
Schéma de principe
Légende des hypothèses
Halls
Silo
Halls de service / accueil
Espace paysager
Chaufferie
Espaces extérieurs
Silo 900 pl.
Emprise 5 000 m²

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 18 DECEMBRE 2017

Point n° 25 Avis Chevènement préalable à la construction du nouveau Parc des Expositions (art L 5211-57 du CGCT)

Pour

42

AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, BITZ-Olivier, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, JUNG-Martine, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, MEYER-Paul, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, RICHARDOT-Anne-Pernelle, RIES-Roland, ROGER-Patrick, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, TRAUTMANN-Catherine, VATON-Laurence, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER Philippe

832

Contre

0

Abstention

9

KELLER-Fabienne, MANGIN-Pascal, MAURER-Jean-Philippe, REMOND-Thomas, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROOS-Thierry, SENET-Eric, VETTE Jean-Philippe, ZUBER-Catherine

HALLS TRANSITOIRES

DESCRIPTIF TECHNIQUE

	Structure Révolution 70X105 et 80X65 12 550 m²	**Structure Révolution 80x60 4 800 m²**
Structurel	Bardage PVC isolant 80mm Doubles portes / portails coulissant Toits translucides Ancrage par chevilles mécaniques	Bardage PVC isolant 80mm Doubles portes / portails coulissant Toits translucides Ancrage par chevilles mécaniques
Eclairage	Eclairage secours LED Eclairage LED 300 lux moyen	Eclairage secours LED Eclairage LED 300 lux moyen
Distribution Electrique	2 TGBT 1250A Elec et clim 1 TGBT 1000A Elec 20 Armoires d'expositions 160A	1 TGBT 1250A Elec et clim 1 TGBT 630A Elec 8 Armoires d'expositions 160A
CVC	12 Unités de climatisation + brûleurs Gaz	5 Unités de climatisation + brûleurs Gaz
Sanitaires	2 blocs de sanitaires H/F	1 bloc de sanitaires H/F

	Structure Révolution 70X105 et 80X65 12 550 m²	**Structure Révolution 80x60 4 800 m²**
Alarme incendie	Type 2A	Type 2A
Sonorisation	Sonorisation d'évacuation Sonorisation de diffusion	Sonorisation d'évacuation Sonorisation de diffusion

Profil des structures :

- Profil Aluminium anodisé, ajustable en largeur et profondeur sur base de module de 5x5m.
- Hauteur 6m
- Poteaux intérieurs
- Jusque 40m SPAN sans poteaux CTS
- Toiture translucide état neuf
- Bardage sandwich 80mm épaisseur
- Portes doubles
- Portails d'accès 4,8 x 4,5m
- Gouttières et renforts câbles adaptés sur mesure au projet
- Bâtiment soumis aux règlementations ERP de type CTS neige (10 kg/m²) et vent (100 Km/h)
- Notes de Calculs fournis en considérant les contraintes géographiques du lieu d'implantation

Sanitaires – plomberie :

- Modules préfabriqués
- Sanitaire Hommes : 5 urinoirs, 4 WC, 1 WC PMR, 2 lavabos
- Sanitaire Femmes : 6 WC, 1 WC PMR, 2 lavabos
- Miroirs, distributeurs de savon, distributeur de papier
- Respect des accès PMR
- Flash lumineux et alarme incendie
- Eclairage LED
- Extracteur d'air 180 m3/h
- Convecteur 2 000 W

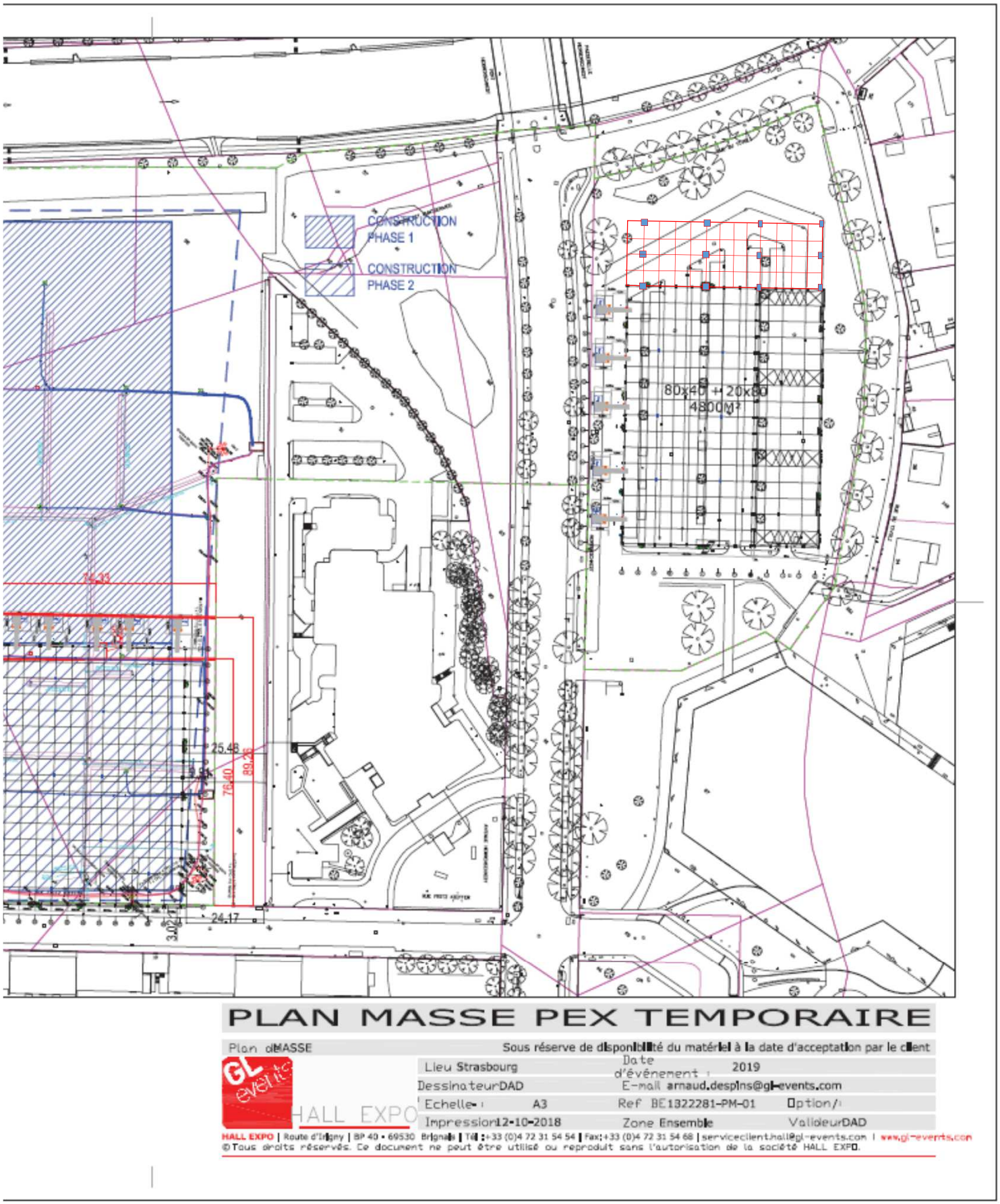
Chauffage et rafraichissement :

- Rafraichissement par unités de climatisation (de 186 Kw à 220 kw selon contraintes techniques de positionnement)
- Chauffage par rampes de gaz intégrées aux unités de climatisation
- Diffusion : par gaines perforées positionnées sur les longs pans de structures.
- Reprise : par grilles.

Energie, éclairage et sécurité :

- Ensemble de sonorisation de sécurité et de diffusion avec enceintes hémisphériques, ampli, micro, baie.
- Eclairage d'ambiance et de secours à LED
- Alarme type 2A
- Distribution électrique avec armoire en périphérie tous les 15 m pour alimenter les caniveaux techniques fournis par le lot VRD.

Emplacement Hall transitoire Herrenschmidt



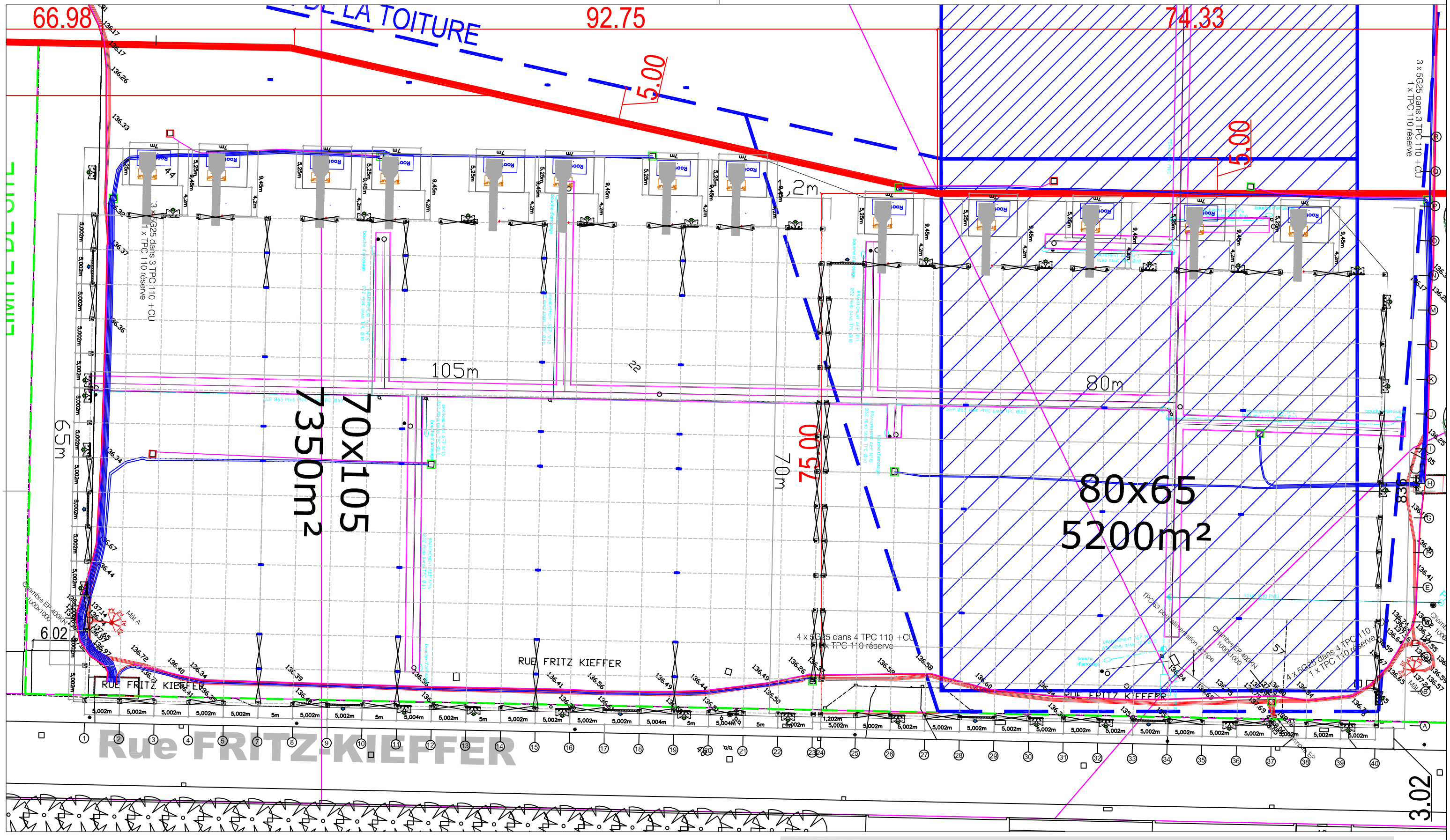
PLAN MASSE PEX TEMPORAIRE

Plan de MASSE — Sous réserve de disponibilité du matériel à la date d'acceptation par le client

Lieu Strasbourg		Date d'événement :	2019
Dessinateur DAD		E-mail arnaud.despins@gl-events.com	
Echelle :	A3	Ref BE1322281-PM-01	Option/:
Impression 12-10-2018		Zone Ensemble	Valideur DAD

HALL EXPO | Route d'Irigny | BP 40 • 69530 Brignais | Tél : +33 (0)4 72 31 54 54 | Fax : +33 (0)4 72 31 54 68 | serviceclienthall@gl-events.com | www.gl-events.com

©Tous droits réservés. Ce document ne peut être utilisé ou reproduit sans l'autorisation de la société HALL EXPO.



Emplacement halls transitoires kieffer

PLAN HALL 1 - PEX TEMPORAIRE

Plan de MASSE		Sous réserve de disponibilité du matériel à la date d'acceptation par le client	
Lieu Strasbourg		Date d'événement :	2019
Dessinateur DAD		E-mail arnaud.despins@gl-events.com	
Echelle :	A3	Ref BE1822281-PH1-01	Option :
Impression 04-10-2018		Zone Ensemble	Valideur DAD

GL events HALL EXPO

HALL EXPO | Route d'Irigny | BP 40 - 69530 Brignais | Tél :+33 (0)4 72 31 54 54 | Fax:+33 (0)4 72 31 54 68 | serviceclient.hall@gl-events.com | www.gl-events.com
© Tous droits réservés. Ce document ne peut être utilisé ou reproduit sans l'autorisation de la société HALL EXPO.

PEX TRANSITOIRE

BUDGET PREVISIONNEL

POSTES	COUT € HT
Assurance RCD	45 415
Encadrement-Pilotage-Gestion de chantier	514 145
Installations de chantier	177 587
Structure Hall 1 H6 – 70x105 + 80x65	2 964 494
Structure Hall 2 H6 – 80x60	1 009 145
Energie structure Hall 1 H6 – 70x105 + 80x65	2 492 109
Energie structure Hall 2 H6 – 80x60	1 178 721
Plomberie – sanitaires	200 000
Courants faibles, alarmes, éclairage complémentaire de secours	174 074
Frais d'emménagement dans installations provisoires	87 300
TOTAL	**8 842 991**

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2018 - Point n°31

Parc des Expositions : Avis sur la réalisation d'un Parc des expositions transitoire (sites Fritz Kieffer et Herrenschmidt) et versement d'un fonds de concours à l'Eurométropole de Strasbourg.

Pour	**38**	AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, HERRMANN-Robert, JUNG-Martine, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATT-Nicolas, MELIANI-Abdelaziz, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PEIROTES-Edith, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMEL-Elisabeth, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROGER-Patrick, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, MENAD-Zaza, WILLENBUCHER-Philippe
Contre	**6**	CALDEROLI-LOTZ-Martine, KELLER-Fabienne, REMOND-Thomas, ROOS-Thierry, TARALL-Bornia, VETTER-Jean-Philippe
Abstention	**14**	BARSEGHIAN-Jeanne, OZENNE-Pierre, DREYSSE-Marie-Dominique, JUND-Alain, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, MAURER-Jean-Philippe, RAMDANE-Abdelkarim, ROBERT-Jean-Emmanuel, SCHAETZEL-Françoise, SCHALCK-Elsa, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, ZUBER-Catherine, LOOS-François

32

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Attribution de subventions au titre des relations européennes et internationales.

Cette délibération porte sur le soutien de la Ville aux associations strasbourgeoises et aux actions qui œuvrent en faveur du rayonnement européen et international de Strasbourg. D'un montant total de 113 200 €, ces subventions visent à conforter le positionnement de Strasbourg en tant que capitale européenne de la démocratie et des droits de l'Homme.

Pôle coopération transfrontalière et espaces germanophones

Haute Ecole des Arts du Rhin / Jumelage avec Stuttgart	**2 500 €**

La Haute Ecole des Arts du Rhin et l'Ecole Supérieure des Arts de la Marionnette de Stuttgart souhaitent reconduire pour l'année universitaire 2018-2019 un partenariat engagé en 2016-2017 portant sur des enseignements croisés au sein des cursus, la mise en place de productions entre les ateliers de marionnettes et la réalisation de 6 spectacles destinés au circuit de diffusion professionnel. Le partenariat associe également d'autres opérateurs renommés comme le Théâtre du Jeune Public de Strasbourg et le Fitz Festival de Stuttgart qui intégreront ces spectacles dans leur calendrier de programmation. Un accent particulier sera porté sur la valorisation pédagogique et artistique afin de former et consolider des tandems franco-allemands entre étudiants, scénographes et créateurs de spectacles, gages d'une pérennité de cette démarche dont l'écho est en voie de s'inscrire au niveau européen (diffusion en Autriche, Belgique, Slovaquie et Espagne).

Pôle Europe

Maison de l'Europe Strasbourg Alsace	**6 000 €**

La Maison de l'Europe Strasbourg Alsace, membre actif de la Fédération française des maisons de l'Europe, a pour vocation de favoriser une citoyenneté européenne active et de promouvoir l'idéal européen autour des valeurs fondamentales de la paix, la démocratie et des droits de l'Homme. A cet effet, l'association met en œuvre chaque année un plan d'actions visant à faire connaître les politiques publiques européennes ainsi que les différents pays qui composent l'Europe.
La Maison de l'Europe Strasbourg Alsace organise régulièrement des conférences sur les enjeux européens et participe activement aux grands événements européens organisés

à Strasbourg. Ses actions s'adressent à un public diversifié. Cette subvention servira à soutenir son fonctionnement.

Association européenne des écoles d'études politiques du Conseil de l'Europe	**30 000 €**

L'Association européenne des Ecoles d'études politiques du Conseil de l'Europe a pour objectif de soutenir et de promouvoir le programme des écoles politiques dans les pays en transition démocratique en apportant une contribution spécifique à l'émergence de nouvelles générations de jeunes dirigeants dans les domaines politique, économique, social, culturel et environnemental, formés à l'exercice du pouvoir en conformité avec les valeurs du Conseil de l'Europe.

L'activité de l'association consiste principalement à animer le réseau des vingt écoles en tant que plate-forme de partage d'informations, d'expertise et de bonnes pratiques ainsi qu'à favoriser le développement de liens horizontaux entre les Ecoles, notamment aux plans bilatéral, régional et interrégional.

L'Association européenne des Ecoles d'études politiques du Conseil de l'Europe participe chaque année activement à l'organisation du Forum Mondial de la Démocratie de Strasbourg en novembre, et organise une rencontre annuelle des anciens élèves des Ecoles durant l'été pour contribuer au rayonnement de Strasbourg, capitale européenne des droits de l'Homme.

Makers for Change	**6 000 €**

Le projet « Fabrik'In » (pour « Fabrique à interculturalité ») est un programme d'accompagnement d'équipes interculturelles, composées de personnes habitant de longue date sur le territoire et de nouveaux arrivants, pour les aider à développer des projets locaux d'intérêt général. Ces projets doivent présenter un caractère innovant et comprendre une restitution publique. Ils seront définis en lien avec plusieurs acteurs du territoire : association Kapta, Getatout Strasbourg, Accorderie.

Une fois leur projet réalisé, les équipes interculturelles seront accompagnées de manière individualisée à valoriser leurs compétences (aide à la rédaction de CV, simulations d'entretiens) afin de maximiser leurs chances de trouver une formation ou un emploi. Cette expérience leur permet donc de reprendre confiance en elles et en même temps de valoriser la ville de Strasbourg pour ses initiatives innovantes et son patrimoine culturel.

En 2018, il est prévu l'accompagnement direct de 18 personnes et de toucher 200 personnes via les différentes actions organisées. Le projet contribuera à développer de nouvelles connexions entre les nouveaux arrivants et les Strasbourgeois, mais aussi leur sentiment d'appartenance à la société d'accueil.

Cette initiative s'inscrit dans la droite ligne du projet de tutorat interculturel lancé en 2017 par Makers for Change avec le soutien de la Ville de Strasbourg. Elle participe pleinement de l'action européenne et internationale engagée par la municipalité en faveur de l'accueil et de l'intégration dignes des personnes réfugiées.

Reporters sans frontières	57 700 €

L'association « Reporters sans frontières », est une organisation non-gouvernementale à but non lucratif, reconnue d'intérêt public, indépendante, spécialisée dans la défense et la promotion de la liberté d'information dans le monde.

Elle œuvre activement en faveur de la liberté d'expression et d'information par un important travail de veille, d'alerte et de mobilisation de l'opinion publique à chaque fois que cette liberté fondamentale est menacée quelque part dans le monde.

Elle soutient également matériellement ou financièrement des médias indépendants dans les régimes non démocratiques ainsi que des journalistes réprimés ou persécutés. Grâce à cette activité « Reporters sans Frontières » dispose du statut consultatif auprès des Nations unies, de l'Unesco, du Conseil de l'Europe, de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples.

Pour la sixième année consécutive, l'association est un partenaire du Forum Mondial de la Démocratie de Strasbourg, qui traite de la thématique « Femmes-Hommes : même combat ? ».

Dans ce cadre, elle propose deux temps forts :

- une exposition multimédia originale dans la grande salle de l'Aubette, dont les photographies et les prises de sons sensibiliseront les visiteurs aux dangers de l'utilisation ou l'évocation d'objets en apparence banals, mais pourtant interdits dans certains pays ;
- un évènement inédit appelé « live magazine », lors duquel se succèdent des journalistes de tous horizons, venant raconter une histoire marquante dans leur parcours professionnel, en lien avec la question de l'égalité femmes-hommes.

Association les Mots Arts	3 000 €

En marge de l'édition « OFF » du Forum Mondial de la Démocratie de Strasbourg, l'Association « Les Mots Arts » organise une rencontre mondiale de poésie, réunissant des poètes locaux et du monde entier, autour du thème de l'égalité femmes-hommes. Elle entend également promouvoir les valeurs démocratiques et la défense des Droits de l'Homme, au travers de débats citoyens, d'ateliers d'écriture, de conférences, etc. organisées au Conseil de l'Europe, dans différentes librairies et de lieux culturels de Strasbourg.

Cette demande de subvention permet de couvrir les frais de bouche des 15 poètes participant à cette rencontre mondiale de poésie, sur la période correspondant à l'édition « OFF » du Forum mondial de la Démocratie de Strasbourg, à savoir du 14 au 21 novembre 2018.

Pôle Solidarité et partenariats internationaux

Association inter-développement solidarité	**3 000 €**

Cette délibération porte sur un projet de solidarité internationale en partenariat avec la Fondation PANZI, créée en République Démocratique du Congo (RDC) par le Dr Denis Mukwege, lauréat du Prix Nobel de la Paix en 2018 et du Prix Sakharov en 2014. Ce projet comprend deux volets. Le premier, qui se déroule dans la région du Kivu-Sud (RDC), est un programme de formation-coaching *Coup de pouce aux jeunes pousses*, en faveur de femmes victimes de violences sexuelles et de jeunes sans emploi (100 participants sur 2 jours de formation en 2017, 300 attendus en 2018). Le second consiste en l'organisation d'un concert en hommage au Dr Denis Mukwege, le 15 décembre 2018 en l'Eglise du Temple Neuf à Strasbourg. Ce concert est destiné à la promotion de l'action prioritaire de 2019 en faveur du financement relatif au centre de formation AGR (activités génératrices de revenus) d'Ihemba, à six kilomètres du centre de la ville de Bukavu, avec le partenariat local de plusieurs ONG et groupements congolais.

Service de Gestion des Centres Préscolaires de Jacmel (SGCPJ)	**5 000 €**

La ville de Strasbourg a développé des liens avec la commune de Jacmel en Haïti depuis 1991. C'est dans ce cadre que des échanges ont vu le jour avec le Service de Gestion des Centres Préscolaires de Jacmel (SGCPJ) en 2004. Cette structure, créée en 1976, gère à ce jour 30 centres préscolaires accueillant près de 3 000 enfants de 2 à 6 ans répartis sur trois communes du département du sud-est haïtien, essentiellement sur le territoire de la commune de Jacmel.

Depuis 2012, le SGCPJ, la Ville de Strasbourg et l'association Grand Est Solidarités et Coopérations pour le Développement (GESCOD, ex-IRCOD) développent un axe de travail sur la petite enfance qui comprend plusieurs volets : formation, aide à la reconstruction du bâti détruit durant le séisme de 2010, échanges pédagogiques, ainsi que le développement d'un service de repas chauds pour les enfants fréquentant deux jardins d'enfants (le Soleil et les Petits Oiseaux). Il vous est proposé de reconduire, pour la quatrième année consécutive, la subvention de 5 000 € attribuée au SGCPJ pour lui permettre l'achat de denrées alimentaires à cet effet.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

<u>Pour le Pôle coopération transfrontalière et espaces germanophones</u> :

- *le versement d'une subvention de 2 500 € à la Haute Ecole des Arts du Rhin ;*

<u>Pour le Pôle solidarité et partenariats internationaux</u> :

- *le versement d'une subvention de 3 000 € à l'association Inter-développement Solidarité,*
- *le versement d'une subvention de 5 000 € au Service de Gestion des Centres Préscolaires de Jacmel (SGCPJ) ;*

<u>Pour le Pôle Europe</u> :

- *le versement d'une subvention de 6 000 € à l'association Maison de l'Europe Strasbourg Alsace,*
- *le versement d'une subvention de 30 000 € à l'association européenne des écoles politiques du Conseil de l'Europe,*
- *le versement d'une subvention de 6 000 € à l'association Makers for Change,*
- *le versement d'une subvention de 57 700 € à l'association Reporters sans Frontières,*
- *le versement d'une subvention de 3 000 € à l'association Les Mots Arts ;*

décide

- *d'imputer la dépense de 2 500 € du Pôle coopérations transfrontalières et espaces germanophones sur les crédits ouverts sous la fonction 041, nature 6574, programme 8098, activité AD06C dont le disponible avant le présent conseil est de 4 388 €,*
- *d'imputer la dépense de 102 700 € du Pôle Europe sur les crédits ouverts sous la fonction 041, nature 6574, programme 8051, activité AD06B dont le disponible avant le présent conseil est de 102 700 €,*
- *d'imputer la dépense de 8 000 € du Pôle solidarité et partenariats internationaux sur les crédits ouverts sous la fonction 041, nature 6574, programme 8052, activité AD06C dont le disponible avant le présent conseil est de 8 000 € ;*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les arrêtés et conventions d'attribution y afférents.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

Attribution de subventions dans le cadre des relations européennes et internationales
Conseil Municipal du 17 décembre 2018

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Haute Ecole des Arts du Rhin HEAR	Rencontre d'auteurs de spectacles de marionnettes entre Strasbourg et Stuttgart	3 080 €		3 000 €
Association Inter-développement et solidarité	Projet de solidarité internationale en RD du Congo	3 500 €	3 000 €	-
Service de gestion des centres pré-scolaires de Jacmel –SGCPJ	Achat de denrée alimentaire pour le bon fonctionnement de plusieurs cantines scolaires	5 000 €	5 000 €	5 000 €
AEEP	Fonctionnement annuel de l'association	30 000 €	30 000 €	30 000 €
MESA	Fonctionnement annuel de l'association	6 000 €	6 000 €	6 000 €
Makers for Change	Projet en faveur de l'insertion socio-professionnelle des nouveaux arrivants	23 000 €	6 000 €	10 000 €
Reporters sans Frontières	Participation et contribution (une exposition et un événement « live magazine ») de RSF au programme Off du FMDS	57 700 €	57 700 €	70 000 €
Association les Mots Arts	Prise en charge frais de restauration de 15 poètes – rencontre mondiale de la poésie / FMDS 2018	3 000 €	3 000 €	/

33

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Soutien à l'association Forum européen de bioéthique (FEB) - 9ème édition du forum annuel.

L'association Forum européen de bioéthique organise la neuvième édition de l'événement éponyme, qui se tiendra à Strasbourg du 28 janvier au 2 février 2019, sur le thème : « mon corps est-il à moi ?».

Depuis son origine, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg soutiennent à parité l'association, présidée par le Professeur Israël NISAND.

Les acquis :

Seul évènement de ce type en Europe, le FEB a réussi à faire de Strasbourg et de l'Alsace un centre de référence en matière de réflexion bioéthique en donnant à chacun-e les clefs pour appréhender ces nouvelles questions fondamentales et en invitant le public à participer activement. Pour ce faire, en plus des débats ouverts à tous et notamment aux scolaires, l'association a pris le parti de diffuser sur les réseaux sociaux, en direct et en différé, les différentes interventions.

Depuis 2011, le Forum européen de bioéthique c'est chaque année :

- 50 heures de tables rondes
- 100 intervenants-es
- 8 à 10 000 personnes présentes dans la salle
- 80 000 vidéos visionnées
- 8 500 abonnés-ées sur les réseaux sociaux

Les orientations futures :

Un des nouveaux axes de travail du FEB est de devenir un média de référence au niveau national, se développer en tant qu'acteur culturel et scientifique à l'échelle de la Ville de Strasbourg et de la région Grand Est.

Pour ce faire, et pour mieux suivre le train de la révolution digitale, il a créé une plateforme permettant au public (scolaires, étudiants-es, grand public) de s'orienter dans le labyrinthe des questions de bioéthiques. En rajeunissant son conseil d'administration, en faisant appel à de nouveaux membres (M. Alain Beretz en est l'un des Vice-Président), tout en conservant un lien étroit avec ses partenaires scientifiques et techniques (Ville, Eurométropole de Strasbourg , Région Grand Est…), le Forum trouve un nouveau souffle et se rapproche du public et de ses questionnements. Il réussit ainsi à promouvoir les qualités humanistes, républicaines et citoyennes qui font la richesse de Strasbourg et sa région.

Au niveau national, il a été étroitement impliqué à la réflexion dans le cadre des Etats généraux de la bioéthique (2018) et envisage de piloter d'autres forums de même qualité dans d'autres villes françaises (Nantes, Toulouse…).

Le programme :

Autour de la question « mon corps est-il à moi ?» les experts aborderont la thématique de la libre jouissance de son corps (suicide, prostitution, vente d'organes…), de l'empreinte de l'esprit humain sur le corps (tatouages, mutilations, embellissements…), du pouvoir de la science face à ce qui semblerait immuable (réparation, amélioration, genre, filiation) et bien entendu des questions fondamentales telles que l'interruption volontaire de grossesse, l'expérimentation humaine, la gestation pour autrui, etc… Et pour répondre à une actualité brûlante, la confidentialité autour des données biomédicales ou des traces génétiques seront à l'ordre du jour.

Le budget prévisionnel pour l'année 2019 est de l'ordre de 510 000 € (incluant les apports en industrie -intervenants-es- et le bénévolat des membres du FEB).

La Région Grand Est est sollicitée à hauteur de 50 000 €.

L'événement annuel s'inscrit pleinement dans le cadre de l'excellence de la recherche scientifique et médicale strasbourgeoise qui héberge sur son territoire des instituts de renommée internationale comme l'IRCAD (Institut de recherche sur les cancers de l'appareil digestif), l'IGBMC (Institut de génétique et de biologie moléculaire et cellulaire), l'INSERM et bien d'autres. Il fait écho à l'image d'excellence de la ville de Strasbourg, incarnée par le Campus des technologies médicales « Nextmed ».

Eu égard à l'importance et aux multiples enjeux de ce projet, à sa cohérence avec la volonté de promouvoir la filière santé tout en préservant les valeurs d'humanisme qui caractérisent le territoire et de situer Strasbourg et sa région en centre de référence européen de réflexion sur la bioéthique, il vous est proposé de reconduire le soutien de la ville de Strasbourg en faveur de l'association, au titre de 2019, pour un montant de 90 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution d'une subvention de 90 000 € à l'association Forum européen de bioéthique de Strasbourg pour l'organisation de son 9ème forum annuel,

décide

l'imputation du montant ci-dessus sur la ligne budgétaire DU03C – fonction 23 – nature 6574 – programme 8016 dont les crédits sont inscrits au BP 2019,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer tout document lié à l'exécution de la présente.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

Attribution de subventions

Délibération du Conseil municipal
du 17 décembre 2018

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant octroyé N-1
			2019	2018
Forum européen de bioéthique	Subvention de projet : 7ème édition, du 28/01/2019 au 02/02/2019	90 000 €	90 000 €	90 000
TOTAL		90 000 €	90 000 €	90 000 €

34

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Attribution de subventions à divers organisateurs de manifestations à Strasbourg - Budget 2019.

Il est proposé d'attribuer pour un montant total de 217 000 € les subventions suivantes :

Cercle d'Echecs de Strasbourg	**5 000 €**

Organisation de séances de simultanées publiques d'échecs pendant l'année 2019.

Association de Strass en Strass	**4 000 €**

Organisation du Strasbourg Burlesque Festival, du 14 au 17 février 2019, à l'Espace K.

Association du Mémorial d'Alsace Moselle – AAMAM	**2 000 €**

Participation aux frais d'organisation de la 6ème rencontre des Mémoires, du 16 au 18 janvier 2019.

Les Films du Spectre	**200 000 €**

12ème édition du festival européen du film fantastique à Strasbourg, du 13 au 22 septembre 2019, en présence des équipes de films et de professionnels du cinéma. Les projections seront accompagnées de conférences, d'expositions et d'animations à destination du grand public.

Maison de l'Amérique Latine	**6 000 €**

Organisation d'animations autour de l'Amérique Latine et des festivités de Noël, en décembre 2018 :

- Atelier bredele
- Brunch de Noël
- Soirées musicales de Noël
- Soirée contes de Noël et repas

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière

après en avoir délibéré
approuve

le versement des subventions suivantes par le service Evénements en faveur de :

Cercle d'Echecs de Strasbourg	*5 000 €*
Association de Strass en Strass	*4 000 €*
Association du Mémorial d'Alsace Moselle – AAMAM	*2 000 €*
Les Films du Spectre	*200 000 €*
Maisons de l'Amérique latine	*6 000 €*

le crédit nécessaire pour le mandatement de ces subventions, soit 217 000 € est disponible sur le compte : "fonction : 33, nature : 6574, programme 8038, activité : PC02B" dont le disponible avant le présent Conseil est de 995 066 €,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les arrêtés et conventions relatives à ces subventions.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant alloué pour l'année n-1
Cercle d'Echecs de Strasbourg	Subvention affectée	5 000 €	5 000 €	5 000 €
Association de Strass en Strass	Subvention affectée	4 025 €	4 000 €	
Association du Mémorial d'Alsace Moselle – AAMAM	Subvention affectée	2 000 €	2 000 €	2 000 €
Les Films du Spectre	Subvention affectée	213 000 €	200 000 €	200 000 €
Maison de l'Amérique Latine	Subvention affectée	6 000 €	6 000 €	2 000 €

35

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Attribution de subventions aux associations socioculturelles - Budget 2018.

Le présent rapport porte sur l'attribution de subventions pour un montant total de 228 644 €.

I. Subventions d'investissement :

Association du centre socioculturel de la Meinau **4 506 €**

L'Association sollicite l'aide de la Ville afin de procéder à divers aménagements au sein des locaux qui lui sont mis à disposition :

- aménagement d'un placard dans le couloir de l'Espace Jeunes. Ce placard, clos, sera mutualisé avec d'autres associations utilisant les locaux du CSC Meinau
- aménagement de la cafétéria (placards complémentaires).

Association du centre social et culturel de la Robertsau – Escale **6 638 €**

L'Association sollicite l'aide de la Ville pour l'acquisition de matériel d'enregistrement dans le cadre de son projet de création d'un studio de répétition et d'enregistrement. Ce projet porté par le CSC, est le fruit d'une réflexion et d'un travail de concertation menés avec un collectif de jeunes habitants de la Cité de l'Ill qui s'est constitué en association. Il vise à accompagner des groupes de jeunes dans la réalisation de projets artistiques, et à faire éclore et valoriser les jeunes talents en devenir. Ouvert à tous les musiciens amateurs et à tous les styles de musique, il doit permettre de développer une mixité entre les habitants, d'impulser une dynamique culturelle supplémentaire et de multiplier les échanges et partenariats avec d'autres structures associatives.

Association de Gestion de la Maison des Associations **150 000 €**

La Maison des Associations a pour projet de rénover le 3ème étage, actuellement à l'état de combles, du bâtiment sis 1a place des Orphelins, propriété de la Ville et mis à disposition de l'association par convention. Ces travaux permettront d'une part de rénover des espaces actuellement inutilisés d'une superficie de 150 m², et d'autre part d'étendre l'action de la Maison des associations en développant le nombre de bureaux mis à disposition des associations locales. Par ailleurs, s'agissant d'un établissement recevant du public, l'opération sera coordonnée par un maître d'œuvre, assisté d'un bureau de contrôle et d'un coordonnateur sécurité protection de la santé afin d'assurer que l'opération est réalisée conformément à la réglementation en vigueur.

II. Subventions pour projet :

Fédération des Maisons des Jeunes et de la Culture d'Alsace – FDMJC D'Alsace **15 000 €**

L'association propose de déployer l'outil d'animation "Savoir, Comprendre, Agir pour dire Non à la Haine" dans les quartiers de l'Esplanade, Hautepierre et de la Gare sur Strasbourg. Il s'agit d'un outil développé par la FDMJC alsace qui s'adresse à toute la population avec une attention portée sur la jeunesse. Au travers de dix ateliers successifs (expérimentation, brainstorming, débat), l'outil vise à permettre aux jeunes de décrypter l'information et de développer leurs facultés d'analyse et d'aiguiser leur regard critique.
Le déploiement de cet outil se fera au travers de 4 étapes: rencontre des acteurs, formation des acteurs et adaptation de l'outil, déploiement de l'outil (collèges, lycées, CSC, places, etc.) et bilan.

ARES - Association des résidents de l'Esplanade de Strasbourg **20 000 €**

L'ARES, en lien avec la coopérative la Braise et la Ville de Strasbourg, propose d'organiser un cycle de conférences gesticulées et d'ateliers sur l'année 2018 - 2019. Cette nouvelle technique d'éducation populaire articule expériences personnelles et études académiques et permet aux conférenciers-gesticulants de mélanger savoir encyclopédique, humour, autodérision et finalement de partager avec le public une lecture critique sur des grands sujets sociétaux d'aujourd'hui. Ces conférences et ateliers seront ouverts à tous gratuitement au sein des locaux mis à disposition de l'ARES.

III. Subventions pour l'organisation d'un accueil de loisirs sans hébergement péri et extra-scolaire :

CARDEK centre socioculturel de la Krutenau **13 000 €**

Dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires, le Cardek a créé 32 places d'accueil de loisirs sans hébergement supplémentaires les mercredis à l'école Sainte Madeleine dans le quartier de la Krutenau. Cette subvention est destinée à accompagner l'association à augmenter sa capacité d'accueil de 22 places supplémentaires dans le cadre de la rentrée scolaire 2018/2019, soit un total de 54 places afin de répondre aux besoins des familles du quartier.

Association du centre socio-culturel de Neudorf **19 500 €**

L'association sollicite une subvention afin de lui permettre d'augmenter le nombre de places d'accueil de loisirs sans hébergement et de résorber le nombre d'enfants sur liste d'attente, à savoir une soixantaine de places sur les deux antennes du centre socioculturel (Neufeld et Landsberg).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

1. ***l'allocation de subventions d'investissement :***

Association du centre socioculturel de la Meinau	*4 506 €*
Association du centre social et culturel de la Robertsau – Escale	*6 638 €*
Association de Gestion de la Maison des Associations	*150 000 €*

Les crédits nécessaires, soit 161 144 €, sont ouverts sous Activités DL03 – Programme 7017 – Fonction 422 – Nature 20421 – dont le montant disponible avant le présent conseil est de 167 379 €.

2. ***l'allocation de subventions pour projet :***

Fédération des Maisons des Jeunes et de la Culture d'Alsace – FDMJC D'Alsace	*15 000 €*
ARES - Association des résidents de l'Esplanade de Strasbourg	*20 000 €*

3. ***le versement d'une subvention pour l'organisation d'accueils de loisirs sans hébergement péri et extra-scolaires :***

CARDEK centre socioculturel de la Krutenau	*13 000 €*
Association du centre socio-culturel de Neudorf	*19 500 €*

Les crédits nécessaires, soit 67 500 €, sont ouverts sous Activité DL03B – Nature 6574 - Fonction 422- Programme 8013 dont le disponible avant le présent Conseil est de 67 839 €.

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions et les décisions attributives relatives aux subventions.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

CREDITS 2018

Conseil Ville du 17 décembre 2018

Elu : M. CAHN »

associations	Nature de la sollicitation	montant demandé	1ère tranche	montant proposé	Montant alloué pour l'année n-1
1. Allocation de subventions d'investissement					
Centre socioculturel de la Meinau	Investissement	5 006	500	4 506	
Centre social et culturel de la Robertsau	Investissement	6 638		6 638	
Maison des Associations	Investissement	150 000		150 000	
SOUS-TOTAL		**161 644**	**500**	**161 144**	**0**
2. Allocation de subventions pour projet					
FDMJC d'Alsace	Projet	26 500		15 000	
ARES	Projet	20 192		20 000	
SOUS-TOTAL		**46 692**	**0**	**35 000**	**0**
3. Allocation de subventions pour l'organisation d'accueils de loisirs sans hébergement péri et extra-scolaires					
Centre socioculturel de la Krutenau	Fonctionnement	31 200	15 600	13 000	15 600
Centre socio-culturel de Neudorf	Fonctionnement	25 000	0	19 500	0
SOUS-TOTAL		**56 200**	**15 600**	**32 500**	**15 600**
MONTANT TOTAL INVESTISSEMENT				**161 144**	
MONTANT TOTAL FONCTIONNEMENT				**67 500**	
MONTANT TOTAL				**228 644**	

36

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Attribution de subventions aux associations socioculturelles - Budget 2019.

Le présent rapport porte sur l'attribution de subventions pour un montant total de 4 491 700 €.

I. Allocation d'une première tranche de subvention de fonctionnement :

Afin de permettre aux associations de conserver un niveau de trésorerie et de mener à bien leurs actions quotidiennes et dans l'attente d'un examen approfondi de leurs requêtes, notamment après réception des comptes clos 2018 (compte de résultat et bilan), il est proposé de verser une première tranche de subvention de fonctionnement, équivalente à 70 % du montant de la subvention versée en 2018.
Par ailleurs, et conformément à l'engagement pris dans le cadre des conventions pluriannuelles d'objectifs conclues avec ces associations, des projets récurrents, dont l'intérêt local et l'utilité sociale ont été démontrés et qui faisaient l'objet de financements spécifiques, sont intégrés depuis 2013 à la subvention de fonctionnement.

A. Pour les centres socioculturels :

Association du centre socio-culturel de Neudorf	230 400 €
Association du centre social et culturel du Neuhof	523 600 €
Cette subvention est répartie comme suit :	
- 362 600 € à titre de 1ère tranche pour le fonctionnement de l'espace Klebsau	
- 161 000 € à titre de 1ère tranche pour le fonctionnement de l'espace Ziegelwasser	
Association du centre socioculturel de la Meinau	59 700 €
Association Lupovino	57 400 €
Association du centre social et culturel Victor Schœlcher	325 800 €
Association du centre social et culturel de Hautepierre – Le Galet	231 600 €
Association populaire Joie et santé Koenigshoffen	268 500 €
Association du centre social et culturel de la Montagne Verte	174 400 €
Association du centre social et culturel de l'Elsau	236 400 €
Association CARDEK centre socioculturel de la Krutenau	107 100 €
Association du centre social et culturel de la Robertsau – Escale	254 000 €
Association du centre social et culturel Au-delà des Ponts	61 600 €
Association du centre socioculturel du Fossé des Treize	337 400 €
ARES - Association des résidents de l'Esplanade de Strasbourg	272 200 €

B. Pour les associations socio-éducatives :

Association AMI de Hautepierre - Action – Médiation - Insertion	41 700 €
Association de gestion de la Maison des Associations	180 900 €
Centre culturel et social Rotterdam	110 600 €
Association les Bateliers	74 200 €
Organisation populaire et familiale des activités de loisirs - OPFAL	91 700 €
Association d'éducation populaire St Ignace	111 700 €
Association Maison des Potes de Strasbourg	17 500 €
Association l'Eveil Meinau	29 000 €
Association migration solidarité et échanges pour le Développement - AMSED	25 000 €
Garderie-Restaurant la Clé des Champs – centre de loisirs et d'animation éducatifs	116 900 €
Association les Disciples	19 500 €
Association Gospel Kids	26 900 €
ASTU – Actions Citoyennes Interculturelles	59 100 €
CEMEA - Centre d'Entrainement Aux Méthodes d'Education Active Alsace	10 500 €
Association Maison des jeux de Strasbourg	15 700 €
Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques du Bas-Rhin	9 400 €

II. Allocation de subventions de fonctionnement pour des associations socioculturelles :

Club de go de Strasbourg St Etienne **8 000 €**

Le club de go organise depuis 1982 des actions permettant la découverte et la pratique de ce jeu de réflexion. Cette subvention est destinée à lui permettre de poursuivre des actions permettant la pratique de ce jeu en milieu scolaire et les samedis après-midi au FEC et d'organiser la 11ème édition du tournoi international de Strasbourg qui se déroulera comme à l'habitude au mois de mai ainsi que le tournoi de sélection du 7ème joueur professionnel européen. Par ailleurs, l'association expérimente cette année dans six classes de CP l'utilisation du jeu de go dans l'objectif de faciliter l'apprentissage des mathématiques.

Association France Bénévolat Bas-Rhin **2 000 €**

La subvention est destinée à aider l'association à poursuivre ses actions de promotion, de développement et de valorisation du bénévolat (562 bénévoles accueillis en 2017), dont notamment pour 2019 l'aide aux associations afin de répondre à leurs besoins en bénévoles dans le cadre des savoirs fondamentaux et la poursuite de la mise en place de parcours bénévoles proposés aux demandeurs d'asile avec un objectif d'intégration citoyenne et d'acquisition des savoirs fondamentaux de la langue française en partenariat avec le CAFOC.

Association Culturelle des Merveilles de la Montagne Verte **5 000 €**

Cette association, portée par des bénévoles, intervient sur les secteurs du Murhof et de Westhoffen à la Montagne Verte. La subvention vise à l'aider à organiser sur l'année des animations pour les enfants et les jeunes les mercredis et petites vacances scolaires, des événements sportifs, des ateliers pour les adultes, ainsi que des sorties familiales et des évènements festifs en direction d'un public intergénérationnel.

Association Solidarité Culturelle **8 600 €**
L'association s'implique dans le quartier du Hohberg où elle poursuit des activités à destination des enfants et des adolescents (foot, soutien scolaire), des adultes (cours d'alphabétisation), des familles (soutien dans les démarches administratives de tous ordres, sorties, soirées musicales …) et des personnes âgées.

Association Initiative de la Montagne Verte **4 500 €**
La subvention est destinée à aider l'association, portée par des bénévoles, sur le quartier Henri Sellier et sur le secteur Molkenbronn, à organiser tout au long de l'année des après-midi conviviales, des actions d'embellissement du cadre de vie en direction des enfants et des parents en lien avec le bailleur social, des animations diverses sur le quartier pour un public intergénérationnel, des sorties, des week-ends et des séjours familiaux.

Troc Savoirs, réseau d'échanges réciproques de savoirs de Strasbourg **2 500 €**
Les "Réseaux d'Echanges Réciproques de Savoirs (R.E.R.S.)" permettent aux personnes d'échanger leurs savoirs dans le but d'enrichir leurs compétences mutuelles, le tout sans rapport d'argent. La subvention est destinée à soutenir le fonctionnement général de l'association, basée à la Montagne Verte, qui met en réseau des offreurs et des demandeurs.

Jeunesse Ouvrière Chrétienne **2 000 €**
L'association propose des accueils hebdomadaires le vendredi soir à de jeunes adultes de plus de 18 ans et le samedi après-midi à des adolescents de 14 à 19 ans, provenant principalement des quartiers de l'Elsau, Hautepierre et la Montagne Verte. Ces accueils ont vocation à permettre aux jeunes de se rencontrer, d'échanger, de débattre et de porter divers projets et actions définis collégialement au préalable.

III. Subventions dans le cadre du Contrat enfance Jeunesse

Le Contrat Enfance Jeunesse signé avec la Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin prévoit de soutenir le développement d'activités de loisirs nouvelles et/ou supplémentaires en faveur des enfants et adolescents entre 3 et 17 ans.

A. Attribution d'une première tranche de subvention :

Dans l'attente d'un examen approfondi des requêtes des associations sur la base des comptes clos 2018, il vous est proposé d'accorder aux associations suivantes une première tranche de subvention, équivalente à 70% du montant attribué en 2018 :

Association du centre social et culturel du Neuhof **24 800 €**

Le centre socioculturel accueille quotidiennement des enfants de 4 à 8 ans ainsi que les associations et partenaires locaux dans les locaux de la Ludothèque, dédiés au jeu et à l'éveil de l'enfant.

Association du centre socioculturel de la Meinau **121 100 €**
Le centre socioculturel propose quotidiennement un accueil de loisirs sans hébergement pour les enfants de 4 à 17 ans.

Association CARDEK centre socioculturel de la Krutenau **61 400 €**
La subvention est destinée à accompagner le développement de l'accueil de loisirs sans hébergement pour les enfants de 6 à 16 ans que propose le centre socioculturel de la Krutenau.

Association d'Education populaire St Ignace **24 500 €**
Cette association, implantée au Stockfeld, organise toute l'année un accueil périscolaire pour les 6 - 12 ans et un accueil de loisirs sans hébergement pour les adolescents de 12 à 17 ans.

Association du centre social et culturel Au-delà des Ponts **25 900 €**
La subvention est destinée à soutenir les activités quotidiennes à destination des enfants que propose le centre socioculturel Au-delà des Ponts.

Association Je joue, je vis – Ludothèque de la Meinau **30 600 €**
L'association développe des activités autour du jeu (accueil de groupes et de familles dans les locaux à la Meinau) et installe des espaces de jeux à l'occasion de nombreux évènements et fêtes de quartiers.

Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques du Bas-Rhin **16 400 €**
L'association organise sur le quartier des Poteries un accueil jeunesse pour les 10-14 ans les mercredis après-midi et les vacances scolaires ainsi qu'une animation de rue durant le mois d'août et les mercredis du mois de mai au mois de septembre inclus. L'association propose également un soutien aux initiatives et aux projets de jeunes de 14 à 25 ans.

B. Attribution de la totalité du montant de la subvention pour l'année 2019 :

Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques du Bas-Rhin **28 000 €**
Cette subvention se répartit comme suit :

- 25 000 € pour l'organisation d'un accueil de loisirs sans hébergement d'une quarantaine des places dans les locaux de l'école Marcelle CAHN aux Poteries (Les Toupidecs) pour les enfants de 6 à 12 ans, tous les mercredis et pendant les périodes de vacances scolaires.

- 3 000 € pour l'organisation d'un accueil de loisirs périscolaire à l'école élémentaire du Stockfeld pour une quinzaine d'enfants de 6 à 12 ans, accueillis les lundis, mardis, jeudis et vendredis soirs en période scolaire après l'école jusqu'à 18h15.

Ligue de l'enseignement Fédération départementale du Bas-Rhin – Fédération des œuvres laïques du Bas-Rhin **12 000 €**

L'association organise un accueil de loisirs sans hébergement pour les enfants de 6 à 12 ans à l'école élémentaire Ste Aurélie, du lundi au vendredi en période scolaire, les matins de 7h45 à 8h20 et les soirs de 15h45 à 18h30.

Association la Croisée des Chemins, Association protestante de Strasbourg, Espace Accueil Enfants-Parents-Jeunes **20 000 €**

La subvention est destinée à soutenir l'organisation d'un accueil de loisirs sans hébergement ainsi qu'un accueil périscolaire (le Croisillon) à l'école Lucie Berger pour le 6 / 12 ans ainsi qu'un accueil de loisirs sans hébergement maternel (3-6 ans) bilingue.

Club sportif de Hautepierre **14 000 €**

La subvention est destinée à soutenir l'association dans l'organisation d'un Accueil de Loisirs Sans Hébergement de 48 places à dominante sportive et ludique, les mercredis après-midis et durant les vacances scolaires (hors Noël), qui s'adresse aux enfants de 6 à 12 ans des quartiers de Hautepierre et Poteries.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
approuve

1. l'allocation d'une première tranche de subvention de fonctionnement

A. pour les centres socioculturels:

Association du centre socio-culturel de Neudorf	*230 400 €*
Association du centre social et culturel du Neuhof	*523 600 €*
Association du centre socioculturel de la Meinau	*59 700 €*
Association Lupovino	*57 400 €*
Association du centre social et culturel Victor Schœlcher	*325 800 €*
Association du centre social et culturel de Hautepierre – Le Galet	*231 600 €*
Association populaire Joie et santé Koenigshoffen	*268 500 €*
Association du centre social et culturel de la Montagne Verte	*174 400 €*
Association du centre social et culturel de l'Elsau	*236 400 €*
Association CARDEK centre socioculturel de la Krutenau	*107 100 €*
Association du centre social et culturel de la Robertsau – Escale	*254 000 €*
Association du centre social et culturel Au-delà des Ponts	*61 600 €*

Association du centre socioculturel du Fossé des Treize	*337 400 €*
ARES - Association des résidents de l'Esplanade de Strasbourg	*272 200 €*

B. pour les associations socio-éducatives :

Association AMI de Hautepierre - Action – Médiation - Insertion	*41 700 €*
Association de gestion de la Maison des Associations	*180 900 €*
Centre culturel et social Rotterdam	*110 600 €*
Association les Bateliers	*74 200 €*
Organisation populaire et familiale des activités de loisirs - OPFAL	*91 700 €*
Association d'éducation populaire St Ignace	*111 700 €*
Association Maison des Potes de Strasbourg	*17 500 €*
Association l'Eveil Meinau	*29 000 €*
Association migration solidarité et échanges pour le Développement - AMSED	*25 000 €*
Garderie-Restaurant la Clé des Champs – centre de loisirs et d'animation éducatifs	*116 900 €*
Association les Disciples	*19 500 €*
Association Gospel Kids	*26 900 €*
ASTU – Actions Citoyennes Interculturelles	*59 100 €*
CEMEA - Centre d'Entrainement Aux Méthodes d'Education Active Alsace	*10 500 €*
Association Maison des jeux de Strasbourg	*15 700 €*
Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques du Bas-Rhin	*9 400 €*

2. l'allocation de subventions de fonctionnement pour des associations socioculturelles :

Club de go de Strasbourg St Etienne	*8 000 €*
Association France Bénévolat Bas-Rhin	*2 000 €*
Association Culturelle des Merveilles de la Montagne Verte	*5 000 €*
Association Solidarité Culturelle	*8 600 €*
Association Initiative de la Montagne Verte	*4 500 €*
Troc Savoirs, réseau d'échanges réciproques de savoirs de Strasbourg	*2 500 €*
Jeunesse Ouvrière Chrétienne	*2 000 €*

3. l'allocation de subventions dans le cadre du Contrat enfance Jeunesse

A. Attribution d'une première tranche de subvention :

Association du centre social et culturel du Neuhof	*24 800 €*
Association du centre socioculturel de la Meinau	*121 100 €*
Association CARDEK centre socioculturel de la Krutenau	*61 400 €*

Association d'Education populaire St Ignace	*24 500 €*
Association du centre social et culturel Au-delà des Ponts	*25 900 €*
Association Je joue, je vis – Ludothèque de la Meinau	*30 600 €*
Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques du Bas-Rhin	*16 400 €*

B. Attribution de la totalité du montant de la subvention pour l'année 2019 :

Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques du Bas-Rhin	*28 000 €*
Ligue de l'enseignement Fédération départementale du Bas-Rhin – Fédération des œuvres laïques du Bas-Rhin	*12 000 €*
Association la Croisée des Chemins, Association protestante de Strasbourg, Espace Accueil Enfants-Parents-Jeunes	*20 000 €*
Club sportif de Hautepierre	*14 000 €*

Les crédits nécessaires soit 4 491 700 € sont ouverts au BP 2019 sous Activité DL03B – Nature 6574 - Fonction 422- Programme 8013 dont le disponible est de 7 639 300 €.

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions et les décisions attributives relatives aux subventions et à solliciter la participation de la Caisse d'allocations familiales dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

Service Vie associative

CREDITS 2019

Conseil Ville du 17 décembre 2018

Elu : M. CAHN »

association	Nature de la sollicitation	montant demandé	montant proposé	Montant alloué pour l'année n-1
1. Allocation d'une première tranche de subvention de fonctionnement aux centres socioculturels (Voir tableau)				
Association du centre socioculturel de Neudorf	Fonctionnement	351 210	230 400	329 200
Association du centre socioculturel du Neuhof (projet Klebsau	Fonctionnement	520 000	362 600	518 000
Association du centre socioculturel du Neuhof (projet Ziegelwasser)	Fonctionnement	239 000	161 000	230 000
Association du centre socioculturel de la Meinau	Fonctionnement	89 595	59 700	85 300
Lupovino	Fonctionnement	128 045	57 400	82 000
Association du centre socioculturel de Cronenbourg	Fonctionnement	465 500	325 800	465 500
Association du centre socioculturel de Hautepierre	Fonctionnement	330 900	231 600	330 900
Association du centre socioculturel de Koenigshoffen	Fonctionnement	383 600	268 500	383 600
Association du centre socioculturel de la Montagne Verte	Fonctionnement	249 100	174 400	249 100
Association du centre socioculturel de l'Elsau	Fonctionnement	344 310	236 400	337 700
Association du centre socioculturel de la Krutenau	Fonctionnement	182 900	107 100	152 900
Association du centre socioculturel de la Robertsau	Fonctionnement	363 000	254 000	362 800
Association du centre socioculturel Au-delà des Ponts	Fonctionnement	89 500	61 600	88 000
Association du centre socioculturel du Fossé des Treize	Fonctionnement	483 000	337 400	482 100
Association des résidents de l'Esplanade	Fonctionnement	400 300	272 200	388 800
SOUS-TOTAL		**4 619 960**	**3 140 100**	**4 485 900**
2. Allocation d'une première tranche de subvention de fonctionnement aux associations socio-éducatives (Voir tableau)				
AMI Hautepierre	Fonctionnement	62 500	41 700	59 600
Association de gestion de la Maison des Associations	Fonctionnement	260 000	180 900	258 400
Centre culturel et social Rotterdam	Fonctionnement	185 334	110 600	158 000
Association les Bateliers	Fonctionnement	110 000	74 200	106 000
Organisation Populaire et Familiale des Activités de Loisirs - OPFAL	Fonctionnement	144 950	91 700	131 000
Association d'Education populaire St Ignace	Fonctionnement	211 000	111 700	159 600
Maison des Potes	Fonctionnement	40 000	17 500	25 000
Association Eveil Meinau	Fonctionnement	65 000	29 000	41 500
AMSED	Fonctionnement	40 000	25 000	35 800
Restaurant-garderie la Clé des Champs	Fonctionnement	176 452	116 900	167 000
Association les Disciples	Fonctionnement	27 900	19 500	27 900
Gospel Kids	Fonctionnement	42 000	26 900	38 500
ASTU	Fonctionnement	108 500	59 100	84 400
CEMEA	Fonctionnement	25 000	10 500	15 000
Maison des Jeux de Strasbourg	Fonctionnement	30 000	15 700	22 500
CDAFAL - Projet socioculturel Poteries	Fonctionnement	13 500	9 400	13 500
SOUS-TOTAL		**1 542 136**	**940 300**	**1 343 700**

3. Allocation d'une subvention de fonctionnement à des associations

Club de Go de Strasbourg Saint-Etienne	Fonctionnement	9 000	8 000	9 000
Association France Bénévolat Bas-Rhin	Fonctionnement	3 500	2 000	3 500
Association Culturelle des Merveilles de la Montagne Verte	Fonctionnement	10 000	5 000	5 000
Association Solidarité Culturelle Koenigshoffen	Fonctionnement	33 000	8 600	8 600
Initiatives de la Montagne Verte	Fonctionnement	4 500	4 500	4 500
Troc Savoirs, réseau d'échanges réciproques de savoirs de Strasbourg	Fonctionnement	3 500	2 500	2 500
Jeunesse Ouvrière Chrétienne	Fonctionnement	2 000	2 000	2 000
SOUS-TOTAL		**65 500**	**32 600**	**35 100**

4. Allocation d'une première tranche de subvention dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse (Voir tableau)

Association du centre socioculturel du Neuhof - Ludothèque	CEJ	35 500	24 800	35 500
Association du centre socioculturel de la Meinau	CEJ	175 798	121 100	173 100
Association du centre socioculturel de la Krutenau	CEJ	87 700	61 400	87 700
Association d'Education Populaire St Ignace	CEJ	35 000	24 500	35 000
Association du centre socioculturel Au-delà des Ponts	CEJ	39 500	25 900	37 000
Association je joue, je vis - Ludothèque de la Meinau	CEJ	57 000	30 600	43 700
CDAFAL - ALSH Pré-adolescents Poteries	CEJ	31 660	16 400	23 425
SOUS-TOTAL		**462 158**	**304 700**	**435 425**

5. Allocation d'une subvention dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse (Voir tableau)

CDAFAL - ALSH les Toupidecs	CEJ	28 000	25 000	25 000
CDAFAL - ALSH Stockfeld	CEJ	3 000	3 000	3 000
Ligue de l'Enseignement - ALSH périscolaire Ste Aurélie	CEJ	15 129	12 000	12 000
Croisée des chemins - ALSH le Croisillon et Kiddie Croisillon	CEJ	20 000	20 000	20 000
Club sportif de Hautepierre	CEJ	22 500	14 000	14 000
SOUS-TOTAL		**88 629**	**74 000**	**74 000**

MONTANT TOTAL FONCTIONNEMENT		**6 778 383**	**4 491 700**	**6 374 125**

1. Allocation d'une première tranche de subvention de fonctionnement aux centres socioculturels pour 2019

Association	Compte de résultat 2017 [1]	Budget prévisionnel 2019 [1]	Subv. versée en 2018	Subv. Sollicitée en 2019	1ère tranche 2019 (70 %) arrondi à la centaine
CSC Neudorf	1 623 925 €	1 442 371 €	329 200 €	351 210 €	230 400 €
CSC Neuhof (projet Klebsau + animation de rue)	1 346 174 €	1 351 207 €	518 000 €	520 000 €	362 600 €
CSC Neuhof (Projet Ziegelwasser)	718 124 €	777 393 €	230 000 €	239 000 €	161 000 €
CSC Meinau	995 581 €	893 237 €	85 300 €	89 595 €	59 700 €
CSC Lupovino	458 378 €	481 355 €	82 000 €	128 045 €	57 400 €
CSC Cronenbourg (Chantier d'insertion et prévention spécialisée inclus)	2 424 918 €	2 305 800 €	465 500 €	465 500 €	325 800 €
CSC Hautepierre	1 258 531 €	1 110 982 €	330 900 €	330 900 €	231 600 €
CSC de Koenigshoffen	1 537 762 €	1 474 718 €	383 600 €	383 600 €	268 500 €
CSC Montagne Verte	894 673 €	855 339 €	249 100 €	249 100 €	174 400 €
CSC L' Elsau (LAPE compris)	1 069 995 €	1 109 370 €	337 700 €	344 310 €	236 400 €
CSC Krutenau	837 601 €	963 899 €	152 900 €	182 900 €	107 100 €
CSC Robertsau	1 491 310 €	1 452 332 €	362 800 €	363 000 €	254 000 €
CSC Au-Delà des Ponts	511 132 €	497 894 €	88 000 €	89 500 €	61 600 €
CSC Fossé des XIII (EAJE compris)	2 767 799 €	2 633 050 €	482 100 €	483 000 €	337 400 €
CSC Esplanade (multi-accueil et CF compris)	2 807 332 €	3 129 657 €	388 800 €	400 300 €	272 200 €
TOTAL	**20 743 234 €**	**20 478 604 €**	**4 485 900 €**	**4 619 960 €**	**3 140 100 €**

2. Allocation d'une première tranche de subvention de fonctionnement aux associations socio-éducatives pour 2019

Association	Compte de résultat 2017 [1]	Budget prévisionnel 2019 [1]	Subv. versée en 2018	Subv. Sollicitée en 2019	1ère tranche 2019 (70 %) arrondi à la centaine
AMI Hautepierre	280 645 €	212 500 €	59 600 €	62 500 €	41 700 €
Maison des Associations	533 429 €	541 600 €	258 400 €	260 000 €	180 900 €
Centre Culturel et Social Rotterdam	606 972 €	608 596 €	158 000 €	185 334 €	110 600 €
Association Les Bateliers	583 124 €	674 302 €	106 000 €	110 000 €	74 200 €
Organisation Populaire des Activités de loisirs - OPAL	5 282 536 €	192 150 €	131 000 €	144 950 €	91 700 €
AEP St Ignace	425 693 €	396 200 €	159 600 €	211 000 €	111 700 €
Maison des Potes	97 863 €	129 900 €	25 000 €	40 000 €	17 500 €
Eveil Meinau	327 627 €	389 411 €	41 500 €	65 000 €	29 000 €
AMSED	632 034 €	653 643 €	35 800 €	40 000 €	25 000 €
Restaurant Garderie La clef des champs	293 601 €	268 550 €	167 000 €	176 452 €	116 900 €
Les Disciples	578 148 €	536 898 €	27 900 €	27 900 €	19 500 €
Gospel Kids	145 942 €	152 650 €	38 500 €	42 000 €	26 900 €
ASTU	402 315 €	430 800 €	84 400 €	108 500 €	59 100 €
CEMEA	847 157 €	1 208 714 €	15 000 €	25 000 €	10 500 €
Maison des Jeux	191 235 €	191 000 €	22 500 €	30 000 €	15 700 €
CDAFAL - Projet socioculturel Poteries	158 389 €	195 826 €	13 500 €	13 500 €	9 400 €
TOTAL	**11 386 710 €**	**6 782 740 €**	**1 343 700 €**	**1 542 136 €**	**940 300 €**

[1] Budgets hors valorisation des bâtiments mis à disposition

3. Allocation d'une première tranche de subvention dans le cadre du Contrat enfance Jeunesse pour 2019

Association	Compte de résultat 2017 [1]	Budget prévisionnel 2019 [1]	Subv. versée en 2018	Subv. Sollicitée en 2019	1ère tranche 2019 (70 %) arrondi à la centaine
CSC Neuhof - Ludothèque	145 428 €	149 500 €	35 500 €	35 500 €	24 800 €
CSC Meinau	995 581 €	893 237 €	173 100 €	175 798 €	121 100 €
CSC Krutenau	837 601 €	963 899 €	87 700 €	87 700 €	61 400 €
AEP St Ignace	425 693 €	396 200 €	35 000 €	35 000 €	24 500 €
Association Au-delà des Ponts	511 132 €	497 894 €	37 000 €	39 500 €	25 900 €
Association Je joue je vis - Ludothèque Meinau	83 831 €	86 870 €	43 700 €	57 000 €	30 600 €
CDAFAL (ALSH pré-ados + animation de rue Poteries)	37 066 €	56 068 €	23 425 €	31 660 €	16 400 €
CDAFAL (ALSH Toupidecs 3-12 ans)	88 883 €	85 429 €	25 000 €	28 000 €	25 000 €
CDAFAL (ALSH périscolaire Stockfeld)	23 657 €	28 839 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €
Ligue de l'enseignement - ALSH Ste Aurélie (périsco)	38 144 €	62 919 €	12 000 €	15 129 €	12 000 €
Croisée des Chemins (ALSH Croisillon et Kiddie Croisillon)	350 349 €	354 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €
Club Sportif de Hautepierre	178 582 €	65 032 €	14 000 €	22 500 €	14 000 €
TOTAL	**3 715 946 €**	**3 639 887 €**	**509 425 €**	**550 787 €**	**378 700 €**

37

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Attribution de subventions au titre des solidarités.

Dans le cadre du soutien aux associations, il est proposé d'allouer les subventions suivantes dont le montant total s'élève à 150 016 €.

1. Actions humanitaires et de solidarité

Centre communal d'action sociale de Strasbourg	**15 000 €**

Actions en faveur des familles et personnes sur l'espace public.
Le CCAS de Strasbourg agit en faveur des personnes en précarité sur le territoire de la Ville. Il est proposé de lui allouer, un financement complémentaire destiné à faire face aux dépenses imprévues liées à des interventions sur l'espace public et aux mesures hivernales mises en place en lien avec l'État.

Le bonheur d'un sourire	**1 500 €**

Repas pour les fêtes de fin d'année
L'association organise régulièrement des repas pour les personnes en grande précarité et sans abri. Elle souhaite offrir un repas de fête aux sans-domiciles fixes, refugiés, démunis, les 25 et 31 décembre 2018.

Association Les disciples	**12 000 €**

Action d'accompagnement des familles - quartier Cronenbourg.
L'association Les disciples mène depuis quelques années une action sociale dans le cadre de l'accompagnement des familles en difficulté. L'action comporte 4 axes :

- Vestiaire Point alimentaire
- Partages pluriels autour de petits déjeuners et repas
- Formation et insertion professionnelle

Cette action était financée, jusqu'en 2017 dans le cadre du Contrat de Ville à hauteur de 7 000 €. Il est proposé de lui allouer cette année, une subvention complémentaire exceptionnelle de 5 000 € pour permettre à l'association de trouver de nouvelles pistes de financement, notamment auprès de l'État.

Observatoire régional de l'intégration et de la ville – ORIV	**27 000 €**

Démarche de dialogue avec les acteurs associatifs autour de l'«accueil de qualité des personnes migrantes vulnérables » sur notre territoire

Cette démarche engagée depuis le début de l'année 2018 doit permettre de :

- mieux cerner la question des migrations et la manière dont elle s'exprime sur le territoire communal.
- partager une vision collective de ces enjeux permettant d'identifier les besoins relatifs à ce qui peut constituer un accueil de qualité pour le territoire communal.
- proposer un modèle local qui fédère l'ensemble des acteurs autour d'actions concrètes

L'ORIV assure dans ce cadre un accompagnement à l'ensemble de la démarche, en partenariat avec la ville de Strasbourg.

2. Hébergement

La ville de Strasbourg a décidé de développer sur ses fonds propres une offre complémentaire d'hébergement d'urgence afin de répondre à la constante augmentation des besoins de mise à l'abri et d'hébergement des publics recensés quotidiennement sur notre territoire.

Suite à l'appel à projet lancé en janvier 2018 pour la création de 100 places d'hébergement destinées à une pluralité de publics, familles et personnes isolées vulnérables, deux associations ont été retenues pour la mise en œuvre du dispositif.

Par délibération du 16 avril 2018, le Conseil municipal leur a alloué une avance correspondant à 8 mois de fonctionnement. Il est proposé de verser le solde de la participation annuelle calculé sur la base de l'occupation réelle.

	Nombre de places	Avance allouée	Total 2018	**Solde**
Accueil sans frontières 67	30	100 000 €	130 508 €	**30 508 €**
Fédération de charité Caritas Alsace	70	234 000 €	287 378 €	**53 378 €**

3. Autonomie

Aide et union aux blessés de l'existence - AUBE	**1 000 €**

Radio web

L'association AUBE a créé une radio web par les usagers concernés par les questions de la santé mentale. Ce projet vise à sensibiliser et démystifier les représentations sociales de troubles psychiques. Il est proposé de soutenir à titre exceptionnel ce projet.

Association des résidents de l'Esplanade - ARES	**2 630 €**

Fonctionnement du club séniors.

Collectif pour l'intégration scolaire individualisée - CISI	**500 €**

Fonctionnement général

Le CISI œuvre pour la scolarisation des enfants en situation de handicap en milieu ordinaire. Il intervient auprès des institutions concernées (rectorat, inspection académique, dispositif Handiscol, Maison départementale des personnes handicapées) et collabore avec ces dernières. Son action l'amène à apporter une aide aux parents et aux professionnels concernés.

Groupe SOS senior	**500 €**

10ème anniversaire de l'EHPAD Les mélèzes
L'EHPAD organise, à l'occasion du 10ème anniversaire de la création de l'EHPAD Les mélèzes, un temps festif avec et pour les résidents de l'EHPAD.

Initiatives de la Montagne-Verte	**1 000 €**

Il est proposé d'allouer à l'association un complément exceptionnel pour permettre au club séniors « La fleur de l'âge » d'organiser des activités visant à maintenir ou restaurer le lien social sur le quartier.

L'arche à Strasbourg	**1 000 €**

Fonctionnement général
L'association a pour objectif de permettre aux personnes en situation de handicap mental de vivre en habitat partagé avec des personnes qui s'engagent à leur côté (salariés et bénévoles). Dans ce cadre, l'Arche a développé un projet au sein de l'éco-quartier Danube une troisième maison de l'Arche et un espace rencontre. Il est proposé de soutenir l'Arche, dont le fonctionnement mobilise exclusivement des bénévoles, pour son projet à Strasbourg.

4. Insertion

Comité d'action sociale en faveur des populations issues de l'immigration – CASTRAMI	**4 000 €**

Fonctionnement général
Le CASTRAMI a pour but de faciliter les relations entre les populations issues de l'immigration et les services publics pour favoriser leur insertion sociale et professionnelle. Pour cela elle assure un rôle d'accompagnateur, de conseiller et de médiateur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

d'allouer les subventions suivantes :

1. *Centre communal d'action sociale de Strasbourg* — *15 000 €*
   Actions en faveur des familles et personnes sur l'espace public
2. *Le bonheur d'un sourire* — *1 500 €*

	Repas pour les fêtes de fin d'année	
3.	*Association Les disciples* *Action d'accompagnement des familles - quartier Cronenbourg.*	*12 000 €*
4.	*Observatoire régional de l'intégration et de la ville – ORIV* *Accueil de qualité des personnes migrantes vulnérables*	*27 000 €*
5.	*Accueil sans frontières 67* *Hébergement - solde*	*30 508 €*
6.	*Fédération de charité Caritas Alsace* *Hébergement - solde*	*53 378 €*
7.	*Aide et union aux blessés de l'existence - AUBE* *Radio web*	*1 000 €*
8.	*Association des résidents de l'Esplanade - ARES* *Fonctionnement du club séniors.*	*2 630 €*
9.	*Collectif pour l'intégration scolaire individualisée – CISI* *Fonctionnement général*	*500 €*
10.	*Groupe SOS senior* *10ème anniversaire de l'EHPAD Les mélèzes*	*500 €*
11.	*Initiatives de la Montagne-Verte* *Complément exceptionnel*	*1 000 €*
12.	*L'arche à Strasbourg* *Fonctionnement général*	*1 000 €*
13.	*Comité d'action sociale en faveur des populations issues de l'immigration – CASTRAMI* *Fonctionnement général*	*4 000 €*
	Total	***150 016 €***

- *d'imputer la subvention 1 d'un montant de 15 000 € au comte AS00B – 657362 – 520 prog. 8000 dont le disponible avant le présent Conseil est de 15 000 €*
- *d'imputer les subventions 2 et 3 d'un montant de 13 500 € au comte AS03C – 6574 – 523 prog. 8078 dont le disponible avant le présent Conseil est de 13 500 €*
- *d'imputer les subventions 4 à 6 d'un montant de 110 886 € au comte AS00B – 6574 – 523 prog. 8001 dont le disponible avant le présent Conseil est de 155 439 €*
- *d'imputer les subventions 7 à 12 d'un montant de 6 630 € au comte AS08B – 6574 – 61 prog. 8010 dont le disponible avant le présent Conseil est de 70 300 €*
- *d'imputer la subvention 3 d'un montant de 4 000 € au comte AS03N – 6574 – 523 - prog. 8003 dont le disponible avant le présent Conseil est de 8 550 €*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions y afférentes.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

Attribution de subventions au titre des solidarités

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE STRASBOURG	les interventions sur l'espace public et mesures hivernales menées en lien avec les services de l'Etat	15 000 €	15 000 €	60 000 €
LE BONHEUR D'UN SOURIRE	l'organisation d'un repas pour les fêtes aux plus démunis dans la rue	3 700 €	1 500 €	1 500 €
ASSOCIATION LES DISCIPLES	Un foyer dans la cité - action sociale : accompagnement des familles en difficulté	17 100 €	12 000 €	7 000 €
OBSERVATOIRE REGIONAL DE L'INTEGRATION ET DE LA VILLE	un accueil de qualité en direction des migrants vulnérables	27 000 €	27 000 €	0 €
ACCUEIL SANS FRONTIERES 67	l'hébergement de personnes vulnérables Solde - montant total 2018 : 130 508 €.	153 300 €	30 508 €	0 €
FEDERATION DE CHARITE CARITAS ALSACE	l'hébergement de personnes vulnérables. Solde - montant total 2018 : 287 378 €	500 000 €	53 378 €	0 €
AIDE ET UNION AUX BLESSES DE L'EXISTENCE	le projet suivant : "Radio web". Il s'agit d'une subvention exceptionnelle non reconductible	3 000 €	1 000 €	1 000 €
ASSOCIATION DES RESIDENTS DE L'ESPLANADE	le fonctionnement général du club troisième âge	4 150 €	2 630 €	2 630 €
COLLECTIF POUR L'INTEGRATION SCOLAIRE INDIVIDUALISEE	le fonctionnement général	500 €	500 €	500 €
GROUPE SOS SENIOR EHPAD LES MELEZES	L'organisation d'un spectacle à l'occasion des 10 ans de l'EHPAD	800 €	500 €	0 €
INITIATIVES DE LA MONTAGNE VERTE	le fonctionnement général du club troisième âge, complément exceptionnel	1 200 €	1 000 €	0 €
L'ARCHE A STRASBOURG	le fonctionnement général	1 000 €	1 000 €	1 000 €
COMITE D'ACTION SOCIALE EN FAVEUR DES POPULATIONS ISSUES DE L'IMMIGRATION	le fonctionnement général	5 500 €	4 000 €	4 000 €

38

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Forfait communal versé aux écoles privées de Strasbourg.

La ville de Strasbourg contribue chaque année au fonctionnement des établissements d'enseignement privé, en raison des dispositions issues des lois n° 59-1557 du 31/12/1959 et n° 77-1285 du 25/11/1977 qui mettent à la charge des communes les dépenses de fonctionnement matériel des classes privées maternelles et élémentaires sous contrat d'association. De plus, les communes peuvent intervenir, de manière facultative, en faveur des classes sous contrat simple.

I. Rappel du cadre juridique et des obligations de la Ville

Le code de l'Education stipule en son article L.442-5 que « les dépenses de fonctionnement des classes (de l'enseignement privé) sous contrat sont prises en charge dans les mêmes conditions que celles des classes correspondantes de l'enseignement public ».
Ce texte fait obligation aux communes de verser aux écoles privées des participations financières calculées par parité avec les moyens qu'elles accordent aux écoles publiques. Cette obligation s'applique exclusivement pour les élèves résidant sur la commune.

Les positions de la Ville en matière de financement de ces dépenses ont été redéfinies au fil des évolutions juridiques et des délibérations successives adoptées par le Conseil Municipal, pour les dernières en décembre 2007, puis décembre 2008, janvier et mai 2015 et en décembre 2016 et 2017.

Actuellement, douze établissements disposent de classes sous contrat d'association[1] et quatre établissements disposent de classes sous contrat simple[2], auxquels la Ville a versé, au titre de l'année scolaire 2017/2018 un montant global de 2 333 041 € (*2 039 655 € pour les CA et 293 386 € pour les CS*), pour un effectif total de 2964 élèves strasbourgeois (*dont 2183 élémentaires et 781 maternels*).

II. Détermination des forfaits à verser aux écoles privées pour les élèves strasbourgeois

[1] Saint Etienne, Joie de vivre, Lucie Berger, Sainte Anne, Sainte Clotilde, Doctrine Chrétienne, Notre Dame, Notre Dame de Sion, La Providence, ABCM, Tachbar et Le Renouveau du Gan Chalom
[2] Aquiba, Michaël, Yehouda Halevi, Jeunesse Loubavitch (école Beth Hanna)

Les forfaits à verser à l'enseignement privé par la commune de résidence des élèves sont calculés par référence au **coût moyen de l'enfant scolarisé dans le public, hors charges périscolaires**.

La circulaire n° 2012-025 du 15 février 2012, qui abroge et remplace la précédente circulaire n° 2007-142 du 27 août 2007, vient préciser les obligations et modalités de financement, par les communes, des dépenses de fonctionnement des écoles privées sous contrat lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés dans ou hors de leur commune de résidence.
Elle comporte également en annexe la liste des **dépenses obligatoires** à prendre en compte dans le calcul des forfaits communaux.

L'évolution de ces dépenses a été actée avec la direction diocésaine de l'enseignement catholique et validée par délibération du Conseil municipal du 18 décembre 2017.

Sur la base du compte administratif 2017, les nouveaux montants des forfaits applicables en 2019 s'établiraient comme suit :

- **677 € par élève de classe élémentaire**
- **1 260 € par élève de classe maternelle**.

Ces nouveaux montants ne s'appliqueront que pour les classes sous contrat d'association.

Pour les classes sous contrat simple, il est proposé, du fait du caractère non obligatoire du forfait, de reconduire les forfaits 2018, soit 554 € par élève strasbourgeois de classes élémentaire et 1 019 € par élève strasbourgeois de classe maternelle et ainsi de stabiliser le forfait en référence au cadrage de la collectivité concernant les subventions.

Sur la forme, ces aides financières représentent des contributions obligatoires pour les écoles sous contrat d'association qui sont nécessairement inscrites au budget de la Ville.

Pour les écoles sous contrat simple, elles constituent des participations facultatives obéissant au régime des subventions pour lesquelles le Conseil municipal est appelé à se prononcer chaque année.

Dans les deux cas, les participations versées prennent en compte les effectifs à la rentrée scolaire 2018/2019. Elles représentent 2 108 686 € pour les écoles privées sous contrat d'association (*pour un effectif de 1 838 élémentaires et 686 maternels*) et 305 999 € pour les classes sous contrat simple (*pour un effectif de 396 élémentaires et 85 maternels*).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière

après en avoir délibéré
approuve

- *la détermination des nouveaux forfaits communaux, pour les **classes sous contrat d'association**, à hauteur de 677 € par élève strasbourgeois de classe élémentaire et à hauteur de 1 260 € par élève strasbourgeois de classe maternelle, applicables pour l'année scolaire 2018/2019*

- *la reconduction des forfaits 2018,* pour les ***classes sous contrat simple**, soit 554 € par élève strasbourgeois de classe élémentaire et à hauteur de 1 019 € par élève strasbourgeois de classe maternelle, applicables pour l'année scolaire 2018/2019*

- *l'attribution des subventions suivantes pour les classes sous contrat simple à quatre écoles privées implantées sur le territoire de la Ville de Strasbourg, au titre de l'année scolaire 2018/2019 :*

Ecole AQUIBA :		*181 349 €*
Ecole MICHAËL :		*33 240 €*
Ecole YÉHOUDA HALEVI :		*48 752 €*
Ecole BETH HANNA LOUBAVITCH :		*42 658 €*
	TOTAL :	***305 999 €***

décide

l'imputation de la dépense correspondante sur les crédits prévus au budget 2019 de la ville de Strasbourg, fonction 213, natures 6558 et 6574, activité DE01C ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à procéder au mandatement des contributions et subventions, et à signer les conventions financières correspondantes.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

PARTICIPATION VILLE 2018/19 AUX DEPENSES DE FONCTIONNEMENT MATERIEL ET DE FOURNITURES SCOLAIRES DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVE DU Ier DEGRE

CLASSES SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION

ETABLISSEMENTS	ELEVES STRASBOURGEOIS				MONTANT GLOBAL 2019	proposé pour 2019 (1)	alloué en 2018
	ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE		ENSEIGNEMENT MATERNEL				
	NOMBRE	677 €	NOMBRE	1 260 €			
COLLEGE St ETIENNE	282	190 914 €	0	0 €	190 914 €	**190 914 €**	175 802 €
FONDATION D'AUTEUIL (ECOLE JOIE DE VIVRE)	93	62 961 €	69	86 940 €	149 901 €	**149 901 €**	143 811 €
C.P.E.S. (ECOLE LUCIE BERGER)	297	201 069 €	58	73 080 €	274 149 €	**274 149 €**	277 925 €
ECOLE LIBRE SAINTE ANNE	303	205 131 €	151	190 260 €	395 391 €	**395 391 €**	376 723 €
FONDATION PROVIDENCE DE RIBEAUVILLE (INSTITUTION Ste CLOTILDE)	104	70 408 €	92	115 920 €	186 328 €	**186 328 €**	177 662 €
DOCTRINE CHRETIENNE	116	78 532 €	31	39 060 €	117 592 €	**117 592 €**	124 322 €
INSTITUTION NOTRE DAME	145	98 165 €	81	102 060 €	200 225 €	**200 225 €**	196 278 €
NOTRE DAME DE SION	191	129 307 €	69	86 940 €	216 247 €	**216 247 €**	200 846 €
FONDATION PROVIDENCE DE RIBEAUVILLE (INSTITUTION LA PROVIDENCE)	207	140 139 €	68	85 680 €	225 819 €	**225 819 €**	215 208 €
ABCM	0	0 €	48	60 480 €	60 480 €	**60 480 €**	58 065 €
A.D.E.T. (ECOLE TACHBAR)	100	67 700 €	0	0 €	67 700 €	**67 700 €**	65 758 €
ECOLE GAN CHALOM	0	0 €	19	23 940 €	23 940 €	**23 940 €**	27 255 €
TOTAL	**1838**	**1 244 326 €**	**686**	**864 360 €**	**2 108 686 €**	**2 108 686 €**	**2 039 655 €**

Effectifs recensés à la rentrée de septembre 2018

(1) Le versement s'effectuera en deux tranches au mois de janvier (acompte) et juin (solde)

PARTICIPATION VILLE 2018/2019 AUX DEPENSES DE FONCTIONNEMENT MATERIEL ET DE FOURNITURES SCOLAIRES DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVES DU Ier DEGRE

CLASSES SOUS CONTRAT SIMPLE

ETABLISSEMENTS	ELEVES STRASBOURGEOIS				MONTANT GLOBAL 2019	proposé pour 2019 (1)	alloué en 2018
	ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE		ENSEIGNEMENT MATERNEL				
	NOMBRE	554 €	NOMBRE	1 019 €			
AQUIBA	171	94 734 €	85	86 615 €	181 349 €	**181 349 €**	182 032 €
MICHAEL	60	33 240 €	0	0 €	33 240 €	**33 240 €**	32 132 €
YEHOUDA HALEVI	88	48 752 €	0	0 €	48 752 €	**48 752 €**	43 212 €
BETH HANNA	77	42 658 €	0	0 €	42 658 €	**42 658 €**	36 010 €
TOTAL	**396**	**219 384 €**	**85**	**86 615 €**	**305 999 €**	**305 999 €**	**293 386 €**

Effectifs recensés à la rentrée de septembre 2018

(1) Le versement s'effectuera en deux tranches au mois de janvier (acompte) et juin (solde)

39

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Attribution de subventions de fonctionnement aux établissements de la petite enfance pour l'exercice 2019.

Plus d'une centaine d'établissements de la petite enfance, crèches, multi-accueils, jardins d'enfants, haltes-garderies, accueils de loisirs, lieux d'accueil parents-enfants, proposent à Strasbourg une offre d'accueil diversifiée au service des familles et des jeunes enfants.

En complément des équipements gérés directement par la collectivité, 33 associations assurent la gestion de 60 établissements et sollicitent à ce titre des subventions.

1. Les modalités de financement des établissements de la petite enfance.

Le fonctionnement de ces établissements est financé par une participation des familles, de la Caisse d'allocations familiales du Bas-Rhin et de la ville de Strasbourg.

La participation des familles est calculée sur la base d'un taux d'effort qui tient compte du revenu et de la composition familiale et représente environ 20 % du coût de la prestation.
La participation de la Caisse d'allocations familiales du Bas-Rhin s'effectue au titre de la prestation de service unique et représente environ 50 % du coût.
La participation de la Ville complète ce financement à hauteur d'environ 30 % du coût.

Pour les établissements inscrits au Contrat Enfance Jeunesse, la Caisse d'allocations familiales du Bas-Rhin rembourse la Ville à hauteur de 55 % des dépenses.

2. Les financements attribués par la Ville sur la base de prix plafonds.

La subvention de la Ville est calculée pour chaque établissement en fonction des prévisions du coût de fonctionnement et du volume d'activité (nombre d'heures par enfant).
Elle est cadrée par un prix plafond fixé annuellement.

La participation proposée dans la présente délibération, pour l'exercice 2019, fera l'objet d'un ajustement.
Celui-ci sera établi en fonction de l'activité réelle, après examen des comptes de résultats, des bilans, des rapports d'activités et de la participation effective de la Caisse d'allocations familiales du Bas-Rhin et des familles.

Cet ajustement peut entraîner soit un versement complémentaire, soit une récupération de subventions (remboursement de trop-perçus).

Pour 2019, les participations financières proposées sont établies dans la limite des prix plafonds suivants :

- 7 €/heure pour les crèches parentales,
- 7,20 €/heure (hors loyer) pour les crèches collectives, haltes-garderies et multi-accueils,
- 7,45 €/heure pour les crèches familiales.

Enfin, pour certains établissements n'offrant pas de possibilité de restauration ou disposant de locaux relativement exigus et d'une faible capacité d'accueil, il est proposé un prix plafond de 8,50 €, hors loyer : les trois établissements suivants sont concernés : halte-garderie Kageneck, multi-accueils Halt-jeux et Au rendez-vous des petits.

Les subventions pour le fonctionnement des maisons de l'enfance gérées dans le cadre d'une délégation de service public sont attribuées conformément aux contrats d'affermage y relatifs.

Ces délégations de service public concernent les quatre établissements suivants :

- maison de la petite enfance de Cronenbourg, 87, route de Hochfelden, gérée par l'association Léo Lagrange Centre Est,
- maison de la petite enfance de la Robertsau, 26, rue de la Baronne d'Oberkirch, gérée par l'association Léo Lagrange Centre Est,
- maison de la petite enfance du Neuhof, 7, rue de Clairvivre, gérée par l'Association de gestion des équipements sociaux (AGES),
- maison de la petite enfance franco-allemande, 172, route du Rhin, gérée par l'Association d'action sociale du Bas-Rhin (AASBR).

Pour les lieux d'accueil parents-enfants et les accueils de loisirs, la participation proposée constitue une subvention destinée à soutenir le fonctionnement global de l'activité.

Changement d'associations gestionnaires pour les établissements de l'ARES et de la Fondation Stenger Bachmann.

L'ARES est gestionnaire d'un établissement d'accueil petite enfance qu'elle a créé dans les années 1970.
Afin de se centrer sur ses missions de centre socio-culturel, l'ARES a décidé la cession de cette activité petite enfance à l'AGES.
L'AGES bénéficie d'une solide référence dans la gestion des établissements petite enfance. Elle gère notamment le multi-accueil de l'Esplanade et la crèche familiale du Neudorf et projette d'inscrire le projet de l'établissement de l'ARES dans une dynamique globale à l'échelle de ce territoire.
L'AGES reprend la gestion de l'établissement petite enfance de l'ARES à compter du 1er janvier 2019.

La Fondation Stenger Bachmann gère en direct trois établissements petite enfance, deux sur le site rue de la Douane et le multi-accueil Liliane Oehler à Koenigshoffen.
Les nouveaux statuts de la Fondation, approuvés par le conseil d'administration du 23 mai 2018 et par le Conseil municipal du 25 juin 2018, prévoient que la Fondation confie la gestion des établissements à un organisme professionnel à but non lucratif compétent dans le domaine de la petite enfance, en référence à un cahier des charges prenant en compte les orientations de la politique petite enfance de la ville de Strasbourg, financeur.
Ainsi, au terme d'une démarche d'appel à projet conduite de juillet à octobre dernier, le conseil d'administration de la Fondation Stenger Bachmann, réuni le 8 novembre 2018, a décidé de confier la gestion de ses trois établissements à l'Association d'Action Sociale du Bas-Rhin (AASBR) à compter du 1er janvier 2019 pour une période de six ans.

3. Les subventions proposées.

Il est proposé d'allouer les subventions aux établissements suivants :

Etablissements d'accueil collectif :

- Multi-accueils, crèches collectives, haltes-garderies :

Multi-accueil de la Montagne-Verte	340 800 €
Multi-accueil de l'Esplanade, rue de Copenhague	343 200 €
Crèche collective Saint-Gothard	360 000 €
Multi-accueil Conseil de l'Europe	76 000 €
Multi-accueil/Halte-garderie Boecklin	64 400 €
Halte-garderie Kageneck	73 100 €
Multi-accueil Belin	232 000 €
Multi-accueil Canardière	349 300 €
Multi-accueil Hautepierre	278 400 €
Multi-accueil Lovisa	273 200 €
Multi-accueil et halte-garderie Ill	302 100 €
Crèche collective de la Musau	337 400 €
Crèche collective de Neudorf	388 700 €
Multi-accueil/Halte-garderie Neudorf	157 300 €
Multi-accueil Poteries	472 900 €
Multi-accueil de l'Esplanade, rue d'Istanbul	96 000 €
Crèche collective Douane	260 200 €
Multi-accueil Douane	225 100 €
Multi-accueil Liliane Oehler-Koenigshoffen Hohberg	103 900 €
Multi-accueil Balthazar	164 200 €
Multi-accueil Bon Pasteur	112 000 €
Multi-accueil Jeu des enfants	165 200 €
Multi-accueil de l'Elsau	84 900 €
Multi-accueil La galipette du Centre socioculturel du fossé des treize	166 500 €
Multi-accueil Les marmousets	194 000 €
Multi-accueil Haya Mouchka	129 900 €

Multi-accueil Au rendez-vous des petits	84 900 €
Micro-crèche Les trois brigands	58 900 €
Multi-accueil Halt'jeux	100 000 €
Multi-accueil Les p'tits petons	200 400 €
Halte-garderie Association Rechit Hochma	57 000 €
Micro-crèche La cour enchantée	67 800 €
TOTAL établissements multi-accueils, crèches collectives et haltes-garderies	**6 319 700 €**

- Accueil en horaires atypiques (dès 5h30 le matin, jusqu'à 22h le soir) :

Horaire atypique multi-accueil Canardière	6 000 €
Horaire atypique Balthazar	34 000 €
TOTAL horaires atypiques	**40 000 €**

- Accueil combiné (accueil familial rattaché au collectif) :

Accueil familial lié au collectif Poteries	80 600 €
Accueil familial lié au collectif Belin	55 200 €
Accueil familial Balthazar	20 000 €
TOTAL accueil combiné	**155 800 €**

- Crèches parentales :

Crèche parentale Baby boom	57 440 €
Crèche parentale La petite bulle	59 700 €
Crèche parentale La luciole	59 700 €
Crèche parentale La chenille	40 540 €
Crèche parentale La farandole	43 800 €
Crèche parentale Les pitchoun's	74 500 €
Crèche parentale La trottinette	56 540 €
Crèche parentale Les fripouilles	51 700 €
Crèche parentale Le petit prince	60 700 €
Crèche parentale La toupie	44 550 €
Crèche parentale Les loustics associés	65 800 €
Crèche parentale La flûte enchantée	42 300 €
Crèche parentale La petite jungle	56 100 €
Crèche parentale La souris verte	101 750 €
Crèche parentale La petite table ronde	66 300 €
Crèche parentale Le nid des géants	82 500 €
Crèche parentale Giving tree	99 700 €
TOTAL crèches parentales	**1 063 620 €**

Etablissements d'accueil familial / crèches familiales :

Crèche familiale de la Montagne-Verte	227 000 €
Crèche familiale sud (Neudorf/Meinau)	414 000 €
Crèche familiale centre-ville nord	385 900 €
Crèche familiale Hautepierre	542 400 €
Crèche familiale de l'Esplanade (AGES)	119 800 €
TOTAL crèches familiales	**1 689 100 €**

Lieux d'accueil parents-enfants (LAPE) et accueil de loisirs :

LAPE Poteries	59 300 €
LAPE Papothèque	134 800 €
Fonctionnement général Association contact et promotion	36 800 €
LAPE La maisonnée	70 350 €
LAPE La familière	80 000 €
LAPE Caritas de la maison d'arrêt	27 700 €
ALSH Poteries	106 400 €
TOTAL LAPE et accueil de loisirs	**515 350 €**

Soit, pour les associations suivantes :

Association de gestion des équipements sociaux (AGES) pour les établissements suivants :	**2 114 300 €**
Multi-accueil de la Montagne-Verte	340 800 €
Multi-accueil de l'Esplanade, rue de Copenhague	343 200 €
Multi-accueil de l'Esplanade, rue d'Istanbul	96 000 €
Crèche collective Saint-Gothard	360 000 €
Multi-accueil Conseil de l'Europe	76 000 €
Crèche familiale de la Montagne-Verte	227 000 €
Crèche familiale sud (Neudorf/Meinau)	414 000 €
Crèche familiale de l'Esplanade	119 800 €
Multi-accueil/Halte-garderie Boecklin	64 400 €
Halte-garderie Kageneck	73 100 €
Association d'action sociale du Bas-Rhin (AASBR) pour les établissements suivants :	**4 616 300 €**
Multi-accueil Belin	232 000 €
Multi-accueil Canardière	349 300 €
Multi-accueil Canardière - horaire atypique	6 000 €
Multi-accueil Hautepierre	278 400 €
Multi-accueil Lovisa	273 200 €
Multi-accueil et halte-garderie Ill	302 100 €
Crèche collective de la Musau	337 400 €
Crèche collective de Neudorf	388 700 €
Crèche familiale centre-ville nord	385 900 €

Crèche familiale Hautepierre	542 400 €
Multi-accueil/Halte-garderie Neudorf	157 300 €
Multi-accueil Poteries	472 900 €
LAPE Poteries	59 300 €
ALSH Poteries	106 400 €
Accueil familial lié au collectif Poteries	80 600 €
Accueil familial lié au collectif Belin	55 200 €
Crèche collective Douane	260 200 €
Multi-accueil Douane	225 100 €
Multi-accueil Liliane Oehler	103 900 €
Crèches parentales :	
Crèche parentale Baby boom	57 440 €
Crèche parentale La petite bulle	59 700 €
Crèche parentale La luciole	59 700 €
Crèche parentale La chenille	40 540 €
Crèche parentale La farandole	43 800 €
Crèche parentale Les pitchoun's	74 500 €
Crèche parentale La trottinette	56 540 €
Crèche parentale Les fripouilles	51 700 €
Crèche parentale Le petit prince	60 700 €
Crèche parentale La toupie	44 550 €
Crèche parentale Les loustics associés	65 800 €
Crèche parentale La flûte enchantée	42 300 €
Crèche parentale La petite jungle	56 100 €
Crèche parentale La souris verte	101 750 €
Crèche parentale La petite table ronde	66 300 €
Crèche parentale Le nid des géants	82 500 €
Crèche parentale Giving tree	99 700 €
Auteuil petite enfance pour les établissements suivants :	**218 200 €**
Multi-accueil Balthazar	164 200 €
Accueil familial Balthazar	20 000 €
Horaire atypique Balthazar	34 000 €
Association de loisirs éducatifs et de formation (ALEF) pour les établissements suivants :	**362 100 €**
Multi-accueil Bon Pasteur	112 000 €
Multi-accueil Jeu des enfants	165 200 €
Multi-accueil de l'Elsau	84 900 €
Centre socioculturel du fossé des treize	
Multi-accueil La galipette	**166 500 €**
Association de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis (AAPEI)	
Multi-accueil Les marmousets	**194 000 €**

Jeunesse Loubavitch	
Multi-accueil Haya Mouchka	**129 900 €**
Association générale des familles du Bas-Rhin (AGF)	**143 800 €**
Multi-accueil Au rendez-vous des petits	84 900 €
Micro-crèche Les trois brigands	58 900 €
Halt'jeux	
Multi-accueil	**100 000 €**
Les p'tits petons	
Multi-accueil	**200 400 €**
Association Rechit Hochma	
Halte-garderie	**57 000 €**
Association contact et promotion pour :	**171 600 €**
Fonctionnement général	36 800 €
LAPE Papothèque	134 800 €
Association APEPS	
LAPE La maisonnée	**70 350 €**
Centre socioculturel de l'Elsau	
LAPE La familière	**80 000 €**
CARITAS	
LAPE maison d'arrêt	**27 700 €**
Par Enchantement	
Micro-crèche La cour enchantée	**67 800 €**
TOTAL GENERAL	**9 783 570 €**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *d'allouer les subventions suivantes :*

1 *Association de gestion des équipements sociaux (AGES)* *2 114 300 €*

2	*Association d'action sociale du Bas-Rhin (AASBR)*	*4 616 300 €*
3	*Crèche parentale Baby boom*	*57 440 €*
4	*Crèche parentale La petite bulle*	*59 700 €*
5	*Crèche parentale La luciole*	*59 700 €*
6	*Crèche parentale La chenille*	*40 540 €*
7	*Crèche parentale La farandole*	*43 800 €*
8	*Crèche parentale Les pitchoun's*	*74 500 €*
9	*Crèche parentale La trottinette*	*56 540 €*
10	*Crèche parentale Les fripouilles*	*51 700 €*
11	*Crèche parentale Le petit prince*	*60 700 €*
12	*Crèche parentale La toupie*	*44 550 €*
13	*Crèche parentale Les loustics associés*	*65 800 €*
14	*Crèche parentale La flûte enchantée*	*42 300 €*
15	*Crèche parentale La petite jungle*	*56 100 €*
16	*Crèche parentale La souris verte*	*101 750 €*
17	*Crèche parentale La petite table ronde*	*66 300 €*
18	*Crèche parentale Le nid des géants*	*82 500 €*
19	*Crèche parentale Giving tree*	*99 700 €*
20	*Auteuil petite enfance*	*218 200 €*
21	*Association de loisirs éducatifs et de formation (ALEF)*	*362 100 €*
22	*Centre socioculturel du fossé des treize*	*166 500 €*
23	*Association de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis (AAPEI)*	*194 000 €*
24	*Jeunesse Loubavitch*	*129 900 €*
25	*Association générale des familles du Bas-Rhin (AGF)*	*143 800 €*
26	*Halt'jeux*	*100 000 €*
27	*Les p'tits petons*	*200 400 €*
28	*Association Rechit Hochma*	*57 000 €*
29	*Association contact et promotion*	*171 600 €*
30	*Association APEPS*	*70 350 €*
31	*Centre socioculturel de l'Elsau*	*80 000 €*
32	*CARITAS*	*27 700 €*
33	*Par Enchantement*	*67 800 €*

d'imputer ces subventions d'un montant de 9 783 570 € à la ligne DE04 G – 6574 64 dont le disponible avant le présent Conseil est de 12 312 000 € ;

autorise

le Maire ou son représentant à signer les conventions d'objectifs et de moyens relatives à ces subventions.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

40

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Nouveau groupe scolaire à la Meinau - Désignation.

Nouveau groupe scolaire à la Meinau

Les quartiers de la Meinau et du Neudorf connaissent une évolution significative du nombre d'enfants à accueillir en école primaire du fait de la construction de nombreux bâtiments notamment le long de l'avenue de Colmar et sur le secteur du parc de l'Etoile dans l'axe de développement des Deux Rives.

La recherche d'une solution a nécessité une analyse des potentialités du quartier de la Meinau intégrant les capacités d'accueil des groupes scolaires existants, les origines géographiques des enfants, les espaces fonciers disponibles et les programmes de construction des logements en cours ou à venir.

Celles-ci ont fait émerger la nécessité de création d'un nouveau groupe scolaire à l'articulation entre le sud du quartier de Neudorf et le nord de la Meinau.

La localisation d'une école à l'arrière de l'ESPE (École Supérieure du Professorat et de l'Éducation), sur une parcelle appartenant à l'Etat, présente à ce titre des avantages tant dans sa capacité que dans la centralité de sa localisation.

Situé dans un espace disponible, en rive du Rhin Tortu, cette implantation constitue l'occasion de concevoir un projet d'école sur le site historiquement dédié à la formation des maitres. Il bénéficie également d'une bonne desserte tant en mode de transport doux qu'en tramway.

Ce projet impliquera un réaménagement du parvis et de la desserte du site, en lien avec l'ESPE et le projet de restructuration du stade de la Meinau.

Le programme des travaux s'établit ainsi :

L'opération porte sur la création d'un groupe scolaire de 8 classes maternelles et de 10 classes élémentaires soit :

- Maternelle
  - 8 salles de classe standards
  - 1 salle de jeux

- salles d'activités diverses et locaux périscolaires
- 1 Bibliothèque Centre de Documentation, salles de repos, locaux ATSEM, etc...

o Élémentaire
- 10 salles de classe standards
- salles d'activités diverses et locaux périscolaires
- 1 Bibliothèque Centre de Documentation, salle polyvalente ou de réunion, RASED/cabinet médical, etc...

o Locaux communs et annexes
- 1 restaurant scolaire
- 1 logement pour le Responsable Technique de Site
- Locaux administratifs et techniques

o Cours et préaux

Il est proposé de viser un objectif de niveau de performance environnemental E3C1 et les 2 critères environnementaux suivants :

o mise en œuvre de produits et matériaux faiblement émetteurs de composés organiques volatils (COV) et commissionnement des installations de ventilation,
o taux minimal de matériaux biosourcés correspondant à 18 km/m² de surface de plancher (structure poteau poutres, charpente, fenêtres…).

Les prestations à prendre en compte pour atteindre cet objectif comprennent notamment :

o l'installation de panneaux photovoltaïques,
o une isolation renforcée (toiture, façade, dalle basse ou vide sanitaire),
o la mise en œuvre de matériaux biosourcés.

Le planning de l'opération est le suivant :

- Consultation de maîtrise d'œuvre : février 2019 à septembre 2019
- Etudes de maîtrise d'œuvre : novembre 2019 à octobre 2020
- Appel d'offres travaux : novembre 2020 à mars 2021
- Travaux : été 2021 a été 2023

Le montant des travaux se décompose comme suit :

L'estimation du coût de l'opération s'élève à **17M €TTC**, valeur décembre 2018, hors achat du terrain et se décline comme suit :

Travaux de construction du bâtiment Travaux d'aménagements extérieurs (parvis et le long du Rhin tortu)	12 200 000 € TTC 800 000 € TTC
Honoraires (maîtrise d'œuvre, contrôle technique, coordination sécurité-santé, …) :	1 900 000 € TTC

Divers (tolérances études et travaux, publications, concours, jury, différents diagnostics et sondages, branchements, téléphonie, provisions pour aléas) :	1 720 000 € TTC
Mobilier intérieur complémentaire	380 000€ TTC

Acquisition foncière

Dans le cadre des négociations avec l'état, il est prévu que la collectivité se rende propriétaire de la parcelle concernée.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'opération de construction d'un nouveau groupe scolaire à la Meinau sur le site situé à l'arrière de l'ESPE à Strasbourg pour un montant de 17 000 000 € TTC conformément au programme ci-avant exposé ;

décide

d'imputer les dépenses d'investissement de 17 000 000 € TTC des travaux de construction d'un nouveau groupe scolaire à la Meinau à Strasbourg sur la ligne AP0202 programme 1132 ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e :

- *à mettre en concurrence les marchés d'études, de travaux et de fournitures, conformément à la réglementation des Marchés Publics et à signer et exécuter tous les actes en résultant,*

- *à signer les dossiers de demande de permis de démolir et de construire,*

- *à solliciter auprès de l'Etat, du Département du Bas-Rhin, de la Région Grand Est, et des autres financeurs les subventions y afférentes et à signer tous les actes en résultant.*

désigne

conformément aux articles 88 et 89 du décret du 25 mars 2016, les membres élus de la Commission d'Appel d'Offres composant le jury de maîtrise d'œuvre du concours de construction du nouveau groupe scolaire :

Titulaires :

Mme Françoise BUFFET
M.Mathieu CAHN
Mme Françoise SCHAETZEL
Mme Michèle SEILER
Mme Fabienne KELLER

Suppléants :

Mme Camille GANGLOFF
M. Jean Baptiste MATHIEU
Mme Zaza MENAD
M. Jean Baptiste GERNET
Mme Catherine ZUBER

La prime maximum allouée aux candidats sélectionnés pour remettre un projet avec maquette est fixée à 60 000 € TTC conformément à l'article 90-III du décret du 25 mars 2016.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

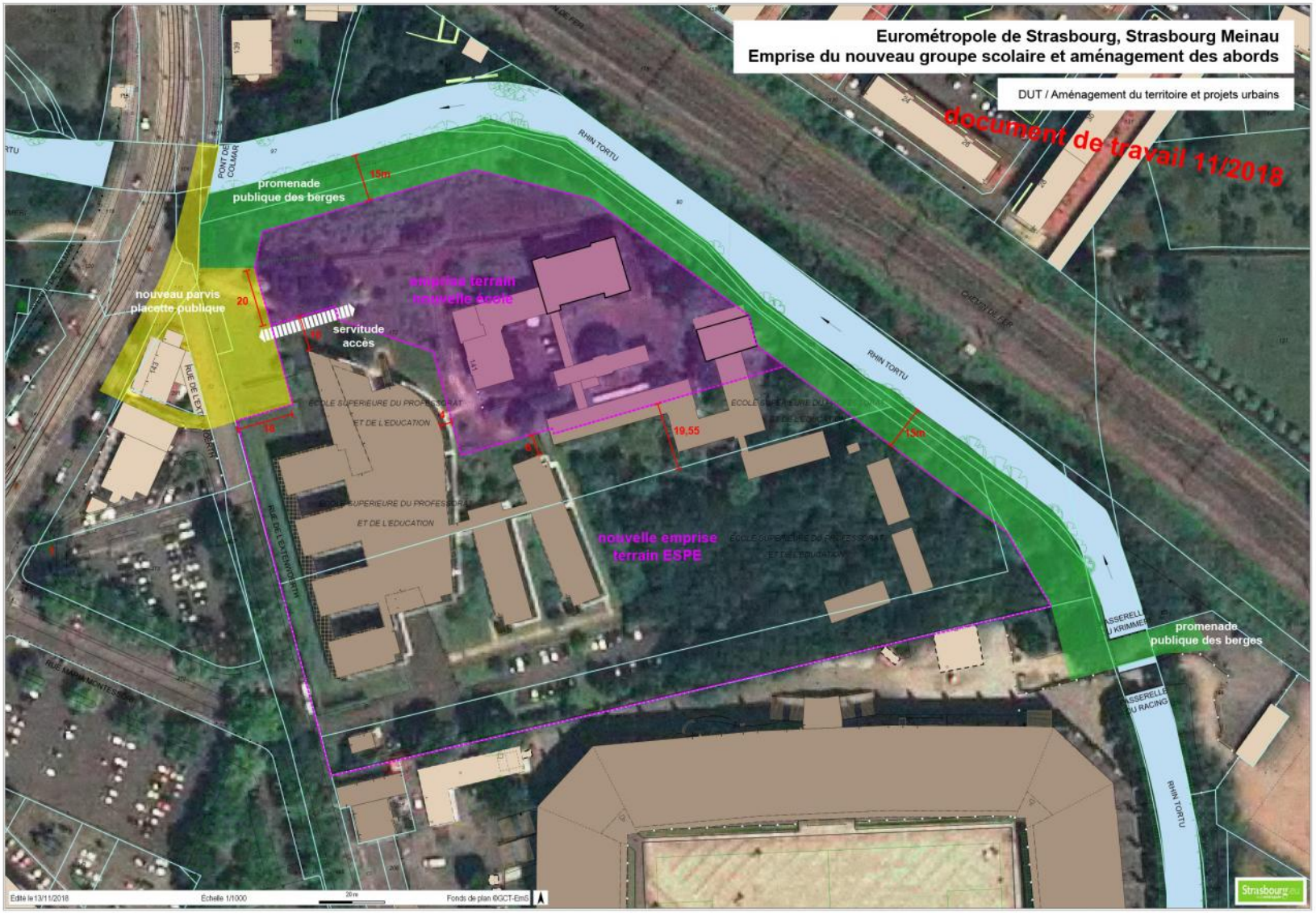
Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018



Édité le06/11/2018 | Échelle 1/10000 | 200 m | Fonds de plan © GCT-EmS

Strasbourg.eu eurométropole


Édité le 14/11/2018
Échelle 1/3000
60 m
Fonds de plan ©GCT-EmS
Strasbourg.eu
eurométropole


Eurométropole de Strasbourg, Strasbourg Meinau
Emprise du nouveau groupe scolaire et aménagement des abords
DUT / Aménagement du territoire et projets urbains
document de travail 11/2018
promenade publique des berges
15m
nouveau parvis placette publique
20
servitude accès
emprise terrain nouvelle école
RHIN TORTU
PONT DE COLMAR
RUE DE L'EXTENSION
ÉCOLE SUPÉRIEURE DU PROFESSORAT ET DE L'ÉDUCATION
19,55
nouvelle emprise terrain ESPE
RUE MARIA MONTESSORI
promenade publique des berges
RHIN TORTU
Edité le 13/11/2018
Échelle 1/1000
Fonds de plan 6GCT-EmS



Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2018 - Point n°40

Nouveau groupe scolaire à la Meinau - Désignation.

Pour	
51	**AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GERNET-Jean-Baptiste, HERRMANN-Robert, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, NEFF-Annick, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMEL-Elisabeth, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHALCK-Elsa, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TARALL-Bornia, TRAUTMANN-Catherine, MENAD-Zaza, VETTER-Jean-Philippe, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, LOOS-François**
Contre	
0	
Abstention	
0	

41

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Attribution de subventions au titre de la santé.

Dans le cadre du soutien aux associations, il est proposé d'allouer les subventions suivantes dont le montant total s'élève à 95 000 €

Aides - territoire Alsace	**20 000 €**

Le fonctionnement général
L'association poursuit ses activités de prévention et de soutien en direction des personnes atteintes de pathologies graves comme le sida, les hépatites B et C :
- actions de soutien individuel (accueil physique ; action juridique),
- actions de soutien collectif (en direction des personnes d'origine étrangère),
- actions de prévention (actions spécifiques auprès des homosexuels; information/ prévention auprès du grand public).

Association du centre social et culturel de Hautepierre Le galet	**5 000 €**

Vélo Santé Hautepierre
Le projet vise à favoriser l'activité physique; développer l'autonomie parents-enfants ; développer l'autonomie dans les déplacements.

Orthophonie et prévention en Alsace - OPAL	**1 500 €**

Lire l'école, un livre à la maternelle
L'association propose une action dans les écoles classées REP et REP +. Elle consiste à distribuer un livre aux élèves de petite section de maternelle et d'organiser des cafés-parents afin de sensibiliser ces derniers aux troubles du langage.

Instance régionale d'éducation et de promotion de la santé Alsace - IREPS	**2 500 €**

Éducation et promotion de la santé
Dans le cadre du Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé avec l'Agence régionale de santé, l'association développe des actions relevant de ses missions en lien avec les services de la ville, à savoir :
- accompagnement pour l'animation territoriale des quartiers prioritaires de la Ville,
- participation à la mise en œuvre des recommandations issues de la démarche d'Évaluation d'impact en santé (EIS) du projet d'aménagement du Port du Rhin,
- réflexion autour de la future Maison Sport Santé : participation à l'élaboration de l'offre de prévention primaire et à la réflexion globale dans le cadre de l'action TIGA (territoire d'innovation et grande ambition).

Parole sans frontières	**9 000 €**

Accueil et le suivi psychologique des patients victimes de la torture et de la violence politique et des primo-arrivants migrants en souffrance physique.
L'association propose un espace de parole psychothérapique avec un interprète aux primo-arrivants victime de la torture et de la violence politique, exilés en souffrance psychique, orientés par les professionnels les rencontrant dans l'accompagnement social, juridique et éducatif.

Parole sans frontières	**2 000 €**

Investissement
L'association souhaite procéder à des travaux de rénovation et rafraichissement de ses locaux :
- remplacement du revêtement de sol,
- remise en peinture des locaux.

La ligue contre le cancer	**5 000 €**

Investissement
L'association a saisi une opportunité pour s'étendre dans un local vacant situé au-dessus de ses bureaux au 21 rue des Francs-bourgeois. Des travaux de réhabilitation sont réalisés par l'association. Il est proposé de verser à la Ligue contre le cancer, une subvention d'investissement correspondant à 10 % du coût prévisionnel des travaux.

Habitation moderne	**50 000 €**

Investissement - Extension de la Maison urbaine de santé du quartier de la Cité de l'Ill.
Afin de diminuer l'impact des inégalités sociales sur l'accès aux soins et la santé en général, le cabinet médical de médecine générale présent sur la Cité de l'Ill a décidé de s'étendre et de se constituer en Maison Urbaine de Santé (MUS). Ce nouveau pôle de santé a pour but de faciliter l'accès aux soins des habitants de la Cité de l'Ill par sa pluridisciplinarité, sa proximité des structures de soins, son accueil personnes dépendantes, sa facilitation des paiements (tiers payant)…..Habitation Moderne fera l'intégralité des travaux pour proposer un local clé en main.
Ce soutien à l'investissement s'intègre dans le partenariat global promu par la Ville autour des maisons urbaines de santé sur le territoire dans le cadre du Contrat local de santé.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *d'allouer les subventions suivantes :*

1. *Aides - territoire Alsace* *20 000 €*
   Le fonctionnement général

2.	*Association du centre social et culturel de Hautepierre Le galet* *Vélo santé Hautepierre*	*5 000 €*
3.	*Orthophonie et prévention en Alsace - OPAL* *Lire l'école, un livre à la maternelle*	*1 500 €*
4.	*Instance régionale d'éducation et de promotion de la santé Alsace - IREPS* *Éducation et promotion de la santé*	*2 500 €*
5.	*Parole sans frontières* *Accueil et le suivi psychologique*	*9 000 €*
6.	*Parole sans frontières* *Investissement*	*2 000 €*
7.	*La ligue contre le cancer* *Investissement*	*5 000 €*
8.	*Habitation moderne* *Investissement*	*50 000 €*
	Total	***95 000 €***

- *d'imputer les subventions 1 à 5 d'un montant de 38 000 € au compte AS05D – 6574 – 512 – prog. 8005 dont le disponible avant le présent Conseil est de 72 152 €*
- *d'imputer les subventions 6 à 8 d'un montant de 57 000 € au compte AS03 – 20421 – 524 – prog. 7002 dont le disponible avant le présent Conseil est de 131 500 €*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions y afférentes

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

Attribution de subventions au titre de la santé

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
AIDES - TERRITOIRE ALSACE	le fonctionnement général	20 000 €	20 000 €	10 000 €
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE HAUTEPIERRE LE GALET	le projet "vélo santé Hautepierre"	6 000 €	5 000 €	0 €
ORTHOPHONIE ET PREVENTION EN ALSACE	l'action "Lire l'école, un livre à la maternelle"	1 500 €	1 500 €	1 500 €
INSTANCE REGIONALE D'EDUCATION ET DE PROMOTION DE LA SANTE ALSACE	le développement d'actions d'éducation et de promotion de la santé	2 500 €	2 500 €	0 €
PAROLE SANS FRONTIERE	l'accueil et le suivi psychologique des patients victimes de la torture et de la violence politique et des primo-arrivants migrants en souffrance physique	9 000 €	9 000 €	9 000 €
PAROLE SANS FRONTIERE	Investissement : travaux de rénovation et de rafraichissement des locaux	2 000 €	2 000 €	0 €
LA LIGUE CONTRE LE CANCER	Investissement : travaux de réhabilitation des locaux	35 986 €	5 000 €	0 €
HABITATION MODERNE	Investissement : travaux d'extension de la maison urbaine de santé de la Cité de l'Ill	50 000 €	50 000 €	0 €

42

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Attribution d'une subvention au titre de la santé environnementale pour 2018.

L'Association pour la Prévention de la Pollution Atmosphérique (A.P.P.A.) est une association nationale s'appuyant sur ses 17 comités régionaux.

Le Comité Alsace est un partenaire reconnu en tant qu'acteur en matière de qualité de l'air dans le domaine de l'information et la sensibilisation en milieu scolaire, la participation à différents groupes de travail institutionnels, de conférences débats grand public, et en tant que centre de ressources pour publics variés tels que les lycéens, les étudiants, les enseignants et les particuliers.

Depuis 2008, plus de 22 000 élèves et encadrants ont été sensibilisés au travers de temps pédagogiques à la pollution atmosphérique et la qualité de l'air intérieur par le Comité Alsace. Depuis fin 2016 et jusqu'à octobre 2017, l'association est intervenue auprès de plus de 1 000 scolaires sur l'agglomération strasbourgeoise et a produit en complément de ses conférences grand public une offre d'animations sur la qualité de l'air intérieur et l'air ambiant auprès de publics variés.

Il est proposé au conseil de poursuivre l'aide de la collectivité par l'attribution d'une subvention générale de fonctionnement de 3 050 €, montant identique à celui accordé en 2017.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement d'une subvention de 3 050 € à l'Association pour la Prévention de la Pollution Atmosphérique – Comité Alsace.

La proposition ci-dessus représente une somme de 3 050 € à imputer sur les crédits ouverts sous la fonction 512, Nature 6574, CRB SE00C dont le disponible avant le présent Conseil est de 3 050 €.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

43

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Renouvellement d'un marché de prestations de nettoyage des locaux dans des établissements petite enfance.

Par délibération du 26 janvier 2015, le Conseil municipal a décidé de recourir dans le cadre d'un marché à un prestataire pour assurer le nettoyage des locaux des sites municipaux de la petite enfance suivants :

- Maison de l'enfance, 24, rue de Wasselonne ;
- Jardin d'enfants/halte-garderie de la Canardière ;
- Lieu d'accueil parents-enfants de l'Envolée, avenue de la Forêt-Noire ;
- Lieu d'accueil parents-enfants de la Cité de l'Ill, rue de l'Ill ;
- Lieu d'accueil parents-enfants de la Montagne-Verte, route de Schirmeck ;
- Lieu d'accueil parents-enfants du Neudorf, rue de Hunawihr ;
- Lieu d'accueil parents-enfants de La P'tite Mosaïque à Hautepierre.

Le marché actuel d'un an renouvelable trois fois expirant en août 2019, la présente délibération vise à autoriser la ville de Strasbourg à lancer un nouveau marché de nettoyage des locaux pour ces établissements.

Les caractèristiques du marché.

Le marché actuel est unique pour l'ensemble des sites.
Dans la mesure où les besoins des sites sont différents et dans un souci de cohérence dans les interventions sollicitées, il est proposé de prévoir trois lots :
- un pour la Maison de l'enfance ;
- un pour le site Canardière ;
- un pour les cinq lieux d'accueil parents-enfants.

Le marché d'une durée d'un an, reconductible trois fois un an, comprendra une partie à prix forfaitaire pour les interventions régulières estimées annuellement à un total de 157 000 € TTC, et une partie à bons de commande pour les prestations exceptionnelles (sans minimun ni maximum).

Les missions du prestataire.

Le prestataire assurera le nettoyage des locaux, mobilier, matériel pédagogique et espaces extérieurs en dehors de la présence des enfants.

Les prestations seront exécutées en fonction des besoins selon un rythme quotidien, hebdomadaire, mensuel et annuel.

Interventions journalières :

- Nettoyage de l'ensemble des sols, des sanitaires, des plans de change, des tables et des chaises, des traces de doigts sur les vitres ;
- Vidage des poubelles ;
- Aération des locaux.

Interventions hebdomadaires :

- Nettoyage des espaces extérieurs ;
- Nettoyage du mobilier et des gros jouets ;
- Nettoyage des traces de doigts sur les portes et interrupteurs ;
- Sortir les poubelles les jours de ramassage.

Interventions mensuelles :

- Nettoyage des vitres à hauteur d'homme ;
- Nettoyage des poubelles.

Interventions biannuelles (vacances Noël, été) :

- Nettoyage des vitres sur toute la hauteur ;
- Nettoyage du matériel pédagogique ;
- Nettoyage de l'intérieur des mobiliers et placards ;
- Nettoyage des portes, lampes et radiateurs ;
- Désinfection des lits et matelas.

Nettoyage exceptionnel : suite kermesse, fête de quartier, journée porte ouverte…

Le prestataire fournira le matériel et les produits nécessaires à ces missions. Il mettra en place le personnel qualifié qui aura en charge l'ensemble de l'organisation et de l'exécution de la prestation.
Il veillera à adapter le nettoyage aux besoins spécifiques du public accueilli afin de garantir la santé, l'hygiène et le bien-être des jeunes enfants.

Il mettra en place une personne référente, interlocutrice permanente de la direction de l'établissement, chargée d'assurer le suivi de l'exécution des prestations.

Le marché de prestations sera passé en conciliant les orientations du Schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables adoptées par la ville de Strasbourg en Conseil municipal du 19 mars 2018 avec les engagements de la Ville contre l'utilisation des perturbateurs endocriniens.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *le recours à un prestataire pour le nettoyage des locaux de la Maison de l'enfance rue de Wasselonne, du jardin d'enfants/halte-garderie de la Canardière et des lieux d'accueil parents-enfants de l'Envolée, de la Cité de l'Ill, de la Montagne-Verte, du Neudorf et de Hautepierre pour une période d'un an reconductible trois fois un an ;*

- *le lancement d'une procédure d'appel d'offres, conformément aux dispositions des articles 25-I, 67 et 68 du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, en vue de la passation d'un marché comprenant une partie à prix forfaitaire pour les interventions régulières estimées annuellement à 157 000 € TTC soit 90 000 € TTC pour la Maison de l'enfance, 30 000 € TTC pour Canardière et 37 000 € TTC pour les LAPE et une partie à bons de commande pour les prestations exceptionnelles : sans mini ni maxi ;*

décide

l'imputation des dépenses correspondantes sur les crédits à valoir au budget de la Ville, code activité –
DE04D - multi-accueil, nature 6283, nettoyage des locaux ;
DE04B - lieu d'accueil parents-enfants, nature 6283, nettoyage des locaux ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer et exécuter le marché public résultant de cette mise en concurrence.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

44

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Financement des dispositifs Sport santé sur ordonnance et PRECCOSS (prise en charge coordonnée des enfants obèses et en surpoids à Strasbourg).

La ville de Strasbourg et ses partenaires s'engagent depuis de nombreuses années dans une politique de promotion de la santé globale afin d'agir sur la réduction des inégalités territoriales et sociales de santé. C'est dans le cadre du Contrat local de santé, notamment, qu'elle porte des actions innovantes en cohérence avec les besoins et les demandes identifiés par les habitants et les relais territoriaux dans les quartiers.

Ces actions sont soutenues par des partenaires du Contrat local de santé que sont l'Agence régionale de santé Grand Est, la Direction Régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale Grand Est, le Régime local d'assurance maladie Alsace Moselle et le Conseil départemental du Bas-Rhin par la conférence des financeurs.

« Bouger » au même titre que « bien manger », est un facteur important pour protéger sa santé. L'équilibre alimentaire et l'activité physique, constituent les premiers éléments dans la prévention notamment des problématiques liées au surpoids, à l'obésité et à un certain nombre de maladies chroniques aussi bien chez les enfants que les adultes.

Ainsi, le dispositif PRECCOSS, qui accompagne depuis 2014 les enfants en surpoids, et Sport Santé Sur Ordonnance, qui propose depuis 2012 aux adultes atteints d'une maladie chronique la pratique d'une activité physique régulière, modérée et adaptée à leur état de santé, s'inscrivent dans cette logique.

Ces deux dispositifs pionniers ont vocation à ne constituer qu'un réseau unique de prévention et de prise en charge de ces personnes, en y associant également toutes les actions de prévention primaire en matière de nutrition destinées à tous les habitants.

C'est dans ce cadre que la ville de Strasbourg et ses partenaires ont lancé un appel à projets en activité physique tant auprès des adultes que des enfants. 21 associations ont été retenues. Ces associations, financées à hauteur de 113 476 €, bénéficient d'un cofinancement de différents partenaires (Département et Régime local d'assurance maladie) pour 60 % de ce montant.

1. Prise en charge coordonnée des enfants obèses et en surpoids à Strasbourg – PRECCOSS

Ce dispositif s'adresse à tous les enfants strasbourgeois âgés de 3 à 12 ans, dépistés en surpoids ainsi qu'à leur famille.

	Septembre - décembre 2018	Janvier – août 2019	Total
Association sportive ASPTT de Strasbourg Multisports, découverte	**935 €**	**1 870 €**	**2 805 €**
Comité départemental de gymnastique du Bas-Rhin Babygym	**862 €**	**1 725 €**	**2 587 €**
Comité régional sports pour tous Grand Est Multisport	**1 664 €**	**3 329 €**	**4 993 €**
Indoor santé Ergométrie et circuit training	**998 €**	**1 995 €**	**2 993 €**
Mon sport ma santé Vélo/fitness mixte	**1 283 €**	**2 565 €**	**3 848 €**
Unis vers le sport Multisport	**2 918 €**	**5 837 €**	**8 755 €**
Vit'activ Multisport	**2 798 €**	**5 597 €**	**8 395 €**

2. Sport santé sur ordonnance – SSSO

Le dispositif consiste à favoriser la pratique d'une activité physique régulière et modérée chez les personnes atteintes d'une maladie chronique et personnes âgées fragiles.

	Septembre - décembre 2018	Janvier – août 2019	Total
Aquatonic Gym aquatique (aqua piltes)	**900 €**	**1 800 €**	**2 700 €**
Association Sportive ASPTT de Strasbourg Natation Santé, Cardio-Training	**2 500 €**	**5 000 €**	**7 500 €**
Centre socio culturel de la Robertsau l'Escale Gym douce, gym d'entretien dynamique, marche nordique	**2 000 €**	**4 000 €**	**6 000 €**
Cercle sportif de la Meinau Pilates débutant	**500 €**	**1 000 €**	**1 500 €**

Club de bien-être de Strasbourg Qi gong (qi gong assis, perfectionnement)	**3 900 €**	**7 800 €**	**11 700 €**
Comité départemental de basketball du Bas-Rhin Basket santé	**500 €**	**1 000 €**	**1 500 €**
Comité départemental de gymnastique du Bas-Rhin Gymnastique douce	**1 667 €**	**3 333 €**	**5 000 €**
Comité régional sports pour tous Grand Est Multisports, gym douce santé, marche nordique, fitness	**2 233 €**	**4 467 €**	**6 700 €**
Equiligne Gym sur chaise, gym d'accueil du corps	**1 000 €**	**2 000 €**	**3 000 €**
Eurométropole Strasbourg taekwondo Gymnastique douce	**167 €**	**333 €**	**500 €**
Golf stream Aquagym	**600 €**	**1 200 €**	**1 800 €**
Association populaire joie et santé Koenigshoffen Marche nordique	**500 €**	**1 000 €**	**1 500 €**
Karaté club de la Robertsau Karaté santé	**567 €**	**1 133 €**	**1 700 €**
Mon sport ma santé Fitness, stretching, ergocycle	**333 €**	**667 €**	**1 000 €**
Rowing club de Strasbourg Rameur indoor	**500 €**	**1 000 €**	**1 500 €**
Sport initiative et loisir bleu – SIEL BLEU Marche nordique, gymnastique, boxe, circuit training, relaxation		**11 500 €**	**11 500 €**
Strasbourg eaux-vives Dragon boat, gym adaptée, marche nordique	**1 000 €**	**2 000 €**	**3 000 €**
Strasbourg natation Natation	**1 000 €**	**2 000 €**	**3 000 €**
Vit'activ Tchouk ball, endurance, circuit training, football adapté	**2 667 €**	**5 333 €**	**8 000 €**

L'association Unis vers le sport est également partenaire du dispositif et bénéficie d'un financement direct par l'Etat.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

1. *d'allouer sur les crédits 2018, les subventions suivantes :*

- *dans le cadre du dispositif PRECCOSS :*

Association sportive ASPTT de Strasbourg	*935 €*
Comité départemental de gymnastique du Bas-Rhin	*862 €*
Comité régional sports pour tous Grand Est	*1 664 €*
Indoor santé	*998 €*
Mon sport ma santé	*1 283 €*
Unis vers le sport	*2 918 €*
Vit'activ	*2 798 €*

- *dans le cadre de Sport santé sur ordonnance :*

Aquatonic	*900 €*
Association Sportive ASPTT de Strasbourg	*2 500 €*
Centre socio culturel de la Robertsau l'Escale	*2 000 €*
Cercle sportif de la Meinau	*500 €*
Club de bien-être de Strasbourg	*3 900 €*
Comité départemental de basketball du Bas-Rhin	*500 €*
Comité départemental de gymnastique du Bas-Rhin	*1 667 €*
Comité régional sports pour tous Grand Est	*2 233 €*
Equiligne	*1 000 €*
Eurométropole Strasbourg taekwondo	*167 €*
Golf stream	*600 €*
Association populaire joie et santé Koenigshoffen	*500 €*
Karaté club de la Robertsau	*567 €*
Mon sport ma santé	*333 €*
Rowing club de Strasbourg	*500 €*
Strasbourg eaux-vives	*1 000 €*
Strasbourg natation	*1 000 €*
Vit'activ	*2 667 €*

- *d'imputer cette dépense d'un montant total de 33 992 € sur le compte AS05D – 6574 – 512 – prog. 8005 dont le disponible avant le présent Conseil est de 72 152 €*

2. *d'allouer sur les crédits disponibles au budget primitif pour 2019, les subventions suivantes:*

- *dans le cadre du dispositif PRECCOSS :*

Association sportive ASPTT de Strasbourg	*1 870 €*
Comité départemental de gymnastique du Bas-Rhin	*1 725 €*
Comité régional sports pour tous Grand Est	*3 329 €*
Indoor santé	*1 995 €*
Mon sport ma santé	*2 565 €*
Unis vers le sport	*5 837 €*
Vit'activ	*5 597 €*

- *dans le cadre de Sport santé sur ordonnance :*

Aquatonic	*1 800 €*
Association Sportive ASPTT de Strasbourg	*5 000 €*
Centre socio culturel de la Robertsau l'Escale	*4 000 €*
Cercle sportif de la Meinau	*1 000 €*
Club de bien-être de Strasbourg	*7 800 €*
Comité départemental de basketball du Bas-Rhin	*1 000 €*
Comité départemental de gymnastique du Bas-Rhin	*3 333 €*
Comité régional sports pour tous Grand Est	*4 467 €*
Equiligne	*2 000 €*
Eurométropole Strasbourg taekwondo	*333 €*
Golf stream	*1 200 €*
Association populaire joie et santé Koenigshoffen	*1 000 €*
Karaté club de la Robertsau	*1 133 €*
Mon sport ma santé	*667 €*
Rowing club de Strasbourg	*1 000 €*
Sport initiative et loisir bleu – SIEL BLEU	*11 500 €*
Strasbourg eaux-vives	*2 000 €*
Strasbourg natation	*2 000 €*
Vit'activ	*5 333 €*

- *d'imputer cette dépense d'un montant total de 79 484 € sur le compte AS05D – 6574 – 512 – prog. 8005 dont le disponible est de 209 252 €*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions y afférentes.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

PROJETS SSSO PRECCOSS
2018 / 2019

Porteur	Activités	Montant demandé	sept-dec 1/3 du montant sur crédits 2018	janv-août 2/3 du montant sur crédits 2019
Partenariat SPORT SANTE SUR ORDONNANCE				
Aqua tonic	Gym aquatique (aqua pilate)	3600	900 €	1 800 €
ASPTT	Natation santé	4500	1 500 €	3 000 €
	cardio-training	4500	1 000 €	2 000 €
L'ESCALE	Gym douce / gym d'entretien dynamique / marche nordique	7568	2 000 €	4 000 €
Cercle Sportif Meinau	pilates débutant	6320	500 €	1 000 €
Club bien-être de Strasbourg	Qi Gong (+ Qi Gong assis +perfectionnement)	12600	3 900 €	7 800 €
CD67 Basketball	Basket santé	2000	500 €	1 000 €
CD67 Gym	Basket santé	6500	1 667 €	3 333 €
CR Sports pour Tous	Multisports Gym douce santé Marche nordique firness	9000	2 233 €	4 467 €
EQUILIGNE	Gym sur chaise Gym d'accueil du corps	3000	1 000 €	2 000 €
ESTKD	Cardio fit / Body taekwondo / atelier "seniors"	3000	167 €	333 €
Gulf Stream	aquagym	1800	600 €	1 200 €
JSK	marche nordique	1500	500 €	1 000 €
Karaté Club	Karaté	2000	567 €	1 133 €
Mon sport ma santé (2MS	Fitness / stretching / ergocycle	10000	333 €	667 €
Rowing Club de Strasbourg	rameur indoor	1500	500 €	1 000 €
SIEL BLEU	Marche nordique / gymnastique / boxe / circuit training / relaxation	28025	0 €	11 500 €
Strasbourg eaux vives	Dragon Boat / gym adapté, fitness, marche nordique	10000	1 000 €	2 000 €
Strasbourg Natation	Natation (nageur + non nageur) / aquamarche	3000	1 000 €	2 000 €
Vit'Activ	Tchouk ball / endurance / circuit training / football adapté	10200	2 667 €	5 333 €
Partenariat PRECCOSS				
ASPTT	multisports / découverte	3 000 €	935 €	1 870 €
CD67 Gym	Babygym	5200	862 €	1 725 €
CR Sports pour tous	Multisport	10035	1 664 €	3 329 €
Indoor Santé	ergométrie et circuit training	15193	998 €	1 995 €
Mon sport ma santé	mixte vélo/fitness	5 000 €	1 283 €	2 565 €
Unis Vers le Sport	multisport	34515	2 918 €	5 837 €
Vit'Activ	multisport	13395	2 798 €	5 597 €

45

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Évolution de la grille tarifaire de la billetterie et des prestations du cinéma L'Odyssée - Délégation de service public « Gestion et exploitation du cinéma L'Odyssée ».

Par délibération du 12 décembre 2016, la ville de Strasbourg a décidé de confier à l'association Rencontres cinématographiques d'Alsace, la gestion et l'animation du cinéma L'Odyssée - ville de Strasbourg, dans le cadre d'une convention de délégation de service public, conclue à l'issue d'une procédure de passation organisée conformément aux articles L.1411-1 et suivants et R.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

Pour rappel, le cinéma « L'Odyssée » constitue un élément clé de l'offre culturelle strasbourgeoise et tout particulièrement de l'offre de cinéma « Art & Essai ».
L'établissement situé en cœur de ville comprend deux salles équipées pour des projections numériques et argentiques, la grande salle accueillant 258 fauteuils, la petite salle 63 fauteuils.

Les tarifs proposés par le délégataire puis fixés par la Ville, tiennent compte des prix pratiqués par les autres cinémas de Strasbourg et respectent les règles du Centre national du Cinéma et de l'Image Animée.
En application de l'article 41 de la convention d'affermage liant la ville de Strasbourg à l'association Rencontres Cinématographiques d'Alsace, toute modification des tarifs de « L'Odyssée » doit faire l'objet d'un accord du délégant, et d'une délibération du Conseil municipal.

Aussi, au vu du prix moyen des places de cinéma dans le périmètre de l'agglomération, et étant entendu que « L'Odyssée » accepte depuis 2013 les cartes illimitées UGC, le délégataire propose une évolution de sa grille de tarification garantissant son attractivité par rapport aux autres acteurs de la vie culturelle strasbourgeoise.

Les tarifs pratiqués consistent :

- en une grille tarifaire de billetterie, d'une part : il est proposé de modifier la grille tarifaire dans le sens d'une légère hausse des formules d'abonnement, du tarif plein et des tarifs réduits hors jeunes publics (détail comparé en annexe à la délibération) ;
- en une grille tarifaire de location des salles, d'autre part : concernant les tarifs de location des salles, il est proposé de confirmer ceux des années précédentes afin

de conserver à « L'Odyssée » son attractivité quant à l'accueil de manifestations culturelles liées au cinéma et à l'audiovisuel. Ces tarifs ne sont pas modifiés.

Il est proposé au Conseil d'approuver les grilles tarifaires ci-jointes et d'autoriser le délégataire à appliquer ces nouveaux tarifs à compter du 1er janvier 2019.

Les autres dispositions de la convention d'affermage restent inchangées.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du 12 décembre 2016 approuvant la décision de confier la délégation de service public relative à la gestion et à l'exploitation du cinéma L'Odyssée de Strasbourg à l'association Rencontres Cinématographiques d'Alsace,
vu la proposition de nouvelle grille tarifaire portée par le délégataire,
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

les propositions tarifaires de l'association Rencontres Cinématographiques d'Alsace jointes en annexe à partir du 1er janvier 2019 ;

autorise

l'association Rencontres Cinématographiques d'Alsace à appliquer ces nouveaux tarifs à partir du 1er janvier 2019.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

PROPOSITIONS DE TARIFS CINEMA L'ODYSSEE AU 1er JANVIER 2019

Années	***2019***	*exercices antérieurs*
BILLETTERIE (proposition d'évolutions)		
Tarif plein :	**8.50€**	(7.50€)
Tarif réduit :	**7€**	(6€)
« Ciné-midi » et « Ciné-nocturne » :	**5.50€**	(5€)
Cinoche des gosses :	**4€**	**(4 €)**
Scolaire et Enfant de moins de 14 ans :	**4€**	**(4 €)**
Cartes partenaires :		
Carte Culture / Atout voir / MGEL / MGEN / ESN / BNU :	**5€**	**(5 €)**
Carte Cezam-ircos :	**6€**	**(6 €)**
Amis du Musée, séances SAAMS :	**5€**	**(5 €)**
Carte Conseil de l'Europe :	**5.50€**	(4€)
Association Alsace Crète :	**4€**	**(4 €)**
Formules d'abonnements :		
Formule liberté (pour 6 séances) :	**33€**	(30€)
Carte Jules et Jim (prix à la séance) :	**4.50€**	(4€)
Ciné Campus (prix à la séance) :	**3.50€**	(3€)

LOCATIONS DE SALLES (pas de changement)	
Location à des structures commerciales	
Grande Salle	
Séance à partir de 20h d'une durée de 2h :	3008.00 €
Séance de l'après-midi d'une durée de 2h :	2407.00 €
Une soirée 20h-24h :	4012.00 €
Une journée de 12h à 24h :	6420.00 €
Une journée de 9h à 24h :	7020.00 €
Petite Salle	
Séance à partir de 20h d'une durée de 2h :	1203.00 €
Séance de l'après-midi d'une durée de 2h :	702.00 €
Une soirée 20h-24h :	1605.00 €
Une journée de 12h à 24h :	2407.00 €
Une journée de 9h à 24h :	2808.00 €
Location à des structures associatives et non commerciales	
Grande Salle	
Séance à partir de 20h d'une durée de 2h :	1805.00 €
Séance de l'après-midi d'une durée de 2h :	1203.00 €
Une soirée 20h-24h :	2407.00 €
Une journée de 12h à 24h :	3610.00 €
Une journée de 9h à 24h :	4012.00 €
Petite Salle	
Séance à partir de 20h d'une durée de 2h :	902.00 €
Séance de l'après-midi d'une durée de 2h :	502.00 €
Une soirée 20h-24h :	1203.00 €
Une journée de 12h à 24h :	1805.00 €
Une journée de 9h à 24h :	2207.00 €

46

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Attribution de subventions à des associations culturelles.

Dans le cadre des crédits inscrits au budget 2019 de la Ville, il est proposé d'allouer aux associations culturelles les aides suivantes pour leur fonctionnement :

SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT

MUSIQUES ACTUELLES

Pelpass & Cie	**34 000 €**

Depuis 2006, l'association Pelpass & Cie est active dans l'organisation d'événements pluridisciplinaires et festifs pour tout public. Un soutien au fonctionnement est proposé au titre des activités annuelles de l'association telles que la programmation de concerts de musiques actuelles à la salle du Molodoï et sur le campus, la programmation culturelle du Noël Off, installée place Grimmeissen ou la 3ème édition du festival Pelpass au Jardin des Deux Rives.

Quatre 4.0	**430 000 €**

Quatre 4.0 organise à Strasbourg, l'Ososphère, événement de grande ampleur qui se décline depuis 2017 en biennale, consacré à la diffusion de la création artistique et musicale liée au numérique. Des actions continuent d'être menées en dehors des biennales en direction notamment du jeune public et des étudiants des écoles d'art avec des artistes et le partenariat de nombreux acteurs culturels. L'association a conclu avec la ville de Strasbourg une convention d'objectifs et de moyens pour la période 2018-2021, qui prévoit une subvention annuelle de 430 000 €. 2019 verra une nouvelle édition du festival.

Artefact PRL	**610 000 €**

L'association Artefact PRL assure la programmation de la Laiterie, une des grandes scènes de musiques actuelles repérée au niveau national et international et plébiscitée par un public local, transfrontalier et intergénérationnel. L'association programme dans les deux salles de la Laiterie des artistes confirmés et en devenir de la scène nationale et internationale. Elle anime également un espace ressources à disposition de labels régionaux et propose formations et programmes d'accompagnement spécifiques aux artistes en phase d'insertion professionnelle.

Jazzdor	**220 000 €**

La scène de musique actuelle Jazzdor se consacre à la diffusion du jazz et des musiques improvisées. L'association programme le festival portant son nom, à Strasbourg, dans l'Eurométropole et le Bas-Rhin, ainsi qu'à Berlin. Jazzdor organise par ailleurs une saison musicale à Strasbourg en partenariat avec le Fossé des Treize et la Cité de la Musique et de la Danse, mène diverses actions culturelles et accompagne le Struber Jazztett, big band régional de jazz. L'association a conclu avec la ville de Strasbourg, la DRAC Grand Est, la Région Grand Est et le Département du Bas-Rhin une convention d'objectifs et de moyens pour la période 2017-2020.

Becoze – Espace Django	**430 000 €**

L'association Becoze a été choisie par la Ville pour gérer, depuis janvier 2016, l'Espace Django situé au Neuhof. Le projet vise à faire de ce lieu un espace culturel de référence autour des musiques actuelles, un équipement de proximité ancré sur son quartier, un lieu de développement et d'accompagnement de la scène locale et un instrument de mise en réseau et de partenariat. L'association a conclu avec la Ville une convention d'objectifs et de moyens pour la période allant de janvier 2016 à août 2019. La Ville et l'association envisagent de renouveler ce conventionnement à la rentrée 2019 en y associant la DRAC Grand Est et le Département du Bas-Rhin.

Molodoï	**23 000 €**

L'association Molodoï organise la programmation de la salle Molodoï avec l'objectif de promouvoir les artistes locaux professionnels et amateurs, les projets d'éducation populaire et l'économie solidaire, pour faire vivre un lieu de culture solidaire dans le quartier. Ce lieu alternatif est mis à disposition par la Ville par voie de bail emphytéotique jusqu'en 2037.

Compagnie Tangram	**18 000 €**

La compagnie Tangram, porte les projets du groupe de jazz OZMA, formation présente au sein d'un important réseau de diffusion en France et à l'international. Le groupe se produit en concert et s'est spécialisé dans les ciné-concerts et les photos-concerts en s'appuyant sur les images rencontrées au travers de ses tournées en Chine, en Inde ou au Maroc ; *Crossroad* sera le titre de son prochain photo-concert. La convention d'objectifs et de moyens conclue par la compagnie avec la ville de Strasbourg et la DRAC Grand Est pour la période 2015-2017 est en cours de renouvellement.

Musiques en balade	**8 000 €**

La compagnie accompagne l'activité de Fawzy Al Aiedy, musicien oudiste et chanteur d'origine irakienne installé en Alsace il y a six ans. Il propose un répertoire inspiré du Proche-Orient, entre tradition et modernité et dialoguant avec la musique occidentale, à destination de tous les publics. Il mène également des actions culturelles en partenariat avec les écoles et centres de loisirs. L'association a conclu avec la ville de Strasbourg une convention d'accompagnement pour la période 2017-2019.

Deaf Rock Records	**12 000 €**

L'association Deaf Rock Records est soutenue dans le cadre d'une convention d'accompagnement conclue avec la Ville pour la période 2018-2020. Ce label a pour objectif le développement de groupes de musiques actuelles de la scène régionale et nationale et leur diffusion à l'international (en Allemagne, Chine, USA, ...). Le label a fait

émerger des groupes tels que Last Train, Mutiny and the Bounty, Amour, Dirty deep et Colt Silvers.

Ernest Production	**15 000 €**

L'association Ernest Production est soutenue dans le cadre d'une convention d'accompagnement conclue avec la Ville pour la période 2018-2020 au titre des activités du groupe de musiques actuelles « Ernest ». 2019 sera l'année de création, à l'Espace Django, du spectacle "Vergiss mein nicht et autres légendes d'un futur continent" qui mêle musique et théâtre sur la thématique des contes régionaux originaires des trois territoires composant le Grand Est.

Sons d'la rue	**27 000 €**

L'association les Sons d'la Rue est spécialisée dans l'accompagnement des jeunes artistes des courants musicaux du hip-hop et plus largement des cultures urbaines. La ville de Strasbourg soutient les activités de l'Espace de Pratique et d'Information, centre de ressource pour l'accompagnement des artistes amateurs. Cette activité, encadrée par des professionnels, soutient les jeunes musiciens dans leur parcours professionnel par la mise à disposition d'outils ainsi que par des formations et des conseils pour le développement artistique de leurs projets.

Dodekazz	**30 000 €**

Dodekazz porte le Festival Contre-temps dont la quinzième édition se déroulera du 6 au 23 juin 2019 à Strasbourg. Ce festival met en avant les musiques afro-américaines et latino-américaines des années 1970 à nos jours et des courants électroniques qui les accompagnent. Le festival révèle au public les multiples facettes des cultures urbaines par des actions telles que la Block Party qui réunit les trois esthétiques phares de la culture hip-hop (contest de grafitti – battle de danse et set djay) sur le parvis de la médiathèque Malraux, les concerts et masterclass donnés au Shadok. Expositions street art et concerts prolongeront le festival jusqu'au rassemblement musical de plein air intitulé « les pelouses sonores » au Jardin des Deux Rives.

Nouvelle Ligne	**10 000 €**

Le NL Contest, festival international de cultures urbaines, a lieu depuis 2011 au skate-park de la Rotonde. Cette compétition nationale autour des sports de glisse (skate, bmx, etc) est accompagnée d'une programmation musicale live sur le site de la manifestation et en divers endroits de la ville (Laiterie-Graffalgar-Shadok). Pour enrichir le contenu culturel de la manifestation, le NL Contest propose d'étoffer la programmation musicale à deux soirées de concerts d'artistes internationaux et d'offrir à la scène hip-hop strasbourgeoise programmée en première partie un temps de visibilité plus important.

Troisième Jour	**2 000 €**

L'association Troisième Jour porte le festival Heaven's Door, festival de musiques actuelles dont la 11ème édition aura lieu dans la salle du Lazaret à Strasbourg-Neudorf, à l'automne 2019. Le festival Heaven's Door s'adresse aux jeunes adolescents. Cet événement porté par l'Union des Eglises Protestantes d'Alsace et de Lorraine vise à accompagner une première expérience de festival dans un esprit de fraternité et de solidarité.

ARTS VISUELS

Stimultania	**20 000 €**

L'association Stimultania met en lumière et expose tout au long de l'année à Strasbourg la photographie contemporaine. Quatre expositions sont prévues en 2019. Ses expositions bénéficient d'une scénographie soignée. Elles sont complétées d'une démarche de médiation exigeante dont se fait également le relais la publication « Expérimentations sensibles », qui aborde en outre des thématiques spécifiques à la photographie d'aujourd'hui.

Apollonia	**40 000 €**

Cette association déclinera en 2019 le projet « e-cité – Téhéran », programme d'échanges et de coopération avec un événement consacré à la scène artistique iranienne, dans la suite des focus consacrés à des scènes artistiques d'Europe centrale et d'Asie centrale. Le programme « Meeting Europe » se poursuit également, de même que le projet Vivacité lancé en 2018 qui devient : Vivacité 2.0.

Centre Européen d'Actions Artistiques Contemporaines - CEAAC	**144 000 €**

Le CEAAC est un lieu dédié à l'art contemporain, accueillant, à l'occasion d'expositions et de diverses autres propositions publiques, les artistes confirmés et légitimant par son soutien les créateurs émergeants. Il s'inscrit dans l'espace international à travers ses résidences et accompagne également des projets de commandes artistiques dans l'espace public strasbourgeois et régional. Un nouveau projet tenant compte de la nouvelle donne du territoire régional et des attentes renouvelées du public est attendu pour 2019.

Fauteuil Vapeur	**33 000 €**

L'association développe un projet ambitieux autour de l'illustration, en s'appuyant sur les ressources de Strasbourg: atelier d'illustration de la HEAR, collections muséales du Musée Tomi Ungerer, Cabinet des Estampes, Centre de l'illustration et Fonds patrimonial de la Médiathèque Malraux. Son festival annuel "Central Vapeur" s'inscrit dans les Rencontres de l'illustration (RIS) dont ce sera en 2019 la quatrième édition, du 21 au 31 mars. L'association a développé en parallèle Central Vapeur Pro, un espace de ressources et d'accompagnement à destination des professionnels. Une convention d'objectifs et de moyens a été conclue par Fauteuil Vapeur avec la ville de Strasbourg, l'Eurométropole et la Région Grand Est pour la période 2018-2020.

La Chambre	**40 000 €**

La Chambre développe un projet autour de la photographie. Elle met l'accent en priorité sur la création contemporaine à travers une activité d'exposition régulière dans sa galerie à Strasbourg mais aussi hors les murs. Sont présentés des artistes d'envergure internationale tout comme la jeune création notamment strasbourgeoise. Elle développe également un travail de médiation approfondi et propose une offre de formation diversifiée. Son action s'inscrit sur le territoire strasbourgeois mais aussi transfrontalier.

Impact	**40 000 €**

Le projet d'exposition intitulé Biennale d'art contemporain de Strasbourg (initialement dénommé Citizen), porté par l'association Impact est prévu du 15 novembre 2018 au 3 mars 2019. Dans le cadre d'une exposition d'art contemporain, avec application mobile,

workshops, conférences, lectures et concerts, il est proposé une réflexion sur la place de l'humain à l'ère des nouvelles technologies. Une vingtaine d'artistes nationaux et internationaux travaillant sur cette thématique sont associés au projet. Un programme de médiation complète la manifestation. Cette exposition sera présentée à l'Hôtel des Postes avant sa réhabilitation.

Becoze – Colors Festival	**25 000 €**

L'association Becoze porte le festival Colors consacré à la valorisation du street art et du graffiti à Strasbourg. L'événement porte à la fois sur la poursuite de la mise en peinture de coffrets électriques et boîtes postales à l'échelle du territoire de la Ville en mai 2019, ainsi que sur l'invitation d'une quinzaine d'artistes lors d'un événement prévu en août et septembre 2019 dans un parking du quartier gare. Ces actions visent à valoriser la présence de l'art dans l'espace urbain en associant des artistes locaux, nationaux et internationaux.

Becoze – Exposition Street Art à l'Hôtel des Postes	**28 800 €**

En complément de l'exposition Biennale d'art contemporain de Strasbourg portée par l'association Impact, l'association Becoze présente une exposition de quinze œuvres de street artistes dans une aile de l'Hôtel des Postes. Cette action, qui s'appuie fortement sur le réseau de street artistes local et associe également quelques artistes nationaux et internationaux, vise à valoriser cette discipline et à la rendre visible au plus grand nombre.

ARTS DU CIRQUE

APACA – Graine de Cirque	**50 000 €**

Graine de cirque est une école de cirque de loisirs qui propose des ateliers et stages de pratique en direction de tous les publics scolaires, adultes, petite enfance, personnes en situation de handicap ou vivant en milieu carcéral. L'association dispose de trois chapiteaux dont l'un peut être mis à disposition pour des spectacles. Graine de Cirque contribue en outre aux animations estivales et de Noël par des programmations de spectacles (Cirque Envol, Noël en Piste).

THÉÂTRE

Maillon	**2 400 000 €**

Le Théâtre du Maillon propose une saison de spectacles contemporains empruntant au théâtre, à la danse, à la musique, au cirque, et aux arts visuels et numériques, avec une dimension transdisciplinaire affirmée et une orientation européenne marquée. Cette scène accueille des artistes confirmés comme émergents. Une convention d'objectifs et de moyens avec la ville de Strasbourg, l'Etat, la Région Grand Est pour la période 2019-2021 est en cours de finalisation. Elle s'appuiera sur le projet artistique et culturel porté par sa nouvelle directrice, qui prendra en compte le prochain emménagement du Maillon dans le nouveau théâtre au Wacken. Les missions assignées au Maillon portent sur une programmation pluridisciplinaire, le soutien à la création et à l'émergence, la diversification des publics, l'action artistique et culturelle, l'ancrage dans le quartier où il est implanté, son inscription dans les réseaux professionnels internationaux et le rayonnement culturel du territoire.

TJP	1 170 000 €

L'action du TJP, Centre Dramatique National, s'inscrit dans le cadre d'une convention d'objectifs et de moyens associant la Ville de Strasbourg, la DRAC Grand Est, la Région Grand Est et le Département du Bas-Rhin pour la période 2016-2018. Cette convention est en cours de renouvellement pour la période 2019-2021. Les missions assignées au TJP portent sur la production, la diffusion, la recherche, l'action culturelle et l'éducation artistique autour d'un projet artistique croisant les arts de la marionnette avec les autres modes d'expression. Sa programmation s'adresse à tous les publics. Il porte par ailleurs avec le Conservatoire et l'Éducation Nationale le projet de classes à horaires aménagés Théâtre sur le quartier de l'Elsau-Montagne Verte.

Le Kafteur	86 000 €

L'association Le Kafteur, présente à Strasbourg depuis 1992, développe depuis janvier 2016 son activité dans l'Espace K, lieu de diffusion mis à disposition par la Ville. Au-delà de sa propre programmation centrée sur l'humour, Le Kafteur propose une offre diversifiée croisant les disciplines et faisant notamment appel aux équipes artistiques locales. L'association a conclu avec la ville de Strasbourg une convention d'objectifs et de moyens pour la période 2016-2018, en cours de renouvellement pour la période 2019-2021.

APCA – Choucrouterie	93 000 €

L'Association pour la promotion de la culture alsacienne, qui gère le Théâtre de la Choucrouterie à Strasbourg, a pour mission de promouvoir la culture alsacienne par la production, la diffusion et l'accueil de spectacles vivants professionnels et amateurs, la sensibilisation des publics ainsi que la formation initiale et continue des artistes, en partenariat notamment avec l'école de cabaret CACTUS. Les spectacles sont présentés à Strasbourg et dans de nombreuses salles du Grand Est ainsi qu'en Allemagne. L'APCA a conclu une convention d'objectifs et de moyens avec la ville de Strasbourg, la Région Grand Est et le Département du Bas-Rhin pour la période 2017-2020.

La Friche Laiterie	20 000 €

L'association La Friche Laiterie, collectif d'artistes professionnels du spectacle vivant et des arts visuels de la région, se donne pour objectifs d'accompagner les projets artistiques émergents, de développer les échanges entre artistes et de promouvoir la transmission et la mutualisation des savoirs et des compétences. En 2019, elle organisera diverses manifestations répondant à ces objectifs. L'association a conclu avec la ville de Strasbourg une convention d'objectifs et de moyens pour la période 2016-2018, dont le bilan sera tiré en 2019.

Collectif Off	6 000 €

Cette association organise depuis 2004 à Strasbourg le festival Giboul'Off. Porté par un collectif d'artistes strasbourgeois dans un souci de pluridisciplinarité autour de la marionnette, il vise à aider les compagnies émergentes à se faire connaitre du public et à favoriser les échanges entre artistes. Il est notamment soutenu par l'association Molodoï et l'Agence Culturelle Grand Est. L'édition 2019 de Giboul'off se tiendra en avril 2019 à la salle Molodoï et sur la rue devant la salle, afin de proposer aux habitants du quartier une animation culturelle de qualité.

Actémothéâtre	**12 000 €**

La compagnie de théâtre Actemothéâtre est orientée vers les écritures contemporaines explorant les problématiques sociétales et développe des actions culturelles dans le cadre de partenariats avec des territoires de la région. Cette compagnie a conclu avec la ville de Strasbourg une convention d'accompagnement pour la période 2018-2020.

Fil Rouge Théâtre	**12 000 €**

La compagnie Le Fil Rouge Théâtre explore à travers des formes artistiques diversifiées la relation au monde de l'enfance, depuis le plus jeune âge jusqu'à l'adolescence. Ses créations sont diffusées en France, en Europe et au Québec. Elle mène par ailleurs des échanges artistiques réguliers avec une compagnie canadienne à Montréal. Elle a conclu avec la ville de Strasbourg une convention d'accompagnement pour la période 2017-2019 et est également conventionnée avec la DRAC Grand Est.

Les Méridiens	**15 000 €**

Le travail de la compagnie de théâtre Les Méridiens repose sur la création de textes d'auteurs contemporains et la conduite d'actions culturelles et artistiques en lien étroit avec les acteurs des territoires concernés. Cette compagnie a conclu avec la ville de Strasbourg une convention d'accompagnement pour la période 2017-2019; elle est également conventionnée avec la DRAC Grand Est et la Région Grand Est.

Le Talon Rouge	**8 000 €**

La compagnie Le Talon Rouge est orientée vers le théâtre contemporain, avec une prédilection pour les textes interrogeant le fonctionnement de la société. Ses créations sont diffusées en France. Elle réalise par ailleurs un important travail d'actions culturelles auprès du jeune public. Elle a conclu avec la ville de Strasbourg une convention d'accompagnement pour la période 2017-2019.

Les Zygomaniacs	**22 000 €**

Cette association organisera à Strasbourg, en avril 2019, à l'auditorium de la Cité de la Musique et de la Danse le festival d'humour « Drôles de zèbres » invitant des humoristes professionnels d'horizons divers et proposant essentiellement des one man shows humoristiques. Ce festival veut se différencier de l'offre humoristique dominante en programmant des artistes confirmés mais peu connus dans la région ainsi que des artistes en début de carrière. L'association propose également durant l'année des spectacles d'humour au Camionneur.

MUSIQUE CLASSIQUE ET CONTEMPORAINE

Festival des Musique d'Aujourd'hui - Musica	**451 250 €**

En 2019, le festival Musica, sous l'impulsion de son nouveau directeur, poursuivra ses objectifs : soutenir la création, aider à la circulation en Europe des artistes et de leurs œuvres, favoriser l'insertion professionnelle des jeunes artistes et démocratiser l'accès à la création musicale. L'association a conclu avec la ville de Strasbourg, l'État, la Région Grand Est une convention d'objectifs et de moyens pour la période 2016-2018, en cours de renouvellement.

Percussions de Strasbourg	**102 000 €**

Ensemble professionnel de percussions le plus ancien en France, Les Percussions de Strasbourg, basées dans le quartier de Hautepierre, portent un projet orienté vers la diffusion du répertoire existant, la création d'un nouveau répertoire destiné à des publics diversifiés, la transmission et le développement d'actions culturelles. L'association a conclu avec la ville de Strasbourg et la DRAC Grand Est une convention d'objectifs et de moyens pour la période 2018-2021.

Amis de la Chapelle Rhénane	**30 000 €**

Ancré sur le territoire strasbourgeois, La Chapelle Rhénane est un ensemble professionnel de chanteurs et instrumentistes solistes à géométrie variable explorant le répertoire vocal européen baroque. Il se produit en Alsace, dans le reste de la France et à l'international et est régulièrement invité par des festivals de renom. Il mène par ailleurs des actions de sensibilisation à la musique baroque s'appuyant sur les programmes qu'il monte. L'association a conclu avec la ville de Strasbourg et la DRAC Grand Est une convention d'objectifs et de moyens pour la période 2017-2019.

Accroche Note	**20 000 €**

L'ensemble Accroche Note est orienté vers la création, la diffusion et la médiation autour de la musique de chambre contemporaine. Sa programmation, qui soutient activement la création contemporaine, fait découvrir un répertoire souvent inédit et explore le croisement des disciplines et des répertoires. Très présent sur le territoire strasbourgeois, il se produit en France et à l'international. L'association a conclu avec la ville de Strasbourg et la DRAC Grand Est une convention d'objectifs et de moyens pour la période 2018-2021.

Chœur de Chambre de Strasbourg – Voix de Stras	**12 000 €**

Ce chœur professionnel qui comprend six chanteuses explore principalement le répertoire contemporain, travaillant régulièrement avec des compositeurs. Il se produit en concert en France et à l'international, participe à de nombreuses actions hors cadre traditionnel pour aller vers un public plus éloigné de ce répertoire et mène des actions de médiation en direction de publics divers en partenariat avec des acteurs culturels locaux. L'association a conclu avec la ville de Strasbourg une convention d'accompagnement pour la période 2017-2019.

Hanatsu Miroir	**15 000 €**

L'association Hanatsu Miroir est un collectif pluridisciplinaire d'artistes (musique, danse, arts plastiques, vidéo) qui cherche à proposer au public une approche nouvelle du répertoire musical contemporain par le croisement des formes d'expression et la rencontre entre cultures différentes. Il produit et crée des spectacles faisant appel à des compositeurs avec lesquels il travaille dans la durée. Il se produit régulièrement à Strasbourg et à l'international. Il met également en œuvre des actions d'éducation artistique en lien avec des écoles de musique et des crèches en Alsace. L'association a conclu avec la ville de Strasbourg une convention d'accompagnement pour la période 2018-2020.

Le Parlement de Musique	**40 000 €**

Le Parlement de Musique est un ensemble professionnel de chanteurs et instrumentistes centré sur le répertoire sacré et instrumental des XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles, qui se produit en France, dont Strasbourg, ainsi qu'à l'étranger. Il met en œuvre par ailleurs une

activité de formation et d'insertion professionnelle dénommée « Génération Baroque » qui propose à de jeunes musiciens français et étrangers en début de parcours de réaliser un concert dans des conditions de production professionnelles. Enfin, l'ensemble propose des actions de sensibilisation à la musique baroque en milieu scolaire en lien avec les projets de Génération Baroque.

Linéa	**20 000 €**

Linéa, ensemble professionnel porteur du label Ensemble National accordé par le Ministère de la Culture, se consacre exclusivement au répertoire contemporain. Son projet porte sur le soutien à la création, la médiation pour élargir le public de la musique contemporaine et la formation professionnelle des jeunes musiciens, avec notamment une académie d'interprétation se tenant à Strasbourg. Il se produit tant en France qu'à l'international et est régulièrement invité par de nombreux festivals dans le monde, dont Musica.

Forum Voix Étouffées	**25 000 €**

Cette association implantée à Strasbourg depuis 2012 œuvre pour la redécouverte des compositeurs victimes des totalitarismes en Europe. En 2019, elle poursuivra son activité de publication, enregistrement de CD, concerts en Alsace et dans le reste de la France, ateliers pédagogiques, conférences et tables rondes. Elle organisera par ailleurs à Strasbourg et dans le reste de la France l'édition biennale du Festival des Voix Etouffées qui invitera des formations issues de plusieurs pays d'Europe.

APMC – Accent 4	**5 000 €**

Cette association, créée en 1985, gère Accent 4, radio classique strasbourgeoise et seule radio classique associative en France. Elle propose à ses auditeurs une programmation classique diversifiée 24h sur 24, annonce les concerts donnés à Strasbourg, diffuse régulièrement des concerts d'ensembles de la région et invite chaque semaine des acteurs de la vie musicale locale et des artistes de passage à Strasbourg. Elle contribue ainsi activement à la promotion de la vie musicale régionale.

AJAM – Les Amis des Jeunes Artistes Musiciens	**13 000 €**

L'AJAM poursuit sa double mission : promouvoir des jeunes artistes professionnels de haut niveau en leur organisant des tournées de concerts en Alsace et proposer au public alsacien une offre de qualité en musique de chambre. Plusieurs artistes découverts par l'AJAM font aujourd'hui une carrière remarquée. Sa saison 2018-2019 proposera cinq jeunes équipes artistiques qui effectueront une tournée en Alsace, dont un concert à Strasbourg.

AMIA – Les Amis de la Musiques sur Instruments Anciens	**13 000 €**

L'AMIA organise, chaque année, une saison de concerts de musique allant de la période médiévale à la période classique avec la particularité de n'inviter que des ensembles professionnels jouant sur instruments anciens, issus de France et d'Europe. Les concerts se tiennent à Strasbourg et dans d'autres communes d'Alsace. Les ensembles programmés, tous reconnus, se caractérisent par leur exigence et la qualité de leur interprétation.

Elektramusic	**10 000 €**

Elektramusik est une structure dédiée à la promotion et la production des musiques électroacoustiques et expérimentales. L'association développe par ailleurs son projet "Musiques éclatées", inauguré en 2018 par un parcours sur une journée de concerts de musique classique, contemporaine et jazz toutes les heures dans 12 lieux accessibles au grand public et non étiquetés salle de concert, visant à faire découvrir ces musiques à un large public tout en faisant connaitre des ensembles musicaux professionnels locaux. En 2019 se tiendra une nouvelle journée de concerts ainsi que plusieurs spectacles au cours de l'année pour faire connaître de nouveaux ensembles repérés par l'association.

Le Masque	**8 000 €**

Le Masque est un ensemble strasbourgeois d'instrumentistes et chanteurs à géométrie variable qui explore le répertoire baroque en croisant musique, danse, théâtre et arts graphiques. Il se produit régulièrement en France et à l'international et propose une saison de concerts à Strasbourg. Il organise par ailleurs en été à Neuwiller-les-Saverne une académie de musique et de danse baroques et un festival. La saison 2018-2019 à Strasbourg comprendra cinq programmes de concerts donnés en l'église Saint-Pierre-le-Vieux protestante.

Les ensembles 2.2	**5 000 €**

Les Ensembles 2.2, collectif d'arts numériques sonores basé à Strasbourg, réunit compositeurs, instrumentistes, plasticiens et vidéastes. Il crée, en partenariat notamment avec le Shadok, des œuvres musicales ou multimédia faisant appel aux nouvelles technologies. Il accompagne par ailleurs de jeunes créateurs et développe une action de médiation culturelle en direction d'un public diversifié. Les créations, installations et performances qu'il réalise sont diffusées à Strasbourg, dans le reste de la France et à l'international. Le projet fédérateur développé par ce collectif avec un large partenariat régional, national et international le positionne aujourd'hui comme l'acteur de la création, de l'accompagnement et de la médiation dans le champ des arts technologiques.

DANSE

Pôle Sud	**1 075 000 €**

Pôle Sud, Centre de Développement Chorégraphique National, est une des scènes repérées, dans le Grand Est comme au niveau national, pour la qualité de sa programmation et de son travail d'accompagnement des artistes. Son action s'inscrit dans le cadre d'une convention d'objectifs et de moyens associant ville de Strasbourg, DRAC Grand Est, Région Grand Est et Département du Bas-Rhin pour la période 2017-2020. Les missions assignées à Pôle Sud portent sur la production et la diffusion d'œuvres chorégraphiques, le développement de la culture chorégraphique, le soutien à la diffusion et à la structuration professionnelle des compagnies, la diversification des publics, le développement de l'action culturelle au sein de son quartier d'implantation, la gestion de l'école de musique de la Meinau et l'inscription de cet équipement dans les réseaux internationaux.

DACM – Gisèle Vienne	**25 000 €**

L'activité artistique de Gisèle Vienne à travers l'association De l'Autre Côté du Miroir est emblématique des orientations artistiques contemporaines avec une dimension transdisciplinaire prépondérante où danse, théâtre, arts plastiques et musique sont associés

dans un spectacle total. Son audience dépasse les frontières nationales. L'association a conclu avec la ville de Strasbourg une convention d'objectifs et de moyens pour la période 2018-2020; elle est également conventionnée avec la DRAC Grand Est.

Hors Champs – Fuera de Campo	**10 000 €**

La compagnie de danse Hors Champs - Fuera de Campo explore les croisements entre danse, arts plastiques et multimédia, et produit des spectacles prenant des formes diversifiées pour partie présentés hors de lieux scéniques et sur internet. Son action s'inscrit dans un large partenariat associant des scènes artistiques, des centres d'art contemporain et des lieux de formation artistique en France et à l'international, dont Pôle Sud et la Haute École des Arts du Rhin. La compagnie a conclu avec la ville de Strasbourg une convention d'accompagnement pour la période 2017-2019 ; elle est également conventionnée avec la DRAC Grand Est.

Espèce de Collectif	**12 000 €**

Ce collectif regroupant trois danseurs et chorégraphes strasbourgeois se donne pour objectifs la recherche artistique, la création et la diffusion d'œuvres autour de la danse et la rencontre avec les publics. Son action s'inscrit dans un partenariat avec le Centre de développement chorégraphique national Pôle Sud et le réseau international d'acteurs de la danse Grand Luxe. L'association a conclu avec la ville de Strasbourg une convention d'accompagnement pour la période 2017-2019.

Les Assemblées Mobiles	**10 000 €**

Cette association porte un projet visant à ouvrir, à l'échelle européenne, la recherche et la création artistique aux questionnements sociétaux traversant l'ensemble de la société. Ce projet s'articule autour de trois pôles d'activité complémentaires : création et diffusion artistique pluridisciplinaire - formation en lien avec un travail de recherche scientifique et s'adressant à des secteurs socio-professionnels variés - innovation par un programme d'actions autour de l'éveil corporel des tout-petits articulé avec un travail de recherche sur le sens du toucher et du mouvement tout au long de la vie.

AUDIOVISUEL & CINÉMA

Récit (ex Alsace Cinémas) – Pôle régional d'éducation aux images	**10 000 €**

Le Récit coordonne sur l'ensemble du territoire alsacien les dispositifs nationaux d'éducation à l'image à destination des publics scolaires, mais également le dispositif hors scolaire « Passeurs d'Images » à destination des publics éloignés de la culture. Après plusieurs années de co-animation du Pôle Régional d'Éducation Artistique et de Formation au Cinéma et à l'Audiovisuel (PREAFCA), Le Récit est depuis 2016 désigné par la DRAC Grand Estcomme coordinateur de cette mission, laquelle a pour objectifs principaux d'animer le réseau des professionnels, de fédérer et d'accompagner les acteurs de l'éducation à l'image et de former les publics et les médiateurs.

Mémoire des Images Réanimées d'Alsace - MIRA	**15 000 €**

L'association MIRA (Mémoires des Images Réanimées d'Alsace) porte un projet de cinémathèque d'images amateurs, telle qu'il en existe dans d'autres villes françaises. Elle collecte, restaure, numérise, répertorie dans sa base de données et valorise les films amateurs alsaciens inédits (films de famille, d'entreprise, de clubs etc…),

notamment grâce à des montages thématiques d'archives, diffusés lors d'événements publics accessibles à tous. Le site internet permet de faire des recherches et de visionner des vidéos. L'association organise régulièrement des projections ou réalise des prestations événementielles pour des tiers institutionnels. MIRA a su au fil du temps trouver un écho favorable auprès du public et des professionnels. En 2017 et 2018, MIRA a encore multiplié des opérations de diffusion très visibles dans l'espace public au cours d'opérations de communication. L'association continue son travail pour s'inscrire dans un réseau coopératif à l'échelle de la région Grand Est mais aussi transfrontalière avec le Bade Wurtemberg, la Suisse, la Sarre et le Luxembourg, et internationale. Elle participe à un INTERREG Rhinédits et a lancé en septembre 2018 avec succès la première journée régionale de collecte de films amateurs.

Vidéo Les Beaux Jours	**30 000 €**

Vidéo Les Beaux Jours centre ses activités sur la diffusion culturelle documentaire et anime un centre de ressources au sein de la Maison de l'image. L'association est membre et relais régional de la " cinémathèque du documentaire " créée par le Ministère de la culture. L'association propose en 2019 un projet d'ateliers documentaires basé sur des formations-rencontres ayant pour objectif la réalisation de vidéos sur le thème des quartiers. L'outil digital de recensement de la production consultable sur internet est en cours de mise à jour: la nouvelle version sera disponible en 2019.

PATRIMOINE

Amis du Vieux Strasbourg	**11 000 €**

Les Amis du Vieux Strasbourg est une association reconnue pour son travail de promotion du patrimoine strasbourgeois. Elle organise des conférences et visites à destination du grand public, publie un annuaire et accompagne les projets urbains, architecturaux et culturels en lien avec les questions de patrimoine.

Amis du Musée Vodou	**10 000 €**

Le Château Vodou à Strasbourg présente une collection d'objets ouest-africains témoignant de la culture et de la philosophie Vodou. La programmation culturelle et éducative favorise la découverte du Vodou par la rencontre entre cette culture et des pratiques contemporaines. Le programme d'actions éducatives à destination du jeune public vise à faire découvrir la culture Vodou aux jeunes et à répondre à des enjeux sociétaux par l'éducation culturelle.

CULTURE RÉGIONALE

Culture et bilinguisme	**9 000 €**

L'association Culture et Bilinguisme d'Alsace et de Moselle anime le Centre culturel alsacien par une programmation d'expositions, de conférences, de débats et de cours de dialecte. De plus, elle publie la revue Land und Sproch, revue trimestrielle bilingue, et porte de nombreux projets de promotion de la langue et de la culture régionale.

Fédération Alsace bilingue	**2 300 €**

Dans le cadre de ses actions, la Fédération Alsace Bilingue organise chaque année un colloque destiné à promouvoir les langues régionales d'Europe : les " Rencontres de

Strasbourg des langues régionales ou minoritaires d'Europe ". Le colloque porte sur la promotion des langues régionales, en particulier dans l'enseignement.

Institut des Arts et traditions populaires	**800 €**

L'Institut des Arts et Traditions Populaires d'Alsace a été fondé en 1976 pour assurer la sauvegarde du patrimoine alsacien. Cette association organise chaque année une cérémonie de remise de prix pour récompenser les talents alsaciens dans le domaine des arts mineurs.

À livre ouvert/Wie ein offenes Buch	**4 000 €**

L'association présente quatre projets qui invitent à la rencontre des textes, des langues et des publics. S'appuyant sur des partenariats variés, ces rencontres développent des questions de société à partir de lectures mises en scène. Les textes et les auteurs choisis valorisent le patrimoine culturel alsacien en l'inscrivant dans un dialogue interculturel.

INTERCULTURALITE ET VALORISATION CULTURELLE

Strasbourg - Méditerranée	**100 000 €**

Le Festival Strasbourg Méditerranée est une biennale dont l'objectif est de créer les rencontres autour des cultures et des expressions des pays de la Méditerranée et d'autres régions. La 11ème édition qui se tiendra du 23 novembre au 7 décembre 2019 en divers lieux de la Ville et de l'Eurométropole aura pour thème fédérateur « Par-delà les murs » et traitera de la condition de l'altérité et de ses multiples figures.

Stras'Iran	**20 000 €**

Cette association propose différentes manifestations destinées à promouvoir à Strasbourg la culture iranienne dans toute sa diversité. Elle organise ainsi à Strasbourg en biennale un festival pluridisciplinaire, la Quinzaine culturelle iranienne, dont la prochaine édition aura lieu en 2019.

La Poulie Production	**9 000 €**

Cette association réunit un collectif de chargés de production et de diffusion strasbourgeois que le ville de Strasbourg soutient pour mener les actions suivantes contribuant au rayonnement national et international des équipes artistiques strasbourgeoises : promotion de leurs spectacles dans les salons et festivals les plus significatifs et gestion d'un catalogue numérique des spectacles proposés par les compagnies et groupes strasbourgeois à destination de programmateurs nationaux.

Becoze – Hopl'Awards	**8 000 €**

L'association Becoze et le magazine Coze participent à l'animation culturelle de la Ville. Ils organisent en particulier les Hopl'Awards, cérémonie de rentrée culturelle qui récompense les meilleurs artistes et programmations culturelles en Alsace, contribuant à la promotion de la culture et des artistes régionaux auprès d'un large public.

PRATIQUES EN AMATEUR ET PROJETS EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DES PUBLICS

Ensemble vocal de Strasbourg	**2 500 €**

Cet ensemble vocal de 80 choristes amateurs est dirigé par M. Uhlmann depuis de nombreuses années. Son grand concert est prévu en novembre 2019 autour de Carmina Burana de Carl OFF en l'église protestante de Neudorf. Les choristes amateurs participeront à 40 répétitions de chœur (répétitions hebdomadaires à l'institut Bruckhoff) et à deux week-ends de travail en amont des concerts.

Cactus	**18 000 €**

Cactus propose une formation aux personnes de tous âges, avec ou sans expérience artistique, au cabaret satirique sous toutes ses formes : travail d'écriture ou de réactualisation de textes et de chansons inspirés de la troupe de la Choucrouterie.
Quinze stagiaires sont encadrés par huit personnes dont plusieurs professionnels. 40 ateliers se dérouleront de septembre 2018 à juin 2019 avec trois représentations en fin de stage au théâtre de la Choucrouterie (7, 8 et 9 juin 2019).

Artus	**3 000 €**

Saison de l'Artus : 2 000 €
L'Artus prévoit la création de six spectacles dont quatre au Cube Noir, un à l'Espace K et un sur le Campus de l'Esplanade, en 2019.
L'association propose à ses membres, majoritairement des étudiants de filières et conditions sociales variées, de participer à l'un des spectacles ou de se former dans l'un des ateliers (mise en scène, comédie, scénographie, costumes, accessoires, création lumière, régie, assistance à la production, création sonore, vidéo, graphisme) encadrés par des professionnels.

DémoStratif – Festival universitaire des arts de la scène : 1 000 €
Mai 2019 verra la 2e édition du festival qui a pour but la promotion de créations artistiques émergentes. Ce festival de 4 jours sur le campus a pour objectif de démocratiser l'accès au spectacle vivant, principalement du théâtre. Spectacles, concerts, performances et conférences autour du thème " Mythes Persistants " sont proposés aux habitants-es du quartier Esplanade, Krutenau, aux étudiants mais aussi à des publics scolaires. Trois axes majeurs la caractérisent : définir le campus universitaire autrement, offrir un accès à la culture gratuit aux étudiants et habitants du quartier, créer la rencontre entre les artistes d'aujourd'hui et ceux de demain.

Ensemble vocal Allegro	**3 000 €**

Plusieurs manifestations et représentations sont prévues en 2019 pour l'ensemble Allegro qui se donne pour mission d'être ambassadeur du chant choral alsacien et fêtera ses 50 ans en 2019 :
- quatre concerts de Noël dont un pour " Strasbourg Capitale de Noël "
- une journée chantante le 2 février pour les 50 ans de l'ensemble
- des concerts en juin consacrés à la musique française.

Chœur philharmonique de Strasbourg	**68 000 €**

La ville de Strasbourg et le Chœur Philharmonique de Strasbourg ont signé fin 2017 une convention d'objectifs et de moyens pour la période 2018-2020. Cette convention prévoit la participation du chœur aux productions de l'Orchestre Philharmonique de Strasbourg ainsi qu'au dynamisme culturel de la ville. Outre la subvention, la Ville met des locaux de répétitions à disposition du chœur. Le chœur est un acteur dynamique de la vie culturelle

puisqu'il tisse des liens avec de nombreux partenaires de la Ville : HEAR, Opéra du Rhin, Radio Accent 4… et participe à divers événements tels que les concerts de l'Avent, la rentrée culturelle ainsi qu'à des manifestations protocolaires et cérémonies officielles.

La Maison Théâtre	**19 000 €**

Les Rencontres de la Maison Théâtre – 5e édition : 10 000 €

Les rencontres sont un processus de cinq mois qui démarre en janvier 2019 avec dix jours intensifs en mai, dont les séances ouvertes de travail voient les participants des différents ateliers de pratique du théâtre présenter mutuellement un aspect de leur travail. En juin, présentation des projets qui se sont déroulés entre janvier et juin avec mise en jeu collective d'une adaptation d'une pièce. Les participants aux ateliers et stages peuvent ainsi décloisonner les approches et construire des projets communs. Partenariat avec l'ARES et la Maison des Arts de Lingolsheim.

Faites du théâtre : 10ème édition : 9 000 €

Dans le prolongement de la précédente édition, la manifestation s'ouvre à de nouveaux publics adolescents en plus des lycéens : CSC et structures d'accueil des adolescents. Le projet prend différentes formes : des journées " découverte " scolaires, CSC, structures d'accueil pour adolescents, stages découvertes pendant les vacances scolaires, les impromptus de Faites du Théâtre, le Cabaret de Faites du Théâtre.

Les Tréteaux de Port Royal	**2 500 €**

" Les physiciens " est une pièce de Friedrich Durrenmatt portant sur une réflexion sur science et pouvoir.

Cette pièce n'a pas été jouée depuis des décennies et constitue une passerelle entre étude linguistique, littéraire et la réalité des enjeux de la société contemporaine où les jeunes sont appelés à s'insérer. Le projet s'articule en plusieurs étapes : travail au lycée des pontonniers de décembre 2018 à mai 2019 (pratique du théâtre en amateur) ; tables rondes à la Librairie Kléber (février-mai 2019) ; représentations au Préo (novembre 2019).

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Dans le cadre des crédits inscrits au budget 2018 de la Ville, il est proposé d'allouer aux associations culturelles les aides suivantes pour leur équipement :

MUSIQUES ACTUELLES

Artefact PRL	**30 000 €**

Une participation est demandée aux collectivités pour le remplacement du système de diffusion du son acquis en 1994, qui n'est plus compatible avec les technologies actuelles utilisées par les artistes programmés. Cet investissement permettra également de réduire les locations et sera amorti sur cinq ans. Le Centre National de la Variété et du Jazz (CNV) et la Région Grand Est ont par ailleurs confirmé leurs participation financière à cet effort.

MUSIQUES CLASSIQUE ET CONTEMPORAINE

Ensembles 2.2	**10 000 €**

Les Ensembles 2. 2, collectif d'arts numériques sonores basé à Strasbourg, réunit compositeurs, instrumentistes, plasticiens et vidéastes. Il crée des œuvres musicales ou

multimédia faisant appel aux nouvelles technologies, accompagne de jeunes créateurs et développe une action de médiation culturelle. Il réalise en 2018 dans le cadre du centenaire de la guerre de 14-18 une installation à Strasbourg nécessitant un investissement technique conséquent, auquel il est proposé à la Ville de contribuer.

ARTS DU CIRQUE

APACA – Graine de Cirque	**5 000 €**

Il est proposé une participation à l'acquisition de matériel scénique du chapiteau spectacle pour les spectacles Cirque'Envol pour la diffusion des travaux des élèves et autres spectacles accueillis sous le chapiteau.

THÉÂTRE

Le Kafteur	**53 000 €**

L'association Le Kafteur développe son activité dans l'Espace K, local mis à disposition par la Ville. La participation de la Ville vise à soutenir le remplacement du gradin de cette scène, vieillissant et inadapté à l'évolution de la programmation de ce lieu.

TJP	**20 000 €**

Le TJP engage la rénovation des logements destinés aux artistes résidents et se produisant au TJP, logements situés au TJP-Grande Scène. Ces logements, actuellement vétustes, ne sont plus exploités en raison d'un avis défavorable de la commission de sécurité, ce qui rend la rénovation nécessaire et urgente. Cette opération, dont le montant est évalué à 500 000 euros environ, est co financée pour moitié par l'Etat, ainsi que pour partie sur les fonds propres associatifs du TJP. Cette rénovation permettra au TJP de disposer de logements rénovés, et d'augmenter le nombre de logements, afin d'optimiser l'accueil des équipes artistiques et de réduire les coûts d'hébergements évalués annuellement à 40 000 euros.

DANSE

Pôle Sud	**10 000 €**

Pôle Sud, Centre de développement chorégraphique national, assure ses missions dans les locaux mis à sa disposition par la Ville sur le quartier de la Meinau. Le grand studio, espace dédié à l'accueil des artistes en résidence de création et à la diffusion de petites formes, n'est plus adapté aux besoins actuels et nécessite une remise à niveau technique ainsi que le remplacement des gradins.

AUDIOVISUEL ET CINÉMA

MIRA	**5 000 €**

L'association MIRA porte un projet de cinémathèque d'images amateurs. Pour répondre aux demandes, MIRA doit adapter son site internet pour proposer un accès facilité, documenté et contextualisé au grand public et un accès privilégié aux professionnels. Ce soutien exceptionnel à l'équipement vise à accompagner cette évolution technique.

HEAR

HAUTE ECOLE DES ARTS DU RHIN-HEAR	**190 500 €**

La Haute Ecole des Arts du Rhin bénéficie d'un conventionnement pour 2015-2018 associant la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, la Ville de Mulhouse et l'Etat. Il s'agit ici de la subvention d'équipement annuelle au titre de l'investissement qui permet notamment l'acquisition de matériel pédagogique.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution des subventions ci-après :

Subventions de fonctionnement	
Pelpass & Cie	*34 000 €*
Quatre 4.0	*430 000 €*
Artefact PRL	*610 000 €*
Jazzdor	*220 000 €*
Becoze – Espace Django	*430 000 €*
Molodoï	*23 000 €*
Compagnie Tangram	*18 000 €*
Musiques en balade	*8 000 €*
Deaf Rock Records	*12 000 €*
Ernest Production	*15 000 €*
Sons d'la rue	*27 000 €*
Dodekazz	*30 000 €*
Nouvelle Ligne	*10 000 €*
Troisième Jour	*2 000 €*
Stimultania	*20 000 €*
Apollonia	*40 000 €*
Centre Européen d'Actions Artistiques Contemporaines - CEAAC	*144 000 €*
Fauteuil Vapeur	*33 000 €*
La Chambre	*40 000 €*
Impact	*40 000 €*
Becoze – Colors Festival	*25 000 €*
Becoze - Exposition Street Art à l'Hôtel des Postes	*28 800 €*
APACA – Graine de Cirque	*50 000 €*
Maillon	*2 400 000 €*
TJP	*1 170 000 €*
Le Kafteur	*86 000 €*
APCA – Choucrouterie	*93 000 €*
La Friche Laiterie	*20 000 €*
Collectif Off	*6 000 €*

Actémothéâtre	*12 000 €*
Fil Rouge Théâtre	*12 000 €*
Les Méridiens	*15 000 €*
Le Talon Rouge	*8 000 €*
Les Zygomaniacs	*22 000 €*
Festival des Musique d'Aujourd'hui - Musica	*451 250 €*
Percussions de Strasbourg	*102 000 €*
Amis de la Chapelle Rhénane	*30 000 €*
Accroche Note	*20 000 €*
Chœur de Chambre de Strasbourg – Voix de Stras	*12 000 €*
Hanatsu Miroir	*15 000 €*
Le Parlement de Musique	*40 000 €*
Linéa	*20 000 €*
Forum Voix Étouffées	*25 000 €*
APMC – Accent 4	*5 000 €*
AJAM – Les Amis des Jeunes Artistes Musiciens	*13 000 €*
AMIA – Les Amis de la Musiques sur Instruments Anciens	*13 000 €*
Elektramusic	*10 000 €*
Le Masque	*8 000 €*
Les ensembles 2.2	*5 000 €*
Pôle Sud	*1 075 000 €*
DACM – Gisèle Vienne	*25 000 €*
Hors Champs – Fuera de Campo	*10 000 €*
Espèce de Collectif	*12 000 €*
Les Assemblées Mobiles	*10 000 €*
Récit (ex Alsace Cinémas) – Pôle régional d'éducation aux images	*10 000 €*
Mémoire des Images Réanimées d'Alsace - MIRA	*15 000 €*
Vidéo Les Beaux Jours	*30 000 €*
Amis du Vieux Strasbourg	*11 000 €*
Amis du Musée Vodou	*10 000 €*
Culture et bilinguisme	*9 000 €*
Fédération Alsace bilingue	*2 300 €*
Institut des Arts et traditions populaires	*800 €*
À livre ouvert / Wie ein offenes Buch	*4 000 €*
Strasbourg - Méditerranée	*100 000 €*
Stras'Iran	*20 000 €*
La Poulie Production	*9 000 €*
Becoze – Hopl'Awards	*8 000 €*

Les propositions ci-dessus représentent une somme de 8 264 150 € à imputer sur les crédits ouverts sous AU10C – fonction 33 – nature 6574 – programme 8015 du budget 2019 dont le disponible est de 9 433 936 €.

Subventions de fonctionnement	
Ensemble vocal de Strasbourg	*2 500 €*
Cactus	*18 000 €*
Artus	*3 000 €*
Ensemble vocal Allegro	*3 000 €*
Chœur philharmonique de Strasbourg	*68 000 €*

La Maison Théâtre	*19 000 €*
Les Tréteaux de Port Royal	*2 500 €*

Les propositions ci-dessus représentent une somme de 116 000 € à imputer sur les crédits ouverts sous CU01G - fonction 33 – nature 6574 – programme 8087 du budget 2019 dont le disponible est de 455 000 € .

Subventions d'investissement	
Artefact PRL	*30 000 €*
Ensembles 2.2	*10 000 €*
APACA – Graine de Cirque	*5 000 €*
Le Kafteur	*53 000 €*
TJP	*20 000 €*
Pôle Sud	*10 000 €*
MIRA	*5 000 €*

Les propositions ci-dessus représentent une somme de 133 000 € à imputer sur les crédits ouverts sous AU10 – fonction 33 – nature 20421 programme 7009 du budget 2018 dont le disponible avant le présent conseil est de 135 500 €.

Subventions d'investissement	
Haute Ecole des Arts du Rhin - HEAR	*190 500 €*

La proposition ci-dessus représente une somme de 190 500 € à imputer sur les crédits ouverts sous AU21 – fonction 23 – nature 204184 programme 7034 du budget 2018 dont le disponible avant le présent conseil est de 190 500 €.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

Conseil Municipal du 17 décembre 2018

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé
Impact	Nouveau projet culturel	60 000	40 000
Becoze – Colors Festival	Projet culturel ponctuel	30 000	25 000
Becoze - Exposition Street Art à l'Hôtel des Postes	Projet culturel ponctuel	28 800	28 800
Les Assemblées Mobiles	Nouveau projet culturel	20 000	10 000
Artefact PRL	Equipement	40 000	30 000
Ensembles 2.2	Equipement	10 000	10 000
APACA – Graine de Cirque	Equipement	30 000	5 000
Kafteur	Equipement	53 000	53 000
TJP	Equipement	35 000	20 000
Pôle Sud	Equipement	10 000	10 000
MIRA	Equipement	5 000	5 000

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Pelpass & Cie	Projet culturel	66 000	34 000	34 000
Quatre 4.0	Projet culturel	430 000	430 000	469 332
Artefact PRL	Projet culturel	610 000	610 000	610 000
Jazzdor	Projet culturel	220 000	220 000	220 000
Becoze – Espace Django	Projet culturel	445 000	430 000	400 000
Molodoï	Projet culturel	23 000	23 000	23 000
Compagnie Tangram	Projet culturel	20 000	18 000	15 000
Musiques en balade	Projet culturel	8 000	8 000	8 000
Deaf Rock Records	Projet culturel	12 000	12 000	12 000
Ernest Production	Projet culturel	15 000	15 000	15 000
Sons d'la rue	Projet culturel	30 000	27 000	27 000
Dodekazz	Projet culturel	55 000	30 000	33 900
Nouvelle Ligne	Projet culturel	20 000	10 000	10 000
Troisième Jour	Projet culturel	2 000	2 000	2 000
Stimultania	Projet culturel	20 000	20 000	20 000
Apollonia	Projet culturel	50 000	40 000	50 000
Centre Européen d'Actions Artistiques Contemporaines - CEAAC	Projet culturel	144 000	144 000	144 000
Fauteuil Vapeur	Projet culturel	43 000	33 000	33 000
La Chambre	Projet culturel	60 000	40 000	50 000
APACA – Graine de Cirque	Projet culturel	51 000	50 000	50 000
Maillon	Projet culturel	2 400 000	2 400 000	2 400 000
TJP	Projet culturel	1 170 000	1 170 000	1 170 000
Kafteur	Projet culturel	135 000	86 000	110 000
APCA – Choucrouterie	Projet culturel	93 000	93 000	118 000
La Friche Laiterie	Projet culturel	35 000	20 000	35 000
Collectif Off	Projet culturel	8 000	6 000	6 000
Actémothéâtre	Projet culturel	12 000	12 000	12 000
Fil Rouge Théâtre	Projet culturel	12 000	12 000	12 000
Les Méridiens	Projet culturel	15 000	15 000	15 000

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Le Talon Rouge	Projet culturel	8 000	8 000	8 000
Les Zygomaniacs	Projet culturel	22 000	22 000	22 000
Festival des Musique d'Aujourd'hui - Musica	Projet culturel	455 000	451 250	451 250
Percussions de Strasbourg	Projet culturel	102 000	102 000	102 000
Amis de la Chapelle Rhénane	Projet culturel	30 000	30 000	30 000
Accroche Note	Projet culturel	20 000	20 000	20 000
Chœur de Chambre de Strasbourg – Voix de Stras	Projet culturel	12 000	12 000	12 000
Hanatsu Miroir	Projet culturel	15 000	15 000	15 000
Le Parlement de Musique	Projet culturel	50 000	40 000	40 000
Linéa	Projet culturel	20 000	20 000	20 000
Forum Voix Étouffées	Projet culturel	25 00	25 000	20 000
APMC – Accent 4	Projet culturel	7 000	5 000	5 000
AJAM – Les Amis des Jeunes Artistes Musiciens	Projet culturel	13 000	13 000	13 000
AMIA – Les Amis de la Musiques sur Instruments Anciens	Projet culturel	13 500	13 000	13 000
Elektramusic	Projet culturel	12 000	10 000	5 000
Le Masque	Projet culturel	8 000	8 000	8 000
Les ensembles 2.2	Projet culturel	15 000	5 000	5 000
Pôle Sud	Projet culturel	1 105 000	1 075 000	1 075 000
DACM – Gisèle Vienne	Projet culturel	25 000	25 000	25 000
Hors Champs – Fuera de Campo	Projet culturel	10 000	10 000	10 000
Espèce de Collectif	Projet culturel	15 000	12 000	12 000
Récit (ex Alsace Cinémas) – Pôle régional d'éducation aux images	Projet culturel	10 000	10 000	10 000
Mémoire des Images Réanimées d'Alsace - MIRA	Projet culturel	25 000	15 000	15 000
Vidéo Les Beaux Jours	Projet culturel	40 000	30 000	30 000
Amis du Vieux Strasbourg	Projet culturel	11 000	11 000	11 000
Amis du Musée Vodou	Projet culturel	24 000	10 000	9 000
Culture et bilinguisme	Projet culturel	12 000	9 000	9 000
Fédération Alsace bilingue	Projet culturel	2 800	2 300	2 300
Institut des Arts et traditions populaires	Projet culturel	800	800	800
À livre ouvert / Wie ein offenes Buch	Projet culturel	5 000.	4 000	8 000
Strasbourg - Méditerranée	Projet culturel	150 000	100 000	20 000
Stras'Iran	Projet culturel	20 000	20 000	5 000
La Poulie Production	Projet culturel	14 700	9 000	9 000
Becoze – Hopl'Awards	Projet culturel	10 000	8 000	8 000
Ensemble vocal de Strasbourg	Projet culturel	10 000	2 500	2 500
Cactus	Projet culturel	19 000	18 000	18 000
Artus	Projet culturel	3 000	3 000	2 000
Ensemble vocal Allegro	Projet culturel	3 000	3 000	2 500
Chœur philharmonique de Strasbourg	Projet culturel	68 000	68 000	73 000
La Maison Théâtre	Projet culturel	24 000	19 000	19 000
Les Tréteaux de Port Royal	Projet culturel	2 500	2 500	500

CONVENTION AU TITRE

DE L'ANNEE 2019

Entre :

La ville de Strasbourg, représentée par M. Roland RIES, Maire

d'une part,

et l'association bénéficiaire dénommée : **«association»**

domiciliée : «Adresse» – «Rue» - «CP» «Ville»

représentée par «Genre» «prenom» «nom», «titre»

d'autre part.

Vu la délibération du Conseil municipal en date du «CM»

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention
La ville de Strasbourg s'engage à soutenir financièrement «l1»«association» pour l'action suivante issue de son projet associatif : «Operation»

qui se déroulera aux dates suivantes : «Dates»

et dont le budget prévisionnel total s'élève à «Budget_total» €

Article 2 : Versement de la subvention
L'aide de la ville de Strasbourg à la réalisation de l'opération décrite ci-dessus s'élève à : «Montant» € («Lettres» Euros)

Cette somme sera créditée sur le compte de l'association, après signature de la présente convention, selon les procédures comptables en vigueur.

Compte N° «RIB»
ouvert auprès de : «Banque»

Article 3 : Engagements de l'association
L'association s'engage à :

a. réaliser l'opération pour laquelle la subvention est versée ;

b. fournir un compte-rendu d'exécution de l'opération dans les trois mois suivant sa réalisation ;

c. fournir un bilan et un compte de résultat annuels avant le 31 mars de l'année suivant la réalisation de l'opération ; ces documents seront certifiés par :
   - le président de l'association
   - un commissaire aux comptes pour les associations dont l'aide publique (toutes collectivités confondues) est supérieure à 153 000 € ;

d. faciliter le contrôle, par les services de la ville de Strasbourg, de la réalisation de l'opération, notamment par le libre accès, d'une part, aux locaux de l'association, d'autre part, aux manifestations organisées, enfin aux documents administratifs et comptables ;

e. faire figurer sur tous les supports publicitaires le logo de la ville de Strasbourg qu'elle peut se procurer auprès de la direction de la Culture ;

f. faire connaître à la ville de Strasbourg, dans un délai de un mois, tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et transmettre à la Ville ses statuts actualisés.

Article 4 : Non respect des engagements de l'association
L'absence partielle ou totale du respect des obligations de l'association et, notamment, le report de l'opération, ou la substitution de cette dernière par d'autres opérations de remplacement, sans accord préalable de la ville de Strasbourg, aura pour effet :

a. l'interruption de l'aide financière de la ville de Strasbourg ;

b. la mise à la charge de l'association du reversement total ou partiel de la subvention allouée ;

c. le refus de la part de la ville de Strasbourg d'examiner toute aide financière ultérieurement présentée par l'association.

Article 5 : **Exécution**
Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des Finances de la ville de Strasbourg et de l'Eurométropole, 1 parc de l'Etoile, 67070 Strasbourg Cedex.

Article 6 : Dispositions diverses
En cas de litige intervenant entre les deux parties à la convention, celui-ci sera soumis à l'appréciation du juge administratif de la juridiction de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le.....

Pour la ville de Strasbourg :	Pour l'association :
Roland RIES	«prenom» «nom»
Maire	«titre»

Le Maire de la Ville de Strasbourg,

Vu les articles L.1611-4 et L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du Conseil municipal du «CM»,

Vu la demande présentée par le **«association»** ci-après dénommée l'association,

domiciliée : «Adresse»«Rue» - «cp» «ville»

représentée par «genre» «prenom» «nom», «titre»

et tendant à l'octroi d'une subvention,

DECIDE

Article 1er : Objet
Une subvention d'un montant de «Montant» € («Lettres» Euros) est accordée au «association» aux fins d'assurer la réalisation des actions suivantes : «Operation»

qui se déroulera aux dates suivantes : «Dates»

et dont le budget prévisionnel total s'élève à «Budget_total» €

Article 2 : Versement de la subvention
La subvention sera créditée selon les procédures comptables en vigueur :
- ✓ sur le compte de l'association n° «RIB»
  ouvert auprès de : «Banque»

Article 3 : Engagements de l'association
L'association est tenue de respecter les points suivants :

- ✓ utiliser les fonds octroyés conformément à son objet associatif ;

- ✓ fournir à la ville de Strasbourg, avant le 1er mai de l'année prochaine (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), copie du rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan et un compte de résultat conformes au plan comptable général révisé, certifiés conformes par le président ou, si l'association a perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 153 000 € , par le commissaire aux comptes ;

- ✓ le cas échéant, informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;

- ✓ de manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;

- ✓ informer la ville de Strasbourg sous un mois à compter de leur survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;

- ✓ faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

Article 4 : Non respect des engagements de l'association
L'absence totale ou partielle du respect des exigences énumérées à l'article 3 de la présente décision d'attribution est susceptible d'entraîner :

- ✓ l'interruption de l'aide financière de la Ville,
- ✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- ✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas de survenance d'événements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 5 : Exécution
Le Directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente décision, dont copie sera adressée au Receveur des Finances de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole, 1 parc de l'Etoile, 67070 Strasbourg Cédex.

Article 6 : Dispositions diverses
En cas de litige intervenant entre les deux parties à la convention, celui-ci sera soumis à l'appréciation du juge administratif de la juridiction de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le

Le Maire

Roland RIES

CONVENTION AU TITRE

DE L'ANNEE 2018

Entre :

La ville de Strasbourg, représentée par M.Roland RIES, Maire

d'une part,

et l'association bénéficiaire dénommée : «association»

domiciliée : «Adresse» «Rue» «cp» «ville»

représentée par «genre» «prenom» «nom», «titre»

d'autre part.

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du «CM»

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention
La ville de Strasbourg s'engage à soutenir financièrement l'«association» pour la réalisation de l'investissement suivant : «Operation»

qui se déroulera aux dates suivantes : «Dates»

et dont le budget prévisionnel total s'élève à «Budget_total» €

Article 2 : Versement de la subvention
L'aide de la ville de Strasbourg à la réalisation de l'opération décrite ci-dessus s'élève à : «Montant» € («Lettres» Euros)

Cette somme sera créditée sur le compte de l'association, après signature de la présente convention, selon les procédures comptables en vigueur.

Compte N° «RIB»
ouvert auprès de : «Banque»

Article 3 : Engagements de l'association
L'association s'engage à :

a. réaliser l'investissement pour laquelle la subvention est versée ;

b. fournir un compte-rendu d'exécution de l'opération dans les trois mois suivant sa réalisation, avec la copie des factures;

c. fournir un bilan et un compte de résultat annuels avant le 31 mars de l'année suivant la réalisation de l'opération ; ces documents seront certifiés par :
   - le président de l'association
   - un commissaire aux comptes pour les associations dont l'aide publique (toutes collectivités confondues) est supérieure à 153 000 € ;

d. faciliter le contrôle, par les services de la ville de Strasbourg, de la réalisation de l'opération, notamment par le libre accès, d'une part, aux locaux de l'association, d'autre part, aux manifestations organisées, enfin aux documents administratifs et comptables ;

e. faire figurer sur tous les supports publicitaires le logo de la ville de Strasbourg qu'elle peut se procurer auprès de la direction de la Culture ;

f. faire connaître à la ville de Strasbourg, dans un délai de un mois, tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et transmettre à la Ville ses statuts actualisés.

Article 4 : Non respect des engagements de l'association
L'absence partielle ou totale du respect des obligations de l'association et, notamment, le report de l'opération, ou la substitution de cette dernière par d'autres opérations de remplacement, sans accord préalable de la Ville de Strasbourg, aura pour effet :

a. l'interruption de l'aide financière de la ville de Strasbourg ;

b. la mise à la charge de l'association du reversement total ou partiel de la subvention allouée ;

c. le refus de la part de la ville de Strasbourg d'examiner toute aide financière ultérieurement présentée par l'association.

Article 5 : **Exécution**
Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des Finances de la ville de Strasbourg et de l'Eurométropole, 1 parc de l'Etoile, 67070 Strasbourg Cedex.

Article 6 : Dispositions diverses
En cas de litige intervenant entre les deux parties à la convention, celui-ci sera soumis à l'appréciation du juge administratif de la juridiction de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le.....

Pour la ville de Strasbourg :	Pour l'association :
Roland RIES	«prenom» «nom»
Maire	«titre»

Le Maire de la Ville de Strasbourg,

Vu les articles L.1611-4 et L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du Conseil municipal du «CM»,

Vu la demande présentée par «l1»**«association»** ci-après dénommée l'association,

domiciliée : «Adresse» - «Rue» - «cp» «ville»

représentée par «genre» «prenom» «nom», «titre»

et tendant à l'octroi d'une subvention,

DECIDE

Article 1er : Objet
Une subvention d'un montant de «Montant» € («Lettres» Euros), est accordée à «l1»«association» pour la réalisation de l'investissement suivant : «Operation»

qui se déroulera aux dates suivantes: «Dates»

et dont le budget prévisionnel total s'élève à «Budget_total» €

Article 2 : Versement de la subvention
La subvention sera créditée selon les procédures comptables en vigueur :
- ✓ sur le compte de l'association n° «RIB»
  ouvert auprès de : «Banque»

Article 3 : Engagements de l'association
L'association est tenue de respecter les points suivants :
- ✓ réaliser l'investissement pour laquelle la subvention est versée ;

- ✓ fournir un compte rendu d'exécution de l'opération dans les trois mois suivant sa réalisation avec la copie des factures ;

- ✓ fournir à la ville de Strasbourg, avant le 1er mai de l'année prochaine (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), copie du rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan et un compte de résultat conformes au plan comptable général révisé, certifiés conformes par le président ou, si l'association a perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 153 000 € , par le commissaire aux comptes ;

- ✓ le cas échéant, informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;

- ✓ de manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;

- ✓ informer la ville de Strasbourg sous un mois à compter de leur survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;

- ✓ faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

Article 4 : Non respect des engagements de l'association
L'absence totale ou partielle du respect des exigences énumérées à l'article 3 de la présente décision d'attribution est susceptible d'entraîner :

- ✓ l'interruption de l'aide financière de la Ville,
- ✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- ✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas de survenance d'événements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 5 : Exécution
Le Directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente décision, dont copie sera adressée au Receveur des Finances de la ville de Strasbourg et de l'Eurométropole, 1 parc de l'Etoile, 67070 Strasbourg Cédex.

Article 6 : Dispositions diverses
En cas de litige intervenant entre les deux parties à la convention, celui-ci sera soumis à l'appréciation du juge administratif de la juridiction de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le

Le Maire

Roland RIES

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2018 - Point n°46

Attribution de subventions à des associations culturelles.

Pour	Contre	Abstention
49	0	0

BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GERNET-Jean-Baptiste, HERRMANN-Robert, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, NEFF-Annick, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SCHALCK-Elsa, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TARALL-Bornia, MENAD-Zaza, VETTER-Jean-Philippe, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, LOOS-François

47

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Attribution de subventions aux écoles de musique associatives de Strasbourg.

La pratique musicale amateur tient une place importante à Strasbourg et fait partie du quotidien de nombreux concitoyens qui partagent leur passion avec leur entourage ou avec leurs proches. Le réseau associatif des écoles de musique y contribue fortement en offrant un cadre d'exercice de la pratique amateur, centré sur l'apprentissage et sur l'épanouissement des élèves dans une pratique loisir et participant à la dynamique culturelle de la Ville, et de ses quartiers. Pour l'année scolaire 2018 – 2019, les 17 écoles de musique de Strasbourg enseignent l'art musical à près de 4 000 élèves.

Depuis plus de 40 ans, la ville de Strasbourg apporte son soutien aux écoles de musique notamment par une politique volontaire de subventionnement et d'accompagnement avec le souci de la qualité de l'enseignement, de la diversité des publics et de leur élargissement et de la prise en compte de leurs attentes dans chaque projet d'école.

La ville de Strasbourg a engagé, en 2016, en concertation avec les écoles, une réflexion sur l'évolution des relations avec les associations dans la perspective d'un véritable partenariat et d'un dialogue permanent et constructif avec la collectivité. Cette concertation a notamment porté sur une évolution du mode de calcul des subventions accordées aux écoles de musique, afin de répondre à plusieurs objectifs :

· un souci constant de maîtriser le budget dédié aux écoles de musique,
· l'exigence d'un enseignement de qualité,
· un accès à l'enseignement artistique au plus grand nombre.

Les écoles de musique bénéficieront pour l'année 2019 :

- d'une subvention dite « subvention socle » qui correspond à la participation de la Ville au fonctionnement général des écoles de musique ; elle s'appuie sur les critères objectifs permettant d'assurer une équité de traitement entre les établissements (nombre d'élèves, nombre de personnes en pratiques collectives, nombre total d'heures de cours dispensées, nombre d'heures annuelles par élève).

- d'aides aux projets pour introduire une part d'aide qualitative de plus en plus importante. Ces aides tiennent compte des orientations de la ville de Strasbourg selon trois priorités :
  - o l'école dans son territoire : actions qui contribuent aux dynamiques de territoire ;

- o l'école et les publics spécifiques : actions en direction du public éloigné ou empêché ;
- o la participation des écoles à des projets structurants portés par la ville de Strasbourg ou soutenus par elle et plus largement des projets partenariaux.

- d'aides financières pour les élèves les plus défavorisés et dont les familles sont domiciliées à Strasbourg.

Au-delà de ces trois formes de soutien financier, des avantages en nature sont également valorisés dans des conventions spécifiques comme la mise à disposition d'instruments de musique ou la mise à disposition de locaux scolaires.

La présente délibération propose le versement des subventions « socle » pour le fonctionnement général des 17 écoles de musique sur l'année 2018-2019.
Une prochaine délibération proposera le versement des aides solidaires et des aides destinées à des projets qui se dérouleront majoritairement durant la deuxième partie de l'année scolaire.

Dans le cadre des crédits inscrits au budget 2019 de la Ville, il est proposé d'allouer les subventions suivantes aux écoles de musique :

Ecole de musique	Subvention socle
ADEMSC Association pour le développement de l'école de musique Centre	114 658 €
AMC Cronenbourg Association Musicale et Culturelle de Cronenbourg	74 650 €
Association Musicale et Culturelle du Neuhof-Stockfeld	22 076 €
CSC ARES Association des Résidents de l'Esplanade de Strasbourg	97 887 €
CEMCR Centre d'Education Musicale et Culturel de la Robertsau	38 513 €
CMK Centre Musical de la Krutenau	108 961 €
CSC Elsau	26 188 €
CSC Fossé des Treize	54 196 €
CSC Hautepierre	30 113 €
CSC Koenigshoffen	50 239 €
CSC Montagne Verte	29 747 €
CSC Neudorf	69 887 €
CSC Neuhof	62 017 €
Ecole de musique de Pôle Sud	46 595 €
Ecole de musique de l'Harmonie Caecilia	21 387 €
Ecole de musique Saint Thomas	118 642 €
Le Pélican Musicien	44 113 €
Total	1 009 869 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution des subventions ci-après :

- *Au titre de l'exercice 2019 à hauteur de 1 009 869 € pour les subventions socle :*

Ecole de musique	*Subvention socle*
ADEMSC Association pour le développement de l'école de musique Centre	*114 658 €*
AMC Cronenbourg Association Musicale et Culturelle de Cronenbourg	*74 650 €*
Association Musicale et Culturelle du Neuhof-Stockfeld	*22 076 €*
CSC ARES Association des Résidents de l'Esplanade de Strasbourg	*97 887 €*
CEMCR Centre d'Education Musicale et Culturel de la Robertsau	*38 513 €*
CMK Centre Musical de la Krutenau	*108 961 €*
CSC Elsau	*26 188 €*
CSC Fossé des Treize	*54 196 €*
CSC Hautepierre	*30 113 €*
CSC Koenigshoffen	*50 239 €*
CSC Montagne Verte	*29 747 €*
CSC Neudorf	*69 887 €*
CSC Neuhof	*62 017 €*
Ecole de musique de Pôle Sud	*46 595 €*
Ecole de musique de l'Harmonie Caecilia	*21 387 €*
Ecole de musique Saint Thomas	*118 642 €*
Le Pélican Musicien	*44 113 €*
Total	*1 009 869 €*

Les crédits nécessaires, sont inscrits au budget primitif de la ville de Strasbourg sous la fonction 311, nature 6574, activité CU01B au titre de l'exercice 2019, dont le disponible est de 1 267 000 € ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières relatives à ces subventions.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral

et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

CONVENTION FINANCIERE
Exercice 2019

Entre :

La ville de Strasbourg, représentée par le Maire, M. Roland RIES

d'une part,

et «ECOLE», ci après dénommée l'association, inscrite au registre du Tribunal d'Instance de Strasbourg sous le n° «NUMERO», dont le siège est : «NOM_SIEGE», «ADRESSE_PRES», «Code_postalprésident» «Ville_président»

et dont l'objet statutaire est : «OBJET»

représentée par «DENOMPRES» «PRESIDENCE»«PRESIDENCE»«PRESIDENCE»«PRESIDENCE»«TITRE», «GENRE» «PRENOM» «NOM»

d'autre part.

Vu la délibération du Conseil municipal du 17 décembre 2018

Préambule :
La ville de Strasbourg souhaite favoriser, dans l'intérêt général, le développement de la pratique musicale de tous les publics. A cette fin, elle accorde son soutien aux 17 écoles de musique associatives depuis plus de trente ans. Ce soutien traduit la volonté de la Ville de contribuer à offrir les possibilités d'une pratique musicale en amateur centrée sur un apprentissage de qualité et un épanouissement personnel.

L'année 2018 marque la concrétisation de l'évolution du mode de financement des écoles de musique.
Cette évolution a permis notamment de définir des critères clairs et transparents d'éligibilité à l'aide municipale :

→ Des critères structurels :
- une structure publique ou associative ayant son siège social à Strasbourg
- 50 élèves minimum inscrits en cours réguliers

→ Des critères pédagogiques :
- Enseignement d'au moins 5 disciplines instrumentales dans 2 familles d'instruments, formation musicale et pratique collective inter-instrumentale ou chorale
- Présentation d'un projet pédagogique
- Présence d'un directeur-trice ou coordinateur-trice possédant une qualification musicale et salarié pour ses fonctions d'animation et de coordination

→ Des critères réglementaires :
- Respect de la législation sociale concernant les conditions d'emploi du personnel
- Application de la convention collective
- Respect des obligations statutaires (assemblées générales, conseil d'administrations, bilans et comptes de résultats…)

Le soutien de la Ville aux écoles de musique prend différentes formes :

→ la subvention socle correspond à la participation de la ville au fonctionnement général de l'école de musique. Elle est calculée selon un système à points, sur la base des éléments fournis en 2017 prenant en compte :
- le nombre d'élèves inscrits à l'école (Strasbourg et Eurométropole)
- le nombre d'élèves inscrits dans une pratique collective
- le nombre annuel d'heures de cours dispensés et d'heures de direction assurée
- le nombre annuel d'heures par élèves

→ les aides aux projets
Il s'agit d'une aide à l'évolution dans le sens d'une politique publique au service du plus grand nombre et de la prise en compte d'un meilleur service aux usagers.
Il s'agit d'un soutien ponctuel et privilégié aux projets qui répondront aux orientations de la Ville en matière de diversification des publics et de participation à la dynamisation de territoires :
- l'école de musique dans son territoire
- L'école de musique et les publics spécifiques
- Les projets partenariaux
- Les projets transdisciplinaires

→ une aide solidaire pour des publics éloignés de l'enseignement artistique.

Au-delà de ces subventions, des mises à disposition (instruments de musique, locaux) sont des avantages en nature qui traduisent un soutien fort de la Ville de Strasbourg à ce réseau d'écoles de musique.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention
L'objet de la présente convention est le versement de la subvention socle accordée pour l'exercice 2019.

Article 2 : Versement de la subvention
Au titre de l'exercice 2019, le montant pour la subvention socle est de « Montant subvention 2019 » €. Ce montant sera crédité sur le compte de l'association après signature de la présente convention, selon les procédures comptables en vigueur.

La subvention sera créditée sur le compte bancaire n° «RIB» ouvert au nom «de_l»«ASSOCIATION»

Article 3 : Engagements de l'association
En signant la présente convention, l'association s'engage à :

- ✓ respecter les critères structurels, pédagogiques et réglementaires rappelés en préambule de la présente convention

- ✓ à soumettre à l'approbation de la Ville un projet d'école conforme aux objectifs qu'elle s'est fixés ;

- ✓ utiliser les fonds octroyés conformément à son projet associatif ;

- ✓ transmettre à la Ville de Strasbourg un compte rendu d'exécution (d'activité et financier) des actions dans les quatre mois suivant la fin de l'exercice budgétaire ;

- ✓ souscrire une assurance couvrant tous risques liés à son activité ;

- ✓ ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;

- ✓ fournir à la Ville de Strasbourg, avant le 1er mai de l'année prochaine (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en Assemblée Générale, comprenant notamment un bilan et un compte de résultat conformes au plan comptable général certifiés par le président ou, si l'association a perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 150 000 €, par le Commissaire aux Comptes ;

- ✓ le cas échéant, informer la collectivité du nom du Commissaire aux Comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;

- ✓ de manière générale, faciliter le contrôle par les Services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;

- ✓ informer la ville de Strasbourg sous un mois à compter de leur survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;

- ✓ faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

Article 4 : Non-respect des engagements de l'association
L'absence totale ou partielle du respect des clauses prévues à l'article 3 de la présente convention est susceptible d'entraîner :

- ✓ l'interruption de l'aide financière de la Ville ;
- ✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués ;
- ✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas de survenance d'événements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association, la collectivité se réserve le droit de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 5 : Durée
La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2019.
Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, l'association devra renseigner un certain nombre d'éléments dans un tableau annuel d'activité transmis par la mission développement des publics.

Article 6 : Exécution
Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des Finances de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole, 1 parc de l'Etoile, 67076 Strasbourg Cedex.

Fait à Strasbourg, le

Pour la Ville de Strasbourg	Pour l'association
Roland RIES Maire	«PRENOM» «NOM» «PRESIDENCE»«TITRE»

48

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Convention entre la ville de Strasbourg et l'Œuvre Notre-Dame relative à l'attribution d'une subvention d'équilibre.

L'Œuvre de Notre-Dame est une fondation de droit local, administrée par la ville de Strasbourg dont le statut actuel est défini par l'arrêté consulaire du 3 frimaire an XII. L'article 1 de cet arrêté précise que les biens et revenus de la Fondation sont spécialement affectés à l'entretien et à la conservation de la Cathédrale Notre-Dame.

Les ressources financières de la Fondation proviennent, pour sa majeure partie des revenus de son patrimoine immobilier et foncier et de l'exploitation de la plateforme. En outre, la Fondation dispose de recettes issues des dons et legs, de la vente de produits dérivés et des opérations ciblées de mécénat.

Parallèlement à ces recettes propres, la ville de Strasbourg verse chaque année une subvention d'équilibre à la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame dont l'utilisation est encadrée par une convention financière qui stipule que l'Œuvre de Notre-Dame s'engage à utiliser les fonds octroyés conformément à l'objet social de la Fondation. La convention est annexée à cette délibération.

Les principaux projets développés pour la Cathédrale en 2019 concernent la poursuite de la restauration du Transept Sud, la restauration du portail Saint Laurent, les études préalables pour le chantier de la Tourelle Sud Est de la Haute Tour, la réhabilitation et la modernisation du circuit de la plateforme avec une rénovation importante du circuit touristique (accueil, escalier et maison des gardiens). En outre, la subvention d'équilibre versée contribuera à financer les travaux récurrents liés à l'entretien quotidien de la Cathédrale.

Le budget primitif 2019 de la Fondation affiche en section de fonctionnement des dépenses à hauteur de 3 200 000 € et des recettes à hauteur de 2 000 000 €, complétées par une subvention de la ville de Strasbourg de 1 200 000 € qui permet l'équilibre de la section.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière

après en avoir délibéré
approuve

le versement de la subvention d'équilibre à hauteur de 1 200 000 euros à la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame pour l'exercice 2019,

décide

l'imputation de la dépense de 1 200 000 euros sur la ligne FP05B 65738 OND,

autorise

le maire adjoint de la ville de Strasbourg à signer la convention.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

CONVENTION FINANCIERE

Entre :

La Ville de Strasbourg, représentée par M. Alain FONTANEL, 1er Adjoint au Maire, en charge de la Culture et du Patrimoine,

et

La Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, 3 place du Château à 67000 Strasbourg, représentée par M. Roland RIES, Maire de la Ville de Strasbourg et Administrateur de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, ci-après dénommée "la Fondation".

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention.
La Fondation a pour mission "la gestion de ses biens et revenus qui continueront à être spécialement affectés à l'entretien et à la conservation de la cathédrale de Strasbourg" (cf article 1er de l'arrêté consulaire du 3 frimaire an XII).

Afin de soutenir l'activité de la Fondation, la Ville de Strasbourg a décidé de lui octroyer une subvention d'équilibre.

Article 2 : Versement de la subvention.
La Ville de Strasbourg s'engage à verser une subvention de 1 200 000 € dont le montant a été fixé et approuvé par le Conseil municipal.

Article 3 : Engagements de la Fondation.
En signant la présente convention, la Fondation s'engage à utiliser les fonds octroyés conformément à son objet.

De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables.

Article 4 : Exécution.
Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de Strasbourg – CS 71022 – 67076 Strasbourg cedex.

Fait à Strasbourg le

Pour la Ville de Strasbourg
Par délégation

Alain FONTANEL
1er Adjoint au Maire
en charge de la culture et du Patrimoine

Pour la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame

Roland RIES
Maire de Strasbourg
Administrateur de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame

49

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Situation du Rowing Club de Strasbourg : avenant au BEA et demande de remise gracieuse.

Depuis 2013, le Rowing Club de Strasbourg – club d'aviron - est implanté au parc du Heyritz. L'association a investi plus de 3 M € pour la construction du bâtiment, réinvestissant la totalité du produit de la vente de son siège historique rue de Saales, sur un terrain appartenant à la ville de Strasbourg.

Un bail emphytéotique administratif a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 7 décembre 2009 et conclu en la forme administrative par acte authentique le 26 novembre 2010 pour une durée de 50 ans. Ce bail emphytéotique administratif autorise l'occupation du terrain et la construction du bâtiment, moyennant une redevance annuelle de 18 990 €, mise en œuvre d'un commun accord à compter de 2013, date de livraison de l'équipement.

Ce montant avait été calculé selon la formule habituelle de la collectivité, en se basant sur la valeur vénale et les principes retenus pour les associations, sans tenir compte des spécificités d'une association sportive.

En effet, pour les 220 autres clubs sportifs strasbourgeois utilisant des équipements sportifs municipaux, la charte des sports prévoit une participation de 1 €/heure pour les clubs utilisant un équipement partagé, et le paiement des charges sans redevance pour les clubs bénéficiant d'une autorisation d'occupation du domaine public à titre exclusif.

De plus, le club présente un équilibre économique relativement fragile. Il n'a certes pas d'emprunt en cours lié à la construction, mais doit faire face à des emprunts récurrents, d'une année à l'autre, afin d'assurer le renouvellement du parc de ses bateaux pour assurer la sécurité des utilisateurs et la viabilité de son offre sportive.

Ainsi, malgré ses efforts significatifs pour réduire ses charges et augmenter ses recettes, l'association n'est pas en capacité financière d'assumer le paiement d'une redevance aussi haute, qui mettrait en péril son fragile équilibre financier.

Enfin, en termes d'activité, le Rowing Club de Strasbourg, fort de ses 347 licencié(e)s, est une association sportive dynamique et une force vive au niveau de la Ville qui concourt à l'intérêt général et à la politique sportive strasbourgeoise. Depuis son installation dans

ses nouveaux locaux, le club développe de nombreuses activités, telles que « l'aviron pour tous » - initiation à l'aviron, « l'aviron – objectif santé » agrée par l'ARS, le partenariat avec la Ville dans le cadre du dispositif Sport Santé sur Ordonnance pour plus de 1 600 heures-bénéficiaires, l'école d'aviron labellisée par la Fédération française d'aviron, le partenariat avec des collèges et lycées ou encore la collaboration avec le Centre Paul Strauss et le Nouvel Hôpital Civil.

Il ressort de cette situation que le club n'a pas été en mesure de payer une redevance d'occupation d'un tel montant sans mettre en péril son équilibre économique ou le développement de ses activités.

Pour remédier à cette situation, il est proposé :

- une remise gracieuse de la dette pour les sommes déjà mises en recouvrement représentant un montant de 54 563 ,77 € (soit 2013 : 14 242,50 € ; 2015 : 20 204,26 € ; 2016 : 20 117,01 €)
- une réduction du montant de la redevance à un niveau soutenable pour le club, de 500 € par mois soit 6 000 € par an (au lieu des 18 990 €/an) via un avenant au bail, et de rendre ce montant applicable aux sommes à recouvrer à compter de la période 2017 et 2018.

Cette action permettra d'assurer la pérennité du club et la poursuite du développement de ses actions en direction des Strasbourgeois, tout en rétablissant une meilleure égalité de traitement avec les autres associations sportives, et en posant un cadre partenarial durable entre le club et la collectivité pour les prochaines décennies.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu la délibération du 7 décembre 2009 relative
au bail emphytéotique administratif initial
Vu l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la réduction de la redevance d'occupation à un montant de six mille euros (6 000 €) annuel selon les modalités fixées par l'avenant au bail emphytéotique administratif, ci-joint, et son application à compter des années 2017 et 2018 en prévoyant un échelonnement des paiements pour cette période ;

la remise gracieuse, à titre exceptionnel, pour un montant total de ***54 563,77 €*** *au bénéfice du Rowing Club de Strasbourg correspondant aux sommes déjà mises en recouvrement ;*

décide

- *l'imputation des dépenses sur le compte **67/6748/01/SJ03B** du Budget 2018 dont le montant disponible avant le présent conseil s'élève à **54 600 €** ;*

- *l'imputation des recettes sur le compte **820 / 752 / CP71G** du Budget 2018 ;*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les documents relatifs à ces opérations et notamment l'avenant au bail emphytéotique administratif du 26 novembre 2010.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

AVENANT N° 1

au bail emphytéotique administratif du 26 novembre 2010

L'an DEUX MIL DIX-……
Le

Monsieur Roland RIES, Maire de Strasbourg, soussigné,

a reçu le présent acte authentique, contenant un avenant au bail emphytéotique administratif du 26 novembre 2010,

à la requête des personnes ci-après identifiées.

IDENTIFICATION DES PARTIES

I. **LA VILLE DE STRASBOURG**, département du Bas-Rhin, ayant son siège à 67076 STRASBOURG, 1 Parc de l'Etoile,

représentée par Monsieur Alain FONTANEL, 1er Adjoint au Maire de Strasbourg,

agissant en exécution de la délibération du Conseil Municipal du 28 avril 2014, dont une ampliation est ci-après annexée,

et spécialement habilité à l'effet des présentes en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2018, dont une ampliation est également ci-après annexée.

Ci-après dénommée dans le corps de l'acte,

le BAILLEUR d'une part ;

II. **L'ASSOCIATION « ROWING CLUB DE STRASBOURG »**, ayant son siège à 67100 STRASBOURG, 9 allée Colette Besson, Parc du Heyritz,

représenté par Monsieur Bernard BURTIN,

agissant aux présentes en sa qualité de Président de l'Association, conformément aux statuts de l'association en date du 10 mars 2018.

Ci-après, dénommé dans le corps de l'acte,

le PRENEUR, d'autre part ;

EXPOSE PRÉLIMINAIRE

Par contrat en date du 26 novembre 2010, la Ville de Strasbourg a donné à bail emphytéotique administratif à l'association sportive « ROWING CLUB DE STRASBOURG » un terrain d'une contenance de 43,92 ares, composé d'une parcelle unique non bâtie au Lieudit « Vorderheyritz », en vue de la construction des nouvelles installations d'un club d'aviron sur le secteur du Heyritz à Strasbourg - Neudorf.

Le bail emphytéotique administratif a été consenti pour une durée de 50 ans, moyennant une redevance annuelle de 18 990 €. Ce montant avait été calculé selon la formule habituelle de la collectivité en se basant sur la valeur vénale du bien avec application d'une décote, et sur les principes de calcul habituellement retenus pour les associations, sans tenir compte des spécificités d'une association sportive.

Le club présente un équilibre économique relativement fragile, et doit faire face à des emprunts récurrents afin d'assurer le renouvellement du parc de ses bateaux pour assurer la sécurité des utilisateurs et la viabilité de son offre sportive. Aussi, malgré ses efforts significatifs pour réduire ses charges et augmenter ses recettes, l'association ne se déclare pas en capacité financière d'assumer le paiement d'une redevance aussi élevée, sans mettre en péril son équilibre économique ou le développement de ses activités.

Pour remédier à cette situation, il est proposé de ramener le montant de la redevance à un niveau plus soutenable pour le club de 6 000 € par an avec date d'effet du 1er janvier 2017, et de revoir les modalités de paiement.

Ceci exposé, les parties conviennent de ce qui suit :

Article 1

La clause de redevance est désormais rédigée comme suit :

Le présent bail est consenti et accepté moyennant une redevance annuelle fixe de 6 000 € (en toutes lettres six mille euros), pour la période allant du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2026.

La redevance est payable sans avertissement préalable à M. le Receveur des Finances de la Ville de Strasbourg en termes trimestriels à verser au plus tard le 1er du mois de chaque trimestre (janvier, avril, juillet, octobre), et en tout état de cause après que la Ville de Strasbourg aura fait connaître au preneur le montant de la redevance révisée.

La régularisation du paiement de la redevance due pour la période allant du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2018 (redevance fixe de 12 000 €) sera échelonnée sur huit années entre 2019 et 2026, et portera ainsi le montant de redevance contractuelle à 7 500 € par an, soit 1 875 € par trimestre durant cette période.

A partir du 1er janvier 2027 et jusqu'à échéance du bail, cette redevance de base de 6 000 € sera indexée sur l'augmentation annuelle de l'indice INSEE du coût de la construction publié trimestriellement. La révision de la redevance interviendra annuellement le 1er janvier de chaque année, et l'indice de base retenu sera celui connu au 1er décembre 2026.

Article 2

Les parties aux présentes requièrent l'enregistrement du présent avenant dont les éventuels frais sont à la charge du PRENEUR.

Article 3

Pour l'exécution du présent avenant, les parties font élection de domicile au centre administratif, 1 Parc de l'Etoile à Strasbourg.

Article 4

Toutes les autres stipulations du bail emphytéotique administratif du 26 novembre 2010 restent inchangées.

DONT ACTE rédigé en TROIS pages

Fait et passé à Strasbourg, au centre administratif de la Ville de Strasbourg,

et après lecture et approbation du présent acte, les comparants ont signé comme suit :

- Monsieur Bernard BURTIN, le
- Monsieur Alain FONTANEL, le
- Monsieur le Maire Roland RIES ayant lui-même signé le,

Bernard BURTIN	**Alain FONTANEL**	**Roland RIES**

Mention de l'Enregistrement

CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2018 - Point n°49

Situation du Rowing Club de Strasbourg : avenant au BEA et demande de remise gracieuse.

Pour	
43	**BARSEGHIAN-Jeanne, BEZZARI-Mina, BIES-Philippe, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, HERRMANN-Robert, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MAURER-Jean-Philippe, NEFF-Annick, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, SCHAETZEL-Françoise, SCHALCK-Elsa, SCHULTZ-Eric, SENET-Eric, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, MENAD-Zaza, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, LOOS-François**
Contre	
0	
Abstention	
0	

50

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Versement de subventions à diverses associations et manifestations sportives strasbourgeoises.

Dans le cadre de sa politique sportive, la ville de Strasbourg a adopté lors du Conseil municipal du 21 mars 2016 une nouvelle charte des sports. Celle-ci prévoit ainsi différents dispositifs et modalités pour soutenir les initiatives des associations sportives présentant un intérêt local (soutien à l'organisation de manifestations, soutien aux charges locatives des associations, soutien à l'acquisition de matériel…)

Au vu des dossiers réceptionnés par la Ville, il est proposé d'allouer une aide financière d'un montant total de **127 500 €** aux associations sportives ci-dessous :

1) Soutien à l'organisation de manifestations sportives

Association Sportive Strasbourg Soutien à l'organisation du la 11e édition du Tournoi international de touch rugby le 8 décembre 2018 à Strasbourg	**1 000 €**
Strasbourg Sud Handball – La Famille Soutien à l'organisation de la 6e édition du « tournoi international de Noël – jeunes » les 15 et 16 décembre 2018 à Strasbourg	**1 500 €**

2) Soutien au fonctionnement de l'Office des sports de Strasbourg

Office des Sports de Strasbourg Versement de la subvention de fonctionnement 2019 dans le cadre de la convention d'objectifs 2017/2020.	**125 000 €**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'allocation de subventions pour un montant total de ***127 500 €*** *réparti comme suit :*

- ***2 500 € sur le compte 415 / 6574 / 8057 / SJ03 B***

Aux associations sportives suivantes :

Association Sportive Strasbourg ***1 000 €***
Soutien à l'organisation du la 11ème édition du Tournoi international de touch rugby le 8 décembre 2018 à Strasbourg

Strasbourg Sud Handball – La Famille ***1 500 €***
Soutien à l'organisation de la 6ème édition du « tournoi international de Noël – jeunes » les 15 et 16 décembre 2018 à Strasbourg

- ***125 000 € sur le compte 415 / 6574 / 8068 / SJ03 B***

A l'association sportive suivante :

Office des Sports de Strasbourg ***125 000 €***
Versement de la subvention de fonctionnement 2019, dans le cadre de la convention d'objectifs 2017/2020.

décide

l'imputation des dépenses sur les lignes budgétaires

- *415 / 6574 / 8057 / SJ03 B du BP 2018 dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 2 500 €,*
- *415 / 6574 / 8068 / SJ03 B du BP 2019 sous réserve du vote des crédits ;*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

Versement de subventions à diverses associations et manifestations sportives strasbourgeoises
Conseil municipal du 17 décembre 2018

Dénomination de l'Association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant octroyé N-1
Association Sportive Strasbourg	Soutien à l'organisation de la 11e édition du tournoi de touch rugby de Noël, le 8 décembre 2018 à Strasbourg	1 200 €	1 000 €	1 000 €
Office des Sports de Strasbourg	Versement de la subvention de fonctionnement 2019, dans le cadre de la convention d'objectifs 2017/2020.	127 000 €	125 000 €	125 000 €
Strasbourg Sud Handball – la Famille	Soutien à l'organisation de la 6e édition du « tournoi international de Noël – jeunes » les 15 et 16 décembre 2018 à Strasbourg	2 000 €	1 500 €	-

51

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Versement de la subvention générale de fonctionnement 2019 aux associations sportives strasbourgeoises.

Les subventions générales de fonctionnement sont attribuées par la collectivité, dans le cadre de sa politique d'aide volontariste en faveur des acteurs du monde sportif. Elles sont déterminées annuellement en collaboration avec l'Office des sports. Cette subvention doit permettre aux clubs d'exercer leurs activités, d'organiser des manifestations, des déplacements, des formations… Le calcul de la subvention s'appuie sur les données des clubs relatives à la saison sportive précédente pour permettre un contrôle des éléments transmis.

Conformément à la Charte des sports adoptée le 21 mars 2016, les subventions de fonctionnement sont calculées en fonction de quatre critères :

- les effectifs : 5 catégories (moins de 12 ans, 12 à 18 ans, 18 à 60 ans, plus de 60 ans, dirigeants),
- le niveau de compétition : 5 niveaux (départemental, interrégional, national, international en club, international en équipe de France),
- l'encadrement sportif : 4 niveaux (Brevet professionnel, Diplôme d'Etat, Certificat de Qualification Professionnel, Brevet Fédéral, autres encadrants sportifs),
- les créneaux réservés : le volume horaire d'occupation des stades et gymnases municipaux réservés sur la saison sportive vient en déduction des 3 critères précédents, à raison de 1 €/heure réservée.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement de la subvention pour chacune des associations sportives référencée ci-dessous pour un montant total de 625 648 €

1ère Compagnie d'Arc Strasbourg	*441 €*

Académie Sportive EVAE	*1 738 €*
Activités Sportives Culturelles et de Plein Air	*8 881 €*
Aéro Club d'Alsace	*1 322 €*
Air Aile Sports Aériens	*952 €*
Allez les Filles	*138 €*
Alsatia Neuhof Stockfeld	*761 €*
Amicale des Egoutiers	*588 €*
Amicale Française des Coureurs de Fond d'Alsace	*291 €*
Amicale Sportive Elsau Tennis	*1 635 €*
Aqua Passion	*491 €*
Aquatic Club d'Alsace et de Lorraine	*7 579 €*
Arc Club de Strasbourg	*459 €*
AS Cheminots de Strasbourg	*18 490 €*
AS Electricité de Strasbourg	*11 401 €*
AS Ménora	*7 586 €*
AS Musau	*8 332 €*
AS Neudorf	*5 043 €*
AS Pierrots Vauban	*7 793 €*
AS Sourds de Strasbourg	*911 €*
AS Strasbourg Elsau Portugais	*5 320 €*
ASL Gendarmerie d'Alsace	*2 704 €*
ASL Robertsau	*27 953 €*
ASPTT Strasbourg	*73 076 €*
Association des Courses de Strasbourg Europe	*246 €*
Association Omnisports Gazelec	*3 946 €*
Association Sportive et Educative de la Cité de l'Ill	*1 999 €*
Association Sportive Strasbourg	*14 895 €*
Association Sportive Tours de Roues Energie Strasbourg	*541 €*
Association Strasbourg Handisport Passion Aventure	*943 €*
Athlé Santé Nature 67	*2 000 €*
Aviron Strasbourg 1881	*2 496 €*
Badminton Club Musau	*1 957 €*
Ballet Nautique de Strasbourg	*7 754 €*
Bischheim Strasbourg Skating	*1 696 €*
Boule Cassée	*1 354 €*
Bowling Club les Canonniers 67	*1 168 €*
Boxe Française Strasbourg	*622 €*
Budo Kaï	*559 €*
Bujinkan Niten Dojo	*270 €*
Centre d'Instruction et de Pratique du Vol à Voile de Strasbourg	*547 €*
Centre Ecole de Parachutisme d'Alsace	*4 512 €*
Cercle d'Echecs de Strasbourg	*10 168 €*
Cercle d'Escrime de Strasbourg	*3 158 €*
Cercle de Badminton de Strasbourg	*1 456 €*
Cercle de l'Aviron de Strasbourg	*1 260 €*
Cercle Nautique Ill Club	*297 €*

Cercle Sportif Meinau	*1 324 €*
Cercle Sportif Neuhof	*4 413 €*
Cercle Sportif Saint Jean Strasbourg 1852	*286 €*
Cercle Sportif Saint Michel	*3 789 €*
Cheminots Roller d'Alsace	*2 077 €*
Club Alpin Français de Strasbourg	*474 €*
Club Bouliste Strasbourgeois	*1 314 €*
Club d'Activités Corporelles Educatives et de Loisirs	*353 €*
Club d'Activités Physiques Meinau Canardière	*876 €*
Club d'Orientation Strasbourg Europe	*602 €*
Club de Quilles la République 1925	*177 €*
Club des Sports de Glace	*14 570 €*
Club Sportif de Hautepierre	*2 047 €*
Club Sportif et Artistique de la Garnison de Strasbourg	*7 231 €*
Curling Club Strasbourg Kléber	*214 €*
Ecole d'Equitation du Waldhof-Académie Equestre	*8 407 €*
Ecole de Karaté de Strasbourg	*2 981 €*
Ecole de Voile de Strasbourg	*1 908 €*
Eurométropole Strasbourg Schiltigheim Alsace Handball	*11 157 €*
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	*14 799 €*
Européenne Pétanque Esplanade	*139 €*
FC Kronenbourg Football	*6 692 €*
FC Kronenbourg Tennis	*5 561 €*
FC Montagne Verte	*385 €*
FC Olympique Strasbourg	*1 639 €*
FC Stockfeld Colombes	*3 778 €*
FC Strasbourg Koenigshoffen 06	*8 601 €*
FC Strasbourg Loisirs	*679 €*
FCO Port du Rhin	*1 081 €*
Gym Concordia Neudorf	*1 620 €*
Gymnastique Volontaire Kléber	*253 €*
Gymnastique Volontaire Sainte Aurélie	*358 €*
Hautepierre Badminton Club	*494 €*
Ill Tennis Club	*13 014 €*
INPACT – (Institut de Pratique des Arts Chinois Traditionnels)-	*106 €*
International Meinau Académie	*2 505 €*
JEHM le Sport	*1 482 €*
Joie et Santé Koenigshoffen	*12 730 €*
Judo Club de Strasbourg	*3 832 €*
Judo Club du Rhin	*1 421 €*
Judo Club Saint Etienne	*4 999 €*
Judo Netsujo Strasbourg Neudorf	*5 607 €*
Karaté Club Cronenbourg	*2 420 €*
Karaté Club de la Robertsau	*2 231 €*
Kung Fu Shaolin Vu Ba	*1 723 €*
Kyoshinkai	*440 €*

La Sportive Neuhof	*3 608 €*
Le Minotaure	*2 196 €*
Libellules Basket Club de Strasbourg	*4 614 €*
MCM Orangerie	*642 €*
Mille et Une Roues	*349 €*
Mixsage	*407 €*
Panza Gymnothèque	*6 527 €*
Pédale d'Alsace	*871 €*
Pétancairs de Neudorf	*883 €*
Pétanque Club du Polygone	*301 €*
Pétanque Club Kronenbourg	*1 105 €*
PK Stras	*1 377 €*
Plongée Aquatique Club	*578 €*
Plongeon Club de Strasbourg	*669 €*
Racing Club de Strasbourg Omnisport	*8 236 €*
Randonneurs de Strasbourg	*1 148 €*
Robertsau Contades Pétanque Club	*1 299 €*
Rowing Club de Strasbourg	*4 477 €*
Rugby Club de Strasbourg	*8 017 €*
Saint Joseph Strasbourg	*7 485 €*
Ski Montagne AGR	*665 €*
Skieurs de Strasbourg	*2 745 €*
Société Athlétique Koenigshoffen	*896 €*
Société de Gymnastique Cronenbourg	*2 297 €*
Société de Gymnastique et de Sports La Fraternelle	*3 463 €*
Société de Gymnastique et de Sports la Strasbourgeoise	*13 962 €*
Société de Gymnastique la Concorde Robertsau	*5 325 €*
Société de Gymnastique Union Koenigshoffen	*1 580 €*
Société de Tir de Strasbourg	*6 131 €*
Société Ouvrière de Gymnastique et de Sports l'Avenir Strasbourg	*1 818 €*
Société Ouvrière des Arts et Sports Robertsau	*1 110 €*
Sport Nautique de l'Ill	*242 €*
Sport Union XV	*4 545 €*
Sporting Club Red Star	*3 202 €*
Sporting Club du Gaz de Strasbourg	*1 105 €*
Sporting Strasbourg Futsal	*175 €*
Sports et Loisirs Constantia	*3 399 €*
Strasbourg Eaux Vives	*10 647 €*
Strasbourg GRS	*2 896 €*
Strasbourg Roller Vitesse	*342 €*
Strasbourg Sud Handball – la Famille	*2 928 €*
Strasbourg Thaï Boxing	*1 515 €*
Strasbourg Université Club	*27 000 €*
Strasbourg Volley-Ball	*3 872 €*
Strascross	*2 163 €*
Taekwondo Strasbourg	*915 €*

Team Strasbourg SNS-ASPTT-PCS	*10 259 €*
Tennis Club de Strasbourg	*15 673 €*
Tennis Club Europe	*1 430 €*
Tennis Club Meinau	*6 123 €*
Touring Plongée Strasbourg	*950 €*
Union de Tourisme de Cronenbourg	*1 377 €*
Union Sportive Egalitaire	*4 599 €*
Union Sportive Ouvrière Liberté Strasbourg	*491 €*
Union Sportive Police Urbaine	*1 283 €*
Union Touristique Aurora Robertsau 1937	*562 €*
Union Touristique Aurora Strasbourg	*316 €*
Union Touristique Montagne Verte	*368 €*
Union Touristique Ouvrière Strasbourg	*171 €*
Vosges Trotters Strasbourg	*254 €*
W-Fight	*382 €*
X-Strikes	*614 €*
Yacht Club de Strasbourg	*551 €*

décide

l'imputation des dépenses sur la ligne budgétaire SJ03B 6574/415/8058 (sous réserve du vote des crédits au Budget primitif 2019 de la ville de Strasbourg)

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

Versement des subventions de fonctionnement 2019
aux associations sportives strasbourgeoises

Conseil municipal du 17 décembre 2018

Dispositif délibéré

Association Sportive	Montant proposé subvention 2019	Montant année n-1
1ère Compagnie d'Arc Strasbourg	441 €	1 211 €
Académie Sportive Evae	1 738 €	1 284 €
Activités Sportives Culturelles et de Plein Air	8 881 €	9 060 €
Aéro Club d'Alsace	1 322 €	1 406 €
Air Aile Sports Aériens	952 €	1 097 €
Allez les Filles	138 €	193 €
Alsatia Neuhof Stockfeld	761 €	1 836 €
Amicale des Egoutiers	588 €	724 €
Amicale Française des Coureurs de Fond d'Alsace	291 €	388 €
Amicale Sportive Elsau Tennis	1 635 €	1 650 €
Aqua Passion	491 €	443 €
Aquatic Club d'Alsace et de Lorraine	7 579 €	7 734 €
Arc Club de Strasbourg	459 €	753 €
AS Cheminots de Strasbourg	18 490 €	17 776 €
AS Electricité de Strasbourg	11 401 €	17 432 €
AS Ménora	7 586 €	8 855 €
AS Musau	8 332 €	8 358 €
AS Neudorf	5 043 €	6 511 €
AS Pierrots Vauban	7 793 €	5 972 €
AS Sourds Strasbourg	911 €	1 391 €
AS Strasbourg Elsau Portugais	5 320 €	5 598 €
ASL Gendarmerie d'Alsace	2 704 €	2 218 €
ASL Robertsau	27 953 €	29 615 €
ASPTT Strasbourg	73 076 €	58 541 €
Association des Courses de Strasbourg Europe	246 €	212 €
Association Omnisports Gazelec	3 946 €	4 586 €
Association Sportive et Educative de la Cité de l'Ill	1 999 €	2 859 €
Association Sportive Strasbourg	14 895 €	15 932 €
Association Sportive Tour de Roues Energie Strasbourg	541 €	441 €
Association Strasbourg Handisport Passion Aventure	943 €	1 210 €
Athlé Santé Nature 67	2 000 €	2 000 €
Aviron Strasbourg 1881	2 496 €	2 909 €
Badminton Club Musau	1 957 €	2 149 €
Ballet Nautique de Strasbourg	7 754 €	7 945 €
Bischheim Strasbourg Skating	1 696 €	1 496 €
Boule Cassée	1 354 €	866 €
Bowling Club les Canonniers 67	1 168 €	1 126 €
Boxe Française Strasbourg	622 €	564 €

Budo Kaï	559 €	464 €
Bujinkan Niten Dojo	270 €	381 €
Centre d'Instruction et de Pratique du Vol à Voile de Strasbourg	547 €	577 €
Centre Ecole de Parachutisme d'Alsace	4 512 €	4 209 €
Cercle d'Echecs de Strasbourg	10 168 €	11 032 €
Cercle d'Escrime de Strasbourg	3 158 €	4 315 €
Cercle de Badminton de Strasbourg	1 456 €	1 593 €
Cercle de l'Aviron de Strasbourg	1 260 €	1 682 €
Cercle Nautique Ill Club	297 €	273 €
Cercle Sportif Meinau	1 324 €	1 509 €
Cercle Sportif Neuhof	4 413 €	4 337 €
Cercle Sportif Saint Jean Strasbourg 1852	286 €	521 €
Cercle Sportif Saint Michel	3 789 €	3 520 €
Cheminots Roller d'Alsace	2 077 €	2 253 €
Club Alpin Français de Strasbourg	474 €	421 €
Club Bouliste Strasbourgeois	1 314 €	1 203 €
Club d'Activités Corporelles Educatives et de Loisirs	353 €	285 €
Club d'Activités Physiques Meinau Canardière	876 €	1 263 €
Club d'Orientation Strasbourg Europe	602 €	740 €
Club de Quilles la République 1925	177 €	160 €
Club des Sports de Glace	14 570 €	14 965 €
Club Sportif de Hautepierre	2 047 €	1 824 €
Club Sportif et Artistique de la Garnison de Strasbourg	7 231 €	7 076 €
Curling Club Strasbourg Kléber	214 €	423 €
Ecole d'Equitation du Waldhof –Académie Equestre	8 407 €	9 314 €
Ecole de Karaté de Strasbourg	2 981 €	2 867 €
Ecole de Voile de Strasbourg	1 908 €	1 796 €
Eurométropole Strasbourg Schiltigheim Alsace Handball	11 157 €	10 059 €
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	14 799 €	14 734 €
Européenne Pétanque Esplanade	139 €	191 €
FC Kronenbourg Football	6 692 €	5 206 €
FC Kronenbourg Tennis	5 561 €	6 272 €
FC Montagne Verte	385 €	1 909 €
FC Olympique Strasbourg	1 639 €	1 630 €
FC Stockfeld Colombes	3 778 €	1 594 €
FC Strasbourg Koenigshoffen 06	8 601 €	8 724 €
FC Strasbourg Loisirs	679 €	513 €
FCO Port du Rhin	1 081 €	853 €
Gym Concordia Neudorf	1 620 €	1 271 €
Gymnastique Volontaire Kléber	253 €	261 €
Gymnastique Volontaire Sainte Aurélie	358 €	343 €
Hautepierre Badminton Club	494 €	345 €
Ill Tennis Club	13 014 €	13 872 €
INPACT (Institut de Pratique des Arts Chinois Traditionnels)	106 €	232 €
International Meinau Académie	2 505 €	-
JEHM le Sport	1 482 €	1 655 €
Joie et Santé Koenigshoffen	12 730 €	12 411 €
Judo Club de Strasbourg	3 832 €	4 294 €
Judo Club du Rhin	1 421 €	1 349 €
Judo Club Saint Etienne	4 999 €	5 525 €

Judo Netsujo Strasbourg Neudorf	5 607 €	4 813 €
Karaté Club Cronenbourg	2 420 €	2 186 €
Karaté Club de la Robertsau	2 231 €	2 238 €
Kung Fu Shaolin Vu Ba	1 723 €	1 544 €
Kyoshinkai	440 €	504 €
La Sportive Neuhof	3 608 €	2 731 €
Le Minotaure	2 196 €	2 753 €
Libellules Basket Club de Strasbourg	4 614 €	4 391 €
MCM Orangerie	642 €	704 €
Mille et Une Roues	349 €	386 €
Mixsage	407 €	1 263 €
Panza Gymnothèque	6 527 €	6 958 €
Pédale d'Alsace	871 €	1 008 €
Pétancairs de Neudorf	883 €	-
Pétanque Club du Polygone	301 €	480 €
Pétanque Club Kronenbourg	1 105 €	1 069 €
PK Stras	1 377 €	1 008 €
Plongée Aquatique Club	578 €	691 €
Plongeon Club de Strasbourg	669 €	963 €
Racing Club de Strasbourg Omnisport	8 236 €	7 451 €
Randonneurs de Strasbourg	1 148 €	1 284 €
Robertsau Contades Pétanque Club	1 299 €	971 €
Rowing Club de Strasbourg	4 477 €	4 663 €
Rugby Club de Strasbourg	8 017 €	7 270 €
Saint Joseph Strasbourg	7 485 €	7 857 €
Ski Montagne AGR	665 €	524 €
Skieurs de Strasbourg	2 745 €	2 620 €
Société Athlétique Koenigshoffen	896 €	1 431 €
Société de Gymnastique Cronenbourg	2 297 €	2 034 €
Société de Gymnastique et de Sports La Fraternelle	3 463 €	2 564 €
Société de Gymnastique et de Sports la Strasbourgeoise	13 962 €	15 038 €
Société de Gymnastique la Concorde Robertsau	5 325 €	5 590 €
Société de Gymnastique Union Koenigshoffen	1 580 €	1 274 €
Société de Tir de Strasbourg	6 131 €	5 955 €
Société Ouvrière de Gymnastique et de Sports l'Avenir Strasbourg	1 818 €	2 034 €
Société Ouvrière des Arts et Sports Robertsau	1 110 €	1 479 €
Sport Nautique de l'Ill	242 €	285 €
Sport Union XV	4 545 €	5 323 €
Sporting Club Red Star	3 202 €	3 209 €
Sporting Club Gaz de Strasbourg	1 105 €	1 834 €
Sporting Strasbourg Futsal	175 €	173 €
Sports et Loisirs Constantia	3 399 €	3 206 €
Strasbourg Eaux Vives	10 647 €	9 716 €
Strasbourg GRS	2 896 €	3 162 €
Strasbourg Roller Vitesse	342 €	353 €
Strasbourg Sud Handball- La Famille	2 928 €	3 704 €
Strasbourg Thaï Boxing	1 515 €	1 523 €
Strasbourg Université Club	27 000 €	28 329 €
Strasbourg Volley-Ball	3 872 €	2 980 €
Strascross	2 163 €	2 854 €
Taekwondo Strasbourg	915 €	749 €

Team Strasbourg SNS-ASPTT-PCS	10 259 €	8 258 €
Tennis Club de Strasbourg	15 673 €	16 975 €
Tennis Club Europe	1 430 €	1 556 €
Tennis Club Meinau	6 123 €	5 894 €
Touring Plongée Strasbourg	950 €	1 004 €
Union de Tourisme de Cronenbourg	1 377 €	1 237 €
Union Sportive Egalitaire	4 599 €	4 218 €
Union Sportive Ouvrière Liberté Strasbourg	491 €	585 €
Union Sportive Police Urbaine	1 283 €	833 €
Union Touristique Aurora Robertsau 1937	562 €	277 €
Union Touristique Aurora Strasbourg	316 €	-
Union Touristique Montagne Verte	368 €	569 €
Union Touristique Ouvrière Strasbourg	171 €	667 €
Vosges Trotters Strasbourg	254 €	313 €
W Fight	382 €	882 €
X-Strikes	614 €	870 €
Yacht Club Strasbourg	551 €	675 €

52

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Versement de subventions dans le cadre du dispositif des bourses d'aide à la pratique sportive.

La pratique sportive a un rôle majeur à jouer dans le cadre de l'éducation à la citoyenneté. Néanmoins, la pratique sportive à elle seule ne suffit pas à jouer ce rôle. Les clubs doivent ainsi se structurer et former leurs intervenants, pour que la pratique sportive soit l'occasion de l'apprentissage des valeurs et comportements citoyens. Le coût de la pratique sportive a également été identifié comme un frein à l'inscription des jeunes dans les clubs sportifs.

La délibération du 21 mars 2016 portant évolution de la politique sportive par un partenariat renouvelé avec les associations a initié des nouvelles modalités de l'action municipale, parmi lesquelles la création d'une bourse d'aide à la licence sportive. Cette aide a pour objectif principal de lever l'obstacle économique pour les habitants en Quartier prioritaire de la politique de la Ville afin de rendre le sport accessible à une majorité de jeunes Strasbourgeois-es de moins de 18 ans. Attribuée en fonction des revenus familiaux et du lieu de résidence, elle permet à son/sa bénéficiaire d'obtenir un allègement des frais d'adhésion à une association sportive strasbourgeoise partenaire.

De plus, les associations partenaires s'engagent par convention à former leurs encadrants aux valeurs de la République et organiser des actions citoyennes.

Le dispositif a pris toute son envergure pour la saison sportive 2018/2019, avec un élargissement à l'ensemble des Quartiers Politique de la ville de Strasbourg.

Actuellement, 39 associations sportives, représentant 34 disciplines différentes, se sont portées volontaires et ont obtenu la labellisation partenariale, et accueillent les bénéficiaires de la bourse d'aide à la licence sportive.

Le financement de la pratique forme désormais la pierre angulaire d'un dispositif sport citoyen plus global, construit autour de l'accompagnement des acteurs, du renforcement humain et de l'accès au sport. Le projet a fait l'objet d'un soutien financier de 40 000 € de l'Etat au titre des Contrats de Ville.

Rappel des modalités pratiques saison 2018-2019

Les critères d'éligibilité des bénéficiaires pour la saison 2018-2019 :

- habiter un quartier prioritaire politique de la ville de Strasbourg et être âgé-e de moins de 18 ans (au 1er janvier de l'année en cours),
- être (ou les parents) non imposable, avec un quotient familial inférieur ou égal à 720 €,
- s'inscrire dans un club sportif strasbourgeois partenaire, labellisé sport citoyen.

La mécanique du dispositif :

1. Sur présentation de l'attestation délivrée par le service Vie sportive, les bénéficiaires du dispositif obtiennent une remise de 80 € immédiate sur le montant de la cotisation et de la licence, lors de son inscription dans un club sportif partenaire.
2. Les associations reçoivent une subvention de 100 € par jeune bénéficiaire accueilli.

Pour la saison 2018/2019, 150 bénéficiaires ont déjà été soutenus. La présente délibération vise ainsi à financer une seconde partie des bénéficiaires du dispositif, soit 436 nouveaux inscrits. Il est dès lors proposé d'allouer une aide financière **d'un montant total de 43 600 €** aux associations sportives ci-dessous :

Associations	Disciplines	Nombre de bénéficiaires	Subvention proposée
AS Strasbourg Elsau Portugais	Football	15	1 500 €
ASPTT Strasbourg	Football – taekwondo Judo – tennis	35	3 500 €
Cercle Sportif Meinau	Gymnastique	9	900 €
Cercle Sportif Neuhof	Football	36	3 600 €
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	Taekwondo	146	14 600 €
FC Egalité	Football	8	800 €
FC Strasbourg Koenigshoffen 06	Football	7	700 €
Hapkido System	Hapkido	5	500 €
Hautepierre Badminton Club	Badminton	4	400 €
International Meinau Académie	Football	35	3 500 €
Joie et Santé Koenigshoffen	Lutte – boxe	51	5 100 €
Karaté Club de Cronenbourg	Karaté	3	300 €
New Boxing Strasbourg	Boxe thaï	3	300 €
Racing Club de Strasbourg Omnisport	Athlétisme – Karaté	31	3 100 €
Société Athlétique Koenigshoffen	Karaté – lutte	25	2 500 €
Société de Natation Strasbourg	Natation	8	800 €

Strasbourg G.R.S.	Gymnastique rythmique et sportive	4	400 €
Strasbourg Thaï Boxing	Boxe thaï	4	400 €
Tennis Club Meinau	Tennis	7	700 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement, au titre du dispositif d'aide à la licence sportive, d'une subvention pour chacune des associations sportives référencées ci- dessous pour un montant total de 43 600 €

Associations	***Disciplines***	***Nombre de bénéficiaires***	***Subvention proposée***
AS Strasbourg Elsau Portugais	*Football*	*15*	*1 500 €*
ASPTT Strasbourg	*Football – taekwondo Judo – tennis*	*35*	*3 500 €*
Cercle Sportif Meinau	*Gymnastique*	*9*	*900 €*
Cercle Sportif Neuhof	*Football*	*36*	*3 600 €*
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	*Taekwondo*	*146*	*14 600 €*
FC Egalité	*Football*	*8*	*800 €*
FC Strasbourg Koenigshoffen 06	*Football*	*7*	*700 €*
Hapkido System	*Hapkido*	*5*	*500 €*
Hautepierre Badminton Club	*Badminton*	*4*	*400 €*
International Meinau Académie	*Football*	*35*	*3 500 €*
Joie et Santé Koenigshoffen	*Lutte – boxe*	*51*	*5 100 €*
Karaté Club de Cronenbourg	*Karaté*	*3*	*300 €*
New Boxing Strasbourg	*Boxe thaï*	*3*	*300 €*
Racing Club de Strasbourg Omnisport	*Athlétisme – Karaté*	*31*	*3 100 €*
Société Athlétique Koenigshoffen	*Karaté – lutte*	*25*	*2 500 €*

Société de Natation Strasbourg	*Natation*	*8*	*800 €*
Strasbourg G.R.S.	*Gymnastique rythmique et sportive*	*4*	*400 €*
Strasbourg Thaï Boxing	*Boxe thaï*	*4*	*400 €*
Tennis Club Meinau	*Tennis*	*7*	*700 €*

décide

- *l'imputation d'un montant de 29 000 € sur le compte 415 / 6574 / 8092 / SJ03 B du Budget Primitif 2018 dont le montant disponible avant le présent conseil s'élève à 30 000 € ;*

- *l'imputation d'un montant de 14 600 € sur le compte 415 / 6574 / 8092 / SJ03 B du Budget Primitif 2019 sous réserve du vote des crédits ;*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

Conseil municipal du 17 décembre 2018

Subventions Bourses d'aide à la pratique sportive

2e versement saison sportive 2018/2019

Associations	Disciplines	Nombre de bénéficiaires	Subvention proposée	Montant total versé saison sportive 2017/2018
ASPTT Strasbourg	Football- taekwondo-judo-tennis	35	3 500 €	300 €
AS Strasbourg Elsau Portugais	Football	15	1 500 €	-
Cercle Sportif Meinau	Gymnastique	9	900 €	3 600 €
Cercle Sportif Neuhof	Football	36	3 600 €	5 200 €
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	Taekwondo	146	14 600 €	10 200 €
FC Egalité	Football	8	800 €	140 €
FC Strasbourg Koenigshoffen 06	Football	7	700 €	-
Hapkido System	Hapkido	5	500 €	-
Hautepierre Badminton Club	Badminton	4	400 €	600 €
International Meinau Académie	Football	35	3 500 €	300 €
Joie et Santé Koenigshoffen	Lutte – boxe	51	5 100 €	-
Karaté Club Cronenbourg	Karaté	3	300 €	-
New Boxing Strasbourg	Boxe thaï	3	300 €	700 €
Racing Club de Strasbourg Omnisport	Athlétisme, karaté	31	3 100 €	6 800 €
Société Athlétique Koenigshoffen	Karaté – lutte	25	2 500 €	-
Société de Natation Strasbourg	Natation	8	800 €	1 900 €
Strasbourg G.R.S.	Gymnastique rythmique	4	400 €	300 €
Strasbourg Thaï Boxing	Boxe thaï	4	400 €	2 000 €
Tennis Club Meinau	Tennis	7	700 €	100 €

53

Délibération au Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018

Sports de haut niveau collectifs. Versement du solde des subventions au titre de la saison sportive 2018/2019.

Dans le cadre de sa politique sportive de haut niveau, la Ville encourage les clubs à accéder et à évoluer au plus haut niveau. En effet, le sport de haut niveau contribue à l'animation ainsi qu'au dynamisme de la cité, constitue un modèle à suivre pour la jeunesse, et permet le développement des disciplines sportives sur l'ensemble du territoire.

Dans cette perspective, le Conseil municipal a approuvé, lors de la séance du 25 juin 2018, le versement d'acomptes de subventions à un certain nombre de clubs strasbourgeois, dans le cadre de leurs activités de haut niveau, au titre de la saison sportive 2018/2019.

Conformément à la Charte des sports adoptée le 21 mars 2016, un référentiel a été mis en place pour les clubs « Elite » (relevant d'une ligue professionnelle et/ou du 1er niveau fédéral dans les disciplines retenues par la ville de Strasbourg), portant sur :

- **Rayonnement du club et de la discipline** (impact médiatique, image, spectateurs)
- **Niveau d'évolution de l'équipe phare du club** (position dans la hiérarchie de la discipline et difficulté d'accession)
- **Déplacements** (kilomètres parcourus en phase régulière)
- **Financement du club** (évolution des recettes propres, moyens)

Pour les clubs « Tremplin » évoluant au 2e et 3e niveau fédéral, des subventions forfaitaires pourront être attribuées le cas échéant.

Le versement du solde des subventions pour l'Etoile Noire et le SEHB, clubs constitués en société, se fait dans le cadre des conventions d'actions sociales délibérées lors du Conseil municipal du 24 septembre 2018, complétées par les avenants présentés en annexe de la présente délibération.

Il vous est ainsi proposé d'approuver le versement des soldes de ces subventions, dont le montant total de 564 000 € est réparti comme suit :

ASPTT Strasbourg soutien aux activités de handball féminin => N1 : 26 000 € (total subvention 2018/2019 : 57 000 €) soutien aux activités de badminton => Top 12 : 19 000 €	45 000 €

(total subvention 2018/2019 : 28 000 €)	
Association Strasbourg Handisport Passion Aventure soutien aux activités de handibasket => Nat B (total subvention 2018/2019 : 25 000 €)	12 500 €
Etoile Noire soutien aux activités de hockey/glace masculin => Ligue Magnus (total subvention 2018/2019 : 295 000 €)	137 500 €
Eurométropole Strasbourg Schiltigheim Alsace Handball (ESSAHB) soutien aux activités de handball féminin => N2 (total subvention 2018/2019 : 5 000 €)	5 000 €
Neuhof Futsal soutien aux activités de futsal => D2 (total subvention 2018/2019 : 5 000 €)	2 500 €
Rugby Club de Strasbourg soutien aux activités de rugby masculin => Fédéral 2 (total subvention 2018/2019 : 224 000 €)	97 000 €
Strasbourg Eurométropole Handball (SEHB) soutien aux activités de handball masculin => D2 (total subvention 2018/2019 : 250 000 €)	120 000 €
Strasbourg Université Club soutien aux activités de volley-ball féminin N2 : 6 000 € (total subvention 2018/2019 : 12 000 €) soutien aux activités de volley-ball masculin N2 : 9 500 € (total subvention 2017/2018 : 12 000 €)	15 500 €
Strasbourg Volley-Ball soutien aux activités de volley-ball masculin => N2 (total subvention 2018/2019 : 45 000 €)	33 000 €
Team Strasbourg SNS-ASPTT-PCS soutien aux activités de water-polo masculin => pro A (total subvention 2018/2019 : 200 000 €)	96 000 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement du solde de subventions dans le cadre des activités de haut niveau amateur (sports collectifs) pour un montant total de 564 000 €, au titre de la saison sportive 2018/2019, aux associations sportives suivantes :

ASPTT Strasbourg *soutien aux activités de handball féminin => N1 : 26 000 €* *(total subvention 2018/2019 : 57 000 €)* *soutien aux activités de badminton => Top 12 : 19 000 €* *(total subvention 2018/2019 : 28 000 €)*	*45 000 €*
Association Strasbourg Handisport Passion Aventure *soutien aux activités de handibasket => Nat B* *(total subvention 2018/2019 : 25 000 €)*	*12 500 €*
Etoile Noire *soutien aux activités de hockey/glace masculin => Ligue Magnus* *(total subvention 2018/2019 : 295 000 €)*	*137 500 €*
Eurométropole Strasbourg Schiltigheim Alsace Handball (ESSAHB) *soutien aux activités de handball féminin => N2* *(total subvention 2018/2019 : 5 000 €)*	*5 000 €*
Neuhof Futsal *soutien aux activités de futsal => D2* *(total subvention 2018/2019 : 5 000 €)*	*2 500 €*
Rugby Club de Strasbourg *soutien aux activités de rugby masculin => Fédéral 2* *(total subvention 2018/2019 : 224 000 €)*	*97 000 €*
Strasbourg Eurométropole Handball (SEHB) *soutien aux activités de handball masculin => D2* *(total subvention 2018/2019 : 250 000 €)*	*120 000 €*
Strasbourg Université Club *soutien aux activités de volley-ball féminin N2 : 6 000 €* *(total subvention 2018/2019 : 12 000 €)* *soutien aux activités de volley-ball masculin N2 : 9 500 €* *(total subvention 2017/2018 : 12 000 €)*	*15 500 €*
Strasbourg Volley-Ball *soutien aux activités de volley-ball masculin => N2* *(total subvention 2018/2019 : 45 000 €)*	*33 000 €*
Team Strasbourg SNS-ASPTT-PCS *soutien aux activités de water-polo masculin => pro A* *(total subvention 2018/2019 : 200 000 €)*	*96 000 €*

les avenants aux conventions d'actions sociales 2018-2019 des SAS SEHB et Etoile Noire annexés au présent rapport,

décide

l'imputation de cette dépense sur la ligne budgétaire 40 / 6574 / 8060 / SJ03C du Budget primitif 2019 dont le montant avant le présent Conseil s'élève à 1 236 800 €,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 17 décembre 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 20 décembre 2018

TABLEAU RECAPITULATIF
Versement des soldes de subventions aux clubs Elite et Tremplin

Saison sportive 2018/2019

Le montant total de ces soldes s'élève à la somme de **564 000** €.

Dénomination de l'association	acompte saison 2018/2019	solde saison 2018/2019	Montant total saison 2018/2019	*Rappel montant saison 2017/2018*
ASPTT soutien aux activités de handball féminin N1 Soutien aux activités de badminton Top 12	 31 000 € 9 000 €	 26 000 € 19 000 €	 57 000 € 28 000 €	 *62 000 €* *18 500 €*
Association Strasbourg Handisport Passion Aventure soutien aux activités de handibasket Nat B	12 500 €	12 500 €	25 000 €	*25 000 €*
Etoile Noire soutien aux activités de hockey/glace Ligue Magnus	157 500 €	137 500 €	295 000 €	*265 000 €*
Eurométropole Strasbourg Schiltigheim Alsace Handball (ESSAHB) soutien aux activités de handball féminin N2	0 €	5 000 €	5 000 €	*12 000 €*
Neuhof Futsal Soutien aux activités de futsal D2	2 500 €	2 500 €	5 000 €	*5 000 €*
Rugby Club de Strasbourg soutien aux activités de rugby masculin Fédéral 2	127 000 €	97 000 €	224 000 €	*234 000 €*
Strasbourg Eurométropole Handball (SEHB) Soutien aux activités de handball masculin D2	130 000 €	120 000 €	250 000 €	*180 000 €*
Strasbourg Université Club soutien aux activités de volley-ball masculin N2 soutien aux activités de volley-ball féminin N2	 2 500 € 6 000 €	 9 500 € 6 000 €	 12 000 € 12 000 €	 *12 000 €* *12 000 €*
Strasbourg Volley-Ball soutien aux activités de volley-ball masculin N2	12 000 €	33 000 €	45 000 €	*123 000 €*
Team Strasbourg SNS-ASPTT-PCS soutien aux activités de water polo pro A	104 000 €	96 000 €	200 000 €	*178 000 €*

Avenant n°1 à la convention financière d'action sociale de l'Etoile Noire pour la saison 2018-2019

IL EST CONVENU ENTRE

LA VILLE DE STRASBOURG
représentée par M. Roland RIES, le Maire

Et

LA SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE ETOILE NOIRE
(dénommée la SAS Etoile Noire ci-après)
dont le siège est sis 5 Avenue de la Paix - 67100 STRASBOURG

représentée par M. Jean-Paul HOHNADEL, le Président

Vu la délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2018

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er : Objet de la convention

Les articles 3, 4 et 5 de la convention sont modifiés de la façon suivante :

Article 3. Engagements de la Ville

La Ville s'engage à verser à la SAS Etoile Noire une subvention d'un montant total de 295 000 € TTC (Deux cent quatre-vingt-quinze mille euros toutes taxes comprises), pour la réalisation des actions visées à l'article 4 du présent document, au titre de la saison sportive 2018-2019.

Article 4. Obligations de la SAS Etoile Noire

Dans le cadre de l'aide financière allouée, la SAS Etoile Noire s'oblige à effectuer les actions sociales suivantes :

CHAPITRE I – ACTIONS D'INTERET GENERAL

I) Rencontre avec les joueurs de l'équipe « 1 »

Organisation d'une séance de dédicaces et d'échange pour tout public, avec l'ensemble de l'effectif de l'équipe et le staff technique samedi 1er septembre 2018 sur la place Kleber pendant la Rentrée des Sports.

La valorisation de cette mission s'élève à 26 000 €
Montant alloué : ..... 20 000 € TTC
Participation des joueurs à la manifestation « Evadez-vous au Parc des Sports !, un rendez-vous sport-citoyen » ainsi qu'à l'inauguration du nouveau terrain synthétique du centre sportif de Hautepierre samedi 15 septembre 2018

La valorisation de cette mission s'élève à 8 000 €
Montant alloué : ..... 6 000 € TTC

II) Actions envers les titulaires de la carte du bénévole

La SAS Etoile Noire accueillera lors de chaque rencontre disputée à domicile, dans le cadre du Championnat de la Ligue Magnus, 50 titulaires maximum de la carte du bénévole sportif strasbourgeois.
La valorisation de cette mission s'élève à 18 000 €
Montant alloué : ..... 14 000 € TTC

Les joueurs de l'Etoile Noire participeront à 2 visites culturelles des musées avec les bénévoles sportifs strasbourgeois. Les visites se dérouleront durant les trêves IIHF (International Ice Hockey Fédération)
La valorisation de cette mission s'élève à 12 000 €
Montant alloué : ..... ……..9 000 € TTC

III) Animations lors de séances grand public

Lors de 6 séances publiques de patinage, le club organise une activité découverte (mise en place, gestion des groupes, animations…). Les séances seront programmées pendant les trêves IIHF.

La valorisation de cette mission s'élève à 110 000 €
Montant alloué : ..... 85 500 € TTC

IV) Rencontres/animations avec les jeunes des centres sociaux-culturels, collèges et organismes de formation

Présentation d'un parcours de sportif de haut-niveau, débat et initiation lors de 4 séances en fin de saison sportive avec les joueurs pour des collégiens (mise en place, gestion des groupes, animations…).
La valorisation de cette mission s'élève à 80 000 €
Montant alloué : . ……60 000 € TTC

Présentation d'un parcours de sportif de haut-niveau, débat et invitation à un match à domicile pour les étudiants de l'EPIDE.
La valorisation de cette mission s'élève à 15 000 €
Montant alloué : . …….10 500 € TTC

V) Action dans le cadre de « Strasbourg aime ses étudiants »

La SAS Etoile Noire accueillera 200 étudiants lors de 3 rencontres de Ligue Magnus à domicile. Le coup d'envoi du match sera donné par un étudiant et des annonces micro présenteront le partenariat.

Le coût prévisionnel de cette action est estimé à 30 000 €
Montant affecté : .....22 000 € TTC

VI) Match des « solidarités »

La SAS Etoile Noire accueillera 200 personnes bénéficiaires de l'action sociale de la collectivité lors de 2 rencontres placées sur le thème des solidarités. Le coup d'envoi du match sera donné par un bénéficiaire et des annonces micro présenteront le partenariat

La valorisation de cette mission s'élève à 20 000 €
Montant affecté : ..... 15 000 € TTC

VII) Lutte contre le cancer du sein

Dans le cadre du mois d'octobre rose et des actions d'information sur le dépistage précoce du cancer du sein, une large sensibilisation sur ce thème est mis en place lors d'une rencontre disputée à domicile. Les joueurs porteront un ruban rose et des rubans roses seront distribués aux spectateurs. Des bénéficiaires d'organismes de lutte contre le cancer du sein seront invités et des annonces au micro présenteront le partenariat.

La valorisation de cette mission s'élève à 10 000 €
Montant de la somme allouée : ..... 7 500 € TTC

VIII) Action envers les personnes en situation de handicap

La SAS Etoile Noire accueillera une délégation de personnes en situation de handicap (moteur et/ou mental) lors d'une rencontre de Ligue Magnus à domicile. Le coup d'envoi du match sera donné par un bénéficiaire et des annonces micro présenteront le partenariat.

Le coût prévisionnel de cette action est estimé à 10 000 €
Montant affecté : .....7 500 € TTC

IX) Action envers les personnes en milieu carcéral

La SAS Etoile Noire interviendra auprès de détenus de la prison de l'Elsau afin de faire découvrir le hockey et transmettre les valeurs citoyennes de ce sport (respect, volonté,

contrôle de soi, esprit d'équipe, règles collectives…), dans un but de réinsertion et de prévention primaire de la radicalisation.

Le coût prévisionnel de cette action est estimé à 13 000 €
Montant affecté : .....10 000 € TTC

CHAPITRE II – ACTIONS DE PROMOTION DU FAIR-PLAY

Ces actions sont destinées à sensibiliser le public et les joueurs à la lutte contre la violence, la xénophobie et le racisme dans les stades. A cet effet les actions ci-dessous seront menées au cours de la saison sportive, à savoir :

1) Mise en place de panneaux dans l'entrée de la patinoire

Deux roll-up ou panneaux seront installés dans l'entrée principale de la patinoire avec le slogan « l'Etoile Noire s'engage aux côtés de Strasbourg, Capitale du fair-play » lors de tous les matchs disputés à domicile.

La valorisation de cette mission s'élève à 18 000 €
Montant alloué : ..... 13 000 € TTC

2) Les journées du fair-play

Un jeune du centre de formation habillé aux couleurs du club lit sur l'aire de jeu, la charte avant le début de chacune des 4 rencontres de championnat à forte affluence à domicile.

La valorisation de cette mission s'élève à 10 000 €
Montant alloué : ..... 7 500 € TTC

3) Lutte contre la discrimination :

Dans le cadre des « semaines de l'égalité et de la lutte contre les discriminations » une large sensibilisation, sur les discriminations dans le sport est mise en place lors d'un match disputé à domicile pendant cette période.

La SAS Etoile Noire par son rayonnement national peut faire véhiculer un message important sur la lutte contre toutes formes de discrimiantion dans le sport. L'expo-qizz sera installée au niveau du hall d'entrée pour sensibiliser les spectateurs qui viendront assister au match. Des annonces micro seront réalisées pour l'ensemble des spectateurs du match

La valorisation de cette mission s'élève à 10 000 €
Montant de la somme allouée : ..... 7 500 € TTC

Article 5. Conditions et modalités financières

Le budget prévisionnel pour la réalisation des actions sociales s'élève à **390 000 €**. Le montant de l'aide financière affectée par la collectivité pour la réalisation de l'ensemble de ses actions s'élève à la somme de **295 000 €.**

L'aide financière sera mandatée conformément aux règles comptables en vigueur dans les conditions suivantes :

- 50 % après le vote du Conseil Municipal et signature par les deux parties de la présente convention ;
- 45 % après le vote du budget primitif de l'exercice 2019
- 5 % en fin de saison sportive après transmission des documents administratifs et financiers exigés à l'article 6.

Article 2 : Maintien des autres articles

Les dispositions des autres articles de la convention restent inchangées.

Fait à Strasbourg, le 19 décembre 2018

Pour la Ville de Strasbourg le Maire	Pour la SAS Etoile Noire le Président
Roland RIES	Jean-Paul HOHNADEL

Avenant n°1 à la convention financière d'action sociale de la SAS SEHB pour la saison 2018-2019

CONVENTION FINANCIERE

ENTRE

LA VILLE DE STRASBOURG
représentée par M. Roland RIES, le Maire

ET

LA SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
STRASBOURG EUROMETROPOLE HANDBALL
(dénommée la SAS SEHB)
dont le siège est sis
212 route de la Wantzenau - 67100 STRASBOURG

représentée par M. Eric LONCHAMPT, le Président

Vu la délibération du conseil municipal du 24 septembre 2018

IL A ETE ARRETE CE QUI SUIT

PREAMBULE

Article 1. Objet de la convention

Les articles 3, 4 et 5 de la convention sont modifiés de la façon suivante :

Article 3. Engagements de la Ville

La Ville s'engage à verser à la SAS SEHB une subvention d'un montant total de 250 000 **€** (deux-cents cinquante mille euros) pour la réalisation des actions visées à l'article 4 du présent document, au titre de la saison sportive 2018-2019.

Article 4. Obligations de la SAS SEHB

Dans le cadre de l'aide financière allouée, la SAS SEHB s'oblige à effectuer les actions sociales suivantes :

CHAPITRE I – ACTIONS D'INTERET GENERAL

Pour la 1ère partie du championnat 2018-2019 (septembre à décembre 2018)

I) Invitation aux matchs de l'équipe évoluant en Proligue pour des partenaires sportifs et socioculturels à destination des jeunes

La SAS SEHB offrira 2 040 places (billet d'entrée avec accueil personnalisé des participants ou billets simples) aux matchs de son équipe évoluant en Proligue aux partenaires suivants :

- CSC Marais : 30 places pour 6 matchs, soit 180 places
- CSC Escale : 30 places pour 6 matchs, soit 180 places
- CSC Cronenbourg : 30 places pour 6 matchs, soit 180 places
- Ecole de la Robertsau : 30 places pour 2 matchs, soit 60 places
- Billets pour la carte du bénévole de la ville de Strasbourg : 50 places pour 6 matchs, soit 300 places

La valorisation de cette action s'élève à 14 880 €
Montant alloué : .....10 416 €

II) Actions envers les enfants accueillis par l'association Adèle de Glaubitz

La SAS SEHB engagera un partenariat avec l'association Adèle de Glaubitz qui accueille plusieurs centaines d'enfant défavorisés, en difficulté sociale, orphelins ou en situation de handicap. Ce partenariat comprendra notamment :

- invitation avec accueil personnalisé aux matchs de la SAS SEHB (20 places pour 6 matchs, soit 120 places).

La valorisation de cette action s'élève à 1 200 €
Montant alloué : .....1 080 €

III) Organisation d'un tournoi sportif pour les écoles élémentaires de la Robertsau

La SAS SEHB organisera à l'automne 2018 un tournoi de handball entre 4 écoles élémentaires du quartier Robertsau. Cette action comprendra notamment :

- Une journée d'animation organisée dans chaque école participante (rencontres sportives, interviews joueurs SEHB, séance dédicaces, collation…)
- Un rassemblement pour une finale inter-école
- Invitation aux matchs de l'équipe évoluant en Proligue : 80 places pour 6 matchs pour les 4 écoles participant au tournoi, soit 1 920 places.

La valorisation de cette action s'élève à 39 200 €
Montant affecté : ..... 35 280 €

IV) Organisation d'une séance de dédicaces de l'équipe de Proligue

Cette opération a lieu pendant la Rentrée des sports le 1er septembre 2018. Cette action est ouverte à tout le public présent. Les joueurs sont à la disposition du public pour des interviews, des prises de photographies et des signatures du poster de l'équipe professionnelle, fournis par la SAS SEHB, pendant au moins une heure.

La valorisation de cette action s'élève à 10 000 €
Montant affecté : ..... 9 000 €

V) Invitation de jeunes des clubs de handball du territoire

La SAS SEHB invitera des jeunes d'autres clubs de handball du territoire : 3 clubs invités à hauteur de 45 billets pour 6 matchs (billet d'entrée avec accueil personnalisé des participants ou billets simples) aux matchs de son équipe évoluant en Proligue, soit 810 places.

La valorisation de cette action s'élève à 8 100 €
Montant affecté : ..... 7 290 €

VI) Participation au tournoi des jeunes Brasseurs

La SAS SEHB participera au tournoi des jeunes brasseurs, manifestation rassemblant plusieurs centaines de jeunes licenciés de handball. Ce partenariat comprendra notamment :

- Intervention de tous les joueurs de l'équipe 1 sur les 4 salles pendant la durée du tournoi.

La valorisation de cette action s'élève à 20 000 €
Montant affecté : ..... 18 000 €

VII) Actions envers différents publics

La SAS SEHB effectuera des actions auprès des publics suivants :

- Etudiants : invitation de 50 étudiants sur 6 matchs à domicile de Proligue, soit 300 places, dans le cadre de l'opération « Strasbourg aime ses étudiants ».
- Bénéficiaires de la carte du bénévole : 2 visites « coup de cœur » de musées de la ville de Strasbourg seront effectuées en présence de 2 à 3 joueurs de l'équipe évoluant en Proligue avec des bénéficiaires de la carte du bénévole.
- Handicapés lourds : 10 séances en présence de joueurs de l'équipe évoluant en Proligue seront organisées auprès de personnes en situation de handicap lourd.

- Bénéficiaires sociaux : en lien avec le centre communal d'action sociale, le club invitera 200 personnes à 1 match à domicile de Proligue.

La valorisation de cette action s'élève à 40 000 €
Montant affecté : ..... 36 000 €

Pour la 2ème partie du championnat 2018-2019 (janvier à juin 2018)

I) Invitation aux matchs de l'équipe évoluant en Proligue pour des partenaires sportifs et socioculturels à destination des jeunes

La SAS SEHB offrira 1 190 places (billet d'entrée avec accueil personnalisé des participants ou billets simples) aux matchs de son équipe évoluant en Proligue aux partenaires suivants :
- CSC Marais : 30 places pour 7 matchs, soit 210 places
- CSC Escale : 30 places pour 7 matchs, soit 210 places
- CSC Cronenbourg : 30 places pour 7 matchs, soit 210 places
- CSC Fossé des Treize : 30 places pour 7 matchs, soit 210 places
- Office des Sports : 50 places pour 7 matchs, soit 350 places

La valorisation de cette action s'élève à 14 280 €
Montant alloué : .....12 852 €

II) Actions envers les enfants accueillis par l'association Adèle de Glaubitz

La SAS SEHB engagera un partenariat avec l'association Adèle de Glaubitz qui accueille plusieurs centaines d'enfant défavorisés, en difficulté sociale, orphelins ou en situation de handicap. Ce partenariat comprendra notamment :
- invitation avec accueil personnalisé aux matchs de la SAS SEHB (20 places pour 7 matchs, soit 140 places).

La valorisation de cette action s'élève à 1 400 €
Montant alloué : .....1 260 €

III) Invitation de jeunes des clubs de handball du territoire

La SAS SEHB invitera des jeunes d'autres clubs de handball du territoire : 7 clubs invités à hauteur de 50 billets pour 7 matchs (billet d'entrée avec accueil personnalisé des participants ou billets simples) aux matchs de son équipe évoluant en Proligue, soit 2 450 places.

La valorisation de cette action s'élève à 24 500 €
Montant affecté : ..... 22 050 €

IV) Organisation d'un tournoi sportif pour les écoles élémentaires de la Robertsau

La SAS SEHB organisera un tournoi de handball avec les primaires du quartier Robertsau. Cette action comprendra notamment :
- une journée d'animation organisée dans chaque école participante en présence de 4 joueurs de l'équipe évoluant en Proligue (rencontres sportives, interviews joueurs SEHB, séance dédicaces, collation…),
- un rassemblement pour une finale inter-école,

- invitation aux matchs de l'équipe évoluant en Proligue : 100 places pour 7 matchs pour les 4 écoles participant au tournoi, soit 3 200 places.

La valorisation de cette action s'élève à 93 700 €
Montant affecté : ..... 84 330 €

V) Action envers les personnes en milieu carcéral

La SAS SEHB interviendra auprès de détenus de la prison de l'Elsau afin de faire découvrir le handball et transmettre les valeurs citoyennes de ce sport (respect, volonté, contrôle de soi, esprit d'équipe, règles collectives…), dans un but de réinsertion et de prévention primaire de la radicalisation.

Le coût prévisionnel de cette action est estimé à 13 000 €
Montant affecté : .....10 000 € TTC

CHAPITRE II – ACTIONS DE PROMOTION DU FAIR-PLAY

Ces actions sont destinées à sensibiliser le public et les joueurs à la lutte contre la violence, la xénophobie et le racisme dans les équipements sportifs. A cet effet l'action ci-dessous sera menée :
- des messages de sensibilisation seront délivrés au micro à chaque match à domicile (avant le coup d'envoi, durant les temps morts et à la mi-temps).

La valorisation de cette mission s'élève à 2 600 €
Montant de la somme allouée : ..... 2 340 € TTC

Article 5. Conditions et modalités financières

Le budget prévisionnel pour la réalisation des actions sociales s'élève à **282 860 €**. Le montant de l'aide financière affectée par la collectivité pour la réalisation de l'ensemble de ces actions s'élève à la somme de **250 000 €**

L'aide financière sera mandatée conformément aux règles comptables en vigueur dans les conditions suivantes :

- 50 % après le vote du Conseil Municipal et signature par les deux parties de la présente convention ;
- 45 % après le vote du budget primitif de l'exercice 2019
- 5 % dès que le service Vie sportive sera en possession des documents administratifs et financiers exigés à l'article 6.

Fait à Strasbourg, le

Pour la ville de Strasbourg le Maire	Pour la SAS SEHB le Président
M. Roland RIES	M. Eric LONCHAMPT